

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCII^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCII[e] ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME HUITIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1922

LA RANDONNÉE

DE

SAMBA DIOUF

DEUXIÈME PARTIE (1)

VII

Aujourd'hui, les Alamans vont savoir que le lion est plus fort que le taureau !

Ainsi parlait Samba Sarr, troisième de son rang, dans la 7e compagnie du 113e bataillon de tirailleurs sénégalais, au matin d'un jour pluvieux, en quittant le camp du Courneau, dans la forêt d'Arcachon, pour aller faire la guerre aux Toubabs.

— Tu dis vrai, Samba Sarr, répondit Samba Diouf qui marchait à son côté, mais la pluie gâte notre départ !

En effet, depuis deux heures qu'ils traversaient les bois de pins, la pluie n'avait cessé de tomber, alourdissant les sacs, les couvertures roulées, les musettes et tout le barda, auquel s'ajoutait le coupe-coupe sans lequel un homme de race noire ne se croirait pas armé.

La boue giclait sous leurs pieds chaussés de godillots énormes, dont les bouts se cassaient et se dressaient vers le ciel, car l'Intendance, prévenue que les pieds de ces gens d'Afrique étaient d'une largeur anormale, avait fait fabriquer pour eux des chaussures gigantesques, sans réfléchir que si la

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

marche pieds nus leur avait élargi la plante, il n'y avait aucune raison pour qu'elle eût allongé le pied... Aussi le bataillon couvrait-il, en marchant, d'énormes pans du sol mouillé.

— En vérité, reprit Samba après un moment de silence, la pluie gâte notre départ! Mais Dieu favorise les Toubabs, car il leur a donné la pluie à toutes les saisons, tandis qu'à nous il ne l'envoie que dans la saison d'hivernage.

Aucune voix ne fit écho à la remarque du pêcheur. Chacun courbait le dos sous l'averse, gardant pour lui ses pensées, s'il en avait. On n'entendait que le bruit des bidons heurtant les baïonnettes, le juron d'un sous-officier pour obtenir l'alignement ou morigéner un traînard, le giclement de la boue sous les semelles de l'Intendance, et le doux bruit soyeux, obstiné, de la pluie qui remplissait l'étendue.

C'était cinq mois de leur vie que ces Noirs laissaient derrière eux, dans ce camp d'instruction enclos de tous côtés par la barrière des pins maritimes. Cinq mois où ils avaient pivoté dans le sable, appris à s'aligner, à se compter, à manier un fusil, et aussi les quelques mots de français nécessaires pour comprendre les ordres et se comprendre entre eux, car ils étaient de races et de parlers différents. Il y avait là des Bambaras de la vallée du Niger et du Haut-Sénégal, fiers d'avoir secoué autrefois le joug de leurs maîtres Toucouleurs, pour s'allier aux Toubabs lors de la conquête du Levant, et qu'on reconnaissait à leurs joues traversées de trois balafres. Il y avait des Ouolofs, plus noirs que tous les autres Noirs, qui se vantaient, eux aussi, de connaître les Toubabs depuis plus longtemps que tout le monde, et qui des confins de la Mauritanie aux collines rouges de Popinguine, de Yang-Yang à Dakar, et de N'Diourbel à Saint-Louis, remplissent l'intérieur et la côte de leurs fanfaronnades et du bruissement de leurs m'boubous empesés qu'agitent leurs bras prétentieux. Il y avait des Mandingues, agriculteurs et guerriers, qui, sous des noms divers, peuplent l'immense pays du Niger au Saloune, de Bafoulabé à la Guinée, et formaient hier encore sous leur roi Samory Touré ce grand empire contre lequel ont lutté Joffre, Archinard, Galliéni, Combes et Gouraud. Il y avait des Sérères aux pommettes saillantes, aux jambes maigres, au corps musclé, exceptionnellement vigoureux, prompts à la colère, mais braves gens, grands travailleurs, mais ivrognes, très amateurs de chevaux et

de fusils, et les seuls Noirs de l'Afrique capables de se tirer une balle sous le menton pour une déception amoureuse ou une affaire d'honneur. Il y avait des Toucouleurs marqués suivant leur caste de petites étoiles au front et sur les joues, aussi habiles à chasser l'éléphant que l'oiseau, et qui se souviennent du temps où leur roi Amadou Lamine avait soumis à son sabre tous les peuples ses voisins. Il y avait des Soninkés, des Khassonkés au nez busqué et au parler guttural, des Soussous, des Timnés de la Guinée, agriculteurs et marins, des Lebous de Dakar et de Rufisque, adroits à manier les pirogues, et des gens du Fouladou, qui avaient abandonné pour le casque de fer leurs hauts bonnets blancs tronconiques, bordés de soies multicolores. Il y en avait qui venaient du Mossi et du Massina, où les villes sont si grandes qu'on s'y perd, où les demeures ont des toits en terrasse, où les portes sont en bois plein, où les chevaux sont grands et rapides comme le vent. Il y avait des chercheurs d'or de la Falémé, qui lavent inlassablement le sable des rivières, ou vivent au fond de puits innombrables qui font ressembler leur pays à une vaste écumoire. Il y avait des Floups abrutis par la crainte des Génies et les pratiques de la magie, et qui ne pensent, durant toute leur vie, qu'à grossir le troupeau qu'on sacrifiera à leur mort pour le festin funéraire. Il y avait des Baoulés sortis de l'ombre des forêts, où ils vivent en compagnie des grands singes, et dont la voix ressemble à l'aboiement des chiens qui gardent la nuit l'entrée des cases. Il y avait des Gouros et des Abbeys qui habitent les rochers et enterrent leurs morts près de leurs huttes de pierres amoncelées, pour les soustraire à l'appétit des voisins; des Manos de la haute Sassandra, qui ne laissent jamais pénétrer d'étrangers sur leur territoire; des Kogniagi, venus du Kidougou, où les hommes indifférents au soleil et à la pluie ne s'habillent que d'un bambou creux, retenu par une ficelle passée autour des reins, et où les femmes n'ont comme vêtement qu'une touffe de feuillage pour les protéger des mouches; des Bobos, venus des plateaux du Soudan entre la Rivière Noire et la Rivière Rouge, et qui, plus indifférents encore aux intempéries des saisons, ne s'habillent pas du tout. Il y en avait enfin, dont il était impossible de dire d'où ils venaient, quels étaient leurs usages et quelle langue ils parlaient, car ils appartenaient à des débris de race qui forment tout juste un village perdu

au milieu des marécages, dans une clairière de forêt... Et tous, gens du Nord et gens du Sud, du Sénégal et du Niger, de l'intérieur et de la côte, Bambaras, Ouolofs, Mandingues, Toucouleurs, Sérères, Soninkés, Khassonkés, Soussous, Timnés, Lebous, habitants du Massina et de la Falémé, Floups, Gouros, Abbeys, Baoulés, Manos de la haute Sassandra, et ceux encore dont on ignorait la race et le pays, tous ces Noirs qui, pour des yeux non exercés, se ressemblaient comme des frères, mais qui là-bas, en Afrique, vivaient séparés les uns des autres par des milliers de kilomètres, et que séparaient plus encore des différences de religion, de langue, de mœurs, de coutumes, d'habits, tous ces gens pour lesquels toute différence, quelle qu'elle soit, est une raison d'hostilité, se trouvaient, ce matin-là, rassemblés sur cette route, marchant au même pas, coude à coude, par la volonté des Toubabs!

Toujours sous la pluie, ils arrivèrent à la petite station où ils devaient s'embarquer. Et lorsque, escouade par escouade, ils furent casés dans les wagons, le train se mit en marche, emportant ce morceau d'Afrique à travers la campagne de juin.

A mesure qu'ils avançaient au milieu d'un pays varié et merveilleusement cultivé, la surprise s'emparait de tous ces gens qui n'avaient jamais travaillé qu'un petit champ de mil ou un fond de rizière péniblement gagné sur la brousse ou la forêt. Et pour mieux voir, ils se pressaient aux fenêtres des wagons.

Le caporal Lamine Cissé qui, dans le pays de Kassa, avait été l'élève des missionnaires de Mgr Jalabert, et qui savait beaucoup de choses qu'on apprend dans les livres des Toubabs, dit en montrant les vignobles :

— Les Toubabs n'ont pas à grimper sur les arbres comme nous le faisons, nous autres, pour recueillir le vin de palme, ils n'ont qu'à se baisser, car ceci est l'arbre à vin.

— En vérité, dit Samba, je prenais cela pour des prairies!

Dans la vaste nappe des feuillages, de longues allées régulières se découvraient tout à coup, quand le vignoble se présentait perpendiculairement à la voie, et cette subite transformation de la vaste prairie en une série d'allées droites et profondes les étonnait comme un tour de sorcier. Puis les vignes se firent plus rares, la campagne doucement val-

lonnée se couvrit de moissons diverses, de vergers, de bois de prés, que traversait à tout moment une rivière ou un ruisseau.

— Les arbres sont moins hauts que chez nous, mais ils sont innombrables! déclara un berger peuhl au teint clair. Ils sont plus verts et plus touffus, et Dieu, en vérité, a donné à ce pays la richesse, car tous les arbres portent des fruits et des fruits qu'on peut manger!

— Réponds-moi, capolar (1), demanda Demba Ouade, le chasseur de crocodiles, dont la peau était si noire que ses camarades eux-mêmes l'appelaient le Ouolof noir. Leurs rivières ont-elles des caïmans?

— Je ne le pense pas, répondit Lamine Cissé, mais on dit que dans ces rivières les poissons ne finissent plus...

— Et regarde! cria le berger peuhl en montrant par la portière des bœufs qui tiraient une charrue. Par la vérité même, les Toubabs sont rusés! Ils boivent le lait de leurs vaches et ils les font aussi travailler!

— Oui, répliqua Samba Sarr le chamelier, mais leurs deux bœufs ensemble ne sont pas plus vaillants que mon chameau!

Et devant tous ces champs couverts de cultures et de moissons, où l'on ne voyait presque personne : « C'est donc les Génies, disaient-ils, qui font pousser ces richesses!... » Ou bien tout au contraire, à la vue de tous les villages et de toutes les villes qui passaient sous leurs yeux, ils s'étonnaient de la multitude des Blancs, parce qu'habitués à n'en voir que très peu dans leur pays, ils s'étaient imaginé que la race des Toubabs était puissante, mais peu nombreuse, et ils disaient avec admiration :

— Là-bas, au Sénégal, nous n'avons vu que les petits-fils des Blancs, mais, en vérité, toute la famille est ici, et elle est innombrable!

— Puisqu'ils sont innombrables, reprit le berger peuhl, pourquoi nous ont-ils appelés pour faire la guerre avec eux?

— Tu es jeune, Arouna Dia, et tu n'es qu'un enfant, répondit le caporal en s'adressant au berger peuhl. Et tu n'as pas connu le temps où les rois et leurs compagnons parcouraient le pays, et où tu ne savais jamais, le soir, en t'endormant dans ta

(1) Caporal.

case, si on ne te trouverait pas, le lendemain, avec la tête coupée, et si ta femme et tes enfants ne seraient pas emmenés en esclavage. Mais aujourd'hui tu peux t'endormir en paix, et tes enfants continuent de vivre à l'endroit où ils sont nés. Tu peux porter les habits que tu veux, sans rendre jaloux les fils du roi. Si on te frappe, tu te plains au tribunal. Chacun peut avoir de l'honneur. Et lorsque tu voyages, tu trouves des puits sur ta route, et tu peux conduire maintenant ton troupeau d'une seule main... C'est pour cela que les Toubabs nous demandent de les aider aujourd'hui.

— Lamine, opina le chamelier Sarr, c'est la vérité seule que tu dis. Et si lourde qu'elle soit, la vérité est toujours la vérité !

Le soir tombait. Du compartiment voisin venaient des relents de vin rouge et des cris gutturaux pareils à des aboiements. Le chasseur de crocodiles jeta un regard par-dessus la cloison, puis se rasseyant, il dit :

— Ces fils de chiens de Baoulés, quand ils causent, on croirait en vérité que tout le pays est en bataille! Je ne sais pas si nous devons rester longtemps dans ce carrosse, mais notre chance veut que nous n'ayons pas avec nous de ces sauvages qui sentent mauvais, crient comme des chacals et mangent des choses immondes. Je préfère encore la bête que je tue dans la brousse à ces bœufs qui nous sont venus du Sud.

— Par ma mère! dit Lamine Cissé, seuls les Toubabs sont capables de commander ces gens-là! J'aime mieux être capolar avec des hommes comme vous, que « sarzent » (1) avec ces animaux malfaisants.

— C'est malheureux, reprit un Toucouleur habitué à porter dans son pays un pantalon de douze mètres d'étoffe quand il allait à pied, et de trente mètres quand il allait à cheval, c'est malheureux de vivre avec des gens qui chez eux s'en vont tout nus !

— Ce que tu dis n'est pas possible, ô Bakari Sédi! s'écria le berger peuhl. Que j'en perde la vie, mais il n'y a que les singes qui ne s'habillent pas!

— Je puis te dire, Arouna Dia, intervint le chamelier, car je les ai vus chez eux, qu'ils ont un morceau de bambou retenu sur leur ventre par une corde de palmier. Et encore, ce

(1) Sergent.

n'est pas l'honneur qui leur fait porter ce bambou, mais la peur des épines et des mouches.

— Il est mauvais que les Toubabs apprennent à ces bœufs du Sud les mêmes choses qu'à nous-mêmes, dit un colporteur mandingue. Ces sauvages ont toujours été les esclaves de nos pères, et maintenant ils vont se croire nos pareils !

— Cela n'est pas à craindre ! répliqua Demba Ba, un Laoubé tailleur de pirogues. L'esprit de ces gens-là n'atteindra jamais au nôtre. Ils ont la cervelle gluante !

— Tu ne dirais pas cela, Demba Ba, si tu savais l'histoire du chevreau, fit entre deux bouffées de pipe le chamelier sérère.

Et dans le silence de l'escouade, que troublaient seuls le rire épais et les hoquets des sauvages Baoulés :

— Il y avait une fois, commença Samba Sarr...

Et suivant la coutume, il marqua un temps d'arrêt. Alors, suivant la coutume aussi, toute l'escouade reprit en chœur :

— Il y a eu certainement...

Et le chamelier continua :

— Il y avait une fois un chevreau qui paissait avec ses frères au bord de la forêt. Il s'était lié d'amitié avec un singe qui habitait dans les arbres, et un jour qu'il lui parlait, il lui dit : « Ami singe, toi que Dieu créa si agile, apprends-moi à grimper comme toi sur les arbres. Les herbes sont plus sèches que les feuilles du baobab, et je voudrais brouter ces feuilles fraîches que seul peut atteindre le long cou du chameau. » — « Volontiers ! » répondit le singe qui n'aime que les fruits des arbres et auquel il était indifférent que le chevreau mangeât les feuilles. Et il montra à son ami la manière de s'y prendre pour grimper après les troncs et les branches... Et je dis que le chevreau profita si bien de la leçon, que dès le premier jour il atteignait cinq fois sa hauteur. A ce moment survint le chien du troupeau. Le chevreau, quand il le vit, oubliant l'arbre et le singe, ne fit qu'un bond jusqu'à terre pour venir folâtrer avec le vieil ami de sa famille, et tous deux s'en allèrent ensemble. Le lendemain, le chevreau revint à la forêt, et de nouveau il rencontra le singe. — « Ami singe, as-tu la paix ? lui dit-il. — La paix seulement, fit le singe ! — Veux-tu continuer, je te prie, à m'apprendre à grimper aux arbres ? » Le singe alors répondit : « O chevreau, j'ai de l'amitié pour toi, et j'ai tou-

jours vécu en paix avec les chèvres et les boucs, tes parents. Volontiers je t'apprendrais à m'accompagner sur les arbres, mais hier je t'ai vu causer en ami avec le chien qui me déteste. Si je t'enseigne mes secrets, tu les lui enseigneras à ton tour. Et comme le chien et le chacal sont les grands ennemis de ma race, c'en sera fait de notre sécurité dans les arbres de la forêt. » Et le singe n'enseigna plus le chevreau, qui ne sait rien que sauter sur les racines des arbres comme sur les rochers, sans arriver jamais aux branches...

— C'est une fable que tu nous as racontée, fit dédaigneusement le berger peuhl.

— Oui, répliqua le chasseur de crocodiles, mais une fable, que tout le monde répète, ressemble fort à la vérité. Je dis qu'il est mauvais d'apprendre aux autres ce qui peut vous faire du tort, car ceux qui jusqu'ici nous ont suivis, demain voudront être nos guides...

La nuit était tout à fait tombée. Après de profondes lampées aux bidons de deux litres et des attaques aux conserves, au pain et au fromage dont les musettes étaient pleines, Samba Diouf et le caporal, appuyés l'un contre l'autre, commencèrent à dormir et à ronfler. Le colporteur mandingue avait tiré de sa poche un jeu de cartes crasseux, et une partie s'engagea entre lui, le chasseur de caïmans, le peuhl et le chamelier. Ceux qui ne dormaient pas regardaient, à la lueur du quinquet, les cartes jetées avec passion sur la couverture de laine, tandis que le chasseur d'éléphants, ayant pris dans son barda son petit violon monocorde, modulait d'une voix de tête à laquelle il mettait une sourdine :

Fatou Kamara, son collier musqué,
Quand tu ne l'as pas près de toi,
Tu le désires.
Mais les perles de la ceinture d'une femme
Mangent tout le travail d'un homme.
Travaille encore...

Et sa mélopée se mêlait au son d'un fifre soudanais, quand le fifre, le violon et la chanson du Toucouleur n'étaient pas recouverts par le tapage des Baoulés et le ronflement des dormeurs.

Pendant deux jours et une nuit, la machine à fumée emporta le bataillon noir de ville en ville et de pays en pays.

— En vérité, la France est immense! disaient-ils.

A quoi d'autres répondaient :

— Crois-tu que nous sommes toujours en France?

— Le monde est large ! dit le chamelier. Et le chemin que les Toubabs m'ont fait suivre, si je devais le faire avec mon chameau, cela durerait plus d'une saison !

J'ai entendu parler entre eux les officiers Toubabs, annonça Lamine Cissé. Ils disent que demain, au premier chant du coq, nous arriverons sur le lieu de la guerre.

— Qu'on arrive vite et que nous fassions la guerre ! s'accorda pour dire toute l'escouade. Celui qui mourra mourra, mais ceux qui en réchapperont, iront revoir leur pays...

Le matin du troisième jour, après des arrêts sans nombre sur des voies de garage, à des bifurcations perdues dans la campagne, par une de ces froides aubes humides, bien connues de tous ceux qui ont bivouaqué dans la vallée de la Meuse, le 113ᵉ bataillon noir, engourdi par le froid et une longue immobilité, descendit des carrosses avec tout son barda, et s'aligna le long du quai dans le même ordre qu'au départ. Au loin on entendait des coups sourds, espacés, qui secouaient brutalement l'air glacé, pareils à un bruit de sabar dans un village écarté.

Samba en fit la réflexion.

— Oui, répondit Lamine Cissé, mais c'est un sabar de guerre !

Des sous-officiers de la gare, le képi au ruban blanc sur l'oreille, circulaient le long de la voie, dévisageant avec curiosité les tirailleurs derrière leurs faisceaux d'armes.

— Où est la guerre, Mossié sarzent? dit Samba Diouf à l'un d'eux en rectifiant la position.

— T'en fais pas! C'est pas tes oignons, mon vieux! répondit l'autre en riant.

Étonné de ces paroles au sens caché pour lui, Samba se retourna vers l'élève de Mgr Jalabert :

— Qu'a-t-il dit, capolar?

— Je ne sais pas, répondit Lamine Cissé, mais je crois qu'il a dit que ta voie n'est pas là.

— En vérité, répliqua Diouf, les Toubabs dépassent mon esprit ! Ils nous mènent faire la guerre, et ils ne nous disent pas où est la guerre. C'est pourtant bien notre voie, puisqu'ils m'ont pris sur mon chemin pour me conduire jusqu'ici.

VIII

Depuis un mois, le 113e bataillon sénégalais, campé dans un bois de l'Argonne, tirait les pierres d'une carrière à quelques kilomètres du front. Cette occupation fastidieuse n'était guère du goût de ces Noirs peu habitués à la peine, et qui n'arrivaient pas à saisir pourquoi on les occupait ainsi, tandis que leurs fusils et leurs coupe-coupes demeuraient inutiles sous les tentes abris et dans les baraques de bois. Aussi, à tout moment, s'arrêtaient-ils dans leur travail, pour échanger leurs réflexions sur les troupes qui passaient, l'interminable défilé des camions automobiles, la multitude des chevaux, leur force et la hauteur de leur taille.

— Pour nourrir tous ces hommes et ces chevaux, le roi des Toubabs doit avoir beaucoup d'argent!

— Mais où est le roi des Toubabs? Nous ne le voyons jamais!

A quoi Lamine Cissé répondait par ces mots qui apaisaient complètement la curiosité de l'escouade :

— Le roi des Toubabs est à Paris.

Aussitôt que dans l'air retentissait le ronflement d'un moteur, toutes les têtes se levaient, cherchant à découvrir le point imperceptible d'où s'échappait le bruit, et quand ils l'avaient aperçu, leur surprise s'exprimait en rires d'enfant. Bouche bée sur leurs dents blanches, ils suivaient la chose ailée et les petits nuages de fumée qui se formaient tout autour. — « Je te dis, déclarait l'un, qu'il voit le camp du Courneau. — Espèce de bœuf! affirmait l'autre, je te dis qu'il voit jusqu'à Dakar ! » Et si l'avion s'élevait plus haut encore : — « Il voit sûrement notre village ! » disaient-ils avec nostalgie. Puis lentement, sur l'injonction d'un caporal ou d'un sergent, ils se remettaient à leur tâche, en continuant d'échanger les mêmes éternels propos :

— Je ne sais pas si Dieu donnera aux Toubabs la puissance dans l'autre vie, mais certainement il leur a donné la puissance sur cette terre!

— Tu dis vrai, Dieu a donné aux Toubabs les trois moyens de posséder le monde : avoir, savoir et pouvoir. Rien ne leur est inconnu des secrets de l'univers, sauf celui de faire un nez.

Et ils parlaient ainsi, parce que, pour eux, le nez, c'est la vie, puisque c'est par là qu'on respire.

Leur journée achevée, ils regagnaient le camp; et le soir après la soupe, si la lune éclairait, ils organisaient des danses dans cette clairière de l'Argonne, comme dans leur brousse africaine. Une race dansait, et aussitôt toutes les autres faisaient cercle autour d'elle pour regarder le spectacle. Tantôt c'étaient les Soudanais qui, s'accompagnant de la flûte ou du tambour ou d'une simple marmite, exécutaient un pas guerrier. Le sabre nu en main, fendant l'air de coups de taille ou feignant d'esquiver leur adversaire, ils mimaient un duel à mort, se courbaient, se redressaient, rampaient à ras de terre pour bondir tout à coup, en faisant avec leur lame de terribles moulinets. Et cela durait jusqu'au moment où ils abattaient sur le sol un ennemi imaginaire, et roulaient eux-mêmes épuisés, en laissant tomber leur sabre, au milieu des cris de l'assemblée, des mains qui battaient en cadence, tandis que la flûte énervée perçait la nuit de notes suraiguës, et que la marmite du campement était parfois défoncée sous les coups redoublés du musicien.

Et après la danse du sabre, d'autres jetaient en l'air leur fusil comme un fétu, le rattrapaient, le faisaient tournoyer avec une vitesse prestigieuse, épaulaient vaguement, semblaient tirer en l'air, poussaient des cris gutturaux, et excités par la musique et la voix des spectateurs, ne s'arrêtaient plus de jongler et de lancer toujours plus haut leur Lebel.

Les Ouolofs, eux, se livraient à des danses lascives, avec des torsions de reins et de hanches, le dos de la main tourné vers le ciel, frappant le sol de leurs talons, au bruit accéléré du tam-tam... Les Toucouleurs s'accompagnaient eux-mêmes, en dansant, d'un petit violon monocorde et chantaient des mélopées nostalgiques sur Penda, sur Dénané ou quelque autre belle fille de leur pays.

Comme l'antilope se promène, le matin, dans la plaine,
Ainsi est Dénané,
Comme l'antilope qui se promène, le matin, dans la plaine...

Et tous les autres Toucouleurs soutenaient le chant en sourdine, en prolongeant la fin de chaque vers d'un long murmure assourdi... Les Baoulés sauvages dansaient en monome et en cercle, se tenant tous par la taille et piétinaient le sol comme des

éléphants. Les gens du Fouladou dansaient la danse du mouchoir ou du pagne avec des gestes que les mots ne peuvent dire. Et bien que ces danses, aussi variées que les races dont se composait le bataillon, n'eussent pas le même attrait pour tous, chez tous du moins elles éveillaient le vague regret de leur pays et les souvenirs qu'écartaient de leur esprit, tout le reste du jour, les tâches qu'on leur faisait accomplir, et le mugissement lointain de la bête furieuse qu'il n'avaient jamais vue et qui s'appelait la guerre...

Il y avait aussi des soirs où les luttes remplaçaient les danses. Pieds nus et ne gardant sur eux que leur pantalon retenu par un mouchoir serré, Ouolofs et Sérères échangeaient leurs défis et en venaient aux mains. Luttes brutales où tout est permis, où l'on saisit son adversaire comme on peut, et où c'est la rapidité, le croc en jambes, la surprise qui assurent la victoire. Sous la clarté de la lune, la sueur faisait briller de puissants torses magnifiques, taillés en forme de vase, larges d'épaules, minces de taille, avec une épine dorsale profondément creusée et des muscles qui faisaient saillie d'un bout à l'autre des reins. C'était une chose bien étrange de voir ces hommes, qui dans la carrière de pierres paraissaient si indolents, se transformer soudain en superbes animaux d'une agilité surprenante. Dès qu'un des adversaires avait touché le sol, la lutte était finie, et alors éclataient des cris perçants qui dominaient le bruit du tam-tam et des flûtes. Puis le vainqueur esquissait un pas de danse, et pour l'accompagner la musique redoublait d'ardeur.

Peu à peu, l'énervement du combat gagnait les autres spectateurs. Des Foulahs plus nerveux encore, des Mandingues plus rusés, des gens du Sud plus brutaux, se provoquaient de la voix et du geste. Une main ouverte lancée en avant indiquait au vainqueur qu'il avait un adversaire pour se mesurer avec lui. Le défi accepté, tous deux s'avançaient l'un vers l'autre, se dandinant sur leurs longues jambes minces, ramassant en chemin une poignée de poussière qu'ils se jetaient en signe de provocation. A ce geste, les Ouolofs toujours farauds et méprisants ajoutaient des injures. Puis ils commençaient à se battre, et chacun des assistants prenait parti pour sa race. Dans toutes les langues de l'Afrique s'échangeaient des invectives, et comme ils ne se comprenaient pas, chaque parole, chaque cri était considéré par les gens d'une autre race

comme une insulte adressée à leur père ou à leur mère, — chose qui ne se pardonne pas et doit s'expier tout de suite par des coups et par du sang. Alors Ouolofs, Mandingues, Toucouleurs, Bambaras, Sérères, Bobos et Baoulés se jetaient les uns sur les autres, prenant prétexte de ces jeux pour satisfaire d'antiques rancunes sucées avec le lait, et que la promiscuité du camp n'avait fait qu'exaspérer. Flûtes et tam-tam s'arrêtaient, car les musiciens eux aussi lâchaient leurs instruments pour se mêler à la bataille. Et dans le silence qui succédait au vacarme de la musique et des cris, on n'entendait que le bruit sourd des coups qu'ils se portaient dans les flancs, brutalement et sans mot dire, de peur que le poste de police ne vînt troubler le bonheur qu'éprouvait chaque race à en assommer une autre...

Tous les quinze jours, du lointain Sénégal des lettres arrivaient au bataillon. Comme celles qu'ils envoyaient eux-mêmes, elles étaient toutes rédigées en français par quelque scribe de là-bas, qui mêlait au parler noir ses expressions épistolaires Dans l'escouade de Samba Diouf, c'était naturellement l'élève des Missions qui les traduisait à ses hommes. — « Lamine Cissé, sois bon! lui disaient-ils. Lis-moi ma lettre, toi qui connais l'écriture des Toubabs. » Et le caporal traduisait :

« Demba Diouf à Samba Diouf, 113e bataillon sénégalais :

« Nous avons reçu ta lettre et le mandat de neuf gourdes, deux francs et une pièce de cinquante centimes, et nous savons que tu es en bonne santé. Que Dieu te garde! Et la nôtre est bonne aussi. Avec ton argent j'ai payé les dix mesures de mil que je devais à Arafan Toumané, et j'ai acheté pour ta sœur Koumba deux mouchoirs, et pour ta mère douze écheveaux de coton. Nous avons aussi reçu neuf gourdes du commandant Toubab pour les trois derniers mois de ton service. J'ai vendu la récolte d'arachides, mais, comme le mil a été pauvre, nous sommes obligés d'acheter beaucoup de riz dans les boutiques, et même du poisson, car tu n'es plus là pour nous apporter ta pêche du matin. Le prix de tout a augmenté, et quand nous n'avons plus d'argent, nous mélangeons à notre riz des feuilles de baobab et des fleurs de m'besab qui nous aigrissent le ventre. Si ces fils de chiens de Mandingues ne

t'avaient pas envoyé le premier au service, les vaches de ton oncle de Kolda nous auraient beaucoup aidé. Je suis trop vieux pour aller moi-même les chercher. Le pays des Foulahs est loin ! Nous pensons que tu reviendras bientôt et que tu n'as pas trop froid. Dieu veuille que Dieu te ramène près de nous. Ta mère te salue, ta sœur Koumba te salue, Yamina Sédi te salue, tous ceux du village te saluent.

« Diouf. »

Ou bien encore :

« Matar Benga à Samba Diouf. Salut et que Dieu te protège parce qu'il est tout-puissant !

« Des gens qui arrivent de Niômi m'ont dit que tu t'étais engagé chez les Toubabs pour faire la guerre, et je pense que tu as la paix. Moi aussi. Mais aujourd'hui que tu manges la nourriture du Gouvernement et que tu touches l'argent du roi des Toubabs, je te demande de m'envoyer ce que tu me dois depuis la saison des pluies, où je t'ai prêté un pantalon de trente coudées de tissu pour cultiver ton champ. Tu devais me payer à la saison des vents du Nord avec du poisson sec. Tout est cher maintenant et il faut beaucoup d'argent pour vivre. Aussi je pense que tu vas m'envoyer par un mandat de la poste les deux gourdes, trois fiftines et un pikini que tu me dois. Tous les gens de Niômi te saluent.

« Makar Benga, boutiquier à Niômi. »

— Dieu veuille que ce boutiquier meure ! dit Samba. Moi, je fais la guerre, et lui, il est dans sa boutique ! Il attendra que je revienne lui rapporter son poisson sec... Mais pardonne-moi, capolar, j'ai encore un autre papier...

« Yamina Sédi à Samba Diouf.

« Je te salue et suis contente de ta dernière lettre. Mon cœur était plein de tes paroles, et je pense toujours que tu reviendras sans tarder du pays des Toubabs. N'oublie pas que l'oiseau est sur la haute branche de l'arbre, mais que ses yeux sont toujours à terre. Depuis que tu es parti, je pense toujours à toi et j'ai hâte que tu reviennes, car l'enfant ne s'aperçoit que le lait est bon que lorsqu'il a quitté le sein. Des étrangers sont venus

du pays de Bandioul, qui eux ne sont pas soldats parce qu'ils sont sujets des Toubabs angalais (1). L'un d'eux m'a demandée à mon père et a voulu donner pour moi soixante dirhems et un cheval de l'intérieur presque aussi grand que les chevaux dont tu nous parles dans ta lettre. Il a voulu me faire forger des bracelets de pieds et de mains. Mais je n'ai pas voulu. Ma mère voulait, mais je n'ai pas voulu. Et mon père non plus n'a pas voulu, car moi je ne pense qu'à toi, et mon père n'a pas oublié que tu es le meilleur pêcheur de la rivière, et que depuis que j'étais petite tu l'as aidé à cultiver son champ. Mais je voudrais que tu reviennes vite de la guerre des Toubabs! Je suis allée à la ville où sont les boutiques des Toubabs, et j'ai vu des mouchoirs brodés et des pagnes de belle couleur. Seulement je n'ai plus assez d'argent pour acheter ces choses, et en attendant que tu puisses revenir chercher tes bœufs au pays des Foulahs, il faudrait que tu m'envoies par un mandat de la poste le plus que tu pourras, car tout est très cher ici. Je pense que tu peux le faire. On dit que le roi des Toubabs vous donne tout ce qu'il vous faut. Les gens de Niômi te saluent, mon père te salue, ma mère te salue, tous mes parents te saluent. »

Et les journées s'ajoutaient aux journées, et les Noirs piochaient toujours d'un bras mou dans la carrière, en disant au bruit lointain du canon :

— Si seulement notre sabre arrivait jusqu'aux Alamans, ils n'existeraient bientôt plus!

A quoi d'autres répondaient :

— Dieu veuille que cela arrive vite, et que nous puissions ensuite retourner dans notre pays, voir nos pères, nos mères et nos femmes, et manger notre riz au poisson sec!...

IX

— Levez-vous! cria le chasseur de crocodiles, qui ce matin faisait la corvée de café.

Personne ne bougea dans la longue baraque, où les hommes se pelotonnaient sous les couvertures et les capotes. Toutes les sueurs de la nuit, qui s'exhalaient de cet entassement de corps

(1) Anglais.

couverts de laine, mêlaient leurs terribles odeurs à d'autres plus atroces encore, rendant l'air irrespirable pour tout autre que des Noirs. Incapables de mesurer ce que leur estomac pouvait contenir de nourriture ou de vin, beaucoup pendant la nuit étaient pris d'affreux malaises, et la plupart n'osaient sortir pour satisfaire aux besoins de la nature, de peur d'être surpris par les Esprits nocturnes, déjà redoutables chez eux et plus à craindre encore dans un pays qu'ils ne connaissaient pas mais que tout les portait à supposer peuplé d'innombrables Génies malfaisants.

— Les poux des Baoulés ne vous empêchent donc pas de dormir ! cria de nouveau Demba Ouade.

Les hommes, paresseusement, se dressèrent sur les paillasses, le bonnet de police rabattu sur les visages où, dans le demi-jour, on ne voyait briller que les dents et le blanc des yeux. Ils tendaient leurs quarts de fer blanc, et, d'un bout à l'autre de la chambrée, commencèrent de s'échanger les réflexions matinales :

— Crois-tu que les Toubabs finiront la guerre aujourd'hui ?

— Que je ne boive plus jamais de café, si c'était aujourd'hui le dernier jour !

— Fous ! comment voulez-vous que la guerre ait une fin, tant que nous n'y serons pas allés !

— Le café des Toubabs est bon, mais j'aimais mieux le lait aigri que ma femme me préparait le matin, et qui rafraichit l'estomac.

— Moi, je préfère un douran (1) réchauffé, avant d'aller dans mon champ.

— Et moi, du mil sucré, car je suivais les préceptes de mon père. Jamais rien de chaud ne rentrait dans son ventre et il a vécu très vieux.

— Que les Toubabs meurent, eux et leur café ! Je n'ai jamais demandé à manger leur nourriture ! Qu'ils nous ramènent dans notre pays.

— Tout cela, mes garçons, ce ne sont que des paroles et vous y fatiguez vos têtes ! Buvons le café des Toubabs et suivons leur chemin, puisque c'est eux qui sont nos maitres...

Ainsi se croisaient les propos, tandis que du fond de la

(1) Riz à l'arachide.

baraque s'élevait un concert de grognements : c'étaient les Baoulés qui injuriaient Demba Ouade, et dans leur langage de chiens lui reprochaient d'avoir trop largement distribué le café à tous ceux de sa race, ne leur laissant, à eux, que la bouillie de la marmite.

L'arrivée d'un sergent rétablit magiquement le silence. En un clin d'œil tout le monde fut debout, chacun au pied de sa paillasse, et les caporaux commencèrent l'appel de leurs escouades, la longue litanie des noms qui variaient avec les pays. Chez les gens de Guinée, c'étaient des Kamara, des Cissé, des Cissoho ; chez les gens du Soudan, des Guité, des Diaité, des Keïta, des Tarahoré ; chez les Mandingues, des Kassama, des Konté, des Sounkaré, des Dramé, des Toumané, des Doumbouya, des Tomboudou ; chez les Ouolofs, des N'Diaye, des Dieye, des Dieng, des Diop ; chez les Sérères, des Baro, des N'Dour, des N'Gour, des N'Diouk, des Sarr ; chez les Baoulés, des Kouassi, des Kouadio, des Kouafi, des Kouami, des Koudou... Tous ces noms, précédés de prénoms qui variaient, eux aussi, avec la religion et la race. A l'appel du caporal, les plus civilisés répondaient en français : « Perzent ! » tandis que les Bobos, les Monos, les Gouros, les Yakoubas et autres sauvages du Sud répondaient simplement « Zan ! »

Quand ce fut le tour de Samba Diouf, sans bouger de la paillasse où il s'était recouché après avoir vidé son quart de café chaud, fièrement il répondit : « Malatte ! »

Une heure plus tard, les bras ballants, investi, pour ainsi dire, de sa dignité de malade, et toussant d'ailleurs assez fort, il prenait rang dans la longue procession de ceux qui, chaque jour, portaient leur gerbe au grenier du major, car le proverbe dit : Les malades sont le grenier à mil du médecin.

Dans l'air humide et froid, toussant, crachant et grelottant, le col de la capote frileusement relevé, le bonnet de police enfoncé jusqu'aux oreilles, les jambières mal roulées autour de leurs maigres mollets, on avait peine à reconnaître dans ces pauvres diables frissonnants et d'aspect si misérable, les robustes garçons qui, la veille, dansaient ou luttaient au clair de lune. Par petits groupes, ils pénétraient dans la salle attenant à la grange qui servait d'infirmerie, et à l'appel de leur nom ils se présentaient au major.

Habiles à imiter les gestes et le parler des Toubabs, les

Ouolofs n'étaient pas embarrassés pour expliquer leurs maux imaginaires ou non. Mais la plupart se contentaient de désigner du doigt leur tête, leur poitrine ou leurs reins, ou bien d'exhiber quelque plaie à l'aine, au pied ou à la jambe. Le major palpait les peaux noires, ses yeux de verre devinaient les maladies invisibles, et ses oreilles écoutaient, à l'intérieur de ces grands corps, le petit bruit du mal ou les mensonges de la ruse. Les uns, ils les envoyait pour un ou deux jours dans la grange; les autres, il leur faisait réintégrer la compagnie, mais quelquefois il ne résistait pas au plaisir de récompenser par vingt-quatre heures de paresse la mimique de quelque farceur, qui avait apporté une minute de drôlerie cocasse dans sa longue journée fastidieuse. Parfois aussi, son diagnostic se méprenait sur le cas d'un de ces malades incapable d'expliquer où il souffrait, et l'on voyait alors le malheureux non reconnu, écrasé par son mal et la fatalité, doublement étranger au milieu des Toubabs et de ses frères d'autres races, s'en aller seul à l'écart, pareil aux bêtes de la forêt, et pleurer comme un enfant.

— Akonan Kouami! appela l'infirmier qui présentait les malades.

A l'appel de ce nom, on vit s'avancer vers la table un être étrange, chétif, les yeux doux, avec un sourire atone montrant ses dents limées en scie, et qui portait sur toute sa personne le profond mystère des forêts dont il était sorti.

— Et toi, qu'as-tu? demanda le major.

Sans répondre, Akonan Kouami posa un doigt sur son ventre.

— Monsieur le major, expliqua l'interprète, cet homme vient d'un patelin que personne de nous ne connaît, et dans tout le bataillon il est le seul à parler sa langue.

Le major le palpa, prescrivit une purge et l'envoya pour trois jours dans la grange.

— Samba Diouf! cria l'infirmier.

A son tour, le Niôminka s'avança.

— Malatte! dit-il en montrant sa poitrine.

Le major le fit déshabiller, et appliquant l'oreille contre son dos large et musclé, écouta s'il disait la vérité.

Samba Diouf n'avait pas menti : l'intérieur parlait comme sa bouche.

— Teinture d'iode et deux jours de repos, déclara le major.

Sur quoi, l'infirmier noir s'empara du pêcheur de lamentin, et à grands coups de pinceau se mit à le badigeonner, sans que la peau changeât de couleur. Puis, lui aussi, on l'expédia dans la grange.

Elle était remplie de malades couchés ou assis sur la paille, parmi lesquels ses yeux cherchèrent à reconnaître quelqu'un. Apercevant un Toucouleur à la peau claire, au nez busqué, et un Khassonké reconnaissable aux balafres de son visage, il alla s'étendre près d'eux, car il comprenait leur langue.

— Ami, dit-il au Toucouleur, comment te nommes-tu?

— De mon prénom je me nomme Ahmadou, de la famille des Modi.

— Et moi Samba, de la famille des Diouf. Notre village est au bord de l'eau et pêcher est mon travail. Et toi, ami? dit-il en s'adressant au Khassonké.

— Comme toi, je me nomme Samba, et mon père s'appelait Kangado. Je travaille à Kayor, chez les Toubabs, dans leurs magasins. Mais aujourd'hui j'ai honte, car je ne fais presque rien, et mon corps est fatigué. Moi qui montais trois sacs de riz à quatre fois ma hauteur, en chantant les louanges de ma maîtresse et en sautant sur un pied, voilà que maintenant je ne puis plus porter mon propre corps. En vérité j'ai honte, ô Diouf!

— Cela ne mérite pas d'avoir honte, répondit le Niôminka, car moi que tu vois, qui passais toute la journée et souvent la nuit dans l'eau, et qui ne crains pas plus les Génies de la rivière que les Génies de la forêt, ma poitrine me fait mal et je tousse parfois commme un enfant... Mais toi, Toucouleur, je ne vois pas le mal qui est tombé sur toi.

— Ce n'est rien, mon ami, répondit Ahmadou Modi. Mon bras s'est abîmé en luttant, la nuit dernière, avec un homme du Fouladou. En vérité, je suis plus fort que trois de ses semblables réunis, mais ces fils de l'enfer ont des moyens que je ne connais pas. Mon bras s'est retourné, et je n'ai jamais pu savoir comment ce chien de Foulah avait fait. Mais cela n'est qu'une surprise et je ne crains point d'homme sur la terre! J'ai marché du levant au couchant, et j'ai poursuivi l'éléphant en portant mon fusil avec ses charges et ma nourriture pour plusieurs jours. Et mes pieds que tu vois, ont couru tous les chemins, des rivières du haut jusqu'à la mer, et traversé toutes les rivières du Fouta Djallon et du Fouta Toro. Rien ne m'est inconnu dans

notre monde. Les Toubabs seuls m'ont montré des choses que je ne connaissais pas...

Ainsi, tout le long de la journée, la conversation continua sur la paille de cette grange comme sur les nattes du n'taba, revenant sans cesse aux mêmes choses : le gibier qu'ils chassaient, les poissons qu'il pêchaient, les diverses sortes de mil dont ils ensemençaient leurs champs, la vente des dernières récoltes dont on leur parlait dans les lettres, leur père, leur mère, et leurs enfants, le Toubab qui était leur ami et qui leur avançait des semences et du pain en cas de disette, les dettes qu'ils avaient laissées et dont cette guerre de damnation avait au moins pour avantage de suspendre le remboursement, et vingt autres choses encore.

Bien qu'il fût interdit de fumer sur la paille, les pipes allumées se dissimulaient dans les mains et sous les couvertures. Ceux qui ne fumaient pas, mâchonnaient leur tabac, et le plus grand nombre dormait, — ce qui est encore l'occupation la plus agréable pour un Noir.

Le soir vint. Après la soupe, il y eut une recrudescence de bavardages et de fumée, puis chacun s'arrangea du mieux qu'il put pour dormir, et on n'entendit bientôt plus qu'un bruit de paille remuée par des corps cherchant le sommeil, quelques accès de toux, et le pas du Toucouleur qui allait et venait dans la grange en égrenant son chapelet, car il était musulman.

— Eh! Toucouleur, pourquoi ne te couches-tu pas? lui demanda un Ouolof que la fièvre tenait éveillé.

— Cela n'est pas encore entré dans mon esprit, fit l'autre d'un air absorbé.

Et s'arrêtant un instant :

— Je ne crains rien dans le jour, mon ami, ajouta-t-il. Mais les bêtes de nuit, mon père ne m'a jamais appris à ne pas les redouter.

— De quelles bêtes as-tu peur ici?

— Cela n'a pas besoin d'être dit. Nous sommes dans la main des Toubabs, et ce qui sort de la bouche peut souvent faire du mal au corps.

— Que dis-tu là encore, Toucouleur?

— Oui, je suis Toucouleur, c'est vrai, répliqua Ahmadou Modi. Mais si vous autres Ouolofs, qui vivez au bord de la mer, vous avez appris avant nous à connaitre les Toubabs, rien ne

nous est inconnu, à nous autres Toucouleurs, des choses de l'intérieur du pays. Et ce que je sais, je le sais.

Et il se remit à marcher dans l'allée bordée par les planches qui maintenaient la litière de paille, égrenant toujours son chapelet et murmurant à chaque grain : « Asta fourlaï! Dieu me pardonne! »

Quand sa promenade l'eut ramené à la hauteur de la paillasse où était couché Samba Diouf, celui-ci l'interpella à son tour :

— Dis-nous la vérité, Ahmadou, nous t'en prions! Quelle chose te trouble l'esprit?

Alors le géant noir, montrant d'un geste du menton une forme étendue dans le fond de la grange, et qu'éclairait vaguement la lanterne :

— Je dis que je dis que cet homme est de la race de ces gens qui se changent en bêtes la nuit, et qui mangent des hommes!

— Tu dis une chose infernale! firent d'une seule voix le Niôminka, le Ouolof et le Khassonké.

Et leurs regards se portèrent avec effroi sur le pauvre Akonan Kouami, l'homme dont personne ne connaissait la langue et dont nul ne pouvait dire de quel pays il venait, et qui, accroupi sur la paille, le dos appuyé à la muraille, les genoux remontés sous le menton, tordu par un mal mystérieux, faisait de terribles efforts, comme pour s'arracher à lui-même.

— Ce que dit le Toucouleur vaut la peine d'être cru, murmura le Khassonké, car les gens de sa race ont parcouru tous les pays, et j'ai entendu dire qu'il y a dans notre bataillon des hommes qui se changent en bêtes et qui mangent les hommes la nuit.

— En vérité, fit le Ouolof, les Toubabs sont les rois, car seuls ils sont capables de nous obliger à dormir à côté de pareilles gens! Mais je dis qu'ils auraient dû mettre tous ces bœufs du Sud ensemble, au lieu de mélanger d'honnêtes gens, comme nous, avec des sauvages comme lui!

— Pardonne-moi, Ahmadou Modi, reprit alors Samba Diouf, mais peut-être que nous fatiguons nos têtes mal à propos à cause de ce fils de chienne. Dans mon village de Niômi, où habitent mon père et ma mère et dans lequel je suis né, j'ai un ami parmi les miens, cordonnier de son état et qui a, dit-on, le

pouvoir de se transformer, la nuit, en hyène à sa volonté. Cela, mes yeux ne l'ont pas vu, mais je l'ai entendu dire. Il a d'ailleurs bon caractère, et le rire et la plaisanterie, c'est, avec son travail, tout ce qu'il peut faire pendant le jour, et nous ne connaissons pas qu'il ait jamais mangé une femme ou un enfant. On dit qu'il n'use de son pouvoir que pour se promener, la nuit, de village en village, sans être reconnu des animaux. Tout au plus va-t-il mordre un âne qui lui a envoyé une ruade, ou enlever le veau d'un voisin.

— Il n'y a plus dans nos pays des gens qui tuent les gens pour se nourrir de leur chair, déclara un Sérère, attiré par le bruit de la conversation. Mais mon père m'a dit souvent que les Balantes se nourrissent volontiers de la viande des hommes morts, et que, plus dans le Sud, les Abbeys et les Yakoubas tuent leurs ennemis pour les manger. C'est pourquoi dans ces pays on enterre les morts sous les cases pour empêcher qu'on ne vienne les voler pendant la nuit.

— Vous êtes pareils à des enfants qui ne connaissent rien des choses de ce monde! reprit le Toucouleur. Si celui-là, fit-il en désignant de nouveau du menton l'homme qui continuait de se tordre en proie à son mal inconnu, si celui-là était un de ces hommes qui se nourrissent de la chair des hommes, il ne serait pas à craindre. Tu peux toujours lutter avec ton semblable, même s'il est plus fort que toi, et te défendre tant que tu as un nez. Mais contre les bêtes sorties de ces gens de malédiction, tu ne peux pas te protéger. Quand tu essaies de les frapper, le fer le plus dur s'émousse et se retourne contre toi, car, en vérité ces bêtes ne sont pas des bêtes, mais des Génies. Ils ne mangent pas les corps, et tu peux mourir à côté d'eux, sans qu'il te manque un morceau d'ongle. C'est ton souffle qu'ils respirent! Ils boivent la cervelle des enfants attachés à leur mère, ils dessèchent le lait des femmes qui nourrissent, ils sucent le sang des animaux, mangent ton âme de loin et te tarissent la cervelle sans que tu t'en aperçoives. Ce n'est pas d'eux-mêmes qu'ils font cela, mais cela leur vient de leurs parents, et ils ne peuvent se retenir de le faire. Seule, la la mort peut les arrêter... Vous voyez donc, conclut le Toucouleur, que vous parlez comme des enfants; et moi qui me tiens debout au milieu de vous, ce que j'ai vu, je l'ai vu, et ce que je sais, je le sais.

— Pardonne-moi, Ahmadou Modi, fit un nouveau venu (car à tout moment des malades inquiets venaient grossir le nombre des causeurs), pardonne-moi, mais depuis que je suis arrivé chez les Toubabs, je suis soldat à la neuvième compagnie. J'ai souvent passé la nuit dans la même baraque qu'Akonan Kouami, et jamais je n'ai entendu dire que personne ait eu la cervelle desséchée à la neuvième compagnie.

— Je crois ce que tu dis, répliqua Ahmadou Modi. Mais si ce fils de démon n'a pas encore fait de mal, c'est qu'il craignait l'Esprit des Toubabs. Aujourd'hui son sang s'est tourné, et il y a du mauvais sur nos têtes.

— Par la vérité même! fit quelqu'un dans les demi-ténèbres, je ne pensais pas être venu faire la guerre chez les Toubabs, pour être mangé par une bête immonde, sortie du corps d'un de ces hommes qui habitent des pays que nous ne connaissons pas et qui se changent en bêtes la nuit!

— Je ne sais pas, reprit un autre, ce qui nous arrivera, mais tu as dit une vérité que personne ne peut contredire.

De proche en proche, l'inquiétude avait gagné tout le monde. Une silencieuse panique s'était emparée de tous ces Noirs, comme si un avion avait rôdé au-dessus d'eux, menaçant de laisser tomber la mort. Cette grange perdue de l'Argonne n'abritait plus à cette heure quelques nègres malades, mais toutes les terreurs qui hantaient les premiers hommes et qui continuent de vivre dans l'Afrique occidentale, tout le monde des Génies des forêts et des eaux, le peuple innombrable des Esprits qui s'étaient embarqués avec eux sur les navires des Toubabs...

La lanterne mourante laissait toujours apercevoir dans l'ombre la silhouette inquiétante, déformée et bizarre, pliée sur elle-même à la manière des singes, et qui paraissait faire effort pour accoucher de la bête redoutable dont elle était possédée. Puis la lampe baissa, noircit le verre, s'éteignit. Personne n'osa la rallumer, et tous restèrent dans les ténèbres, persuadés que la lumière ne s'était pas éteinte toute seule, mais qu'un Esprit l'avait soufflée. Les uns après les autres, tous ceux qui se trouvaient dans le fond de la grange avaient abandonné leur paille pour chercher une place ailleurs. La chambrée tout entière se tassait à présent du côté de la porte, comme pour se mettre sous la sauvegarde du fusil de la sentinelle. Personne ne songeait

plus à dormir, et chacun se plaçait en silence sous la protection du téré que lui avait donné son sorcier.

Le lendemain, tous les malades demandaient à quitter l'infirmerie.

— Ah, ça! qu'ont-ils donc ce matin? demanda le major qui, pour la première fois, se voyait obligé de retenir ses clients.

— Je n'en sais rien, répondit l'interprète. Ils disent tous qu'ils sont guéris.

Samba Diouf fut de ceux qui obtinrent la permission de regagner leur compagnie. Après l'angoisse de la nuit, il trouva du plaisir à piocher dans la carrière. Le soir, au moment de la soupe, le bruit se répandit dans l'escouade qu'un des malades était mort.

— En vérité, dit Samba, le Toucouleur avait raison! Et j'ai bien fait de revenir parmi vous. Peut-être que cette bête immonde m'aurait sucé la cervelle!

Or, c'était Akonan Kouami lui-même qui avait trépassé dans la journée. Le Génie malfaisant qui habitait son corps misérable, n'en voulait qu'à lui seul. Personne ne sut jamais à quel mal avait succombé ce soldat noir de langue et de race inconnues.

X

Non, les Noirs n'étaient pas heureux! La pluie ne cessait de tomber, le vent d'automne gémissait dans les bois, et la boue alourdissait les godillots trop vastes, mal ajustés sur les jambes trop maigres. Sous la bise et les averses, les plus grands corps se recroquevillaient, se faisaient petits dans les capotes, et l'on aurait dit que les langues s'étaient gelées dans les bouches. Plus de conversations, plus de plaisanteries. Tout le monde piochait en silence dans les pierres de la carrière. Les yeux se détournaient des chefs, par crainte de laisser voir des choses qu'il n'était pas bon de montrer, et même chacun évitait de regarder son voisin pour ne pas avoir la honte de lui découvrir sa misère. Et ils continuaient de piocher et de piocher d'un bras mou, en songeant que là-bas, chez eux, pendant les jours d'hivernage ils restaient paisiblement à bavarder sans rien faire, dans la fumée tiède des cases...

Le feu, la nourriture chaude, l'abri de la baraque, c'était au long du jour tout ce qu'ils désiraient, dans ce désert de froid et de boue. Le soir, pressés les uns contre les autres, ils accumulaient sur eux tout ce qu'ils pouvaient rassembler de chaud ou de pesant et s'endormaient avec fièvre dans le bruit de la toux qui secouait les poitrines, la cervelle vide et glacée, le corps tout contracté par les plaintes du vent et le bruit de l'eau qui faisait son lugubre tam-tam sur la tôle. Les danses, les luttes qui les avaient distraits dans les nuits claires de l'été, et où par certains soirs encore, dans les embellies d'automne, ils auraient pu trouver divertissement et chaleur, ils n'y songeaient même plus Ils ne communiaient entre eux que par une tristesse prostrée et l'angoisse de l'hiver qui allait tomber sur leurs têtes. Comme engourdies elles-mêmes par le froid, les haines de races s'apaisaient. Confondus par l'inclémence du temps dans la même détresse, ils ne se haïssaient plus, et lorsqu'une place était vide autour du pauvre feu qu'ils allumaient dans les baraques (on n'avait pas encore monté les poêles), ils ne s'inquiétaient guère si c'était un Ouolof ou un Baoulé qui la prenait... Seule la chaleur de ces feux leur redonnait un peu de vie et réveillait les palabres.

— Le vin des Toubabs, disait l'un, ne passe plus dans ma gorge, et leur viande, si grasse soit-elle, je lui préfère mon poisson sec !

— Tu dis la vérité, disait l'autre, nos coupe-coupes nous sont inutiles, et ne nous servent qu'à fendre du bois pour nous chauffer, le soir.

— Et pourtant, disait un troisième, nous ne sommes pas des chevaux qui refusent la course.

— En vérité, leur guerre ne finira jamais! Les Toubabs n'osent pas s'affronter. Ils sont pareils à deux taureaux dont les cornes sont emmêlées et dont aucune ne veut casser.

— Moi, je sais bien pourquoi les Toubabs ne nous envoient pas faire la bataille ! Ils sont jaloux de nous, et craignent que, si nous y allons, la guerre soit terminée sans eux.

— Je crois que vous vous trompez vous autres, car je n'ai jamais entendu dire que le maître fût jaloux du travail de son esclave, et que les rois aient peur des succès de leurs compagnons.

— Ne vous disputez pas sur ces histoires-là, mes garçons ! Quand le coup de fusil partira, tout le monde saura que je suis

là, et peut-être quand nous serons là-bas, trouverons-nous qu'il y fait trop chaud...

Et après ces propos ou d'autres tout pareils, quelqu'un tirait de sa capote l'éternel jeu de cartes qui apporte l'oubli. Autour du feu la partie commençait, une sorte de baccara très simple où le point le plus fort est dix-sept et où l'as compte pour cinq. Ils gagnaient avec jactance et perdaient avec sang-froid. L'un d'eux, plus heureux ou plus habile à favoriser la chance, empochait tout l'argent, mettant fin à la partie. Ou bien une ronde de nuit faisait souffler la bougie, et dans l'ombre, les mains les plus prestes raflaient rapidement les enjeux.

Un soir qu'à leur habitude, Samba Diouf et les gens de son escouade conversaient près du feu dans le mugissement du vent, Samba Sarr le chamelier tira sa pipe de sa bouche et dit à Lamine Cissé :

— Je parle pour dire, Lamine Cissé, que tu es notre capolar et que les Toubabs t'ont fait notre guide. Moi, je sais en vérité passer le licol à mon chameau, je sais le charger, le bourrer des feuilles du m'boul qui l'engraissent à souhait, et lui donner le sel qu'il vient chercher dans ma main. Je dis qu'il n'y a pas de bête mieux soignée que mon chameau, et rien d'un chameau ne m'est inconnu. Je ne veux donc rien t'apprendre, capolar, à toi qui as mangé le pain des Toubabs, qui sais lire dans leurs livres et qui connais bien des choses qui nous sont cachées. Ta peau est noire comme la nôtre, mais tu approches du savoir des Toubabs. Je ne veux donc pas t'enseigner le chemin que tu dois suivre... Mais va trouver demain le Toubab capitaine, et dis-lui ce qui est dans nos esprits. En vérité, la mort n'est rien. Si c'est pour aider les Toubabs à faire la guerre qu'on nous a conduits ici, qu'ils nous fassent lever ! Notre sabre est coupant et notre main est solide ! Je te le dis encore, et tu le sais, Lamine, la mort ne nous importe pas. Qu'on nous fasse livrer la bataille ! Celui qui mourra mourra, mais celui qui en réchappera, qu'on le renvoie dans son pays ! La guerre seule nous a amenés ici, et non pas le travail d'esclaves que nous avons fait jusqu'à présent.

Ainsi parla le chamelier. Ceux qui pouvaient comprendre son langage l'approuvèrent bruyamment, ceux qui n'avaient pas compris se firent traduire ses paroles, et de bouche en bouche, de dialecte en dialecte, son discours fit le tour de la

chambrée. Des hommes des compagnies voisines, qui étaient venus visiter des amis, rapportèrent ces propos dans leurs baraques. Et le lendemain au réveil, ce ne fut pas seulement Lamine Cissé, mais tous les caporaux du bataillon, qui vinrent trouver l'adjudant-chef.

— Mon l'adjudant, dit l'élève de Mgr Jalabert, tu es notre père et notre mère. C'est toi qui te tiens entre nous et les officiers Toubabs, et nous devons te dire tout ce qui est dans notre cœur. Les garçons sont fatigués de tirer des pierres de la carrière ! Ils disent que cela n'est pas la guerre, et que c'est la guerre seulement qui les a conduits ici. Ils disent qu'on ne leur fait pas faire un travail d'hommes libres, mais le travail des esclaves ! Toi, mon l'adjudant, qui es l'un des premiers guerriers des Toubabs et qui as gagné tes médailles à la guerre, tu dois comprendre que quelque chose de mauvais n'est pas dans nos cœurs, mais seulement des paroles de paix. Qu'on livre la bataille ! Ceux qui mourront mourront, et les autres, qu'on les renvoie dans leur pays !

— C'est seulement la vérité qu'il a dit, opinèrent les autres caporaux. Les garçons sont fatigués !

— C'est bien, rompez ! fit l'adjudant.

Au rapport du matin, l'adjudant-chef s'étant mis au garde à vous, dit aux officiers rassemblés :

— Mon commandant, les caporaux des quatre compagnies sont venus me trouver ce matin. Ils disent que les hommes en en ont assez de tirer les cailloux de la carrière et qu'ils demandent à être envoyés au feu. Je dois vous dire, mon commandant, que l'esprit de la troupe n'est pas bon. Ils se plaignent du froid, de la pluie, des corvées, et disent que ce n'est pas pour travailler comme des esclaves qu'ils sont venus faire la guerre.

— Bien ! répondit le commandant.

A son tour, dans la soirée, il vit le colonel et lui dit :

— L'esprit des hommes du bataillon n'est pas mauvais, mon colonel. Mais voici déjà trois mois qu'ils cassent des cailloux cans la carrière du bois Saint-Pierre. Ils sont maintenant tout à fait habitués au bruit du canon, et je crois qu'il serait utile de les changer d'occupation et de les faire monter en ligne.

— Parfait ! répondit le colonel.

Et le jour même il envoya son rapport au général de bri-

gade, commandant les E.-N. E., les Éléments non endivisionnés.

« L'esprit des hommes du 113e bataillon de tirailleurs sénégalais, que j'ai l'honneur de commander, est tout à fait remarquable. Ces hommes, entrainés pendant cinq mois au camp d'Arcachon, et qui depuis trois mois se sont habitués au bruit du canon, ne craignent plus le feu. Ils brûlent de se mesurer avec l'ennemi, et solidement encadrés par des régiments d'infanterie coloniale, ils rendront les plus grands services. Ce sont eux-mêmes qui demandent à monter aux tranchées. Je suis heureux d'avoir à vous signaler un état d'esprit aussi satisfaisant, dont on est en droit d'attendre les meilleurs résultats. »

Trois jours plus tard arrivait du Corps d'armée l'ordre de faire monter en ligne le 113e bataillon de tirailleurs sénégalais.

XI

Ils quittèrent un matin le bois Saint-Pierre, et à la nuit tombante Ouolofs, Bambaras, Toucouleurs, Sérères, Mandingues, Foulahs, Soninkés, Gouros, Baoulés, Yakoubas, gens du Nord et gens du Sud, un par un, ils entrèrent dans les boyaux qui conduisaient aux tranchées.

Toujours orgueilleux, les Ouolofs balançaient leur barda sur leurs larges épaules, voulant paraître indifférents au vacarme du canon qui faisait trembler la terre, et aux lueurs effrayantes des fusées qui zébraient le crépuscule. Les Bambaras, eux aussi, portaient la tête haute, pour montrer que leur race avait toujours connu la guerre des Blancs, qu'elle leur était familière et qu'ils n'ignoraient pas la manière des Toubabs. Les Toucouleurs proféraient des injures obscènes contre les fils de trois sous qui avaient creusé ce sentier si étroit et glissant, et contre les fils de moins encore qui marchaient en tête du bataillon, et qu'il fallait suivre en courant, comme s'il était raisonnable de courir au-devant de la fatalité! D'un pas pesant, les Mandingues cheminaient en silence, attentifs à l'endroit où ils posaient leurs pieds, et réfléchissant aux moyens de se tirer de l'aventure au meilleur compte possible. Les Foulahs, la gorge sèche, puisaient du courage à leur bidon, songeant vaguement que la panthère ou les buffles qu'ils

chassaient dans les hautes herbes, étaient moins redoutables que ces Toubabs qui, sans se voir, s'envoyaient la mort dans l'espace. Les Sérères qui, pendant la grande halte, s'étaient gorgés de vin, avançaient dans l'inconscience d'une demi-ivresse mais d'un pas ferme encore, car habitués dans leur pays à boire le vin de palme et l'eau-de-vie de mil, ils tenaient merveilleusement l'alcool. Les yeux agrandis par l'effroi, les gens du Sud n'osaient lever la tête pour ne pas attirer sur eux le feu du ciel, et ils s'en allaient le front bas, les épaules courbées, entre les deux parois de terre, dans cette nuit grondante qui ne représentait pour eux qu'une bataille d'Esprits malfaisants. Au beau milieu de la relève, trois obus éclatèrent sur le boyau. Des Goros, terrifiés et se croyant déjà morts, se couchèrent de tout leur long.

Lorsqu'au bout d'une heure et demie, le bataillon fut arrivé à la hauteur des sapes qu'il devait occuper, compagnie par compagnie, escouade par escouade, les tirailleurs disparurent dans les trous sombres. Lamine Cissé compta son monde : il ne lui manquait personne, tous les garçons étaient là.

— Eh bien ! fit dans l'obscurité le colporteur mandingue, que pensez-vous de cette guerre ?

— Elle me dépasse, répondit le berger peuhl.

— Je crois que les Toubabs nous ont conduits aux portes de l'enfer ! déclara le constructeur de pirogues.

— Cela va au delà de tout ce qu'on pourrait raconter ! dit le chasseur d'éléphants.

Et comme Samba Sarr, le chamelier, essayait de se frayer un passage pour remonter dans la tranchée :

— Ne fais pas cela, Samba Sarr ! lui cria le caporal. Tu pourrais y laisser ton nez.

— En vérité, répliqua le chamelier, j'aime mieux perdre la vie que de ne pas savoir ce qui m'est caché !

Il grimpa l'escalier de terre et de rondins qui conduisait au boyau, leva la tête au-dessus du parapet, regarda longuement, dans la nuit éclairée par les fusées, le terrain nu qui s'étendait devant lui, et revint trouver ses compagnons.

— Eh bien ! Samba Sarr, qu'as-tu vu ?

— Rien en vérité, fit-il. Des arbres qui n'ont pas de branches, du feu qui monte en l'air et le bruit qui continue.

Il redescendait l'escalier, lorsqu'un bruit de pas et de voix se fit entendre au-dessus d'eux.

— Qu'y a-t-il encore, Samba Sarr?

— Rien, répondit de nouveau le chamelier en jetant un regard dans la tranchée, ce sont des Toubabs qui passent. Je crois qu'ils portent un homme mort.

— En vérité, fit quelqu'un, en voilà un qui ne manque pas de chance! Je dis qu'il n'aura plus froid !

— Pitié pour sa mère! fit un autre.

Et le chasseur d'éléphants :

— Eh! mes garçons, vous avez fui le froid, mais je sais que je puis dire que bientôt nous aurons trop chaud ici!

— Ce qui est mauvais ne dure pas, ajouta le chasseur de crocodiles. Ce que nous faisons, faisons-le vite, et qu'on nous renvoie chez nous!...

Mais de nouveau, dans la tranchée les corvées recommencèrent, à peu près comme au bois Saint-Pierre ou dans le camp d'Arcachon : corvées d'eau, corvées de soupe, corvée de vin, corvée de grenades, travail de la pelle et de la pioche pour entretenir les boyaux. Les coupe-coupes et les fusils restaient toujours inutiles, et la seule différence avec ce qu'ils avaient déjà fait, c'est qu'ici, à tout moment, on recevait la mort sans la rendre.

Certes, la vie dans ces trous, ce n'était pas encore la guerre telle qu'ils pouvaient l'imaginer... La guerre dont leurs parents leur avaient toujours parlé, c'était la guerre en plein soleil, l'approche en silence autour d'un village, l'embuscade derrière les arbres, et tout à coup les guerriers qui s'élancent en criant, les palissades renversées, la ruée dans la brèche, le combat autour des cases, le fusil qu'on décharge et qu'on ne recharge plus, les coups de sabre sur la chair nue, les hurlements des femmes qui s'enfuient dans la forêt, les colliers et les bracelets arrachés, les vieilles égorgées comme un bétail inutile, les jeunes emmenés en esclavage, les huttes incendiées, et le soir, le retour avec les troupeaux et les captifs, les femmes qui s'avancent au-devant des vainqueurs, les danses, les tambours et les chants du griot qui célèbre les exploits de la journée...

— J'ai failli perdre mon esprit! annonça Samba Sarr en rentrant dans la sape. Et moi qui ne crains pas la mort, j'ai maintenant quelque chose qui m'effraie.

— Parle, lui dirent les autres, tu nous brûles le sang !

— Sur le chemin que je suivais, continua le chamelier, mes yeux ont vu une chose qui a crevé mon cœur. Une balle de « canou » a fait un trou et déterré deux Toubabs, et si tu passais là-bas, tu verrais des jambes et une tête qui n'ont pas de sépulture. Les bêtes viendront les manger bientôt !

— C'est là seulement ce que tu dis ! Cela ne valait pas la peine de nous faire peur, répondit Arouna Dia, qui suivait la religion du Prophète. Celui qui meurt est mort, et où qu'on puisse l'enterrer, il n'en est pas diminué, s'il réjouit Dieu dans l'autre monde.

— Cela ne va pas avec mon caractère, répliqua le chamelier. Je te le dis encore, la mort, je ne la redoute pas. Mais je préférerais tous les malheurs de la vie à celui d'être sans sépulture ! Tu peux aller à M'Badane où je suis né. Tu verras non loin du village l'endroit où sont enterrés tous nos pères et nos grands-pères. Et si tu ne l'as pas vu, je vais te dire, Arouna Dia, de quelle manière, chez nous autres Sérères, nous enterrons nos parents.

Et longuement le chamelier raconta comment, dans son pays, lorsqu'un homme était mort, on creusait un large trou profond où l'on enfouissait tout entière la case du défunt. Au milieu de la case, le mort était placé debout, soutenu par un piquet, avec son collier de perles rouges et ses armes, et des calebasses d'eau et de mil, et tout ce qui lui était nécessaire durant le long voyage qu'il allait faire dans l'autre vie. Ensuite, on recouvrait le tout avec des arbres et de la terre. Et de cette façon, conclut le chamelier, nous continuons après la mort à vivre dans les cases que nous avons toujours habitées.

— J'ai entendu raconter, dit à son tour le colporteur mandingue, que certaines gens enterraient leurs morts dans les rochers, le plus haut possible sur les montagnes.

— C'est au pays des grands chevaux, répondit le Toucouleur, du côté du Soleil Levant, dans la contrée du Macina. Mais celui qui part pour ce pays ne sait jamais s'il reviendra, car le Macina est loin !

— Chaque race a ses habitudes, déclara le berger peuhl, et je ne pourrais pas dire où est le bien et où est le mal.

— Laissez donc tout cela, mes garçons, s'écria Demba Ba, le tailleur de pirogues. Vous parlez tous de la mort, quand nous

avons encore notre nez! Même dans la guerre des Toubabs, si méchante qu'elle soit, celui-là seul meurt qui est marqué pour la mort. Mais celui qui n'est pas marqué peut marcher au milieu du feu, et rien de mauvais ne l'atteindra...

— Deux hommes pour la corvée d'eau! jeta la voix d'un sergent dans le trou sombre.

Lamine Cissé désigna Samba Diouf et le tailleur de pirogues.

Ils étaient à peine dehors qu'on entendit un grand fracas, et presque aussitôt Samba Diouf reparaissait dans la sape.

— Lamine, dit-il, tu devras envoyer un autre garçon avec moi. Quelque chose est arrivé à la tête de Demba. Il est tombé et ne peut se relever.

Le caporal sortit dans le boyau, et, à quelques pas, il trouvait le malheureux Demba Ba, accroupi, la tête pendante, essuyant avec ses doigts le sang qui lui coulait sur les yeux. Son casque avait roulé à terre, et au-dessus du front, sur le crâne rasé, on pouvait voir un trou où l'on aurait passé les quatre doigts de la main repliés.

— Je crois qu'ils l'ont touché, dit Lamine.

Là-dessus, Diouf repartit pour la corvée, tandis que Lamine et Samba Sarr, prenant le blessé sous les bras, le ramenèrent à l'entrée de la sape, en attendant les infirmiers.

On l'avait étendu par terre sur une couverture déployée, et tous les hommes de l'escouade le regardaient d'un air tranquille, qui semblait de l'indifférence, qui en était peut-être en effet, mais qui venait aussi, et plus profondément, de leur résignation au destin.

— L'accident qui tue ne s'annonce pas, dit quelqu'un.

— Il remue, remarqua le colporteur.

— Tant mieux! fit le chasseur de crocodiles. On dit qu'être couché et se débattre sur le sol n'a rien de commun avec la mort.

— Nous sommes dans la main de Dieu et des Toubabs, et notre souffle n'a plus beaucoup de valeur, dit un disciple du Prophète.

Le pauvre tailleur de pirogues, dont les lèvres s'étaient crispées dans un rictus qui découvrait ses dents blanches et ses gencives pâles, tirait à lui la couverture avec le geste instinctif des Noirs qui se voilent la face devant la mort.

— Il a peut-être froid, remarqua le berger peuhl.

— Ce n'est pas le froid qui le gêne, dit le chasseur d'éléphants.

Demba Ba avait fini par ramener sur son visage un pan de la couverture de laine. Ne trouvant plus rien à dire, ses camarades se taisaient et l'on n'entendait plus que ses mâchoires qui claquaient et ses hoquets. Samba Sarr brisa le silence :

— Peut-être a-t-il soif, dit-il ; je vais lui donner mon bidon.

Mais le Ouolof noir l'arrêta :

— Ne fais pas cela, chamelier ! Demba suit la loi du Prophète, et n'est pas, comme toi, un buveur de vin !

— Cela seul peut lui donner de la force, et par ma vie ! votre Prophète ne pourra me le reprocher.

Le chamelier alla chercher son bidon, releva la couverture, et approchant le goulot des lèvres de Demba :

— Sa peau devient plus claire, dit-il. Il ne durera plus longtemps...

Et en effet, la peau du tailleur de pirogues avait pris une teinte d'un gris sale, là où le sang ne la souillait pas. Ses yeux vitreux ne regardaient nulle part. Il paraissait ne pas souffrir. Machinalement, il aspira le vin qui se mêla au sang sur ses joues. Et comme si cet effort avait suffi pour rompre en lui l'équilibre de la vie, dans un dernier hoquet il rejeta ce qu'il venait d'avaler, son corps entier eut un tressaillement, ses mâchoires grincèrent plus fort, et il s'immobilisa.

— Je crois bien qu'il est mort, annonça le chamelier.

Et rebouchant son bidon :

— Un nez est vite tombé, fit-il.

XII

— O Cissé capolar, sois bon, lis-moi ma lettre. Je pense qu'elle vient de notre pays.

— Dieu veuille qu'elle contienne de bonnes choses, Diouf, répondit Lamine Cissé, car tu es un homme juste et droit, et je ne souhaite pas que rien de mauvais te tombe sur la tête.

Le caporal ouvrit la lettre.

— C'est de ton père qu'elle vient, dit-il.

— Je l'en remercie, fit Samba.

Et le caporal lut :

« Diouf à Samba Diouf.

« Que Dieu t'accorde la paix et te conserve en bonne santé. La mienne est bonne et celle de tes parents aussi. Ta mère et moi, nous avons bien reçu les seize dirhems que tu nous as envoyés par le mandat de la poste. Nous avons été bien contents. Je voulais acheter, comme tu me l'as demandé, un pagne pour la fille des Sédi, mais nous avons vu tous (et on en cause dans le village) qu'un dioula (1) qui vient du Levant, et qui transporte sur sa tête, parmi ses marchandises, les colliers qui plaisent aux femmes et les mouchoirs teints à l'indigo du pays de M'galam, marche autour de sa case; et, si tu restes encore longtemps dans le pays des Toubabs, nous ne savons pas si ses parents n'accepteront pas les cadeaux de ce dioula. Mais ne crains rien! Nous prendrons soin qu'on nous rende la génisse que tu avais donnée comme avance de dot et qui est pleine maintenant, ainsi que la jument dont tu as fait présent à son père, et le bracelet de main que tu as fait forger pour elle à Maciré N'gom le forgeron. Donc ne trouble pas ta tête avec cela! Nous n'avons pas ensemencé le terrain sur le chemin de M'Bakor, car il y avait trop d'arbres à couper, et maintenant que tu n'es plus là, je n'ai plus assez de force pour nettoyer tout ce champ. Mais j'ai ensemencé d'arachides et de mil les champs qui touchent la rizière; ta mère et tes sœurs ont pu repiquer le riz, et ton jeune frère, qui est seul, peut garder les deux champs contre les singes et les voleurs. La vache qui a une corne cassée, a eu une génisse, mais, au milieu de la saison des pluies, la hyène nous a enlevé un veau et a mordu notre âne à la cuisse. Heureusement il n'en mourra pas! Les gens de Niòmi te saluent, ta mère te salue, tes sœurs te saluent et te font dire de leur envoyer des tissus de soie de France. On dit que c'est bien moins cher qu'ici, et tu dois en trouver facilement dans le pays où tu es et dans le pays des Alamans, si vous avez pénétré dans leurs magasins. Tous tes parents te saluent.

Ton père, Diouf. »

— Pardonne-moi, Cissé capolar, fit encore Samba Diouf lorsque le caporal eut fini sa lecture. Je crois que j'ai aussi reçu une autre lettre. Achève d'être bon. Et comme personne ne

(1) Colporteur.

nous dérange en ce moment, lis-moi ce petit papier qui est arrivé en même temps.

— Ce n'est que pour toi seul, Samba, que je ferai cela! répondit l'ancien élève de Mgr Jalabert pour augmenter le prix de son intervention amicale.

Et de nouveau il lut :

« Yamina Sédi à Samba Diouf, tirailleur en France.

« Je souhaite que tu sois en bonne santé. Quant à moi et à toute ma famille, nous sommes en paix. J'ai reçu les trois dirhems que tu m'as envoyés, mais tout est cher ici, et les pagnes que j'achetais six fiftins coûtent maintenant cinq dirhems. Et autrefois l'eau ne passait pas au travers, mais aujourd'hui tu pourrais en faire une moustiquaire! Ainsi tu aurais pu envoyer plus d'argent. Samba, je ne pense qu'à toi et tu es le mari que mon père et moi nous avons accepté. Mais je crois que tu dois être content d'habiter dans le pays des Toubabs et que tu te trouves bien avec les femmes aux oreilles rouges, car jamais je n'ai entendu dire qu'une guerre durait si longtemps. Je crois que tu pourrais revenir si tu voulais. Mais j'ai aussi entendu dire que vous aviez gagné de grandes batailles, tué des ennemis qu'on ne peut plus compter, et alors j'ai pensé dans ma cervelle courte que tu avais pris pour toi deux ou trois de ces femmes des Alamans qui, dit-on, sont comme des ânes au travail, blanchissent bien le linge et mettent bas des enfants qui ne finissent plus. Je pense que tu te trouves bien dans le pays des Toubabs où le vin ne manque jamais, et où le pain ne coûte pas cher. Nous sommes dans la main de Dieu, et ce qui doit arriver, arrive seul. Mon père te salue, ma mère te salue, tous mes parents te saluent. Je te salue.

YAMINA SÉDI. »

Pendant cette lecture, Samba n'avait cessé de se mordre le dessus des doigts, ou de les faire claquer l'un sur l'autre, marquant ainsi son impatience.

— Voilà! dit le caporal en lui remettant son papier. Ce qu'il y avait dans tes lettres, je te l'ai dit, Samba Diouf.

Et dans une pensée charitable, pour détourner l'esprit du Niôminka de la lettre qu'il venait de recevoir :

— Si ton père te voyait ici, lui dit-il en riant, il ne te demanderait pas de lui envoyer de la soie, alors que nous n'avons sous les yeux d'autre étoffe que le drap de nos capotes et la toile de nos chemises! En vérité là-bas, ils ne se doutent point de ce qui se passe ici, et ce n'est pas la peine de le leur dire, car ils ne le croiraient pas.

— Que j'en perde la vie! répondit le pècheur de lamentin, qui poursuivait sa pensée, il est mauvais de se fier aux femmes. Ce que la fille des Sédi me reproche, elle est sans doute sur le point de le faire!

— Ne pense pas à ces choses, reprit le caporal en lui remettant ses papiers.

Et le Niôminka, pensif et mordant toujours ses doigts, redescendit dans la sape.

Au fond du trou, le chamelier criait, vociférait et se mordait, lui aussi, le dessus des doigts avec rage.

— Qu'est-ce donc qui te tombe dessus? lui demanda Samba Diouf.

— Ce qui m'arrive est trop fort pour être dit! répondit le chamelier.

— Parle quand même, Samba Sarr. Peut-être je pourrai t'aider.

— Tu ne le pourras point, car mon chameau est mort!

— Et de quoi est-il mort? reprit Diouf, oubliant pour un instant le malheur qui menaçait sa propre tête. Ton jeune frère lui a-t-il laissé manger des feuilles de fak ou les fruits du khéver?

— Non, fit Samba Sarr d'un air sombre. Ils disent que c'est un homme du village voisin qui lui a coupé le tendon d'une patte de derrière, en lui jetant sa faucille à la volée, parce qu'il pâturait dans son champ. Ils disent aussi que les vieux du village lui ont fait verser une amende de quarante-sept dirhems, pour payer l'animal. Que ce fils de chien meure avant que je revienne! ou je lui fendrai les reins, à lui et à ses quarante-sept dirhems!

— Tu fendras peut-être bien les reins de l'homme, dit le griot de Karantaba qui avait pris dans l'escouade la place du tailleur de pirogues; mais tes quarante-sept dirhems se seront depuis longtemps envolés.

Et de plus belle, le chamelier recommença de jurer qu'il

étriperait le père, la mère et tous les grands-parents de celui qui avait tué son chameau, prenant l'escouade à témoin que sa viande eût dû faire crever de la colique tous ceux qui s'en étaient nourris!

Quant au chasseur d'éléphants, la lettre qu'il avait reçue, lui avait fait au contraire grand plaisir, en lui apportant la nouvelle qu'on avait interdit la vente de la poudre et du plomb, et cela apaisait quelque peu ses regrets de ne pas faire parler le fusil à tous les échos de sa forêt.

— Et toi? demanda-t-il au chasseur de crocodiles qui n'avait encore rien dit. Que se passe-t-il dans vos pays?

— Rien, mon ami, répondit énigmatiquement Demba Ouade. Il n'y a que des fous qui sont restés là-bas....

XIII

Toute cette nuit, le canon retint les Noirs éveillés. A l'approche du jour, de minute en minute, le fracas augmentait, et les tornades de la saison des pluies, quand, sous les coups du tonnerre, les puissants acajous craquent et s'abattent dans la forêt en écrasant tout autour d'eux, n'étaient qu'un jeu d'enfant auprès de cet orage qui éclatait sur leur tête.

— Eh! les garçons! dit un sergent indigène, en entrant dans la sape. Je crois bien que c'est aujourd'hui que nous allons connaître les Alamans!

— Dieu veuille qu'il dise vrai! fit avec humeur Samba Sarr, que la mort de son chameau avait rendu irritable. Tout vaut mieux, en vérité, que ce que nous faisons en ce moment!

— Ne te presse pas, mon ami, repartit le griot. Si c'est plus chaud que ce que nous connaissons, ce sera brûlant!

— Si chaud que ce soit, poursuivit le chamelier, que cela finisse vite! Ce qui est douloureux ne dure point, comme on dit chez nous.

— Une seule chose est à craindre dans cette affaire, déclara le berger peuhl. Mourir n'est rien; être diminué, cela seulement est quelque chose.

— Je n'aimerais pas avoir la main coupée, opina le chasseur de crocodiles.

— Ni même un doigt, ajouta Samba Diouf, car si ton pouce tombe, ta main n'est plus qu'une cuiller.

— Ne dis pas cela, fit Samba Sarr. Ce qu'un malade refuse en grognant, un mort le prendrait avec joie.

— Aujourd'hui, reprit le griot, je saurai donc si les vieilles femmes qui m'ont prêté de l'argent ont bien fait des prières pour que je revienne les payer, et si leurs prières me serviront.

— Moi, déclara le chasseur d'éléphants, j'ai quelque chose de meilleur que les prières de tes vieilles. Que j'en perde la vie! mais j'ai payé d'une génisse et d'un mouton un téré qui me vient de Chir Bala M'baki lui-même, à qui rien n'est caché de ce qui a été, de ce qui est et de ce qui sera.

— Moi, dit le chasseur de crocodiles, j'ai bien sur ma poitrine et à ma ceinture deux térés qui n'ont pas de semblables contre les balles et les sabres, et un troisième au bras contre les armes qui assomment. Mais je préfèrerais me laver dans le sang des Alamans, après quoi je ne les craindrais pas plus que les caïmans de ma rivière, car je me suis graissé le corps avec le sang des caïmans, et c'est pourquoi je ne crains pas d'entrer dans la demeure du père des caïmans lui-même !

— Aujourd'hui on saura qui est le mieux protégé! dit l'élève de Mgr Jalabert en faisant le signe de la coix. Mais pour le moment, mettre en fuite ces chiens d'Alamans, voilà le travail qu'on nous commande.

— Ne t'inquiète pas, capolar! dit le colporteur mandingue. Quand ils vont nous voir, ils partiront et ils demanderont pardon!

— Tous ces Alamans, dit Samba Diouf, et leur fils de chien de Guillaume, je voudrais qu'ils meurent dans le feu et qu'ils aient la colique sur la terre et après leur mort, car c'est à cause d'eux que nous sommes loin de nos parents et que nous souffrons du froid.

— C'est la mort seule qui doit être leur part! reprit le caporal. Nous ne devons pas en laisser un seul vivant après cette bataille. J'ai lu sur les papiers des Toubabs qu'ils disent que nous sommes les fils de la forêt, que nous ne connaissons pas nos pères, que nos mères ne sont pas mariées, que nous sommes des fils d'incestes, et que c'est une honte de se battre avec nous. Voilà en vérité ce qu'ils disent!

Ce ne fut qu'un cri dans l'escouade :

— Ils ont insulté nos mères! La mort seule est leur part! Que personne ne pardonne!

Au-dessus de la sape, le vacarme continuait toujours. Samba

Diouf fut envoyé porter un pli à la troisième compagnie, qui se trouvait sur la gauche. Il passa devant les Toucouleurs et les Mandingues, dont se composait presque uniquement la quatrième compagnie, et qui déjà se répandaient dans les boyaux pour l'attaque. Continuant son chemin, il atteignit la troisième compagnie, formée en majeure partie de Baoulés, que leurs gradés faisaient placer dans la tranchée de départ à grands renforts de bourrades et de cris. Plus encore qu'à l'ordinaire l'hébétude se lisait sur leurs visages, et un rictus d'inquiétude découvrait leurs dents limées en scie.

Dans les boyaux, le silence et l'immobilité avaient remplacé maintenant l'agitation de tout à l'heure. Samba rejoignit son escouade qui, elle aussi, avait quitté la sape pour se ranger derrière le parapet. Il prit sa place habituelle entre le chamelier et le colporteur mandingue.

Celui-ci, qui appartenait pourtant à la religion du Prophète, mais qui s'était peu à peu abandonné au plaisir des boissons fermentées, emplissait son quart de sangara, l'eau de feu dont la veille on avait augmenté la ration. Comme l'exige la politesse, avant d'y tremper ses lèvres, il passa le quart à son voisin de droite pour qu'il en bût une gorgée, puis le vida presque en entier, et offrit le reste à Samba. Tout cela sans mot dire, car les gorges étaient serrées et l'on s'attendait à quelque chose qu'on n'avait encore jamais vu. Samba fit à son tour les honneurs de son bidon, tandis que le chasseur de crocodiles et quelques autres de l'escouade, qui s'en tenaient rigoureusement aux préceptes du Prophète, mâchonnaient les noix de kola qui donnent l'énergie et qui trompent la faim...

Et tout à coup, ce furent des mains levées, le cri « En avant, mes garçons ! » dans toutes les langues de l'Afrique Occidentale. Les uns s'avançaient en bon ordre, jetant devant eux leurs grenades avec autant de sang-froid que s'ils avaient fait l'exercice dans le camp du Courneau. Les autres, dans une course aveugle, s'élançaient vers la mort qu'ils allaient donner ou recevoir, en criant : « Aoua ! Alaoua ! Aïtia ! Aïlentia ! » D'autres, dont les gradés étaient déjà par terre, tourbillonnaient au hasard sous les rafales de mitrailleuses et les éclats d'obus qui soulevaient la terre et les cailloux autour d'eux.

« Aïtia ! Aïtia ! » criait Samba. Et il courait droit devant lui, trébuchant dans les trous, se relevant, reprenant sa course,

se heurtant à d'autres Noirs qui couraient comme lui, se relevaient ou ne se relevaient pas. Il avait lâché son fusil, et une grenade d'une main, son coupe-coupe de l'autre, il allait, hurlant toujours : « Aïtia! » Dans son élan il franchit un fossé, sans même voir les hommes habillés de capotes gris-vert qui étaient couchés au fond. Au milieu des éclatements et des balles qui sifflaient autour de lui, il arriva sur un autre fossé, et cette fois il vit dedans des hommes qu'il ne connaissait pas. Alors, brandissant son coupe-coupe, il se jeta sur eux. Près de lui, dans un éclair, il aperçut le chamelier, qui, lui aussi, faisait tournoyer son couteau et détachait à la volée la tête d'un grand gaillard blond. Du sang lui gicla au visage, l'aveuglant à demi et l'empêchant de voir où sa lame venait d'entrer. A ce moment, il lui sembla qu'une hyène le mordait à l'épaule, et soudain il se trouva transporté à des milliers de lieues de l'endroit où il était à l'instant... Tous les arbres de la forêt qui entourait son village, s'abattaient sur lui avec fracas et lui écrasaient la poitrine. Une armée innombrable de tailleurs de pirogues frappait les troncs à coup de hache. Et il se disait en lui-même : « Comment ces fils de chiens de Laoubés ne m'ont-pas prévenu pour que j'aie le temps de sortir de la forêt? » Mais sous les haches des tailleurs de pirogues, les arbres gigantesques continuaient de tomber sur lui, et leurs branches étaient si serrées que la nuit s'était faite sur sa tête. Il criait, mais sa propre voix, il ne l'entendait plus, car elle était couverte par les cognées qui frappaient, les arbres qui croulaient, les cris perçants des singes et l'effrayant tapage des buffles, des hyènes et des panthères qui s'enfuyaient en grognant. Puis tout à coup le tumulte cessa. Une fois encore il essaya de soulever la masse des arbres, et il retomba sur le sol, vaincu par le poids de la forêt.

JÉRÔME ET JEAN THARAUD.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LETTRES

A

ARMAND ET HENRI DE PONTMARTIN

(1867-1909)

Des lettres que nous publions avec l'autorisation de Mme la comtesse de Pontmartin, treize sont adressées à Armand de Pontmartin, les autres à son fils Henri. Quelques jours après la mort d'Armand de Pontmartin, le vicomte E.-M. de Vogüé publiait dans le *Journal des Débats*, — le 4 avril 1890, — un article de souvenirs sur le critique des *Samedis* (1). Nous en détachons ces lignes :

« Il avait épousé une personne du Vivarais et habitait une partie de l'année dans nos montagnes. C'était à peine vingt minutes de marche, pour l'aller trouver de l'autre côté d'un rideau de pins sur un coteau. Derrière ce rideau de pins, s'est levé pour moi le monde de l'imagination et de la poésie. Le comte Armand était le créateur et le révélateur de ce monde : il en venait tout droit avec sa silhouette fantastique ; on l'eût dit découpé dans une des gravures de Tony Johannot, celles que j'admirais sur son exemplaire des *Contes* d'Hoffmann, un des livres de chevet du vieux romantique... Il m'apprenait à lire les vers de ses illustres amis : ce n'était plus la chose morte qu'on lit sur le papier, mais l'écho vivant des voix divines, communiqué par ce Moïse qui descendait du Sinaï. Quand il s'éloignait après m'avoir reconduit au bout du verger, sa taille grandissait de toute la hauteur des demi-dieux qu'il personnifiait; je voyais leurs ombres fuir sous les mûriers avec la sienne. Les ayant connus par lui, je n'ai jamais pu les séparer de sa personne... J'ai su par cœur tout ce que Pont-

(1) Armand de Ferrar, comte de Pontmartin, publiciste, naquit à Avignon, le 16 juillet 1811 et mourut aux *Angles* (Gard) le 29 mars 1890.

martin écrivait à cette époque; il était la source de toutes mes connaissances et la règle de tous mes jugements. »

De son mariage avec Mlle de Montravel, Armand de Pontmartin avait eu un fils, Henri, qui naquit à Avignon le 21 novembre 1844 et mourut aux Angles, dans le petit manoir patrimonial situé au bord du Rhône, le 19 septembre 1916. Henri de Pontmartin, après d'excellentes études au lycée Bonaparte (aujourd'hui Condorcet), remporta comme son père des succès aux concours généraux. Licencié en droit, il entra à l'École des Chartes dont il sortit le deuxième.

E.-M. de Vogüé avait fait ses études au collège d'Auteuil dans une pension tenue par des ecclésiastiques, qui était à cette époque en grand renom et disputait aux Jésuites de Vaugirard une partie des enfants du faubourg Saint-Germain. Après son baccalauréat, il resta trois ans à Gourdan, dans le château où s'était écoulée son enfance (1).

Reconstruit au XVIIIe siècle, Gourdan, avec ses pavillons et ses terrasses, était une vaste demeure perdue dans les Cévennes. Dans cette solitude qu'on a comparée à celle de Combourg, l'adolescent se mit à apprendre avec une véritable fièvre, lisant tout ce qui lui tombait sous la main, poètes et prosateurs, anciens et modernes, les chefs-d'œuvre classiques et les productions contemporaines, prenant des notes sur toutes ses lectures. Il se passionna pour la philosophie, la philologie, les sciences naturelles, la politique, le Moyen âge, la Renaissance, les voyages, mais surtout pour l'art et la poésie. Il ne sortait jamais sans un volume de Lamartine, d'Hugo, de Musset ou de Vigny

Il ressentait une grande joie lorsqu'une ou deux fois par an Henri de Pontmartin arrivait. Entre les deux jeunes gens, c'était un déluge de discussions, de citations, de vers, de thèses interminables déroulées pendant de longues promenades et prolongées la nuit dans la vieille bibliothèque. Eugène-Melchior garda de ces heures de communion intellectuelle un souvenir profond; il voua à son ami une affection solide qui ne se démentit jamais.

La vie les sépara. Tandis qu'Henri de Pontmartin passait son existence aux Angles, E.-M. de Vogüé vécut à l'étranger de 1871 à 1882. La correspondance que nous publions, — elle s'étend de 1867 à 1909, — embrasse une grande partie de sa vie (2). Nous suivons le diplomate dans les chancelleries de Constantinople et de Pétersbourg, le voyageur sur les routes de Syrie et de Palestine, dans les steppes et

(1) Gourdan, près d'Annonay, était situé dans la commune de Saint-Clair (Ardèche).

(2) Né à Nice le 25 février 1848, le vicomte E.-M. de Vogüé est mort à Paris le 24 mars 1910.

les forêts d'Ukraine ; à partir de 1883, nous trouvons l'écrivain installé à Paris, nous assistons aux divers moments de sa pensée, à la genèse de ses écrits ; nous le voyons s'intéresser à la vie intellectuelle, politique et sociale de son pays, retourner en Ardèche pour y assumer pendant une législature la charge de député, reprendre ses courses à l'étranger dès que ses multiples occupations lui en laissaient le loisir.

On retrouvera dans ces lettres la profusion d'idées, la belle imagination, le goût des grands espaces qui donnent à l'œuvre d'E.-M. de Vogüé un accent si particulier. On y verra combien l'auteur du *Roman russe* aimait ses amis, — le chagrin qu'il éprouve à la mort d'Albert Sorel et de Brunetière l'atteste, — et avec quelle fidélité il s'adressait au témoin des années disparues pour lui payer largement la dette du souvenir.

R. V.

A Armand de Pontmartin

Gourdan, 17 septembre 1867.

Monsieur,

Je ne veux pas laisser se perdre le souvenir de la bonne hospitalité que j'ai reçue aux Angles sans vous en remercier encore une fois. Je voudrais pouvoir le faire à la Mûre (1) où l'on m'a dit avoir quelque espoir de vous posséder, mais je sais que c'est là une bonne fortune trop rare pour le Vivarais et je comprends à merveille qu'on hésite comme le faisait ce bon Henri avant de quitter le beau ciel du Comtat pour nos brumeuses montagnes.

Maintenant, les relations sont très suivies entre la Mûre (1) et Gourdan, et tous les jours nous nous réunissons tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre. Henri est si bon, si amusant, si attractif, que je me demande comment je fais pour tuer les dix ou onze mois de l'année que je passe sans le voir. Encore son cousin me l'a-t-il soustrait hier soir pour cinq ou six jours. Enfin, j'espère que rien ne s'opposera à l'accomplissement de mes projets cet hiver et que je pourrai aller chercher avec lui à Paris un peu de travail et de vie, surtout cette fièvre intellectuelle qui ne règne que là, et où l'on puise à mon âge ces fortes pensées dont, selon le moraliste du XVIIIe siècle, le reste de la vie n'est que

(1) Propriété de feue la comtesse de Montravel, située dans la commune de Serrières (Ardèche).

l'accomplissement. Mon plus grand plaisir sera alors d'aller retrouver avenue Trudaine l'accueil affable des Angles, mais non pas, hélas! le ciel et la lumière de cette chère Provence où vous m'avez fait les honneurs du soleil.

Recevez-en mes remerciements et agréez, monsieur, mon affectueux et respectueux souvenir dont M[me] de Pontmartin voudra bien prendre une part.

A Henri de Pontmartin

Péra, 2 décembre 1871.

Mon cher ami,

Voici de votre part un long et inexplicable silence interrompu seulement par la lettre de faire part qui m'annonce la mort imprévue de votre pauvre Prosper; quelle affliction terrible pour votre tante, et quel acharnement met la mort à visiter les vôtres!

Moi, je ne faillirai pas à vous écrire ma lettre accoutumée du 2 décembre. Le 2 décembre! au train où vont les choses, nous ne saurons bientôt plus ce que signifiait cette date; les rancunes et les colères qu'elle inspirait à nos vingt ans sont déjà des cendres froides! Pour nous deux, du moins, elle reste toujours un point de repère, une borne dans ma route vagabonde qui m'invite à m'asseoir pour causer un instant avec vous. Quels contrastes, mon Dieu! dans cette vie étonnée que me fait le hasard! Il y a un an, à pareil jour, je vous écrivais dans ma petite chambre de Fashlossbergstrasse, aux quatre murs nus et tristes ; au fond, l'*ofen* bourré de charbon, le feu lugubre qui ne sait pas les joyeuses chansons de la bûche de chêne, parvenait à peine à me réchauffer; ma fenêtre donnait sur la misérable rue d'un faubourg; devant moi, un chantier de démolitions avec sa lanterne blafarde; plus loin, une vieille tour sévère de l'empereur Othon ; et de la neige, beaucoup de neige, et le froid gris et maussade de l'Allemagne, et le malheur, la captivité, le pressentiment obscur qui envahit l'âme à la veille des catastrophes, afin qu'elle ne s'y brise pas d'un déchirement trop soudain; pour toute distraction, dans la rue, le boucan d'un sergent saxon qui passait à neuf heures, avertissant les prisonniers de rentrer chez eux (1).

(1) Engagé volontaire au 90e de ligne, E.-M. de Vogüé avait été blessé et fait prisonnier au combat de Beaumont, le 30 août 1870.

Est-ce bien le même homme qui vous écrit aujourd'hui d'une chambre amoureusement capitonnée de tapis de Smyrne et prenant son jour sur le plus merveilleux panorama du monde? Au-dessous de moi, la Corne d'Or disparaissant sous les navires pressés, et devant Stamboul la pointe du Sérail voilée sous les cyprès et les platanes, le dôme trapu de Sainte-Sophie; à gauche, le Bosphore se perdant dans la mer de Marmara et les gradins étagés de Scutari ; au second plan, les îles des Princes baignant mollement dans cette belle mer leurs coteaux tout semés de maisons grecques ; et, comme dernière ligne à l'horizon, la chaîne des montagnes de Bithynie dominée par les neiges de l'Olympe et encadrant ce tableau sans égal. Villes, mers, montagnes, tout ce qui fait la grâce et la splendeur d'un paysage s'y mêle, et ce qui donne un caractère unique à ce spectacle, c'est qu'on y sent la mer circuler de toutes parts, là même où on ne la voit pas ; dès qu'un rayon de soleil tombe d'aplomb à droite ou à gauche, il fait jaillir une flaque d'eau éclairée ; c'est une mer nouvelle qu'on ne soupçonnait pas, le golfe d'Ismith, un repli du Bosphore ou de la Marmara.

Cependant le soleil, un soleil de juin, entre turbulemment par la fenêtre grande ouverte et joue sur les vives couleurs de mes portières de Caramanie ; à peine si j'ai pu trouver un jour de lanterne sourde pour relire *Novembre*.

Donc, quel abîme apparent entre le soldat prisonnier de Magdebourg et l'attaché d'ambassade de Constantinople! et ce n'en est pas moins le même homme qui vous écrit, mon cher Henri, inquiet, assombri, merveilleusement habile à se torturer lui-même, faisant peu d'estime de sa brillante position, et ne désirant pas autre chose, sûr qu'il est d'être aussitôt las de tout... En somme, cette existence que vous semblez croire si éblouissante et qui l'a été en effet un moment à Thérapia, ne s'est jamais tant rapprochée de celle de Gourdan ; depuis que nous sommes à la ville, je ne quitte guère ma table de travail, sauf pour faire quelques promenades solitaires à cheval dans Stamboul ; le soir, même quand je ne vais pas dans le salon où se passent depuis bien des mois les seules bonnes heures de ma vie, je reste à écrire sous ma petite lampe, tandis que mes camarades sont au théâtre ou ailleurs, et au milieu des mêmes vieux livres que vous savez, il ne tient qu'à moi de me croire encore dans la sombre bibliothèque où naissaient les vers d'*Ugo-*

lin (1), échauffant les murs moisis d'enthousiasme et d'espoir. Hélas ! pour me détromper, il suffit d'appeler mon imagination qui ne répond plus ! Les idées, les images, les poésies qui illuminaient ma vie austère sont mortes comme mes espérances d'autrefois. Le vase a été tellement cahoté de par la vie, il s'est heurté à des fortunes si diverses que, par mille fêlures, toute la forte liqueur a fui : il reste vide et encore un peu sonore.

Ah ! que vous aviez raison, mon ami, le jour où vous me disiez que je n'avais fait que descendre depuis mes dix-huit ans ! je me fais l'effet d'un revenant qui ne serait plus un esprit, comme dirait votre père.

Depuis quelque temps, mon oncle (2) m'occupe par d'assez lourdes besognes; ce sont surtout des études sur les dissensions religieuses si subtiles et si complexes de ces Orientaux qui sont les dignes fils des Byzantins, et qui ont gardé d'eux la tradition et l'amour des hérésies disputeuses. Tout cela se mêle par bien des points à notre politique et présente un certain intérêt. Plaignez-moi, mon ami, vous voyez que je deviens un homme sérieux.

A Henri de Pontmartin

Constantinople, 31 mars 1873.

Mon cher ami,

Le voilà donc ce livre : il est *sorti*, comme disent les Italiens dans leur langue expressive, et c'est vous qui l'avez voulu. Le jour où libre enfin de partir pour mes courses lointaines, je vous ai demandé de venir les partager avec moi, vous m'avez répondu qu'un devoir impérieux vous retenait en France, mais vous m'avez fait promettre de vous rapporter un récit fidèle de mes caravanes et de ne vous faire tort ni d'une impression ni d'un étonnement. J'ai vaillamment accompli ma promesse, je vous assure, j'ai dû me la rappeler bien des fois durant les soirées de la tente, après une longue journée de cheval, pour lutter contre le sommeil et prendre la plume. Il en

(1) Tragédie inédite.

(2) Le comte de Vogüé, ambassadeur à Constantinople. — Charles-Jean Melchior, comte, puis marquis de Vogüé, archéologue et historien, né à Paris le 18 octobre 1829, décédé à Paris le 10 novembre 1916, membre de l'Académie française et de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

est résulté un gros volume de notes recueillies sans ordre et sans suite au hasard de l'heure, sous la tente, sur une table d'auberge ou un pont de bateau, sur le pommeau de la selle et le bât du chameau, sur les colonnes brisées de Baalbeck et de Karnak. Parfois la pluie ou les retards du voyage me laissaient le loisir de rêver et d'écrire : plus souvent, quand mes moukres attardés me pressaient de quitter l'étape, j'indiquais d'un mot des idées dont j'ai peine aujourd'hui à retrouver le fil. Enfin je vous l'ai rapporté comme je l'avais promis, ce pauvre compagnon bien sali, bien illisible, bien avarié par les pluies et les mois passés dans les fontes de ma selle. Alors vous m'avez dit : il faut publier cela!

Vous savez si j'ai bondi d'abord à l'idée de jeter dans une vitrine de libraire toutes ces intimités. Je vous ai opposé les mille raisons qui m'en devaient détourner. On croit communément en France que tout a été dit sur l'Orient, que le Sphinx a livré tous ses mystères, qu'il n'y a plus rien à faire de ce côté. A moi plus qu'à un autre il était téméraire de venir parler de la Palestine, quand de remarquables travaux signés du même nom qui figurera en tête de ce livre l'ont décrite avec tant de science et d'amour. Je serai forcément incomplet. Des convenances de situations, la nécessité de ne pas troubler l'œuvre laborieuse, faite surtout de prudence et d'abnégation, qui se poursuit ici, m'obligeront à réserver mes appréciations sur les hommes et les choses de la Turquie ; à glisser sur les côtés politiques, administratifs, sociaux et religieux que notre époque demande avant tout aux récits de voyage, vous le comprenez n'est-ce pas ? Mais le public qui n'est pas forcé d'entrer dans ces détails se montrera sévère pour ce livre tronqué. D'autre part, ces études naïvement écrites pour le demi-jour de l'amitié s'effrayent d'une publicité bruyante ; leurs recherches impartiales, partant audacieuses, blesseront bien des esprits, scandaliseront les uns, feront sourire les autres. Et puis, que viendraient-elles faire à l'heure présente, si rude aux lettres et aux choses de l'esprit? Dans notre pays troublé, affolé de craintes et d'espérances, tout entier aux deuils d'hier, aux préoccupations d'aujourd'hui, aux incertitudes de demain, qui donc voudra s'égarer à ma suite dans le calme du désert?

Je vous ai dit tout cela et vous ne m'avez pas fait grâce. Vous m'avez répondu avec raison, je l'avoue, que de cet Orient soi-disant si épuisé on ne sait pas le premier mot chez nous ; que

depuis les classiques, Chateaubriand, Lamartine et les autres, il s'est assez transformé pour fournir matière à de nouvelles investigations. Vous m'avez rappelé que toute œuvre consciencieuse est sûre de trouver un petit nombre d'amis inconnus, d'esprits de même famille qui la fêtent en secret. Enfin, vous m'avez fait valoir cette considération qu'un récit de voyage est chez nous œuvre d'utilité publique s'il peut inspirer aux jeunes gens de loisir et de fortune le goût des pérégrinations lointaines. Le Français ne sort plus de son boulevard où il voit tout à son image ; on s'en aperçoit tristement dans ces contrées reculées dont nous avons oublié le chemin et où notre langue, nos mœurs, nos idées, notre action perdent chaque jour du terrain au profit des peuples voyageurs : et plus tristement encore chez nous où l'on se fait, de l'autre côté de la frontière, les idées les plus fausses, sinon les plus grotesques. Nous avons chèrement payé le droit de nous dire ces vérités.

J'ai donc cédé en partie au moins ; je n'ai pas essayé d'écrire un livre ; la plupart du temps, j'ai transcrit ce journal tel qu'il a été fait, effaçant quelques lignes trop personnelles, accentuant quelques idées et quelques recherches qui me tiennent plus particulièrement à cœur, rectifiant quelques assertions d'après mes devanciers. Je le répète, cette œuvre ne s'adresse qu'aux rares esprits comme le vôtre, impartiaux, calmes et désintéressés, regardant passer les choses de ce monde avec un sourire parce qu'elles ne valent pas mieux, amoureux seulement d'art et de poésie, de vérité et de lumière. Je viens des sources où l'on en trouve et je leur en apporte un peu, telle qu'il m'a été donné de l'y puiser. Si même ceux-là me faisaient mauvais accueil, il me resterait encore la meilleure récompense d'une entreprise de ce genre : le plaisir d'avoir vécu un peu plus longtemps parmi ces chers souvenirs. Que de fois, durant les journées grises et sombres de nos climats moins bénis, je suis retourné en pensée dans la bienheureuse Égypte me réchauffer à son clair soleil !

Quand c'était l'âme qui était grise et triste, je revenais en Palestine, la terre des consolations divines et des apaisements. Enfin, mon cher ami, vous me croirez sans peine, si je vous dis que ma meilleure tentation a été de causer plus longuement avec vous ; en revoyant ces notes écrites d'abord pour vous, j'ai cru bien souvent, malgré tant de terres et de mers qui nous séparent, reprendre nos ardentes causeries d'autrefois durant

ces jeunes soirées déjà si lointaines que nous passions au coin de mon feu dans la vieille bibliothèque, à lire nos poètes chéris, à deviser de voyages et d'histoires, de projets et d'espérances, mettant nos deux vingt ans ensemble pour apprendre la vie et la parer de plus de rêves ; j'ai cru plus d'une fois m'appuyer sur votre bras par les matinées de printemps dans le petit chemin dont chaque pierre a gardé une de nos joies, un de nos mauvais vers et un de nos bons rires ; vous savez : le petit chemin qui monte entre les pins de la Grasse, et que nous ne referons plus (1).

A Armand de Pontmartin

Paris, vendredi, novembre 1874.

Monsieur et cher maître,

Je viens déjà vous demander de vous souvenir de vos bonnes offres d'hospitalité et j'en userai avec une indélicatesse d'autant plus révoltante que j'irai m'imposer chez vous avec ma progéniture... littéraire s'entend. Voici mon cas. Pendant cette première quinzaine parisienne qui a passé comme une minute, j'ai eu de longues conférences avec mon oncle, qui a voulu revoir avec moi le manuscrit soumis à son crayon rouge. Je l'ai trouvé, comme il appartient à un esprit aussi ouvert et aussi tolérant que le sien, plus facile que je ne m'y attendais. Moyennant quelques concessions secondaires, il m'a accordé le bon à tirer. Mais après m'avoir indiqué ses restrictions dans le domaine des idées où je lui avais reconnu toute compétence, il ne m'a pas caché que certains côtés littéraires l'inquiétaient et, sachant la vieille amitié qui nous lie, il m'a vivement conseillé d'aller vous trouver et vous demander votre plus sincère avis. Il se reconnaît lui-même trop étranger au courant littéraire actuel pour pouvoir prononcer un jugement motivé : vous qui, par métier, tâtez le pouls tous les matins à la littérature contemporaine, vous déciderez si l'enfant est né viable et s'il lui faut un berceau ou un bocal.

Je compte donc prendre le rapide un soir de la semaine

(1) Cette lettre a servi de préface à *Syrie*, *Palestine*, *Mont Athos*, 1 vol. in-16 ; Plon. Nous la reproduisons ici, car dans le volume l'auteur en a modifié le texte.

prochaine et aller vous demander la permission de vous ennuyer quarante-huit heures de ma prose. Si vous condamnez mon ours, comme dit Henri, je trouverai du moins aux Angles le bon air, le calme, les promenades sous les marronniers et peut-être un peu de soleil dont j'ai oublié ici la couleur. Si vous deviez vous absenter la semaine prochaine, je vous serais bien obligé de me le faire savoir. Sinon, j'écrirai à Henri pour réclamer son équipage le jour de mon arrivée. Votre cheval ne s'étonnera pas d'être réquisitionné pour porter un manuscrit (1). A bientôt donc, monsieur, et mille respectueuses amitiés.

Au même

9 octobre 1876.

Mon cher Maître,

Je viens de lire le journal qui porte l'étoile de M. Janicot, étoile qui ne sera pas de longtemps, je le crains bien, la Polaire de la France. Il faut, en vous remerciant, que je vous fasse un reproche : vous n'avez pas été assez sévère pour moi (2). Je sais mieux que personne « les taches qui déparent mon ouvrage. » Je sais combien c'est encore l'œuvre inexpérimentée d'un enfant et pour le savoir je n'ai qu'à regarder dans ce miroir que tout écrivain porte au fond de son cerveau plein d'images idéales qui deviennent noires et contrefaites, dès que nous les touchons avec notre vilaine encre. Heureux ceux qui peuvent, comme vous, mettre sur le papier les filles de leurs rêves avec toute leur beauté, peut-être, diront les grincheux, parce que vous écrivez avec de l'encre *blanche!*

J'en appelle donc devant ma conscience littéraire de l'extrême indulgence de mon juge : mais je suis profondément touché, parce que je comprends bien que le critique s'est effacé sans trop s'en douter derrière le vieil ami qui m'a vu grandir auprès de lui, et que le cœur s'est ouvert aux dépens des yeux. Peut-être aussi y a-t-il dans vos éloges un peu d'un autre sentiment : la joie du prédicateur qui aperçoit enfin quelqu'un dans son église et le canonise du coup... Aussi êtes-vous tout heureux quand à

(1) Il s'agit du manuscrit de *Syrie, Palestine, Mont Athos*, premier ouvrage de l'écrivain.

(2) Voyez dans les *Nouveaux samedis, quinzième série*, 1 vol. in-18; C. Lévy, l'article d'Armand de Pontmartin intitulé : *Syrie, Palestine, Mont Athos, Voyage aux pays du Passé.*

l'appui de votre thèse une pauvre recrue marche sur vos traces... et s'essaye à mettre une plume de fer sur son casque d'acier. C'est sur le compte de ces deux bons sentiments, l'amitié et l'amour du drapeau, que je dois mettre votre trop grande bienveillance. Mais je sais qu'indulgence oblige, que je dois m'appliquer sans retard à mériter ces éloges prématurés. Et tenez, ce soir même votre article m'a fait l'effet d'un salutaire coup de fouet. J'étais engagé à aller voir *La belle Hélène* : au lieu de voir jouer Dupuis, j'ai joué moi-même les jeunes Scipions en rentrant incontinent, — (c'est conciliable) — pour allumer ma lampe et piocher un travail que j'ai sur le chantier. Je veux creuser mon sillon assez profond pour que les nouvelles couches qui sont en train de nous prendre nos champs, s'arrêtent du moins avec respect en y trouvant les grands ossements dont parle le vieux Virgile. Je vous quitte donc, mon cher Maître, pour me remettre à la poursuite de ces enragées d'idées qui volent toujours plus haut en ne nous laissant que quelques plumes aux doigts : exercice éreintant, mais d'une saine et délicieuse fatigue, la meilleure de toutes celles que j'ai essayées, — et le diable sait s'il y en a ! J'irai vous remercier mieux aux Angles dans quelque temps, quand il n'y aura plus de soleil ici et qu'il faudra aller en chercher chez vous. Amitiés à Henri en attendant, et pour vous, cher Maître, sentiments de reconnaissance et de respectueuse affection.

Votre tout dévoué.

N.-B. Je voudrais avoir la place de vous raconter un dîner que j'ai fait hier chez Baudry avec cet endiablé d'About ; ç'a été un feu d'artifice incessant, mais on a peur tout le temps que les baguettes vous retombent sur la tête ; et on sent la poudre de mine : décidément, ce n'est pas là encore le vrai esprit français. Du reste, à part la pose continuelle d'About pour le roi Voltaire, c'était une soirée charmante : nous dînions dans l'atelier de ce grand et excellent maître qui a le tort de n'être pas mort au milieu de ses reproductions de la Sixtine commentées par quelques peintres *di primo cartello;* et Reyer nous jouait une partition exquise d'un opéra inédit

Encore une nouvelle qui vous rajeunira : il y a un étudiant de Toulouse âgé de vingt-deux ans et d'un drame en vers en cinq actes qui a pris le coche sur la place du Capitole, a débarqué

tout droit avec son manuscrit chez M. Perrin et a été reçu d'emblée.

Place aux jeunes!

A Henri de Pontmartin

Saint-Pétersbourg, 21 janvier 1877.

Mon cher ami,

Vous attendez ma première du Pôle : la voilà, à condition que vous me retournerez du soleil : courte d'ailleurs, car il est deux heures, le courrier de cabinet part demain matin, et c'est le seul moyen de vous faire des confidences qui ne profitent pas à la IIIe section et au général P...

Pas le temps de se sentir vivre et de s'observer depuis quinze jours : une course folle en traîneau, dans un mirage de neige, une pluie de cartes, cent figures nouvelles par jour, rien de précis encore, des silhouettes d'impressions.

Il faut vous dire tout de suite, pour vous expliquer ma vie à la vapeur et vous dire très franchement, sans pose, que je suis ici l'objet d'un engouement inexplicable : la *Revue* est le meuble de fondation de tous les salons, et on ne la coupe pas seulement, on la lit, d'un bout à l'autre ; des femmes, qui lisent Rawlinson et Maspéro, Strauss et Janet, avalent les *Pharaons* comme un simple roman de Feuillet (1). Donc il paraît que j'avais ici une certaine notoriété; le lendemain de mon arrivée, à la présentation à la cour du premier de l'an, l'Impératrice (2) s'est arrêtée devant moi, et, contre tous les précédents, m'a complimenté longuement sur *le Mont Athos*. Vous savez ce qu'est cette société à la Louis XIV, où l'opinion c'est le mot d'ordre qui part d'en haut.

Deux heures après, les paroles souveraines avaient fait le tour des salons, j'étais emballé. Le lendemain le *Goloss* (3) publiait sur votre pauvre diable d'ami un article pompeux et exagéré, dont je vous enverrais le texte russe, si j'étais un vil farceur, et dont je vous copierai la traduction, si j'ai le temps.

(1) Voyez dans la *Revue* du 15 janvier 1877, l'article d'E.-M. de Vogüé, *Chez les Pharaons, Boulaq et Saqqarah*.

(2) Marie-Alexandrowna, princesse de Hesse-Darmstadt, née le 27 juillet 1824, mariée le 16-28 avril 1841 à l'empereur Alexandre II, morte le 22 mai-3 juin 1880 (les doubles dates correspondent au calendrier julien et au calendrier grégorien).

(3) Journal russe. Le mot *Goloss* signifie *la Voix*.

Depuis, on se m'arrache. Ceci dit sans fausse modestie comme sans griserie. Tel que je me vois avec le scepticisme que vous me connaissez, j'ajoute que je me plairais difficilement ici. Je sais ce que peut durer un engouement, dans ce pays où on l'aurait inventé s'il n'existait pas, et que piédestaux et statues y sont de neige fondante. Et puis, cela ne fait pas le bonheur. Ce monde étrange et raffiné sera curieux pendant quelques mois, bientôt vide et ennuyeux. Tout y est de surface, je crois... Les hommes... nous n'en parlerons pas. Les femmes... des animaux curieux, supérieurement doués : des cerveaux qui remuent autant d'idées que la coupole de l'Institut mais qui me semblent avoir pris toute la substance du cœur. J'ai recueilli hier avec respect sur la table d'une jeune femme un monument de 750 pages de Janet sur *les Causes finales*, — lu et fatigué, — de ces livres dont on entend parler chez nous aux quatrièmes pages, comme des remèdes infaillibles, mais que personne n'a vus et dont on doute. Tout à l'heure, une princesse m'a parlé des « idiosyncrasies du caractère, » des mots que les Parisiennes se mettraient à quatre pour dire et elles n'y arriveraient pas. Bref, c'est drôle, mais je crains que cela ne soit que ça, et je condamne d'avance des femmes qui me lisent sans dormir.

Des reliefs extérieurs du pays je n'ai pas encore grand' chose à dire : on se perd dans une fourrure, on vole en traîneau d'une porte à l'autre, à travers de larges rues désertes, à tournure allemande, où passent de rares masques emmitouflés, où ceux qui se respectent ne circulent jamais à pied. — De — 8 à 10 degrés maintenant; — 20 les deux premiers jours de mon arrivée. Un seul aspect imposant, la Néva glacée, large de deux kilomètres avec sa longue ligne de quais. Une seule impression de nature polaire : une course en troïka à Cronstadt, sur la mer glacée. Le désert, mon désert, avec de la neige au lieu de sable, du gris au lieu de lumière, des horizons aussi infinis mais partant plus lugubres, des effets intraduisibles à la tombée de la nuit, quand les deux tonalités du ciel et du terrain blanc se fondent et qu'on roule dans une boîte sphérique de cristal laiteux. Des mâts sortant au bout de la neige glacée, comme attendant la cavalerie française du Zuydersée. De sinistres maisons de refuge avec leurs cloches pour les chasse-neiges, des corbeaux, des moujiks souffreteux, c'est à crever l'âme d'un pauvre Oriental et je pleure mon hiver du Caire tous les matins en

revoyant la même lumière de limbes à travers mes doubles fenêtres, sur la neige immuable.

Nous nous réchauffions, dans le voyage de Cronstadt, en récitant du Dante avec Nigra (1), qui partage avec moi la popularité littéraire de la localité. Pas l'esprit brillant et sémillant que j'attendais, un sérieux, un triste, très nourri, teinté de sanscrit et de sciences naturelles, un professeur de l'Université de Bologne à enveloppe lourde, mais qui aurait été dans quelques salons. — Deux vues de cour : le 1er et surtout le 6, à la bénédiction solennelle des eaux de la Néva : des haies de grenadiers surhumains, comme triés encore par l'œil de Nicolas, des coiffures militaires sorties des Bouffes, des conseillers actuels dorés et rachitiques, des chambellans avec des clés dans le dos, un monde inconnu chez nous et de fort grand air en somme : l'Empereur surtout, très grand air (2). J'ai rencontré hier, dans un champ de neige planté de quatre bâtons qui s'intitule fallacieusement le jardin d'été, — jardin public, — le maître de 86 millions d'âmes, se promenant seul avec son chien, gardé par le respect religieux des moujiks et des bourgeois qui s'inclinaient devant lui. J'ai admiré cela, je l'avoue, comme on admire les forces qu'on ne comprend pas, car nous ne pouvons plus même comprendre cet ordre d'idées. — Du reste, on me dit qu'il n'y en a plus pour longtemps : l'auteur le plus lu en Russie est Zola : on me demande partout si je le connais... Je me sens entre deux mondes : je viens de voir la dernière personnification de celui qui s'en va.

Aussi bien, comme je ne peux vous écrire qu'à bâtons rompus, ayant trop de matière, je veux vous parler de ma dernière impression de tout à l'heure : un portrait d'Ignotus qui ne sera pas fait tous les jours, car le modèle est presque invisible dans l'intimité. Il faut vous dire qu'une de mes principales protectrices est la princesse Gortchakow, belle-fille du chancelier. Ce soir, il devait y avoir réception chez elle : j'arrive, la réception est décommandée pour une maladie d'enfant; je tombe dans la stricte famille; on me fait bon accueil, je reste. Le vieux prince, qui ne sort jamais, ne paraît pas dans le monde et ne reçoit guère, narrait au milieu de ses enfants. Il était perdu dans une

(1) Constantin Nigra, ambassadeur d'Italie à Pétersbourg. Voyez à ce sujet l'article d'E.-M. de Vogüé, recueilli dans *les Routes*, 1 vol. in-16; Bloud.

(2) Alexandre II, né en 1818, monté sur le trône en 1855.

invraisemblable redingote battant les talons, sur un pantalon noir à guêtres serrant le mollet : un portrait des premières années du siècle. Une figure ronde, fraîche, rasée, fine et vive sous ses cheveux blancs de quatre-vingts ans, des lunettes masquant la vivacité du regard : un peu de M. Thiers grand seigneur et Régence. La parole de même, alerte, sémillante, facile, toujours M. Thiers avec un peu plus de XVIIIe, des échappées galantes et sceptiques d'avant 89. Il parlait au gré de ses souvenirs de Rome, de Vienne, de 1830, s'interrompait pour décacheter les dépêches qu'on lui apportait, reprenait; personne ne soufflait mot : tout se tait quand il est là.

Pas de mots profonds, incisifs, à la Bismarck, à la Guizot, pas de modelé : de la grâce légère, un imperturbable contentement de soi qui perce. Je pensais à un chat qui jouerait avec le lion de Berlin. Le nom de Klaczko est venu sur ces lèvres minces avec une aigreur contenue : il faut croire que le Polonais a frappé juste. Puis le chancelier m'a adressé la parole, m'a fait causer vice-rois et Pharaons, en me sondant avec son regard clair et sardonique : je sentais qu'il croyait me sonder jusqu'aux pieds, tandis qu'il ne me sondait que jusqu'à la profondeur où je voulais qu'il me sondât, et j'ai compris son infériorité dans la partie d'échecs qu'il joue depuis quinze ans avec l'autre, parce qu'il se croit trop sûr du jeu de l'adversaire. Il s'est levé enfin pour aller faire la partie de l'Empereur, en finissant une histoire légèrement ironique sur le Saint-Synode : et je pensais que, quand nous le conduirons sous le dôme d'Isaac (1), il ne restera rien de cette Russie du Congrès de Vienne qu'il domine comme une ombre du passé, au milieu de la nouvelle Russie jeune, âpre, inquiète, incertaine de sa voie nouvelle : rien que les prières archaïques auxquelles il ne croit guère et que les diacres réciteront sur lui dans ce beau chant mineur de la liturgie slavonne. Curieuse figure, malgré tout, faite d'un peu de Voltaire, de Talleyrand, de Thiers, la dernière de cette fine et élégante race de diplomates que nos enfants ne connaîtront plus, remplacée qu'elle sera par les diplomates brusques et précis de l'école Bismarck, — Ignatieff, — sans parler des diplomates démocrates que l'Europe nous envie.

Voilà mon bilan de ce soir : chaque jour apporte ainsi le sien dans cette course folle à travers le monde russe de deux

(1) Cathédrale de Saint-Pétersbourg.

heures à quatre heures du matin, qui ne me laisse le temps ni de réfléchir ni de lire : ce n'est pas le moment de tirer de ces sensations pêle-mêle des jugements d'ensemble. Je voudrais lire en entier l'article du « célèbre critique » que le *Journal de Saint-Pétersbourg* a reproduit en partie : vous voyez qu'il y a de la gloire pour tout le monde ici. C'est égal, toute cette lanterne magique curieuse et froide ne vaut pas pour moi, même quand elle grandit démesurément mon ombre sur la neige, une bonne *espère* avec des tourdes sur la montagne qui sent bon au soleil, à votre porte. Heureux V... Voilà le bonheur ! Rappelez-moi à cet ami fidèle, amitiés à mon vieux maître, et poignée de main.

A Armand de Pontmartin

Menton, Hôtel Victoria, mardi.
Mars 1878.

Mon cher Maître,

Les oiseaux du Nord sont arrivés sur les bords de votre belle Méditerranée (1) : ils ont tout de suite pensé à vous. Samedi nous partons pour Cannes à neuf heures et demie ; nous y arrivons à onze heures quarante-sept et nous allons vous prendre pour déjeuner ensemble, si vous voulez bien. Mais où vous prendre ? Prière de faire jouer le fil pour me dire en deux hémistiches votre adresse et si vous êtes libre samedi. Nous sommes attendus ce jour-là chez les B... et nos heures sont comptées. Si vous deviez venir à Nice d'ici-là, prière de me faire signe par le susdit télégramme, hôtel Victoria, Menton ; on vous racontera le couronnement du Pape (2), quelques milliers de verstes à la vapeur en un mois, du Palais d'Hiver au Vatican, de Vienne à Venise et Florence... quatre semaines où nous avons vu plus de belles choses qu'un abonné de la *Gazette* qui aurait fait de tous ses jours des *samedis*.

A bientôt de toutes façons : renseignez-nous vite et contentez ma profonde et vieille amitié.

Votre tout dévoué.

(1) L'écrivain, qui avait épousé, le 6 février 1878, Mlle Alexandra Annenkoff, demoiselle d'honneur de l'Impératrice, fille de feu le général Nicolas-Nicolaïéwitch Annenkoff, qui fut contrôleur général de l'Empire et général gouverneur de Kiew, faisait son voyage de noces.

(2) Léon XIII.

Au même

Villa Borgo, Cap Martin, Menton.
6 avril 1879.

Mon cher Maître,

Henri m'a fait entrevoir l'autre jour, durant les cinq minutes que je passe avec lui chaque année, une espérance qui m'a rendu bien joyeux. Vous voudrez bien, m'a-t-il dit, faire une petite pointe jusqu'à nous. Voilà une dette du fils que le père doit payer suivant l'usage : ce sera la première, j'imagine, que votre fils vous aura fait payer. Forts de cette assurance, nous ne pensons plus qu'à vous attendre. Que vous dire pour vous entraîner? Nous sommes ici dans un ermitage, mais dans un ermitage de sybarites. Figurez-vous une maison adossée aux forêts de pins du Cap Martin, les pieds dans la mer, toute déserte ; en face, Menton, et à l'extrême horizon Bordighiera ; à gauche, tout le cirque des montagnes qui dominent cette côte ; à droite, la pleine mer. Et sur tout cela un soleil-roi, un millionnaire de soleil, qui paraîtra peut-être chose toute naturelle à vos yeux méridionaux, mais qui grise nos yeux pétersbourgeois. Songez, des infortunés qui, il y a huit jours encore, languissaient dans ce cercle de glaces imaginé par Dante comme le plus raffiné des supplices, et qui se réveillent un beau matin en pleine féerie, en plein printemps ! Rien ne peut rendre la volupté de cette transition, les chemins de fer sont pardonnés du coup ; c'est exactement la sensation d'un cantonnier qui se réveillerait dans le lit de Rothschild, ou, si vous préférez, de saint Antoine dans celui de Cléopâtre. Ajoutons vite que la villa, comme par un fait exprès, contient deux chambres actuellement vides où vous vous trouverez suffisamment au large avec un peu d'indulgence. D'ores et déjà vos lits sont faits, vos couverts sont mis, et ma femme ne vous pardonnerait jamais, si vous ne descendiez pas tout droit chez nous. Je me fais un plaisir de présenter au vieux critique le grand poète du Nord, tout le monde nouveau pour lui de Pouchkine, hélas ! traduit en vile prose. Ainsi nous attendons un télégramme ; je vous prends tous deux à six heures à la gare de Menton, je vous emmène dans notre Thébaïde, et je ne vous lâche plus.

Rien à craindre pour le plus sauvage, nous ne voyons pas

une âme et vivons en bourgeois retirés avec une simplicité républicaine.

A bientôt donc, cher Maître, mille compliments de ma femme et respectueux, affectueux dévouement.

A Henri de Pontmartin

Aix-les-Bains, maison Bertier, rue de Chambéry,
16 juin 1879.

Mon cher ami,

Mon courroux, qui eût été si justifié, n'est pas la cause de mon silence, mais bien la dévorante activité de Paris où je viens de passer trois semaines fort embesognées. J'ai quitté la villa Borgo, après vous y avoir vainement attendu, vers le 25 mai seulement; le rapide était si bondé à ce moment que nous avons dû, pour installer ma femme commodément, prendre le simple express de jour et voir contre toutes mes habitudes la Provence de nuit et la Bourgogne de jour. J'ai brûlé Avignon à minuit et je ne pouvais penser à vous déranger à cette heure indue.

Après trois odieuses semaines de mouvement perpétuel à Paris, nous voici arrivés d'hier à Aix pour y achever notre congé dans le repos et le bon air des montagnes de Savoie. C'est ici que vous devez réparer tous vos crimes et vous faire pardonner en nous faisant une bonne visite. Nous repartons le 5 juillet pour traverser seulement Paris et nous trouver à Pétersbourg du 10 au 15, afin d'y attendre les grands événements de la fin d'août. Dieu sait pour combien de temps je ferai mon nouveau bail avec l'exil et le futur président de la R. F. Vous n'avez cette fois aucune raison valable de ne pas venir nous serrer la main dans ce très tranquille séjour : si vous vous décidez, j'irai à votre rencontre à Grenoble pour revoir le Grésivaudan. — Quant à M. votre père, il a un moyen plus simple de changer en bénédictions nos malédictions du mois d'avril; il recevra en septembre de C. Lévy un volume : les *Histoires orientales*, pour lequel je lui demande un samedi de faveur. Ce sont les quatre derniers articles, plus un nouveau qui paraîtra à la *Revue* le 1er ou le 15 juillet. Le volume eût été prêt avant mon départ de France, grâce à la merveilleuse rapidité de mon nouvel éditeur; mais il est de tradition qu'on ne peut rien lancer avant les vendanges...

Adieu, cher ami, et cordiales poignées de mains.

Tsarskoé-Sélo, 7 août 1879.

Mon cher ami,

Je crois que nous n'avons pas parlé des *Mémoires de Mme de Rémusat*. N'est-ce pas que c'est palpitant?... Il y a longtemps qu'on n'a publié une chose plus curieuse que ce Napoléon en déshabillé... Pour moi, ces notes intimes ne rabaissent pas le géant : dans ses moindres paroles (sans doute défigurées pourtant), il apparaît très peu homme, toujours dans le nuage. Quoi de plus merveilleux que ces trois pages de l'avant-dernière livraison où le Premier Consul raconte sa jeunesse, sa genèse morale, son élévation, les simples et profonds ressorts de sa politique? Là-dessus, je me suis remis à relire *de furia* le *Consulat* de Thiers. C'est vraiment magnifique, consolant et enrageant à la fois; ce livre valait la statue de Nancy beaucoup plus que la politique douteuse des dernières années d'Adolphe. Ce n'est cependant pas pour cette apologie raisonnée du 18 Brumaire qu'on la lui eût fondue aujourd'hui; quel magnifique tableau que celui de cette résurrection de la France, revivant à pleins poumons, se retrouvant elle-même dans toutes ses énergies, administrative, financière, militaire, diplomatique et littéraire! Ne sommes-nous pas un peu cette France d'alors, du Directoire écœurant? Nous aussi, nous marchons à la nuit tombante, comme ces gens de Judée qui allaient à Emmaüs, « tristes et causant des choses du jour, » de l'espoir évanoui d'Israël. Nous attendons celui dont la parole ardente réchauffera notre cœur, celui qui nous apparaîtra soudain avec l'auréole, les signes du salut, *potens in opere*, puissant dans ses œuvres. Dieu! que c'est médiocre, tous ces avocats qui vont jeter des phrases banales à Nancy, en face du sergent prussien qui rit de cette joute aux portefeuilles et se rendort tranquille. Il me semble que si quelqu'un venait maintenant qui parlât haut et ferme, nous serions tous conquis à lui, par ce qui nous reste d'orgueil au cœur et de sang aux veines... Je vis pour quelques semaines dans les bois de sapins de Tsarskoé-Sélo, et y profite du soleil tardif. Peut-être y ramasserai-je quelque chose pour la rue Gutenberg. En attendant, je corrige les épreuves des *Histoires orientales* (1).

Adieu, cher ami, et poignée de mains.

(1) 1 vol. C. Lévy; épuisé.

Tsarskoé-Sélo, 1er septembre 1879.

Cher ami,

Ce soir l'héritier attendu, pressé d'entrer dans ce pauvre monde, est arrivé avant l'heure prévue (1). Un gros et solide garçon de la vieille fabrique qui ne voyagera pas avec des onguents dans sa malle. Il a coûté bien du mal à sa mère et une rude journée d'angoisses à son père. Maintenant, tout est pour le mieux et je peux employer la formule de rigueur. Vous devinez qu'il s'appellera définitivement Henri, puisqu'il est la mystérieuse réparation de l'anniversaire de Sedan (2). Je ne puis pas ne pas espérer de cette coïncidence fatidique de singulières destinées pour l'âme qui revient après neuf ans d'absence. Destinées de rachat, de restitution, j'espère, pour l'orgueil que les autres, nous les vieux déjà, n'avons pu sauver.

C'est égal, c'est une rude bataille morale à livrer pour l'homme qui assiste impuissant à cette lutte de la vie et de la mort autour des êtres aimés; mais c'est superbe, cet impatient qui arrive d'un seul coup aux deux biens divins, la lumière et le verbe, sous la forme de son premier cri en ouvrant les yeux. Comme nos créations de chimères sont peu de chose en face de cette création-type, de ce mystère qui symbolise et résume l'œuvre éternelle de la vie, la raison d'être de l'univers! Et ce que ce petit rien de maintenant pourra peser dans le monde, si on lui donne le cœur qu'il faut! Nous y tâcherons.

Adieu, affectueusement à votre père, à vos tantes.

Saint-Pétersbourg, 20 octobre 1879.

Mon cher ami,

Calmann m'écrit que mon volume (3) sera mis en vente à la Librairie nouvelle le mercredi 29. Je vais adresser ma requête à mon juge; je vous prie seulement de brouiller les dossiers et d'arranger artificieusement les papiers sur la grande table du salon des Angles (que je vois d'ici), de façon à ce que ma sentence vienne au rôle des premières et ne soit pas remise à de trop loin-

(1) Henri de Vogüé, fils aîné de l'écrivain, né à Tsarskoé-Sélo, mort pour la France le 10 octobre 1915.

(2) Henri de Vogüé, lieutenant au 28e de ligne, frère cadet de l'écrivain, avait été blessé mortellement à Sedan le 1er septembre 1870.

(3) *Histoires orientales.*

taines vacations. Je compte sur vous pour cela. Songez qu'un malheureux exilé en Sibérie n'a guère à espérer de publicité, sauf d'indéfectibles amis.

Je ne me fais pas d'illusions d'ailleurs sur l'absurdité qu'il y a à lancer un volume en ce moment : il sera d'abord aplati par le voisinage de Mme de Rémusat, lancée, semble-t-il, avec grand talent..., et puis toute la littérature du jour ne se résume-t-elle pas à crier « vive la Commune ! » Car nous y voilà enfin, huit ans après, malgré Maxime Du Camp...

A Armand de Pontmartin

Saint-Pétersbourg, 1er décembre 1879.

Mon cher maître,

Merci pour votre amical et bienveillant *Samedi* venu si vite à mon aide (1). Certes, j'aurais eu mauvaise grâce à ne pas céder le pas à M. Double, un frère!... Eh quoi ! il y a un courageux jeune homme qui écrit des volumes sur Brunehaut et sur Dagobert à l'envers de ses camarades qui prennent des culottes au club ! Mais c'est un frère vraiment, et si nous nous rencontrions dans la rue, nous nous embrasserions sans nous connaître. Il n'y a, bien sûr, que lui et moi dans Paris pour causer avec les personnages les plus rébarbatifs de l'histoire, Brunehaut ou Thoutmès, Dagobert ou Jérémie II, et pour reconstruire ces squelettes. Encore ai-je pour mon originalité l'excuse de n'être pas millionnaire et de ne pouvoir employer mon temps plus gaîment. Grâce à vous, j'achèterai désormais les volumes de Double fils, et s'il n'y en a qu'un, je serai celui-là. Il me rendra, j'espère, la pareille afin que nous ayons un lecteur chacun.

Encouragé par votre *satisfecit*, je continue à glaner dans le champ de Mérimée et je prépare en ce moment une étude sur un fils de Pierre le Grand, — une vie aussi curieuse que celle d'un héros de Gaboriau et qui n'a que le tort d'appartenir à l'histoire, puisque le public n'admet pas que l'histoire puisse être aussi dramatique que les élucubrations d'un romancier.

Mais je suis de plus en plus décidé à marcher avec un dédain *vignyque* pour le jugement de la foule ; les exemples de clairvoyance qu'elle donne aujourd'hui dans tous les ordres

(1) Voyez dans les *Nouveaux Samedis, vingtième série*; C. Lévy, l'article sur le volume : *Histoires orientales* du vicomte E.-M. de Vogüé.

d'idées m'y convient... Une autre génération viendra, il vaut mieux la devancer que suivre celle-ci. C'est déjà un grand honneur d'être approuvé par un survivant comme vous de la pléiade qui a tout compris, tout aimé, tout senti : je m'en contente et vous en remercie chaleureusement avec toute ma vieille et bien déférente amitié.

A Henri de Pontmartin

S.-P..., 10 décembre 1879.

Mon cher ami,

Je ne sais si ce mot vous arrivera à travers les neiges qui bloquent le Midi ; bon Dieu ! que d'embarras vous faites là-bas pour quelques malheureux centimètres de neige ! Ma dernière lettre partant par la simple poste, peu tolérante aux informations politiques, je réponds par ce courrier à votre phrase sur l'Impératrice : vos journaux ont rêvé que son mal était au cerveau, il n'en est rien ; elle se meurt d'une maladie de consomption, c'est absolument une lampe qui s'éteint à Cannes.

Vous demandez sans doute ce que vous devez penser de notre Russie. Dame, ça va bien. Jusqu'ici le mal était violent, mais très peu étendu. Il augmentera chaque jour devant l'inertie et l'impéritie du gouvernement. Sous ses apparences de vigueur despotique, ce gouvernement est plus faible (cela ne vous étonnera pas) qu'une république centre-gauche ; faible, parce qu'il manque d'hommes, et il manque d'hommes, parce que rien n'y est organisé en vue de tremper les caractères, tout en vue de les déprimer. Dans leurs proclamations qu'ils envoient audacieusement aux ambassades, les nihilistes exigent, pour déposer les armes, une Assemblée Constituante populaire, élue au suffrage universel et destinée à appliquer les théories du socialisme pur. On ne la leur donnera pas, sans doute, on ne donnera même pas une méchante constitution à la prussienne du vivant de l'Empereur actuel ; son fils devra la donner ; il sera peut-être trop tard ; en tout cas, cette pâture chimérique ne satisfera qu'un petit nombre de bonnes gens, très petit ici, puisqu'il n'y a pas à proprement parler de bourgeoisie. Ici, plus qu'ailleurs, il n'y a qu'une question sociale ou, pour parler plus juste au point de vue russe, une question agraire : 60 millions de paysans, — mis seulement en goût par l'émancipation, — veulent la terre que

possèdent quelques milliers de nobles : quand on tire sur le tsar, leur dieu protecteur, ils sont persuadés que c'est à l'instigation des nobles pour prévenir le nouveau partage des terres que leur destine leur père le tsar. Donc, l'avenir plus ou moins prochain de ce pays, de l'avis des gens les plus intelligents ici, est une guerre agraire à forme russe, une nouvelle *Pougatcheftchina.* Relisez Pougatchef et vous saurez ce qui se passera un jour en Russie. Vous me direz que cette lettre pourrait être signée M. Josse. Pas tout à fait, car des raisons de situation m'ont impérieusement et impérialement dicté un dernier paragraphe qui devait faire avaler la pilule, mais que je ne pense pas, et qui disparaîtra d'une édition future. La question ainsi posée se réduit à savoir combien de temps la formidable armée du tsar sera préservée du travail de propagande et, partant, propre à écraser une jacquerie. A quel moment, dans cette armée sortie du peuple, les L... et les B... seront-ils assez nombreux pour que la révolte puisse braver les crosses en l'air? Pas de si tôt, bien certainement, mais ce jour arrivera enfin : si la révolution se fait avant, on pourra l'écraser et en tirer seulement une constitution quelconque pour le plaisir des professeurs ; si elle a la sagesse d'attendre la crise psychologique de l'armée, ce sera une décomposition sociale sans exemple dans l'histoire, car il n'y a dans ce pays de la pyramide renversée d'autre soutien à l'édifice que la baïonnette ; il n'y en a pas d'autre. *Dixi...*

Au même

4 décembre 1879.

Mon cher Henri,

Merci de vous être fait le commissionnaire de mon volume dans la presse méridionale (1); je ne sais comment rendre mes « actions de grâce, » ainsi que disait notre cher abbé Patot, à votre père et à vous, pour avoir si magnifiquement retourné le proverbe sur les torts des absents. Je remercie tous les Élysée Méraut qui voudront bien emboîter le pas, sur votre recommandation, au critique parisien. J'ai su que, dans les premiers jours de novembre, une moitié de l'édition, parue le 5, était vendue...

Vous aurez appris par les feuilles publiques la tragique

(1) *Le Fils de Pierre le Grand*, 1 vol. in-18; Calmann-Lévy ; épuisé.

tentative restée heureusement inoffensive qui nous préoccupe tous ici. On causera beaucoup en France de ces quelques mètres de remblai minés; on ne s'avouera pas que chez nous, c'est tout le sol qui est miné. J'apprends à l'instant les dernières convulsions du ministère en face du programme conventionnel (1) : vous me permettrez de m'en occuper un peu cette fois, car il s'agit pour moi de savoir si, d'ici à quelques semaines, je serai *épuré*, ou si je ne *m'épurerai* pas moi-même, de guerre lasse. Cela ne peut tarder beaucoup, et j'ai parfois de vives jouissances à l'idée de pouvoir enfin piquer librement ma plume dans ce bon fouillis de nigauds.

Adieu et bien à vous.

Au même

Saint-Pétersbourg.

Mon cher ami,

Étant donné que dans vos provinces, toutes gauches sous la neige, le taureau de fer va moins vite actuellement que nos traineaux de bergers, la présente arrivera sans doute juste à temps pour vous souhaiter les bonnes fêtes. Mais que souhaiter? N'est-ce pas l'image de notre pauvre pays, ce ministère, cercle vicieux qui tourne sur lui-même, dont la circonférence est partout et le centre nulle part, soit dit sans comparaison avec le Dieu de Pascal ; ce ministère qui donne la représentation du jour de l'an comme les clowns du cirque, en ressortant de derrière le portant avec de la farine et des toupets nouveaux pour recevoir les mêmes coups de pieds et les mêmes nasardes. Oui, sans doute, j'ai admiré l'article Rémusat, mais surtout je m'approprie la conclusion si vraie : « Rapetisser — finissent. » Car s'il y a une histoire pour enseigner les hommes, s'il y a quelque chose à apprendre d'Athènes, de Rome, de Byzance, de Madrid, c'est que nous finissons. Il reste de nous une belle mousse de vin de Champagne qui pétillera encore longtemps à la surface du monde, mais ce seront les barbares qui boiront le vin de Grèce dans les coupes de Corinthe. Moi aussi, les *Mémoires* m'ont irrité encore plus qu'amusé. En 1820, en 1830, j'eusse compris cette publication : le monstre était encore chaud, presque menaçant; il était de l'intérêt public de rapetisser cette ombre scandaleuse.

(1) Il s'agit du ministère formé le 4 février 1879 par Waddington, et qui fut remplacé le 28 décembre 1879 par le ministère Freycinet.

Aujourd'hui, qu'il ne nous reste plus que de la gloire en magasin, le procédé étant perdu, aujourd'hui que la figure est bien casée à sa place, dans son cadre, en pleine histoire, c'est idiot et coupable de la gratter à la dérobée. L'homme qui trouait les Meissonnier au Luxembourg faisait une besogne pareille. J'adore Saint-Simon, et son nom est une perle de notre écrin; cependant, si je l'avais inédit dans mes papiers de famille, je crois que je ne le publierais pas. J'ai horreur des gens qui touchent à Louis XIV et à Napoléon, parce que je sens bien que nous n'avons plus devant nous de figures pareilles; et il n'est pardonnable de manger son bien que quand on est sûr d'un héritage encore. Et puis, la justice historique envers un homme doit se mesurer, à un certain moment de l'histoire, non aux souffrances de ses contemporains, mais à la somme de bien ou de mal qui reste de son œuvre pour les neveux; or le mal de Napoléon s'est effacé sous de bien autres maux; la défiance de l'Europe s'est changée en indifférence, et nous voudrions bien en être à la frontière de 1815. Le bien, c'est-à-dire la vigoureuse charpente donnée à la France nouvelle, le Code, le Concordat, les Finances, la Légion d'Honneur, l'Institut, etc., tout cela subsiste et nous soutient encore, tant qu'on ne l'aura pas démoli tout à fait. On me dira peut-être qu'il reste le mauvais exemple du 18 brumaire; il y a aussi celui d'Hercule chez Augias, celui de Marianne, — (la vôtre), — balayant le salon des *Angles*, celui de quiconque a jamais vidé un évier, une souillarde, diraient vos tantes ! Prenez n'importe quel étranger de sang-froid, donnez-lui à lire l'histoire la plus flattée du Directoire, et demandez-lui ce qu'on pouvait, ce qu'on devait faire des Anciens et des Cinq Cents, si l'on aimait son pays; je gage que pas un ne variera dans sa réponse. Et ceux qui jouent l'honnêteté avec le cliché du 18 brumaire, trouvent que le 4 septembre est une journée morale justifiée ! Où est la différence ? O partis, comment trouver le courage d'écrire l'histoire quand on vous connaît ! Ne semble-t-il pas qu'une page d'histoire contemporaine applaudie par un seul Français doit être fausse par cela même ?

Mais voilà un singulier entraînement pour une lettre de souhaits. C'est que j'enrage après l'année qui va se faire enterrer civilement. Je lui dois pourtant un fils superbe et un livre qui l'est moins. L'Athénien qui a bien voulu parler du second a tous

mes remerciements, j'aurais mauvaise grâce à ne pas être content; seulement, je m'attendais à tout, excepté à me voir donner une leçon d'orthodoxie avec un texte de Renan. Si X. n'a voulu qu'écraser mon pauvre article avec les trente plus merveilleuses pages qu'ait écrites, peut-être, le maître, c'était un divertissement facile; mais s'il juge vraiment que M. Renan est plus chrétien que moi, il ne reste plus qu'à envoyer M. Coquille se confesser chez Taxile Delord. Bref, je regrette Thureau-Dangin, pour qui j'ai une grande estime, et je vous prie de le remercier de ma part de l'intention.

Adieu, cher ami, vous avez douze jours pour me répondre et votre lettre me trouvera encore attardé dans le passé de 79; c'est un calendrier qui me convient à moi qui ai toujours eu les mélancoliques habitudes de la femme de Loth, avec moins de sel, hélas! Je me retourne encore une fois, de tout cœur, vers ces chères Angles, qui n'ont rien de commun avec Sodome; j'adresse tous mes vœux amicaux à votre père, et je vous serre la main bien cordialement.

Au même

Ambassade de France.

St-Pétersbourg, 16 mars 1880.

Mon cher ami,

Vous vous trompez en supposant que vous n'aurez pas vos cinq minutes annuelles; vous les aurez pas plus tard que le jeudi — absolu. Nous partons ce samedi 20, — de Paris le mercredi 24, — et jeudi au rapide vous pourrez contempler la caravane d'un infortuné qui ameutera les populations autour d'une nourrice en grand costume russe, kakochnik, etc. On croira que je viens donner des représentations sur la place Henri-IV. Vous comprenez d'avance que vous ne serez pas quitte de la scie de la visite au cap Martin où nous allons passer deux mois.

Adieu, à jeudi, avec beaucoup plus de plaisir que vous ne méritez d'en donner.

Au même

Bobrowo (1), 8 juillet 1880.

Mon cher ami,

C'est merveilleux! votre gazette est arrivée, c'est tout dire et

(1) Bobrowo, situé dans le gouvernement de Kharkoff, était la propriété de la générale Annenkoff, belle-mère de l'écrivain.

malgré quelques signes doux au lieu de signes rudes, etc., vous pouvez être fier du succès de votre premier thème russe; la première lettre que j'adressai ici après six mois de leçons n'est jamais parvenue; ce n'est donc pas si simple de faire agréer aux postes impériales les orthographes individuelles... Dites à votre père que je viens de lire intégralement *Trop Jolie* dans le feuilleton du *Journal de Saint-Pétersbourg*, Gazette de l'Empire. Je doute, par exemple, que ces reproductions lointaines lui rapportent jamais autre chose qu'un surcroît de célébrité. Annoncez-lui en outre que je vais m'introduire audacieusement dans la redoutable famille des critiques. Il est vrai que je m'exercerai d'abord la main *in anima extranea*; je m'attelle à un travail sur Pouchkine et son temps, qui me permettra de retracer l'histoire de ce mouvement romantique russe, né parallèlement au nôtre de 1820 à 1830. Cela pourra bien devenir un volume pour de bon après les portions de saumon. Vous me direz, peut-être, que le besoin ne s'en faisait pas impérieusement sentir sur le boulevard des Italiens. Cependant les burgraves de notre littérature que j'ai vus à Paris m'y ont encouragé, en m'avouant qu'ils ne connaissaient du grand poète que le nom. Voyons, vous qui savez tout, vous seriez bien embarrassé de dire ce qu'il a écrit en dehors des petites nouvelles traduites par Mérimée. A ce propos, comme vous n'avez rien à faire, vous pourriez me rendre un petit service de collaboration. Vous devez avoir aux Angles la table de la *Revue*. Colligez-moi donc ce qui a pu être écrit par Mérimée, ou traduit par lui de l'œuvre de Pouchkine, avec indication des numéros et dates. Je sais qu'il y a eu un article de critique d'ensemble, je l'ai eu sous les yeux, mais j'ai oublié l'année. Je ne crois pas qu'un autre ait touché à mon sujet depuis trente ans. Avant, il y avait eu deux méchants articles de M. de Saint-Julien en 37 et 47.

Telles sont mes occupations et préoccupations actuelles, panachées des exercices d'un campagnard russe. Cela vaut mieux, n'est-ce pas, que de penser à — et de parler de — ce qui se fait chez nous. Ça a l'air d'histoires du *bon* vieux temps, ces scènes d'expulsion où le ridicule le dispute à l'odieux. A Paris, ce n'aura été, comme toutes choses, qu'un spectacle de haut goût pour les flâneurs : mais j'imagine que, dans les petits coins de province, le coup portera, et droit contre la République. Ce sera très difficile à faire comprendre, par exemple aux gens de la

Louvesc ou de Saint-Romain-d'Ay (1), le *pourquoi* d'un jésuite emmené entre les gendarmes. Je serais curieux de savoir par vous comment les sbires de M. Constans auront procédé à Avignon et l'impression produite sur le bourgeois, celui qui vit à égale distance du tombeau et du Cercle Henri IV. Ah! il faut de plus solides estomacs que les leurs pour manger du prêtre! M. de Bismarck, une belle fourchette pourtant, en a déjà une indigestion. Cela constaté, il est juste d'ajouter que, depuis Mirabeau, on n'a pas parlé une plus belle et plus forte langue que celle du fameux discours. Restera-t-il Barras ou sera-t-il Bonaparte? Nous le saurons sous peu; en tout cas il me semble qu'il coupe sa queue pour nous en forger des chaînes, et que le *ruere in servitium* commence avec une noble émulation...

Adieu, mon ami, écrivez-moi par l'ambassade à Pétersbourg, c'est la meilleure voie, et cordialement à vous.

Au même

Ambassade de la République française.

St-Pétersbourg, 26 aout 1880.

Mon cher ami,

Pardon, il y a bien eu une étude de Mérimée sur Pouchkine; mais insérée au *Moniteur* et non à la *Revue*; elle a pris place dans son volume : *Portraits historiques et littéraires*. C'est moins que rien d'ailleurs, quelques pages dans cette manière sèche, hautaine, presque toujours ironique, que Mérimée forçait sur le tard, comme s'il ne voulait plus toucher aux choses et aux gens que du bout des doigts. Quant aux deux articles de la *Revue* de 39 et de 49, c'est la besogne de pauvres diables qui avaient vendu de la soupe en Russie, une critique comme celles qu'on faisait en 1800 sur Shakspeare ou Dante. Tout est à faire.

Autre problème plus compliqué. Vous « qui savez toutes choses comme Adrien Turnèbe, » (voir Montaigne, *Apologie de Raymond Sebond*,) ne pourriez-vous me dire s'il n'a pas paru dans la *Revue Britannique* une traduction d'études russes sur la *Princesse Tarakanoff*? Je sais bien qu'on n'a pas comme ça la *Revue Britannique* sur sa table de nuit, mais on peut y arriver peut-être à la Bibliothèque d'Avignon. Si, comme j'en ai

(1) Communes de l'Ardèche.

une vague idée, ce sujet a été traité dans cette cave, c'est forcément entre 1867 et 1878, plutôt plus près du premier millésime. Il m'importe de le savoir, car je veux rappeler l'histoire de cette aventurière, une des plus palpitantes et des plus étonnantes histoires du XVIIIe siècle. Si vous pouviez venir à mon secours, faites-le, car je ne crois pas qu'il y ait de table générale de la *Revue Britannique*, et quant à faire venir toute la collection d'A. Pichot, ce serait roide. Si vous me donnez une réponse, j'intriguerai à l'Académie pour vous faire donner l'an prochain le Prix Montyon. Comme c'est embêtant, les gens qui passent avant vous sur votre domaine et qui passent mal! Vous n'êtes pas même chasseur; mais V... pourra vous dire la rage sourde qu'on dévore quand s'étant levé, à la première aube, un jour d'ouverture, on trouve, en arrivant à la luzerne ou au marais, qu'un plus matineux a manqué et fait partir les perdreaux ou les canards avant vous. Encore V... n'a-t-il jamais vu des perdreaux et des canards qu'en rêve. Je viens de dévorer une correspondance Rostopchine, publiée ici il y a quatre ans, qui révèle tout simplement un Saint-Simon moscovite; plein de feu, j'allais bâcler mon article là-dessus en huit jours, quand je me rappelle que Rambaud a éventé la mèche dans la *Revue* en février 76, et sans en tirer le parti qu'il pouvait! Me voilà refait. Que de perles historiques et littéraires il y avait là, pourtant! En parlant de tels ou tels favoris de Catherine : « Un homme à pendre à chaque moment; » « sa conscience s'est tue à la vue de 90 000 roubles de rente; » « je tombai malade et pendant ce temps la mort frappa un superbe coup. » Rostopchine écrit de Paris, le jour de la naissance de l'Enfant du Miracle : « Le duc de Bordeaux sera un sursis pour les Bourbons, une espérance pour les royalistes, un proscrit pour les libéraux, un prétendant pour l'Europe! » A la même époque : « La patrie est au boulevard de Gand et le salut de l'État chez Tortoni. » « Un gouvernement représentatif dirigé par le Vaudeville. » « Mme du Cayla raconte elle-même que la grande jouissance de S. M. T. C. est de répandre beaucoup de tabac sur la gorge de sa belle et de le prendre avec son nez : du moins, il sent l'amour et le prise. » Et *tutti quanti*.

Vous verrez par l'en-tête de ce papier (que j'ai dû redresser suivant les dernières ordonnances officielles) que nous sommes rentrés à Pétersbourg. Nous avons quitté à regret nos bois

d'Ukraine, il y a deux semaines. Aussi bien, notre été polaire est fini, je me contente ce soir de 5 degrés au-dessus de zéro, tandis que vous rôtissez encore aux Angles. Cette ville est morte à cette époque et pour deux à trois mois encore; c'est le seul moment où l'on puisse travailler à loisir sans corvées ni gênes. Aussi est-ce habituellement en automne que je fraye pour la *Revue*. Vous allez voir la petite fête du 31 août, mais je crois bien que tout ce que l'on pouvait accorder d'attention et d'irritation à cet intermède tragique a été dépensé le 29 juin. On ne rejoue guère deux fois ces pièces politiques avec succès en France; la seconde cueillette de Jésuites se fera en un tour de main. Et puis les élections des conseils généraux vous ont dit votre fait; si vous n'êtes pas assez pulvérisés, je ne sais pas ce qu'il vous faut. Allez, vous n'avez plus qu'à vous incliner devant Auguste Grévy comme votre confrère de Lisieux. J'attends avec curiosité *le Temps* de demain pour voir dans quelle eau de Jouvence mon ami Renan s'est encore plongé. Il n'y a pas à dire: dans les maigres années littéraires que nous traversons, quelques lignes de lui sont un gros événement. Adieu, mon ami, je vais rentrer dans ma fourrure, dans ma nuit.

Cordialement à vous.

Au même

Ambassade de France.

Saint-Pétersbourg, 24 novembre 1880.

Mon cher ami,

J'aurais pu attendre le 2 décembre pour être classique dans mes écritures; mais, hélas! nous l'attendrons longtemps encore le 2 décembre, qui serait aujourd'hui si bien accueilli...

Ici, nous végétons dans la gelée, la crotte, la nuit et le calme plat de la vie. Je suis accablé de travail et n'ai pas même de loisirs pour la *Revue*, pas assez de liberté surtout pour traiter les sujets actuels qui solliciteraient maintenant mon esprit. Je viens pourtant de suivre un grand procès nihiliste avec pendaison à l'épilogue, qui donnerait matière à une étude profondément humaine du document humain, comme dit l'autre.

J'ai savouré comme vous le bijou de Renan et senti ce que vous définissez si bien le regret de la soutane perdue. On ne fera jamais mieux que la première partie de cette étude, comme ana-

lyse subtile et impitoyable de soi-même, et la note est très consciencieuse, très vraie; moi qui ai un peu approché Renan, je l'ai bien retrouvé là tel que je me l'étais fait sur pièces. Et la mort de Talleyrand, quel chef-d'œuvre dans un autre genre, comme la page s'accroche au clou de la mémoire! une fausse note seulement, ce vilain bruit d'écus remués avec le nom de Dupanloup... Quant à Lanfrey, si je ne l'avais pas connu ambassadeur à Berne, je croirais du coup à la métempsycose. Vanité à part, je me retrouve dans cette âme, sinon dans cet esprit, comme dans un miroir. Je pense, hais et aime tout comme lui : j'y ai été d'un rouble, 50 kopeks pour les *Lettres d'Everard*, et en lisant, il me semble que j'écris, tant ma pensée court devant en suivant les idées et en finissant les phrases mot pour mot. Consolant, n'est-ce pas, quand on se dit, somme toute, que c'est là un livre mort? Et l'homme est mort aussi, j'entends de la seconde mort, de la définitive, car les hommes qui écrivent meurent deux fois. Il lui reste pour toute postérité un vieil académicien qui se cache derrière le cadavre pour faire des niches à Gambetta, et l'admiration de deux vieilles dames.

Adieu et poignée de mains.

Au même

Saint-Pétersbourg, 7 octobre 1881.

Mon cher ami,

« Je prends une grande feuille de papier pour vous écrire, » comme écrivait Flaubert à Maxime. J'espère que voilà pour nous l'événement de la saison et j'imagine comme on a savouré aux Angles ces récits honnêtes, sincères, enflammés de l'amour des lettres et peignant au vif une belle âme de bon combattant (1). Votre père a dû se délecter aux souvenirs de son temps : pour nous, c'est autre chose, quelque chose de plus attirant encore, la peinture du milieu où nous aurions dû vivre comme des poissons dans l'eau. Cet état d'âme littéraire, que dépeint si bien Du Camp, n'est-ce pas exactement l'état d'âme où nous avons passé notre première jeunesse? Ne devriez-vous pas vous appeler Louis de Cormenin? Que de retours j'ai faits sur nous en lisant ces récits qui m'ont vraiment possédé! Et cet Ausone de Chancel

(1) Les *Souvenirs littéraires* de Maxime Du Camp qui paraissaient alors à la *Revue*.

« avec ses chefs-d'œuvre dans la cervelle qui s'y trouvent si bien qu'ils n'en veulent pas sortir, » comme je le connais! Oh! les braves gens et le bon temps! S'ils étaient plus reculés dans le temps, je me convertirais à la métempsycose, sûr que mon âme a habité un de leurs pourpoints romantiques. Vous savez, vous le témoin, s'il y a un goût, une idée, un rêve de ce petit cénacle pour lesquels je ne me sois pas passionné à mon tour, et si ces pages imprimées par un autre sont pour nous des pages d'histoire intime. Seulement, eux étaient dans le moment, dans la note, comme on dit aujourd'hui : nous, romantiques vivarois, nous retardions, nous étions à la traîne de notre génération, mollusques quaternaires oubliés par la marée. Aussi les désillusions de l'âge mûr sont plus amères pour nous que pour eux. Vous, vous seriez tout à fait désigné pour mourir sous-préfet à Bouffarik, si la pudeur permettait encore d'être sous-préfet, et si la pittoresque Algérie n'avait pas pris une couleur sérieusement civile. Moi, je reste à peu près fidèle au drapeau, mais en évoluant exactement comme l'esprit frère de Du Camp. Il avait rêvé de grands poèmes, l'histoire de France en romans, des nouvelles à tuer tous les bourgeois; il a voyagé dans le monde et dans les idées, fait le tour des choses; il s'est acquis une certaine notoriété par des travaux de statistique, de critique, de reviewer, et il mourra académicien à la douzaine ou à la quarantaine avec la réputation d'un esprit très sage, très appliqué, affreux réactionnaire d'ailleurs. J'ai rêvé les mêmes choses que lui, passé par les mêmes évolutions; comme lui, je rencontrerai un succès d'estime avec des travaux de critique, de diplomatie, d'archéologie, et, si Dieu me prête vie, je mourrai académicien dans le rang... ; pas plus fier pour cela, je vous assure, et n'en tenant pas moins ma vie pour absolument ratée. Puissé-je du moins rester toujours aussi honnête homme, dans le sens bossuétien du mot, que l'est certainement mon sosie !

Me voici soulagé de mon enthousiasme pour cette délicieuse lecture. Maintenant, je dois expliquer mon long silence en vous disant que j'ai pas mal remué depuis ma dernière. J'ai quitté l'Ukraine il y a un mois; j'ai eu à opérer ici un déménagement : deux incendies. Nous sommes installés comme qui dirait à Paris sur le boulevard du Jardin des Plantes, à l'extrémité Est de cette capitale, dans une vieille maison solitaire qui donne sur un grand jardin abandonné, le jardin de ce palais

de la Tauride, où brilla Potemkine (prononcez *tiôm*, par grâce!). Cela garde un grand air de lieu mort avec des souvenirs. Dans cette solitude pétersbourgeoise, je travaille pas mal. J'attends les épreuves d'un *Mazeppa* que vous lirez en novembre. Vous me demanderez pourquoi le besoin d'*un Mazeppa* se faisait généralement sentir. Je vous répondrai que vous, l'homme le plus savant de France, vous avez certainement répété cent ou deux cents fois ce nom dans votre vie, et que vous ignorez totalement ce que fut celui qui l'a porté, en dehors de l'histoire du cheval sauvage qui n'était pas sauvage; qu'il est agaçant de répéter un nom en ignorant ce qu'il couvre ; et que ce récit s'adresse à tous les curieux qui peuvent être agacés de ce chef comme vous et moi, mais je sais maintes lignes que je n'ai jamais écrites dans un article que pour vous, persuadé que la populace n'y entendrait rien, ou n'y trouverait aucun plaisir.

Au même

Saint-Pétersbourg, 24 avril 1882.

Mon cher ami,

...Je suis revenu ici pour Pâques, qui tombait cette année le même jour dans les deux styles. Le grand vendredi, j'ai reçu la notification de ma mise en disponibilité; j'ai enseveli le vieil homme, et le lendemain je suis ressuscité avec la joie sincère de me sentir enfin mon maître, libre de mon temps, de mes actions, de mes pensées et de mes écrits... Ah! la fable du loup et du chien, la petite place pelée du collier, fût-ce celui de la Légion d'honneur! Comme La Fontaine mériterait son rang, ne serait-ce que pour avoir bien marqué cela! Et puis, je suis si las d'une vie toute en façade qui usait sous la meule mondaine ou dans le fatras d'une chancellerie le meilleur de mon temps et de mon intelligence. Je ne la maudis pas, car j'y ai beaucoup appris, mais ce livre-là était épuisé et me retenait dans l'ignorance d'une infinité d'autres que je dois lire, — sans compter ceux que je veux faire. Maintenant, vous allez me voir à l'œuvre, c'est peut-être un peu tard, mais quoi! Rousseau n'avait pas encore publié une ligne à mon âge. Je ne sais si je vous ai écrit que j'avais beaucoup vu Maxime Du Camp à Paris. Il a eu peut-être une influence décisive sur moi par l'évidente sincérité du contentement avec lequel il regarde sa vie toute donnée aux

lettres; on le sent bien véridique quand il vous dit: « Je n'irais pas au bout de ce cabinet pour saisir un portefeuille, voire une couronne. » Pourtant, la vie littéraire ne l'a pas gâté, il n'a jamais eu une création, partant jamais d'action sensible sur les esprits; ce n'est qu'un observateur exact servi par une implacable mémoire qui rendrait des points à la vôtre; il est bon témoin quand il affirme que, même sans le succès, les lettres portent leur récompense en elles-mêmes.

La veille de mon départ de Paris j'ai assisté à une petite fête dont monsieur votre père eût beaucoup joui. Le comte d'Haussonville a lu à quelques amis des fragments de mémoires intimes, entre autres sur l'ambassade de Chateaubriand à Rome où il fut attaché. Je ne sais ce que René avait fait à son jeune attaché, mais celui-ci prend le contre-pied des *Mémoires d'Outre-Tombe* et nous restitue un Chateaubriand au naturel qui doit être absolument vrai. Cela pourrait s'appeler la revanche de Mme de Chateaubriand, qui faisait seule, paraît-il, bonne figure à l'Ambassade, tandis que le piètre ambassadeur, berné par les cardinaux, folichonnant avec Prudence, mendiant un ministère à Paris, jouait le « vague des passions » vis-à-vis des vieilles Anglaises et faisait des dettes payées par le Roi. Jamais l'idole n'avait été si rudement secouée, même par Sainte-Beuve; ce qui ne nous empêchera pas de relire les incomparables *Mémoires*.

Adieu, mon cher ami, ne m'oubliez pas et annoncez-moi aux vôtres pour cet automne. Quelle fête de revoir les Angles et les lambeaux de ma jeunesse à tous les romarins des collines jusqu'aux Issards!

A vous.

EUGÈNE-MELCHIOR DE VOGÜÉ.

(A suivre.)

SUR L'HORIZON DU VATICAN

II [1]

L'ÉGLISE ET LES ÉGLISES
LE NOUVEAU PONTIFICAT

Joseph de Maistre, observant les guerres de la Révolution, celles de l'Empire, cherchait à lire, dans les lointains conseils de Dieu, ce que Dieu préparait et ce que Dieu voulait. Il crut un jour entrevoir que si Dieu « broyait » les hommes, c'était pour les « mêler » ensuite, et les catastrophes auxquelles il assistait et dont lui-même pâtissait lui faisaient l'effet d'un providentiel acheminement vers l'unité religieuse. S'il eût été le contemporain de la Grande Guerre, s'il eût vu l'humanité civilisée, de 1914 à 1918, se diviser contre elle-même, il eût considéré ce nouvel épisode de l'histoire comme l'accomplissement tragique d'une loi de souffrance et de réparation, et son émouvante exégèse aurait sans doute conclu : Dieu ne déchire que pour réunir; tous ne sont aux prises que pour qu'un jour tous deviennent un. Paradoxe ! aurait-on crié. Mais alors Maistre, descendant du ciel sur terre, aurait montré la Grande Guerre rapprochant entre elles des Églises qui se connaissaient mal; il aurait signalé, dans ces diverses Églises, un certain nombre d'âmes mystiques, et puis d'autorités religieuses, conduites, par l'âpreté même du conflit international, à rêver d'une grandiose unité chrétienne qui deviendrait pour les hommes un élément

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

de concorde. Et voilà, bien effectivement, deux catégories de faits, qui dominent l'histoire spirituelle du monde contemporain. Ils sont, dans une large mesure, la conséquence de la Grande Guerre. Maistre eût ajouté : Ils en sont la cause finale... Interrogeant le ciel, c'est d'en haut qu'il les eût contemplés. Nous voulons ici rester sur terre, les noter comme des réalités psychologiques, comme des phénomènes d'ordre spirituel, qui peuvent commander aux destinées religieuses du lendemain. Nous suivrons le regard que jeta sur eux Benoît XV, prélude du concours qu'il sut prêter au travail souffrant des âmes chrétiennes, en gestation d'unité. Interrogeant enfin le passé de Pie XI, légataire de son œuvre et de ses espérances, nous tâcherons d'y trouver quelques lueurs sur l'avenir dont le nouveau Pape devient l'ouvrier, et peut-être l'arbitre.

I. — EXPÉRIENCES ANGLICANES DURANT LA GRANDE GUERRE

Sur l'Yser, sur la Somme, en Orient, des flots de sang britannique coulèrent. Beaucoup de ces soldats étaient des fils de l'Église anglicane. Que pouvait pour eux, après leur mort, la prière de l'Angleterre reconnaissante? Rien, absolument rien, si l'on s'en tenait aux trente-neuf articles de 1562, règlement primitif de leur Église : car ils affirmaient que « la doctrine du purgatoire était une folie inutilement inventée et ne reposant sur aucune garantie scripturaire, » et tout *Oremus* pour les défunts était dès lors exclu. Ces héros de la guerre croyaient au Christ ou ne croyaient pas en lui : s'ils y croyaient, leur foi lavait leurs consciences, les introduisait au ciel; et s'ils n'y croyaient pas, leurs péchés étaient sans remède. Silence donc aux prières des survivants! Au temps d'Édouard VI, le *Recueil d'Homélies* solennellement approuvé par l'anglicanisme primitif les avait à l'avance découragées et quasiment prohibées. « Ne nous trompons pas nous-mêmes, y lisait-on, en pensant que nous pouvons aider les autres ou que les autres peuvent nous aider par de bonnes et charitables prières. »

Cependant, au cours du XIX[e] siècle, on avait vu s'installer, dans certaines chapelles de l'Église anglicane, l'habitude de prier pour les morts : les négations du XVI[e] siècle semblaient avoir perdu quelque chose de leur vigueur; sans les heurter formellement, certaines improvisations liturgiques aidaient

les vivants à se faire auprès de Dieu les avocats de ceux qu'ils pleuraient. Essais timides encore : dogmatique et prière se contredisaient. La Grande Guerre éclata, mêla les *Tommies* d'Angleterre aux « poilus » de France; ces *Tommies* et leurs aumôniers anglicans entrevirent des pompes rituelles qu'ils sentaient consolantes. Ces aumôniers étaient portés, par tout l'élan de leurs cœurs, à assister les soldats mourants, comme le faisaient auprès d'eux les 455 aumôniers catholiques romains introduits dans l'armée anglaise par la pénétrante influence du cardinal Bourne, et comme le faisaient les prêtres français; ils commençaient de porter envie à ceux de leurs confrères de l'anglicanisme qui avaient su passer outre aux vieilles objections théologiques et pacifier la tristesse des survivants en intercédant tout haut pour les morts.

L'holocauste humain se prolongeait, se multipliait : les raisons du cœur, dont la théologie avait longtemps fait bon marché, devenaient de plus en plus impérieuses. On constatait, en 1917, qu'au service anglican célébré pour les journalistes de Londres morts au champ d'honneur, la prière de l'officiant demandait à Dieu qu'il leur accordât « un lieu de rafraîchissement et de paix, » et lorsque le mois d'août 1917 eut ramené le troisième anniversaire de l'entrée en guerre, les archevêques de l'anglicanisme, plus déférents désormais envers les vœux douloureux du peuple fidèle qu'envers les chartes primordiales de leur Église, introduisaient, dans les rites de l'office, une supplication pour les soldats rappelés à Dieu. « Nous bénissons votre saint nom, disait à Dieu cette formule, pour nos frères qui ont donné leur vie pour leur pays, et nous vous supplions de nous accorder qu'à la fin nous obtenions avec eux la joie éternelle. Accordez que ceux qui sont tombés soient jugés dignes de trouver une place parmi vos fidèles serviteurs dans le royaume du ciel, pardonnez leurs péchés et les nôtres, et faites que nous connaissions toujours davantage votre volonté. » Les nuances mêmes dont s'estompait cette prière ménageaient la théologie traditionnelle de l'anglicanisme; et cependant les archevêques, redoutant certaines susceptibilités tenaces, laissaient libres les évêques d'adopter ou d'ajourner l'innovation, chacun dans son diocèse. On ne voulait pas que la paix des morts donnât lieu à des discussions épineuses, qui troubleraient la paix des vivants.

Mais, hélas! sans retard, la paix des vivants fut troublée. Car les discussions mêmes auxquelles a donné lieu, dans l'Église anglicane, l'origine et le caractère du pouvoir épiscopal, en ont parfois émoussé l'autorité; et lorsque le docteur Knox, évêque de Manchester, eut interdit dans son diocèse toutes prières pour les défunts, comme contraires au *Prayer Book* et comme entachées de superstition, une voix lui signifia que, dans sa propre cathédrale, elles seraient dites, bon gré, mal gré: c'était la voix du doyen même du chapitre, le docteur Welldon.

L'année d'après, ce doyen, devant le congrès de l'Église anglicane, justifiait son attitude: « Nous confessons, déclarait-il, que nous croyons à la communion des saints; mais nous n'agissons pas comme si nous croyions ce que nous disons. » Il étalait devant ses auditeurs les progrès incessants des groupements spirites, et peu s'en fallait qu'il n'invitât son Église à en faire son *mea culpa*: « Il nous faut demander, insistait-il expressément, si nous n'avons pas contribué à affermir l'emprise du spiritisme sur nos compatriotes en gardant le silence dans nos prières au sujet des trépassés, bien longtemps après que ce silence, qui avait été rendu nécessaire par les superstitions populaires, a cessé de l'être. » Et M. Welldon concluait: « D'accord avec la pratique de l'Église universelle, rétablissons à la place qui lui convient, dans les dévotions publiques et privées, la prière pour les morts. » L'introduction de la fête des Morts, en 1919, dans le calendrier anglican, fut pour ces pressantes instances une satisfaction nouvelle. Il n'était pas jusqu'à la Chambre des Lords qui ne semblât tenir compte de ces évolutions de l'opinion publique (1), lorsqu'une de ses commissions, sur le rapport du lord chancelier, déclarait en 1919, à l'encontre de la jurisprudence existante, qu'un legs consacré à faire célébrer des messes pour les défunts avait cessé de porter le stigmate d'usage superstitieux et devait dès lors être reconnu valide.

Devant ce même congrès où parlait le doyen Welldon, l'évêque anglican Woods, de Petersborough, proclamait: « L'Église ne doit pas être ligotée par les *shiboleths* du XVI[e] siècle ni captivée par les nouveautés de date plus récente. Elle doit être libre de choisir parmi les trésors de dévotion qu'elle a hérités. » La rencontre quotidienne entre anglicans et romains sur les

(1) Coolen, *Revue pratique d'apologétique*, 15 octobre 1919, p. 83-91.

champs de bataille de France et d'Orient fortifiait les courants qui, depuis quatre-vingts ans, dans la première de ces Églises, tendaient à remettre en honneur certaines richesses spirituelles disgraciées par le XVI[e] siècle. L'*English Church Union*, grande ligue anglicane qui fut spécialement fondée, il y a plus d'un demi-siècle, pour le retour aux anciens rites, compte actuellement, parmi ses 40 000 membres, 20 évêques et plus de 4 000 pasteurs; voilà longtemps déjà que, dans cette *Union*, beaucoup d'âmes pieuses souhaitaient que le corps eucharistique du Christ pût être gardé dans le tabernacle et que les fidèles fussent sans cesse admis à venir l'adorer. Usage romain ! grondaient les stricts partisans des disciplines protestantes ; ils se révoltaient, s'indignaient, conjuraient les autorités suprêmes que défense fût faite aux fidèles de faire acte d'adorateurs devant le tabernacle. Mais dans les terres où sévissait la mort, les ministres anglicans attachés aux armées voyaient cheminer le Christ eucharistique, porté par les aumôniers « romains ; » ils le voyaient se rapprocher de l'humanité souffrante, la faire venir vers lui, aller à elle ; et beaucoup d'entre eux pressentaient qu'aux heures tragiques cette active familiarité d'une vie divine qui venait s'offrir pouvait procurer un réconfort. Il leur semblait que, décidément, dans leur Église, l'Eucharistie et la foule fidèle étaient trop loin l'une de l'autre. Leurs impressions se répercutaient, se propageaient, faisaient école.

Il y eut un millier de *clergymen* au début de 1917, dans la province ecclésiastique de Cantorbéry, pour s'opposer à ce que des mesures fussent prises contre les ministres du culte qui gardaient les espèces saintes dans les ciboires et qui convoquaient les fidèles à venir adorer. Le conseil supérieur des évêques persistait à vouloir sévir : « L'Église d'Angleterre, affirmaient-ils, ne permet la réserve eucharistique d'aucune manière. » Fallait-il donc revenir, désormais, aux procédures compliquées et très exceptionnelles que prévoyait le *Prayer Book* pour la communion des malades ? Impossible, avouait l'évêque d'Exeter; et déjà, faisant une première brèche dans la décision de principe prise par le conseil supérieur épiscopal, il se montrait enclin à permettre de conserver les saintes espèces, non seulement en vue de la communion des malades, mais en vue de l'adoration privée. Il y a dans ma ville épiscopale, constatait l'évêque de Birmingham, une douzaine d'églises anglicanes où

elles sont régulièrement gardées ; et les fidèles y tiennent. L'assemblée générale de l'*English Church Union* protestait à l'unanimité, qu'interdire la résurrection d'un tel usage, ce serait « obscurcir parmi nous la doctrine de l'Église universelle, d'Orient comme d'Occident, d'après laquelle le Saint-Sacrement est le vrai corps et le vrai sang du Christ, aussi longtemps que le signe visible et extérieur demeure sans altération, et cela en dehors de la communion elle-même. » Et quinze cents messes se célébraient, dans quinze cents églises anglicanes, pour les intentions de cette *English Church Union.*

Cependant, en France, à l'arrière du front, les aumôniers anglicans étaient les spectateurs quotidiens de certaines liturgies eucharistiques, qui s'offraient, dans les plus humbles des églises, à la quotidienne piété des fidèles. L'Eucharistie s'exposait, l'Eucharistie bénissait. Jusque-là, dans l'Église anglicane, ces cérémonies, toujours suspectées, n'avaient été que très épisodiques : on les tolérait, pourvu qu'elles fussent peu bruyantes, dans cette aile de l'Église que séduisaient les pratiques romaines. Les échos arrivant de France remuèrent de l'autre côté de la Manche un certain nombre de pasteurs d'âmes. « Alors que les « Romains » font l'ostension du Christ, se demandaient-ils, devons-nous, nous, le cacher ? » Et lorsqu'en 1920, dans le diocèse de Truro, un pasteur anglican persista, malgré son évêque, à donner la « bénédiction du Saint-Sacrement, » lorsque, dans le diocèse de Bath and Wells, un autre pasteur s'obstina dans ce rite en s'insurgeant, lui aussi, contre son évêque, tout l'anglicanisme s'agita. Pour cet acte de ferveur qui prenait l'aspect d'une révolte, les deux pasteurs durent quitter leur paroisse; mais dans l'une des églises anglicanes d'un faubourg de Londres, un *meeting* se tenait, pour protester contre l'évêque de Truro. Le spectacle de nos dévotions eucharistiques, l'attrait qu'elles exerçaient sur des « poilus » qui, dans la vie courante, n'étaient pas des dévots, avaient ainsi suscité, sur terre anglaise, ce que d'aucuns appelaient la dispute du Saint-Sacrement (1).

« Nos soldats, écrivait le cardinal Bourne le 15 février 1918 dans une sorte de message à la nation anglaise, sont profondément impressionnés de l'influence que l'Église catholique exerce en Belgique et en France. Ils ont acquis un sens nouveau de la

(1) Coolen, *Revue pratique d'apologétique,* décembre 1920 et janvier 1921.

réalité de la religion. Ils remarquent son action efficace en présence du danger et de la mort, comme elle guérit, apaise et élève les âmes. En Angleterre, beaucoup d'individus ont adopté des emblèmes, des croyances et des pratiques catholiques qu'avant la guerre ils auraient repoussés. » (1)

La Vierge, elle aussi, bénéficiait de ce contact entre la curiosité britannique et la piété française : la Ligue anglicane de Notre-Dame se sentait soutenue, poussée, par de nouvelles vagues de ferveur. Le grand journal anglican *The Church Times* constatait en août 1918 : « Les fêtes de la Vierge sont observées d'une manière plus convenable. Son image commence à apparaître de plus en plus fréquemment dans les églises. L'*Angelus* est sonné dans beaucoup de clochers : tout cela semble marquer la disparition d'un antique et violent préjugé. » Quelques années d'intimité, dans le branle-bas de la guerre, entre l'anglicanisme et le catholicisme romain de France, eurent peut-être plus d'influence sur l'Église anglicane que trois quarts de siècle de voisinage avec le catholicisme romain d'Angleterre. Rome, en terre anglaise, parut longtemps une intruse : on avait peine à croire que dans ses postes anglais d'occupation il pût y avoir quelque chose de bon. Sur le sol français, au contraire, les âmes anglaises abordaient Rome avec je ne sais quoi de plus neuf, de plus impartial : leurs émotions religieuses n'étaient plus surveillées, paralysées, par des préventions de clocher; ainsi qu'on fait une expérience, elles étudiaient, elles analysaient les méthodes de Rome pour faire aimer Dieu. Rappelons-nous les virulentes préventions du seizième siècle contre les signes visibles de la foi, — ces préventions qui parfois, sous certaines latitudes, devinrent iconoclastes. Combien elles sont oubliées, aujourd'hui ! Ces corps de soldats, gisant au pied des calvaires, sur les routes de France et de Belgique, laissèrent un souvenir aux Anglais qui passaient; ils avaient aimé qu'un Christ, du haut de son gibet, parût bénir ces victimes. Et sous la présidence de Lord Shaftesbury et de trois vice-présidents, étrangers comme lui à l'Église romaine, se fondait en 1918 la touchante *Wayside Cross Society* (Société des croix au bord des chemins). On lisait dans son appel :

Un des meilleurs signes commémoratifs de ceux qui ont donné

(1) *Nouvelles religieuses*, 15 mars 1918, p. 188. C'est sous le titre significatif : *Message du cardinal Bourne à la Nation*, que le *Times* publia ce document.

leur vie dans la Grande Guerre est la représentation visible du Christ crucifié, dont la mort est le sacrifice suprême. La Société espère voir ériger cet éloquent emblème là où il évoquera le plus efficacement les disparus de la guerre aux yeux des passants. La Société se propose d'entrer en relations avec des comités locaux et des artistes compétents, de stimuler les bonnes volontés et d'aider à l'érection de ces croix ou calvaires par ses subsides.

Prières officielles pour les morts et progrès du culte eucharistique, progrès du culte de la Vierge et multiplication des calvaires, seraient-ce là, pour l'âme anglicane, des étapes vers le romanisme? Peut-on dire que, par de telles évolutions, le catholicisme anglican, — car l'anglicanisme n'a jamais abdiqué son aspiration à être un catholicisme, — revienne tout doucement vers Rome? Une telle affirmation aurait quelque chose de trop absolu; elle simplifierait à l'excès certaines nuances extrêmement subtiles; et la vérité, ici, est toute en nuances. Nous aimons mieux dire que ces manifestations spirituelles ramènent le catholicisme anglican vers un vieux passé chrétien qui redevient pour lui un héritage de prix, commun avec l'Église romaine. Nombreuses sont les ouailles qui, une à une, reprennent ainsi un état d'âme antérieur aux négations de la Réforme, et pourtant ces négations subsistent à l'origine historique de leur Église : après un siècle d'emprunts faits au romanisme par certaines sphères anglicanes, le mot de Joseph de Maistre sur la « physionomie ambiguë » de cet établissement religieux, qui n'est ni catholique ni protestant, demeure vrai. Mais ce fut précisément l'un des effets religieux de la Grande Guerre, d'aviver, avec une émouvante âpreté, dans un certain nombre d'âmes anglicanes, le malaise intérieur que leur cause cette ambiguïté. « Catholiques » elles voulaient être, — catholiques non romaines, — et catholiques elles croyaient être. Et dans le séjour qu'elles faisaient en France à l'ombre des drapeaux de leur armée, voilà qu'elles constataient que, dans nos sanctuaires, il n'y avait pas de place pour leurs liturgies à côté de la liturgie romaine, qu'elles ne pouvaient recevoir la communion des mains d'un prêtre romain, et que cette Église romaine, qu'elles commençaient de respecter et peut-être d'aimer comme une colégataire du commun héritage chrétien, considérait comme non valide, depuis bientôt quatre siècles, l'ordination de leurs prêtres. Mais alors, si leurs ordinations étaient sans valeur, que devenait leur Eucharistie? Et

soudainement, certaines de ces âmes qui tenaient tant à se sentir « catholiques » avaient l'impression d'être lointaines, d'être séparées. Elles avaient, au seizième siècle, été des protestataires sans vouloir pour cela devenir des protestantes; et tout d'un coup, dans l'atmosphère catholique du continent, il leur advenait de se demander si elles étaient autre chose que protestantes, — protestantes sans le vouloir. Et cette question intérieure leur faisait mal. M. Ronald Hilary Knox, fils de l'évêque de Manchester, avait en 1913 dit à Plymouth, dans un sermon :

Nous ne pouvons pas poser nos pieds sur le rocher de Pierre, mais regarder seulement l'ombre de Pierre qui passe près de nous, dans l'espoir qu'elle tombera sur nous et nous guérira. Nous supporterons qu'on nous fasse un reproche de notre nom de catholiques, sans jouir de tous les privilèges de l'héritage catholique. Puisse l'intercession de Marie rétablir l'unité dans la chrétienté divisée !

De 1914 à 1918, les spectateurs anglicans du catholicisme français, dans le moindre de nos villages, regardaient à leur tour l' « ombre de Pierre qui passait. » Ils apprenaient, en 1917, que ce fils d'évêque rejoignait dans l'Église romaine un fils d'archevêque, R. H. Benson, et que bientôt, dans son *Énéide spirituelle*, il allait donner les raisons de son exode. Et puis en 1920, c'était, au delà de l'Océan, l'évêque épiscopalien Frederick Kinsman, qui, se dépouillant de sa mitre, devenait, aux pieds du cardinal Gibbons, un simple fidèle de Rome. Longtemps il avait dit : « L'anglicanisme peut-être est difficile, mais Rome impossible; » il professait désormais : « C'est l'anglicanisme qui semble impossible, et Rome, quoique difficile, paraît inévitable. » *Rome, quoique difficile!* Remarquons ces mots, dernière plainte, dernier bruit de déchirure, au moment même où, se détachant de son passé, il se soumettait à elle. Beaucoup d'âmes anglicanes, moins rapides en leur évolution, sont mal à l'aise dans l'anglicanisme sans consentir encore à conclure que Rome est inévitable, et ce qu'il y a de décisif dans ces formules de convertis les mettrait plutôt en recul.

La Révolution française, première grande crise de notre Europe contemporaine, avait, en jetant sur les côtes anglaises nos prêtres français, révélé à l'Angleterre que le romanisme pouvait être une école de grandeur d'âme et d'héroïques vertus. Des visions de la France religieuse, au cours de cette seconde

grande crise que fut la guerre mondiale, ont fait connaître et parfois désirer à l'âme anglaise tout ce qu'il y a dans le romanisme d'opulence spirituelle, tout ce qu'il possède de ressources comme instigateur de piété, et tout ce qu'il recèle de puissances d'élan pour aider les hommes à mourir. L'anglicanisme actuel bénéficie de ces visions, et tout en même temps il en souffre; sans délai, elles lui proposent des usages à suivre, des pratiques à imiter, et pour un avenir plus ou moins lointain, elles lui entr'ouvrent certaines perspectives. Et tandis que ces pratiques forcent la porte des sanctuaires, ces perspectives continuent de faire peur, et les yeux s'en détournent sans pouvoir s'y fermer complètement.

Le temps est loin, où les lois pénales ou les disgrâces de l'opinion contraignaient les papistes, suivant l'expression de Newman, à se comporter en race qui fuit la lumière, *gens lucifuga*, et où George Eliot pouvait écrire que l'Angleterre rurale « ne connaissait pas mieux les catholiques que le mammouth fossile : » le rôle quasi officiel qu'a pris durant la Grande Guerre le cardinal Bourne, — « un de nos plus grands citoyens, » dit de lui l'évêque anglican de Birmingham, — contraste étrangement avec les insultes qui, soixante-dix ans plus tôt, escortaient Wiseman dans Londres parce qu'il avait pris le titre d'archevêque de Westminster. « J'accepterais volontiers, affirmait en 1918 le même évêque anglican, les neuf dixièmes de ce qu'on peut appeler le programme du cardinal Bourne, en ce qui concerne la vie sociale de l'avenir, il est parfaitement possible, à lui et à sa grande Église, de travailler d'accord avec nous à la consolidation, dans notre pays bien-aimé, des principes de complète fraternité et de coopération pour le bien spirituel, moral, intellectuel et physique de toute la population (1). »

Pour la première fois depuis la Réforme, un cardinal anglais a officiellement visité la grande flotte britannique et dit la messe dans la salle de théâtre du vaisseau amiral. Dans Oxford, le catholicisme romain a conquis une place : le *regius professor* de droit civil est aujourd'hui un catholique romain (2); les studieuses maisons des Bénédictins et des Jésuites sont reconnues depuis 1918 comme faisant partie intégrante de l'université;

(1) *Nouvelles religieuses*, 1er avril 1918, p. 218, et 15 juin 1919, p. 379.
(2) Randall, *Revue des Jeunes*, 10 mai 1920, p. 297.

et parmi les étudiantes qui se pressent aux cours, on aperçoit nombre de religieuses, dont les cloîtres abritent la vie scolaire. Pour la première fois depuis la Réforme, en 1920, une procession catholique se déroula dans les rues de Londres, à l'occasion de la canonisation de Jeanne d'Arc (1).

A la lumière de ces faits nouveaux, l'établissement par l'Angleterre d'un poste diplomatique auprès du Saint-Siège apparaît comme la suite naturelle de la place que tient aujourd'hui dans la vie de la nation britannique l'élément catholique romain, et du rôle exercé, par des personnalités comme celle du cardinal Bourne, dans l'histoire de cette nation.

II. — LES SUITES RELIGIEUSES DE LA RÉVOLUTION RUSSE : INITIATIVES DU SAINT-SIÈGE

A la cathédrale Ousspenski, de Moscou, deux sièges se dressaient de temps immémorial : l'un était destiné au souverain, l'autre au patriarche, et depuis deux cents ans, le siège du patriarche était toujours demeuré vide. Ainsi l'avait voulu Pierre le Grand, qui à l'autorité patriarcale avait substitué celle du Saint-Synode, et qui, dans la salle même du Saint-Synode, avait fait ériger un trône pour le Tsar. L'Empereur s'asseyait là, en théorie, pour représenter dans l'Église les droits du peuple, et ces droits, ainsi que l'expliquait au milieu du dix-neuvième siècle le théologien Khomiakov, ne s'étendaient d'ailleurs ni à l'enseignement, ni à la discipline. Mais tout le premier, Khomiakov reprochait à cette Église de se comporter en « captive, aux pieds d'un pouvoir terrestre et vain. » (2) Il était difficile et quasiment impossible, en fait, de dire à un autocrate, après l'avoir intronisé dans le sanctuaire, que, sur ce terrain-là, sa puissance avait des limites; et le procureur du Saint-Synode, son représentant, se fût mal accommodé d'un tel langage.

La chute du Tsarisme en 1917 eut d'immédiates répercussions dans l'Église. Un geste de M. Lvov, procureur du Saint-Synode, fit disparaître de la salle des séances le trône impérial ; c'était le signe qu'en fait l'Église avait recouvré sa liberté, et bientôt l'office même de procureur disparut. Mais puisque, théoriquement, le Tsar déchu, dans l'Église, représentait le

(1) Battman, *Revue des Jeunes*, 19 janvier 1921, p. 63-64.
(2) Pierre Iswolsky, *Le Correspondant*, 10 août 1921, p. 430,

peuple, il fallait que le peuple, maître désormais de ses destinées, trouvât un autre organe : cet organe fut le concile du 15 août 1917, où siégèrent, à côté de 80 évêques et de 200 prêtres, 300 laïcs. Le ministre des Cultes, en ouvrant le concile, proclama que l'État n'exercerait plus qu'un contrôle extérieur sur la légalité des actes de l'Église et que, sous cette réserve, l'Église était libre; et bientôt retentirent, après deux siècles de silence, les acclamations *Axios*, *Axios!* « Il en est digne, » qui invitaient l'archevêque Tykhôn à prendre possession de la dignité de patriarche, enfin rétablie.

Quelques mois avaient suffi pour que, sur l'horizon du Vatican, le problème russe apparût transformé. Il s'agissait, jusque-là, pour la papauté, d'écarter ou de tourner, par sa diplomatie, les barrières dont se hérissait l'Empire russe dès que la foi romaine frappait aux portes : le régime qui succédait immédiatement au Tsarisme, par la proclamation de la liberté des cultes, ouvrait l'ancien Empire des Tsars à l'apostolat de cette foi, et l'on affirme que le Gouvernement des Soviets a fait savoir aux membres d'une grande congrégation catholique qu'ils ont l'entrée libre en Russie. Rome, jusque-là, chaque fois qu'elle avait voulu aborder l'âme russe, s'était heurtée à trois idées qui n'en faisaient qu'une et dont la solidarité semblait avoir je ne sais quoi d'imbrisable : orthodoxie, autocratie, nationalité; ce bloc avait commencé de se disjoindre. Déjà, la spiritualité de l'Orient avait ébauché un geste d'affranchissement à l'endroit de l'État, lorsqu'en 1868 et 1914 la hiérarchie orthodoxe, dans le royaume de Grèce, avait osé contester, comme anticanoniques, les droits auxquels le pouvoir royal prétendait sur l'Église. Mais tant que s'exhibait, sur une imposante altitude, l'exemple du Tsarisme, ces idées de liberté spirituelle demeuraient vouées à une destinée très précaire. L'effondrement de cette souveraineté a porté à la conception et à la pratique du césaropapisme un terrible coup, dont l'ébranlement peut se faire sentir dans les autres chrétientés de l'Orient.

Il y eut une époque où Rome pouvait se flatter, si d'aventure elle parvenait à gagner l'âme d'un Tsar, de voir le peuple, ensuite, reprendre le chemin de l'unité romaine : cette trop facile bonne fortune, qui d'ailleurs eût laissé quelque inquiétude aux consciences profondément apostoliques, lui fut toujours refusée. Les élans de charité de Benoît XV, ses démarches près

des Soviets en faveur des évêques schismatiques persécutés (1), ses appels à la chrétienté pour les Russes affamés, ont accéléré l'heure où l'Église pourra entrer en contact directement, efficacement, avec l'âme même de ce peuple, et confronter avec sa propre doctrine les idées de l'Église russe sur la composition des conciles et sur leurs droits, et ressaisir, au delà et au-dessus de ces divergences, certains points d'attache, propices au rétablissement de l'unité. Elle trouvera parfois, dans les hautes sphères de cette Église, une théologie qui, dès le temps de Joseph de Maistre, s'imprégnait volontiers d'influences luthériennes et ne redoutait pas d'être hospitalière à certaines négations; elle trouvera toujours, dans la masse profonde des fidèles, des accoutumances liturgiques qui, depuis Photius, n'ont point varié, et dans lesquelles demeurent incrustés et protégés tous les dogmes des premiers siècles chrétiens.

Rome, sous le pontificat de Benoît XV, s'est admirablement outillée pour envisager cette situation nouvelle et pour y faire face. Les affaires des Églises orientales étaient traitées depuis 1862 par un département spécial de la congrégation de la Propagande, chargée par Rome de la diffusion universelle de la foi. Sommes-nous donc assimilés à des païens, à des Gentils, à des hommes à qui manqua jusqu'ici la lumière du Christ? se demandaient peut-être certains membres des chrétientés slaves; et ce point d'interrogation éveillait au fond de leurs âmes quelques susceptibilités endolories. L'auscultation paternelle de Benoît XV sut les discerner, et puis les apaiser. Par un *motu proprio* du 1er mai 1919, il institua, en dehors de la Propagande, une congrégation spéciale pour les Églises d'Orient. Elles cessaient dès lors d'être regardées comme des champs de mission; Rome leur faisait l'honneur de voir en elles des Églises authentiquement chrétiennes, sur lesquelles s'était jadis étendue la lumière de l'Épiphanie, et qui n'avaient plus qu'à faire un acte d'union. Le Pape se déclarait obligé, par ses devoirs mêmes de successeur de l'Apôtre, à pourvoir au maintien et au progrès de toutes ces Églises, dont le corps collectif constitue le corps mystique du Christ. Et rendant hommage à leur antiquité, il s'écriait : « Puissent nos fils de l'Orient, fils chèrement aimés, être un jour ramenés par la bonté de Dieu à la possession de

(1) *Nouvelles religieuses*, 15 avril 1919, p. 232-233.

leur antique prospérité et de leur première gloire ! » Il s'offrait, lui, Pape, pour les y aider. De les subordonner aux Latins, il n'était pas question, et s'il les détachait de la Propagande, c'était pour calmer à cet égard toutes les anxiétés. Dans la congrégation nouvelle qu'il organisait, il voulait en personne veiller sur leurs intérêts, et la présider, et les convaincre ainsi que « l'Église de Jésus-Christ n'est ni latine, ni grecque, ni slave, et que tous ses fils, Latins, Grecs, Slaves, ou membres d'autres groupes nationaux, occupent la même place devant le Siège apostolique. »

Moins de six mois après, Benoît XV créait, dans Rome même, un Institut pontifical pour l'étude des choses orientales : il y appelait les prêtres latins qui auraient à exercer leur ministère en Orient; il y appelait les Uniates; il y appelait, enfin, les Slaves et Orientaux non unis, pour qu'ils y prissent quelques clartés de la doctrine de Rome; et Benoît XV voulut que dans cet Institut la théologie et le droit canon, la liturgie et l'histoire religieuse et politique des nationalités orientales, voire l'ethnographie et l'archéologie, fussent étudiées. Ce programme d'apostolat était, tout en même temps, un programme de science : les origines profondes des malentendus séculaires entre les deux Églises devaient être scientifiquement fouillées, pour que ces malentendus eussent un terme et pour que s'apaisassent certaines antipathies, plus instinctives souvent que raisonnées. Benoît XV, jadis, en voyant Léon XIII à l'œuvre, avait compris quelle place il convenait de faire à la recherche intellectuelle dans l'examen des difficultés qui séparent les consciences : dès 1916, il mobilisait de nombreux spécialistes des questions orientales, dont les réponses formaient un volume (1), et le plan de labeur qu'il traçait pour le nouvel Institut sanctionnait l'érudite compétence de ces réponses.

La Civiltà Cattolica, que rédigent des Jésuites de Rome, à la date du 1er décembre 1917, définissait la portée de ces documents en indiquant expressément qu'ils visaient au « rapprochement » des Églises séparées et du Siège apostolique. Mais le plus éloquent commentaire qui leur pût être donné avait été tracé, d'avance, par la plume même de Benoît XV, lorsqu'en avril 1916, rédigeant une prière pour l'union des chrétiens orientaux et de

(1) Batiffol, *Pope Benedict XV and the restoration of unity* (*The constructive quarterly*, juin 1918) et *Nouvelles religieuses*, 1er avril 1919, p. 195-198.

l'Église romaine, il invoquait en faveur de son rêve, en faveur de l'accomplissement final du divin programme d'unité, l'enseignement même de leurs propres docteurs et le souvenir de la place éminente qu'ils avaient occupée dans la primitive Église. En 1920, enfin, le Syrien saint Ephrem était solennellement proclamé docteur de l'Église universelle; et Benoît XV disait, au dernier paragraphe de l'encyclique qu'il lui consacrait :

Les catholiques d'Orient verront, dans cette décision, un nouveau témoignage de la sollicitude et de l'intérêt tout particulier que les Pontifes romains portent aux Églises séparées, dont, à l'exemple de nos prédécesseurs, nous voulons voir se maintenir à jamais, à l'abri de toute atteinte ou danger, les usages liturgiques et règles canoniques légitimes. Puissent, avec la grâce de Dieu et la protection de saint Ephrem, tomber enfin les barrières qui, hélas! tiennent une si belle portion du troupeau chrétien éloignée de la Pierre mystique sur laquelle le Christ a bâti son Église!

Lorsque Benoît XV, après la guerre, chargeait Mgr de Guebriant, actuellement supérieur de notre Séminaire des Missions étrangères, d'une sorte d'exploration religieuse de la Sibérie (1); lorsque, peu de jours avant sa mort, il donnait à un curé de Paris, M. l'abbé Chaptal, la dignité d'évêque, avec la mission d'aviser aux intérêts religieux des nombreux émigrés slaves, le Pontife songeait à ces douloureuses barrières : il voulait qu'on en mît à l'épreuve l'apparente solidité ; il voulait qu'on cherchât les moyens de les abaisser, ou de les écarter. On eût dit qu'il avait hérité de Léon XIII le sens et le goût des discrets travaux d'approche, qui, pour reprendre un mot de notre Vincent de Paul, s'abstiennent « d'enjamber sur la Providence, » mais du moins préparent les voies en préparant les âmes.

III. — PROJETS DE RÉUNION ENTRE L'ANGLICANISME ET LES CHRÉTIENTÉS SÉPARÉES DE L'ORIENT

Voilà longtemps que, de temps à autre, des visites s'échangent entre les Églises de l'anglicanisme et les Églises orientales, en vue de créer une sorte de catholicité idéale, plutôt rêvée qu'elle n'est définie (2). Elles se sont multipliées pendant et depuis la Grande Guerre. Les messages échangés en 1917 entre

(1) *Nouvelles religieuses*, 1er décembre 1921.
(2) Voir l'article anonyme du *Correspondant*, 25 août 1916, p. 708-732.

le patriarche Tykhôn et l'archevêque de Cantorbéry contenaient tous deux cette phrase : « C'est vers l'Église chrétienne, unie à travers le monde dans les liens de notre sainte foi, que les yeux humains doivent regarder, aux heures de ténèbres et de confusion, pour obtenir lumière et salut. » Pendant les tragiques malheurs de la Serbie, un archevêque de l'Orient, des étudiants serbes en théologie, trouvèrent dans l'anglicanisme accueil et foyer. Dans ce palais de Lambeth où résidèrent, avant la Réforme, les archevêques catholiques romains de Cantorbéry, et dont le dernier occupant catholique romain, Reginald Pole, réconcilia l'Angleterre avec Rome sous Marie Tudor, une conférence « pananglicane » s'est tenue, en juillet et août 1920 : elle groupa 252 archevêques, métropolitains et évêques de l'anglicanisme, qui voulaient constituer une Église « catholique, » c'est-à-dire une Église « où tous se sentiraient solidaires en Christ, participant à la vie et à l'esprit du Christ; » et l'on vit paraître à cette conférence un évêque de Thrace, délégué par le patriarche de Constantinople. Ce sont là des démarches complexes, émouvantes, et qui, par un subtil mélange, recèlent une ébauche d'hommage à l'Église de Rome, et tout en même temps, parfois, de sérieuses menaces contre cette Église.

Car d'une part, en définitive, ces démarches marquent une atténuation de l'esprit de schisme, qui jadis amena l'Orient à se détacher, à s'isoler; elles indiquent, suivant les expressions si frappantes de M. Harold Hamilton, que « les chrétiens de la génération présente sont en quête d'un organe d'unité, que les forces centrifuges sont épuisées (1); » elles attestent que, dans les établissements religieux issus de la Réforme du seizième siècle, la notion d'une Église invisible a cessé de suffire à beaucoup d'âmes, et qu'elles ont, au bout de trois cents ans, commencé de se représenter l'Église du Christ comme un être visible, comme un être historique, dont le fondateur fut soucieux d'assurer la prolongation et la perpétuité. « Nous sentons que l'état de division où nous voyons réduit le corps du Christ est intolérable, strictement intolérable. Le titre séduisant du livre de Newman Smyth, *Passing protestantism and coming catholicism* (*Le protestantisme qui passe et le catholicisme qui vient*), et tout ce que dit le livre lui-même, représente en Amérique et, je pense, en

(1) Batiffol, *Revue des Jeunes*, 10 septembre 1920, p. 509.

Angleterre, une réalité. » Ces paroles sont de l'ancien évêque anglican d'Oxford, M. Gore, et les conclusions auxquelles est arrivé ce très érudit chercheur, au sujet du caractère historique de l'institution épiscopale, s'accommodent beaucoup mieux de la foi romaine que des négations du XVIe siècle.

Pareillement, les plumes savantes et ferventes auxquelles, en 1917, le primat de Cantorbéry demandait des *Essais sur l'ancienne histoire de l'Église et sur le ministère* ont témoigné, dans ce livre qui fait époque, qu'elles conçoivent désormais la primitive Église comme une grande communauté fondée par le Christ travaillant par son Esprit dans la personne des Apôtres, et nécessairement unique (1). Il est permis de voir, dans de pareilles manifestations de science et de piété, des étapes, — je ne dirais pas encore : vers Rome, — mais vers certains horizons romains; et l'on constate même qu'un certain groupement anglican dénommé *Catholic league*, assez activement associé au mouvement « anglo-oriental, » cultive avec attrait la dévotion au Sacré-Cœur, au Précieux Sang du Christ, et invite ses membres ecclésiastiques à se placer sous le patronage de saint Charles Borromée et à se servir du bréviaire romain (2).

Et voici se dessiner un autre phénomène, non moins curieux : dans leur aspiration vers une fraternité plus étroite, ce « catholicisme » anglican et ce slavisme « orthodoxe » étudient les divergences qui les séparent. Le patriarche actuel de Russie, Tykhôn, lorsque, en 1905, il était évêque de l'orthodoxie dans l'Amérique du Nord, ouvrit un jour à un ministre anglican les rangs de son clergé; mais quelques soubresauts qu'en dussent éprouver les fiertés anglicanes, il tint à ce que ce ministre fût réordonné : Tykhôn pensait, comme l'avait conclu Léon XIII, que les ordinations anglicanes, depuis le XVIe siècle, manquaient de validité. Le théologien anglican Puller, lorsque, en 1912, il vint causer à Pétrograd avec des représentants de l'épiscopat slave, leur demanda : « Que pensez-vous du Saint-Esprit? Nous croyons, nous, qu'il procède du Père et du Fils. » — « Nous enseignons substantiellement la même doctrine, malgré la différence de formule, » lui répondit l'évêque Euloge, de Khelm (3). Cet évêque Euloge, c'était un tenace adversaire du Siège de

(1) D'Alès, *Etudes*, 5 juillet 1919, p. 5-23.
(2) Michel d'Herbigny, *Études*, 20 octobre 1920, p. 166-170.
(3) Michel d'Herbigny, *Etudes*, 20 octobre 1920, p. 147-149 et 155.

Rome; et par cette réponse, cependant, il déclarait implicitement que les vieilles discussions théologiques sur le Saint-Esprit, qui jadis brouillèrent Rome et l'Orient, s'étaient désormais apaisées dans la profession d'une foi commune : entre Rome et la Russie, cette barrière-là, du moins, était donc tombée. Et si l'Église russe osait suggérer à des ministres anglicans cette idée que leur ordination avait besoin d'être renouvelée, n'était-ce pas une première brèche dans ces susceptibilités séculaires qui leur interdisaient d'admettre que leurs ordres fussent devenus invalides et d'accepter que Rome les ordonnât à nouveau ?

Les ententes mêmes qu'on ébauchait à l'écart de Rome semblaient ainsi faire augurer que certains obstacles historiques, longtemps dressés entre Rome et l'Église anglicane, entre Rome et les Églises slaves, s'abolissaient ou tendaient à s'atténuer.

Mais, d'autre part, dire que ces ententes s'ébauchaient à l'écart de Rome, c'était parfois trop peu dire; car, chez quelques-uns de ceux qui y travaillaient, prédominait le désir de constituer dans l'univers actuel une nouvelle nuance de catholicité en face et à l'encontre de l'Église romaine. Des organes très hostiles au Saint-Siège, comme la *Revue Internationale de théologie*, que publièrent longtemps à Berne les « vieux-catholiques, » se plaisaient à développer, sous la rubrique : « union des Églises, » un programme de mobilisation commune contre Rome. Antipapiste, aussi, se montre le Phanar, sur les rives du Bosphore : on remarqua beaucoup, en 1919, la résolution qu'affichait le pro-patriarche de Constantinople, dans une *interview* donnée à un publiciste grec, d'évincer le pape de toute conférence « pan-chrétienne, » si celui-ci « ne renonçait absolument à toute idée de prosélytisme et à toutes revendications tyranniques de primauté (1) ; » et l'accent nettement antipapiste avec lequel *la Vérité Ecclésiastique*, revue officielle du Phanar, souhaitait en 1920 que Constantinople devînt un centre pour toutes les Églises orthodoxes, ne passa pas inaperçu (2).

L'Église anglicane, elle, apporte dans ses démarches à l'endroit des autres Églises un état d'esprit plus complexe. « L'anglicanisme en général, écrit M. Ronald Knox, n'est pas un sys-

(1) *The Guardian*, 16 avril 1919. — Batiffol, *Nouvelles religieuses*, 1er mai 1920, p. 211-212.

(2) *Ecclésiastikè Alètheia*, 31 octobre 1920 (cité dans les *Nouvelles religieuses*, 15 février 1921, p. 89).

tème de religion ni un corps de doctrines, mais un sentiment et une tradition. » On ne saurait mieux dire ; et dans ce sentiment, dans cette tradition, voisinent un certain culte du vieux passé chrétien et certaines préventions nationales contre Rome, un désir d'unité et une crainte parfois farouche à l'égard du centre de l'unité. Tout cela se concilie tant bien que mal ; ailleurs, cela pourrait s'entreheurter, mais dans l'anglicanisme, tout cela se contrebalance, en une sorte d'équilibre instable que raffermissent au jour le jour de charitables compromis. Depuis le xvie siècle jusqu'en 1850, au delà de la Manche, on avait assisté au phénomène de la multiplication des Églises et des sectes : l'esprit « non-conformiste, » conséquence assez logique des principes mêmes de la Réforme, avait cru ratifier, par l'infinie diversité des groupements religieux, la vie multiple de l'Esprit, « qui souffle où il veut. » Mais il y a soixante-quinze ans, des courants contraires apparurent, qui visaient, non plus à l'émiettement, mais au contraire à l'établissement de liens étroits entre l'anglicanisme officiel et les diverses Églises non-conformistes ; et dans les dernières années ces courants n'ont fait que s'accentuer. On a vu l'évêque anglican de Londres, en 1918, se tourner vers les presbytériens d'Écosse, et leur dire en substance : « Pourquoi n'accepteriez-vous pas que les modérateurs de vos synodes reçussent la consécration épiscopale ? Et de notre côté, nous envisagerions l'acceptation, dans l'établissement religieux anglican, du système presbytérien des cours ecclésiastiques. » Puis le même évêque, se tournant vers les méthodistes, se demandait si leurs diverses chapelles, dans une Église désormais unie, ne pourraient pas être considérées comme des façons de Tiers-Ordre (1).

Mais ces avances de l'anglicanisme officiel à l'endroit des Églises libres supposent, on le devine, des concessions et des complaisances canoniques, et parfois doctrinales : l'anglicanisme devra, à certains jours, se montrer plus coulant au sujet du contenu de son *Credo*, et rechercher les demi-silences, les formules atténuées, comme celles qu'adopta, par exemple, la conférence de Lambeth (2). A la faveur de ces formules faciles, on pourra ne voir dans les « sacrements divinement institués, baptême, communion, » qu'une « expression corporative de la

(1) Batiffol, *Le Correspondant*, 10 juin 1919, p. 784-786.
(2) Batiffol, *Revue des Jeunes*, 10 septembre 1920, p. 497-509.

vie en Christ; » et l'on pourra considérer l'ordination, non pas comme une liturgie sacramentelle dont l'origine apostolique est nettement établie, mais, tout simplement, comme une formalité d'accès au ministère ecclésiastique. Mais si l'anglicanisme, poussé par sa charité même pour les non-conformistes, dévale trop loin sur cette pente, que diront, alors, les Églises orientales auxquelles, d'autre part, il tend la main?

M. Gore, en 1918, protesta solennellement contre la consécration comme évêque d'Heresford d'un théologien rétif aux doctrines traditionnelles sur la naissance miraculeuse et sur la résurrection du Christ, le docteur Hensley Henson; et toute une fraction de l'Église anglicane fut très choquée de cette consécration : si l'État doit nous imposer de pareils évêques, grondèrent même certaines voix, mieux vaut se séparer d'avec lui (1). Les théologiens orientaux qui d'un cœur léger fraterniseraient avec des théologiens détachés de la vieille dogmatique risqueraient de sacrifier leur propre tradition religieuse à un mirage d'éphémère union. D'aucuns cependant semblent y incliner : tel, par exemple, le secrétaire général du Phanar, qui, au moment de l'invitation qui lui fut adressée par la conférence anglicane de Lambeth, écrivait : « La réunion religieuse est plus facile avec l'Église anglicane, en dépit des divergences, qu'avec n'importe quelle autre Église, en dépit des ressemblances. » Il y a beaucoup de finesse dans ce témoignage d'un Oriental : l'ambiguïté même que Maistre signalait dans l'anglicanisme peut échafauder certaines façades d'entente, dussent-elles reposer sur d'occultes ou discrets malentendus.

Mais l'Église de Rome, elle, se tient à distance de ces architectures-là : son autorité est éprise de clarté; et les bienfaits de l'union lui paraîtraient précaires, si elle devait les acheter au prix de certaines réserves mentales. On sait ce qu'elle est, on sait ce qu'elle ne veut pas cesser d'être.

Des manifestations oratoires comme celles de l'évêque anglican F. T. Woods ou de M. N. P. Williams, le *fellow* d'Oxford, au congrès anglican de 1919, attestent que l'anglicanisme, tout en considérant qu'aucune réunion des Églises ne sera vraiment satisfaisante si elle n'englobe la grande Église latine d'Occident, n'espère pas, pour l'instant, un pareil résultat, et

(1) Lord Halifax, *Le Correspondant*, 25 mai 1918, p. 629-635. — Datin, *Études*, 20 mars 1918, p. 737.

qu'il ne vise à rien de plus qu'à étudier attentivement, pour en tirer profit, ce que M. Williams appelle « le fonctionnement de cette magnifique organisation. » « Aussi longtemps que Rome exigera une soumission préalable, observe mélancoliquement l'évêque Woods, la voie sera barrée de ce côté (1). » Et lorsque le Phanar se propose, au futur concile « œcuménique » que l'on tiendrait dans Sainte-Sophie, d'inviter le Pape comme président d'honneur, à la condition qu'il ne reconnaisse aucuns conciles postérieurs à 787, l'anglicanisme sait pertinemment que la réponse qu'on recevra de Rome ne différera pas de celle que Bossuet faisait à Leibnitz, lorsque celui-ci souhaitait que la papauté fît bon marché du concile de Trente (2).

Certaines personnalités de l'Église romaine regardent pourtant avec plus de confiance que de réserve tous ces germes d'union qui partout fermentent. « Parmi ces débats amorphes et incohérents, écrit un Jésuite anglais, le P. Leslie Walker, ne pourrons-nous pas débrouiller l'action de l'Esprit, qui lentement travaille une étoffe dure à se rendre ? » Chicaner la conférence de Lambeth sur certains points techniques de théologie, il le pourrait assurément, mais il préfère noter avec joie, avec émotion, l'esprit d'espérance, l'esprit de repentance, qui anime l'appel adressé par cette conférence à toute la chrétienté; il préfère constater l'importance accordée par ces évêques à cette Eucharistie dont le Siège Romain fut toujours le défenseur, et le souci qu'ils témoignent d'en finir avec certain esprit d'exclusivisme national qui longtemps distingua l'anglicanisme, et de reconstituer « le *fellowship* de la grande unité; » et les visions qui flottèrent devant les membres de la conférence de Lambeth lui paraissent avoir une force dynamique dont l'avenir révèlera les effets. Il apparaît au P. Leslie Walker que toute Église qui conserve des éléments du christianisme garde impli-

(1) Coolen, *Revue pratique d'apologétique*, 1er février 1920. p. 539. C'est un fait épisodique auquel il ne faudrait pas attacher trop d'importance, que cette brochure : *No Small Stir* (*Une grande agitation*), dédiée « au Siège de Saint-Pierre et à l'Église principale » et publiée par la societé anglicane de Saint Pierre et Saint Paul sous le pseudonyme *Diplomaticus*. On y lit cette conclusion. « L'appel à l'union ne peut venir que du *Principium unitatis*, du gardien de la Vigne. Nous ne savons pas si Rome prépare des paroles de paix, mais nous voulons être prêts et avoir nos reins ceints. En attendant, nos yeux sont tournés vers le principal Berger, nous attendons la voix qui s'élèvera de la tombe de Pierre et Paul. » (André de Bavier, *Revue des Jeunes*, 25 octobre 1917, p. 481-487.)

(2) D'Herbigny, *Études*, 20 octobre 1920, p. 161.

citement, bien qu'elle n'en ait pas conscience, tout le reste de la doctrine (1), et que les contacts qui s'établiront entre l'Église romaine, telle qu'elle est, et toutes ces Églises en travail d'union, les aideront à ressaisir et à cueillir, sur l'arbre même de leur foi chrétienne, certains fruits oubliés, insoupçonnés, qui ne seront autres que les propres apports de la tradition catholique romaine.

IV. — LA CONFÉRENCE MONDIALE PROJETÉE PAR LES ÉPISCOPALIENS D'AMÉRIQUE : LES RÉPONSES DU SAINT-SIÈGE

Tandis que Rome trouvait, dans ces complexes aspirations de l'anglicanisme et du slavisme, des raisons d'espérance, certains messages de l'Église épiscopalienne américaine se multipliaient en Europe, et ces messages, dont le premier remonte à 1910, préparaient une « conférence mondiale » (*World Conference*) pour l'union des Églises. Les épiscopaliens d'Amérique, dont le culte s'inaugurait, au XVIIe siècle, d'abord à Jamestown, puis à New-York, ont des origines anglicanes : la convention triennale qu'en 1919 ils tenaient à Détroit a prouvé que, tout comme l'Église anglicane, ils sont en quête d'un compromis avec les tendances libérales des Églises « congrégationalistes, » et que, d'autre part, un certain ritualisme proche des liturgies romaines ne les effraie pas (2). Mais leur anglicanisme, à eux, n'eut jamais la morgue d'un nationalisme insulaire, et jamais la devise de guerre : Pas de papisme ! *no Popery!* ne trouva chez eux l'accueil qu'elle rencontrait en Angleterre. M. Manning, recteur à New-York de leur église de la Trinité, et promoteur du projet de conférence, écrivait :

Nous croyons que toutes les communions chrétiennes s'accordent avec nous dans le désir de renoncer à toute opiniâtreté et de se revêtir de l'humilité qui est le propre de Notre Seigneur Jésus-Christ. Nous devons écouter l'appel de l'esprit divin, humblement et avec sincérité, regrettant notre isolement dans le passé, et nos fautes inspirées par l'orgueil et la suffisance, causes du schisme.

S'adressant à toutes les Églises qui croient effectivement à

(1) Leslie J. Walker, *The ideal of one world-wide christian Church* (*The Constructive Quarterly*, mars 1921). — Leslie J. Walker, *Revue des Jeunes*, 10 décembre 1920, p. 507-514.

(2) Lawrason Riggs, *Revue des Jeunes*, 10 février 1920, p. 305-309.

la divinité du Christ, à l'Incarnation et à la Rédemption, l'Église épiscopalienne, d'après le programme qu'en 1916 elle dessinait, les appelait à confronter leurs points de vue concernant l'Église, le symbole, la grâce, le ministère ecclésiastique, les missions; et pour éclairer leurs discussions, elle leur proposait de s'inspirer des « anciens symboles catholiques de foi, considérés comme la sauvegarde de la foi de l'Église. » Pas de compromis latent entre Églises croyantes et confessions plus détachées du dogme; pas de concordat diplomatique, s'essayant à sceller une entente par une sorte de « minimisation » de la foi, c'est-à-dire par un appauvrissement du dépôt chrétien (1). Les épiscopaliens constataient le mal séculaire que la division des Églises cause à l'idée chrétienne, et l'impatience qu'ont un grand nombre d'âmes, un peu partout, de remédier à ce qu'ils appelaient le péché de la désunion (2) : amour réciproque· estime réciproque, telle était la méthode qu'ils suggéraient. « Nous devons nous pénétrer pour ainsi dire les uns les autres, insistait en 1919 M. Robert H. Gardiner, secrétaire général de la Conférence projetée, et alors nous découvrirons quelque chose de mystérieux qui se passe dans nos âmes, c'est-à-dire, nous découvrirons que tous nous désirons vivre dans le Christ, qu'il n'y a pas de haine entre nous, que nous voulons nous aimer, prier ensemble, participer au même banquet de vie spirituelle, vivre sous la même règle, et mourir avec les mêmes espérances. »

Benoît XV était Pape depuis quelques mois lorsque, le 2 novembre 1914, M. Robert H. Gardiner se mettait en rapports avec le cardinal Gasparri, secrétaire d'État. « Personne n'ignore, disait-il au début de sa lettre, que le Souverain Pontife Léon XIII, homme d'immortelle mémoire, objet légitime de la plus grande vénération de la part de tous ceux qui se réjouissent de porter le nom de chrétien, consacra surtout son experte sollicitude à promouvoir l'unité chrétienne et à régler les différends qui déchirent le monde chrétien. » C'est en invoquant, ainsi, le souvenir de Léon XIII, que l'Église épiscopalienne abordait le Vatican; et, par l'organe de M. Robert H. Gardiner, elle exprimait ses ardents désirs que l'Église

(1) Sur la conception de l'union des Églises par la réduction du christianisme au minimum, voir quelques pages pénétrantes de M. Calvet, *le Problème catholique de l'union des Églises*, p. 99-101 (Paris, De Gigord, 1921).

(2) *Nouvelles religieuses*, 5 juillet 1919, p. 437.

romaine, qui « s'est toujours montrée la championne de l'unité chrétienne à recouvrer, » fût propice à la *World Conference.* Et la lettre se terminait par un cri d'espoir en Dieu, qui, si difficile que fût l'œuvre tentée, se laisserait « fatiguer » et fléchir par les prières de ses fils, « aspirant à la plénitude de la paix. »

En présence de pareilles avances, Rome possède une norme que depuis longtemps elle suit : elle fut fixée par le Saint-Office, en 1864, dans un document destiné aux catholiques d'Angleterre. Il leur fut prohibé d'entrer dans une société qu'avaient fondée des non-catholiques en vue de la réunion des Églises. Le Saint-Office, en 1919, remettra ce document en lumière, pour éclairer les fidèles de Rome sur l'attitude qu'ils devront observer à l'endroit de la *World Conference* (1).

Mais d'avance Benoît XV avait généreusement corrigé l'impression d'amertume qui aurait pu succéder à cette inévitable décision. Sur son ordre, à la date du 18 décembre 1914, le cardinal Gasparri avait exprimé aux épiscopaliens les sentiments d'amour du Pape : « De quel amour, leur disait-il, j'ai vu s'enflammer à votre égard l'auguste Pontife, mes paroles ne l'expriment pas. » Il leur affirmait la satisfaction qu'avait ressentie Benoît XV en constatant qu'ils voulaient « plonger leurs regards dans la forme intime de l'Église ; » il leur précisait les vœux que formait Sa Sainteté pour « qu'à l'issue de leur travail, séduits par la beauté native de cette Église, ils ne permissent plus que le corps mystique du Christ demeurât plus longtemps disloqué. » Et les remerciant au nom du Pape de s'être adressés au Pape, le cardinal Gasparri leur disait : Benoît XV va prier, — prier « d'autant plus, que le Pape, d'après le langage même du Christ, sait être le principe et la cause de l'unité de l'Église, et celui à qui tous les hommes furent confiés pour qu'il les fît paître. » Au delà même de ces prières ainsi promises, le cardinal voulait entrevoir la réalisation des vœux du Pape, qui sont aussi, disait-il, ceux de Jésus-Christ. « Alors, pas de haine, pas de guerre, pas de larmes ; mais les bienfaisants dons de la paix assureraient le bonheur, même sur terre, à la race humaine qui monte vers la vie éternelle. »

Le premier Noël de la Grande Guerre approchait, lorsque le cardinal Gasparri signait cette lettre : il allait être ensan-

(1) *Nouvelles religieuses*, 1er septembre 1919, p. 518.

glanté, et trois autres Noëls après lui. Et le contraste entre le spectacle de l'Europe et le rêve de bonheur, céleste et terrestre, que le Saint-Siège, tenacement, proposait à la race humaine, explique l'émotion qu'éprouvèrent, en recevant ces lignes, leurs destinataires d'Amérique.

Ce fut une émotion joyeuse, qui s'attesta par la réponse, datée du 2 février 1915. Derechef M. Robert H. Gardiner parlait de Léon XIII en remerciant Benoît XV « qui marchait sur ses traces. » « Un de nos écrivains, rappelait-il, a récemment qualifié l'Église romaine de noyau vital de tout l'univers chrétien. » Personnellement à son tour, il insistait sur la vénération que les épiscopaliens professaient pour cette grande Église, et sur la « douceur » qu'ils éprouvaient en lisant la lettre de Rome. Puis, le 1er mars, au nom du Comité de la *World Conference*, il renouvelait son merci pour ces prières papales et pour ces « très douces paroles. » « Il n'est pas douteux, continuait-il, que la lecture de votre lettre ne pousse tous les hommes soucieux de l'unité chrétienne à un surcroît d'efforts pour l'acquérir et pour l'affermir. » Il demandait la permission d'adresser une copie du message du Vatican à tous les évêques de l'épiscopalisme, à tous les évêques de l'anglicanisme. Il ajoutait que lorsque la situation européenne le permettrait, des délégués du Comité s'en iraient à Rome, « consacrée par le sang précieux des apôtres; » et reprenant les vers du poète Prudence, M. Robert H. Gardiner affirmait que Rome avait été divinement établie « pour qu'elle groupât par l'unité d'un seul lien tout ce qui sur terre a droit au nom de chrétien et pour que tous les membres fussent confédérés dans l'unité d'un même symbole. » Au nom de Benoît XV, le 7 avril 1915, le cardinal Gasparri autorisait M. Robert H. Gardiner à propager comme il le souhaitait la première réponse du Vatican, « laquelle, quoique fidèle, n'est pourtant qu'une pâle image de l'amour du Pontife. »

La communauté d'aspirations entre l'Église romaine et l'épiscopalisme américain, éloquemment attestée par cette admirable correspondance, trouva, sur les lèvres chrétiennes, un témoignage plus attachant encore. De par le désir de Benoît XV, en 1916, les catholiques romains de l'univers furent invités à réciter, chaque année, durant les neuf jours qui commencent au 18 janvier, — fête de la Chaire de Saint Pierre à Rome, — une oraison pour la réunion des Églises. Les épiscopaliens, en 1918, adoptèrent

cette même neuvaine et ce même point de départ, — la fête de la Chaire de Saint Pierre! — pour faire monter vers Dieu, de leur côté, leurs vœux d'union.

Rome estime, — la jurisprudence du Saint-Office en témoigne, — que les catholiques n'ont pas à faire mettre aux voix, dans une conférence, les titres de crédibilité de leur Église, mais l'histoire dira que sur un arrière-plan supérieur qui domine l'inévitable étroitesse des débats humains, la Rome de Benoît XV aima se rencontrer avec l'épiscopalisme américain, pour prier. Et dans cette prière, les fidèles de l'une et l'autre Églises, avouant implicitement que les péchés des hommes purent de part et d'autre contribuer aux vieilles ruptures, suppliaient Dieu de « ne pas considérer leurs péchés, mais la foi qu'ils professent, » et de leur donner, selon sa volonté, « paix et union (1). »

Le 16 mai 1919, les délégués de la Commission de la *World Conference*, faisant leur tour d'Europe, furent reçus par Benoît XV. Ils l'invitèrent à se faire représenter à ces futures assises religieuses. Ils le sentirent animé d'une « bienveillance irrésistible » à leur endroit, et, tout en même temps, tenu à distance de la conférence par une « rigidité inébranlable. » A l'issue de l'audience, Mgr Cerretti leur remettait une note, où d'avance avait été rédigé le langage même que le Pape venait de leur tenir. Elle était ainsi conçue :

« Après les avoir remerciés de leur visite, le Saint-Père déclara qu'en sa qualité de successeur de saint Pierre et vicaire de Jésus-Christ, il n'avait pas de désir plus ardent que celui d'une seule bergerie et d'un seul pasteur. Sa Sainteté ajouta que l'enseignement et la pratique de l'Église catholique romaine à l'égard de l'unité de l'Église visible du Christ étaient bien connus de tout le monde; il s'ensuivait que l'Église catholique ne pouvait prendre part à un congrès de la nature de la Conférence universelle. Cependant, Sa Sainteté n'entend pas du tout désapprouver le Congrès en question pour ceux qui ne sont pas unis à la chaire de saint Pierre ; au contraire, il désire ardemment et il prie pour que ceux qui prendront part au Congrès, au cas où il deviendrait une réalité, puissent, par la grâce de Dieu, voir la lumière et se réunir au chef visible de l'Église par lequel ils seront reçus à bras ouverts.

(1) *Epistolae nomine SSmi Domini Benedicti XV humaniter missae ab Em. viro Petro Gasparri, C. S. R. E. cœtui virorum delectorum ad congressum orbis christiani parandum ut favente Deo controversiae de fide et constitutione Ecclesiae Christi rite dilucidentur atque explorentur.* — Batiffol, *Le Correspondant*, 10 juin 1919, p. 769 à 792.

La *World Conference* n'est encore qu'un projet, mais les Églises anxieuses et chercheuses qui s'y donneront rendez-vous savent, par ce récit même des épiscopaliens américains, que les bras de la papauté leur sont ouverts.

V. — LE NOUVEAU PONTIFICAT

Des États qui affluent à Rome pour causer, et pour régler pacifiquement, d'accord avec le Siège de Pierre, toutes ces questions de mitoyenneté qui toujours subsistent entre spirituel et temporel, lors même qu'ils se proclament séparés; des Églises qui regardent vers Rome avec un mélange d'attrait et de crainte, et qui volontiers fraterniseraient avec Rome, mais qui refusent encore de concevoir l'union comme Rome la conçoit, et qui cependant, tout en hésitant devant l'acte de docile confiance qui serait l'inévitable condition de cette union, sentent de plus en plus subtilement qu'une chrétienté construite en dehors de Rome ne répond pas au rêve et au besoin d'unité plénière : voilà les deux spectacles qu'a sous les yeux, en prenant la tiare, le cardinal Achille Ratti, devenu Pape sous le nom de Pie XI.

Ces deux spectacles, tels quels, sont un succès pour l'Église. Car le premier d'entre eux témoigne que les États qui se prétendaient souverains ont définitivement reconnu leur incompétence dans le domaine spirituel et la nécessité de s'accorder avec Rome dans les questions où spirituel et temporel voisinent et se compénètrent; et le second spectacle atteste que les Églises qui s'étaient piquées d'être affranchies aspirent aujourd'hui, au nom même de leur désir de vitalité chrétienne, à renouer certains liens, — liens fraternels, disent-elles encore; — et Rome est toute prête à leur faire sentir que, si elle conçoit ces liens, elle, comme des liens filiaux, ce seront toujours des liens d'amour, et que « c'est d'elle que découlent, pour tous les chrétiens, comme déjà l'affirmait saint Ambroise (1), la prérogative de se sentir vraiment en communion. »

Mgr Achille Ratti, devenu, au matin du 6 février 1922, le dispensateur de cette prérogative auguste, fut connu, de longues années durant, comme un studieux et heureux chercheur, à la

(1) Sur ce texte de saint Ambroise, voir Batiffol, *The Constructive Quarterly*, décembre 1919, p. 575-576.

Bibliothèque Ambrosienne de Milan. Il en fut d'abord l'un des deux « docteurs, » et puis en devint le préfet, à la mort de Mgr Ceriani, qu'il appelle quelque part, d'un mot bien touchant, « mon vénéré presque père. » Il aimait tant son Ambrosienne, que lorsqu'en 1912 Pie X le fit venir à la Bibliothèque Vaticane, il n'émigra pas sans chagrin, ni même sans quelque résistance. Notre Département des Manuscrits, à la Bibliothèque Nationale, conserve de Mgr Ratti trois lettres écrites à Léopold Delisle, hommage à la « bonté généreuse, » à « l'étonnante force et fécondité de travail » de l'illustre savant français. Donnant un jour à Léopold Delisle des nouvelles de Mgr Ceriani, le prélat lui disait : « Le bon Dieu le conserve avec vous, pour bien des années encore, à notre vénération, à notre affection, au bien de nos bibliothèques et de ceux qui leur appartiennent ! » On sent, dans ces lignes, toute la tendresse d'un bibliothécaire pour tout ce que la poussière des manuscrits recèle et projette de lumières, et toute sa tendresse, aussi, pour la corporation des grands bibliothécaires, qui savent à leur façon redire le mot de la *Genèse:* Que la lumière soit ! M. Émile Chatelain, M. Omont, le regretté Léon Dorez, avaient, eux aussi, dans le préfet de l'Ambrosienne, un actif correspondant; et lorsqu'en 1910 un volume de *Mélanges* fut offert à M. Émile Chatelain par ses amis et disciples, Mgr Ratti figurait au nombre des collaborateurs ; par une courtoise attention, les pages qu'il y publiait avaient trait aux soixante-dix manuscrits récoltés en France pour l'Ambrosienne, au début du dix-septième siècle, par l'érudit pèlerin qui s'appelait Antonio Olgiati.

L'Archivio historique lombard, les Comptes rendus de l'Institut lombard, le Journal historique de la littérature italienne, bénéficièrent à maintes reprises du labeur du prélat : labeur minutieux et varié, sans cesse mis en branle par les multiples trouvailles que promettent les recoins de l'Ambrosienne. Le texte de Juvénal et l'iconographie de Pétrarque, l'histoire monastique de la Lombardie et l'histoire politique de son illustre prédécesseur Pie II, lui sont très redevables : dans les dédales d'une bibliothèque, ce grand fouilleur savait trouver les sentiers non battus, et s'y engager, délibérément, pour le plus grand fruit de la science.

Grand alpiniste en sa jeunesse, explorateur passionné du Mont Rose, du Mont Cervin, du Mont Blanc, on le sentait tout heureux, dans ses articles de la *Revue mensuelle du Club alpin italien,*

lorsqu'il avait découvert, au travers des glaciers, quelque chemin que le pied des hommes n'avait jamais foulé, et fait ainsi quelque expédition qu'un Macdonald, un Durier et autres familiers des Alpes, avaient d'avance proclamée incroyablement difficile et quasiment impossible (1). Il apportait, dans son escalade des rayons de l'Ambrosienne, la même intrépidité d'allure, le même goût de la découverte inédite, le même souci critique de rectifier les erreurs, lourdes ou légères, qui, comme une maligne ivraie, s'éternisent dans le champ de la science.

Certains traits de cette vie savante rappelaient la nomade initiative des érudits du XVIIe siècle, Bénédictins ou Bollandistes, courant l'Europe en quête de manuscrits ; un jour de l'année 1900, on vit Mgr Ratti survenir sur les ruines de ce qui fut l'abbaye de Bobbio, et demander à tous les échos ce qu'étaient devenues les innombrables richesses littéraires et historiques autrefois conservées dans ce beau foyer de culture : personne, hélas ! ne pouvait même lui signaler l'emplacement précis où s'était élevée la bibliothèque de Bobbio. Il trouvait pourtant, en cherchant bien, trois procès-verbaux de la liquidation de cette bibliothèque durant la période révolutionnaire, et son imagination fertile en espoirs, — tout grand bibliothécaire est un optimiste, — l'amenait à supposer qu'en France, qu'à Cambridge, on retrouverait peut-être, éparpillés, quelques-uns de ces trésors dispersés. Une somptueuse et savante plaquette sur les dernières destinées de la bibliothèque et des archives de Saint-Colomban à Bobbio confiait au public ses déceptions et ses espérances : ainsi n'avait-il constaté l'envol des manuscrits que pour aspirer à les rattraper en quelque coin d'Europe.

Dans son dépistage des manuscrits qui jouaient à cache-cache, le futur Pape connut parfois d'authentiques joies sacerdotales. L'Ambrosienne, en particulier, lui ménagea un jour une trouvaille mystique de grand prix. Il admira toujours beaucoup les *Exercices* de saint Ignace, « ce livre, écrit-il, qui tout à coup s'affirme et s'impose comme le code le plus sage, le plus universel, du gouvernement spirituel des âmes, comme une source inépuisable de la piété la plus profonde en même temps que la plus solide, qui excite irrésistiblement et guide en toute assurance à la conversion, à la plus haute spiritualité et

(1) Voir spécialement le curieux récit relatif au Mont Blanc (*Rivista mensile del Club alpino italiano*, IX, 1890, p. 326-330).

à la perfection ; comme une méthode appuyée sur une expérience acquise et consommée, et sur la connaissance merveilleuse, pour ne pas dire miraculeuse, des secrets psychologiques les plus profonds et les plus compliqués (1). » Or il advint à Mgr Ratti de surprendre, en deux manuscrits, saint Charles Borromée lui-même en train d'élaborer une méthode pour l'application et la pratique des *Exercices* ; et ce fut pour le préfet de l'Ambrosienne l'occasion d'enrichir d'une page nouvelle, tout à la fois, l'histoire de Charles Borromée et l'histoire du livre d'Ignace.

Une autre fois, dans un manuscrit, ressuscitèrent devant Mgr Ratti les vertus ascétiques et les dons mystiques d'une certaine dame milanaise du XIVe siècle, Bonacosa de Beccaloe : il fit imprimer cette vie, telle que la lui livraient les feuillets inédits du vieux *Codex*. Les savants d'Italie fêtent volontiers les mariages, dans leur entourage, en offrant aux jeunes époux quelque érudite publication, composée spécialement à l'occasion de leurs noces : ainsi fit Mgr Ratti pour la vie de Bonacosa de Beccaloe. Et si d'aucuns eussent été surpris qu'il mît ainsi dans une corbeille nuptiale une page d'ascétisme médiéval, d'avance il leur répondait dans sa préface :

Le spectacle de l'héroïsme est utile à tous ; car tous sont, même sans en avoir conscience, mais irrésistiblement, élevés et rendus meilleurs ; pour tous il en résulte une exhortation secrète à remplir plus noblement les devoirs ordinaires de la vie, à servir plus dignement et glorieusement des institutions et des causes auxquelles les héros qui méritent leur nom ont tout sacrifié. Ainsi même s'élève le niveau moral moyen du grand nombre. N'en advient-il pas ainsi, dans tout champ de l'activité humaine ? Les grands auteurs élèvent le niveau des littératures, les *condottieri* généreux et héroïques font les grandes armées, et, pour rentrer dans un ordre de choses plus modeste et plus quotidien, le haut alpinisme prépare le tourisme général.

Les humanistes chrétiens du XVe siècle eussent aimé ce langage, et la foi qu'il dénote dans la rayonnante influence de toute noblesse et de toute beauté sur la vie commune de la foule humaine. Inaugurant en décembre 1921 la nouvelle Université catholique de Milan, le cardinal Ratti, dans son discours, s'attachait à compléter la devise de l'Œuvre internatio-

(1) *Saint Charles Borromée et les exercices de saint Ignace (Bibliothèque des Exercices*, n° 32. Enghien, 1911).

nale des congrès scientifiques catholiques. La science pour la science! telle était cette devise. — La science pour la science et pour la vie, corrigeait-il, reprenant ainsi les plus saines traditions du grand humanisme chrétien, qui demandait à la culture, non point seulement une jouissance, mais une orientation, et non point seulement un attrait, mais une discipline.

C'était par surcroît une science libre et franche que la science de Mgr Ratti, une science virilement résolue à ne point cacher les taches qui purent ternir certaines figures d'Église : dans une note qu'il lisait en 1897 au Congrès scientifique des catholiques à Fribourg, — note consacrée à quelques lettres du célèbre cardinal Mathieu Schinner retrouvées à l'Ambrosienne, — il ne craignait pas de dire que « ces documents ne déposent pas en faveur de l'*anépotisme* de Jules II, » et qu'un certain Jean Schinner, légataire du cardinal, était, hélas! un péché de jeunesse du futur prince de l'Église.

Il faut une loupe pour le travail de bibliothèque ; mais malheur à ceux pour qui le monde entier se ramasse dans leur loupe! L'esprit de pointilleuse recherche leur voile les grands horizons de l'histoire ; pareils à ces naturalistes auxquels le ciron cache l'infini, au lieu de le leur révéler, la minutie même de leur regard les rend incapables de voir grand. Ce qui faisait au contraire l'attrait des opuscules érudits de Mgr Ratti, c'est que volontiers ils débutaient ou s'achevaient par un ample coup d'œil sur la philosophie de l'histoire : on le croyait encore courbé sur les pages d'un manuscrit, et déjà son élan d'alpiniste l'exaltait sur les cimes. Au début d'une très minutieuse étude sur la piété eucharistique dans le Milan d'autrefois, surgissait cette imposante définition :

L'histoire, c'est le tissu vivant des faits, tissu dans lequel les pensées et les actions des hommes et de Dieu s'unissent, s'enchevêtrent, semblent parfois se confondre, se traverser, s'empêcher tour à tour, toujours avec cet effet final, de composer cet admirable plan providentiel, où domine en toute souveraineté et se manifeste en toute évidence l'amour de Dieu pour les hommes.

Ailleurs, après s'être usé les yeux scrupuleusement sur les antiques documents de l'abbaye de Chiaravalle, Mgr Ratti, en quelques mots de conclusion précis et nuancés, formulait l'exacte importance du détail en histoire.

Comme les lignes résultent de points, expliquait-il, ainsi les grands traits historiques d'une époque et d'un pays ne peuvent être rendus d'une façon plus véridique, plus efficace, que par celui qui, tenant sous son regard une plus grande masse de détails, sait fondre ces détails en une synthèse lumineuse et vitale, en les ramenant aux causes d'où ils procèdent et aux lois qui les gouvernent (1).

Il était naturel qu'un chercheur aussi entreprenant et d'autre part aussi expert à dominer son sujet, à maîtriser sa méthode, fût un éveilleur d'énergies scientifiques : Mgr Ratti était l'un de ces travailleurs qui savent faire travailler. Son rêve d'une Italie savante s'esquissait sans détours dans un article qu'il consacrait aux publications de diplômes pontificaux entreprises par un professeur de Gœttingue (2) ; il lui semblait que l'érudition italienne devait prendre sa place dans les études d'histoire de la papauté ; il mettait dans cet appel un accent d'animateur, pressé d'embaucher ses compatriotes dans le vaste chantier du travail historique.

Et c'est avec émotion, avec une vraie gratitude à l'endroit des initiatives scientifiques de Léon XIII, qu'il regardait au loin cette bibliothèque et ces archives du Vatican, « où s'était constitué, disait-il, un permanent congrès scientifique international, un congrès qui, s'il ne se pare point des accessoires plus ou moins scientifiques des congrès proprement dits, en garde les avantages les plus substantiels et les plus importants, entre autres, les immenses facilités de connaissance mutuelle entre chercheurs, d'échange des idées, d'échange des services (3). »

De par la volonté de Pie X, Mgr Ratti, à partir de 1912, devint le vice-préfet de cette active Bibliothèque Vaticane ; il en fut en 1914 le préfet. Il avait désormais, dans l'armée de l'humanisme, son bâton de maréchal, et l'Europe savante se disposait à le visiter, de longues années durant, dans le cadre vénérable où la pensée antique et la pensée médiévale son, mises par l'Église à la disposition du savoir humain. Et peut-êtret si la Grande Guerre ne fût pas survenue, Mgr Ratti besognerait-il

(1) *La Miscellanea Chiaravallense e il libro dei prati di Chiaravalle*, p. 47.

(2) *Di un' edizione critica dei diplomi pontifici fino ad Innocenzo III* (Milan, Cogliati, 1903).

(3) *Bolla arcivescovile milanese a Moncalieri ed una leggenda inedita di S. Gemolo di Ganna* (p. 5. Milan, Confanieri, 1901).

encore, calmement, fructueusement, dans ce coin-là du Vatican.

Mais en jetant les yeux sur cette Europe orientale où brusquement s'offraient à l'Église de nouvelles occasions d'accès, en jetant les yeux sur le reste du monde, où les *Annuaires diplomatiques*, un peu partout, recommençaient d'enregistrer des noms d'ambassadeurs ou de ministres accrédités auprès de Sa Sainteté, Benoît XV se rappela qu'au xv[e] siècle, aurore de l'âge moderne, l'humanisme chrétien avait eu la double gloire de rendre au Saint-Siège un double service.

C'est parmi les humanistes que s'était peu à peu formée, pour la Curie romaine, toute une école de diplomates, un Cesarini, un Landino, un Silvius Piccolomini, experts à trouver dans l'histoire du passé une politique d'avenir; et ce Concile de Florence, qui avait un instant fait luire sur les Églises d'Orient et d'Occident un magnifique arc-en-ciel d'union, n'avait-il pas été, surtout, un rendez-vous de l'humanisme oriental et de l'humanisme occidental, en vue de l'unité chrétienne? L'acte d'union lu par l'illustre Bessarion avait attesté, pour un moment au moins, l'efficacité du rendez-vous. Il apparaissait à Benoît XV que la culture humaniste pouvait rendre à l'Église du vingtième siècle les mêmes services qu'elle avait rendus à celle du quinzième, et même de plus grands.

Un jour de printemps, en 1918, il jugea qu'aux heures que traversait l'Église la place de cette culture, qu'incarnait avec tant d'éclat Mgr Ratti, n'était plus, pour l'instant, à la Bibliothèque Vaticane, mais là-bas, aux Marches de l'Est, en cette Pologne qui venait de ressusciter. Il fit de lui, à Varsovie, un visiteur apostolique, et puis, un an plus tard, un nonce : il le mit aux écoutes, ainsi, du vaste monde slave, aux écoutes de toutes les susceptibilités nationales. Ainsi se complétèrent pour le docte polyglotte, par le contact avec les hommes, quarante ans de contact avec les livres; aux leçons de l'histoire succédèrent pour lui les visions contemporaines. Il fut au berceau de la Pologne renaissante; il la sentit revivre; il eut de superbes joies de savant en la voyant, dès l'heure même de son renouveau, s'occuper tout de suite de fonder une grande université pour servir, là-bas, la civilisation chrétienne. Il était, là aussi, virilement tenace au poste, prêt aux pires éventualités, lorsqu'un instant fondit sur le jeune État une menace que certains crurent mortelle, celle de l'invasion bolchéviste; il applaudit l'aide que

prêtait à la Pologne la science militaire du général Weygand. Sur l'ordre du Pape, ses regards durent se porter vers la Russie, vers la situation religieuse nouvelle qu'y créait la Révolution : il fut le premier émissaire du Saint-Siège qui ait pu frôler ces réalités si neuves, et si grosses d'imprévu. En Pologne même, il se trouvait en présence d'une Église en trois morceaux : la vie religieuse, dans l'ancien tronçon autrichien, s'était maintenue sans entraves et sans heurts; mais nombreuses étaient, dans la Posnanie naguère prussienne, les paroisses qui souffraient d'avoir des curés allemands; et, dans la portion de Pologne qui la veille appartenait à la Russie, le regard de Mgr Ratti se posait sur des évêchés vacants, sur des séminaires fermés, sur des sanctuaires désaffectés. En peu de mois, ses négociations avec l'État polonais rendirent à la vieille Église de Pologne, désormais unifiée, une vie normale et prospère. Puis, dans cette même ville de Varsovie, de 1919 à 1921, deux ans de nonciature le jetèrent, bon gré mal gré, dans la bagarre des nationalités qui de toutes parts semblaient aspirer à dire : Je lutte, donc je suis. Ce bastion avancé de l'Église romaine, qu'était tout d'un coup redevenu Varsovie, fut pour lui un magnifique observatoire, où confluaient sous son regard les remous des catastrophes orientales et les remous des catastrophes européennes.

Après cinq mois de passage sur le siège de Milan, le voici désormais conducteur de cet univers dont il put, sur le sol de Pologne, ausculter les innombrables frémissements : en une minute désormais historique, du haut du balcon extérieur de Saint-Pierre, il l'a regardé, il l'a béni ; et la cime d'où cette bénédiction planait apparut plus altière, plus proche du ciel, que ces glaciers alpins où jadis se jouait son pied d'explorateur.

Lorsque du haut de la Colline Vaticane Pie XI interrogera l'horizon, lorsqu'il y dessinera lui-même, de sa main même de chef responsable, certaines possibilités d'avenir, lorsque, projetant ses volontés sur cet indécis horizon, il priera Dieu pour qu'elles deviennent des lueurs, et pour que ces lueurs soient des guides, et lorsqu'il préparera ainsi, au jour le jour, les siècles qui viendront après lui, Pie XI, dans cette tâche auguste, ne s'inspirera pas seulement des rapports de ses bureaux, il pourra s'orienter par la richesse de ses propres souvenirs, rapportés de Varsovie, et par les innombrables impressions qu'en trois années émouvantes et denses il a recueillies dans

les mêlées humaines, avant de gravir le sommet d'où maintenant il les domine.

Pour s'orienter encore, il aura l'immense trésor de lectures qu'accumula toute sa vie. N'allons pas croire que l'érudition du préfet de l'Ambrosienne devienne inutile au pape Pie XI, son pontificat connaitra probablement des heures fort originales, dans lesquelles s'épanouira et se condensera toute son expérience de savant. Et c'est peut-être parce que savant, qu'il était par excellence l'homme de l'heure. De plus en plus, l'érudition anglicane, solide et subtile, fouille avec une sollicitude fervente le vieux passé chrétien; un mouvement de science religieuse avait, avant la guerre, commencé de se dessiner en Russie; un calme esprit de sérénité scientifique anime le programme de rendez-vous que proposent aux diverses Églises les épiscopaliens d'Amérique. Les polémiques théologiques paraissent se tourner, de plus en plus, en débats historiques : c'en est fini, ou presque fini, du genre de controverses qu'engageaient contre les docteurs de Rome un Bèze ou un Duplessis-Mornay; les méthodes employées vis-à-vis d'un Molanus ou d'un Leibnitz par le grand historien trop souvent méconnu qu'était Bossuet, apparaissent aujourd'hui comme les méthodes de demain. Pour diriger ce labeur, auquel l'Institut pontifical créé par Benoît XV pourra s'associer efficacement, nous voyons s'installer sur la chaire de Pierre, pour la première fois depuis longtemps, un érudit de profession. Léon XIII jadis offrit au monde savant, par l'ouverture de la Bibliothèque et des Archives, un admirable champ de travail et un précieux outillage; Pie XI complétera l'œuvre, en indiquant à l'univers croyant comment ce champ doit être exploité, et comment ces outils doivent être maniés, et comment les beaux élans catholiques de fièvre intellectuelle peuvent préparer, à brève ou longue échéance, la libre acceptation d'une seule et même vérité par une chrétienté pacifiée, joyeusement unie.

GEORGES GOYAU.

AFRICA

> «... Nous qui aurions dû savoir, nous ne savions pas que nous rentrions dans une province perdue de la Latinité. »
> (*Discours à la nation africaine.*)

Les lecteurs de la *Revue*, qui ont bien voulu suivre, avec indulgence et sympathie, les articles que je publie ici même, depuis bientôt deux ans, sur la renaissance de l'Afrique latine et sur toutes les questions connexes, seront peut-être heureux d'apprendre qu'un si long effort n'est pas demeuré sans résultats. De tous les points de l'Algérie et de la Tunisie, et, je puis dire, du monde entier, j'ai reçu des lettres d'approbation et d'encouragement. Mieux : des bonnes volontés se sont offertes pour travailler à cette grande œuvre de la résurrection intégrale des monuments et des villes de l'Afrique ancienne. Prochainement, sans doute, de si généreux projets entreront dans la voie des réalisations. Enfin, à Alger même, sans que je l'eusse demandé ni même pu prévoir, une jeune revue s'est fondée, qui se propose de défendre et de répandre des idées qui nous sont chères. Je salue avec joie la naissance de *l'Afrique latine*, et je lui souhaite durée et prospérité pour la pacification des esprits et la réconciliation fraternelle de toutes les races africaines.

Mais, comme il fallait s'y attendre, ces idées ont soulevé, d'autre part, des objections assez nombreuses. Certains leur ont opposé une fin de non-recevoir absolue. D'avance, leur siège est fait. Ils m'en veulent de menacer des préjugés qu'ils considèrent comme des acquisitions définitives de l'histoire, des axiomes

incontestables de la politique. Et, à l'appui de ces préjugés, ils exploitent contre moi ce qu'il y a forcément d'incomplet, ou quelquefois d'imprécis, dans l'exposé oratoire et non rigoureusement scientifique d'une théorie.

En vérité, cela semble à peine croyable !... Je lance un appel à la concorde, je propose à tous les Africains un terrain d'entente, un lieu de rencontre, qui est l'antique Forum de leurs ancêtres, je les engage à s'associer avec nous dans le culte de nos traditions communes. Et il y a des Français, qui considèrent comme dangereuse cette tentative de rapprochement. Passe encore pour des indigènes. Mais que les nôtres repoussent leur héritage, renient l'œuvre de leurs pères en civilisation, refusent d'en tirer, pour le bien de tous, les plus évidents avantages, — et cela sans raison sérieuse, par unique peur d'être accusés de propagande confessionnelle sous le voile de l'archéologie et de l'union sacrée, — voilà qui dénote une étrange timidité d'esprit !...

Peut-être, après tout, est-ce ma faute ! Peut-être, trop confiant dans la bonne volonté de tous mes lecteurs, ai-je négligé des idées et des faits que je croyais suffisamment connus, ou ne me suis-je pas assez appliqué à dissiper toute équivoque. Il me faut donc revenir encore une fois sur un sujet déjà traité bien souvent par moi, pour préciser davantage ma terminologie, mettre au point mes affirmations et, au besoin, les compléter.

* * *

D'abord, — avant même d'avoir saisi ma pensée, sur le simple vu d'un titre, — il y a des personnes qui se hérissent, qui froncent le sourcil et ne veulent plus rien entendre... « Eh quoi ? *Discours à la nation africaine?* (1)... Mais alors, vous admettez que l'Afrique du Nord est une nation ?... » Et les voilà qui agitent l'épouvantail du séparatisme !

Ai-je besoin de protester que je n'ai jamais entendu prêcher ni encourager la séparation de l'Afrique et de la Métropole ? — Il se pourrait néanmoins que telle fût la conséquence involontaire de propos imprudents. — Mais non, j'ai bien réfléchi avant d'écrire ces mots : « Nation africaine ».

(1) Voir la *Revue* du 1er décembre 1921.

A l'heure actuelle, le péril du séparatisme paraît une éventualité très lointaine, l'Afrique ne pouvant que changer de maîtres, loin de pouvoir régir ses destinées et surtout défendre son existence. Bien plus : il semble fort improbable que, quoi qu'il arrive, l'Afrique du Nord puisse jamais constituer une seule et même nation. L'histoire, la géographie, l'ethnographie s'opposent à une pareille conception. Jamais, à aucune époque, pas plus à l'époque romaine qu'à l'époque arabe ou turque, les Afriques n'ont connu l'unité nationale. Non seulement cet immense pays n'a pas de frontières du côté du Sud, mais il est divisé en compartiments distincts, où les conditions de la vie sont très différentes et les populations très différentes aussi, quand elles ne sont pas divisées les unes contre les autres. L'Afrique des rivages est tout italienne ou espagnole. Les gens du Sahel ne ressemblent point aux gens du Tell, qui ne ressemblent point aux nomades ou aux rares agriculteurs des régions sahariennes. Ajoutons à cette diversité des zones africaines, presque étrangères les unes aux autres, à cette hostilité mutuelle des races indigènes, l'afflux des immigrants venus de tous les points de la Méditerranée. Comment arriver à faire une nation, dans des conditions géographiques aussi défavorables, avec des éléments ethniques aussi hétérogènes?

Alors, qu'ai-je entendu signifier par ces mots de « nation africaine? » — Simplement une solidarité d'origine, solidarité d'un caractère plus intellectuel et sentimental que physique et physiologique. Je voudrais que ce mot « Africain, » sonnât aux oreilles de tous les actuels habitants de l'Afrique du Nord comme il sonnait à celles de tous les habitants de l'Afrique ancienne. Il désignait pour eux une patrie commune, — je ne dis pas une nation, — un foyer commun, une mère commune. Lorsqu'ils voyaient, sur les places de leurs villes, la statue colossale de la déesse *Africa*, couronnée du *modius*, — le boisseau de blé, symbole de sa fertilité, — et drapée dans une peau d'éléphant, tous s'inclinaient devant elle comme devant la divinité tutélaire du pays et devant la nourrice commune. Ce sentiment de s'asseoir au même foyer, de manger le même pain est quelque chose de plus fort qu'on ne pense. C'est dans la pleine conscience de cette fraternité du foyer et du pain rompu ensemble qu'Augustin de Thagaste pouvait appeler « mon frère » son collègue Emeritus de Césarée, non pas seule-

ment parce qu'il était son frère dans le Christ, mais parce que tous deux, — quelles que fussent les étendues de pays qui les séparaient, quelle que fût la diversité de leurs races, l'un Numide, l'autre Maure, — tous deux en somme, étaient des enfants de l'*Africa mater*. Bien des siècles auparavant, cette conscience de la solidarité africaine était déjà très nette chez une Carthaginoise comme Sophonisbe. J'ai rappelé maintes fois, parce qu'il est extrêmement significatif et parce que je voudrais qu'il fût gravé au fond du cœur de tous les Africains d'aujourd'hui, le curieux passage de Tite-Live, où cette princesse, née à Carthage, mais fille d'étrangers, descendant des colons de Tyr, nous est représentée aux genoux du jeune Massinissa, un indigène de pure race numide. Sans arme que sa beauté, elle ne voit guère d'autre moyen de fléchir son vainqueur que de lui rappeler leur patrie commune : « N'es-tu point comme moi, lui dit-elle, un enfant de l'Afrique ; *In eadem mecum Africa geniti?* » Alors, n'est-il pas également naturel et logique que ces deux Africains unissent leur haine contre l'ennemi de l'Afrique, qui, cette fois, se trouve être le Romain ?...

Cette solidarité, on le voit, ne date pas d'hier. C'est un sentiment très ancien et très spontané sur lequel nous pouvons hardiment nous appuyer. Sous la désignation générique et, la plupart du temps, conventionnelle de « Romains, » les indigènes africains de toute race et les immigrés de toute provenance, pouvaient, après de longues années de cohabitation, se considérer comme les fils d'une même patrie. Nous Français, les derniers venus en ce pays, nous pouvons aussi, après bientôt un siècle de séjour, parler comme Sophonisbe à Massinissa. Les arrière-petits-fils des soldats et des colons de 1830 ont le droit de se considérer comme les enfants de cette terre, où ils sont nés, — droit que leurs pères ont payé, d'ailleurs, d'un assez beau prix.

***

Voilà donc ce que j'ai voulu dire, quand j'ai parlé d'une « nation africaine. » Les fatalités de la race, du sol et du climat ne peuvent se modifier que très lentement. Pour l'instant, je ne vois d'autre lien possible, entre tous les habitants de ce grand pays qu'est l'Afrique du Nord, que la communauté de la terre et du climat, à laquelle j'ajoute la communauté d'un cer-

tain nombre de traditions glorieuses. Pour resserrer ces liens, je voudrais réveiller dans la conscience de tous, des indigènes comme des immigrés latins, le souvenir de ces traditions communes. Héritiers de Rome, comme participant à sa civilisation, nous avons tout intérêt à rappeler aux indigènes africains l'antique amitié conclue entre leurs pères et nos prédécesseurs, qui furent nos vrais pères spirituels.

Là-dessus, on me dit : « Prenez garde ! Il est très imprudent de nous donner comme les héritiers de Rome en Afrique, alors que d'autres peuples latins peuvent revendiquer cet héritage. » — Certes nous reconnaissons leurs droits, et nous le prouvons en leur faisant une large place au foyer africain. Mais, — même en admettant que nos droits soient moindres que les leurs, — nous avons l'autorité directrice, l'*imperium*, c'est-à-dire la part capitale de l'héritage de Rome. On peut discuter là-dessus à perte de vue : le plus simple est d'admettre ce fait historique en toute loyauté. Et puis, — il faut le répéter sans cesse, y insister fortement, parce qu'on est trop enclin à l'oublier aujourd'hui, — cet empire ne nous est pas tombé du ciel. Nous ne l'avons eu ni par faveur ni par fraude. Encore une fois, il nous a coûté très cher.

Nous ne sommes point des bandits qui se sont emparés brutalement d'un pays qui ne leur appartenait pas. A l'origine, nous avons assumé, contre les pirates barbaresques, une besogne de police urgente, nécessaire, qu'aucune nation européenne ne voulait faire, parce que les bénéfices en paraissaient fort problématiques. Comment nous fûmes contraints à sortir d'Alger et de son territoire, à envahir peu à peu les trois provinces et leurs zones limitrophes, c'est toute une histoire héroïque et terrible, dont on ne se souvient pas assez de nos jours. Pendant plus de vingt ans, nous avons dû lutter pied à pied contre un adversaire digne de nous, aussi bien armé que nous, et qui à tous ces avantages joignait cette supériorité d'être mieux adapté au climat et de mieux connaître les lieux. Et ainsi la conquête de l'Algérie, — qui a entraîné celle de la Tunisie et du Maroc, — a commencé par coûter beaucoup de sang français. Après cela, il a fallu organiser et outiller le pays, *recréer* véritablement la terre, en la défrichant, en la rendant capable enfin de nourrir ses habitants : et cela a exigé beaucoup d'or, d'énergie et de persévérance. Pour toutes ces

raisons, nous avons le droit de proclamer hautement que nous y sommes chez nous, non moins que les indigènes. Enfin, nous pouvons être fiers de notre œuvre. Il n'y a pas une colonie au monde qui soit plus marquée que l'Algérie à l'empreinte de la métropole, où le maître soit, en somme, plus estimé du sujet. C'est qu'il y a eu à l'origine de notre conquête beaucoup d'honneur et d'esprit de sacrifice, un réel désir de civiliser l'indigène et de lui être utile. On s'en aperçoit à la bonté durable des résultats.

Maintenant que la période guerrière est close, que les nouveaux venus ont fait souche à leur tour dans le pays, que la paix française est assurée, il convient de se préoccuper d'une autre tâche, peut-être plus longue et plus difficile, qui est de désarmer les haines entre les races, de pacifier les esprits comme les cœurs et enfin de rapprocher les uns des autres les enfants d'un même pays.

Ce rapprochement, et même, jusqu'à un certain point, cette conciliation des races a été possible autrefois. L'est-elle encore aujourd'hui ? J'en suis persuadé, bien que les conditions ne soient plus les mêmes. Et c'est parce que j'en suis persuadé que je convie *tous les Africains* à considérer les ruines latines de leur pays, — symbole d'une union et d'une collaboration qui ont valu à l'Afrique une splendeur et une prospérité jamais retrouvées depuis.



Mais voici bien une autre objection, celle-là au moins imprévue ! D'abord, on me fait observer que rappeler au Musulman d'Afrique ses traditions latines, lui dire, en somme, qu'il est un « Roumi, » c'est exciter ses protestations indignées, attendu qu'il a un mépris profond pour le Roumi et tout ce qui est roumi... Je trouve admirable vraiment cette résignation au mépris chez des gens qui eux-mêmes sont des « Roumis » et qui oublient trop vraiment qu'ils sont des maîtres. Je trouve non moins admirable, chez de prétendus libres penseurs, ce respect de l'ignorance et du fanatisme. Si l'indigène musulman se trompe grossièrement sur ses origines, n'est-ce pas notre devoir, au contraire, de l'avertir de son erreur, — une erreur dont nous ne pouvons que souffrir les uns et les autres et qui contribue à empêcher tout rapprochement entre lui et nous ?

Ce n'est pas tout. Voici le plus beau : « Si vous conviez, me dit-on, les indigènes à vous rejoindre sur le forum de leurs ancêtres, c'est que, secrètement, hypocritement, vous nourrissez le projet de les conduire au baptistère de la basilique prochaine. Sous le couvert de l'archéologie et du patriotisme, vous abritez une propagande confessionnelle. Vous travaillez pour l'Église ! » Et, après avoir brandi l'épouvantail du séparatisme, on dresse devant les esprits timorés le spectre affreux du cléricalisme.

A de tels arguments il n'y a rien à répondre. Ceux qui les soutiennent obéissent à d'invincibles préventions. Quand je me disculperais avec la plus entière bonne foi et la plus claire évidence, ils n'en conserveraient pas moins, au fond d'eux-mêmes, ce préjugé que tout ce qui est romain est suspect, parce que le romain conduit au chrétien. Ah ! plutôt être turc !... Cela me rappelle un photographe juif, que j'avais emmené, au cours d'une randonnée archéologique en Algérie. Cet homme ronchonnait chaque fois que je l'obligeais à braquer son objectif devant un débris romain. Visiblement il avait le romain dans le nez. Un jour qu'il était en train d'opérer, un charmant petit âne vint s'ébaudir au milieu des ruines qu'il photographiait. Sur quoi l'individu me dit, d'un ton rageur : — « Est-ce que je *prends* aussi le bourricot ! Il doit être romain, celui-là encore !... »

Donc, je n'entreprendrai pas de détromper ceux qui sont convaincus que, sous prétexte de ramener l'indigène musulman à la conscience de ses origines, je veux le livrer aux convertisseurs. Mais, comme certains passages de mes études antérieures, — habilement présentés et isolés de leur contexte, — pourraient prêter à des interprétations fâcheuses, qu'on me permette d'y ajouter les éclaircissements que voici.

Si j'ai rappelé aux Musulmans d'Afrique que leurs ancêtres furent chrétiens pendant de nombreux siècles, c'est que j'ai voulu combattre, — et que je veux toujours combattre, — ce préjugé que l'Islam n'est pas seulement une religion, mais un mode de pensée propre aux races africaines et qu'ainsi il n'y a aucun espoir d'amener jamais les indigènes à penser comme nous. Du moment que le contraire a été vrai pendant des siècles, j'estime que c'est un devoir d'humanité de le leur rappeler avec insistance. Par « pensée, » je n'entends pas, ici, la pensée religieuse, mais tout uniment la pensée moderne. Les amener

à penser avec nous sur une foule de points essentiels, en dehors de la religion, ne serait-ce pas un grand pas de fait dans la voie de la conciliation ?

D'autre part, si j'ai évoqué le souvenir des antiquités chrétiennes de l'Afrique devant les chrétiens eux-mêmes, si je leur ai montré dans les vieilles basiliques africaines les aïeules de leurs églises, c'est que j'ai voulu les intéresser directement à la grande œuvre de l'exhumation et de la conservation de ces ruines. Là où l'intérêt scientifique tout seul serait insuffisant à stimuler le zèle et le concours effectif, j'ai fait appel au sentiment religieux. Il ne s'agit pas de convertir les Musulmans et de les traîner en masse au baptistère, il s'agit simplement d'engager les chrétiens de tout pays et de toute confession à venir visiter les ruines des antiques églises qui furent les berceaux de leur foi, — et enfin à soutenir de leurs deniers les fouilles archéologiques, aussi bien celles des temples païens que celles des basiliques chrétiennes. Il me semble qu'un intérêt scientifique et esthétique peut être servi excellemment par un intérêt religieux. N'est-ce pas en ce sens que notre Gouvernement laïque et républicain emploie le zèle de nos missionnaires? Il n'hésite pas à mettre le dévouement et la foi des catholiques au service de la République et de la Nation.

* * *

On a honte vraiment d'être obligé de fournir des explications aussi élémentaires. Il y a là des partis pris et des préjugés tout instinctifs, produits naturels du tempérament de chacun, de son milieu, de son éducation, et dont il est presque impossible de triompher. Mais il en est d'autres qui procèdent uniquement de l'ignorance.

Je répète que l'ignorance française du passé africain est une chose qui stupéfiera nos descendants. On est en train de fonder d'innombrables prix de littérature coloniale, avec l'intention louable de répandre dans le grand public la connaissance de nos colonies. Cela donne l'essor à une foule de plumitifs, qui, sous couleur de mœurs coloniales, nous racontent de plates aventures de moukères, des ragots d'administrations ou de cercles d'officiers. Quand fondera-t-on des prix d'histoire locale, — histoire de l'Afrique, par exemple, à toutes les étapes essentielles de son évolution? Mais, à voir le peu d'empressement que mettent nos

compatriotes à lire les études historiques déjà écrites par nos érudits, depuis bientôt un siècle, sur ce vaste sujet, n'en sera-t-on pas réduit à fonder des prix d'encouragement pour la lecture de l'histoire africaine?

Car enfin, combien sont-ils, parmi nos administrateurs et nos hommes politiques, ceux qui ont parcouru, je ne dis pas des œuvres capitales et un peu spéciales, ou difficiles d'accès — comme l'*Histoire des Berbères* d'Ibn-Khaldoun, traduite par de Slane, ou l'*Histoire des Musulmans d'Espagne* par Dozy, ou *l'Afrique chrétienne* de Paul Monceaux, ou la monumentale *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord* de Stéphane Gsell, — mais des œuvres de vulgarisation, faciles et même agréables à lire, comme *l'Afrique romaine* de Gaston Boissier, ou *l'Afrique chrétienne* de Dom Leclercq?... Il y a quelque vingt ans, Stéphane Gsell écrivit un petit manuel excellent, intitulé *l'Algérie dans l'antiquité*. Tout ce qu'un jeune Algérien doit savoir de son pays y est résumé en quelques pages d'une information et d'une critique très sûres. Ce petit livre, édité par la librairie Jourdan, d'Alger, devrait être aux mains de tous les écoliers d'Algérie, aussi bien ceux des lycées que ceux des écoles primaires. Je suis sûr qu'il moisit dans les catacombes des bibliothèques municipales. L'auteur, y ayant consacré quelques paragraphes à saint Augustin, doit être noté comme un abominable clérical.

Pourtant, si nos administrateurs, si nos fonctionnaires coloniaux, qui s'empressent d'écrire des « Heures d'Afrique » ou des « Impressions du bled » après six mois de séjour en Maurétanie ou en Tunisie, — si tous ceux-là avaient seulement feuilleté le petit livre de Stéphane Gsell, ils s'épargneraient une foule d'erreurs sur le pays qu'ils décrivent si sommairement, ou qu'ils administrent avec une si complète méconnaissance de son passé et de sa psychologie traditionnelle.

Parmi ces erreurs, une des plus graves, c'est celle qui consiste à assimiler la conquête française de 1830 à la conquête romaine, qui suivit la chute de Carthage, en 146 après Jésus-Christ.

Alors que notre domination en Afrique ne put s'étendre qu'au prix des plus grandes luttes, les Romains s'y présentèrent comme les alliés des Africains contre les Carthaginois, et, parfois ils furent appelés spontanément par les populations pour rétablir chez elles l'ordre et la sécurité. C'est ainsi qu'ils entrèrent en Tripolitaine, à la demande des gens d'Œa et de Leptis Magna.

Avant de combattre les Numides, ils les eurent pour amis et compagnons d'armes. En outre, il n'existait, entre eux et les indigènes, aucune haine religieuse particulière. Les cultes de Rome finirent par fusionner avec les vieux cultes lybiques, numides et carthaginois.

Et ainsi voilà déjà des différences capitales entre la conquête romaine et la conquête française. Si les Romains ne furent pas toujours désirés par les indigènes, ils n'excitèrent jamais chez eux les haines fanatiques qui, au début, accueillirent les Français. Quand nous rappelons le souvenir des Romains aux Africains d'aujourd'hui, ce n'est pas celui de conquérants brutaux et sanguinaires que nous évoquons, mais d'amis et d'alliés appelés par leurs pères eux-mêmes.

Autre différence capitale : *il n'y a jamais eu de colonisation romaine en Afrique*, rien, en tout cas, qui ressemble à la colonisation française : pas de créations de villages ou de villes, pas de transplantations de familles, pas d'appel à l'immigration. Avec quelques fonctionnaires, — qui n'étaient pas tous, tant s'en faut, des Romains ou des Italiens d'origine, — Rome exerçait le pouvoir civil et militaire. Elle était l'administration et « l'empire, » rien de plus : c'était le Gouvernement, « le beylick, » comme à l'époque arabe et turque, c'est-à-dire une autorité venue du dehors et superposée à tout un système d'autorités indigènes... Les quelques colonies militaires qui, sous l'Empire, furent fondées dans des villes déjà anciennes, se réduisent à un très petit nombre, — et rien ne prouve que les vétérans qui les composaient n'étaient pas des soldats africains. L'armée elle-même, très peu nombreuse aussi, — environ 13000 hommes pour défendre l'Algérie et la Tunisie, — se recruta sur place à partir du II[e] siècle. L'Afrique était défendue uniquement par des Africains. Au début, la III[e] légion, chargée de cette défense du pays et qui avait son quartier général à Théveste, se composait d'étrangers venus de toutes les régions de l'Empire et non spécialement d'Italiens. Il est même prouvé qu'à cette époque il y avait beaucoup de Gaulois dans la III[e] légion auguste. Si nous pouvions fonder nos droits à l'héritage de Rome sur un autre fait que la possession matérielle de l'empire, il nous serait donc loisible d'invoquer la présence de nos ancêtres aux lieux mêmes où nos zouaves ont aujourd'hui leurs casernes.

Ainsi donc, très peu de Romains proprement dits, ou d'Italiens, dans l'Afrique ancienne. « L'Afrique romaine, » comme « l'Afrique arabe » est une expression conventionnelle, et, dès qu'on la presse, à peu près vide de sens. L'Afrique, au temps des guerres puniques, est déjà un pays latin. *Elle a été latinisée, c'est-à-dire civilisée, bien avant l'arrivée des Romains dans le pays.* Ce que nous appelons « civilisation latine, » c'est la civilisation grecque adaptée aux régions de la Méditerranée occidentale. Que Rome y ait ajouté un apport considérable, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais il n'en est pas moins vrai que l'Afrique était latinisée avant la domination romaine. Et voilà encore une différence considérable entre la conquête romaine et la conquête française. Les Romains, arrivant en Afrique, se sont trouvés en présence d'une civilisation au moins égale, sinon supérieure, à la leur, tandis que, pour nous Français, ce fut le contraire.

Dès les temps puniques, on bâtissait en Numidie des édifices de style hellénisant. Plus tard, sous le roi indigène Juba II, Cherchell, capitale de la Maurétanie, devint un véritable foyer de civilisation grecque. Ce prince, très érudit et polygraphe très fécond, écrivait en grec. D'un bout à l'autre du pays, le grec était parlé et contrebalançait le punique. Et il en fut ainsi jusqu'au IIIe siècle environ, jusqu'à l'époque, où, avec Septime Sévère et ses descendants, ce furent des empereurs africains qui régnèrent à Rome. Alors, la victoire de la langue latine est définitive. Le latin élimine à peu près complètement le grec, et l'on peut dire qu'à partir de ce moment, l'Afrique tout entière est latinisée.

Elle l'a été, parce que les Africains sont venus d'eux-mêmes à une civilisation qu'ils jugeaient préférable à leur barbarie. Ils ont apprécié à leur valeur la bonne police et la bonne administration romaines. Ils ont mieux aimé les maisons bâties à la mode d'Athènes ou d'Alexandrie, la statuaire, la céramique, les bronzes de fabrication hellénistique que leurs magots puniques ou leurs lourdes bâtisses égypto-lybiques. Ils ont trouvé que le grec et le latin exprimaient mieux leur pensée que leurs idiomes locaux, — que c'étaient des outils intellectuels infiniment plus délicats et perfectionnés. Dans leur admiration pour ces langues maîtresses, — langues vraiment dignes de l'Empire, — ils en sont venus à abandonner jusqu'à leurs noms patronymiques,

pour prendre des noms latins. Tantôt ces Africains prennent un nom complet, selon les règles les plus strictes de l'onomastique romaine. D'autres fois, ils se bornent à traduire en latin leurs noms berbères ou carthaginois, ou le nom de leur pays d'origine. On voit à Timgad une épitaphe qui commence par ces mots figurés en mosaïque : GETVLA IN PACE... C'est sans doute la tombe d'une esclave, d'une pauvre négresse, d'une femme des régions sahariennes, qui a cru protéger plus sûrement le souvenir de sa chétive existence en le confiant à la langue de ses maîtres latinisés.

De même que la langue, l'architecture africaine devint bientôt toute latine. Ainsi, les édifices antiques dont est semé le sol africain, sont l'œuvre des indigènes, et non pas d'on ne sait quels hypothétiques vainqueurs, lesquels n'ont jamais résidé dans le pays. Les forums, les temples, les basiliques, les thermes, les théâtres et les amphithéâtres ont été élevés par les Africains, et non par de vagues Romains : si bien qu'aujourd'hui, lorsqu'un indigène passe devant une ruine de l'Afrique latine, il a le droit de la vénérer comme l'œuvre de ses pères. *Ces ruines, dites romaines, sont pour lui, bien plus encore que pour nous, des monuments nationaux.*

Cela étant, on comprendra que j'aie lu avec stupeur, dans un des articles écrits pour me réfuter (1), l'anecdote suivante... Un fonctionnaire français fait des fouilles sur l'emplacement d'une petite ville antique. Devant le caïd du lieu, il découvre une inscription romaine, et, montrant à cet Africain les lettres latines, il lui dit : « Tu vois, *ce ne sont pas tes pères* qui ont bâti cette ville, ce sont les miens ! » Rien de plus faux, — rien qui contribue davantage à perpétuer les malentendus et à éterniser les haines entre les indigènes et nous ! En tenant ces propos au caïd, le fonctionnaire français méconnaissait, avec la vérité historique, l'intérêt de la France.

Il faut crier bien haut le contraire. Je ne me lasserai donc pas de le répéter, et je voudrais que tous les instituteurs d'Algérie et de Tunisie le répétassent à leurs élèves : « les prétendues ruines romaines de l'Afrique du Nord, ruines réellement *africaines*, sont, pour les indigènes, bien plus encore que pour nous, des monuments nationaux. »

(1) Voir, dans la *Revue de France* du 1er janvier 1922, *la France et les indigènes de l'Afrique du Nord*, par M. Gustave Bonger.

En face de ces ruines, ils pourraient rappeler le type le plus complet peut-être d'Africain latinisé, dont l'histoire nous ait gardé le souvenir : Apulée de Madaure. Il l'est d'abord par l'imagination et la sensibilité, par tout ce qu'il y a d'original dans son style. Mais il l'est sûrement aussi par sa naissance.

Sa ville avait été primitivement un « oppidum » du roi Syphax, une forteresse numide. Ensuite elle échut à Massinissa, autre souverain indigène. Puis, à l'époque des Empereurs, elle fut, en quelque sorte, fondée à nouveau par une colonie de vétérans qui vint s'y établir. Mais rien ne nous prouve que ces vétérans n'étaient pas originaires d'Afrique. En tout cas, il semble bien évident, d'après les phrases d'Apulée lui-même, dans son *Apologie*, que, s'il était le descendant d'un de ces vétérans, ce vétéran était d'origine indigène. Les ennemis d'Apulée le traitaient de « demi-Gétule » et de « demi-Numide. » S'il ne l'avait pas été effectivement, cet habile rhéteur n'aurait point manqué de répondre : « Qu'importe le lieu de ma naissance! J'ai pu naître sur les confins de la Numidie et de la Gétulie : je n'en ai pas moins du sang romain dans les veines!... » — Au lieu de cela, il s'évertue à démontrer que le lieu de sa naissance n'influe nullement sur le génie et le caractère d'un homme. On peut être né à Athènes et n'être qu'un Béotien. On peut être né à Thèbes et avoir infiniment d'esprit. C'est ainsi que lui, Apulée, enfant de Madaure, — semi-Gétule et semi-Numide, — n'en est pas moins le maître de l'éloquence et des élégances latines.

Lorsque, de son vivant, ses compatriotes lui élevaient une statue sur le forum, avec cette inscription : *Philosopho platonico, ornamento suo, Madaurenses :* « Au Philosophe platonicien, à leur chère gloire, les habitants de Madaure, » il est bien certain que c'étaient des Africains latinisés, des demi-Gétules et des demi-Numides, eux aussi, qui prétendaient glorifier un de leurs concitoyens, — et non, comme de nos jours, les officiers du Cercle militaire et la population civile de la commune mixte, qui se cotisent pour élever un monument à quelque Français de France ou d'Afrique, à un étranger, immigré comme eux.

* * *

Faut-il rappeler que cette latinisation de l'Afrique fut très inégale, suivant les régions? Il est infiniment probable que la

Maurétanie Tingitane et tout son hinterland, qui est devenu le Maroc actuel, ont été très peu touchés par la civilisation latine. Et ainsi ma théorie du rapprochement avec l'Indigène sur le terrain de la latinité ne jouerait que très imparfaitement, ou même pas du tout, pour ces contrées excentriques.

Les objections faites à cette théorie proviennent de ce qu'on oublie toujours que l'Afrique ancienne est un pays sans unité. Ainsi le veulent sa géographie et son ethnographie. Il est clair que la civilisation des rivages et du Sahel ne peut être celle du Tell, qui ne peut pas être celle des régions sahariennes. Les montagnards de Kabylie ne peuvent point avoir le même genre de vie que les hommes des oasis, vers Biskra et Touggourt. A ces divers compartiments géographiques, — les rivages, le Sahel, le Tell, le Sahara, — véritables cloisons étanches qui divisent le pays, correspondent, de toute évidence, des mœurs et des institutions sociales fort différentes. Il en a toujours été ainsi. Il est probable qu'il en sera longtemps encore, et peut-être toujours ainsi. A l'époque romaine, on distinguait, au plus bas degré de l'organisation politique, ce qu'on appelait les *gentes*, c'est-à-dire, en somme, les tribus indigènes d'aujourd'hui, ayant à leur tête des *reguli*, sortes de « scheicks, » reconnus par l'autorité centrale. Puis à un degré supérieur, les *civitates*, groupement de villages et de fermes autour d'un centre urbain, qui avait déjà un rudiment d'organisation municipale à la romaine. Ensuite, les *municipes*, qui avaient une organisation municipale complète, mais qui ne jouissaient pas de toute la plénitude des droits civiques. Enfin, au sommet de la hiérarchie, les *colonies*, dont les habitants étaient des citoyens romains, possédant toutes les prérogatives attachées à ce titre.

Il est clair que ce sont ces derniers qui étaient le plus profondément latinisés. Avec leurs compatriotes des « municipes » et des « cités, » ils représentaient ce qu'il y avait de plus actif, de plus intelligent et de plus policé dans le pays. Le reste, les nomades du Sud, les montagnards de l'Atlas, restaient forcément en dehors de la cité africaine et latine. C'est ce que saint Augustin appelait avec dédain : *Afri barbari*, — les Barbares d'Afrique. Ceux-là n'entreront jamais, ou difficilement, dans les cadres de notre civilisation, parce que leur genre de vie, leur race et leur climat, sont trop différents des nôtres. Mais ce

qu'on est en droit d'affirmer, c'est que tout ce qui pouvait être latinisé, en Afrique, à l'époque romaine, l'a été.

Quand on me demande avec ironie si je reconnais un Latin dans ce conducteur de chameaux, cet homme du Sud au visage bronzé, qui traverse, d'un air défiant et craintif, les rues de Tunis ou d'Alger, je réponds qu'on se moque de moi. Je n'ai jamais pu soutenir une pareille sottise. Ce que je soutiens, en revanche, contre mes contradicteurs, c'est qu'il est extravagant de ne voir l'Africain, le vrai type représentatif du pays, qu'au plus bas degré de l'échelle humaine. Il est vrai que cela flatte, en une foule d'esprits arriérés, la vieille manie romantique de la couleur locale. Pour les auteurs d' « impressions » de voyages, comme pour les touring-clubs, il n'y a d'africain que ce qui dépayse le bourgeois en déplacement, ce que mes amis d'Alger appellent plaisamment : la triade du palmier, du chameau et de la moukère, — l'Ouled-Naÿl aux joues tatouées et aux lèvres bestiales, ou le gourbi sordide, la masure saharienne, faite de paille et de boue cuite au soleil. Les contemporains d'Apulée et de saint Augustin n'auraient eu que du mépris pour ces Roumis dépravés, à la cervelle évidemment tourneboulée, qui pressent contre leurs cœurs, avec des mines extatiques, les fétiches et les grisgris du nègre. Ils auraient dit à ces malades : « Étrangers, êtes-vous ivres? Les vrais Africains, c'est nous, — nous qui administrons ce pays, qui le rendons habitable et nourricier pour tous, qui empêchons les nomades eux-mêmes de mourir de faim, nous qui, par notre police, obtenons que vous ne soyez pas assassinés en route, nous qui pensons, qui prévoyons, qui bâtissons, qui créons de la beauté pour la joie de vos yeux et l'aliment de votre esprit. Le reste n'est qu'une tourbe de Barbares, — *Afri barbari*. Détournez-en vos yeux et regardez-nous : la véritable Afrique, c'est nous, — nous les Latins, nous les civilisés !... »

***

Or, cette Afrique latine, — ainsi définie, — a, pendant sept siècles, imposé sa civilisation à tout le pays, — et même plus longtemps, si l'on tient compte de ce fait que Carthage elle-même et les royaumes numides étaient déjà hellénisés avant la conquête romaine. Non seulement elle a élevé partout des monuments de magnificence, construit des villes et des for-

teresses, exécuté d'immenses travaux d'utilité publique, changé la face du sol, mais elle a pénétré profondément les mœurs et les usages des populations africaines.

Cette pénétration fut si intime que l'Islam ne s'installa en Afrique qu'au prix des plus grands efforts. Et notons tout de suite que l'Islam n'était alors qu'une religion et non une civilisation. Les conquérants arabes (lesquels étaient en très petit nombre eu égard à l'immensité du pays conquis, — 40000 au plus, nous dit-on), ces conquérants n'apportaient avec eux qu'une doctrine religieuse qui, par la suite, a pu agir profondément sur les mœurs et les caractères, mais qui n'a rien changé au train matériel de la vie. Hommes de la tente, ils n'avaient rien à offrir, mais tout à recevoir et à apprendre des habitants des villes africaines, lesquels avaient poussé au plus haut degré la science et l'art de l'organisation urbaine.

Néanmoins, si peu qu'ils aient modifié les habitudes de la vie locale, ils soulevèrent dans le pays les plus vives résistances. Ibn-Khaldoun lui-même, l'historien arabe, avoue que les Berbères, convertis à l'Islam, apostasièrent jusqu'à douze fois, tant dans l'Afrique proprement dite qu'au Maghreb. Évidemment, cela ne dénote point une foi chrétienne très fervente, fervente jusqu'au martyre, mais cela n'annonce pas davantage des Musulmans bien convaincus. Rappelons-nous d'ailleurs que l'élite de la population avait dû quitter l'Afrique, ou avait été décimée. La religion nouvelle ne s'établit qu'à coup de massacres et de déportations. Mais le christianisme africain avait la vie dure. Sous le pontificat de Grégoire VII, à la fin du XIe siècle, il existait encore à Carthage un primat catholique, et, jusqu'au XIVe, des communautés chrétiennes se perpétuèrent en Barbarie.

Les confins du Sahara, l'Italie, la Gaule, l'Espagne, la Sicile et la Sardaigne se peuplèrent ainsi de fugitifs chrétiens. Un préjugé inextirpable veut que, dans certaines régions de notre Provence, il y ait eu des infiltrations de « Sarrasins » musulmans. Ces « Sarrasins » étaient des chrétiens, des chrétiens d'Afrique. Chrétiens encore les Africains, qui, chassés par les Vandales et les Arabes, s'établirent en Espagne au Ve et au VIIe siècle. Plus tard, lorsque les Maures envahirent l'Andalousie, leurs armées comprenaient des contingents de troupes chrétiennes, — et ces Maures (qui n'étaient point des Arabes)

n'eurent pas besoin d'introduire en Espagne, — comme le rabâchent les manuels d'histoire, — leurs procédés de culture et d'irrigation, ni leurs thermes, ni leurs patios : tout cela, qui est latin et romain, existait dans le pays, bien avant eux.

***

Quoi qu'il en soit, il faut se hâter de convenir que l'Islam, en Afrique, est un fait considérable, un fait de douze siècles, comme on se plaît à le répéter. Il serait aussi ridicule que dangereux d'en nier l'importance.

Mais ce fait, il est non moins absurde de l'accepter, les yeux fermés avec une sorte de vénération mystique, comme une de ces fatalités accablantes que l'on subit sans oser les discuter. Et c'est être mauvais Européens que d'entretenir les musulmans dans ce préjugé que leur religion les met pour ainsi dire à part de l'humanité, que leur pensée est inconciliable avec la nôtre, et qu'en somme c'est à nous de céder, de capituler devant cette intransigeance monstrueuse et de nous proclamer éperdument non pas même les protecteurs, mais les serviteurs de l'Islam.

Si ce n'est là qu'un procédé politique, une ruse de bonne guerre, — très bien ! Une telle conception peut se soutenir, à la condition qu'on y ajoute, dans la pratique, une extrême prudence. On ne veut pas heurter des enfants entêtés et colériques, on feint de flatter leur manie, pour les mieux conduire à ses fins... Mais je crains fort que ce ne soit pas seulement une attitude et une habileté, — et qu'il n'y ait là, réellement, la conviction que l'Islam est une religion unique, étrangère à toute autre, exclusive de toute autre, et qu'il le faut accepter comme tel.

Eh bien, non ! Personne, aujourd'hui, ne peut accepter cela, pas plus le croyant que le libre penseur. En Afrique, comme dans les autres pays islamiques, c'est un devoir, au contraire, pour le Français et pour le civilisé, d'insister surtout, devant le Musulman, sur ce qui nous rapproche de lui, et non sur ce qui nous divise. Rappelons-lui que les origines de nos religions, comme celles de nos civilisations, sont communes ; que l'islamisme, comme le christianisme, est sorti de la Bible ; que l'Islam africain a gardé une foule de traits du christianisme africain primitif, aussi bien l'orthodoxe que le schismatique. Non seulement l'aménagement et la disposition des mosquées et de leurs dépendances, calquées sur la basilique chrétienne, le

culte des reliques et des saints, les *memoriae* se retrouvant dans les *marabouts*, les biens *habous* continuant les biens d'église, — une foule d'autres usages ou institutions, — tout cela porte la marque d'une parenté originelle, mais l'esprit donatiste de l'époque augustinienne se perpétue dans l'Islam africain d'aujourd'hui: même particularisme jaloux qui, après avoir produit les schismes chrétiens, a produit les grandes hérésies musulmanes du moyen âge, — même affectation de rigorisme moral, même fanatisme qui prétend imposer la foi à coups de sabre, qui ne recule pas devant le massacre des Infidèles, même prétention d'être les purs d'entre les purs, même tendance à considérer le reste de l'humanité comme un vil troupeau d'êtres inférieurs et souillés. Avec cela, une foi ardente, intrépide, capable d'aller jusqu'au martyre, une grande simplicité, pour ne pas dire une grande austérité de mœurs et de pratiques religieuses, une haute idée du Dieu unique : voilà bien des caractères que l'Islam africain d'aujourd'hui, et de toujours, semble avoir hérités du donatisme.

Le donatisme n'était qu'un schisme chrétien, qui masquait des intérêts individuels et politiques. Saint Augustin répétait sans cesse que ce rameau détaché de l'arbre du Christ était frappé de stérilité. Il a duré néanmoins deux ou trois siècles, mais il ne paraît point que son contenu doctrinal se soit enrichi ou ait évolué, au cours de ces siècles.

L'esprit qui anime l'Islam africain d'aujourd'hui, n'a pas évolué davantage. C'est une forme religieuse très arriérée, très dépassée, que nous ne connaissons pour ainsi dire plus. Tandis que le christianisme, le catholicisme lui-même, tout en restant identique dans son fond, a évolué, s'est adapté merveilleusement aux conditions de la vie et de la pensée modernes, cet islamisme-là n'a pas bougé, ne veut pas bouger. Ce n'est point notre affaire que d'essayer de le moderniser, cela ne nous regarde pas. Je suis persuadé qu'il serait pour nous très dangereux de vouloir, même avec les plus grandes précautions, diriger l'Islam africain dans ce qu'on appelle « les voies du progrès. » Créer en Afrique, par un zèle inconsidéré, une « question religieuse » serait de la plus folle imprudence. Laissons les Musulmans croire et pratiquer en paix leur religion. Témoignons pour cette religion le respect qui est dû à tout ce qui peut élever et moraliser les hommes. Mais, par un excès

de délicatesse, n'allons pas nous faire plus musulmans que les Musulmans eux-mêmes. N'ayons pas sans cesse les sourates du Coran à la bouche, et, quand les études théologiques agonisent dans les mosquées, n'allons pas les ressusciter, — surtout quand on ne nous demande rien, — en créant des médersas et en stipendiant des professeurs, qui, sous couleur de littérature, replongent leurs élèves dans l'atmosphère islamique la plus fervente et la plus dangereuse pour nous.

Encore une fois, mettons l'Islam de côté, dans nos rapports avec les Musulmans, à moins qu'eux-mêmes ne nous convient à nous en occuper. Cependant, nous pouvons essayer d'attirer les plus intelligents d'entre eux sur le terrain de la culture moderne. Beaucoup en reconnaissent loyalement la nécessité. Tenons-nous-en alors à la science pure et simple, aux affirmations qui unissent les intelligences. Notre idéologie sentimentale et humanitaire aurait sur eux les plus funestes effets. Bientôt nos élèves se retourneraient contre nous, en brandissant d'utopiques Droits de l'Homme et en nous sommant de leur quitter la place. De tout notre enseignement, la seule partie qui puisse agir réellement sur les cœurs, en même temps que sur les intelligences des Musulmans africains, c'est un enseignement historique intégral, qui insisterait sur nos traditions communes. Seuls, les antiques souvenirs de l'Afrique latine peuvent nous rapprocher et nous associer dans un même culte. C'est là un lien un peu fragile, je le reconnais. C'est une amitié d'un caractère plus intellectuel que sentimental que je propose. S'il existe un autre moyen de rapprochement et d'entente, qu'on veuille bien nous l'indiquer. Pour moi, — vaille que vaille, — je n'en connais pas d'autre.



Cela ne veut pas dire, — et c'est même tout le contraire, — que nous devions nous détourner avec horreur de tout ce qui rappelle l'Islam chez les Musulmans africains. L'Islam, — répétons-le encore, — n'est pas une civilisation, mais une religion. A son ombre s'est maintenu intact, pendant des siècles, tout le matériel de l'antique civilisation latine, et, en général, tous les usages qui ne furent pas spécialement abolis ou modifiés par les nouvelles prescriptions religieuses.

Aujourd'hui encore, — même après un siècle d'intense con-

tamination, ou pénétration européenne, — une foule de ces usages, de ces traditions d'art, de métier et de fabrication subsistent toujours : c'est ce que j'ai appelé « du latin que nous ne connaissons plus, » — et que, dans notre ignorance, nous croyons être de l'« arabe » ou du « mauresque. » Avec les innombrables ruines qui couvrent la face du sol africain, ces vestiges d'une civilisation millénaire, — toute cette prétendue couleur locale islamo-orientale, — tout cela continue à attester la latinisation profonde de l'Afrique. Il suffit d'observer et d'étudier autour de soi ; les preuves abondent, se présentent, pour ainsi dire, d'elles-mêmes, à l'appui d'une idée que je crois assez féconde et assez juste pour renouveler et préciser toute notre conception de l'Afrique du Nord... Veut-on des exemples pris absolument au hasard?... Je me rappelle avoir beaucoup admiré, autrefois, chez un ami d'Alger, une copie d'une vieille et charmante fontaine « mauresque, » dont le principal agrément était de faire circuler l'eau, en mille circuits, sur une table de marbre, de façon à produire une véritable arabesque vivante et mouvante, en même temps qu'une sorte de musique ou de chanson de l'eau captive. Quel ne fut pas mon étonnement, quelques années après, d'en retrouver la description dans une lettre de Pline le Jeune ! La fontaine « mauresque » de mon ami était, en réalité, romaine ou latine.

Vers le même temps, ayant eu l'occasion de relire l'*Octavius* de Minucius Felix, mon attention fut attirée par un petit détail du récit liminaire par où s'ouvre ce fameux dialogue. Un des interlocuteurs, apercevant une statue de Sérapis, salue le dieu, en passant, — et il le salue de la main, en se baisant l'index replié : ce qui est, encore aujourd'hui, la salutation des indigènes africains... On n'en finirait pas, si l'on voulait énumérer toutes les survivances antiques qui se sont continuées dans les usages et les mœurs des Musulmans d'Afrique. Je suis à peu près sûr que, si je vais jamais à Fez, je retrouverai, dans les boutiques de la capitale marocaine, du latin qui s'ignore et qu'on ignore. Sans doute, à l'époque romaine, la Maurétanie Tingitane paraît avoir été très peu touchée par la civilisation latine. Mais, depuis des millénaires, toutes les vieilles traditions se refoulent vers le Maghreb rétrograde, avec les races fugitives chassées par l'envahisseur. Cette très vieille Afrique qui, jusqu'à ces derniers temps, s'est retranchée au Maroc et s'est âprement

fermée à l'influence européenne, cette Afrique du passé a sans doute gardé plus intact que l'Algérie profanée le matériel d'une civilisation, à laquelle les conquérants arabes n'ont presque rien ajouté (1).

Si, en réalité, comme je crois, le vieux fonds latin n'a guère changé, en Afrique, il n'en est pas de même du décor architectural. Il serait puéril de nier l'influence orientale, — et sans doute persane, — sur l'art mauresque ou hispano-mauresque. Ces influences orientales ont été subies, à la même époque, par toutes les nations d'Occident, aussi bien par la Chrétienté que par l'Islam. Notre sculpture et notre architecture romanes en offrent des traces évidentes. Cela vient de ce que, sous l'influence de l'idée religieuse, l'axe du monde méditerranéen s'était déplacé. On ne regardait plus vers Rome, mais vers Jérusalem, tombeau du Christ, ou vers Bagdad et La Mecque, tombeau du Prophète ou capitale des grands Califes.

Comme notre art roman, ou notre art gothique, cet art mauresque a des chefs-d'œuvre incontestés, et aussi son charme, très original et très captivant, que je n'ai jamais songé à nier, et que j'ai même célébré maintes fois. Je n'ai nullement l'intention de sacrifier la mosquée à l'arc de triomphe ou à la basilique chrétienne, ni la villa mauresque à la villa romaine. J'exprime tout simplement des préférences, ou je marque des degrés dans mon admiration. J'observe enfin que la villa mauresque n'est que la villa romaine, sous une décoration différente; que la première,— et les échantillons anciens et authentiques en sont fort rares, — est extrêmement incommode pour l'Européen moderne; que les vieux palais barbaresques d'Alger ont dû être sabotés abominablement pour se transformer en archevêché, en préfecture, en caserne, en quartier général de la division, et même pour abriter de simples particuliers. La villa romaine n'est

(1) On objecte à cela : « ce que vous appelez complaisamment du latin n'est peut-être, en somme, que du berbère! » — Encore faudrait-il en être plus sûr que je ne le suis du contraire, et aussi s'entendre sur la signification de ce mot « Berbère, » qui est devenu, dans la langue courante d'aujourd'hui, quelque chose d'aussi conventionnel que les mots *arabe*, *mauresque*, *sarrasin* ou *romain*. Mais, même si l'on parvenait à démontrer que tel objet, tel usage, tel mode de construction est purement berbère, c'est-à-dire antérieur à la civilisation punique et latine, — enfin strictement local, — ce serait déjà un argument décisif contre une intransigeance religieuse qui n'admet rien en dehors de la religion, qui prétend pénétrer la vie tout entière de ses adeptes et qui finit par croire qu'elle a tout inventé autour d'elle.

guère plus confortable pour nous. Elle aussi, elle a besoin d'être adaptée aux exigences de la vie actuelle. Mais elle offre cet avantage d'admettre plus d'air et de lumière, de se prêter à une décoration infiniment plus variée que l'autre, d'être moins banale, jusqu'ici, en Afrique, et même de n'exister pas encore, ou de n'exister plus : ce qui lui confère la beauté des choses à naître et qu'on aime d'autant plus qu'on ne les possède pas.

Sa principale beauté, à mes yeux, ce serait de s'harmoniser parfaitement avec le vieux décor gréco-latin du pays et de rappeler à l'indigène, comme à nous, que l'ossature de sa terre natale est toute latine. Il n'a qu'à la fouiller et à en dénombrer les ruines pour s'en rendre compte. Ce que je cherche, encore une fois, c'est à lui montrer ce qui le rapproche et non ce qui le sépare de nous. Il aura beau s'en défendre, l'idée latine aura beau être expulsée de son esprit et de son cœur, elle n'en continue pas moins à vivre autour de lui et à le servir, à son insu, jusque dans les plus humbles ustensiles... Tout récemment, un administrateur algérien m'écrivait l'anecdote que voici, et que j'ai réservée pour finir, tant elle me paraît frappante et significative. En tournée à travers les montagnes de l'Aurès, ce fonctionnaire reçoit l'hospitalité dans un gourbi indigène. Transi par une nuit glaciale et dévoré par la vermine, il quitte le grabat qu'on lui a préparé, et, pour se réchauffer, il allume dans l'âtre quelques brindilles de bois mort. Allongé dans sa couverture, il regarde le feu qui pétille sur les pierres du foyer, puis ces pierres elles-mêmes : c'étaient deux tuiles plates portant des marques bien connues des archéologues. Le foyer du montagnard bédouin était formé de deux tuiles romaines...

Louis Bertrand.

IMPRESSIONS ET FANTAISIES

LA FORÊT NUE

Par un jour d'hiver tout froid, tout bleu, mais sous un soleil vif qui fait croire au printemps proche, qu'elle est belle, la forêt nue !

Rien, rien, rien, pour la parer que la sincérité de son dépouillement, que l'intégrité des formes des arbres, et des branches brunes, tendues vers le miracle qui viendra, dans une attente paisible et sainte; rien que votre résignation pleine de foi, troncs bruns qui ressemblez de loin à des moines vêtus de bure, debout, en immobile oraison, arbres au froc d'écorce, aux sandales de feuilles mortes; arbres au cœur desquels sommeille la ferveur estivale, j'ai pensé en vous regardant, vous, tout nus flagellés par le vent de janvier, à cette âpre extase, l'extase de n'avoir plus rien, que saint François a nommée la joie parfaite.

Partageons-la, cette joie dénuée et divine; laissons notre esprit, vide comme ce ciel, goûter cette sorte de néant, pareil à l'allégresse, pendant que le corps soumis se contracte, abolit ses sens, accepte l'hiver.

Aucun bruit. Aucune voix, ô délice ! Rien que le silence et ses aromes, une tranquillité si douce au cœur transi et l'espoir confiant des grandes métamorphoses.

Ames des plus chers humains, si, par la vertu singulière d'un pur hiver intérieur, vous vous dévoiliez ainsi comme cette forêt, que seriez-vous, sans vos feuillages ?

A l'orée, avant que les prés et les labours et la route ne recommencent, il y a une plantation de jeunes bouleaux, de ravissants bouleaux d'argent, tout blancs, tout brillants et tout intimidés.

Quel âge peuvent-ils compter, si hauts, si longs, si minces, si flexibles, adolescents qui ont trop vite grandi, et si souples et si étroits que le vent les balance comme des palmes? Ce sont les novices en blanc de la forêt austère, aux tons capucins et franciscains; ils sont si enfants qu'ils ont besoin, pour se sentir heureux, des forces du rythme et de la lumière. Alors, pinceaux légers, ils enluminent cette page d'horizon d'un indigo de missel; ils caressent le ciel de leurs cimes si fines; et, ce faisant, ils oscillent à la mesure d'un muet cantique; il leur faut du mouvement et de la couleur, à ces pauvres petits frères; et, à force de les regarder se balancer, se dodeliner, s'incliner, et se bercer, on se sent pris d'un vertige de voyage, d'une nostalgie bleue et argent, où les bouleaux pieux sans doute se racontent qu'un jour, cessant enfin d'être retenus à la terre, ils iront en pèlerinage jusqu'à l'azuré paradis.

***

Un petit oiseau a volé soudain très bas; un roitelet? si minuscule? bien huppé? Il a fui trop vite; on l'a très mal vu. Et, du fond du bois, un appel d'oiseau si gentil, si peureux, vibre. Encore un; et un autre aussi. Que disent-ils, devant le soleil qui décline? Ils adressent une toute petite supplication aux grandes forces de la nature : « Ah! soyez bonne pour nous qui sommes si petits et qui allons mettre bientôt au monde, au sortir de leurs petits œufs, des enfants plus petits que nous encore. Nous voudrions tant vivre heureux! Finis vite, hiver! Printemps, sois-nous tendre... Pstt... tri-tri-tri, psst, pchtt... » Et, de nouveau, le silence et le froid plus obscur.

Qu'importe! Retournons encore un peu dans la forêt, aux places où les feuilles mortes sont roses; plus loin, là-bas, où les fûts sont en velours émeraude tout habillés par cette mousse brodeuse et si vertement velue que l'on nomme, je crois, Zygodon. Zygodon : on dirait un nom de nain... Et, justement, dans cette déclivité, ne voilà-t-il pas la maison d'un nain, là, toute trapue et toute basse parmi des troncs abattus, à mi-chemin de ce sentier en pente qui s'enfonce si mystérieusement dans le crépuscule? Quelle bizarre cabane où l'on pourrait tout au plus ranger des outils! Mais elle possède une cheminée qui fume; elle possède une fumée aussi grande qu'elle est petite. Habitez-vous ici, nain Zygodon? Viendrez-vous m'ouvrir, si je heurte à votre

porte ? Mais non ; vous ne m'ouvrirez pas. En vain, puisque les nains sont tous cordonniers, vous crierai-je que je vous veux commander une paire de pantoufles dans cette mousse si jolie et qui porte votre nom. Sans doute me répondrez-vous : « Passez votre chemin ; je n'ouvrirai que bien plus tard, plus tard, à la violette qui me coud mes bonnets, ou au muguet qui me montrera clochette blanche... » Mais d'ailleurs, vous êtes peut-être sorti, nain Zygodon ? Il ne reste plus au logis que votre servante ? Elle surveille la marmite, puisque le feu fume ? Non. Jamais servante et marmite ne pourraient tenir ensemble en si petite maison ; vous aurez simplifié les choses ; la servante et la marmite ne font qu'une et si j'insiste et frappe à l'huis trop fort, la marmite va venir m'ouvrir elle-même avec son couvercle à la main.

Adieu, forêt, car il est tard ; le soleil va disparaître et la brume déjà grandit ; en vapeurs froides et parfumées d'essences sylvestres, elle circule entre les arbres, se précise en apparitions, s'effile et se défait ; elle modèle le corps fuyant d'une jolie bête, s'envole comme une fée, s'étire comme une nymphe, imite au ras du sol un vague champ de blancs narcisses... Partons. Partons et hâtons-nous ; car la forêt veut être seule pour créer et réaliser ses songes. Et ce qui se forme en cette ombre, ce sont les secrets du printemps.

CROQUIS

Le kiosque où l'on vend journaux et revues. Ce kiosque est dans un courant d'air au coin d'une avenue et d'une rue. Il est des plus achalandés par des gens qui tiennent leurs chapeaux, relèvent leurs cols, ou se blottissent dans leurs fourrures. Le vent, inlassable, taquine toutes les nouvelles du monde avec ces feuillets imparfaitement retenus qui se rebroussent, claquent et battent, et dont l'agitation froissée ne cesse jamais : quotidiens et périodiques, magazines, modes, littérature, politique, vies plus ou moins parisiennes, grands et petits guignols, sports, toilettes, théâtres, cinémas, crimes et gloires, nouvelles reines, assassins, académies, jockeys, chapeaux, conférences, deuils, mariages, images, dessins, photographies, couleurs, grisailles, grimoires imprimés, couvertures rutilantes, tout cela pêle-mêle vole, vole, vole et voudrait bien voler plus loin. Indifférente au

vent, la marchande, — et pour elle sans doute le plus beau temps du monde est-il celui où les journaux ne remuent pas, — la marchande, empaquetée de lainages, tout au fond de son abri bariolé avec, devant elle, des piles plus pesantes de journaux en tas, et quelques solides revues, semble une sainte saugrenue que l'on vient saluer dans sa niche parmi l'envolement, qui gagnera bientôt le ciel, de ses immenses scapulaires.

La rue est barrée et sent le goudron ; des ouvriers rient ; un brasero rougeoie ; un moineau rôde ; à l'horizon, les Champs-Élysées et une station de taxis qui font une longue chenille vernie. Dans l'avenue, non loin du kiosque, un auto stationne, et de son siège, le chauffeur en poil de bique s'amuse à regarder le vent feuilleter les feuilles et un chien subreptice qui, au pied de ce temple de l'actualité, exprime un dédain non dissimulé pour toute cette prose inutile.

Un gamin à la Poulbot renifle avec convoitise une image violemment coloriée ; un monsieur très bien achète le dernier journal paru ; il dépose ses sous modestement sur l'éventaire ; sainte Journeaude ne le regarde même pas (faudrait voir qu'il n'eût pas de monnaie !). Inclinant son chef sur ses mitaines, sainte Journeaude semble dire : « Ceci vous sera compté en Paradis. Je ne vous oublierai pas dans mes prières... »

Cependant une jeune bonne accorte lui jetant un nom « d'illustré, » elle daigne murmurer au hasard, sans même regarder les ailes en papier de ses cocottes captives : « Je ne l'aurai pas ; ou je ne l'ai plus ; à moins que je l'aie pas encore. »

Il fait froid ; *l'Illustration* en est toute rose ; *le Cri de Paris* a le nez incarnat ; *Fantasio* bleuit ; *la Vie Parisienne* grelotte, décolletée ; *Femina* se blottit près des *Lectures pour tous* qui verdissent. Une dame âgée demande en rougissant *la Semaine de Suzette ;* une petite fille veut *le Temps ;* le caniche d'un voisin vient chercher *les Débats* ; un vieux monsieur crépusculaire s'obstine à réclamer *le Matin*, et moi, je regarde un journal nouveau « essentiellement féminin » qui se nomme *Dalila* ou *Cléopâtre* et sur la première page duquel, poings en gueule et gueules au point, deux hommes demi-nus, féroces, se convoitent ; ce sont Criqui et Ledoux... Au ciel encore clair, au-dessus du kiosque, la lune tôt levée, essentiellement féminine elle aussi, ne peut s'empêcher de sourire au souvenir d'Actéon.

RÉVEILLEZ-VOUS, BELLE ENDORMIE...

Une jeune fille s'endormit... Et ça se passait à Vincennes. Elle dormait, dormait si bien, sans rien demander à personne, était belle et semblait heureuse parmi ses cheveux dénoués. Alors, peut-être croyez-vous qu'on l'a laissée dormir en paix et que je commence un très vieux conte?

Mais non. On a parlé d'elle dans les journaux; on l'appela l'Endormie de Vincennes. On vint la voir, on la secoua, on fit appeler les médecins; on la nourrit avec une sonde; on la piqua, mais non pas du fuseau magique, on la drogua, on la turlupina de façon scientifique, ce qu'on fit à la fin si bien qu'on la réveilla... et la maria.

Et puis on n'en parla plus, — plus du tout et c'est pourtant là que l'histoire commence; car enfin, que ne doit-on pas à une jeune personne qui dormait si bien et n'avait pas dit : « Réveillez-moi à telle heure?... » Le prochain dormeur, averti, jugera plus sûr d'écrire à son chevet une petite pancarte ainsi conçue : « Pas avant dix heures... et dans cent ans s'il vous plaît. »

Auriez-vous pris cette précaution, Belle au bois dormant, s'il avait fallu recommencer, ma chère, sans la vieille fée à la perfide quenouille? Dormir cent ans! Que cela doit sembler bon! Quel teint frais au réveil, quel air reposé, et qu'on doit se sentir dispos quand on s'étire! Et plus de bâillements; fi! l'on n'a plus sommeil.

Mais si l'on n'a pas pris ses précautions avant de s'assoupir et si, comme dans le conte, tout le monde s'endort avec vous et se réveille itou... quelle déception! Rien de changé! Il faudrait donc pouvoir plonger en léthargie en même temps que soi quelques privilégiés, — et pas beaucoup, — et laisser soigneusement tous les autres en état d'activité, afin d'être bien sûr que dans un siècle il n'en restera plus un... plus même l'ombre...

Voilà... L'endormie de Vincennes commençait peut-être un nouveau conte, à la fois véridique, impossible, agréable. Mais, hélas! on l'a réveillée; et quelque drogue sans prestige a pris dans cette guérison le rôle du Prince charmant.

Il n'est donc jamais possible d'être tranquille?

Dites? Auriez-vous osé la troubler, cette dormeuse paisible et souriante, cette dormeuse sans soucis, sans ennuis, sans tour-

ments, sans délires, cette vierge assez sage enfin pour dormir au lieu de vivre, ainsi que toutes les autres qui, bien éveillées, on le sait, sont les vierges folles.

Et qui sait si plus tard, elle n'ira pas gémir près de celui qui vient de la rendre à la vie :

— Pourquoi? Pourquoi? Pourquoi m'avez-vous réveillée? Je vivais un si joli rêve!...

Et il lui répondra :

— Alors, selon vous, j'aurais dû vous laisser dormir jusqu'à votre extrême vieillesse? On vous aurait soignée comme un végétal nocturne, considérée comme une curiosité; vous auriez dormi tout votre rêve et vous vous seriez réveillée au seuil de la mort avec des cheveux blancs. Mais, en vous voyant au miroir, ne vous seriez-vous pas écriée : « J'ai donc dormi tout ce temps-là! Il fallait m'éveiller plus tôt! Vous m'avez volé ma jeunesse; et j'aurais tant voulu la vivre! J'aurais tant voulu rire, jouer, aimer... »

On vous aurait expliqué en vain la faim, la soif, le froid, le chaud, la douleur et la tristesse, la déception et la peine, la fatigue, l'effort, la maladie, le deuil, la trahison, toutes les souffrances qui, en dormant, vous furent épargnées ; mais vous n'auriez jamais compris; surtout si, par la fenêtre ouverte au printemps, vous aviez pu contempler un arbre en fleur...

Allons, tout mal réfléchi, peut-être a-t-on bien agi en vous réveillant. En tout cas, c'est fait ; et puisque c'est fait et le mariage aussi : bonjour, Madame...

JE FONDE UN PRIX...

Ma vieille amie me fit venir et me dit :

— Je veux fonder un prix.

— Vous voulez fonder un prix? Excellente idée. Pas neuve, par exemple. Cela se fait beaucoup cette année.

— Ne vous moquez pas. Pourquoi ? C'est très aimable de fonder un prix. Un prix littéraire s'entend. Mais voilà... à quelle œuvre le décerner... et dans quelles conditions?... J'hésite. J'ai consulté diverses personnes; aucun avis ne me satisfait. Je fonde un prix... Je fonde un prix... Mais quel prix?

— Rien de plus simple, ma chère amie. Mais possédez-vous un dictionnaire? Oui? Sur ce rayon? à la lettre P. Écoutez-moi bien. Je commence.

« Vous pourriez fonder le prix Mate exclusivement réservé au premier des singes auteurs; le Prix Mipare réservé également à l'œuvre d'un premier né, jamais d'un cadet; le Prix Am peut récompenser une étude grecque; le Prix Ere un bel ouvrage religieux; le Prix Mitif un livre sur la peinture et les primitifs, cela va de soi; le Prix Merose ou Prix Mevère me semble indiqué, ainsi que le verbe couronner, pour un ouvrage sur les fleurs, savant ou poétique; le Prix Ma Donna se donnera aux mémoires d'une chanteuse, le Prix Me Sautier à un petit bouquin un peu frais et spontané auquel on pourrait pourtant aussi décerner le Prix Meur. Le Prix Vilège s'offrira à l'auteur le plus recommandé par ses amis et connaissances. Le Prix Smatique sera gardé pour quelque chose d'étincelant, de brillant de mille feux; le Prix Ape récompensera les amoureux des jardins; le Prix Zon attendra un nouveau Silvio Pellico; le Prix Vauté ne peut être fondé par une vieille dame respectable : renonçons-y; vous pourriez vous associer avec votre charmant et incomparable et spirituel ami, le comte Primoli, pour fonder le Prix Moli... Si vous voulez je me charge de lui télégraphier à Rome votre décision... Quant au Prix Fixe, on le donnerait plusieurs années de suite au même auteur pour le même livre... ce qui laisserait au jury le loisir de se reposer.

— Taisez-vous! Vous êtes insupportable; et remettez, s'il vous plaît, le tome du dictionnaire à sa place et à son rang. On ne peut parler avec vous de choses sérieuses.

— Mais si, mais si. Ne vous fâchez pas. Allons, sans plaisanterie, voulez-vous un avis? un vrai?

« Eh bien! offrez tous les ans une forte somme à un jeune homme beau, spirituel, bien doué, gentil, qui n'aura pas encore écrit une ligne; élevez une statuette à son avenir, et par une fête inoubliable célébrez son « vingtenaire. »

— Avez-vous fini de rire?

— Je pars... je pars... Mais convenez auparavant que vous n'avez jamais entendu une proposition plus sensée.

CAUCHEMAR

« ... Me voilà revenue dans ma province où souvent je me remémore, chère amie, les jours vécus avec vous, les amusantes soirées ou matinées de théâtre. Dès que je reviendrai, voulez-

vous, nous irons voir les pièces nouvelles... Je vous fais rire parce que je suis « bon public, » si bon public que, longtemps ensuite, je vois, j'entends encore, je me plais ou me déplais, me divertis ou m'impatiente. Dans ma solitude momentanée j'évoque encore mes impressions et je vis là-dessus jusqu'au plaisir nouveau.

Quel bel affreux moment nous avons passé à *Jacqueline!* Quel talent a cet Henri Duvernois et ont ces Guitry! Quelle poigne! quelle douleur forte, âpre, profonde et dont la réalité me râpe encore! Puis, quelle charmante pièce que *Comédienne!* quel dialogue gai, vivant et simple, d'une si jolie qualité, de tant d'esprit, et d'un si aimable langage! Et, sous ses apparenc s de grâce affectée et pourtant si vraie, quel caractère douloureux, acharné, rebelle que celui de cette *Comédienne* qui, après un essai bien bref de résignation à la nature, ne *veut pas* vieillir, ne veut pas vieillir encore!

Ne veut pas vieillir non plus, cette Léa de *Chéri*, qui, sous ses airs archi-modernes et la saveur juteuse de l'admirable français direct et pur de Colette, est une pièce classique; Léa est une sorte de Phèdre et Chéri un Hippolyte qui, au lieu d'être dévoré par un monstre, par plusieurs monstres fut élevé; vous savez bien, l'étonnante scène des vieilles qui sont Parques, Furies, Euménides, spectres enfin de ce qui fut et fut peut-être beau. Comme on se sent moral après avoir écouté toutes ces choses! Comme on veut être bon ; comme on se résigne à des cheveux blancs; comme elle paraît belle, une vieille grand'mère; et comme on est bien résolue à n'être « pas comme ça!... » Et cette douleur, cette horreur, cette fatalité de ce qui vient trop tard et de tout ce qui passe, c'est bien là une impression que laissent certaines œuvres classiquement tragiques.

Je pense à cette grande œuvre bizarre et profonde, *l'Ame en folie*, où l'homme et ses instincts rôdent dans une « forêt de symboles. » Je revois Mme Piérat dans *Aimer*, où l'auteur ne sait pas ce que l'héroïne veut, mais où l'actrice, elle, est si jolie!... Je revois l'étonnant artiste qu'est Chevalier dans ce *Dédé* si gai et si célèbre, et l'admirable représentation de Molière au Louvre, les bougies, les tapisseries, les costumes, et là de nouveau Mme Piérat encore plus jolie... Puis je passe à Mlle Thérèze Renz, charmante en dompteuse avec son éléphant si bien élevé qu'elle pourrait le mener dans le monde; et aux lions et aux

ours de je ne sais plus quel cirque et aux autres éléphants du Nouveau Cirque, encore. Tout cela fait guignol dans ma cervelle provinciale. Ajoutez-y, comme dans les recettes de cuisine, quelques expositions, les récits de deux triomphes féminins aux Académies et vous allez réunir à peu près les éléments d'un rêve insensé. Pourtant j'avais raffolé de « *Faisons un rêve* »... Mais ce fut un cauchemar que je fis.

J'habite une aquarelle de Waroquier dans une de ces maisons à flanc de montagne dont il excelle à rendre la solidité pierreuse, au bord d'un lac dont il a peint, d'un pinceau chinois, tous les reflets; dans ma chambre il y a la table et le bouquet d'anémones d'une des charmantes natures mortes peintes par Henri Manguin et qui ont succédé chez Druet à l'exposition Waroquier.

Je m'arrache à la magie de ces couleurs enchanteresses; je sors; je m'en vais; et, une fois dans la rue, je me mets à suivre un monsieur respectable, tant je m'étonne de le voir coiffé d'un chapeau féminin orné d'un noir corbeau. Est-ce le carnaval? Le monsieur respectable me conduit jusque dans la cour de l'Institut, au pied de l'illustre Coupole : trente-neuf dames en défendent l'accès par les pas et les entrelacs d'un très étourdissant ballet, qui du vert d'eau au vert billard réunit toutes les nuances vertes. Le monsieur respectable s'assied tristement sur une borne et le corbeau s'envole en criant : « Jamais plus!... » comme dans un poème célèbre.

Ce corbeau m'enlève et me dépose au Louvre. Là, devant l'*Enterrement de Phocion*, l'inoubliable Chevalier fait danser l'héroïne d'*Aimer* en lui chantant le fox-trot qu'auraient bien pu successivement lui fredonner aussi le mari et l'autre :

Si j'avais su, évidemment
J'aurais agi tout autrement...

Vous connaissez l'air; cet air me poursuit et continue jusque dans la salle de tapisseries où, sous la douceur des bougies, des comédiens étincelants jouent *Amphitryon* devant un parterre d'éléphants; ceux-ci manifestent leur plaisir par de longs barrissements; et leurs oreilles palpitent comme de mous éventails. Aux entr'actes, ils s'entretiennent, d'une trompe anxieuse, de ce qui se passe dans l'Inde. Tous leurs habits gris, barrés de quelques grands cordons, font un effet fort distingué. Mais bientôt entrent pêle-mêle, en scène, avec les grands cerfs chers à

Curel, les ours et les lions des deux sexes et de tous les âges. Ils s'agitent, ils rugissent, ils hurlent, ils crient et le vacarme devient terrible. — Le petit chat est mort, gémit une jeune lionne dans un silence. — Je l'ai mangé, crie le lion...; mais à présent je veux *La chair humaine...* » Et la grande Ourse arrosant de larmes sa noire fourrure, et retenant à grand'peine par une patte un petit ourson épouvanté devant sa maturité ténébreuse, la grande Ourse pleure et se lamente et hurle et grogne : « Je ne veux pas vieillir... je ne veux pas vieillir encore ».

« Je crois que j'ai besoin de repos ; n'est-ce pas, chère amie ? »

L'OIGNON DE JACINTHE

Février, saison des jacinthes ! Autant que moi les aimez-vous? Autant que Mme de Montbazon qui, vous le savez, ne voyant pas venir l'homme qu'elle aimait, mourut dans le parfum d'une jacinthe? Du moins Gaspard de la Nuit nous l'affirme et je veux croire que ce rôle de consolatrice fut tenu par une jacinthe bleue, une de ces jacinthes d'un bleu si pâle qu'elles sont déjà toutes prêtes à mêler une âme à leur parfum.

Dès la fin de décembre, les oignons sont étiquetés dans des paniers à la porte des fleuristes, à l'éventaire des marchés : jacinthe rouge, jacinthe blanche, violette ou rosée... Les petites étiquettes annonciatrices des magies sont là, toutes sèches et toutes pratiques, parmi les gros oignons ternes et qui se tiennent cois, sournoisement. Ah ! si l'on ne comptait que sur eux pour savoir quelle couleur ils couvent sous leurs mystérieuses pelures, on ne saurait pas grand'chose. Violacés et brunâtres avec quelques petits vers tortillés au derrière, clos, secrets, laids, rébarbatifs, qu'ils sont tentants, les oignons de jacinthe, qui dans l'hiver et le froid, sous le vent qui glace ou la pluie qui transit, sont des enchanteurs renfrognés, momentanément résignés à être laids, tristes et sombres, parce qu'ils savent posséder le pouvoir qui transforme, et le secret de se faire aimer.

Ne les plantez pas dans des cailloux remplissant avec l'eau une potiche. Certes, il feront tout leur devoir d'oignons bien élevés, ils donneront naissance à des petites feuilles vernies, et à une hampe naine aux fleurs serrées qui se flétriront sans avoir grandi. Donnez-leur plutôt une bonne terre ; et, chaque jour, dans la chambre triste des villes, contemplez les progrès de ce

printemps prisonnier. Attendrissez-vous devant l'ongle vert et luisant de la première pousse, jaillie hors de terre comme si elle l'avait grattée d'un doigt impatient. Voyez monter les feuilles lisses, et à leur abri, comme un bel enfant bien gardé, la grappe close des fleurs futures. Quelquefois, en une nuit, tel un gosse après une maladie, elles grandissent, grandissent étonnamment, les sournoises, comme si elles avaient voulu faire une bonne farce. N'étaient-elles pas toutes petites encore, hier au soir? Et maintenant les voilà grandes; de vraies dames; parées, embaumées; toutes prêtes pour le bal et l'amour. Car, bien vite, les fleurs se sont écartées de la tige mère, se sont dépliées, défroissées, creusées, élargissant leur profond périanthe et, remplissant la pièce hivernale, leur divine odeur murmure à l'oreille du pauvre citadin qu'il y a des champs, des bois, des jardins, des prairies, toute la nature enfin, et ses prodiges, et ses puissances, et l'air libre, et des grands ciels, couleur de cette fleur azurée, et des vents vagabonds, ô pauvres gens captifs de vos mornes travaux dans des maisons fermées, des brises pures et tout imprégnées de parfums sans nombre et changeants.

Chère jacinthe des bois, à la fois violette et bleuâtre comme l'ombre d'un trop beau jour, ô vous simple, sauvage, et du genre « endymion, » je vous aime aussi depuis que je vous cueillais dans mon enfance, saccageant, sous l'œil indulgent d'une grand'mère, pourtant amie des plantes, les clairières du bois de Boulogne, où vous vous épanouissiez pour faire plaisir aux gens de Paris.

Que ce souvenir est honteux et que je m'apparais telle une jeune barbare! Maintenant, si je ne cueille presque jamais les fleurs, c'est que je les aime davantage. Je respecte leur vie charmante. Je ne les sépare pas de la terre où elles sont nées. Je me contente d'accueillir celles que d'autres ont coupées. Et le destin des fleurs me semble émouvant et sacré. Tout donner, grâce, beauté, fraîcheur, odeur : embellir, parer, parfumer les êtres et l'univers; puis mourir, après avoir transmis leur âme pour que nous ne soyons pas trop malheureux! O chères fleurs! O muettes amies! Que deviendraient sans vous les humains penauds, sur la terre dévastée?

Et que vous êtes belle, vous, jacinthe d'Orient, qui venez d'Asie et que courtise jalousement la Hollande amie des aromes, vous qui êtes arrivée, reine au long cortège bariolé, avec tant

de variétés et de dames d'honneur, et de suivantes magnifiques que, parmi elles, l'on ne distingue plus la souveraine.

Vêtues de rouge ou de safran, roses chair, carminées, grenat, et jaunes et violettes comme la nuit, et couleur de ciel au crépuscule et mauves et bleues, à peine bleues comme l'aube, et d'un blanc de lune, et toutes, doubles ou simples, de fleurs petites ou larges, toutes, de chair grasse et si ferme, aux luisants de cire, aux couleurs de fard, droites de sève, juteuses de suc, lourdes de parfums, dans votre robuste élégance, dans votre pimpante grâce, que vous êtes plaisantes, fraîches à l'œil, et merveilleuses au nez et que, dévotement, jacinthes, l'on vous salue !

Il était une fois une petite fille à laquelle une vieille amie donna un oignon de jacinthe. « Petite fille, — lui dit-elle, en faisant sauter dans ses mains ridées la boule aux nombreuses soies qui ressemblent aux soies des ballons, — petite fille, il y a là-dedans un miracle ; oui, mon enfant : de la vie, de la joie, de la couleur épanouie, du parfum clos comme dans un flacon jaloux. Un beau jour tout cela s'exhalera, s'épanouira hors de cette boîte ronde ; c'est un joli cadeau, un présent de conte de fée : soigne-le bien. »

Et la petite fille adora l'oignon de jacinthe ; elle fit sa prière en le contemplant ; elle le berça comme sa poupée ; elle le mit la nuit sous son oreiller et lui donna de grands baisers au réveil, elle le mena même à la promenade. Mais, hélas ! sans eau, sans terre et sans repos, l'oignon se ratatina, mécontent, sans même donner à une petite langue verte, qu'il tire au nez de la vie, pour le principe, jusqu'au fond des caves, le droit de se montrer. Et la petite fille déçue le lança, un jour de visite, à la barbe de la vieille dame vexée.

Hélas ! n'agissons-nous pas ainsi, souvent, comme l'enfant vis-à-vis de son oignon de jacinthe, avec nos plus chers désirs, et nos espoirs, et nos rêves ?

Gérard d'Houville.

LA RUSSIE DES TSARS
PENDANT LA GRANDE GUERRE

V (1)

LE DÉSASTRE ROUMAIN

Vendredi, 15 septembre 1916.

Que les Russes n'aient pas une vision précise de l'*espace* et qu'ils se contentent généralement d'estimations vagues, de chiffres approximatifs, j'ai eu déjà plusieurs occasions de l'indiquer dans ce Journal. Mais leur notion du *temps* n'est pas moins confuse. J'en suis frappé une fois de plus aujourd'hui, tandis que j'assiste, chez Sturmer, à une conférence administrative et militaire où l'on examine les moyens de secourir la Roumanie. Dans le programme de transports qu'on nous expose, la plupart des dates sont incertaines, les délais insuffisants ou excessifs, les concordances problématiques; nous discutons dans le brouillard. Naturellement, cette inaptitude à concevoir les relations temporelles des faits est encore plus sensible chez les illettrés, qui sont la masse. Et toute la vie économique du peuple russe en est ralentie.

Le phénomène s'explique d'ailleurs assez facilement, si l'on admet que la représentation exacte du temps n'est autre chose qu'un ordre de succession introduit dans nos souvenirs et dans nos projets, une organisation de nos images intérieures par rapport à un point de repère qui est notre état présent. Or, le

(1) Voyez la *Revue* des 15 decembre 1921, 1er et 15 janvier, 15 février.

plus souvent, chez les Russes, ce point de repère est vacillant ou voilé, parce que leur perception de la réalité n'est jamais très distincte, parce qu'ils ne circonscrivent pas nettement leurs sensations et leurs idées, parce que leur faculté d'attention est faible, enfin parce que leurs raisonnements et leurs calculs sont presque toujours mêlés de rêve.

* * *

Samedi, 16 septembre.

Sous la pression croissante des Bulgares, les Roumains évacuent progressivement la Dobroudja. Et, chaque jour, chaque nuit, les avions autrichiens, partant de Roustchouk, bombardent Bucarest.

Du jour où la convention Rudéanu a été désavouée, ces malheurs étaient faciles à prévoir. Le Gouvernement roumain paie cher l'erreur qu'il a commise en dirigeant tout son effort militaire sur la Transylvanie, en se laissant leurrer par quelques vagues paroles venues de Sophia, en s'imaginant surtout que les Bulgares pouvaient avoir renoncé à venger par les armes leur désastre et leur humiliation de 1913.

* * *

Dimanche, 17 septembre.

Ce soir, au Théâtre Marie, on représente *Sylvia* et *le Nénuphar*. Dans les deux œuvres, le premier rôle est tenu par la Karsavina.

La salle somptueuse, aux draperies d'azur blasonnées d'or, est comble : c'est la réouverture de la saison hivernale, la reprise des ballets où l'imagination russe se délecte à suivre, au travers de la musique, le jeu des formes fuyantes et des mouvements rythmés. Depuis les fauteuils du parterre jusqu'au dernier rang des galeries supérieures, je n'aperçois que des visages clairs et souriants. Aux entr'actes, les loges s'animent de conversations légères qui égaient les yeux brillants des femmes. Les pensées importunes de l'heure présente, les images sinistres de la guerre, les perspectives sombres de l'avenir se sont dissipées, comme par enchantement, aux premiers sons de l'orchestre. Un rêve agréable flotte dans tous les regards.

L'auteur des *Confessions d'un mangeur d'opium*, Thomas de Quincey, raconte que la drogue opiacée lui procurait souvent

l'illusion de la musique. Inversement, les Russes demandent à la musique les effets de l'opium.

*
* *

Mardi, 19 septembre.

L'hiver s'annonce déjà. Sous le ciel fauve, une pluie lente, invisible et glaciale fait flotter dans l'air comme une vapeur de neige. Dès quatre heures, le jour tombe. Terminant ma promenade vers cette heure-là, je passe devant la petite église du Sauveur-sur-les-eaux, qui s'élève au bord de la Néwa, près de l'Arsenal. J'arrête ma voiture et je descends pour visiter ce poétique sanctuaire, où je ne suis pas venu depuis le début de la guerre.

C'est une des rares églises de Pétrograd, où n'ait pas sévi le style conventionnel et fastueux de l'architecture italo-germanique; c'est peut-être la seule où l'on respire une atmosphère de recueillement, un parfum mystique. Construite en 1910, à la mémoire des 12000 marins morts pendant la guerre contre le Japon, elle reproduit un exemplaire exquis de l'art moscovite au XII[e] siècle, l'église de Bogolioubowo, près de Wladimir.

A l'extérieur, des lignes simples, concises, avec des arcs romans et une svelte coupole. A l'intérieur, dans une pénombre chaude, les parois nues ont, pour seul ornement, des plaques de bronze, où sont gravés les noms de tous les navires, de tous les officiers, de tous les matelots, qui ont péri à Port-Arthur, à Wladivostock, à Tsoushima. Je ne connais rien de plus émouvant que ce nécrologe, dans sa sévérité... Mais l'émotion se transpose et touche au sublime, quand le regard se tourne vers l'iconostase. Au fond de l'abside obscure, un Christ d'une taille surhumaine plane et rayonne dans une buée d'or, au-dessus des flots sombres. Par la majesté de l'attitude, par l'ampleur du geste, par l'infinie commisération qui s'épanche des yeux, l'image rappelle les plus belles mosaïques byzantines.

Quand je suis venu ici la première fois, au début de 1914, je n'avais pas compris tout le symbolisme pathétique de cette effigie sainte. Aujourd'hui, elle m'apparaît d'une grandeur et d'une éloquence prodigieuses, comme si elle traduisait la vision suprême qui soutint, qui apaisa, qui enchanta des milliers et des milliers d'agonies pendant cette guerre.

Par un rapprochement naturel, je me souviens de ce que

Raspoutine disait un jour à l'Impératrice, qui pleurait en apprenant les pertes énormes d'une grande bataille : « Console-toi ! Lorsqu'un *moujik* meurt pour son tsar et sa patrie, une lampe de plus s'allume aussitôt devant le trône de Dieu. »

*
* *

Mercredi, 20 septembre.

Sur tout le front circulaire de la Roumanie, se dessine et s'exécute le plan d'Hindenburg. En Dobroudja et le long du Danube, dans la région d'Orsova et dans les défilés des Carpathes, les forces allemandes, autrichiennes, bulgares et turques exercent une pression convergente et continue, sous laquelle les Roumains fléchissent de toutes parts.

*
* *

Vendredi, 22 septembre.

La fortune politique de Sturmer serait-elle en péril ?

On m'affirme, d'après des indices plausibles, que son ennemi acharné, le ministre de la Justice, Khvostow, l'a ruiné dans l'esprit de l'Empereur, en révélant à Sa Majesté les dessous de l'affaire Manouilow et en l'effrayant par la perspective du scandale imminent. Quels sont ces dessous ? On l'ignore ; mais il n'est pas douteux qu'il y ait un ou plusieurs cadavres entre Sturmer et le directeur de son secrétariat.

On prétend même que le successeur de Sturmer à la présidence du Conseil est déjà secrètement désigné. Ce serait le ministre actuel des Voies de communication, Alexandre-Féodorowitch Trépow. Je n'aurais qu'à me féliciter de ce choix : Trépow est aussi honnête, intelligent et laborieux qu'énergique et patriote.

Je dîne ce soir au restaurant Donon, avec Kokovtsow et Poutilow. L'ancien président du Conseil et le richissime banquier rivalisent de pessimisme ; chacun dépasse l'autre.

Kokovtsow déclare :

— Nous allons à la révolution.

Poutilow reprend :

— Nous allons à l'anarchie.

Pour préciser, il ajoute :

— Le Russe n'est pas révolutionnaire ; il est anarchiste. Et

c'est très différent. Le révolutionnaire a la volonté de reconstruire ; l'anarchiste ne pense qu'à détruire.

*
* *

Samedi, 23 septembre.

Afin de soulager la Roumanie, les Alliés attaquent sur tous les fronts.

En Artois et en Picardie, les Anglais et les Français emportent d'assaut une longue ligne de tranchées allemandes. Dans la région de l'Isonzo, les Italiens accentuent leur offensive à l'Est de Goritz. En Macédoine, les Anglais traversent la Strouma, tandis que les Français et les Serbes, après s'être emparés de Florina, repoussent impétueusement les Bulgares, dans la direction de Monastir. En Volhynie, depuis les marais de Pinsk jusqu'au Sud de Loutzk, les Russes harcèlent les Austro-Allemands. En Galicie, ils avancent vers Lemberg et au Sud-Ouest de Kalicz. Enfin, dans les Carpathes de Bukovine, ils enlèvent plusieurs positions ennemies au Nord de Dorna-Vatra.

*
* *

Mardi, 26 septembre.

La situation empire à Athènes : le duel du Roi et de Venizélos en est à la phase décisive.

Un journaliste russe, dont je connais les accointances avec Sturmer, vient me voir et me confie que « certaines personnes de la Cour » envisagent sans déplaisir l'éventualité d'une crise dynastique en Grèce, et qu'elles fondent même quelque espoir sur le Gouvernement français pour hâter cette crise « qui serait si favorable à la cause des Alliés. »

Je lui réponds, avec prudence, que les idées dont Briand s'inspire dans sa politique envers la Grèce n'impliquent nullement une crise dynastique et qu'il appartient au roi Constantin de réaliser lui-même le magnifique programme d'expansion nationale que les Gouvernements alliés lui proposent. Il n'insiste pas.

Le jeu de Sturmer et des « personnes de la Cour, » dont ce journaliste est l'instrument, n'est pas difficile à pénétrer. Les partisans de l'autocratisme russe ne sauraient évidemment prêter la main au renversement d'un trône. Mais, si les événements de Grèce devaient aboutir à la proclamation d'une ré-

publique, ne vaudrait-il pas mieux, se dit-on, couper court à la crise par une substitution de souverain?... Or, la famille impériale de Russie ne manque pas de candidats. Et, puisqu'un gouvernement autocratique ne saurait décemment se commettre dans une besogne aussi malpropre que la déchéance d'un Roi, le Gouvernement de la République française n'est-il pas tout désigné pour cette répugnante opération ?

Le prince Kotohito Kanin, cousin du Mikado, arrivera demain à Pétrograd ; il vient rendre à l'empereur Nicolas la visite que le grand-duc Georges Michaïlowitch a faite récemment à l'empereur Yoshihito.

Par ordre de la police, on dispose, dans les principales rues, des faisceaux de drapeaux russes et japonais.

Ces préparatifs inspirent aux *moujiks* de singulières réflexions. Mon attaché naval, le commandant Gallaud, me raconte en effet que, tout à l'heure, sur le Champ-de-Mars, son *isvochtchik* s'est retourné vers lui et, montrant les recrues qui faisaient l'exercice, il lui a demandé, d'un air narquois :

— Pourquoi leur apprend-on l'exercice?

— Mais pour se battre contre les Allemands.

— A quoi bon ?... Moi qui te parle, j'ai fait en 1905 la campagne de Mandchourie; j'ai même été blessé à Moukden. Eh bien ! tu vois qu'aujourd'hui on met des drapeaux à toutes les maisons et on dresse des arcs de triomphe sur la Perspective Newsky pour fêter ce prince japonais qui va venir... Dans quelques années, ce sera la même chose avec les Allemands. On les recevra aussi sous des arcs de triomphe... Alors, pourquoi faire tuer des milliers et des milliers d'hommes, puisque cela finira sûrement comme pour le Japon?

***

Mercredi, 27 septembre.

Sturmer vient de passer trois jours à Mohilew, auprès de l'Empereur.

Il a, me dit-on, très habilement plaidé sa cause. De l'affaire Manouilow, il s'est dégagé tant bien que mal, affirmant n'avoir péché que par indulgence et ingénuité. Il a fait valoir enfin que la réunion de la Douma est proche, que les passions révolutionnaires fermentent et qu'il importe plus que jamais de ne

pas affaiblir le Gouvernement. Il en eût été pour ses frais d'éloquence, si l'Impératrice ne l'eût soutenu de toute son opiniâtre énergie. Il est sauvé.

Je le revois aujourd'hui dans son cabinet; il a l'air placide et souriant. Je l'interroge d'abord sur les questions militaires.

— Le général Alexéïew se rend-il un compte exact de l'intérêt supérieur, prééminent, que le salut de la Roumanie représente pour notre cause commune?

— J'ai pu me convaincre que le général Alexéïew attache une très haute importance aux opérations dans la Dobroudja. Aussi, quatre divisions russes et une division serbe ont déjà franchi le Danube; une deuxième division serbe sera expédiée bientôt. Mais c'est le maximum de ce que Sa Majesté l'autorise à faire dans cette région. Vous savez en effet que, du côté de Kovel et de Stanislau, nous avons à lutter contre des forces énormes.

Il me confirme ce que mes officiers m'ont appris d'autre part, à savoir que les armées russes de Galicie ont subi, ces derniers temps, des pertes excessives, sans résultat appréciable. De Pinsk aux Carpathes, elles ont à combattre 29 divisions allemandes, 40 austro-hongroises et deux turques; leur tâche est rendue extrêmement pénible par l'insuffisance de leurs ressources en artillerie lourde et en avions. Puis, nous parlons de la crise ministérielle qui vient d'éclater à Athènes et du mouvement nationaliste qui s'organise autour de Venizélos.

— Je n'ai pas encore eu le temps, me dit Sturmer, de lire tous les télégrammes arrivés cette nuit; mais je peux, dès maintenant, vous confier que l'Empereur s'est exprimé en termes très sévères sur le roi Constantin.



Jeudi, 28 septembre.

Coup de théâtre en Grèce. — Venizélos et l'amiral Coundouriotis se sont embarqués clandestinement pour la Crète, dont les insurgés se sont déclarés en faveur de l'Entente. Des manifestations nationalistes parcourent les rues d'Athènes. En même temps, des milliers d'officiers et de soldats se concentrent au Pirée, exigeant qu'on les transporte à Salonique, afin de s'engager dans l'armée du général Sarrail.

J'examine avec Sturmer les suites possibles de ces événements :

— Il dépend de nous, dis-je, que la situation tourne à notre avantage, pour peu que nous agissions avec promptitude et résolution.

— Assurément... Assurément...

Puis, avec hésitation, comme s'il cherchait ses mots, il reprend :

— Que ferons-nous, si le roi Constantin s'obstine dans sa résistance?

Et il me regarde bizarrement, d'un œil interrogateur et fuyant. Je feins de réfléchir. Il répète sa question :

— Que ferons-nous du roi Constantin?

Si ce n'est une insinuation, c'est du moins une amorce et qui se rattache visiblement à la pseudo-confidence du journaliste russe.

Je réponds, en termes évasifs, que les événements d'Athènes ne me sont pas encore assez exactement connus pour que je me risque à formuler un avis pratique; j'ajoute :

— Je préfère d'ailleurs attendre que M. Briand m'ait instruit de ses vues; mais je ne manquerai pas de lui faire connaître que, dans votre esprit, la crise actuelle met directement en cause le roi Constantin.

Nous passons ensuite à d'autres sujets : visite du prince Kanin, mauvaise tournure des opérations militaires dans la Dobroudja et dans les Alpes de Transylvanie, etc.

En me retirant, je remarque sur les panneaux du cabinet trois gravures qui n'y étaient pas la veille. L'une représente le congrès de Vienne, l'autre le congrès de Paris, la troisième le congrès de Berlin.

— Je vois, mon cher président, que vous vous êtes entouré d'images suggestives.

— Oui, vous savez que j'aime passionnément l'histoire. Je ne connais rien de plus instructif...

— Et de plus trompeur.

— Oh! ne soyez pas sceptique! On ne croit jamais assez!... Mais vous ne remarquez pas ce qu'il y a de plus intéressant.

— Je ne vois pas...

— Cette place vide!

— Eh bien?

— C'est la place que je réserve pour le tableau du prochain congrès, et qui s'appellera, si Dieu m'entend, le congrès de Moscou!

Il fait un signe de croix et ferme un instant les yeux, comme pour une courte oraison.

Je réponds simplement :

— Mais y aura-t-il un congrès? Ne sommes-nous pas convenus que nous imposerions nos conditions à l'Allemagne?

Poursuivant son idée, la figure extatique, il répète :

— Comme ce serait beau à Moscou!... Comme ce serait beau!... Dieu donne! Dieu donne!

Il se voit déjà chancelier de l'Empire, successeur des Nesselrode et des Gortchakof, inaugurant le congrès de la paix générale au Kremlin. La mesquinerie du personnage, sa sottise, son infatuation se révèlent là tout entières. Dans sa lourde tâche, une des plus lourdes qui aient jamais pesé sur les épaules d'un homme, il n'aperçoit qu'une occasion de gloriole... et de profits personnels.

Le soir, je retourne, en grand uniforme, au ministère des Affaires étrangères, où le président du Conseil offre un dîner de gala au prince Kanin.

Trop de lumières, trop de fleurs, trop d'argenterie et d'orfèvrerie, trop de mets, trop de valetaille, trop de musique! C'est aussi assourdissant qu'éblouissant. Je me rappelle comme la maison avait meilleur ton sous le règne de Sazonow, comme le luxe officiel restait de bon goût.

La table est présidée par le grand-duc Georges-Michaïlowitch ; je suis assis à la gauche de Sturmer.

Pendant tout le dîner, nous ne parlons que de questions banales. Mais, au dessert, Sturmer me dit *ex abrupto :*

— Le congrès de Moscou!... Ne pensez-vous pas que ce serait une consécration superbe de l'alliance franco-russe? Un siècle après l'incendie, notre ville sainte verrait la Russie et la France proclamer la paix du monde!...

Et il développe complaisamment ce thème.

Je reprends :

— J'ignore tout à fait les vues de mon Gouvernement sur le siège du prochain congrès, et je serais même surpris que, dans l'état de nos opérations militaires, M. Briand ait arrêté son esprit sur une éventualité aussi lointaine. Je ne souhaite pas, d'ailleurs, comme je vous le disais ce matin, qu'il y ait un congrès. Nous avons, selon moi, un intérêt majeur à régler

entre Alliés toutes les conditions générales de la paix, afin de les imposer en bloc à nos ennemis. Une partie du travail est déjà faite; nous sommes d'accord pour Constantinople, les Détroits, l'Asie-Mineure, la Transylvanie, le littoral adriatique, etc. Le reste se fera en temps opportun... Mais, avant tout et par dessus tout, pensons à vaincre. Notre devise devrait être : *Primum et ante omnia, vincere!*... A votre santé, mon cher président!

Au cours de la soirée, je m'entretiens avec le prince Kanin. Après m'avoir rappelé son long séjour en France, à l'École de Saumur, il m'exprime combien la réception cordiale de l'Empereur l'a touché et comme il a été agréablement impressionné par l'accueil de la foule. Nous parlons de la guerre ; j'observe qu'il se dérobe à toute considération précise, à tout jugement des situations et des faits. Sous ses formules froidement laudatives, je devine son mépris pour les vaincus de 1905, qui ont si mal profité de la leçon.

***

Vendredi, 29 septembre.

La situation économique a beaucoup empiré, ces derniers temps. Le renchérissement de la vie est une cause de souffrance générale. Sur les articles de première nécessité, la majoration s'élève au triple par rapport au début de la guerre ; elle atteint même au quadruple pour le bois et les œufs, au quintuple pour le beurre et le savon. Les causes principales de cette situation sont malheureusement aussi profondes qu'évidentes : fermeture des marchés étrangers, encombrement des voies ferrées, désordre et improbité de l'administration.

Que sera-ce bientôt, quand il faudra compter en plus avec les rigueurs de l'hiver, avec l'épreuve du froid, plus cruelle encore que celle de la faim ?

***

Samedi, 30 septembre.

Une bataille opiniâtre se livre en Galicie, entre le Styr et la Zlota Lipa. Les Russes, qui ont pris l'offensive, essaient de s'ouvrir une brèche dans la région de Krasné et de Brzézany, à 50 kilomètres de Lemberg.

***

Dimanche, 1er octobre.

Réception à l'ambassade du Japon, en l'honneur du prince Kanin. La soirée est des plus brillantes; le grand-duc Georges, le grand-duc Serge, le grand-duc Cyrille, etc., y assistent.

Je félicite mon collègue Motono de son succès. Il me répond, avec sa finesse et son flegme habituels :

— Oui, c'est assez réussi... Quand je suis arrivé comme ambassadeur à Pétrograd, en 1908, on me parlait à peine, on ne m'invitait nulle part, et les grands-ducs affectaient de ne pas me connaître... Aujourd'hui, tout est changé. Le but que je m'étais donné est atteint : le Japon et la Russie sont liés d'une véritable amitié...

Tandis qu'on se presse au buffet, j'avise un haut fonctionnaire de la cour, E..., qui, m'ayant pris en amitié, ne manque jamais une occasion d'épancher dans mon cœur son nationalisme soupçonneux et intempérant. Je lui demande de ses nouvelles. Sans avoir paru entendre ma question, il me désigne Sturmer, qui pérore à quelques pas de nous. Puis, le visage tragique, il me lance :

— Monsieur l'ambassadeur, comment vous et votre collègue d'Angleterre n'avez-vous pas déjà mis fin aux trahisons de cet homme?

Je le calme :

— C'est un sujet que je traiterai volontiers avec vous... mais ailleurs qu'ici. Venez donc déjeuner en tête-à-tête, jeudi.

— Je n'y manquerai certes pas.

***

Lundi, 2 octobre.

La bataille, engagée entre le Styr et la Zlota Lipa, se poursuit avantageusement pour les Russes, qui ont défoncé les premières lignes de l'ennemi et lui ont fait 5000 prisonniers.

Mais une contre-attaque puissante des Allemands se dessine à cent kilomètres au Nord, dans la région de Loutzk.

***

Mardi, 3 octobre.

Sturmer a réussi à faire sauter son mortel ennemi, le ministre de l'Intérieur, Khvostow; il n'a donc plus rien à craindre de l'affaire Manouilow.

Le nouveau ministre de l'Intérieur est un des vice-présidents de la Douma, Protopopow. Jusqu'à ce jour, l'Empereur n'a que très rarement choisi ses ministres dans la représentation nationale. Le choix de Protopopow ne présente cependant aucune évolution vers le parlementarisme. Loin de là.

Par ses opinions antérieures, Protopopow était classé comme un « octobriste, » c'est-à-dire un libéral très modéré. Au mois de juin dernier, il a fait partie de la délégation parlementaire qui s'est rendue en Occident et, tant à Londres qu'à Paris, il s'est montré un fervent adepte de la guerre à outrance. Mais, au retour, pendant un arrêt à Stockholm, il s'est prêté à une étrange conversation avec un agent allemand, Paul Warbourg, et, quoique l'affaire soit restée assez obscure, il a indubitablement parlé en faveur de la paix.

Rentré à Pétrograd, il a lié partie avec Sturmer et Raspoutine, qui l'ont aussitôt introduit auprès de l'Impératrice. Sa faveur a été prompte. Il a été tout de suite initié aux conciliabules secrets de Tsarskoïé-Sélo ; il y avait droit pour sa maîtrise dans les sciences occultes, principalement dans la plus haute et la plus ténébreuse de toutes : la nécromancie. Je sais en outre, avec certitude, qu'il a eu jadis une maladie infectieuse, qu'il en a conservé des troubles nerveux et que, récemment, on a observé chez lui des prodromes de la paralysie générale. La politique intérieure de l'Empire est donc en de bonnes mains !

***

Mercredi, 4 octobre.

Le grand-duc Paul, dont c'est aujourd'hui la fête, m'a invité à dîner ce soir avec le grand-duc Cyrille, et sa femme la grande-duchesse Victoria, le grand-duc Boris, la grande-duchesse Marie-Pavlowna seconde, Mme Narischkine, la comtesse Kreutz, Dimitry Benckendorff, Savinsky, etc.

Il y a comme un voile de mélancolie sur tous les visages. Il faudrait être aveugle, en effet, pour ne pas voir les signes funestes qui s'accumulent à l'horizon.

La grande-duchesse Victoria me parle avec angoisse de sa sœur, la reine de Roumanie. Je n'ose la rassurer. Car c'est à grand peine que les Roumains résistent encore sur les Carpathes et, pour peu qu'il faiblissent, ce sera le désastre total.

— De grâce, me dit-elle, insistez pour qu'on envoie immé-

diatement des renforts là-bas!... D'après ce que m'écrit ma pauvre sœur, et vous savez comme elle est courageuse, il n'y a plus un instant à perdre : si la Roumanie n'est pas secourue sans retard, la catastrophe est certaine.

Je lui raconte mes instances quotidiennes auprès de Sturmer :

— Théoriquement, il souscrit à tout ce que je lui dis, à tout ce que je lui demande. En fait, il se retranche derrière le général Alexéïew, qui ne semble pas comprendre le danger de la situation. Et l'Empereur ne voit que par les yeux du général Alexéïew.

— L'Empereur est dans un état d'esprit déplorable!

Sans s'expliquer davantage, elle se lève brusquement et, sous le prétexte de prendre une cigarette, elle rejoint le groupe des dames.

J'entreprends alors et séparément le grand-duc Paul, le grand-duc Boris et le grand-duc Cyrille. Ils ont vu le Tsar récemment; ils vivent dans la familiarité de son entourage : ils sont donc bien placés pour me renseigner. Je me garde néanmoins de les interroger trop directement; car ils se déroberaient.. D'une façon incidente et comme sans y attacher d'importance, je fais intervenir les opinions du souverain; j'allègue telle décision qu'il a prise, tel propos qu'il m'a tenu. Ils me répondent sans méfiance. Et leurs réponses, qu'ils n'ont pu concerter, ne me laissent aucun doute sur l'état moral de l'Empereur. Dans son langage, rien n'est changé; il affirme toujours sa volonté et sa certitude de vaincre. Mais, dans ses actes, dans sa physionomie, dans son attitude, dans tous les reflets de sa vie intérieure, on devine le découragement, l'apathie, la résignation.

***

Jeudi, 5 octobre.

Le haut fonctionnaire de la cour, E..., vient déjeuner à l'ambassade. Pour le mettre tout à l'aise, je n'ai convié personne autre.

Tant que nous sommes à table, il se contient, à cause des domestiques. De retour au salon, il avale coup sur coup deux verres de fine champagne, s'en verse un troisième, allume un cigare et, le visage coloré, le front haut, il me demande hardiment :

— Monsieur l'ambassadeur, qu'attendez-vous, votre collègue d'Angleterre et vous, pour mettre fin à la trahison de M. Sturmer?

— Nous attendons de pouvoir formuler contre lui un grief précis .. Officiellement, nous n'avons rien à lui reprocher; ses paroles et ses actes sont d'une correction parfaite. A tout instant même, il nous déclare : « La guerre à outrance !... Pas de miséricorde pour l'Allemagne ! ... » Quant à ses pensées intimes et à ses manœuvres secrètes, nous n'avons que des impressions, des intuitions, qui nous permettent tout au plus d'esquisser des conjectures et des soupçons. Vous nous rendriez un service éminent, si vous pouviez nous citer un fait positif à l'appui de votre conviction.

— Je ne connais aucun fait positif. Mais la trahison est évidente. Ne la voyez-vous pas?

— Il ne suffit pas que je la voie ; il faut encore que je sois en mesure de la faire voir à mon Gouvernement d'abord, à l'Empereur ensuite... On ne s'engage pas dans une affaire aussi grave, sans même un commencement de preuve.

— Vous avez raison.

— Puisque nous en sommes réduits provisoirement aux hypothèses, dites-moi, je vous prie, comment vous vous représentez ce que vous appelez la trahison de Sturmer?

Il m'expose alors que Sturmer, Raspoutine, Dobrowolsky, Protopopow et consorts n'ont, par eux-mêmes, qu'une importance secondaire et subalterne, qu'ils sont de simples instruments aux mains d'un syndicat anonyme et peu nombreux, mais très puissant qui, par lassitude de la guerre, par crainte de la révolution, exige la paix.

— A la tête de ce syndicat, poursuit-il, vous trouverez naturellement la noblesse des provinces baltiques et toutes les principales charges de la cour. Ensuite, il y a le parti ultra-réactionnaire du Conseil de l'Empire et de la Douma, puis Nos seigneurs du Saint-Synode, enfin, tous ces messieurs de la haute finance et de la grande industrie. Par Sturmer et Raspoutine, ils tiennent l'Impératrice et, par l'Impératrice, l'Empereur.

— Oh! ils ne tiennent pas encore l'Empereur!... Et ils ne le tiendront jamais ! Je veux dire qu'ils ne l'amèneront jamais à se séparer de ses alliés.

— Alors, ils le feront assassiner ou ils le forceront à abdiquer.

— Abdiquer?... Vous voyez l'Empereur abdiquant? Et en faveur de qui?

— En faveur de son fils, sous la régence de l'Impératrice. Soyez sûr que c'est le plan de Sturmer, ou plutôt de ceux qui le mènent... Pour arriver à leurs fins, ces gens-là ne reculeront devant rien : ils sont capables de tout. Ils provoqueront des grèves, des émeutes, des *pogroms*, des crises de misère et de famine : ils créeront partout une telle gêne, un tel découragement, que la continuation de la guerre deviendra impossible. Vous ne les avez pas vus à l'œuvre, en 1905!

Je résume tout ce qu'il vient de me dire, et je conclus :

— La première chose à faire est de démolir Sturmer. Je vais y travailler

***

Samedi, 7 octobre.

Entre le Styr et la Zlota Lipa, les Russes sont arrêtés par les ouvrages inexpugnables accumulés devant Lemberg. Ils sont, de plus, obligés de reporter leur effort principal à cent kilomètres au Nord, dans la région de Loutzk, où les Allemands les attaquent vigoureusement.

Depuis le début de leur vaste offensive, les armées du général Broussilow ont capturé 430 000 hommes, 650 canons et 2 700 mitrailleuses.

Mme G., dont le mari occupe un poste important au ministère de l'Intérieur, est depuis nombre d'années l'Égérie de Sturmer. Intrigante et ambitieuse, elle a soutenu Boris-Wladimirowitch pendant toute sa carrière administrative. Depuis qu'elle a réussi à en faire, par la grâce de Raspoutine, un président du Conseil, les rêves de grandeur qu'elle forme pour lui n'ont plus de limite. Elle disait récemment à une de ses amies, en soulignant ses paroles avec une gravité mystérieuse, comme si elle confiait un secret d'État : « Vous assisterez bientôt à de grandes choses. Avant peu, notre chère patrie entrera dans la vraie voie du salut. *Boris-Wladimirowitch sera le Premier Ministre de Sa Majesté l'Impératrice!...* »

***

Dimanche, 8 octobre.

Une personne qui me renseigne assez exactement sur ce qui se dit et sur ce qui se fait dans les milieux avancés, me signale

un travail très actif du parti « social-démocrate » et surtout de sa fraction extrême, les *bolcheviki*.

La prolongation de la guerre, l'incertitude de la victoire, les difficultés de la situation économique ont ranimé les espérances révolutionnaires. On se prépare à la lutte qu'on croit prochaine.

Les chefs du mouvement sont les trois députés « travaillistes » de la Douma, Tcheidzé, Skobélew et Kérensky. Deux influences très fortes s'exercent aussi de l'étranger, celle de Plékanow, qui vit à Paris, et celle de Lénine, qui est réfugié en Suisse.

Ce qui me frappe surtout dans le triumvirat de Pétrograd, c'est le caractère pratique de son activité. Les déceptions de 1905 ont porté leurs fruits. On ne cherche plus à s'entendre avec les « cadets, » qui sont des bourgeois et ne comprendront jamais le prolétariat; on ne se fait plus d'illusion sur le concours immédiat qu'on peut espérer des masses rurales et l'on se borne à leur promettre le partage des terres. Avant tout, on organise la « révolution armée. » C'est par un étroit contact entre les ouvriers et les soldats qu'on établira « la dictature révolutionnaire. » C'est par l'union intime de l'usine et de la caserne qu'on remportera la victoire. Kérensky est l'âme de ce travail.

***

Lundi, 9 octobre.

Le nouveau ministre de l'Intérieur, Protopopow, affirme des opinions et un programme ultra-réactionnaires. Il ne craindra pas, dit-il, d'affronter les forces de la révolution ; il les provoquera, au besoin, pour les briser d'un seul coup ; il se sent de taille à sauver le tsarisme et la sainte Russie orthodoxe : il les sauvera... Tels sont les propos qu'il tient devant ses intimes, avec une loquacité intarissable et des sourires pleins de suffisance. Pourtant, voilà quelques mois à peine, on le comptait parmi les libéraux modérés de la Douma. Ses amis d'alors, qui l'estimaient assez pour l'avoir élevé à la vice-présidence de l'assemblée, ne le reconnaissent plus.

La brusquerie de sa conversion s'explique, m'assure-t-on, par son état de santé : les altérations subites du caractère et l'exaltation des facultés imaginatives constituent des prodromes typiques de la paralysie générale. Ce qui est certain, d'autre

part, et que je viens d'apprendre, c'est qu'il a été mis en rapports avec Raspoutine par son médecin, le thérapeute Badmaïew, ce charlatan mongol, qui applique à ses malades les artifices magiques et la pharmacopée abracadabrante des sorciers thibétains. J'ai déjà noté l'alliance qui s'est nouée jadis, au chevet du petit Césaréwitch, entre le médicastre spirite et le *staretz*.

Initié depuis longtemps aux doctrines occultes, Protopopow était un client prédestiné de Badmaïew. Celui-ci, qui machine sans cesse quelque intrigue, a tout de suite compris que le vice-président de la Douma serait une précieuse recrue pour la camarilla de l'Impératrice. Au cours de ses opérations cabalistiques, il n'a pas eu de peine à prendre de l'ascendant sur cet esprit déséquilibré, sur ce cerveau avarié, où se trahissent déjà les signes précurseurs de la mégalomanie. Bientôt, il le présentait à Raspoutine. Le politicien névropathe et le thaumaturge mystique s'enchantèrent l'un l'autre. Quelques jours plus tard, Grigory désignait Protopopow à l'Impératrice comme le sauveur que la Providence réservait à la Russie. Sturmer appuya servilement. Et l'Empereur, une fois de plus, céda...



Mardi, 10 octobre.

Sur toute la ligne, les Roumains reculent. Impéritie du Haut-Commandement, fatigue et découragement des troupes : les nouvelles sont détestables.

Fort heureusement, le général Berthelot, qui va diriger la mission militaire française en Roumanie, vient d'arriver à Pétrograd. J'ai de lui la meilleure impression. La finesse malicieuse du regard contraste avec la corpulence massive; l'esprit est lucide et réfléchi, la parole simple et juste. Mais ce qui domine dans toute la personne, c'est la volonté, une volonté calme, souriante, inflexible.

Je le présente à Sturmer et nous délibérons aussitôt. Nératow et Buchanan assistent à l'entretien. Je reprends le thème, tant de fois développé, de l'importance capitale que les opérations de la région danubienne présentent pour la Russie.

— Malgré les brillants succès du général Broussilow, votre offensive n'a pas justifié nos espérances. A moins d'un événement heureux qui, de jour en jour, est moins probable, tout le front russe, de Riga aux Carpathes, risque d'être bientôt bloqué,

faute d'artillerie lourde et d'avions. Dans ces conditions, si nous laissons écraser la Roumanie, si Bucarest et Constantza tombent aux mains de l'ennemi, c'est la Russie qui en supportera principalement les conséquences, puisque Odessa sera dès lors menacé et que la route de Constantinople sera coupée. Devant une pareille perspective, le général Alexéïew ne pourrait-il donc prélever, sur l'effectif total de ses armées, la valeur de trois ou quatre corps à expédier au secours de la Roumanie? L'offensive de l'armée de Salonique est en bonne voie; mais son effort sera stérile, si l'armée roumaine est mise hors de combat.

Le général Berthelot soutient la même thèse, avec des arguments précis et détaillés. Sir George Buchanan l'appuie également. Sturmer acquiesce, comme toujours... en réservant, comme toujours aussi, l'opinion du général Alexéïew.



Mercredi, 11 octobre.

Mon collègue du Japon, le vicomte Motono, vient d'être nommé ministre des Affaires étrangères. De tous les Japonais que j'ai connus, c'est assurément l'esprit le plus libre, le plus instruit de la politique européenne, le plus ouvert à la pensée et à la culture européennes. Je perdrai en lui un collègue excellent, d'un commerce très sûr, et remarquablement informé.

Après l'avoir félicité, je l'interroge sur la direction qu'il se propose d'imprimer à la diplomatie japonaise.

— J'essaierai, me répond-il, d'appliquer les idées que je vous ai si souvent exprimées. Je voudrais tout d'abord rendre plus efficace notre coopération à la guerre. Ce sera la partie la plus difficile de mon rôle; car notre opinion publique ne conçoit pas le caractère universel des problèmes qui se résolvent actuellement sur les champs de bataille d'Europe.

Cette déclaration n'a rien qui me surprenne. Il a toujours prêché en effet à son Gouvernement une intervention plus active dans le conflit européen ; il s'est même efforcé d'obtenir que des corps d'armée japonais fussent expédiés en France ; il a prodigué enfin ses instances pour accroître et accélérer les envois d'armes et de munitions japonaises en Russie. Dans toutes les conjonctures, il s'est placé au point de vue le plus élevé de l'Alliance...

Au moment de nous séparer, il me dit :

— Et la situation intérieure? N'en êtes-vous pas inquiet?

— Inquiet, non. Préoccupé, oui... D'après tous mes renseignements, les partis libéraux de la Douma sont résolus à ne relever aucune des provocations du Gouvernement et à ajourner leurs revendications. Le danger ne viendra donc pas d'eux; mais leur volonté peut être dominée par les événements. Une défaite militaire, une famine, une révolution de palais, voilà ce que je redoute surtout. Si l'un de ces trois événements se produit, c'est la catastrophe certaine.

Motono reste silencieux. Je reprends :

— Vous n'êtes pas de mon avis?

Nouveau silence. Sa figure se contracte dans une réflexion aiguë. Puis :

— Vous venez de traduire si exactement mon opinion, que je croyais m'entendre parler moi-même.

***

Vendredi, 13 octobre.

Le ministre de Roumanie, Diamandy, que Bratiano avait gardé auprès de lui depuis deux mois, est rentré ce matin à Pétrograd, après un arrêt à la *Stavka*. Il vient me voir.

— L'Empereur, me dit-il, m'a accueilli de la façon la plus cordiale et m'a promis de faire tout son possible pour sauver la Roumanie. J'ai été beaucoup moins satisfait de mes entretiens avec le général Alexéïew, qui semble ne pas comprendre l'effrayante gravité de la situation ou qui obéit peut-être à des arrière-pensées égoïstes, à la préoccupation exclusive de ses propres opérations. J'avais mission de lui demander l'envoi *immédiat* de trois corps d'armée dans la région située entre Dorna-Vatra et la vallée de l'Ojtuz; ces trois corps franchiraient les Carpathes par Piatra et Palanka; ils marcheraient droit vers l'Ouest, c'est-à-dire vers Vasarhely et Klausenbourg. L'invasion de la Valachie par les Carpathes du Sud en serait aussitôt arrêtée. Mais le général Alexéïew ne consent à envoyer que deux corps d'armée, qui devront opérer uniquement dans la vallée de la Bistritza, autour de Dorna-Vatra, en liaison avec l'armée du général Letchinsky. Et ces deux corps seront prélevés sur l'armée de Riga, de sorte qu'ils n'arriveront en Transylvanie que dans quinze ou vingt jours!... Malgré mes objurgations, je n'ai pu le convertir aux idées de l'État-major roumain.

Il me confie ensuite la douloureuse impression sous laquelle il a quitté son pays. L'ancienneté de notre amitié lui permet de s'épancher librement. Je lui représente avec force que les échecs militaires n'ont rien d'irréparable, mais que, si le Gouvernement et le peuple roumains ne se ressaisissent pas immédiatement, la Roumanie est perdue sans retour :

— Il faut, à tout prix, que votre pays se redresse et que vos ministres reprennent courage. Ils vont d'ailleurs recevoir, dans la personne du général Berthelot, un tonique merveilleux.

***

Lundi, 16 octobre.

Depuis quelques jours, une rumeur bizarre circulait à Pétrograd; on affirmait, de toutes parts, que Sturmer avait enfin démontré à l'Empereur la nécessité de terminer la guerre en concluant, au besoin, une paix séparée. Plus de vingt personnes étaient venues m'interroger. Chacune avait reçu de moi la même réponse :

— Je n'attache à ces racontars aucune importance. Jamais l'Empereur ne trahira ses alliés.

Je pensais néanmoins que la légende n'aurait pas rencontré un tel crédit sans la collusion de Sturmer et de sa bande.

Aujourd'hui, par ordre de l'Empereur, l'Agence télégraphique publie une note officielle qui dément catégoriquement « les bruits propagés par certains journaux sur la possibilité d'une paix séparée entre la Russie et l'Allemagne. »

***

Mardi, 17 octobre.

J'offre à Motono un dîner d'adieu. Mes autres convives sont le président du Conseil et Mme Sturmer, le ministre des Voies de communication, Trépow. l'ambassadeur d'Italie, le ministre de Danemark et Mme Scavenius, le général Wolkow, la princesse Cantacuzène, M. et Mme Polovtsow, le prince et la princesse Obolensky, le général et la baronne Wrangell, le vicomte d'Harcourt, qui se rend en Roumanie avec une mission de la Croix-rouge française, etc..., une trentaine de personnes.

Mme Sturmer est remarquablement appariée à son époux. C'est la même forme d'intelligence, la même qualité d'âme. Je lui prodigue mes grâces pour la faire parler. Elle me sert un long

panégyrique de l'Impératrice. Sous le flot des louanges et des obséquiosités, je reconstitue le travail artificieux par lequel Sturmer a capté la confiance de la souveraine. A cette pauvre névrosée, qui jusqu'ici se croyait en butte à la haine de tout son peuple, il a persuadé qu'elle en est au contraire adorée :

— Il n'y a pas de jour, me dit Mme Sturmer, où l'Impératrice ne reçoive des lettres, des télégrammes, qui lui sont adressés par des ouvriers, des paysans, des prêtres, des soldats, des blessés. Et tous ces humbles, qui sont la vraie voix du peuple russe, assurent Sa Majesté de leur ardent amour, de leur confiance infinie, et la supplient de sauver la Russie.

Elle ajoute naïvement :

— Lorsque mon mari était ministre de l'Intérieur, il en recevait chaque jour aussi, soit directement, soit par les gouverneurs de province. Et c'était pour lui une grande joie d'aller les porter à Sa Majesté l'Impératrice.

— Cette joie est réservée maintenant à M. Protopopow.

— Oui, mais mon mari a cependant encore de très nombreuses occasions de constater à quel point Sa Majesté l'Impératrice est vénérée et adorée dans le pays.

Feignant de m'apitoyer sur le lourd labeur qui incombe à son mari, je l'amène à me raconter l'emploi qu'il fait de son temps. Et je constate que toute son activité s'inspire de l'Impératrice, aboutit à l'Impératrice.

Pendant la soirée, j'interroge Trépow sur la crise économique qui sévit en Russie et qui énerve l'esprit public.

— Le problème de l'alimentation, me dit-il, est devenu en effet très préoccupant; mais les partis d'opposition en abusent pour attaquer le Gouvernement. Voici, en toute sincérité, quelle est la situation. D'abord, la crise est loin d'être générale; elle n'atteint des proportions graves que dans les villes et dans quelques agglomérations rurales. Il est exact, toutefois, que, dans certaines villes, à Moscou, par exemple, le public se montre nerveux. D'autre part, les denrées ne manquent pas, sauf quelques produits qui nous venaient de l'étranger. Mais les moyens de transport sont insuffisants et la méthode de distribution est défectueuse. Des mesures énergiques vont être ordonnées. Je vous assure que, d'ici peu, la situation s'améliorera; j'espère même que, dans un mois au plus tard, le malaise actuel aura disparu.

Il ajoute sur un ton confidentiel :

— J'aimerais causer tranquillement avec vous, monsieur l'ambassadeur. Quand pourriez-vous me recevoir?

— C'est moi qui irai vous voir. Il vaut mieux que notre conversation ait lieu à votre ministère.

Jetant un coup d'œil sur Sturmer, il reprend :

— Oui, cela vaut mieux.

Nous prenons rendez-vous pour après-demain.

Je m'approche du baron Wrangell qui cause avec mon attaché militaire, le lieutenant-colonel Lavergne, et mon attaché naval, le capitaine de frégate Gallaud. Aide de camp du grand-duc Michel, frère de l'Empereur, il leur confie les impressions qu'il rapporte de Galicie.

— Le front russe, dit-il, est désormais bloqué, d'un bout à l'autre. Ne comptez plus sur aucune offensive de notre côté. D'ailleurs, nous sommes impuissants contre les Allemands; nous ne les vaincrons jamais.

* * *

Jeudi, 19 octobre.

Trépow me reçoit à deux heures et demie dans son cabinet du ministère des Voies de communication, qui prend jour sur les jardins Youssoupow.

Au sujet de la crise économique, il me répète, en précisant par des chiffres, ce qu'il me disait avant-hier soir à l'ambassade. Puis, avec cette franchise, parfois brutale, qui est un des traits de son caractère, il me parle de l'Alliance et des buts qu'elle s'est assignés. Il conclut :

— Nous sommes à une heure critique. Ce qui se décide actuellement entre le Danube et les Carpathes, c'est l'issue ou plutôt la durée de la guerre ; car l'issue de la guerre ne peut plus... ne doit plus être mise en doute. Tout récemment, j'ai fait mon rapport à l'Empereur, qui m'a permis de lui parler librement et j'ai eu la satisfaction de le trouver d'accord avec moi sur la nécessité, non seulement de soutenir la Roumanie, mais encore d'attaquer à fond la Bulgarie, dès que l'armée roumaine sera un peu renforcée et aguerrie. C'est dans la péninsule balkanique et non ailleurs que nous pouvons espérer obtenir, à bref délai, un résultat décisif. Sinon, la guerre se prolongera indéfiniment... et avec quels risques !

Je le félicite d'exprimer aussi résolument les idées que je soutiens, depuis plus d'un mois, devant Sturmer :

— Mais, puisque nous causons en toute confiance, je ne vous cacherai pas que je suis très mal impressionné, dans le sens contraire, par les rumeurs pessimistes qu'on propage de divers côtés. J'en suis d'autant plus affecté, que cette propagande est manifestement inspirée par des personnes d'une haute situation sociale ou politique.

— Vous faites allusion aux personnes qui réclament la fin de la guerre à tout prix et le retour de la Russie au système des alliances germaniques?... Laissez-moi d'abord vous dire que ces personnes sont folles. La paix sans la victoire, sans une victoire complète, c'est la révolution immédiate. Et ce sont ces mêmes personnes qui en seraient les premières victimes!... Mais il y a plus : il y a la volonté de l'Empereur; or, cette volonté est inébranlable; aucune influence quelconque ne le fera céder. L'autre jour encore, il m'a répété qu'il ne pardonnera jamais à l'empereur Guillaume ses injures et ses perfidies; qu'il se refusera à traiter de la paix avec les Hohenzollern; qu'il poursuivra la guerre jusqu'à la destruction de l'hégémonie prussienne.

— Alors, pourquoi confie-t-il le pouvoir à M. Sturmer, à M. Protopopow, qui trahissent notoirement ses intentions?

— Parce qu'il est faible!... Mais il n'est pas moins entêté que faible. C'est bizarre; c'est pourtant comme cela!

— Ce n'est pas bizarre. Les psychologues vous expliqueront que l'entêtement n'est qu'une forme de la faiblesse. Aussi, son obstination d'aujourd'hui ne me rassure qu'à moitié. Comme on connaît sa nature, on ne la heurtera pas de face; on agira derrière lui et en dehors de lui. Un beau jour, on le mettra en présence de faits accomplis. Alors il cédera, ou, plus exactement, il s'abandonnera, il se résignera.

— Non, non!... J'ai confiance en mon souverain... Mais encore faut-il qu'on ait le courage de lui dire la vérité.

Notre conversation dure depuis plus d'une heure. Je me lève pour me retirer. Mais, avant de gagner la porte, je m'arrête une minute à la fenêtre, devant le décor des jardins Youssoupow, qui longent l'hôtel du ministre. Il fait déjà presque nuit et il neige; on dirait que la nuit tombe avec la neige, dans une lente chute de flocons et de brumes.

Après un silence perplexe, Trépow se rapproche de moi. Puis, comme s'il venait de prendre soudain une résolution audacieuse, il me dit, sur un ton énergique et bref :

— Dans quelques jours, je reverrai l'Empereur. M'autorisez-vous à lui rapporter notre entretien ?

— Je ne vous y autorise pas seulement : je vous en prie.

— Et s'il me demande à quelles personnes vous avez fait allusion ?

— Vous lui nommerez M. Sturmer et M. Protopopow; vous pourrez ajouter que, si je n'ai officiellement aucun grief positif à formuler contre eux, je n'en suis pas moins convaincu qu'ils sont hostiles à l'Alliance, qu'ils la servent à contre-cœur et qu'ils se préparent à la trahir.

— Je le lui répéterai, mot pour mot... Vous comprenez combien tout ce que nous venons de dire est grave ! Puis-je compter que vous me garderez un secret absolu ?

— Je vous le promets.

— Adieu !... Notre conversation aura peut-être de grandes conséquences !

— Cela dépend de vous... Adieu !...

*
* *

Samedi, 21 octobre.

Parmi tous les agents secrets que l'Allemagne entretient dans la société russe, je ne crois pas qu'elle en ait de plus actifs, de plus adroits, de plus opérants que le financier Manus.

De confession hébraïque, ayant obtenu par les moyens habituels l'autorisation de résider à Pétrograd, il s'est acquis, ces dernières années, une fortune considérable par le courtage et la spéculation. Le génie des affaires lui inspira de lier partie avec les plus farouches défenseurs du trône et de l'autel. C'est ainsi qu'il se subordonna servilement au vieux prince Mestchersky, le célèbre directeur du *Grajdanine*, l'intrépide champion de l'absolutisme orthodoxe. En même temps, ses discrètes et ingénieuses libéralités lui gagnaient peu à peu tout le clan de Raspoutine.

Depuis le début de la guerre, il mène campagne pour une prompte réconciliation de la Russie avec les Puissances germaniques. On l'écoute beaucoup dans le monde de la finance et il s'est créé des attaches dans la plupart des journaux. Il est

en relations constantes avec Stockholm... c'est-à-dire Berlin. Je le soupçonne fort d'être le principal distributeur des subsides allemands. Il offre, chaque mercredi, un dîner à Raspoutine. L'amiral Nilow, aide de camp général de l'Empereur et attaché à son service intime, est invité, par principe, en raison de sa magnifique tenue sous le vin. Un autre convive de fondation est l'ancien directeur du Département de la police, le redoutable Biéletzky, aujourd'hui sénateur, mais qui a gardé toute son influence à l'*Okhrana* et qui entretient, par M[me] Wyroubow, des rapports constants avec l'Impératrice. Naturellement, il y a aussi quelques femmes agréables pour égayer le festin. Parmi les habituées, est une ravissante Géorgienne, M[me] E..., souple, insinuante et enjôleuse comme une sirène. On boit toute la nuit; Raspoutine est très vite soûl; il bavarde alors intarissablement. Je ne doute pas qu'un récit détaillé de ces orgies soit expédié, le lendemain, à Berlin..., avec commentaires et précisions à l'appui.

* * *

Dimanche, 22 octobre.

Le général Biélaïew, qui va représenter le Haut-Commandement russe en Roumanie, vient me faire ses adieux.

Il me confie que, outre les deux corps d'armée russes déjà expédiés en Moldavie et qui doivent essayer de pénétrer en Transylvanie par Palanka, un troisième corps partira le 7 novembre, pour la Valachie, où il opérera, de concert avec l'armée roumaine, entre le Danube et les Carpathes. Il est chargé de déclarer au roi Ferdinand que « l'Empereur n'exclut pas la possibilité d'envoyer ultérieurement d'autres renforts. »

Je représente au général Biélaïéw que cet envoi « ultérieur » me paraît d'une extrême urgence :

— Les opérations du théâtre balkanique prennent, de jour en jour, un caractère plus décisif... et dans quel sens! La Dobroudja est perdue. Constantza va tomber. Tous les défilés des Alpes transylvaniennes sont forcés. L'hiver approche... Le moindre retard est irréparable.

Il en convient :

— J'ai insisté, de toutes mes forces, auprès de l'Empereur et du général Alexéïew, pour qu'une armée de trois ou quatre corps soit dirigée, sans délai, sur Bucarest. Là, elle s'amalgamera avec l'armée roumaine. Nous aurions ainsi, au cœur de

la Roumanie, une belle masse de manœuvre qui nous permettrait, non seulement de barrer les passes des Carpathes, mais encore d'envahir la Bulgarie. L'Empereur est acquis à cette idée; il reconnaît la nécessité d'obtenir promptement un gros succès dans les Balkans. Mais le général Alexéïew ne consent pas à dégarnir le front russe ; il craint que les Allemands n'en profitent pour improviser une offensive du côté de Riga.

— Cependant, c'est l'Empereur qui commande. Le général Alexéïew n'est que son conseiller technique, l'exécuteur de ses ordres!

— Oui, mais Sa Majesté se fait un grand scrupule d'imposer sa volonté au général Alexéïew.

J'interroge le général Biélaïew sur la disposition morale de l'Empereur. Il me répond, avec une gêne visible :

— Sa Majesté est triste, absorbée. Par moments, lorsqu'on lui parle, elle a l'air de ne pas vous entendre... Je n'ai pas eu bonne impression.

En me quittant, il me rappelle toutes les graves confidences que nous avons échangées depuis le début de la guerre et il me remercie de l'accueil qu'il a toujours trouvé auprès de moi. Il termine par ces mots :

— Nous aurons encore des jours difficiles, très difficiles...

***

Mardi, 24 octobre.

Contrairement aux prévisions de Trépow, la situation économique, loin de s'améliorer, s'aggrave. D'après un de mes informateurs, qui a parcouru hier les quartiers industriels de la Galernaïa et de la Narwskaïa, le peuple souffre et devient mauvais. On accuse ouvertement les ministres d'entretenir la disette pour provoquer des émeutes et avoir ainsi un prétexte à sévir contre les organisations socialistes. Dans les usines, on se passe de main en main des brochures qui incitent les ouvriers à se mettre en grève et à réclamer la paix. D'où viennent ces brochures? Personne ne le sait. Les uns prétendent qu'elles sont distribuées par des agents allemands, les autres par l'*Okhrana*. Partout, on répète que « cela ne peut durer. » Les *bolcheviki* ou « extrémistes » s'agitent, organisent des conciliabules dans les casernes, annoncent que « le grand jour du prolétariat est proche. »

Je demande à mon informateur, qui est intelligent, suffisamment honnête, et qui fréquente les milieux libéraux :

— Croyez-vous qu'on puisse raisonnablement attribuer à un Sturmer ou un Protopopow l'idée machiavélique d'entretenir la disette pour provoquer des émeutes et rendre impossible, par contre-coup, la continuation de la guerre?

Il me répond :

— Mais, monsieur l'ambassadeur, c'est toute l'histoire de la Russie!... Depuis Pierre le Grand et sa fameuse Chancellerie secrète, c'est toujours la police qui a suscité les mouvements populaires pour se donner ensuite la gloire de sauver le régime. Si la continuation de la guerre met le tsarisme en péril, soyez sûr que M. Sturmer et M. Protopopow recourront aux procédés classiques de l'*Okhrana*. Mais, cette fois, cela ne se passera pas comme en 1905...

* * *

Mercredi, 25 octobre.

Avant-hier, les Austro-Bulgares ont pris Constantza. Nous ne perdons pas seulement la rive droite du Danube et la possibilité d'une offensive ultérieure vers les Balkans; nous perdons encore le delta danubien et, par suite, la voie la plus directe entre la Russie méridionale et la Roumanie, entre Odessa et Galatz. L'approvisionnement des armées russe et roumaine deviendra bientôt un problème insoluble.

Diamandy vient me voir; il est désespéré :

— Je m'épuise en démarches pour obtenir qu'on envoie de nouveaux contingents russes. A l'État-major, on déclare qu'on ne peut que s'en référer au général Alexéïew; je sais ce que cela signifie. Quand je m'adresse à Sturmer, il se borne à lever les yeux au ciel, en me répétant : — *Ayez confiance!... La Providence est grande et elle est si bonne!... si bonne!*

— Cela prouve que Sturmer n'est pas janséniste; car M. de Saint-Cyran aimait, au contraire, à répéter : *Dieu est terrible!... Dieu est terrible!*

— Alors, que faire ?

— Voyez l'Empereur.

— C'est sérieusement que vous me donnez ce conseil ?

— Hélas! que pouvez-vous faire d'autre ?...

***

Vendredi, 27 octobre.

La grande-duchesse Marie-Pavlowna inaugure, cet après-midi, au coin du Champ-de-Mars et de la Moïka, une exposition d'appareils prothétiques pour les mutilés de la face. Elle m'a fait demander de l'y rejoindre.

Au dehors, le temps est d'une tristesse infinie. Le ciel, couleur d'ardoise et de plomb, ne laisse tamiser qu'une lueur éteinte, blême, décolorée, une lueur d'éclipse. Dans l'air, des flocons de neige tournoient lentement. Le sol de l'immense esplanade n'est plus qu'un marécage de boue gluante et de flaques saumâtres. A l'arrière-plan, l'église expiatoire de la Résurrection s'enveloppe dans la brume, comme dans un voile de crêpe.

J'accompagne la grande-duchesse de salle en salle. Le jour blafard, qui filtre par les fenêtres, accentue encore l'aspect sinistre de cette exposition. Dans chaque vitrine, des photographies, des masques de plâtre, des figures de cire alternent avec les appareils pour en démontrer le mécanisme et l'emploi. Tous ces visages déchiquetés, arrachés, aveuglés, fracassés, désossés, ayant perdu parfois jusqu'à l'apparence humaine, composent un spectacle atroce qui n'a vraiment de nom dans aucune langue. L'imagination la plus délirante ne réussirait pas à concevoir un pareil musée d'épouvante. Goya lui-même n'a pu atteindre à ces visions de cauchemar; les terribles eaux-fortes, où il s'est complu à nous représenter des scènes de massacre et de torture, pâlissent auprès de ces monstrueuses réalités.

A tout instant, la grande-duchesse exhale un soupir de pitié ou porte la main devant ses yeux. Quand nous avons terminé le parcours des galeries, elle va se reposer quelques minutes dans un salon réservé. Là, elle me fait asseoir près d'elle; puis, affectant un air détaché, car on nous regarde, elle murmure :

— Ah! mon cher ambassadeur, dites-moi, dites-moi vite quelque chose de réconfortant... J'avais déjà l'âme très noire, lorsque je suis entrée ici. Les atrocités que nous venons de voir ont achevé de me bouleverser. Oui, réconfortez-moi vite!

— Mais pourquoi aviez-vous l'âme si noire en venant ici?

— Parce que... parce que... Ai-je donc besoin de vous le dire?

Alors, rapidement, elle énumère les motifs de son inquiétude. Sur le front russe, l'offensive Broussilow est arrêtée, sans aucun résultat décisif. En Roumanie, la catastrophe est inévitable, imminente. A l'intérieur de l'Empire, la fatigue, le découragement, l'irritation croissent de jour en jour. L'hiver commence sous les plus sombres auspices.

Je la remonte par quelques variations sur mon thème habituel. Quoi qu'il advienne, dis-je, la France et l'Angleterre continueront de se battre jusqu'à la victoire intégrale. Et cette victoire ne peut plus leur échapper, car il est désormais établi que l'Allemagne est aussi incapable de les écraser que de prolonger indéfiniment la lutte. Si, par impossible, la Russie se séparait aujourd'hui de ses alliés, elle se trouverait le lendemain dans le camp des vaincus; ce ne serait pas seulement pour elle une honte indélébile; ce serait un suicide national. En terminant, je demande à la grande-duchesse :

— Pour être si inquiète, n'auriez-vous donc plus confiance dans l'Empereur?

Surprise par la brusquerie de ma question, elle me fixe un instant avec des yeux hagards. Puis, elle répond à voix basse :

— L'Empereur?... J'aurai toujours foi en lui. Mais il y a aussi l'Impératrice!... Je les connais bien, tous les deux. Plus les événements iront mal et plus Alexandra-Féodorowna prendra d'influence, parce qu'elle a une volonté agissante, intervenante, harcelante. Lui, au contraire, n'a qu'une volonté négative. Quand il doute de lui-même, quand il se croit abandonné de Dieu, il ne réagit plus; il ne sait que s'enfermer dans une obstination inerte et résignée... Voyez comme l'Impératrice est déjà puissante aujourd'hui. Avant peu, c'est elle seule qui conduira la Russie!...

* * *

Samedi, 28 octobre.

Réfléchissant à ma conversation d'hier avec la grande-duchesse Marie-Pavlowna, je me dis :

— En somme, et toute réserve faite quant aux aberrations mystiques, il y a chez l'Impératrice un caractère plus trempé que chez l'Empereur, une volonté plus tenace, un esprit plus vigoureux, des vertus plus actives, une âme plus militante et plus souveraine... Son idée de sauver la Russie en la ramenant

aux traditions de l'absolutisme théocratique est une folie; mais l'altière opiniâtreté qu'elle y déploie ne manque pas de grandeur. Le rôle qu'elle s'est arrogé dans l'État est funeste : du moins le joue-t-elle en tsarine... Quand elle comparaîtra « dans cette terrible vallée de Josaphat, » *v'ietoï oujassnoï doline Josaphata*, dont Raspoutine lui parle sans cesse, elle pourra invoquer non seulement l'irréprochable droiture de ses intentions, mais encore la parfaite conformité de ses actes avec les principes de droit divin sur lesquels est fondé l'autocratisme russe...

***

Mardi, 31 octobre.

Depuis deux jours, toutes les usines de Pétrograd sont en grève. Les ouvriers ont quitté les ateliers, sans formuler aucun motif, sur un simple mot d'ordre venu d'un comité mystérieux.

Ce soir, dîner au ministère des Affaires étrangères en l'honneur de Motono.

A sept heures et demie, comme j'achève de m'habiller, on m'annonce que deux industriels français, Sicaut et Beaupied, demandent à me voir pour une affaire urgente. Représentants de la fabrique d'automobiles « Louis Renault, » ils dirigent une grande usine dans le quartier de Viborg.

Je les reçois immédiatement; ils me racontent :

— Vous savez, monsieur l'ambassadeur, que nous n'avons jamais eu qu'à nous louer de nos ouvriers, parce qu'ils n'ont eu, eux-mêmes, qu'à se louer de nous. Aussi ont-ils refusé de participer à la grève générale... Cet après-midi, pendant que le travail battait son plein, une bande de grévistes, venant des usines Baranowsky, a assiégé notre maison, en hurlant : « A bas les Français! Assez de la guerre! » Nos ingénieurs et nos contre-maîtres ont voulu parlementer. On leur a répondu à coups de pierres et à coups de revolver. Un ingénieur et trois contre-maîtres français ont été grièvement blessés. La police qui, sur ces entrefaites, était accourue, a bientôt reconnu qu'elle n'était pas de force. Un peloton de gendarmes a réussi alors à traverser la foule et est allé chercher deux régiments d'infanterie, qui sont casernés tout près de là. Les deux régiments sont arrivés quelques minutes après; mais, au lieu de dégager l'usine, ils ont tiré sur la police.

— Sur la police!

— Oui, monsieur l'ambassadeur; vous pouvez venir voir sur nos murs la trace des feux de salve... Beaucoup de *gorodovoï* et de gendarmes sont tombés. Puis, ç'a été une grande bagarre... Enfin, nous avons entendu le galop des cosaques; il y en avait quatre régiments. Ils ont chargé les soldats d'infanterie et les ont ramenés à coups de lance jusqu'à la caserne. Maintenant, l'ordre est rétabli.

Je les remercie de m'avoir informé sans retard, ce qui me permettra de signaler l'incident, ce soir même, au président du Conseil.

Au ministère, la mise en scène n'est pas moins somptueuse et ostentatoire qu'elle ne l'était récemment pour le prince Kanin. Après avoir salué Mme Sturmer, j'attire à part le président du Conseil et je lui parle de ce qui vient de se passer devant l'usine Renault. Il essaie de me prouver que c'est un épisode sans importance; il ajoute que le préfet de police lui en a déjà rendu compte par le téléphone et que toutes les mesures sont prises pour la protection de l'usine.

— Il n'en reste pas moins, dis-je, que la troupe a tiré sur la police. Et c'est cela qui est grave... très grave.

— Oui, c'est grave; mais la répression sera sans pitié.

Je le laisse à ses invités, qui affluent.

Pour passer à table, nous traversons une forêt de palmiers; il y en a tant et leur feuillage est si luxuriant qu'on se croirait dans la *jungle*.

Je prends place entre Mme Narischkine, grande-maîtresse de la cour, et lady Georgina Buchanan. L'excellente et sympathique douairière qu'est Mme Narischkine me raconte sa vie à Tsarskoïé-Sélo. « Dame d'honneur à portrait de LL. MM. les Impératrices, » « dame de l'ordre de Sainte-Catherine, » « Haute-Excellence, » elle porte ses soixante-quatorze ans avec une bonne grâce indulgente et affable, qui aime à s'épancher en souvenirs. Ce soir, elle est mélancolique :

— Ma charge de grande-maîtresse ne m'occupe guère. De temps à autre, une audience privée, une cérémonie intime, et c'est tout. Les Majestés vivent de plus en plus retirées. Quand l'Empereur revient de la *Stavka*, il ne veut voir personne en dehors de ses heures de travail, et il s'enferme dans ses appartements particuliers. Quant à l'Impératrice, elle est

presque toujours souffrante... Il faut beaucoup la plaindre.

Elle me parle ensuite des nombreuses œuvres dont elle s'occupe personnellement, asiles de retraite, ambulances de guerre, écoles d'apprenties, patronages de détenues, etc.

— Vous voyez, poursuit-elle, que je ne reste pas inactive. Le soir, après dîner, je vais régulièrement chez mes vieux amis Benckendorff. Ils habitent, comme moi, le Grand-Palais, mais à l'autre extrémité. Nous nous entretenons un peu du présent et beaucoup du passé. Vers minuit, je les quitte. Pour gagner mon appartement, il faut que je traverse la file interminable des immenses salons que vous connaissez. De loin en loin, brille une lampe électrique. Un vieux domestique passe devant moi pour m'ouvrir les portes. C'est long, ce voyage, et ce n'est pas gai... Je me demande souvent si ces salons reverront jamais les splendeurs et les gloires d'autrefois!... Ah! monsieur l'ambassadeur, que de choses sont en train de finir!... Et comme elles finissent mal!... Je ne devrais pas vous dire cela. Mais nous vous considérons tous comme un véritable ami et nous pensons tout haut devant vous.

Je la remercie de sa confiance et j'en profite pour lui affirmer que l'horizon s'éclairerait bien vite si l'Empereur se tenait en plus étroite communion avec son peuple, s'il s'adressait plus directement à la conscience nationale. Elle me répond :

— C'est ce que nous lui disons quelquefois, timidement. Il nous écoute avec douceur... et il parle d'autre chose.

A l'exemple de son auguste maître, elle me parle aussi d'autre chose.

Incidemment, je prononce le nom de la belle Marie-Alexandrowna N..., ci-devant comtesse K..., qui, par l'élégante pureté de ses formes et le rythme onduleux de ses lignes, me fait toujours penser à la *Diane* de Houdon. Mme Narischkine me dit :

— Cette charmante femme a suivi la mode nouvelle, la mode générale. Elle a divorcé. Et pourquoi? Pour rien! Serge-Alexandrowitch K... était parfait à son égard; elle n'a jamais pu formuler contre lui aucun grief. Mais, un beau jour, elle s'est éprise ou elle a cru s'éprendre de N..., qui est si médiocre, si inférieur sous tous les rapports à Serge-Alexandrowitch, et, bien qu'elle ait deux filles de celui-ci, elle l'a quitté pour épouser l'autre... Je vous assure que, autrefois, on divorçait très rarement; il fallait des motifs très graves, exceptionnels.

Et la situation d'une femme divorcée était des plus pénibles.

— La fréquence des divorces est, en effet, une des choses qui m'ont le plus frappé ici. Je calculais, l'autre jour, que, dans mon groupe de société, plus de la moitié des ménages compte un ou deux époux divorcés... Avez-vous remarqué, madame, que l'aventure d'Anna Karénine ne se comprend plus aujourd'hui? Et pourtant, l'œuvre, je crois, ne date que de 1876! Aujourd'hui, Anna aurait immédiatement divorcé pour se remarier avec Vronsky, et le roman en serait resté là.

— C'est vrai!... Vous mesurez ainsi quelle plaie sociale est devenu le divorce.

— Mais le Saint-Synode n'en est-il pas grandement responsable? Car, enfin, c'est de lui et de lui seul que dépendent les divorces.

— Hélas! le Saint-Synode lui-même n'est plus la grande autorité morale qu'il était jadis.

Le dîner s'achève. Nous sommes restés plus d'une heure à table.

Au fumoir, j'entreprends Sturmer sur les grèves et les incidents de cet après-midi. Mais sa réception le rend si joyeux et si fier que je ne réussis pas à entamer son optimisme.

Maurice Paléologue.

(A suivre.)

LA QUESTION TURQUE

III[1]

LES TURCS ET L'ISLAM

LA TURQUIE ET LES RÉFORMES

Comment les Turcs envisagent-ils l'avenir dè leur pays? Quelles réformes estiment-ils les plus efficaces, de celles qui furent importées de l'Occident, ou de celles qui auraient puisé leur inspiration aux sources mêmes de l'âme, de la tradition, de la religion nationales? De quelle manière et par qui ces réformes pourraient-elles être appliquées? J'ai posé ces questions à un certain nombre d'hommes réputés, soit pour leur doctrine, soit pour leur expérience, soit pour leur talent, et je ne saurais mieux faire que de rapporter ici, en les classant dans un ordre commode, les entretiens que j'ai eus avec eux.

Hussein Kiazim Bey était ministre de l'*Evkaf* (Fondations pieuses) dans le cabinet de Tevfik Pacha, lorsque des amis communs lui firent part de mon projet d'enquête et lui demandèrent de s'y intéresser : il m'invita aussitôt à le venir voir. La taille courte et trapue, la tête forte et bien construite, des yeux noirs extraordinairement vifs derrière les lunettes d'or, des mains fines et toujours en mouvement, tels sont, au physique, les traits qui m'ont frappé dans cet homme d'État. Son accueil révèle une grande courtoisie, d'ailleurs commune à presque tous les Turcs; sa conversation, des connaissances variées et étendues, un esprit très prompt, souple, même un peu mobile,

( ) Voyez la *Revue* des 15 janvier et 1er février.

enfin une manière de scepticisme indulgent, qui m'a paru déguiser imparfaitement une volonté assez forte et le goût de l'action. Au cours d'une carrière administrative qui l'a conduit de Trébizonde à Constantinople, en passant par Salonique, Hussein Kiazim a étudié plus particulièrement le droit public et l'agriculture ; sur cette dernière matière, il a écrit des ouvrages appréciés.

Pour arriver jusqu'au ministre, je traverse une cour, monte un escalier, passe par une antichambre : cour, escalier, antichambre sont pareillement peuplés d'hommes en robe longue et en turban blanc, prêtres, imans, muftis : l'*Evkaf* est le centre administratif de la vie religieuse. Les fenêtres du cabinet où l'on m'introduit s'ouvrent sur l'un des plus merveilleux décors qui soient au monde : les cyprès de Stamboul, la nappe bleue de la mer entre la rive d'Asie et la pointe du Sérail, et, à la limite de l'horizon, les îles des Princes. Hussein Kiazim me fait asseoir, choisit une cigarette pour me l'offrir, et attend mes questions.

Celle que je lui pose d'abord est la plus générale et la plus directe : « Croyez-vous, monsieur le ministre, que la Turquie puisse se relever, vivre et se développer dans les cadres d'une organisation moderne, conforme aux principes et aux exigences de l'humanité civilisée ? »

— Votre question, — répond le ministre, — peut se décomposer en une série de sous-questions. Pour quelques-unes, je suis compétent, pour d'autres moins; cependant, j'essaierai de répondre. Au point de vue matériel, l'Empire est riche, mais ses richesses sont inexploitées et, pour un certain temps, inexploitables. Le paysan turc travaille, à sa façon, qui est mauvaise. Il n'est point paresseux; on ne peut même pas dire qu'il soit routinier par nature ; mais il est ignorant, dépourvu de moyens techniques et financiers, enfin accablé par l'impôt. « Si je produis davantage, on me prendra davantage, » voilà ce qu'il pense. Ajoutez qu'on ne lui construit pas de routes, qu'on ne lui facilite en aucune manière le transport et la vente de ses produits. Le paysan d'Anatolie cultive encore aujourd'hui comme aux temps primitifs : mêmes instruments, mêmes méthodes. Il ne connaît ni l'assolement, ni les engrais chimiques. La terre est ensemencée une année sur deux; l'année suivante, elle se repose. Les grands domaines, qui auraient pu servir de

modèles, ont toujours été exploités par des intendants faméliques, malhonnêtes et incompétents. D'ailleurs, nous n'en disposons plus aujourd'hui ; car ils se trouvaient presque tous en Palestine, en Syrie et en Mésopotamie. Notre paysan, qui est un élément social excellent, pourrait devenir un bon facteur économique : mais, pour cela, il faudrait que la Turquie fût gouvernée et administrée.

« Pour l'industrie, pour le commerce, c'est exactement la même chose. Alors, voyez-vous, il est bien inutile que je vous écrase sous le détail des réformes qui ont été proposées, ou même entreprises dans chacun de ces domaines : toutes sont condamnées d'avance à l'insuccès. Rien d'efficace ne peut être tenté dans ce pays, tant qu'on ne lui aura pas donné, d'abord la paix, ensuite un gouvernement. Retenez seulement que le Turc n'est ni paresseux, ni rebelle au progrès, mais qu'il ne travaillera utilement et ne progressera que s'il se sent protégé, assisté, gouverné.

« Cela revient à dire que le relèvement économique de la Turquie est subordonné à sa réorganisation politique. On a fort déclamé contre Abdul-Hamid, et certes il y avait matière : ce souverain était cruel, fourbe, despote ; mais il gouvernait, et il gouvernait par la seule méthode qui fût alors applicable à la Turquie, par l'autorité. Après lui, nous avons eu la Révolution et les prétendues réformes. Des gens qui n'avaient ni expérience personnelle, ni tradition, mais qui croyaient avoir la science infuse, s'en vinrent déclarer au peuple : « Ne vivez plus comme vous avez vécu jusqu'ici ; tout ce que vous faisiez était mal fait. Nous allons vous réformer. » Le résultat? Il existait en Turquie quelque chose, certains usages, certaines méthodes; usages surannés, méthodes médiocres : mais tout cela était vivant, naturel, issu de notre nation et de notre race. Les révolutionnaires de 1908 ont démoli ce qui existait, et n'ont rien reconstruit. Ils ont créé à grand fracas dans les chefs-lieux de vilayet des écoles techniques, oubliant seulement que, faute d'écoles primaires, nos gens ne savaient pas lire.

« Nous n'eûmes donc pas de réforme, mais, en revanche, nous eûmes de la politique, et beaucoup. « Je m'étais couché Kurde et je me réveille Arabe, » dit un de nos proverbes. Nous nous sommes réveillés successivement nationalistes, turquistes, pantouraniens et panislamistes. Chaque formule aboutissant rapi-

dement à un échec, il fallait en inventer une autre. Le malheur est que toutes celles qu'on inventait laissaient la Turquie comme elles l'avaient trouvée, mais indisposaient plus ou moins gravement contre elle les étrangers, sans qui elle ne peut pas vivre.

« En un mot, la Turquie a été ruinée par des réformes livresques, logiques, importées brutalement du dehors et imposées par des sots fanatiques à un peuple dont ils ignoraient ou méconnaissaient les tendances naturelles et les caractères originaux. Autant de réformes, autant de maladies, qui, étant donné notre nature passive, notre médiocre faculté de réaction, ne se sont pas traduites par des crises aiguës, mais sont devenues tout de suite des maladies chroniques. Nous avons été empoisonnés, exténués par les fausses réformes. Pour guérir, pour revivre, la Turquie devra recourir à un traitement très différent de celui que lui appliquèrent ces mauvais médecins. Ceux qui entreprennent de réorganiser le pays, après avoir étudié les systèmes pratiqués à l'étranger, devront les transformer, les accommoder au caractère de notre peuple, à ses traditions religieuses et sociales, aux conditions particulières de son existence.

« Soyez bien persuadé que le peuple turc sent confusément, mais profondément cette nécessité. Il aspire à être gouverné, il aime l'autorité et abhorre l'anarchie; mais il ne se soumettra qu'à une autorité conçue et exercée suivant les mœurs et les traditions de sa race. Au temps où j'étais vali de Salonique, des troubles éclatèrent en Albanie. On envoya de Constantinople une commission pour étudier sur place les causes du malaise et aviser aux remèdes qu'il convenait d'y apporter. Les commissaires, en passant, vinrent me rendre visite. Un vieux cadi, qui ne savait pas lire, mais que j'estimais pour son bon jugement, s'approcha de l'un d'eux et lui dit doucement : « Où vas-tu? — En Albanie. — Pour quoi faire? retourne à Constantinople : ce n'est point là-haut, c'est là-bas qu'il y a quelque chose à changer. » Voilà leur sagesse.

— Mais, demandai-je, ces réformes, accommodées au caractère et aux besoins particuliers du peuple turc, voyez-vous ici des hommes capables de les élaborer?

— Non, répondit le ministre.

— En voyez-vous du moins qui soient aptes à guider des

spécialistes étrangers dans cette tâche difficile, qui consiste à transformer un système logique en organisme vivant et durable?

— Oui, il y en a, qui tout ensemble connaissent assez bien les méthodes étrangères et sont assez imbus des traditions nationales, pour aider vos spécialistes à accorder les unes aux autres. Ce qui me paraît certain, c'est que la restauration de la Turquie ne saurait résulter que d'une collaboration entre ces deux éléments : la technique étrangère et l'esprit indigène. Vous nous apporterez votre science, votre expérience ; nous mettrons à votre disposition la connaissance que nous avons de notre pays, de notre race, de ses qualités et de ses défauts, et de l'effort commun sortira un système vivant, une organisation naturelle, par conséquent efficace.

— Mais ne craignez-vous pas, monsieur le ministre, que les événements de ces dernières années, en exaspérant le sentiment national, n'aient développé dans le pays une xénophobie redoutable?

— Non, le peuple turc n'a pas de haine contre l'étranger : il est impressionnable, mais plus sensible au bien qu'au mal, et sa reconnaissance est longue comme sa mémoire. Pensez à l'Angleterre : il fut un temps où elle nous protégeait : les Turcs ne l'ont pas encore oublié. L'Angleterre peut être aujourd'hui pour nous la cause de grands malheurs : n'est-ce pas elle qui nous livre au nationalisme radical, au panislamisme, et peut-être au bolchévisme? N'importe. Le souvenir de ses bienfaits antérieurs est encore vivant parmi nous. La grande majorité des Turcs est sympathique aux étrangers et favorable à leur intervention, pourvu que les étrangers respectent les traditions de la race, l'honneur et l'indépendance de la nation, tout ce que cette terre a fait naître et doit continuer de faire vivre. »

Tandis que Hussein Kiazim parlait, un murmure mélodieux s'était élevé du jardin proche; puis il était devenu vocalise franche et hardie; la voix, — sans doute celle d'un jeune garçon, — entrait par les fenêtres ouvertes dans le cabinet où nous causions, elle s'imposait, s'installait familièrement dans notre conversation. Tout en discourant, le ministre l'écoutait. Ce chapelet de notes claires, égrené fidèlement par combien de voix! depuis des siècles, ne lui causait ni trouble ni embarras : c'était à ses paroles comme un accompagnement souhaité. Je suis sûr qu'à aucun moment l'idée ne vint au ministre d'im-

poser silence au chanteur : tous deux, chacun à sa mode, m'avaient rendu sensible et vivante l'âme de la vieille Turquie.

LE CARACTÈRE DU PEUPLE TURC

Je retrouvais à chaque pas, dans mes promenades à travers Stamboul, comme dans mes conversations et dans mes lectures, ce mélange singulier de mort et de vie, de résignation passive et d'énergie ardente. « Le Turc vit dans un rêve, — me disait un jour R... Bey; — malheureusement pour nous, le monde marche, et notre rêve est immobile. » Était-ce bien vrai? J'inclinais à le croire, lorsque, sous les vieux platanes qui entourent la *Chah-Zadé-Djami*, ou dans l'ombre silencieuse d'un petit café, je regardais ces fantômes, absorbés par la contemplation d'on ne sait quel néant, et que j'attendais vainement un geste, un regard, un son qui révélât en eux l'être vivant. L'observation naïve d'un voyageur français du XVIIe siècle me revenait alors en mémoire. Après avoir minutieusement décrit les curiosités du fameux Kiosque de Bostangis-Bachy, le sieur Grelot ajoutait : « Ces Kiosques sont fort propres à entretenir l'humeur rêveuse des Turcs. Ils se mettent là-dedans sur un sopha ou estrade, avec une pipe de tabac et quelques flingeons ou tasses de café, et y demeurent des deux ou trois heures en compagnie, sans tenir de grands discours les uns aux autres, et y dire autre chose que quelques mots entrecoupés de gorgées de café, qu'ils boivent extrêmement chaud et à plusieurs reprises (1). »

Pourtant ces Turcs d'autrefois, que Grelot avait aperçus dans leurs kiosques, fumant leur chibouk et sirotant leur tasse de moka, avaient été des gens terriblement actifs. Pourquoi ceux d'aujourd'hui ne le seraient-ils plus? Des apparences semblables ne pouvaient-elles pas dissimuler une réalité identique et permanente? Je demandai au docteur Chehabeddin de m'aider à débrouiller cette énigme, en analysant pour moi le caractère turc, tel qu'il le connaissait, tel qu'il l'éprouvait lui-même. Djenab Chehabeddin Bey, vice-président du Conseil supérieur de Santé, médecin, psychologue et écrivain, est l'un des esprits les plus pénétrants et les plus réfléchis de la Turquie

(1) *Relation nouvelle d'un voyage de Constantinople...* par le sieur Grelot, Paris, 1681, p. 103-104.

contemporaine. Je l'avais rencontré à San Stefano, chez l'excellent romancier Halid Zia, et quelques phrases, qu'il avait jetées assez négligemment dans la conversation, m'avaient donné à penser. Il voulut bien venir me voir à Constantinople et résumer, dans un entretien de quelques heures, les méditations et les expériences de toute une vie d'observateur et de savant.

« Tout d'abord, — me dit-il, — je crois que le peuple turc est fait, non pour la spéculation, mais pour l'action. Il n'a jamais rien inventé, ni une religion, ni une philosophie, ni un art, ni une science. On compte dans l'Islam soixante-douze sectes différentes ; aucune n'a été fondée par un Turc : nos théologiens n'ont fait que broder autour des dogmes essentiels, leur œuvre est toute scolastique. Notre littérature est imitative ; pendant quatre siècles, elle a été persane et arabe ; puis, tout d'un coup, elle est devenue occidentale et surtout française. Peut-être découvrirait-on dans nos chansons populaires quelque élément spontané et original : mais cela ne compte guère.

« Les qualités essentielles du peuple turc apparaissent dans le domaine de l'action. Mais notre malheur a voulu qu'elles fussent constamment orientées vers un seul but : la guerre. Notre histoire n'est qu'une longue suite de victoires et de défaites, de guerres heureuses ou funestes. Ce goût de l'action, cette opiniâtreté dans l'effort, cette courageuse résistance à la fatigue et à la douleur, qui caractérisent les hommes de notre race, auraient-ils pu être dirigés vers d'autres objets, exploités à d'autres fins? Oui, en théorie. En pratique, les événements ne l'ont pas permis.

« Dans les territoires conquis par les Turcs musulmans, vivaient des chrétiens et des juifs. Ceux-ci s'adonnaient à l'industrie et au commerce : les Turcs ne les voulurent ni dans l'armée, ni au gouvernement. « C'est nous, — dirent-ils, — qui avons conquis le pays, c'est à nous de le défendre militairement, comme c'est à nous de le gouverner. » Le peuple turc se réserva la supériorité politique, et par mépris, abandonna les autres aux non-musulmans. Les non-musulmans s'enrichirent, et les Turcs tombèrent dans la pauvreté.

« Ainsi naquit un double sentiment, une réciproque hostilité : le Turc envia la richesse, qu'il avait dédaigné d'acquérir ; le chrétien et le juif envièrent le pouvoir, qu'on leur refusait, et auquel leur richesse leur permettait désormais d'aspirer.

Telle est l'origine d'un conflit, que l'intervention des Puissances européennes a constamment entretenu et envenimé. Les Grecs, les Arméniens, les Juifs exploitaient à leur profit exclusif un pays dont nous entendions rester les seuls maîtres. Notre pauvreté, notre ruine, qu'ils avaient causée, nous les faisaient haïr. De leur côté, ils trouvaient injuste l'ostracisme politique dont ils étaient frappés, et odieux les efforts que nous faisions pour conserver une autorité, un contrôle, sans lesquels nous n'aurions plus existé. Ces efforts ont pu se traduire par des actes inhumains : notre excuse est qu'ils étaient dictés par la nécessité, presque par le désespoir. Pour juger équitablement la conduite des populations turques envers les Arméniens et les Grecs, il faut savoir ce que ces populations ont eu à souffrir, comment leur naïveté, leur bonne foi ont été dupées par l'habileté dénuée de scrupules et par l'avidité cynique des chrétiens d'Orient. Quoi qu'il en soit, entre l'élément chrétien et l'élément musulman, condamnés à vivre côte à côte sur tout le territoire de l'Empire, la haine est profonde : les Puissances occidentales auraient pu, en s'inspirant des intérêts supérieurs de l'humanité, essayer de faire l'accord; elles ont préféré maintenir la discorde, sous prétexte de ménager quelques intérêts politiques assez misérables. Réfléchissez bien : c'est toute la question d'Orient.

« Maintenant, que faire? La puissance militaire et politique nous reste : avant de nous l'enlever, il faudra qu'on nous détruise. Le problème qui se pose pour nous, — et, croyez-moi, aussi pour le monde civilisé, — est donc celui-ci : comment peut-on mettre les Turcs en mesure de ressaisir la puissance économique, sociale, internationale, qu'ils ont imprudemment abandonnée aux éléments allogènes de l'Empire, et, par suite, d'exercer l'autorité dans leur pays, non par des moyens arbitraires et violents, mais simplement en vertu de cette influence économique, sociale et internationale heureusement retrouvée?

« J'ai proposé l'exemple du Japon, dont le peuple n'est pas sans analogie avec le nôtre; comme le Turc, le Japonais est incapable de créer; il n'a aucun goût pour la spéculation, l'action l'absorbe tout entier. Qu'a fait le Japon pour devenir un État civilisé et moderne? Il s'est efforcé de créer une élite; cette élite une fois créée, il lui a confié l'administration et l'organisation du pays. Je crois que nous pourrions en faire autant. On

commencerait, bien entendu, par recourir aux spécialistes européens pour les réformes urgentes : car la vie d'un État ne souffre pas d'interruption. Entre temps, on aurait envoyé en Europe un millier de jeunes gens intelligents, instruits, et aptes à s'assimiler les meilleures méthodes économiques et administratives. Je suppose un déchet de 50 pour 100. Cinq cents hommes actifs, ardents et réfléchis tout ensemble, suffiraient, après un tel apprentissage, à réorganiser la Turquie.

« Réorganiser la Turquie, cela veut dire, à mon avis, assigner à chaque élément social sa place naturelle et son rôle utile. Voilà la base de toute réforme. Comment déterminer ces places et distribuer ces rôles? La loi religieuse doit être prise en considération ; mais elle est trop immobile, trop immuable, pour qu'on puisse ne s'inspirer que d'elle. N'oubliez pas que le peuple turc n'a pas créé sa religion : il a pris celle qu'on lui a donnée ; il s'y est attaché, plus encore par esprit traditionnel que par esprit mystique. Encore un coup, il n'est pas spéculatif : il n'a jamais fait d'hérésie ou de schisme ; il n'a pas l'imagination assez créatrice, le jugement assez critique pour éprouver le besoin de changer de croyance. Depuis deux siècles, il n'y a pas eu un Turc renégat. Cela, pour situer exactement l'importance de l'élément religieux dans le caractère et dans la vie de la nation.

« On essaiera donc de répartir les efforts, de diviser la tâche. L'activité de notre peuple devra être dirigée dans le sens de ses vertus. Je suis convaincu que les Turcs peuvent faire de bons agriculteurs, de bons industriels et de bons commerçants. Les qualités strictement nationales peuvent être améliorées, diversifiées par des croisements qu'autorise notre religion. N'oubliez pas que le Coran permet aux musulmans, hommes et femmes, l'union avec les fidèles de toutes les religions bibliques, c'est-à-dire avec les chrétiens et les juifs. Une interprétation restrictive a enlevé aux femmes cette faculté, mais les hommes continuent d'en jouir et d'en user.

« Toute réforme, pour être mise en pratique, suppose une instruction populaire plus méthodique et plus largement répandue. Nous avons encore en Turquie au moins 80 pour 100 d'illettrés. Il nous faut donc tout un enseignement primaire approprié à l'intelligence de notre peuple. Le Turc ne sait naturellement ni abstraire ni généraliser. Sa mémoire est pénétrante,

mais détaillée, jusqu'à la minutie. Un paysan anatolien, devant qui vous aurez démonté et remonté deux ou trois fois un moteur d'automobile, est capable d'exécuter ensuite lui-même, très exactement, toute l'opération, et de devenir, au bout de quelques mois d'apprentissage, un excellent mécanicien. La mémoire visuelle, en particulier, est si développée chez les Turcs des classes populaires, que l'instruction par le cinéma peut donner ici des résultats merveilleux.

« Ce que je recommande surtout, c'est la décentralisation de l'enseignement, même primaire. Qu'on ne donne pas la même instruction aux enfants d'ouvriers, à Constantinople, et aux enfants de cultivateurs en Anatolie. Que l'enseignement devienne une fonction variée et vivante. Malheureusement, notre personnel enseignant est mal préparé à son métier : les maîtres d'école, mal payés, routiniers, sans contact avec les gens parmi lesquels ils vivent, sont incapables d'exercer sur eux une bonne influence. La direction même de notre enseignement s'est ressentie des variations de notre politique. Nous nous étions inspirés d'abord des méthodes françaises; puis les Allemands nous ont imposé les leurs; aujourd'hui nous revenons aux vôtres. Je sais qu'on nous reproche quelquefois notre manque de constance, notre « dispersion : » ce n'est pas un défaut du caractère turc, mais bien plutôt une conséquence des vicissitudes par lesquelles a passé la Turquie.

« Quant à l'enseignement secondaire, sous sa forme classique, il répond mal aux dispositions et aux besoins de notre peuple. Les lycées créés en Asie par l'*Union et Progrès* n'ont eu aucun succès. On les remplacerait avec avantage par des écoles techniques et professionnelles. Je ne parle pas de l'enseignement supérieur, dont le développement est beaucoup moins urgent : cela viendra plus tard, après que seront venues beaucoup d'autres choses... »

Je me gardai bien de dire à Chehabeddin que plusieurs des observations qu'il venait de formuler sur les qualités et les défauts de l'esprit turc et sur la nécessité d'y accommoder les méthodes d'enseignement, je les avais déjà entendues, il y a dix ans, à Smyrne, à Koniah, à Ouchak, dans la bouche d'humbles religieux français qui, sans être philosophes de métier, avaient pourtant cru nécessaire d'étudier la mentalité et de reconnaître les aptitudes des enfants que les populations musulmanes d'Asie-

Mineure leur confiaient si volontiers. J'admirais cependant comme l'expérience de mon savant interlocuteur concordait avec celle de nos Lazaristes et nos Frères des écoles chrétiennes.

Mais je demandai au docteur : « Des maîtres, qui seraient animés de l'esprit nouveau que vous préconisez, ne se heurteraient-ils point à l'opposition du clergé?

— Je ne le pense pas, répondit Chehabeddin. Nos prêtres, à ce point de vue, ont déjà fait quelque progrès. Je me rappelle le temps où, dans nos écoles, le même professeur distribuait aux élèves la science tout entière, depuis les lettres de l'alphabet jusqu'aux dernières subtilités de la scolastique. Aujourd'hui, même dans les écoles religieuses, on pratique la spécialisation et la division du travail. Néanmoins, il faut s'attendre à la résistance de quelques *hodjas*, plus redoutables par leur ignorance que par leur zèle pour la foi. La situation de *hodja* était autrefois très recherchée, parce qu'elle comportait de nombreux avantages : les religieux étaient exempts du service militaire et, sans être riches, vivaient à leur aise. Le Tanzimat, puis la Révolution ont changé tout cela : désormais les *hodjas* vont à l'armée et vivent dans une condition assez misérable. Aussi ne se recrutent-ils plus que dans la basse classe, dont ils partagent l'ignorance et les préjugés. Tout compte fait, je crois que, dans l'accomplissement des réformes que nous envisageons, le clergé musulman ne constituera ni un obstacle, ni non plus un adjuvant. Les réformes se feront en dehors de lui, plutôt encore que malgré lui.

Chehabeddin Bey m'avait-il livré toute sa pensée? ou se faisait-il lui-même illusion sur les dispositions du clergé? D'une part, il me semblait difficile qu'une grande œuvre de réforme, dans un pays comme la Turquie, pût être accomplie sans le concours de l'autorité religieuse, à plus forte raison en dehors d'elle; d'autre part, j'avais quelques doutes sur l'aptitude des prêtres et des théologiens à comprendre les exigences de la vie moderne et sur leur disposition à favoriser les mesures propres à concilier avec elles les préceptes et les traditions de l'Islam.

Ainsi, avais-je grande envie d'approcher quelques-uns des membres les plus éminents du haut clergé et de causer avec eux. Plusieurs fois, on m'avait vanté l'érudition et l'originalité de Fatim Effendi, *hodja*, théologien et astronome. Il était professeur à l'Université de Stamboul et directeur de l'Observatoire.

Un jeune romancier turc, qui manie sa langue et la nôtre avec une aisance égale et possède un talent reconnu à Paris comme à Stamboul, Izzet Mélyh Bey, s'offrit à me le faire rencontrer et à me servir d'interprète.

L'ISLAM ET LA CIVILISATION EN TURQUIE

Lorsqu'on annonça Fatim Effendi, je vis entrer un homme de belle taille, vêtu d'une longue houppelande noire et coiffé d'un large turban blanc. Il s'assit, puis échangea avec nous, selon la mode turque, plusieurs saluts fort cérémonieux. Un silence de quelques minutes est de rigueur avant d'entamer la conversation, et j'eus tout loisir d'observer mon théologien : un nez fortement aquilin, des yeux noirs très brillants, des traits réguliers encadrés par une courte barbe noire ; des mains fines et soignées sortaient des larges manches de la robe et s'appuyaient posément aux bras du fauteuil. Lorsqu'il commença à parler, je fus frappé tout ensemble de l'extrême vivacité avec laquelle il s'exprimait et de la douceur que pourtant sa voix conservait toujours ; parfois le geste soulignait l'importance d'un mot, mais le ton demeurait le même, très bas, sans éclat, presque sans accent.

En quelques phrases Izzet Mélyh exposa au professeur mon désir d'apprendre de lui comment, dans les milieux religieux intelligents et cultivés, on envisageait l'avenir de la Turquie, et dans quelle mesure l'Islam, ses dogmes, ses préceptes moraux et ses institutions sociales lui semblaient, à lui-même et à ceux de sa caste, compatibles avec les progrès de la vie moderne.

— Notre religion, répondit Fatim Effendi, diffère de toutes les autres, en ce que les autres sont fondées sur la seule morale, tandis que l'Islam considère l'individu dans toutes ses relations avec le monde qui l'environne : il règle son hygiène et sa vie quotidienne, son mariage et sa succession, et généralement tous les détails de son organisation en société. La religion musulmane est en elle-même toute une civilisation.

« La rapide expansion de l'Islam, qui reste inexplicable, si l'on y voit seulement un dogme et une morale, redevient historiquement vraisemblable, presque naturelle, si on l'envisage comme une révolution sociale. Rapppelez-vous que cent cin-

quante ans suffirent au Prophète et à ses premiers successeurs pour établir leur empire sur une vaste partie du monde, trente ans pour s'imposer à l'Égypte.

« Si les Turcs sont demeurés jusqu'aujourd'hui en dehors des grands courants européens, s'ils ne se sont point assimilé la civilisation occidentale, comme l'ont fait, par exemple, les Bulgares, c'est précisément parce que cette civilisation et la civilisation islamique découlent de principes tout différents. Un phénomène analogue a maintenu très longtemps, dans l'antiquité, une division profonde entre les Chaldéens et les Perses. Cependant entre l'Islam et l'Occident, il y a un point de contact : ce sont les sciences positives. Les sciences et leurs applications, les arts et les industries forment un domaine commun. Si les Turcs, au lieu d'importer du dehors, pêle-mêle et sans égard à la tradition nationale, des idées philosophiques, des habitudes morales et des institutions politiques, avaient commencé par emprunter à la civilisation européenne ses méthodes scientifiques et son outillage économique, le terrain serait aujourd'hui tout préparé pour une évolution salutaire, pour un heureux développement des énergies et des vertus de notre race. Au lieu qu'à présent il faudrait, avant tout, déblayer le terrain de toutes les constructions artificielles, de tous les ouvrages fragiles qui l'ont encombré et bouleversé... »

Le théologien s'arrêta. Lorsqu'on m'eut expliqué ses paroles, je demandai à poser la question sous une autre forme : « Estimez-vous, — dis-je, — qu'en restant à l'écart de la vie occidentale moderne et dans le cadre de leur religion et de la civilisation qu'elle implique, les Turcs soient susceptibles de progrès, au sens où nous entendons ce mot ?

— Beaucoup de savants musulmans pensent, comme moi-même, que notre religion, tout en restant ce qu'elle est, *s'élèvera* un jour jusqu'à former un ensemble aussi parfait que la plus parfaite civilisation. Ce progrès s'accomplira, non par des importations étrangères mais par une évolution intérieure. Et un temps viendra où la civilisation musulmane, en vertu de son propre effort, se retrouvera de plain-pied, en contact direct avec les autres. Certaines divergences subsisteront plus ou moins longtemps, mais finiront par disparaître.

« Notre droit familial, notre législation touchant la condition des femmes me semblent des questions secondaires, qui se

trouveront résolues en fonction d'un progrès général. N'en a-t-il pas été de même en Europe, où les changements survenus dans le domaine économique, politique et social ont entraîné naturellement des changements correspondants dans la constitution de la famille, l'éducation des enfants et la situation des femmes?

« En ce qui concerne le progrès social, je ne vois pas en quoi notre religion pourrait y faire obstacle. Le socialisme, dans sa forme occidentale, n'existe pour ainsi dire pas en Turquie, parce que nous n'avons pas de grande industrie et que notre agriculture n'est pas organisée de manière à opposer une classe d'ouvriers à une classe de propriétaires : la terre est presque partout cultivée directement par celui qui la possède. Mais l'Islam contient tous les principes de ce que vous appelleriez chez vous un « socialisme modéré. » Il ne reconnaît pas au capital-argent le droit de porter des fruits; notre loi n'autorise ni les sociétés anonymes, ni les actions au porteur : les actions nominatives sont seules admises. Elle ne reconnaît pas d'autre monnaie que l'or et l'argent. Elle impose à tout croyant l'obligation de disposer d'une partie de ses biens, soit en faveur des malheureux qui sont incapables de gagner leur vie, soit au bénéfice de ceux qui, ayant travaillé, n'ont pas réussi à assurer leur subsistance. Le *Zékiat* est pour tout musulman un devoir strict : le quarantième de chaque fortune doit être distribué en aumônes.

« Vous voyez que ces principes n'ont rien d'incompatible avec les directions modernes de la vie sociale. Quant aux détails de notre législation, ils peuvent, ils doivent même se modifier suivant les circonstances. Notre tradition religieuse est formelle : « Tout verset du Coran qui semble contraire à l'esprit, — que l'esprit ne peut pas concevoir, — doit être interprété dans un sens conforme à l'esprit. » Les divers changements qui seront la conséquence d'une assimilation plus complète, par le peuple turc, des sciences, des arts et des industries modernes, auront donc sur nos lois leur répercussion légitime. »

— Mais les prêtres, dans l'ensemble, jugent-ils une telle évolution conforme à l'institution religieuse, à l'esprit de l'Islam?

— Entendons-nous bien, — répondit vivement Fatim Effendi. L'Islam a une base morale intangible, immuable : c'est la distinction du bien et du mal. Il comporte en outre des obli-

gations rituelles : la principale est celle de la prière et du culte rendu à Dieu ; sur ce point, rien ne peut être changé au fond ; mais, dans la forme, on se montre de plus en plus libéral. Et ce libéralisme est d'autant plus inévitable que ni le gouvernement, ou, si vous voulez, l'autorité politico-religieuse, ni le clergé ne constituent chez nous des intermédiaires entre le fidèle et Dieu. Dans la religion musulmane, le prêtre n'est pas un organe strictement nécessaire ; aussi n'avons-nous pas de caste sacerdotale, ni même, à proprement parler, de hiérarchie ecclésiastique. Le prêtre, dans l'Islam, est celui qui connaît la loi, l'enseigne, et, en certaines occasions, dirige les cérémonies du culte.

« Le rôle des prêtres étant ainsi défini, vous devinez quelle peut être leur influence. Elle est considérable sur le bas peuple, en particulier dans les campagnes ; elle est beaucoup moindre sur les habitants des villes, plus faible encore à Constantinople. Je ne prétends pas qu'en Turquie, à l'heure actuelle, la majorité des prêtres musulmans soit assez éclairée pour approuver l'évolution que je prévoyais tout à l'heure ; mais il y a, dès à présent, un certain nombre de prêtres intelligents qui la comprennent et la désirent ; et ceux-là, loin d'encourir le blâme ou de provoquer la défiance, sont généralement très respectés. »

« Fatim Effendi, — observa Izzet, — en est lui-même un exemple. » Je demandai encore au professeur comment se recrutait le clergé musulman de Turquie, et selon quelles disciplines il était formé. Fatim Effendi me l'expliqua volontiers :

— La carrière n'est pas lucrative et elle ne jouit plus d'autant de prestige qu'autrefois : aussi notre clergé ne se recrute-t-il guère que dans les classes populaires. Les futurs prêtres sont instruits dans les *médressés* ou écoles religieuses. Dans ces derniers temps, le niveau des études s'était abaissé : on négligeait la philosophie et la vraie théologie, pour s'enfermer dans une scolastique assez vide. Mais le Gouvernement vient d'entreprendre une réforme sérieuse des *médressés*. Aujourd'hui les connaissances générales d'un étudiant en théologie s'étendent un peu au delà du programme de votre brevet supérieur. L'enseignement spécial porte sur les langues turque et arabe, la lecture et l'interprétation du Coran, la législation coranique, l'histoire des religions et celle des philosophies, considérées dans leurs rapports avec la religion musulmane.

— La jeunesse intellectuelle de Turquie a-t-elle du goût pour les études philosophiques et religieuses?

— Il est difficile de s'en rendre compte en ce moment. Cependant on peut observer que la pure spéculation philosophique semble avoir peu d'attrait pour nos jeunes gens. Spencer fut longtemps leur auteur préféré, et la dernière génération a choisi pour maître votre Durkheim, dont la doctrine sociologique les satisfait mieux que tous les systèmes idéalistes ou criticistes de l'Allemagne. En ce qui concerne la religion, la jeunesse, — et, en général, la classe éclairée, — tend de plus en plus à séparer le dogme de la législation et de la morale sociale. Elle attache au dogme moins d'importance, et retient au contraire très soigneusement le contenu moral, juridique et social de la doctrine coranique. Mais l'institution religieuse est universellement respectée. Le mouvement qui tendait à séparer l'Église de l'État ne s'est point développé; même les anciens partisans de cette réforme en sont devenus aujourd'hui les adversaires. Le problème qui s'est posé dans les sociétés européennes n'existe pas chez nous. Parmi les nations chrétiennes, il a pu se faire qu'une classe, — le clergé, — usât de son influence pour s'arroger des privilèges temporels, dont les autres classes voulurent ensuite la dépouiller. Dans l'Islam, au contraire, les prêtres ne forment pas une classe et n'ont jamais eu de privilèges. La doctrine du Coran est tout ensemble religieuse et sociale : si l'on mettait d'un côté les préceptes qui règlent les rapports de l'homme avec Dieu, de l'autre ceux qui règlent ses rapports avec le monde extérieur, cette seconde partie serait beaucoup plus importante que la première. La séparation de l'élément religieux d'avec l'élément juridique, social, politique, ôterait la vie à l'un et à l'autre : elle est pratiquement impossible.

« En résumé, je ne doute pas que le peuple turc ne parvienne au degré de civilisation et de progrès des nations modernes sans se détacher de l'Islam, et même qu'il y parvienne par l'Islam; d'abord, parce qu'une interprétation de plus en plus large et intelligente permet d'accommoder nos préceptes religieux au nouvel ordre social ; ensuite, parce que notre peuple reste attaché profondément aux croyances et aux traditions des ancêtres, et que c'est sur ces croyances et ces traditions qu'il fondera sa grandeur. La guerre, qui nous a fait tant de mal, nous a pourtant procuré un bien : elle a ouvert les yeux et

détruit l'illusion de ceux qui, parmi nous, s'étaient forgé de la civilisation européenne une conception idéale et paradisiaque. Loin de concentrer obstinément ses regards sur l'Occident, notre jeunesse d'aujourd'hui cherche ses raisons de vivre en elle-même, dans les vertus de sa race ; c'est vers l'Islam qu'elle se tourne, et vers la solidarité musulmane. »

A PROPOS DE DROIT MUSULMAN

L'union intime, indissoluble, entre religion et législation était un des caractères sur lesquels Fatim Effendi avait insisté avec le plus de force. Il semblait y voir, pour sa part, une garantie d'ordre, une raison d'harmonie et même un ferment de progrès. Beaucoup d'Occidentaux soutiennent au contraire que le lien qui attache étroitement, dans l'Islam, l'ordre juridique et l'ordre social à la doctrine religieuse du Coran, condamne les nations musulmanes, et en particulier la nation turque, à une éternelle immobilité. Quel était, là-dessus, l'avis des juristes musulmans? J'en ai interrogé deux : Ebul-Ula Bey, professeur de droit civil et agraire à l'Université de Stamboul, ancien député au Parlement, et Chevket Effendi, professeur de droit familial. Ces deux maîtres appartiennent à l'ordre des *hodjas* ; le second remplit même les fonctions de premier iman à la Mosquée du Conquérant. Le sénateur Naïm Bey, professeur de philosophie à la Faculté des Lettres, Youssouf Behdjet, secrétaire général, et Raagheb Hulussi, bibliothécaire de l'Université, avaient bien voulu assister à nos conférences, qui eurent lieu dans l'un des salons de l'Université de Stamboul.

J'écris salon à dessein, car la maison où les étudiants de Constantinople reçoivent l'enseignement supérieur fut jadis la résidence somptueuse et charmante d'une princesse égyptienne. Deux escaliers majestueux conduisent à un immense vestibule, dont le plafond bleu étoilé d'or est supporté par de frêles colonnes de bois peint. La bibliothèque, avec ses armoires de palissandre incrusté de nacre, les meubles massifs et ses inscriptions arabes, est une merveille. La princesse était savante et aimait la politique, au point de subventionner elle-même un journal. Il faut croire qu'elle avait aussi d'autres goûts, plus féminins : un jour, le directeur envoya son secrétaire quérir

les subsides; c'était un jeune homme beau et bien fait; se trompa-t-il de porte? les esclaves noires de la princesse se firent-elles un jeu de l'égarer dans les dédales du palais? Toujours est-il que le beau secrétaire jamais ne reparut au journal. La princesse, en mourant, légua sa maison et ses livres au Sultan, qui en fit don à l'Université.

N'étant pas juriste, bien que j'eusse, comme tout le monde, étudié en droit, je me sentais fort intimidé devant l'aréopage réuni à mon intention. Les grandes robes et les turbans des *hodjas* évoquaient à mon esprit l'image lointaine d'autres robes et d'autres bonnets, devant lesquels j'avais un peu tremblé. Bref, j'avais comme le pressentiment qu'on allait, encore une fois, me faire passer un examen, et que je n'y brillerais point. J'avais deviné juste. Curieux de marquer d'abord par un exemple la différence de principe qui distingue la législation islamique des législations européennes, Ebul-Ula Bey me demanda : « Quels sont, selon le code civil français, les divers modes d'acquisition de la propriété? » J'énumérai ceux que je me rappelais, et j'en oubliai un. « Il y a aussi la prescription, — compléta le professeur. Vous admettez en effet qu'un droit puisse cesser d'appartenir à quelqu'un qui, pendant un certain temps, ne l'exerce pas, et passe à un nouveau titulaire, qui l'a exercé d'une manière continue sans le posséder. Vous reconnaissez une prescription extinctive et une prescription acquisitive. Nous admettons, à l'extrême rigueur, la première, mais nous ne pouvons concevoir la seconde. Il nous paraît difficile qu'un droit de propriété puisse jamais s'éteindre, et impossible qu'il naisse de la prescription. C'est que le droit européen envisage, à côté du juste, l'utile, l'intérêt de l'individu et celui de la société ; tandis que le droit musulman se fonde exclusivement sur le juste et ne voit que l'intention morale de l'acte qu'il s'agit de qualifier.

« Le principe fondamental de notre droit pourrait s'énoncer ainsi : mieux vaut éviter le nuisible que de procurer l'utile, prévenir un dommage que de faire naître un profit. Peut-être y perdons-nous en prospérité, mais nous y gagnons en moralité. Ce principe a créé et maintient parmi les peuples musulmans un certain état d'esprit : la conviction que la justice règne par le *Chériat* (loi religieuse) et que, tant qu'on applique la loi, le mal est toujours évité.

« De plus en plus, nous voyons triompher en Occident la conception selon laquelle chaque droit est limité par une obligation correspondante : le droit de propriété implique, pour celui qui en est investi, l'obligation d'exploiter ce qu'il possède, d'en tirer un profit, d'en faire naître quelque chose d'utile. Chez nous, rien de semblable : la propriété, selon le droit coranique, est éternelle et ne peut jamais être abolie. Qu'elle demeure infructueuse, inutile, elle n'en existe pas moins. Ici ce n'est pas l'intérêt qui importe, c'est le droit.

« Ce principe entraîne des conséquences : nos lois n'autorisent l'expropriation que dans des cas extrêmement rares ; nous estimons que toute colonisation est fondée sur l'injustice, et même proprement sur le vol. La conception européenne de l'*hinterland* et celle de la liberté des mers nous semblent monstrueuses. Le droit que vous reconnaissez à un peuple qui n'a pas de frontière maritime, de traverser le territoire d'un autre peuple pour accéder à un port, ne représente pour nous que la négation arbitraire du droit qu'a cet autre peuple, de ne pas laisser traverser par des étrangers le sol dont il est propriétaire. Colonisation, *hinterland*, libre accès à la mer, autant de concepts qui reposent, non sur le droit, mais sur l'intérêt, — intérêt collectif, je vous l'accorde : néanmoins, ils nous paraissent antijuridiques.

— Ne craignez-vous pas, monsieur le professeur, qu'en bornant ses efforts à éviter le nuisible, sans chercher l'utile, un peuple se réduise à l'inaction, et bientôt à l'impuissance ?

— Selon le Coran, — répliqua Ebul-Ula Bey, — il est permis à chacun de chercher l'utile, mais, pour ainsi dire, par surcroît : le premier soin de chacun doit être d'éviter tout ce qui peut nuire à autrui. Nous croyons que, le jour où ces principes cesseraient d'être appliqués, notre peuple cesserait d'avoir cette absolue confiance en la justice, qui est chez nous la base la plus solide de l'ordre social. Si les sociétés européennes avaient, comme la nôtre, fondé leur droit sur la pure justice, et non pas sur l'intérêt, pensez-vous qu'elles auraient jamais eu rien à redouter de cette maladie nouvelle, le bolchévisme, qui les menace si gravement, tandis qu'elle ne peut avoir aucune prise sur les nations musulmanes ?

« Plus j'étudie l'histoire, et plus je constate que c'est dans le Coran qu'est la vérité. Depuis le *Tanzimat*, nous avons subi

l'influence des législations occidentales : elle ne nous a pas été salutaire. Que des hommes de science, d'expérience et de talent s'appliquent à développer les principes du droit musulman dans le sens de l'évolution du monde, mais aussi, dans leur direction logique et naturelle : ils y trouveront les meilleures solutions des problèmes qui se posent aujourd'hui et tous les moyens de faire face aux exigences compliquées et aux obligations mal définies de la vie moderne la plus civilisée. »

En sortant de l'Université, je traversai la place du Séraskiérat et j'allai flâner au Grand-Bazar. Dans l'obscurité délicieusement fraîche des longues galeries, Grecs, Arméniens et Israélites, postés au seuil des boutiques, guettaient le client rare. Offres alléchantes et mensongères, mystérieux trafics entre courtiers et marchands, serments éhontés, feintes indignations : dans les discours, dans les gestes, dans les actes, la « recherche de l'utile, » déconseillée par le Coran, triomphait insolemment et le plus souvent, sans doute, au mépris de la justice et de la vérité. Les bons musulmans, silencieux, regardaient faire. J'entrai chez un marchand grec, qui m'avait vendu la semaine précédente des tissus brodés d'Anatolie. Il fit apporter deux tasses de café et nous parlâmes politique. « Vos armées remportent de grands succès en Asie, — lui dis-je, et l'on annonce que le roi Constantin va marcher sur Constantinople. Qu'en pensez-vous? » L'homme répondit simplement : « Si les Grecs viennent ici, je m'en irai ailleurs. » N'était-ce point là, en raccourci, toute la question d'Orient?

LA CONDITION DES FEMMES

Notre second entretien eut pour objet la condition des femmes dans la société musulmane. Sur ce point aussi, les professeurs de Stamboul s'appliquèrent à écarter les critiques et à combattre les préjugés qu'entretient en Occident une ignorance à peu près complète de l'Islam, de ses coutumes et de ses lois.

« En principe, — expliqua le professeur de droit familial, — le Coran reconnaît entre les deux sexes une égalité presque absolue; notre législation attribue cependant à la femme une certaine supériorité, en ce qu'elle dispose librement de ses biens

avant, pendant et après son mariage. La dot n'est chez nous qu'un usage, non une obligation : le mari doit assurer l'entretien de toute la famille : aucune charge n'incombe à la femme. Si sa femme l'exige, le mari doit même lui fournir une servante, pour vaquer aux soins du ménage. Au cas où, en vertu de la loi religieuse, une femme est obligée de subvenir à l'entretien d'un membre de sa famille, orphelin ou indigent, la charge qui pèse sur elle est deux fois moindre que celle qui pèserait sur un homme. Ainsi l'homme assume la plus grande part des devoirs économiques. L'équilibre entre les deux sexes se rétablit par l'héritage : la femme, venant en concurrence avec des cohéritiers mâles, n'a droit qu'à une demi-part.

« Un des grands griefs que fait l'Occident à notre législation, c'est l'inégalité qu'elle établit entre l'homme et la femme, touchant la dissolution du mariage. Le mari a le droit de répudier sa femme ; la femme n'a pas celui de quitter son mari. Cela n'est pas tout à fait exact. D'abord, la femme peut toujours recourir aux tribunaux pour faire déclarer nul son mariage, si elle a des motifs suffisants. Les motifs prévus par la loi sont : le fait, par le mari, d'avoir commis un crime de nature infamante, d'être atteint d'aliénation mentale ou d'une maladie contagieuse incurable, d'infliger à sa femme de mauvais traitements. Mais la « déclaration de nullité » est un acte public, elle résulte d'une décision des magistrats; tandis que la « dissolution » est un acte privé, et résulte du seul fait que vient à manquer le consentement réciproque des deux époux. Or il est vrai que le mari peut à tout moment, même sans motif, retirer son consentement et renvoyer sa femme. Mais il n'est pas moins vrai que notre loi reconnaît à la femme un droit identique, pourvu qu'elle se le réserve par une déclaration formelle au moment de contracter mariage. Le règlement de la famille impériale prescrit cette déclaration aux sultanes. L'usage s'en est fort répandu, depuis dix ans, parmi les femmes des classes cultivées, et il tend à se généraliser.

« Au point de vue de l'autorité paternelle, l'avantage est d'abord à la femme, puis il passe à l'homme : l'autorité de la mère est prépondérante sur les fils jusqu'à sept ans, sur les filles jusqu'à neuf ans; passé cet âge, c'est celle du père qui prévaut. La tutelle sur les enfants mineurs est exercée conjointement par les deux parents : cependant la coutume attribue

au père un droit de priorité. Devenus majeurs, les enfants se marient librement : en un seul cas, les parents peuvent exercer le « droit d'objection. » Un jeune homme, en effet, épouse qui il veut, même une fille de condition inférieure à la sienne; si une jeune fille choisit pour mari un homme qui lui est socialement inférieur, les parents ont la faculté de s'y opposer : au Cadi de juger si l' « objection » est, ou non, légitime.

« La femme doit obéissance à son mari. Cependant la loi prévoit quelques exceptions. Une femme désireuse de s'instruire peut en prendre les moyens sans que son mari l'y autorise ou même malgré sa défense. Le mari doit permettre à sa femme de rendre visite à ses parents, une fois par semaine, s'ils habitent le même lieu. Avec ou sans la permission du mari, la femme a le droit de se rendre auprès de son père malade et de le soigner jusqu'à sa mort. La loi n'oblige pas la femme à allaiter elle-même son enfant, sauf dans le cas où l'enfant refuserait de prendre le sein d'une autre nourrice.

« Voilà pour le droit familial. Pour le reste, la législation musulmane traite l'homme et la femme sur un pied de parfaite égalité, si ce n'est qu'en certains cas elle est plus indulgente à la femme, en raison de sa faiblesse physique. La peine capitale, prévue pour les hommes comme châtiment de certains crimes politiques, n'est point applicable aux femmes. Il en va de même de la déportation. Pour la tutelle, le mandat, l'action en justice, la capacité de la femme est entière. Dans quelques cas spéciaux, le témoignage d'une femme ne vaut que la moitié de celui d'un homme : mais la règle générale est que les deux témoignages ont une valeur égale.

« La loi, qui interdit aux hommes de porter des vêtements de soie et des bijoux d'or en trop grande quantité, n'impose aucune limite à la coquetterie des femmes. L'usage de se voiler le visage, où l'Occident veut voir une marque de barbarie, ne correspond à aucune prescription formelle du Coran. Il est écrit seulement : « que la femme couvre les parties de son corps dont la vue pourrait exciter chez l'homme des désirs brutaux. » S'inspirant de ce précepte, les femmes musulmanes ont pris l'habitude de n'exposer aux regards des hommes aucune partie de leur corps qui ne soit dissimulée sous quelque vêtement, de se voiler le visage et de se couvrir les mains et les pieds. Les convenances obligent les femmes honnêtes à se conformer à cet

usage, mais la loi religieuse ne les y a jamais contraintes.

« Dans la vie publique, religieuse ou civile, l'Islam n'établit aucune différence entre les deux sexes. Toutes les magistratures peuvent être exercées par les femmes : rien n'empêche une femme d'être *cadi* (juge) ou *imam* (prêtre) : toutefois, dans ce dernier cas, les femmes ne sauraient diriger le rite religieux que pour leur sexe. L'Islam ne réserve expressément à l'homme qu'une dignité : celle de *Calife*. En revanche, une femme peut être prophète... »

A ces mots, l'auditoire, qui jusqu'alors était demeuré fort calme, manifesta subitement une extrême agitation. Il paraît que la dernière affirmation du professeur était hardie, peut-être hérétique. Une vive discussion s'engagea. D'un côté, l'on tenait que la dignité de prophète était réservée aux hommes; de l'autre, on invoquait l'exemple de « Marie, mère de Jésus, » qui est vénérée comme prophète par les croyants. Finalement, on se mit d'accord sur cette formule, « que la femme peut être prophète, mais non prophète envoyé de Dieu. »

Nous étions désormais, du moins à mon avis, bien loin de notre argument. J'essayai pourtant d'y revenir en demandant si la femme musulmane semblait destinée à jouer un rôle dans la politique. « Nos lois, — me fut-il répondu, — ne donnent là-dessus aucune indication, car elles ne sont en cette matière qu'une imitation de celles de l'Occident. Mais rien, dans la doctrine islamique, ne s'oppose à ce qu'une femme soit électeur ou éligible. Cela est d'ailleurs sans importance. L'essentiel est que les femmes sortent de l'ignorance où elles furent trop longtemps maintenues : or elles s'instruisent de plus en plus, dans toutes les classes ; de plus en plus elles veillent à l'éducation des enfants, et tendent ainsi à devenir un excellent élément de conservation sociale et religieuse. »

Je m'abstins de toute question sur la polygamie, sachant qu'il déplaît aux Turcs de discuter cette question avec les Occidentaux, et que d'ailleurs, pour des raisons morales et surtout économiques, la coutume d'avoir plusieurs femmes tend à disparaître. Mais je voulus savoir s'il était vrai, comme je l'avais lu dans le récit d'un voyageur, que les femmes, en pays musulman, fussent enterrées plus profondément que les hommes, et qu'on entendît marquer ainsi qu'elles auront plus de peine à gagner le paradis. A cette demande, les docteurs, tout à l'heure

si graves, éclatèrent de rire, et l'un d'eux répondit : « Non, ce n'est pas vrai. Mais, alors que l'homme est enseveli dans trois pièces de toile, il en faut cinq, selon le rite, pour ensevelir une femme. »

MŒURS, TRADITIONS, CULTURE

Le lecteur n'aura que trop aperçu, à travers ces conversations, dont j'ai voulu reproduire fidèlement, sinon la teneur intégrale, du moins la physionomie et l'ordonnance, combien il est difficile d'accorder deux dialectiques aussi différentes que celles d'un chrétien d'Europe et d'un musulman d'Orient. Chacun d'eux a sa méthode de pensée et de discussion, qui n'est pas celle de l'autre : mais il ne faut pas que cette difficulté à se comprendre soit érigée, par malveillance ou paresse d'esprit, en obstacle absolu. Nous n'en devons pas moins essayer mutuellement de nous comprendre.

Un jour que je me plaignais à Hakil Mouktar Bey, doyen de la Faculté de médecine de Constantinople, de la difficulté que j'éprouvais à comprendre les Turcs et à me faire comprendre d'eux, il me répondit : « Les deux difficultés ne sont pas égales, car nous connaissons mieux l'Occident que nous ne sommes connus de lui, et nous entrons plus aisément dans vos habitudes d'esprit que vous n'entrez dans les nôtres. » Cependant, pour qu'il y ait rapprochement, pénétration réciproque, il faut que l'effort de l'un pour comprendre l'autre soit égal des deux côtés. Or la mentalité d'un peuple est fondée en grande partie sur sa religion ; la religion, quelle qu'elle soit, constitue et constituera longtemps encore un élément essentiel du caractère intellectuel et moral d'une nation.

« Le malheur est que, jusqu'à présent, historiens, savants et critiques ont toujours recherché et mis en relief ce qui distingue, ce qui oppose les religions entre elles. Les conclusions des savants ne pouvaient manquer d'être exploitées par les politiciens, pour des fins qui n'ont rien à voir avec le progrès ou le bonheur de l'humanité. Le jour où nos travaux tendraient au contraire à dégager le fond commun de toutes les religions, à mettre en lumière les caractères qui les rapprochent et les unissent, je crois que la civilisation du monde aurait fait un grand pas en avant. »

Combien de fois n'ai-je pas entendu des Turcs cultivés, relever sur un ton sévère ou ironique notre extraordinaire ignorance des choses de l'Islam ! « Expliquez-moi, — me disait l'un d'eux, — pourquoi, des trois nations d'Occident qui possèdent le plus grand nombre de sujets musulmans, une seule, la Hollande, a pris à tâche d'étudier méthodiquement notre religion, nos lois, nos mœurs et nos traditions ; » et il me rappela les chaires instituées à l'Université de Leyde et les admirables travaux de Snouck Hurgronje. Je ne sus que répondre à une question, que je m'étais bien souvent posée moi-même.

Que nous puissions, en leur apportant le secours de nos méthodes techniques, aider les Turcs à voir clair dans les origines et dans l'histoire de leur race, à mettre plus d'ordre dans leurs archives, à mieux classer leurs musées et leurs bibliothèques, cela est certain : nous l'avons déjà fait, et j'espère que nous le ferons encore. Mais n'oublions pas qu'il existe en Turquie depuis fort longtemps des chercheurs, des historiens et des savants, des bibliothèques, des musées et des archives, et ne nous donnons pas le ridicule de prétendre découvrir à lui-même un pays qui ne s'ignore point, qui possède en propre une littérature, un art, une civilisation, et où le culte de la tradition est poussé plus loin que chez bien des peuples d'Occident.

J'ai fait, sous la conduite alternée de deux guides érudits et obligeants, M. Zia Bey, directeur des Antiquités au Ministère de l'Instruction publique, et Mehmed Ali Bey, attaché à la Dette publique ottomane, le tour des bibliothèques de l'*Evkaf*. A Constantinople il y en a trente-quatre. Elles contiennent les manuscrits, les livres, les miniatures et les autographes recueillis par des particuliers, et généreusement offerts par eux à l'*Evkaf*. *Evkaf*, en turc, est le pluriel de *Vakif*, et *Vakif*, qui veut dire proprement « arrêter » ou « s'arrêter, » a pris peu à peu le sens de « consacrer définitivement un bien à une œuvre pieuse. » Parce qu'il n'a pas d'héritier, ou parce que ses héritiers ne lui inspirent pas confiance, ou simplement pour se conformer au *Chéri*, qui considère l'assistance mutuelle comme une des bases fondamentales de la morale et de la société, un musulman transfère de son vivant ou lègue après sa mort à l'*Evkaf* ses terres, ses maisons, ses meubles, sa bibliothèque. Avec les revenus des biens acquis de la sorte, l'*Evkaf* construit ou entretient des mosquées, des écoles et des fontaines ; ainsi la

piété de quelques fidèles procure à tous les autres les moyens de prier, de s'instruire, d'étancher leur soif et de faire leurs ablutions, comme le prescrit la loi, avec une eau préservée de toute souillure ; ainsi, d'autre part, ont été sauvés de la dispersion, ou de la destruction, une quantité d'objets précieux, au double point de vue de l'art et de l'histoire, et se sont constitués d'admirables collections de bijoux, de vêtements, de meubles, de reliures, de livres imprimés et manuscrits.

La « Bibliothèque Nationale » installée dans une jolie *médressé*, à quelques pas de la Mosquée du Conquérant, est actuellement conservée par son fondateur et ancien propriétaire. Pendant plus de trente ans, Ali Emiri Effendi, ancien fonctionnaire du Palais, a parcouru toutes les provinces de l'Empire, consacrant son talent et sa grande fortune à la recherche et à l'acquisition de tous les documents concernant l'histoire, les mœurs, les traditions de son pays. Il a réuni ainsi quinze mille volumes, rares ou uniques, et une importante collection d'autographes, où figurent, à côté des plus belles calligraphies persanes et arabes, des versets du Coran tracés par des mains impériales, un manuscrit de Jean-Jacques Rousseau et une lettre d'Émile Zola. Dans les vitrines sont exposés les livres enluminés, les miniatures, et ces curieux atlas où des géographes ont décrit et figuré, avec une minutie naïve, tous les ports de la Méditerranée, de Constantinople à Gibraltar, et d'Alexandrie à Mazaghan ; monuments où éclatent tantôt la gloire et tantôt l'ambition des Grands Seigneurs.

A côté de la grande salle qui renferme toutes ces richesses, Ali Emiri a aménagé une petite salle de lecture, ouverte tous les jours aux étudiants. Il rédige à lui tout seul une *Revue d'histoire et de littérature ottomanes*, dont chaque numéro relate quelque trouvaille, pour ne pas dire quelque découverte. Cet homme de bien et ce grand travailleur vient d'être chargé par le Sultan d'inventorier et de classer les nombreux documents, — quelques centaines de mille, à l'estimation d'Ali Emiri, — relatifs à l'histoire de la maison impériale et entassés jusqu'à présent dans des caisses à Sainte-Irène. Le bon archiviste s'est aussitôt mis au travail et se plaint seulement que l'ordre souverain lui ait été donné trop tard pour qu'il puisse l'exécuter entièrement avant de mourir.

Réunies en un seul dépôt, les collections de l'Evkaf forme-

raient une des belles bibliothèques du monde; les érudits y trouveraient le bénéfice d'un classement général et d'une plus grande commodité de recherche; les artistes et les flâneurs y perdraient le délicat et rare plaisir de feuilleter quelques beaux livres dans le silence et la fraîcheur d'une petite chapelle, qu'isolent du reste du monde tantôt les arceaux d'un cloître, tantôt les cyprès d'un vieux jardin.

On lit beaucoup à Stamboul et, fort heureusement, on n'y lit pas seulement des journaux. Un petit libraire-éditeur, très modestement installé, m'a montré dans sa bibliothèque six cents volumes écrits en langue turque; quatre cents ouvrages de littérature et d'histoire publiés par lui en l'espace de quinze années. J'ai trouvé là, parmi des manuels à l'usage des écoles, une histoire universelle, plusieurs histoires de l'empire ottoman, une histoire des littératures de l'Orient, des anthologies de prosateurs et de poètes, la traduction des meilleurs livres de Faguet, celles de l'ouvrage de Sorel : *la Question d'Orient au XVIII[e] siècle*, et du traité de Payot sur l'*Éducation;* des récits de voyage, des romans, etc... « A combien d'exemplaires tirez-vous? ai-je demandé à l'éditeur. — Le plus souvent à trois mille, m'a-t-il répondu. Je ne parle pas des ouvrages scolaires, dont le tirage est beaucoup plus important. J'ai eu aussi quelques ouvrages à succès : une petite Encyclopédie, à l'usage des peuples des campagnes, est allée jusqu'à trente mille. »

Le rédacteur en chef d'un grand quotidien m'a raconté, que, pendant la guerre, Stamboul ne lisait presque plus de journaux; il y voyait une preuve du peu d'intérêt qu'accordait le peuple turc aux péripéties de la lutte dans laquelle quelques politiciens l'avaient entraîné et dont le caractère national ne lui apparaissait point. Les lettrés profitèrent de cette disposition du public, pour essayer de l'intéresser aux problèmes généraux de la sociologie et de l'économie politique, aux questions d'art et d'histoire. On publia des revues, on fit des conférences : les unes et les autres furent très goûtées. Après l'armistice, l'intérêt pour la politique est redevenu général et même passionné; le mouvement intellectuel s'est ralenti; on compte sur la paix pour le ranimer et lui donner une intensité nouvelle.

J'ai trouvé l'Université de Stamboul assez déserte; la plupart des jeunes gens valides sont aux armées, beaucoup sont allés se battre en Anatolie. L'Université ottomane comprend, comme les

nôtres, quatre facultés : lettres, sciences, droit et médecine. Les écoles de théologie sont rattachées au *Cheik-Ul-Islamat*. Un décret du 11 octobre 1919 a conféré à l'Université de Stamboul l'autonomie scientifique : le ministre de l'Instruction publique est recteur honoraire, le recteur effectif est élu pour deux ans par les professeurs des quatre Facultés; actuellement, cette charge est remplie par Bessim Omer Pacha, professeur de gynécologie, qui a bien voulu me faire lui-même les honneurs de l'établissement qu'il administre. Je ne puis entrer ici dans le détail des programmes, qui présentent de nombreuses analogies avec les nôtres. Je donnerai seulement le chiffre des auditeurs pour l'année universitaire 1920-1921 :

Faculté des Lettres, 151 hommes, 38 femmes, total 189;
Faculté des Sciences, 62 hommes, 61 femmes, total 123;
Faculté de Droit, 316 hommes, 8 femmes, total 324;
Faculté de Médecine, 654 hommes, 0 femme, total 654;
Total général, 1290.

La Faculté de médecine, installée hors de la ville, à Haïdar Pacha, sur la côte d'Asie, réunit les étudiants civils et les élèves internes de l'École militaire. Sur les 368 civils qui suivent les cours de cette faculté, on compte 8 Grecs, 17 Arméniens et 12 Israélites. Comme on le voit, les cours de médecine sont les seuls qui ne soient pas fréquentés par des femmes. Depuis deux ans des démarches étaient faites en vue d'obtenir l'admission des jeunes musulmanes à la Faculté de médecine. Elles se heurtaient à une seule opposition, celle du doyen, qui a fini par se laisser vaincre, sinon convaincre : le 16 septembre 1921, le sénat de l'Université s'est prononcé en faveur de l'admission des femmes. « Je ne suis pas encore persuadé, — m'a déclaré le doyen, professeur Hakil Muktar Bey, — de l'opportunité de cette mesure, bien que j'aie moi-même épousé une femme médecin. Dans nos plus lointaines campagnes, les femmes musulmanes n'hésitent plus à se laisser visiter, soigner, accoucher par des hommes. Notre Coran ne leur dit-il pas : « Le médecin qui t'assiste n'est pas un homme, et sa vue n'a rien qui puisse blesser ta pudeur? » N'allons pas trop vite. A quoi bon faire des déclassées? Libre à celles de nos jeunes filles qui se sentent invinciblement attirées vers la médecine, d'aller étudier à l'étranger; les autres trouveront chez nous tant d'autres emplois pour leur activité! Je n'approuve pas que, pour un résultat très

douteux, on expose notre faculté de médecine, déjà suspecte d'hétérodoxie, aux attaques des intransigeants. »

. J'ai visité avec beaucoup d'intérêt les écoles normales de filles et de garçons, qui m'ont paru dotées d'installations et de programmes très modernes. Je n'ai plus à faire l'éloge du lycée impérial de Galata-Seraï, admirable fondation de Victor Duruy et de Fuad Pacha (1868). On sait que l'enseignement y est donné en turc et en français à un millier d'élèves, et que depuis cinquante ans il n'est guère de hauts fonctionnaires ottomans, diplomates, militaires ou administrateurs, qui ne s'honorent d'en être sortis. Pendant les années de leur occupation, les Allemands s'acharnèrent contre cette maison, qu'ils considéraient à bon droit comme une des bases de l'influence française en Turquie : leurs efforts se heurtèrent à la résistance habile et énergique du directeur, Salih Arif Bey, qui transporta les classes dans les dortoirs, lorsque l'autorité militaire allemande eut réquisitionné les deux tiers de l'immeuble, coupa les arbres du parc pour alimenter les fourneaux de cuisine, lorsqu'on lui supprima sa ration de charbon, et, durant toute la guerre, avec le concours ordinaire de ses collaborateurs ottomans et français, continua son œuvre, sans permettre que rien fût changé aux programmes du vieux lycée.

J'ai gardé aussi la meilleure impression de quelques visites aux lycées turcs de garçons et de filles, où, le plus souvent, une part, plus ou moins importante, est faite à l'enseignement de la langue française. Le détail de leur organisation ne rentre pas dans le cadre de cette étude. Je me borne à noter, en passant, la tenue parfaite de ces établissements, le maintien digne, presque grave, de tous ces enfants turcs, des plus âgés jusqu'aux plus petits. J'avais déjà fait une remarque analogue en me promenant dans les vieux quartiers de Stamboul : on y entend rarement un cri, ou le bruit d'une dispute; si je m'approchais d'un groupe de gamins animés et joueurs, je les voyais aussitôt suspendre leur jeu et prendre, en face de l'étranger que j'étais, une attitude convenable et silencieuse. « Ainsi le veulent nos usages, — m'expliqua R. H... Bey. — Ce n'est pas seulement devant un étranger, mais devant toute grande personne, qu'un enfant turc doit, par respect, se tenir immobile et garder le silence. Jamais je n'aurais osé fumer une cigarette en présence de mon père. Riches ou pauvres, nous étions, jusqu'à ces derniers

temps, des gens très bien élevés. Les plus modestes familles de Stamboul ne permettaient à leurs enfants aucun contact avec les enfants juifs, grecs ou arméniens. Puis les Turcs de Salonique sont arrivés ici, ceux de Thrace; ils avaient perdu beaucoup de nos anciennes traditions, et ils ont contribué à nous les faire perdre à nous-mêmes... »

Les traditions et les mœurs, établies en grande partie sur la religion, empêcheront peut-être encore longtemps les Turcs de s'occidentaliser; mais occidentalisme est-il exactement synonyme de civilisation et de culture, et ne pouvons-nous pas concevoir qu'un peuple oriental progresse, se civilise, élargisse son horizon, sans adopter des coutumes, ou même des idées, contraires à son tempérament, à ses croyances, au génie propre de sa race? Je crois, pour ma part, que les prescriptions de l'Islam, et surtout l'interprétation un peu étroite et rigide que continuent d'en faire, à l'usage du peuple turc, les personnages religieux les plus influents, rendra certains progrès plus difficiles et plus lents. Mais le nombre des esprits qui, sans nullement renier la foi des ancêtres, cherchent à l'accorder avec les tendances de la vie moderne, augmente chaque jour; et en réfléchissant sur cette prétendue antinomie entre l'Islam et le progrès, que l'Occident semble avoir subitement découverte, je me suis quelquefois rappelé l'explication qu'Hakil Muktar Bey, bon savant et bon musulman, m'avait donné de ce verset du Coran : « Toute vérité scientifique est aussi une vérité religieuse. » On peut attendre beaucoup d'une religion qui reconnaît et proclame cette identité.

SOLIDARITÉ ET CHARITÉ MUSULMANES

En dressant naguère la liste des œuvres créées et multipliées à travers tout l'Orient par le merveilleux effort de la France, j'observais que, si nos universités, nos collèges et nos écoles avaient vivement frappé l'esprit des Orientaux, nos hôpitaux, nos dispensaires, nos asiles d'enfants et de vieillards avaient plus directement encore touché et gagné leur cœur (1). Les musulmans, en particulier, m'avaient paru mesurer le degré de civilisation d'un peuple étranger, moins encore à la perfec-

(1) M. Pernot, *Rapport sur un voyage d'étude à Constantinople, en Égypte et en Turquie d'Asie* (Paris, Firmin-Didot, 1913), p. 280 et suiv.

tion de ses méthodes scientifiques qu'à la constance et à la générosité de ses efforts pour soulager, sous toutes ses formes, la misère humaine. La science les remplit d'admiration, mais ils éprouvent pour la charité et pour ceux qui l'exercent, comme un respect religieux.

Les peuples musulmans ne font ainsi qu'honorer plus particulièrement chez les autres les vertus qu'ils tiennent eux-mêmes pour les plus hautes et que leur religion exalte entre toutes. On sait que le Coran a introduit le principe de la charité jusque dans la loi. Les nombreuses visites que j'ai faites aux orphelinats, aux hôpitaux et aux asiles musulmans de Constantinople m'ont fait comprendre à quel point cette loi de l'assistance mutuelle est demeurée pour les Turcs impérative, vivante et sacrée.

Dans huit villas impériales, échelonnées sur le bord de la Marmara et sur les deux rives du Bosphore, on a recueilli trois mille cinq cents orphelins musulmans des deux sexes. Ce nombre ne représente guère plus d'un pour cent du total des enfants turcs que la guerre a rendus orphelins : on en compte plus de trois cent mille. J'ai visité, entre Béchiktache et Orta-keui, un de ces orphelinats. Les petits, groupés par familles de quarante, sont confiés aux soins d'un *père* et d'une *mère*, qui gouvernent leur vie, président à leurs repas et à leurs jeux, leur font la classe, les mènent à la promenade, à l'atelier, à la prière. Chaque famille est installée dans un pavillon indépendant. La villa donnée par le Sultan aux orphelins en comprend un assez grand nombre : les uns s'alignent au bord de la mer : ce sont les *Yalis* ; les autres, perchés sur le coteau, se cachent parmi les cèdres et les pins maritimes, ce sont les *Kiosques*. Kiosques et Yalis gardent quelques restes de leur splendeur ancienne : majestueux escaliers à deux rampes, lambris de faïence et plafonds dorés. Dans les trois salons du bord de l'eau, quarante petits lits se serrent l'un contre l'autre ; les armoires à linge et à vêtements encombrent les paliers. Les communs ont été transformés en ateliers de menuiserie et de forge. Au flanc de la colline, entre les bosquets, toujours respectés, on a ménagé de petits enclos, où les enfants s'essayent à la culture : chaque famille a son jardin. Ainsi, grâce à ses vieux arbres, aux balustrades de ses terrasses, à l'élégance extérieure de ses maisons de bois, le domaine, à peine transformé,

conserverait intact son aspect luxueux d'autrefois, si l'on ne voyait s'agiter dans les cours et se poursuivre par les allées montantes des enfants vêtus sommairement d'une bure uniforme, jambes et pieds nus, et répandant en une heure, dans ces jardins créés pour la contemplation silencieuse, plus de cris joyeux qu'ils n'en entendirent en un siècle.

La plupart des orphelins viennent d'Anatolie : tantôt les habitants des villages occupés, fuyant devant l'invasion hellène, les ont emmenés avec eux; tantôt ils ont été recueillis par les missions du Croissant-Rouge. Ce sont de petits paysans nés robustes, mais souvent affaiblis par la faim, tourmentés par la peur et les mauvais traitements. Celui-là, récemment arrivé de Brousse, cache sous sa peau brune une pauvreté de sang que révèlent des paupières toutes blanches; celui-ci vient d'Ismid et porte sur son front la large cicatrice d'un coup de bâton. Tous sont propres et polis. Les *pères* et les *mères* qui les élèvent ont le droit de les réprimander, non de les punir. Je demande : « Sont-ils dociles? — Les malheureux sout toujours dociles, » répond une jeune *mère*, en ramenant vivement son voile blanc sur son visage.

L'entretien de chaque orphelin coûte annuellement deux cent dix livres turques. Une surtaxe de vingt paras, perçue à leur profit sur chaque boîte de cigarettes vendue dans l'Empire, procure environ quatre cent mille livres; le reste est demandé à la charité privée, qui fournit aussi du linge et des vêtements. Les enfants des deux sexes sont élevés dans l'orphelinat jusqu'à dix-neuf ans; à chacun d'eux, on enseigne un métier manuel. Les garçons, lorsqu'ils ont acquis l'instruction primaire, sont envoyés en apprentissage dans les ateliers de la ville; leur journée de travail accomplie, ils rentrent chaque soir dans leur *famille.*

Et après? ces fils de paysans retourneront-ils d'où ils sont venus? On m'explique que rien n'est moins probable. Tous ces orphelins sont désormais non seulement sans famille, mais sans foyer. Leurs villages ont été détruits par l'incendie ou par le canon de l'ennemi. Partout où les Grecs ont passé, ce n'est que ruine; les contrées d'où ils se retireront ne seront plus qu'un désert. Et ces provinces d'Anatolie, qui comptent parmi les plus riches de l'Empire, n'avaient plus connu l'invasion depuis six siècles! Aujourd'hui elles sont, non seulement ravagées, mais dépeuplées, et, le jour où l'on voudra remettre ce pays en valeur, il faudra commencer par y amener des habitants. Non, les petits Anatoliens

ne retourneront pas à leurs champs : beaucoup feront des ouvriers, quelques-uns pensent à devenir commerçants, d'autres veulent être soldats, et ces derniers m'entraînent devant un portrait de Moustapha Kemal, — une simple carte postale, — qu'ils ont entouré d'une guirlande de fleurs. Les filles, qui auront appris le métier de lingère, de blanchisseuse, de tricoteuse, se marieront; plusieurs orphelines ont épousé des orphelins de la colonie, et quelques-uns de ces ménages, plutôt que de quitter la maison qui les abrita, y gouvernent aujourd'hui une famille de ces petits, dont ils sauront, mieux que d'autres, plaindre et adoucir l'infortune, l'ayant eux-mêmes éprouvée.

L'Hôpital Général de Stamboul, situé non loin de Koum Kapou, est installé dans une belle maison bâtie à la mode ancienne : quatre corps de logis entourent un beau jardin. L'hôpital fut construit et doté par la mère d'Abdul-Aziz ; chaque semaine, la sultane y venait elle-même soigner les malades et servir les pauvres. Les services d'hommes, de femmes, d'enfants, sont installés aussi bien que le permettent la disposition des lieux, qui n'est pas entièrement conforme aux exigences de l'hygiène moderne, et des ressources financières très diminuées. Il n'y manque pourtant rien d'essentiel : salles d'opération et de pansement, bains, installation radiographique; partout de l'air, de la lumière, et une propreté fort édifiante. Les infirmières turques ne portent pas le voile, mais un bonnet qui couvre entièrement leurs cheveux ; elle sont avenantes, douces et adorées de leurs malades. Deux d'entre elles nous accompagnent à la bibliothèque, où elles nous servent le thé. Nous causons avec elles et avec les médecins; ce qui leur cause le plus de joie, c'est notre étonnement, que nous ne cachons point, de trouver en plein Stamboul un hôpital turc aussi bien tenu et tellement moins morose que la plupart des hôpitaux européens.

C'est encore une sultane, la mère d'Achmed III, qui construisit pour les pauvres de Scutari la majestueuse maison où l'on recueille aujourd'hui les aliénés. Un porche monumental, une gigantesque cuisine, où le jour ne pénètre que par l'ouverture de la haute cheminée en pyramide, de vieux jardins à l'abandon, de petites cours à colonnades séparant des corps de logis sans symétrie, des escaliers grandioses attestent l'unique et noble origine de cette demeure.

Mais ce qui fait notre admiration fait précisément le désespoir

du jeune médecin qui nous sert de guide. « Rien, dit-il, n'était moins propre que cette maison à accueillir nos malades : heureusement, ils ont l'air, le soleil, et la vue si reposante de la mer. »

Dans la cour centrale, qu'entoure un large cloître, les fous les moins gravement atteints se promènent en liberté, d'autres sont assis ou étendus au soleil; tous portent la même robe blanche, ample, commode et propre. On nous montre trois jeunes gens, des officiers, revenus des prisons anglaises de l'Égypte et de l'Inde. « Il y en a d'autres, plus malades, dit le docteur. Je crois qu'ils sont victimes des mauvais traitements qu'ils ont subis. »

Nous faisons le tour des services : malades organiques, nerveux, agités, malades atteints de folie religieuse. J'ai visité quelquefois en Europe des maisons analogues. Ce qui me frappe ici, c'est encore, toujours, comme partout en pays musulman, une certaine résignation empreinte de douceur et de calme. Au cours de ma triste promenade, j'observe de mornes contemplations, de profonds avilissements; je ne rencontre pas d'affreux désespoirs.

Les femmes, moins silencieuses que les hommes à notre passage, s'approchent, interpellent le médecin, qui parle avec elles et semble les consoler. Le fatidique « Inchallah ! » (plaise à Dieu !) répond le plus souvent à ses paroles de réconfort. Rien de plus émouvant que le soin affectueux, presque pieux avec lequel ce jeune homme au regard fier, aux traits énergiques et même un peu durs, ramène une robe sur l'épaule nue d'une pauvre malade, touche en passant la main que cette autre lui tend, arrête d'un mot sur les lèvres d'une troisième l'éternelle chanson qu'elle s'épuise à redire. Il nous parle longuement, avec simplicité, des cas singuliers qu'il étudie, des méthodes qu'il expérimente, des améliorations qu'il voudrait introduire, de l'argent qui manque...

La visite se prolongea, et l'or du soleil couchant baignait les kiosques et les jardins du Vieux Sérail, lorsque nous redescendîmes vers la mer. Comme nous restions là, en silence, à attendre le bateau : « Eh bien ! me dit mon compagnon, qu'en pensez-vous? — Je pense, ai-je répondu, qu'on n'a pas le droit de traiter de barbare, et moins encore d'exclure de la société civilisée, un peuple qui entoure d'une telle sollicitude ses orphelins, ses pauvres et ses déshérités. »

MAURICE PERNOT.

(A suivre.)

REVUE LITTÉRAIRE

LE SINGULIER TALENT DE M. JEAN GIRAUDOUX (1)

Je suppose que vous n'ayez jamais rien lu de M. Jean Giraudoux. Mais voici son nouvel ouvrage, *Suzanne et le Pacifique*, un roman; vous lisez la première page : « C'était pourtant un de ces jours où rien n'arrive, où, comme les poules quand la pluie va durer, sentant que jusqu'au soir la vie sera monotone, les astres occupés d'habitude à la varier sortent sans emploi et voisinent. Il y avait de tout dans le ciel. Il y avait le soleil; il y avait, sous une housse, la lune. Nuit, matin, tout était servi sur les mêmes nappes radieuses. Le vent du Sud tombait sur le vent d'Est, perpendiculaire, et des souffles Nord-Ouest-Sud-Est vous caressaient dans l'angle droit. Les cloches sonnaient; quand le battant frappait leur côté oriental, déjà tiède, le son était moitié plus tendre. Tout le monde était sur les portes, on mettait son ombre au soleil... » Je ne crois pas que vous ayez lu tout cela d'une traite. Vous avez été d'abord ébaubi; vous avez craint d'être inattentif. En regardant de près chaque phrase, vous consentez que les étoiles sont dans le ciel comme les poules dans le poulailler; la housse de la lune vous amuse un peu; les nappes du ciel, pareillement radieuses pour la nuit et pour le matin, vous étonnent; vous saviez que le vent du Sud était perpendiculaire au vent d'Est; vous ne savez pas ce que c'est que votre angle droit; vous ne saviez pas non plus que le côté des cloches qu'elles présentent au soleil rendît un son plus tendre; et vous n'auriez point osé mettre votre

(1) *Suzanne et le Pacifique* (Emile-Paul). — Du même auteur, *L'école des indifférents*, *Simon le pathétique* (Grasset); *Adorable Clio*, *Lectures pour une ombre* (Émile-Paul).

ombre au soleil... Il vous semble que l'auteur vous taquine; et vous passez quelques pages. Une jeune fille fait le portrait de ses amies. L'une, Victoria, est singulière par l'acuité de son regard : elle voit l'invisible et, de même, entend ce que vous n'entendez pas : « Il eût suffi de bien peu d'êtres avec des sens aussi perçants pour que la France fût exactement peuplée et que rien, du travail des roitelets et des taupes, n'y fût sous un contrôle humain... Ses cils protégeaient bien ses yeux de la poussière, et s'emboîtaient comme un démêloir, au cas où un brin de paille y serait pris... On comprenait, en la voyant à l'affût d'un lièvre, accroupie pour bondir, pourquoi les genoux des hommes et des femmes se replient en dedans et non en dehors. » Une autre amie, Juliette Lartigue : « Nous dirigions sur elle tout ce qui nous semblait d'un règne trop physique, crabes, écrevisses, araignées, ou tout ce qui dépassait notre morale, inceste, meurtre, tsaoisme, lui laissant le soin d'éprouver les frontières de notre âme. Elle allait ainsi gentiment, une ou deux fois par minute, du néant à la grâce totale. J'oubliais de dire que sa main gauche était toujours froide, sa main droite chaude. Celle de nous qui, en somme, pesait le moins; mais que cependant devant chaque émotion, chaque coucher de soleil, nous appelions vite, comme on met un gramme dans un plateau pour annuler dans l'autre le poids du papier-enveloppe et avoir la pesée exacte. » Vous n'y comprenez rien?... Si! vous y comprenez quelque chose; mais peu de chose, et à grand'-peine. Au bout du compte, vous vous apercevez qu'il y avait peu de chose à comprendre : et vous êtes déçu. L'auteur ne vous a point obligeamment facilité la besogne de le comprendre et vous le soupçonnez même de vous l'avoir compliquée à plaisir : pour son plaisir, assez pervers, non pour le vôtre. Vous pardonnez sans trop d'ennui ou de rancune à un auteur qui, ayant de prodigieuses nouveautés à vous révéler, n'y réussit point à merveille. Tout n'est pas clair, en ce monde; et il faut consentir que ce qui n'est pas clair ne soit pas clairement dit. L'auteur a tâché d'être clair et, s'il ne l'est pas à merveille, l'objet de son discours ne l'était pas. M. Giraudoux met de l'obscurité inutile. Voilà ce qui fâche son lecteur.

Ouvrez les autres volumes de cet écrivain. Si vous n'avez pas de chance, vous y tomberez sur de telles pages, qui ne sont pas du tout satisfaisantes.

Vous y remarquerez que M. Giraudoux se moque, par moments, de la syntaxe. Il écrit, dans *L'école des indifférents* : « Pour Versailles, il y part à pied... Je lui fis donner, pour qu'il ait approché... Malgré

que le professeur s'entête... » Dans *Lectures pour une ombre*, il écrit : « Celles vêtues de pilou... » Dans *Simon le pathétique* : « Celui aux jambes maigres... » Dans *Adorable Clio* : « Ceux, décolletés, que l'on guillotine... » Il écrit : « Un casoar accroupi près de moi lançait en l'air sa tête encore aveugle comme une élastique. » Et il écrit : « De la terre, de Paris, l'effluve la plus odorante... » Cela vous désole. Si vous le dites, on vous accusera de pédantisme. C'est une accusation qu'il faut supporter sans faiblesse. Évidemment, le pédantisme ne paraît pas une jolie manière. Mais il n'est pas joli non plus d'offenser le bon langage français.

Vous concluez que M. Giraudoux commet toute sorte de péchés, le péché de négligence et le péché d'obscurité ou de brouillamini. Vous fermez ses livres et les jetez à l'écart. Vous avez tort et vous privez d'une lecture, malaisée, je l'avoue, mais attrayante et, en bien des endroits, délicieuse.

Il est impossible que vous n'aimiez aucunement ce paysage du Nord : « Peu d'habitants, tous les oiseaux ; des canards trop lourds qui devaient traverser le golfe en plusieurs fois, par ricochet ; des poules d'eau, surprises par le pasteur, qui regagnaient dignement et pudiquement leur bain ; des éperviers égarés au large, qui convoitaient leur propre image, se laissaient soudain tomber sur elle et, déconfits, regagnaient la terre d'un vol court et mouillé. Pas de fils blancs, le soir, sur les buissons, entre les arbres ; mais des aigrettes, des flocons, des duvets et, sur la rive, alternant pour le poète gai, le poète mélancolique, des plumes de cygne blanc, des plumes de cygne noir. Du moindre regard au ciel, comme d'une fusée, retombait une gerbe d'oiseaux. On reconnaissait d'où venait le vent, vers le crépuscule, à l'orientation des cygnes endormis. Pour un bateau qui appareillait s'élevaient mille mouettes ; pour une pensée, mille rêves. » Il y a là, je le sais bien, de la recherche : et des trouvailles ! C'est méticuleux : c'est charmant ! La peinture des objets et la peinture de l'esprit où les objets sont reflétés composent un paysage qui est aussi un état de l'âme. Et c'est un jeu ? Mais la littérature est un jeu. Voulez-vous qu'elle soit tout le temps à énoncer des vérités premières ?

Vous la préférez plus sentimentale ? Vous avez cependant aperçu le sentiment très délicat, furtif et tremblant qui passe dans ce paysage. Un sentiment d'artiste ? Vous demandez peut-être un sentiment plus simple et, comme on dit, plus cordial et humain. Alors, il est impossible que vous n'aimiez pas du tout cette page où frissonne en poésie le chagrin de séparation : « Il me semble maintenant que ma journée

n'a plus de but, comme lorsque j'ai retrouvé un nom cherché pendant des heures. La présence de Dolly me pèse. Je l'abandonne, désemparée. — *Vous me lâchez?...* — Je n'aime pas beaucoup cette expression. — *Oui, je vous quitte...* Étriquée dans son chagrin comme dans ses joies, elle me regarde sans parler. Le crépuscule lui va bien mal, ses yeux s'enfoncent, son menton sort, son visage entier devient masque ; il ne lui manquerait plus que de sourire pour y ajouter des rides. — *Souriez-moi, Dolly...* Tendrement, pauvrement, elle me sourit. » Un peu d'ironie est là et dissimule, sans l'atténuer, la tristesse. Vous ne vouliez pas, en effet, qu'on pleure à chaudes larmes, devant vous !

L'ironie vous déplaît pourtant. Alors, lisez l' « adieu à la guerre, » une douzaine de pages qui sont l'épilogue de l'*Adorable Clio*; j'en citerai seulement quelques lignes. Souvenir de la mobilisation ; le nouveau soldat, sur le point de partir pour la guerre, va dire adieu à ses parents, passe la nuit chez eux ; « A mon réveil, ils m'entourèrent. Mais, déjà, j'étais leur aîné : j'étais plus près qu'eux de la mort. » Maintenant, la guerre est finie, et finie par la victoire : « Il est midi. La rue est coupée en deux parties inégales par l'ombre et le soleil ; du côté étroit de l'ombre, les enfants, qui mangent pour la première fois des gâteaux, reviennent de Saint-Sulpice, où tous leurs saints depuis hier sont victorieux, à la main de leur grand-père, qui mange à nouveau des bonbons ; du côté du soleil, les animaux, chiens et chats, dorment et courent, vivent au large. C'est sur leur trottoir que je vais ; à chaque minute, un des trois millions de moineaux part sous mes pas... Il est midi. Un vent léger remue les platanes ; en appuyant du doigt sur son œil, on voit toutes choses avec un contour doré ; le vin est rose dans les carafes ; la nappe est blanche sous l'argent et sous les cerises... Ce que je fais? Ce que je suis? Je suis un vainqueur, le dimanche, à midi. » L'on peut imaginer une autre façon de célébrer la victoire et de la chanter : nous avons des orateurs, à ne savoir qu'en faire ; et la place publique demande une éloquence moins discrète. La discrétion que voilà, qui est modeste et qui est jalouse, ne supprime pas l'allégresse ni la fierté.

Il fallait citer ces quelques passages de l'œuvre de M. Giraudoux et constater qu'il n'est pas toujours un bon écrivain, qu'il est souvent un écrivain de qualité rare et exquise. L'étrange écrivain ! par moments, le plus attentif, jusqu'à une espèce de préciosité, puis négligent jusqu'à écrire : « Biset se heurte à une porte en apportant le rapport... » Il n'accumule pas à dessein la *porte* et le *rapport* qu'on

apporte ? Et la plupart des fautes qu'il commet contre l'irréfutable grammaire sont des fautes de négligence. Je lui en veux et l'invite à considérer que nul écrivain ne doit refuser le précepte de Quintilien : *Grammatices amor vitæ spatio terminetur;* c'est à savoir que ton amour de la grammaire n'a d'autre terme, si tu es sage, que le terme de ta vie.

En outre, M. Giraudoux a une singularité naturelle qui surprend, qui déconcerte et qui demande un peu d'explication probablement.

Nous allons l'interroger, noter quelques-unes de ses déclarations évasives ou quelques-uns de ses aveux. Un personnage de *L'École des indifférents*, Jacques l'égoïste, dit : « J'avais la passion de tout ce qui est lointain, caressant, imprécis. Un mot abstrait me donnait je ne sais quel vertige. Au nom seul du Jour, je le sentais onduler silencieusement entre ses deux nuits comme un cygne aux ailes noires. Au nom seul du Mois, je le voyais s'échafauder, arc-bouté sur ses Jeudis et ses Dimanches. Je voyais les Saisons, les Vertus marcher en groupes, dormir par dortoirs. » Les idées abstraites, qu'il aime, deviennent aussitôt concrètes, deviennent des images. Il ajoute : « J'avais pour le monde entier la tendresse et l'indulgence qu'inspirent les allégories. » Qu'est-ce en effet qu'une allégorie? Une image d'idées.

Considérer le monde comme une allégorie est à la fois une opinion philosophique et une habitude mentale qui aujourd'hui semblent bizarres, mais que toute une époque française avait adoptées, le moyen âge. Les écrits de cette époque sont pleins d'allégories, à un tel point qu'ils en deviennent fastidieux. L'on dirait d'une extraordinaire surcharge d'ornements littéraires, parmi lesquels on ne dégage point aisément la pensée de l'auteur. Si l'on y regarde, on s'aperçoit que ces ornements sont l'idée même, l'idée qui ne s'exprime pas toute seule et qui ne se montre jamais que sous le vêtement d'une image.

En d'autres temps, l'allégorie est un ornement de l'ouvrage, poésie ou peinture. Les poètes et les artistes du moyen âge ont cru l'allégorie réelle.

Comment se fit cette croyance? Ils admettaient, selon la foi, que l'Ancien Testament préfigure le Nouveau Testament ; et, aux portails ou aux vitraux des cathédrales, ne juchaient-ils pas les apôtres sur les épaules des prophètes ? Ils admettaient que les cieux racontent la gloire de Dieu : les cieux et l'univers entier. Ce n'est pas à dire seulement que la beauté des cieux et l'harmonie de l'univers attestent le

Créateur; ils se croyaient, en présence de la création, comme placés devant une allégorie ou, si le mot n'était fort laid, devant un subtil et immense rébus offert à notre sagace rêverie et qu'il s'agit de déchiffrer. Leur histoire naturelle, consignée dans les bestiaires et divers livres de ce genre, le prouve : les caractères physiques et les mœurs des animaux sont les signes de vérités surnaturelles. Toutes choses créées par Dieu ou même fabriquées par les hommes, les objets et les événements demandent et reçoivent une interprétation, qui nous paraît un jeu, qui leur paraît l'intelligence fidèle de la vérité. C'est ainsi que leur littérature, ou mondaine ou dogmatique, foisonne de ce qu'ils appelaient « senefiances » et que nous appelons images, symboles ou allégories ; mais leur mot de « senefiance » indique leur crédulité à des significations réelles et authentiques. En somme, ils n'ajouaient pas à l'idée l'ornement d'une allégorie : leur espoir était de découvrir la vérité en traduisant l'allégorie.

Conséquemment, il se forma, au moyen âge, une espèce de dualité mentale. Tandis que nos raisonnements suivent, en quelque sorte, une ligne simple, la pensée du moyen âge est double et se déroule sur deux lignes parallèles, ligne des images et ligne de l'interprétation, l'une et l'autre liées ou coordonnées dans la réalité de la « senefiance » et d'une façon que l'esprit parcourt ensemble l'une et l'autre.

Cela est difficile à exposer ; je crains de ne l'avoir pas fait à merveille. Et je crains de n'être pas clair, en disant que les ouvrages de M. Giraudoux révèlent un esprit du moyen âge.

Il semble si moderne ; et, à certains égards, il est si moderne ! Voire, il a certains défauts tout récents, les défauts de la dernière mode. On le prendrait assez bien pour un impressionniste.

Mais relisons ce que dit Jacques, dans *L'école des indifférents :* « J'avais pour le monde entier la tendresse et l'indulgence qu'inspirent les allégories. » Jacques dit encore : « De grandes ressemblances balafrent le monde et le marquent ici et là de leur lumière. Elles rapprochent, elles assortissent ce qui est petit et ce qui est immense. » Un autre personnage de M. Giraudoux, Simon le pathétique, raconte ses années de collège et se souvient de ses camarades : « Ceux qui avec moi discutaient acceptèrent en réponse mes arguments somptueux, mes comparaisons parfois un peu éclatantes; pêcheurs mesquins et minutieux, ils se mirent à respecter mes filets à si larges mailles. C'est moi qui dus combattre ma tendance à parler par métaphores, par paraboles, par prophéties, la grammaire et la poétique des apôtres... » Ailleurs, M. Giraudoux parle de ces compa-

raisons « qui se remplissent aussitôt, par on ne sait quelle loi des vases communicants, de sang, ou de sève, de résine, de liquides premiers... » Le « faible Bernard, » de *L'école des indifférents*, « éveillait sa pensée avec des ruses parentes de celles qu'il employait pour exciter sa mémoire. » C'est que la mémoire suggère à l'esprit les analogies ; et des analogies naissent métaphores et images, symboles et allégories : la perception des analogies et la pensée se confondent, pour le faible Bernard, ainsi que pour un poète ou un philosophe du moyen âge.

Mais on dira que j'abuse de ces petites phrases, où du reste M. Giraudoux indique le caractère de ses personnages divers.

Ils ne sont pas très divers; ils ont ensemble assez de parenté pour qu'en leur empruntant quelques traits, l'on ait bientôt les principaux éléments d'un personnage qui penserait et qui écrirait exactement comme fait M. Giraudoux.

Comment écrit M. Giraudoux? Il note des analogies et des senefiances. Une jeune fille de Bellac, Suzanne, visite Paris, avant de partir pour un grand voyage d'outre-mer : « Par le grand pont où le péage est perçu, politesse suprême de Paris, par un aveugle, nous traversions la Seine en jetant à droite un coup d'œil à Notre-Dame, à la royauté, à gauche au Trocadéro, à la République; nous longions vers la Concorde la balustrade des Tuileries tendue contre le jardin comme le mètre-type de toutes les promenades, avec ses balustres comme des centimètres... Moi qui ne connaissais pas Paris, je regardais sans ardeur et dignement, ainsi qu'il sied pour un point de départ, cette ville qui à tous les êtres est le point d'arrivée, et où les gens de l'univers, lâchant enfin leurs valises, comme les sauteurs dans les cirques, se sentent pour la première fois libres et bondissants. La pudeur qui écarte les jeunes gens des grands hommes m'écartait, moi, des monuments célèbres. Cet Arc de Triomphe que les Américains mettent sur leurs âmes comme un binocle à voir la France, je m'en détournais, j'aimais ma myopie. Cet Arc du Carrousel, abandonné debout comme un palanquin dans le désert, je laissais les Suédois et Danois chercher autour de lui les ossements de l'animal qui l'avait apporté, puis qui était mort là... » Etc., etc., etc. Les métaphores suivent les métaphores; et tout le roman de *Suzanne et le Pacifique* est un assemblage de métaphores, une mosaïque de senefiances.

Je disais que l'esprit de métaphore, au moyen âge, avait produit une espèce de dualisme de la pensée. Or, Suzanne dit que, dès l'ado-

lescence, « la vie et l'âme lui apparaissaient doubles; » et, plus tard, quand elle est seule, abandonnée dans une île déserte du Pacifique, elle « s'amuse à être deux femmes. » Un dédoublement pareil est habituel au faible Bernard : « Qu'as-tu, Bernard? — J'ai que je suis heureux. — Ton soulier droit bâille. Tu n'es pas rasé. J'ai aussi le regret de t'apprendre qu'avec tes joues aplaties, ton nez généreux, ton complet à raies verticales, tu évoques irrésistiblement l'idée... l'idée d'un zèbre. — Je suis heureux. Arrêtons-nous à ce café. Je paye une glace... C'est avec lui-même que Bernard discutait ainsi. » M. Giraudoux en vient à distinguer deux Bernards, qui ne sont qu'un Bernard en deux personnes. Est-ce qu'il n'y a pas deux Giraudoux, l'un qui a de bons yeux pour apercevoir le détail de la réalité, l'autre qui a beaucoup d'imagination pour inventer ou attraper les analogies d'une seconde série de phénomèmes?

Les senefiances de M. Giraudoux ont, avec celles du moyen âge, une différence : elles ne sont pas d'origine théologique. Aurais-je dû le dire plus tôt, que je ne prenais pas M. Giraudoux, l'auteur de *Suzanne et le Pacifique*, pour un théologien? Ses métaphores sont un jeu malin, sans doute un jeu, mais un jeu quasi involontaire et le tour naturel ou spontané de sa pensée.

Il a de bons yeux pour apercevoir le détail de la réalité; ses descriptions de paysages et de tous objets sont remarquables de justesse et de minutie. « Je suis certes le poète qui ressemble le plus à un peintre... » C'est un de ses personnages qui le dit; ce personnage est lui, à s'y méprendre... « Je ne peux écrire qu'au milieu des champs; trouver des rimes qu'en voyant des objets semblables; atteindre le mot qui fuit que si un homme fait un geste, que si un arbre s'incline. D'un index qui laisse les autres doigts tenir la plume, je dessine dans l'air, avant qu'elle ait sa vraie forme, chaque phrase... » Il est extrêmement prompt à observer et copier « tout ce qui court et joue sans raison sur la surface de la terre. » Il voit et il sait peindre sur un mur ensoleillé l'ombre d'un oiseau qui vole. Et, parmi les peintres, il est à sa manière fine et subtile un Préraphaélite. Il se moque des gens qui pensent et vivent, — l'expression n'est pas très bonne, — « en général : » au contraire, il ne prétend vivre et penser qu'en détail; ses plus vastes rêveries se posent vite sur de menus faits.

Et, à peine a-t-il aperçu quelque détail de la réalité, l'image se présente. Les deux Giraudoux, le clairvoyant et l'imaginatif, ont travaillé ensemble.

Exemples ; il est facile d'en trouver plusieurs à chaque page. Sou-

venir de Munich : « Mille petits bassets trottinent par les rues asphaltées avec des pattes si courtes que leur ombre reste tout le jour juste au-dessous d'eux, comme un tapis. » A l'hôpital, pendant la guerre, un blessé, qui écrit à son ami, songe à cet ami ; l'infirmière le divertit de sa pensée : « Dès que miss Daniels était là, les mots ne me venaient plus, comme les teintes à celui qui peint entre deux lampes. » Au petit jour, on ouvre les volets ; miss Daniels éteint les lampes électriques : « Chaque commutateur craque comme si elle écrasait un gros insecte lumineux. » Des années passées, retour au pays natal, qui n'a point bougé, qui garde son aspect, sa coutume : « Seul, l'horloger a changé de trottoir ; et cela me gêne un peu, comme un bracelet-montre attaché au mauvais bras. » Le pathétique enfant Simon, dans sa petite ville provinciale, aimait à grimper au beffroi : « Venait la nuit. En vain j'attendais que le beffroi devînt phare : à peine s'allumait une lampe à la porte d'entrée. Je redescendais dans l'ombre, étreignant la corde de la rampe qu'au seuil je lâchais, laissant aller ma tour comme un ballon. » Suzanne vient de s'embarquer : « Maintenant nous partions. Le bateau, comme dernière ancre, redonnait à la terre la femme du commandant, et il tournait par petits coups comme un cheval qu'on selle. » Pendant la traversée : « Parfois, tous les passagers se précipitaient vers un bord ; c'est qu'un petit bateau noir, comme un rat dans un télescope, s'était logé entre le soleil couchant et nous. » Suite de la traversée : « Pendant deux jours, l'Afrique avança quelques îles sur la mer, comme un enjeu, des Canaries, des îles Vertes... » Que tout cela est ingénieux ! Trop ingénieux ? Quelquefois. Toutes ces trouvailles ne sont pas de la même valeur. Il y en a de plaisantes, il y en a de charmantes, il y en a de saugrenues : il y en a plus qu'il n'en faudrait. A vrai dire, mon résumé les entasse ; à vrai dire aussi, elles n'y sont pas beaucoup plus entassées que dans certaines pages de *Suzanne et le pacifique*, où les *comme* de la similitude reviennent à chaque instant.

C'est un procédé ? Je dirais plus volontiers, si le mot ne semblait offensant, que c'est une manie : je tâcherais de marquer ainsi que le procédé de M. Giraudoux a quelque chose de naïf et dérive de son esprit médiéval, au sens que j'ai donné à ce mot. D'ailleurs, cette manie est, en meilleurs termes, le génie même de l'image, trésor de toute poésie.

M. Giraudoux, que son étonnante et précieuse manie amuse, a souvent le tort de s'y abandonner. Il dépense tout son trésor ; et sa prodigalité, qui ne le fatigue pas, fatigue son lecteur. On le supplierait

vulgairement de n'en plus jeter : l'on ne sait plus que faire de tant de richesses gaspillées. Une fois, sous le nom de Simon le pathétique, ne se moque-t-il pas de son extravagance? Une petite Luce est un peu effarée : Simon lui conte des histoires, pour la distraire de son émoi. les histoires de tous les animaux qui peuplent les pays étranges, lions et panthères, lynx et guépards. « Je convoquai aussi les mangoustes, les onces. Elle souriait, par ce fourmillement de petits êtres muets attendrie. Notre coupé... » c'est en chemin de fer... « eût été ainsi peu à peu surpeuplé le premier jour du monde, car moi je n'eusse pas su m'arrêter à temps. » Elle s'endort : « J'avais oublié de lui parler du carcajou, de l'ocelot. Mais je ne la réveillai pas. » C'est vrai, que M. Giraudoux ne sait pas s'arrêter à temps et que parfois on imiterait Luce, amusée d'abord, et puis lasse.

M. Giraudoux ne se moque-t-il pas de lui-même et de son procédé ou de sa rhétorique? Le voici dans sa ville natale, ému de souvenirs et sur le point de s'écrier : « O Châteauroux... O tilleuls sur lesquels sont gravés les premiers prénoms que j'ai entendus... » Il avertit son lecteur : « Vous qui me lisez, prenez garde. Vous savez ce qui arrive, quand je débute ainsi par petites phrases. Vous savez qu'en moi s'agite ce vocatif que mes maîtres de grec m'ont transmis et qui vit en moi comme un asthme, et que le moment n'est pas loin où je vais adresser la parole à un arbre même, à un passant, à une ville... » Or, il assure qu'il se contient. Mais la gaieté verbale est en définitive la plus forte : « Ma ville retrouvée va s'évanouir. De la grande terrasse, je la surveille, et je surveille aussi, avec cette fin de journée, toute dorée, mais confuse de sa mort, palpitante (je ne dirai pas si tous ces adjectifs s'adressent à journée ou à jeunesse), ma jeunesse. » Badinage ! et c'est afin de réunir une jeunesse et une journée qui ont l'air de mourir ensemble... Une fillette vend des fruits : « La voilà qui me pèse des cerises, sans se douter qu'elle me revend, si fraîche et propre et si vernie (je ne dirai pas si ces adjectifs s'appliquent à jeune fille ou à enfance), mon enfance... » La seconde fois, le jeu de syntaxe est moins drôle, est un peu insignifiant.

Badinage de lettré malin, ses gambades ! M. Giraudoux rachète plusieurs de ses torts en aimant son art, quitte à l'aimer d'une façon qui n'est pas la plus raisonnable ; et, puisque la littérature est l'art des mots, il aime les mots. Il les choisit à cause de leur son, de leur mesure, et à cause de ce qu'ils contiennent de rêverie ancienne ou récente. Il a dit : « Lorsqu'on regarde fixement les mots les plus communs, ils se désagrègent, deviennent méconnaissables, reprennent

pour une minute l'aspect de leur ancêtre hébreu ou saxon... « Il se plaît à déchiffrer sans faute « les effigies marquées au revers du mot le plus usé. » Les mots ne sont pas pour lui de simples étiquettes que l'on colle sur les objets ou les sentiments ou les idées ; il leur accorde une espèce de vie, une âme et devine auprès d'eux leur fantôme inquiet, leur double.

N'est-ce pas une imagination séduisante et vaine de M. Giraudoux, qu'essaye de réaliser sa jeune Suzanne exilée dans une île du Pacifique ? Elle invente un langage ! « Langage sans suffixes, ni préfixes, ni racines, où les êtres qui se ressemblent le plus ont les noms les plus différents. Noms sifflants toujours suivis d'une belle épithète qui les nourrit comme un tender. Noms roulants dont je forge beaucoup devant l'écho, les criant et les modifiant jusqu'à ce qu'il me revienne du rocher un nom sans alliage... » *Glaïa* désigne « le sentiment que l'on éprouve quand les feuilles rouges du manguier sont retournées par le vent et deviennent blanches. » *Kirara* désigne « le mouvement de l'âme quand les mille chauves-souris, pendues à un arbre mort comme des figues, se détachent une à une. » *Youli* désigne et le sommeil et la faim. Etc. Suzanne, qui est seule et ne parle qu'à elle-même, est l'unique maîtresse de son langage et l'abandonnera dès que surviendront de jeunes Américains, voyageurs qui la sauveront de la solitude. Il faut, dans la société, faire usage des mots les plus répandus. M. Giraudoux consent à employer le commun langage. Il le sait à merveille; il traite les mots avec une savante précaution. Mais j'avoue qu'il se rattrape, de temps en temps, sur la syntaxe. Et je l'en blâme : il n'a aucun besoin de rechercher la bizarrerie, ayant une singularité naturelle.

Le ton le plus ordinaire de ses ouvrages est le même qu'il définit comme celui de Jacques dans *l'École des indifférents* : « son ironie, son lyrisme et son humour commodes. » Son ironie est gaie, est tendre et souvent proche d'une tristesse qui se cache. Son lyrisme se mêle de raillerie et tend au sublime avec un peu d'incrédulité ; les héros qu'il invente ne s'engageraient pas à être dix années sans « construire de cathédrales, sans commander d'armées, sans devenir moines » : ils sont très nonchalants cependant, chimériques et voluptueux. Son « humour, » je regrette qu'il ne l'ait pas désigné d'un mot, de chez nous : car il est bien de chez nous et de la veine de nos bons écrivains.

M. Giraudoux est de France. Toute son œuvre est bien française dans la plaisanterie, ailleurs également.

Suzanne, dont l'aventure a quelque analogie avec celle de Robinson Crusoé, ne ressemble point à ce garçon d'une autre race. Elle n'est pas Russe, ni Allemande, ni Anglaise et, du commencement du roman jusqu'à la fin, joue élégamment « le rôle d'une Française seule dans une île. » Quand elle s'en ira, l'on gravera sur le rocher du promontoire : « Cette île est l'île Suzanne, où les démons de Polynésie, les terreurs, l'égoïsme furent vaincus par une jeune fille de Bellac. » Elle aura donné à l'île « cette harmonie que quarante millions de Français ont juste achevé d'imposer à leurs montagnes et forêts ; » l'île sera « usée juste comme la France. » Suzanne, qui rentre chez nous, s'écrie ou chante : « Voilà que je t'arrive sans valise, ô France, mais avec un corps préparé pour toi, avec la soif et la faim, un corps à jeun pour ton vin et ton omelette ; et voici le soleil qui se lève ! Je te reconnais, France, à la grosseur des guêpes, des mûres, des hannetons... » C'est à mille petits détails qu'un étranger ne voit pas, qu'on reconnaît un visage aimé.

L'amour de la France est le vif sentiment qui anime les livres que M. Giraudoux a consacrés à la guerre, *Adorable Clio*, *Lectures pour une ombre*. Il ne les a point écrits, en apparence, d'une autre manière que ses précédents livres ou essais. L'on y retrouve les mêmes caractères, qualités ou défauts. L'on y retrouve la même sûreté de vision, la même justesse fine et exquise. « Nous ne sommes pas de l'avis de ceux qui prétendent ne rien voir à la guerre : nous voyons tout ! » La peinture est exacte et, par l'exactitude, est pittoresque. L'on retrouve, dans ces livres de guerre, l'ironie de M. Giraudoux, son humeur plaisante, et qui alors est courage, le même goût de dissimuler sous les dehors de gaieté une émotion discrète et qu'on devine sans qu'elle se montre. Il égare volontairement parmi les petites phrases fûtées cette poignante expression, que les jeunes Français nés entre les deux guerres entendent bien, « ma défaite originelle, » dont la victoire fut la rédemption. Le chapitre intitulé, dans l'*Adorable Clio*, « Mort de Ségaux, mort de Drigeard » se prolonge, s'épanouit en méditation : Ségaux et Drigeard, au lieu d'y mourir, ont l'air d'y survivre ou bien se transforment en ombres ; leurs âmes nouvelles sont faites du souvenir que leur vie a laissé, que l'amitié garde. Et la méditation s'achève ainsi : « O France ! O Bien-aimée !... » C'est extrêmement beau.

André Beaunier.

REVUE DRAMATIQUE

Vaudeville : *La chair humaine*, pièce en trois actes, par M. Henry Bataille. — Théatre Édouard VII : M. Lucien Guitry dans le rôle d'Alceste. — Paul Mounet.

Ce qui frappe, dans la nouvelle pièce de M. Henry Bataille, c'est la complète absence de tout ce qui constitue une pièce de théâtre. Ni invention, ni composition, ni dialogue. Un fait divers, s'étendant sur un espace de trente années, tiré en longueur et dans toute sa longueur, et conté suivant l'ordre chronologique. Une succession de tableaux, ou plutôt d'images, d'un dessin raide et figé, opposant l'une à l'autre deux destinées et deux classes sociales, suivant le procédé cher à l'imagerie d'Épinal.

Trente ans avant. C'était l'année où tout Paris fredonnait : *En r'venant d'la revue*. Dans une mansarde. Jeanne Boulard, couturière, a été séduite par le fils de la maison où elle va en journées, Georges Levasseur. Elle en a eu un enfant. Gaie et contente, elle élève le petit, le soigne, le dorlote ; et quoique le père, furieux de sa paternité, se fasse de moins en moins tendre et de plus en plus rare, elle continue de l'aimer d'un amour passionné et docile. Courte visite du jeune bourgeois. A son air gêné, nous devinons tout de suite ce qu'il n'ose pas avouer et que la confiante Jeanne Boulard ne soupçonne même pas. Tout à l'heure, elle apprendra, par un tiers, que son amant se marie. Sous le coup, son cœur bondit. Elle crie sa souffrance, et puis se résigne, et promet d'être bien sage... Telle est l'abnégation de l'âme populaire, en réponse à la vilenie de l'âme bourgeoise.

Second tableau : pendant la guerre. Georges Levasseur est devenu un gros industriel : il a réalisé d'énormes bénéfices ; sa femme mène une vie capitonnée de bourgeoise cossue ; le fils, qu'il a eu en justes noces, Philippe, est embusqué : il est parfaitement heureux. Mais

quelqu'un trouble la fête. Jeanne Boulard, qu'il a complètement perdue de vue, au point d'avoir d'abord peine à la reconnaître, vient lui apprendre la mort de leur fils, — de « l'autre fils, » comme on dit dans la pièce de M. Pierre Decourcelle, — tué à l'ennemi. Rendons-lui cette justice que cette mort l'émeut. Elle fait naître en lui certains scrupules. Pour soulager son cœur, il confesse à Philippe le secret de son passé. L'exemple du fils naturel enseigne le courage au fils légitime : Philippe partira pour le front... Le bourgeois embusqué, l'ouvrier dans les tranchées, — cette manière d'écrire l'histoire de la guerre n'est pas neuve, et elle n'est pas belle.

Le fils Boulard n'était pas mort ; il n'était que disparu : il revient, au troisième acte. Blessé, mal soigné en Allemagne et traînant la jambe, réintégré de mauvaise grâce dans son petit emploi d'avant-guerre, il estime que la société oublie les promesses dont elle avait leurré les poilus, à l'heure du danger. Maintenant qu'il est un héros, pourquoi son père hésiterait-il à le reconnaître? M. Levasseur est un faible ; il consentirait, quoique sans enthousiasme ; mais on ne peut pas dire que la famille ouvre tout grands ses bras à cette recrue inespérée. Sensible à la fraîcheur de l'accueil, le fils Boulard prend le bon parti, qui est de quitter la place, emmenant sa sainte mère... Ainsi la famille naturelle secoue sur l'autre son juste mépris.

M. Huguenet et Mme Jeanne Granier ont mis toute leur expérience de la scène au service de rôles ingrats. Un grand succès personnel est allé à Mlle Falconetti qui, chargée du rôle de Jeanne Boulard, au premier acte, y a montré de l'émotion et du naturel.

M. Guitry, qui avait déjà, dans une conférence très originale et dont on a beaucoup parlé, rendu à Molière un hommage enthousiaste et cordial, a fait mieux encore : il a tenu à honneur d'interpréter le rôle d'Alceste. Interprétation d'une rare puissance, est-il besoin de le dire? entièrement personnelle et qui restera dans l'histoire du rôle. Pour M. Guitry, Molière est avant tout un acteur. Aussi est-ce aux acteurs et actrices qu'il avait tenu à donner la primeur de sa création. Tout ce qui compte dans le monde des théâtres avait été convié, avec la presse, à la répétition générale. Le plus grand comédien de ce temps se montrait aux comédiens de son temps. Ce fut un spectacle d'une saveur toute particulière, comme on n'en peut voir qu'à Paris, et dont seul un Parisien très averti eût pu discerner toutes les nuances. Le succès, qui s'était déclaré très vif, dès la scène du sonnet, où M. Guitry dit avec un art consommé la

chanson du roi Henri, alla croissant d'acte en acte pour atteindre son apogée à la scène de passion du quatrième acte. C'était une joie d'entendre cette voix superbe détacher chaque vers, parfois chaque mot. Et tout finit par une ovation sous les fleurs.

Le rôle d'Alceste a suscité un amas de commentaires. On devine ce qu'en a fait M. Guitry : il l'a secoué d'un mouvement de ses épaules robustes. Il a fait place nette. Il s'est mis, résolument et sans intermédiaire, en face du rôle. Il le joue comme il le sent, en homme d'aujourd'hui. Il prend le personnage à l'étape où il est de sa vie posthume. Car on sait que les personnages de théâtre continuent de vivre. Vivre, c'est changer : ils changent, en même temps que change le public. Chaque nouvel interprète les tire un peu plus à lui, pour les mettre un peu plus à la mode du jour. En deux cent cinquante-six ans, — pendant lesquels, du fait de la Révolution, un monde a pris la place d'un autre monde, — idées, sentiments, usages et manières, tout s'est transformé. Alceste, lui aussi, a beaucoup changé. M. Guitry nous offre une occasion, vraiment exceptionnelle, de comparer les deux termes de cette évolution. Son Alceste est un Alceste complètement *évolué*.

Au point de départ, l'Alceste de Molière. Ayant dessein de railler les conventions de la vie de société, Molière a fait choix d'un original dont la singularité consiste à dire justement tout ce qu'on est convenu de taire dans un salon : ce qui prête à rire. Alceste est jeune : il a cette intransigeance qui vient de la jeunesse, avec une fougue qui lui fait pardonner ses incartades ; il est amoureux, et sa jalousie exaspère son habituelle irritabilité. Plus tard, et pour peu qu'il ait rattrapé son cœur des mains de la coquette qui le met au supplice, cet homme de grand monde et de grande éducation sera le premier à blâmer des éclats de langage et de conduite qui rendraient impossibles toutes relations sociales. — Ainsi en jugeaient les spectateurs du XVIIe siècle.

Depuis lors, il y a eu : la disparition de l'ancienne société, sinon de toute société, Jean-Jacques Rousseau, l'avènement du moi, la glorification de l'hypocondrie, l'entrée en scène du peuple, la déclamation romantique, le tolstoïsme et le nietzschéisme. Cela fait beaucoup de choses que n'avaient pas connues les sujets de Louis XIV. A travers tant de bouleversements, qu'est-il advenu d'Alceste ?

Rien qu'à le voir au théâtre Édouard VII, on était fixé. De toute la hauteur de sa taille et de tout le poids de sa forte carrure, l'Alceste de 1922 dépasse et domine les marionnettes humaines qui s'agitent à

son ombre. Une figure ravagée par l'âge et la souffrance : M. Guitry a mis sa coquetterie à se vieillir. Un masque immobile : nul signe de vie, sauf des yeux qui de haut en bas toisent plus qu'ils ne regardent, et des lèvres qui se crispent. Les gestes réduits au minimum. Une statue de la douleur et du dédain, de l'amertume remâchée et de l'ironie recuite. Un air extatique qui se change en attaques brusquées. Un surhomme, martyr de sa supériorité, et qui se venge en boxant l'humanité.

Cet Alceste-là, dans le loisir de sa méditation solitaire, a jugé les hommes et lui-même. Tandis que tous les hommes sont fourbes et lâches, toutes les femmes coquettes et frivoles, il a constaté que lui seul est droit, généreux et désintéressé. Lui seul a raison, toujours et contre tous. Alors il ne le leur envoie pas dire ; il fait ses commissions lui-même. L'usage veut que, dans les rapports quotidiens, on farde un peu la vérité ; la politesse impose certaines complaisances ; mais Alceste se fiche des usages comme d'une guigne et de la politesse comme de sa première culotte. Et puisqu'il est à la veille de se retirer dans un désert, où il n'aura pour interlocuteurs que les arbres de son parc, il met à profit son dernier jour de vie mondaine pour vomir ses semblables.

Tel est exactement l'Alceste que M. Guitry a campé devant nous, avec une belle conviction. Vous diriez qu'il est Alceste lui-même et qu'il parle pour son propre compte. Il a fait ainsi du personnage classique une création bien à lui. Quand on demandait à Gœthe si l'Egmont qu'il avait mis à la scène était tout à fait celui de l'histoire, il se bornait à répondre : « C'est *mon* Egmont. » Aussi justement M. Guitry a le droit de dire : « Cet Alceste-là est *mon* Alceste. »

Paul Mounet, qui vient, à peu de distance, de suivre dans la mort son illustre frère, avait tenu pendant trente ans une place de premier plan au théâtre, où sa disparition laissera un grand vide. Sa belle prestance, sa voix grave, tout un ensemble de dons généreux le désignait pour les rôles marqués de la tragédie et du drame. Il y faisait merveille. Il y mettait une chaleur et une cordialité que n'avait pas connues son prédécesseur, Maubant. Il a été un don Diègue, un Charlemagne, un don Salluste, inoubliables. Il se faisait de son art une idée très haute. Il entretenait la flamme sacrée. Il avait l'estime et l'amitié de tous : il laisse d'unanimes regrets.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

On ne dira jamais assez combien les manières de penser et de sentir des Anglais diffèrent des nôtres; notre philosophie procède du *Discours sur la méthode*, la leur s'appelle l'empirisme. L'intelligence française. est éprise de logique; l'instinct britannique va tout droit au résultat qu'il croit immédiatement pratique. C'est la source profonde des malentendus qui surgissent à chaque pas entre les deux pays. Le discours du Trône nous en apporte une nouvelle preuve. Personne n'ignore qu'en Angleterre, le discours du Trône, s'il est prononcé par le Roi, est écrit par le Premier ministre et discuté par le Parlement; comme acte du Gouvernement responsable, il appartient à la critique. M. Lloyd George fait dire à son Souverain : «... J'accueille avec plaisir les arrangements qui ont été pris en vue de la réunion d'une Conférence internationale à Gênes, au cours de laquelle j'espère qu'il sera possible d'établir en Europe une paix fondée sur la justice. » Est-ce vraiment là ce que le Gouvernement britannique attend de la Conférence de Gênes? Faut-il donc croire ce que disent les Allemands, les Bolchévistes et tous leurs amis, que les traités qui terminent la grande guerre n'ont pas établi une paix juste? Mais le Cabinet britannique, mais M. Lloyd George ont signé cette paix; si c'est une œuvre d'iniquité, quel châtiment ne méritent-ils pas? L'Anglais n'est pas logicien : une contradiction, si grave soit-elle, ne l'embarrasse pas; il ne la voit pas. Mais d'autres la voient, et le mot, tombé d'une bouche auguste, devient un argument pour ceux qui veulent faire sortir, de la Conférence de Gênes, la revision des traités. Déjà l'article 2 du programme de Cannes autorisait une telle interprétation. M. Bonomi, lui aussi, a parlé, dans son éphémère réapparition devant la Chambre italienne, de la « nouvelle paix » que la Conférence de Gênes va établir. Ainsi, en Italie comme en Angleterre, en Allemagne comme en Russie, nombreux sont ceux qui attendent des grandes assises de

Gênes et de la collaboration des délégués du Reich et des Soviets, le retour à la paix, à la prospérité, au bonheur universel.

Il était temps que le bon sens et la clarté logique d'un homme d'État remît les choses au point et chacun dans son rôle. C'est ce qu'a fait M. Poincaré, dans la note remise à Londres le 6 février et publiée le 9, avec une vigueur de dialectique et un accent de droiture qui ont frappé même les esprits les plus réfractaires à la froide raison. Le Président du Conseil a pris une position singulièrement forte. La signature de M. Briand a engagé le Gouvernement français, mais il ne saurait participer à la Conférence de Gênes que dans des conditions qui le garantissent contre les surprises qui surgiraient infailliblement des débats si les Puissances de l'Entente s'y rendaient sans programme étudié, sans ordre du jour préalablement arrêté. Moins on lâchera la bride aux improvisations, moins on permettra aux grandiloquentes utopies de se produire aux dépens des réalités pratiques, plus la Conférence a de chances d'aboutir à des résultats utiles. La France, déclare M. Poincaré, reste libre de ne pas aller à la Conférence si ses droits devaient y être discutés ou ses intérêts compromis. Il faut d'abord que tous les Gouvernements acceptent explicitement les conditions formulées le 6 janvier. Il est indispensable que les Alliés s'entendent non seulement sur les principes, mais sur la mise en pratique de ces principes, afin de prévenir toute tentative des Puissances invitées pour « passer par les fissures du programme. » La restriction inscrite à l'article 3 de la résolution de Cannes, « sans porter atteinte aux traités existants, » s'applique à tout l'ensemble du programme et doit dominer les débats de Gênes. « Les traités issus de la Conférence de la paix constituent le droit public européen ; il n'y saurait être porté atteinte sans troubler profondément la paix de l'Europe. » La Conférence de Gênes ne doit pas non plus se substituer à la Société des Nations dans le rôle qui lui incombe. Les États qui ne sont pas signataires des traités ne sauraient être admis à en discuter les clauses.

Le respect de la souveraineté des États, inscrit en tête de la résolution de Cannes, ne saurait, — précise M. Poincaré, — impliquer que les Alliés n'auraient pas le droit d'intervenir si une monarchie militaire venait à être restaurée en Allemagne ou en Hongrie ; d'autre part, dans les pays qui ont, comme la Russie, détruit toutes les garanties pour les personnes et les biens en vigueur dans les pays civilisés, il faudra bien recourir, pour les étrangers, à « des stipulations internationales apportant des éléments spéciaux de sécurité, » c'est-à-dire à une sorte de « régime des capitulations. »

La note française envisage encore les moyens d'assurer la reconnaissance des dettes, de faciliter les échanges commerciaux, de prévenir toute propagande révolutionnaire. La sixième condition de Cannes est « l'engagement de s'abstenir de toute agression sur les pays voisins ; » cette clause n'exclut pas l'action de coercition qui, en vertu des traités, peut devenir nécessaire, si l'Allemagne manquait à son obligation de réparer et qu'elle s'est, par avance, engagée à ne pas considérer comme une agression. D'ailleurs, le règlement des différends qui peuvent survenir entre les États est prévu avec précision dans le pacte de la Société des Nations, ce qui n'exclut pas des ententes spéciales entre États ou groupes d'États, — tels que les États de la Petite Entente, — pour le maintien de leur intégrité territoriale. En terminant, M. Poincaré insiste sur la complexité des questions qui devraient être abordées à Gênes, questions financières, économiques, commerciales, transports et, s'il s'agit de la Russie, « établissement de tout un ordre économique nouveau, ou plutôt rétablissement de tout un ordre économique ancien. » Pour une telle œuvre, un travail préparatoire d'experts est indispensable et ne saurait être mené à bien en quelques jours; trois mois au moins paraissent nécessaires.

Telle est, en substance, la note de M. Poincaré. Dans la confusion générale, elle a produit, par son ton mesuré, par la force logique de ses arguments, l'effet salutaire d'un rappel au bon sens ; nous ne connaissons pas encore les réponses des Gouvernements, mais la réaction sur l'opinion et la presse est significative. Les hésitations ont disparu ; deux partis bien tranchés se dessinent : d'un côté, ceux qui souhaitent la reconstruction économique et financière de l'Europe, mais qui ne croient pas que le plus sûr moyen de l'obtenir soit de commencer par la ruine des traités et la négation du droit international, qui estiment au contraire que les pires dangers pour la paix et l'ordre sortiraient d'une Conférence très nombreuse, très passionnée, si elle se réunissait sans plan préalablement établi et strictement délimité. De l'autre côté, on retrouve, avec quelques idéologues, tous ceux qui ont intérêt à la destruction des traités issus de leur défaite ou qui, pour se prolonger eux-mêmes au pouvoir, cherchent toutes les occasions de jeter le trouble et de semer la révolution. La barricade, depuis l'armistice, n'a pas changé de place; il s'agit toujours de sauver la civilisation de l'assaut suprême de la barbarie.

En Angleterre et en Amérique, la plus grande partie de la presse a rendu hommage au ferme esprit de prévoyance et de justice, et à la modération de la note française. Le *Times* du 16 déclare même ne rien

comprendre à la politique de son Gouvernement, qui parle toujours de l'entente franco-britannique comme de l'assise fondamentale de l'ordre européen, mais qui, même quand la France a raison, hésite à le reconnaître et traite avec désinvolture ses propositions. Un accord immédiat et sincère avec la France est, pour M. Stead, la condition essentielle du succès pour la Conférence de Gênes. Mais, même dans quelques journaux connus pour leur impartialité ou leurs sympathies françaises, on sent percer certaines inquiétudes dont le sens et la portée s'éclairent quand on lit les organes radicaux qui mènent depuis longtemps campagne acharnée contre la France et les traités. La note de M. Poincaré les a troublés : l'Europe continentale aurait-elle trouvé un guide? Pour le *Manchester Guardian*, que dirige M. Keynes, M. Poincaré veut « capturer la Conférence de Gênes » et la mettre au service de la politique française d'hégémonie continentale. M. Benès, qui vient précisément de s'arrêter à Paris et qui est à Londres à l'heure où nous écrivons, s'est laissé prendre au piège. M. Poincaré a proposé qu'aux réunions d'experts qui prépareront le programme de la Conférence, fussent invités ceux de la Petite-Entente et de la Pologne dont les pays, voisins de la Russie ou de l'Allemagne, sont intéressés, au premier chef, à l'ordre continental; il n'en a pas fallu davantage pour alarmer M. Keynes et ses amis et leur faire entrevoir la France paraissant à Gênes avec un cortège de nations jeunes et vigoureuses. Le *Daily Telegraph* soupçonne M. Poincaré de vouloir assurer à la France l'hégémonie politique et militaire de l'Europe danubienne. Les Français sont des « naufrageurs; » sous prétexte d'ajournement et de conditions préalables, ils se préparent à couler à fond la Conférence, et le *Guardian* en prend texte pour attaquer lord Grey, qui a eu l'imprudence de les encourager et qui leur a fourni « les armes les plus spécieuses et les plus dangereuses contre la Conférence de Gênes. » Il a suffi que M. Poincaré posât la question des rapports de la Conférence de Gênes avec la Société des Nations et réservât les droits de cette dernière pour que le même *Manchester Guardian* s'enflammât contre la Société dont il était, naguère, un si chaud défenseur. Le journal de M. Keynes a évidemment aperçu la haute portée de la réserve introduite dans la note française; il n'est pas indifférent que les plans de reconstruction de l'Europe centrale, — tels le projet Ter Meulen pour l'Autriche, — soient organisés sous le contrôle de la Société des Nations où toutes les Puissances qui ont adhéré au pacte pourraient faire valoir leurs raisons et où l'unanimité des voix serait nécessaire pour les décisions importantes, ou au contraire abandonnés à des financiers

anglais, allemands, russes, qui deviendraient les maîtres des marchés de l'Europe centrale et orientale. Peut-être la Conférence de Gênes aura-t-elle cette vertu de faire comprendre à l'opinion française toutes les garanties que notre pays peut trouver dans le pacte, si imparfait soit-il, de la Société des Nations.

Les alarmes de la presse libérale-radicale anglaise, les attaques de journaux tels que la *Westminster Gazette* qui, le 14, s'aventurant sur le terrain réservé de la politique intérieure, n'a pas craint d'écrire : « Il n'y a pas de réel espoir pour la restauration de l'Europe tant qu'on n'aura pas un Parlement français d'une autre mentalité, » ont l'avantage de dissiper toute équivoque; si l'on cherche à faire croire à l'Empire britannique, à l'Europe, aux Amériques, que la France, par son intransigeance, est responsable du désordre général, la raison vraie c'est que la France, après son rôle dans la guerre, a pris une place trop grande parmi les nations en face d'une Allemagne trop affaiblie, qu'après tout l'intérêt britannique est que la France ne soit pas sur le Rhin, qu'elle ne soit pas l'alliée de la Belgique; l'émiettement politique n'est pas désavantageux à l'Angleterre, pourvu que la puissance de production et la capacité d'absorption du continent n'en soient pas amoindries. Alors on cherche à renverser le problème : au lieu de travailler au rétablissement de l'ordre en commençant par la réparation des dommages et l'exécution des traités, on se flatte d'y parvenir en restreignant le champ d'action et la puissance de rayonnement de la France victorieuse.

Pour parler, comme on ose le faire, des ambitions de la France, pour l'accuser d'aspirer à l'hégémonie de l'Europe et de s'ópposer à la reconstruction économique de la Russie et de l'Allemagne, il faut bien mal connaître le peuple français tel qu'il a été dans la bataille, tel qu'il reste après la victoire, acharné à son labeur pacifique, aux champs, à l'usine, dans les sciences, les arts ou les lettres, enclin, trop enclin peut-être, à oublier les agressions et les injures pourvu que soient tant bien que mal réparés les dommages, indulgent dans sa force, respectueux des droits des autres, exempt d'envie et de jalousie parce que sa gloire lui suffit. Certes, la grande masse du peuple anglais ne partage pas les préventions et n'écoute pas les calomnies de quelques fauteurs de discorde. Ceux qui ont combattu en France et les parents de ceux qui y sont tombés savent de quel côté sont leurs ennemis, les ennemis de la paix et de l'ordre européen, et ils seraient prêts à acquiescer au jugement, si juste et qui porte si loin, de M. Poincaré dans sa dernière note : « Le rétablisse-

ment de la confiance sera le résultat d'un changement dans la mentalité des pays qui ont travaillé jusqu'à présent à détruire l'ordre établi en Europe au lieu de chercher à le consolider. » C'est à changer cette mentalité que les Alliés de la Grande Guerre devraient travailler de concert.

M. Lloyd George n'a pas encore fait connaître officiellement sa réponse à la note de M. Poincaré. On a des raisons de penser qu'il acceptera un ajournement de la Conférence de trois semaines environ; les experts de la Petite-Entente ne seraient point appelés aux conférences préparatoires, mais leurs ministres à Londres seraient admis à y assister; enfin il n'est pas sûr que le lieu de la Conférence soit Gênes où la présence de nombreux communistes et fascistes, et les batailles qu'ils nous promettent, risqueraient de troubler les séances. Son sens aigu des réalités politiques porte sans doute M. Lloyd George à reconnaître la justesse des arguments du Cabinet de Paris, mais un Premier anglais, chef et administrateur du grand consortium d'intérêts économiques et politiques que constituent l'Angleterre, ses Dominions, ses colonies, ses protectorats, a de multiples soucis, sans parler de l'approche des élections pour lesquelles les libéraux de gauche et le Labour Party représentent une force qu'il faut ménager. Ces difficultés, nous devons essayer de les comprendre si nous voulons juger équitablement son attitude. C'est d'abord le chômage. L'Angleterre avait, à la fin de janvier, 1 904 300 ouvriers ou employés chômant totalement, 282 000 partiellement; ce problème domine toute la politique du Gouvernement. — L'Irlande n'est pas pacifiée; la question de l'Ulster n'est pas tranchée et l'armée républicaine vient d'exécuter un coup de main sur les territoires de Derry, Tyrone, Fermanagh, forçant les portes des maisons, blessant plusieurs personnes, enlevant des ôtages. L'émotion a été considérable à Belfast, où l'on continue à s'entretuer, et à Londres, où le Gouvernement voudrait bien laisser les Irlandais arranger entre eux leurs affaires; l'évacuation militaire s'en trouve retardée. — Au Cap, en même temps qu'étaient célébrées avec éclat les funérailles du général de Wet, le parti des paysans boers s'est rapproché de l'élément ouvrier blanc, en grande majorité hollandais, pour combattre le Gouvernement du général Smuts; à la politique de fusion des races, cette coalition tente de substituer une politique nationaliste afrikander et socialiste dont le dernier terme serait la séparation complète d'avec l'Empire britannique. — En Égypte, la déportation de Zagloul pacha aux Iles Seychelles ne calme pas, loin de là, l'agitation séparatiste.

Le maréchal Allenby est venu à Londres porteur d'un projet d'autonomie presque complète qui ne réserverait guère à l'Empire que la zone du canal de Suez, le Soudan et la sécurité des communications pour s'y rendre. Mais les Égyptiens, encouragés par le succès, s'en contenteront-ils ? — Aux Indes, la politique de « non-coopération, » c'est-à-dire de boycottage passif, dirigée par M. Gandhi, apparaît de plus en plus dangereuse. Le vice-roi, lord Reading, n'ose pas toucher au chef vénéré de l'hindouisme ; dernièrement quelques-uns de ses partisans ayant massacré des agents de la police anglaise, « le Saint » s'est imposé cinq jours de jeûne pour témoigner sa réprobation de tels procédés ; il condamne toute violence, mais sa tactique de résistance passive, de « désobéissance civile » n'en est pas moins redoutable. D'ailleurs ce doux apôtre, dont l'idéal est un retour à la vie sociale et aux mœurs du bon vieux temps, sera et est déjà dépassé, comme tous les Tolstoï, par ses disciples. Par le traité de Sèvres, l'Angleterre s'est aliéné les Musulmans. Dans cet immense Empire de 300 millions d'habitants, son autorité ne trouve plus de point d'appui. La grève des foules sur le passage du prince de Galles a manifesté publiquement la désaffection à l'égard de l'Empire et l'esprit de discipline des Indous. Lord Northcliffe, qui vient de débarquer en France, après une longue tournée à travers l'Empire britannique, n'a pas caché l'inquiétude que la situation des Indes, de la Palestine, de l'Égypte lui inspire; mais il envoie « un grand coup de chapeau » à la France pour les résultats qu'il a constatés en Indochine, au Maroc. — Non, M. Lyold George, responsable de l'avenir du plus vaste empire que le monde ait jamais vu, n'est pas sur un lit de roses ! Est-ce une raison pour prendre des décisions précipitées? Est-ce une raison pour chicaner la politique française dans son action continentale? pour la combattre en Orient, comme lord Curzon n'a cessé de le faire depuis l'armistice, au grand dommage de son propre pays ? Il était facile, après la guerre et la victoire, à l'Angleterre et à la France, de présenter à l'Allemagne un front unique, d'opposer à la Turquie une volonté commune. Le danger n'est fait que de nos divisions. Nous avons besoin les uns des autres, et les récents incidents de Tunis prouvent que les événements de Turquie et d'Égypte ne sont pas sans écho dans notre empire africain. Puisse du moins, à Gênes, se manifester une politique commune !

Les chefs bolchévistes, qui sont de redoutables manœuvriers, ont cherché, en ces derniers jours, à faire croire qu'ils sont sur le point de conclure avec le Gouvernement français un accord particulier.

Leur but est, naturellement, d'accentuer le différend entre la France et l'Angleterre. Que la France ne ferait-elle pas, insinue-t-on, si elle voulait s'entendre avec les Russes et les Turcs! M. Theodor Wolff a écrit, sur ce thème, dans le *Berliner Tageblatt* du 13, de curieuses variations. En même temps, nous assistions, dans certains journaux français, à une étrange offensive du bolchévisme. Les loups se font bergers. Mais tandis que la Russie meurt de faim, l'armée rouge reste bien nourrie, mobilisée et équipée. Que, sous l'aiguillon de la nécessité, il se produise en Russie certaines évolutions, tous les témoins l'affirment. Le Gouvernement bolchéviste, pourvu qu'il puisse sauver son pouvoir, est prêt à ouvrir la Russie au commerce et aux entreprises étrangères. S'il faut en croire les statistiques données par les journaux de Moscou, le commerce extérieur de la Russie en 1921, tout en restant insignifiant (907 000 tonnes aux importations, 212 000 aux exportations), est cependant en progrès, puisqu'il n'était durant le premier trimestre que de 49 000 tonnes aux importations et 7 600 aux exportations et que, durant le quatrième, il est passé à 323 000 et 121 000 tonnes. Les journaux bolchévistes cherchent vainement à dissimuler le désarroi du Gouvernement soviétique; son pouvoir est encore solide en Russie, aucune force active n'étant en mesure de le renverser, mais sa détresse l'oblige à accepter les conditions de la « bourgeoisie » et du « capitalisme » européen. Si les Occidentaux allaient à Gênes bien pénétrés de cette vérité, ils éviteraient les pièges et les dangers que les délégués des Soviets leur préparent. Ne nous laissons pas piper aux descriptions idylliques que les missionnaires du bolchévisme servent à nos journaux. On cherche, pour compléter l'illusion, à faire disparaître l'ignoble « Tcheka » ou à la « camoufler. » M. Radek nous montre « le paysan russe, de moujik qu'il était, devenu une sorte de *farmer* américain, un consommateur de premier ordre. Il veut acheter et bien vivre. C'est un propriétaire qui est capable d'absorber des marchandises et de produire intensément. » L'amorce est un peu grosse; il est trop visible qu'il s'agit d'allécher le commerçant anglais. Si les paysans avaient une telle capacité d'achat, le docteur Nansen ne viendrait pas faire appel à la charité de l'Europe pour nourrir des millions d'affamés.

De cette effroyable misère, de cette famine telle que l'on n'en a pas vu depuis les temps où, faute de routes et d'une bonne police, une province pouvait mourir de faim, tandis que sa voisine voyait son grain pourrir dans ses greniers, c'est la désorganisation indicible créée

par le Gouvernement des Soviets qui est seule responsable. Le déficit de la récolte russe en 1921 a été de 40 millions de quintaux de céréales panifiables; mais l'excédent disponible de la production mondiale, pour l'année, a été de 50 millions de quintaux de blé et 20 de seigle qui seraient allés nourrir les paysans de la Volga si les bolchévistes n'avaient pas rendu tout commerce et toute circulation impossibles. Il arrive chaque année que, sur un point du globe, la sécheresse ou toute autre cause détruise les récoltes; le commerce rétablit l'équilibre. Un haut fonctionnaire anglais qui a longtemps dirigé aux Indes la lutte contre la famine, sir Benjamin Robertson, vient de revenir d'une mission en Russie et a fait au *Times* un tableau précis et effrayant de la situation russe; les réquisitions de 1920 ont dépouillé les paysans de toutes leurs réserves de grains; le commerce est nul; les initiatives privées ont été tuées; les chemins de fer ne peuvent pas suffire à transporter des grains pour les semailles; chaque famille n'a pu ensemencer que le tiers des terres nécessaires à sa subsistance; la bonne volonté actuelle des Soviets locaux est impuissante; quinze millions d'individus meurent de faim. Les secours arrivent à destination, mais avec une navrante lenteur. Les populations, incapables de réagir, sans forces et sans espoir, attendent la mort. Les faits de cannibalisme, enfants mangés, cadavres déterrés et dévorés, ne paraissent que trop exacts. Voilà à quel degré de barbarie et de misère la tyrannie bolchéviste a réduit un pays naguère prospère. M. Charles R. Crane, ancien ministre des États-Unis à Pékin, actuellement à Paris, bon connaisseur des affaires russes, disait le 20 février à un rédacteur des *Débats* : « Il n'y a pas eu de pire Gouvernement dans l'histoire des peuples, pire à tous les points de vue. Il a entièrement désorganisé, anarchisé la Russie, rendant une nation jusqu'à présent bonne, hospitalière et artistique, semblable à une peuplade préhistorique. » Certes, c'est un devoir d'humanité de faire tout ce qui sera possible pour arracher à la mort, cette année et l'année prochaine, les paysans russes. Mais, quand il s'agit d'entrer en relations de commerce avec un tel Gouvernement et d'appeler ses délégués à Gênes, de quelle prudence ne faut-il pas s'armer? C'est ce qu'a montré, à Londres, M. Benès, qui a lui-même négocié avec les bolchévistes et qui croit possible, par une action commune bien coordonnée des Puissances occidentales, une « européanisation » de la Russie.

En Allemagne, le cabinet Wirth Rathenau n'est sorti victorieux d'un long débat parlementaire qu'avec une faible majorité de 35 voix

(220 voix contre 185 et 16 abstentions). Un tel scrutin ne fortifie pas l'autorité du Cabinet; il est plutôt toléré que soutenu, parce qu'on espère qu'il obtiendra de la France des concessions et des délais; mais il ne vit qu'en faisant la politique que lui dictent ses adversaires. Les idées démocratiques et républicaines ne semblent pas en progrès; c'est ce que constate avec tristesse M. Hellmuth von Gerlach, obligé d'abandonner le parti démocrate pour avoir eu le courage, dans son journal *Welt am Montag*, de proclamer les fautes et les responsabilités de l'ancien régime. « L'évolution du parti a déçu mes espérances sous tous les rapports. » La grève des cheminots a pris fin le 8, non sans avoir rendu plus obérée encore et plus précaire la situation financière du Reich; une perte de recette de 2 milliards de marks-papier, la promesse assez vague d'une augmentation de salaire et du maintien de la loi de 8 heures, tel est le bilan d'une grève qui se rattache à l'agitation de la « Ligue des fonctionnaires » et à leurs demandes d'augmentation d'appointements qui se chiffrent par 50 ou 60 milliards plutôt qu'au mouvement syndical; elle a été blâmée par les quatre grandes organisations d'ouvriers et d'employés. Le duel Stinnes-Rathenau, si étroitement associé à la lutte entre le Gouvernement et l'opposition, continue. M. Stinnes est accusé d'avoir voulu vendre les chemins de fer allemands, qui appartiennent au Reich, à un consortium financier germano-anglais. Le parti Stinnes-Streseman n'a pas renoncé à constituer, avant la Conférence de Gênes, un ministère nouveau sur une base élargie; « l'étranger, écrit M. Stinnes, sera obligé d'attacher de l'importance à ce que des signatures négociables se trouvent au bas du prochain et véritable traité de paix. » Avec des procédés différents, tous les partis tendent en réalité aux mêmes fins : revision du Traité de Versailles; et ils voient dans la prochaine Conférence de Gênes une étape décisive vers le succès. S'il existe, à certains points de vue, plusieurs Allemagnes, on n'en trouve qu'une quand il s'agit de se dérober à la parole donnée, à la signature librement consentie, aux responsabilités de la guerre.

INTÉRIM.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

LA RANDONNÉE

DE

SAMBA DIOUF

DERNIÈRE PARTIE (1)

XIV

Samba Diouf maintenant ne rêvait plus.

Couché dans des draps blancs, par la fenêtre grande ouverte, il apercevait le fort Saint-Jean, le phare et les mâts des navires dans le vieux port de Marseille. Depuis deux mois il était là, soigné pour diverses blessures, dont la plus grave, à l'épaule, rendait son bras gauche inerte, pareil à une branche morte. D'un côté, il avait pour voisin la muraille, qui entend tout et ne répond jamais; de l'autre, un soldat russe qui ne le comprenait pas davantage, mais avec qui, tout au long de la journée, il faisait la conversation. Au parler chantant du Russe, différent à son oreille du parler des autres Toubabs, il avait connu tout de suite que son voisin, bien qu'il n'eût pas la peau noire, n'était pas de la même race que les autres blessés de la salle. Et, comme le paysan du steppe l'écoutait avec patience, il s'imaginait vaguement que celui-ci le comprenait et qu'il était seulement empêché de lui répondre dans sa langue. D'ailleurs, qu'importait de se comprendre? Samba n'était même pas effleuré du regret de ne pas savoir ce que lui racontait le Russe, quand

(1) Voyez la *Revue* des 15 février et 1er mars.

son voisin, pris à son tour du besoin de parler, lui faisait des confidences. Et à tous les deux il suffisait de trouver des oreilles complaisantes et des yeux qui avaient l'air de s'intéresser aux histoires tout à fait inintelligibles qu'ils se contaient l'un à l'autre.

La même infirmière leur apportait des tisanes, des rafraîchissements, des oranges. Il n'échappait pas à Samba qu'elle s'attardait plus volontiers à côté de son lit, pour lui adresser quelques mots qu'il saisissait plus ou moins, mais que son sourire lui rendait clairs. Il était triste quand une autre infirmière la remplaçait dans la journée, il était gai quand il la voyait reparaître dans la salle, et de vagues pensées s'étaient mises à se promener dans son esprit. Ni sa mère, ni ses sœurs, ni Yamina ne l'auraient ainsi soigné, s'il avait été malade. « Je n'ai rien à donner, pensait-il, à cette belle fille des Toubabs, et cependant elle m'entoure de soins. Est-ce seulement pour le merci de Dieu? Cela dépasse mon esprit. » Et bien qu'il demeurât toujours très poli et respectueux, le souvenir lui revenait d'histoires racontées sous le m'bar, de femmes blanches qui avaient aimé des Noirs et qui même en avaient emmenés dans leur pays. Il y avait aussi, disait-on, des Noirs qui avaient trouvé leur chance avec des femmes blanches dans les expositions des Toubabs. Mais ces idées qu'il remuait en lui-même, restaient secrètes au fond de son esprit, c'est-à-dire qu'il n'en parlait pas à son voisin le Russe, car les choses de femmes ne se racontent point...

— Makhouré ! s'écria-t-il, un matin, en voyant passer devant son lit un certain Makhouré N'Diaye, entré à l'hôpital pour de vagues douleurs intestinales, et qu'on gardait depuis des mois parce qu'il lisait et parlait le français, ce qui rendait de grands services aux médecins et surtout aux malades dont il traduisait les lettres.

L'autre se dirigea vers Samba avec l'air important d'un Ouolof originaire d'une des quatre communes du Sénégal qui ont le privilège d'élire un député. Et Samba lui présentant une lettre :

— Je crois que j'ai reçu un papier de notre pays. Pardonne-moi, Makhouré, et lis-moi ce qui est dedans.

— Par Dieu ! je le ferai ! répondit le Ouolof. Dieu veuille qu'il ne contienne que des choses de paix !

La lettre était du chasseur d'antilopes :

« Je ne t'ai pas écrit depuis longtemps, lui disait Demba N'dour, car ton père me donne de tes nouvelles, et chaque fois qu'il t'a écrit, je lui ai dit de te saluer. J'ai peu de choses à t'annoncer, parce que mon fusil ne parle plus. Les Toubabs nous ont retiré la poudre, et je pense que c'est pour que vous en ayez davantage afin de tuer vos ennemis. Dieu veuille qu'elle vous serve à quelque chose et que votre main soit adroite! J'ai dit au boutiquier qui réclame ce que tu lui dois pour l'étoffe de ton pantalon, que tu n'étais pas mort et que tu reviendrais le payer. J'ai aidé à réparer le grenier à mil que tu avais construit il y a quelques saisons, et j'en ai refait la couverture avec de la paille neuve. Je ne te dis pas cela, ô Samba, pour que tu me remercies, mais parce que nous sommes deux amis qui respirons par le même nez. C'est pour cela aussi que je puis te dire ce qui se passe dans la maison de Yamina. Tu y as laissé ton cœur et ton esprit, mais, comme on dit, il faut aimer les femmes et ne pas avoir confiance en elles. Leur langue est rapide, mais leur tête légère. Elles sont comme certains oiseaux qui ne couchent jamais sur la même branche. Mais de ce que je te dis, il ne faut pas te tourmenter la tête. Il n'y a que ce qui doit être qui est, et ce qui est ne peut pas diminuer un homme comme toi. Le dioula qui tournait autour de sa maison, a mangé de son riz et de son mil, et je crois maintenant que son bouc suit la chèvre de la fille des Sédi. Il est tard dans la nuit quand il quitte sa case. Je ne puis pas encore dire qu'elle a manqué à sa parole, mais elle porte les bijoux et les bagues de cet étranger. Et que Dieu me pardonne, si ce n'est pas la vérité! mais la vieille Sokhna a vu sur sa figure que son ventre la fatiguait. Les gens de Niômi te saluent, mon frère te salue, mon père te salue, tous les parents et les amis te saluent. Je te salue.

« Demba N'dour. »

Makhouré N'Diaye, ayant lu, remit à Diouf son papier en lui disant simplement :

— Dieu veuille que tu retournes bientôt dans ton village, Diouf!

Sur quoi, le Niòminka, sans répondre, lui tendit une autre lettre, qui, celle-là, venait de son père. Mais son esprit était si

préoccupé qu'il n'en écouta la lecture que d'une oreille distraite. Au reste, à son habitude, le vieillard ne l'entretenait que de la cherté de toutes choses, et pour finir demandait de l'argent, faisant valoir cette raison, sur laquelle il n'insistait pas, qu'il était inutile désormais d'en envoyer à Yamina.

Samba sortit de dessous son oreiller un petit sac de toile d'où il tira cinquante centimes. Tout en protestant vivement qu'il ne voulait rien accepter, car ils étaient tous frères, l'électeur de Saint-Louis fit promptement disparaître la piécette dans sa poche, et s'éloigna d'un air digne, le calot sur l'oreille, dans son complet gris d'hôpital, qui avait pris sur sa personne une élégance de livrée.

Et Samba se mit à songer que pendant plusieurs années il avait cultivé le champ de son futur beau-père, qu'il lui avait fourni du poisson en abondance, et qu'aujourd'hui la fille des Sédi le trahissait pour quelques pagnes, des bracelets et des noix de kola que lui avait donnés un homme qui n'était pas du pays! Pendant ce temps, le Russe lui racontait Dieu sait quelles histoires de son village lointain. Et Diouf, pour la première fois abandonnant son caractère et sa politesse habituelle, se retourna vers la muraille en murmurant avec humeur : « Je n'écouterai plus les paroles de ce fou! »

Un nouveau courrier arriva. Samba Diouf regarda ses lettres, les palpa, les tourna entre ses doigts, et finalement ayant glissé ses papiers dans sa capote, il s'en alla perplexe et se frottant le nez, s'asseoir sur un banc du jardin.

Presque aussitôt l'électeur de Saint-Louis, l'air tout à fait indifférent et amical à la fois, vint s'asseoir près de lui, s'informa de son bras, bavarda de choses et d'autres, pour en venir à ces mots fallacieux, qu'il lui dit sans le regarder :

— Que se passe-t-il dans vos pays?

— Chez nous donc, rien qui ait de l'importance, répondit évasivement Samba, sans le regarder davantage.

— Cela vaut mieux que des choses pénibles, répliqua le Ouolof, les yeux toujours ailleurs, et d'un ton aussi détaché que si l'idée de gagner cinquante centimes ne l'avait jamais effleuré.

Puis, sans s'attarder davantage, il prit congé du Niôminka, en quête d'un autre de ses semblables qui, celui-là, n'aurait pas de secret à garder.

Samba resta seul sur le banc, avec ses lettres dans sa poche, remplies de choses qu'il eût bien voulu savoir. Et durant toute une semaine il se frotta le nez, s'écrasa la joue avec le pouce, se mordit le dessus des doigts, se tira les poils de la barbe et la conversation du Russe ne le distrayait guère du souci qui l'obsédait! Bien des fois, quand Makhouré N'Diaye passait devant son lit ou dans une allée du jardin où il était assis, en lui adressant un salut imperceptiblement narquois, bien des fois il fut sur le point d'arrêter le Ouolof pour lui montrer ses lettres. Et peut-être allait-il s'y résoudre, lorsque sa chance lui fit apercevoir, dans la cour de l'hôpital, un sien Toubab qu'il avait connu naguère au Bataillon, et qui avait rendu maints services à lui et à ses camarades, parce qu'il connaissait leur langue.

Il se hâta vers lui, et faisant le salut militaire, avec son plus large sourire :

— Ouaï! mon Toubab, lui dit-il, il y a longtemps que je ne t'ai pas vu! Je croyais que tu nous avais quittés, et cela faisait mal à mon cœur. As-tu seulement la paix?

— La paix seulement, Diouf! répondit le Toubab, car je crois bien que c'est Diouf ton nom?

— Ouaï! mon Toubab, tu es bon! reprit Samba en se passant la main sous le menton.

Compliment que le Toubab traduisit en répondant :

— Qu'est-ce que tu veux encore de moi?

— Ouaï! répondit Samba en se frottant le nez. J'ai entendu dire que tu étais bon!

— Allons, Diouf, qu'est-ce qui t'arrive?

Fouillant lentement dans sa poche, Samba en retira ses lettres.

— Ouaï! fit-il, c'est quelque chose comme un papier, mon Toubab!

— Fais-moi voir, dit l'officier.

Et affectant soudain l'air bourru :

— Mais pourquoi viens-tu me fatiguer, et ne fais-tu pas lire tes lettres par Makhouré N'Diaye qui a été élevé par les Pères et qui sait lire le français?

— Ouaï! ne te fâche pas, Toubab! En toi seulement j'ai confiance. Il y a des choses dont j'ai peur d'avoir honte devant la face de mon semblable...

— Et devant moi donc? dit l'officier.

— Je ne le crains pas, dit Samba, car vous autres, Toubabs, êtes bien élevés, et ne vous mêlez pas de nos affaires.

— En vérité, tu es rusé! Donne-moi tes lettres que je les lise.

Il y en avait de son père, de ses parents, de ses amis, mais aucune de Yamina, et personne ne lui disait rien sur la fille des Sédi, hormis son ami Demba N'dour qui, après lui avoir parlé, suivant son habitude, de différentes choses du village, ajoutait :

« Et maintenant, l'homme qui avait approché ta fiancée et qui était entré dans sa case, on ne l'a plus revu depuis le jour où le Commandant Toubab fit battre le sabar dans le pays, pour dire que tous les hommes au-dessous de trente-cinq ans devaient se réunir en palabre avec les chefs de villages. On ne sait pas ce qu'il est devenu. Mais j'ai su par un bruit de derrière la palissade, qu'il avait pris la route du Sud, dans la nuit, emportant sur sa tête toutes ses richesses, et qu'il était passé sur le territoire des Toubabs portugais, car là on ne fait pas de soldats... »

— En vérité, dit Samba pour dissimuler l'impression que lui causait cette lecture, en vérité, mon Toubab, ce Demba N'dour est mon ami et nous respirons par le même nez! Pour aller à la ville où il trouve quelqu'un qui écrive sa lettre, il est obligé de se lever, le matin, au premier chant du coq, et de marcher jusqu'à ce que le soleil soit au-dessus de sa tête. En vérité, Demba N'dour a pour moi de l'amitié!

— Et moi donc, Samba Diouf, je n'ai pas pour toi de l'amitié?

— Ce n'est pas la même chose, répondit le Niôminka. Toi, tu es mon Toubab...

— Alors, continua l'officier (qui voyait bien que, malgré son sourire, le pauvre garçon était troublé), puisque je suis ton Toubab, je vais te dire une chose, Samba. Un véritable homme ne se fatigue pas la tête pour des questions de femme. Et je te dis encore ceci : Il vaut mieux être trompé avant qu'après le mariage.

— Tu dis la vérité, fit Samba. Et que j'en enterre ma mère! tu as les oreilles rouges, mais ton cœur est noir comme le nôtre, et tu nous connais bien! C'est pour cela que je n'ai confiance qu'en toi!

A ce moment, une sonnerie retentit dans la cour de l'hôpital; et Samba, quittant son Toubab, se rendit où le clairon l'appelait, avec la lenteur d'un blessé qui connaît ses prérogatives et sait qu'hormis la soupe, en quelque endroit qu'il aille, sa présence est inutile.

XV

Ce matin-là, sur l'hôpital, les drapeaux flottaient au vent de mer; des têtes coiffées d'un calot bleu ou d'un bonnet de coton se pressaient aux fenêtres; dans la cour, un bataillon formait la haie sur trois côtés; la musique jouait Sambre-et-Meuse, et par le portail grand ouvert, un général arriva au galop, avec tout son État-major.

Une petite troupe d'officiers et de soldats se tenait sur deux rangs, en avant du front des troupes. Samba Diouf était au milieu d'eux, au second rang, derrière les officiers. La musique cessa de jouer. Le général descendit de cheval et tira son épée. Samba le vit venir à grandes enjambées, suivi d'un capitaine qui portait une boîte. Les tambours et les clairons faisaient un grand sabar de fête, puis à son tour ce sabar s'arrêta, et le général s'approchant du premier officier du premier rang, qui était un colonel, lui cria quelque chose à pleine voix, comme si le colonel était sourd; puis il lui mit sur la poitrine une médaille qui se trouvait dans la boîte, le frappa avec son sabre sur l'une et l'autre épaule, et après l'avoir frappé, il l'embrassa sur les joues... Et le général fit ainsi avec chacun des officiers qui se trouvaient au premier rang. Il fit encore la même chose avec les hommes du second, mais après les avoir frappés, au lieu de mettre sa joue sur leur joue, il leur serrait simplement la main.

A présent, le général se trouvait devant Samba. A lui aussi il cria quelque chose, et Samba, les yeux fixes, les bras le long du corps (tous les deux si immobiles qu'on n'aurait pu distinguer le bras mort du bras vivant), entendit le nom des Diouf, au milieu d'autres paroles auxquelles il ne comprenait rien. Et d'ailleurs eût-il été mieux instruit du parler des Toubabs, que l'émotion, la fierté, l'espérance qu'après cette fête on le renverrait dans son pays, l'auraient empêché de rien comprendre... Le général accrocha sur sa capote une médaille à ruban jaune,

et lui serra sa main valide, qui par bonheur était la droite, car sa chance avait voulu que ce fût sa petite main, sa main gauche qui fût abîmée. Puis il passa au suivant. Et quand il eut embrassé toutes les joues, serré toutes les mains, et qu'il n'y eut plus de médailles dans la boîte, le régiment, au son de la musique, défila devant ceux qui venaient d'être décorés.

Quelques instants plus tard, dans une des allées du jardin, tous les Noirs de l'hôpital se pressaient autour de Samba et palabraient sur sa médaille.

— Tu es plein de chance, ô Diouf! lui disait, d'un ton affectueux où l'on sentait un peu d'envie, l'électeur de Saint-Louis. Moi qui connais Dakar, Rufisque et tout le bord de la mer, moi dont le grand-père était l'ami des premiers Toubabs qui sont descendus au Sénégal et qu'on appelle Hilaire et Porom (1), moi qui connais le père et la mère des Toubabs, j'ai eu, en vérité, des galons à cause de mes connaissances, mais je n'ai pas eu la médaille qui te rapportera une pension. Tu vas sans doute grandir ta tête parmi nous, et tu ne voudras plus parler à ton semblable!

— Je me souviens, dit un Sérère en prenant entre ses doigts la décoration de Samba, avoir vu une médaille qui ressemblait à celle-là, sur la poitrine d'Abdou Khali, notre chef du M'Badane. Il a la peau noire comme nous, mais il mange à la table des Toubabs, et ils lui parlent comme à un ami.

— Le roi n'est pas un parent, c'est vrai! remarqua sentencieusement un homme de Bir, mais quand il t'accorde ses faveurs, il te rapproche de lui.

— Tu seras, déclara un Mandingue de Sédiou, comme le lieutenant Sidi, qui, chez nous, ne vit plus que de la pension des Toubabs, et à toutes les fêtes attache à son m'boubou ses quatre décorations. Quand il marche sur la place publique avec sa petite lance, les hommes s'écartent en le saluant, les enfants arrêtent leurs jeux, et les femmes lui souhaitent la paix, à lui et à toute sa famille.

— Samba, reprit l'homme de Bir, quand tu reviendras dans ton pays, les hommes en te parlant enlèveront leur coiffure, et les femmes en t'adressant la parole baisseront les yeux.

(1) Mahkouré N'Diaye veut certainement parler de MM. Hilaire Morel et Prom qui, vers 1830, fondèrent les premiers comptoirs du Sénégal.

— Et quand tu auras affaire au Manso, ajouta un Lebou de Tiaroje, tu n'attendras pas à la porte jusqu'à ce que le soleil soit bas, car les gardes te salueront et te feront entrer le premier.

— Quand tu sortiras dans les rues des villes des Toubabs, renchérit un Soussou de la Guinée, les Toubabs eux-mêmes auront du respect pour toi, et personne maintenant ne te traitera comme un serviteur !

Et sans malice (car ils étaient tous fiers de voir un homme de leur race distingué par les Toubabs), un Ouolof de Rufisque entonna la chanson qu'on chante sur la côte, pour se moquer de ceux qui singent les Hommes aux oreilles rouges :

Tu es allé à Gorée,
Tu as appris à l'école,
Maintenant tu peux converser avec le Roi.
Monsieur qui vient de France
Ne se lève plus de bonne heure,
Et il n'en a plus honte.
Bonzour, Mossié !
C'est maintenant toi
Qui fais marcher le chemin de fer !...

Des rires énormes accueillirent cette galéjade africaine, qui les transportait tous si loin d'ici, dans leur pays.

— Tu as la bouche immense, Maciré ! disaient-ils. Et tu chantes comme un griot musicien !...

A ce moment passa dans l'allée l'infirmière de Samba, accompagnée d'un officier, qui portait sur sa casquette une belle ancre dorée, et dans lequel on voyait tout de suite un de ces Blancs du bord de la mer, qui approchent les fils du Roi et n'ont rien de commun avec les cultivateurs de pommes de terre de l'intérieur du pays... Apercevant son Noir, la jeune fille s'en approcha aussitôt, et montrant sa médaille, elle lui dit des mots d'amitié. Et Samba comprit bien qu'elle le félicitait, mais il comprit aussi que ce jeune Toubab qui se tenait près d'elle, était certainement le garçon que sa chance allait lui donner pour mari. Alors, une seconde, juste le temps d'un éclair, assombri dans son triomphe :

— Par ma vie ! pensa-t-il en la regardant s'éloigner, les femmes blanches n'aiment que les Toubabs ! Mais elles ont le cœur généreux. Et ce que cette femme faisait pour moi, elle le faisait bien pour le merci de Dieu...

XVI

Pendant huit jours, à tout moment, on l'appela dans le bureau pour les formalités du départ, lui et les autres grands blessés qui devaient s'embarquer sur le prochain transport. Et un beau matin, tous les Noirs qui pouvaient quitter leur lit, les uns le bras en écharpe, les autres appuyés sur des béquilles, les autres la tête enveloppée de bandages qui cachaient des entailles bien autrement profondes que les balafres rituelles qu'ils portaient depuis leur enfance pour marquer leur origine et leur race, tous, à travers la cour de l'hôpital, accompagnèrent ceux qui partaient, faisant des souhaits de bon voyage ou donnant des commissions :

— Si tu passes par Bandiol, salue mes parents, disait l'un.

— Si tu passes à Diaola, salue mes parents, disait l'autre.

— Si tu vas à Gorée, salue la famille des Diaye, dit le sergent Abdou Faye. C'est eux qui m'ont donné ma femme !

Et d'autres ne disaient rien, comme ce Pélé Noumo, de la race des Bobos et du village de Bobo Dioulasso, parce qu'il savait que son pays est à douze journées de cheval de Sikasso, qui est à quinze jours de cheval de Bamako sur la rivière Diéliba, et qu'il était bien sûr qu'aucun de ceux qui s'en allaient aujourd'hui, ne passerait là-bas saluer son père et sa mère...

— Tu ne manques pas de chance, ô Diouf ! déclara l'homme de Bir. Ils t'ont abîmé le bras, mais ils t'ont laissé le nez. Tu peux marcher sans qu'on te porte et tu vas revoir nos pays, tandis que notre vie reste entre les mains des Toubabs, et nul ne sait parmi nous celui qui échappera à cette calamité.

— Notre vie est entre les mains de Dieu, et ce qu'il décide seul arrive ! répliqua Diouf qui, à force de vivre, dans son escouade, avec des adeptes du Prophète, finissait par parler comme eux. J'espère que votre chance vous ramènera, vous aussi, bientôt dans vos pays, car je crois que ces garçons à qui nous faisons la guerre, nous les avons bien fatigués !

— Hum ! fit le Soussou de la Guinée. Une source éloignée laisse mourir de soif !

— Tu dis vrai ! repartit Samba. Mais mon père disait aussi qu'un jour de plus ne fait pas pourrir l'éléphant...

Et tous, de quelque race qu'ils fussent, de l'intérieur ou du

bord de la mer, qu'ils se nourrissent de poissons secs ou de mets accommodés sans sel ; qu'ils adorassent des génies ou des pierres; qu'ils fussent musulmans ou qu'ils n'eussent seulement jamais entendu le nom du Prophète ; que là-bas, dans leur pays, ils allassent nus ou habillés ; qu'ils eussent pour habitation une case aux murs de paille, de terre ou de bambous, ou bien des trous dans les rochers ; quelle que fût leur façon d'enterrer leurs morts et de se marier, de vivre et de mourir ; toutes ces choses qui chez eux les séparaient profondément et les dressaient les uns contre les autres, toutes ces choses, à cette minute, ils les avaient oubliées, et, en regardant le petit groupe de leurs semblables qui franchissait la porte, toutes leurs pensées, si diverses qu'elles fussent à l'ordinaire, prenaient la même direction, s'en allaient toutes au même endroit, là-bas, derrière la mer, au-dessous de la ligne où le soleil se couche...

Deux heures plus tard, après la soupe, le Soussou de la Guinée, le Lebou, le cultivateur de l'intérieur, l'homme de Bir et un autre de Guet N'Dar venaient s'asseoir à l'extrémité du jardin, sur un banc d'où l'on découvrait la rade et les navires immobiles.

— Espérons, fit l'homme de Bir, qu'ils auront un bateau à plusieurs cheminées.

— Pour moi, déclara le Soussou, j'aimerais mieux un bateau à plusieurs mâts.

— Tu n'y connais rien, mon garçon ! intervint le Lebou dont les pieds avaient trempé depuis l'enfance dans l'eau du fond d'une pirogue. Les bateaux à fumée des Toubabs ne se servent pas de leurs mâts. Et moi qui suis ici debout et qui te parle, je puis te dire que j'ai vu une fois dans ma vie, à Dakar, un bateau du roi des Toubabs qui avait trois cheminées. Je n'ai jamais rien vu de plus fort. J'en ai vu de plus longs qui étaient aux Toubabs taliani (1), j'en ai vu de plus grands qui étaient aux Toubabs qui se ressemblent tous, car ils ont tous les yeux clairs et leur chevelure est comme de l'herbe sèche (2) ; mais aucun de leurs bateaux n'avait six cheminées. En vérité, les Toubabs de France sont des hommes !

(1) Italiens.
(2) Les Anglais, sans doute.

— Tu dis peut-être la vérité, reprit l'autre; mais ce que tu racontes, je ne l'ai jamais vu. Les plus grands de ces bateaux à fumée que j'ai rencontrés, n'avaient que deux cheminées.

— Ce n'était, fit le Lebou en crachant, que des bateaux de pauvres gens!...

Dans le port, des coups de sirène qui montaient jusqu'à la terrasse, appelaient les remorqueurs à la manœuvre. Aux panaches de vapeur, au pavillon qu'on venait de hisser sur un mât, ils reconnurent le navire qui allait emporter leurs compagnons.

— C'est un bateau à trois cheminées, annonça avec autorité le Lebou.

— Ils seront vite arrivés! ajouta le Ouolof de Guet N'Dar.

Cependant, le transport avait levé ses ancres. Lentement il se détachait de la foule des autres navires, et on le voyait s'avancer parmi les embarcations qui allaient et venaient dans le port, pareil à une oie sauvage au milieu des nénuphars. Au moment où il s'échappait de la rade et où le même sentiment de regret rendait les lèvres plus lippues, le cultivateur de l'intérieur, qui n'avait jamais vu la mer avant que les Toubabs l'eussent enlevé à ses champs, et qui croyait, comme à sa religion, que les vagues étaient des mains qui voulaient lui saisir les pieds, dit d'une voix lourde et monotone :

— Une seule chose trouble mon esprit. Comment les Toubabs peuvent-ils faire nager un fer qui est plus lourd que celui de ma hache?

L'homme de Guet N'dar et l'homme de Bir échangèrent entre eux un regard.

— En vérité, dit l'un, cet homme ne connaît rien dans l'univers!

— Ce n'est qu'un bœuf! répondit l'autre.

Et la conversation tomba.

Les regards ne quittaient plus le bateau, qui maintenant gagnait le large en se profilant sur les blanches falaises du Rove. Bientôt il ne fut plus qu'un point noir, qu'ils perdaient parfois de vue et qu'ils retrouvaient à nouveau avec des éclats de joie enfantine. Puis, quand les yeux les plus perçants n'aperçurent plus rien sur la mer, les soldats noirs abandonnèrent la terrasse, et comme le navire lui-même s'était effacé sur l'horizon, le souvenir de leurs camarades abandonna leurs esprits.

XVII

Quand Baba Dialo était mort, laissant au fils de sa sœur six vaches, deux taureaux, deux jeunes bœufs, trois génisses et des chèvres, les Anciens du village de Kolda avaient confié la garde du troupeau au mari de sa fille aînée un certain Amadou Si. Et cet Amadou ayant appris que Samba Diouf était parti faire la guerre chez les Toubabs, se disait en cultivant son champ, ou bien en passant l'archet courbe sur son petit violon monocorde : « Dieu veuille que les Toubabs le tuent ! En vérité sa mère est bien une de nos parentes, mais que j'en perde la vie ! son père est un de ces impies qui ne connaissent pas le Prophète et adorent les arbres et les pierres ! Lui-même avait laissé son esprit dans une bagane de vin de palme, quand les gens de Karantaba l'ont envoyé chez le Manso. Qu'il brûle au feu où il s'est chauffé ! Dieu veuille que les Toubabs le tuent... » Mais à ceux qui lui demandaient des nouvelles du Niôminka, et comment allait son troupeau : « Dieu le lui garde ! répondait-il. Le jour où il reviendra le chercher, il le trouvera augmenté. Et j'espère que ce jour-là n'est pas loin ! »

En attendant, il envoyait en Guinée Portugaise l'un ou l'autre de ses fils vendre tantôt une génisse, tantôt un bœuf ou un taureau du troupeau de Samba ; et le lendemain, sous les arbres du n'taba, il se plaignait que le lion ou la hyène lui eussent mangé une bête, et, pour montrer qu'il disait vrai, il en exhibait la queue.

— Ta chance s'est levée, Amadou, répondaient les gens du village, car le malheur destiné à ta maison s'est heureusement détourné sur la tête de l'étranger. En vérité, ta chance s'est levée.

Et le soir, d'une case à l'autre, le plus sérieusement du monde mais sans se regarder en face, ils se disaient entre eux :

— En vérité, Amadou n'a pas de chance. Il arrive du malheur à beaucoup de ses bêtes. Toutes sans doute ne sont pas à lui. Néanmoins il n'a pas de chance.

— En vérité, Amadou n'a pas de chance ! La maladie et les bêtes de la brousse ne laissent pas en paix son troupeau. Si l'homme du pays de Niômi ne vient pas bientôt chercher l'héritage du frère de sa mère, il ne trouvera que des vaches qui ne peuvent plus être pleines, et des bœufs qui ne peuvent plus engraisser.

— Il trouvera aussi les queues des veaux et des génisses que le lion et la hyène lui ont tués..! ajoutait quelqu'un sans rire.

Et les propos allaient leur train, et le malheur continuait de s'acharner sur les bêtes de défunt Baba Dialo, lorsqu'un jour, au moment où le soleil s'incline, un enfant accourut tout essouflé chez Amadou.

— As-tu la paix? lui dit-il.

— La paix seulement! Que veux-tu?

— Un étranger demande à te parler. Il porte les habits du Gouvernement.

— Qu'il entre! répondit Amadou saisi d'un mauvais pressentiment.

Et il vit entrer dans la case un grand gaillard habillé d'un vêtement qu'on aurait dit taillé dans des couvertures de laine passées au jus de palétuvier, un bonnet de même couleur sur la tête, des médailles sur la poitrine, et des chaussures dont les semelles avaient assez de fer pour armer un bois de lance.

— Diouf, le fils de la sœur de défunt Baba Dialo! dit l'étranger après les salutations d'usage.

— Je remercie Dieu qui t'amène, fit à son tour Amadou en lui prenant la main avec empressement. Voici près de trois saisons des pluies que nous attendons ton arrivée. Qu'est-ce donc qui t'a empêché de venir chercher ton héritage?

— Rien d'autre que la guerre des Toubabs.

— Leur guerre a donc duré si longtemps?

— Elle n'est pas encore terminée. Mais ils m'ont abîmé le bras, et ma guerre à moi est finie.

— Tu dis vrai, fit Amadou. Les Toubabs t'ont abîmé, mais tu reviens comblé de faveurs! ajouta-t-il en touchant de la main les médailles accrochées sur sa poitrine. Tu peux aller partout à côté des Toubabs, et quelque jour on me dira que tu es chef d'un grand village, et peut-être chef de la province...

— Tout cela, je ne l'ai point désiré! dit Samba avec modestie. Ce qui m'est arrivé m'est arrivé! Mais j'aurais préféré que ces fils de femmes de mauvaise vie qui vivent à Karantaba, ne m'aient pas pris traîtreusement, quand je me suis reposé chez eux sur la route de ton pays, en venant chercher mon héritage.

— Que dis-tu là encore, mon ami? J'ai bien appris, en effet, que ces chiens de Karantaba avaient envoyé chez le Manso un homme qui n'était pas de chez eux, faire la guerre chez les Tou-

babs. Mais que j'en perde la vie, je n'aurais jamais cru que c'était toi !

— C'était moi, en vérité, et jusqu'à ce que je meure, je ne l'oublierai jamais !

— Par ma mère ! ils ont fait là une chose bien défendue ! répondit Amadou Si en détournant de plus en plus son regard de l'étranger. Ces gens-là ne sont pas des hommes ! Leurs langues sont habiles, mais leurs entrailles sont noires ! Ils vendraient leur père et leur mère, s'ils pouvaient en retirer un profit. Même pour un œuf ils se disputent, et ils fatiguent les juges avec toutes leurs histoires de vols et de divorces. Leurs femmes, ils ne les choisissent point, ils les prennent encore dans le sein de leur mère, c'est pour cela qu'ils sont si laids et qu'ils ont les dents mal plantées et noires comme du bois pourri !

— Tu les connais bien ! fit Samba. Et si le Manso les avait connus comme toi, il n'aurait pas suivi leur parole.

— Ce sont des gens qui ne sont bons en rien ! reprit de plus belle Amadou, heureux d'avoir trouvé un sujet de palabre agréable à son hôte, et qui, pour un moment encore, écartait son esprit des bœufs et des génisses qu'il venait lui réclamer... Ils empruntent comme ils mangent, et au jour de payer ils oublient toujours le compte de ce qu'ils ont emprunté. Quand ils rencontrent leurs créanciers, ils leur parlent d'une façon orgueilleuse, en tirant les poils de leur barbiche. Plus ils sont vieux, plus ils sont audacieux ! Chacun d'eux veut faire l'homme riche, mais ils ne sont riches que de dettes. Les interprètes des tribunaux deviennent gras avec ces gens-là...

Et, tandis qu'il continuait de couvrir ainsi d'injures les Mandingues de Karantaba, Samba Diouf regardait les poutres du plafond et se tapotait les mains, car il commençait à trouver toutes ces histoires un peu longues. A la fin, Amadou Si se vit obligé de lui dire :

— Mais ne veux-tu point voir tes bœufs ?

— Je ne suis pas pressé, fit l'autre, dont le regard se perdit de nouveau dans les poutres du plafond.

— D'ailleurs, reprit Amadou Si, en considérant à son tour les poutres enfumées de la case, tu ne pourrais voir ce soir ton troupeau. L'herbe est rare en cette saison, et mes fils ont conduit le bétail loin d'ici. Ils reviendront trop tard dans la nuit pour qu'on puisse séparer les bêtes.

— Tu dis, sans doute, la vérité ! fit Samba.

Et, à partir de ce moment, rien ne l'intéressa plus, pas même le couss-couss de mil accompagné de lait aigri, que les femmes posèrent devant lui avec les salutations d'usage. Ce qui ne l'empêcha d'ailleurs point de faire avec sa main un large trou dans le plat, car il ne mentait pas celui qui a dit le premier : « Voir l'œil dans la calebasse ne dégoûte pas de manger la tête du mouton. »

Le lendemain, au premier chant du coq, le Niôminka était debout.

Il trouva dans la cour Amadou Si déjà levé, en train de faire sa toilette, c'est-à-dire que s'étant rincé la bouche, il se crachait l'eau dans les mains, s'en lavait la figure et s'essuyait ensuite avec un doigt, à la manière des chats qui se passent la patte sur le museau. Samba Diouf en fit autant. Puis les deux hommes partirent ensemble pour aller voir le troupeau.

A peu de distance des cases, tout le bétail du village, un millier de têtes environ, était parqué dans un enclos, chaque bête attachée à son piquet par un lien d'écorce de baobab, à l'exception des plus jeunes laissées libres près de leurs mères. Et Samba se réjouissait de voir des bêtes en si parfait état, le poil luisant, l'œil humide et bien ouvert, le ventre rebondi, chargé d'une graisse abondante.

Arrivé à l'endroit où se trouvaient ses animaux, Amadou Si pria son hôte de l'attendre un instant, et bientôt il reparut avec deux vaches de chétive apparence, l'œil atone, le poil sec comme une natte soudanaise, la queue profondément enfoncée dans la croupe, — de ces bêtes enfin dont on destine la viande à nourrir les travailleurs étrangers, ou bien à purger une dette.

— Mais ce sont les grand'mères des vaches que tu m'amènes là ! dit Samba. J'avais entendu dire que Baba Dialo était un homme riche, et je ne pensais pas qu'un homme riche pût avoir des bêtes pareilles !

— Ce sont celles qu'il m'a laissées, dit simplement Amadou Si. Et ce qu'il m'a laissé, je te le donne.

Cependant, la remarque de Samba avait produit quelque effet, car les trois vaches que son parent lui présenta ensuite, étaient en moins piteux état. Samba en fit le tour, leur souleva la queue, leur passa la main sur les flancs et dit en hochant la tête :

— Par la vérité même ! la chance n'était pas sur les vaches du frère de ma mère, car je n'en vois point qui soient pleines. Sans doute ont-elles déjà mis bas?

Comme s'il n'avait rien entendu, Amadou, l'air affairé, allait çà et là dans le troupeau pour reconnaître les bêtes, et tour à tour il amena deux taureaux, deux jeunes bœufs, trois génisses et un veau.

— Et où est la sixième vache ? demanda le Niôminka.

— Que j'en perde la vie! répondit Amadou. Celle-là était pleine, mais la hyène l'a tuée! Nous avons retrouvé ses restes dans le bois, et je t'en montrerai la queue. Avec celle qui te manque, tu as devant toi les treize bêtes que le frère de ta mère t'a laissées en héritage.

— Tu dis vrai, répartit Samba. Mais où sont les petits de toutes ces vaches et de toutes ces génisses qui depuis bientôt deux ans ne sont pas restées sans mettre bas?

— C'est ce que tu as sous les yeux! répliqua Amadou Si.

— Alors où sont les mères? dit Samba.

— O Diouf, ne te presse pas ainsi. Ce qu'il y a dans cette affaire, je vais te le dire entièrement. Aussi malins que soient les hommes, aussi rusés que soient les gardiens, aussi savants que soient les sorciers, les bœufs habitent la brousse, et la brousse et les bœufs sont inséparables, et dans la brousse les bêtes sauvages ne finissent point. Si tu restais ici quelques jours, tu ne pourrais dormir à cause des cris de la hyène et des jappements du chacal. L'herbe ne va pas trouver les bœufs, ce sont les bœufs qui vont trouver l'herbe. Mais le lion les y trouve aussi. Quand la plaine est grasse et humide et que les herbes sont hautes, les bêtes s'y enfoncent jusqu'aux cornes, et c'est alors que les animaux sauvages peuvent le mieux les surprendre. Je te le dis encore, Samba! Si rusé que soit l'homme, la hyène qui a faim est encore plus rusée que lui. Et je vais encore te dire autre chose, mon ami. Une nuit, après la saison des pluies, un de nos bergers a eu les entrailles arrachées par la patte d'une panthère. Ah! Diouf, en vérité, nous sommes tous dans la main de Dieu, et le bétail aussi! Ce qui arrive à nos bœufs tous les mois, est arrivé à ton troupeau. Comment aurait-il pu se faire que les malheurs qui tombent sur nos bêtes, ne soient pas aussi tombés sur celles de Baba Dialo? Tu peux remercier Dieu qui t'a comblé de biens et quand

tu vas rentrer dans ton pays, tu seras un grand possesseur. En vérité, si j'avais plus de richesses et si mes bœufs étaient en nombre, je t'aurais remplacé, tête pour tête, tous les animaux qui te manquent. Mais j'ai gardé les queues des bêtes que la brousse a mangées et tu pourras les apporter à la sœur de Baba Dialo, ta mère, pour lui montrer que c'est seulement la vérité que je dis.

Pendant tout ce discours, les yeux du Niôminka allaient d'un animal à l'autre, et comparant ses misérables bêtes au reste du troupeau : « Certes, se disait-il en lui-même, si j'étais dans mon pays et si les Anciens de mon village devaient juger la chose, je n'accepterais pas les mensonges de ce chien pourri ! Mais ces gens du Fouladou ne valent sans doute pas mieux que les Mandingues de Karantaba ! Ils me donneront toujours tort, car je ne suis qu'un étranger. Qui n'a que son œil pour tout arc ne peut tirer et tuer la bête. Et celui qui n'a pas sa mère, il faut qu'il tète sa grand'mère ! Que ce fils de dix pères me donne des liens pour attacher mes bêtes, et que je le quitte au plus tôt ! »

— Le bien que tu m'as fait, Amadou, dit-il enfin, certainement Dieu te le rendra. Mais la saison des pluies est sur nous, et les nuages qui portent l'eau commencent à paraître dans le ciel. Je ne puis demeurer plus longtemps avec vous ; et si tu le veux bien, tu me donneras un de tes garçons, pour m'aider à pousser mes bœufs jusqu'à la rivière de Bandioul qui me sépare de mon pays.

— Deux, si tu le désires! fit l'autre avec empressement. Il n'y en a pas de meilleurs pour diriger les bœufs où ils veulent.

— Je le sais mieux que toi ! dit Samba.

Et le jour même, accompagné du plus jeune fils de son hôte, circoncis l'année précédente, qui l'aidait à conduire ses bêtes, il reprit le chemin de son pays.

XVIII

Pendant deux jours, ils cheminèrent tantôt sur des plateaux de pierres rouges qui brillaient au soleil comme un miroir de métal, tantôt à travers des vallons où, en dépit de ses efforts et de ceux du jeune Moussa, les animaux se dispersaient pour brouter l'herbe des bas fonds. Dans la forêt, le peuple

innombrable des singes poussait sur leur passage des cris perçants et rageurs : singes rouges à favoris, qui ne voyagent que précédés d'éclaireurs, tant ils sont couards de leur nature; petits singes verts à figure noire, qui s'en vont à la queue leu leu sur des pistes fréquentées d'eux seuls, et qui, au moindre bruit, s'élançant sur des lianes, continuent leur file indienne à toute vitesse dans les arbres ; singes orangés dont les mains ne touchent jamais la terre; et les plus laids de tous, mais les plus vigoureux, les maîtres de la forêt aérienne, les singes à tête de chien, qui insultent le passant avec des branches mortes, ne refusent pas le combat s'ils se sentent en nombre, attaquent l'antilope endormie et en font un festin quand sa chair a pourri dans le linceul de feuilles mortes dont ils recouvrent son cadavre... Dans la brousse aux arbres malingres, les pintades sauvages s'envolaient devant eux, tandis que les perdreaux, écrasés par la chaleur, se contentaient de s'écarter un peu, dressant très haut la tête pour voir quels étaient ces intrus qui troublaient leur solitude. Quelquefois un cochon sauvage, s'échappant d'un fourré, mettait la panique dans le troupeau. Des antilopes de toute taille et de tout pelage s'enfuyaient à leur approche, les unes fauves au derrière blanc, d'autres zébrées et mouchetées, les cornes en forme de lyre, d'autres grandes comme de jeunes chevaux, les cornes épaisses et recourbées en arc sur l'échine, d'autres dont les bois en tirebouchon, aiguisés comme des poignards, auraient fait la charge d'un enfant de douze ans, d'autres enfin toutes fluettes, plus petites que la plus petite chèvre, et d'une grâce charmante. Tout cela bondissait à la portée d'un jet de pierre, puis, se retournant aussitôt, dressait la tête en l'air, l'œil vif, les naseaux frémissants, et rassuré à la vue du troupeau, se remettait à brouter.

Le troisième jour, au fort de la chaleur, la plus maigre des vaches maigres, qui depuis le début du voyage suivait péniblement les autres, se laissa de plus en plus distancer. Ses yeux s'étaient voilés, sa langue pendait hors de sa bouche, et sa queue qui tombait sur ses jambes comme une corde inutile, n'avait plus la force de chasser les innombrables mouches que le troupeau traînait avec lui et qui se ramassaient sur elle. Moussa avait beau la piquer avec son aiguillon, la malheureuse n'avançait plus que pour s'arrêter aussitôt. Elle finit par trébucher et ne se releva plus. Pendant une heure Samba et le fils d'Amadou

tapèrent sur elle à tour de bras pour la remettre sur pied. Peine perdue : la bête était à bout de souffle... Alors éclata la colère que contenait depuis longtemps dans son cœur l'héritier de Baba Dialo :

— En vérité, s'écria-t-il en s'arrêtant de taper sur la vache pour menacer de sa trique son jeune compagnon, vous êtes des fils de femmes de mauvaise vie, et ton père ne connaît pas le nombre de ses pères !

— Ouaï, l'homme ! riposta le garçon. Pourquoi insultes-tu mes parents ?

— Pourquoi ? se récria Samba. Parce qu'ils m'ont volé et trompé ! Et si tu n'étais pas un enfant, je te fendrais les reins, car dans votre famille vous n'avez pas d'honneur !

— Ne te fâche point, ô Diouf ! reprit le fils d'Amadou en l'appelant, pour le calmer, par le nom de son père ; et que ton cœur se repose ! Ce qui arrive n'est pas ma faute. Je ne suis qu'un enfant et les hommes âgés ne me demandent pas conseil.

— Par ma vie ! reprit Samba, tu es jeune, mais ta langue est mielleuse, et tu ne pourrais pas jurer que tu n'as pas aidé ton père à me changer mes vaches !...

C'était l'heure accablante où les bêtes de la brousse n'ont plus le courage de bouger, où l'antilope reste accroupie au milieu des hautes herbes, et où les singes, loin de la terre brûlante, cherchent quelque fraîcheur dans les hauts bouquets des palmiers. La malheureuse vache battait le sol avec sa tête, le sable lui entrait dans les naseaux, elle ne faisait même plus un effort pour le souffler.

— Allons nous-en, dit Samba en laissant retomber sa trique. La voir crever ne sert à rien !

Et touchant la bête du pied une dernière fois, il l'abandonna aux mouches.

Le lendemain matin, au réveil, vainement il appela le fils d'Amadou Si : celui-ci avait disparu, et la meilleure génisse avec lui... Où le retrouver maintenant ? Comment courir à sa poursuite dans ce pays inconnu ? Que ne l'avait-il assommé, ce fils de chien pourri, comme il avait manqué le faire devant la vache agonisante ! « En vérité, se disait-il, ces damnés bœufs ne m'ont causé jusqu'ici que du souci et ont brouillé ma cervelle ! C'est à cause d'eux que depuis des lunes qu'on ne peut plus

compter, j'ai quitté mon village et que j'ai vu l'univers se déplacer. Si la route est encore longue, je n'en ramènerai pas un seul! »

Pendant deux jours encore il chemina dans la brousse, poussant toujours des cris rauques pour faire avancer son troupeau. Enfin il arriva au bord de la rivière de Bandioul, et devant l'immense nappe jaunâtre qui marque les confins de son pays, il oublia du coup les Mandingues de Karantaba et la traversée de la mer et la guerre chez les Toubabs et tous les désagréments que lui avaient donnés ses bêtes. Et dans sa joie, obscurément, il remerciait en lui-même les choses et les êtres mystérieux qui l'avaient protégé, le Dieu des Musulmans qui avait fait du bien à beaucoup de gens de son pays, et les dieux familiers de ses ancêtres Sérères, le M'boul sacré au pied duquel les femmes de Niômi viennent répandre à l'entrée de la nuit, sous les ramures largement étalées, un peu de farine de mil délayée dans du lait aigri, et le gros rocher rouge qui émerge du vallon de Baline, et le sorcier qui lui avait fabriqué ses térés, et la corne d'antilope que lui avait donnée Lam Maran, et le marabout d'un village voisin qui avait enfermé dans un khatine habile son nom avec celui des Génies bienfaisants, et la vieille femme de son village qui, le jour où il était né, n'avait pas vu de malédiction dans sa nuit...

— Patron des bœufs, lui dit alors un homme qui le regardait embarquer son troupeau dans la faya du passeur, ne crains-tu pas de traverser la rivière avec tout ce chargement? Il y a eu du vent ces jours-ci. Je crains qu'il ne te fatigue encore.

Et du menton il lui montra de légers nuages épars qui se groupaient dans un coin du ciel.

— Ne crains pas cela, dit Samba. Moi aussi, je connais les cieux! La pluie n'est pas encore sur nos têtes, et il me tarde d'être arrivé, car je suis depuis longtemps en chemin... Partons, dit-il au piroguier.

Celui-ci démarra la longue barque engagée dans la vase, et Samba prit la barre, en s'excusant de ne pouvoir ramer.

— J'ai honte, patron du bateau, dit-il. Je tiens la barre comme une femme ou un enfant qui ne porte pas encore de vêtement. Mais pardonne-moi, je n'ai plus qu'une main! J'ai honte, je te le dis encore, car moi que tu vois assis à l'arrière du bateau, j'étais le premier pêcheur de mon pays. Aucun filet ne

m'était inconnu, et non plus aucune ruse pour attraper les poissons de ma rivière. Je lançais mieux que personne la ligne de fond garnie de trois hameçons, et je savais frapper le lamentin de mon harpon, la nuit, au clair de lune, sans jamais manquer mon coup. Pardonne-moi, patron du bateau, mais ils m'ont tué mon bras!

— Ne te tracasse pas la tête, patron des bœufs. Tu m'as bien payé, et tu parais un homme juste et maître de la vérité. Fais ce que tu peux, c'est encore une aide. De mon côté, je ferai le nécessaire, et nous arriverons en paix.

Le calme était complet. Dans l'atmosphère un peu trouble on ne sentait aucun souffle. Pas une ride sur l'immense plaine d'eau large de plusieurs kilomètres. Les premières pluies n'avaient pas encore établi les courants d'hivernage, et c'est à peine si la marée faisait sentir son remous. Cependant, les animaux, qui jusque-là s'étaient tenus tranquilles au fond de la faya, commencaient à donner des signes de malaise et d'inquiétude; les taureaux piétinaient, les bœufs soufflaient bruyamment. Samba Diouf et le piroguier regardèrent en même temps le ciel, et ils virent que les nuages, si petits tout à l'heure, avaient démesurément grossi et formaient maintenant, au-dessus de la rive d'où ils étaient partis, un énorme rouleau noir qui barrait tout le ciel et s'avançait sur eux.

— Le vent arrive, dit le piroguier.

Autour d'eux la rivière était toujours sans ride, mais au loin on entendait un grondement de plus en plus perceptible, et des éclairs pressés jaillissaient de l'immense nappe grise tendue derrière le rouleau noir.

— Le vent arrive, reprit Samba, et, je crois, un grand vent!

— Plantons le mât, dit le piroguier, et hissons la petite voile. Nous ne mettrons pas longtemps pour atteindre l'autre rive.

La rumeur du vent grandissait, mais on ne le sentait toujours pas. Du côté de la rive qu'ils venaient de quitter, la surface argentée de la rivière s'assombrissait rapidement, et cette noirceur d'encre accourait vers la pirogue à la vitesse d'un cheval au galop, tandis qu'au-dessus d'eux l'énorme rouleau de nuages continuait d'avancer en mugissant, comme si tout le vaste ciel se repliait sur leurs têtes. Puis les eaux se ridèrent, d'un seul coup la voile se gonfla, et le vent qui les avait rejoints, emporta la faya et tout son chargement sur l'eau devenue noire autour d'eux.

— Il y aura de la pluie, fit de nouveau le piroguier. Dieu veuille que nous soyons arrivés avant qu'elle se mette à tomber.

Et pour conjurer la menace suspendue sur son bateau, il tira son couteau et fit le geste de fendre l'air en deux, comme les vieux navigateurs tiraient jadis le canon, afin de briser les orages.

De minute en minute, la violence du vent augmentait. C'était un vent épais, d'une seule masse, aurait-on dit, qui paraissait durcir jusqu'à devenir quelque chose de solide qu'on aurait pu en effet couper avec un couteau. Et bien que les deux hommes fussent déjà éloignés de plus de trois kilomètres de la rive, ce vent leur jetait au visage du sable, des feuilles, des brindilles et toute sorte de débris qu'il emportait avec lui. L'air était devenu glacé. Les bêtes s'agitaient de plus en plus.

— Par ma vie! reprit le piroguier, nous serons vite arrivés, si le mât ne rompt pas.

Mais juste à ce moment, on entendit un craquement. Le mât cassa au ras du banc, qui lui-même se fendit en deux, et la voile s'abattit sur l'avant de la pirogue, une moitié dans l'eau, et l'autre empêtrant de ses plis les têtes de deux bœufs qui la retenaient avec leurs cornes.

Malgré les efforts de Samba qui, de sa main valide, tenait toujours la barre, le bateau vint en travers de la lame et se mit à rouler bord sur bord. Des paquets d'eau entraient dans la faya surchargée. Pour sauver son bateau, le piroguier, un couteau à la main, sautait de banc en banc, coupant les entraves des bêtes, afin de leur permettre de se jeter à la rivière... Alors, il y eut dans la pirogue une effroyable confusion d'animaux se bousculant, se ruant les uns sur les autres, s'envoyant des coups de pieds et de cornes, avec des meuglements d'épouvante et de fureur. Deux vaches tombèrent à l'eau, nagèrent un instant et disparurent. Puis ce fut un mouton, une chèvre, une génisse, que le roulis envoyait dans la rivière, où, après une courte lutte, les pauvres bêtes s'engloutissaient à leur tour. Peu à peu, le vent diminua, ou plutôt au lieu de former une seule masse dure et compacte, il ne souffla plus que par rafales qu'on aurait dit lancées à la poursuite du rouleau noir. Quelques gouttes de pluie larges comme la main commencèrent à tomber, et presque tout de suite s'abattit sur la rivière une énorme trombe d'eau, noyant toutes les choses dans une obscurité glacée.

Le piroguier et Samba Diouf lui-même, devenu presque indifférent au sort de son troupeau, ne pensaient plus qu'à vider avec des calebasses l'eau qui emplissait la faya. Battus du vent et de la lame, accablés par l'averse et menacés de couler à tout moment, ils allaient à la dérive lorsqu'une secousse brutale les renversa sur le dos. Les bœufs, avertis par leur instinct, avaient déjà sauté dans les vases de la berge où le bateau venait d'échouer. Une génisse, quelques chèvres et les deux hommes en firent autant. Dans la forêt voisine les arbres craquaient et se brisaient sous l'effort de la pluie, du vent et de la foudre mêlés. Et le petit groupe tremblant des hommes et des bêtes, n'osant y pénétrer, attendit sous l'averse que l'ouragan fût passé.

Enfin, au bout d'une heure, la tornade s'éloigna pour dévaster d'autres contrées, ne laissant derrière elle qu'un brouillard de pluie fine qui, s'évanouissant lui aussi, découvrit dans un air d'une limpidité admirable une forêt rafraîchie, sortie des ténèbres et du fracas avec un visage nouveau, d'où s'était effacée en un instant la fatigue de huit mois d'été.

— Tu t'es donné beaucoup de mal pour tes bêtes, patron des bœufs! dit le passeur à Samba. Et voilà que presque toutes ont été mangées par la rivière!

— Tu dis vrai, répondit le Niôminka, et je n'ai tant voyagé que pour faire de la viande à poissons et à crocodiles!

Et comme le patron du bateau lui offrait de l'accompagner jusqu'au village le plus proche :

— Pardonne-moi, lui répondit-il; mais ne te fatigue pas encore à suivre mon chemin. Un seul bras suffit maintenant pour conduire ce troupeau de malheureux!

XIX

Il arriva un soir à Niômi. A l'entrée du village, les animaux étaient déjà rassemblés pour la nuit. Samba appela le gardien, lui remit ses bêtes épuisées, puis, ayant chaussé ses souliers qu'il portait jetés sur l'épaule, il pénétra dans le village, du pas assuré d'un homme qui a été le compagnon de guerre des Toubabs.

Sur le fond du ciel blafard, éclairé par la lune, les toits pointus des cases se détachaient en dents de scie, les uns d'un jaune clair là où le chaume était neuf, les autres noirs, si la

paille était vieille, et d'autres tout ruineux dont on ne voyait que la carcasse. Çà et là, quelques baobabs géants élevaient au-dessus des paillotes leurs branches presque sans feuillage, pareilles à des bras énormes terminés par des doigts courts. Et au milieu du village s'arrondissait en dôme la masse épaisse du n'taba aux feuilles larges comme des assiettes, où s'abrite pendant le jour la conversation des oisifs, mais qui sans doute, à cette heure déjà tardive, ne devait plus être hanté que par le vol des roussettes, les chauves-souris à gueule de chien.

Samba revit avec plaisir le tas d'immondices où les femmes ont coutume de jeter les cendres et les ordures, et dont la hauteur témoignait de l'ancienneté du village. Une odeur de fumées traînantes, de nourriture et d'huile chaude caressait agréablement son nez; les chiens hurlaient derrière les palissades; sous le n'taba, il entendit les voix de quelques causeurs attardés.

— Êtes-vous en paix, ce soir, les gens du village? cria-t-il.

— Quel est celui qui parle? dit quelqu'un.

— Moi, Samba Diouf! répondit le pêcheur.

Et aussitôt les causeurs, abandonnant les nattes du n'taba, s'empressèrent autour de lui.

— Ouaï! disaient-ils. C'est donc toi, Samba Diouf!

— C'est moi, seulement!

— As-tu la paix, Samba?

— La paix seulement!

— Sais-tu que tu nous as étonnés?

— Peut-être! Et comment se portent vos maisons?

— La paix seulement y habite. Mais tous te regrettaient, O Diouf!

— Que la nuit vous soit douce! Je vais revoir les gens de ma famille.

— Tu vas les étonner, Samba. Attends que nous y allions avec toi.

Et tous ensemble ils le suivirent jusqu'à l'enclos paternel. Le vieux Diouf était dans sa cour, quand il franchit la palissade.

— Père, as-tu la paix? lui dit-il.

Et le vieillard, levant les bras :

— Notre Samba est revenu! Notre Samba est revenu!

Et toute la maisonnée, sortant de toutes les paillotes, courait au-devant de Samba et tous, grands et petits, serraient sa main valide et lui demandaient sans fin :

— As-tu la paix? As-tu la paix, ô Samba?

— Dépêchez-vous! criait sa mère d'une voix suraiguë, votre grand frère a faim! Il a dû oublier le goût de notre mil! Mais laissez-le! Demain nous lui ferons un riz à l'huile de palme, et nous verrons bien si sa bouche préfère la nourriture des Toubabs aux plats que nos mères nous ont appris!

Et les calebasses arrivaient, les unes avec du mil au poisson, qui restait du repas du soir, les autres avec du lait aigri, les autres avec du manioc qu'on avait cuit sous la cendre. Et la main de Samba plongeant dans le couss-couss, roulait dextrement des boulettes qu'il engloutissait aussitôt avec une rapidité merveilleuse.

Accroupis sur leurs talons, les enfants suivaient tous ses gestes, de sa bouche à la calebasse et de la calebasse à sa bouche, puis baissaient vivement les yeux, de peur de l'avoir trop regardé. Les plus hardis touchaient sa capote et disaient :

— Que j'en perde la vie, mais ces habits sont lourds à porter!

— Restez tranquilles, les enfants! répondait entre deux bouchées l'ancien soldat du 113e. Ce qu'on mettait dessus était bien plus lourd encore!

A tout moment, des parents ou des amis de la famille franchissaient la palissade pour saluer le nouvel arrivé. Et dans la foule qui emplissait l'enclos des propos divers circulaient. Les uns assuraient que le troupeau que Samba avait ramené, allait au delà de cent cornes, d'autres prétendaient au contraire qu'il rapportait peu de bétail mais que le reste suivait sous la garde d'un homme du pays des Foulahs, d'autres croyaient savoir qu'il avait vendu en chemin la plus grande partie de ses bêtes, car le pays des Foulahs est loin, et c'est une chose malaisée, surtout quand on n'a plus qu'un bras, de conduire un grand troupeau, d'autres enfin, qui avaient quelque parent à la guerre, s'étonnait qu'il rentrât seul et que sa guerre à lui fût finie.

Tout à coup les gens s'écartèrent. Escorté de quelques Anciens et soutenu par son fils au poil blanc, le vieux Bakari Silla, le chef du village, s'avançait dans l'enclos, tout courbé sur son bâton. Vivement une jeune fille approcha un escabeau pour faire asseoir le vieillard, et après les salutations d'usage :

— Tu arrives du pays des Toubabs, Samba? demanda Bakari Silla.

Et Samba répondit :

— C'est de là que je viens, mais les Toubabs m'ont laissé à mon retour là où ils m'avaient pris, et j'en ai profité pour aller chercher les bœufs que m'a laissés le frère de ma mère.

— Samba, reprit l'Ancien, dans le pays des Toubabs tu as certainement rencontré des jeunes gens de notre village et des villages voisins. Lorsque tu étais déjà sur le chemin des Foulahs, Mapaté Diop, Kemo Dafé, Bakari M'Bodj, Massiré N'Gom, Mademba Salle sont partis comme l'a commandé le Manso. Ils ont touché l'argent du roi des Toubabs et sont allés faire la guerre. Ils ont écrit quelquefois. Il y en a qui n'écrivent plus. Mais toi, Samba, tu as dû les rencontrer certainement.

— Homme vieux, répondit Samba, depuis que j'ai touché la terre de notre pays, tous les gens des villages dans lesquels je suis passé m'ont demandé la même chose. Mais seul celui qui n'est pas allé au pays des Toubabs, peut poser de pareilles questions. Je suis fatigué aujourd'hui ; néanmoins, je puis te dire qu'il est difficile de rencontrer son semblable sur la terre des Toubabs. Un parent peut chercher son parent des jours et des jours, et ne le trouve pas. Le pays des Toubabs est grand ! Et les Toubabs eux-mêmes, que nous croyons peu nombreux parce que quelques-uns seulement viennent ici, ils sont en nombre qu'on ne peut pas compter, comme les fourmis rouges et les fourmis noires dans la forêt. Leurs villes sont vastes comme des pays; et quand ils sont rassemblés, tu peux jeter une pièce de cuivre, elle ne touche pas la terre.

— L'univers est grand ! dit le vieux.

Et tous les anciens hochaient la tête, sentant que Samba était devenu plus ancien qu'eux.

— L'univers est grand ! reprit Bakari Silla. Et probablement, ce que tu as vu dépasse nos courtes cervelles. Mais il t'a été facile de reconnaître les gens de chez nous, car on ne peut confondre les hommes aux oreilles rouges avec les hommes aux oreilles noires.

— Pardonne-moi, vieil homme, dit Samba, mais il y a là encore quelque chose qui t'est caché. Nous avons été réunis de tous les pays des hommes noirs, et celui qui m'aurait dit, avant de voir ce que j'ai vu, qu'il y avait tant d'hommes à la peau noire comme nous qui ne sont pas nos parents, qui parlent des langues différentes de la nôtre et qui habitent si loin de nous, en vérité, je ne l'aurais jamais cru !

— Par la vérité elle-même, déclara un autre Ancien, les Toubabs sont remplis de force pour réunir ainsi ceux qui sont si éloignés sur la terre!

— Cela dépasse la parole! fit Samba. C'est pour cela que je n'ai rencontré personne du pays, car il y avait des milliers de nos semblables rassemblés dans de nombreux bataillons, et nous étions en tel nombre que les noms ne suffisaient plus et qu'on nous marquait par des chiffres. Comme j'avais été engagé avec les gens du Sud, à cause de la trahison de ces fils de chiens de Mandingues, je me trouvais parmi des hommes à la peau noire comme nous, mais qui se nourrissent de viandes qu'on ne peut pas nommer, mangent leurs aliments sans les cuire, ne connaissent point chez eux les habits, et qui étaient devenus fiers de porter ceux du roi des Toubabs. Il y en avait du fond de l'Est, il y en avait des grands fleuves du Nord, il y en avait des bords de la mer, il y en avait de l'intérieur du pays. Et là-dedans, ni maîtres, ni esclaves, ni patrons, ni serviteurs. Les Toubabs vous mettent tous sur le même rang, et personne ne s'asseoit plus haut que son voisin, s'il n'a pas les galons de *capolar* ou de *sarzant*. Mais cela en vérité n'est pas facile à atteindre! Moi je n'ai pas eu le temps d'avoir ces choses-là. Il m'ont touché, j'ai cru être mort; ils m'ont soigné à l'hôpital, ils m'ont donné une médaille, et être ici me paraît meilleur que les galons de sarzant!

— C'est donc que tu as fini ta guerre? intervint le forgeron. Comment se fait-il qu'elle ne soit pas finie aussi pour les autres? Quand nous nous sommes battus avec Fodé Kaba, ce ne fut pas long. Il y eut des hommes tués qu'on ne pouvait compter, mais tous les autres rentrèrent en même temps.

— La guerre des Toubabs ne va pas ainsi, Massiré, répondit Samba Diouf. Tu marches et tu ne sais pas où tu vas, tu reviens en arrière et on te dit que tu avances. Celui qui veut demander pourquoi on fait quelque chose, se fatigue la tête et ses idées se brouillent. Chacun fait ce qu'on lui dit, et personne ne sait pourquoi. En vérité, Massiré N'Gom, la guerre des Toubabs ne va pas comme la nôtre. Tu fais la guerre pendant des lunes en restant à la même place, tu ne vois pas celui que tu combats, et tout le jour et toute la nuit les canons envoient des balles qui éclatent au départ et aussi à l'arrivée. Tu en reçois plus que tu ne peux compter, et celles que tu reçois font tant de bruit en éclatant, que tu ne peux parler à celui qui

te touche, car il ne t'entendrait pas... Et il y a encore bien d'autres choses qui viennent de l'enfer et que je ne peux pas dire, cela surmonte la parole! En vérité, celui qui n'a pas vu la guerre des Toubabs, sa tête ne peut pas l'imaginer. Et je pourrais rester des nuits et des lunes entières à vous raconter ce que j'ai vu, je n'en finirais point, ou bien vous diriez que je mens, ou vos cervelles ne le comprendraient pas.

— En vérité! s'exclamaient tous les Anciens, les Toubabs ne font pas des choses insuffisantes, et ils embarrassent l'esprit des hommes.

— Dieu leur a donné le monde! déclara le père des cinq filles. Et ils en sont les maîtres, car ils possèdent tous les secrets.

— Dis-moi la vérité, Samba, demanda le chasseur d'antilopes. Comment sont les Toubabs qui font la guerre aux Toubabs de France? Sont-ils pareils à eux, ou ne leur ressemblent-ils pas?

— Je ne les ai point vus, mon ami. Ils m'ont touché, mais je n'ai jamais vu la couleur de leurs cheveux. On dit qu'ils ont les cheveux blancs, la peau de la figure très rouge, et que beaucoup ont deux yeux en plus des leurs (1). Mais je te dis seulement la vérité, Demba N'dour : ils m'ont touché, mais je n'ai pas eu le temps de regarder leur visage.

— Par ma vie! dit le sorcier, tu nous racontes des choses surprenantes! Sans doute ont-ils des térés qui les cachent à la vue des autres, et celui qui les leur fait est un homme très fort.

— Ce n'est pas mon idée, répliqua Samba Diouf, car les Toubabs ne croient pas aux térés, et d'ailleurs aucun téré ne peut empêcher la balle d'un fusil des Toubabs de percer la peau d'un homme. Mais tous se cachaient dans des trous où nous ne pouvions les voir et où il faut aller les chercher. J'y suis allé, mais je te le dis encore, j'ai fait tourner mon coupe-coupe, j'en ai frappé, ils m'ont touché eux aussi, mais je ne les ai pas vus.

— On m'a dit, reprit le chasseur, que vous aviez des fusils que l'on charge par derrière. J'en ai vu une fois un pareil dans les mains d'un Toubab qui ne manquait jamais son gibier. Vous ont-ils donné des fusils semblables?

— Nous n'avions que ceux-là! Mais je n'ai pas eu le temps de tirer. Nous lancions seulement des morceaux de fer gros comme des œufs de crocodile, d'où l'on sortait une petite bague

(1) Évidemment Samba entend par là que les Allemands portent des lunettes.

et qui éclataient sitôt qu'ils avaient touché la terre. Notre bras les lançait comme un canou.

— En vérité, Samba, déclara Demba N'Dour, tes yeux ont vu des choses que j'aurais désiré voir!

— Et la nuit, demanda un des Anciens, le froid vous empêchait-il de dormir?

— De ceux qui faisaient la guerre aucun n'osait dormir, dit Samba, car les Toubabs allumaient toute la nuit des lampes dans le ciel. Ils les lançaient très haut avec un petit fusil, et deux fois à la hauteur du plus haut benténier, elles s'allumaient toutes seules, et la nuit devenait comme le jour.

— En vérité, fit une voix, les Toubabs sont puissants, ils peuvent changer la nuit en jour!

— Tout cela n'est rien, reprit Samba. Le jour comme la nuit ils passaient au-dessus de nous avec des machines qui volent, et du haut desquelles les Toubabs Alamans voyaient tout le pays des Toubabs de France, et les Toubabs de France tout le pays des Toubabs Alamans.

— Ce doit être des ballons, dit le père des cinq filles. J'en ai vu un à Dakar, quand j'étais jeune. Il montait si haut dans le ciel qu'on ne pouvait apercevoir les hommes qui se trouvaient dedans.

— Il y en avait comme tu dis, Allassan N'diaye, mais ils étaient atttachés par des cordes, tandis que ceux dont je te parle, étaient pareils à de grands aigles ou à des marabouts dans le ciel.

— Et le roi des Toubabs? demanda l'Ancien du village. Sans doute l'a-tu vu, Samba?

— Vieil homme, il n'y a que lui dont on parle! Mais ni moi, ni personne, nous ne l'avons jamais vu. Nous avons vu quelques-uns de ses envoyés, ils en parlaient beaucoup, mais ils ne l'ont jamais amené.

— J'ai entendu dire, fit quelqu'un, qu'il était à Paris.

— Il y a de nos semblables qui sont allés à Paris, mais là-bas ils n'ont jamais rencontré le roi des Toubabs. Ils ont vu des maisons hautes comme des collines, ils en ont même vu une dont la tête disparaît dans les nuages, ils sont entrés dans des carrosses qui marchent sous la terre et qui ne font pas de fumée; ils ont vu des magasins où il n'y a personne pour te servir : tu mets ton argent dans un trou, et les plats à manger viennent tout seuls, comme si des génies se trouvaient enfermés dans les

murs de la maison. Ils ont vu encore des choses qu'il faudrait des lunes et des lunes pour vous raconter, mais ils n'ont pas vu le roi des Toubabs.

— Et la guerre que tu as laissée derrière toi, est-ce qu'elle ne finira point, Samba ?

— Personne ne peut savoir quand elle finira. Les deux ennemis ne connaissent pas la crainte et leur nombre est incalculable. Il en meurt tous les jours assez pour remplir toutes les cases du Sine et du Saloune réunis, mais il en reste toujours, comme si ceux qui meurent le soir se relevaient le matin. Ajoutez et mélangez à cela que toutes les races de l'univers sont rassemblées dans le pays des Toubabs. Mais de ceux qui n'ont pas les oreilles rouges, c'est nous les plus nombreux et ceux dont le cœur est le plus solide, et à cause de cela, les Toubabs de France détruiront les Toubabs alamans !

— Parle-moi encore, mon ami, demanda Bakari Silla. Les Toubabs de France sont-ils aussi audacieux que nous dans la bataille ?

— Sache, vieil homme, que les Toubabs de France sont entre tous les Toubabs ceux qui désirent le plus les richesses; ils te font tout payer très cher, mais quand leur cœur s'échauffe, leur vie ils la donnent pour rien !

— Et tes bœufs ? demanda quelqu'un.

— Je suis fatigué ce soir, et ceci est un autre palabre, dit évasivement le pêcheur. Demain nous arrangerons cela avec les gens de ma famille.

— Tu as raison et tu dis vrai, opina le vieux Diouf. Tu dois être fatigué, car le pays des Foulahs est loin !

Sur ces mots, les gens accroupis se relevèrent et prirent congé. En chemin, ils se disaient entre eux :

— Samba a vu des choses que personne n'avait vues encore. En vérité, aller dans le pays des Toubabs faire la guerre n'est pas agréable, mais celui qui revient ne manque pas de choses à raconter à ses semblables !

— Oui, répondaient les jaloux, mais je crois bien que Samba est en train de grandir sa propre tête !

— On n'a pas vu ce soir le père de Yamina Sédi, remarqua le marchand de bougies et de parfums.

A quoi Bourama Seck, le griot, répondit :

— Celui qui a un pou dans son habit, se gratte et le cherche chez lui...

Il n'y avait plus maintenant chez les Diouf que les parents les plus âgés. Le vieux dit à son fils :

— Tu viens du Fouladou, Samba ?

— C'est de là que je viens.

— Et où est le troupeau ?

— J'ai mis les bêtes parmi les autres.

— Le troupeau est-il comme on l'avait dit ?

— Il ne l'était déjà plus quand on me l'a remis, car il y a des mauvaises gens partout ! Mais il ressemblait encore à quelque chose qui a une tête.

— Et maintenant ? demanda le vieux, inquiet.

— Un malheur qui dépasse l'esprit m'est tombé dessus en chemin ! Le vent m'a pris sur la rivière, et la rivière a mangé presque tout ce qui restait du troupeau.

— As-tu donc oublié chez les Toubabs qu'il faut prendre des précautions quand vient la saison d'hivernage ? dit le vieillard avec aigreur. Voilà des lunes et des lunes que tu t'es mis en chemin, et tu ramènes juste quelque chose qui n'a pas d'importance !

— La chance ne t'a pas accompagné, ô Samba ! ajouta un des parents.

— Les bœufs ne te vont pas, dit un autre.

Et un troisième :

— Tu aurais mieux fait de garder tes filets, mon ami, et de rester sur ta pirogue.

— Ouaï ! Ouaï ! s'écria le tirailleur, vous me reprochez tous le malheur qui m'a fatigué, et vous ne me demandez seulement pas comment ma petite main est morte à la guerre ! Et pourtant cette main qui ne m'est plus d'aucune utilité, je la préfèrerais à tous les bœufs du Fouladou !

— Tu as raison, Samba ! dit la vieille mère Diouf qui venait d'entrer dans la case pour replacer les calebasses sur les étagères de bambou. Vous le fatiguez tous à cause de ses bœufs, mais nous buvons assez de lait sans les vaches que la rivière a mangées. Le mil ne manque point chez nous, et les bœufs que Samba a ramenés, aussi petits, petits qu'ils soient en nombre, seront toujours en quantité suffisante pour faire la dot de Yamina, si Samba en veut encore !

A ces mots, le jeune homme redressa la tête et dit :

— Qu'y a-t-il encore avec Yamina ? On m'a écrit qu'elle

n'était pas restée toujours assise au même endroit. Mais en ce temps, et là où je me trouvais, mon chemin n'était pas dans les choses de femmes. Dites-moi ce qu'il y a, car je ne veux pas faire ce qui n'est pas dans la voie.

— Allons nous coucher, dit le vieux sans répondre à la question. Le pays des Foulahs est loin, et tu as été longtemps en route. Ne te tracasse pas la tête, et demain si tu ne vois pas le père de Yamina Sédi, tu iras à sa maison, et ce qui doit être sera.

— Tu dis vrai, père. En vérité, l'envie de dormir me tue, et il y a longtemps que je n'ai dormi sous votre ombre. Passez donc la nuit en paix, et que la nuit vous soit douce !

— Paix et paix ! dirent les parents.

XX

De très bonne heure, le lendemain, Samba se rendit chez les Sédi. Pas de si bonne heure cependant, que le père de Yamina n'eût déjà fait un tour du côté du troupeau, et constaté que le pêcheur n'avait pas ramené quelque chose d'excellent du pays des Foulahs.

Dès qu'il aperçut dans sa cour l'héritier de Baba Dialo, il l'aborda avec les marques de la satisfaction la plus vive :

— Pardonne-moi, Samba, lui dit-il, si je n'ai pas été, hier soir, te saluer dans ta maison. Je ne suis rentré qu'à la nuit, et c'est alors qu'on m'a dit que tu étais revenu.

— Tu le vois, Sédi, répondit Diouf, les Toubabs ne m'ont pas tué ! ma petite main est morte seulement.

— Ouaï! fit l'autre comme s'il n'en savait encore rien, un malheur est tombé sur toi, Samba, et tu ne pourras plus travailler !

— Excuse-moi, Sédi. Mon autre main pourra toujours nourrir ma propre bouche. Et je ne parle pas de la pension que, quatre fois par année, me donnera le roi des Toubabs.

— Tu dis peut-être vrai, maïs tu n'es plus tout de même le Samba que nous connaissions, le premier pêcheur du village, et tu ne pourras plus m'aider à cultiver mon champ.

— O Sédi, je vois bien ce qui te gratte ! La dot de ta fille, tu as peur que je ne puisse pas la payer. Mais si c'est là ce que tu crains, tu pouvais ne pas m'attendre, et donner Yamina

en mariage au colporteur qui s'est approché d'elle, pendant que je faisais la guerre dans le pays des Toubabs.

— Samba, reprit le vieux, tes oreilles ont écouté les dires des gens qui ne sont pas d'accord avec moi, et ce sont leurs paroles qui font lever ta colère ! Apprends donc, mon ami, que les hommes comme toi, qui ont de l'âge, ne doivent pas prêter d'importance à ce que font les jeunes gens.

— Tu dis vrai, répliqua Samba. Mais ce que les jeunes gens ne savent pas, les Anciens devraient bien le leur apprendre ! Beaucoup des choses qui ne sont pas droites seraient ainsi évitées.

— Tu ne peux pas empêcher, mon garçon, le chevreau qui ne tète plus d'aller courir dans la brousse.

— Quand on dit cela, Sédi, c'est qu'il n'y a pas de berger !

— Ne parle pas de berger, Diouf ! Vois dans quel état, toi-même, tu as ramené le troupeau que t'a laissé le frère de ta mère !

— Que sais-tu encore là-dessus ? demanda Samba avec humeur.

— Ce que je sais, je le sais. Et les bœufs et les génisses dont tu nous avais parlé, tu n'en as pas ramené la dixième partie !

— Tu as donc été voir le troupeau ?

— J'ai vu ce que j'ai vu. Et ce que j'ai vu ne fait pas la dot d'une fille de famille pauvre.

— Je ne discuterai pas ces choses avec toi, répliqua le pêcheur. Mais pendant des années j'ai cultivé ton champ, je t'ai donné du poisson pour toi et ta famille, et les foies de lamentin, je te les ai toujours réservés. Si j'ai couru après ces bœufs, c'est encore à cause de ta fille, car chez nous le lait de nos vaches, nous ne le finissons jamais. Et la pension du roi des Toubabs vaut bien les bêtes que la rivière a mangées.

Prudemment le vieux Sédi jugea bon d'arrêter là l'entretien.

— O Samba, répondit-il, être allé dans le pays des Toubabs, cela t'a donné un caractère que je ne reconnais plus ! Nous ne pouvons causer ensemble. C'est seulement ton affaire et l'affaire de Yamina. Va la trouver, et ce qui est entre vous, essayez de le délier...

Samba se dirigea vers les cases des femmes, et il appela Yamina.

— Je suis là ! répondit dans une case une voix traînante et chantante qu'il reconnut aussitôt.

Courbant sa haute taille, il passa sous la porte, et le spectacle qui s'offrit à sa vue, ce fut la croupe rebondie, bien sanglée dans un pagne, d'une femme accroupie sur les talons, en train de brasser un cousscouss, et qui portait, à califourchon sur son dos, un enfant solidement amarré par une bande de cotonnade.

Elle aussi avait reconnu la voix qui l'appelait, mais elle n'en laissa rien paraître et, s'étant retournée, elle dit d'un air étonné :

— Ouaï ! C'est donc toi, Samba Diouf ! Samba, as-tu la paix ?

— La paix seulement ! répondit le pêcheur.

Et après un temps de silence, pendant lequel ses yeux ne se détachaient pas du poupon, dont la tête pendait comme un fruit sur le dos de sa mère :

— Quant à toi, Yamina, je vois que tu as aussi la paix, car en vérité rien ne te manque !

— Que veux-tu dire ? fit-elle arrogamment, et toujours sans se lever.

— Et celui-ci donc, qui est-il ? répliqua Diouf en montrant le nourrisson.

— C'est mon enfant, fit-elle avec simplicité.

— Ce qu'on m'avait écrit était donc vrai, Yamina ? Je ne l'avais pas cru, mais maintenant plus rien de la vérité ne m'est caché.

A ces mots, la jeune femme se releva prestement, remonta d'un coup de reins le poupon qui avait glissé, et, tout en resserrant sur ses seins la bande de cotonnade qui attachait l'enfant, elle dit d'une voix agressive :

— Tout cela est ta faute, Samba ! Si tu ne m'avais pas abandonnée, comme tu l'as fait pendant deux ans, cela ne me serait pas arrivé !

— Tu as la langue pointue et mauvaise, et celui qui t'entendrait pourrait croire que j'ai suivi mon caractère en allant faire la guerre chez les Toubabs ! J'ai failli mourir aussi bien sur leur terre que sur la nôtre, et voilà que tu me dis maintenant que c'est moi qui ai voulu te quitter pendant deux années ! Par ma vie, Yamina ! tu ne manques pas de moyens !

— Et de quels moyens ai-je besoin ? répondit-elle de plus en plus arrogante, et d'une voix suraiguë. Je croyais que je ne te

reverrais plus et que tu ne reviendrais jamais du pays des Toubabs!

— Tu savais bien, dit Samba, que j'étais parti seulement pour aller chercher les bœufs qui devaient payer ta dot. Et ce sont ces chiens crevés du village de Karantaba qui m'ont envoyé faire la guerre sur l'autre bord de la mer!

— Tout cela, ce ne sont que des paroles! répliqua aigrement la jeune femme. Tu as mangé la nourriture des Toubabs, tu parles le toubab et grasseyes comme eux, et parce que tu sais dire : « Bonzour, Mossié! » tu grandis ta tête au-dessus de la mienne!

Le pêcheur ouvrit la bouche, mais Yamina toujours furieuse :

— Et je suis sûre aussi que tu as fréquenté les femmes des Toubabs! Voilà pourquoi tu me diminues maintenant. Et c'est ce que je vois avec ma cervelle courte!

— Si je l'avais voulu, dit le tirailleur non sans orgueil, j'aurais pu faire ce que tu dis, car j'en ai rencontré de plus belles que toi, qui m'ont dit des choses agréables.

— Tu es fou, Diouf! répliqua-t-elle avec un petit rire forcé. Ces femmes se sont moquées de toi! Tu sais bien qu'une femme aux oreilles rouges n'épouse pas un homme à la peau noire. Ce que tu me racontes là est une plaisanterie, Samba!

Pendant cette conversation, le poupon s'était réveillé, et de sa petite tête il frappait le dos de sa mère. D'un mouvement plein de souplesse, celle-ci le fit tourner autour d'elle, le passa sous son bras et lui donna le sein. C'était un gros garçon au teint clair, bien nourri et bien gras, la tête ronde et rasée de frais, qui tétait goulûment de ses fortes lèvres rouges, tout en regardant l'étranger avec de grands yeux blancs. Et cela émut chez Samba la tendresse naturelle qu'ont tous les Noirs pour les enfants.

— Ton fils, Yamina, il est bien! dit-il à la fille des Sédi.

— Diouf, fit-elle avec hauteur, sache que je n'enfante pas quelque chose de laid!

Et tandis que le marmot tétait, le pêcheur regardait la mère qu'il avait laissée presque enfant, et dont la croupe et les hanches s'étaient magnifiquement développées. Maintenant il avait sous les yeux une belle femme épanouie, les épaules larges, la poitrine bombée, la peau bien tendue sur tout le corps par la bonne santé, ce qui rendait son teint plus clair encore. Tant de séductions réunies ne le laissaient pas insensible.

— Depuis ton enfance, Yamina, reprit-il en baissant la voix, je cultive le champ de ton père, je lui ai procuré de lourdes récoltes d'arachides et de mil, et j'ai porté tous les jours à ta mère du poisson frais. Tout cela méritait que tu ne m'oublies pas et que je n'aie pas travaillé pour la brousse toute nue.

— Samba, dit-elle d'une voix doucereuse sans répondre à ses paroles, je vois que les Toubabs t'ont donné des médailles, mais qu'est-il donc arrivé à ta main? Tu ne la remues pas et tu la laisses sous ton m'boubou. L'auraient-ils par hasard touchée?

— Ils l'ont touchée, répondit le pêcheur. Et même ils me l'ont tuée.

— Ouaï, ma mère! tu as dit un malheur! Comment pourras-tu travailler, jeter le filet et le harpon et cultiver ton mil?

— Tu parles pour dire une chose pénible, répliqua-t-il, un peu honteux. Mais si je ne peux plus maintenant servir sur l'eau et jeter le filet, je peux toujours pousser l'outil dans le champ, et quatre fois par an je toucherai chez le Manso l'argent du roi des Toubabs.

La jeune femme ne répondit pas, comme si elle remuait dans sa tête les choses que venait de dire Samba. Puis, faisant passer lestement son poupon du sein droit à son sein gauche :

— Et les pagnes que tu avais promis de me rapporter du pays des Foulahs? demanda-t-elle d'un air distrait. Me les as-tu rapportés?

— Je n'en ai plus retrouvé comme on en faisait avant la guerre, répondit le pêcheur en détournant les yeux.

— Et les bracelets que tu devais me faire forger au pays de Dian-Dian Bouré, les as-tu aussi oubliés?

— Le forgeron aurait mis trop de temps pour les forger, et j'étais pressé de revenir et de ramener mon troupeau.

— Et où sont les bœufs? fit-elle.

— Ils sont là-bas! répondit-il en désignant d'un geste vague l'endroit où l'on parquait les bêtes.

— Les bœufs sont-ils en nombre?

— Ils sont ce que Dieu a voulu.

— Et combien y en a-t-il?

Mais c'était là une de ces questions auxquelles, en général, on ne se soucie guère de répondre, pour ne pas attirer un malheur sur les bêtes, et dans le cas particulier Samba n'avait aucun désir de fournir des précisions.

— Tu les verras dans le troupeau ! Et maintenant, ajouta-t-il, je vais dans le village m'occuper de beaucoup de choses qui me sont arrivées à cause de ma longue absence.

— Reviendras-tu à la maison ? demanda-t-elle, soudainement radoucie.

— Peut-être nous nous reverrons, dit-il.

Et courbant de nouveau sa haute taille, il sortit en disant :

— Passe la journée en paix, Yamina !

— Paix et paix ! répondit-elle quand il était déjà dehors.

XXI

Ce soir-là, une belle lune ronde s'était levée au-dessus de la forêt, et l'on aurait pu ramasser à sa clarté une pièce de monnaie tombée à terre. Soudain retentirent sur le village les coups précipités du petit tambour au son clair. Alors, ce fut dans toutes les paillotes un grand remue-ménage. Les femmes se hâtaient d'éteindre les foyers allumés pour la cuisine et de ranger leurs ustensiles sur les étagères de bambou, en criant après les enfants qui n'en finissaient plus de racler du doigt les calebasses. Puis, s'étant lavé les mains pour ne pas salir leurs toilettes, elles sortirent des coffres les camisoles fraîches, les pagnes bleus de Saint-Louis et ceux de Bissao et des îles du Sud aux fils de coton multicolores, les mouchoirs de soie ou de madras, que les unes nouaient sans élégance, et que les autres arrangeaient artistement sur leur tête à la manière des grandes coquettes de Fatik ou de Kaolak, les colliers de perles d'or creuses, les bracelets d'or de N'Galam et les verroteries de bazar. A mesure qu'elles étaient prêtes, elles arrivaient sur la place où battait le tambour, et ce n'était qu'un cri : « C'est Samba qui donne la fête ! L'honneur qu'il avait en partant, il ne l'a pas laissé au pays des Toubabs ! »

A présent, les deux tambours du griot et de son fils menaient ensemble leur tapage, l'un grave, l'autre clair, tandis que d'une voix suraiguë le vieux Bourama Sek chantait la louange de Diouf :

Samba, tu es un homme !
Et le voyage au pays des Toubabs
T'a grandi, en vérité...

Et les tambours battaient, battaient.

Que tu ailles ou que tu viennes,
Tes richesses ne tarissent point.
Io ! Samba ! tu es le parent du roi !
Que tu ailles ou que tu viennes,
Tes richesses ne tarissent point...

Et le griot s'arrêtait un instant pour chercher l'inspiration. Puis il reprenait de plus belle :

Ahmadou Lamine et Samba Laobé Fal
N'ont jamais eu de guerrier comme Diouf!
Et si Sanor l'avait eu,
Jamais on n'aurait brisé
Le royaume de M'Badane !

Et après une pause, pendant laquelle le tam-tam faisait rage :

Eh Diouf !

Et la voix du griot semblait maintenant percer le ciel :

Ils ont tué un de tes bras,
Mais celui qui reste est plus fort
Que les deux des autres hommes !

Io ! Samba ! Les Diouf
Ont un homme dans leur famille !
Aucun n'est plus grand que lui !

Io ! Diouf ! Quand ils l'ont vu
Les Alamans ont fui.
Ils ont tué son bras,
Mais lui, il en a tué
Qu'on ne peut plus compter !

Eh ! Samba ! Il ne pourra plus
Tuer de lamentins,
Mais il a tué des ennemis
Pour toute sa vie. C'est un homme !

Io ! Diouf ! Son honneur est grand,
Et il en a donné à toute sa famille...

Pendant que le griot chantait, tous les gens du village avaient formé le cercle, les femmes au premier rang et les hommes derrière. La lune éclairait vivement la blancheur des camisoles et faisait briller sur les peaux noires les perles d'or et les verroteries. Une femme se détachant du cercle, s'était mise à danser

sur place, un de ses bras écarté du corps, une main inlassablement agitée autour de son poignet flexible, tandis que, de son autre main, elle tenait relevé son pagne, afin de dégager ses jambes. Excitée par la musique, une autre femme, écartant le griot, était venue se placer devant elle, et toutes les deux, hors d'haleine, se laissèrent tomber ensemble en poussant un cri perçant. Mais déjà une autre danseuse s'élançait dans le cercle, et, à partir de ce moment, le vertige ne s'arrêta plus. Tantôt, c'était une jeune fille qui, n'ayant pas à relever son pagne arrêté aux genoux, dansait, les deux bras écartés; tantôt, c'était une mère de famille qui, faute d'avoir pu confier son enfant à personne, trépignait et se démenait, portant sur le dos son poupon dont la tête endormie se balançait au rythme du sabar; tantôt, c'était une petite fille qui chantait en se trémoussant et se déhanchant de son mieux :

Je ne puis pas, je ne puis pas,
Je n'en ai pas la force!
Mais l'an prochain, l'an prochain,
Je me marierai, je me marierai!...

Et les danseuses se succédaient sans relâche, se laissaient choir sur le sol pour repartir avec une ardeur nouvelle, tandis qu'un grand gaillard, brandissant sur sa tête une lanière d'hippopotame, élargissait le cercle des curieux, en criant d'un air féroce qui faisait rire tout le monde : « Écartez-vous ! ou je tue quelqu'un ! »

Tout à coup Samba Diouf vit bondir dans le cercle la fille des Sédi. Elle avait laissé dans sa case l'enfant du colporteur étranger; sa camisole blanche, d'où sortaient ses bras nus, tombait en plis bien empesés sur ses hanches chargées de ses pagnes et de ceux de sa mère, qu'elle avait empruntés pour se donner plus d'ampleur; ses pieds frappaient le sol avec rapidité; sa main gauche relevant les multiples étoffes dont elle était chargée, découvrait un de ses genoux, et sa droite s'agitait sans trêve comme une feuille tournoie sous le vent.

— Sur ma vie ! dit le cordonnier qui tenait amicalement Samba par la manche de son m'boubou, entre toutes ces femmes, il n'y en a pas une qui la vaille ! Et je ne parle pas des jalousies qui se lèvent contre elle quand elle danse, mais que j'en perde mon nez, si l'on trouve dans tout le pays une femme qui sache

comme elle préparer la nourriture, blanchir les vêtements et les lustrer sur le taparka (1) !

— Tu dis la vérité, Famara! répliqua le chasseur d'antilopes qui, de l'autre côté de Samba, le tenait aussi par la manche. Je veux qu'on m'enterre aujourd'hui, si j'ai oublié les nourritures que j'ai souvent mangées dans la maison des Sédi! Mais ce qui remplit le ventre n'est pas toujours suffisant pour rafraîchir l'esprit. Et quand ton esprit est en repos, toutes les nourritures te semblent bonnes, tandis que, s'il est échauffé, tous les plats te semblent pesants.

— Ce que tu dis, ô Demba, peut donner à réfléchir, acquiesça le cordonnier. Mais seul le bon caractère porte la paix dans une maison, et c'est peut-être parce que Yamina a eu trop bon caractère qu'elle a prêté l'oreille aux dires habiles du colporteur. Mais que j'aille brûler dans le feu de l'autre vie, si je n'aime pas mieux une femme à l'oreille facile, mais de bon tempérament, qu'une femme qui ne s'écarte pas de la voie, mais dont les yeux sont courroucés et qui crie toujours comme un ânier ou un chamelier de l'intérieur!

— Tu as bon caractère, Famara, et le rire seul te fait montrer les dents! s'écria Demba N'Dour! Mais tu oublies qu'un bâtard n'est point un fils.

— Un fils est toujours un fils, et d'où qu'il vienne, c'est une richesse! Samba est au moins sûr que jamais sa femme n'aura la honte de s'habiller en mendiante et d'aller demander l'aumône de maison en maison, comme font les femmes inféecondes afin que cesse leur stérilité.

— Samba Diouf est un homme! déclara le chasseur après un moment de silence. Il a dépassé l'âge de l'enfance. Il a vu beaucoup de choses. Chacun cultive son champ à sa façon et sème ce qui lui fait plaisir. Chacun cherche ses poux à l'heure où il lui plaît. Il a de l'âge. Il n'est pas fou. Il doit savoir ce qu'il a à faire, et moi qui suis son ami, comme toi, Famara, nous savons une seule chose : ce qu'il fera sera bien fait.

Le pêcheur, sans rien dire, écoutait ses deux amis. Lorsque Demba N'Dour parlait, il trouvait qu'il disait vrai; lorsque Famara Yafa prenait à son tour la parole, il trouvait qu'il n'avait pas tort non plus; et quand Yamina dansait, il disait à part lui

(1) Sorte de planche à repasser.

qu'aucune des filles qu'il avait vues dans le pays des Toubabs n'avait une croupe aussi plaisante que la fille des Sédi...

Le sabar continuait toujours. Les hommes maintenant s'y mêlaient, bondissant parmi les femmes avec des contorsions et des gestes d'une joyeuse indécence ; et celles-ci, pour exciter les tambours, s'arrachant un collier, un bracelet, le foulard de soie qui couvrait leur haute chevelure, ou bien un de leurs pagnes, le jetaient à la tête des griots.

Cela dura tant que la lune éclaira ce coin de forêt. Puis les gens revinrent au village, où les abois des chiens, énervés eux aussi par le tamtam, semblaient continuer la musique maintenant que les tambours s'étaient tus. De temps en temps sur le sentier, une femme, ressaisie par le délire, se détachait d'un groupe et se remettait à trépigner, et les jeunes gens, pivotant sur eux-mêmes, s'amusaient à pousser des cris aigus.

Samba paya les musiciens, reconduisit chez eux Damba N'Dour et le cordonnier, et, les ayant quittés après les salutations d'usage, lui-même se dirigea vers les cases des Diouf. Mais arrivé devant la palissade, au lieu d'entrer il s'arrêta. Autour de lui, personne. La solitude était complète, un grand silence régnait sur le village. Les chiens avaient cessé d'aboyer; on n'entendait plus maintenant que les grenouilles au bord de la rivière et le huhulement monotone des oiseaux de nuit dans la forêt... Alors, d'un geste décidé relevant son m'boubou sur son épaule, il prit le chemin qui conduisait à la maisonnée des Sédi...

Ce même soir, là-bas, sur l'autre bord de la mer, Bambaras, Toucouleurs, Ouolofs, Mandingues, Soninkés, Bobos, Gouros, Baoulés, Yakoubas, tout le 113e bataillon noir s'élançait une fois de plus à l'assaut des Alamans. Et Samba Sarr le chamelier et le caporal Lamine Cissé, seuls survivants de la 7e escouade où avait servi Samba Diouf, tombaient ensemble, frappés du même obus, sur la terre des Toubabs.

JÉRÔME ET JEAN THARAUD.

LA RUSSIE DES TSARS

PENDANT LA GRANDE GUERRE

VI[1]

L'ASSASSINAT DE RASPOUTINE

Dimanche, 5 novembre 1916.

Ce soir, au Théâtre Marie, j'assiste à une suite de ballets ravissants : *Les Nuits égyptiennes*, *Islamey*, *Éros*. Tout le public est comme fasciné par ces féeries charmantes, par ces aventures de rêve et de volupté, par ces décors de mystère et d'enchantement.

A l'un des entr'actes, je vais fumer une cigarette dans l'arrière-loge du ministre de la Cour. J'y trouve le général W..., que ses fonctions mettent en contact quotidien avec la garnison de Pétrograd. Ayant eu récemment l'occasion de lui rendre un service et sachant qu'il est animé des sentiments les plus patriotiques, je lui demande :

— Est-il exact que les troupes de Pétrograd soient gravement contaminées par la propagande révolutionnaire et que l'on songe même à en expédier la majeure partie sur le front pour la remplacer par des régiments sûrs ?

Après quelques instants d'hésitation, il me répond d'une voix franche :

— C'est vrai ; la garnison de Pétrograd n'a pas un bon esprit. On l'a vu, il y a huit jours, quand s'est produite la

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1921, des 1er et 15 janvier, du 15 février et du 1er mars 1922.

mutinerie du quartier de Vyborg. Mais je ne crois pas qu'on ait, comme vous dites, l'intention d'envoyer sur le front les mauvais régiments pour les remplacer par des unités solides... A mon sens, voilà longtemps qu'on aurait dû expurger les troupes qui gardent la capitale. D'abord, elles sont beaucoup trop nombreuses. Savez-vous bien, monsieur l'ambassadeur, qu'à Pétrograd et dans la banlieue, c'est-à-dire à Tsarskoïé-Sélo, Pavlosk, Gatchina, Krasnoïé-Sélo et Péterhof, il n'y a pas moins de 240 000 hommes ? Ils ne manœuvrent presque pas ; ils sont mal commandés ; ils s'ennuient et se débauchent ; ils ne servent à rien qu'à fournir des cadres et des recrues à l'anarchie. On ne devrait conserver à Pétrograd qu'une quarantaine de mille hommes choisis parmi les meilleurs éléments de la Garde et 20 000 cosaques. Avec cette élite, on serait en mesure de parer à tous les événements. Sinon...

Il s'arrête, les lèvres balbutiantes, le visage très ému. Je le presse amicalement de poursuivre. Il reprend avec gravité :

— Si Dieu ne nous épargne pas la révolution, ce n'est pas le peuple qui la déchaînera, c'est l'armée...

***

Mardi, 21 novembre.

La pratique des sciences occultes a toujours été en faveur parmi les Russes ; depuis Swedenborg et la baronne de Krüdener, tous les spirites et tous les illuminés, tous les magnétiseurs et tous les devins, tous les pontifes de l'ésotérisme et de la thaumaturgie ont trouvé, sur les bords de la Néwa, un accueil sympathique.

En l'année 1900, le rénovateur de l'hermétisme français, le mage Papus, qui s'appelait de son vrai nom le docteur Encausse, était venu à Saint-Pétersbourg, où il s'était bientôt créé une clientèle fervente. On l'y avait revu à plusieurs reprises, les années suivantes, pendant le séjour de son grand ami, le thérapeute Philippe de Lyon ; l'Empereur et l'Impératrice l'honoraient de toute leur confiance; sa dernière visite datait de février 1906.

Or, les journaux, qui nous sont récemment arrivés de France à travers les pays scandinaves, annoncent que Papus est mort le 26 octobre.

J'avoue que la nouvelle n'avait pas fixé un instant mon

attention ; mais elle a consterné, me dit-on, les personnes qui ont jadis connu le « Maître spirituel, » comme ses disciples enthousiastes le nommaient entre eux.

Mme R..., qui est à la fois une adepte du spiritisme et une dévote de Raspoutine, m'explique cette consternation par une prophétie étrange, qui vaut d'être notée : la mort de Papus ne présagerait rien moins que la ruine prochaine du tsarisme. Et voici comment.

Au début d'octobre 1905, Papus fut mandé à Saint-Pétersbourg par quelques-uns de ses fidèles, haut placés, qui avaient grand besoin de ses lumières dans la crise redoutable que la Russie traversait alors. Les désastres de Mandchourie avaient provoqué, sur tous les points de l'Empire, des troubles révolutionnaires, des grèves sanglantes, des scènes de pillage, de massacre et d'incendie. L'Empereur vivait dans une anxiété cruelle, ne pouvant se résoudre à choisir entre les avis contradictoires et passionnés, dont sa famille, ses ministres, ses dignitaires, ses généraux, toute sa cour le harcelaient quotidiennement. Les uns lui démontraient qu'il n'avait pas le droit de renoncer à l'autocratisme ancestral et l'exhortaient à ne pas faiblir devant les rigueurs nécessaires d'une implacable réaction ; les autres l'adjuraient de faire la part aux exigences des temps modernes et d'inaugurer loyalement le régime constitutionnel.

Le jour même où Papus débarquait à Saint-Pétersbourg, une émeute répandait la terreur à Moscou, tandis qu'un syndicat mystérieux proclamait la grève générale des chemins de fer.

Le mage fut immédiatement appelé à Tsarskoïé-Sélo. Après une conversation rapide avec l'Empereur et l'Impératrice, il organisa pour le lendemain un grand rituel d'incantation et de nécromancie. En dehors des souverains, une seule personne assistait à cette liturgie secrète, un jeune aide de camp de Sa Majesté, le capitaine Mandryka, qui est aujourd'hui général-major et gouverneur de Tiflis. Par une condensation intense de sa volonté, par une exaltation prodigieuse de son dynamisme fluidique, le « Maître spirituel » réussit à évoquer le fantôme du très pieux tsar Alexandre III ; des signes indubitables attestèrent la présence du spectre invisible.

Malgré l'angoisse qui lui étreignait le cœur, Nicolas II demanda posément à son père s'il devait ou non réagir contre le

courant de libéralisme qui menaçait d'entraîner la Russie. Le fantôme répondit :

Tu dois, coûte que coûte, écraser la Révolution qui commence ; mais elle renaîtra un jour et sera d'autant plus violente que la répression d'aujourd'hui aura dû être plus rigoureuse. N'importe ! Courage, mon fils ! Ne cesse pas de lutter !

Tandis que les souverains méditaient avec stupeur cette prédiction accablante, Papus affirma que son pouvoir magique lui permettait de conjurer la catastrophe prédite, mais que l'efficience de sa conjuration cesserait aussitôt que lui-même ne serait plus « sur le plan physique. » Puis, solennellement, il exécuta les rites conjuratoires.

Or, depuis le 26 octobre dernier, le mage Papus n'est plus « sur le plan physique ; » l'efficience de sa conjuration est abolie. Donc, la Révolution est proche...

Après avoir quitté Mme R..., je rentre à l'ambassade et j'ouvre mon *Odyssée*, au XIe chant, à l'épisode fameux de la *Nékuia*. Sous l'influence du récit que je viens d'entendre, cette magnifique scène d'humanité primitive, cette fantasmagorie ténébreuse et barbare m'apparaît aussi naturelle, aussi vraie, que si elle s'était passée hier. Je vois Ulysse dans le pays brumeux des Cimmériens, offrant le sacrifice aux morts, creusant la terre avec son épée, versant des libations de vin et de lait, puis égorgeant au bord de la fosse un bélier noir. Et la foule des ombres, surgissant de l'Érèbe, se précipite pour boire le sang qui ruisselle. Mais le roi d'Ithaque les repousse violemment ; car la seule âme qu'il ait souci de voir paraître est celle de sa mère, la vénérable Anticlée, afin qu'elle lui découvre l'avenir par l'entremise du devin Tirésias... Et je songe que, d'Ulysse à Nicolas II, du devin Tirésias au mage Papus, il ne s'est écoulé que trente siècles.

* * *

Lundi, 20 novembre.

Hier, les Serbes se sont emparés de Monastir ; c'était l'anniversaire de leur entrée dans la ville en 1912.

L'empereur François-Joseph est à l'agonie.

* * *

Mardi, 21 novembre.

Sturmer est parti subitement, hier soir, pour Mohilew, appelé par le Tsar.

***

Mercredi, 22 novembre.

François-Joseph Ier, Empereur d'Autriche, Roi apostolique de Hongrie, Roi de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, d'Illyrie et de Galicie, Roi de Jérusalem, etc..., est mort hier, dans sa quatre-vingt-septième année.

On en parle à peine, comme d'un fait insignifiant. La réalité actuelle dépasse tellement toutes les conséquences qu'on prévoyait jadis, lorsqu'on vaticinait sur la disparition du vieil Empereur!...

Je n'ai pas le temps d'écrire son oraison funèbre; mais, pour apprécier son règne, je n'ai qu'à me rappeler le mot terrible de son prédécesseur, Ferdinand Ier, qui fut contraint d'abdiquer en 1848 et qui vécut retiré à Prague jusqu'en 1875. Peu après Sadowa, se remémorant les défaites de 1859 et la perte de la Lombardie, puis voyant l'Autriche définitivement exclue de l'Allemagne et obligée de céder la Vénétie, le vieux souverain détrôné s'écria : « Mais pourquoi m'a-t-on chassé en 1848? J'aurais été tout aussi capable que mon neveu de perdre des batailles et des provinces! »

***

Jeudi, 23 novembre.

Ce soir, vers dix heures, tandis que je travaille seul dans mon appartement, un de mes informateurs, très sûr, me fait tenir ce billet :

Je ne veux pas attendre à demain pour annoncer à Votre Excellence une grosse nouvelle : M. Sturmer est démissionné et remplacé, à la présidence du Conseil, par M. Trépow.

La nouvelle me ravit, mais ne me surprend pas. En se séparant de Sturmer, l'Empereur prouve une fois de plus qu'il est capable de résolutions excellentes, lorsqu'il est soustrait à l'influence de l'Impératrice.

***

Vendredi, 24 novembre.

La retraite de Sturmer est officiellement publiée ce matin. Trépow le remplace à la présidence du Conseil; le nouveau ministre des Affaires étrangères n'est pas encore désigné.

Au point de vue de la guerre, qui doit primer toute autre considération, le choix de Trépow m'apporte un grand soulagement. D'abord, Trépow a le mérite de détester l'Allemagne. Sa présence à la tête du Gouvernement nous garantit donc que l'Alliance sera loyalement pratiquée et que les intrigues germaniques ne s'exerceront plus aussi librement. Il est, en outre, énergique, intelligent et méthodique ; son action sur les divers services publics ne peut qu'être excellente.

Autre nouvelle : le général Alexéïew prend un congé. L'intérim de ses fonctions sera exercé par le général Wassily Gourko, fils du feld-maréchal, qui fut le héros des Balkans.

La retraite du général Alexéïew est motivée par sa santé. Il est exact que le général souffre d'une affection interne, qui l'obligera à subir prochainement une opération ; mais il y a, de plus, un motif politique : l'Empereur a jugé que son chef d'état-major général avait pris trop ouvertement parti contre Sturmer et Protopopow.

Le général Alexéïew reviendra-t-il à la *Stavka ?* Je l'ignore. Si son départ est définitif, je m'y résignerai volontiers. Certes, il s'imposait à l'estime de tous par son patriotisme, son énergie, sa scrupuleuse probité, sa rare puissance de travail. Malheureusement, d'autres qualités, non moins nécessaires, lui manquaient : je veux dire l'ampleur des vues, la conception supérieure de l'Alliance, la vision intégrale et synthétique de tous les théâtres d'opération. Il s'est exclusivement confiné dans sa fonction de *chef d'État-major général du Commandement suprême des armées russes.* A la vérité, c'est l'Empereur qui aurait dû assumer le rôle éminent dont le général Alexéïew n'a pas suffisamment compris l'importance ; mais l'Empereur l'a compris moins encore, surtout depuis le jour où les intérêts généraux de l'Alliance ont eu pour unique interprète auprès de lui, Sturmer.

Le général Gourko, qui lui succède, est actif, brillant et d'esprit ouvert ; mais on le dit léger et sans autorité.

Ce soir, je dîne au Café de Paris avec quelques amis. La disgrâce de Sturmer est commentée avec joie par tous les convives ; on fonde sur Trépow de grandes espérances, on escompte déjà un vif et prochain réveil de la conscience nationale. Seul, B... se tait. On l'interroge. Il répond par ses sarcasmes habituels :

— Désormais, rien n'arrêtera plus la marche victorieuse de nos armées!... Le jour de la Noël, nous entrerons à Constantinople!... Avant trois mois, nous serons à Berlin!.. C'est Constantinople surtout qui me ravit; car, entre nous, on oubliait un peu le testament de Pierre le Grand et Sainte-Sophie, etc.

Le dîner fini, j'emmène B... dans mon auto chez une de nos amies, qui habite au canal de l'Amirauté, et je lui demande :

— Maintenant, parlez-moi sérieusement... Que pensez-vous du renvoi de Sturmer?

Il réfléchit une minute ; puis, très gravement, il prononce :

— M. Sturmer est un *grand citoyen* qui s'est efforcé d'arrêter son pays sur la pente funeste où on l'a follement engagé et au bout de laquelle il ne peut plus trouver que la défaite, la honte, la ruine et la révolution.

— Vraiment, vous êtes aussi pessimiste?

— Nous sommes perdus, monsieur l'ambassadeur!



Lundi, 27 novembre.

Je ne sais qui a dit de César qu'il avait « tous les vices et pas un défaut. » Nicolas II n'a pas un vice ; mais il a le pire défaut pour un souverain autocrate : le manque de personnalité. Il subit toujours. Sa volonté est toujours circonvenue, surprise ou dominée ; elle ne s'impose jamais par un acte direct et spontané. A cet égard, il a plusieurs traits de ressemblance avec Louis XV, chez qui le sentiment de sa faiblesse native entretenait la peur constante d'être subjugué. De là, chez l'un et l'autre également, le goût de la dissimulation.



Mardi, 28 novembre.

Je réunis ce soir à dîner une trentaine de personnes...

A table, les conversations sont lentes à s'engager et retombent vite. Le timbre des voix manque d'éclat et l'air qu'on respire est comme alourdi. C'est que les nouvelles sont mauvaises de toutes parts. D'abord, des bruits de grève courent en ville et l'enchérissement quotidien des vivres a provoqué des scènes violentes dans les marchés. Puis, en Roumanie, la tenaille germano-bulgare se referme autour de Bucarest; le Danube est franchi à Zimmitza et à Giurgewo ; la ligne de l'Oltu est brisée;

Kampolung et Pitesti sont aux mains de l'ennemi : le Gouvernement royal se réfugie en hâte à Iassy.

Avec la promptitude qu'ont les Russes à se décourager, à prévoir toujours les pires catastrophes et à anticiper, pour ainsi dire, sur les arrêts du Destin, mes convives escomptent déjà l'arrivée des Austro-Allemands sur le Pruth, la perte de la Bessarabie et de la Podolie, la prise de Kiew et d'Odessa. Je proteste, autant que je peux, contre ces prédictions funestes qui paralysent d'avance l'esprit de résistance, en excluant *a priori* la possibilité d'un succès, en déclarant irréalisable ce qui n'est qu'incertain ; je développe le thème que me fournit cette belle pensée de La Rochefoucauld : « Nous aurions toujours assez de moyens si nous avions assez de volonté, et c'est souvent pour nous excuser nous-mêmes que nous nous imaginons que les choses sont impossibles. »

***

Mercredi, 29 novembre.

Trépow, qui n'est certes pas suspect de condescendance ou de timidité envers la Douma, reconnaît l'impossibilité de gouverner avec Protopopow qui, de jour en jour, donne des signes plus manifestes d'aberration mentale.

Reçu avant-hier à Mohilew par l'Empereur, il l'a supplié de désigner un autre ministre de l'Intérieur, en rappelant à Sa Majesté qu'il avait mis, pour condition essentielle à son acceptation de la présidence du Conseil, le renvoi de Protopopow. Mais l'Impératrice, qui est encore au Grand-Quartier impérial et qui fait bonne garde, avait prévu le coup. Et l'Empereur, dûment stylé, a répondu à Trépow qu'il compte sur son loyalisme pour faciliter la tâche de Protopopow. Ferme et respectueux, Trépow a réitéré ses instances. L'Empereur est resté inébranlable.

— Alors, a poursuivi Trépow, il ne me reste plus qu'à prier Votre Majesté d'agréer ma démission. Ma conscience ne me permet pas d'assumer la responsabilité du pouvoir tant que M. Protopopow conserve le portefeuille de l'Intérieur.

Après un instant d'hésitation, l'Empereur a déclaré autoritairement :

— Alexandre-Féodorowitch, je vous intime l'ordre de continuer vos fonctions avec les collaborateurs que j'ai cru devoir vous donner.

Trépow est sorti en rongeant son frein

***

Jeudi, 30 novembre.

Sur ma proposition, Trépow est nommé Grand-Croix de la Légion d'honneur. Je me rends aussitôt chez lui pour l'en informer :

— Le Gouvernement de la République, dis-je, a voulu reconnaître ainsi le service éminent que vous avez rendu à l'Alliance, en poursuivant avec tant d'activité la construction du chemin de fer mourman ; il a tenu de plus à vous témoigner la confiance qu'il met en vous dans les circonstances difficiles où vous prenez le pouvoir.

Il se montre fort touché. Je le crois sincère ; car il a toujours aimé la France, où il a beaucoup vécu.

Puis, nous parlons des affaires

Sans entrer dans le détail de son dissentiment avec l'Empereur et des obstacles qu'il rencontre du côté de la Douma, il m'annonce qu'il se rendra après-demain au Palais de Tauride et qu'il prendra immédiatement la parole. Voici les points principaux qu'il abordera dans son discours : 1° guerre à outrance ; la Russie ne reculera devant aucun sacrifice ; 2° déclaration sur Constantinople et les Détroits ; promesse de sauvegarder les intérêts de la Roumanie ; 3° affirmation que la Pologne sera reconstituée dans ses limites ethniques, pour former un État autonome ; 4° invitation solennelle à la Douma de collaborer avec le Gouvernement pour mener la guerre à bonne fin.

Trépow conclut :

— J'espère que la Douma me fera un accueil convenable. Mais je n'en suis pas sûr... Vous devinez pourquoi et à cause de qui.

Puis il m'expose que la Douma est absolument décidée à n'entretenir aucune relation avec Protopopow, à le huer et à lever la séance s'il entre dans la salle, etc. Je lui demande :

— L'Empereur, qui a eu la sagesse de renvoyer M. Sturmer, ne comprend-il donc pas que le maintien de M. Protopopow au pouvoir devient un danger public, un danger national ?

— L'Empereur est trop judicieux pour ne pas s'en rendre compte. Mais c'est l'Impératrice qu'il faudrait convaincre. Et sur cette question, elle est intraitable !

Après un silence, il reprend à voix basse, comme s'il se parlait à lui-même :

— L'heure est décisive pour la Russie. Du train où nous allons, le parti allemand serait bientôt le maître. Et alors, c'est la catastrophe, la révolution, la honte !... Il faut mettre fin à toutes ces intrigues, et radicalement !... Il faut que le Gouvernement prononce des paroles irrévocables et qui engagent tous les Gouvernements futurs, à la face de la Russie, à la face du monde... Après-demain, à la Douma, le Gouvernement s'engagera irrémissiblement à poursuivre la guerre jusqu'à l'écrasement de l'Allemagne ; il coupera tous les ponts derrière lui.

— Que cela me fait du bien de vous entendre !

***

Vendredi, 1er décembre.

Sturmer est tellement mortifié de sa disgrâce qu'il a quitté le ministère des Affaires étrangères sans prendre congé des ambassadeurs alliés, sans même leur déposer une carte. Incorrection significative, chez un homme aussi traditionnel et cérémonieux.

Cet après-midi, passant en auto le long de la Moïka, devant les écuries de la Cour, je l'aperçois, à pied, marchant avec peine contre le vent et la neige, le dos courbé, le regard fixé à terre, le visage sinistre et ravagé. Il ne me voit pas, il ne voit rien. En descendant du trottoir pour traverser le quai, il manque de tomber !

***

Samedi, 2 décembre.

J'assiste, cet après-midi, à la séance de la Douma.

Dès que les ministres apparaissent à l'entrée de la salle et qu'on reconnaît dans leurs rangs Protopopow, le tumulte éclate.

Trépow monte à la tribune pour lire la déclaration du Gouvernement. Les cris redoublent : « A bas les ministres ! A bas Protopopow ! »

Très calme, le regard direct et hautain, Trépow commence sa lecture. A trois reprises, les clameurs de l'extrême-gauche l'obligent à quitter la tribune. On le laisse enfin parler.

La déclaration est bien telle qu'il me l'avait exposée avant-hier.

Le paragraphe dans lequel le Gouvernement affirme sa résolution de poursuivre la guerre est applaudi avec chaleur.

Mais la phrase relative à Constantinople tombe dans le vide, un vide fait d'indifférence et de surprise.

Lorsque Trépow a terminé sa lecture, la séance est suspendue. Les députés se répandent dans les couloirs. Je rentre à l'ambassade.

On me rapporte, ce soir, que la suite de la séance a été marquée par deux discours, aussi imprévus que violents, des deux leaders de la droite, le comte Wladimir Bobrinsky et Pourichkiéwitch. A la stupeur de leurs coreligionnaires politiques, ils ont chargé à fond de train « contre les puissances occultes, qui déshonorent et perdent la Russie. » Pourichkiéwitch s'est même écrié : « Il ne faut plus que la recommandation d'un Raspoutine suffise pour élever aux fonctions les plus hautes les êtres les plus abjects. Raspoutine est aujourd'hui plus dangereux que ne fut jadis le faux Dimitry... Debout, messieurs les ministres ! Si vous êtes de vrais patriotes, allez à la *Stavka;* jetez-vous aux pieds du Tsar ; ayez le courage de lui dire que la crise intérieure ne peut se prolonger, que le courroux populaire gronde, que la révolution est menaçante et qu'un obscur *moujik* ne doit pas gouverner plus longtemps la Russie !... »

***

Dimanche, 3 décembre.

La position de Trépow est fort délicate. D'une part, il reconnaît l'impossibilité de gouverner ou plutôt de pratiquer loyalement la politique de l'Alliance, tant que la direction de l'esprit public et des forces policières demeurera entre les mains de Protopopow. D'autre part, fermement attaché au statut légal de l'Empire, il dénie à la Douma le droit d'intervenir dans l'exercice des prérogatives souveraines, dont l'une des plus importantes est assurément le choix des ministres.

Aussi, le conflit du Gouvernement et de la Douma nous réserve plus d'un incident fâcheux.

***

Lundi, 4 décembre.

Le paragraphe de la déclaration ministérielle, relatif à Constantinople, n'a pas éveillé plus d'écho dans le public qu'à la Douma. C'est le même effet d'indifférence et d'étonnement,

comme si Trépow avait exhumé une vieille utopie, caressée jadis et depuis longtemps oubliée.

Voilà plusieurs mois déjà que j'observe dans l'âme nationale cet effacement progressif du rêve byzantin. Le charme est rompu.

Se détacher de ses rêves ; se déprendre de ce qu'on a poursuivi, convoité, avec le plus d'ardeur; savourer même une sorte de joie amère et corrosive à constater sa déception et son désenchantement, — comme c'est russe !

Mme P... me dit ce soir :

— La déclaration du Gouvernement est absurde. Personne ne pense plus à Constantinople. Ç'a été une belle folie, mais une folie. Et lorsqu'on est guéri d'une folie, on ne la recommence pas; on en fait une autre... Trépow et tous ceux qui essaient de ranimer dans le peuple russe le rêve de Constantinople, me font penser à ces hommes qui croient réveiller l'amour d'une femme, en lui proposant de revivre leurs souvenirs d'autrefois. Ils ont beau lui rappeler comme c'était charmant à Venise, la nuit, au clair de lune, en gondole : on ne les écoute même pas... Quand c'est fini, c'est fini.

***

Jeudi, 7 décembre.

Les Austro-Allemands et les Bulgares sont entrés hier à Bucarest.

Les Roumains paient cher leurs erreurs initiales. Il ne fallait être cependant ni grand stratège, ni grand prophète, pour prévoir que la catastrophe actuelle était impliquée dans le désaveu de la convention Rudéanu !

La virtuosité stratégique de Hindenburg a réalisé son chef-d'œuvre. Si l'impérialisme allemand a toujours comme objectif principal l'hégémonie de l'Orient, il a désormais tous les atouts dans son jeu...

***

Samedi, 9 décembre.

Le cri d'alarme que le comte Bobrinsky et Pourichkiéwitch, ces deux champions du tsarisme intégral, ont fait entendre naguère à la Douma, a retenti jusque dans l'archaïque citadelle de l'absolutisme monarchique, le Conseil de l'Empire (1).

(1) Le Conseil de l'Empire est formé de 192 membres, dont la moitié est dési-

La haute assemblée s'est enhardie aujourd'hui à émettre un vœu de politique générale, par lequel elle prémunit l'Empereur contre l'action néfaste des influences occultes. Ce coup d'audace, combien timide! est vivement commenté.

L'histoire n'est qu'une longue suite de recommencements. Au mois de mars 1830, la Chambre des Pairs fit aussi parvenir à Charles X un respectueux conseil de sagesse. Mais les leçons de l'histoire ont-elles jamais profité à personne?...

* * *

Dimanche, 10 décembre.

Que la politique de la Russie soit conduite par la camarilla de l'Impératrice, le fait n'est pas douteux. Mais cette camarilla elle-même, par qui est-elle conduite? De qui reçoit-elle son programme et sa direction?

Ce n'est certes pas de l'Impératrice. Le public, qui aime les idées simples et les personnifications sommaires, ne juge pas avec exactitude le rôle de la Tsarine; il l'amplifie et le déforme sensiblement. Alexandra-Féodorowna est trop impulsive, trop aberrante, trop déséquilibrée, pour concevoir un système politique et en suivre l'application. Elle est l'instrument principal et tout-puissant de la conspiration que je flaire sans cesse autour de moi: elle n'est pourtant rien de plus qu'un instrument.

De même, les personnes qui s'agitent auprès d'elle, Raspoutine, la Wyroubowa, le général Woyéïkow, Tanéïew, Sturmer, le prince Andronnikow, etc., ne sont que des subalternes, des comparses, des intrigants serviles ou des fantoches. Le ministre de l'Intérieur, Protopopow, qui a l'air plus consistant, ne doit cette apparence illusoire qu'à l'irritation de ses méninges. Derrière ses fanfaronnades expansives et sa turbulente activité, il n'y a que de l'éréthisme cérébral. C'est un monomane, qu'on enfermera bientôt.

Alors, par qui donc la camarilla de Tsarskoïé-Sélo est-elle dirigée?

J'ai vainement questionné ceux qui semblaient le plus capables de satisfaire ma curiosité; je n'ai obtenu que des

gnée directement par l'Empereur et dont l'autre moitié est élue par le clergé, les assemblées provinciales, la noblesse, les grands propriétaires, les chambres de commerce et les universités.

réponses vagues ou contradictoires, des hypothèses, des présomptions.

Si j'étais néanmoins forcé de conclure, je dirais que la politique funeste, dont l'Impératrice et sa coterie porteront la responsabilité devant l'histoire, leur est inspirée par quatre personnes : le président de l'extrême-droite au Conseil de l'Empire, Stchéglovitow, — le métropolite de Pétrograd, Mgr Pitirim, —l'ancien directeur du Département de la police, Biéletzky, — enfin le banquier Manus.

En dehors de ces quatre personnes, je ne vois qu'un jeu de forces anonymes, collectives, dispersées, parfois inconscientes, qui traduisent peut-être uniquement l'action séculaire du tsarisme, son instinct de conservation, ce qui lui reste de vitalité organique et de vitesse acquise.

Dans le quatuor, j'attribue un emploi spécial au banquier Manus : il assure les relations avec Berlin. C'est par lui que l'Allemagne ourdit et entretient ses intrigues dans la société russe ; il est le distributeur des subsides allemands.

* * *

Mercredi, 13 décembre.

Hier, l'Allemagne a fait remettre aux États-Unis d'Amérique une note par laquelle, en son nom et au nom de ses alliés, elle se déclare prête à ouvrir immédiatement une négociation de paix. A l'appui de cette solennelle affirmation, aucune condition quelconque n'est indiquée.

Du premier coup d'œil, cette note apparaît comme un stratagème, un piège, destiné à provoquer dans le camp ennemi un mouvement de pacifisme et à disloquer notre coalition. Que l'Allemagne nous fasse d'abord connaître quels plans sont les siens, quelles réparations elle est disposée à consentir, quelles garanties elle nous offre, et nous prendrons sa proposition au sérieux.

Très souffrant d'une crise de rhumatisme qui me retient au lit, je reçois la visite de Buchanan et de Carlotti. Nous pensons, tous les trois, de même.

* * *

Jeudi, 14 décembre.

L'Empereur a confié le portefeuille des Affaires étrangères au contrôleur général de l'Empire, Nicolas-Nicolaiéwitch Pokrowsky.

Le choix est imprévu. Pokrowsky, qui a soixante ans, s'est adonné toute sa vie aux questions de finances et de comptabilité publiques: il n'a aucune notion des problèmes extérieurs et de la diplomatie; mais, sous cette réserve, qui est d'importance à l'heure actuelle, je ne me plains pas de sa désignation. D'abord, c'est un esprit sage, fin et laborieux, tout acquis aux idées de l'Alliance Puis l'homme privé est d'une qualité rare, cordial et modeste, avec une pointe de malice souriante. Dénué de fortune, chargé de famille, il mène la vie la plus simple, la plus honorable. Depuis trente-cinq ans qu'il participe à l'administration financière de l'Empire, jamais l'ombre d'un soupçon ne l'a même effleuré.

***

Vendredi, 15 décembre.

Inaugurant ses fonctions, Pokrowsky a prononcé aujourd'hui devant la Douma une allocution, du ton le plus ferme, pour démontrer le caractère illusoire et insidieux de la proposition allemande : « Les Puissances de l'Entente, a-t-il dit, proclament leur inébranlable volonté de poursuivre la guerre jusqu'au triomphe final. Nos sacrifices innombrables seraient anéantis par une paix prématurée, avec un adversaire qui est épuisé, mais non encore abattu. »

Ces paroles, qui contrastent si heureusement avec le langage équivoque et cauteleux de Sturmer, ont produit une forte impression à la Douma; il importait qu'elles fussent prononcées pour détruire l'effet de l'initiative allemande.

Obligé de garder encore le lit, les visites ne m'ont pas manqué. De toutes parts, m'est venue la même note : « C'est déjà un résultat très important que la question de la paix soit désormais posée devant les opinions publiques ! Les esprits se préparent ainsi peu à peu aux solutions raisonnables. »

***

Samedi, 16 décembre.

Pokrowsky vient me voir cet après-midi.

Je le félicite des déclarations si fermes et si franches qu'il a fait entendre hier à la Douma.

— Je me suis strictement conformé, répond-il, aux ordres de Sa Majesté l'Empereur, avec qui j'ai le bonheur de me trouver en parfaite communion d'idées. Sa Majesté est résolue à

ne plus laisser mettre en doute ses volontés, que vous connaissez; elle m'a donné, à cet égard, les instructions les plus catégoriques; elle m'a même chargé de lui soumettre sans retard un projet de manifeste pour faire connaître à l'armée que l'Allemagne demande la paix.

Nous parlons ensuite de la réponse qu'il faudra faire à la note de la coalition germanique. Sans avoir arrêté encore son opinion à ce sujet, Pokrowsky estime que la situation militaire ou, comme disent les Allemands, « la carte de guerre, » ne nous permet pas encore de préciser nos intentions et que nous ferons sagement de nous en tenir à des termes généraux, tels que « réparations matérielles et morales..., garanties politiques et économiques, etc. »

***

Lundi, 18 décembre.

B..., qui observe d'assez près le mouvement ouvrier, me signale chez les chefs des groupes socialistes la tendance croissante à s'affranchir de la Douma et à organiser leur programme d'action en dehors des voies légales. Tcheidzé et Kérensky répètent : « Les cadets ne comprennent rien au prolétariat. Il n'y a rien à faire avec eux ! »

Actuellement, ces chefs dirigent leur principal effort de propagande sur l'armée, en lui démontrant qu'elle a intérêt à se liguer avec les ouvriers pour assurer aux paysans, dont elle est l'émanation directe, le triomphe de leurs revendications agraires. On distribue donc à profusion dans les casernes des brochures sur le thème classique : « La terre appartient aux travailleurs agricoles. Elle leur revient de plein droit, et, par suite, sans rachat ; on ne rachète pas une propriété dont on a été frustré. La révolution seule peut accomplir cette grande réparation sociale »

Je demande à B... si la doctrine « défaitiste » du fameux Lénine, réfugié à Genève, tend à se répandre dans l'armée :

— Non, me dit-il ; cette doctrine n'est guère soutenue ici que par quelques forcenés, qu'on suppose aux gages de l'Allemagne... ou de l'*Okhrana*. Les « défaitistes » ou *porajentzy*, comme on les appelle, ne constituent qu'une infime minorité dans le parti social-démocrate.

Entre la Meuse et la Woëvre, les Français ont pris, le

14 décembre, une vigoureuse offensive. Le front allemand a été défoncé sur une étendue de 10 kilomètres et une profondeur de 3. Le nombre des prisonniers est d'environ 12 000.

***

Jeudi, 21 décembre.

Deux et trois fois la semaine, Protopopow demande audience à la Tsarine, sous le prétexte de lui faire son rapport et de solliciter ses conseils.

L'autre jour, dès l'entrée, il s'est jeté à genoux devant elle, en s'écriant :

— O Majesté, j'aperçois le Christ derrière vous !

***

Vendredi, 22 décembre.

Le Président des États-Unis a suggéré hier à tous les Gouvernements des Puissances belligérantes de faire connaître « leurs vues respectives sur les conditions auxquelles la guerre pourrait prendre fin. » Le président Wilson spécifie « qu'il ne propose pas la paix, » qu'il n'offre « même pas une médiation, » qu'il suggère uniquement des « sondages, » afin qu'on sache « à quelle distance se trouve encore le havre, tant désiré, de la paix. »

***

Samedi, 23 décembre.

Ce matin, je reçois de Paris un projet de réponse à la note américaine.

Après avoir rendu hommage aux sentiments dont le président Wilson s'est inspiré, Briand proteste contre « l'assimilation » que la note semble établir entre les deux groupes de belligérants, alors que toutes les responsabilités de l'agression incombent à un seul. Puis il définit « les buts supérieurs » que les Alliés se sont assignés. Ces buts impliquent l'entière indépendance de la Belgique, de la Serbie et du Montenegro, avec tous les dédommagements qui leur sont dus ; l'évacuation des territoires occupés en France, en Russie et en Roumanie, avec de justes réparations ; la réorganisation de l'Europe, d'après le principe des nationalités et le droit des peuples au libre développement économique ; la restitution des territoires arrachés jadis aux Alliés par la force ou contre le vœu des habitants ; la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchéco-

Slovaques ; l'affranchissement des populations soumises à la tyrannie ottomane ; le rejet des Turcs hors d'Europe ; le rétablissement de la Pologne dans son intégrité nationale.

Une heure plus tard, je suis dans le cabinet de Pokrowsky, où j'ai donné rendez-vous à Buchanan. Je leur lis le projet de Briand. Ils m'écoutent avec une attention extrême. Et, plus j'avance dans ma lecture, plus leur regard s'anime. Lorsque j'ai terminé, ils s'écrient ensemble :

— Bravo ! c'est parfait !.. Voilà le langage qu'il faut tenir !... Voilà ce qu'il faut proclamer devant le monde !

Mon collègue d'Italie arrive sur ces entrefaites. Pokrowsky, à qui j'ai passé une copie du projet, le relit à haute voix, en se pénétrant de chaque phrase. Carlotti approuve chaleureusement.

Avant de formuler son opinion officielle et définitive, Pokrowsky me demande le temps de la réflexion. J'insiste pour qu'il me donne au moins un acquiescement de principe, dont Briand pourra se prévaloir auprès du président Wilson. Nous avons en effet un grand intérêt à ne pas différer notre réponse, pour déjouer les intrigues germanophiles qui travaillent fiévreusement l'opinion américaine.

— Eh bien ! soit ! me dit-il. Veuillez télégraphier à M. Briand que j'approuve, d'une manière générale, son projet, et même que je l'admire. Je me réserve toutefois de lui suggérer quelques retouches de pure forme pour les paragraphes qui concernent plus particulièrement la Russie, par exemple, ceux où il est question de la Pologne et de l'Arménie.

En partant, je prends Buchanan dans ma voiture. Nous sommes taciturnes et soucieux. La même idée nous est venue spontanément : comme nous sommes loin encore de voir s'accomplir ce magnifique programme de paix ! Car enfin, ici, tout va de mal en pis !

Nous nous communiquons nos dernières informations : elles sont déplorables.

L'Union des Zemstvos et l'Union des villes, ces grandes associations privées qui, depuis le début de la guerre, ont si remarquablement coopéré au ravitaillement de l'armée et de la population, devaient se réunir en congrès à Moscou la semaine prochaine. La police vient d'interdire ce congrès. Et pourtant, les deux Unions représentent ce qu'il y a de plus sain, de plus sérieux, de plus actif, dans la société russe !

En revanche, la faveur de Protopopow est au comble. Il s'est donné à lui-même une mission dans les provinces, à la fois pour esquiver tout contact avec la Douma et pour prêcher aux gouverneurs la bonne doctrine.

Un de mes amis, qui est venu me voir hier et qui arrivait de Moscou, m'a rapporté qu'on y est exaspéré contre l'Impératrice. Dans les salons, dans les magasins, dans les cafés, on déclare ouvertement que la *Niemka*, « l'Allemande, » est en train de perdre la Russie et qu'il faut l'enfermer comme folle. Quant à l'Empereur, on ne se gêne pas pour dire qu'il ferait bien de méditer sur le sort de Paul Ier.

***

Lundi, 25 décembre.

Ainsi que Pokrowsky me l'avait annoncé le 16 de ce mois, l'Empereur adresse aujourd'hui un manifeste à ses armées de terre et de mer pour leur apprendre que l'Allemagne propose la paix et pour leur affirmer une fois de plus sa résolution de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire complète.

L'heure de la paix, dit-il, *n'est pas encore venue. L'ennemi n'est pas encore chassé des territoires occupés. La Russie n'a pas encore accompli les devoirs que cette guerre lui a créés, c'est-à-dire la possession de Constantinople et des Détroits, ainsi que la restauration de la libre Pologne, composée de ses trois parties.*

La péroraison est d'un accent pathétique et personnel, qui tranche avec la banalité incolore de cette sorte de documents :

Nous resterons inébranlables dans notre confiance en la victoire. Dieu bénira nos armes : il les couvrira d'une gloire éternelle et nous donnera une paix digne de vos exploits glorieux, ô mes glorieuses troupes, une paix telle que les générations futures béniront votre sainte mémoire!

Ce noble et courageux langage ne peut manquer de retentir dans la conscience nationale. Il me laisse pourtant une impression d'inquiétude. L'Empereur est trop judicieux pour ne pas se rendre compte que le désastre roumain lui a enlevé toute chance d'acquérir Constantinople et que son peuple a renoncé, depuis longtemps, au rêve byzantin. Alors, pourquoi cette invocation solennelle d'un projet dont il connaît mieux que personne la vanité? En parlant ainsi, a-t-il voulu réagir contre le mouvement de désaffection qui s'accentue à son égard, parmi

les plus dévoués serviteurs de la dynastie? Ou bien encore, se sentant perdu, « abandonné de Dieu, » a-t-il voulu résumer, dans un acte suprême, dans une sorte de testament politique, les motifs de grandeur et de dignité nationales qui ont imposé au peuple russe l'épreuve de cette guerre? J'incline beaucoup à cette dernière hypothèse.

Les Roumains n'ont pu encore équilibrer la poussée austro-allemande; ils continuent de battre en retraite vers le Séreth.



Mercredi, 27 décembre.

Une conférence des Alliés doit se réunir à Pétrograd vers la fin de janvier. Les représentants du Gouvernement français seront Doumergue, sénateur, ancien président du Conseil, ancien ministre des Affaires étrangères, et le général de Castelnau.

En vue des instructions dont nos délégués seront munis, je communique à Briand quelques idées personnelles. Après lui avoir confirmé que l'Empereur est toujours résolu à poursuivre la guerre, j'expose que la fixité de ses intentions ne constitue pas, cependant, à notre égard, une caution suffisante.

Dans la pratique, l'Empereur est continuellement en faute. Soit qu'il cède par faiblesse aux objurgations de l'Impératrice, soit qu'il n'ait ni l'intelligence, ni la volonté assez fortes pour dominer sa bureaucratie, il accomplit ou il laisse s'accomplir à chaque instant des actes qui contredisent sa politique.

Au point de vue intérieur, il abandonne la direction de l'esprit public à des ministres notoirement compromis en faveur de l'Allemagne, tels que M. Sturmer et M. Protopopow, sans compter le foyer d'intrigues germaniques qu'il tolère dans son propre palais. Au point de vue économique et industriel, il accorde sa signature à tout ce qu'on lui propose. Et, lorsqu'un Gouvernement étranger a obtenu de lui une promesse qui gêne son administration, c'est un jeu pour celle-ci de lui faire ratifier une décision qui annule indirectement cette promesse.

Au point de vue militaire, l'affaire de Roumanie est typique. Voilà plus de six mois que le Président de la République, le Roi George, les ambassadeurs de France et d'Angleterre lui répètent que la partie engagée sur les bords du Danube est décisive, que la Russie est la première intéressée à s'ouvrir la voie de Sofia,

puisque la conquête de Constantinople en dépend, etc. Il promet tout ce qu'on demande. Et son action personnelle en reste là!

De cette impuissance ou de cette insouciance à faire prévaloir ses idées dans l'ordre des faits positifs, résulte pour nous un tort énorme. Tandis que la France tire à plein collier dans l'alliance, la Russie ne produit que la moitié ou le tiers de l'effort dont elle est capable. Cette situation est d'autant plus grave que la phase définitive de la guerre est peut-être commencée et que, dès lors, c'est une question de savoir si la Russie aura le temps de récupérer tout ce qu'elle a perdu, avant que le sort de l'Orient ne soit décidé.

Je souhaite donc que, pendant les délibérations de la prochaine conférence, les délégués du Gouvernement de la République s'efforcent de faire adopter par le Gouvernement impérial un programme très précis et très minutieux qui arme, en quelque sorte, l'Empereur contre les défaillances de son caractère et contre l'action insidieuse de la bureaucratie.

Au point de vue des garanties diplomatiques dont nous devrions, selon moi, nous prémunir envers la Russie, vous connaissez mon opinion : je n'y reviens pas.

Au point de vue stratégique, la présence du général Gourko à la tête de l'État-major général nous permet d'espérer qu'un plan très strict et très circonstancié pourra être concerté.

De même, la présence de M. Trépow à la présidence du Conseil facilitera la conclusion d'un accord détaillé pour les questions de fabrication, de transport et d'approvisionnement.

* * *

Jeudi, 28 décembre.

Voilà plusieurs fois qu'on m'interroge sur les relations de Buchanan avec les partis libéraux et qu'on me demande même, du ton le plus sérieux, s'il ne travaille pas secrètement à la révolution.

Je proteste chaque fois, de toutes mes forces. D'abord, dans nos conversations quotidiennes, si cordiales et si confiantes, je n'ai jamais surpris le moindre mot, la moindre allusion qui me permette de croire qu'il ait noué des intelligences avec les meneurs révolutionnaires. Puis, tout ce que je sais de son caractère suffirait à démentir le rôle qu'on lui attribue. Nous sommes liés depuis 1907 ; nous avons été collègues à Sofia pendant

quatre ans et nous avons traversé ensemble la crise dangereuse de l'indépendance bulgare; nous poursuivons ici depuis trois ans une étroite collaboration : nous nous sommes donc mis réciproquement à l'épreuve. Or, je ne connais pas de plus galant homme, de plus parfait *gentleman* que sir George Buchanan. Il est la droiture et la loyauté mêmes : il croirait se déshonorer en intriguant contre un souverain auprès duquel il est accrédité.

Le vieux prince W..., à qui je viens de tenir ce langage, m'objecte d'un air hargneux :

— Mais, si son Gouvernement lui a ordonné d'encourager nos anarchistes, il est bien obligé de le faire!

Je riposte :

— Si son Gouvernement lui ordonnait de voler une fourchette quand il dîne chez l'Empereur, pensez-vous qu'il obéirait?

Le grief, que les réactionnaires adressent aujourd'hui à Buchanan, a un précédent historique. Après l'assassinat de Paul I[er], on prétendit que le complot avait été conçu et machiné par le Gouvernement britannique. La légende s'accrédita bientôt; quelques années plus tard, c'était presque la vérité officielle. On ajoutait même des précisions : l'ambassadeur, lord Whitworth, avait personnellement organisé l'attentat et soudoyé les auteurs par l'entremise de sa maîtresse, la belle Olga Jerebtsow, sœur d'un des conjurés, le prince Platon Zoubow. On oubliait que lord Whitworth avait quitté la Russie en avril 1800, c'est-à-dire onze mois avant le drame...

***

Vendredi, 29 décembre.

L'Union des Zemstvos et l'Union des Villes, dont le congrès a été récemment interdit, ont néanmoins adopté en secret une motion, qui circule dans le public et dont voici le passage principal :

Notre salut est dans un sentiment profond de notre responsabilité envers la patrie. Quand le pouvoir devient un obstacle sur le chemin de la victoire, la responsabilité du sort de la Russie incombe au pays tout entier. Le Gouvernement, devenu l'instrument de forces occultes, conduit la Russie à sa perte et ébranle le trône impérial. Il faut créer un gouvernement digne d'un grand peuple, à l'une des heures les plus graves de son his-

toire. Que la Douma, dans la lutte décisive qu'elle a entreprise, justifie l'attente du pays! Il n'y a pas un jour à perdre!

La comtesse R..., qui vient de passer trois jours à Moscou pour se commander des robes chez la fameuse couturière, la Lomanowa, me confirme ce qu'on m'a rapporté naguère de l'exaspération qui anime les Moscovites contre la famille impériale :

— J'ai dîné chaque soir, me dit-elle, dans des milieux différents. C'est partout le même cri d'indignation. Si l'Empereur se montrait aujourd'hui sur la Place Rouge, il serait hué. Quant à l'Impératrice, on l'écharperait. La grande-duchesse Élisabeth, si bonne, si charitable, si pure, n'ose plus sortir de son couvent. Les ouvriers l'accusent d'affamer le peuple... Dans toutes les classes, il y a comme un souffle de révolution...

***

Samedi, 30 décembre.

Vers sept heures du soir, un informateur excellent, qui est à mon service, m'apprend que Raspoutine a été assassiné ce matin, pendant un souper au palais Youssoupow. Les assassins seraient le jeune prince Félix Youssoupow, qui a épousé en 1914 une nièce de l'Empereur, le grand-duc Dimitry, fils du grand-duc Paul, et Pourichkiéwitch, chef de l'extrême-droite à la Douma. Deux ou trois femmes de la société auraient participé au souper. La nouvelle est encore tenue rigoureusement secrète.

Avant de télégraphier à Paris, j'essaie de contrôler ce qu'on vient de me rapporter.

Je me rends aussitôt chez Mme D... Elle téléphone à sa tante Mme Golovine, la grande amie et protectrice de Raspoutine. Une voix éplorée lui répond :

— Oui, le Père a disparu cette nuit. On ne sait ce qu'il est devenu... C'est un affreux malheur!

Au Yacht-Club, la nouvelle se répand dans la soirée. Le grand-duc Nicolas-Michaïlowitch se refuse à y croire :

— Dix fois déjà, dit-il, on nous a annoncé la mort de Raspoutine. Et, chaque fois, il a ressuscité, plus puissant que jamais!

Il téléphone cependant au président du Conseil, Trépow, qui lui répond :

— Je sais seulement que Raspoutine a disparu ; je présume qu'il a été assassiné. Je ne peux rien savoir de plus : c'est le chef de l'*Okhrana* qui a pris l'affaire en mains...

***

Dimanche, 31 décembre.

Le corps de Raspoutine demeure introuvable.

L'Impératrice est affolée de douleur; elle a supplié l'Empereur, qui est à Mohilew, de revenir immédiatement auprès d'elle.

On me confirme que les assassins sont le prince Félix Youssoupow, le grand-duc Dimitry et Pourichkiéwitch. Aucune dame n'aurait assisté au souper. Alors, comment Raspoutine a-t-il été attiré au palais Youssoupow?...

A en juger par le peu que je sais, c'est la présence de Pourichkiéwitch qui confère au drame sa véritable signification, son haut intérêt politique. Le grand-duc Dimitry est un élégant jeune homme de vingt-cinq ans, énergique, fervent patriote, capable de bravoure dans un jour de bataille, mais léger, impulsif et qui me semble s'être inconsidérément fourvoyé dans cette aventure. Le prince Félix Youssoupow, qui a vingt-neuf ans, est doué d'une intelligence vive et de goûts esthétiques; mais son dilettantisme se plait un peu trop aux fantaisies perverses, aux images littéraires du Vice et de la Mort : je crains donc qu'il n'ait vu surtout, dans l'assassinat de Raspoutine, un scénario digne de son auteur préféré, Oscar Wilde. En tout cas, ses instincts, son visage, ses allures, le font ressembler beaucoup plus au héros de *Dorian Gray* qu'à Brutus ou à Lorenzaccio.

Pourichkiéwitch, qui a dépassé la cinquantaine, est au contraire, un homme de doctrine et d'action. Il s'est fait le champion de l'absolutisme orthodoxe. Il soutient, avec autant de véhémence que de talent, la thèse du « Tsar autocrate, envoyé de Dieu. » En 1905, il présidait la fameuse ligue réactionnaire, l'Union du peuple russe, et c'est lui qui a inspiré, dirigé, les terribles *pogroms* contre les Juifs. Sa participation à l'assassinat de Raspoutine éclaire toute la conduite de l'extrême-droite, en ces derniers temps; elle signifie que les partisans de l'autocratisme, se sentant menacés par les folies de l'Impératrice, sont résolus à se défendre malgré l'Empereur et, au besoin, contre lui.

Ce soir, je vais au Théâtre-Marie, où l'on représente *la Belle au bois dormant*, le pittoresque ballet de Tchaïkowsky, avec la Smirnowa.

On ne parle naturellement que du drame d'hier et, comme on ne sait rien de précis, l'imagination russe se donne un libre cours. Les sauts, les pirouettes et les « arabesques » de la Smirnowa ne sont pas plus fantaisistes que les récits qui se colportent dans la salle.

Au premier entr'acte, le comte Nani Mocénigo, conseiller de l'ambassade d'Italie, me dit :

— Eh bien ! monsieur l'ambassadeur, nous voici donc revenus au temps des Borgia !... Le souper d'hier ne vous rappelle-t-il pas le fameux festin d'Imola ?

— L'analogie n'est que lointaine. Il n'y a pas seulement la différence des temps ; il y a surtout la différence des civilisations et des caractères. Par l'astuce et la perfidie, l'attentat d'hier n'est certes pas indigne du satanique César. Mais ce n'est pas le *bellissimo inganno*, comme disait le Valentinois. La magnificence dans la luxure et la scélératesse n'est pas donnée à tout le monde...

***

Lundi, 1er janvier 1917.

Si je n'en dois juger que par les constellations du ciel russe, l'année commence sous de mauvais signes. Je constate partout l'inquiétude et le découragement ; on ne s'intéresse plus à la guerre ; on ne croit plus à la victoire ; on s'attend et l'on se résigne aux pires événements.

Ce matin, je discute avec Pokrowsky le projet de réponse à la note américaine sur nos buts de guerre. Nous cherchons une formule au sujet de la Pologne ; je fais valoir que la reconstitution intégrale de l'État polonais et, par suite, la reprise de la Posnanie à la Prusse sont d'une importance capitale ; nous devons donc affirmer hautement nos desseins. Pokrowsky acquiesce en principe ; il hésite cependant à s'engager, par crainte de donner aux Alliés un droit d'immixtion dans les affaires de Pologne. Je lui objecte en riant :

— Vous avez l'air d'emprunter vos arguments au comte de Nesselrode ou au prince Gortchakof.

Il rit à son tour et me répond :

— Accordez-moi quelques jours encore pour me soustraire à ces influences archaïques.

Puis, redevenu sérieux, il relit à demi-voix le projet que nous venons de discuter et, d'un ton grave, il ajoute :

— C'est fort beau, tout cela. Mais que nous en sommes loin! Voyez donc la réalité présente!...

Je le réconforte de mon mieux, en lui représentant que notre victoire définitive, complète, dépend uniquement de notre endurance et de notre énergie.

Après un grand soupir, il reprend :

— Mais voyez donc ce qui se passe ici!

Par ordre de l'Impératrice, le général Maximowitch, aide de camp général de l'Empereur, a procédé hier à l'arrestation du grand-duc Dimitry, qui demeure confiné dans son palais de la Perspective Newsky, sous la surveillance de la police.

***

Mardi, 2 janvier.

Le corps de Raspoutine a été retrouvé hier dans les glaces de la Petite Newka, au long de l'île Krestowsky, près du palais Bélossielsky.

Jusqu'au dernier instant, l'Impératrice a espéré que « Dieu lui conserverait son consolateur et son unique ami. »

La police ne laisse publier aucun détail sur le drame. D'ailleurs, l'*Okhrana* poursuit ses recherches avec un tel secret que, ce matin encore, le président du Conseil, Trépow, répondait aux questions impatientes du grand-duc Nicolas-Michaïlowitch :

— Je vous jure, monseigneur, que tout se passe en dehors de moi et que je ne sais rien de l'enquête.

En apprenant avant-hier la mort de Raspoutine, le peuple a jubilé. On s'embrassait dans les rues; on allait brûler des cierges à Notre-Dame de Kazan.

Lorsqu'on a su que le grand-duc Dimitry était parmi les assassins, c'est devant les icônes de Saint-Dimitry qu'on s'est pressé pour allumer des cierges.

Le meurtre de Grigory est l'unique sujet de conversation dans les interminables files de femmes qui, sous la neige et le vent, attendent à la porte des boucheries et des épiceries pour la distribution de la viande, du thé, du sucre, etc.

Elles se racontent que Raspoutine a été jeté vivant dans la Newka et elles approùvent, en citant le proverbe! *Sabakyé, sabâtchya smerte!* « A chien, mort de chien!... »

Autre racontar populaire : « Raspoutine respirait encore, quand on l'a jeté sous la glace de la Newka. C'est très important; car, de la sorte, il ne deviendra jamais un saint... » C'est en effet une croyance, dans le peuple russe, que les noyés ne peuvent pas être canonisés.

***

Mercredi, 3 janvier.

Aussitôt retiré de la Newka, le corps de Raspoutine a été mystérieusement conduit à l'Asile des Vétérans de Tchesma, situé à cinq kilomètres en dehors de Pétrograd, sur la route de Tsarskoïé-Sélo.

Après que le professeur Kossorotow eut procédé à l'examen du cadavre et relevé les traces des blessures, on introduisit dans la salle d'autopsie la sœur Akilina, cette jeune religieuse que Raspoutine a connue jadis au couvent d'Okhtaï où il l'exorcisa. Munie d'un ordre de l'Impératrice, elle a procédé, seule avec un infirmier, aux soins de la toilette funèbre. En dehors d'elle, personne n'a été admis auprès du mort : sa femme, ses filles, ses plus ferventes dévotes ont vainement imploré l'autorisation de le voir une dernière fois.

La pieuse Akilina, l'ancienne démoniaque, a passé la moitié de la nuit à laver le corps, embaumer ses plaies, l'habiller de vêtements neufs et le disposer dans le cercueil. Pour finir, elle lui a mis sur la poitrine un crucifix et lui a inséré entre les mains une lettre de l'Impératrice. Voici le texte de cette lettre, tel que je le tiens de Mme T... qui était l'amie du *staretz* et qui est fort liée avec la sœur Akilina :

Mon cher martyr, donne-moi ta bénédiction, afin qu'elle me suive constamment sur le chemin douloureux qui me reste à parcourir ici-bas. Et souviens-toi de nous, là-haut, dans tes saintes prières!

Alexandra.

Le lendemain matin, qui était hier, l'Impératrice et Mme Wyroubow sont venues prier sur la dépouille de leur ami, qu'elles ont couverte de fleurs, d'icônes et de lamentations.

Que de fois, dans mes courses à Tsarskoïé-Sélo, j'ai passé devant l'Asile de Tchesma, ancien château de plaisance édifié par Catherine II et que l'on aperçoit de la route, au travers des arbres! A cette époque de l'année, sous l'aspect hivernal, dans l'immensité de la plaine brumeuse et glacée, le site est d'une tristesse lugubre. C'est bien le décor qu'il fallait pour la scène d'hier. Cette Tsarine et sa pernicieuse compagne en pleurs devant le cadavre tuméfié du *moujik* crapuleux qu'elles ont aimé si follement et que la Russie maudira pendant des siècles, — le grand Dramaturge de l'Histoire a-t-il imaginé beaucoup d'épisodes plus pathétiques?

Vers minuit, le cercueil a été transféré à Tsarskoïé-Sélo, sous la conduite de Mme Golovine et du colonel Loman, puis déposé dans une chapelle du parc impérial.

***

Jeudi, 4 janvier.

Je fais visite à Kokovtsow, dans son appartement correct et méthodique de la Mokhowaïa.

Jamais l'ancien président du Conseil, dont le pessimisme s'est tant de fois vérifié, n'avait encore formulé devant moi des pronostics aussi sombres. Il prévoit, à brève échéance, un drame de palais ou la révolution.

— Depuis fort longtemps, me dit-il, je n'ai vu Sa Majesté. Mais j'ai un ami très intime qui approche fréquemment les souverains et qui a travaillé ces derniers jours avec l'Empereur. Les impressions que m'a rapportées cet ami sont déplorables. L'Impératrice est calme en apparence, mais taciturne et tendue. L'Empereur a la figure creuse, la voix sèche, le regard mauvais; il s'est exprimé d'un ton acerbe sur les membres du Conseil de l'Empire qui, tout en affichant leur attachement à l'autocratisme, se sont permis de lui adresser des remontrances: aussi, a-t-il résolu de changer le président et le vice-président de cette haute assemblée, dont les pouvoirs expirent le 1er-14 janvier, mais qui, normalement, sont toujours maintenus en fonction... L'irritation de l'Empereur envers le Conseil de l'Empire est soigneusement attisée par l'Impératrice, à qui l'on a affirmé que certains membres de l'extrême-droite parlaient de la faire répudier et enfermer dans un couvent... Maintenant, je vais vous confier un secret. Trépow est venu me voir ce

matin pour m'annoncer qu'il ne veut pas porter plus longtemps la responsabilité du pouvoir et qu'il a offert à l'Empereur sa démission de la présidence du Conseil. Vous comprenez si j'ai le droit d'être inquiet !

— Somme toute, dis-je, la crise actuelle se dessine de plus en plus comme un conflit entre l'Empereur et les défenseurs naturels, attitrés de l'autocratisme. Si l'Empereur ne cède pas, vous pensez que nous reverrons la tragédie de Paul Ier ?

— Je le crains.

— Mais les partis de gauche, quelle sera leur attitude ?

— Les partis de gauche, j'entends ceux de la Douma, resteront vraisemblablement étrangers au drame ; ils savent que la suite des événements ne peut que tourner à leur profit et ils attendront. Quant aux masses populaires, c'est autre chose.

— Prévoyez-vous déjà leur entrée en scène ?

— Je ne crois pas que les incidents de la politique courante ou même un drame de palais puissent suffire à soulever le peuple. Mais le soulèvement sera immédiat, s'il y a désastre militaire ou crise de famine.

J'expose alors à Kokovtsow que j'ai l'intention de demander une audience à l'Empereur :

— Je ne pourrai lui parler officiellement que des affaires diplomatiques et militaires. Mais, pour peu que je le sente en confiance, j'essaierai de l'amener sur le terrain de la politique intérieure.

— De grâce, n'hésitez pas à tout lui dire !

— S'il consent à m'écouter, je marcherai à fond. S'il se dérobe, je me bornerai à lui faire comprendre combien je suis inquiet de tout ce qui se passe et que je n'ai pas le droit de lui dire.

— Vous avez peut-être raison. Dans la disposition où est l'Empereur, il ne faut l'aborder qu'avec prudence ; mais, comme je sais qu'il a de l'amitié pour vous, je ne serais pas surpris qu'il se laissât aller devant vous à un peu d'expansion.

Depuis que le grand-duc Dimitry est aux arrêts dans son palais de la Perspective Newsky, ses amis ne sont pas sans inquiétude pour sa sûreté personnelle. Sur la foi de renseignements dont j'ignore la provenance, ils craignent que le ministre de l'Intérieur, Protopopow, n'ait résolu de le faire assassiner par un des policiers préposés à sa garde. La machination, ourdie

par l'*Okhrana*, consisterait à simuler une tentative d'évasion; le policier feindrait d'avoir été menacé par le Grand-Duc et obligé de se défendre par la force des armes.

Afin de parer à tout événement, le président du Conseil, Trépow, a expédié au général Kabalow, gouverneur de Pétrograd, l'ordre d'installer un poste d'infanterie au palais grand-ducal. Désormais, chaque policier est ainsi doublé d'un factionnaire qui le surveille.

* * *

Vendredi, 5 janvier.

Pour dépister les hypothèses et les recherches de la curiosité publique, l'*Okhrana* fait répandre le bruit que le cercueil de Raspoutine a été transporté dans son village de Pokrowskoïé, près de Tobolsk, ou dans un couvent de l'Oural.

En réalité, les obsèques ont été célébrées très secrètement, la nuit dernière, à Tsarskoïé-Sélo.

Le cercueil a été inhumé sous l'iconostase d'une chapelle en construction à la lisière du parc impérial, près d'Alexandrowsk, la chapelle de Saint-Séraphin.

Les seules personnes présentes étaient l'Empereur, l'Impératrice, les quatre jeunes Grandes-Duchesses, Protopopow, Mme Wyroubow, les colonels Loman et Maltzew, enfin, comme officiant, le P. Wassiliew, archiprêtre de la Cour.

L'Impératrice s'est fait remettre la chemise ensanglantée du « martyr Grigory, » et la garde pieusement, comme une relique, comme un *palladium*, d'où dépend le sort de la dynastie.

Ce même soir, un grand industriel, Bogdanow, offrait chez lui un dîner auquel assistaient un membre de la famille impériale, le prince Gabriel-Constantinowitch, plusieurs officiers dont le comte Kapnist, aide de camp du ministre de la Guerre, un membre du Conseil de l'Empire, Osérow, et quelques représentants de la haute finance, dont Poutilow.

Pendant le repas, qui était fort animé, on n'a parlé que de la situation intérieure. Le champagne aidant, on l'a dépeinte sous les couleurs les plus noires, avec cette outrance de pessimisme où se complaît l'imagination russe.

S'adressant au prince Gabriel, Osérow et Poutilow ont exposé que, à leur avis, le seul moyen de sauver la dynastie

régnante et le régime monarchique est de réunir tous les membres de la famille impériale, les chefs de parti au Conseil de l'Empire et à la Douma, ainsi que des représentants de la noblesse et de l'armée, pour déclarer solennellement l'Empereur affaibli, inférieur à sa tâche, incapable de régner plus longtemps et de proclamer l'avènement du Césaréwitch, sous la régence d'un Grand-Duc.

Loin de protester, le prince Gabriel s'est borné à formuler quelques objections d'ordre pratique ; il a promis néanmoins de rapporter à ses oncles et cousins ce qu'on venait de lui dire.

La soirée s'est terminée par un toast « à un Tsar intelligent conscient de ses devoirs et digne de son peuple ! »

L'Empereur a refusé la démission de Trépow, sans un mot d'explication.

Au cours de la soirée, j'apprends que l'on est fort ému, fort agité, dans la famille des Romanow.

Plusieurs Grands-Ducs, parmi lesquels on me cite les trois fils de la grande-duchesse Marie-Pavlowna, Cyrille, Boris et André, ne parlent de rien moins que de sauver le tsarisme par un changement de règne. Avec le concours de quatre régiments de la Garde, dont le loyalisme serait déjà ébranlé, on marcherait de nuit sur Tsarskoïé-Sélo ; on s'emparerait des souverains ; on démontrerait à l'Empereur la nécessité d'abdiquer ; on enfermerait l'Impératrice dans un couvent ; puis on proclamerait l'avènement du Césaréwitch Alexis, sous la régence du grand-duc Nicolas-Nicolaïéwitch.

Les promoteurs de cette idée estiment que le grand-duc Dimitry, par sa coopération à l'assassinat de Raspoutine, est tout désigné pour diriger le complot et entraîner les troupes. Ses cousins, Cyrille et André-Wladimirowitch, sont allés le voir dans son palais de la Perspective Newsky et l'ont incité, de toutes leurs forces, « à poursuivre jusqu'au bout son œuvre de salut national. » Après un long débat de conscience, Dimitry-Pavlowitch a définitivement refusé « de porter la main sur l'Empereur ; » son dernier mot fut : « Je ne violerai pas mon serment de fidélité. »

Les troupes de la Garde, au sein desquelles les organisateurs se sont déjà créé des intelligences, sont le régiment Pavlowsky, caserné au Champ-de-Mars, le régiment Préobrajensky, caserné

près du Palais d'hiver, le régiment Ismaïlowsky, caserné près du canal Obvodny, les cosaques de la Garde, casernés derrière le couvent de Saint-Alexandre-Newsky; enfin, un escadron du régiment des hussards de l'Empereur, en garnison à Tsarskoïé-Sélo.

Le travail qui s'est fait dans les casernes a été presque aussitôt connu par l'*Okhrana*. Biéletzky a été chargé d'ouvrir une enquête, conjointement avec celle qu'il poursuit sur l'assassinat de Raspoutine; il a, comme principal collaborateur dans ses recherches, le colonel de gendarmerie Newdakow, chef de la Sûreté de l'Empereur, qui a récemment succédé au général Spiridowitch.

*
* *

Samedi, 6 janvier.

Les versions les plus contradictoires et les plus folles continuent à circuler sur l'assassinat de Raspoutine. Le mystère est d'autant plus profond que, dès la première heure, l'ancien directeur du Département de la police, le fameux Biéletzky, aujourd'hui sénateur, a été chargé par l'Impératrice de conduire personnellement l'instruction; il s'est mis à l'œuvre aussitôt avec le général de gendarmerie Globatchew, chef de l'*Okhrana*, et son habile sous-chef, le colonel Kirpitchnikow. En exigeant que tous les pouvoirs de l'*Okhrana* fussent concentrés dans les mains de Biéletzky pour la conduite de l'enquête, la Tsarine a répété avec force : « Je n'ai confiance qu'en lui ; je ne croirai que ce qu'il m'affirmera, lui et lui seul... »

Par deux voies différentes, dont l'une très intime, j'ai obtenu un ensemble de renseignements qui me permettent de reconstituer les phases principales de l'assassinat. On m'affirme que ces détails concordent avec les faits établis actuellement par l'enquête policière.

Le drame s'est accompli dans la nuit du 29 au 30 décembre, au palais du prince Youssoupow, quai de la Moïka, n° 94.

Jusqu'alors, Félix Youssoupow n'avait eu avec Raspoutine que de vagues relations. Pour l'attirer dans sa demeure, il a usé d'un stratagème peu élégant. Le 28 décembre, il s'est rendu chez le *staretz* et lui a dit :

— Ma femme, qui est arrivée hier de Crimée, a un désir fou de te connaître. Et elle voudrait te voir tout-à-fait dans

l'intimité pour causer tranquillement avec toi. Ne veux-tu pas venir prendre le thé demain soir à la maison? Tu viendrais un peu tard, vers onze heures et demie; car nous avons ma belle-mère à dîner; mais elle sera certainement partie à cette heure-là.

L'idée d'entrer en rapports avec la très jolie princesse Irène, fille du grand-duc Alexandre-Michaïlowitch et nièce de l'Empereur, a tout de suite aguiché Raspoutine, qui a promis de venir. D'ailleurs, contrairement à l'assertion de Youssoupow, la princesse Irène se trouvait encore en Crimée.

Le lendemain, 29 décembre, vers 11 heures, tous les conjurés se sont réunis au palais Youssoupow, dans un des salons du premier étage où un souper était servi. Le prince Félix avait ainsi autour de lui le grand-duc Dimitry, le député à la Douma Pourichkiéwitch, le capitaine Soukhotine et un médecin polonais, le docteur Stanislas de Lazovert, préposé à l'un des grands services sanitaires de l'armée. Quoi que l'on ait raconté, il n'y a eu ce soir-là aucune orgie au palais Youssoupow; aucune femme, ni la princesse R..., ni Mme D..., ni la comtesse P..., ni la danseuse Karally n'assistaient à la réunion.

A onze heures et quart, le prince Félix s'est fait conduire en automobile chez Raspoutine, qui demeure rue Gorokhowaïa, n° 68, à deux kilomètres environ de la Moïka.

Youssoupow gravit à tâtons l'escalier de Raspoutine: car les lumières de l'immeuble sont éteintes et la nuit est des plus sombres. Dans cette obscurité, il ne se reconnaît plus. A l'instant de sonner, il craint de s'être trompé de porte et même d'étage. Alors il prononce mentalement : « Si je me trompe, c'est que le sort est contre moi et que Raspoutine doit vivre. »

Il sonne. C'est Raspoutine lui-même qui ouvre la porte; sa fidèle servante, Dounia, le suit.

— Je viens te chercher, Père, comme c'était convenu, dit Youssoupow; j'ai ma voiture en bas.

Et, dans un élan de cordialité, selon la mode russe, il donne au *staretz* un gros baiser sur la bouche.

L'autre, méfiant par instinct, se récrie d'un ton goguenard:

— Quel baiser tu me donnes-là, petit!... J'espère bien que ce n'est pas le baiser de Judas... Allons, en route! Passe devant!... Adieu, Dounia!

Dix minutes plus tard, c'est-à-dire vers minuit, ils descendent de voiture au palais de la Moïka.

Youssoupow fait entrer son hôte dans un petit appartement du rez-de-chaussée, ayant accès au jardin. Le grand-duc Dimitry, Pourichkiéwitch, le capitaine Soukhotine et le docteur de Lazovert attendent à l'étage supérieur, d'où arrive par instants le bruit d'un gramophone qui exécute des airs de danse. Youssoupow dit à Raspoutine :

— Ma belle-mère est encore là-haut avec quelques jeunes gens de nos amis; mais ils sont tous sur le point de s'en aller. Ma femme viendra nous rejoindre aussitôt après... Asseyons-nous!

Ils s'installent dans de larges fauteuils et parlent d'occultisme, de nécromancie.

Le *staretz* n'a jamais besoin d'être stimulé pour discourir à perte d'haleine sur de pareils sujets. Il est d'ailleurs en verve, ce soir; il a l'œil très vif et semble fort content de lui. Afin d'aborder la jeune princesse Irène avec tous ses moyens de séduction, il a mis son plus beau costume, son costume des grands jours : il porte un large pantalon de velours noir, engagé dans de hautes bottes neuves, une chemise de soie blanche, ornée de broderies bleues, enfin une ceinture de satin noir, chamarrée d'or, qui est un présent de la Tsarine.

Entre les fauteuils où se prélassent Youssoupow et son invité, on a disposé d'avance un guéridon, sur lequel il y a deux assiettes de gâteaux à la crème, une bouteille de marsala et un plateau chargé de six verres. Les gâteaux placés près de Raspoutine ont été empoisonnés avec du cyanure de potassium, fourni par un médecin de l'hôpital Oboukhow, ami du prince Félix. Chacun des trois verres, qui se trouvent à côté de ces gâteaux, contient trois décigrammes de cyanure, dissous dans quelques gouttes d'eau; si faible qu'elle paraisse, la dose est pourtant énorme, puisque la dose de quatre centigrammes est déjà mortelle.

A peine la conversation engagée, Youssoupow remplit nonchalamment un verre de chaque série et prend un gâteau dans l'assiette à portée de sa main.

— Tu ne bois donc pas, Père Grigory? demande-t-il au *staretz*.

— Non, je n'ai pas soif.

L'entretien se poursuit, assez animé, sur les pratiques du spiritisme, de l'envoûtement, de la divination.

Une seconde fois, Youssoupow propose à Raspoutine de boire et de manger. Nouveau refus.

Mais, comme la pendule sonne déjà une heure du matin, Grichka s'énerve tout à coup et, d'un ton grossier, il s'écrie :

— Ah çà ! elle ne descend donc pas, ta femme !... Tu sais que je n'ai pas l'habitude d'attendre. Personne ne se permet de me faire attendre, personne... pas même l'Impératrice.

Sachant comme Raspoutine est prompt à la colère, le prince Félix balbutie doucereusement :

— Si, dans quelques minutes, Irène n'est pas là, j'irai la chercher.

— Tu feras bien ; car je commence à m'embêter ici.

D'un air dégagé mais la gorge étreinte, Youssoupow essaie de renouer la conversation. Soudain, le *staretz* vide son verre. Et, faisant claquer sa langue, il dit :

— Ton marsala est délicieux. J'en boirais bien encore !

D'un geste machinal, Youssoupow emplit, non pas le verre que lui tend Grichka, mais les deux autres verres qui contiennent le reste du cyanure.

Raspoutine saisit l'un et l'absorbe d'un trait. Youssoupow s'attend à voir sa victime défaillir, s'écrouler.

Mais le poison ne produit toujours pas d'effet.

Troisième rasade. Aucun effet non plus.

L'assassin, qui jusque-là s'est montré remarquable de sang-froid et d'aisance, commence à se troubler. Sous le prétexte d'aller chercher la princesse Irène, il sort du salon et monte à l'étage supérieur, afin de consulter ses complices.

Le conciliabule est bref. Pourichkiéwitch se prononce, avec autorité, pour qu'on brusque le dénouement.

— Sinon, déclare-t-il, le gredin va nous échapper. Et comme il est, pour le moins, à demi empoisonné, nous porterons toutes les conséquences de l'assassinat, sans en avoir le profit.

— Mais je n'ai pas de revolver ! reprend Youssoupow.

— Voici le mien ! répond le grand-duc Dimitry.

Youssoupow redescend au rez-de-chaussée, tenant le revolver du Grand-Duc dans sa main gauche, derrière son dos.

— Ma femme est désolée de t'avoir fait attendre, dit-il ; ses invités viennent seulement de partir : elle me suit.

Mais Raspoutine l'écoute à peine ; il marche de long en large, soufflant, éructant. Le cyanure agit.

Youssoupow hésite néanmoins à se servir de son arme. S'il manquait son coup !... Frêle et efféminé comme il est, il craint

d'attaquer en face le robuste *moujik*, qui l'écraserait d'un coup de poing. Pourtant, il n'y a plus une minute à perdre. D'une seconde à l'autre, Raspoutine peut s'apercevoir qu'il est tombé dans un guet-apens, saisir son adversaire à la gorge et se sauver en lui passant sur le corps.

Redevenu parfaitement maître de soi, Youssoupow dit :

— Puisque tu es debout, passons dans la pièce à côté. Je veux te montrer un très beau crucifix italien de la Renaissance, que j'ai acheté récemment.

— Oui, montre-le-moi ; on ne saurait trop regarder l'image de Notre-Seigneur crucifié!

Ils passent dans la pièce voisine.

— Tiens! Regarde, sur cette table, dit Youssoupow; est-ce beau!

Tandis que Raspoutine se penche sur l'effigie sainte, Youssoupow se place à sa gauche et, presque à bout portant, il lui tire deux coups de revolver dans les côtes.

Raspoutine pousse un cri :

— Ah!

Et il s'affaisse tout d'une masse.

Youssoupow s'incline sur le corps, tâte le pouls, examine l'œil en soulevant la paupière et ne constate plus aucun signe de vie. Au bruit de la détonation, les complices d'en haut descendent brusquement. Le grand-duc Dimitry déclare :

— Maintenant, il faut vite le jeter à l'eau... Je vais chercher mon auto.

Ses compagnons remontent à l'étage supérieur, afin de combiner le transport du cadavre.

Une dizaine de minutes plus tard, Youssoupow rentre dans le salon du bas, pour y contempler sa victime. Il recule d'horreur.

Raspoutine est à demi relevé, s'appuyant sur les mains. D'un effort suprême il se redresse, abat sa lourde poigne sur l'épaule de Youssoupow et lui arrache son épaulette, en proférant avec un dernier souffle de voix :

— Misérable!... Demain, tu seras pendu! Car je vais tout dire à l'Impératrice!

Youssoupow se dégage à grand'peine, sort du salon en courant, remonte à l'étage supérieur. Et, blême, couvert de sang, la voix étranglée, il crie à ses complices :

— Il vit encore!... Il m'a parlé!...

Puis il s'effondre, évanoui, sur un canapé. De ses rudes mains, Pourichkiéwitch l'empoigne, le secoue, le relève, lui prend son revolver et l'entraîne, avec les autres conjurés, vers l'appartement du rez-de-chaussée.

Raspoutine n'est déjà plus dans le salon. Il a eu assez d'énergie pour ouvrir la porte qui accède au jardin, et il se traîne sur la neige.

Pourichkiéwitch lui envoie une balle dans la nuque et une dans les reins, tandis que Youssoupow, furieux, hurlant, va chercher un candélabre de bronze et en frappe à coups redoublés le crâne de sa victime.

Il est deux heures et quart du matin.

Au même instant, l'automobile du grand-duc Dimitry arrive devant la petite porte du jardin.

Aidés par un domestique sûr, les conjurés enveloppent Raspoutine dans sa pelisse, lui remettant même ses galoches, afin que nulle pièce à conviction ne reste au palais, et chargent le corps dans l'automobile, où s'installent rapidement le grand-duc Dimitry, le docteur de Lazovert et le capitaine Soukhotine. Puis, sous la conduite de Lazovert, la voiture part à toute vitesse pour l'île Krestowsky.

Le capitaine Soukhotine était venu, la veille, explorer les berges. Sur ses indications, l'automobile s'arrête près d'un petit pont, en aval duquel la vitesse du courant a fait un amas de glaçons, entrecoupé de crevasses. Là, non sans peine, les trois complices transportent leur pesante victime jusqu'au bord d'un trou et l'enfoncent dans l'eau. Mais la difficulté matérielle de l'opération, l'épaisse obscurité de la nuit, les sifflements aigres du vent, la peur d'être surpris, l'impatience d'en finir achèvent d'exaspérer leurs nerfs. Aussi, ne s'aperçoivent-ils pas qu'en poussant le cadavre par les pieds, ils ont fait sauter une de ses galoches, qui est restée ensuite sur la glace; c'est la découverte de cette galoche qui, trois jours plus tard, a révélé à la police le lieu de l'immersion.

Tandis que cette besogne sinistre s'accomplissait à l'île Krestowsky, un incident survenait au palais de la Moïka, où le prince Félix et Pourichkiéwitch, demeurés seuls, s'occupaient hâtivement à effacer les vestiges de l'assassinat.

Quand Raspoutine avait quitté son domicile de la Gorokhowaïa, un agent de l'*Okhrana*, Tikhomirow, qui avait pour

mission habituelle de veiller sur le *staretz,* était venu aussitôt se mettre en faction aux abords du palais Youssoupow. Les préliminaires du drame lui avaient nécessairement échappé.

Mais, s'il n'a pu entendre les premiers coups de revolver qui ont blessé Raspoutine, il a entendu nettement les coups tirés dans le jardin. Commençant à s'inquiéter, il va prévenir en hâte le lieutenant de police du poste voisin. Lorsqu'ils reviennent tous deux, ils voient un automobile sortir du palais Youssoupow et filer, d'une allure folle, vers le Pont bleu.

Le lieutenant de police veut entrer au palais. Mais le majordome du prince, qui le reçoit à la porte, lui dit :

— Ce qui s'est passé ne vous regarde pas. Son Altesse Impériale le grand-duc Dimitry-Pavlowitch le fera savoir demain à qui de droit. Retirez-vous !

Énergique, le lieutenant passe outre. Il trouve dans le vestibule Pourichkiéwitch, qui lui déclare :

— Nous venons de tuer l'homme qui déshonorait la Russie.

— Où est le corps?

— Vous ne le saurez pas. Nous avons juré de garder un secret absolu sur tout ce qui s'est passé.

Le lieutenant revient précipitamment au poste de la Morskaïa et téléphone au colonel Grigoriew, maître de police du 2e district. Une demi-heure s'est à peine écoulée que le général Balk, Préfet de police, le général comte Tatistchew, commandant en chef de la Gendarmerie, le général Globatchew, chef de l'*Okhrana*, enfin le directeur du Département de la police, Wassiliew, arrivent au palais Youssoupow.

***

Dimanche, 7 janvier.

Pokrowsky m'a annoncé hier soir que l'Empereur me recevra aujourd'hui à six heures ; il a ajouté :

— Je vous supplie de lui parler franchement, sans réticence... Vous pouvez nous rendre un tel service !

— Pour peu que l'Empereur veuille m'écouter, je lui dirai tout ce que j'ai sur le cœur. Mais, dans la disposition d'esprit où je sais qu'il est, ma tâche ne sera pas facile.

— Que Dieu vous inspire !

— Encore faudra-t-il qu'*on* offre à Dieu l'occasion de m'inspirer.

Un peu avant six heures, je suis introduit au palais de

Tsarskoïé-Sélo par le maître des cérémonies Téplow, qui m'a accompagné de Pétrograd dans le train impérial. Le prince Dolgoroukow, maréchal de la Cour, et l'aide de camp de service, me reçoivent à la porte du premier salon.

Arrivés dans la bibliothèque qui précède le cabinet de l'Empereur et où l'Éthiopien de garde monte sa faction immuable, nous causons pendant une dizaine de minutes. Nous parlons de la guerre et du très long temps qu'elle durera encore; nous affirmons notre foi dans la victoire finale; nous reconnaissons la nécessité de nous déclarer plus résolus que jamais à abattre la puissance germanique, etc. Mais le ferme langage de mes interlocuteurs est démenti par l'expression morne et inquiète de leur visage, par ce conseil muet que je lis dans leurs yeux : « De grâce, parlez franchement à Sa Majesté! »

L'Éthiopien ouvre la porte.

Dès l'entrée, je suis frappé par l'aspect fatigué de l'Empereur, par sa physionomie tendue et absorbée.

— J'ai prié Votre Majesté de me recevoir, lui dis-je, parce que j'ai toujours trouvé auprès d'Elle beaucoup de réconfort et que j'en ai grand besoin aujourd'hui.

D'une voix sans timbre, que je ne lui connaissais pas, il me répond :

— Je suis toujours obstinément résolu à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire, jusqu'à une victoire décisive et complète. Vous avez lu mon récent *Prikaze* à l'armée?

— Oui, certes, et j'ai admiré l'esprit de confiance, d'inébranlable énergie, que respire ce document. Mais, entre cette affirmation éclatante de votre volonté souveraine et la réalité des faits, quelle distance, quel abîme!

L'Empereür me regarde d'un œil méfiant. Je poursuis :

— Dans ce *Prikaze*, vous proclamez votre inflexible résolution de conquérir Constantinople. Mais comment vos armées y parviendront-elles? N'êtes-vous pas effrayé de ce qui se passe en Roumanie?... Si le recul des troupes russes n'est pas arrêté immédiatement, c'est toute la Moldavie qu'elles devront bientôt évacuer pour se retirer derrière le Pruth ou même le Dniester. Et ne craignez-vous pas, dans ce cas, que l'Allemagne n'organise un Gouvernement provisoire à Bucarest, n'élève sur le trône un autre Hohenzollern et ne fasse la paix avec une Roumanie ainsi reconstituée?

— C'est en effet une éventualité très inquiétante. Aussi, je fais tout le possible pour augmenter l'armée du général Sakharow; mais les difficultés de transport et d'approvisionnement sont énormes. J'espère néanmoins que, dans une dizaine de jours, nous pourrons reprendre l'offensive en Moldavie.

— Ah!... dans une dizaine de jours! Les 31 divisions d'infanterie et les 12 divisions de cavalerie que réclamait le général Sakharow, sont-elles donc déjà en ligne?

Il me répond évasivement :

— Je ne saurais vous dire; je ne me rappelle plus. Mais il a déjà beaucoup de troupes, beaucoup... Et j'en enverrai beaucoup d'autres, beaucoup...

— A bref délai.

— Oui, j'espère.

La conversation se traîne languissamment. Je ne réussis plus à fixer, ni le regard de l'Empereur, ni son attention. Il me semble que nous sommes à mille lieues l'un de l'autre.

Alors, j'emploie le grand argument, que j'ai toujours trouvé si puissant à m'ouvrir les portes de sa pensée : j'invoque la mémoire de son père Alexandre III, dont le portrait préside à notre entretien :

— Vous m'avez dit souvent, Sire, que dans les heures difficiles, vous faisiez appel à votre bien-aimé père et que vous ne l'aviez jamais imploré en vain. Puisse son âme généreuse vous inspirer actuellement! Les circonstances sont si graves!

— Oui, le souvenir de mon père est un grand secours pour moi.

Et, sur cette phrase vague, il laisse de nouveau tomber la conversation.

Je reprends, avec un geste de découragement :

— Je vois, Sire, que je vais sortir de ce cabinet beaucoup plus inquiet que je n'y suis entré. Pour la première fois, je ne me sens pas en contact de pensée avec Votre Majesté.

Il proteste affectueusement :

— Mais vous avez toute ma confiance! Nous avons de tels souvenirs en commun! Et je sais que je peux compter sur votre amitié.

— C'est en raison même de cette amitié que vous me voyez plein de tristesse et d'angoisse; car je ne vous ai confié que la moindre part de mes appréhensions. Il y a un sujet dont l'ambassadeur de France n'a pas le droit de vous parler; vous

devinez lequel. Mais je manquerais à la confiance que vous m'avez toujours témoignée, si je ne vous avouais pas que tous les symptômes qui me frappent depuis quelques semaines, le désarroi que j'observe chez les meilleurs esprits, l'anxiété que je constate chez vos plus fidèles sujets, m'effraient pour l'avenir de la Russie.

— Je sais qu'on s'agite beaucoup dans les salons de Pétrograd.

Et, sans me laisser le temps de relever ces mots, il me demande d'un air détaché :

— Que devient notre ami Ferdinand de Bulgarie ?

Du ton le plus froidement officiel, je réponds :

— Depuis de longs mois, je n'ai rien appris de lui, Sire.

Et je me tais.

Avec sa timidité et sa gaucherie habituelles, l'Empereur ne trouve rien à dire. Un lourd silence pèse sur nous deux. Cependant, il ne me congédie pas, ne voulant pas sans doute que je le quitte sous une impression pénible. Peu à peu, son visage se détend et s'éclaire d'un sourire mélancolique. J'ai pitié de lui et je viens au secours de son mutisme. Sur la table près de laquelle nous sommes assis, j'avise une dizaine de volumes somptueusement reliés au chiffre de Napoléon Ier :

— Votre Majesté a eu pour l'ambassadeur de France une délicate attention, en s'entourant aujourd'hui de ces livres. Napoléon est un grand maitre à consulter dans les circonstances critiques ; c'est l'homme qui a fait le plus de violence au destin.

— Aussi, j'ai un culte pour lui.

Je retiens sur mes lèvres cette réplique : « Oh ! un culte bien platonique ! » Mais l'Empereur se lève et me conduit jusqu'à la porte, en me tenant longtemps la main, dans un geste affectueux. Tandis que le train impérial me ramène à Pétrograd, au travers d'une bourrasque de neige, les souvenirs de cette audience se résument en moi. Les paroles de l'Empereur, ses silences, ses réticences, sa physionomie grave et contractée, son regard insaisissable et lointain, la fermeture de sa pensée tout le vague et l'énigmatique de sa personne, me confirment dans une idée qui me hante depuis quelques mois : c'est que l'Empereur se sent débordé et dominé par les événements, qu'il n'a plus foi dans sa mission ni dans son œuvre ; qu'il a, pour ainsi dire, abdiqué intérieurement ; qu'il est désormais résigné à la catastrophe et prêt au sacrifice. Son dernier *Prikaze* à

l'armée, sa hautaine revendication de la Pologne et de Constantinople, n'auraient donc été, comme je le pressentis d'abord, qu'une sorte de testament politique, une suprême affirmation du rêve glorieux qu'il avait conçu pour la Russie et dont il constate aujourd'hui l'écroulement.

* * *

Lundi, 8 janvier.

Par ordre suprême, le grand-duc Dimitry est envoyé en Perse, à Kaswin, où il sera attaché à l'état-major d'une des armées combattantes. Le prince Félix Youssoupow est relégué dans son domaine du Gouvernement de Koursk (Russie méridionale). Quant à Pourichkiéwitch, le prestige dont il jouit dans les masses rurales, l'ascendant qu'il exerce dans le parti réactionnaire comme l'un des chefs des « Bandes Noires, » ont fait penser à l'Empereur qu'il serait dangereux de le frapper ; il est donc laissé en liberté ; mais, dès le lendemain de l'attentat, il est parti pour le front, où la police militaire le tient en surveillance.

L'idée de supprimer Raspoutine semble être née dans l'esprit de Félix Youssoupow, au milieu de novembre dernier. Il s'en serait ouvert, dès cette époque, à l'un des *leaders* du parti « cadet, » le brillant avocat Basile Maklakow ; mais il pensait alors à faire tuer le *staretz* par des mercenaires et non à opérer lui-même. L'avocat l'aurait sagement détourné de cette procédure : « Les misérables, qui accepteraient de tuer Raspoutine pour de l'argent, n'auraient pas plutôt reçu de vous leurs arrhes qu'ils iraient vous vendre à l'*Okhrana*... » Perplexe, Youssoupow aurait demandé : « Ne peut-on pas trouver des hommes sûrs ? » A quoi Maklakow aurait spirituellement répondu : « J'ignore ; je ne tiens pas bureau d'assassins ! »

C'est à la date précise du 2 décembre que Félix Youssoupow a pris la résolution définitive d'agir en personne.

Ce jour-là, il assistait, dans une loge de face, à la séance publique de la Douma. Pourichkiéwitch venait de monter à la tribune et fulminait son terrible réquisitoire contre « les forces occultes qui déshonorent la Russie. » Quand, devant l'assemblée toute vibrante, l'orateur s'écria : « Debout, messieurs les ministres ! Allez à la *Stavka* ; jetez-vous aux pieds du Tsar ; ayez

le courage de lui dire que le courroux populaire gronde et qu'un obscur *moujik* ne doit pas gouverner plus longtemps la Russie !... » Youssoupow fut secoué d'une violente émotion. Mme P... qui était assise près de lui, le vit aussitôt blêmir et tressauter.

Le lendemain, 3 décembre, il se rendit chez Pourichkiéwitch.

Après lui avoir fait promettre un secret absolu, il lui raconta qu'il s'était lié depuis quelque temps avec Raspoutine, dans le dessein de pénétrer les intrigues qui se tramaient à la cour, et qu'il n'avait reculé devant aucune flagornerie pour capter sa confiance : il y avait merveilleusement réussi, car il venait d'apprendre, par le *staretz* lui-même, que les partisans de la Tsarine s'apprêtaient à déposer Nicolas II, que le Césaréwitch Alexis serait proclamé Empereur sous la régence de sa mère et que le premier acte du nouveau règne serait d'offrir la paix aux Empires germaniques. Puis, voyant son interlocuteur bouleversé par cette révélation, il lui découvrit son projet de tuer Raspoutine et il conclut : « Je voudrais pouvoir compter sur vous, Wladimir-Mitrophanowitch, pour délivrer la Russie de l'épouvantable cauchemar où elle se débat. » Pourichkiéwitch, qui a le cœur chaud et la volonté rapide, acquiesça d'enthousiasme. A l'instant même, ils concertèrent le programme du guet-apens et fixèrent la date du 29 décembre pour l'exécution.

Les délégués de France, d'Angleterre et d'Italie à la conférence des Alliés devraient partir ces jours-ci pour Pétrograd. Buchanan, Carlotti et moi, nous conseillons à nos Gouvernements de retarder leur départ. Inutile de les exposer aux fatigues et aux risques d'un voyage par les mers arctiques, s'ils ne doivent trouver ici qu'un Gouvernement désemparé.

MAURICE PALÉOLOGUE.

(*A suivre.*)

AVANT LE VOYAGE DU PRÉSIDENT

LA QUESTION INDIGÈNE EN ALGÉRIE AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

I

L'importance de notre empire de l'Afrique du Nord a encore grandi du fait de la guerre. Au cours des hostilités, nous avons trouvé un précieux concours militaire et de nombreuses ressources dans nos belles colonies, vaste et magnifique domaine que la Métropole a l'impérieux devoir de développer et de mieux utiliser.

La sécurité autant que la prospérité de notre œuvre coloniale dépendent, dans une large mesure, du sort que nous ferons à la population musulmane; à la veille de la visite que va faire M. Millerand à nos colonies africaines, nous étudierons ici quelques aspects de notre politique algérienne.

LES DIFFÉRENTS RÉGIMES APPLIQUÉS EN ALGÉRIE PAR LA MÉTROPOLE

L'Algérie a été l'école où s'est formée la politique indigène de la France. Dans l'administration d'une population courageuse, attachée à une religion qui lui tient lieu de nationalité, nous devions rencontrer de grandes difficultés, mais l'expérience que nous y avons acquise nous a conduits à Tunis et plus tard à Rabat. On ne saurait donc méconnaitre que l'Algérie est le fondement de notre puissance en Afrique et, en quelque sorte,

dans la Méditerranée. Dès le début, s'inspirant des traditions les plus élevées de son histoire, la France allait réaliser la plus pure des conquêtes, suivant la parole de Chateaubriand, bien que le Gouvernement de Charles X, désireux seulement d'en finir avec le nid de corsaires qu'abritait la Régence d'Alger, n'ait pas compris tout d'abord l'importance du rôle que nous devions être appelés à y remplir. L'Angleterre, plus perspicace, s'opposait jalousement à notre installation; ses hommes d'État prévoyaient l'avenir d'un établissement qui rendrait évidente la faute commise, au XVII[e] siècle, lorsque le Parlement de Charles II avait abandonné Tanger. Et l'on se rappelle qu'il fallut l'énergique et patriotique attitude du ministère Polignac pour passer outre et montrer à Londres ce que notre action avait, au contraire, de bienfaisant, puisque nous assurions la sécurité de la Méditerranée; on aurait pu ajouter que nous apporterions l'ordre et la civilisation en Berbérie.

Cependant on doit attendre jusqu'en 1834 pour que le Gouvernement de Louis-Philippe consacre notre conquête; sur le rapport d'une commission d'études, l'ordonnance du 22 juillet constitue l'administration algérienne avec un gouverneur, sous les ordres du ministère de la Guerre; il a le titre de Gouverneur général des possessions françaises dans le Nord de l'Afrique. La dénomination d'Algérie ne prévaudra que plus tard.

A mesure que s'affermissait notre domination, les colons s'accommodaient de moins en moins du régime militaire. En 1848, la réaction se produit fatalement; le Gouvernement d'alors, dans la plus généreuse des illusions, croyant à une assimilation presque complète de l'Algérie à la France, n'hésite pas à transporter l'organisation métropolitaine sur ce sol africain où ne vivaient encore que quelques milliers d'Européens perdus dans une masse de plusieurs millions d'indigènes. Politique sans mesure qui provoque, sous le Second Empire, la contre-partie; mais il en subsistera une centralisation vers la Métropole dont la colonie sera longtemps victime.

On se rappelle les idées de Napoléon III. Le souverain était revenu d'un voyage de quelques semaines en Algérie, séduit par la majesté des grands chefs arabes et par les spectacles où s'était complu son imagination romantique; il venait, en France, de rendre la liberté à Abd-el-Kader; avec cette générosité qui n'était ni sans grandeur ni, disons-le, sans habileté, il mécon-

naissait, toutefois, les réalités historiques de l'Algérie où n'existaient déjà plus les cadres de la société indigène. On sait qu'à l'encontre des pays voisins, l'Algérie n'a guère possédé d'unité au milieu des dominations étrangères qui l'ont asservie. Dans une lettre, désormais célèbre, au maréchal Pellissier, l'Empereur définissait, assez inconsidérément, le royaume arabe que notre possession était à ses yeux, et afin de sauvegarder, disait-il, la population indigène, il n'hésitait point à assigner aux Européens un périmètre où ceux-ci eussent été comme parqués. Les colons protestèrent ; n'était-ce pas, en effet, aviver et comme organiser la rivalité des deux populations, le plus grand des périls que nous eussions à redouter.

La troisième République devait installer le régime civil, mais c'est encore la politique d'assimilation après la politique de conquête. La grande insurrection de 1871 précipite le régime d'administration directe ; la colonie devient à nouveau le prolongement de la Métropole ; les colons sont, ainsi, récompensés. Cette politique va subsister jusqu'en 1914 ; elle renfermait, toutefois, une lourde erreur initiale : n'était-il pas illogique d'appliquer à l'Algérie, terre d'Afrique, toute la législation française, et rien qu'elle, dans un milieu indigène alors réfractaire à la moindre pénétration, tandis qu'une population étrangère, encore insuffisamment venue à nous, grandissait à vue d'œil ? Pour encourager la colonisation, on exempta la propriété agricole européenne, mais dans une telle mesure que cette politique fiscale fut exploitée contre les colons par ceux qui, dans la Métropole, entendaient protéger les indigènes. On essaya d'y porter remède et on se mit en mesure de développer les libertés coloniales, tout en évitant les déceptions auxquelles pouvait conduire une politique prématurée que redoutaient nombre de bons esprits. Cette évolution débuta en 1891, sous le gouvernement de M Jules Cambon : elle fut le déclin de la politique d'assimilation que l'on appelait alors la politique des rattachements. Mais l'Algérie continuait de relever du ministère de l'Intérieur, la Métropole affirmant sa volonté de ne comprendre, à aucun moment, nos trois départements algériens dans les cadres de l'administration coloniale, tandis que la Tunisie et le Maroc continueraient de relever du ministère des Affaires étrangères. On témoignait là d'une réelle connaissance de l'Afrique du Nord en réservant,

momentanément, à ces pays, un régime différent, bien que quelques-uns de nos intérêts politiques eussent un indéniable caractère de connexité. La colonie allait cependant de plus en plus réclamer son autonomie financière; les idées y avaient fait du chemin depuis 1870 quand on s'y prononçait nettement pour l'assimilation intégrale avec la Métropole.

Et c'est ainsi, en dépit de ces changements de régimes, entre ces sautes de méthodes, que l'Algérie est parvenue à se constituer, nationalité nouvelle, a-t-on dit assez justement. Mais les conditions mêmes de cette formation montrent le soin avec lequel la mère-patrie devra y maintenir une suprématie nettement française.

Peu de contrées offrent, en effet, une telle variété ethnique: les Arabes et les Berbères, que des siècles n'ont pas rapprochés, bien que, dans l'ensemble, on désigne leur groupement sous l'appellation d'arabo-berbère, les israélites, que le décret de 1870 a transformés en citoyens français, puis les étrangers, Espagnols, Italiens, Maltais, etc... Pour tout dire, nous autres Français, nous y sommes en présence de quatre millions et demi de musulmans, chiffre fourni par le recensement de 1921, alors que la population française globale est de six cent mille âmes et que celle qui est dénommée européenne étrangère atteint presque deux cent mille.

Ces chiffres appellent quelques commentaires. Si nous nous reportons au précédent recensement, on constate que la population européenne serait en fléchissement (1): 680 000 en 1913; dans les statistiques de cette époque, l'élément français ne figurait que pour 278 000 âmes, et encore fallait-il remarquer que depuis 1890, sous l'influence de la loi de 1889 qui naturalise automatiquement les étrangers ne se réclamant pas de leur nationalité, les chiffres des éléments de sang purement français ont quelque chose de fictif, puisqu'ils renferment un nombre sans cesse croissant de néo-Français, Espagnols et Italiens pour la plupart. Les chiffres qui nous ont été fournis sur le dernier recensement de 1921 ne permettent pas d'établir le nombre des

(1) Ce phénomène se manifeste dans les campagnes; au lieu d'augmenter de plus de 100 000 âmes par période décennale comme nous le montraient les statistiques précédentes, le gain des Européens n'est plus que de 32.000 au dernier recensement; l'accroissement a trait à la population urbaine et porte également sur les israélites naturalisés qui sont, en somme, des indigènes. La situation mérite de nous préoccuper.

Français purs et celui des néo-Français : c'est un ensemble. Mais si nous nous référons aux recensements antérieurs, on a toute raison de craindre que les Français de France ne soient de plus en plus en minorité. La population française, en effet, a été particulièrement éprouvée par la guerre ; sur 620 000 Français d'Algérie, il est parti aux armées 115 000 hommes et, comme indigènes, 157 000, ces derniers sur plus de quatre millions; on voit la proportion : un cinquième environ de la population française et un trentième de la population indigène. Les pertes ayant été sensiblement les mêmes, 18 000 Français et 19 000 indigènes tués, la colonisation française va cruellement s'en ressentir !

On avait établi, il y a quelques années, sous une forme saisissante, que l'augmentation de la population française ne progressait que de 3 000 âmes par an, tandis que les étrangers (1) augmentaient de 6 000 et les indigènes de 60 000; en 1906 on calculait que, vers 1920, le corps électoral de la colonie serait en majorité formé par les néo-Français, les Algériens, ainsi qu'ils se désignent eux-mêmes avec le légitime orgueil d'un jeune peuple formé à travers toutes les difficultés d'une colonie naissante. Enfin, pour caractériser la population européenne d'Algérie, ajoutons que le particularisme de certains néo-Français, notamment en Oranie où le sang espagnol est prédominant, n'est pas sans influencer nos compatriotes eux-mêmes soit par suite des alliances de familles, soit par l'intensité des sentiments ; c'est ainsi que, dans cette partie de l'Algérie, notre politique à l'égard des indigènes pourrait être contrariée, si nous n'y veillions, par une sorte de fanatisme atavique.

En tout cas, persuadons-nous qu'il n'est pas au monde une seule colonie, non pas, bien entendu, d'exploitation, mais de peuplement, où l'élément européen soit en si faible proportion : en 1906, 87 à 88 indigènes en face de 12 à 13 Européens : ce rapport n'a pas dû changer sensiblement, s'il ne s'est accusé en faveur des indigènes, car ceux-ci sont encore plus prolifiques que les Espagnols et Italiens, venus faire souche dans le pays : aussi voit-on, tout de suite, le péril, si des luttes s'établissaient entre ces deux groupements composés l'un de néo-Français, auxquels se joindraient par la force même des sentiments les étran-

(1) V. Demontès, *le Peuple algérien, Essai de démographie algérienne*. Alger, 1906.

gers, Espagnols, Italiens Maltais, et l'autre formé par le bloc islamique de la population indigène musulmane.

LE PROBLÈME INDIGÈNE ET LA LOI DE 1919 SUR L'ACCESSION DES INDIGÈNES AUX DROITS POLITIQUES

Après tout ce qui en a été écrit, les affaires indigènes d'Algérie sont cependant mal comprises par la Métropole; entrevues dans le prisme d'un orientalisme fantaisiste, elles ont été déformées et, avant la guerre, on les avait compliquées à souhait. Mais voici que, dans la colonie, se présentent trop de graves problèmes pour que nous n'ayons à pas délaisser la méthode précaire d'un sentimentalisme erroné.

Le problème indigène mérite d'être étudié de près. A la faveur d'une loi préparée durant les hostilités, votée au lendemain de l'armistice, des politiciens des partis les plus extrêmes, communistes ou bolchévisants ont pénétré sur le terrain africain et s'efforcent de l'exploiter pour détruire l'œuvre française. Ceux-ci suggèrent à quelques meneurs des revendications auxquelles la grande masse est encore et heureusement indifférente, ils ont cependant réussi à grouper nombre de leurs coreligionnaires, en excitant leurs ambitions.

Bien qu'il soit encore malaisé de discerner jusqu'à quel point les tendances du particularisme musulman, que nous voyons se manifester un peu partout, évolueront vers un nationalisme de plus en plus épris d'indépendance, il importe de se préoccuper des conséquences qu'un tel mouvement peut avoir dans nos possessions africaines.

Le spectacle que nous offrent les pays islamiques n'est pas, en effet, moins troublant que celui de l'Europe. Leurs dirigeants paraissent avoir puisé dans la guerre des tendances à une sorte de nationalisme de forme xénophobe; jadis, c'était le panislamisme dont l'Allemagne s'était habilement emparé; présentement, les influences partent autant de Moscou que de Berlin en une troublante solidarité.

L'effondrement du grand Empire russe qui, dans une large mesure, contenait l'Asie, a donné naissance au formidable foyer d'infection bolchéviste. D'où la nécessité d'adopter une politique d'expérience, de souplesse, mais aussi de fermeté, vis-à-vis des indigènes africains, en grande partie Berbères et

endurcis par tant de dominations (1), politique d'autant plus nécessaire que tout récemment un de nos compatriotes, qui a l'expérience du pays et de ses populations, écrivait que les djemaas en pays berbère, ou assemblées élues, sont des manières de soviets (2).

Or, la Métropole, ainsi que nous venons de l'indiquer, a toujours montré plus que de l'incertitude chaque fois qu'il s'est agi de définir le régime algérien ; les pouvoirs publics, tiraillés entre des thèses contradictoires, ont aidé à la confusion. Rien n'est plus délicat que d'établir les règles d'une parfaite harmonie entre musulmans et Européens, par endroits si opposés de civilisations. L'esprit indigène procède du Coran et un observateur de passage ne saisit guère ce qu'est la société islamique, avec ses qualités, mais aussi avec ses travers. Gardons-nous de parti pris et n'acceptons pas sans bénéfice d'inventaire ces jugements formulés au lendemain de rapides randonnées par des parlementaires, quelles que soient les facultés d'observation de ces excursionnistes.

Quand on traite de l'évolution des indigènes, il faut s'entendre ; évidemment, la masse n'est plus, en apparence, ce qu'elle était aux débuts de la conquête ; un musulman de 1830 qui reviendrait de nos jours aurait sujet d'être scandalisé ; certaines libertés concédées à la femme musulmane, le costume, l'alimentation, le choqueraient ; mais ne nous méprenons point, en dépit des apparences, l'indigène demeure encore figé dans son Coran.

Quelques-uns des dirigeants du parti indigène exploitent cet attachement, ne se faisant pas faute d'en user pour leurs fins politiques ; récemment, le conseil général d'Alger fut obligé d'annuler l'élection de l'un des conseillers municipaux indigènes dont la campagne avait révélé des procédés que l'on compara aux prédications d'un véritable marabout fanatique.

Si l'Islam est en voie d'évolution, comme quelques-uns le prétendent, nous le verrons ; pour le moment, il s'agit d'en surveiller les tendances nouvelles et de guider nos musulmans en les préservant d'une action révolutionnaire qui, en déformant

(1) E.-F. Gautier, *l'Algérie et la Métropole*. Paris, A. Colin, 1918.

(2) *Qu'est-ce que la politique musulmane?* par un Africain. La Renaissance, Paris, 11 décembre 1920. L'auteur est l'un de nos fonctionnaires les plus distingués du Nord de l'Afrique.

leurs aspirations ou leurs besoins, travaille à compromettre l'avenir français en Afrique.

Dans la *Revue* (1) on faisait récemment remarquer, très justement, qu'il était inutile de vouloir assimiler ces hommes et tenter de les ranger à nos conceptions que repoussent leurs croyances. Pourquoi chercher à les faire pénétrer dans notre cité, puisque leur fidélité à des croyances lointaines de notre civilisation les rendrait malhabiles, pour le moins, à exercer les droits que nous leurs conférerions ; ce serait le plus sûr moyen de grossir la phalange, déjà nombreuse, des déclassés.

Présentement, des Indes à l'Afrique du Nord, une même fermentation, frottée de bolchévisme, travaille les esprits ; pouvons-nous espérer que nos populations échappent à ce trouble? La Tunisie y est la plus exposée : sa position géographique, les liens de sa bourgeoisie avec Stamboul, le reflet du panislamisme, celui de la politique germano-turque aident les manœuvres de nos ennemis. Le mouvement devait, forcément, gagner l'Algérie ; il a même pénétré, dans une certaine mesure, au Maroc. Il convient donc de faire le départ entre les fallacieuses revendications de soi-disants « Jeunes Algériens » ou autres et les besoins de la masse qui réclame, si justement, plus d'égalité fiscale, plus de bien-être, plus de sécurité dans les campagnes et une instruction mieux adaptée à ses besoins.

Aussi l'étude impartiale de la loi de 1919 sera-t-elle un enseignement. L'idée qui présida à son élaboration est à l'honneur de la France par la générosité de l'intention ; convenons, cependant, que le texte aurait gagné à s'inspirer d'une plus exacte connaissance des affaires algériennes. Loin de nous la pensée d'apporter de stériles récriminations ; mais comment ne pas s'élever contre un dispositif qui renferme tant de risques, quand Raymond Aynard, le collaborateur immédiat de M. Jonnart, l'un des gouverneurs les plus remarquables, écrivait, avant la guerre : « Telle est bien, qu'on ne s'y trompe pas, l'arrière-pensée de tous les adversaires de l'administration algérienne (il aurait pu ajouter de la puissance française) : faire de nos sujets, sinon des citoyens, du moins des électeurs, au risque de jeter ce pays dans la paralysie ou dans les convulsions (2). »

(1) *L'Islam et son avenir*, par XX. *Revue des Deux Mondes*, 1er août 1921.

(2) Raymond Aynard, *L'œuvre française en Algérie* (page 175), Paris, 1912, Préface de M. C. Jonnart, ancien gouverneur général de l'Algérie. — Paris, Hachette, 1912.

On se rappelle les campagnes passionnées poursuivies par certains hommes politiques et par quelques brillants écrivains pour l'amélioration du sort de la population indigène d'Algérie et de Tunisie. Ces efforts, parfois peu mesurés, produisirent un effet discutable. A chaque discussion du budget, on assistait aux mêmes joutes oratoires; on entendait les mêmes critiques sur le régime dit de l'indigénat et sur les pouvoirs de l'administration, celle-ci battue en brèche à la grande joie de ceux qui placent leur espoir dans l'affaiblissement de notre autorité.

En 1912, l'établissement de la conscription indigène avança très naturellement la question et le parti des « jeunes Algériens » prit la chose en mains; cet impôt du sang devait leur permettre de réclamer des réformes plus politiques qu'utiles, au sens exact du terme. Pendant la guerre, la cause indigène devint sacrée, car on voyait l'admirable courage de nos beaux régiments d'Afrique. Ainsi se détermina le vote de la loi de 1919. Dès le mois de novembre 1915, le chef du Gouvernement, M. Briand, était pressé par M. Georges Leygues, président de la Commission des Affaires extérieures, à la Chambre, et au Sénat par M. Clemenceau, de faire aboutir, *sans délai*, des réformes jugées urgentes. On se persuadait que la France, pour assurer son empire, ne devait pas recourir aux seules rigueurs de la contrainte ou d'une stricte autorité, mais s'attacher à un régime de sympathie et d'équité qui, loin de mettre en péril la souveraineté de la Métropole, lui assurerait la gratitude confiante des indigènes. En un mot, nous n'entendions conquérir que pour élever et non pour asservir. C'est ainsi que se définissait textuellement le programme inséré dans le rapport de 1918 au Sénat, sur l'accession des indigènes aux droits politiques. Mais de cet apprentissage de l'indigène à la liberté, qui risquerait, si on n'y prenait garde, de s'effectuer au détriment de la France, puisque la mentalité musulmane demeure soumise à l'intransigeance coranique, on n'avait cure. Seuls les députés algériens protestèrent, on les écarta, ils étaient suspects; dans la Métropole on en était encore à la légende de l'hostilité du colon vis-à-vis de l'Arabe.

J'entends bien que le législateur voulait que la France profitât de la force latente constituée par la population indigène. « Faisant appel, en l'organisant, à cette population, il convient de provoquer ses expansions engourdies et, par le développement

de la vie publique, de viser à stimuler l'initiative chez un peuple habitué à obéir à des chefs et à rendre ainsi plus clair et plus saisissant chez lui le sentiment de la solidarité française » (1). Convenons qu'un tel programme et son application réclament une extrême prudence pour éviter le mirage dangereux d'une assimilation prématurée. Aussi, l'émoi fut-il vif parmi la population européenne ; le mécontentement des Algériens devint de l'irritation quand ils apprirent que cette loi, capable, à leurs yeux, de bouleverser le pays, avait été votée au cours de l'une de ces séances parlementaires du matin où seuls quelques dizaines de députés sont présents; aussi un congrès des maires de l'Algérie s'organisa; la motion adoptée, à l'unanimité, par les 246 municipalités représentées fut d'une rare violence, et fit impression à Paris.

La population européenne se ramassait en un bloc; les dernières élections qui ont renouvelé les délégations financières ont accusé cette situation, les intérêts ruraux s'affirmant comme une sorte de grand syndicat de défense agricole, véritable revanche du colon se jugeant lésé par la politique indigène de la Métropole.

Les partis indigènes n'étaient pas plus satisfaits ; au premier rang des déçus étaient les « Jeunes Algériens » qui s'étaient activement remués avant la guerre, alors que leurs « leaders » étaient partis à la conquête de la Métropole. Ils y avaient rangé à leurs idées plusieurs, et non des moindres, de nos hommes politiques en jouant l'indifférence religieuse, sorte d'anticléricalisme musulman. La loi promulguée, il la jugèrent insuffisante; ne leur avait-on pas parlé d'un projet de M. le député Marius Moutet qui, au retour d'une excursion dans la colonie, avait rapporté un programme comportant la naturalisation globale des indigènes musulmans dans leurs statuts personnels, quelque chose comme le fameux décret Crémieux de 1870 en faveur des Israélites algériens? Quant à la grande masse et en particulier celle des combattants rentrant de la guerre, les uns épuisés, les autres mutilés, leur satisfaction était médiocre car ces braves gens n'avaient que faire d'avantages politiques, alors qu'ils soupiraient après des places, des pensions et une meilleure répartition d'impôts. Enfin, l'ensemble des propriétaires indigènes grands

(1) Rapport présenté en 1918 au Sénat sur la loi qui allait être votée en 1919

ou petits manifestèrent leur inquiétude: de même que les colons, ils prévoyaient de dangereuses agitations. L'état d'esprit, disaient-ils, ainsi créé, rendra plus difficile entre les deux groupes de populations cette confiante collaboration qu'il faut, à tout prix, développer et fortifier.

En réalité, comme me le disait une personnalité musulmane d'un esprit des plus sympathiques à la France, on a donné des satisfactions d'ordre électoral qui intéressent peu la masse indigène. Celle-ci, au fond, très utilitaire ne se trouve point satisfaite parce que des ambitions particulières seront servies par de larges élections, avantageuses seulement pour quelques politiciens indigènes. Nos musulmans d'Algérie attendaient des dispositions législatives qui auraient atténué ou réparti avec plus d'équité les diverses charges financières. A vrai dire, la Métropole, une fois de plus, est passée à côté de ce qu'elle avait à faire. Pour servir la cause indigène, il aurait fallu, par exemple, aborder enfin la constitution de la propriété indigène, et poursuivre les opérations de cadastre qui n'ont encore été qu'esquissées et abandonnées, comme dans certaines communes telle que Châteaudun du Rhummel. Mais qui y songea? Puis il y avait toute une série de travaux publics, ceux-ci souvent d'apparence secondaire, et cependant indispensables à la vie indigène (aménagement de sources, de pistes, construction de ponts, etc....)

Assurément, ce ne sont pas les circulaires de la haute administration qui manquent; elles foisonnent, et quand elles ne sont pas contradictoires, elles s'accumulent, inutiles sans conception d'ensemble, sans méthode, tandis que les moyens financiers ont été jusqu'à présent négligés ou insuffisants. Les deux années que vient de traverser l'Algérie ont été mauvaises à cet égard ; souhaitons que l'horizon s'éclaircisse à la suite de l'emprunt que la colonie a été autorisée à contracter.

La loi du 6 février 1919 dite « Loi sur l'accession des indigènes de l'Algérie aux droits politiques » est composée de deux titres; le premier confirme les dispositions du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et en facilite le fonctionnement. On sait que, d'après le texte, l'indigène musulman est français (1) et qu'il continue d'être régi par la loi coranique : il peut, toutefois, à charge de se soumettre aux conditions de notre code civil, être admis

(1) Le terme de « sujet » ne résulte d'aucun texte législatif, il passa dans l'usage comme suite à certains jugements de la Cour d'Alger.

aux droits du citoyen français, mais il doit alors abandonner son statut personnel musulman, aussi bien en ce qui concerne le mariage, que le divorce et le droit successoral.

Or, ces différents points sont la base même de la société musulmane issue directement du Coran. Il n'est donc pas surprenant que, sauf d'infimes exceptions, la masse se tienne éloignée de la naturalisation dans les conditions où nous la lui offrons ; à peine mille dossiers de naturalisation sur deux générations indigènes. La loi, tout en maintenant ce régime, simplifie la procédure des demandes : celles-ci, instruites précédemment par l'autorité administrative, le seront désormais par l'autorité judiciaire. Le législateur a entendu éviter les longues formalités imposées aux étrangers, estimant, avec raison, que l'indigène algérien étant déjà Français au titre du sénatus-consulte, il était logique de ne pas le soumettre au même régime que celui des étrangers. Ces dispositions sont, toutefois, de peu d'importance, puisque nous venons de voir le très petit nombre de demandes de naturalisation ; il n'est pas à croire que le nouveau régime modifiera une situation due, en réalité, à l'indéfectible attachement d'une population à sa religion, d'autant que cette sorte de particularisme est fortifié par d'ancestrales habitudes, et ce sont ces dernières qui éloignent les Kabyles de notre naturalisation, bien que ceux-ci soient d'assez tièdes musulmans. En admettant que notre intention soit de contrarier un tel attachement, ce n'est pas un simple texte de loi qui permettrait d'arriver à ces fins discutables.

Quoi qu'il en soit, dans les milieux musulmans les plus cultivés, au sens du Coran, on reconnaît la générosité de nos intentions, mais on ne ménage pas les critiques sur le caractère inopérant de beaucoup de ces réformes, alors que le dernier Parlement les croyait destinées au plus grand succès. C'est ainsi que m'étant entretenu avec quelques notables de la société indigène, j'ai trouvé l'expression d'opinions très nettes. Ils ne m'ont pas caché leurs sentiments. « Vous devriez, me disaient-ils, en substance, comprendre qu'il y a incompatibilité absolue à ce qu'un musulman fidèle à sa religion recherche la qualité de citoyen français avec les obligations qui en découlent. Croyez-nous, aucun musulman digne de ce nom n'acceptera de renoncer à son statut, c'est-à-dire à sa loi religieuse, divine, qui est à prendre tout entière et telle qu'elle est. Ce

dogmatisme est, peut-être, fait pour vous surprendre, ajoutaient-ils, mais notre loi est d'essence divine et votre loi française est purement humaine. Vous ne pouvez, disaient-ils, en manière de conclusion, les considérer à un point de vue d'assimilation, ni même les comparer. »

Cette résistance à la naturalisation française, on la retrouve même chez certains intellectuels indigènes, alors que l'on pourrait croire ceux-ci dégagés de tout scrupule religieux; l'un d'eux me développa le programme que la France devrait adopter pour établir sur de nouvelles bases les cadres de la société indigène ; seule l'instruction pouvant assurer l'évolution de l'indigène, la Métropole reconnaîtrait d'office les droits de citoyens aux titulaires de diplômes acquis dans les Facultés et laisserait à elle-même la masse ignorante qui du reste ne demande rien au point de vue politique. Cette esquisse de programme, pour séduisante qu'elle paraisse, serait de nature à troubler un esprit peu averti, mais, sauf de très rares exceptions, les lettrés indigènes ne sont pas, hélas! encore français de cœur, et il est prématuré qu'ils soient considérés comme tels en droit. La porte de la naturalisation leur a été ouverte, mais ce peu d'empressement à la franchir dévoile une arrière-pensée. Ils veulent être Français « par force, » sans le demander ; ils mettent en avant des scrupules religieux pour justifier une pareille prétention ; ils souhaitent, en somme, quelque chose de semblable à cette loi Delbrück, qui permettrait à nos musulmans d'entrer chez nous sans sortir de chez eux ; la « tare » de la naturalisation serait ainsi voilée aux yeux de leurs coreligionnaires, car ils démontreraient qu'en bons musulmans ils ont cédé à la force, par conséquent plié devant la volonté d'Allah. Et ils pourraient manier, sous le couvert des préceptes du Coran, la masse des indigènes qui se laisse guider, indifféremment, par le bon ou le mauvais berger.

Rapprochons cette profession de foi de la déclaration faite au cours de la dernière session des délégations financières, à Alger, par l'un des délégués musulmans le plus en vue, celui-ci inspiré, à n'en pas douter, par les chefs du nationalisme musulman de l'Inde, de l'Égypte et de la Tunisie. Dans un discours très étudié, ce délégué précisa la nécessité de développer la culture musulmane par un vaste enseignement en langue arabe aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Le panégy-

rique du Coran fait à cette occasion, où ce livre saint était représenté comme le meilleur enseignement de morale, de philosophie et de civilisation, montre l'ardeur d'un nationalisme religieux qui s'exerce à défendre l'indigène de la civilisation occidentale.

Dans la loi de 1919, le titre II qui vise le statut politique des indigènes musulmans algériens, quand ils ne sont pas citoyens français, c'est-à-dire la presque universalité, est extrêmement important, car l'effet de ce dispositif fut immédiat. En voici le texte :

« Les indigènes musulmans algériens qui n'ont pas réclamé la qualité de citoyens français sont représentés dans toutes les assemblées délibérantes de l'Algérie (délégations financières, conseils supérieurs du Gouvernement, conseils généraux, conseils municipaux, commissions municipales, djemaas de douars) par des membres élus siégeant au même titre et avec les mêmes droits que les membres français, sous réserve des dispositions de l'article 2 de la loi organique du 2 août 1875. Dans les assemblées où siègent en même temps les membres indigènes nommés par l'administration, ceux-ci ne peuvent pas être en nombre supérieur aux membres élus.

« Les conseillers municipaux indigènes participent, même s'ils ne sont pas citoyens français, à l'élection des maires et adjoints. »

Ne méconnaissons point la pensée du législateur qui a voulu donner à l'indigène le moyen de s'initier et de participer à la vie politique de la colonie dans les limites où cette participation est utile et demeure compatible avec la sûreté de notre établissement. On verra plus loin ce qui en est réellement et si cette loi répond aux besoins de la population indigène. C'est, en tout cas, la nécessité de maintenir la suprématie française qui a décidé de limiter dans les assemblées le nombre des membres musulmans élus.

Quant aux droits à accorder aux conseillers municipaux indigènes de participer à l'élection des maires, on se rappellera que ce droit exista jadis de 1876 à 1884. Participation équitable, car il est indispensable que le maire représente les intérêts de ses administrés indigènes au même titre que ceux des Européens; or, quantité de communes de plein exercice n'ont pu être constituées et on n'a pu maintenir leur budget qu'en leur

annexant des groupes de populations indigènes plus considérables que le chiffre de la population européenne. Comme ces indigènes font les frais de la majeure partie du budget de la commune, il est juste que les conseillers indigènes concourent au choix du chef de la municipalité. La sollicitude municipale leur sera mieux assurée. Il faudra, cependant, veiller à ce que la majorité française ne soit, parfois, mise en échec par une coalition formée d'une minorité avec les conseillers indigènes; le suffrage universel français serait alors faussé dans l'élection du maire ou de ses adjoints. Cet inconvénient, qu'il est nécessaire de prévenir, ne pouvait néanmoins dispenser d'un article qui est une œuvre d'équité.

Au reste, dans toute cette loi, on constate que judicieusement les deux collèges français et indigène demeurent distincts. Les électeurs indigènes votent entre eux pour leur représentant, mais ils ne concourent à aucune élection française, de même que l'électeur français ne participe à aucune élection indigène.

A la vérité, depuis le décret du 7 avril 1884, certains indigènes étaient déjà investis de l'électorat; ils élisaient leurs représentants aux conseils municipaux, mais ils n'étaient qu'une infime minorité dans la masse; or, quelques mois avant la guerre, en janvier 1914, sous le gouvernement de M. Lutaud, on étendit l'électorat municipal et on augmenta, d'une façon peut-être excessive, le nombre des conseillers indigènes dans les assemblées municipales, les portant du quart au tiers de l'effectif total, soit un minimum de quatre conseillers au lieu de deux et un maximum de douze conseillers au lieu de six; ce premier élargissement du corps électoral indigène était inspiré par l'évolution de la population indigène au cours des trente dernières années.

Prendre la direction de ce mouvement, essayer de l'orienter, fut évidemment la pensée du législateur. Quoi qu'il en soit, la loi et les divers décrets qui en assurent l'application, après avoir confirmé les grandes lignes du décret de janvier 1914 en ce qui a trait au corps électoral, ont singulièrement accru la capacité de l'indigène électeur municipal; celui-ci désormais prendra part à l'élection des conseillers généraux indigènes et à celle des délégués financiers élus au titre indigène, alors que précédemment ces conseillers et ces délégués étaient issus d'un collège électoral trop réduit aux dires des défenseurs de la cause indi-

gène, pour assurer l'éducation politique de nos musulmans.

Tout au plus, le législateur a-t-il limité aux communes de plein exercice les diverses augmentations de droits électoraux, car dans les communes mixtes où se rencontre la majorité des indigènes, il a bien fallu se rendre à l'évidence que l'esprit de ces derniers constituait, pour longtemps encore, un obstacle absolu à l'adoption de si généreux dispositifs. La loi se borne à instaurer l'électorat des Conseils des douars ou « Djemaas, » mais là aussi la réforme est-elle heureuse ? Il est permis d'en douter.

On sait que ce sont ces djemaas, petites assemblées, véritables centres de la vie locale que l'on voit à la base de la société indigène dans toute la Berbérie. En 1895, le Gouverneur (1), pénétré de la nécessité de donner aux indigènes les éléments d'une saine pratique administrative pour leur permettre de discuter leurs affaires, procéda à la réorganisation des djemaas; il aurait même désiré étendre la mesure au bénéfice des groupements indigènes englobés dans les communes de plein exercice, mais il ne fut pas suivi par la Métropole. Le régime s'était néanmoins continué, donnant, sous le contrôle de l'administration, des résultats très satisfaisants. A la tête de chacune de ces assemblées siégeait le cheikh ou caïd, en qualité de président, et dans les plus petites agglomérations, ou « mechtas, » se trouvaient les ouakaffs ou chefs de fractions, sorte de délégués des caïds qui remplissaient un rôle analogue. Tous, auxiliaires de l'Administration, nommés par elle, assuraient le prestige de l'autorité française, puisqu'ils en étaient issus. Ces assemblées, d'une importance primordiale dans la vie rurale de l'indigène dont on connaît l'esprit chicanier, délibéraient, néanmoins, dans une atmosphère de sérénité indispensable à la tranquillité du pays. Si des abus se produisaient, ils étaient aisément réprimés, l'administration étant outillée pour y mettre bon ordre et on évitait, ainsi, toute agitation. Mais voici la loi de 1919 : ce sont les décrets du 6 février et du 5 mars 1919 avec les dispositifs des articles 17 et 18 qui réorganisent le régime ; les djemaas auront à délibérer sur toutes les affaires qui intéressent la propriété indigène en territoire communal et de collectivité, et sur les questions si délicates de jouissance et

(1) Jules Cambon, *loc. cit.*

de répartition des terres collectives de culture et, de ce fait, sur l'examen des réclamations.

Or, le recrutement par voie d'élection du président et des membres de la djemaa, institué par la loi, ne tarda pas à donner les plus fâcheux résultats : la partialité bien connue chez les indigènes s'affirme dans les avis toujours émis en faveur de gens de la fraction à laquelle appartiennent les membres élus; aussi, quels que soient les droits des autres indigènes, ceux-ci sont écartés avec la plus absolue mauvaise foi. Enfin, tous les indigènes inscrits sur les listes électorales étant éligibles, de nombreuses djemaas se trouvent composées, en majorité, d'indigènes qui ne devraient pas avoir place dans une assemblée ayant de telles attributions. Comme l'indigène ne recherche, souvent, l'autorité que pour les avantages qu'il en peut tirer, les avis sont l'objet de déplorables trafics, et l'atmosphère qui entoure les enquêtes conduites en territoires indigènes rend presque impossible la preuve de ces agissements; les tribunaux sont impuissants pour sévir et l'administration est pratiquement désarmée.

Ces abus entraînent de regrettables conséquences : combien de braves indigènes mobilisés trouvèrent, au retour, leurs terres occupées et, grâce à la complicité de ces djemaas, ne purent se faire rendre justice, chose qui eût été impossible sous l'ancien régime !

N'ai-je pas entendu les doléances justifiées d'un indigène désespéré de ne pouvoir obtenir une délibération aux fins d'expulser un individu indûment installé sur son champ? Notre homme, à bout de patience, menaçait d'occuper un autre terrain, d'où, par un juste retour, il prétendait qu'on ne pourrait le faire déguerpir, « puisqu'il était loisible à chacun d'agir suivant son bon plaisir, » s'écriait-il.

Toutes ces conditions ont été, très justement, mises en lumière, au cours de la dernière session des délégations financières à Alger, par M. Vallet, délégué financier du département de Constantine, l'un des hommes qui connaissent le mieux la diversité des questions algériennes.

Comme tout se tient en un rapport étroit dans notre colonie, que la grande majorité de la population indigène est formée d'agriculteurs et de pasteurs et comme la première réforme à accomplir est, sans contredit, celle qui a trait au régime foncier,

on déplore d'autant plus, là aussi, les effets de la loi de 1919. Pour essayer d'y remédier, le gouvernement général à Alger créa récemment, en guise de moyens de fortune, à côté des djemaas élus, des sortes de conseils administratifs, composés de notables choisis par l'administration et auxquels est confiée la tâche dévolue aux anciennes djemaas.

N'oublions point, en effet, que près de 3 000 000 d'hectares d'excellentes terres sont improductives ou mal cultivées en Algérie parce qu'en qualité de terres indivises ou de collectivité, elles ne sont possédées qu'à titre précaire; mais, tandis que l'on espérait les modifications législatives réclamées depuis longtemps par tous les corps élus de la colonie pour sortir de cette situation, voici que, circonstance aggravante, ces terres sont présentement soumises au bon plaisir de ces djemaas, dont nous venons de voir le manque de moralité. On maintient ainsi dans la population indigène plus que du malaise, de l'irritation; et on provoque des revendications qui, souvent, sont à l'origine de bien des attentats.

Enfin la loi de 1919 a nui à la sécurité; on sait à quel point le maintien de celle-ci a été, de tout temps, l'objet des préoccupations de l'administration algérienne. Pour assurer la tranquillité dans un pays qui nous a coûté les plus grands sacrifices, il fallut un long effort de prudence et de fermeté. Ce fut l'honneur du gouvernement général de M. Lutaud, d'y être parvenu, au cours de cette longue guerre. En dépit du peu de troupes dont on disposait, la situation demeura satisfaisante, sauf sur deux ou trois points, comme dans la province de Constantine, à Aïn-Touta, où éclata, en 1916, un assez grave mouvement sur l'origine duquel il y aurait, du reste, beaucoup à dire.

L'émotion fut donc vive dans le personnel de la colonie et chez les propriétaires français aussi bien qu'indigènes, quand on apprit que l'une des conséquences de la loi de 1919 qui n'aurait pas dû surprendre, si on avait réfléchi à quel point le musulman se passionne à posséder un fusil, permettrait à la majorité de la population indigène d'échapper aux règlements qui primitivement avaient sagement limité les possibilités d'achats d'armes. En effet, cette loi qui règle l'accession de nos sujets musulmans aux droits politiques, assimile ceux qui sont inscrits sur les listes électorales, — en fait les neuf dixièmes, — aux citoyens français, pour ce qui a trait aux contraventions et

délits. L'indigène se trouvait ainsi libéré *ipso facto* de toutes formalités pour s'armer, situation qu'allait confirmer une malencontreuse circulaire du précédent Gouverneur, en date du 11 décembre 1919. Les conséquences ne se firent pas attendre dans cette population où le geste est prompt à faire parler la poudre; en quelques mois, le commerce des armuriers devint des plus florissants et la criminalité doubla. Pour compenser cette négligence de rédaction, il fallut que le sous-secrétaire d'État à l'Intérieur (1) demandât au Parlement un amendement établissant une réserve analogue à celle qui avait été prévue pour les délits forestiers. Désormais, les indigènes, électeurs ou non, sont replacés sous le régime de 1851 et soumis à l'obligation de l'autorisation administrative pour se procurer des armes et des munitions. Le 29 octobre 1920, un arrêté du Gouvernement général régularisait enfin la situation accordant un délai de deux mois pour la déclaration en mairie des armes possédées et obtenir l'autorisation réglementaire. Si l'autorisation leur est refusée, un nouveau délai leur est octroyé pour vendre les armes ainsi détenues irrégulièrement à des tiers eux-mêmes autorisés. Toutes ces opérations de régularisation sont en cours, mais il est douteux qu'elles puissent s'effectuer aussi complètement qu'on le souhaite. Le métier d'armurier n'est pas, en effet, sérieusement surveillé; il y a un registre de vente du reste mal tenu, chez la plupart des détaillants, et comme il n'y a pas de registre d'arrivée, on se demande quel est le contrôle. C'est ainsi que dans l'un des départements algériens, à la date du 5 février 1920, on avait appris que de nombreuses commandes avaient été faites à Saint-Étienne, sans que l'on ait avisé pour empêcher la dissémination de ces armes. On s'en consolait en disant que le stock existant après la guerre chez les détaillants était heureusement peu important.

Après avoir montré quelques-unes des conséquences de cette loi, on se demande comment une telle imprévision fut possible et pourquoi la haute administration de la colonie, qui compte tant d'agents distingués et d'expérience, n'introduisit pas, en temps opportun, les réserves utiles. C'est ainsi que le législateur a été insuffisamment éclairé; et, comme dans toutes les entreprises qui tournent mal, personne n'ose plus tirer le moindre

(1) M. Robert David, instruit des affaires algériennes par de longs séjours dans la colonie.

orgueil d'avoir travaillé à l'établissement d'un texte aussi critiqué. La loi attaquée, en effet, par la presse algérienne, ne fut guère défendue que par un timide plaidoyer, inséré dans une revue hebdomadaire illustrée d'Alger où l'on se borna à plaider des circonstances atténuantes en invoquant la part du feu.

En résumé, la situation se présente ainsi :

140 000 électeurs français ou néo-français dans toute l'Algérie, 421 000 électeurs indigènes comme résultat de la loi de 1919, et ce dernier chiffre s'accroîtra automatiquement chaque année : 1° de tous les indigènes ayant satisfait au service militaire ; 2° de ceux nommés à un emploi public ; 3° de ceux ayant acquis, depuis la formation des listes précédentes, la qualité de propriétaires ou fermiers ; 4° de ceux ayant reçu une distinction ou acquis un titre universitaire de degré quelconque, ou mérité une récompense dans un concours agricole ou industriel à la condition qu'ils aient vingt-cinq ans d'âge et deux ans de résidence dans leur commune. Après quatre ans, le chiffre global des électeurs indigènes aura ainsi dépassé le demi-million, et dans un seul département, celui de Constantine, les chiffres sont particulièrement impressionnants : 15 470 électeurs indigènes avant la loi de 1919, 202 904 actuellement.

Il est donc intéressant de constater que, dans ce dernier département, de même qu'à Alger, le mouvement électoral a été parfois anti-français, c'est-à-dire contre la liste que l'on trouvait trop rapprochée de l'idée française. Les candidats venus à nous de tout temps, tel un docteur indigène naturalisé français d'ancienne date qui, tout en demeurant musulman et en se réclamant de notre culture et de notre cause, a épousé une Française, ont été écrasés. Ils furent combattus comme *renégats* ayant abandonné leur statut indigène ; on les jugea trop voisins de nous, mal qualifiés par conséquent, pour faire triompher les âpres revendications d'un programme qui ne tend à rien de moins qu'à amoindrir et peut-être à ruiner la souveraineté française en Algérie. En somme, nulle part, la masse des indigènes n'a donné l'impression qu'elle appréciait un libéralisme qui dépasse son entendement. Sur ces individus, amorphe troupeau, les intrigants ont beau jeu pour exercer leur rôle d'avides profiteurs politiques. Aussi les affaires sont-elles excellentes pour ces exploiteurs que l'on avait déjà vus à l'œuvre lors des récentes élections municipales et au moment

de la reconstitution des djemaas où ils avaient commencé à se faire la main. Le type du courtier électoral indigène est désormais créé au grand dommage, peut-on avancer, de notre colonisation, et nombre de candidats, capitalistes indigènes, ont poussé très loin et du premier coup leur propagande. On les vit, aux dernières élections, avec leurs agents parcourir dans des automobiles rapides leurs circonscriptions, ne négligeant aucun des moyens les plus modernes de réclame. Le jour du scrutin, le troupeau des électeurs rassemblés était amené aux bureaux de vote parfois assez éloignés, présenté aux courtiers; ces derniers, triés sur le volet, beaux parleurs et quelque peu charlatans, comme il convient, très adaptés à leur tâche de maquignons. Les indigènes, bouche bée et tout oreilles, écoutaient la parole, recevant dans une main un irrésistible viatique avec le bulletin de vote préparé, tandis que dans l'autre, on plaçait leur carte d'électeur. La manœuvre ne s'arrêtait pas là : d'autres agents se repassaient les groupes, les accompagnaient jusqu'aux urnes pour déjouer toute supercherie et néanmoins, en dépit de cette vigilance, on vit des électeurs trahir la cause pour laquelle ils avaient été payés en faisant triompher, à la dernière heure, un concurrent plus généreux.

Ailleurs, ce furent les marabouts, lettrés ou tholba qui rédigèrent les bulletins ; on distribua également des manifestes imprimés à Alger prêchant la « revendication des droits et l'émancipation du peuple musulman. »

La corruption a joué son rôle dans cette campagne; à certains endroits, les 9 dixièmes des électeurs ont vendu leurs bulletins; dans quelques localités, on précise le chiffre de 300 000 francs auquel ont atteint certains achats de votes.

Le triomphe fut fêté, la poudre parla, des bandes glorieuses vinrent parcourir les villages français où des bagarres auraient pu se produire sans les mesures prises par les autorités et aussi sans le calme des Européens.

De telles élections firent revenir au jour les déchets de l'administration, anciens khodjas, chaouchs, et autres petits agents congédiés ; tel un notaire indigène révoqué et qui, à l'heure même de son élection, envoya au Préfet du département et à l'Administrateur de sa commune un même télégramme qu'il communiqua, du reste, à tout le monde et qui jette un jour curieux sur la mentalité de ces élus : « Malgré toute mauvaise

volonté, malgré toute mauvaise grâce, malgré toute pression malveillante, malgré tout attentat à la liberté, malgré toute parole manquée et tout manque de conscience et par la seule bonne volonté de mes braves électeurs, suis élu Conseiller général. » Ces reproches venaient mal à propos, car l'administration avait expressément tenu la main à ce que cette consultation fût entourée des plus complètes garanties d'indépendance.

Que devient, dans ces conditions, le prestige indispensable à une nation européenne en terre d'Islam ?

LES PARTIS INDIGÈNES ALGÉRIENS

Après la loi de 1919, examinons les partis indigènes algériens, celui des « Jeunes Algériens » dont nous avons vu le rôle jusque dans la Métropole pour provoquer la loi de 1919, puis celui qui, prenant la suite des « Jeunes Algériens, » s'est placé sur le terrain coranique des revendications indigènes en y ajoutant une tendance marquée au nationalisme, et enfin les « Vieux Turbans, » ainsi que leurs rivaux les désignent par dérision, quand ils ne les appellent pas les « Beni-Oui-Oui » en raison de la fidélité que ceux-ci conservent à notre administration.

Les « Jeunes Algériens » se considèrent comme une élite, mais, tiraillée entre l'Europe et l'Islam, leur évolution qui, pour quelques-uns, les porte vers la libre pensée, les laisse sans grande autorité sur la masse indigène et vis-à-vis de ceux qui, tout au contraire, exploitent la fidélité islamique. Aussi la défaite des « Jeunes Algériens » aux dernières élections a-t-elle été complète; plusieurs sont, cependant, d'apparence sympathique. Comment ne pas être séduit par ces jeunes médecins ou avocats, quelques-uns diplômés à Paris et dont la parole est facile, entraînante ? C'est ainsi qu'on s'explique leur influence auprès de nos hommes politiques peu au courant des choses indigènes. J'en connais qui ont du tact, de l'esprit de mesure et une culture générale. Ce n'est pas chez eux que l'on trouverait, je me l'imagine, des personnalités analogues à ce « Jeune Persan » que je voyais à Téhéran, au lendemain de la Révolution; sa faconde était inépuisable et ses déclarations péremptoires inspirées du plus insupportable orgueil ; ancien élève en pharmacie de Tauris, après de brèves études au Caire, il avait été élu au Parlement de Perse, et s'y comparait volontiers à Robespierre !

De son côté, le parti qui a supplanté les « Jeunes Algériens » est très remuant ; il poursuit la naturalisation des indigènes dans leur statut religieux, la suppression totale des pouvoirs disciplinaires des administrateurs et des juridictions d'exception, l'application du droit commun à tous, sans exception et sans aucune distinction, la représentation au Parlement des indigènes non naturalisés et enfin l'assimilation complète, à égalité de titres, des fonctionnaires indigènes à leurs collègues français, programme cher aux « Jeunes Algériens. » La scission est donc plus apparente que réelle : elle cesserait en face de circonstances nouvelles, par exemple, dans l'intérêt islamique commun.

Il est à peine besoin d'ajouter que si quelques-unes de ces revendications méritent d'être prises en considération, — telles que la représentation des indigènes non naturalisés à un Conseil quelconque de la Métropole, et l'assimilation, dans certains cas, des fonctionnaires indigènes à leurs collègues français, à égalité de titres, — en revanche, les autres ne sauraient être envisagées sans mettre en jeu notre établissement dans l'Afrique du Nord. C'est ainsi que lorsque les dirigeants du parti, pour justifier leurs prétentions à obtenir la qualité de citoyens français, dans le statut indigène, en faveur des musulmans algériens, invoquent le précédent des nègres des quatre communes du Sénégal ou celui des Noirs des Antilles ou celui des Indiens, tous citoyens français, comme on sait, ils feignent d'oublier qu'il n'existe aucune similitude entre la situation de ces différentes parties de notre domaine colonial et celle de l'Algérie. Nos petits établissements en Hindoustan, aux Antilles, ou même les conditions qu'offre le Sénégal, ne peuvent, en effet, être mis en parallèle avec nos possessions de l'Afrique du Nord où l'immense majorité de la population est musulmane et touche aux pays islamiques.

Certains des chefs algériens de ce nouveau parti sont intéressants, tel ce délégué financier indigène de la province d'Oran dont le programme est dominé par l'orthodoxie et par les préjugés musulmans dans ce qu'ils ont de plus étroit. Un long séjour à Paris pour ses études de droit, lui a permis d'acquérir, dit-il, non sans malice, la connaissance de nos incertitudes et de nos faiblesses sans qu'il ait, le moins du monde, été gagné, ajoute-t-il, à notre civilisation et, de fait, l'ancien habitué du quartier latin et des milieux cultivés de la capitale est

retourné, en Algérie, à l'islamisme le plus pur; vêtu suivant le rigorisme commandé par le rôle qu'il s'est tracé, il affiche un profond dédain pour le fez et les vestons modernes des « Jeunes Algériens ». Ajoutons que cet avocat est affilié à la puissante confrérie des Derkaoua, réputée pour son intransigeance et pour son action politique; il y est devenu *moqaddem*, c'est-à-dire intendant, ses convictions lui ayant assuré un prestige mérité. Il est superflu d'ajouter que notre homme n'a jamais envisagé la naturalisation française où il aurait abandonné son statut religieux; personnage avisé, il semble désigné, par son talent, à la défense des revendications musulmanes les plus opposées à notre politique; esprit souple et délié, il ne manque aucune occasion d'affirmer que la France trouvera toujours ses indigènes pour la seconder, car ceux-ci, ajoute-t-il, sont convaincus des profits à retirer de leur collaboration. Tous les espoirs sont justifiés, affirmait-il récemment, puisqu'ils légitimeront et satisferont toutes les ambitions. Parole d'un utilitaire qui a de l'esprit d'avenir et qui ne s'embarrasse pas des mirages de l'idéologie. On retrouve cette même attitude chez d'autres dirigeants de la cause indigène. « Que nous importent les moyens, si nous parvenons à nos fins? » s'écriait une personnalité musulmane au sortir d'une réunion publique tenue à Tlemcen et dont l'assistance avait été soulevée d'enthousiasme par un candidat aux dernières élections législatives, venu faire œuvre de propagande révolutionnaire communiste.

On l'a souvent dit, et nos compatriotes d'Algérie le savent pertinemment, nul n'est plus utilitaire et procédurier que l'indigène. Le plus fanatique a toujours quelque réclamation à présenter; il comprend la commodité de nous combattre avec nos propres armes, presse, réunions, associations, mandats publics. On peut, tant bien que mal, faire endosser au musulman tous les harnais du citoyen moderne, l'envoyer à l'école, à la caserne, à la salle de vote : autre chose est d'en tirer une réelle utilité aussi bien pour lui-même que pour nous (1).

Quant au parti des « vieux Turbans » ou des « Beni-Oui-Oui » que leurs adversaires représentent comme asservis à notre administration, plusieurs sont, cependant, des hommes jeunes, intelligents et énergiques, formant une sorte de parti conser-

(1) Raymond Aynard, *loc. cit.*

vateur. Quelques-uns, chefs d'illustres familles, sont les cadres qui subsistent de cette société indigène disparue sous les efforts de la Métropole vers l'assimilation. D'autres, — et la constatation peut être utile, — ont un esprit nouveau, réaliste; sans aspirations politiques, ils désirent simplement et sincèrement, semble-t-il, collaborer à l'œuvre française algérienne. Ceux qui sont arrivés aux délégations financières, professent un programme plus spécialement économique; ils nous offrent, là, un spectacle du meilleur exemple au milieu de l'agitation créée par les autres partis. A nous de savoir mettre en valeur ces indigènes que j'appellerai volontiers de véritables « jeunes Algériens » au bon sens du terme.

Dans cette phalange, une action gouvernementale avisée trouvera de précieux concours pour la collaboration musulmane. Une telle politique, il ne faut pas tarder à l'entreprendre avec tact, sans imprudence, mais sans faiblesse, si nous ne voulons nous exposer à ne plus trouver qu'une poussière de populations se soulevant au gré de tous les vents.

Donnant leur collaboration aux partis indigènes d'opposition, apparaissent de nombreux déchets de l'administration, adels ou notaires révoqués, caïds prévaricateurs congédiés, qui vont à nos adversaires, jouant leur rôle dans le malaise politique de la colonie. Durant les deux années qui viennent de s'écouler, ils exploitèrent le mécontentement d'une population contrainte à des restrictions dont elle méconnaissait la nécessité. Se produisait-il des erreurs dans le ravitaillement, suite de statistiques erronées, à plus forte raison quelque désordre était-il constaté, immédiatement l'incident était grossi avec un art qui surprendrait, si on ne savait ces gens aux mains d'agitateurs professionnels. Ceux-ci ont été pour une large part dans les difficultés presque insurmontables que rencontra le précédent gouverneur.

Pour compléter cet aperçu des partis indigènes en Algérie, disons quelques mots des « jeunes Tunisiens » qui de la Régence influencent les « jeunes Algériens. »

Le groupement ou plus exactement la création de ce parti tunisien remonte à quelques années avant la guerre; on y retrouve l'Allemagne dont un agent vint alors à Tunis (1)

(1) Probablement un certain Oppenheim dont on suit la trace à la base de toutes les intrigues germaniques dans l'Orient de la Méditerranée et dont nous avons, nous-même, vu l'action durant notre séjour à la légation de Tehéran.

comme instrument de cette politique germano-turque qui encourageait, si elle ne mettait en mouvement, le fameux panislamisme. Reçu dans différents milieux indigènes, cet émissaire rencontra un groupe d'ambitieux qu'il encouragea à fonder un journal sous le titre du *Tunisien* complété peu après par une autre feuille, celle-ci en français, afin de montrer aux esprits candides de la Métropole sous quel joug gémissait la Tunisie; on discerne déjà, à peu de chose près, le plan de la « Tunisie martyre, » pamphlet récemment paru. Quoi qu'il en soit, nombre d'indigènes ne se doutèrent pas, au début, de la manœuvre, d'autant que l'occupation italienne de Tripoli devait échauffer les esprits, fournissant un prétexte pour allier la religion à un début de nationalisme qui déborda sur les « jeunes Algériens. »

La Tunisie aux Tunisiens, proclame-t-on à Tunis; à Alger, on se borne à réclamer pour les musulmans algériens l'accès de la cité française où ils apporteraient leur statut religieux et où ils prétendent que nous n'aurions pas à douter de leur loyalisme; cependant, quand on connaît la nature des liens qui existent entre Tunis et Alger, l'âpreté de ces revendications réagissant les unes sur les autres, la Métropole agira prudemment en observant une extrême vigilance; ne sait-on pas que, lors du séjour du président Wilson à Paris, une démarche fut faite pour essayer de poser les revendications nationalistes des indigènes africains ?

H. DE LA MARTINIÈRE.

(*A suivre.*)

LES AGENTS ROYALISTES EN FRANCE

AU TEMPS DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE

L'AFFAIRE PERLET

IV (1)

LA CORRESPONDANCE ANGLAISE
PERLET A LONDRES

On suppose peut-être que, lorsque Fauche-Borel apprit, vers le 20 avril, par les journaux de Paris, la mort de son neveu, sa foi dans l'influence et la puissance du *Comité* secret fut ébranlée! Point du tout. Fauche était un de ces illusionnés qui chérissent leur chimère et ne veulent pas être détrompés. Perlet, d'ailleurs, adopta un thème audacieux mais acceptable : « il n'a, assure-t-il, jamais vu Vitel, arrêté avant d'avoir atteint Paris et sur une dénonciation très probablement émanée de Londres. S'il avait pu s'aboucher avec le jeune homme, le conseiller, le présenter au *Comité*, le déplorable malheur eût été évité. » Mais Vitel, une fois pris, a « perdu la tête, » et Perlet reproche vertement à Fauche le choix imprudent, pour une mission si délicate, d'un émissaire à ce point étranger aux précautionneuses roueries de la grande intrigue. Pour le coup, Fauche-Borel se fâche; il ne supporte point qu'on l'accuse de légèreté ou de maladresse :

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 janvier et du 15 février.

— « Vous avez la cruauté de me reprocher notre imprudence, riposte-t-il; comment, grand Dieu! avec tout le crédit dont vous n'avez cessé de nous peindre l'étendue, n'avez-vous pas eu celui de faire au moins suspendre une condamnation aussi atroce que révoltante? Vitel ne devait rien faire que par vous et vous n'avez pas trouvé le moyen de lui parler ou de le voir un moment! » Il ne dissimule pas que l'événement a beaucoup amoindri la confiance que le Cabinet britannique plaçait dans la compétence de Perlet et dans l'ascendant de son *Comité* : « Cela, je vous l'avoue, a bien diminué nos espérances; » mais, aussitôt, pour émousser le mauvais effet de ces réprimandes: — « Je sens tout le chagrin que vous avez dû éprouver!... »

Quant à François Fauche, réfugié à Copenhague, d'où il sert d'intermédiaire à la correspondance entre son frère, Mitau et Paris, il a appris, le 25 avril seulement, l'arrestation de Charles Vitel et sa douleur s'épanche, prudemment, en termes commerciaux : — « Je savais déjà le malheur arrivé *à l'une des caisses de bijouterie...* Si vous aviez encore les moyens de la sauver, pourquoi ne pas vous adresser à *notre voisin* (Fauche-Borel) ? Ceci doit vous être possible, puisque vous me dites que, *en payant les droits*, on peut recouvrer *cette caisse...* » Perlet n'y réussit pas, comme on l'a vu, et, malgré leur réel chagrin, les deux frères Fauche n'en poursuivent pas moins la décevante entreprise. Les lettres de Perlet, — par prudence, dit-il, — sont sobres de détails sur la catastrophe du 4 avril et sur ses causes profondes, et l'on commence à démêler dans ses réticences qu'une volonté toute-puissante seule a dirigé la tragique aventure. L'ordre de mort émanait de Bonaparte lui-même. Et voici que, à Londres, les imaginations, sans cesse en travail d'illusions, tirent de ce nouvel aperçu des conclusions favorables. Si le tyran s'est acharné ainsi contre cet enfant sans défense, c'est donc qu'il ne s'illusionne pas sur la fragilité de son pouvoir; il soupçonne l'existence de ce formidable *Comité* qui a juré sa perte; n'osant affronter la lutte avec ce puissant adversaire, il a passé sa rage sur le plus chétif des affiliés. Cet acte d'inutile cruauté est un symptôme de faiblesse. L'Empereur a été « battu » à Eylau : il est perdu; une simple chiquenaude, et il s'effondrera. — C'est à de telles billevesées que se complaisent, au printemps de 1807, l'émigration et le Gouvernement d'Angleterre.

Cependant, depuis la mort de Vitel, l'étrange confiance de

Fauche en son correspondant de Paris étonnait, il faut le dire, bien des gens. Son affection pour Perlet semblait avoir redoublé et il souhaitait que tout son entourage la partageât. Louis XVIII, las des humiliations et de l'isolement de Mitau, venait de débarquer en Angleterre, au grand déplaisir du Cabinet britannique qui toléra cependant le séjour de l'exilé à la condition qu'il ne serait plus que le *Comte de Lille*. Sous ce titre, le Roi s'était provisoirement installé à Gosfield, dans le comté d'Essex : Fauche annonça cette heureuse nouvelle à Perlet : — « L'espérance que le Roi a fondée dans les opérations de votre *Comité* a beaucoup contribué à sa détermination de se rapprocher de vous en affrontant bien des dangers... Dorénavant, tout ce que vous ferez passer sera remis à *Fietta* (Louis XVIII). Je suis chargé de la part de Mr *Courtemer* (d'Avaray) de vous dire qu'il se porte bien et de vous témoigner toute la satisfaction que Fietta conçoit de votre travail et de celui de votre *Comité*. J'aurai, j'espère, à vous faire parvenir, très prochainement, une lettre de la main propre de Fietta. » On aimerait à savoir de quel front l'ignoble mouchard acceptait cet encens et comment il appréciait l'insondable naïveté de son correspondant : en fin de la missive, celui-ci renchérissait encore : — « On aime votre franchise, » affirmait-il, et Perlet, si grisé fût-il du succès de son escobarderie, estima, sans nul doute, que Fauche allait trop loin.

Le policier n'était pas, au surplus, très rassuré. Depuis quelques mois, Fauche, reconnaissant la difficulté d'adresser à « l'ami fidèle » un émissaire assez hardi pour s'exposer aux risques d'un séjour à Paris, et assez important pour mériter l'honneur d'être reçu par le *Comité*, s'était mis en tête de décider Perlet à entreprendre le voyage de Londres; là, du moins, entouré d'amis sûrs, il serait enfin libre de révéler tout ce qu'il tenait secret depuis si longtemps, par méritoire scrupule de prudence. Féru de cette idée, fier de présenter aux ministres du roi d'Angleterre et aux chefs de l'émigration « l'homme admirable » qu'il avait suscité, Fauche-Borel insistait dans chacune de ses lettres, certain que si Perlet acceptait sa proposition, la restauration des Bourbons s'en suivrait sans tarder. — « Vous êtes attendu, » écrivait-il; et il lui conseillait d'amener un secrétaire « pour porter les pièces les plus importantes. » Il exposait que l'on concerterait ensemble les moyens les plus sûrs d'acheminer jusqu'à Paris, le personnage encore non désigné, —

l'un des princes de la famille royale, sans nul doute, — qui prendrait « dans les premiers moments » les rênes du pouvoir, en attendant l'arrivée du Roi lui-même. Et quand Louis XVIII est en Angleterre, l'insistance de Fauche-Borel se fait plus pressante : il a hâte de conduire aux pieds du frère de Louis XVI un si zélé champion de la monarchie légitime. L'auguste prince serait heureux de témoigner à Perlet sa gratitude : il manifeste à tout instant son désir de connaître et de remercier cet auxiliaire précieux. Le comte d'Avaray daigne joindre ses sollicitations à celles de Fauche : — « Le désir du Roi, mande-t-il, serait de voir arriver une personne de confiance dûment autorisée et munie de preuves évidentes. Je profite avec la plus vive satisfaction de cette circonstance, pour répéter à *Bourlac* (Perlet) et à ses amis un nouveau témoignage de la confiance de Louis XVIII et, j'ose ajouter, de mon estime et de mes sentiments personnels. »

C'était trop beau. Perlet se méfiait, et son hésitation était justifiée. Convaincu que Fauche-Borel connaissait à présent la vérité sur l'arrestation et la mort de son neveu, il se demandait avec anxiété si le libraire, assoiffé de vengeance, ne le mystifiait pas à son tour, afin de lui tendre un piège similaire à celui où s'était pris le jeune Vitel. A Paris, Perlet ne craignait rien : en supposant sa fourberie découverte, la toute-puissante protection de Veyrat, du préfet Dubois et de Desmarest, ses instigateurs et ces complices, lui était un sûr garant d'impunité. Mais à Londres, isolé parmi ces émigrés et ces étrangers dont il se jouait effrontément depuis deux ans, comment échapper à tant de colères et de haines accumulées? Et, même si Fauche est encore sa dupe, même si, dans leurs protestations d'amitié, d'estime et de reconnaissance, le Roi et d'Avaray sont sincères, sera-t-il, lui, assez madré et astucieux, pour soutenir le rôle? Il faudra bien qu'il parle, qu'il conte l'origine et la formation de ce fantasmagorique *Comité*; il devra citer des noms. Lesquels? On n'abuse pas des hommes tels que Louis XVIII ou M. Canning, aussi facilement qu'un Fauche-Borel. Il a laissé croire que Fouché leur est acquis : vont-ils, sur ses affirmations, entrer en relations directes avec ce ministre? Quelle catastrophe! Déjà Fauche lui a écrit : — « Si vous pouviez avoir pour appui Fouché, on serait porté ici à prendre en lui la plus grande confiance, parce qu'on lui connaît des moyens, et il pourrait tout attendre

de ce côté. Mais c'est à vous de juger s'il est assez mûr pour être sondé. » Et Perlet a répondu, afin de couper court à ces illusions sur le ministre dont son sort dépend : — « Il y aurait beaucoup de dangers à courir, aucun succès à espérer en cherchant à gagner Fouché! Je vous le dis en mon particulier... Cet homme n'a rien à désirer; il est comblé d'honneurs et de biens et il a une façon de penser qui ne pourrait aller avec nous. Laissons-le de côté et n'en parlons plus; je vous réponds que nous pourrons nous passer de lui. » Tranquille désormais sur Fouché, que d'autres il devra compromettre quand il lui faudra révéler les noms de ses complices imaginaires!

Voilà pourquoi Perlet n'éprouve point de hâte à se rendre à l'invitation de ses correspondants de Londres. Mais comme les lettres qui lui viennent d'Angleterre sont remises par lui à Veyrat, qui les passe à Dubois, lequel les communique à Desmarest pour que celui-ci les soumette à Fouché, ces hauts personnages estiment qu'un séjour de leur agent à la Cour du Prétendant pourra leur fournir des éclaircissements précieux, et Perlet reçoit l'ordre de se mettre en route. S'il regimbe, il perdra tout le bénéfice de sa longue et laborieuse tromperie : il obéit donc; mais il s'attarde en méticuleux préparatifs et en prudentes précautions; on rencontre à son dossier la liste des renseignements qu'il devra se procurer et des commissions dont on le charge : — « Savoir la situation des deux frères (Louis XVIII et le Comte d'Artois) entre eux et respectivement avec les ministres; — les noms des Français qui sont allés en Angleterre depuis quatre ou cinq mois; — quelles sont les idées de l'Angleterre sur la Russie? — que penser du projet de mariage du Comte d'Artois avec la fille du marquis de Buckingham? — Rapports sur les différents ouvrages publiés par Puisaye, d'Antraigues, Dumouriez, l'abbé Delamarre, etc., etc. » On retrouve aussi, parmi les papiers de Perlet, une souche en blanc arrachée au registre des passeports, celle, probablement, du passeport qu'il se dresse à lui-même. Il voyagera sous le nom de *Bourlac;* mais il signera *Charles* ses communications. Les lettres à lui adressées devront être envoyées à M. Bellot, marchand au Havre, et rédigées de telle sorte qu'elles puissent passer pour être celles « d'un prisonnier de guerre écrivant à son beau-frère. » Enfin il quitte Paris, sans entrain, le 17 mars 1808, se dirigeant vers la Hollande où il attendra une occasion de

s'embarquer, bien persuadé qu'il ne sortira pas vivant de la nasse où on le pousse et qu'il en est au dernier exploit de sa carrière; cette extraordinaire expédition devant se terminer, en toute vraisemblance, par un coup de poignard, une balle de pistolet ou la cravate de chanvre de la potence.



Les communications sont lentes entre Paris et Londres, au printemps de 1808. Seize mois auparavant, Napoléon a lancé de Berlin ce fameux décret du Blocus, aggravé, un an plus tard, par le décret de Milan qui met l'Angleterre « au ban du continent. » Toute communication, toute correspondance sont interdites entre les Iles britanniques et l'Europe ; toute marchandise suspecte d'origine anglaise est livrée aux flammes; tout voyageur soupçonné d'avoir séjourné en Angleterre est emprisonné. Reste la contrebande : elle est intense ; par Heligoland, par le Danemark dont les Anglais se sont emparés, par la Hollande et même par les côtes de la Manche, s'effectuent des passages clandestins : il y a des fissures dans le Blocus ; mais quels détours et quels retards ! Pour atteindre Paris, Charles Vitel, par exemple, embarqué à Londres, a dû gagner le petit port Slesvicois de Husum, aller de là à Gothembourg, en Suède, revenir à Hambourg, traverser Hanovre et Francfort, s'arrêter à Neuchâtel et entrer en France muni d'un passeport suisse. Le trajet d'une lettre de Londres à Paris dure quinze jours au moins et ses étapes varient sans cesse. Pourtant les journaux passent le détroit ; on reçoit régulièrement à Londres le *Moniteur* et le *Journal de l'Empire*, huit, dix ou douze jours après la date de leur publication ; les gens eux-mêmes trouvent le moyen d'aborder en France ou d'en sortir ; la preuve est que, presque tous les jours, on en arrête à Boulogne. Quelques-uns transitent par Jersey, se font jeter à la côte par quelque pêcheur et se faufilent en Normandie.

Sauf durant l'éphémère trêve de la paix d'Amiens, la correspondance avec l'Angleterre a toujours été difficile depuis le début de la Révolution. C'est le crime qui, du 18 fructidor jusqu'à 1814, fournit le plus d'accusés aux Commissions militaires. On risque sa vie à introduire en France un écrit venant de Londres ou à sortir de notre pays une missive à destination de l'Angleterre. Comme, dans ce récit de l'intrigue Perlet, il

n'est pourtant question que de lettres échangées d'un côté à l'autre de la Manche, d'envois d'argent, de traites tirées par les banquiers londoniens sur des banquiers de Paris, d'émissaires passant le détroit et parvenant, le plus souvent, à dépister la police, les douaniers et les garde-côtes, on sera peut-être curieux de pénétrer les secrets de cette incessante circulation entre deux pays officiellement fermés l'un à l'autre. Durant quinze ans, la correspondance avec l'Angleterre fut l'occasion de drames sanglants, de poursuites romanesques, de déguisements, de procès, de dénonciations, d'enquêtes policières, de fuites éperdues, de chasses acharnées, de ruses épiques. Elle s'effectuait cependant. Comment?

Au temps de la Terreur et de la chouannerie, les royalistes avaient dû faire preuve d'une singulière fertilité d'imagination pour correspondre, en dépit des draconiennes législations de l'époque, soit avec leurs amis de l'intérieur, soit avec les émigrés.

Cet apprentissage de longue date avait porté ses fruits et, quand fut décrété le Blocus continental, il se trouva un personnel expérimenté, tout prêt à narguer les prohibitions et à entretenir les relations avec la Croisière anglaise qui évoluait jour et nuit en vue des côtes de France. Dans les papiers d'un de ces agents fut découvert, en 1805, un itinéraire détaillé de Paris à Rotterdam, avec désignation de « tous les lieux où l'on exige la présentation des passeports, de ceux où les autorités négligent de les demander, des auberges où l'on peut coucher sans péril, etc. » On y trouva aussi des indications concernant l'usage de la « *boîte de fer* : » c'était un coffret de métal, renfermant les lettres, et que l'on cachait dans les rochers ou dans le sable de la grève; à la nuit, un canot se détachait de la flotte anglaise et venait à la côte; pour éviter aux marins qui le montaient de trop longues recherches, un homme, un fumeur, la pipe aux dents, posté sur la falaise, guidait leurs investigations en tirant de son briquet des étincelles suivant une télégraphie convenue. Le préfet de la Manche fut informé, en 1805, que la correspondance avec Jersey s'effectuait par l'île Chausey au moyen d'une « boîte de fer » ressemblant par sa forme et par la couleur dont elle était peinte, aux pierres saillantes entre lesquelles elle était déposée : « quatre personnes ont parcouru l'île depuis onze heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, ont remué toutes les pierres, sondé tous les

trous, sans rien découvrir. » « Il est vrai, notait ce fonctionnaire, que, sous le nom d'Ile Chausey sont désignés cinquante-deux îlots... ce qui rend les recherches très longues et très difficiles. » Les canots employés à ce service étaient eux-mêmes machinés en prévision d'une visite : l'un d'eux, la *Jungfrau Elisabeth*, comportait des caches pratiquées pour y placer la correspondance, « tellement qu'il eût fallu le mettre en pièces pour la découvrir. » — « On dissimulait quelquefois les papiers jusque dans les avirons percés et préparés pour cet objet. » C'est par de tels moyens que passèrent de France en Angleterre la plupart des lettres dont se composent en partie les quatre-vingts volumes du Fonds Bourbon conservé au ministère des Affaires étrangères. Sans doute la correspondance de Perlet et de Fauche voyagea, elle aussi, par la « boite de fer; » voilà qui explique les lenteurs de la transmission et les longs intervalles entre les successives répliques de cette conversation épistolaire.

Le nombre est grand des ecclésiastiques enrôlés dans la « Correspondance ; » pour se borner à ceux de ces intermédiaires avec lesquels Fauche-Borel fut en relations, on rappellera ici deux noms déjà mentionnés dans ce récit : celui de l'abbé Ratel qui, agent de Brotier, sut disparaître à temps pour échapper à la déportation, et celui de l'abbé Leclerc, dit *Boisvalon*, « l'homme à l'œil vairon, » type accompli du conspirateur obstiné, actif, adroit, discret, entreprenant, et, — par singularité, — désintéressé. On l'a vu, tour à tour, pendant la Terreur, errant dans les bois voisins de Paris, s'improvisant homme de loi pour mieux se déguiser, puis vivant caché rue du Pot-de-fer où Fauche le trouva « si bien instruit de tout ce qui se passait en France » qu'il en conçut quelque soupçon et s'inquiéta, à sa sortie du Temple, de le rencontrer à Munster en Westphalie, guettant les passants.

Ratel, depuis le début du Consulat, s'est fixé aux environs de Boulogne-sur-Mer, dans le château d'une dame de Combremont. Il y commande en maître, ne se cache pas, mène en apparence l'existence oisive et a même installé chez sa complaisante hôtesse une Parisienne, Mlle Sper, royaliste ardente, qui passe pour être sa maîtresse et que les paysans d'alentour surnomment *Belle-Peau*, à cause de son frais visage. De ce confortable asile, Ratel dirige une immense correspondance : l'Angleterre fournit les fonds, sans marchander.

L'abbé Leclerc qui, de son taudis de la rue du Pot-de-fer, n'a cessé d'entretenir, lui aussi, une correspondance très active, de centraliser les rapports de toutes les agences royalistes de France qu'il transmet aux princes proscrits, est, en 1803, appelé à Boulogne par l'abbé Ratel. C'est l'époque où la guerre éclate de nouveau entre la France et l'Angleterre : Bonaparte a conçu le vaste dessein de jeter son armée sur la terre anglaise et le camp de Boulogne s'organise. Le cabinet de Saint-James tient à être bien renseigné : Ratel, par prudence, se fixe à Londres et Leclerc est chargé de toute la correspondance de la côte. Travail éminemment délicat et dangereux, car des patrouilles de gendarmes parcourent incessamment le pays et des policiers, envoyés de Paris, exercent sur la région de Dunkerque à Étaples une surveillance minutieuse. Leclerc se met à la besogne : il n'a, lui, ni château, ni maîtresse; il n'accepte même pas de traitement, ne dépensant rien pour lui-même : il trouve asile chez des amis de la bonne cause, qui l'hébergent volontiers et qu'il n'encombre jamais bien longtemps, étant presque toujours en route, dans une petite berline que conduit son unique secrétaire, un certain Pierre-Marie Pois, dont les pseudonymes sont nombreux autant que pittoresques : *Larose*, *Gaudebert*, *Vieille-Femme*, *Martin*, *la Besace*, *Vieille-Perruque*, etc. Grâce à ces faibles moyens, Leclerc qui, lui-même, se manifeste sous les noms d'emprunt de *Bailly*, de *Godefroid*, de *Lepage*, parvient à fournir l'émigration de rapports égalant en informations précieuses ce Bulletin que, pendant toute la durée de son ministère, Fouché adressera quotidiennement à l'Empereur.

Sur une côte dont les moindres replis étaient occupés par des postes de soldats et où se concentraient toutes les forces de l'armée française, comment Leclerc parvenait-il à poursuivre son espionnage et à entretenir avec l'Angleterre des communications suivies? Il partait dans sa petite berline, ordinairement en compagnie de son secrétaire Pois, dit *Larose*, gagnait Étaples, passait la Canche, l'Authie, la Somme, puis la Bresle, et là, dans le pays d'Eu que n'occupait point la troupe, il entrait en relations avec des pêcheurs besogneux.

Leclerc s'attacha de la sorte Philippe, épicier-pêcheur au Tréport, qui lui-même enrôla deux camarades, nommés Dieppois et Lefort, puis Duponchel, le maître d'école de l'en-

droit. Il leur fournit une lanterne sourde en leur indiquant la manière de l'utiliser : — « on va sur le bord de la mer, la lanterne allumée; on la montre trois fois, de demi-heure en demi-heure, et on la cache : les bateaux anglais qui louvoient non loin du rivage, et qui sont instruits, approchent. » Il leur apprend aussi les signaux anglais : — « un pavillon en berne, hissé et amené trois fois », annonce une communication à prendre la nuit prochaine. Si quelque douanier rôde aux environs, faire le signal de *plus d'espoir* : un feu sur la falaise pendant le jour, une fusée, la nuit. Leclerc exigeait de ses « facteurs » qu'ils lui apportassent un reçu pour chaque paquet remis à la croisière. Pas de reçu, pas de paie. La femme Philippe, malgré sa prodigieuse corpulence, portait à des endroits désignés les lettres reçues : elle recevait 12 francs pour son voyage. Leclerc lui avait bien recommandé, si elle était arrêtée en route, de dire « qu'elle venait de trouver ces papiers sur la côte et qu'elle les portait à la gendarmerie de la ville d'Eu ou de Boulogne. »

Ce conspirateur vagabond, déjà plus que quadragénaire et dénué de tout attrait, exerçait sur les femmes un prestige inexplicable. Que des dévotes, très attachées à la cause des Bourbons, eussent, en raison de son caractère sacré, risqué, pour lui donner asile, la prison ou l'échafaud, voilà qui ne surprend point; mais sa haine fanatique contre Bonaparte et la France révolutionnaire était irrésistiblement communicative, car elle occasionna, — bien involontairement sans doute, les mœurs de Leclerc paraissant avoir été sans reproches, — un esclandre affligeant et qu'il faut mentionner comme un trait singulier des mœurs de l'époque. Au nombre des royalistes chez qui Leclerc séjournait de temps à autre, se trouvait Mme Roussel de Préville, veuve d'un capitaine de vaisseau de la marine royale et comptant parmi les personnes les plus considérées de la société boulonnaise. Mme de Préville avait, entre autres enfants, une fille qui approchait, en 1804, de ses dix-neuf ans. Mlle de Préville était extrêmement jolie, quoique de très petite taille : cheveux et sourcils châtain, yeux bleus, nez aquilin et bien fait, bouche petite, menton rond, visage ovale et légèrement coloré, » ainsi la décrit son signalement. En raison de sa beauté et de sa grâce, on la surnommait *Nymphe*. C'était une enfant adulée; — « de la gaîté, une légèreté extraordinaire,

une folle ingénuité; les bals, les fêtes, le spectacle, la parure l'occupaient exclusivement. » Soit exaltation royaliste, soit amour du roman et de l'aventure, Nymphe s'enthousiasma pour l'œuvre antipatriotique à laquelle Leclerc vouait sa vie; elle lui offrit ses services. Lui, prêt à tout sacrifier au succès de son entreprise, enròla l'enfant dans sa troupe. Sous des prétextes que l'on ne sait pas, mais qui suffirent à leurrer sa mère, Nymphe, travestie en jeune garçon, parcourait, sous le faux nom de *Dubuisson*, les routes du Boulonnais et servait de commissionnaire à la conjuration. Elle recevait les lettres des mains de la femme Philippe, les portait à l'abbé Leclerc, dont, avec quelques autres initiées, elle connaissait toujours la retraite variable, payait les affidés et restait souvent plusieurs jours absente de Boulogne, étendant ses courses, seule ou en compagnie de Pois, dit *Larose*, jusqu'à Dieppe ou Amiens. Un de ses oncles, l'abbé Delaporte, était l'un des agents les plus actifs de la Correspondance et passait fréquemment le détroit pour porter en Angleterre les pièces importantes.

Or, il arriva que, par suite d'une délation ou autrement, la gendarmerie saisit enfin les fils de cette association ténébreuse. Leclerc, traqué, se réfugia à Abbeville, dans la maison d'une dame Denis, petite rue Notre-Dame, où Nymphe trouva également asile. L'épicier du Tréport, Philippe, les vendit à la Police; des gendarmes se présentèrent, une nuit, chez Mme Denis qui, terrifiée, les conduisit elle-même à la cachette recélant les papiers de la Correspondance. La maison était bien machinée, car Nymphe et l'abbé restèrent introuvables. Lui s'éloigna, croit-on, dans la direction de Saint-Omer. La jeune fille regagna tranquillement Boulogne, annonça à sa mère qu'elle était « hors la loi, » mais innocente et qu'elle allait « livrer sa tête. » Stupéfaite, Mme de Préville, jusque-là sans soupçon de l'extravagante conduite de sa fille, la fit reconduire à Abbeville, chez des parents qu'elle avait, en la suppliant de se bien cacher. Mais c'était trop exiger de cette enfant insouciante : dans cette ville où d'adroits policiers, venus de Paris, cherchaient les complices de Leclerc, elle passait sa journée à la fenêtre et parut même deux fois au bal. Mieux conseillée, un jour, elle disparut. Plus d'un an après, on apprit que la Commission militaire siégeant à Rouen avait condamné à la peine de mort les pêcheurs Philippe et Dieppois, l'instituteur Duponchel, Leclerc,

son secrétaire Pois et *Nymphe* de Préville, dite *Dubuisson*, — ces trois derniers par contumace. Leclerc, après un séjour en Angleterre, se fixa à Munster où il tenta de renouer la Correspondance avec ses agents de Paris, et il semble bien qu'il y réussit. Quant à *Nymphe*, ayant traversé seule une partie de l'Europe, dans l'espoir d'atteindre la Russie, elle parvint à s'embarquer pour Londres où elle s'arrêta : le Gouvernement anglais servait à cette condamnée à mort un traitement annuel de 600 francs, dont elle subsistait misérablement. Suivant une note de police, « elle déplorait amèrement son sort. »

Cette digression à travers les mystères de la Correspondance anglaise, ne paraîtra pas, à proprement parler, un hors-d'œuvre, puisqu'elle permet d'apprécier quels obstacles et quelles difficultés s'opposaient à l'échange régulier des communications entre la France et les Iles britanniques. Sans doute, il y avait, aux rigueurs du Blocus, quelques tempéraments exceptionnels ; certains armateurs, moyennant de grosses primes, obtenaient des *licences* très recherchées ; on a l'exemple de négociants trafiquant ouvertement avec l'Angleterre, en dépit des prohibitions générales ; mais leurs navires étaient, à leur arrivée et à leur sortie, sévèrement visités et leurs subrécargues auraient risqué gros en prévariquant de leur privilège. Tout écrit présentant un caractère politique ou rédigé en termes simplement ambigus, ne pouvait donc passer le détroit qu'en fraude et, après la ruine des messageries interlopes de Leclerc, cette contrebande postale se détourna par Jersey et la côte normande ou par le Danemark et la Hollande. C'était cette voie que suivait Perlet.

* * *

A Londres, Fauche remuait donc ciel et terre pour qu'on fit accueil à « son homme : » Perlet était son dernier atout ; si ce personnage, inventé, créé par Fauche, réussissait à empaumer les ministres de George III, s'il était assez habile pour leur inspirer confiance et pour convaincre Louis XVIII de la réalité de son *Comité*, la fortune du libraire était assurée, il serait considéré comme le *deus ex machina* de la Révolution, l'Angleterre et l'émigration n'auraient pas assez d'hosannas pour célébrer sa perspicacité et chanter ses louanges, sans compter que les coffres-forts du Royaume-Uni s'ouvriraient à larges portes pour

lui permettre de continuer l'œuvre si miraculeusement conduite. Voilà pourquoi trépignait-il d'impatience en attendant son ami Perlet et s'évertuait-il à lui ménager une réception digne d'un si bon serviteur de la monarchie légitime.

Le mouchard, on l'a dit, était en route; mais il s'attardait, hésitant encore à poursuivre son chemin, tant il avait peine à se figurer que, surtout après le piège tendu à Vitel, il pût se rencontrer des gens assez naïfs pour prendre au sérieux sa cafardise. Tel était aussi l'avis de ses chefs : — « Si Fauche-Borel ne veut pas tendre un piège à l'agent de Paris en l'attirant à Londres, on ne peut se faire l'idée d'une crédulité si stupide et si obstinée, » notait Desmarest au Bulletin de Police. Ainsi donc, en expédiant Perlet en Angleterre, Dubois, Veyrat, Desmarest et Fouché étaient persuadés qu'il n'en reviendrait pas : c'était bien cette impression qu'emportait Perlet lui-même et qui l'incitait à ne point se hâter. Il avait pris par le plus long. Après dix jours de voyage, il se trouvait à Rotterdam et adressait de là à Desmarest un mot rapide : — « Arrivé ici en très bonne santé, muni d'excellentes recommandations et d'une bonne lettre de crédit... grandes difficultés pour suivre ma route... il m'en coûte beaucoup plus que je ne comptais... j'espère réussir... comptez, monsieur, sur mon zèle et mon dévouement. » Il allait donc s'embarquer, au début d'avril, pour l'Angleterre, et Fauche, pressentant que son cher ami approchait, se préparait à le festoyer et à l'exhiber orgueilleusement, quand lui fut asséné un coup dont il faillit ne pas se relever : l'ordre lui fut signifié de quitter l'Angleterre!

Banni, Fauche-Borel! Pour lui une sentence de déportation était un arrêt de mort. Sous quel ciel, en effet, en quelle terre pourrait-il se réfugier? Le continent tout entier gémissait sous l'étreinte de Bonaparte, ce rival contre lequel le libraire neuchâtelois soutenait depuis tant d'années une lutte de toutes les heures : l'Angleterre, pour prix de ses services, le livrait donc à cet ennemi féroce qui l'avait retenu trente mois prisonnier et ne se consolait pas de l'avoir laissé échapper! Tel fut le thème des imprécations de Fauche, chancelant sous le choc et appelant toutes les foudres du ciel sur les perfides ennemis auteurs de cette disgrâce. On lui conseilla de se taire et de quitter Londres sur le champ, afin d'éviter l'expulsion brutale. Quitter Londres! Au moment précis où Perlet allait paraître! Quel crève-cœur!

Pourtant il comprit que toute résistance serait vaine ; il partit pour Bath, dans l'espoir que le chef de l'Alien-Office se contenterait de cette apparente soumission.

Il s'en contenta, en effet. Le Cabinet britannique, instruit du prochain débarquement de Perlet, soupçonnant toujours une collusion entre cet énigmatique personnage et Fauche-Borel, avait résolu d'éloigner celui-ci pour que l'autre, livré à lui-même sur la scène nouvelle où il devait se produire, fût obligé de jouer son rôle sans souffleur et qu'on pût, par conséquent, plus aisément juger de sa sincérité et de sa droiture. Mais Fauche, désolé de n'être point de la pièce au moment du coup de théâtre, voulait qu'on entendît au moins sa voix à la cantonade : s'il lui était interdit de paraître, il pouvait écrire : il écrivit donc, à Louis XVIII, à Lord Moira, l'ancien ministre, l'un de ses protecteurs, à sir Flint, qui lui avait toujours témoigné de la bienveillance, protestant à tous que sa présence à Londres était indispensable et que le sort de l'Europe se jouait... On lui accorda une permission de séjour d'une décade. Il accourut... Perlet n'était pas arrivé ! On touchait à la seconde quinzaine de mai ; depuis deux mois donc l'agent du *Comité* était en route, et ce retard autorisait les plus angoissantes suppositions. Fauche-Borel dut regagner son exil sans avoir vu « son cher ami, » mais non sans l'avoir recommandé chaleureusement à tous ceux auxquels était réservé ce bonheur ; il annonçait au sous-secrétaire d'État, sir Hammond, la venue de « cet homme brave et loyal » comme un événement « d'une extrême importance dans les circonstances actuelles, » le signalait comme « l'organe d'un parti nombreux et puissant » et suppliait que Son Excellence M. Canning voulût bien recevoir cet ami précieux, représentant l'élite des royalistes de France. De la sorte, il confisquait, d'avance à son profit, une part du succès que ne pouvait manquer de remporter Perlet auprès des autorités du Royaûme-Uni.

Mais Perlet ne paraissait pas. Arrivé le 27 mars à Rotterdam, soit qu'il hésitât encore à poursuivre son voyage, soit qu'il trouvât bon de souffler un peu, momentanément délivré des lourdes chaînes dont il s'était entravé, le 5 juin seulement il prit passage sur une barque hollandaise qui, rompant le blocus, parvint à accoster en pleine mer, après un jour de navigation, un bateau pêcheur anglais sur lequel il continua son voyage.

Il arrivait à Gravesend, en Tamise, le 10 juin, à huit heures du matin.

Deux policemen montent aussitôt à bord et, au nom du roi George, interdisent au Français de mettre le pied sur le sol d'Angleterre. Il doit rester durant dix jours sur l'inconfortable bateau qui l'a amené, sans permission de se procurer les aises de toilette et d'hygiène indispensables après une traversée difficile ; il lui faut vivre de la vie des matelots, couchant dans leur cajute et mangeant à leur cambuse ; le 18 juin, une chaise de poste l'emporte ; le conduit-elle vers la prison de Newgate, en attendant Botany-Bay, ou chez le Roi pour y être traité en plénipotentiaire de distinction ? A six heures du matin, le lendemain, il est à Londres ; reçu avec grands égards par un personnage qui lui dit être messager d'État, il peut « se rafraîchir, » s'habiller convenablement et, dans l'après-midi, il est présenté à Lord Hawkerbury, ministre de l'Intérieur.

Il faut que ce bas policier soit doué d'un solide aplomb pour soutenir à l'improviste la tâche qu'il assume : c'est un pauvre hère, sans éducation, sans manières, sans élégance ; il a l'obséquiosité des malchanceux ; on ne sait pas comment il s'exprime, mais la façon dont il écrit dénote qu'il est sans instruction, sans finesse et sans verve. En présence d'un membre de cette aristocratie anglaise, si hautaine, si exclusive de tout ce qui n'est pas « du monde, » il n'a à formuler que des mensonges, insolents d'invraisemblance ; il doit se poser, malgré sa gaucherie certaine et son embarras, en émissaire choisi et délégué par « d'éminents personnages de la haute société parisienne ; » il y a mille chances pour que la pénétration du Lord ait raison de la fourberie de ce goujat. — Eh bien, non ! C'est le grand seigneur qui est pris au piège, et c'est le goujat qui l'englue. Il commence par se plaindre « amèrement » des mauvais traitements éprouvés depuis son arrivée en Angleterre ; on l'a gardé en surveillance, on l'a privé de voir « ses amis ; » en présence du ministre lui-même, quoique entouré d'égards, il n'est encore qu'un prisonnier. Lord Hawkerbury s'excuse : — « Il y a eu des difficultés inévitables ; l'espèce de gêne dont se plaint le voyageur a simplement pour but d'empêcher que celui-ci parle à quiconque avant d'être admis en la présence de Louis XVIII ; M. Perlet n'a, d'ailleurs, qu'à demander tout ce qui lui sera nécessaire ; des ordres sont donnés pour qu'il reçoive satisfac-

tion. » La conversation s'engage ensuite « familièrement » sur Bonaparte : — « Quels sont ses projets ? demande le ministre ; peut-on connaître les décisions de son Conseil ? » Perlet se lance alors dans un long exposé du caractère autoritaire et sournois de l'Empereur : en habitué des Cours, il déclare que « Bonaparte diffère des autres souverains : il ne communique ses plans à personne, et s'il admet ses ministres et ses maréchaux à lui soumettre leur avis, il prend seul toutes les déterminations. » — « Vous sentez, Mylord, poursuit le mouchard, qu'une pareille manière de gouverner est difficile à connaître et que ceux qui prétendent avoir de pareils secrets sont évidemment des imposteurs. » Lord Hawkerbury le questionne ensuite sur le fameux *Comité* et sur l'influence du parti royaliste en France ; mais ici le policier affecte la discrétion : il y a certaines confidences qu'il doit réserver pour le Roi son maître, insistant cependant sur ce point que le puissant *Comité* dont il est le porte-parole a la certitude du succès, « tant par l'autorité des membres qui le composent que par les mesures de sûreté qui sont prises d'avance : » il importe seulement que le *Comité* soit informé bien exactement « de tout ce que prépare, dans le dessein de détruire l'Empereur et sa puissance, le Gouvernement anglais, afin de combiner une action commune. » Et Perlet ajoute à sa relation : — « Lord Hawkerbury parut content de ce développement. » L'entretien terminé, — il se prolongea durant deux heures, — le Lord reconduisit son visiteur, peu habitué à tant de déférence, jusqu'à la porte extérieure de son appartement en « lui faisant beaucoup d'amitiés. » Il le remit à M. Brooke, le chef de l'Alien-Office, auquel il recommanda de prévenir tous ses désirs. Le jour suivant, Perlet était admis en présence de M. Canning, ministre des Affaires extérieures, avec lequel il causa pendant deux heures encore et qui parut, lui aussi, concevoir une idée tout à fait favorable de son interlocuteur. M. Brooke, en reconduisant l'espion, ne lui cacha pas que son « Son Excellence était tout à fait contente. » Aussi, remarque Perlet, — et ceci est un clair indice de sa platitude d'âme, — depuis ce moment, M. Brooke a été aux petits soins pour moi et m'a fait toutes les politesses *que l'on fait à un homme bien avec les ministres...* »

En attendant que Louis XVIII consentît à le recevoir, Perlet devait rester, sinon prisonnier, du moins reclus : l'Alien-Office

s'était chargé de son logement : sa détention déguisée fut de courte durée : le 22 juin, le comte de la Châtre, représentant accrédité de Louis XVIII auprès de George III, arriva chez Perlet à sept heures du matin et l'invita à monter dans sa voiture. L'audience royale était fixée pour ce jour-là. C'était l'épreuve décisive. Voilà donc le mouchard de Desmarest, le séide de Veyrat, roulant dans un équipage écussonné aux trois fleurs de lys, aux côtés d'un gentilhomme de haut renom et d'antique noblesse, maréchal de camp, grand d'Espagne, chevalier de la Toison d'or, brigadier général dans l'armée anglaise et commodore dans la marine. On voudrait savoir quelle fut, durant le parcours, la conversation du vulgaire Perlet avec ce parfait grand seigneur, réputé pour son tact, sa délicatesse et sa franchise chevaleresque. Comment ce noble Français, si délié, ne discerna-t-il pas à quelque bévue, à un mot malsonnant, à l'exagération même de l'humilité, la trivialité de son compagnon ? Comment n'entrevit-il pas l'impossibilité qu'un tel homme fût ce qu'il prétendait être et le danger de l'introduire chez le monarque exilé, si jalousement protégé par son entourage contre les inconnus et les intrigants ? Celui-ci était porteur de communications flatteuses et l'on était soucieux, avant tout, de nourrir les illusions dont on vivait. Le comte de la Châtre repassa donc Perlet au comte d'Avaray, venu à Londres tout exprès pour conduire au Roi l'émissaire du *Comité* de Paris. Le trajet, jusqu'à Gosfield, dura plus de quatre heures et, en cours de route, d'Avaray, l'homme du dévouement toujours en éveil, ne s'étonna pas, ne soupçonna rien, lui non plus. On arriva au château à onze heures et demie, et l'espion fut aussitôt introduit dans le cabinet royal. Louis XVIII, qui l'attendait impatiemment, se leva à son entrée et s'avança vers lui : c'était là une de ces faveurs que, jadis, à Versailles, bon nombre des plus nobles et des plus intimes serviteurs du souverain n'avaient jamais obtenues. Ignorant tout de l'étiquette, Perlet crut bien faire en se jetant à genoux et en se prosternant, le ventre sur le tapis. Le Roi parut surpris et même « effrayé » de ce cérémonial inusité ; mais il avait hâte de savoir ; il s'assit devant son bureau, désigna à son visiteur un siège « très rapproché du sien, » et la conversation s'engagea.

On parla du « parti puissant » qui s'occupait à Paris de rappeler Sa Majesté sur le trône de ses pères. D'après le récit

tracé par Perlet de cet entretien mémorable, on devine qu'il accumula les banalités sur un ton de basse servilité qu'il estimait du meilleur goût ; on conjecture aussi chez le puriste auquel il s'adressait la surprise que ses féaux partisans ne disposassent pas d'un délégué plus distingué et plus marquant. Mais n'est-ce pas besogne illusoire que tenter de relater cette entrevue dont l'un des interlocuteurs n'a pu que mentir et dont l'autre n'a jamais rien raconté? Il est certain que Perlet dut nommer enfin les membres du chimérique *Comité :* il était venu pour cela et ne pouvait s'en dispenser : on l'entend suppliant Sa Majesté de lui garder là-dessus le plus profond secret et réclamant la promesse d'une discrétion absolue. On éprouve quelque humiliation à penser que le descendant des Bourbons dut prendre l'engagement de ne révéler à personne les confidences mensongères du misérable. Or ce phénomène de fourberie, cet homme, vivant de tromperies et de faux serments, gardait, des prestigieux préjugés abolis, la conviction qu'un roi de France ne peut trahir ses promesses. Et c'est bien cela qui le mit à l'aise : sûr que ses propos ne seraient pas répétés, il dut citer les noms qui lui semblèrent devoir être les plus agréables à l'oreille du Roi, les mieux choisis aussi pour faire valoir « son œuvre » et l'importance de sa médiation.

La note comique est fournie, en ce répugnant épisode, par Fauche-Borel, retenu loin de la capitale, selon l'ordre de l'Alien-Office. On l'avait autorisé à fixer sa résidence à Oxford ; il piétinait sur place à la pensée que son cher ami Perlet, libéré de sa surveillance depuis sa visite au Roi, allait regagner la France avant qu'ils eussent trouvé le moyen et l'occasion de passer ensemble quelques douces heures d'intimité. Certain de la bonne impression produite par l'agent du *Comité* de Paris sur les ministres anglais et sur la Cour de Gosfield, préoccupé de rappeler à tous qu'il était, lui, l'inventeur et le mentor de cet homme étonnant, il choyait par correspondance l'espion et lui témoignait des attentions de mère tendre et cajoleuse. Il l'avait obligé à occuper son appartement, vacant par suite de son exil ; mais il se lamentait de n'être point là pour dorloter celui « qui tenait une si grande place dans son cœur. » — « Si j'avais été chez moi, vous auriez trouvé votre dîner tout chaud, à la même heure. » — « Vous couchez dans ma chambre, dans mon lit, et je ne puis vous voir !... Cela n'est-il pas diabolique ? » Il s'in-

quiète aussi du prochain départ de Perlet. Si la police de Bonaparte, avisée par quelque scélérat, allait lui mettre la main au collet quand il débarquera sur le continent !... — « Que d'angoisses pour moi jusqu'au moment où je vous saurai arrivé ! » — « Si je n'avais pas la satisfaction de vous embrasser, répétez-vous que mon sort est lié au vôtre et que rien au monde ne me séparera plus d'un ami comme vous ! » Perlet s'épanche aussi, en lettres non moins affectueuses ; il confie ses tristesses et ses déboires ; il a vu le Roi, mais n'a reçu, ni à Gosfield, ni chez les ministres, l'accueil « auquel il était en droit de s'attendre. » Et Fauche le console : — « Votre lettre, mon excellent ami, me fend le cœur ; de grâce, prenez courage. Le principal de votre voyage est rempli : vous avez vu *Fietta* (Louis XVIII) et vous pourrez rendre un compte exact du pénible de sa situation ; elle intéressera toujours davantage ses vrais sujets, auxquels vous aurez la jouissance de porter l'expression de ses vœux... »

Apprenant que Perlet va se rembarquer, il n'y tient plus : quitte à risquer la déportation, il veut embrasser ce coadjuteur admirable ; il a tant de choses à lui dire ! D'abord, il s'efforcera de lui soutirer les noms des membres du *Comité;* et puis, il veut savoir quel est le traître qui a vendu le pauvre Vitel : il *sait*, puisque Perlet le lui a fait comprendre, que son neveu était dès avant son départ de Londres, signalé à la police impériale ; c'est donc à Londres même que se trouve l'assassin et Fauche soupçonne de ce crime odieux son ennemi acharné, Puisaye ; mais il souhaiterait une certitude avant de tirer du misérable une vengeance éclatante. Alors, avec l'aide de l'ami Danican, il combine une rencontre : Perlet viendrait passer un dimanche à Uxbridge, à mi-chemin d'Oxford ; Fauche irait l'y retrouver : — « Nous souperons ensemble samedi soir et nous ferons le lendemain un bon dîner. » Et pourquoi Perlet n'amènerait-il pas Mme S... qui pourrait être accompagnée de Mme Th... ? — « Ça ferait une partie. » Cet homme prévenant pensait à tout.

La partie eut lieu ; mais Fauche ne put tirer de son ami ni les précisions tant désirées sur le *Comité*, ni le nom de l'assassin de Vitel, car Perlet restait sombre et il importait avant tout de lui remonter le moral. Il éprouvait, en effet, quelque dépit : à sa seconde visite chez le comte d'Avaray, il avait trouvé porte close ; le confident de Louis XVIII ayant, par la voix de son valet de chambre, déclaré « n'être pas visible. »

Et puis Perlet déplorait la perte d'un petit carnet de poche qui lui servait de mémorandum et sur lequel se trouvaient inscrits des renseignements « très confidentiels. »

L'histoire de ce carnet est révélatrice de l'astucieux génie dont était doué Perlet. Si ignorant fût-il des usages mondains, il entrevoyait vaguement que, peu habitué à être bien reçu, il avait pris sottement pour des témoignages d'estime l'urbanité habituelle aux grands personnages avec lesquels il se trouvait en relations. La courtoisie, toute nouvelle pour lui, du début, s'était bientôt muée en une indifférence évidente ; au vrai, on ne le prenait guère au sérieux et le succès de son voyage lui semblait être compromis. Afin de le rétablir, il imagina d'inscrire au crayon, sur un petit carnet relié en maroquin rouge, quelques noms, quelques chiffres et quelques dates et de cacher cet agenda dans un coin sombre de son alcôve, derrière son lit. Puis il se montra très agité, annonça partout qu'il venait d'égarer un calepin contenant des indications précieuses, et s'informa si personne n'avait trouvé ces compromettantes tablettes. On conclut de son inquiétude que cet agenda recélait les plus intimes secrets de la conjuration parisienne : la composition du mystérieux *Comité* peut-être... Fauche-Borel, angoissé, suppliait qu'on le rassurât : — « Dites-moi si vous avez retrouvé votre portefeuille, » et il n'était pas loin de soupçonner Puisaye ou d'Antraignes d'avoir volé ce livret révélateur de leurs crimes : — « Je suis convaincu qu'ils vous font passer pour un espion. Ce sont des monstres! Votre portefeuille perdu aura prouvé peut-être que vous êtes instruit du nom de leur correspondant avec Talleyrand... » Enfin le carnet fut retrouvé ; mais avant d'être rendu à son propriétaire, il passa, — comme Perlet secrètement le souhaitait, — dans les mains des ministres, dans celles de d'Avaray ; il parvint même à Fauche-Borel ; aucun, bien entendu, ne se fit scrupule d'en déchiffrer les hiéroglyphes : parmi nombre de notes griffonnées au crayon, on rencontra dans cet aide-mémoire une liste de noms, — ceux du *Comité*, objet des perpétuelles cachotteries de Perlet : — *Royer-Collard*, *Barthélemy*, *Molé*, *Mollien*, *Fouché*... » Fouché en était ! Quand le mouchard rentra en possession de son agenda, il avait grandi de cent coudées dans l'estime du Cabinet britannique et de la Cour de Gosfield, si bien que le Gouvernement anglais se chargea d'assurer son retour par le

Danemark et la Suède, « de façon à ce que la police de Bonaparte n'eût aucun soupçon de son séjour en Angleterre. »

Quoique bien lesté d'argent et de lettres de crédit par ses chefs, Perlet aurait voulu faire encore payer son voyage par lord Hawkerbury ou par M. Canning, — voire par tous les deux. — Fauche-Borel l'y poussait, assurant que la générosité anglaise était sans limites : — « il n'y a pas un individu allant ou venant de chez vous ici ou d'ici chez vous à qui on ne remette 500 louis. » Mais les ministres restèrent sourds à l'invite, estimant sans doute que le *Comité* de Paris, si puissant, pouvait bien payer son émissaire. Déçu de ce côté, Perlet présenta la note de « ses frais » à d'Avaray qui lui fit remettre 55 louis : le Roi de France était pauvre... L'espion jugea la somme « humiliante; » il la rendit à d'Avaray, et c'est Fauche-Borel qui, afin d'assurer l'heureux retour de son ami, lui donna, de sa poche, 3 500 francs. Ses dernières recommandations sont attendrissantes : — « Il est impossible de rencontrer deux êtres qui s'entendent mieux sur les grands intérêts... Plus je vais, et plus je vois que ce n'est que *la bonne foi, la candeur et la franchise qui opèrent le bien.* » D'ailleurs, il ne s'oubliait pas : — « Que votre *Comité* demande que je reste votre principal intermédiaire... Si je crois devoir me mettre en avant, c'est que... j'ai pour moi l'expérience de quinze ans dans les affaires !... » Et c'est à la police de Desmarest que le pauvre homme adressait cette explosion de suprême naïveté ; car, à peine rentré à Paris, Perlet remit toutes les lettres de Fauche à ses chefs, en même temps qu'un rapport circonstancié de son expédition.

Dans cette relation, il ne négligeait pas de se faire valoir, ainsi qu'on le pense : — « Le mois que j'ai passé à Londres, écrivait-il, a été employé sans interruption à bien m'instruire... je n'ai pas perdu un quart d'heure ; aussi ma tête est-elle bien remplie ; je pense que Son Excellence décidera qu'il sera bon de continuer la correspondance... » Mais Desmarest n'était pas homme à se laisser éblouir par les vanteries d'un de ses agents. Il avait, très probablement, dans l'entourage de Louis XVIII des espions sûrs au contrôle desquels il ajoutait plus de créance qu'aux hâbleries d'un infime subalterne ; aussi, après avoir lu le récit de Perlet-*Bourlac* et soigneusement annoté les lettres de Fauche, déclara-t-il que la mission du mouchard était un

fiasco. Il l'exposait sans réticences au ministre : — « C'est avec peine qu'il a été reçu et qu'il est parvenu à ne pas être chassé; cependant il assure qu'il lui a été recommandé de continuer sa correspondance ; nous voilà donc revenus au même point, après trois ans d'écritures... » Que faire ? En poursuivant la comédie du faux *Comité*, « veut-on persuader au Gouvernement britannique que les Bourbons ont une grande partie de la France ? » Ne vaut-il pas mieux cesser la correspondance et « enrayer tout à coup cette misérable *agentaille* pour qu'il n'y ait plus entre la France et l'Angleterre qu'une bonne guerre franche, rien de plus? » On peut remarquer le ton méprisant de Desmarest parlant au ministre de cette *misérable agentaille*, et ceci donne l'étiage de la répulsion des chefs de la police pour leurs limiers en général, et pour Perlet en particulier. On agita la question de savoir s'il ne serait pas utile de publier le recueil des lettres de Fauche-Borel à « l'ami de Paris, » afin de convaincre le ministère anglais « du peu de confiance que méritaient les hommes dont s'entouraient les Bourbons proscrits ; » mais ce projet fut abandonné et le ministre se désintéressa, dès lors, de cette fourberie qui « ne menait à rien. » Fouché, d'ailleurs, quoiqu'il ne fît point partie du *Comité* de Perlet, par la raison que ce *Comité* n'avait jamais existé, Fouché, depuis 1804, « cultivait la sympathie anglaise. » Le Cabinet de Saint-James, non plus que Fauche-Borel, ne se trompaient pas tout à fait en estimant que le ministre de la Police n'était point pour l'Angleterre un ennemi irréconciliable, ni pour Napoléon un ami à toute épreuve. C'est même cette tendance vers un rapprochement anglo-français qui lui valut sa disgrâce. Il quitta le ministère le 3 juin 1810 ; il y était remplacé par le duc de Rovigo.

Trois mois plus tard, Dubois passait la Préfecture de police à Pasquier, homme probe et soucieux de son devoir. Un hasard instruisit le nouveau préfet de l'ignoble stratagème dont Perlet était l'instrument ; aussitôt défense est faite de poursuivre cette déshonorante fallace ; le mouchard simule la soumission ; mais espérant toujours soutirer aux ministres anglais, pour le compte du fantasmagorique *Comité*, le demi-million de ses rêves, il continue, à l'insu de ses chefs, et dans son propre intérêt, la correspondance avec Fauche-Borel. De son côté, le libraire s'y cramponne en désespéré ; on est en 1812 ; l'Empire chancelle et Fauche, redoutant que la restauration des Bourbons s'opère sans son con-

cours, prend la résolution hardie d'aller passer un jour à Paris : vingt-quatre heures suffiront à sa « finesse » et à son « expérience » pour se procurer les précisions nécessaires et stimuler l'activité du *Comité*. Et il n'imagine rien de mieux que de s'adresser à Desmarest, — son pire ennemi, — et de solliciter de lui le sauf-conduit indispensable. Un honnête négociant parisien, nommé Gilles, qui, pourvu d'une licence en règle, effectue fréquemment la traversée du détroit, se charge de soumettre au chef de la police secrète l'étrange supplique du libraire qui, en échange du passeport désiré, promet de fournir des renseignements précieux sur les projets et les ressources du Prétendant. Il s'offre à trahir la cause de la monarchie légitime à la condition qu'on le mette en mesure de la mieux servir.

Desmarest ne répond pas; Fauche conjure Perlet d'agir : même silence. Toute l'Europe est liguée contre Bonaparte ; c'est le moment de porter au vaincu le coup suprême. Harcelé d'impatience, Fauche attend à Jersey que le *Comité* l'appelle à Paris: rien ne vient. On croira peut-être que, devant le coupable silence de son cher Perlet, il sentit poindre en son esprit quelque méfiance ou quelque crainte? Non pas : sa foi n'était pas entamée. Elle se serait renforcée, au contraire, s'il avait appris que Perlet était en prison, preuve manifeste de son dévouement à la bonne cause.

A la suite de la communication de Gilles, Perlet avait été, en effet, convoqué par Desmarest qui, l'ayant « cuisiné » en maître expérimenté, arracha, non sans peine, à l'espion l'aveu de sa prévarication. Coupable de continuer la correspondance avec l'Angleterre, malgré la défense de ses supérieurs, il fut écroué à la prison de Sainte-Pélagie, en attendant qu'on trouvât dans le code de justice criminelle un châtiment applicable à son crime, — si grassement récompensé quelques mois auparavant. Deux jours plus tard, le préfet Pasquier profitait de l'occasion pour révoquer ce fonctionnaire indigne. En vain Perlet proteste-t-il que « personne plus que lui n'est dévoué à l'Empereur ; qu'il a toujours manifesté son chagrin de ne pouvoir combattre avec nos braves soldats ; qu'il a un fils, élève-trompette à la garde impériale, auquel il répète sans cesse combien il est beau de servir son souverain... ; » le ministre décida que Perlet serait maintenu en détention jusqu'à « plus ample informé. »

Voilà pourquoi Fauche courait en bourrasque de Londres à Jersey et de Jersey à Londres, exaspéré du silence inexplicable de son fidèle correspondant. Les événements se précipitaient : coup sur coup on apprenait le désastre des armées de Bonaparte à Leipzick, la ruée des alliés sur le Rhin, l'invasion de la France. Au château d'Hartwel qu'habitait maintenant, à seize lieues de Londres, « le comte de Lille, » on suivait anxieusement, dans les feuilles anglaises, la marche des troupes coalisées : chaque jour apportait « un sursaut d'espérance. » Le Comte d'Artois et ses fils avaient déjà quitté l'Angleterre pour mieux guetter les éventualités imminentes. Bordeaux réclamait son Roi. Et Paris? Fauche n'y comprenait rien! A quoi songeait donc le *Comité, son Comité*? Qu'attendait cette clandestine et puissante agence royale pour passer le lacet au cou du tyran? Le « tyran » tomba sans qu'elle se fût manifestée. En préparant son bagage pour accompagner en France le Roi restauré et y recueillir la grandiose récompense due à ses éminents et longs services, Fauche-Borel éprouvait l'amer regret que ce prodigieux revirement se fût produit sans sa participation immédiate. Aussi avait-il hâte de gagner Paris, impatient de questionner Perlet, d'apprendre les causes de cette incompréhensible abstention et de connaître enfin, maintenant que rien ne pouvait plus déjouer sa vengeance, qui avait dénoncé à la police de Bonaparte l'infortuné Charles Vitel et touché le prix de son sang.

G. LENOTRE.

(A suivre.)

POÉSIES

CONFIDENCES DE L'AMOUR NOMADE

Invisible, par la chambre,
Erre un derviche tourneur :
C'est le doux vent de novembre,
C'est le soleil du bonheur.

Tu peux sauter demi-nue
De ton lit dans ton jardin ;
Viens t'asseoir sur le gradin,
Parmi la flore inconnue.

L'azur a sous les pins verts
La fine saveur terreuse
De l'eau qui perle au travers
De la carafe poreuse.

Viens ! lorsqu'ici tu t'endors
Sous la rayure des tentes,
Les collines éclatantes
Font cercle autour de ton corps.

L'ombre du treillis te lèche
Comme un tigre apprivoisé.
Allonge-toi ! l'herbe est sèche,
Et le désir, embrasé.

***

Dans le pas de la gazelle,
Dans ce chant d'oiseau, si clair
Que chaque note cisèle
Le limpide argent de l'air,

Dans le miroir bleu des palmes,
Dans la pointe du cyprès,
Dans ces grands horizons calmes,
Aux plis des sables secrets,

Vite, encore une journée,
Puisque nous partons demain,
Goûtons la joie étonnée
Du premier amour humain;

Renouons encore une heure,
Ce qui, sous ce ciel ardent,
Éternellement demeure
De l'innocence d'Adam.

Hâtons-nous! le bateau fume
En quelque recreux du port;
Il faut rentrer dans la brume,
Il faut remonter au Nord.

***

Dans le cadre rond d'un hublot ouvert
Fuient le coteau vert
Et la cité blanche,
Comme autour d'une bulle un reflet du ciel penche.

Et, soudain, fiévreux, le cuivre et le bois,
Pareils à mes doigts
Lorsque je t'approche,
Tremblent sous le soleil où vibre un son de cloche.

Entre ces panneaux de clair acajou,
Tes bras à mon cou,
Roulons sans mémoire,
Comme dans un coffret une bille d'ivoire.

Déjà l'ombre vient; tout, à bord, s'est tu...
Écoute ! entends-tu
Ce bruit faible et grave :
Le froissement du flot déplié sous l'étrave?

C'est un bruit ancien entre tous les bruits.
Par combien de nuits
Semblablement claires,
A-t-il fait son murmure à l'avant des galères ?

Il a dû peser les travaux des jours,
L'homme et ses amours,
Comme un patriarche,
Lui dont l'âge premier remonte au temps de l'Arche.

Par lui le présent s'enchaîne au passé,
Le couple enlacé
Rejoint dans la ronde
Tous les amants heureux qui glissèrent sur l'onde.

Ce flot rejeté qu'on entend pleuvoir,
Tâche de savoir
S'il rit ou s'il pleure ;
Demande-lui quel sens il attache à cette heure.

* * *

Le vieux souffle païen qui rôde sur la mer,
Jailli des lèvres de l'écume,
Emprunte au sel de l'eau son puissant goût amer,
Mais cette âcre saveur est sa seule amertume.

Ici, tout est physique, originel et pur,
Tout est exempt des maux que le corps doit à l'âme :
Ni triste, s'il s'éteint, ni joyeux, s'il s'enflamme,
L'azur, bleu sombre ou rose, est simplement l'azur.

Le bruit du flot non plus n'est ni chanson ni plainte.
Interroge la lune, interroge le vent,
Leur pensée est toujours restreinte
A cet instant qui passe et qui seul est vivant.

* * *

Implacable sagesse antique,
Toi qui revêts la volupté
D'une grandeur si dramatique,
Je veux entonner un cantique
A ta profonde dureté.

Peuples aigris, peuples malades
Où l'amour ressemble au remord,
En vain dites-vous : « Pan est mort ! »
Des Baléares aux Cyclades,
Le dieu détrôné reste fort.

Et puisqu'on l'a chassé des villes,
Chassé des bois et des ruisseaux,
Marchant sur les vagues tranquilles,
Le soir, il erre entre les îles;
Rêveur, il s'accoude aux vaisseaux.

Tu peux voir là-bas, à la proue,
Se profiler son dos puissant;
Des vapeurs nous cachent sa joue,
Mais, sur son front resplendissant,
Le ciel glisse comme une roue.

Dans ce silence énorme et bleu,
Enlacés sous l'étoile fine,
Faisons, brûlants du même feu,
De cette minute divine
Une offrande enivrée au dieu.

Mais n'espérons point que sa face
Soudain s'émeuve à notre cri.
Nul ne l'a jamais attendri,
Jamais il n'a pleuré ni ri,
Et, dès qu'on l'implore, il s'efface.

*
* *

Il est beau d'oublier, lorsque nous voyageons,
Tout ce qui sous un toit nous rappelle à nous-mêmes.
Les désirs sans regret comme ceux des bourgeons,
Ne sont permis qu'aux cœurs bohêmes.

Se sentir dans l'amour frères des animaux,
Ce n'est point s'abaisser ni faire aux dieux offense,
Mais, dépouillant l'humain, c'est dépouiller ses maux,
Et revivre, très loin, par delà son enfance,
L'âge où dans l'univers tout était confondu.
La fraîcheur de la feuille obscure
Et le parfum de la fourrure,
Tout en toi se retrouve et par toi m'est rendu.

*
* *

A cet écueil taillé comme un cristal de roche,
Pâle comme un caillou que le soleil blanchit,
A ce flot, d'un bleu noir sous le vent qui fraîchit,
Reconnais que Marseille est proche.

En ce point de contact du Midi et du Nord,
Dans l'ardente maigreur des lignes,
Tu peux, quoiqu'effacés, apercevoir les signes
Du plus sublime accord :
Celui qu'un dieu marin, à l'endroit où nous sommes,
Conclut jadis avec les hommes.

L'amitié que Neptune eut pour les colons grecs,
On en respire ici le souvenir tenace
Dans l'odeur du poisson qui, croulant d'une nasse,
Se tort sur un lit de varechs.

Et j'en distingue encore une trace avilie,
Le long de ces faubourgs où les volets sont clos,
Dans l'appel de basse folie
Que les filles le soir jettent aux matelots.

***

Marseille, heureuse Marseille,
Un anneau d'or à l'oreille,
Du stras en tes cheveux bleus,
Tout ensemble jeune et vieille,
Miroir des temps fabuleux,
Toi qui, sous la rose tuile,
Après la soupe au safran,
Manges l'ail pilé dans l'huile,
Toi qui bois ton mazagran
Aux terrasses soleilleuses,
Quelles sources merveilleuses
De vive joie et d'ardeur
J'aime à puiser dans l'odeur
De ta chaude aisselle brune,
Marseille rare et commune.

O mélange d'Orient
Et d'Occident, il émane
De ton visage riant
Une langueur musulmane;
Mais, sur ton rocher crayeux,
Aussi la Vierge romane
Pose un talon orgueilleux;
Et par delà l'Évangile,
Et par delà le Coran,
Ton seul dieu, ton seul tyran,
C'est l'enfant fort et fragile,
C'est Éros, cruel et doux,
Ce feu chantant, cette abeille
Qui bourdonne au fond de nous,
Éros qui seul te conseille,
Marseille, heureuse Marseille!

***

Mais, tournant le dos à la mer,
Il nous faut vers le Nord poursuivre notre route.
Déjà, voici venir, sombre comme l'hiver,
Le wagon qui fume et s'égoutte.

Tout geignant, sur les rails, il glisse avec ennui,
Et la foule un instant marche à côté de lui;
Et nous, pris, emportés par le flot noir et blême,
Serrés l'un contre l'autre, et ne comprenant pas
Pourquoi nous frissonnons au sein du bonheur même,
Nous mêlons nos pas à ces pas.

D'où nous vient brusquement cette hâte insensée,
Ce délire anxieux qui donne à notre amour
Une nuance plus foncée
Pareille aux eaux d'un lac quand s'obscurcit le jour?

Hélas ! en moins d'une minute,
Oublieux de l'azur qui brille entre les mâts,
Nous retournons à nos climats,
Comme un corps que son poids entraîne dans sa chute.

* * *

Lampes des trains de nuit que voile un manchon bleu,
Par delà les choses visibles,
Tout l'essaim des rêves pénibles
Recommence à danser autour de votre feu.
O vieux son familier, grincement de l'essieu,
Comment ne serais-tu qu'un vain bruit de ferraille,
Toi qui berçais jadis nos désespoirs d'enfants?
Non, non, ta voix gémit ou raille.
Et, dans l'affreux sommeil des wagons étouffants,
Ce vent-coulis de la vitesse
Qui ressemble au fil d'un rasoir,
C'est le pays natal qui nous rend, dès ce soir,
Le souffle et le baiser de l'ancienne tristesse.

* * *

Après l'olivier, le mûrier;
Après le mûrier, voici l'aune
Qui, de son pâle frisson jaune,
Commence à vous colorier,
O brumeuses rives du Rhône.

Car le vert de la feuille ici
Se fane au déclin de l'année,
Etpour nous ces tons d'or roussi
Sont devenus l'image aussi
De notre courte destinée.

Le mal est vieux : déjà, du temps
Que les grands bois couvraient la Gaule,
Ce ciel gris pesait à l'épaule,
Et la nymphe, au bord des étangs,
Se lamentait avec le saule.

Déjà, le centaure en arrêt,
Au creux de son dos qui se cambre
Sentant ruisseler la forêt,
Exhalait, dès la mi-septembre,
Un hennissement de regret.

Et quand, des dieux fille ou cousine,
Vint régner chez nous Mélusine,
Elle hérita de leurs remords,
De cette angoisse que l'eau fine
Répand sur les feuillages morts.

***

Cependant le brouillard entr'ouvrit sa paupière,
Et le soleil parut comme un œil sans éclat;
Et ce qui maintenant croît sur le terrain plat
C'est le panneau-réclame et c'est l'horrible pierre.

Hélas! qui d'entre nous peut, d'un cœur détaché,
Revoir ces pauvres murs de brique?
Est-ce que ces témoins n'ont pas un sens caché
Qui prête à leur laideur une force lyrique?

Est-ce que le destin nous laisse aussi le choix
Des images qui nous émeuvent?
Avons-nous désiré que ce lourd ciel de poix
Fût le calice amer où nos lèvres s'abreuvent?

Pourtant nous y buvons avec avidité ;
Notre amour s'en nourrit, comme autrefois nos peines.
Par ces campagnes suburbaines
Nous revenons à toi, triste réalité !

***

Triste ? non, le mot n'est pas juste.
Est-on triste dans le bonheur ?
Mais Paris est sévère : en cette ville auguste,
Le passant matinal n'est point un promeneur.

Il va droit son chemin sans détourner la tête,
Car la courbe qu'il suit a d'urgentes raisons,
Et ce bruit sourd qui plane au-dessus des maisons,
Ce grondement n'est point une rumeur de fête.

On ne sait quoi d'énorme et d'indéterminé
Palpite au vent des ponts, dans la pâle éclaircie,
On ne sait quoi comme un Messie
Que chaque aurore annonce et qui n'est jamais né.

Quelque chose qu'on sent plus qu'on ne se l'explique
Mûrit avec souffrance et gagne en force, en poids,
Pareil à ces vapeurs qui, s'exhalant des toits,
S'amassent au sommet de la tour métallique.

C'est un trouble profond, c'est un malaise obscur,
C'est un frisson fiévreux qui court dans notre mur
Et fait trembler notre fenêtre ;
Mal et bien confondus, c'est tout l'âge futur
Qui, dans un grand combat, s'efforce ici vers l'être.

Nous-mêmes, revenus dans l'immense rûcher,
Il faut, dès aujourd'hui, nous remettre à l'ouvrage ;
Tournés vers l'avenir, il faut nous raccrocher
A ce sombre essaim qui fait rage.

FRANÇOIS PORCHÉ.

AUGUSTIN THIERRY

D'APRÈS SA CORRESPONDANCE ET SES PAPIERS DE FAMILLE

VI (1)

LES ALTERNATIVES D'UN DÉBAT INTÉRIEUR

La Révolution avait encore entraîné pour Augustin Thierry d'autres conséquences désolantes : elle avait dispersé la plupart de ses amis.

Certains, comme Auguste Trognon et Ary Scheffer, avaient accompagné ou rejoint la famille royale dans son exil. D'autres, le comte de Circourt, Ulric Güttinguer, MM. de Cherrier et de la Villemarqué s'étaient, durant les troubles, retirés en province et s'y attardaient, dans l'insécurité du lendemain. Enfin la princesse Belgiojoso, après avoir acclamé la République, la maudissait depuis l'expédition de Rome et, dans le premier éclat de son ressentiment, s'étant juré de ne jamais rentrer en France, venait de partir pour Constantinople, en attendant d'acheter un domaine en Asie-Mineure, où elle allait continuer une existence d'aventures et achever d'engloutir sa fortune dans la malheureuse exploitation agricole de Ciuq-Maq-Oglou.

Ils continueront cependant de correspondre ; l'historien restera comme auparavant pour son amie le plus dévoué des conseils, revoyant avec sollicitude les nouvelles ou les articles d'impressions qu'elle lui fait parvenir, les recommandant au *National*, s'employant de tout son crédit à les faire agréer par Buloz : cette « incroyable résolution, » à laquelle il refusera

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre, 1er novembre et 15 décembre 1921 ; 1er janvier et 1er février 1922.

d'ajouter foi tout d'abord, n'achève pas moins de briser sans espoir une intimité qui lui est demeurée bien chère, malgré ses intermittences, et que son imagination avait embellie de tant de rêves. *What is friendship, but a name,* le voit-on s'écrier avec mélancolie, et c'est malheureusement à l'instant où il aurait le plus besoin d'assistance et de soutien, qu'il retombe à nouveau dans cet isolement du cœur et de la pensée, toujours si cruel à sa nature aimante.

Tant d'émotions éprouvées, de secousses morales douloureusement ressenties avaient épuisé les dernières forces de résistance d'un organisme dévasté. Reprenant à nouveau sa marche envahissante, l'ataxie locomotrice qui a condamné sa victime aux ténèbres avant de l'immobiliser dans un fauteuil d'infirme, commence à présent de gagner les centres médullaires. Le paralytique voit s'alourdir encore son bagage de souffrances, il est tourmenté d'insomnies opiniâtres, dont ne parvient pas à triompher l'opium absorbé à hautes doses, d'angoisses nerveuses qui l'envahissent soudain d'un malaise indéfinissable et le rendent « quasi fou. » Avec la même force d'âme qui, depuis vingt ans, le soutient sans défaillance, le malade étudie stoïquement sur lui-même les progrès de sa déchéance graduelle, en analyse les symptômes toujours plus alarmants.

« Je voudrais vous dire que ma santé est la même qu'à votre départ; cela est vrai pour les apparences; je garde l'activité d'esprit et l'aptitude au travail dans la mesure d'autrefois, mais le fond, ce qui regarde ma maladie, fléchit très sensiblement depuis six mois. Les reins s'affaiblissent, la force et la station des membres diminuent, la sensibilité des mains se perd. Pour une foule d'actes que je faisais sans gêne, il faut que la main d'autrui vienne diriger, doubler ou suppléer la mienne. En un mot, c'est la reprise d'un déclin suspendu depuis des années et dont personne ne peut dire qu'il s'arrêtera. Je ne manque pas de courage, mais j'avoue que cela m'attriste parfois et que j'ai quelque peine à me procurer une dose de résignation plus grande que celle dont j'avais pris l'habitude. Dieu veuille, ma chère sœur, que votre éloignement de la France et peut-être aussi pour la France ne se prolonge pas trop longtemps et que votre retour, quand il sera possible, ne me trouve pas différent de ce que j'étais à votre départ (1)! »

(1) Lettre à la princesse Belgiojoso, 15 novembre 1849.

Alors, privé du commerce de ses amis, confiné dans une retraite presque absolue, en proie au plus complet désordre moral, son dogmatisme historique ébranlé par la débâcle de la monarchie parlementaire et la banqueroute de l'esprit libéral, ses convictions bouleversées, parvenu d'ailleurs à l'âge où l'homme, en présence du redoutable problème de son avenir, se replie naturellement sur les souvenirs de ses premières années, Augustin Thierry ramena sa pensée vers les idées religieuses.

Ame profonde et sensible, éprise de vérité, la certitude que lui a refusée une science toujours faillible, il veut désormais la demander aux croyances éternelles qui donnent de l'énigme de la vie et de la destinée humaine, la solution la plus haute et la plus consolante. Mal porté néanmoins aux spéculations philosophiques, ne s'étant à aucune époque préoccupé du dogme, n'ayant jamais envisagé la religion qu'au point de vue politique et social, il ne voulut point s'enfoncer en des problèmes de théologie et de métaphysique, dont les obscurités l'effrayaient, et sentit bien au contraire, avec ce besoin du positif qu'il éprouvait en toutes choses, la nécessité d'une foi bien arrêtée et d'un symbole précis. Une fois sur cette pente, il était dans la logique de son caractère de ne point hésiter sur les conséquences, après s'être fixé sur les principes, et de conformer ses actes au dogme qu'il aurait définitivement adopté.

Tel paraît bien avoir été le mécanisme intérieur et semble demeurer l'explication psychologique de ce qu'on eut le tort d'appeler improprement sa conversion et qui ne fut en réalité qu'un retour graduel et raisonné aux exemples comme aux enseignements reçus dans son enfance, l'expression d'un travail intime et réfléchi, poursuivi durant des années, sans aucune marque de soudaineté, ni de subite illumination. A deux reprises déjà, nous avons signalé les premiers et lointains symptômes de ce revirement moral ; nous allons voir s'affirmer de plus en plus une aspiration d'abord vague, bientôt plus nette et mieux définie, longtemps encore cependant contrariée de doutes et de restrictions.

Comme s'il espérait trouver chez elles une compréhension plus intuitive, un accord plus absolu de leur âme à la sienne, c'est à deux femmes qu'Augustin Thierry fait le premier aveu des sentiments nouveaux dont il est pénétré.

L'une est la princesse Belgiojoso, l'autre, une Anglaise des plus distinguées d'intelligence, d'un grand cœur et d'un noble caractère, mariée à un membre *whig* de la Chambre des Communes, lady Holland, qui, lors de ses fréquents voyages à Paris, prodigue à l'aveugle les témoignages de la plus charitable affection, avec laquelle il aime le plus oublier ses souffrances en de longues causeries d'histoire et de littérature.

C'est à celle-ci, moins éloignée que la princesse, que vont d'abord ses confidences.

« En vous parlant de mes répugnances pour l'école de philosophie à laquelle se rattache Emerson, j'étais loin de faire aucune allusion à Fichte. Celui-là ne vous invite pas à un mysticisme qui énerve en donnant le vertige. Il fortifie l'âme et, sauf l'Évangile, je ne connais rien de plus beau que sa morale. Je ne me souviens pas d'avoir lu le chapitre de la Croyance et, sur votre parole, je vais me le procurer. Cette lecture qui vous a été bonne, viendra pour moi très à propos, car je suis maintenant à l'égard de la foi en des pensées plus sérieuses que jamais. J'inclinais depuis longtemps, mais par je ne sais quelle paresse d'esprit, je différais de faire là-dessus mes comptes avec moi-même. »

Ici, revinrent d'elles-mêmes les incertitudes que le néophyte voulait bannir de sa pensée. Du moment que l'esprit même, le fond des croyances ne lui suffisait pas et qu'il lui fallait la forme, la réalité extérieure et pour ainsi dire plastique de la foi, ce devenait pour lui une urgente nécessité de faire son choix entre le Protestantisme et le Catholicisme.

Vingt-cinq ans plus tôt, durant son premier séjour à Carqueiranne, l'auteur de la *Conquête*, on s'en souvient peut-être, avait été vivement sollicité d'embrasser la Réforme et nous avons, à ce sujet, relaté les premières tentatives, dont il s'était vu l'objet, d'ailleurs récalcitrant. De nouveaux et persévérants efforts, dont quelques-uns empruntèrent une forme romanesque, furent alors répétés auprès de lui, pour l'amener « aux consolations de la Foi » comprise selon Calvin. De Genève, l'ardent M. d'Espine voulut catéchiser encore, faisant parvenir à son ami tout un paquet de *tracts* édifiants, œuvres choisies d'un certain pasteur Ryle, fort en honneur chez les Piétistes.

Tant de zèle pieux allait être perdu. Augustin Thierry ne trouvera jamais dans la Confession protestante, sous quelque

forme qu'elle lui soit présentée, cette fixité du symbole, cette poésie du culte, ou ce prestige de l'antiquité, qui pouvaient seuls déterminer son adhésion.

C'est le sentiment qu'il exprime sans détours à la princesse Belgiojoso, en lui faisant le récit d'un incident mystérieux qui a produit sur son esprit une impression profonde :

« M. l'abbé Carron (1), qui est un de vos amis les plus sincères et les plus dévoués, vient me voir de temps à autre. J'ai beaucoup d'amitié pour lui, je le trouve d'une excellente et très aimable conversation, trop aimable peut-être pour moi ; car en ce moment, je suis à désirer l'entretien d'un ecclésiastique plus sauvage et plus absolu.

« Ce désir, dont je vous fais part pour la première fois, ma chère sœur, et qui vous étonnera peut-être, se rapporte à une chose qui vient de m'arriver, il y a quelques semaines, et qui en me surprenant, m'a fait beaucoup réfléchir. J'ai reçu d'une personne inconnue l'envoi d'un exemplaire de l'*Ancien Testament*, avec ces seuls mots écrits : « Venez à moi, vous qui êtes travaillés et chargés, et je vous soulagerai. » — Saint-Mathieu. — Le livre était accompagné de trois discours de M. le Pasteur Monod, ce qui montre que la personne qui m'a fait l'envoi et dont j'ai recherché en vain la trace, est protestante.

« Il m'a paru que ce conseil mystérieux était un signe pour moi et que j'entendais le *Tolle, lege*, qui retentit si profondément dans l'âme du saint dont je porte le nom. J'ai pris et j'ai lu ; ma lecture faite régulièrement m'a conduit jusqu'à la fin des *Épîtres* de saint Paul. Je la continuerai jusqu'au bout; ensuite je passerai aux Sermons de Bossuet sur les mystères, car, quoique l'appel me soit venu d'un chrétien réformé, je n'incline pas du tout vers la Réforme. J'ai lu avec déférence et respect les discours de M. Monod, mais cette communion insurgée contre la tradition des siècles, qui n'est qu'une fraction de l'Église et qui se raidit sans cesse pour paraître l'Église elle-même, a pour moi quelque chose de contraint, de guindé, de puéril même, qui me gâte ses meilleures paroles et ses inspirations les plus morales.

« Si Dieu m'en fait la grâce, je deviendrai croyant et catho-

(1) L'abbé P. Carron, curé de Saint-André à Paris, un prêtre érudit et aimable très répandu dans le monde. Son nom revient assez fréquemment dans la *Correspondance* de Mme Jaubert.

lique. Ce qu'il y a de rationalisme dans la Réforme ne me plaît nullement ; j'en aurai toujours en moi plus que je ne voudrais, mais je ne suis pas tenté, en devenant chrétien, d'être chrétien révolutionnaire, j'ai bien assez de révolution autour de moi. »

Pareille lettre ne laissa pas que de surprendre et même d'inquiéter celle à qui elle était adressée. Par une bizarre anomalie, dont on doit peut-être chercher la cause dans un état de déséquilibre nerveux, résultat de tares héréditaires, Christine Trivulce est une âme à la fois sceptique et religieuse. Des crises de mysticisme ont troublé son enfance ; on la voit pratiquer scrupuleusement par accès, puis, sans transition, afficher soudain une complète indépendance de pensée. Rien de fixe, d'arrêté dans sa foi, sinon une terreur invincible de la mort, et la stricte observance messied à son indiscipline.

Jugeant son « frère » victime d'obsessions pernicieuses, elle réplique à ses épanchements par une leçon de théologie assez pédantesque, où se reconnaît l'auteur de l'*Essai sur la formation du dogme catholique* et qui constitue un « sermon d'impiété » au moins inattendu sous la plume d'une femme qui, pour aller faire ses Pâques (1), vient d'accomplir en terre musulmane un difficile et fatigant voyage de trois jours.

Augustin Thierry était trop accoutumé aux variations subites de sa versatile amie, pour s'étonner beaucoup de l'accueil fâcheux qu'elle réservait à sa confiance. Déplorant néanmoins d'être si mal compris, il protesta que sa liberté morale demeurait absolue, qu'il ne subissait aucune contrainte et que son consentement de principe ne signifiait pas abdication de sa raison, ni reniement complet de ses idées.

Sa réponse nous éclaire à souhait sur son état d'esprit durant cette période de son évolution religieuse :

« Votre imagination, ma chère sœur, s'est emportée bien au delà des faits, à propos de ce que vous appelez ma conversion. Il n'y a là rien autre chose qu'un besoin moral qui se fait sentir à beaucoup de philosophes arrivés à mon âge, dans un état de santé bien moins triste que le mien. Si vous étiez

(1) « Votre lettre du 26 mars est venue me trouver en ville où j'étais allée faire mes Pâques, car, quoiqu'en Turquie, je possède à trois jours de chez moi une église chrétienne, des prêtres et une communauté de quelques mille Grecs catholiques, non romains. C'est à Saffran-Bolo que s'abritent ces reliques des temps anciens et je doute fort que vous trouviez sur votre carte, le nom de ma capitale. » (Ciuq-Maq Oglou, 24 avril 1851).

ici, vous auriez eu la première confidence de ces pensées et loin de me cacher de vous, par crainte de dissentiments, je vous aurais demandé conseil.

« La personne qui m'a envoyé sans se nommer le *Nouveau Testament* et des sermons de M. le pasteur Monod n'est pas Mme de Gasparin, mais une autre dame qui ne m'a jamais vu, qui ne paraît pas souhaiter me voir et dont je ne sais pas même le nom ; lorsqu'après avoir relu l'Évangile et parcouru les discours de M. Monod, je me suis senti peu attiré vers la communion protestante, cela ne voulait pas dire que je me plongeais en aveugle dans la soumission absolue aux doctrines et aux préceptes de la hiérarchie catholique. Je trouve que la tradition est un grand appui et je ne m'en séparerai pas, mais je continuerai de distinguer le bien du mal dans la conduite passée ou présente des affaires de l'Église. Je porte le même jugement qu'autrefois sur la politique des papes, l'inquisition et l'intolérance : soyez sans inquiétude là-dessus et croyez aussi que je n'ai pas et que je n'aurai pas de directeur de ma conscience : je tâcherai de l'éclairer par celle d'autrui, mais je ne la livrerai pas.

« Un mot que j'ai dit sur l'abbé Carron vous a effrayé bien à tort ; s'il venait me voir aux heures ou je puis causer longuement, j'aimerais son entretien et je prendrais ses conseils : seulement, je trouve qu'il n'a pas dans sa foi la parfaite assurance que donne la sérénité ; il est un prêtre inquiet, il hésite, il cherche encore et sa parole est peu capable de raffermir ceux qui voudraient ne plus hésiter et ne plus chercher.

« J'ai un autre ami nouveau, dont les visites assez fréquentes me sont agréables, il est moins homme du monde que l'abbé Carron, plus savant et en même temps plus ferme et plus calme que lui. C'est M. l'abbé Cruice, Irlandais d'origine, directeur de l'École des Hautes Études ecclésiastiques établie aux Carmes, homme qui n'est étranger à aucune science et à aucune littérature. Mignet l'a vu chez moi et l'a trouvé de fort bonne conversation, peut-être vous en aura-t-il dit un mot. Il l'appelle mon confesseur. Eh bien ! ce confesseur, ce directeur de ma conscience et de mes pensées, je n'ai encore causé avec lui que de philologie et de littérature et il ne paraît pas plus que moi pressé de parler intimement et sérieusement d'autre chose.

« Voilà où j'en suis, et si vous reveniez, ce que malheureu-

sement je souhaite en vain, vous me trouveriez, d'esprit, de parole et, quoi que vous en disiez, de sentiment sur les grandes choses de la vie, tel ou à peu près que vous m'avez toujours vu. »

Toutefois, ce désir de croire, ce besoin impérieux d'espérance et de consolation continuent d'être traversés d'incertitudes et combattus de résistances. C'est à travers la *Correspondance* de l'historien que nous suivons toujours les alternatives de ce débat intérieur. Se plaignant à lady Holland de ses angoisses nerveuses redevenues insupportables, il s'écrie avec découragement :

« Plaignez-moi, madame, et conseillez-moi de votre voix douce le courage et la résignation. Je trouve que je n'en ai pas assez. Je m'étais dit que je voulais me confier à Dieu et m'abandonner sans réserve à sa volonté ; je n'y ai point réussi. Je ne suis pas soumis, je résiste, je me demande pourquoi? pourquoi? Je prie, mais d'une manière courte, et la prière ne me calme pas (1). »

C'est un sentiment analogue qu'il exprime avec plus de force encore à la princesse Belgiojoso :

« Je ne réponds pas à ce que vous m'avez dit de gracieux sur mon retour à des pensées de foi et d'espérances hors des intérêts et des idées de ce bas-monde. Les concessions que vous me faites à cet égard me touchent vivement; je vous en remercie, mais je n'en ai pas besoin, vous le savez, par ce que vous en a dit ma dernière lettre. Dans mes aspirations religieuses, je n'ai pas eu le tort de m'éprendre de la doctrine catholique, plutôt que de l'Evangile, de la forme plutôt que du fond; bien au contraire, j'ai gardé là-dessus une latitude qui certainement est et sera toujours trop grande. Je voudrais me renouveler et je ne puis dépouiller le vieil homme; ce que je donne d'une main, je le reprends de l'autre, et c'est peut-être un obstacle à ce que l'appui me vienne, tel que je l'avais espéré. Si Dieu vous ramène ici, nous causerons de cela et je vous suivrai volontiers, pourvu que votre foi reste pure de toute ombre de panthéisme (2). »

Dans la mesure où il nous livre le secret de ses hésitations, le mystère de la lutte encore indécise, où se débat un esprit qui

(1) 26 juillet 1851.
(2) 27 décembre 1851.

parlemente avec soi-même, tels sont alors les sentiments d'Augustin Thierry, à l'endroit de son retour à Dieu. Qui peut dire combien de temps se fût prolongé, chez un « rationaliste fatigué, » ce conflit entre les aspirations de la conscience et les disputes de la raison, et quel en eût été le dénouement, si, à ce moment même, une succession d'incidents imprévus, le mettant en rapports suivis avec des prêtres éminents, n'était venue exercer sur son âme une influence décisive?

LES ATTAQUES D'UN AMI DE VEUILLOT

Dans les derniers jours de 1851, paraissait un volume in-16 intitulé : *M. Augustin Thierry, Critique générale et Réfutation*, ouvrant une série d'écrits du même genre, destinée à former, sous la direction de Louis Veuillot, la *Bibliothèque nouvelle* et qui contenait les plus violentes attaques contre les « tendances anti-chrétiennes » et les « théories mensongères » de l'historien de la *Conquête* et des *Temps Mérovingiens*.

L'auteur, Léon Aubineau, un ancien chartiste, quelque temps archiviste d'Indre-et-Loire, avait abandonné ses palimpsestes pour entrer à *l'Univers* et se lancer dans la polémique ultramontaine la plus agressive. Avant de se donner carrière contre Augustin Thierry, il avait d'abord exercé sa verve sur J.-J. Ampère, « ses niaiseries et ses incohérences; » avait brocardé « les pages coriaces » de Fauriel et de Sismondi, invectivé Michelet pour « ses honteuses imaginations. »

Il serait superflu d'analyser son factum en détail. Reprenant avec plus de rudesse et de malveillance encore les griefs qui traînaient dans les journaux *ultras* de la Restauration et ceux plus récemment formulés dans *l'Université catholique* d'Augustin Bonnety, il incriminait l'écrivain des *Considérations*, de ne faire, à travers tant de pages austères, que la sèche analyse des systèmes écroulés, sans avoir dressé le bilan de la science catholique, alors florissante; l'auteur de la *Conquête* et des *Récits*, « de ne peindre que la brutale nudité de la nature barbare ou les hideux oripeaux de la civilisation romaine décrépite, sans montrer assez l'action lente et soutenue de l'Église, en faveur d'une civilisation nouvelle. » Dans le déchaînement furibond de ses invectives, il allait jusqu'à soutenir que la cécité physique de l'infirme « était le signe vivant d'une cécité spiri-

tuelle qui se refuse à laisser pénétrer dans la plus haute région de l'âme les rayons divins d'un autre soleil, seul principe fécondant des intelligences. » Et la conclusion du réquisitoire était plus outrageante encore, puisqu'elle accusait formellement l'historien « *d'avoir falsifié sciemment les textes*, falsification sinon toujours *formelle*, du moins *négative*, par le silence volontaire passé sur certains faits. »

Augustin Thierry aurait pu mépriser des imputations haineuses, vigoureusement relevées aussitôt par Renan dans les *Débats*. Leur violence même avait mal servi la fin scandaleuse qu'elles se proposaient : l'insultante diatribe s'était écoulée à vil prix, exportée en Amérique et mise en partie au pilon. Bien au contraire, ces critiques, en dépit de leur évidente partialité, du ton sur lequel elles étaient formulées, le troublèrent profondément et, dans les dispositions nouvelles où il inclinait, un problème se posa devant sa conscience inquiète

Malgré les corrections scrupuleuses qu'il ne cessait pas d'apporter à ses œuvres, l'enfièvrement de la lutte ne l'avait-il pas autrefois égaré au point de lui faire passer la mesure ? S'était-il défendu sûrement contre tout parti pris? n'avait-il point vraiment méconnu, amoindri le rôle de l'Église « par une certaine complaisance pour les sectes dissidentes et un certain penchant à leur trouver des droits contre l'orthodoxie (1)? » S'il en était ainsi, du moins avait-il commis ces erreurs de bonne foi et se déclarait-il prêt à les réparer. « Je suis bien revenu de ces fautes aujourd'hui et je me prépare à faire, pour une édition ultérieure, des corrections qui, je l'espère, ramèneront mes jugements à l'exacte mesure du vrai (2). »

Cependant, les « perfidies » d'Aubineau, l'accusant d'avoir dénaturé les textes, « l'atteignaient dans son honneur » et s'il renonça au projet qu'il avait un instant caressé, d'une réfutation publique (3) il voulut du moins protester avec énergie auprès d'Alfred Nettement, qui dans son *Histoire de la Littérature française sous la Restauration*, avait accueilli sans examen certaines allégations du rédacteur de *l'Univers*.

(1) Lettre à M. de Circourt, 20 octobre 1852.

(2) *Idem.*

(3) « Les points de fait sur lesquels M. Nettement a reproduit les dires de M. Aubineau sont presque tous de la plus grande fausseté. J'en ai relevé trois ou quatre en lui écrivant. Dites-moi s'il y a lieu de faire davantage et de m'expliquer devant le public. » (A M. de Circourt : septembre 1853.)

« Pourquoi, monsieur, vous êtes-vous engagé, sur la foi d'autrui, dans des critiques de détail sur quelques points d'histoire concrète étrangers à vos études? Vous avez eu trop de confiance dans une érudition novice, armée contre moi de textes regardés en courant et d'un esprit de système autrement absolu que le mien. Je pourrais discuter victorieusement la plupart des faits sur lesquels je semble pris en faute. Je me bornerai à deux : l'un de l'histoire d'Angleterre, l'autre de l'histoire de France.

« Vous affirmez, monsieur, que le seul témoignage digne de foi, comme contemporain : celui d'Ingulf, est contraire à la prétendue désignation faite par le roi Édouard, de Harold comme son successeur; mais il y a là-dessus un témoignage tout aussi contemporain et bien plus présent que celui d'Ingulf, c'est une complainte composée entre la mort d'Édouard et le couronnement de Harold, qui se trouve dans la *Chronique saxonne*, à l'année 1065. On lit, traduction littérale : « Mais le prudent prince posa ferme ce royaume sur des hommes de haute naissance, sur Harold personnellement, le noble comte... » De plus, en 1065, Ingulf était à Jérusalem, d'où il ne revint qu'en 1066, au moment du départ de la flotte normande. C'est alors qu'il trouva en Normandie toutes les fables répandues dans ce pays, depuis le serment de Harold, et auxquelles ce fatal serment donnait une pleine vraisemblance.

« Quant au second fait, le point le plus triomphant de la critique de M. Aubineau contre mes *Récits des Temps Mérovingiens*, c'est-à-dire la lettre de saint Germain et sa date, M. Aubineau n'a pas lu le texte de cette lettre et n'a pas lu davantage le récit d'Adrien de Valois qui en fait mention; il s'est contenté d'ouvrir le quatrième volume de dom Bouquet; il a vu en marge de la pièce la date 574 et il s'en est tenu là. Or, cette date est fausse et la lecture des cinquante premières lignes de la lettre, le prouve manifestement. Saint Germain s'y excuse de n'être pas allé personnellement au-devant de la reine. C'est d'après ses propres paroles et d'après le récit d'Adrien de Valois, que j'ai construit le mien.

« Si M. Aubineau, qui me juge, non avec des études approfondies, mais avec des recherches faites *ad hoc* et sur l'heure, connaissait de l'ouvrage d'Adrien de Valois, autre chose que le titre et la page où il est question de la ruse de Frédégonde, il

aurait vu que la plupart de mes additions au texte de Grégoire de Tours ont leurs racines dans la narration donnée par les savants du XVIIe siècle et que leurs inductions, très abondantes, m'ont fourni ou suggéré les miennes. Il aurait vu en outre qu'Adrien de Valois, lorsqu'il met en scène quelque personnage nouveau, ne manque jamais, ou presque jamais, de dire s'il était Franc ou Gaulois d'origine, et cela sur la seule physionomie du nom, lorsqu'il n'existe aucune autre preuve. Il aurait su que ce commentaire du nom propre est une des conditions naturelles de l'histoire du VIe siècle; que je ne suis nullement l'inventeur de cette pratique observée, il y a deux cents ans, et que pour s'y conformer aujourd'hui, il n'est pas besoin de s'être entêté du système de la distinction des races. Enfin, monsieur, vous-même, vous n'auriez pas été exposé à me faire, sur sa parole, une grave leçon, que le moins systématique des historiens devait recevoir de vous, en même temps que moi (1). »

Un livre plus grave allait influer bien davantage sur les résolutions d'Augustin Thierry.

C'est une originale et attachante figure que celle de l'abbé Jean-Marie-Sauveur Gorini, curé de Saint-Denis, au diocèse de Belley. Élevé par un évêque italien exilé à Bourg par Napoléon Ier, ordonné prêtre en 1827, il était professeur d'humanités au petit séminaire de Meximeux, quand une disgrâce soudaine l'enlevait à sa chaire de belles-lettres et l'envoyait, le déportait presque à la Tranclière, un hameau perdu en pleins marécages bressans.

Il devait y rester près de vingt années, « en un presbytère ouvert à tous les vents, ayant pour carrelage la terre battue, pour tapis l'herbe qui poussait entre les fentes. Par les temps de gelée ou de neige, les loups affamés s'avançaient en hurlant jusqu'aux haies vives du jardinet et dévoraient le chien de garde. Un méchant réduit servait à la fois de cuisine et de salle à manger, de salon et de cabinet de travail, voire de bibliothèque (2). »

Mais c'était un cœur robustement trempé que l'humble desservant : à force de courage et d'énergie, il parvint à adoucir les souffrances de son purgatoire, à continuer les recherches

(1) Lettre à Alfred Nettement : 28 octobre 1853.
(2) Abbé F. Martin, *Vie de M. Gorini*

qu'il avait ébauchées à Meximeux. Dans sa conviction de prêtre et d'érudit, la plupart des historiens de l'école de 1830, Guizot, Michelet, Augustin et Amédée Thierry, Ampère, Quinet, Fauriel, Aimé Martin, avaient manqué d'équité, méconnu le rôle et le caractère de l'Église, si longtemps, au Moyen Age, « la conscience et l'intelligence de l'Europe, à la fois mère et nourrice du monde moderne (1), » lui ravissant l'honneur de ses plus beaux titres à la reconnaissance de la postérité. Il avait donc entrepris de réformer leurs jugements et en particulier « de restituer à la physionomie défigurée des saints, le reflet surnaturel de la grâce (2). »

Aborder sans références et privé des livres indispensables, pareille entreprise, qui exigeait une documentation énorme, un travail gigantesque de collationnement, de confrontation des textes et des sources, semblait au-dessus des forces humaines. La patiente volonté du curé de la Tranclière parvint à surmonter tous les obstacles. « Bourg était à 15 ou 16 kilomètres. L'honnête Gorini y avait quelques amis. Auprès d'eux il se faisait mendiant et empruntait avec promesse de rendre. Un excellent homme de libraire lui ouvrait tout son magasin, le laissait fureter à son aise dans les publications nouvelles. L'abbé s'installait sur les tables d'étalage, prenant sur place des extraits sans couper les pages, ni fatiguer les couvertures. Puis chargé comme un portefaix, il repartait pour son presbytère, le dos pliant sous une pile d'in-folios, calés par des brochures et des journaux (3). »

L'œuvre du dépouillement commençait alors et c'était seulement après avoir fait rendre au contenu examiné à la loupe, tout ce qu'on peut tirer d'un texte en le pressurant, que l'obstiné fureteur rapportait les volumes à leurs propriétaires.

Gorini poursuivit dix-huit ans, à la peine de son corps et de son cerveau, ce labeur de bénédictin. Quand il fut transféré, en 1847, à la cure de Saint-Denis, il avait fort avancé sa *Défense de l'Église* qui parut en librairie, au commencement de 1853, chez Girard et Josserand, à Lyon.

On éprouve, à ouvrir ces copieux in-octavos, une étrange impression; on est tenté de leur appliquer le jugement de

(1) *Défense de l'Église*. Introduction.
(2) *Idem*.
(3) Abbé F. Martin, *op. cit.*

Boileau sur les *Caractères* et de les condamner pour défaut de transitions. Gorini, qui écrit un style obscur et rocailleux, ignore ou dédaigne les artifices de la composition littéraire et les élague. Aux procédés de la rhétorique, il préfère des numéros d'ordre. En guise de préambule, il donne invariablement une notice élémentaire sur le personnage historique étudié, avec quelques sommaires observations sur les difficultés à éclaircir; puis vient une citation textuelle et *in extenso* du passage à réfuter dans l'auteur pris à partie. Le texte ainsi collationné est mis en vedette et l'on voit défiler en avant de la thèse les objections armées de leurs pièces. Alors seulement le critique entame le travail de la réfutation, s'attaquant sur sa route aux erreurs qu'il estime les plus dangereuses. Serrant ensuite le débat, il ne se retire de la lutte qu'après avoir délogé l'ennemi de ses positions : un bref résumé clôt enfin la dispute et, croit-il, établit sa victoire (1).

Il se mit aux prises avec Augustin Thierry en deux chapitres de son livre : *Clovis et le clergé gaulois* et *Saint Grégoire VII*. Au point de vue de la science historique, il y aurait fort à reprendre à sa méthode qui s'oppose à tout essai de synthèse et recourt aux sources, sans en discuter la valeur, usant de documents tronqués, supposés ou interpolés, acceptant les faits traditionnels sans réserve, se bornant à les expliquer ou à les atténuer. Mais, à la différence d'Aubineau qui faisait œuvre de polémique haineuse, le prêtre cherchait à gagner une âme et, de son propre aveu, « à démasquer l'impie par la science, à le sauver par l'attrait de la charité. »

Il découlait de ce désir apostolique une croyance bienveillante à la bonne foi de ses adversaires; l'auteur de la *Défense de l'Église* savait à combien d'erreurs involontaires prêtent, chez les plus impartiaux, des préjugés inconscients et l'ambition de la nouveauté : « Walter Scott, disait-il, a gâté tous ces messieurs, » et il dénonçait avant Lacordaire les périls de *l'invention* en histoire.

Ce besoin de croire au bien, cette mesure dans la discussion, cette honnêteté et cette modération de plume le servirent au mieux avec Guizot, qui lui voua son estime, avec Augustin Thierry, qui se sentit attiré vers son critique et la religion qu'il représentait. Aubineau l'avait injurieusement inculpé de

(1) Abbé F. Martin, *op. cit.*, *passim.*

maquillage et de faux; Gorini déclarait au contraire : « Que les erreurs de M. Thierry aient été préméditées, ce soupçon je le repousse de toutes mes forces (1). » Il ne s'était pas trompé.

L'historien se fit lire et relire plusieurs fois la *Défense de l'Église*. A creuser l'ouvrage et à s'en mieux pénétrer, il lui parut que, s'il avait pu tracer des portraits artistement ciselés de saint Grégoire de Tours et de saint Fortunat, de sainte Radegonde, de saint Médard et de saint Praetextat, de Grégoire VII ou de Thomas Becket; s'il avait montré, chez l'un, le dernier conservateur des lettres romaines et des mœurs aristocratiques, chez l'autre le poète de l'extrême décadence, épicurien raffiné, vaniteux et intrigant; en celle-là la jeune captive aimée, puis dégoûtée par la grossièreté d'un brutal vainqueur, s'échappant de la couche royale pour se réfugier dans un cloître; dans ceux-ci le maître impérieux de la chrétienté ou le patriote insurgé contre l'injustice et la violence du conquérant; il n'avait peut-être pas assez considéré en eux, le caractère providentiel de l'évêque, du docteur, de la réformatrice ou du pontife et les avait par suite involontairement dépouillés de leur beauté morale et intellectuelle.

Par appétit de justice et de vérité, pour apaiser les scrupules accrus de sa conscience, il résolut donc de soumettre les *Récits* et surtout la *Conquête*, en commençant par celle-ci, non pas seulement à l'une de ces revues de forme et de détail, qu'il avait accoutumé d'accomplir à chaque nouveau tirage, mais à une refonte complète des parties qui pourraient lui sembler entachées d'arbitraire ou de méprise.

Cependant, avant de commencer cette revision suprême et de lui consacrer les forces dernières d'une santé de plus en plus chancelante, il voulut achever d'établir le second volume de la *Collection* dont il était chargé, en même temps que publier à part l'*Essai sur l'histoire de la formation et des progrès du Tiers-État*, jusqu'alors enfoui dans une publication savante et des moins accessibles à la masse des lecteurs.

L' « ESSAI SUR LE TIERS-ÉTAT »

Les sollicitations de ses collègues et de ses amis l'avaient déterminé à ce dernier parti. Mais, alors que le travail avait

(1) *Défense de l'Église*, tome III, page 242.

jusque-là consolé celui dont les organes « étaient plus qu'à demi conquis par la mort, » il abordait cette fois sa nouvelle tâche avec lassitude, presque avec répugnance.

« Illusion sur illusion ! se plaint-il à Mme Holland, un songe placé dans un songe, voilà les espaces imaginaires où vont se perdre mes pensées d'aveugle, pour retomber sous le poids de la réalité. Depuis plusieurs mois, je me sens gagné par la tristesse, le vide et l'accablement. L'ennui me gagne comme des vagues qui montent toujours et contre lesquelles je suis sans force ; le travail même ne me distrait plus. Je vais publier à part un volume perdu jusqu'ici dans une collection du gouvernement. Je devrais m'en réjouir et cela ne fait que m'effrayer sur une préface que je n'ai pas le courage de commencer. Je crains de n'en pas venir à bout ; je souffre de corps en même temps que d'esprit ; il me faudrait l'espérance de quelque bien et ni autour de moi, ni en moi, je n'en trouve aucune (1). »

Il mit en effet plus de trois mois à composer cette préface du *Tiers-État* qui condense en dix pages de synthèse tout l'esprit du livre, pour se terminer par un cri de tristesse et de découragement.

A la fin de 1852, il n'avait pas encore achevé d'ordonner et d'éclaircir ses idées.

« Je suis au milieu des épreuves pour deux éditions qui vont paraître coup sur coup, in-8 et in-18. J'ai une préface à faire dont je n'ai pas écrit le premier mot et sur laquelle mes idées, après avoir été d'avance très nettes, s'en vont l'une après l'autre, à cause de la bizarrerie des circonstances et de l'absence d'une véritable opinion publique. Si vous étiez ici, vous m'aideriez à sortir d'embarras, mais il faut que je me décide seul et le temps me presse. Il faut paraître dans le mois prochain (2). »

Le temps pressait, parce que l'éditeur Furne qui avait acheté l'ouvrage sept mille francs, désireux de paraître au moment favorable, « avant les mauvais mois du carême, » harcelait l'auteur de ses réclamations.

Soucieux de ne présenter au public, qu'un livre aussi parfait qu'il était en lui de le réaliser, Augustin Thierry avait apporté de profonds changements à l'*Introduction au Recueil des Monuments inédits.*

(1) Lettre à Mme Holland : 17 novembre 1852.

(2) Lettre à M. Tiby : 14 décembre 1852.

Il s'était entouré de conseils, s'adressant à tous ceux qui pouvaient lui fournir un concours éclairé. Adolphe Chéruel, le comte de Circourt, MM. Tiby et de Cherrier se voient ainsi consultés à diverses reprises et leurs suggestions sont le plus souvent écoutées et suivies. « Suivant mon vieil usage de déférer sans retard aux observations qui me sont faites, écrit-il au premier, je m'occupe en ce moment d'un nouveau paragraphe qui remplira le vide que vous avez très justement signalé pour le XVIe siècle ; je reverrai aussi avec scrupule ce que j'ai dit sur la Fronde (1). »

Il s'adresse d'autre part à Renan pour des corrections de détail particulièrement délicates : « Mon cher philosophe un peu trop sceptique, voudriez-vous chercher dans les bonnes feuilles que je vous adresse, fin du chapitre VIII, un paragraphe sur le Jansénisme qui a grand besoin d'amendement. La définition de la doctrine y est peu exacte et fort peu claire et de plus la phrase est boiteuse grammaticalement. Vous me rendriez un véritable service en m'aidant à faire cette correction. Voyez ce dont il s'agit et substituez à ce qui est, quelque chose de mieux dont nous causerons ensuite. »

Enfin, à la veille d'envoyer chez Furne son dernier « bon à tirer, » il lance un suprême appel à Jean Wallon, le paradoxal mais savant penseur, qui après avoir été le Gustave Colline de Murger, sera, sous la Commune, l'administrateur éphémère de la Bibliothèque Nationale : « Mon cher philosophe, je vous envoie sur épreuves le volume dont je vous ai parlé. Soyez assez bon pour écrire en marge, au crayon, de votre meilleure écriture, toutes les critiques, remarques, objections, etc., que vous trouverez à me faire sur le fond et sur la forme. Plus il y en aura, plus je vous saurai gré de la peine que vous aurez prise pour moi. Mille amitiés et d'avance mille remerciements (2).

Ainsi remanié, augmenté et suivi de trois fragments étendus, empruntés au *Recueil des monuments inédits*, qui pouvaient le mieux mettre en lumière son importance et son vrai caractère, l'*Essai sur l'Histoire du Tiers-État* parut dans le courant de mars 1853.

Le moment était mal choisi pour la publication d'une étude aussi grave. On était à peine remis des émotions causées par

(1) 30 mai 1852.
(2) 23 février 1853.

les bouleversements politiques de 1851 ; fatiguée de l'action, la France n'avait pas encore repris le calme nécessaire pour lire et pour méditer. Le public de 1853 n'était plus au demeurant celui de 1825, si plein de jeunesse et d'ardeur. N'ayant su jamais que subir les faits, la génération nouvelle s'intéressait peu aux théories. L'histoire du *Tiers-État* fut donc loin d'obtenir le succès d'enthousiasme qui avait constamment accueilli ses aînées. Sévère dans sa forme doctrinale, bien que toujours belle et pure, elle effraya la masse des lecteurs superficiels. L'*Essai* n'en est pas moins un admirable livre que des juges compétents n'ont pas hésité à mettre à côté d'un des grands ouvrages du XIXe siècle, l'*Histoire de la civilisation en France.* « Ce sont les mêmes principes, déclare M. Camille Jullian, c'est la même manière abstraite et philosophique de présenter les faits ; c'est partout le même apaisement scientifique, la même sérénité d'historien. Les exagérations et la passion de la jeunesse ou de la politique ont entièrement disparu. »

L'*Essai sur le Tiers-État* fut la semence incomparable d'où germa par la suite toute une moisson féconde. Il a directement inspiré les études locales sur les villes françaises et la publication des archives municipales qui se sont multipliées après lui. M. Arthur Giry, pour ne citer que son nom, ne fût point sans doute parvenu à mener à bien ses difficiles travaux, si Augustin Thierry ne lui eût pas déjà tracé la voie et aplani la route.

Si l'accueil du public ne répondit point aux espérances qu'avait conçues la maison Furne, la grande presse, dans son ensemble, et les revues savantes rendirent hommage à l'œuvre de science. Renan, l'un des premiers, donna l'exemple dans les *Débats*. Son article, des mieux étudiés, ravit à ce point celui qui s'en voyait l'objet, qu'il intervint auprès de M. de Sacy, pour lui demander de faire attacher définitivement au journal, le rédacteur occasionnel qui venait de débuter aussi brillamment dans ses colonnes.

Édouard Laboulaye, Francis Nettement, Auguste Himly, Armand Baschet, M. de Circourt, le comte Louis de Carné, consacrèrent également à l'*Histoire du Tiers-Etat* d'érudites études, élogieuses ou bienveillantes.

D'autres témoignages plus immédiats d'estime ou d'admiration, arrivèrent par lettres rue du Mont-Parnasse, portant des

signatures illustres, celles, entre autres, de Guizot, de Tocqueville, de Dupin.

Augustin Thierry avait tenu à faire hommage de son livre à Mgr Sibour. Le remerciement du prélat montre assez qu'il réprouve les attaques d'Aubineau et condamne les tendances de *l'Univers* :

« Mon cher monsieur,

« Vous ne pouvez vous faire une idée des occupations d'un archevêque de Paris. Croiriez-vous que depuis que vous m'avez adressé l'*Essai sur l'histoire du Tiers-État*, je n'ai pas trouvé une minute pour vous remercier? J'espère pouvoir un peu plus tard vous lire et j'irai avec plaisir vous dire mes impressions.

« Mais, en attendant, laissez-moi vous exprimer tout ce que la lecture de la lettre si touchante, si filiale, qui accompagnait votre envoi, a ajouté d'affection paternelle à la haute estime que vous aviez inspiré déjà à votre premier pasteur... Et c'est deux jours après cette lettre charmante par la forme et toute catholique par le fond, que j'ai la douleur d'apprendre qu'un journal qui se dit religieux, mais qui certainement n'a ni la charité, ni la douceur de l'Évangile, dirigeait contre vous ses critiques trop habituellement passionnées et injustes. Rassurez-vous, monsieur, l'autorité de ce journal, que d'ailleurs j'ai cessé de lire, est nulle pour moi, comme aux yeux de tout esprit sage et modéré.

« Veuillez, mon cher monsieur, recevoir l'assurance de mon sincère et bien affectueux dévouement.

« M. D. Auguste, archevêque de Paris (1). »

Cinq mois plus tard, en septembre, paraissait à son tour le second volume du *Recueil des monuments inédits*, contenant les pièces de l'histoire municipale d'Amiens, jusqu'à la fin du XVIe siècle. Désormais, l'historien de la *Conquête de l'Angleterre* allait pouvoir entamer en repos la revision qu'il avait décidé de faire subir à son œuvre.

L'AMITIÉ DU P. GRATRY

Les remaniements projetés par Augustin Thierry dépassaient cette fois les corrections ordinaires qu'il avait jusqu'alors

(1) 15 janvier 1854.

apportées à ses livres, inspirées par la recherche du mieux et le souci de la perfection. Trop artiste pour ne pas sentir la valeur des mots, il passait et repassait la lime, à chaque nouvelle édition, sur ces mêmes pages si lentement élaborées, qu'on les aurait crues définitives. Ses *Lettres sur l'Histoire de France* et son *Tiers-État* témoignent de cette inquiète et permanente sollicitude, au point que cette attention scrupuleuse à revenir sans cesse sur ses ébauches primitives, apparaît comme une tournure de son esprit et un penchant de son caractère.

Il s'agissait à présent d'un tout autre travail et de proportions bien plus considérables. La refonte qu'il méditait pour la *Conquête*, n'impliquait assurément pas le désaveu du consciencieux labeur de sa vie, la rétractation de son œuvre, l'humiliation sans réserve d'une sainte et noble fierté, une sorte de *mea culpa* d'un pénitent qui s'accuse d'ignorance et d'erreur ; elle n'entraînait pas moins de radicales transformations, par endroits susceptibles de modifier les conclusions premières. Comme il avait autrefois supprimé ou atténué, dans *Dix ans d'Études*, les articles qui lui semblaient suspects de passion politique, il poursuivra « par amour de la justice et de la vérité » le travail de bonne foi qui doit achever de ruiner ses forces. Les plus malveillants de ses détracteurs seront obligés de rendre hommage à sa loyauté. Aubineau écrira vingt-cinq ans plus tard : « M. Thierry a élevé un monument touchant, bien qu'imparfait, de son respect pour la vérité. Il faut rendre justice à sa mémoire. »

Afin de mieux éclairer son jugement, l'historien forma une espèce de conseil intime d'amis et de confrères, choisis à dessein dans des opinions et des âges différents, auxquels il soumettait ses doutes, ses scrupules et ses remaniements en projet. Outre le modeste et savant Félix Bourquelot qui tenait la balance et prononçait souvent en dernier ressort, le petit aréopage comprenait MM. de Cherrier, de la Villemarqué, Tiby, un fureteur, ingénieux et subtil, d'absolu dévouement et d'intransigeante franchise qu'Augustin Thierry surnommait « son public, » Jean Wallon, Egger et Renan. Dans ce collège d'érudits, Egger et Jean Wallon étaient plus spécialement chargés des recherches de philologie; La Villemarqué, de l'étude des antiquités cel-

(1) Lettre à M. Guillemin, président de cette Conférence pour la paroisse Saint-Sulpice, 17 avril 1854.

tiques; Renan de l'interprétation des textes irlandais et scandinaves. L'historien recueillait leurs avis, tenait compte de leurs avertissements, tout en gardant son initiative, la liberté de ses décisions et conservant toujours à cœur, de maintenir à son œuvre le caractère original de son inspiration, d'en perfectionner le fond, sans en altérer la forme, d'en pacifier le ton sans abaisser ni éteindre le style.

Une difficulté néanmoins se présentait. Aucun de ses collaborateurs bénévoles, Renan excepté, dont Augustin Thierry se défiait à cet égard, ainsi que de Jean Wallon, n'était versé dans la connaissance de l'histoire ecclésiastique. Il sentit le besoin d'un guide averti qui pût diriger sa route sur des chemins obscurs. L'abbé Hamon, tout récemment appelé à la cure de Saint-Sulpice, faisait alors la tournée de ses ouailles. Il se présenta rue du Mont-Parnasse et reçut de son paroissien l'accueil le plus encourageant. Ce fut lui qui désigna à Augustin Thierry le P. Gratry, comme le plus capable et le plus digne de le seconder dans ses travaux et d'éclairer sa conscience sur les faits de l'histoire de l'Église qui pouvaient encore la troubler.

Le polytechnicien converti, l'ancien aumônier de l'École Normale, le restaurateur de l'Oratoire, jouissait déjà dans les milieux de pensée d'une réputation justifiée. Sa polémique avec Vacherot avait eu, deux années auparavant, un retentissement considérable. On avait hautement apprécié, depuis lors, la puissance de raisonnement et l'élévation des idées qui, dans son *Cours de Philosophie*, ennoblissaient l'examen de la connaissance de Dieu. Chacun s'intéressait aux efforts courageux qui l'associaient au P. Petetot, pour ordonner la renaissance de la savante congrégation qui avait fourni au XVIII[e] siècle tant de prêtres éminents. L'absolue loyauté de son caractère, l'étendue de ses connaissances, le libéralisme éclairé d'une foi tolérante, le zèle intelligent de sa ferveur apostolique, tout en lui, jusqu'à ses préférences gallicanes, devait contribuer à séduire Augustin Thierry.

Après que l'Oratorien eut répondu avec empressement à l'appel qui lui fut adressé, les relations entre eux ne tardèrent pas à prendre un caractère amical. Le P. Gratry se rendait souvent rue du Mont-Parnasse, et les conversations qu'il poursuivait avec un interlocuteur désireux de se reposer enfin dans

la certitude, ne portaient pas seulement sur des sujets d'histoire. Le prêtre s'efforçait d'affermir la foi encore hésitante de son hôte (1), de combattre ses objections en fortifiant son jugement. L'Église discutait alors le dogme de l'Immaculée Conception et des controverses publiques en précédaient la définition solennelle. L'historien manifestait à ce propos la plus grande inquiétude : « J'appréhende pour moi le contre-coup de la décision que va prendre l'Église pour un nouveau dogme. Êtes-vous soumis d'avance à tout ce qui va se faire ? Nous en causerons à votre retour (2). »

La question et les problèmes qu'elle soulevait retenaient vivement son attention, et comme le P. Gratry en traitait à Saint-Roch, il pria Émile Egger de l'aller écouter pour lui soumettre ses raisonnements. L'helléniste y consentit et sa lettre résume sans conclure les arguments qu'il vient d'entendre :

Monsieur et cher maître,

« Suivant votre désir, j'ai entendu ce matin l'homélie du P. Gratry sur la nécessité d'une retraite. Il y avait à la fin une parenthèse sur cette question de l'Immaculée Conception « dont quelques catholiques ont la bonté de se scandaliser. » Le P. Gratry tient la question pour tranchée par le raisonnement que voici :

« Dans la masse de perdition que forme l'humanité depuis le péché originel, il faut bien qu'un point reste pur, pour que Dieu, par ce point, ressaisisse et relève notre espèce. De même que, dans le Déluge, un point resta intact, où la colombe, qui est l'Esprit-Saint, put poser ses pieds; de même, quand votre fils s'est laissé aller à la corruption du monde; — mon cher frère ou ma sœur, — vous savez qu'au fond de ce cœur corrompu, il y a toujours une fibre inattaquée et que là se cache le germe d'une sanctification nouvelle. La conception immaculée de la Vierge est ce point, cet atome, ce germe, etc., unique dans le temps et dans l'espace, par où Dieu devait sauver le genre humain. Sans ce dogme, la philosophie catholique n'a pas de sens; avec ce dogme, tout s'explique, tout s'éclaire. C'est la seule

(1) « Je voudrais bien être aussi ferme que vous dans la bonne voie; mais j'ai plus de bonne volonté que de confiance et je fléchis bien souvent. » (Lettre à M. Daveziès, 19 novembre 1854).

(2) *Id.*

exception, mais une exception nécessaire à la grande loi du péché originel.

E. EGGER. »

Cette explication satisfit-elle Augustin Thierry au point de l'emporter sur ses antipathies? l'abbé Gratry a cru pouvoir l'affirmer dans la suite : « Une fois la proclamation accomplie, il n'eut plus aux lèvres que ces paroles : Maintenant que l'Église a prononcé, je me soumets à son autorité (1). »

L'écrivain, de son côté, s'appliquait à témoigner sa reconnaissance. Quand parut la suite du *Cours de Philosophie*, les volumes consacrés à la *Logique*, il fit agréer par Buloz un élogieux compte rendu de Jean Wallon dont il avait inspiré les louanges (2). Quelques semaines plus tard, il s'efforçait d'apaiser l'auteur, mécontent d'une critique d'Émile Saisset.

Vers la fin de l'été 1854, il devint impossible au P. Gratry, retenu par des soins multiples et impérieux, de continuer aussi fréquemment qu'il eût souhaité ses visites rue du Mont-Parnasse. Comme il fallait faire à l'aveugle des lectures de textes ecclésiastiques, ses supérieurs choisirent pour cet office intelligent et charitable, l'une des recrues les plus distinguées du Nouvel Oratoire, normalien et agrégé d'histoire, promis aux plus hautes dignités de l'Église, l'abbé Adolphe Perraud qui venait d'être ordonné sous-diacre.

L'hôtel de la rue du Regard n'était pas éloigné et, deux années durant, le futur cardinal allait être aisément fidèle aux rendez-vous de chaque semaine. Les corrections apportées à la *Conquête*, en ce qui concerne l'action de l'Église pendant le cours du Moyen Age, portent incontestablement son empreinte.

LES CORRECTIONS DE LA *CONQUÊTE*

Ces corrections, on ne peut songer ici à les donner en détail. Trois épais registres, chacun de plus de cinq cents pages, renferment une énorme collection de textes de tous genres et de toutes époques, depuis les chroniqueurs saxons, jusqu'aux historiens contemporains, d'Ingulf, Baronius, Geoffroy de Mon-

(1) Lettre à Mgr l'archevêque de Paris sur les derniers moments de M. Augustin Thierry.

(2) Lettre au prince Albert de Broglie.

mouth, Guillaume de Malmesbury, à Fauriel, Mignet, Henri Martin, Gorini, Bonnechose, Macaulay et Thomas Moore, en passant par Lanfranc, Robert de Glocester, Adrien de Valois, Mabillon, dom Bouquet, Spielmann et Palgrave.

Force notes, maintes scolies y sont entremêlées, signées d'Egger, de Renan, de la Villemarqué, de Leroux de Lincy, d'Edelestand du Méril, procurant des éclaircissements sur certains points obscurs ou discutés, riches de commentaires et de gloses sur les ultimes découvertes de la science et de la paléographie.

De cette masse de documents, Augustin Thierry extrayait, après un examen réfléchi, les matériaux utiles. Il apportait une conscience rigoureuse à ce dépouillement, lent et compliqué. Ce que ne pouvaient lui fournir les érudits français, il s'adressait, pour l'obtenir, aux savants étrangers : à Thomas Wright, à Lappenberg, à Depping, à Kervyn de Lettenhove.

La méthode qu'il adopte montre assez l'attention méticuleuse qu'il donnait à son travail. Les corrections étaient inscrites en triple exemplaire sur des volumes de l'édition précédente de la *Conquête* (1), intercalés de cahiers manuscrits pour les additions. Un des exemplaires avait été déposé dans l'étude de Me Rousse; l'autre confié aux soins de M. Gabriel Graugnard; le dernier enfin restait à demeure dans la chambre de l'historien et toujours à portée de sa main.

Parmi ces remaniements, beaucoup ne présentent que des retouches de style, mais d'autres sont plus graves et équivalent à une refonte du texte.

Ce sont, à commencer par l'Introduction, des retranchements, des additions, des émondages qui tendent à présenter, sous un jour plus vrai, dans une plus équitable mesure, les conséquences politiques de la conquête et le rôle de l'Église, l'esprit qui l'anime dans la part qu'elle prend aux grands événements du Moyen Age ou dans les actes de son autorité catholique, en Europe et en Angleterre.

Entièrement absorbé par cette tâche ingrate, l'historien avait abandonné pour elle tous ses autres travaux. Nulle considération étrangère ne peut l'en détourner : aux amis qui l'interrogent sur ses projets à venir, il répond par l'affirmation d'une

(1) Neuvième édition : Furne et Cie, 1852.

volonté persistante, néanmoins voilée d'une ombre de tristesse :

« Je corrige mon *Histoire de la Conquête*, mais je ne veux faire que cela et je n'ai pas l'ombre d'un nouveau récit des Temps Mérovingiens. Si Dieu me prête vie, il faudra que je termine mon *Essai sur l'histoire du Tiers-État*, avant de retourner à ce travail de prédilection, dont je dis et je voudrais qu'on dise un jour avec sympathie : *Pendent opera interrupta* (1). »

Toutefois il ne s'illusionne guère et pressent bien que ses corrections, une fois définitives, ne répondront pas entièrement à l'espoir de ceux qui l'ont encouragé à les entreprendre. Mélancoliquement, il avertit lady Holland :

« Vous me parlez de mes corrections avec une sympathie mêlée de regrets. Hélas! vous avez raison, il vaudrait mieux qu'elles ne fussent pas à faire, mais j'ai vu la nécessité et je m'exécute bravement. Qui ferait cela pour moi quand je n'y serai plus? C'est un coup de balai qui enlèvera bien de la poussière à mon ouvrage. Ce qui doit durer de lui sera plus en évidence; on le lira plus longtemps et la mémoire de l'auteur y gagnera. Malgré la peine que cela me donne et l'absence d'utilité présente, je persiste à prendre cette peine et je n'aurais ni le cœur, ni la tête à autre chose. Cependant, je ne me berce pas d'illusions et je sais très bien, quelle que soit ma bonne volonté, que je laisserai encore bien des mécontents et que le nombre sera grand de ceux qui ne trouveront pas ce qu'ils attendent (2).

Ses prévisions ne l'abusaient pas : Mgr Pie devait condamner plus tard la « teinte rationaliste » malgré tout conservée par la *Conquête*, Aubineau s'acharner derechef sur l'écrivain qui, « ne s'étant pas proposé d'éliminer de ses écrits tout ce qui pouvait blesser la foi et nuire aux âmes, n'avait consenti à corriger que ce qui lui était démontré par l'histoire (3). »

Cependant un événement malencontreux était venu retarder encore le travail des corrections. A la suite des nouvelles émeutes fomentées par Mazzini, à Milan, en février 1853, le gouvernement autrichien avait décidé de placer sous séquestre les biens de tous les Lombards résidant à l'étranger pour des motifs politiques. Bien qu'innocente de toute complicité dans la révolte, Mme de Belgiojoso avait donc vu saisir ses revenus et,

(1) Lettre au comte de Circourt, 28 septembre 1855.

(2) 30 juin 1855.

(3) *L'Univers*, 16 juillet 1857.

dénuée de toutes ressources, s'était trouvée dans l'obligation d'aliéner ses propriétés parisiennes.

Une longue et mélancolique correspondance s'engage alors entre elle et Augustin Thierry. Généreusement, la princesse insiste pour que son *frère* continue d'habiter, jusqu'à la vente, le « pavillon construit pour lui. » Celui-ci refuse par délicatesse, ne voulant pas entraver par sa présence une négociation difficile. « Votre propriété est mise en vente, ma chère sœur, et la déclaration en a été faite chez le notaire. Ainsi meurent avant nous, des choses qui devaient durer autant que la vie (1). »

Il se résout donc à déménager, malgré le chagrin qui le « déchire » et des inquiétudes « qui lui font perdre la tête, lui enlèvent le repos et le sommeil. »

Après de longues recherches en différents quartiers, « où les jardins disparaissent de plus en plus, » il finit par louer dans son voisinage immédiat, 32, rue du Mont-Parnasse, l'ancien appartement d'Edgar Quinet abandonné par lui depuis la mort de sa femme. « Enfin la Providence est venue à mon aide et j'ai trouvé à ma porte, dans la maison habitée naguère par M. Quinet, ce que je commençais à croire introuvable. J'ai loué dans cette maison le rez-de-chaussée et le premier ensemble, avec un très long bail, car je ne veux plus déménager. Mon loyer est de seize cents francs, ce qui fera dix-huit, à cause des réparations de toute sorte que je prends à ma charge. Ainsi dans trois mois au plus, j'aurai une autre demeure et là, je serai tout auprès de ce que je puis appeler le tombeau de mes rêves. Dans mon nouveau jardin, je respirerai en partie l'air de celui qui, hélas! ne sera plus le vôtre et je suivrai avec un intérêt triste, sa destinée, pendant six ans, liée à la mienne. »

Son installation était achevée au début de février 1854 et il se déclarait enchanté de son nouveau logis : « Je travaille à remanier mon très petit jardin ; j'ai planté huit arbres, voilà ma forêt et mon espérance d'ombre pour le mois de juillet, si Dieu me prête vie jusque-là. Quant à mon appartement, j'en suis de plus en plus charmé, c'est ce que j'ai jamais eu de mieux et de ce côté-là, je n'ai absolument rien à regretter pour le passé, ni à désirer pour l'avenir (2). »

Cet avenir, hélas, devait être bien court et la mort, avant

(1) 8 juin 1853.
(2) Lettre à Mme Holland, 18 février 1854.

longtemps, résiliera le « très long bail » rendu par elle précaution inutile. Le pic des démolisseurs a passé là et rien ne subsiste aujourd'hui du suprême refuge où l'historien va terminer sa vie, poursuivre ses ultimes travaux, accueillir les fidèles de ses derniers jours.

LES DERNIERS JOURS D'UN GRAND ÉCRIVAIN

Depuis deux ans, dans le pavillon Belgiojoso d'abord, avaient repris les réceptions et les causeries, où se rencontraient avec ses vieux amis, Villemain, Cousin, Mignet, Ary Scheffer, Guigniaut, Henri Martin, de plus jeunes admirateurs de son esprit et de son talent : Renan, Egger, Émile Montégut, Adolphe Chéruel, le marquis de Rosières, Jean et Henri Wallon, Félix Bourquelot, Charles Louandre, Henri Baudrillart, La Villemarqué, de Cherrier, le comte de Circourt, Tiby, etc... Des visiteuses, et non les moindres, venaient parfois aussi égayer l'aveugle du froufroutement de leur féminité : Mmes de Tracy, de Corcelle, de Rémusat, Adolphe Périer, lady Elgin, lady Holland, la princesse Czartoriska, enfin, qui, élève de Chopin, le ravissait par sa virtuosité de pianiste.

Deux fois la semaine, le mardi et le samedi, dans la soirée de neuf à onze, Augustin Thierry réunissait ses hôtes. C'était, a écrit l'un d'entre eux, M. Henri Wallon, « un moment solennel quand les deux battants de la porte du salon s'ouvraient et qu'on voyait apparaître, dans son fauteuil roulant, le maître du logis paré comme pour une réception officielle. Un silence respectueux s'imposait jusqu'à ce qu'il eût été amené à sa place, auprès de la cheminée. On s'avançait vers lui alors, il nous reconnaissait à la voix, nous tendait la main, et la conversation s'engageait sur les événements et les faits divers de la politique ou de la littérature, entretiens familiers où l'on pouvait goûter toute la vivacité et le charme de son esprit. »

La musique demeurait la distraction favorite de l'infirme ; tous les quinze jours, il organisait des concerts, où Bach, Mozart et Beethoven figuraient le plus souvent au programme, dont les exécutants s'appelaient Prudent, Lacombe, Saint-Saëns, à ses premiers débuts, avec le quatuor célèbre : Chevillard, Maurin, Mas et Sabatier.

Ce goût pour les classiques ne l'empêche pas de s'intéresser

à l'évolution qui s'accomplit dans l'esthétique musicale, marquée par les premières tentatives wagnériennes. L'une de ses dernières lettres, adressée à la princesse de Sayn-Wittgenstein, la protectrice et l'amie de Liszt, a trait à *Lohengrin* et à l'innovation des leit-motiv.

« Madame,

« Je vous remercie mille fois de m'avoir transmis des renseignements authentiques sur la réforme essayée par M. Wagner dans le drame musical. Je sais maintenant tout ce qu'on peut en apprendre de loin, c'est-à-dire qu'après avoir suivi cette lecture avec beaucoup d'attention et un vif intérêt, il me reste encore bien des doutes. M. Wagner est certainement un musicien de premier ordre et un poète distingué, à ce qu'il m'a semblé. Les petits fragments de son œuvre, joints à la notice de M. Liszt, suffisent à le prouver. Le motif d'entrée du chevalier et la prière d'Elsa, entremêlée de coups de trompettes lointains qui annoncent le défenseur sont deux morceaux admirables.

« Il y a un accent dramatique vrai dans la défense de Lohengrin et dans la parole du Roi, ordonnant le jugement de Dieu. Enfin les deux motifs d'orchestre, dont l'un exprime la sympathie populaire pour Elsa et l'autre les fureurs d'Ostrude, sont pleins d'expression vraie et forte. Tout cela serait admiré dans un opéra fait selon le modèle ordinaire. Maintenant, cela gagne-t-il quelque chose à se trouver plus ou moins répété comme symbole d'une situation ou d'un caractère? Voilà la question et pour y répondre, il faudrait être en Allemagne, ou peut-être, comme vous le dites vous-même, madame, être Allemand de naissance et d'esprit.

« Je regrette bien que M. Lizt, que son nom oblige à travailler non pour l'Allemagne seule, mais pour le monde civilisé, ne nous donne pas son opéra de *Sardanapale*, dont, à ce que j'ai appris, le libretto est excellent. Les découvertes d'antiquités faites à Nimroud et à Khorsabad, font que ce sujet a maintenant un véritable à-propos. Il y a, dans les musées de Paris et de Londres, des inspirations pour un grand musicien qui viendrait aujourd'hui nous peindre la vie assyrienne, dans ses palais dont les portes étaient gardées par des taureaux ailés à face humaine. Si vous pensez comme moi, madame, vous par-

lerez de mes regrets qui me sont communs avec des personnes de beaucoup de goût; si vous n'êtes pas de notre avis, je vous demande le silence, car pour ce qui touche sa liberté, l'artiste est une véritable sensitive.

« Agréez, je vous prie, etc (1)... »

Lorsque Augustin Thierry ne reçoit pas, il s'enferme pour travailler et le valet de chambre Joseph tient la porte close aux fâcheux. Le P. Gratry et l'abbé Perraud échappent seuls à cette consigne et sont introduits quand ils se présentent.

Plusieurs lettres de ce dernier, revenant pour les fortifier davantage, avec l'appui des textes, sur les arguments et les preuves qu'il avait développés, indiquent la nature des propos qui s'échangeaient durant ces entretiens, auxquels assistait parfois la princesse Belgiojoso, rentrée à Paris en octobre 1855. Ce sont, — quelques-unes fort étendues, — des dissertations sur la théologie de saint Paul, le symbolisme de l'Ancien Testament et son application aux Évangiles; des commentaires sur la doctrine des Pères de l'Église et la défense de la Tradition dans Bossuet, Bourdaloue et Pascal. Ces conversations auraient emporté les dernières résistances d'une âme déjà plus qu'à moitié conquise.

Suivant le P. Gratry, le « miracle de la grâce » avait enfin opéré, le « rationaliste fatigué » venait à résipiscence, ses plus tenaces objections s'écroulaient : « D'aucun côté, je ne vois aucune bonne raison contre la religion catholique, tout y est bon, raisonnable, salutaire, tout jusqu'aux moindres pratiques : l'on ne peut en omettre aucune sans avoir à le regretter. On a tort d'hésiter, il faut arriver là. La véritable philosophie, la vraie sagesse pratique, y conduiront de plus en plus (2) ».

Renan, qui n'est point suspect, confirme indirectement ce témoignage, en rapportant ces paroles d'Augustin Thierry, certain jour qu'on lui faisait observer ce que certaines croyances peuvent avoir d'étroit : « Ce ne sont pas des pensées larges qu'il me faut maintenant, ce sont des pensées étroites (3). »

Mgr Perraud devait plus tard avancer à son tour, que la conversion à laquelle il avait travaillé, s'étayait de raisonnements fondés sur les leçons de l'histoire. « Je veux avoir, me disait-il,

(1) 5 février 1856.
(2) Le P. Gratry, *op. cit.*
(3) *Essais de morale et de critique*, p. 136.

la foi des simples. Je ne suis pas un philosophe, je suis un *historien*. Je ne cherche pas à approfondir la métaphysique du christianisme, elle me dépasse. Je prends l'Église comme un fait qui s'impose à mon attention et que je ne saurais ni éliminer, ni éluder. D'autre part, si j'essaie d'expliquer par des raisons humaines l'existence de ce fait et ses conséquences de toute sorte sur la marche de l'histoire, j'y échoue invinciblement. Les raisons humaines sont hors de toute proportion avec *l'établissement* de la religion chrétienne dans le monde et sa *propagation* par l'Église. Donc... (1). »

L'évêque d'Autun affirme encore que l'historien se faisait lire chaque dimanche les prières de la messe et que la messe elle-même, sur autorisation spéciale de Mgr Sibour, fut plusieurs fois célébrée dans sa chambre par le père Gratry. « Je n'oublierai jamais de quelle façon il se disposait à entendre cette lecture. Il se faisait habiller comme s'il avait dû aller en ville. Il avait même soin, en signe de respect, d'avoir les mains gantées. Je lisais lentement, dans la langue même de l'Église, les prières liturgiques. Elles arrachaient parfois à mon auditeur, et comme malgré lui, des cris d'admiration : « Que c'est beau ! disait-il à demi-voix. Que c'est grand ! Que c'est profond ! » Puis quand je m'étais acquitté de mon office, il m'exprimait sa reconnaissance dans les termes les plus émus et les plus délicats (2). »

On doit accepter pour vraies de si hautes et solennelles attestations, appuyées de détails précis et qui correspondent si complètement à ce que nous connaissons, par ses lettres, des sentiments profonds d'Augustin Thierry. Il ne suffit pas, pour les infirmer ou les récuser, de ne point trouver mention de ces lectures, ni de ces pieuses cérémonies dans le dépouillement d'un curieux journal où le paralytique relate et dicte lui-même jusqu'aux plus menus incidents de ses journées. Autant qu'on puisse pénétrer dans les secrets replis de sa conscience, il apparaît que Renan commet une évidente méprise, lorsqu'il tente d'expliquer par « le sentiment des convenances » et « l'art de construire une belle vie, » la conclusion logique d'un long débat intérieur dont il ne posséda jamais les éléments entiers.

Comme on l'a vu, Augustin Thierry, pour les droits de la

(1) Mgr Perraud, *A propos de la mort et des funérailles de Renan*, p. 16.
(2) Mgr Perraud, *Ibid.*, p. 21.

vérité, la satisfaction du devoir et l'apaisement de sa conscience, dévouait au grand ouvrage de sa vie, les derniers restes de ses forces et les efforts suprêmes de sa pensée. Cependant la mort n'était pas loin. A la fin d'avril 1856, il avait brusquement perdu la sensibilité du côté gauche jusque-là conservée. Il s'en allait, disait-il, « pièce à pièce et morceau par morceau, » mais la volonté demeurait ferme, le cerveau toujours lucide. La première quinzaine de mai s'écoula dans des souffrances continuelles, une exaspération de douleurs nerveuses que les doses redoublées d'opium ne parvenaient plus à endormir. La paralysie, envahissant de plus en plus les organes, respectait encore l'intelligence.

Le samedi 18, vers dix heures du soir, sa tête retomba sur sa poitrine, pendant qu'il dictait; il s'affaissa dans une lourde somnolence. Le lendemain, sa langue commença de s'embarrasser, il articulait mal, avait peine à se faire entendre : « Je parle, se plaignait-il, comme un homme ivre. » Des ventouses sèches appliquées sur la nuque, ayant produit une amélioration passagère, il avait fallu toute l'insistance du docteur Louis pour l'obliger à se coucher. Au milieu de la nuit, entre deux et trois heures, il eut encore l'énergie de réveiller son domestique pour lui dicter un léger changement dans une phrase de la *Conquête.* Il balbutiait les derniers mots lorsqu'une hémorragie cérébrale le terrassa sur son lit. Le « soldat de la science » venait de tomber sur la brèche.

L'agonie se prolongea deux jours. Amédée Thierry, aussitôt averti, accourut le premier. Le moribond reconnut son frère, lui pressa la main, parvint même à nommer ses neveux et ses nièces. Ce furent les dernières paroles de cette voix éloquente ; dès lors s'étendit sur sa pensée un voile d'insondables ténèbres, que rien ne devait plus dissiper. Lorsque survinrent à leur tour ses plus anciens et ses plus chers amis : Villemain, Cousin, Ary Scheffer, Mme de Belgiojoso, il ne les reconnut pas. Villemain l'interpella vainement, lui rappelant avec douleur leur longue et quasi fraternelle amitié.

Le 22 mai, à deux heures du matin, s'éteignait l'une des plus nobles intelligences, l'un des plus purs écrivains dont s'honore la France au XIXe siècle. Les obsèques furent célébrées le lendemain à Saint-Sulpice, où une phrase malheureuse de l'abbé Hamon, dans son éloge funèbre, allait bientôt entraîner

de regrettables polémiques. Un bataillon de ligne rendait les honneurs militaires au commandeur de la Légion d'honneur; Amédée Thierry menait le deuil avec ses deux fils. Le cortège accompagna le corps au cimetière Montmartre, où, suivant ses volontés dernières, Augustin Thierry fut inhumé dans le caveau de la famille Scheffer. Édouard Laboulaye, pour l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, dont il était président; Dubois, de la Loire-Inférieure, au nom de ses anciens camarades de l'École Normale; Félix Bourquelot, représentant ses collaborateurs et ses élèves, prirent tour à tour la parole sur la tombe de l'historien, exaltant avec ses travaux le haut exemple de sa vie.

La presse ne fut pas moins unanime à louanger un grand mort.



Un jugement d'ensemble sur l'œuvre d'Augustin Thierry, son influence d'école, la valeur et l'exactitude de ses théories historiques trouverait sans doute ici sa place. L'auteur de ces pages s'en abstiendra cependant. La critique ou l'apologie seraient également déplacées sous sa plume.

Quel que soit l'arrêt qu'on doive porter sur lui, on ne saurait ravir à l'auteur des *Lettres sur l'histoire de France* l'honneur d'avoir été chez nous l'initiateur inspiré de la renaissance des études historiques, le mérite d'y avoir apporté le premier le souci du document et de la critique des sources. Sa place est ainsi à l'origine même de l'évolution moderne de l'histoire.

Cette consécration peut suffire à sa gloire. L'ambition de ce travail sera satisfaite et son dessein accompli, s'il a pu servir à faire mieux connaître celui que Renan nomme son « père spirituel, » de qui la vie fut un prodige incessant de persévérance et de volonté, et qui, pour avoir donné dans la souffrance l'exemple de la plus ferme vertu, mérita si noblement, lui aussi, ce beau titre de saint laïque dont Jules Ferry saluait Bersot le jour de ses funérailles.

A. AUGUSTIN-THIERRY.

LE LIVRE DE RAISON

Je le continue après plus de cent ans. Le dernier feuillet date de 1820. Il est de la main d'un arrière-grand-parent, ancien officier de voltigeurs qui, au retour de l'Épopée, déjà dans son âge mûr, en sa qualité de cadet, avait pris chez son frère aîné dans la vieille maison paternelle son dernier billet de logement. Dans la France d'autrefois, les fils puinés restés célibataires, qui n'avaient point fait fortune, revenaient au foyer familial chercher asile. Le voltigeur apparut donc un soir sans s'annoncer, après avoir passé dix ans pour mort. Il embrassa son frère, s'inclina devant sa belle-sœur, visita la chambre qu'il allait occuper, ouvrit sa serviette, soupa, et puis tira sa chaise au coin du feu et, poussant ses pieds vers les chenets, commença tout de suite pour ses neveux l'histoire de ses campagnes. Il devait la reprendre bien souvent depuis, assis devant l'âtre, comme fasciné par l'ombre immortelle du Héros.

C'était un homme de stature moyenne, dru de muscles, énergique, infatigable, avec des traits mats, aquilins, animés d'yeux ardents gris bleus qui regardaient en face, attentivement, comme sur le champ de bataille. Il disait volontiers de lui : « Je suis le type du fantassin français. » Au moral, instruit, lettré, amant de l'antiquité, lecteur impénitent d'Horace, et se piquant d'art, de musique surtout. Il jouait du violon avec méthode et sentiment, il possédait un son émouvant. Il avait enfin souci d'élégance sans affectation, en particulier les dimanches et fêtes où il restait fidèle à l'habit gros bleu à boutons de cuivre. Il passait pour courtois avec les hommes quoique distant et, bien que revenu des choses de la chair, sinon du cœur, pour galant avec les femmes. De sa vie agitée,

risquée aux quatre bouts de l'Europe, il ne gardait qu'une maigre pension, sa croix, et un harnois de combat composé de toute sorte de buffleteries et d'armes. Il faisait deux parts de sa pension. Il donnait l'une, la plus importante, à son aîné, en compensation du lit, du couvert, du feu et de la chandelle, balance au reste toute à son profit, et il gardait l'autre pour se vêtir et pour bourrer sa pipe.

Comme il avait partagé sa pension, il partagea son existence. Il s'adonna à la chasse et à l'agriculture. Peu à peu, avec le besoin de commander dont il ne pouvait se départir, pris à manier la troupe, il se substitua à son frère dans la conduite des équipes, l'agencement et la surveillance des travaux, l'emploi des gens et des bêtes, s'effaçant toutefois devant le chef de la maison lorsque celui-ci agissait en maître : dans la direction générale du bien, les débats d'affaires au cours des foires, les ventes à domicile, le règlement des salaires. Même, les jours de presse, il se plaisait à mettre la main à l'outil. Et, d'avoir traversé tant de pays, abordé tant de peuples jaloux ou hostiles, erré de nations en nations sans jamais se fixer ni s'attacher, il portait au coin de terre où il était né, où il mourrait, où tous les siens se succédaient, un amour passionné comme pour une créature. A l'époque des grands travaux, quand les heures sont trop courtes pour vaquer aux soins du domaine, il ne s'accordait ni retard, ni repos, il ne se délassait seulement qu'un moment le soir avec son violon, que l'on entendait frémir dans l'ombre... Et cependant, l'autre goût, celui de la chasse, le tenait aussi fortement. Les grains semés, la vigne taillée, la fenaison ou la moisson faite, la vendange coulée, il empoignait son fusil, sifflait ses chiens et battait le pays. Il possédait des chiens bleus de Gascogne, renommés pour leur gorge sonore, qui réjouissaient son oreille de leur musique ardente. Il forçait le sanglier, le renard et le lièvre ; il traquait les blaireaux en maraude, au clair de lune; et lorsque des froids inusités faisaient remonter chez nous les loups de la Bigorre, il les attaquait à grand aboi. Il dédaignait un peu la plume. La bécasse seule l'intéressait : elle exige un coup d'œil sûr et prompt. En mars toutefois, à l'époque où les palombes reviennent d'Afrique, annonçant l'afflux des sèves, il les capturait, au filet. Bon ou mauvais temps n'existait point pour lui. La neige, le vent, la pluie étaient ses vieilles

connaissances. Il partait, de gros souliers ferrés aux pieds, le béret sur le chef, couvert de laine épaisse, venue des brebis de son frère, et d'où l'on tirait tout : guêtres, culotte, gilet, habit... On conte que certains jours, criblé d'averses, l'hiver, il revenait ruisselant, trempé comme une éponge. On le repoussait dès le seuil.

Alors il contournait la maison, il gagnait la cuisine, et là, pour se sécher et pour se réchauffer, il s'asseyait sur la boîte à sel, sous le manteau de la cheminée, dans la flamme presque. Il s'y endormait. Et bientôt sous la force du feu, un brouillard, une buée s'élevait de ses jambes, de ses flancs, de ses bras, de toute cette masse laineuse gonflée d'eau, et l'entourait d'une vapeur continue, derrière laquelle il paraissait trembler. « Il fumait comme une charbonnière. » Et les gens souriaient sans souffler mot, et les chiens que l'on écartait les trouvant trop crottés, allongés dans la pièce, le regardaient avec envie tenir « lou cournè, » le coin de l'âtre. Et les petits poulets premiers-nés de l'année, que l'on élevait près du foyer à cause du froid, dans des fonds de paniers garnis de duvet, qui sont curieux, hardis et entreprenants au possible, étonnés de cette brume où les éclats du feu jouaient, sortaient un à un de leur gîte et, sautant de la chaise proche sur la boîte, de la boîte sur le dormeur, assiégeaient ses genoux et s'y installaient, à la façon dont ils envahissaient les bancs autour de la grand table. Ils s'y groupaient et, enveloppés de cette vapeur tiède, ravis apparemment de la chaleur vivante qui se dégageait sous leurs pattes, le long des jambes de l'homme, pareille à celle de l'aile maternelle, ils se blottissaient les uns contre les autres en pépiant doucement de plaisir, et s'endormaient aussi...

Je n'ai point dit, je crois, le nom de ce grand-parent. Il s'appelait Jean de Heugarolles, du nom d'une terre donnée jadis à un fils, sise au-dessus de la forêt de l'Aveyron où sourd une fontaine de Saint-Jean souveraine contre les rhumatismes. Une sorte de castel, écroulé aujourd'hui, occupait le centre du domaine. Il contenait une salle de dimensions inusitées, aux ouvertures profondes comme des stalles dans des murs en pierres taillées, aux voûtes en maçonnerie, au carrelage cimenté, dont je dirai quelque jour l'histoire. Les hiboux maintenant hantent seuls ses arcs rompus, et s'appellent les uns les autres durant la nuit... Travailler le bien, fouetter ses chiens, faire

chanter son instrument ou lire Horace, là n'était point toute l'occupation de ce cadet. Il tenait encore, il rédigeait « le Livre de Raison. » Nos pères désignaient sous ce mot le journal de famille, mi-agenda, mi-mémorial où, à côté des comptes hebdomadaires et mensuels, paie des ouvriers, ventes et achats, dépenses de la maison, on lisait le relevé des faits saillants intéressant le domaine, au sujet du bétail, des travaux effectués, des exploitations projetées ; comme aussi l'exposé des améliorations obtenues et des expériences poursuivies; comme enfin le récit des événements domestiques : naissances, mariages, morts, sans parler des surprises de la vie. Il contenait souvent une autre partie encore, toute intime, toute d'avertissements des pères à leurs fils, à l'aîné surtout en qui s'incarnait la tradition, de conseils qui traitaient des préoccupations matérielles et morales de l'homme à la tête d'une maison, et s'inspiraient à la fois de méthodes de culture et de principes de conduite. C'était comme autant de jalons plantés sur le chemin parcouru pour indiquer le sens de la marche depuis l'origine, pour inculquer l'instinct de prévoyance et l'idée de suite, aiguiller la race vers l'avenir. Celle-ci progressait ainsi sur un bien sagement administré, dans une maison « gouvernée » soigneusement, à l'abri d'un toit respecté, dans une atmosphère où se respiraient l'économie, l'ordre, la tempérance, la chasteté, qui seules mènent loin les lignées... Je sais tel feuillet sur la foi en la Providence qui n'a pu être écrit que dans le silence de toute autre pensée, seul à seul avec son espérance, au soir de la vie, alors que l'on entend avec l'oreille de l'âme les morts de votre sang vous appeler...

En remontant parmi les pages, en dehors de ces notes émouvantes, on rencontre des détails d'administration et d'organisation, d'enfantement quotidien, où le souci du sol est si constant et profond qu'il en devient évocateur. Et l'on voit l'aménagement d'un jardin potager, dont le tracé se dessine de jour en jour, avec les allées à angle droit divisant les planches ; les arbres fruitiers en ligne au milieu des carreaux ; les bordures de buis où les soirs d'orage, l'été, on ira chercher des escargots à la lueur des lanternes; et la charmille, en marge de la pièce, vers le couchant, plantée de petits pieds arrachés dans le bois, que l'on dirigera en tonnelle continue appelée « cabinet de verdure, » lieu futur de causeries à l'ombre,

autour de la tasse de café; et les buissons de rosiers, les touffes de giroflées et les faisceaux de lys pour diaprer et pour embaumer l'enclos.

On voit le défrichement de landes communales achetées aux confins du bien. Marché à la convenance de tous : de la municipalité heureuse d'écouler de maigres terrains à fin de vaine pâture ou de limite, du propriétaire satisfait d'arrondir l'héritage, de faire tache d'huile sur le pays, d'obtenir par là peut-être droit de pigeonnier. On accordait ce droit aux vieux possédants, vivant noblement sur le sol, et dont les terres étaient assez vastes pour donner pâture à des pigeons, qui volent loin, sans dommage pour le voisin. Ce défrichement était rude, alors que l'on ne connaissait pas le coutre puissant d'Avignon où l'on attelle trois paires de bœufs, et que, les tauzins arrachés, les tertres nivelés, la thuie coupée ras, il fallait défoncer l'étendue are par are à la pioche. On appelait ces chantiers en patois « lou chartic, » mot dont la signification profonde indique l'effort à déployer pour venir à bout des choses enracinées. La terre s'ouvre bien sous la sueur, sous le souffle haletant de l'homme!... Plus loin on assiste au déblaiement d'une marnière, derrière les arbustes et les rejets de toute essence, sous son manteau d'osmondes, d'aubépines et de houx. On découvre la veine chargée de chaux, précieuse pour amender et réchauffer les terres froides, pour les « réparer. » Engrais à longue action, apporté sans bourse délier aux sillons, est-il dit, sans perte de temps, le travail se poursuivant durant les jours « morts, » dans l'intervalle des soins de saison donnés au domaine. Mais l'on entre dans « le parc. » Le terme a une double acception. Le parc est à la fois l'étable et la cour à fumier. C'est là que le bœuf meugle en tirant sur sa chaîne, que le coq chante en grattant les détritus. On y apprend le roulement, le rapport, les mutations des bêtes. On y est mis au courant de leur caractère et de leur tempérament, de leur aptitude au travail et à la reproduction, de leur condition. Même on relève leur aspect, l'aisance de leur allure et la beauté de leur ligne, signes d'équilibre musculaire. J'ai appris là une particularité dans l'emploi de la laine récoltée et filée à la maison. Non seulement on en tirait les vêtements courants et certaines jupes, certaines capes de femmes, plus fines, rayées rouge et gros bleu, d'un effet charmant, mais encore on en tissait pour les hommes une

étoffe de choix, souple et chaude, légère, nommée « cazeheyt, » proprement : « fait chez soi, » où l'on coupait leur habit de mariage et d'enterrement. Les noces finies, on le mettait de côté, toute la vie, pour servir une dernière fois dans le tombeau. Quelle signification prenait cet humble vêtement associé à deux grands moments de l'existence : celui où l'on promet et reçoit l'amour, celui où l'on rend son âme!...

Enfin, voici les contrats liant le maître envers ses ouvriers et ses métayers, et ceux-ci envers lui. J'indique tout de suite qu'il y a une différence essentielle entre ceux qui concernent les ouvriers, salariés à l'année, et ceux qui regardent les métayers, véritables associés, vivant de père en fils dans la familiarité du maître. A l'alinéa ouvriers ou « brassiers, » toute une réglementation d'heures de travail est établie. Nous y recourons encore. Elle suit, le long de l'année, la croissance et la décroissance de l'astre, avec des dates fixes, jours de fêtes de saints souvent, comme point d'avance ou de recul du temps de présence. La journée s'étire de 8 heures en hiver à 12 et 13 en été. Chose curieuse, non seulement le moment, mais encore la durée des repas et leur nombre sont arrêtés. A partir du 15 mars, par exemple, on déjeune à 8 heures, et l'on a trois quarts d'heure; à partir du 4 mai, une heure; et, pour le goûter, à ce même mois, trois quarts d'heure à 4 heures et demie, tandis qu'en septembre on ne goûte plus. Et de même, je veux dire même réglementation, pour le dîner. Cela était fondé sur la peine que prenait l'ouvrier, sur la sueur qu'il versait, afin qu'il trouvât, par le repos et la nourriture, une réfection proportionnelle. L'homme en ce temps semble plus près de l'homme... Les contrats signés avec les métayers prenaient le nom, solennel presque, « d'actes de bourdalerie, » de « bourdalé, » métayer. Ils sont l'énumération minutieuse des droits et des devoirs réciproques du bailleur et du preneur dans l'exploitation de la terre dont ils vivent. La liste en est plus complète que de nos jours, révélant une connaissance réfléchie du fond humain. L'esprit qui l'a dictée s'y fait jour dès les premières phrases. Le métayer s'engage à travailler le bien « en bon père de famille, » et le maître, à côté, à ne point le laisser « pâtir de pain, » soit pour cause de fléau, soit pour cause indépendante de sa volonté. Cette promesse de labeur consciencieux d'une part, de secours bien entendu de l'autre, confère à ces enga-

gements je ne sais quelle probité, quelle dignité absente trop souvent de ceux que nous signons.

Ainsi, au cours du temps, se composait le Livre de Raison, manuel agricole, code moral à l'usage des familles, qui marquait les étapes vers le but poursuivi : la pérennité du nom. Longtemps il fut tenu, apportant dans les moments difficiles une solution parfois, un exemple souvent, un réconfort toujours. J'ai lu, j'ai médité ces vieux papiers, j'y ai puisé, j'y puiserai encore, persuadé que tout aux champs vient de loin, est affaire d'expérience et de tradition vivifiées par les conceptions nouvelles, certain que nombre d'us et de coutumes dont nous avons ri étaient l'aboutissement d'observations séculaires, et que la plupart des échecs subis sont dus à l'ignorance ou au mépris des avertissements transmis. Je ne citerai qu'un fait. Nos pères avaient dit que tous les terrains ne portaient pas sûrement le cep, et chacun d'eux chez lui avait désigné ce sol impropre. Nous passâmes outre presque tous. Confiants en des sèves étrangères puisées au torrent américain, alléchés par le rendement des racinés-greffés, des directs, des hybrides, nous avons planté de la vigne partout, hormis sur nos toits. Là même où nos pères avaient élevé des doutes, fait leurs réserves, le travail nous est resté pour compte. Un de mes vieux métayers a l'habitude de répéter : « Il ne faut pas essayer de faire tenir un pailler sur sa pointe : » c'est-à-dire d'élever quoi que ce soit ici-bas sans assises; quoi que ce soit, surtout une fortune foncière. En ajoutant des feuillets au livre de Jean de Heugarolles, je n'ai d'autre ambition que de poursuivre et de planter un jalon.

I. — COUPE DE TAILLIS

Janvier 1922.

J'ai mis la hache, cet hiver, dans mon taillis du Lémou, d'une contenance de quatre hectares. Je l'exploite tardivement. Ce n'est point un exemple à suivre. Il a vingt-cinq ou vingt-six ans : cinq de trop. Dans nos terres argilo-marneuses ou siliceuses, profondes, grasses et chaudes, baignées en sous-sol de nappes et de bassins alimentés par les sources ou les pluies, le bois monte vite, et les coupes sont mûres à l'ordinaire au

bout d'un lustre. Au delà de vingt ans, le taillis perd, en ce sens qu'il se gêne, ne s'étoffe plus, occupe la souche sans profit, retarde le renouvellement des brins. Enfin, toute tête qui n'est point rafraîchie à temps par la taille se fatigue. Je n'ai pu faire autrement. L'inquiétude générale a gagné nos marchés. L'écoulement de ce qui n'est pas denrée alimentaire est difficile.

Je verrai pour la troisième fois exploiter ce coin de terre. C'est un plateau légèrement renflé, orienté vers l'Est, qui descend en pentes rapides de tous côtés, sauf au couchant où il continue le relief du sol environnant. Je l'ai connu d'abord en futaie de hêtres, puis en taillis comme aujourd'hui. Les hêtres se pressaient là comme un peuple. Tout un peuple debout, fait d'arbres magnifiques, aux troncs lisses, marbrés de blanc et de vert, de la stature et du volume de fûts de temples, immobiles comme eux, portant à hauteur de voûte des plafonds plats de branches enchevêtrées, dont une ombre froide tombait en averse muette. C'était dans la direction du plateau, au milieu, qu'ils se montraient le plus imposants. Face à face, laissant entre eux une allée large de plusieurs mètres, ils régnaient sur deux rangs prolongés. Route herbeuse unique, avec ses colonnades vives que l'on voyait de loin mener vers l'étendue ouverte irradiée de jour. Enfant, j'appelais cette voie végétale : le chemin de lumière. Il y avait là, pour moi, dans cette futaie, des enchantements sans pareils. Levers et couchers d'astres, le matin, le soir, à la nuit; jeux d'ombres et de rayons sur ces piliers polis, sous ces nefs épaisses, qui leur donnaient un visage de monument; rumeur ou gémissement du vent rompu et tamisé par les cimes, parmi un ruissellement continu de sons; voix des choses, des bêtes, de l'homme proche qui s'y répandaient en échos; sanglot cristallin d'une source, tombant dans sa coupe d'argile; frémissements du sous-bois au passage d'un gibier; cri aigu d'un martin-pêcheur, niché au bord de l'eau, qui se levait soudain et fuyait, éclair bleu dans l'ombre verte; tout était émerveillement journalier... Je passais là mes jours libres. J'y comptais des gîtes et des demeures, à la façon des animaux et des hommes, j'y traînais des pièges et des armes de bois, j'y vivais des histoires sans fin d'Indiens... Mais rien ne dure... Un soir d'automne, mon père, qui aimait à revenir de sa promenade à cheval par le chemin de lumière,

nous dit : « Ma vieille futaie se couronne toute; il va falloir l'abattre. » Les arbres qui se couronnent sont ceux dont les cimes et les racines sèchent. Tandis que leurs pieds s'ossifient pour ainsi dire, leurs têtes se ceignent d'un bandeau de branches mortes, cercle pâle qui reluit au soleil. Les hêtres séculaires se glaçaient à la fois par la souche et par le faîte. On fit venir des bûcherons de la montagne. Ils arrivèrent, grands, osseux, rasés, voûtés un peu comme ceux qui ont l'habitude de travailler courbés, armés de cognées en forme de coins, d'un fil ardent au possible. Ils portaient un vêtement de rechange, deux paires de sabots, en cas d'en briser accidentellement, d'un choc d'outil, et des couvertures pliées pour jeter sur leur dos les jours de pluie. On leur donnait le vivre et le couvert. J'entendis la chute du premier arbre, le lendemain, à l'aube. Il s'écroula dans un mugissement, en écrasant le sous-bois autour de lui. Et puis je partis en voyage. Au retour, « à la prime, » au printemps, le plateau, les pentes, tout était nu. Les arbres, les troncs, sains encore, chargés un à un sur des essieux découplés, avaient été enlevés pour servir de pilotis, — le hêtre immergé devenant indestructible, — les maîtresses-branches pour être débitées en limons, en brancards, en pilons et en jantes. Rien ne vivait plus de ce monde sonore et mouvant; la source seule ruisselait toujours, ceinte d'une bordure de violettes nouvelles...

Mes souvenirs m'entraînent... Avant de commencer la coupe d'un taillis, on nettoie le terrain au croissant. Mille parasites l'encombrent, ronces, thuie, genêts et houx, brins de toute essence, inutilisables pour quoi que ce soit. On prend cette mesure par raison d'évaluation d'abord, de célérité dans le travail ensuite. On estime mal les perches masquées par ces broutilles ou mêlées à elles; on perd du temps à les couper à la fois au fur et à mesure qu'on les atteint, à lâcher la hache pour saisir le croissant, ou inversement, en cessant d'abattre afin de nettoyer, au lieu de continuer sans arrêt une même besogne. Le sol propre, on désigne et on marque les baliveaux : un par are, ou deux, s'il se peut. Ce sont les sujets de la futaie future, comme une sorte de pépinière en place, assolée dès le premier bourgeon. On les choisit en conséquence : francs de pied, seuls sur leur racine, droits, élancés, d'un jet, de peau fine, lisse et pure, graduellement effilés. On conserve d'abord les chênes et

les châtaigniers, ensuite les ormes et les charmes. Les hêtres sont à évincer. Le taillis languit à leur ombre, trop épaisse et trop froide. Tout cela terminé, les ouvriers entrent dans le taillis pour le « coucher. » Il y a un sens de coupe, ou plutôt de chute. Tout le bois doit tomber dans la même direction, comme si l'on faisait une jonchée. L'élagage en est plus rapide. La pièce entière abattue, l'on commence à ébrancher et à épointer à l'une des extrémités du chantier, et l'on finit à l'autre, sans quitter le fil, le long de chaque perche. On va devant soi, on « descend » sans perdre un pas. Derrière, les souches restent, bossuant le terrain, sectionnées presque à fleur de tronc, les tiges étant coupées à angle droit, par larges entailles nettes, de forme légèrement convexe, afin d'obtenir le glissement de la pluie sur la plaie. Bien entendu, on n'emploie jamais la scie. Les dents de l'instrument déchirent la fibre, obstruent de poussière de bois les canaux où monte la sève, et retardent ou contrarient son jaillissement. Ces moignons, suivant l'essence, sous l'action de l'air, offrent des colorations différentes. Il en est de veinés et de sanguinolents qui prennent des tons de chair blessée.

Le bois élagué, épointé, on le débite selon l'usage qu'on en veut faire. Le chêne en pièces de charpente légère, en bûches et en rondins; le châtaignier en chevrons, en douves de futaille, en piquets de vignes ; et quelques sujets pour « mâts » de pailler; et les branches des deux en « faissonnats » ou fagots. Il est des acheteurs pour chaque catégorie. Vendre en bloc au même individu est une mauvaise opération. De plus, il faut savoir ce qu'on écoule, la qualité en entraînant le prix. Telle pièce est plus ou moins serrée de grain, tel piquet plus ou moins nourri en cœur. Les vignerons, par exemple, attachent une juste importance à cette densité. Les pointes de châtaignier sont utilisées par les jardiniers et les forgerons. Les plus branchues servent à ramer les petits pois, les autres à chauffer les fers pour roues. Tout le monde a vu ramer des pois, sinon chauffer des cercles. On pose ceux-ci à terre, les uns sur les autres, on les couvre de ces ramilles, on y met le feu. Le métal rougit et se dilate. On le saisit avec des pinces, on l'applique autour de la roue. Et tout de suite on l'inonde d'eau. Il siffle, fume, refroidit, se contracte, étreint à fond les jantes qui craquent en se serrant sur elles-mêmes. Puis tout se tait. C'est ajusté. Ces pointes ont une

flamme vive, ardente, pétillante, d'un éclat intense... Je connais un atelier situé sur une côte, à l'entrée des pignadas landais, où ce brasier palpite encore souvent au crépuscule. On le voit tomber, se ranimer, jeter de courtes lueurs, osciller un moment sur la ligne immense d'ombre sortie de la forêt. On dirait un œil qui clignote, un œil énorme et enflammé, tout brûlant, dont l'aspect est tel qu'il fait hésiter au loin les passants, et que les chiens, arc-boutés sur leurs pattes, la queue en cercle sous le ventre, hurlent à la mort en le fixant.

La dimension donnée au bois pour la vente varie avec chaque pays. Chez nous on scie des bûches et des rondins d'un mètre, et des piquets d'un mètre 20. Les faissonnats sont débités à 2 mètres de long et à 1 m. 20 de tour. Comme ils sont achetés par les boulangers pour leur four, on a l'habitude de mêler à chaque fagot deux ou trois bûches. Celles-ci, une fois les branches consumées, continuent à brûler et maintiennent dans le four la chaleur nécessaire à cuire le pain. Les faissonnats sont façonnés dans des « moules », appareils rudimentaires composés de deux traverses accouplées où, à distance calculée, face à face, sont fichées quatre hautes et fortes chevilles. Les branches sont couchées là-dessus, empilées entre les chevilles, dans le sens transversal, jusqu'à ce qu'elles atteignent le volume demandé. Elles reposent aussi sur des liens de bois tordu, à plat contre le sol, que l'on rabat et que l'on noue sur elles. Et le fagot est fini. Tout bois et de tout âge n'est point susceptible de faire, sans se casser, ces sortes de cordes. On choisit des rejets de deux ans, hauts d'un mètre 50 au moins, soit de chêne, de noisetier, de saule, soit d'une essence blanche.

On les ramasse un peu à l'avance, afin que, durcis, ils résistent mieux à la torsion fortement imprimée sous le pied. Tout cela terminé, le bois est disposé pour la vente ; en « toises » de quatre mètres cubes s'il s'agit de bûches et de rondins, en « cordes, » s'il s'agit de piquets. Une corde en contient mille. Pour les faissonnats, on les dresse par vingt, la charge d'un char, le long des baliveaux. La marchandise « montre » ainsi « ce qu'elle est, » et de plus s'aère, se sèche lentement. On paie 20 francs de façon la toise, 50 la corde, 10 le char. On écoule en ce moment les bûches à 60 francs, les piquets à 150, les fagots à 20. Les quelques pièces légères du lot font l'objet d'un marché à débattre... Ici, je ne puis passer sous silence, au risque d'être moqué, l'ac-

tion de la lune sur les liens et sur les pousses... Il faut se garder de couper ces liens avec la nouvelle lune, s'ils sont de chêne, et s'ils sont de noisetier, de saule, de bois blanc, avec la lune faite, ancienne. Ils ne se laissent point tordre, ils rompent infailliblement. Donc, couper ceux-ci pendant le premier quartier, ceux-là après. Mais des liens se remplacent; il n'en va point de même pour les pousses. Et des pousses mal orientées en naissant le restent toute leur crue. Bien entendu, leur force, leur épaisseur, leur valeur pâtissent grandement de ce mauvais départ. Or, toute souche rasée avec la nouvelle lune n'émet que des pousses horizontales. Aucune tige droite, perpendiculaire, n'en saurait jaillir. En conséquence, il est capital de ne point commencer l'abattage avec la lune neuve, comme de l'interrompre au moment de chaque renaissance, d'attendre que l'astre soit franchement « passé » au moins par le premier lundi ou vendredi. Les rejets à peine nés en effet fléchissent : tissu herbacé encore, fragile, inconsistant au possible. Ils se couchent, fuient parallèlement au sol, comme s'ils voulaient échapper, se soustraire à une influence maligne. Et lorsqu'ils se lignifient, mettent des feuilles, celles-ci sortent chétives, décolorées, privées pour toujours de ce beau ton vert-sombre des rameaux séveux. Quelques-unes tournent au gris-argent, pareilles à des flocons de laine abandonnées là par un troupeau errant. A travers tout le firmament, le rayon de la planète pèse sur ces ramures, le rayon dévorant qui ronge les pierres exposées au Levant...

Le taillis sera tout entier par terre en avril, avant la pousse, de crainte de la retarder. Les hommes travaillent du matin au soir. Tout de suite, en débutant, ils ont attaqué la pièce derrière un pli de terrain, à l'abri du vent d'Ouest, vent de la pluie chez nous. Ils ont laissé là le premier baliveau, façonné là les premiers faissonnats, et bâti avec eux une hutte, en les appuyant contre l'arbre, comme pour la vente. Et, afin de rendre étanche ce toit, ils ont garni les interstices des branches de thuie-fine et de fougères, agencé un chaume où le jour filtre à peine. Ce petit enclos est leur réduit. Ils y dînent à midi, assis par les beaux jours sur le revers du relief, et, s'il pleut, sous la hutte. Ils s'y réfugient en cas d'averses persistantes, ils y allument de petits feux pour cuire un œuf sous la cendre.

A l'ordinaire ils mangent froid et gras. C'est l'époque où dans les maisons on a saigné les oies et « pelé » le cochon. Lors-

qu'ils arrivent le matin, sous leurs effets de droguet de la Bigorre, sabots aux pieds, besace aux reins, celle-ci est rebondie. On y trouve du boudin et de la saucisse, des débris succulents de pâtés de foie, un morceau de cuisse d'oie ou une tranche de filet de porc, et surtout des « graissillons, » sortes de rillettes, qui font consommer beaucoup de pain et boire sec. Ils emportent un litre de piquepoult par jour. Parfois ils s'accordent une douceur. C'est du raisiné, tiré d'un verre enveloppé de linge fin, confiture faite avec les fruits de leur jardin, cuit dans leur vin, du vin doux, et réduite, réduite, qui est un dessert tonique, et que l'on étend en couche sombre sur sa miche. Ainsi lestés, ils ne s'interrompent que peu. Ils travaillent rudement, au milieu des sifflements des perches qui s'abattent, parlant peu, attentifs, occupés seulement de leur besogne de peur d'accident. Ils ne paraissent ressentir ni fatigue ni ennui. A peine de loin en loin ils jettent un regard sur le soleil qui marque la fuite de la journée. La cadence de leurs coups de hache ne se ralentit point. Où que l'on erre aux environs, pour peu que le vent porte, on les entend marteler les échos, plus rares et moins sonores à mesure que la coupe s'élargit. Cette absence d'échos est le propre des terres nues. Sans y aller, on peut suivre de l'oreille le progrès du travail. Ce rude labeur aura pourtant une fin. Un soir, en rentrant, ils diront chez eux : « A demain « lou floc, » le bouquet. » Ils ont l'habitude ici, le chantier terminé, d'attacher un bouquet à la pointe du dernier baliveau, comme les charpentiers couronnent de fleurs le faîte de la toiture achevée. Le mot signifie aussi réjouissance au bois pour tous, demain. Leurs femmes et leurs enfants le gagnent avec eux. Ils y vont assister aux dernières façons, y voir monter le floc, et partager à midi le repas de ces hommes, leurs maris, leurs pères, de qui vient le pain quotidien. Cette fois, les femmes font la cuisine. Chacune apporte son plat. C'est un pique-nique en famille. L'enclos s'emplit de flammes ardentes, comme celles qui chauffent les cercles, et l'on entend se griller, crever et fumer les viandes et pétiller le bois. On entend surtout sauter les crêpes, l'entremets traditionnel. Des crêpes rondes et lourdes comme des disques, parfumées à la fleur d'oranger. On les arrose de café corsé « d'un doigt » d'Armagnac. Et la joie du moment, du repas pris en commun, du chantier mené à bien éclate sur toutes les faces. Et comme ici la race est musicienne, éprise de

voix humaine, toujours une femme se lève et chante dans l'espace ouvert.

J'ai fait réserver quelques pieds de charmes en lisière du taillis, déjà respectés par mon père, quand les grands hêtres furent mis à bas. Là, souvent, sa journée de maître terminée, un de mes grands-oncles venait s'asseoir au soleil couchant, sur un banc de gazon.

Il avait perdu sa femme, perdu ses fils, il achevait la vie seul, et c'était l'heure où il pensait à eux, au moment où la nuit va venir. L'horizon, de cette place, est immense. Comme animées d'un mouvement de glissement, de contrée en contrée, les terres ont l'air de couler jusqu'aux Pyrénées qui occupent le fond lointain du pays. Frappées d'éclat de lumière sur les reliefs, zébrées de lignes d'ombre dans les ravins, étincelantes de neige rose ou pourpre jusqu'à fleur d'aiguilles, elles siègent d'une mer à l'autre, de la Méditerranée à l'Atlantique, avec leurs pics, leurs caps, leurs tours, leurs ports et leurs puys, le Néthou, la Maladetta, le Perdu, le Mordang, l'Ossau, l'Urdos, à 2 500, 3 000, 3400 et 500 mètres d'altitude, et trouent ou entaillent à vif le bord bruni du ciel. Et des féeries jouent sur elles, à chaque déplacement de l'astre qui s'abîme. Le spectacle est mouvant, magnifique et serein. Empli de ses souvenirs, le vieillard assistait à la chute du jour. Il entendait fuir le bruit et gagner le silence. Un char roulait sur la route, un taureau mugissait au bord du pré, un métayer hélait son pâtre ; ou c'était le cri des femmes appelant la volaille, l'aboi d'un chien au flanc d'un troupeau de brebis, le ululement du premier hibou, le dernier soupir de la brise, et puis, tout à coup, quand les feuilles même se taisaient, le carillon argentin de l'Angelus joyeusement égrené dans le crépuscule. Cela seul apaisait son cœur douloureux, cette communion avec la terre des aïeux. Et lorsque son frère ou son neveu, venu le visiter, le surprenait immobile, perdu dans cette vue et dans ces harmonies rustiques, il mettait un doigt sur ses lèvres et murmurait : « Écoute, comme c'est beau !... »

JOSEPH DE PESQUIDOUX.

(*A suivre.*)

SIX MOIS
A L'UNIVERSITÉ YALE

II[1]

LES ÉTUDIANTS. — LES MÉTHODES D'ÉDUCATION

Me voici en plein travail. J'ai commencé mes cours à la Graduate School, et j'apprends à connaître dans l'intimité de leur esprit ces étudiants dont seuls les gestes et les manières étaient jusqu'ici intelligibles pour moi. Et j'apprends en même temps à les aimer. Il est difficile de donner une idée de leur droiture, de leur naturel ouvert. J'ai, il est vrai, l'élite de Yale, ceux qui, sans perdre de vue leur carrière, ont cependant reconnu que le savoir porte en lui sa propre récompense. Mais j'en ai vu assez pour m'apercevoir qu'il y a une façon d'être commune à tous ces jeunes gens. La curiosité est l'assise sur laquelle ils édifient leurs études. Dès qu'ils ont appris qu'un professeur français allait séjourner parmi eux, tous ceux qui remplissaient les conditions pour « prendre » mes cours, comme ils disent, ont vu là une occasion d'élargir leurs perspectives intellectuelles. Ils l'avouent franchement : c'est comme s'il leur était donné de faire une excursion en pays étranger, d'expérimenter des méthodes nouvelles. Ils en attendent un enrichissement de leur esprit; ils y voient une de ces « expériences » sur la succession et le nombre desquelles ils fondent toute cer-

(1) Voyez la *Revue* du 1er février 1922.

titude de développement. « It will be a wonderful opportunity, » « ce sera une merveilleuse occasion, » me disent-ils, les yeux brillants d'espoir. Ils partent sur la route qui leur est ouverte comme pour un voyage d'exploration où ils comptent rencontrer de stimulantes aventures. Et, non sans émotion, je découvre que ma qualité de Français est pour quelque chose dans leur enthousiasme. La France est aujourd'hui haut placée dans l'estime des intellectuels américains. La Marne, Verdun, Joffre, Foch ne sont pas de simples noms; ils sont devenus des symboles de nos vertus et de nos qualités nationales.

Toutes ces pensées, je n'ai aucune difficulté à les démêler. Car l'étudiant américain est un livre ouvert pour son maître. Et c'est précisément ce qui me séduit. Rien de plus charmant que les rapports entre professeur et élèves. Point de barrière morale. Lui ne se retranche pas dans la pensée de sa supériorité et eux ne se croient pas tenus à la timidité ou au respect. Une familiarité naturelle, spontanée, règle toutes les relations qui s'accompagnent de confiance mutuelle et d'affection.

Dans cette atmosphère de camaraderie, l'intimité intellectuelle peut s'établir à son aise et même se faire tyrannique. L'étudiant a l'habitude de considérer le professeur comme un guide à qui il doit avoir recours en toute circonstance. Depuis la bibliographie d'un sujet à préparer, jusqu'au choix des lectures, tout est matière à consultation. Chaque professeur a un bureau à l'Université et des heures de réception pendant lesquelles son « office » ne désemplit pas. Car il est le sage dont la parole doit résoudre toutes les difficultés.

J'ai entendu des professeurs se plaindre de l'importance excessive de leur rôle : ils trouvent que leur vie est un peu trop exclusivement à la disposition de ces disciples exigeants. Je dois dire, pourtant, que la plupart m'ont paru aimer sincèrement cette besogne de conseillers, par devoir d'abord, et par plaisir ensuite, parce que, disent-ils, cela les maintient en perpétuelle jeunesse. Je ne sais qui a raison. Mais, du point de vue particulier de l'étudiant, le système a ses inconvénients. Il favorise la paresse, faiblesse naturelle à l'homme. A force de compter sur le soutien des autres, on finit par oublier de compter sur soi-même. Mon expérience me dit que, pour toutes les choses de l'esprit, l'étudiant américain est trop docile. Il a en vous une foi exagérée qui émousse chez lui l'acuité du sens critique et le

désir de l'originalité. J'aurais voulu trouver quelquefois plus de résistance à mes idées, moins de soumission admirative. Chose curieuse, ces jeunes gens capables de se jeter follement dans une bataille, ces aventuriers-nés qui prennent un plaisir sauvage à surmonter les obstacles réels, sont presque pusillanimes, quand il leur faut engager la lutte avec les idées.

Cela tient sans doute à ce qu'ils sont entraînés à apprendre plus qu'à méditer. C'est ici une tendance de l'éducation qui, pour être poussée à l'excès, se retourne contre le but poursuivi. A tous les degrés de l'enseignement, on recommande de ne jamais perdre de vue le réel. Que ce soit dans une narration, dans un dessin, en mathématiques, en histoire, toujours le même souci apparaît de rendre les connaissances d'utilisation pratique. Tout ce qui est purement livresque est condamné ; tout ce qui s'appuie sur l'observation est préconisé. Ainsi naît, peu à peu, chez l'enfant, l'idée que dans tout travail de l'esprit les faits sont l'essentiel, que, sans eux, il n'y a pas de pensée qui vaille. Grande vérité en soi, mais qui mène par une pente traîtresse vers cette erreur que les faits importent plus que la pensée, que ce sont les seules choses qui importent. Les meilleurs se révoltent contre ce dogme étroit ; un grand nombre, j'en ai peur, l'acceptent dévotement, comme indiscutable. On le voit bien à l'avidité avec laquelle dans les journaux, dans les conférences, le public recherche les détails concrets, les anecdotes, bref ce que l'on appelle l' « information. » On le voit encore à ce goût de la statistique qui est général, — et dans cet art les Américains sont d'ailleurs passés maîtres. Or, qu'est la statistique, sinon l'idolâtrie des faits multiples érigée en science ?

Cette habitude de compter avec la réalité et de la respecter a une conséquence heureuse pour tous ceux qui se destinent aux affaires : elle forme des hommes avisés, clairvoyants, de jugement ferme et capables de prévoir, — doués en un mot de toutes les qualités nécessaires pour réussir dans un monde où chaque erreur se paie. Mais en même temps s'évanouit le désir de tirer des faits la signification abstraite qu'ils contiennent. La révérence que l'on professe pour eux est si entière que de leur masse on n'en voudrait pas extraire un seul pour le sacrifier même au profit d'une idée. De peur de perdre pied dans les insondables profondeurs de l'invérifiable, on se détourne volontiers des généralisations. A quoi servent les synthèses quand

l'analyse est si facile et si sûre? On veut ignorer que la puissance d'abstraction est la force la plus agissante dont dispose l'esprit humain et que les faits, en somme, ne devraient être que les degrés permettant de s'élever jusqu'à ces altitudes où brillent, purs et clairs, les principes et les lois.

Ce défaut de l'éducation américaine est encore aggravé par le système dit « électif. » L'étudiant est libre de choisir sur la liste des cours professés à l'Université ceux qui correspondent le mieux à ses préférences ou à ses besoins. Et comme ces cours sont nombreux, allant des langues anciennes et modernes, des sciences, du droit, de l'histoire, de la géographie jusqu'à l'économie politique, l'anthropologie, la littérature biblique, la peinture, la musique et les sciences militaires, il lui est facile de satisfaire ses caprices. Il est vrai que Yale a appliqué ce système avec prudence. On a mis des entraves à la liberté, d'abord en rendant certaines matières, — comme l'anglais, l'histoire, une langue vivante, les sciences, — obligatoires pour quiconque veut obtenir un diplôme; ensuite en limitant le nombre des sujets sur lesquels peut se porter le choix pendant les deux premières années. Il n'en reste pas moins vrai que l'étudiant a encore trop d'occasions de suivre les inspirations de son inexpérience. Il a une fâcheuse tendance à se diriger vers les sujets qui pourront lui être d'une utilité directe, plus tard, dans son métier, sans s'inquiéter s'il a, au préalable, jeté les bases d'une indispensable culture générale. Il prend l'habitude de mettre sur le même plan toutes les manifestations de l'activité humaine, sans faire la distinction nécessaire entre celles qui sont essentielles à la formation de l'esprit et celles qui ne peuvent que satisfaire la curiosité ou servir un but immédiat. Car, au fond, le principe qui a mené à l'adoption de ce système, c'est que toutes les sciences ont une valeur éducative égale, pourvu qu'elles soient étudiées dans un esprit scientifique et qu'elles conduisent par là à l'acquisition d'une méthode.

Dans cette prépondérance donnée aux faits et à la méthode, au détriment de l'affinement et de l'assouplissement de l'intelligence, on reconnaît l'influence d'une nation néfaste dont on retrouve les méfaits jusque dans ce pays lointain. C'est que, pendant longtemps, l'admiration de l'Allemagne a inspiré les Universités américaines dans toutes leurs réformes pédagogiques. Après la guerre de 1870, précisément à une époque où

l'on cherchait une orientation, c'est vers la nation auréolée de victoire que se portèrent en foule les jeunes gens qui rêvaient d'une culture moderne. L'engouement pour ce pays, qui a si bien su pratiquer le bluff, a été dans le dernier demi-siècle inimaginable. Tous les ans des centaines de gradués, — l'élite intellectuelle, — passait la mer avec la ferveur qui animait sans doute les voyageurs de la Renaissance, quand ils cherchaient en Italie la révélation des splendeurs du monde latin. Ils allaient s'asseoir aux pieds des maîtres allemands, dont ils peuplaient les laboratoires. Ils croyaient rencontrer la vérité. Leurs esprits, aveuglés par l'enthousiasme, ne découvraient pas ce qui se cachait de fausses prétentions derrière une mise en scène habile. Ils trouvaient une activité indiscutable, des installations ambitieuses et largement dotées, des « séminaires » où ils avaient l'illusion de faire du travail hautement scientifique. Et puis, on les accueillait la main tendue; on les choyait, on les flattait. Pour eux, on aplanissait toutes les difficultés administratives, on faisait fléchir les règlements. Et on ne les laissait pas partir sans leur donner des diplômes, en apparence chèrement gagnés, en réalité généreusement distribués, à titre de réclame. Quoi d'étonnant si ces jeunes gens, quand ils rentraient dans leur pays, ne voyaient plus le savoir qu'au travers des verres fumés qu'on leur avait persuadé de porter? Ils chantaient la gloire de l'Allemagne et s'appliquaient à reproduire fidèlement chez eux ces méthodes dont le pédantesque et lourd sérieux les avait impressionnés.

Pourtant ils faisaient violence à leur tempérament propre. Le mouvement qui les portait outre-Rhin les empêchait de subir une autre influence qui, certainement, eût satisfait leurs besoins intellectuels. A mesure que je connais mieux mes étudiants, je sens de plus en plus se former en moi la conviction qu'il existe entre l'esprit américain et l'esprit français des affinités naturelles. En dépit de façons d'être très différentes, il y a certaines manières qui intéressent directement le mécanisme de la pensée où les deux peuples se rejoignent. Ces ressemblances, je les trouve, par exemple, dans ce désir de logique, d'ordre et de clarté qui tourmente les écrivains et les savants américains; dans la forme de la phrase, directe, vive, reproduisant parfois, à s'y méprendre, la lucidité du style français. Et que les Américains ne soient pas *a priori* ennemis des généra-

lisations, cela est indiscutable. Je n'en veux pour preuve que l'ambition quelquefois démesurée avec laquelle ils recherchent les questions vastes, immenses. Mes élèves, si on les laissait faire, rêveraient tous d'écrire l'histoire d'un genre littéraire, des origines à la fin !

Tout un ensemble de tendances, librement ou gauchement manifestées, rapprochent Américains et Français et fait que ceux-là sont tout prêts à s'entendre avec ceux-ci. J'en ai l'impression très nette en observant les auditeurs de mes cours. Lorsque j'expose les méthodes françaises, je sens chez mes étudiants cette joie de l'homme qui aurait longtemps cherché la solution d'un problème et qui l'entendrait énoncer tout à coup. Ce n'est pas là seulement le plaisir d'une curiosité satisfaite ; c'est la réponse d'instincts profonds qui cherchent à se libérer à mon appel. Ces jeunes gens font la découverte d'eux-mêmes. Arrivés à un carrefour, les Américains se sont trompés de route, et pendant un long demi-siècle ils ont tourné le dos à l'horizon intellectuel vers lequel les portaient toutes leurs aspirations.

Nous avons notre part de responsabilité dans cette erreur de l'Amérique. Pendant que l'Allemagne se parait de tous ses charmes pour séduire ces clients, nous nous enfermions dans une maussade hauteur. J'ai recueilli de nombreuses confidences qui donnent à réfléchir.

Regrettable malentendu ! Regrettable pour notre pays qui a perdu pendant longtemps l'amitié spirituelle d'une grande nation qui ne demandait qu'à s'appuyer sur nous. Regrettable aussi pour les Américains, car, à l'école de l'Allemagne, ils ont refoulé en eux des qualités naturelles qui luttaient pour s'exprimer. Peuple idéaliste, ils se sont vu infliger des leçons de matérialisme ; affamés de savoir, ils ont rétréci leurs ambitions en apprenant à mettre la technique avant la science pure, la philologie avant la littérature, les faits avant les idées, les classifications avant les généralisations. Tout ce qu'ils cherchaient, nous pouvions précisément le leur offrir, et ils auraient en plus trouvé chez nous de quoi combler certaines lacunes de leur civilisation. Que n'auraient-ils pas accompli, s'ils avaient eu partie liée avec nous? Mais il n'y a rien d'irrémédiable ici-bas. Peut-être qu'une ère nouvelle s'ouvre pour l'esprit américain. Miss Amy Lowell, l'une des meilleures poétesses d'aujourd'hui, dans un livre récent, annonce que les États-Unis entrent dans un

second stade de leur culture, pendant lequel l'influence française sera prépondérante. Les poètes passaient autrefois pour être quelque peu prophètes.

JEUX ET SPORTS. — LE GRAND MATCH ENTRE YALE ET PRINCETON.

Mais comme ces réflexions pédagogiques sont peu de saison ! Mes étudiants, en ce moment, se soucient bien de savoir si leur système d'éducation fait une assez large part aux idées générales ! Leur esprit, depuis quelques jours, est ailleurs, car voici que se prépare l'événement, sans contredit, le plus important de la vie scolaire à Yale. Il est assez significatif que cet événement soit, pour employer le langage des journaux, « d'ordre sportif. » Les jeux sont très en honneur dans les Universités américaines et dans celle-ci plus que dans aucune autre. Harvard a coutume de dire qu'à Yale on leur sacrifie tout. Mais les deux Universités ont été de tout temps rivales et Yale a si souvent triomphé de Harvard dans les matches intercollégiaux qu'il y a peut-être un peu de dépit dans cette affirmation. Il est cependant certain qu'ici on fait beaucoup pour encourager l'athlétisme. Aucune dépense n'est épargnée pour fournir aux jeunes gens les moyens de développer le corps autant que l'esprit. Un gymnase a été construit dont le hall principal couvre, à lui seul, une surface de mille pieds carrés, et il est doté des appareils les plus modernes. Des foules peuvent s'y exercer en même temps sans se gêner. Le bâtiment contient aussi des allées pour jeux de boules, des « courts » de *squash* ou sorte de tennis, une piscine pour la natation, deux autres piscines pour le canotage, une piste couverte, une « cage » pour le baseball, des salles pour l'escrime, pour la lutte, pour la boxe, des cabines de douche, des bains turcs. Ajoutez une immense arène, le « Bowl, » la plus grande des États-Unis, et vous aurez une idée de la place que la culture physique occupe à Yale. Pour bien des gens, un succès athlétique vaut tout autant de gloire, — d'aucuns disent davantage, — qu'un succès scolaire. Et un entraîneur, — le *coach*, — touche un traitement infiniment plus élevé que le mieux payé des professeurs.

Parmi les jeux, c'est surtout le football qui est en faveur et c'est précisément l'un des grands matches qui va avoir lieu dans quelques jours. Princeton, Harvard et Yale forment une

trinité fameuse dont les rencontres mettent fin à la saison de football avant que l'hiver recouvrant le sol d'une couche de glace rende ce jeu impossible. Cette année Princeton viendra se mesurer à New Haven avec Yale, puis Yale ira à Cambridge se mesurer avec Harvard. A mesure que cet événement approche, l'excitation ne cesse pas d'aller grandissant. On ne parle pas d'autre chose, on ne pense pas à autre chose. L'équipe a redoublé son entraînement et, chaque après-midi, on peut l'admirer quand elle se rend sur le terrain, dans un tramway qui lui est réservé. Elle se compose de géants, à l'encolure de taureau et aux membres énormes que fait paraître encore plus monstrueux le rembourrage des vêtements. A les voir, la tête énergique enfoncée dans la carrure de leurs épaules, les jambes en compas solidement agrippées au sol, on se sent devant une autre espèce humaine dont les violences doivent être irrésistibles.

En ce moment, ce sont les héros de l'Université. Leur santé, leurs exploits sont l'objet de la préoccupation de tous. Le *team* est-il en forme? Le bruit court que X..., l'un des meilleurs *avants*, est malade : c'est une catastrophe. Et que font leurs adversaires qui portent le surnom redoutable de Tigres? Ont-ils des chances de vaincre les bouledogues de Yale (1)? Un match entre Princeton et Harvard a été indécis et c'est un sujet de grosse inquiétude. Mais, en revanche, toute sorte de bruits rassurants circulent. M. G. T. et S..., du camp opposé, sont à bout, et ils ne résisteront pas au « terrifique broiement des Yalemen. » Il a plu la semaine dernière, et un sol humide sera certainement désavantageux à l'équipe de Princeton, supérieure surtout dans la course. Et puis, ajoute-t-on mystérieusement, les bouledogues travaillent en secret; le jour du combat, ils inaugureront une tactique qui déconcertera leurs adversaires. Ainsi la confiance s'affirme. On ne s'arrête pas aux hypothèses défavorables. Peut-on admettre l'idée d'une défaite!

Cette confiance les étudiants l'expriment bruyamment. Ils manifestent presque journellement leur foi par des cortèges. En foules extasiées, ils accompagnent le *team*; ils parcourent le Campus, poussant leur cri de guerre et tournant en dérision leurs adversaires. Les chansons dont on accable l'ennemi ne

(1) Yale a comme mascotte un bouledogue.

sont pas d'une haute valeur littéraire. Le rythme en est quelque peu incertain et les sentiments manquent de complication. Mais elles suffisent pour entretenir l'enthousiasme et elles trahissent, tout au moins, de fortes convictions.

La ville, à son tour, est gagnée par la fièvre. Elle se prépare à recevoir les étrangers qui vont affluer par milliers. Les magasins se font alléchants et mettent toute sorte de coquetteries dans leurs étalages. Des souhaits de bienvenue sont chevaleresquement affichés à côté d'insidieuses invites à emporter des souvenirs de la grande journée. Des spéculateurs font le trafic des billets qu'ils cèdent à des prix fantastiques : on va jusqu'à cent dollars, m'affirme-t-on. Des scènes curieuses ont lieu. En voici une bien caractéristique. Il est huit heures du soir. Près du grand hôtel à la mode, sous la clarté aveuglante des globes électriques, deux hommes discutent. L'un montre les précieux cartons qui donnent admission dans l'enceinte. A sa mimique, l'on devine qu'il vante les avantages de la place. Mais l'autre fait la grimace, cependant que se lit sur son visage l'envie qu'il a de posséder ces billets. Il les examine, les tourne, les retourne d'un air désespéré. Soudain, il envoie un vigoureux coup de poing dans la figure de son interlocuteur et, pendant que l'homme, étourdi, roule à terre, il fuit à toutes jambes et se perd dans la nuit.

Enfin le grand jour arrive! L'animation est maintenant à son comble. De bonne heure, les trains commencent à déverser des multitudes. Par toutes les routes qui conduisent à New Haven, — routes de Hartford, de Boston, de New London, de New-York, — arrivent des automobiles transportant d'autres spectateurs. A la barrière de Milford, où passent la plupart des visiteurs venus de Princeton, c'est un encombrement indescriptible. Les gigantesques policemen qui dirigent, imperturbables, ce trafic, ont fort à faire. D'ailleurs, on a appelé des escouades de renfort de tous les grands centres, de New-York, de Boston, de Providence, de Newark et même de Philadelphie. Cette précaution n'est pas inutile, car la ville est bientôt tumultueuse d'agitation. Les rues sont pleines de gens qui affichent fièrement leur préférence en portant à la boutonnière, ou au corsage, la couleur du *team* favori : jaune orange pour Princeton, bleu pour Yale. Bien avant midi, les rues qui mènent au *Bowl* sont couvertes de piétons qui vont prendre position aux endroits d'où ils pour-

ront suivre le jeu sans avoir à payer les deux dollars d'entrée. Cependant, dans les maisons, des luncheons debout mettent un va-et-vient d'invités qui entrent, causent, mangent, sortent. Car rares sont les familles touchant à l'Université qui ne tiennent pas table ouverte. Et enfin, c'est le départ pour le stade. Les avenues sont littéralement noires d'automobiles. On y voit toutes les marques depuis les luxueuses Renault jusqu'aux grinçantes Ford. Elles vont sur deux et trois files, et la presse est si grande que l'on n'avance que par petits bonds saccadés derrière la voiture qui vous précède, laquelle a l'air de sauter sur place.

On arrive tout de même et nous pénétrons dans le *Bowl*. Le spectacle est saisissant. Le cadre, il est vrai, est digne de cette fête gigantesque. Dans le fond, l'East Rock dresse sa muraille abrupte et toute rose. Un peu plus loin, le Géant, — une montagne où l'imagination populaire a cru discerner la forme d'un homme endormi, — s'étale paresseusement sous la végétation qui le recouvre comme d'un manteau bleu. Et quel bel après-midi! C'est une des dernières journées de l'*Indian Summer* (1), froide, mais d'une splendeur presque brutale. L'automne n'a pas en Amérique cet aspect mélancolique que prend la nature dans les pays d'humidité et de brumes comme la Bretagne ou l'Angleterre. Au sortir de l'été, dont les brûlures ont calciné le sol et laissé sur les gazons de larges taches roussâtres, c'est comme une renaissance. Avec une ardeur juvénile, la nature s'insurge contre le sommeil dont elle se sent menacée. Hier c'était, semblait-il, l'arrivée fatale de l'hiver et de ses grisailles, et voilà que brusquement s'allume, à tous les points de l'horizon, un incendie de couleurs violentes : des jaunes vifs, des roux et surtout des rouges, toute la gamme des rouges, depuis la teinte brique des érables et des sumacs jusqu'aux roses délicats de petits arbustes qui jouent, en sous-ton, leur partie dans cette symphonie de flamme et de sang. Et sur cet envahissement de couleurs vibre la plus subtile des lumières, une lumière si claire qu'elle en est comme liquide et qu'elle laque toutes choses, depuis les feuilles qui la réfléchissent jusqu'au ciel bleu turquoise qui l'absorbe éperdument.

La crudité des tons, l'exhilarante ardeur qui émane de cette

(1) C'est le nom que l'on donne, en Amérique, à une saison très ensoleillée qui se place généralement vers la fin de l'automne.

lumière incomparable, le coup de fouet de l'air qui vous pince jusque sous vos fourrures, tout s'harmonise avec l'occasion de cette journée et avec l'excitation de la foule qui emplit le *Bowl*. Imaginez un immense ovale en ciment armé. Depuis le « gril, » ou espace gazonné où va se jouer la partie, jusqu'au sommet du mur de vingt mètres de haut, ce ne sont que gradins où s'entassent les spectateurs, au nombre de soixante-dix mille. Et ils sont tellement pressés qu'on ne distingue plus ni travées ni sièges. De loin, on n'aperçoit qu'un réseau de têtes, comme un prodigieux tricot de perles multicolores où dominent, du côté de Princeton des taches oranges, du côté de Yale des taches bleues. Parfois, on voit ce tissu, sous un frémissement d'impatience, onduler comme si une main invisible l'agitait. C'est la passion de cette foule qui va surtout m'intéresser. Elle éclate en cris et en applaudissements dès que les « onze » pénètrent en courant sur le terrain et s'exercent en attendant le signal. Et elle ne cesse pas de se maintenir au diapason aigu, tant que durent les passes qui vont décider de la victoire. Le jeu, tel qu'il est conduit, n'a pourtant rien qui explique cet enthousiasme. Les deux équipes sont de même force et, sachant qu'un avantage pris par l'une sera probablement décisif, elles ont adopté une tactique très prudente. Aussi ne voit-on pas ces mêlées rapides et violentes, ces coups d'audace qui seuls pourraient apporter de l'animation. Accroupis sur leurs jarrets, prêts à bondir pour parer aux coups dangereux, la plupart des joueurs sont groupés auprès de la ligne centrale, comme des chasseurs à l'affût. Dès que le ballon est mis en mouvement, il ne va guère loin. Tigres et bouledogues ne forment plus qu'une masse confuse qui lutte à terre, procédant par puissantes pesées, et, quand ils réussissent à se déplacer, c'est de quelques mètres à peine. Si, par hasard, sous un coup de bélier, la masse roule et se rapproche de l'un des buts, presque aussitôt, en un sursaut d'énergie, le côté qui a reculé réussit à repousser l'autre vers le centre. Et la partie se poursuit monotone, coupée seulement de brefs avantages qui permettent de marquer quelques points.

Mais il n'importe ! la foule dans cette monotonie trouve l'occasion de multiples émois. A la moindre avance, au moindre déplacement du ballon, elle vibre. Elle est soulevée par la plus infime péripétie. Les visages crispés sont penchés sur le rectangle de gazon où grouille lourdement ce paquet de corps

enchevêtrés. Les poings se serrent comme si l'on pouvait, par ce geste, ajouter à la force des équipes. De temps à autre, un des spectateurs, ne se contenant plus, se dresse et crie de toute sa voix un encouragement, un conseil : *Get'em, boys! Are you sleeping, Yale? Go ahead! For a touch down!* « Sus sus, les amis! Est-ce que tu dors, Yale? Allez de l'avant! Tentez un essai! » Que par hasard le ballon échappe à la mêlée qui le bloque, alors c'est une explosion de hurrahs, de cris inarticulés qui soulagent la frénésie contenue de cette multitude.

Des jeunes gens, les « cheer-leaders, » ont d'ailleurs pour fonction d'entretenir l'enthousiasme et de le régler. Munis d'énormes mégaphones, ils ordonnent les applaudissements en faveur de leurs camarades. Ils ont l'air de possédés quand ils bondissent sur la pointe des pieds, rythmant de leurs bras les acclamations :

Rah-rah-rah-rah
Yale!

Du côté opposé on voit la même mimique, des corps qui s'allongent dans l'air, des bras qui s'agitent désespérément, et puis une rumeur éclate, s'enfle, monte et porte jusqu'à vous, dans un cri final de fureur, le nom du collège : Princeton!

Mais il devait m'être donné de pénétrer jusqu'au fond de la violence qui secouait intérieurement ces milliers de spectateurs. Un petit incident, presque comique, mais qui prit les proportions d'une tragédie pour bien des gens, détermina un de ces mouvements collectifs que j'aurais cru ne pouvoir exister qu'en temps d'émeute. On approchait de la fin. Les deux *teams* étaient à égalité et l'on prévoyait une partie nulle, quand l'un des joueurs de Yale risque un coup d'audace. Il lance le ballon à l'un de ses partenaires, lui offrant l'occasion de tenter un essai. La main était-elle mal assurée? Ou l'attention du joueur à qui le ballon était destiné fut-elle en défaut? Toujours est-il que le ballon tomba à terre; puis, rebondissant mollement sur les moindres aspérités du terrain, comme s'il était follement heureux d'avoir échappé aux mains qui, tout l'après-midi, l'avaient étreint rageusement, il se mit à rouler, tranquille et à son aise, vers les poteaux de Yale. Jamais je n'ai vu pareille émotion électriser une foule. Des deux côtés, c'est comme un accès de folie. Tout le monde est sur ses pieds, gesticulant, vociférant. Un même désir semble envahir tous les esprits, celui de bondir

sur la pelouse, de s'élancer pour saisir ce ballon qui, indifférent à ce délire, continuait à vagabonder de çà et de là. Du côté de Princeton, on encourage les siens; du côté de Yale, on gourmande les joueurs qui, médusés, semblent avoir perdu l'usage de leurs membres. Ceci ne dura que quelques secondes, mais on eut l'impression qu'un siècle s'écoulait, tant la tempête, qui rugissait autour de ces vingt-deux jeunes gens, était véhémente et furieuse.

Enfin, les deux *teams* se ressaisissent, et s'élancent. Un joueur de Princeton arrive le premier, saisit le ballon et, sous les yeux des spectateurs figés dans l'attitude où les a surpris ce geste, va en une course folle s'effondrer sous le but adverse, juste au moment où un de ses adversaires le prenant par la jambe le faisait basculer. Princeton, sur ce coup de chance, a gagné!

Décrire l'enthousiasme dans le camp des vainqueurs est impossible. Les partisans de Princeton, qui étaient venus au nombre de plusieurs milliers, bondissent sur la piste par-dessus les gradins. Une « danse serpentine » s'organise. Leur fanfare, en tête, joue les vieux airs de l'Université victorieuse. Les étudiants suivent, par rangs de quatre, bras dessus bras dessous, dansant, gesticulant, chantant, lançant leurs chapeaux en l'air et ne se fatiguant pas de dérouler sur le gazon battu par la lutte ce serpent triomphal qui se tord, se redresse, s'entoure de ses propres replis jusqu'à ce que soit calmée toute la passion accumulée pendant le jeu et débordant maintenant en une joie frénétique.

Cependant sur l'énorme rocher de grès rose le soleil couchant allonge la caresse de ses rayons obliques et fait une rutilante apothéose à la victoire des Tigres. A aucune heure de la journée ce cadre de nature n'a été plus grandiose. Mais, dans cette innombrable foule, je suis peut-être le seul à en sentir la radieuse beauté, tant chacun est absorbé, et comme abîmé, en ses pensées de triomphe ou de défaite.

L'ESPRIT DE SOLIDARITÉ UNIVERSITAIRE. — CLUBS ET ASSOCIATIONS

Mais d'où vient que ces milliers de spectateurs, depuis le freshman nouvellement inscrit jusqu'à l'alumnus, qui a presque perdu le souvenir du temps où il était adolescent, ont suivi le

jeu avec, pourrait-on dire, l'anxiété de gens qui verraient se tramer devant eux leur propre destinée? Le résultat de cette lutte, futile à y bien réfléchir, les a touchés comme un bonheur ou une catastrophe personnels! C'est que, à leurs yeux, l'Université ne représente pas simplement un lieu où l'on vient sacrifier à l'austère acquisition du savoir les plus belles années de la vie. Elle est une personne aussi réelle et aussi tendrement adorée que le membre le plus cher de leur famille. La vieille expression d'« alma mater » a toujours ici un sens précis et vivant. Étudiants d'aujourd'hui comme d'hier, ils sentent qu'ils sont les fils spirituels d'un même être moral à qui ils doivent le meilleur d'eux-mêmes, et dont ils sont fiers de constituer l'infinie descendance.

Et s'ils sont à ce point solidaires, c'est, à n'en pas douter, parce que, dans une grande Université comme celle-ci, l'esprit social est particulièrement développé, qu'en fait, la vie sociale y tient une place aussi grande que la vie intellectuelle. L'Amérique est, de tous les pays du monde, celui où l'on a su tirer le meilleur parti de l'association. Ce fut probablement une nécessité à l'origine. Les premiers colons, quand ils rompirent le lien qui les unissait à leur pays, comprirent qu'ils ne pouvaient exister qu'en créant et en fortifiant l'attachement à leurs petites communautés, en attendant que renaquît l'idée de patrie qu'ils venaient de détruire. Aujourd'hui, l'habitude est prise et elle est tyrannique. L'Américain sait, de naissance, que pour surmonter les difficultés il n'y a pas de force plus puissante que l'accord des volontés individuelles. Là où en France nous nous en remettrions à l'État du soin de nous tirer d'affaire, les Américains préfèrent le groupement des intérêts ou des opinions semblables. Que ce soit pour lancer un produit ou faire triompher une idée, pour défendre la religion ou pour se livrer au plaisir, le seul moyen qui se présente naturellement à leur esprit est une association.

Les Universités sont trop soucieuses d'être de leur pays et de leur temps pour n'avoir pas cherché à satisfaire cet instinct national. Elles considèrent comme une partie essentielle de leur tâche de préparer les jeunes gens au rôle qu'ils devront un jour tenir dans la société, et de les exercer aux devoirs et aux responsabilités de la vie en commun. Et tout ce qui peut donner pratiquement cet apprentissage est encouragé.

Les étudiants, d'ailleurs, ne seraient pas Américains, s'ils ne cherchaient à utiliser leur excès de vitalité. Ils sont rares ceux qui ne se créent pas « an extra-curriculum activity, » — un intérêt en dehors des programmes. Les jeux n'absorbent qu'une partie de leur peu commune énergie. De nombreuses occupations les sollicitent. Et d'abord le journalisme. Tocqueville, — et c'est une de ses remarques les plus profondes, — a dit qu'il existe une relation entre le développement extraordinaire de la presse aux États-Unis et ce goût général de l'association. Je trouve ici une preuve indirecte de cette vérité. Dès que le jeune Américain entre à l'Université et qu'il songe à faire œuvre sociale, son rêve, s'il a les aptitudes nécessaires, est de se glisser dans le comité de rédaction de l'une des publications imprimées à Yale : le *Yale Record*, le *Yale Graphic*, l'*Alumni Weekly*, le *Yale Daily News*, le *Yale Law Journal*. N'oublions pas le *Yale Literary Magazine*, qui s'enorgueillit d'avoir été fondé en 1836, et d'être non seulement le premier périodique dirigé par des étudiants, mais aussi la première revue littéraire qui n'ait jamais cessé de paraître depuis sa création. Ce dernier trait montre avec quel sérieux ces jeunes gens se donnent à la tâche qu'ils s'imposent. Après sont les compétitions pour faire partie d'un comité de rédaction. Des épreuves sévères, — reportage réel, articles, interviews, — se prolongent pendant les premières semaines de la rentrée. Celui qui est admis comme rédacteur, comme caricaturiste, comme directeur de la publicité, a donc conquis sa place par sa seule habileté.

D'autres sont attirés vers la musique ou vers le théâtre. Il existe un club dramatique qui donne des représentations fort suivies. On y joue des pièces anglaises et même des pièces françaises. Les rôles de femmes y sont tenus par des hommes. Cela nuit parfois à l'illusion, mais on s'en console en pensant que du temps de Shakspeare les choses ne se passaient pas autrement.

La Société musicale ou « Glee and Banjo Club » a une notoriété presque aussi grande que le *team* de football. Aux occasions solennelles, l'une ne va pas sans l'autre. La veille du grand match, un premier tournoi a eu lieu entre les Glee Clubs de Yale et de Princeton, les deux Universités rivalisant d'excellence et de variété dans les chants et les airs de mandoline ou de banjo au programme du concert. Il arrive que le Glee Club entreprenne un voyage à travers l'Amérique. Il obtient alors sans

difficulté des engagements dans les autres Universités où on lui offre une hospitalité large et fraternelle. Magnifique occasion de voir du pays à peu de frais, que ne perdent pas ces avisés jeunes gens!

Il existe d'autres associations moins fameuses. Car tout est prétexte à former un groupe. Un goût, une idée, une préoccupation intellectuelle, dès qu'ils sont partagés par une demi-douzaine d'individus, trouvent leur expression dans la fondation d'un club. A Yale existent une Yale Hope Mission, une Association chrétienne de Sheffield, un Club Anglais, un Club Classique, un Club Français, un Club Germanique, un Club de Physique, un Club des Gradués, un Club Philosophique, un Club des Ingénieurs, une Société Médicale, une Association des Anciens élèves en Médecine, et j'en oublie sans doute. Dans ces cénacles on se réunit à date fixe pour entendre des communications, comme dans une académie. Un conférencier expose quelque sujet favori ou d'actualité. Après la conférence, chacun fait ses remarques, soulève à son tour d'autres questions. Ces discussions peuvent prendre une ampleur particulière dans les « debating societies » organisées en véritables parlements et où l'on s'exerce à la vie politique.

Plus caractéristiques encore de cet esprit d'association, et plus particulièrement américaines, sont les « fraternités. » Les plus connues sont celles que l'on désigne à l'aide de lettres grecques, comme l'Alpha Sigma Phi, la Beta Theta Pi, la Phi Delta Phi, etc. Les membres se recrutent par élection. Ces fraternités sont aussi des clubs au sens précis du mot. Car le plus souvent elles possèdent une maison luxueusement meublée, où les membres peuvent loger et où ils disposent de salles de récréation.

L'un de ces clubs, — l'Elizabethan Club, — vaut qu'on le décrive. Il n'a pas d'analogue dans les autres Universités américaines. Son histoire est d'ailleurs curieuse. Il fut fondé par un ancien étudiant. Alors qu'il était au collège, en écoutant ses professeurs parler des grands maîtres de la pensée anglaise, ce jeune homme s'était pris d'un amour pour les livres. Comme il avait de la fortune, il put satisfaire son goût. Il partit pour Londres et là il se mit à amasser des ouvrages rares. Mais pendant qu'il était tout à la joie du collectionneur, il n'oubliait pas ceux de ses successeurs qui, là-bas à Yale, sentaient peut-être grandir en eux la même passion sans pouvoir s'y livrer. Un jour

il prit une résolution : il écrivit à l'un de ses anciens professeurs pour lui exprimer son désir de fonder une association où les étudiants sérieux pourraient se rencontrer, quand ils voudraient s'entretenir de choses littéraires. Et il offrit une bibliothèque, sa bibliothèque. De semblables idées trouvent toujours bon accueil dans une Université américaine. Une correspondance s'ensuivit. On prie l'ancien étudiant de fournir des détails. Il envoie le catalogue de ses livres. La liste ne contient que des premières éditions, quelques-unes fort rares, de tous les grands auteurs de la Renaissance anglaise! Et comme le donateur ne veut pas faire les choses à demi, il annonce son intention d'ajouter une maison assez spacieuse pour loger les livres et pour servir aux réunions, avec une somme suffisante pour en assurer l'entretien. Il ne met qu'une condition : les membres n'auront à payer aucune cotisation! Ainsi prit naissance l'Elizabethan Club. Le nombre des sociétaires est limité à soixante : vingt professeurs, vingt étudiants gradués, vingt étudiants non gradués. A ceux-ci peuvent s'ajouter quarante membres honoraires. On y entre par élection sur proposition d'un comité spécial. Chaque élu possède une clé de la porte d'entrée et a la jouissance des locaux de huit heures du matin à onze heures du soir. La vieille maison achetée à l'usage du club a été ainsi aménagée que le visiteur, quand il entre, peut avoir l'illusion d'être reporté à trois cents ans en arrière. Des boiseries recouvrent les murs; des tables, des sièges ont été commandés qui reproduisent d'aussi près que possible les meubles de l'époque shakspearienne. Un magnifique portrait de la reine Élisabeth, attribué à Zucchero, orne la cheminée de la grande salle. Et une collection de pipes en terre, sur un râtelier, évoque les temps héroïques du tabac, quand les beaux-esprits faisaient assaut de paroles dans les tavernes de Londres, au milieu de nuages nicotisés, accomplissant un acte d'une audacieuse nouveauté.

Tous les jours de quatre à sept on tient table ouverte : du thé, jamais d'alcool, — qu'eût dit Falstaff? — des gâteaux, festin peu somptueux, mais qui engage à la bonne humeur. On peut également puiser sans réserve dans le grand pot de tabac que l'administration du club tient toujours garni jusqu'au bord. Rien ne saurait peindre le charme de ces réunions. On entre; on sonne et le serviteur nègre vous apporte votre thé. Si vous êtes

fumeur, vous bourrez votre pipe et c'est aussitôt la conversation, au hasard des voisinages. Le tout jeune homme y apprend à goûter la sagesse de ses aînés et le professeur blasé se retrempe dans ces âmes fraîches. Parfois l'on a un invité de marque, un écrivain que l'on a prié de venir parler au club. Celui-là a droit à l'unique chambre de la maison. On s'attend d'ailleurs à ce que sa conférence soit dépourvue de tout apparat. Je me rappelle avoir entendu dans l'intime salle du rez-de-chaussée un auteur anglais, dont une pièce cette année a fait courir tout New-York, raconter ses souvenirs de jeunesse. Assis sur le coin d'une table, les jambes ballantes, la pipe aux dents, il plaçait ses phrases entre deux bouffées. Et quand il eut fini, dans le brouhaha d'une collation, ce fut la conversation familière, prolongeant la causerie et s'en distinguant à peine.

Mais la merveille de l'Elizabethan Club est son grand coffre-fort. C'est une idée de l'excellent bibliothécaire de Yale, qui est bien de tous les bibliothécaires, qu'il m'a été donné de connaître, le plus obligeant et le plus fin. La maison étant en bois et la surveillance difficile, il a fallu songer à mettre en sûreté les trésors bibliographiques du club. On a alors fait bâtir une pièce toute en fer, à laquelle donne accès une massive porte aux épaisses lames d'acier, capables de défier les voleurs, le feu et le temps. Deux hommes sont seuls à connaître le secret de la serrure : le bibliothécaire et son adjoint. Cette chambre ne s'ouvre qu'aux grandes occasions et quand la porte, manœuvrée par une énorme roue d'acier, se meut silencieusement sur ses gonds et qu'une lampe électrique s'allume automatiquement, faisant apparaître dans leurs robes luxueuses de maroquin tous ces trésors de la littérature anglaise, comment ne pas ressentir un petit frisson de plaisir, — du moins quand on a en soi l'âme sensible d'un collectionneur? Et quel curieux rapprochement des procédés mécaniques les plus modernes et de ces témoins d'une civilisation lointaine à laquelle on veut se rattacher par toute sorte d'illusions! L'Elizabethan Club ne serait-il pas le symbole parlant de cet entremêlement inextricablement confus du présent et du passé que je retrouve ici à tout instant?

Bien que le nombre des membres y soit limité, l'Elizabethan Club est une société ouverte; il y a aussi des sociétés secrètes. Ainsi que leur nom l'indique, elles s'entourent volontiers de

mystère. De ce genre sont la Psi Upsilon, la Sigma Phi qui, d'ailleurs, font partie d'une organisation embrassant les principaux collèges des États-Unis. Yale est parmi les Universités américaines celle où ces sociétés secrètes sont le plus nombreuses et le plus florissantes. Elle en a même qui lui sont propres comme les célèbres *Skull and Bones*, fondée en 1832, et *Scroll and Keys*, fondée en 1841. Il est difficile d'avoir sur ces confréries des renseignements précis, car nul n'est autorisé à en divulguer les rites. Les associés sont peu nombreux, quinze environ, choisis chaque année parmi les *seniors*. On n'y est admis qu'après avoir subi des épreuves sur le modèle des initiations de la franc-maçonnerie. Les bâtiments où se tiennent les réunions sont impressionnants avec leurs grands murs sans fenêtres; ils font songer à quelque cénotaphe égyptien et on les appelle, en effet, des tombeaux. Le choix des membres est l'occasion d'une cérémonie qui s'accompagne elle aussi de démarches mystérieuses. C'est vers le mois de mai que se place le « tap-day, » jour impatiemment attendu par tous les *juniors*. Dans la soirée, les étudiants s'assemblent sur le Campus et, comme cinq heures sonnent, l'un des anciens se présente. Au milieu de l'attente générale et dans l'incertitude qui étreint tous les cœurs, il se promène silencieux, et quand il rencontre dans la foule un des nouveaux élus, il lui tape sur l'épaule. A ce geste celui-ci apprend qu'il est du nombre des privilégiés. A six heures, le dernier choix doit être signifié. La gloire d'entrer dans une de ces sociétés secrètes est la plus grande distinction que puisse rechercher un étudiant : elle résume toutes les autres. Car l'on tient la main à ce que les sociétaires se fassent remarquer par une supériorité réelle, que ce soit leur richesse, leur valeur intellectuelle ou leurs succès athlétiques. Quand on fait partie d'une de ces associations, c'est un avantage acquis pour la vie et que l'on porte partout avec soi. Désormais, il existera avec tous les membres plus âgés, et dont la plupart occupent des situations en vue, des liens que rien ne saurait rompre.

Ainsi se crée cet état de camaraderie indestructible qui fait qu'un Yale man, quelle que soit sa condition, sera toujours un ami, presque un frère, pour un autre Yale man, et que tous les Yale men, communiant dans les mêmes souvenirs de jeunesse, entoureront leur université d'affection et de respect, sans jamais oublier. Être « alumnus » de Yale est un honneur, et un honneur

qui entraîne des devoirs auxquels on ne cherche pas à se soustraire. On en a eu la preuve l'an passé, quand les anciens élèves ont réuni en quelques semaines les quinze cent mille francs nécessaires pour combler le déficit dans le budget de l'Université. Toutes ces sociétés, si différentes d'objet, que l'on accuse parfois de favoriser le particularisme et qui sembleraient devoir morceler en groupes innombrables les milliers d'étudiants qui passent chaque année à Yale, concourent en réalité au même but : faire aimer la petite communauté dont elles sont un des rouages. Chacun de ces groupes a sa vie propre, mais à la manière des planètes qui gravitent vers un même astre dont elles forment le système harmonieux. De l'intimité d'une fraternité comme *Skull and Bones* au grand enthousiasme collectif qui éclate à l'occasion d'un match intercollégial, il n'y a d'autre différence que celle qui sépare la partie du tout. Et l'une explique l'autre.

FÊTES ET DIVERTISSEMENTS. — LE « PROM »

Dans ce milieu cordial et plein d'activité, le temps s'est écoulé rapide. L'*Indian Summer* n'est plus qu'un souvenir. Un jour, avec cette brusquerie que les éléments ont volontiers dans ce pays, une atmosphère gris-de-plomb a envahi le ciel, figeant une lumière vague et crépusculaire. Le lendemain, au réveil, New Haven était transformé en un monde nouveau. Depuis, — c'était en décembre, — la neige ne nous a pas quittés. Elle a durci par des températures de — 25 degrés, et elle semble s'installer à demeure. Les automobiles, qui mettaient dans l'air un si joyeux bourdonnement, se sont faits rares. Pour éviter les dérapages, ceux qui s'aventurent au dehors ont armé leur roue arrière d'une grosse chaîne qui s'agrippe à la glace. Quand ils fuient devant vous dans un bruit de ferraille, on dirait quelque monstrueux animal qui aurait rompu son attache. Des traîneaux, attelés de chevaux aux claires sonnettes carillonnantes, froissent la neige avec le crissement d'une soie que l'on caresse. Marcher sur le sentier glissant frayé entre deux murs de neige durcie est devenu un exercice d'acrobatie pour les piétons qui se hâtent vers leurs affaires.

La vie n'a pas pour cela perdu de son intensité sur le Campus. Engoncés dans leurs fourrures, les étudiants passent

d'un cours à l'autre, fouettés par le vent qui fait rosir leur visage, et leurs snowboots, dégrafés, bringueballent et sonnent comme des piécettes que l'on compte. Moi aussi, je poursuis mes travaux, et je sens chaque jour se river un peu plus fortement la chaîne cordiale qui m'unit à tous ces jeunes gens, si naturels et si probes. Car il est difficile de ne pas s'empêtrer dans l'écheveau compliqué de tous les liens qui se forment autour de vous sans que vous y preniez garde.

Si douce a été ma vie que j'ai l'impression d'être arrivé hier. Pourtant déjà approche la fin du premier semestre avec lequel ma mission va, elle aussi, se terminer. Et j'ai bientôt la révélation soudaine de cette irrévocable fuite des jours, lorsque j'entends répéter de tous côtés : « Le *prom* va avoir lieu! » Le *prom*, — du mot français : promenade, — est la fête des *juniors* et on la célèbre au milieu de l'année scolaire, vers le mois de février. Si le mot est français, la chose est américaine. Pendant quatre jours les étudiants ne vont pas cesser de se livrer à leur divertissement favori : la danse. Et comme à ce jeu il faut être deux, l'on invite des jeunes filles. Dès le samedi, bien que les cérémonies ne doivent commencer officiellement que le lundi, on voit affluer à New Haven, dûment accompagnées d'un chaperon, des beautés venues de tous les États voisins. Il n'est pas au demeurant nécessaire que des serments aient été préalablement échangés entre l'inviteur et l'invitée. S'il y a, dans le nombre des étrangères, pas mal de fiancées, il y a aussi beaucoup de simples amies, des sœurs, des amies des sœurs et des sœurs d'amies. L'essentiel est que chaque étudiant du *prom* ait sa danseuse, aussi jolie que possible, et dont il se fera le cavalier servant, tant que dureront les fêtes.

Pour bien traiter les visiteuses, rien ne sera trop beau. Les plus riches gaspilleront de petites fortunes, car l'adoration de la femme est ici entière. Les chambres, dans les dormitories et les fraternités, sont évacuées non sans avoir été auparavant transformées en un petit nid pour la délicate idole. Des dais bien clos sont dressés à l'entrée des différents bâtiments pour éviter aux pieds mignons les souillures de la neige ou aux visages les rudesses de la bise. Des concerts par le Glee Club, des représentations par la société dramatique sont offerts pour que pas une minute ne puisse apporter une occasion d'ennui aux jolies invitées. Et jolies elles le sont, assurément, quand,

frileusement enveloppées de fourrures, elles s'aventurent sur le Campus, regardant avec de grands yeux admiratifs les monuments de l'Université, pendant que leur cavalier empressé discourt d'un air radieux et important. On ne voit que couples souriants et chuchotants, discrètement suivis par le chaperon qui règle son pas de façon à jouer son rôle sans pourtant trop gêner les confidences d'un autre âge. Aux abords de l'Université se déroule une idyllique fête galante qu'un Watteau moderne devrait peindre.

Le *prom* atteint son point culminant dans un bal offert par les étudiants. Pour cette occasion, le réfectoire est orné à grands frais. Car chaque promotion tient à honneur de faire mieux que la précédente. Cette année, on a appelé un fleuriste de New-York qui a transformé la salle en une immense serre où les fleurs les plus rares se mêlent aux arbustes avec une profusion presque excessive. Et dans ce cadre estival, créé en plein hiver à coups de dollars, c'est la vision la plus gaie, la plus riche, la plus bigarrée, de couples dansant par centaines les obsédants one-steps et fox-trots dont on me dispensera de décrire les grâces un peu lourdes.

J'ai idée que les gens graves voient ces divertissements d'un œil peu satisfait. Ils les subissent, car les désirs des étudiants font loi. Mais ces distractions cadrent mal avec le sérieux de l'endroit. Et puis, c'est pour ces jeunes gens une occasion de folles dépenses. On m'a cité le cas d'étudiants peu fortunés qui s'étaient endettés pour plusieurs années de leur vie. Cette fois, on a donné l'autorisation à la condition que les réjouissances dureraient seulement deux jours. Mais il est difficile d'empêcher les thés, les parties de traîneaux, les cotillons et autres distractions où des femmes habituées à se voir aduler exigeront que l'on soit aux petits soins pour elles.

Enfin peut-on assister sans appréhensions à ces rapprochements entre jeunes gens inexpérimentés et jeunes filles trop jolies pour n'être pas un peu coquettes? A Yale, comme dans la plupart des collèges de l'Est, la co-éducation chère à l'Ouest est proscrite. Seules la Graduate School, l'École de Droit, l'École de Médecine admettent des étudiantes, une soixantaine en tout. Le Collège est demeuré inexpugnable. Il n'y a même pas, comme à Harvard, un collège spécial pour jeunes filles. La femme est restée une douce ennemie que l'on aime mieux tenir

à l'écart du sanctuaire. Et la voilà qui prend sa revanche, envahit le Campus et dissipe l'austérité du lieu par le charme de sa mutine personne ! C'est en vain que le *prom* s'ouvre officiellement par un service religieux. Est-ce suffisant pour se protéger contre les tentations de l'Ève éternelle ?

Disons tout de suite que l'étudiant américain, autant qu'il est possible de parler avec certitude de choses qui touchent au plus intime de l'être, est dans son attitude à l'égard de la femme d'une discrétion remarquable. Sans doute il est homme et comme tel faillible. L'adolescent qui arrive à l'Université à l'âge de dix-huit ans, jouissant d'une grande liberté, peut être tenté d'abuser de cette liberté. Les dangers ne manquent pas, d'ailleurs, dans une grande ville comme New Haven. Il y a les « veuves de collège », — College widows, — éternelles fiancées dont la vertu peu fastidieuse se répare à neuf tous les ans, à la rentrée. La chronique scandaleuse raconte même des histoires à faire frémir : alcool et brutalité en pourraient être le titre. Mais il faut faire la part de l'exagération. Il est, par ailleurs, certain que les étudiants se montrent très sévères pour ceux de leurs camarades qui ont une conduite répréhensible. Que l'un d'eux soit mêlé à un scandale, qu'il s'affiche seulement avec quelque fille de mauvaises mœurs, et il se verra impitoyablement fermer toutes les fraternités; les amitiés se refroidiront; le vide se fera autour de lui; il n'aura plus qu'à quitter l'Université. Même en tenant compte du pharisaïsme qui, sans doute, est considérable, une pareille sévérité ne serait évidemment pas possible, si la majorité n'avait le droit de se montrer inflexible pour les frères plus faibles.

Au surplus, les relations entre sexes, en Amérique, sont très différentes de ce qu'elles sont en Europe. Autre pays, autres mœurs. Le jeune homme et la jeune fille sont habitués à vivre côte à côte, [illegible] leur plus tendre enfance. A cette camaraderie de tous les instants s'évapore ce charme fait de mystère et de rêverie dont se réclament les désirs. Et comme, d'autre part, avec sa liberté d'allures et sa volonté de ne compter que sur elle-même, la femme américaine, dans tous les actes de la vie ordinaire, ne se distingue guère de l'homme, l'égalité s'établit tout naturellement entre les deux sexes. Les rapports entre jeune homme et jeune fille sont directs, ouverts, exempts de timidité ou de réserve. Dans les collèges féminins les plus

opposés à la co-éducation, les élèves donnent des bals, — sous la surveillance maternelle de chaperons, — où l'on invite les élèves du collège de garçons voisin. Le moyen de danser sans cela? L'amitié entre homme et femme, avant le mariage et indépendamment de toute idée de mariage, est fréquente. Et ces amitiés se nouent de bonne heure. Je me souviens d'avoir lu dans un journal du middle-west une lettre bien curieuse. Une jeune fille, — une enfant plutôt, car elle n'avait pas quinze ans, — écrivait à un rédacteur chargé d'une enquête, pour lui expliquer ses sentiments : « Je vous soumets mon cas, disait-elle, en vous priant de me donner un avis. Je suis de caractère sombre, et j'aime la solitude. Mes compagnes à l'école se moquent de moi; mais que voulez-vous? je ne puis pas faire comme elles, avoir un ami. Tous les garçons que je rencontre me sont indifférents; je n'en trouve aucun que j'aie plaisir à fréquenter. Leur conversation m'ennuie. J'aime mieux lire. Ma mère me gronde parce que je ne suis pas comme tout le monde. Ai-je tort? »

Un ami est donc pour la jeune fille, même de quinze ans, un complément accepté par l'opinion publique, que dis-je, dans certains cas, ou dans certains milieux, un complément recommandé. Et la lettre ci-dessus indique bien que c'est *ami* qu'il faut entendre et pas autre chose. Se mêle-t-il pourtant un soupçon de sentimentalité à ces innocentes fréquentations? Cela ne doit pas être impossible. « L'amitié peut subsister entre des gens de différents sexes, exempte même de toute grossièreté. Une femme cependant regarde toujours un homme comme un homme, et réciproquement un homme regarde une femme comme une femme, » a dit La Bruyère, et j'hésite à croire qu'il ait tort. En tout cas, l'ami n'est pas un fiancé. L'ami ou le « beau, » comme on l'appelle, est le jeune homme de manières agréables et assez bien élevé pour qu'on n'ait rien à redouter de lui. C'est un chaperon masculin. S'il est riche, il est généreux et comble son amie de gâteries : il paie ses voitures, lui offre des *ice-creams;* il l'emmène au théâtre, au cinématographe ou au restaurant; de temps à autre, il lui fait des cadeaux. Le fiancé est un « beau » qui a des chances d'être un jour le mari. Aux yeux de la foule il n'y a pas de différence notable. Le fiancé joue auprès de la jeune fille élue le même rôle de cavalier servant et généreux. Partant, une jeune fille, — si elle a plusieurs

résidences, — peut avoir plusieurs amis. Je connais une charmante personne qui en a deux, l'un pour la période des vacances, l'autre pour le reste de l'année. Tous deux voudraient bien devenir fiancés. Mais elle n'a pu jusqu'ici prendre un parti et elle les maintient dans l'état neutre d'ami en attendant qu'une inspiration l'aide à faire son choix. Le moins favorisé est naturellement le premier, puisqu'il ne peut voir sa *girl* que trois mois sur douze. Le reste du temps il n'a pour communiquer avec elle que la poste, le télégraphe, le téléphone et le « special » ou lettre express, — tous moyens dont il fait un usage fréquent et simultané. L'autre peut lui rendre visite chaque jour, et il ne s'en prive pas, plusieurs fois par jour. Il passe toutes ses soirées chez elle, à deviser ou à lire. Cela dure depuis deux ans, et la jeune fille est toujours indécise entre ses deux « beaux. » Elle est d'ailleurs parfaitement vertueuse. Détail significatif, elle appartient à une secte qui proscrit la danse et le jeu comme plaisirs sataniques.

C'est à la lumière de ces explications qu'il faut considérer le *prom* qui, en ce moment, déroule ses fastueuses splendeurs. Ces jeunes gens, en recevant à grands frais leurs amies ou leurs fiancées, ne font rien que de très courant. Après cinq mois de labeur, pendant lesquels ils ont surtout vécu entre hommes, ils veulent mettre une transition charmante entre le premier et le second semestre, en respirant pendant un instant la beauté féminine comme on s'enfouit passionnément le visage dans un bouquet de roses. Et cela ne conduira qu'à quelques mariages. C'est toute une conception de la jeunesse, de la vertu, du vice, de la vie même qui est ici mise en pratique. Le plus curieux en cette affaire, c'est que je constate cette coutume dans ce petit coin de la Nouvelle-Angleterre où régna jadis la religion la plus morose et sur lequel flottent encore tant de souvenirs puritains.

DERNIÈRES IMPRESSIONS

Mes cours sont terminés. C'est avec un serrement de cœur que je m'arrache à cette Université dont il me semble que j'ai toujours fait partie. Et peut-il en être autrement, quand j'ai trouvé chez tous la plus chaude des sympathies et un désir constant de combler l'hôte étranger? Je me suis laissé griser

par cette atmosphère d'affection, — affection chez les étudiants dont j'ai aimé en retour l'optimisme et la probité intellectuelle ; affection chez mes collègues dont la confiance, la bienveillance et la hauteur de vues resteront à jamais pour moi la preuve de ce qu'il peut y avoir de noble et de généreux chez les meilleurs des Américains.

C'est ici qu'il faut chercher nos vrais amis. Quelques appréhensions que la politique étrangère des États-Unis puisse mettre au cœur des Français, un peu déçus de voir en apparence délaissée cette amitié qu'ils avaient si spontanément offerte, nous ne devons pas désespérer des sentiments de l'Amérique à notre égard. Tous ceux qui pensent dans ce pays sont pour nous. Républicains aussi bien que démocrates me disent leur douleur, leur honte, de voir que des querelles politiques puissent ainsi dénaturer leur attachement pour la France. Je sais que ce ne sont pas simples formules de politesse. Ils admirent sincèrement notre pays pour son passé de grâce, d'intelligence et de beauté, pour son présent de courage, d'endurance et de force morale. Rien ne pourra aller là-contre.

Il est vrai que le milieu où je viens de vivre est assez particulier. Il est très différent de cette Amérique banale que l'on a tant de fois dépeinte avec des couleurs un peu crues. C'est une Amérique infiniment plus complexe et où il est possible de découvrir vraiment toutes les forces qui tiraillent en sens divers ce grand pays si actif et si mouvant. Ici deux mondes coexistent. L'un est le monde de l'industrie forcenée, des affaires fièvreuses, de la recherche ardente de l'argent, des outrances et des gigantesques bondissements. Il se livre à ses agitations dans cette ville grandissante, avec sa population ouvrière, mélange bigarré de races, avec ses foules qui s'écoulent en flots épais aux heures où les usines dégorgent leurs multitudes, avec ses hauts fourneaux qui brouillent et salissent un paysage qui dut être autrefois si mélancoliquement paisible. Je vois le despotisme de ce monde, et j'en saisis l'esprit, dans cette pression qu'il exerce constamment sur l'Université, quand il demande à celle-ci de lui fournir les moyens de créer plus de richesse. L'autre est un monde plus raffiné. Il se groupe autour de Yale comme autour d'un clocher, car il croit en l'intelligence. Il comprend tous ceux qui s'enorgueillissent de mettre leur idéal en la culture et voudraient pour leur pays une civilisation plus hau-

tement spirituelle. Sans nier le progrès, auquel il est fortement attaché, il ne s'interdit pas néanmoins de jeter des regards nostalgiques vers le passé. En dehors des professeurs, ce n'est encore qu'une minorité, une minorité qui constitue une caste, sans privilèges, assurément, mais puissante et très différente de la ploutocratie, bien que dans cette classe elle trouve parfois des recrues. Son prestige est incontestable : je l'ai bien vu au ton d'admiration un peu envieuse dont les gens du peuple à New Haven parlent de Yale et de « those big people. »

Peut-on, en se penchant sur cet exemple, entrevoir ce que sera l'Amérique future? A-t-on le droit de prévoir l'existence d'une société américaine où le désir de gagner de l'argent et de satisfaire les besoins de luxe passerait au second plan; où la pensée, la méditation, — ennemie de l'action, — recouvreraient leurs droits; qui, sans cesser d'avoir une forme de gouvernement démocratique, ferait une part plus importante à une élite dont les membres, bénéficiant de l'expérience et de la fortune acquises par leurs ancêtres, pourraient se livrer à la poursuite désintéressée des choses de l'esprit, — une société, en un mot, qui ne serait pas très différente des sociétés européennes actuelles?

Une pareille orientation paraît tout d'abord naturelle et presque fatale. Songez que, avant la guerre, les dix-sept grandes Universités américaines, — Harvard, Yale, Princeton, Columbia, Cornell, Johns Hopkins, Pennsylvania, Chicago, Illinois, Michigan, Minnesota, Wisconsin, Cincinnati, North Western, Western Reserve, Leland Stanford, Californie,—donnaient l'enseignement à plus de soixante mille étudiants en cours d'année et à trente mille autres pendant les vacances. Si l'on ajoute les dizaines d'Universités de moindre importance, les collèges encore plus nombreux, tous modelés, de près ou de loin, sur les grandes Universités, c'est par centaines de milliers que les jeunes Américains s'imprègnent tous les ans de cette culture, reflet de l'idéal européen, qui les transforme et les isole de la masse. Tous ne font pas partie de l'élite triomphante; beaucoup doivent se contenter d'en former l'auditoire admiratif. Mais leur rôle n'en est pas moins considérable. Ils contribuent pour leur part à créer un courant d'opinion favorable à la primauté des meilleurs. Ils répandent autour d'eux les idées qu'ils ont reçues, et ainsi un immense réseau d'aspirations intellectuelles, de goûts plus

raffinés, se tisse sur la société américaine et tend à en modifier le ciel même. Et à mesure que ces influences, — ennemies naturelles de l'esprit utilitaire, — iront grandissant, d'autres circonstances militeront contre ce même esprit utilitaire. On peut entrevoir le jour, — il n'est pas très éloigné, — où trois cents millions d'êtres humains couvriront le vaste continent et se trouveront aussi à l'étroit que nous pouvons l'être aujourd'hui dans notre vieille Europe. Le pays, à ce moment, aura livré tous ses secrets. Exploité sans relâche, il ne prodiguera plus aussi généreusement ses trésors. Avec la surpopulation, l'énergie individuelle trouvera moins où s'exercer librement; avec le tarissement des richesses naturelles, l'esprit d'entreprise se refroidira. L'activité humaine, refoulée sur elle-même, cherchera d'autres jouissances où plonger son inquiétude, et les trouvera peut-être dans la méditation intellectuelle. Ce serait alors le triomphe de l'idéal pour lequel Yale lutte confusément. La société américaine, après avoir tourné le dos à l'Europe, se retrouverait de nouveau à ses côtés, l'ayant rejointe par un chemin indirect, mais qui menait au même point.

Mais, d'autre part, que réserve le formidable inconnu que j'ai vu s'amonceler à l'horizon des États-Unis? Cette masse toujours grossissante d'immigrants, qui devraient ajouter à l'afflux des idées européennes, mais qui, en réalité, par leur ignorance, leur grossièreté, leurs appétits voraces, ne font qu'introduire des forces de désintégration; ces nègres sensuels, qui veulent à leur tour prendre part au festin des plaisirs; tous ces éléments agités, qui amènent des renforts à la foule esclave des instincts utilitaires et retardent d'autant le triomphe d'un idéalisme régénérateur, laisseront-ils le temps aux évolutions lentes de produire leurs effets réguliers? Du succès de l'une ou l'autre tendance dépendra l'avenir de l'Amérique. Un grand drame intellectuel, moral et social se joue obscurément dans l'âme américaine, et qui fixera les destinées spirituelles du pays. Prophétiser serait vain. Il est impossible de prévoir le dénouement quand seul le premier acte est joué et que la péripétie est inconnue.

Albert Feuillerat.

REVUE SCIENTIFIQUE

PERLES FINES ET PERLES JAPONAISES

Il y a en ce moment une question qui émeut une bonne partie de la Terre et toutes les étoiles... je parle de celles qui aiment à se parer de joyaux dont le rapt éventuel pourra consacrer dans les gazettes une gloire qui brûle d'éclater au grand jour.

Cette question, qui dans les conversations féminines passe infiniment en importance le problème des réparations ou celui de l'armée nouvelle, est celle des perles dites « japonaises. » Est-il vrai qu'une rivale imprévue et redoutable de la perle fine d'Orient soit sur le point de supplanter ou du moins d'égaler celle-ci? C'est ce que je voudrais examiner ici. La question est d'importance à divers points de vue. Au point de vue mercantile d'abord, puisque le commerce des perles est un des plus considérables qui soit, et puisque d'ailleurs beaucoup de personnes privilégiées possèdent de véritables fortunes en perles, ayant placé sous cette forme l'excès de leurs capitaux pour le mettre plus sûrement à l'abri des vicissitudes auxquelles sont exposés par le temps qui court les placements classiques. On nous permettra de négliger ici complètement ce point de vue très particulier.

C'est d'un angle exclusivement scientifique et technique que j'examinerai si l'ingéniosité industrieuse de l'homme a réellement réussi à reproduire, avec toute leur beauté et toutes leurs propriétés particulières, ces objets qui, dès avant Cléopâtre, n'ont pas cessé d'être considérés comme des merveilles de la nature.

Je prendrai pour cette étude le plus compétent et le plus savant des guides, le professeur Louis Boutan, de la Faculté des sciences de Bordeaux, directeur du laboratoire de biologie de la Société scienti-

fique d'Arcachon et dont mon maître Dastre signalait, il y a plus de vingt ans déjà, les remarquables travaux sur les perles.

M. Louis Boutan vient de présenter à diverses sociétés savantes, et notamment à l'Académie des Sciences, plusieurs communications remarquables au sujet des perles japonaises. Ce sont ces communications dont je m'aiderai ici et aussi des travaux récents réalisés en Angleterre et qui conduisent aux mêmes conclusions.

* * *

Mais tout d'abord, qu'est-ce que les perles fines ? Qu'est-ce que ces joyaux fastueux aux reflets tendres comme des regards et si inutilement jolis dont l'Orient, la Grèce et Rome nous ont transmis le goût ? On sait qu'ils se trouvent dans le corps de certains mollusques et surtout de ce grand bivalve qui, sur les côtes d'Asie, donne encore aujourd'hui les perles les plus pures : l'huître perlière ou méléagrine. A vrai dire, les naturalistes savent que celle-ci n'est pas une huître, mais appartient à un autre genre assez différent de mollusques : les avicules. Nous continuerons cependant à l'appeler huître perlière, car s'il fallait désigner toutes les choses par leur nom, on risquerait de n'être plus compris de personne. Les anciens Hindous croyaient que la perle était une goutte de rosée tombée dans le mollusque et que le soleil y avait figée. La science, cette vilaine empêcheuse de déraisonner en rond, a vaporisé cette gracieuse légende. Nous savons aujourd'hui que la perle fine (qu'il ne faut pas confondre avec sa parente pauvre, la perle de nacre) est produite d'une manière beaucoup moins poétique.

Pour certains naturalistes, la perle (qui est faite chimiquement de calcaire et d'eau avec très peu de matière organique) n'est qu'un petit kyste formé dans l'intérieur même de l'huître et que celle-ci calcifie pour en débarrasser ses tissus sains, de même que certains vertébrés calcifient les lésions que leur cause la tuberculose. D'autres assurent que ce kyste de l'huître perlière est produit par les larves de certains vers parasites analogues au ténia. On trouve en effet souvent de ces larves au centre des perles. Celles-ci seraient donc, à beaucoup d'égards, analogues aux kystes dont est affligée notre triste humanité, au kyste hydatique du foie, par exemple. Pour d'autres enfin, la perle serait une concrétion calcaire sécrétée par le rein du mollusque et pareille à nos calculs néphrétiques et urinaires. Toutes ces explications ont un point commun et bien établi : la perle n'est qu'une maladie de l'huître perlière. Que celle-ci soit un malheureux être gra-

veleux ou mangé par les vers ou kysteux, une chose reste certaine : la perle n'est qu'une monstruosité pathologique. Difformité maladive et répugnante en deçà de la coquille huîtrière, joyau divin au delà! Vérité, voilà bien de tes coups!

Malgré son origine morbide, la perle ne mérite point le dédain, car elle est belle. Les irisations suaves des perles paragonnes où l'œil retrouve toutes les nuances de l'arc-en-ciel, tous les chatoiements si doux d'un jet d'eau qui déferle dans un ciel gris d'automne, sont dus au même phénomène optique qui cause les teintes magiques des bulles de savon : les interférences de la lumière qui se produisent, comme Newton l'a montré, dans les lames très minces et transparentes. La perle est constituée en effet par des couches très fines de calcaire, qui font assez ressembler sa coupe à celle d'un oignon. La méléagrine fournit aussi la nacre de ses coquilles qui ira orner les tables de marqueterie, les souples éventails, et, — comble d'honneur, — l'épée majestueuse et anodine des académiciens.

La mort de la perle est due à une attaque de sa surface calcaire sous l'injure des agents extérieurs, surtout des acides. Comme les sécrétions des plus belles peaux du monde sont acides, le contact de ces épidermes charmants est pour les perles une longue agonie.

Certaines personnes trop raisonnables penseront que si la formation des perles est un phénomène pathologique, leur achat en est un aussi. Elles auront tort. Nos élégantes savent que, nées comme elle de l'écume marine, les perles doivent être consacrées au culte d'Aphrodite. Elles ont, j'en suis sûr, trop de noblesse dans l'âme pour vouloir, lorsqu'elles se mettent un licol de joyaux, seulement étaler leur richesse et humilier leurs sœurs qui n'ont point de mollusques à leur disposition. Elles ont une pensée plus raffinée et plus artiste et qu'il serait peu galant de croire inconsciente : le culte de l'inutile lorsqu'il est beau, le sentiment qu'il n'y a rien au monde de plus utile que l'agréable.

C'est une façon comme une autre d'être idéaliste et il y a plus d'un trait d'union entre les amantes des perles et les pêcheurs de lune. D'ailleurs, la lune elle-même, lorsque la nuit la dépose toute ronde, sur un écrin de suie veloutée, n'est peut-être après tout qu'une perle nacrée de bleu et de rose, mise à la devanture du divin joaillier pour la tentation des filles d'Ève. Plus d'une déjà a dû rêver qu'elle saisissait soudain cette perle suave qui pèse un nombre incalculable de carats et quatre fois plus encore de grains, et que toutes les dames de la ville en desséchaient de jalousie. O bonheur !

***

Et maintenant, avant d'en arriver aux perles japonaises, il nous reste à marquer les principales étapes qui ont jalonné les efforts faits par l'homme pour imiter la nature dans la fabrication des perles. Ces efforts datent de loin, car c'est une tendance naturelle à l'artificieux bipède qui domine cette planète, de chercher à singer la nature dans ce qu'elle réalise de beau, de rare et surtout de précieux. J'imagine que ces efforts sont surtout stimulés par le prix et la valeur marchande des objets à reproduire, plus que par leur valeur esthétique.

Quoi qu'il en soit, les perles ont subi à cet égard les mêmes vicissitudes, que l'or dont la synthèse hante depuis l'antiquité tant de cerveaux, et que le diamant, dont le fameux Lemoine affirma naguère si audacieusement avoir assuré la fabrication en s'inspirant d'expériences encore assez contestés du grand Moissan.

Tout d'abord une question de terminologie se pose. On doit penser avec M. Louis Boutan qu'il est tout à fait injuste de désigner sous le nom de perles artificielles les perles qui proviennent d'une opération de culture chez un mollusque dont on provoque et dirige dans un certain sens la sécrétion nacrée. Qui oserait prétendre que des fruits obtenus par greffe ou des melons élevés sous cloche soient des fruits artificiels?

Il semble donc raisonnable par analogie d'appeler *perles cultivées* les perles produites par un mollusque dont on a provoqué ou excité la sécrétion, et de réserver le nom de *perles artificielles* aux imitations, d'ailleurs souvent très belles, mais où l'animal n'est pour rien, et qui sont entièrement le résultat de l'industrie humaine, et dont d'ailleurs la substance est très différente de celle des perles vraies ou cultivées. Pareillement, il sied de distinguer la *fabrication* et la *culture* des perles. La première s'entend des perles artificielles, la seconde des perles cultivées.

Quant à la question de savoir si la dénomination *perles fausses* doit être réservée exclusivement aux perles artificielles, ou si les seules *perles vraies* sont les perles naturelles à l'exclusion des perles cultivées, nous nous proposons précisément de l'examiner ci-dessous.

D'après M. Seurat, qui a publié sur la question des études fort remarquées, notamment dans le *Bulletin de l'Institut océanographique* de Monaco, la fabrication des perles artificielles est très ancienne, et était connue des Chinois dès le septième siècle de notre ère. Leur

procédé a été oublié et on ignore s'il se rapprochait du procédé actuel qui est d'origine française.

Celui-ci consiste à utiliser, pour faire les perles, des globules de verre que l'on souffle à la lampe d'émailleur. On emploie des verres opalins dont on s'attache à obtenir des globules très minces. On y introduit une goutte d'essence d'Orient, dite aussi « blanc d'ablette, » et qui n'est autre que la substance argentée des écailles d'ablette frottée dans une eau pure qui est ensuite tamisée. La matière recueillie est ensuite conservée dans l'ammoniaque et l'enduit qu'on en fait sèche rapidement sur la surface interne du globule de verre où il est répandu. Il ne reste plus qu'à remplir l'intérieur du globule avec un peu de cire blanche fondue pour lui donner du poids et de la solidité.

Venons-en aux essais anciens de culture des perles. Depuis une haute antiquité, les Chinois de la province de Tché-Kiang et dans le voisinage de Hou-Tchéou-Fou, utilisent une coquille d'eau douce pour faire recouvrir de nacre des figurines de petits « boudhas » ou des rangées de petites perles qu'on trouve couramment dans les boutiques d'Extrême-Orient.

En Europe, dès 1761, l'illustre Linné fit savoir au Roi et à la diète de Suède qu'il pouvait contraindre les mollusques à produire des perles et offrit de faire connaître sa méthode pour le bénéfice de l'État. On lui vota une récompense, mais on rejeta sa proposition de parquer et d'exploiter les moules perlières, par son procédé qui consistait à aller à travers la coquille du mollusque irriter son « manteau » et à l'obliger ainsi à produire des perles de nacre.

C'est que la perle de nacre, bien que chimiquement semblable à la perle fine et composée comme elle d'une sécrétion calcaire, n'en a point l'éclat sans pareil, la beauté, l'orient délicieux. Nous verrons tout à l'heure à quoi semblent tenir ces différences.

Ce « manteau » dont il vient d'être question, — *pallium*, — est une lame membraneuse qui est appliquée sur la face interne de la coquille et entoure le corps du mollusque. C'est la sécrétion du manteau qui, semble-t-il, forme la coquille et la nacre, et éventuellement la perle.

Parmi les tentatives plus ou moins analogues à celles de Linné, celles de M. Boutan sont parmi les plus remarquables. Elles ont porté sur certains gastéropodes et notamment sur l'*Haliotis*, mollusque abondant dans la Manche et dont la robustesse se prête bien à cette sorte de vivisection.

Moyennant des opérations assez compliquées sur le détail des-

quelles on me permettra de ne pas insister, — et dont la moindre est la trépanation, — M. Boutan a obtenu la production par ces animaux non pas de perles de nacre ni de perles fines, mais de ces perles de qualité et d'orient intermédiaires qu'on appelle des demi-perles.

L'étude au microscope de la structure comparée des perles fines, de la nacre et des demi-perles a conduit M. Boutan à des conclusions fort importantes. Ces observations microscopiques ont été récemment reprises avec les demi-perles dites japonaises. Ces demi-perles sont connues dans le commerce depuis une vingtaine d'années. Celles qu'on put voir dès lors à l'exposition universelle de 1900 se composaient de deux lentilles plan-convexes de nacre tournée collées par leur surface plane. L'hémisphère supérieur est recouvert d'une couche de nacre perlière de quelques dixièmes de millimètres et d'un joli éclat. Cette couche n'existe pas sur l'hémisphère inférieur de la demi-perle, lequel a l'aspect de la nacre de nos boutons de chemise Le diamètre de cet hémisphère inférieur est plus grand que celui de l'autre, de façon que ce dernier ne fasse pas saillie.

Ces demi-perles japonaises étaient évidemment obtenues en introduisant dans l'huître un hémisphère de nacre tournée sur laquelle l'huître dépose ses concrétions perlières. On accole après coup à l'hémisphère ainsi cultivé un autre hémisphère de nacre. Si, dans cette fabrication déjà ancienne, on ne cultivait qu'un hémisphère et non pas une sphère complète, c'était évidemment à cause de la nécessité de poser, de fixer la pièce à recouvrir sur la face interne de la coquille du mollusque, de manière que celui-ci ne puisse l'expulser. D'ailleurs, le manteau de l'huître se modèle sur un objet introduit sur la coquille en formant une sorte de capuchon qui ne peut recouvrir l'objet que partiellement et donne une perle incomplète. Nous verrons tout à l'heure comment les Japonais ont tourné cette difficulté et réussi la culture des perles entières qui viennent de faire leur apparition d'une manière si retentissante.

Certaines de ces demi-perles japonaises, — celles qui sont obtenues avec la méléagrine, — présentent d'ailleurs microscopiquement tous les caractères des perles fines et elles méritent le nom de perles fines incomplètes. On en fait depuis une quinzaine d'années un merveilleux usage dans les bijoux qui ne doivent présenter à la vue qu'une fraction plus ou moins complète de la sphère perlière, — barrettes, bagues, etc., à l'exclusion des colliers.

Dès longtemps un savant japonais réputé, M. Mikimoto, dans l'exploitation qu'il avait organisée dans la baie d'Ago, près de l'île de

Tadoko, sous l'inspiration du professeur Mitsukuri, cultivait les perles incomplètes dont nous venons de parler.

C'est précisément M. Mikimoto, qui, pour le couronnement d'une longue et patiente suite d'efforts, vient de réaliser les perles complètes de culture japonaise. En 1909, le professeur Raphaël Dubois écrivait :

« La culture des huîtres perlières est dans son enfance, mais elle promet d'être brillante. Si à la culture des perles incomplètes peut être ajoutée la production des perles libres, comme on en a l'espoir, *ce sera un grand triomphe pour la zoologie appliquée.* »

Il semble bien que cette prophétie ait, comme on va voir, été réalisée par les travaux récents de M. Mikimoto, auxquels M. Boutan rend hommage en ces termes :

« Quoique ce résultat provienne de découvertes japonaises, je suis heureux de le constater comme naturaliste français. »

C'est il y a quelques mois que les journaux français et anglais annoncèrent qu'un grand nombre de perles fines japonaises cultivées avaient été jetées sur le marché. Parfaitement rondes, mais possédant à leur intérieur un gros noyau qui permettait, en cas de rupture, de les reconnaître, ces perles avaient, disait-on, si bien par ailleurs l'aspect de perles naturelles du Japon, que les joailliers eux-mêmes ne pouvaient les distinguer.

Avant de voir si ces informations se sont trouvées vérifiées et ce qu'on en peut conclure, il importe d'abord d'exposer par quel procédé M. Mikimoto a pu obtenir ces perles cultivées complètes. Nous avons là-dessus des renseignements de diverses sources et ceux notamment qu'un savant anglais réputé, M. Lyster Jameson, a donnés naguère dans le périodique scientifique anglais *Nature* (mai et juillet 1901, *The Japanese artificially induced pearl*).

« Depuis longtemps, écrit-il, M. Mikimoto faisait des expériences en vue de la production des perles complètes sans attaches avec la coquille par une modification des procédés employés jusque-là. Il obtint un premier résultat heureux dans les environs de 1912 et je fis cette même année une communication à ce sujet à la *British Association*. D'après les informations que m'avait fournies M. Ikeda, un des conseillers de M. Mikimoto, dans une lettre du 30 mai 1914, le premier échantillon notable de perle ronde cultivée avait été obtenu dans l'automne de 1913.

« La méthode par laquelle M. Mikimoto produit ces perles a été brevetée par lui au Japon et en d'autres pays. Son procédé comprend

une manipulation délicate et minutieuse qui ne paraît pouvoir être entreprise que par des artisans choisis et entraînés.

« La coquille est enlevée tout entière sur une huître perlière, de façon à mettre à nu le manteau. Dans cette huître sacrifiée, on place un petit noyau de nacre, de manière à le mettre en contact avec la face externe de l'épithélium palléal. Cet épithélium qui est composé d'une simple couche de cellules épidermiques est disséqué et enlevé de l'huître. Il va devenir l'enveloppe du noyau. L'on s'en sert pour entourer le noyau qui se trouve ainsi dans un petit sac épithélial dont on ligature l'ouverture.

« Ce petit sac, qui contient maintenant un noyau, est transplanté dans une huître perlière et introduit dans ses tissus sous-épidermiques. La ligature du sac est enlevée et la blessure cicatrisée par des réactifs appropriés.

« L'huître perlière, garnie de son petit sac à noyau, est prête à retourner à la mer pour le nombre d'années nécessaires à la formation des couches assez nombreuses autour du petit noyau pour constituer une perle stable. »

D'autre part, le professeur Joubin, de l'Académie des Sciences, qui est en France la plus haute autorité en matière d'ostréiculture, et dont les beaux travaux sont réputés dans le monde entier, a bien voulu nous donner du procédé la description suivante qui concorde bien avec celle de M. Lyster Jameson, mais est encore plus frappante :

« Voici comment opèrent les Japonais, moins quelques tours de main que nous ne connaissons pas. Ils prennent deux huîtres : l'une est ouverte et par conséquent sacrifiée. Ils découpent dans le manteau un carré de membrane qu'ils isolent; ils y déposent une petite boule de nacre de deux millimètres environ de diamètre, relèvent les coins du lambeau et les attachent, de façon à former un petit sac. C'est le premier temps de l'opération.

« Ils entrebâillent alors la seconde huître et sur son manteau greffent le petit sac provenant de la première. C'est le second temps. Le tout doit être fait assez rapidement et sans trop entrebâiller l'huître, car si on dépassait la limite, elle périrait des déchirures ainsi produites. L'huître perlière est remise à l'eau, et il n'y a plus qu'à attendre le résultat plusieurs années, car il faut sept ans, paraît-il, pour que la petite boule de nacre soit recouverte d'assez de couches de perle pour arriver à un diamètre total de 4 millimètres. L'opération peut aussi ne pas réussir, la greffe ne pas prendre... et le

Japonais ne rien trouver dans l'huître qu'il sacrifie au bout de ce temps. »

En somme, dans la production des perles cultivées incomplètes, on réalisait, par l'introduction d'un corps étranger entre la coquille et le manteau un encapuchonnement de celui-ci qui recouvrait de substance nacrée la partie encapuchonnée du corps étranger. Dans la production des perles naturelles, l'huître ferme elle-même, par un mécanisme encore inconnu, le capuchon autour d'un corps étranger introduit accidentellement. Enfin, dans le procédé Mikimoto, on fabrique de toutes pièces et on greffe le sac perlier qui doit résulter naturellement de cette fermeture du capuchon.

* * *

Il nous reste maintenant à comparer la perle complète ainsi cultivée aux perles fines naturelles, et c'est ici le point scientifiquement et esthétiquement le plus important.

L'étude microscopique des perles de nacre, des demi-perles et des perles fines démontre que l'*orient* particulier de ces dernières est lié à la structure de leur surface, qui seule, comme nous allons voir, permet de définir les perles fines et qui se trouve identique dans celles-ci et dans les perles cultivées complètes.

On a voulu quelquefois considérer l'élasticité des perles fines comme un de leurs caractères spécifiques, et on a maintes fois raconté des histoires de colliers royaux ou princiers dont, le fil s'étant rompu, on avait vu les perles commencer sur le parquet une série de bonds et de rebondissements étourdissants sous les regards ébahis de la cour.

La vérité est tout autre : les perles fausses (en verre) tombant d'une certaine hauteur rebondissent plus haut que les perles fines et les perles cultivées lesquelles ne présentent d'ailleurs pas à cet égard de différences observables entre elles.

On a parlé aussi de la dureté et de la densité des perles. A ces deux points de vue également, les perles cultivées et les perles fines sont indiscernables.

Quand on sectionne une perle fine et une perle japonaise, on constate que le noyau nacré de celle-ci est généralement plus gros ; mais les noyaux des perles fines varient beaucoup de nature et de structure interne, sans d'ailleurs que cette nature et cette structure aient la moindre influence sur l'orient de la perle. Les expériences optiques de M. Boutan établissent nettement que les qualités de la surface de

la perle sont dues aux seules couches superficielles, et non au noyau. Une perle colorée en noir peut être blanche à l'intérieur, et l'inverse est possible, sinon fréquent.

Donc « les caractères du noyau invisible extérieurement ne peuvent fournir un critérium ni important ni accessoire à la définition de la perle fine, et le noyau de la perle n'a pas d'influence directe sur sa beauté. »

Restent donc à examiner ces seuls critères que constituent les qualités de surface caractéristiques de la perle fine et qui sont l'*éclat*, le *lustre* et l'*orient*.

Il semble que l'*éclat* de la perle, l'intensité de la lumière qu'elle diffuse et renvoie soit dû exclusivement à la réflexion presque totale de la lumière sur la couche la plus superficielle de la perle. Cette qualité qui est aussi développée dans la nacre que dans la perle ne permet pas de différencier spécifiquement l'une de l'autre.

Restent le *lustre* et l'*orient* qui constituent à proprement parler l'*eau* de la perle. L'étude optique montre que ces rares qualités, les seules qui soient réellement spécifiques et différentielles, sont dues à la structure microscopique particulière de la perle fine.

Pour résumer l'état de la question, auquel les recherches de M. Boutan ont apporté de si importantes contributions, il me suffira de dire que, tandis que le microscope montre en général sur la nacre des traits grossièrement rectilignes et entrecroisés, il montre à la surface de la perle fine une structure toute différente caractérisée par de légères bosselures et des sortes de courbes de niveau arrondies assez analogues à celles des cartes géographiques. Les demi-perles offrent au microscope une structure intermédiaire.

Il semble que dans la perle fine,— à l'encontre de la nacre proprement dite, — l'épithélium du sac perlier, par suite de phénomènes d'excitation exagérés, ait imprimé en fines bosselures sa structure dans la couche calcaire sécrétée.

En un mot, l'examen microscopique permet seul de différencier spécifiquement la perle fine de la perle de nacre. Or, si l'on examine au microscope les perles cultivées complètes, on constate qu'elles sont à cet égard absolument indiscernables des perles fines naturelles, et très différentes elles aussi des perles de nacre et des demi-perles.

Tous les autres moyens scientifiques et particulièrement optiques qu'on a expérimentés pour différencier les perles cultivées complètes et les perles fines naturelles ont conduit au même résultat négatif.

Le grand journal scientifique anglais *Nature* vient en particulier de

publier le résultat d'une étude toute récente du technicien remarquable qu'est M. Lyster Jameson, laquelle met définitivement fin aux discussions soulevées à cet égard dans la presse anglaise.

Ni la lumière polarisée, ni les rayons X, ni la photographie, n'ont permis de distinguer une perle cultivée d'une perle naturelle.

La seule différence établie entre elles est que les perles cultivées du Japon, lorsqu'on les compare aux perles fines de l'Inde, manifestent une fluorescence un peu différente sous l'influence de la lumière ultra-violette. Cette différence est due à une légère dissemblance dans les propriétés optiques de la nacre perlière des huîtres du golfe Persique et de celle des huîtres japonaises. Mais cette différence se produit aussi entre les perles naturelles de l'Inde et les perles naturelles du Japon. Elle ne peut donc pas servir à distinguer les perles naturelles des perles cultivées, mais seulement les perles (naturelles ou cultivées) des Indes des perles du Japon, lesquelles ont une beauté et une valeur égales.

On peut donc conclure avec M. Boutan et tous les savants éminents qui se sont occupés de la question qu'il est réellement impossible de distinguer une perle cultivée d'une perle naturelle.

« La perle fine n'a de valeur que par ses qualités superficielles. Personne n'ignore que beaucoup de perles fines naturelles ont pour point de départ, pour noyau un grain de sable ou un corps organique d'origine animale. La variété même de ce noyau fait qu'il ne peut entrer en ligne de compte pour estimer la valeur de la perle, et l'homme est parfaitement en droit de choisir lui-même le noyau qui lui paraîtra le plus favorable pour forcer l'huître à élaborer la perle fine. »

Il faut donc conclure : scientifiquement, la perle fine cultivée a, au même titre que la perle fine naturelle, le droit d'être appelée perle vraie.

La culture des perles fines va-t-elle avilir le prix des perles naturelles? Ni le professeur Joubin, ni le professeur Boutan ne le croient, — du moins pour un avenir immédiat, — à cause de la difficulté, des aléas, et de la durée de la culture. Ils estiment que le prix des perles ne pourra fléchir que dans les faibles limites où fléchirait le prix de l'or ou du diamant, si l'on découvrait de nouvelles mines.

En tout cas, — et puisque nous effleurons en passant le côté commercial de cette question toute scientifique, — le procédé Mikimoto a, au point de vue français, une très grande et très heureuse importance. D'une part, en effet, il permettra d'organiser aux portes mêmes

de la France, sur les côtes de Tunisie, suivant les prévisions si bien étudiées de M. Raphaël Dubois, la culture de l'huître perlière.

D'autre part, la France possède, dans ses colonies de l'Océanie, et notamment aux Nouvelles-Hébrides, les plus vastes bancs d'huîtres perlières et nacrières qui soient au monde. Il est très probable que, si les perles fines naturelles y étaient néanmoins peu abondantes, c'est à cause de la rareté, dans ces parages, du parasite qui semble provoquer la formation de ces perles. Grâce au procédé Mikimoto, si nous voulons et savons l'appliquer, cet inconvénient disparaît, et la France possède une source non pareille de prodigieuses richesses.

Que si quelque jour, et par l'abondance même des perles cultivées, le prix des perles fines devait quelque peu baisser, il faudrait, dussent quelques intérêts particuliers en souffrir, s'en réjouir dans l'intérêt général, et ne pas s'arrêter aux objections d'un malthusianisme néfaste.

Quant aux élégantes qui, depuis que Cléopâtre en créa la mode, se plaisent à orner leur beauté de perles somptueuses, j'imagine que ces éventualités ne peuvent que leur agréer. Car comment imaginer sans leur faire injure qu'elles aiment les perles parce qu'elles sont chères et non parce qu'elles sont belles?

S'il en était autrement, on serait mal fondé à considérer le *margarita ante porcos* comme péjoratif à l'égard de ces pauvres animaux. Car enfin, il prouverait seulement qu'ils ignorent la valeur de l'argent. Est-ce une infériorité?

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. Édouard Benès, président du Conseil de la République tchécoslovaque, est un homme d'État : on le reconnaît à ce trait qu'il sait associer une imagination hardiment novatrice et constructrice au juste sentiment des réalités présentes et de leurs racines historiques. Il n'était ni parlementaire ni diplomate, mais simple professeur, quand les remous de la grande tempête le portèrent au premier rang dans sa patrie affranchie et le mirent à même de donner sa mesure. Depuis bientôt quatre ans il poursuit, avec un bon sens supérieur, une volonté toujours tendue sans être jamais roide, une œuvre de reconstruction, de consolidation, de pacification, dans l'Europe continentale. Son récent voyage à Paris, à Londres et, derechef, à Paris, a été pour lui l'occasion de rendre, à la cause européenne à laquelle il s'est voué, un inestimable service. Dans ses entretiens avec M. Poincaré et M. Lloyd George il put aisément constater que les vues des deux Présidents étaient moins divergentes qu'on n'avait cherché à le faire croire. L'intelligence pénétrante du Premier britannique n'est pas réfractaire, quand ses passions personnelles ou son intérêt politique ne sont pas immédiatement en jeu, à une argumentation raisonnable inspirée par un souci juste du bien général ; M. Benès n'eut pas de peine à le convaincre que le moyen le plus sûr et le plus rapide pour reconstruire l'Europe économique et favoriser la reprise du commerce n'est pas de torpiller d'abord l'Europe politique en remettant en question les traités signés et ratifiés et en s'acharnant à diminuer leur autorité au lieu de la renforcer. Il ne saurait y avoir, pour les nouveaux États issus des traités, de sécurité et de progrès économique que s'il est d'abord bien entendu que ces traités sont intangibles et le statut territorial définitif. M. Benès, au nom de son pays et de la Petite Entente, était particulièrement qualifié pour une telle démonstration, de même que ses informations très précises sur la situation de la Russie le mettaient en mesure d'indiquer à ses hauts interlocuteurs les voies les plus sûres pour par-

venir à rétablir la prospérité d'autrefois dans ce malheureux pays. Avec plus d'autorité que personne le Président du Conseil tchécoslovaque pouvait affirmer au chef du grand consortium impérial britannique que l'entente franco-anglaise est la condition première de la stabilité de l'Europe continentale, que cette entente, mieux que par des textes, doit s'exprimer par des actes et que la Conférence de Gênes sera précisément l'occasion où elle doit manifester sa solidité et prouver son efficacité. Si les États de l'Europe centrale peuvent avoir, entre la France et l'Angleterre, leurs préférences et leurs affinités particulières, ils souhaitent par-dessus tout de n'être pas acculés à une option douloureuse pour leur conscience, désastreuse pour leurs intérêts. Bref, M. Benès a été l'heureux intermédiaire d'un rapprochement, non pas entre les personnes de M. Lloyd George et de M. Poincaré, qui n'avaient jamais été éloignées l'une de l'autre, mais entre les points de vue un peu divergents des deux politiques française et britannique.

L'entretien de Boulogne est sorti de là. Le samedi 25 février, M. Lloyd George et M. Poincaré se sont rencontrés et, pendant trois heures d'une conversation très cordiale et très serrée, ont examiné les difficultés pendantes. L'objet principal de cet entretien fut la Conférence de Gênes; le mémorandum de M. Poincaré, — que nous avons analysé ici il y a quinze jours, — servait de cadre au débat. Le résultat a été, sur les huit points principaux, l'adhésion de M. Lloyd George aux réserves et aux précisions formulées dans la note française. La date de la Conférence a été fixée au 10 avril et sera probablement retardée encore de quelques jours en raison des fêtes de Pâques; délai court, mais à la rigueur suffisant. Les experts doivent se réunir le 10 à Londres; ceux de la Petite Entente y seront entendus à titre consultatif; un programme précis sera établi. Les traités en vigueur ne seront en aucun cas mis en question, pas plus que le problème des réparations; la Société des Nations aura son rôle nettement défini dans la réalisation des décisions prises à Gênes.

L'acceptation des réserves et précisions formulées par M. Poincaré entraîne l'adhésion définitive de la France à la Conférence de Gênes, et c'est pour M. Lloyd George une satisfaction importante. Ainsi ce sont les « naufrageurs » de France, — qui devaient, à en croire la presse radicale anglaise, « couler » la Conférence, — qui en assurent la réalisation et en préparent le succès. La question du pacte n'a été, faute de temps, qu'effleurée, bien que M. Lloyd George se fût, dès l'abord, montré disposé à la discuter; la négociation est d'ailleurs en bonne voie: le principe de la réciprocité des engagements est admis;

le texte est étudié avec la préoccupation de ne créer aucune contradiction, même apparente, entre le pacte et les traités qui sont la base du droit public; nous souhaiterions qu'il fût très bref, se bornant à une affirmation d'étroite solidarité politique et militaire, entre les deux pays, pour le maintien et l'exécution des traités, et que cette solidarité s'affirmât promptement par des actes. Dirons-nous que M. Poincaré a remporté à Boulogne un succès? Pour qu'il y ait succès, il faudrait qu'il y ait eu conflit; or, à Boulogne il y eut seulement échange franc d'observations et accord sur tous les points; les deux Présidents sont revenus également satisfaits des résultats acquis. S'il y a eu succès, — incontestable celui-là, — c'est pour la cause de l'entente franco-britannique. Un grand journal de Paris a dit qu'à Boulogne M. Poincaré avait heureusement rattrapé le temps perdu depuis Cannes; ce serait le cas de lui répondre, avec la charmante sous-préfète du *Monde où l'on s'ennuie* : « le temps perdu est bien souvent du temps gagné, a dit M. de Tocqueville. » Depuis que M. Poincaré est au gouvernail, la politique française n'a pas varié dans ses directions, elle a changé dans ses méthodes. C'en est fini des improvisations qui nous ont si mal réussi à Washington et qui, à Cannes, nous avaient conduits au bord du précipice. Entre un entretien comme celui de Boulogne, préparé par un travail diplomatique, bref, précis, serré, aboutissant à un petit nombre de conclusions fermes, et des conférences comme celle de Cannes, il y a toute la distance qui sépare une méthode raisonnée de l'absence de toute méthode.

Les résultats apparaissent déjà. Le pays qui s'alarmait et s'agitait dans la mesure même où la presse officieuse essayait de l'endormir, a repris son calme et son labeur tranquille. La Conférence de Gênes, si elle est encore attendue avec scepticisme par ceux qui savent qu'il ne suffit pas de quelques résolutions, si judicieuses soient-elles, pour réparer tout le désordre économique de cinq années de guerre et tous les désastres de quatre ans de gouvernement bolchéviste, n'est plus redoutée comme un traquenard par l'opinion publique ; elle sait maintenant que la Conférence sera préparée, dirigée, que la France, l'Angleterre, l'Italie et la Belgique d'une part, les États de la Petite Entente accrus de la Pologne et des États baltes de l'autre, sont décidés à ne pas laisser les débats s'égarer et dévier de leur objet. Du coup, la Conférence intéresse beaucoup moins les bolchévistes, les Allemands et même, en Angleterre, la presse de M. Keynes. Tous les pêcheurs en eau trouble ont une déception. Le *Lokal Anzeiger*, l'un des organes conservateurs, est particulièrement significatif : « Pourquoi mainte-

nant l'Allemagne irait-elle à Gênes? Pour y recevoir des ordres du chauvinisme hystérique d'un Poincaré et les décisions du bloc franco-anglais? Inutile d'envoyer dans le port italien une délégation et le ministre des Affaires étrangères, un sténographe suffira. » (27 février.) La *Deutsche Allgemeine Zeitung*, organe de M. Stinnes, cherche à piquer l'amour-propre de M. Lloyd George : accablé de soucis, « il a cédé devant M. Poincaré et le monde perd l'espoir de voir naître une nouvelle politique de salut européen. » Pour M. Theodor Wolff, dans le *Berliner Tageblatt*, « cette Conférence perd toute signification, car il est impossible de parler de la fameuse reconstruction de l'Europe, si on ne doit pas examiner les charges imposées à l'Allemagne du fait des réparations. » En revanche, la presse anglaise presque tout entière, si nerveuse depuis Cannes, s'est tout à coup calmée; elle exprime sa satisfaction et son espoir de voir refleurir l'entente. Particulièrement intéressant à ce point de vue a été le discours prononcé le 27 par sir Donald Mac Lean, le fidèle lieutenant de M. Asquith, d'accord avec son chef et avec lord Grey : « L'anxiété que manifeste la France au sujet de sa sécurité mérite toutes nos sympathies et nous nous rendons compte aussi qu'une France amie coopérant sans restriction, avec nous et avec les autres est une condition préalable, essentielle à l'établissement de la paix européenne. »

Ces déclarations prennent un accent plus significatif à la veille de la crise que traverse actuellement la politique intérieure anglaise. La coalition que M. Lloyd George a si brillamment dirigée, a été, à son origine, une formation de combat qui unissait en face de l'ennemi extérieur les forces gouvernementales; il a fallu toute l'habileté de son chef pour qu'elle survécût à la guerre. Depuis longtemps elle est sapée, d'un côté par certains conservateurs intransigeants qui se demandent pourquoi leur parti, ayant à lui seul une forte majorité à la Chambre des Communes, n'assume pas toute la charge et tous les avantages du pouvoir; de l'autre par les libéraux-radicaux qui suivent M. Asquith, lord Grey, et qui espèrent que de nouvelles élections donneraient à leur parti uni aux socialistes du Labour Party une majorité de gouvernement. Entre ces deux extrêmes, M. Lloyd George a longtemps espéré constituer une sorte de tiers-parti dont il serait le chef et qui associerait à un programme démocratique et social avancé une politique extérieure traditionaliste et impérialiste; il n'y a pas réussi et il a dû revenir à la politique de la coalition qui, pendant la guerre, a fait ses preuves, mais qu'il est difficile de donner comme programme à de nouvelles élec-

tions. Les événements de ces derniers temps, la libération de l'Irlande et de l'Égypte, ont excité de vifs mécontentements parmi les conservateurs, tandis que le chômage, la crise industrielle, la cherté de la vie, attiraient des recrues au Labour Party. Sur soixante-quatre élections partielles qui ont eu lieu depuis la dernière consultation de 1918, la coalition a perdu dix-huit sièges dont onze ont été gagnés par le Labour Party. Tout récemment, trois élections, dont une à Manchester, citadelle du conservatisme, ont remplacé trois conservateurs de la coalition par deux travaillistes et un libéral asquithien avec de formidables déplacements de voix. Un courant, dont la puissance est difficile à mesurer, se dessine et inquiète les conservateurs, leur influence a obligé M. Lloyd George à renoncer provisoirement à des élections immédiates.

La crise, qui était latente depuis quelques semaines, a éclaté à propos des attaques réitérées que sir George Younger, grand électeur du parti conservateur, l'un des chefs de la fraction qui réclame le « divorce » entre les deux partis coalisés, dirigeait contre le Premier et sa politique. M. Lloyd George, par une lettre adressée à M. Austen Chamberlain, a mis les chefs unionistes, qui l'ont jusqu'ici soutenu, en demeure de rétablir la discipline parmi leurs troupes et de ne plus permettre que les attaques de sir G. Younger entravassent son action. Ainsi commencée le 1er mars, la crise a pris aussitôt une ampleur imprévue qui a révélé les fissures de la coalition. M. Lloyd George a fait connaître à ses collègues conservateurs qu'il désirait une réponse pour le 8 mars. Si, à cette date, il n'a pas satisfaction, s'il n'est pas parvenu à ressouder solidement son bloc pour aller aux élections, il laisse croire qu'il donnerait sa démission. Le Roi serait sans doute obligé de constituer un ministère conservateur avec M. Chamberlain ou M. Balfour; mais un tel cabinet serait sans autorité, tant qu'il n'aurait pas demandé aux électeurs une nouvelle investiture. Les amis de M. Asquith et les travaillistes se flattent que, dans ce cas, c'est à eux que le pays donnerait la majorité. Les élections au County Council de Londres (qui correspond à notre conseil municipal) ont cependant, le 2 de ce mois, modéré leur enthousiasme; elles ont été un succès d'autant plus important pour les conservateurs que les travaillistes s'étaient vantés d'emporter la citadelle; les réformistes municipaux (conservateurs) reviennent quatre-vingt-deux au lieu de soixante-huit, les libéraux vingt-six au lieu de trente-huit, les travaillistes seize au lieu de dix-sept. C'est un symptôme intéressant; d'ailleurs les élections de décembre 1918 avaient donné à la coalition de M. Lloyd George, et

surtout à la fraction conservatrice, un tel triomphe qu'il n'est pas démontré que le revirement qui s'est produit dans l'opinion soit suffisant pour renverser les proportions.

Les ministres conservateurs ont insisté unanimement pour que M. Lloyd George gardât le pouvoir ; M. Chamberlain, parlant le 3 à Oxford, en a expliqué les raisons très fortes : « On raconte que la coalition chancelle, que son cas est désespéré ; mais pareille conception des choses est aussi éloignée que possible de la vérité... Les intérêts nationaux aussi bien que ceux de notre parti seraient certainement compromis par la démission du premier ministre. » M. Lloyd George a toujours eu le goût du risque ; il a cherché une occasion de renforcer la cohésion de son ministère et la discipline de ses troupes électorales, ou de passer la main en préparant peut-être un rapprochement avec les éléments libéraux-radicaux et les travaillistes. Si M. Lloyd George devait quitter le pouvoir, nous serions de ceux qui regretteraient l'homme d'État vigoureux qui sut, avec ses alliés, mener la guerre jusqu'à son heureux terme. Des élections immédiates ouvriraient, pour l'Angleterre et pour sa politique en Europe, une ère d'incertitude qui pourrait entraîner les plus dangereuses conséquences. La coalition n'a pas terminé son œuvre ; elle est encore nécessaire à l'Angleterre, puisqu'aucun parti ne paraît assez fort pour assumer à lui seul la charge du gouvernement. On ne voit pas bien, d'autre part, M. Lloyd George concluant un mariage de raison avec M. Asquith et le *Manchester Guardian*. Dans ce journal, le professeur Ramsay Muir, dans une courageuse et intéressante controverse épistolaire, défend vigoureusement la politique de lord Grey avant la guerre contre les attaques des radicaux qui, exaspérés du discours de l'ancien chef du Foreign Office (23 janvier), l'accusent d'avoir précipité la guerre en 1914 et lui reprochent de n'avoir pas imité l'attitude de Gladstone en 1870. Comment M. Lloyd George parviendrait-il à s'entendre avec ces germanophiles impénitents? On ne le voit pas, et surtout on ne le souhaite pas. — Au moment où nous corrigeons les épreuves de cette chronique, on apprend que, les ministres conservateurs ayant, avec beaucoup de force, représenté à M. Lloyd George que sa démission aurait les plus fâcheux effets, tant au point de vue international, à la veille de la Conférence de Gênes, que dans l'intérêt de la stabilité politique intérieure de l'Angleterre, le Premier a renoncé à se retirer; mais sa décision ne serait définitive qu'après la Conférence de Gênes et dépendrait de l'attitude des associations unionistes dans les circonscriptions électorales. La victoire reste à M. Lloyd George.

En Italie, la crise ministérielle ouverte le 2 février par la démission du cabinet Bonomi a duré près d'un mois; le Cabinet nouveau, que préside M. Facta, n'a été constitué que le 26; et à peine peut-on dire que la crise soit vraiment terminée. Elle a un caractère particulièrement significatif; elle révèle l'absence d'une majorité de gouvernement à la Chambre, qui rend indispensable une coalition, et le désarroi politique du pays. Des 535 membres qui composent la Chambre, 150 appartiennent à l'extrême gauche et sont en majorité des socialistes à tendances réformistes; le communisme et le socialisme révolutionnaire sont nettement en recul depuis l'échec des grandes grèves du Piémont et de Lombardie; 150 députés environ se qualifient de démocrates. mais sont loin de constituer un parti homogène; ils se groupent, soit d'après les régions qu'ils représentent, soit, surtout, autour des chefs dont ils constituent la clientèle : Giolittiens, Nittiens, Orlandiens, etc. Les « populaires » sont un parti nouveau-venu dans la politique italienne et dont l'entrée en ligne a bouleversé tout l'ancien équilibre des factions parlementaires; catholiques et démocrates, ils constituent un groupe jeune et vigoureux, homogène et discipliné, de 107 membres. Ils ont des chefs fort distingués, M. Meda, M. Mauri, dans le Parlement, et, hors du Parlement, don Sturzo. Leur action dans la Chambre actuelle, leur participation brillante à la plupart des gouvernements de guerre et d'après-guerre, leur programme social et politique, les incidents qui ont marqué la mort de Benoît XV, inquiètent les vieux partis anticléricaux et aussi la droite conservatrice qui compte 80 députés. La crise ministérielle a été originairement une manœuvre dirigée contre les « populaires, » mais toutes les tentatives pour la résoudre sans eux sont restées vaines. MM. di Nicola et Orlando, appelés d'abord par le Roi, n'ont pas réussi à constituer un Cabinet. M. Giolitti, qui était l'objet d'un veto du groupe qu'inspire don Sturzo, n'a pas réussi à franchir l'obstacle. M. Bonomi, qui s'était retiré sans qu'aucun vote l'y contraignît, revint, sur l'invitation du Roi, devant la Chambre; il y recueillit des marques de sympathie personnelles, mais, au vote, il eut 107 voix contre 295 et donna une démission cette fois irrévocable.

Après des tractations très compliquées, un cabinet de coalition a pu être constitué. Son chef, M. Facta, de Pignerol, est un parlementaire éprouvé, lieutenant fidèle, bras droit de M. Giolitti. Les démocrates ont huit portefeuilles, dont deux à des amis de M. Nitti. Les petits groupes réformiste, agrarien, libéral ont chacun un ministre. L'agrarien, prince di Scalea, est au département de la guerre, en

souvenir de Cincinnatus. Les populaires reviennent, comme ils étaient partis, avec trois portefeuilles ; ils perdent celui de la Justice et des Cultes, mais ils gagnent l'Instruction publique auquel ils tenaient beaucoup ; ils ont l'Agriculture et les Finances. Les Affaires étrangères échoient à M. Schanzer, sénateur, ami de M. Giolitti, qui appartient à une famille israélite originaire de l'Europe centrale, transplantée à Trieste et italianisée. Il a fondé sa réputation de politique expert aux problèmes financiers et commerciaux à la Conférence de Washington où il représentait l'Italie ; il s'y est taillé un succès, en partie aux dépens de nos représentants, dont on ne peut lui reprocher d'avoir exploité les imprudences mais dont il ne paraît guère s'être fait scrupule de noircir les intentions. Il a conclu avec M. Hoover un accord commercial, dont ses amis font grand état, par lequel l'Italie serait chargée du soin exclusif de vendre en Orient, et particulièrement dans la Mer Noire, c'est-à-dire aux Bolchévistes, les produits bruts, semi-travaillés ou travaillés de provenance américaine. La politique de M. Schanzer sera sans doute surtout économique ; il paraît, à ce point de vue, l'homme du moment. Lorsqu'il est passé par Paris, débarquant du Transatlantique pour se rendre à Rome, M. Poincaré a eu avec lui un entretien dont les deux interlocuteurs déclarent avoir gardé une très favorable impression.

A peine le ministère Facta était-il constitué qu'on s'est demandé s'il n'allait pas se disloquer à propos de la désignation des sous-secrétaires d'État; un ministre, M. di Cesaro, donna sa démission et fut remplacé par un député du même parti, M. Fulci, neveu de M. Sonnino. Les Giolittiens reprochent aux populaires de prendre leur mot d'ordre au Vatican et d'obéir à un prêtre, don Sturzo ; l'*Osservatore romano* a publié un article d'où il résulte que M. Giolitti aurait, durant la crise, offert un marché au cardinal secrétaire d'État; celui-ci aurait obtenu que les populaires levassent « l'exclusive » qu'ils ont prononcée contre M. Giolitti, moyennant quoi celui-ci aurait rapporté le décret ordonnant la transformation des titres au porteur en nominatifs qui, paraît-il, gêne le Vatican et les congrégations religieuses. La *Tribuna* démentit, mais l'*Epoca*, organe de M. Nitti, confirma. Les Giolittiens infèrent de cet incident, et d'autres de même nature, que M. Nitti prépare sous son égide la réconciliation, et bientôt la collaboration des populaires et des socialistes dans un Cabinet que lui-même présiderait. Ces polémiques n'ont pas consolidé le ministère naissant, et l'on se demande si M. Facta aura

la haute autorité nécessaire pour présider la Conférence de Gênes ; la crise et les incidents qui s'en sont suivis n'ont pas non plus renforcé la popularité du Parlement dans le pays.

A Fiume, les fascistes et les nationalistes en armes ont obligé le gouverneur, M. Zanella, à abandonner le pouvoir et à s'enfuir; on l'accusait de vouloir aliéner les revenus du port et des chemins de fer à des étrangers; le Gouvernement italien est obligé d'envoyer des troupes pour maintenir l'ordre. De tels incidents sont dangereux parce qu'ils perpétuent la mésintelligence entre Italiens et Yougoslaves. L'opinion italienne, si résolument pacifique, commence à trouver que vraiment les gens de Fiume abusent.

Le maréchal Allenby a emporté de Londres et publié aussitôt après son retour au Caire une proclamation par laquelle l'Angleterre renonce à son protectorat sur l'Égypte, proclamé le 17 décembre 1914. C'est un acte politique de haute portée, dont les conséquences seront considérables et nous intéressent à plus d'un point de vue. Depuis le rapport de lord Milner, les Anglais clairvoyants étaient convaincus qu'il faudrait en venir à une telle solution, si pénible qu'elle pût paraître à leur amour-propre national. Les négociations avec Adly pacha n'ayant pu aboutir, M. Lloyd George prit brusquement la décision d'en finir et accorda à l'Égypte l'indépendance par un acte unilatéral, par une décision souveraine du Gouvernement britannique, mais à certaines conditions : sécurité des communications impériales, ce qui implique la surveillance du canal de Suez, du Nil, des chemins de fer et routes conduisant au Soudan ; défense de l'Égypte contre toute agression ou ingérence du dehors, soit directe, soit indirecte ; protection des intérêts étrangers et des minorités étrangères ; séparation du Soudan d'avec l'Égypte, le statut du Soudan n'étant pas modifié. Un Cabinet égyptien a été constitué sous la présidence de Sarwat pacha et est entré en négociations avec le Gouvernement de Londres pour la réalisation de l'indépendance et l'observation des quatre points qui en sont la condition absolue. Jusque-là, le *statu quo* sera maintenu et, en attendant, Zagloul pacha, le chef populaire du parti nationaliste, vogue, sur un destroyer britannique, vers les îles Seychelles où le Gouvernement anglais le déporte. L'Égypte jouira de tous les droits d'un État souverain, aura son Parlement et sa représentation diplomatique à l'étranger.

La proclamation de l'indépendance de l'Égypte touche par plusieurs points aux intérêts et à la politique française. La renonciation de la Grande-Bretagne à son protectorat par un acte spontané de

son Gouvernement ne modifie pas, tout au moins moralement, les obligations qui résultent pour la France des accords de 1904 et de la reconnaissance du Protectorat en 1914 ; c'est un devoir d'amitié pour les Français de s'en tenir à l'esprit de leurs engagements. Ils sont en ce moment populaires en Égypte en raison même de l'impopularité des Anglais; il serait malséant de chercher à en profiter pour y accroître notre influence politique; il peut surgir de là des difficultés qu'il faudra s'attacher à prévenir. — La question du canal de Suez intéresse toutes les nations maritimes. Le traité de Sèvres fait de l'Angleterre l'héritière de tous les droits de police et d'occupation militaire sur le canal et ses abords qui, en vertu de la Convention de Constantinople de 1888, appartenaient au Khédive d'Égypte et à son suzerain le Sultan de Turquie. Mais le traité de Sèvres n'est pas en vigueur et l'Angleterre, par l'abolition du Protectorat, cesse d'être substituée aux droits jadis reconnus au Khédive. L'Angleterre ne peut pas disposer du canal d'après sa seule volonté et sans l'agrément des signataires de la Convention de Constantinople. Il y a là une question de droit et une question de fait qui devront être réglées par voie diplomatique. — La renonciation de l'Angleterre à son protectorat sur l'Égypte ne saurait manquer d'entraîner, dans tous les pays d'Islam, des répercussions considérables, en Tunisie par exemple et surtout en Syrie. Une négociation générale est engagée entre l'Angleterre, la France et l'Italie pour régler toutes les questions pendantes en Orient; une conférence va se réunir le 21 mars à Paris pour préparer une solution générale du problème; nous serons amenés, dans cette chronique, à y revenir. La faute de n'avoir pas, plus tôt, signé et réalisé la paix avec la Turquie pèse sur toute la politique britannique depuis les Indes jusqu'en Égypte. Il n'a jamais été plus nécessaire que la France, l'Angleterre et l'Italie pratiquent en Orient une politique qui s'inspire des mêmes principes et des mêmes méthodes. La question turque se lie au problème russe; c'est tout le statut de l'Europe orientale et de l'Asie occidentale qui est à refaire : c'est la grande et difficile tâche de demain.

INTÉRIM.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

UN JARDIN SUR L'ORONTE

PREMIÈRE PARTIE

A la fin d'une brûlante journée de juin 1914, j'étais assis au bord de l'Oronte dans un petit café de l'antique Hamah, en Syrie. Les roues ruisselantes qui tournent, jour et nuit, au fil du fleuve pour en élever l'eau bienfaisante, remplissaient le ciel de leur gémissement, et un jeune savant me lisait dans un manuscrit arabe une histoire d'amour et de religion... Ce sont de ces heures divines qui demeurent au fond de notre mémoire comme un trésor pour nous enchanter.

Pourquoi me trouvai-je ce jour-là dans cette ville mystérieuse et si sèche d'Hamah, où le vent du désert soulève en tourbillons la poussière des Croisés, des Séleucides, des Assyriens, des Juifs et des lointains Phéniciens? J'y attendais que fût organisée une petite caravane avec laquelle j'allais parcourir les monts Ansariehs, pour rechercher dans leurs vieux donjons les descendants des fameux Haschischins. Et ce jeune savant, un Irlandais, chargé par le British Museum des fouilles de Djerablous sur l'Euphrate, une heureuse fortune venait de me le faire rencontrer qui flânait comme moi dans les ruelles du bazar.

Deux Européens perdus au milieu de ces maisons aveugles et muettes, sous un soleil torride, ont tôt fait de s'associer. C'était d'ailleurs, cet Irlandais, un de ces hommes d'imagination improvisatrice qui savent animer chaque minute de la vie et chez qui l'effroyable chaleur de l'été syrien développe cette sorte de poésie qui vient du frémissement des nerfs à nu, une poésie

d'écorché vif. Après avoir parcouru la ville et poussé jusqu'aux jardins, qui la prolongent durant quelque cent mètres sur le fleuve, nous avions vu tout et rien. Quel esprit se cache dans Hamah? A quoi songent ces Syriens? On voudrait comprendre, on voudrait apercevoir dans ce décor monotone, au cœur de ces petites maisons, toutes pareilles et toutes fermées, plus que des intérieurs de patios, des intérieurs d'âmes.

— Ne pensez-vous pas, me dit l'Irlandais, que le mieux serait maintenant que nous cherchions des antiquités?

Un indigène nous conduisit devant une porte qu'il heurta d'une suite de coups convenus, et après quelques pourparlers et les cinq minutes qu'il fallut pour que les femmes se retirassent, nous fûmes introduits dans un divan, où, le café servi, un Juif nous montra ses trésors : deux ou trois bustes funéraires de Palmyre, qu'il débarrassa des linges qui les enveloppaient comme les bandelettes d'une momie, des monnaies d'or et d'argent à l'effigie des empereurs syriens, et un manuscrit arabe.

— Le manuscrit, me dit l'Irlandais, après un examen rapide, est d'une écriture médiocre, mais à première vue il me semble très curieux. Il pourrait être d'un de ces métis d'occidentaux et d'indigènes que les Croisés appelaient, ici, des Poulains et, en Grèce, des Gasmules. Les Poulains (d'où vient ce nom, je l'ignore) étaient les produits de père franc et de mère syrienne, où de père syrien et de mère franque. Leurs écrits sont rares et, comme vous pensez, d'un esprit plutôt singulier. Il est vraisemblable que l'auteur de la *Chronique grecque de Morée* était un Gasmule, et le récit que voici peut provenir de quelque Poulain appartenant à la maison d'un baron à qui il se rattachait par le sang et près de qui il servait de clerc pour les langues orientales.

C'était une heureuse trouvaille. Mon compagnon acheta les précieux feuillets, je choisis une pièce d'or d'Héliogabale où figure la pierre noire qu'adorait ce jeune dément, et nous allâmes nous asseoir au petit café sous les peupliers de l'Oronte.

Quelques Arabes commençaient d'y arriver, car le soleil descendait sur l'horizon, et déjà les colombes et les hirondelles ouvraient leurs grands vols du soir. Mon savant se plongea dans l'examen de son grimoire, et moi, sous les beaux arbres, — pareils aux arbres de chez nous, mais qu'ici l'on bénit de daigner exister et fraîchir à la brise, — en face de cette eau de salut

et devant ces humbles roues de moulin élevées à la dignité de poèmes vivants, je goûtai la volupté de ces vieilles oasis d'Asie, accordées invinciblement avec les pulsations secrètes de notre âme. Inexplicable nostalgie! A quel génie s'adressent les inquiétudes que fait lever dans notre conscience un décor si pauvre et si fort? Qu'est-ce que j'aime en Syrie et qu'y veux-je rejoindre? Je crois que j'y respire par-dessus les quatre fleuves un souvenir des délices du jardin que nous ferma jadis l'épée flamboyante des Keroubs.

— Oui, vraiment une histoire curieuse, dit l'Irlandais, au bout d'une heure qu'il avait passée sans lever le nez de dessus son texte, et d'autant plus intéressante pour nous qu'elle se déroule dans la région. Avez-vous vu sur l'Oronte, en venant d'Homs et non loin du village de Restan, les ruines d'un château et d'un monastère? Certaines cartes les indiquent sous le nom de Qalaat-el-Abidin, la forteresse des Adorateurs! C'est là que vivait au XIIIe siècle (j'avoue que je viens de l'apprendre) un de ces roitelets voluptueux et lettrés, innombrables dans les annales du monde musulman, qui passaient leur vie au milieu de leurs femmes à écouter des vers et de la musique et à discuter sur des nuances grammaticales ou sentimentales, en attendant que pour finir, soudain, ils disparussent dans un coup de vent comme meurent les roses.

— Bravo! lui dis-je, voici du renfort. Hamah, cet après-midi sous le soleil, était vide et sans âme. La nuit descend, faites-moi donc l'immense plaisir de la peupler et d'y appeler ce fou et ces folles pour qu'ils nous distraient.

— A vos ordres, me répondit-il en riant, et vous allez voir une rare collection de jeunes beautés arabes et persanes, toute une série de tulipes éclatantes au cœur noir. Mais faites attention que les Orientaux écrivent des annales plutôt que de l'histoire. Ils juxtaposent les faits sans les lier ni les organiser, et je ne vous avancerais guère en vous traduisant tel quel ce sommaire. Laissez-moi vous dire à mon aise, sans m'astreindre au mot à mot, comment je crois le comprendre, et rappelez-vous les vers de Saadi (peut-être les écrivait-il sur cette berge de l'Oronte) : « Le gémissement de la roue qui élève les eaux suffit pour donner l'ivresse à ceux qui savent goûter le breuvage mystique. Au bourdonnement d'une mouche qui vole, le souffi éperdu prend sa tête entre ses mains. L'ineffable concert ne se tait

jamais dans le monde; seulement l'oreille n'est pas toujours prête à l'entendre. »

— Allez, allez, mes oreilles et mon cœur sont prêts. On s'ennuie trop dans cette Hamah sans âme. Est-ce la peine d'y venir de si loin pour y manquer à ce point de musique! Lisez-moi votre histoire d'or, d'argent et d'azur. Jamais vous n'aurez d'auditeur mieux disposé que je ne suis, ce soir, à goûter le concert de l'Asie.

Et voici ce que me conta, tard dans la nuit, ce jeune Irlandais, commentant très librement son texte... Croyez-vous qu'il m'ait mystifié et, sous couleur d'adaptation, conté une histoire de son cru? Quelqu'un m'a dit qu'il y retrouvait des vers de poètes orientaux, qui n'étaient pas nés à l'époque où se passe ce drame, et, chose plus étrange, quelques lambeaux d'Euripide. Je ne sais que répondre. Ces Irlandais sont de prodigieux fabulistes, et je me rappelle comment Oscar Wilde, s'il avait un cercle à son goût, racontait avec des airs de magicien des histoires qu'il jurait exactes et qui étaient de purs mensonges. Eh bien! le beau grief! Qu'importe que mon compagnon ait relevé de sa fantaisie la sécheresse d'un vieux manuscrit! Toute une nuit, j'ai vu grâce à lui voltiger sur l'Oronte un beau martin-pêcheur... Un oiseau bleu sous les étoiles, c'est impossible? Pourtant mes yeux l'ont vu. Puissé-je l'amener tout vivant sous les vôtres!

I

Un jour l'Émir de Qalaat reçut une ambassade des chrétiens de Tripoli, désireux d'établir avec lui des rapports de bon voisinage. Il accueillit avec empressement ces porteurs du rameau vert, car il ne rêvait que de jouir en paix de ses richesses, de ses beaux jardins et de son harem, qui passait pour le mieux composé de l'Asie. A leur tête se trouvait un chevalier de vingt-quatre ans, Sire Guillaume, plein de cœur, de franchise et d'élan, et qui, malgré sa jeunesse, avait été choisi pour cette mission, parce qu'il excellait dans l'art de bien dire, comme les fameux chevaliers-poètes, et qu'arrivé de France à seize ans, il s'était mis merveilleusement à parler l'arabe. Tout de suite il plut à l'Émir qui avait le goût de renouveler ses plaisirs en les étalant devant un étranger Et bientôt ils ne se quittèrent plus.

L'Émir l'emmenait à la chasse au faucon, et le reste du temps le promenait dans ses jardins et ses palais où le jeune chrétien admirait toutes choses avec un entrain inépuisable.

Les jardins de Qalaat étaient réputés parmi les plus beaux de la Syrie, dans un temps où les Arabes excellaient dans l'art d'exprimer avec de l'eau et des fleurs leurs rêveries indéfinies d'amour et de religion. On y voyait les fameuses roses de Tripoli, qui ont le cœur jaune, et celles d'Alexandrie, qui ont le cœur bleu. Au milieu de pelouses parfumées de lis, de cassis, de narcisses et de violettes, rafraîchies par des ruisseaux dérivés de l'Oronte, et ombragées de cédrats, d'amandiers, d'orangers et de pêchers en plein vent, étaient dispersés de légers kiosques, tous ornés de soies d'Antioche et de Perse, de verreries arabes et de porcelaines chinoises. Mais rien n'approchait des magnificences accumulées dans la forteresse.

Au milieu de ces merveilles, le jeune chevalier-poète riait et chantait toute la journée, et l'Émir aimait à le faire passer sous les fenêtres des kiosques où se tenaient ses femmes, afin qu'elles eussent l'amusement de voir un si curieux personnage. Elles l'admiraient et se gardaient bien de le dire. Mais lui, au bout de quelques semaines, il éprouva un certain vide. Quelque chose manquait à ces délices. Ces divans de soie semblaient dans l'attente d'une présence qui les animât. Quand il traversait les jardins, il voyait sur le sable des empreintes très fines comme en laissent les gazelles, et des coussins parfumés épars sur les pelouses gardaient l'empreinte des corps charmants qui s'y étaient appuyés.

— Seigneur, c'est splendide, dit-il un matin à l'Émir, mais pour compléter ces magnificences, ne faudrait-il pas un peu de fraîcheur, le chant d'une flûte, un rire joyeux, des cris, des larmes, la vie?

— Quelle musique veux-tu que mes musiciens te jouent et quel vin désires-tu que je te fasse verser?

— Je pense à une ivresse qui s'acquiert sans vin ni musiciens. Nous n'avons pas vos richesses, mais, dames et chevaliers, nous nous réunissons parfois pour entendre des histoires de guerre et d'amour. Dernièrement on nous a récité le merveilleux enchantement de Tristan et d'Iseult, et nous nous réjouissions à regarder de jeunes visages émus par les mêmes sentiments qui nous troublaient.

— Crois-tu, dit l'Émir, que je sois comme le paon qui étale au dehors toutes ses richesses? Mes tapis, mes pierreries, mon pouvoir même, qu'est-ce que tout cela si je n'avais pas en secret quelque chose de plus beau?

Ce soir-là, il pria Guillaume à souper dans la salle d'honneur de la forteresse. Tous deux seuls, ils étaient assis sur des tapis devant des plateaux qui portaient leur repas. L'air de la nuit circulait librement par les hautes et larges fenêtres et répandait une délicieuse fraîcheur en agitant une gerbe d'eau jaillie d'un bassin de marbre au centre de la pièce. Les flammes dansantes des torches laissaient mal distinguer les figures de perroquets, de gazelles et de lièvres qui décoraient les frises, les poutres et les panneaux. Une profonde tribune sous laquelle ils étaient installés demeurait dans une complète obscurité.

Tandis que les musiciens dans une pièce voisine jouaient, l'Émir fit boire force vins à son compagnon, puis au moment qu'il crut favorable, leur ayant crié de se taire, il l'invita à lui raconter Tristan et Iseult.

Le jeune homme ne se fit pas prier. Il dit comment ces deux-là burent le philtre d'amour et s'aimèrent invinciblement à travers toutes les misères, et comment nous devons leur pardonner leurs fautes, parce qu'aucun de nous, jeune ou vieux, n'est sûr qu'il ne va pas rencontrer l'être dont il subira jusqu'à la mort la fascination. Il allait poursuivre de tout son élan, mais voici qu'ayant cru soudain entendre de légers bruits de soie froissée, il s'arrêta net et leva la tête vers la tribune obscure.

— Ce n'est rien, sire Guillaume, dit l'Émir; ce sont les souris qui attendent la fin de notre repas pour en prendre les miettes. Continuez votre beau récit.

Guillaume continua, et puis de nouveau ayant entendu comme des chuchotements :

— Seigneur, dit-il, je crois que les souris de Qalaat aiment autant les histoires qu'aucun bon dîner.

Cette réflexion égaya beaucoup l'Émir. Il se livra à un accès d'un rire désordonné en donnant de petits coups d'amitié avec le plat de la main sur l'épaule de Guillaume et lui demanda :

— Pourquoi, sire Guillaume, me quitter si rapidement?

Vos compagnons et mes conseillers viennent de s'entendre sur les termes du traité. Nous concluons une trêve de dix ans, dix mois, dix jours et dix heures. Plaise au ciel que j'en fasse autant avec le comte d'Antioche! Restez donc avec nous quelque temps, puisque nous allons jouir de la paix.

— Seigneur, ce n'est pas seulement pour la guerre que je suis venu en Asie.

— Et pourquoi encore, sire Guillaume?

— Pour quelque chose que m'a dit ma mère.

— Qu'est-ce donc?

— Ma mère m'a raconté des histoires de ceux qui se sont aimés jusqu'à la mort, d'un amour si irrésistible qu'ils l'avaient éprouvé avant même de s'être rencontrés, et elle me disait : « Si j'étais un garçon, je m'en irais chercher à travers le monde le bonheur qui m'est destiné. » C'est ainsi que je suis venu près du tombeau du Christ. Je me suis croisé pour faire de grandes choses, pour gagner mon paradis dans le ciel et sur la terre. J'espérais voir des anges avant même que de mourir. Mais, après huit années, je pense qu'il y avait dans mon rêve de la démesure, et maintenant je veux rentrer dans mon pays, où ma mère n'est plus, avec l'idée de trouver au chevet de notre église, près de la rivière, l'ange ou la fée que m'a refusé l'Asie.

Cette chaleur d'extravagance plut à l'Émir, et il désira encore plus garder auprès de lui ce jeune homme qui lui excitait l'esprit.

Après un silence, il dit à Guillaume :

— Dans votre pays et d'après vos coutumes, si l'un de vous possède une jeune merveille, il la montre à ses amis?

— Certainement! Nous portons ses couleurs, et si nous voulons conquérir l'estime de tous, c'est pour lui faire honneur publiquement.

— Vous avez raison! Si l'on entend un rossignol, on dit à son ami : « Écoute! » Si l'on a dessiné et planté un beau jardin, on est content que d'autres l'admirent par-dessus le mur. Eh bien! le chant de flûte que tu réclames, l'ivresse sans vin ni musiciens, tout cela je l'ai dans un de mes kiosques. Tu sais qu'une touffe de poil blanc au front d'un cheval dénote la pureté du sang et la finesse de la race : je possède cette jeune jument au front étoilé de blanc... Il ne faut pas que tu désespères de trouver ce que ta mère t'annonçait. Le paradis existe

sur terre, et tu ne quitteras pas Qalaat sans avoir soupçonné ce que peuvent être les anges des nuits d'Asie.

Il disait ces folies à cause de cette mauvaise vanité qu'il avait de ne jouir des choses que si on l'enviait, et puis sous l'influence de la plus romanesque de ses femmes.

II

Le lendemain soir, l'Émir, quand la lune mettait son mystère sur les feuillages, conduisit Guillaume à travers les jardins, dont nul n'avait jamais obtenu l'entrée à ces heures de nuit. Les roses dormaient sur les rosiers et, près des roses, les rossignols, et dans les kiosques veillaient les sultanes. Ces minces lumières, le parfum des fleurs et le silence faisaient une si violente promesse de bonheur que l'on sentait qu'il allait éclater quelque enchantement.

Les deux hommes s'assirent sur des tapis, au-dessous d'un balcon obscur qu'enveloppaient de longues glycines. On entendit un bruissement de plantes et de soies froissées, puis une voix saisissante s'éleva :

« La rose, dans sa brève saison, se hausse par-dessus les clôtures, et le rossignol l'émerveille en lui racontant l'univers... Rose fortunée de courir le monde, en esprit, sur l'aile du rossignol ! Moi, j'ignore les voyages, les périls, l'étonnement, et si la rose tient ses couleurs des blessures du rossignol, nul cœur, devant moi, ne saigne. »

Il y eut un silence plein de ténèbres et de parfum, et puis la voix reprit :

« Les fleurs ont-elles vécu avant que le maître ait passé? Dans les jardins déserts et sur les tapis éclatants, que de proie pour la douleur et pour l'amour ! »

Quand la musulmane chantait, les paroles, pourtant si tendres, faisaient la moindre importance de cet enchantement. Mais un cœur fier éclatait, une eau fraîche jaillissait, sur des mains brûlantes de fièvre. Elle murmurait des cris insensés qui enthousiasment le sang : « je suis vivante, » ou bien « je suis reconnaissante, » et les mots « jeunesse, » et « mourir, » et l'on était épouvanté de se sentir ravi d'une mortelle poésie. Après chaque strophe, elle avait une pause, un temps de rêverie, puis une sorte de gémissement, en notes vagues, et suspendait de se

raconter pour qu'on suivît mieux son sillage, comme la fusée, à mi-route des étoiles, épanouit son cœur brûlant et retombe en gerbe de feu.

— Eh! quoi, se disait le jeune homme, serions-nous deux dans le monde?

Ce n'était pas des confidences qu'elle murmurait, ce soir, aux étoiles. Ce n'était aucun appel, ces cadences caressantes, mais à ciel ouvert les états d'une conscience brûlant au fond du harem. Les mots mal discrets, sa voix les enveloppait d'un tendre mystère. Jamais elle ne désignait tout droit un sentiment; elle l'entourait, le dessinait, comme font les pas d'une danseuse, et le jetait de ses deux mains tout vif dans les âmes. Par cette chaude nuit violette, son chant soulevait des mousselines lamées d'or et d'argent, pour découvrir, croyait-on, les heures secrètes d'une jeune femme, mais déjà il s'enfuyait, et sa confidence, toujours reprise et refusée, en mêlant à d'extrêmes douceurs des minutes d'irritation, blessait mortellement le cœur.

Sans lassitude, la Sarrasine, multipliant ses thèmes dans la nuit, égrena sur la roseraie le rosaire de ses nocturnes. A la fois chaste et brûlante, elle montait de la langueur au délire, pour redescendre au soupir, et parfois endolorie comme un papillon dans les mailles d'un filet, d'autres fois guerrière et prête à tuer, elle faisait jaillir du ciel et de la terre tout ce qu'ils peuvent contenir de pathétique voluptueux.

« Elle va mourir, pensait le jeune homme. On a vu des rossignols expirer dans leur cantilène. Comment une telle force ne brise-t-elle pas un gosier de femme! Est-ce donc un monstre qui palpite sous ces glycines du balcon? »

III

Cette soirée transforma le jeune homme. Ces palais, leurs richesses, leurs eaux fraîchissantes, leur éclat qu'il avait jusqu'alors admirés d'un cœur assez atone reçurent un sens de la volupté que la Sarrasine en pouvait ressentir, et dans ces jardins pleins d'ennui, les roses, les lis et les cyprès s'humanisèrent d'une espèce de parenté avec cette fée. De son côté, l'Émir éprouva un renouveau de plaisir à constater sur cet étranger la puissance de sa merveille secrète, et quand Guillaume lui dit :

« Seigneur, tandis que cette péri chantait, j'ai compris comment ceux qui meurent sans péché ne se lassent jamais des harpes du paradis, » l'imprudent, touché de folie, se laissa aller à répondre :

— Ah ! si tu la voyais !

Une si folle exclamation prouve combien les mœurs de l'Islam s'étaient relâchées en Syrie, au voisinage des chrétiens. Mais l'on peut croire aussi que la Sarrasine avait manœuvré pour mettre une distraction dans la monotonie des heures du harem.

Guillaume essaya d'éviter une entrevue qu'il craignait et désirait. Certains mots de ce chant céleste étaient venus le blesser comme les coups d'une lance d'argent. « Chez ma mère et chez mes sœurs, qui ressemblaient à des religieuses, il y avait, se disait-il, quelque chose de cette douceur de voix et de ce ressort de l'âme, et dans mon église d'enfance les chants montaient parfois sous les voûtes avec cette véhémence, qui donne envie de mourir. Alors comment se fait-il que j'éprouve à l'idée de voir cette dame une sorte de crainte sacrée? »

Il dut céder à son hôte et à la fatalité.

Un après-midi, Guillaume, sous les arcades d'une cour intérieure, attendit avec l'Émir que la Sarrasine parût. Il eût voulu, agenouillé dans l'ombre, et sa figure dans les mains, admirer sans être vu ce cantique vivant. Enfin, il y eut, sur les dalles, le piétinement d'un groupe de femmes, et les tentures écartées, l'ange du désir apparut à visage découvert. Ce fut comme si l'on étalait à nu devant le jeune homme les secrets de son propre cœur. La figure de cette élue, ainsi qu'avait fait son chant, le révéla à lui-même, et le conduisit aux sources de sa vie : il crut voir paraître, avec des visages de beauté et de bonté, toute la suite de femmes dont il était issu et les étoiles que ses plus secrets désirs appelaient.

« C'est ma sœur du ciel, se dit-il, et je l'aurais aimée avec une plaie sur la joue. »

Ses voiles étaient brodés de grandes glycines et son écharpe peinte. Son visage et tout son être exprimaient la même mélodie que son chant, sans doute la musique d'une âme faite d'amour et de grâce, et dont la flamme immortelle jaillissait de ses grands yeux. Ses petits seins et tout son corps se dessinaient sous une tunique d'azur et de cramoisi, dans un gilet d'or, boutonné par de grosses perles, au-dessus d'une ceinture de gaze,

et de larges pantalons de soie orange serraient sa cheville où jouait un anneau d'or.

Elle répandait autour d'elle une joie étincelante, aussitôt suivie du mélancolique sentiment que nulle minute ne peut être fixée. Et par ce chemin de sa tristesse, on pénétrait jusqu'aux mondes qu'elle portait dans son cœur. Mais comment le jeune chrétien se fût-il orienté dans ce ciel de lumière, quand il était submergé sous les songes d'amour et les désirs de mort?

Il crut voir du fond de son rêve, le sang lui bourdonnant aux tempes et au cœur, l'Émir qui voulait qu'elle chantât, tandis qu'elle, debout, les yeux baissés et semblant fermer ses paupières sur une image frémissante, restait plusieurs minutes à répéter en esprit sa chanson pour elle seule. Il la contemplait. Elle assemblait ses forces et faisait le plein dans son cœur. On eût dit un aiglon qui va risquer son premier vol. Quelle présence de la jeunesse, de la beauté et de tout ce qu'il y a de pur dans le monde! Son sourire d'azur et d'argent avait l'éclat de la mer, le matin, quand elle se brise au rivage du Liban. Deux femmes debout derrière elle semblaient prêtes à la retenir, soit qu'elle s'évanouît, soit qu'elle voulût regagner trop tôt le ciel des péris, et avec des mots de nourrice l'encourageaient, tandis qu'elle paraissait dire : « Je ne puis pas, vous voyez bien que je vais mourir! » Et ses poignets, ses petites mains aux ongles roses avaient autant d'expression que son visage pour révéler la timidité de son âme. Enfin elle s'approcha et, s'appuyant sur l'épaule de son maître, le pria sans paroles qu'il la dispensât de chanter.

L'Émir fut flatté de cette angoisse qu'elle éprouvait à paraître devant un étranger, et l'imprudent ne désira que davantage obtenir d'elle ce qu'il devait ajourner. Quant au jeune chrétien, il songeait en lui-même : « L'inconnu qui pleure à la tombée du soir en écoutant le muezzin est plus près de ce haut chanteur inconnu que ce musulman du cœur de cette femme qu'il prendra cette nuit dans ses bras. Sans illusion d'espoir, je veux qu'elle agisse sur mon âme et qu'elle fasse prévaloir mes parties les meilleures. »

Il comprenait qu'il avait entendu un chant magique et pour la vie subi une toute-puissante fascination.

IV

L'Émir n'épuisait pas sa satisfaction de l'éblouissement du jeune chrétien :

— Songe, lui disait-il, aux milliers de roses qu'il fallut presser pour obtenir une goutte d'un tel parfum. Ses mères et grand'mères ont toujours vécu dans le sérail des rois ; si haut que la mémoire remonte, elle a pour aïeux les chefs qui commandaient à Damas, à Homs, à Hamah, et l'Asie ne peut rien fournir de mieux. C'est une réussite qu'après nous, plus jamais, aucun homme ne reverra. Mais de la roseraie où Allah fit cette vendange, une douzaine d'autres jeunes femmes que je possède exhalent le parfum. Je puis te les montrer. Écoute, reste avec nous, je t'en donnerai une à respirer.

Guillaume avoua qu'il ne pensait plus à partir.

Alors l'Émir l'embrassa et lui dit :

— Ami chrétien, rentre dans ta maison, et dès ce soir tu verras venir celle que l'on a choisie pour toi, une toute jeune beauté qui n'a pas encore éprouvé la vie, mais en qui la sagesse habite.

Guillaume ressentait bien quelque remords de laisser repartir ses compagnons et de demeurer en païennerie, mais sa mission était remplie, la paix signée. Chose étrange, sa foi n'avait jamais été plus vive que dans ce moment. « Voilà seulement, se disait-il, que je me fais une idée de ce que sont les anges. Il n'est rien de difficile que je ne sois prêt à exécuter pour prendre place dans la vie éternelle auprès de cette Sarrasinoise qui, j'ignore comment, ne peut pas manquer de mériter d'être sauvée. »

Il méditait ainsi, quand une chaise à porteur s'arrêta devant sa maison et qu'un grand nègre en tira à bout de bras et lui porta jusque sur son divan une charmante fille rieuse et courtoise, sans rien lui dire que :

— Isabelle, de la part de l'Émir.

Quand ils furent seuls, celle-ci lui fit son compliment :

— Dans le sérail, on m'appelle la savante. Je serai donc Isabelle, pour votre plaisir, — Isabelle la savante, pour vos plus hautes joies. Il m'est permis de vous l'avouer, c'est une meilleure que moi qui m'envoie. Celle dont je viens veut que ma

voix, mon visage et mes complaisances vous servent, et qu'en les accueillant vous y trouviez un gage de sa sympathie. Je la quitte et je peux à chaque heure la rejoindre. Je pense que vous autoriserez qu'entre elle et moi jamais il n'y ait de secret, et vous ne direz pas que je vous ai trahi, si je lui confie nos propos, nos actions et lui donne un regard sur notre intimité.

— Mais d'elle, Isabelle, ne puis-je rien savoir?

— Et pourquoi donc, Seigneur?

— Je pourrai l'entendre, la voir, m'avancer dans son amitié?

— Elle en a le désir et en créera les moyens. Elle demande que vous lui soyez entièrement attaché d'esprit, et que vous laissiez tout autre soin que de lui plaire. Elle ne perdra pas de vue votre fortune et la conduira avec plus d'application que vous-même. Personne ne peut lui résister. C'est une abeille, petite et pleine de miel, qui vole avec un terrible aiguillon.

— Je crains de mal entendre et de m'égarer dans des ruses de filles cruelles qui se moquent d'un étranger.

— Votre crainte même, elle l'a prévue. Tout ce qui vous trouble, elle sait que vous êtes en train de me le dire. Elle m'a donné ses instructions. « Prends-le dans tes bras, m'a-t-elle commandé, et murmure-lui à l'oreille que nous avons modifié le proverbe. Le proverbe affirme qu'entre la coupe et les lèvres il y a la mort. Mais nous disons qu'entre la coupe et les lèvres, il y a Isabelle, — Isabelle qui vient passer avec toi des nuits de plaisir en causant de tes amours impossibles.

V

Guillaume, tout rempli du chant et de la beauté de la Sarrasine, et qui ne pouvait penser à rien d'autre, questionnait chaque nuit Isabelle sans qu'elle se lassât de répondre.

Il craignait que les deux femmes ne le jugeassent mal.

— Vous trouvez peut-être déplaisant, lui disait-il, que je laisse ainsi repartir les miens et que je demeure dans Qalaat où je suis un étranger? J'ai peur que votre reine ne me croie un mauvais garçon, capable de se laisser séduire par le luxe et l'oisiveté. Dites-lui bien que c'est une pensée irrésistible qui m'empêche de m'en retourner avec mes compagnons. Je crois que je mourrais. Pensez-vous qu'elle me mésestime et me

soupçonne de manquer à ma religion? Toute religion nous commande de nous modeler sur les personnes célestes, et celles d'ici sont les meilleures que j'aie vues.

— Laissez, petit chrétien! lui répondait-elle en riant. Ma maîtresse serait contente que vous eussiez quitté votre religion pour elle, et vous en ferait changer trente-six fois pour s'assurer de sa force.

— Ses actes sont donc calculés?

— Tu vois comment elle a su prouver à l'Émir que les chants qu'elle lui offre sont plus puissants que les divertissements chrétiens. C'est décisif qu'après l'avoir entendue tu ne désires plus retourner à ce que la veille tu préférais à tout.

« Ah! pensa le jeune homme avec tristesse, elle est habile. »

Isabelle regardait avec autant d'étonnement que d'amitié les yeux de feu de ce jeune étranger, car elle n'avait pas jusqu'alors l'idée que l'on pût voir dans une femme un être surnaturel.

— Ne pourrai-je pas un jour causer avec cette divinité? lui disait-il.

— Si fait, petit chrétien, mais en attendant, je te peins à elle avec les plus jolies couleurs, et sache qu'elle m'écoute avec curiosité, car le poète l'a dit : « La cage a beau être couverte de peintures et d'ornements, l'oiseau cherche des yeux une ouverture! »

Il en revenait toujours à son désir de l'approcher et de l'entendre.

— Ne sois pas malheureux, lui répondait la jeune incendiaire. Cela viendra quelque jour. Tu nous verras, le soir, à l'heure des jardins, quand nous sommes toutes assises autour d'elle et tu diras avec le poète : « Est-ce de la poussière de musc semée autour d'une pelouse, ou sont-ce des violettes répandues au pied d'une rose? » Quand cela sera? Eh! laisse-toi conduire. Elle agit comme les péris par des mouvements gracieux et sans violence, et rien ne résiste à sa magie.

Peu de temps après, l'Émir chargea Guillaume d'un service qui l'obligeait à le rejoindre dans les kiosques et à traverser fréquemment les jardins.

Isabelle s'arrangea un jour pour qu'il y passât au moment où tout le harem s'y tenait. C'était aux heures douces du soir, sous le verger, une fête d'Asie. Le jardin de fleurs était devenu un paradis de filles. Toutes ces dames musulmanes, vêtues de

soies éclatantes, couvertes de voiles de couleurs, chaussées de brodequins dorés, parées de colliers, de fards et d'odeurs, les unes marchant avec fierté comme des paons sur les pelouses, d'autres légères comme des gazelles, la plupart assises sous un cèdre, entouraient la Sarrasine. Des oiseaux de paradis autour d'un jeune aiglon. Elles mangeaient des sucreries et jouaient au trictrac, tandis que des colombes et des perdrix rouges sautillaient et picoraient autour d'elles et que des musiciens, groupés à une petite distance de leur cercle éclatant, modulaient l'air fameux : « Sous les roses on joue de la harpe, sous le cyprès la flûte soupire, sous les jasmins on récite les poèmes immortels et sous les jonquilles on cause d'amour. » Le vent s'était fait magicien et mêlait les couleurs, les parfums, les rires et la musique. Isabelle vint à la rencontre de Guillaume et le conduisit par la main à la Sarrasine. Il se fit un grand silence de tout le jardin. Pour voir le jeune homme, toutes les beautés s'étaient rapprochées, comme des biches si l'on apporte à l'une d'elles un gâteau, et se tenaient maintenant immobiles autour de leur reine, comme les pétales de la tulipe autour de son cœur noir. Et celle-ci lui dit :

— Sire Tristan, croyez-vous que nous sommes ici une suffisante collection de mandragores, de basilics et de turquoises, pour composer un philtre d'amour efficace ?

Toutes se mirent à rire.

Alors il devina avec confusion qu'elles avaient entendu son récit de Tristan et Iseult à l'Émir et que c'étaient elles les souris de la tribune, le soir du souper.

Elles crurent toutes reconnaître un effet de leur beauté dans sa timidité, mais c'était uniquement la crainte que donne l'amour, car leur variété ne servait à ses yeux qu'à rehausser leur reine, que seule il voyait.

— Chut ! lui dit Isabelle, ne bougez pas.

Elle était occupée à faire un point à l'écharpe de la Sarrasine, et l'ombre du jeune homme tombait sur le large ruban, ce qui fait qu'après trois minutes, en jetant son aiguille, elle lui dit :

— Petit chrétien, je viens de te coudre à cette écharpe.

Et toutes d'applaudir. Les lèvres de rubis souriaient, les joues brillaient, les boucles de cheveux voltigeaient, certains regards étaient voilés par de longues paupières, et d'autres

étrangement gais. Guillaume voyait les gouttes de sueur qui perlaient sur ces jeunes visages d'Orient, et comme pour comprendre ces gazouillements d'oiseaux, il était obligé, si bien qu'il sût le langage sarrasinois, de surveiller de près le mouvement de leurs lèvres, il apercevait cette vivante humidité des jeunes bouches qui atteste aussi bien que le feu des prunelles que des beautés ne sont pas tout aériennes. Cette ardeur de l'âme qui se trahit dans leurs regards est leur qualité propre comme le parfum des fleurs, le chant des oiseaux et la rosée des matins d'automne. Il voyait tout cela aussi clairement qu'à leurs ceintures les nœuds de diamant, à leurs doigts les bagues et à leurs chevilles les pesants anneaux d'or. Mais il ne faisait attention qu'au bel œil étincelant de la Sarrasine et à cet air libre et guerrier qui la mettait au-dessus de toutes. Une immense joie le pénétrait à la pensée qu'elle n'avait pas refusé que l'ombre d'un humble étranger fût cousue à son écharpe de déesse.

Quand il fut parti, toutes commencèrent à le louer. Zobéide, qui était la plus joyeuse, dit en riant :

— Puisse-t-il être, madame, comme l'oiseau Homay qui assure une fortune éclatante à celle sur qui s'arrête son ombre !

— Bah ! dit la grosse Badoura, fortune ou infortune, que je voudrais donc me réfugier sous l'ombre de ce bel oiseau !

Et toutes commencèrent à vouloir que la savante leur dît ses secrets. Mais elle se tourna vers la sultane :

— Vous ne dites rien, madame.

Elles n'en purent tirer que ceci :

— Il est de bonne mine, et je suis bien aise que notre Seigneur se soit assuré un gage de cette valeur.

Isabelle rapporta à Guillaume ces propos (en taisant toutefois cette idée de gage), et dans sa joie il entama, comme une suite de strophes, l'éloge de toutes ces dames.

— Oui, dit la Sagesse, en l'embrassant, chacune d'elles ferait une belle plume au chapeau d'un petit chrétien. Mais tu sais ce que dit le proverbe? « Bien que dans le corps de l'oiseau, il n'y ait pas une plume sans emploi, pourtant la plume de l'aile a la plus grande utilité. » C'est Oriante qui nous porte au ciel.

— Mais pourquoi donc, songea tout haut Guillaume, semblait-elle rire tout le temps?

— Elle est contente de ton admiration, comme elle le serait

de trouver un chant, une écharpe, un sourire que d'autres ne possèderaient pas. Nous autres femmes, l'assentiment d'un jeune homme nous attendrit. Notre âme se repose dans le sentiment d'être aimée.

— Elle doit être un peu mobile.

— Rassure-toi, il y a chez elle un point fixe.

— Lequel donc?

— La volonté de nous dominer tous.

Guillaume désirait ardemment rencontrer de nouveau la Sarrasine, et cette fois causer avec elle seule. Isabelle s'y prêta Elle lui dit une nuit d'avoir soin de traverser le jardin, dans la prochaine soirée, à l'heure où chante le muezzin.

Il fut exact et les vit venir toutes deux, si gaies et si nouvelles qu'il croyait ne pas les reconnaître, leurs voiles rejetés en arrière, parlant et riant à tue-tête, faisant lever et fuir les oiseaux et les papillons.

S'étant approché, il remercia la Sarrasine de lui avoir donné une amie comme Isabelle, avec qui il pouvait développer ses sentiments les plus secrets. Elle répondit qu'elle était heureuse d'avoir contribué à attacher à l'Émir et au royaume, par cette agrafe d'opale, un fidèle ami.

Bientôt ils eurent leurs ententes. Guillaume était prévenu des heures où la Sarrasine se promenait dans les jardins. Arrivait-il à l'avance, il cherchait le coin d'où il l'apercevrait le plus tôt et le mieux. Il aimait ce lent coup de poignard de la voir s'avancer paisiblement et longuement, quand elle sortait de son pavillon et sous des alternatives de lumière et d'ombre suivait la longue allée de feuillages. Si la petite cour prenait place sur les tapis de la pelouse, il osait peu à peu y passer des minutes plus longues, et c'était alors entre Oriante, Isabelle et lui une correspondance mystérieuse de gestes, de regards, de silences. Toutes ces femmes aimaient le jeune homme à cause de la distraction que son roman apportait dans la monotonie du sérail, et il respirait auprès de chacune d'elles un peu du parfum de leur reine. Mais Oriante parmi elles toutes faisait l'image la plus claire, rien d'inquiet ni de fiévreux, quelque chose d'aérien, une figure d'enfant que soulevait une joie immatérielle et dont le visage rieur rayonnait lumineusement. La nuit les surprenait parfois dans ces fêtes champêtres, car la douceur et la pureté du climat auraient permis de dormir

en plein air. Alors il pouvait arriver qu'un émissaire du sultan vînt chercher la Sarrasine. Les autres femmes se réunissaient autour de Guillaume et cherchaient à l'enlever à ses pensées, Zobéide par sa gaieté vive, Badoura par sa franchise et sa cordialité, Isabelle en lui répétant que la Sarrasine avait pour lui la plus profonde amitié. Ainsi des jeunes plants de coudrier s'entrelacent pour former l'abri d'une charmille.

...Insensible empoisonnement par la musique, les couleurs, la poésie et le désir. Chaque jour lui versait quelques gouttes du mal dont il n'eût pas voulu guérir. Ces jardins fascinaient son âme et le rendaient sourd aux avertissements que le destin ne refuse jamais à ses pires victimes.

VI

Comment un tel royaume pourrait-il durer? Est-ce la vie d'un chef de respirer des fleurs, au milieu des femmes, en écoutant des chansons poignantes, et de mettre son règne sous l'invocation du plaisir? Et les mains d'une jeune Sarrasinoise, si éblouissant que soit son esprit, peuvent-elles soutenir la fortune d'un État?

Une nuit que l'Émir reposait avec Oriante, des messagers épouvantés vinrent l'avertir que des troupes de chrétiens en armes descendaient de la montagne.

Quoi! après la trêve signée! Quel rôle joue donc sire Guillaume? La jeune femme surtout s'indignait :

— S'il nous a menti, Seigneur, vous devez immédiatement le mettre à mort. Avais-je assez raison de vous conseiller que vous le gardiez en otage!

Plus que l'effroi du danger, ce qui la faisait parler si durement, c'était l'affront d'avoir été jouée par celui que tout le harem croyait qu'elle s'était assujetti.

Mandé sur l'heure, au milieu des ténèbres, et la Sarrasine s'étant cachée derrière une tenture, sire Guillaume n'eut aucune peine à faire éclater sa bonne foi :

— Si le comte de Tripoli a manqué au pacte dont je suis le garant, l'injure est pour moi plus encore que pour votre Seigneurie, mais je crois que vous êtes attaqué par le comte d'Antioche avec qui vous avez eu tort de différer de traiter.

D'heure en heure, des renseignements plus complets vinrent

confirmer cette opinion de sire Guillaume, et la Sarrasine retourna son irritation contre son Seigneur et maître dont elle comparait l'incapacité et la négligence à la clairvoyance du jeune chrétien.

Toute la journée, les paysans refluèrent en ville avec leurs bestiaux et leurs récoltes. On ne pouvait que les accueillir, ces malheureux. Quant à les protéger au dehors, avec quels soldats? A peine en avait-on assez pour garnir les remparts.

Le soir, l'Émir s'en étant allé avec sire Guillaume à travers les rues, fut accueilli par un silence tragique de désaffection. Oriante, impatiente de tout apprécier par elle-même, se faisait porter à leur suite en litière. Tous trois montèrent sur les murs. Dans le crépuscule, déjà l'ennemi dressait son camp sous la ville. Ils virent ses tentes, ses piques et ses gonfanons, et entendirent ses insultes.

— Voilà donc, dit Oriante au chrétien, les chevaliers qui veulent mettre des femmes à mort, ou, du moins, nous imposer leur amour comme un joug.

Sire Guillaume protesta avec vivacité. Il dit que les chevaliers chrétiens, plus qu'aucun homme au monde, honoraient les dames, et il lui montrait dans la brume, au milieu du camp, la haute bannière du comte d'Antioche, leur chef, où était figurée une Vierge dorée.

Elle distingua son trouble. Il souffrait en regardant ses frères de religion et cherchait son devoir. N'eût-il pas dû se glisser immédiatement au bas de ces murailles, pour n'avoir pas à porter les armes contre l'étendard de la Vierge?

Assez longuement, sans découvrir son jeu, elle le fit parler, le contredit, l'approuva, et dans une minute où ils furent seuls :

— Eh! quoi, serait-il possible qu'un chevalier chrétien fût tenté d'abandonner au malheur l'amie qui partageait avec lui sa prospérité? Celui qui ne défend pas sa citerne est indigne d'y boire une gorgée.

Sur ce thème de peur, de désir et de noblesse, elle parlait d'une voix tendre et précipitée, avec un accent étouffé. Et soudain, il s'engagea par les serments les plus terribles à ne jamais l'abandonner.

Rentré au palais, dans le Conseil de guerre où elle le fit convier, son avis fut clair et net. Qalaat ne pouvait se dégager de vive force. C'était un espoir à écarter. En revanche, on devait

obtenir un secours militaire du sultan de Damas et un arbitrage des chrétiens de Tripoli. Durerait-on jusqu'à ce que se déclenchât cette double intervention? C'était aux yeux de sire Guillaume tout le problème. Il s'agissait de tenir. En conséquence, il conseilla d'abandonner la ville proprement dite et de réserver toutes les ressources pour la forteresse. Sise à l'angle de la place, sur une colline dont elle épousait la forme, la forteresse n'avait besoin que d'un petit nombre de défenseurs autour de l'Émir et de son harem, et comme elle communiquait directement avec la campagne, elle pouvait être, le cas échéant, secourue ou évacuée.

— Pour gagner du temps, concluait Guillaume, et pour durer des mois et des mois les ressources ne nous manqueront pas, si nous saisissons toutes les provisions que les gens de la campagne viennent d'apporter dans la ville.

En vain l'Émir fit-il valoir les droits de ces pauvres gens et qu'il était leur protecteur.

— Ah! lui dit la Sarrasine, laissez maintenant aux femmes les questions de sentiment, et chargez-vous d'assurer notre vie.

La dure raison de sire Guillaume s'imposa. Les paysans qui s'étaient réfugiés dans la ville furent dépouillés au profit des greniers de la forteresse, puis abandonnés aux chrétiens qui les mirent en esclavage. Bien des artisans et des bourgeois, qu'il eût été trop lourd de nourrir, furent rejetés au même sort. L'Émir endossa l'impopularité de cette atroce mesure où le contraignait un péril qu'il n'avait pas su prévoir. Guillaume apparut au petit nombre des favorisés, dans la forteresse, comme un être d'énergie et d'initiative autour de qui les espérances se groupèrent.

Durant ce Conseil de guerre, le jeune homme n'avait pensé qu'à la Sarrasine. Cette charmante figure, qui semblait dire que seuls l'amour et la fantaisie enthousiaste valent la peine de vivre, avait suivi l'exposé des avis avec le plus lucide bon sens; elle l'avait aidé à faire triompher une idée simple et dure. Il admirait maintenant en elle quelque chose de plus beau que ses couleurs, ses parfums et ses chants.

Souvent au milieu des ténèbres, c'est-à-dire aux heures de grande clairvoyance, quand il était de garde, il songeait : « Je veille parmi les ennemis de ma race et de ma foi, et je partage leur sort précaire, pour l'amour d'une femme que derrière ce

mur un autre tient dans ses bras »! Et pourtant il n'admettait pas une seconde de se soustraire à cette absurdité. Rien sans Oriante, tout avec elle. La vie ou la mort avec Oriante.

Le resserrement de la vie physique dans la forteresse contribuait à exalter sa sensibilité. De jour et de nuit, pour les nécessités du service, il était autorisé à pénétrer dans l'intérieur du harem.

Tout y était assemblé pour donner l'image d'une vie proche du ciel, les fleurs, les parfums, la jeunesse, la beauté, les chants et les lumières. Il y trouvait l'Émir au milieu de ses femmes, ou seul avec Oriante. Mais nulle d'elles ne semblait apercevoir le jeune chrétien. Il n'était plus qu'une ombre que leurs regards traversaient pour ne s'attacher qu'au Maître, et celui-ci, elles l'enveloppaient de rires, de flatteries, auxquels la Sarrasine joignait ses ensorcellements les plus tendres.

Sire Guillaume se laissa aller à s'en plaindre à Isabelle dans une des rares nuits qu'il pouvait encore passer auprès d'elle :

— Vous me négligez, toutes, avec un naturel qui m'épouvante. Quand vous m'ignorez à ce point, je suis tenté de croire que jamais aucune de vous ne m'a montré de sympathie. Vous simulez ou dissimulez avec une telle perfection qu'on ne sait plus à quel moment vous êtes sincères.

— Eh! Vérité de mon âme, sans notre art de mentir, nous péririons. Quant Oriante repose auprès de l'Émir, seuls tous deux sur leur divan, et que dans le silence elle entend battre son propre cœur, crois-tu qu'elle ne redoute pas que son Maître n'en comprenne l'alphabet! Elle s'enveloppe en hâte de mots qui sont des fleurs et des parfums, pour l'étourdir et le distraire. Mais de toi, sache ce qu'elle me disait hier : « Je suis heureuse de penser qu'alors que je dors et repose comme une enfant paisible, un ami venu des extrémités du monde veille sur mon sommeil et assure la sécurité de Qalaat. »

— Elle dort auprès d'un malheureux qui ne sut pas lui épargner le péril.

La jeune femme mit avec précipitation sa main sur la bouche qui venait de prononcer ces mots amers, et se serrant contre le jeune homme, son souffle sur son cou, elle murmura :

— Silence, petit chrétien! de telles pensées peuvent agir, mais non parler.

Le lendemain, dans la journée, la Sarrasine fit chercher

sire Guillaume. Souvent elle l'appelait ainsi auprès d'elle quand l'Émir était aux murailles et que, trop inquiète pour demeurer seule, elle voulait une fois de plus calculer les chances d'être secouru de Damas ou de Tripoli. Son émotion, qui la faisait plus brillante et plus palpitante qu'en aucun jour passé, exalta l'amour du jeune homme, enivré qu'elle fît appel à sa protection. Par l'étroite fenêtre grillée, ils voyaient à leurs pieds les vergers de l'Oronte : les fleurs y sont mortes de soif, tous les musiciens ont posé leurs violes pour servir aux remparts; qu'importe! Oriante éblouit et enchante mieux qu'aucun jardin et qu'aucune musique. Sa jeunesse et sa fantaisie ont tôt fait de reprendre et de redonner courage. Elle sait l'hymne qui sort de la caresse d'un regard aimé et de la simple inclinaison d'un jeune corps, et, suivant avec joie les signes de sa toute-puissance dans les yeux du jeune homme, comment ne se sentirait-elle pas, contre toute circonstance, la maîtresse du destin?

Ce jour-là, elle demanda mille détails sur les mœurs des seigneurs francs. Quelle place donnent-ils dans leur maison à leur femme? Une comtesse d'Antioche, par exemple, a-t-elle une part du pouvoir?

— Je sais, disait-elle, que de puissants seigneurs de chez vous ont épousé des Sarrasines qui se convertissaient.

Le jeune homme, dont la figure rayonnait d'espérance, vanta les mœurs chrétiennes. Soudain il sentit les deux mains froides de la jeune femme se poser sur les siennes, et d'un ton négligent, avec un regard d'une prodigieuse acuité, à voix basse, elle lui demanda :

— Il y a dans Tristan quelque chose que nous ne comprenons pas. Comment Tristan ne s'est-il pas défait du roi Mark? L'un des deux était de trop.

— Pourquoi, dit-il, me poser cette question? Voulez-vous donc m'éprouver?

Elle se taisait, et couchée sur ses coussins, fière avec une ivresse enfantine de sa puissance de plaire, elle songeait qu'elle n'était pas faite pour subir, mais pour choisir.

Toute flexible, mobile et enthousiaste, Oriante semblait de ces esprits qui jamais ne disent « non. » A tous les conseils, à tous les ordres, à toutes les prières, avant même que les paroles en fussent entièrement formulées, elle s'élançait pour répondre « oui, » cent fois « oui, » mais sous cette faiblesse et docilité

apparentes, quelle force intraitable ! quelle énergie de fourmi et d'abeille ! l'énergie d'une âme dominatrice qui n'admet pas que rien entrave son impérieuse vocation secrète ! Les sourires, les acquiescements, les soumissions et les enchantements qu'Oriante prodigue n'empêchent pas qu'elle percerait le roc, monterait dans la lune et livrerait à la male mort ceux qu'elle aime, plutôt que d'abandonner sa ligne d'ascension. Elle a reconnu son Maître incapable, et dans son esprit, elle l'a dépassé; pis encore, elle l'a déposé.

Son décret intérieur ne faisait que précéder le destin. Un jour l'Émir, contre l'avis de sire Guillaume et de tous les défenseurs de la forteresse, tenta une sortie pour mettre le feu au camp des chrétiens. Il échoua et dans la mêlée fut atteint mortellement. Quelques-uns disent que le trait qui le perça venait de ses propres gens. C'est ce qui n'a jamais été éclairé. Son corps put être rapporté dans l'enceinte du rempart.

VII

La dépouille fut déposée dans l'appartement des femmes. Guillaume y vint quand celles-ci l'entouraient et qu'Oriante, selon l'usage, lamentait le deuil du royaume. A son arrivée, elle s'interrompit. La joie et le désir couraient de l'un à l'autre, avec la vitesse des regards qu'échangent dans le ciel nocturne les étoiles. Elle l'entraîna dans la chambre du trésor, dont elle venait de saisir les clefs sur le mort, et là, tous deux seuls, au milieu des richesses de Qalaat, dans cette pièce demi-obscure, son visage passionné luisait comme un vase d'albâtre éclairé intérieurement. Le jeune homme lui dit :

— Je l'ai servi loyalement pour l'amour de vous. Mais que sert de mentir? Je me réjouis de sa mort.

— Avant tout, dit-elle, en l'écartant d'un geste, il faut que tu commandes dans Qalaat.

Et sur l'heure, pressée de devancer toute intrigue, elle appela près d'elle les principaux dignitaires et chefs. Assise au milieu d'eux et Guillaume debout à son côté, elle leur prodigua avec aisance, telle une fontaine d'éloges, les plus gracieuses hyperboles de l'amitié sur leur bravoure, leur haute raison et leur fidélité, et soudain pour conclure elle exposa crûment qu'ils avaient tous le même intérêt à ne pas se diviser, si-

non ils périraient, les uns par les autres, et par l'ennemi :

— C'est sire Guillaume qui nous a donné le bon conseil de rassembler ici nos ressources, et c'est lui seul qui peut nous ménager l'appui des chrétiens de Tripoli, en même temps que nous appelons les musulmans de Damas. Je vous propose que nous constituions sous sa présidence un conseil de la défense.

Et puis, leur dit-elle en substance, de la voix la plus pure, avec un regard de vierge, j'attends de vous un grand service de bonté :

— Que peuvent devenir les femmes du sérail? C'est à vous de les protéger. Elles vous appellent. Je vous demande que vous vous les partagiez. Les sommes assez importantes, qui, chaque mois, étaient dépensées pour leur entretien dans le harem, légitimement doivent les suivre dans vos mains.

Ils acclamèrent la Sarrasine, la confirmèrent dans son titre de reine et firent leur affaire de persuader les officiers subalternes et les troupes.

Ainsi la transmission des pouvoirs s'opéra sans difficulté.

A la nuit, la savante vint prendre Guillaume par la main et la mena en secret dans la chambre dorée d'Oriante. Tandis qu'ils se glissaient à travers l'ombre des longs corridors, la jeune femme, en guise d'adieu à leurs plaisirs qu'elle sacrifiait à l'amour, lui récita les vers du poète :

« La tulipe fleurit promptement et s'en va légère et rapide, mais le rubis qui se forme avec lenteur ne craint rien du vent ni de la pluie et traverse toutes les saisons. »

Le jeune homme pleura d'enivrement en s'agenouillant devant la Sarrasine, qui lui disait :

— Comme je t'ai attendu, avant même que je te connusse! Que de fois, avec quelle ardeur, je me suis répété : Quand viendra-t-il dans ma chambre, celui dont mon espérance m'assure qu'avec lui et jusqu'à la mort je serai reine et heureuse? Au milieu du chaos de dangers qui nous pressent, hâte-toi, ami de mon cœur! Tout ici t'appartient.

Son visage brillant et pur, ses mains délicates teintées de henné, ses petits pieds fardés, tout son corps d'ambre et de jasmin répandaient la douce lueur d'une lampe de mosquée. Jusqu'à l'aube dans la citadelle, on entendit les hullulements des femmes auprès du cadavre royal, et, tout autour de la ville, les tambours des chrétiens qui se réjouissaient. Eux, cependant, ils

semblaient le repos d'un agneau dans les bras de son jeune berger, ou l'innocent enroulement d'une couleuvre sans venin qui s'est glissée, pour s'y réchauffer, sur le cœur d'un enfant qu'elle aime. Dans ces minutes, où il rassasiait les désirs de son corps et de son âme, Guillaume vivait hors du temps. Aussi quelle surprise, quand Oriante, se soulevant sur son coude, lui dit, au milieu de la nuit :

— Toi qui es du Christ, pourquoi en livrant la ville à tes frères chrétiens, n'en serais-tu pas le premier roi et libre de choisir ta reine?

— Eh! Lumière de ma vie, Étoile du matin et Porte du ciel, il est bien sûr que tous, chrétiens ou païens, voudraient se ranger sous votre loi, mais ils auraient tôt fait de me trouver de trop, et si vous voulez, j'aime autant ne pas tenter l'aventure, car après la tendre preuve que me donne cette nuit, je n'imagine plus pouvoir vivre et mourir qu'en votre amitié totale et sacrée.

— Oui, totale et sacrée, mais précisément une telle amitié, il faut qu'elle soit hors de pair, et comprends bien, je te le dis à cette heure de vérité où tu me tiens sur ton cœur, je ne pourrais pas me passer, que tu m'en blâmes ou m'en approuves, je ne pourrais pas me passer que l'on portât devant moi, non pas des fleurs ou des trésors, mais les étendards, et que les visages fussent non pas souriants et admiratifs, mais inclinés par le respect et l'obéissance. J'ai besoin que l'obéissance craintive courbe ceux qui m'entourent, et je ne pourrais pas plus respirer sans ma puissance que sans ton amour.

Il fut étonné qu'elle éprouvât du goût dans un tel moment pour ce genre de discussion, et sans trop l'écouter il l'embrassait avec un redoublement d'amitié et de gaieté. L'innocent ne trouvait dans cette irritation de l'orgueil de sa maîtresse qu'un excitant au plaisir.

L'aube de cette nuit se leva sur une suite de jours inimitables. Guillaume sortit de cette chambre et de leurs secrets, le cœur enthousiasmé. Tous les rosiers étaient morts et les rossignols partis, mais la Sarrasine remplissait de chants et de parfums l'univers. Sur Qalaat flottaient ces hymnes de gratitude qui surgissent du fond de l'être, après le plaisir, comme des fleurs mystérieuses épanouies en une nuit à la surface des eaux profondes. De ces caresses et de cette âme qui viennent de l'accueillir, Guillaume emporte un sentiment si fort qu'il les quitte

presque avec joie pour mieux en jouir et pour vivre dans une imagination d'amour et de beauté, plus forte qu'une présence réelle. Ce n'est qu'après un délai qu'il aura besoin de revoir son amie et de repeupler auprès d'elle ses forces. Il s'agite, il chante, il se remémore et bénit le ciel. Mais dans quelques heures, après ce répit de quiétude, de large respiration et d'une sorte d'immunité, sous peine d'une angoisse bientôt intolérable, et comme si sa provision de vie s'était épuisée, il faudra qu'il rejoigne la Sarrasine et que de sa voix, de son regard, de tout ce qui émane de son corps et de son âme, elle le recharge de confiance.

Les deux jeunes gens craignaient à toutes les minutes une révolution intérieure ou l'assaut victorieux des chrétiens. Ce danger constant, cet encerclement de menaces développaient chez Oriante je ne sais quoi d'exalté dans la tendresse, chez le jeune chrétien un invincible élan du désir, et chez tous deux l'ardeur insensée des éphémères qui, voulant surmonter la brièveté du temps par l'intensité de la passion, s'écrient : « Si nos forces doivent être brisées par le destin, que ce soit l'amour plutôt qu'un coup sanglant qui nous désarme. »

Quelle contrariété, quand les femmes du sérail viennent familièrement soulever les tentures de la chambre dorée et interrompre leurs délices ! Elles ont à raconter à Oriante les plaisirs et les déplaisirs de leurs nouvelles unions. Impossible de refuser d'entendre ces filles dévouées, qu'une offense pourrait rendre dangereuses. Oriante se contraignait à les recevoir, et bientôt, se livrant tout entière à l'impression du moment, elle faisait de ces colloques qu'elle avait redoutés la plus éblouissante dépense de fantaisie, avec l'insouciante furie du papillon de nuit qui ne sait plus rien dès que s'allume le flambeau.

Guillaume s'enflammait d'écouter les charmants emportements de cet esprit qui, par son mélange d'innocente ruse et de rêverie tendre et folle, lui semblait unique au monde, mais très vite : « Je ne veux ni vous voir, ni vous entendre, ni vous respirer, songeait-il ; je désire votre silence, mes yeux fermés, aucun trouble, afin que je puisse, par un sixième sens plus subtil, de cœur à cœur, vous connaître et nous lier. » Tant de grâce et d'invention et ce perpétuel bondissement le gênaient pour écouter, au plus profond d'Oriante, ce qu'il préférait à tous ces éclats, la note vraie de son âme.

Dans les jardins de l'Oronte, aux temps faciles, avant le siège, il eût imaginé certainement que sous un sabre levé, cette Oriante éclaterait en supplications, les genoux dans la poussière, les bras nus, la bouche entr'ouverte, et réduite par la terreur à consentir à toutes les exigences, mais à l'épreuve voici que cette âme se révélait royale, c'est-à-dire résolue à diriger le destin, et incapable de rien accepter qui la diminuât, et violente, excessive, démesurée, elle possédait dans son arrière-pensée la raison la plus lumineuse. Il l'estimait comme une vertu vivante. Préférer à soi-même une autre qui, elle-même, nous préfère à soi ; désirer de mourir à deux, pour épanouir une seule vie plus belle ; appeler la volupté avec la certitude d'y tuer nos humanités et d'en surgir créature céleste... premières minutes sublimes d'un tel amour comblé. Tous les philtres de fierté, de décence ingénue et d'exaltation tendre, dont Oriante avait jusqu'alors composé son charme, recevaient de l'incessante présence de la mort un surcroît de force. Guillaume avait l'idée de tenir dans ses bras un jeune héros.

Les deux amants passaient leurs jours et leurs nuits dans un état de vibration de leurs âmes, montées au plus haut point et pourtant accordées étroitement. « Puissions-nous, chantait Oriante, confondre nos minutes dernières, comme nous mêlons ici nos heures les plus vives, et sceller dans le repos sous une seule pierre notre inséparable accord ; mais si la fortune adverse obtient de nous séparer, elle nous fera souffrir sans parvenir jamais à rompre notre unité, car mon ivresse s'est glissée en toi et la tienne en moi, et j'ai laissé ton cœur recevoir de mon cœur une empreinte immortelle ! Va, fuis, je te garde aussi sûrement que tu m'emportes, l'un à l'autre mariés par mon choix ! » Et Guillaume l'ayant dans ses bras continuait de la poursuivre, avec autant d'ardeur que s'il ne l'eût jamais atteinte. Attachés l'un à l'autre, ils s'appelaient comme si le fleuve Oronte les eût séparés.

VIII

Après six mois de siège et trois mois de ces délices, le Tout-Puissant voulut que dans l'aqueduc souterrain qui courait de la montagne à la forteresse, une pierre énorme se détachât et qu'elle obstruât toute arrivée d'eau.

Des deux ouvriers qui constatèrent ce désastre, l'un, par désespoir, passa immédiatement dans le camp chrétien et l'autre vint avertir Guillaume. Guillaume s'efforça par promesses et menaces d'empêcher que cette sinistre nouvelle ne se répandît parmi les défenseurs. Il n'avertit qu'Oriante.

— La citerne, lui dit-il, contient de l'eau pour huit jours. Après cela, c'est la mort. Ainsi l'heure est venue de nous décider. Fuyons ensemble à Damas, nous y serons heureux.

Il fut atterré par la physionomie de la jeune femme qui devint tout à coup sérieuse et presque sinistre :

— Le ciel m'est témoin que pour toi je suis prête à quitter toute richesse et toute domination. Mais est-il nécessaire, si nous ne pouvons pas résister, de nous accommoder du dénuement de Damas plutôt que du partage avec les chefs chrétiens?

— Dieu, répondit-il, veut que nous perdions ce qui est aujourd'hui dans nos mains ; mais pourquoi sacrifierions-nous notre amour qu'il ne nous dispute pas et qui est le premier de nos biens?

— S'il te plaît de nous déposséder, je dis oui à tous tes caprices.

— N'accuse pas mes caprices, mais la nécessité.

— Qu'exige donc la nécessité? Où veulent en venir tes pensées secrètes ?

— Je n'ai pour toi aucune pensée secrète. Si nous restons ici, le mieux qui puisse arriver est que tu entres dans le lit de quelqu'un des vainqueurs, et que moi je voie cela.

— Tu ne me verras jamais qu'avec un cœur fidèle.

— Fuyons donc à Damas. Le plus sûr est de hasarder cette fuite.

— Je ne pourrai pas parvenir jusqu'à Damas.

— Tu seras l'étoile du désir qui guide la caravane.

— Et là-bas je ne serai plus une reine.

— Partage ma fortune, embellis mon destin, sois l'arc-en-ciel de nos jours orageux, et je nous prophétise un avenir royal. De quel air absent tu m'écoutes! Je te prends dans mes bras; laisse-moi rencontrer ton regard, et accueille dans ton cœur défiant la chaleur de mon espérance. Ne te sens-tu pas pénétrée par la force, l'élan et la surabondance de ma certitude? Ton sourire, l'accent de ta voix suffiront pour écarter les mauvaises chances. Sois maintenant toute à moi, ne te laisse pas aller à d'autres pensées.

— Mais c'est près de toi, de toi seul que je suis en ce moment, et non ailleurs.

— Cependant des larmes s'échappent de tes yeux!

— Souviens-toi de moi dans ces minutes où, pour la dernière fois peut-être, ici, nous nous étreignons... Je m'arrête, car à te caresser, je sens mes yeux se mouiller de pleurs. Va, souviens-toi qu'en t'embrassant je pleurais.

Ce soir-là, comme ils faisaient souvent, ils montèrent sur le donjon de la forteresse. C'était une de ces nuits toutes bleues, si communes en Syrie. Oriante suivait la conversation de sire Guillaume avec un faux intérêt. Son regard et son accent avaient quelque chose de machinal ; elle laissait sa main dans les mains du jeune homme, mais c'était une main inerte, et il semblait que son âme fût tournée ailleurs. Durant de longues semaines, tout en elle avait été tendresse, grâce, lumière de l'amour et parfois ardente passion ; mais maintenant le visage pâle et serré, immobile, inébranlable dans une sorte de sérénité sombre, elle se livrait à un rêve nouveau qu'elle opposait à son ami. Était-elle inquiète, fâchée, terrifiée ? C'était d'un autre ordre plus grave. On eût dit une âme décidée à faire son chemin toute seule, après avoir éprouvé le néant des amitiés et parentés dont jusqu'alors elle vivait. On eût dit un chef qui voyant l'impossibilité de faire rentrer des mutins dans l'obéissance ne s'abaisse pas en vains discours. C'était une Oriante qu'il n'avait jamais vue. Cet être d'une si prodigieuse vivacité était méconnaissable dans sa rêverie profonde. Mais s'il en souffrit, il ne s'en inquiéta pas. Avec naïveté, il mesurait combien ils s'aimaient puisqu'elle était capable de se dérober sous ce masque glacial et qu'elle s'en couvrait devant lui pour la première fois.

Soudain une haute voix retentit dans les demi-ténèbres. Un des chefs chrétiens monté sur le rocher en face de la forteresse interpellait les défenseurs :

— Vous allez périr par la soif. Livrez la ville, partagez vos trésors avec nous et allez-vous-en librement. Nous voulons vos femmes seulement, et nous ne ferons aucun mal à celles qui voudront vivre avec nous, de leur bon plaisir, en chrétiennes.

Sire Guillaume fut blessé par cette insolence, mais bien plus encore quand il vit une toute nouvelle Oriante, non plus en proie comme tout à l'heure à de mornes rêves, mais hostile et comme démoniaque et peu sûre, qui s'était dressée et agitait au-

dessus de sa tête une écharpe. Toute autre qu'elle, il l'eût précipitée au pied du donjon. Quoi! Désirait-elle être remarquée par celui qu'elle n'avait qu'à détester et à craindre? Dans la soirée, elle nia avec une prodigieuse assurance ce qu'il était bien sûr d'avoir vu. Il la crut troublée jusqu'au délire. Pouvait-elle être si différente de la haute personne raisonnable qu'il admirait depuis le début du siège! Il fut détourné d'en faire trop de réflexions par la folie générale qui envahit la forteresse, maintenant qu'on savait l'extrême péril de la situation.

« Les gens de Qalaat, dit la chronique, étaient comme ivres; ils ne comprenaient plus ce qui se disait. Leurs figures devinrent noires et ils perdirent complètement le gouvernement d'eux-mêmes, comme s'ils eussent été ballottés par les vagues de la mer. »

Sire Guillaume, fatigué des discours que cet insolent continuait de tenir sur le rocher, fit dresser en secret une pièce, et quand l'autre se présenta, une terrible arquebusade le jeta à terre, de sorte que les deux camps criaient: « Le comte d'Antioche est tué! » Hélas! le lendemain il se fit porter sur un autre rocher voisin du château, et de là, avant que l'on pût pointer de nouvelles machines, il annonça aux Musulmans qu'il était encore plein de santé, et qu'avant peu il leur prendrait leurs femmes et, eux, les ferait pendre.

Cependant plusieurs Sarrasins sur le rempart priaient les chrétiens de leur donner un peu d'eau à boire, et le plus souvent ceux-ci répondaient: « Jette-nous quelque chose qui nous plaise. » Les Sarrasins jetaient des habits, des ornements ou de l'argent, et en même temps ils descendaient au bout d'une corde un panier où les Chrétiens mettaient une jarre d'eau. Par ce moyen, il y eut des correspondances. Guillaume crut savoir que de son entourage même des relations mystérieuses avaient été engagées avec les chefs chrétiens. Sous les peines les plus dures, il interdit ces prises de contact, et ne pensa plus qu'à s'évader d'une situation désespérée.

Depuis longtemps ses dispositions étaient arrêtées dans son esprit. Un matin, il entraîna Oriante et Isabelle dans la chambre du trésor, et là, toutes portes fermées:

— Qalaat est perdu, dit-il, mais je sauverai vos personnes et le plus précieux des richesses qui sont entassées ici.

— Quoi! s'écria Oriante, en sommes-nous là? Avons-nous

épuisé toutes nos chances de lutte ? Je ne veux pas partir, s'il reste au ciel une seule étoile. Je suis résolue d'aller jusqu'au bout de notre dernière espérance.

— Il n'y a plus d'espérance que dans la fuite. Ramassez ce que vous pouvez porter d'or. Couvrez-vous, l'une et l'autre, de perles et de pierreries. Nous vivrons, mais si vous deviez périr, que vous soyez les cadavres les plus étincelants que les anges aient jamais pleurés ! Dans deux heures, je vous ferai donner le signal du départ.

Il développa son plan. Les assiégeants étaient trop peu nombreux pour occuper toutes les issues de Qalaat. En conséquence, il allait esquisser une sortie vigoureuse sur le camp des Chrétiens, afin de les ramasser tous sur le devant de la ville. Il serait repoussé, mais il tiendrait bon jusqu'aux ténèbres et rentrerait dans la forteresse, en laissant envahir une première entrée. Alors, toutes les forces ennemies s'étant engagées dans cette brèche de la résistance, il ferait sortir par une issue opposée la Sarrasine, Isabelle et une petite troupe de porteurs, puis une heure après, quasi seul, il les rejoindrait au troisième gué de l'Oronte.

Elle ne l'écoutait pas. Ses yeux, qu'il avait vus parfois remplis d'une exaltation si tendre, respiraient quelque chose de hagard et plutôt le délire que la colère.

« Elle a raison, pensa-t-il, elle m'a fait une grâce en m'aimant, et je ne sais pas lui garder son royaume. »

Mais en le pressant dans ses bras, elle lui dit :

— Merci de votre bonté, et sachez bien que jusqu'à ce que je vous revoie, je veux penser à vous sans que vous ayez nulle part, jamais, une meilleure amie.

Quand il fut sorti, ses sentiments éclatèrent. Le regard assombri et comme rendu aveugle par ses pupilles trop dilatées, les mains glacées dans les mains d'Isabelle qui la suppliait, saisie d'une sorte de vertige, toute émotion et vibration, hors d'elle-même, elle vaticinait :

— Vais-je cesser d'être Oriante ? Il faut donc fuir en courbant la tête, accepter un destin plus humble et nous ranger à la décision d'une volonté qui doute de sa puissance? Nous laisserons tomber sans étreinte notre royauté. Je vais consentir à cet amoindrissement, moi qui, rassasiée de bonheur, m'indignais jusqu'à la souffrance qu'il pût y avoir sur l'horizon des gloires

qui me fussent refusées. Je me glisserai dans les ténèbres, vers un humble refuge incertain, avec mon cœur tout enflammé d'ardeur pour la lumière et les sommets. Je serai l'un de ces cygnes salis qu'on voit piétiner loin de leur rivière natale. J'avouerai ma déchéance, j'appellerai sur mon nom la pitié au lieu de l'envie, je reconnaîtrai moi-même que je doute de ma séduction et n'ai plus foi en mes sortilèges.

« Je le veux, mais le puis-je ? Si mon amour me le commande, mon orgueil me le défend. Mon amour consent à dire « oui, » mais d'un lieu plus profond que mon amour des « non, » sourds, aveugles, obstinés, que je ne puis étouffer, veulent arrêter ma retraite et m'enchaîner à mon destin royal.

« Qu'elles s'envolaient vite, les nuits que nous passions ensemble ! Les deux crépuscules se touchaient, comme les perles d'un collier. Mais qu'ils seraient intolérables, les jours et les nuits de l'humiliation, dont les heures tomberaient goutte à goutte pour glacer nos cœurs ! »

Du dehors, mêlés à ce chant passionné, les cris du combat montaient et se rapprochaient, à chaque minute, et dans la forteresse même les hurlements des femmes couraient.

— Hâtons-nous, Oriante, dit Isabelle. Écoute ta tendresse plus que ta dure volonté. Hâte-toi ! nous allons périr.

Mais Oriante, les yeux fixes, tournés en dedans, lui répétait avec égarement :

— Tu n'as rien à craindre. Ne suis-je pas née pour désarmer l'univers ?

Elle disparut dans le harem. Isabelle, sans l'entendre, avec une rapidité fébrile, puisait à pleines mains, dans les grands coffres, des sequins, des pierreries et des perles qu'elle nouait dans des châles de l'Inde et des foulards de Perse.

Au bout de quelques minutes, Oriante revint, coiffée d'un diadème, les cheveux sur les épaules, à la fois reine et suppliante, brûlante de désespoir et de fierté. La tendre fille ne put retenir un cri d'admiration et de douleur :

— Que tu es belle, Oriante !

— N'a-t-il pas dit que nous devions être des cadavres étincelants ! Passe à ton col ces perles et à tes mains ces émeraudes, prends ce voile d'or.

— Pourquoi nous parer ainsi, ma reine ?

— Pour mes fiançailles ou ma mort.

A ce moment on frappa à la porte. C'était un homme de sire Guillaume. Guillaume, poursuivant de point en point son programme, faisait donner à la Sarrasine l'ordre de sortir sur l'heure, du côté de Damas.

Lui-même, pour qu'elle ait le temps de s'éloigner, il prolonge encore d'une heure la résistance, et soudain par la route même qu'il lui a indiquée, il se glisse hors de la forteresse et se met à sa poursuite.

Un seul domestique l'accompagne. Anxieux de retrouver sa maîtresse, Isabelle et leur petite suite, il marche en hâte dans la nuit vers le lieu fixé au troisième gué de l'Orante.

Il n'y trouve que l'eau qui bat les rochers, et l'effroyable silence du désert.

Personne! Que faire? Rentrer dans Qalaat, au milieu des envahisseurs? Oui, certes, si Oriante a été arrêtée dans sa fuite et retenue dans la forteresse. Mais peut-être en ce moment court-elle vers Damas, poussée par l'épouvante et préférant le risque d'une rencontre de hasard au risque d'une poursuite. Peut-être aussi s'est-elle égarée, et d'un instant à l'autre elle va rallier le point de rendez-vous... Il crut devenir fou, et ne retrouva ses sens que pour s'accuser d'avoir perdu par son imprévoyance celle qui se fiait à lui et que des pressentiments avaient paru avertir. Il sentit le danger passer sur sa maîtresse, comme il eût senti le regard d'un des vainqueurs se poser sur son visage nu de captive.

Un clair de lune enchanteur se leva sur les sables. Il attendit durant des heures mortelles qu'elle parût de minute en minute. Vers l'aube enfin, il fallut prendre un parti.

« Souvenir de ma mère, dit-il, inspirez-moi mon droit chemin. Où trouverai-je la vérité? »

Il pensa qu'il devait aller sur Damas, et ne voulut pas douter qu'il y rejoindrait son amie qui, sûrement, l'y avait précédé.

MAURICE BARRÈS.

(La dernière partie au prochain numéro).

UN GRAND AFRICAIN

LA VIE ET LA MORT DU GÉNÉRAL LAPERRINE

I

LES EXPLORATIONS SAHARIENNES AVANT 1900

A la fin du XIXe siècle, les Français de France et d'Algérie, même en haut lieu, considéraient le Sahara comme un séjour mystérieux et redoutable.

L'opinion n'avait point encore secoué la terreur que lui avaient inspirée les récits des drames sahariens. C'était la mission Flatters, déchiquetée à coups de sabre ou frappée de folie mortelle, après avoir goûté à l'Afahléhlé des traîtres touaregs, un empoisonnement, une boucherie; c'étaient les missions Palat et Camille Douls, dont les chefs, sur la route d'In-Salah, tombaient sous le poignard de leurs guides; c'étaient les sanglants échecs des Pères Blancs.

En vain, des hommes qui vivaient sur les lieux essayaient-ils d'en appeler au sang-froid et à la raison; en vain arguaient-ils de leurs observations et de leur expérience. Quand la mission Foureau-Lamy affronta l'espace et défia le temps, on la taxa de folie. « Moralement, elle fut quelque chose d'aussi fabuleux que l'expédition des Argonautes; matériellement, un effort presque incroyable de ténacité dans la conception, d'endurance et d'audace dans l'exécution (1). » En 1900, alors que nulle

(1) Les sources principales auxquelles nous avons puisé sont : — Rapports du général Laperrine, juin 1917, avril 1919, juillet 1919. — Rapport du général Lucotte, novembre 1920. — Rapport du sous-lieutenant Bellot, janvier 1919. — Le

nouvelle ne parvenait d'elle, on n'osait dire qu'elle était perdue, anéantie, engloutie elle aussi par le gouffre mystérieux. « Mais à aucun prix, on n'aurait envoyé soit sur ses traces, soit au-devant d'elle, le moindre détachement de reconnaissance. »

Pourtant, depuis 1894, il existait dans l'Extrême-Sud algérien des troupes que l'on avait créées tout spécialement pour les adapter à des conditions de vie et de mouvement qui n'avaient nulle part ailleurs leurs équivalentes. C'étaient, d'une part, les tirailleurs sahariens, une troupe à pied, de l'autre, les spahis sahariens, montés à mehari. Il importait de coordonner leurs efforts, d'harmoniser leurs gestes, et cette création eût été parfaite. Elle fut victime des mots : puisqu'un tirailleur était un fantassin, il fut rattaché à l'infanterie dont on lui attribua le mode de recrutement, la composition, l'armement, et dont on lui imposa la manœuvre ; et on rattacha à la cavalerie le spahi saharien, parce qu'il était monté à mehari et, qu'après tout, le dromadaire est, comme le cheval, un quadrupède. Les conséquences, dès lors, apparaissaient : il ne pouvait y avoir aucune collaboration, aucune concordance, ni dans les vues, ni dans les opérations de ces deux éléments totalement différents; ils devinrent étrangers l'un à l'autre, parfois antagonistes.

Pourtant, les uns et les autres brûlaient de se signaler. Les chefs qui recevaient un commandement dans l'Extrême-Sud algérien étaient avides « de faire quelque chose, de marcher, de courir les aventures. » Mais les sphères supérieures voulaient seulement avoir l'air d'agir, alors qu'elles s'en gardaient soigneusement par peur de ces aventures dont se montraient friands les officiers des troupes sahariennes.

Aussi, pendant six années, les opérations des tirailleurs s'étaient-elles bornées à faire des « sur place, » après qu'ils eurent occupé deux constructions, Miribel et Inifel, face au Tidikelt. Pompeusement, les autorités supérieures avaient dénommé « forts » ces bâtisses. Dans la réalité, ces « forts » commandaient respectivement les puits de Chebbaba et de Sidi

commandant Rolland (Reconnaissance en avion du Hoggar). — Rapports de l'adjudant-pilote Bernard et du mécanicien Vaslin, avril 1920. — Rapports du capitaine Dupommier, du lieutenant Pruvost, mai 1920. — Adjudant Lehuraux : *L'annexe d'In-Salah*. — *Historique de la Compagnie Saharienne du Tidikelt* (Lavauzelle, édit.). — Correspondances privées : Commandants Fournier, Rolland, Sigonney, adjudant Caussanel, adjudant Poivre. — Les passages entre guillemets sont empruntés à des correspondances privées.

Abdelhakem, et les alentours de ces puits, aussi loin que portaient les fusils des tirailleurs. Au delà, le vaste bled restait ouvert aux nomades et aux pillards.

Les spahis, leurs frères ennemis, jouissaient-ils d'un traitement plus favorable, et, pourvus de montures, pouvaient-ils se donner de l'air? Leur sort était semblable, et semblable leur inaction. L'escadron restait confiné, face au Gourara et au Touat, dans un « fort » de même farine, nommé Mac Mahon, qui commandait le puits de El-Homeur. Cependant, des soldats habitaient les gourbis contigus, et les mehara étaient autorisés, par nécessité, à aller pâturer dans le voisinage, mais le plus près possible du fort. Les pillards n'étaient-ils point à redouter? Et, de fait, en 1898, un djich de quelques hommes enleva les mehara à quelques kilomètres du fort et les emmena sans être inquiété.

Ainsi, aux portes du Sahara, vers l'année 1900, la France marquait le pas. Des missions scientifiques s'enfonçaient dans le désert; l'autorité militaire restait figée. Lorsqu'elle se décidait à un effort, elle s'y dépensait sans méthode, sans continuité, sans persévérance, spasmodiquement, pourrait-on dire. Un de ces efforts la conduisit, à la suite de la mission Flamand, à mille kilomètres d'Alger, à In-Salah, où le capitaine Pein s'installa après de vigoureux combats; le Gourara, le Touat et la Saoura subirent notre occupation. Mais l'autorité militaire était à bout de souffle et à bout d'argent. Deux ans après, les officiers chargés de purger et de pacifier ces vastes territoires étaient contraints à « rester enfermés, moralement assiégés dans leurs casbahs, avec défense d'en sortir sous aucun prétexte, n'en ayant d'ailleurs pas les moyens, et ne sachant rien de ce qui se passait au delà de leur champ visuel. » Un fait entre dix : une harka de deux à trois mille hommes vint, un beau matin, attaquer la casbah de Timimoun. Elle avait pénétré au milieu de la cour avant que personne, « dans son champ visuel, » l'eût aperçue, sans que personne eût pu, d'un autre point, signaler son existence.

Cette confusion, ces piétinements, ces demi-mesures allaient-ils prendre fin?

LE COMMANDANT LAPERRINE

En 1900, deux officiers, voyageant de conserve dans le Sud-Algérien, lièrent conversation. L'un d'eux, le lieutenant Four-

nier, continuateur éminent du commandant Laperrine, était affecté aux tirailleurs sahariens, qui devaient, mettant à profit la prise d'In-Salah par la mission Flamand-Pein, procéder à l'occupation des oasis, conjointement avec l'escadron des spahis sahariens que rejoignait, sur sa demande, le second officier. Ce dernier, un lieutenant, venait des spahis soudanais où, maréchal des logis, il avait inscrit glorieusement son nom sur une page émouvante de notre histoire coloniale, aux côtés du lieutenant de Chevigné, mort dans le combat; le lieutenant-colonel Baratier, dans ses *Épopées africaines*, a célébré ce fait d'armes héroïque. Tous les deux s'interrogèrent familièrement sur les motifs qui les amenaient vers ces régions qui n'offraient d'autre attrait que celui de l'inconnu. « Lorsque j'ai formulé ma demande, dit simplement l'officier de spahis, le lieutenant de Libran, c'était en 1898; le capitaine Laperrine était capitaine en second, depuis le 6 novembre 1897, du 1er escadron de spahis sahariens. C'est pour avoir l'honneur et la bonne fortune de commander sous ses ordres que j'ai choisi le Sahara. Depuis, le capitaine Laperrine est devenu chef d'escadron au 7e régiment de chasseurs. Mais on s'apercevra bien vite qu'il est, pour le Sahara, l'homme qu'il faut, le seul homme qu'il faille; on l'y rappellera. » Et comme l'officier de tirailleurs s'étonnait de tant de robuste confiance et d'une foi aussi vive, le lieutenant de Libran, complaisamment, précisa ses dires : il avait servi aux spahis soudanais, sous Laperrine, qui en était alors capitaine commandant. Ce capitaine incomparable avait su donner à ses cavaliers noirs « une solidité, un esprit, un mordant, » qui, dans l'affaire où avait péri le lieutenant de Chevigné, les avaient égalés à la cavalerie du premier Empire.

Quelle était sous cet enthousiasme la part de la vérité? Le capitaine Laperrine méritait-il de se détacher ainsi, en haut relief, du groupe de ces officiers coloniaux légitimement orgueilleux et fiers de leur rôle, et capables, tous, d'abnégation, d'initiative intelligente et d'héroïsme? N'y avait-il pas là seulement une de ces irrésistibles sympathies qui attachent un soldat à un autre soldat sans considération de grade et qui les soudent l'un à l'autre, à la vie, à la mort? Le capitaine Laperrine était-il plus qu'un capitaine, plus qu'un chef? Successivement sous-lieutenant au 4e régiment de chasseurs d'Afrique, lieutenant de spahis, lieutenant à l'escadron du Sénégal, capitaine de dragons, capi-

taine aux spahis soudanais, le capitaine Laperrine était-il mieux qu'un cavalier de race? Avait-il acquis une maîtrise hors de pair, non seulement dans le maniement de ses hommes, mais encore dans le maniement des indigènes des tribus insoumises, sur les confins tunisiens, au Sénégal, au Haut-Fleuve, au Soudan, au Sahara, où il avait poussé une reconnaissance en pays touareg, une autre jusqu'à Taodeni? Avait-il été plus qu'un brave dans dix combats à Ouallia, à Nio Gourera, à Yourli, à Diena, à Diaman, à Koufoulane, en 1890 et en 1891? Certes, chevalier de la Légion d'honneur dès le 5 avril 1892, le capitaine Laperrine avait obtenu une magnifique citation le 16 mars 1896 à l'ordre du jour des troupes de l'Afrique occidentale française : « A fait preuve, au combat d'Akren-Akren, de la savante audace qui était nécessaire pour mener à bonne fin une entreprise délicate, à la tête d'une troupe de faible effectif, loin de son soutien d'infanterie et de sa base d'opérations; a su obtenir de sa troupe l'effort que réclamait la situation en prenant ses dispositions tactiques avec un remarquable à-propos et menant l'attaque avec une rare énergie. » Qui n'aurait aimé à collaborer avec un chef qui témoignait de qualités aussi variées que rares?

Ainsi que l'avait prévu le lieutenant de Libran, le capitaine Laperrine fut rappelé au Sahara. Le 6 juillet 1901, il était, comme chef d'escadron, nommé commandant supérieur des oasis sahariennes. Or, voici ce qu'écrit un officier arrivé en 1904 au Sahara : « Le professeur Gauthier, de l'École des lettres d'Alger, allait en mission scientifique et partait pour traverser le Sahara, pour ainsi dire, la canne sous le bras. Il n'avait, pour l'accompagner, qu'un petit groupe de méharistes, chargés d'aller prendre contact avec un détachement semblable de l'Afrique occidentale, en un point convenu d'avance. M. Gauthier devait être passé à ce dernier détachement. Bien mieux, ce groupe de l'Afrique occidentale française étant en retard et celui d'Algérie ne pouvant attendre à cause de l'épuisement de ses provisions, M. Gauthier était laissé en dépôt pendant une ou deux semaines, je crois bien, à une fraction de ces terribles Touareg. Il fut remis à l'Afrique occidentale française en parfait état!... » Le commandant Laperrine était venu et avait travaillé.

En effet, en mars 1902, le commandant, après de nombreux comptes rendus, avait définitivement condamné, dans un rapport, toutes les anomalies de l'organisation militaire saharienne.

La loi de finances du 30 mars et le décret du 1er août créèrent les compagnies des oasis; et, dès octobre, avant même qu'elles fussent intégralement constituées, le fantôme des Touareg était, si l'on peut dire, pris corps à corps; sous la rude étreinte, il apparaissait quelque peu inconsistant et semblait s'évanouir. Sous l'impulsion du capitaine Cauvet, chef de l'annexe d'In-Salah, les lieutenants Cotteret et Guillo-Lohan avaient porté en octobre-décembre 1902 deux coups terribles et qu'on aurait pu estimer décisifs; on peut les considérer comme « le baptême saharien de la Compagnie du Tidikelt. » Mais il importait d'en tirer profit, de les exploiter, d'en extraire tous les avantages; ils fussent demeurés isolés et improductifs si un homme n'eût pas apporté de la continuité dans les vues, de l'esprit d'initiative dans l'utilisation des forces sahariennes, une méthode, un corps de doctrine. Cet homme, c'est le commandant Laperrine.

L'ORGANISATION DES COMPAGNIES SAHARIENNES

Le commandant avait-il conçu lui-même les idées dont il se fit l'apôtre? La mise en œuvre est totalement sienne. C'est à la réunion des deux éléments, les tirailleurs et les spahis, à l'utilisation des qualités des uns et des autres, à leur coordination, à leur amalgame, que nous devons la conquête effective du Sahara; c'est à l'intelligente ténacité du commandant que nous devons la disparition de cet épouvantail saharien devant lequel nous étions restés hypnotisés et inertes pendant trente-cinq années.

Qu'est-ce donc que ces compagnies sahariennes qui ont accompli la tâche si vaste de « faire respecter les clauses des traités ou conventions imposés aux fractions conquises, mais tout nouvellement soumises et encore turbulentes, et de donner à nos sujets la protection qui leur était due contre les menaces permanentes des redoutables bandes insoumises? »

Tout d'abord, les spahis et les tirailleurs deviennent, après fusion, des « goumiers militaires » que des éliminations successives débarrassent des éléments douteux ou mauvais, jusqu'au moment où il ne reste plus dans les compagnies sahariennes que des sujets originaires des tribus nomades habituées, par atavisme, à vivre de ce qu'on peut trouver dans le Sahara ou de ce qui peut y être facilement apporté.

De là découle une seconde idée; à l'ancienne théorie « qu'il faut vivre sur le pays, » le commandant Laperrine substituera la théorie nouvelle qu'il faut vivre dans le pays. La première théorie était née d'une décision désinvolte d'un sous-intendant qui s'était montré fort empressé à fuir ces régions où il jugeait qu'il était si simple de vivre, mais, sans doute « pour les autres. » Or, les habitants de ces contrées tiraient leurs seules ressources de celles que leur fournissaient nos soldats; la viande dont ils se nourrissaient était prélevée sur les cadavres des chameaux que nos colonnes abandonnaient; de céréales, la pénurie était telle que les Gouraris venaient recueillir l'orge non mâchée et non digérée dans le crottin de nos chevaux.

Voici de quelle façon le commandant appliqua la seconde théorie. Ces nomades, il les invita à vivre exactement comme ils vivaient dans leurs tribus, en familles. Rien des troupes régulières, rien même des smalas des premiers spahis algériens. Le Saharien reste son maître, et, en dehors du service, l'autorité n'intervient jamais dans ses affaires. Il n'a rien à regretter, rien à envier. D'ailleurs, s'il est entré à la compagnie volontairement, il lui est loisible, au cas où telle serait sa fantaisie, d'en sortir.

Car cette compagnie où il est enrôlé comme fantassin de 3e classe, il n'y est que commissionné. Si le cœur lui en dit, s'il est repris de cette éternelle agitation qui caractérise les nomades, le bled lui est ouvert, à cet irrégulier qui n'aime pas les engagements à long terme, les échéances fixes et rigoureuses, qui éprouve pour eux « autant de répugnance que pour coucher sous un toit entre quatre murs; il se sent en prison. » Mais, réciproquement, « s'il apparaît incapable ou indésireux de s'adapter à la discipline, s'il ne donne pas satisfaction, il se peut qu'il soit licencié du jour au lendemain. » Ce licenciement sans formalité ni délai est préférable à l'accumulation des punitions qui pourraient conduire notre Saharien à Biribi. Il laisse toute liberté à l'autorité militaire et au soldat commissionné. Par ce procédé qui, peut-être, traduit l'idée la plus ingénieuse de l'organisation des compagnies sahariennes, le personnel, en très peu de temps, fut un personnel « de choix, » parmi lequel « les cas d'indiscipline étaient extrêmement rares. »

La vie qu'on offre au Saharien est séduisante. Sa conduite,

ses aptitudes, ses actions d'éclat lui permettent d'être nommé méhariste de deuxième et de première classe, brigadier et sous-officier. En attendant, il est assuré de vivre. La compagnie saharienne forme un élément autonome et est « constituée en coopérative avant la lettre. » C'est de cette façon qu'elle pourra faire vivre les Sahariens dans le pays. La compagnie achète dans le commerce en passant des marchés avec les fournisseurs qui sont tenus de livrer dans des endroits fixés par contrat ; la compagnie cède à son personnel au prix de revient. Au centre de chaque groupe est ainsi constitué un stock d'approvisionnements à l'aide duquel, chaque mois, sont ravitaillés les détachements; un comptable impute à chaque homme sa ration dont il déduit le montant sur la solde du mois en cours. Et notre Saharien, dont la nourriture carnée est fournie par les animaux tués à la chasse ou par la viande de chameau, a droit à 15 kilos de farine, 2 kilos de beurre, 2 ou 5 kilos de sucre, une livre ou un kilo de thé, 2 kilos de vermicelle et autant de riz ; du savon et des bougies quand il y en a, du café dont il prend d'ailleurs rarement. La vie matérielle est donc assurée et, apparemment, dans les meilleures conditions, surtout pour les transports, car les transporteurs sont souvent les frères ou les parents des Sahariens eux-mêmes.

La compagnie ne manque de rien. Elle est approvisionnée en burnous, en chéchias, en couvertures, en gandourahs; elle vend ces ceintures en laine rouge que le Saharien enroule autour de ses reins et porte en croix sur le corps et qui le sacrent militaire, soldat de France.

Toutes les acquisitions en vivres et en vêtements auxquelles procède le Saharien sont inscrites sur le livret de solde dont il est détenteur. Mais d'autres acquisitions viennent s'y ajouter, car l'homme est tenu aussi de se pourvoir complètement, excepté en armes et en munitions. L'achat de son équipement et celui de ses montures lui incombe. « C'était là un excellent principe, car l'homme avait soin de tout. » On pourrait objecter que le prix finissait par être élevé et par excéder ses moyens. Mais la compagnie consentait à avancer l'argent nécessaire, qu'elle récupérait par fractions sur la solde mensuelle. De cette façon, le Saharien pouvait procéder à l'achat des deux mehara que l'on exigeait de lui. Pendant que l'un des mehari était en reconnaissance ou en état d'y partir au premier signal, l'autre

restait au repos dans un pâturage où toutes les deuxièmes montures d'un groupe se trouvaient réunies sous la garde d'un détachement. De cette façon, les animaux, vivant des plantes du pays, ne coûtaient presque rien ; de plus, l'alternance des montures permettait d'avoir toujours l'effectif complet, prêt à toute éventualité. Quant au mehari en état de mobilisation, si l'on peut dire, il servait à transporter vivres, bagages personnels, provision d'eau, et le méhariste lui-même, qui devait penser à tout et ne compter que sur ses propres ressources. « Pour l'eau comme pour tout le reste, c'était chacun pour soi. » Mais, ainsi munie et formée, la compagnie était vite sur le pied de guerre ; sa mobilité était extrême ; elle pouvait battre perpétuellement le pays et y traquer les pillards ; au besoin, elle allait harceler l'ennemi sur son propre territoire et briser dans l'œuf ses tentatives de rezzous.

Était-il besoin pour amener la compagnie à ce degré d'entraînement d'une longue instruction? Non, pourvu que cette instruction fût celle qui convenait. « Les hommes recevaient une instruction très sommaire. » A aucun moment, on ne cultiva le « défilé, » gloire des instructeurs militaires ; et peut-être ne serait-il point audacieux d'affirmer que les Sahariens ne savaient point marcher au pas. L'instruction se réduisit à la connaissance de l'arme attribuée à chaque homme, un mousqueton 1892 avec sabre-baïonnette, au tir, et à quelques mouvements rudimentaires exécutés par groupes de dix à vingt hommes. On la compléta en apprenant aux soldats les procédés les plus efficaces pour venir à bout des diverses peuplades auxquelles ils auraient à se heurter, et dont chacune pratiquait le combat à sa façon. « Le commandant Laperrine les avait à peu près toutes vues, tant dans sa vie soudanaise que dans sa vie saharienne. »

Ce qu'il importait surtout de développer chez le Saharien, c'était l'aptitude à la marche, de façon à ce qu'il acquît une résistance pour ainsi dire indéfinie. « On peut presque dire que la victoire est à celui qui marche le plus longtemps, et la définition est à peine exagérée qui appelle un méhariste : « un homme à pied qui tire un chameau par la figure. » Le commandant Laperrine, particulièrement instruit des gens et des choses du Sahara, et qui avait le plus souvent recruté ses méharistes dans la tribu des Chaambas d'Ouargla, sut développer et

accroître leurs qualités natives par un mouvement incessant de reconnaissances à longue portée qui duraient couramment de six à huit mois et remplissaient parfois une année.

Ces quelques centaines d'hommes, disciplinés, cohérents, prêts à accomplir tout ce qu'on voudrait exiger d'eux, il fallait les encadrer fortement, leur donner des chefs éprouvés et en qui ils pussent avoir une absolue confiance. Le commandant Laperrine fit appel à des volontaires gradés des corps stationnés dans le Tell, âgés de vingt et un ans au moins, et comptant dix-huit mois de service. Dur sacrifice : ils devaient rendre leurs galons. Et pourtant, les volontaires abondèrent ; le choix parmi eux fut facile et particulièrement heureux, puisque l'on y trouva très rarement de fortes têtes. C'étaient sans doute des jeunes gens avides d'action et de risques, car les avantages matériels et pécuniaires qu'on leur offrait étaient faibles « en comparaison de l'exil consenti par eux pendant six années au moins. » Au bout de ces six années, ils devaient avoir obtenu le grade de sergent ou de maréchal des logis et avoir réussi à être proposés deux fois pour le grade d'adjudant ; ce dernier grade leur était alors conféré dans un corps de leur ancienne arme stationné en France ou dans le Tell.

Ces simples soldats, ces brigadiers, ces sous-officiers, une quarantaine environ par compagnie, à l'école du commandant Laperrine, à l'école des officiers qui s'inspiraient fidèlement de ses principes directeurs, devinrent très rapidement des modèles d'endurance ; bien mieux, des modèles d'initiative. N'est-ce point là la qualité que le commandant Laperrine prisait par-dessus toutes ? Écoutons-le : « De l'activité, beaucoup d'activité et d'initiative. J'aime mieux un chef qui se trompe qu'un paresseux ou un timoré qui ne commet jamais de fautes parce qu'il attend des instructions et n'ose rien... » Que de fois, un simple brigadier, chef de patrouille, s'est trouvé acculé à des situations où sa troupe et lui-même coururent un mortel danger, et où il a su prendre des décisions, combiner des ordres et des mesures devant lesquels eût hésité et pâli un officier supérieur, ankylosé dans le nirvâna du temps de paix !

Est-il besoin d'apprécier les officiers qui surent commander à de tels éléments ? Leur ardeur à endosser de lourdes responsabilités, leur sûreté de vues, leur allant, leur audace faite de sang-froid et d'aptitude à juger les événements et les hommes,

leur esprit d'abnégation et de sacrifice, les ont mis hors de pair. Les compagnies sahariennes étaient commandées par un capitaine, les groupes par un lieutenant; ces officiers, qui devaient être des chefs militaires, devaient témoigner aussi des qualités d'un administrateur; le capitaine, en même temps chef d'annexe, répondait de la bonne marche des services de ravitaillement et de comptabilité. Un nombre infime de ces officiers ne s'est pas montré supérieur à leur tâche.

Pourtant, la tâche était rude. Il est aisé d'en juger par celle qui fut attribuée, entre 1902 et 1916, à la compagnie saharienne du Tidikelt, « élément-type des troupes sahariennes; » avec un effectif, arrêté en octobre 1902, de six officiers, trente-six hommes de troupe français et deux cent quatre-vingts hommes de troupe indigènes, elle dut assurer la police d'un territoire immense. La portion centrale était concentrée à In-Salah. Le reste du contingent était réparti en trois groupes autonomes; un groupe rayonnait aux abords immédiats d'In-Salah; c'était le groupe du Bas-Touat ou d'Aoulef; son action s'étendait vers le Sud-Ouest en liaison avec la Compagnie du Touat Gourara; un deuxième groupe surveillait le Fort Motylinski, la région montagneuse du Hoggar et assurait la liaison avec les tirailleurs soudanais; il descendit plus tard, à mesure que la conquête s'élargissait en tache d'huile, jusqu'à Tombouctou, Agadès et Kidal; un troisième groupe de Fort-Polignac, dans la région Azger, assurait la police d'un vaste territoire, tendait la main au Sud au groupe du Hoggar, protégeait à l'Est la frontière, remontait au Nord jusqu'au Sud tunisien, enfin, vers l'Ouest, conjuguait son action avec celle de la compagnie d'Ouargla, lorsqu'elle fut créée, c'est-à-dire, seulement le 5 septembre 1914. Certes, à mesure que le cercle s'agrandissait, augmentaient quelque peu les effectifs; un décret du 14 janvier 1908 porte le nombre des hommes à quatre cents, dont quarante-quatre Français. Mais, qui ne sent que pareille tâche eût été impossible si le commandant Laperrine n'avait su imaginer les facteurs très simples, sans doute, mais extraordinairement efficaces, à la fois matériels et moraux, qui ont été les agents d'un succès décisif? Il n'a point suffi de les trouver; il a fallu les employer; ne faut-il pas ajouter : il a fallu les faire accepter? Il a été l'initiateur; il a été aussi l'animateur, car il a toujours payé de sa personne; il a donné l'exemple de l'endu-

rance, de l'audace, au cours de reconnaissances comme celle sur Taodenni en 1906, et d'une témérité qu'il a fini par payer de sa vie. Grâce à lui, « l'esprit d'entreprise dans la conception, d'énergie dans l'exécution, de ténacité et d'endurance dans les mauvais moments, assurèrent bientôt aux Sahariens une supériorité, un prestige absolus dans tout le Sahara et jusqu'aux portes du Soudan. »

LES PREMIERS ESSAIS DE PÉNÉTRATION

Il n'apparaît point nécessaire de relater les faits et gestes, les incessantes randonnées poussées souvent à plus de mille kilomètres, les prouesses hardies des compagnies sahariennes pendant la période qui s'étend du 6 juillet 1901 au 8 novembre 1910, date à laquelle le commandant Laperrine, devenu successivement lieutenant-colonel en décembre 1904 et colonel trois ans après, dans le poste où s'affirmait de jour en jour sa maîtrise, fut désigné pour commander le 18e régiment de chasseurs à cheval à Lunéville. Il suffit de noter que, même après son départ pour la France, c'est son esprit qui présida à la pacification du Sahara parce que c'est vraiment lui seul qui « avait posé les principes qui font école en matière de police et de conquête saharienne. »

Au reste, pour appliquer ses principes, il avait tenu à avoir les mains libres. Le 4 novembre 1903, il avait demandé l'organisation des oasis en commune indigène; et un arrêté du gouverneur général de l'Algérie en date du 1er janvier 1904 avait accordé cette franchise qui fut transformée en autonomie administrative par un décret du 10 avril 1907.

C'est parce qu'il s'est penché vers les indigènes qu'il a pu mener son œuvre à bien. Il tenait plus à les séduire qu'à les écraser; il savait qu'avec eux, jamais un écrasement n'est définitif: il connaissait à fond leurs âmes; il s'était appliqué à pénétrer ces visages solennels, graves, impassibles et à y dissiper les brumes; s'il avait relevé dans leur caractère les aptitudes aux contradictions les plus étranges, il n'en voulait retenir qu'un trait, la tendance sympathique; c'est cette sympathie qu'il éveillerait, qu'il rassurerait, qu'il conquerrait, qu'il fixerait, pour qu'elle cessât d'être mobile comme la dune mouvante du désert saharien que le vent insensiblement déplace. A ces

assoiffés d'indépendance, il en laisserait l'illusion ; ils seraient indépendants et maîtres d'eux-mêmes, à nos côtés, pourvu qu'ils fussent les loyaux amis de la France.

Mais pour y parvenir, que de doigté, que de tact, que de diplomatie il fallut apporter dans les négociations ! Le récit des manœuvres employées pour rallier à notre cause l'instigateur du parti de la paix, le chef des « Jeunes Touareg » Houssa ag Amastane, en fournira un exemple typique. Les avances de Moussa étaient fréquentes, mais sans franchise ; pourtant, au commencement de 1903, une députation de Touareg vint à In-Salah apporter les protestations de dévouement de Moussa. Sur la proposition du capitaine Cauvet, le commandant Laperrine éleva Moussa au rang d'Amenonkal officiel des Touareg Ahaggar en remplacement d'Attici, instigateur du massacre de la mission Flatters, et notre ennemi irréductible. Mais les Touareg restaient méfiants ; allait-on s'armer de patience et attendre ou redoubler d'ingéniosité et les attirer? Le commandant Laperrine résolut de donner d'abord l'impression de notre force ; une colonne partie d'In-Salah, sous les ordres du lieutenant Besset, poursuivit et repoussa jusqu'au cinquième degré de longitude Est, au plus fort de l'été de 1903, les Touareg Ajjer qui avaient razzié des nomades et attaqué et pillé une caravane venant d'In-Salah. Les Touareg, effrayés de l'apparition des troupes françaises dans les territoires qu'ils avaient jusque-là parcourus impunément, prièrent Moussa ag Amastane de s'entremettre auprès du commandant en leur faveur et de déclarer qu'ils n'avaient point participé aux rezzous dont on leur imputait la responsabilité. Le moment était venu de sonder à nouveau Moussa ag Amastane. Mais il se tenait coi. Sa grandeur allait-elle longtemps encore l'attacher au rivage ? Ce rivage, le commandant Laperrine allait-il essayer d'y aborder ? Il s'y décida, mais par personne interposée.

Le Caïd El Hadj Ahmed ben Mohamed Bilou, de la tribu des Ahl Azzi, rivalisait d'avances et de témoignages de loyalisme vis à vis des Français avec Si Mouley Omar ben Mouley Louatik, Caïd d'Akablé qui, en relation avec les Touareg, nous renseignait sur leurs dispositions. L'émulation des deux chefs à nous servir avait provoqué entre eux une rivalité sourde ; il s'agissait pour nous de ne point l'exaspérer : une haine jalouse eût pu, à notre dam, les précipiter l'un contre l'autre. Omar ben Mouley

Louatik fut donc comblé de prévenances. Mais, comme les riches Ahl Azzi semblaient plus particulièrement en faveur auprès des Touareg de Moussa Ag Amastane, c'est à Bilou, leur chef, qu'on aurait, pour cette fois, recours... En effet, le chef Targui adressait à Bilou des lettres dans lesquelles ses protestations d'amitié pour les Français devenaient de jour en jour plus chaleureuses. En mai 1903, Moussa exprima le désir de faire la connaissance de Bilou. Celui-ci, fort adroitement, « cuisina » le porteur de la lettre : le but de Moussa était de se renseigner sur l'administration française et sur sa manière de procéder avec les indigènes. Quelle joie pour Bilou, quel orgueil il en conçut ; Omar ben Mouley Louatik « était distancé ! » Bilou « tenait la corde ! »

Bilou, muni de nos lettres de créance, se rendit donc en juin 1903 aux campements de Moussa. L'un et l'autre se gardèrent bien de trahir les motifs de leur rencontre ; Moussa n'était pas sûr de ses sujets, si peu sûr que Bilou dut négocier avec lui pendant plusieurs mois, et qu'il résolut d'accompagner Moussa parmi les plus irréductibles d'entre eux. Entreprise téméraire ; Bilou y risquait sa tête. « J'ai fait le sacrifice de ma vie, disait-il, pour réussir dans l'affaire qui nous concerne, et s'il plaît à Dieu, nos efforts seront couronnés de succès, à moins que la mort ne vienne me surprendre avant d'avoir terminé mon œuvre. » De fait, Moussa eut peine à sauver la vie de son Mentor. Mais les Touareg Ajjer restèrent réfractaires. Bilou se fit alors plus pressant ; pourquoi Moussa ne se résolvait-il pas à venir à In-Salah apporter sa soumission ? Il arracha enfin le consentement, rassembla autour de Moussa une escorte de quatre-vingts Touareg, — Moussa tenait beaucoup à une imposante escorte ; — en février 1904, Moussa entrait à In-Salah, et se soumettait solennellement ; des fêtes grandioses furent données en son honneur, dont la renommée porta l'écho dans tout le Sahara ; les jours de tranquillité et de paix étaient venus.

Le rôle de Bilou était joué ; qui se refuserait à admirer quelle merveilleuse influence la politique « d'apprivoisement » du commandant Laperrine avait dû exercer sur l'âme des chefs indigènes pour que nous eussions pu susciter en eux tant de dévouement et un pareil esprit de sacrifice ? Le rôle du commandant Laperrine commençait ; il pouvait, à présent, se pencher vers Moussa ag Amastane. Au cours d'une tournée

d'inspection, il fit dévier son itinéraire vers Tin-Zaouten, où on lui avait signalé la présence de Moussa, mais quand il y parvint le 24 avril 1904, Moussa avait quitté le pays depuis plus d'un mois; Moussa se dérobait; il expédiait courriers sur courriers, s'excusant, accumulant les prétextes spécieux; mais il ne vint pas. Le commandant Laperrine dut se résigner à ne point recevoir sa visite et son hommage. « Le commandant militaire attribuait cette réserve à la grande dispersion des Ahaggar, qui empêchait Moussa, orgueilleux et très fier, de se présenter avec une escorte imposante et digne de lui; il la mettait aussi sur le compte de la santé de Moussa, qui, dans ses lettres, signalait qu'il était très malade et dans l'impossibilité absolue de supporter les fatigues d'une route. Le commandant militaire ne prit pas ombrage de cette petite incorrection, car elle était atténuée par l'attitude respectueuse et craintive de tous les Touareg rencontrés et des envoyés de Moussa en particulier. » Combien de chefs eussent montré une telle longanimité? Combien eussent usé de rigueur vis-à-vis de Moussa! Le commandant Laperrine sut se contenir et temporiser; le temps, disent les Italiens, est un galant homme; le commandant l'était avec ceux vis-à-vis desquels il lui était utile ou il lui plaisait de l'être.

D'ailleurs, le commandant Laperrine caressait un projet dont l'exécution amènerait à la fin les derniers insoumis à résipiscence. Ce Sahara, à peu près aussi étendu que l'Europe, il avait conçu l'idée, autant que faire se pouvait, de l'entourer d'un réseau à mailles si serrées que, las de s'y débattre, ses habitants finiraient par solliciter d'en être affranchis. Le commandant voyait loin et voyait grand. Il s'agissait de coordonner les efforts de toutes les troupes de nos colonies qui bordaient le désert saharien, de façon à ce que, rejetées de l'une sur l'autre, harcelées, vouées aux contre-attaques et aux représailles, les tribus dissidentes fussent contraintes à déposer les armes et à solliciter l'aman. Dès sa prise de commandement, il le tenta. Il n'y devait parvenir définitivement que lorsque, pendant la Grande Guerre, il fut rappelé du front de France sur le front saharien, parce qu'on avait compris qu'il était à ce moment la personnalité qui s'imposait et qui avait droit à ce que s'imposât une de ses idées directrices.

Elle pouvait s'exprimer en quelques mots : la mesure indispensable à la soumission du Sahara était la communauté d'ac-

tion des troupes du Sahara et des troupes du Soudan. En 1903, une telle proposition frisait l'impertinence; elle était attentatoire aux principes administratifs les plus sacrés; nos administrations métropolitaines s'ignorent, se claquemurent farouchement dans leurs attributions et dans leurs prérogatives et veillent jalousement à ce que reste absolue l'étanchéité des cloisons qui les séparent. Pourquoi nos colonies africaines se seraient-elles comportées autrement? Elles modelaient leurs traits sur le visage auguste de la mère-patrie.

Le commandant Laperrine, ce paladin, tenta de rompre en visière à toutes les traditions, à toutes les routines, à toutes les hérésies dont la France saharienne souffrait, dont elle aurait pu mourir. En mars 1904, il se mit en route pour accomplir une tournée d'inspection dans le Sud de l'annexe du Tidikelt, afin d'aller s'assurer par lui-même de la sincérité et de l'étendue des soumissions des tribus touareg. C'est du moins ce qu'il avait déclaré; et, comme pour confirmer ses déclarations, le R. P. de Foucauld, cet autre grand Saharien avec qui il entretenait depuis longtemps des relations très cordiales, se joignit à l'expédition pour compléter sur place ses connaissances dans la langue tomaheg et installer au Hoggar une infirmerie auxiliaire; et l'Observatoire d'Alger avait délégué un de ses fonctionnaires, M. Villate. Le but de l'expédition semblait donc précis et nettement délimité. En réalité, le commandant Laperrine « avait l'intention de se rendre à Tombouctou pour s'y rencontrer avec le lieutenant-colonel commandant le premier territoire de l'Afrique occidentale française, et couper court ainsi aux bruits tendancieux qui représentaient les Français du Soudan et ceux de l'Algérie comme des frères ennemis en hostilité ouverte. » L'excellent commandant eût voulu voir ces frères se jeter dans les bras les uns des autres et ne desserrer l'étreinte qu'au moment où serait acquise la certitude que leur union durerait éternellement. Mais il avait compté sans son hôte, et le baiser ne fut même pas un baiser Lamourette.

A Timiaiouin, la reconnaissance dirigée par le commandant Laperrine se heurta à un détachement de Soudanais. Au moment où, sans doute, le commandant ouvrait ses bras, le capitaine, la main tendue à distance, lui présenta le texte des ordres que lui avait donnés le lieutenant-colonel du premier territoire soudanais : l'entrée de l'Adrar était interdite aux détachements

algériens. En vain, le commandant demanda à pousser jusqu'à Tombouctou pour s'y ravitailler; en vain, il indiqua qu'il avait convoqué à Tessalit les chefs Ifor'as et qu'il ne pouvait manquer au rendez-vous et à la parole donnée; le capitaine se retrancha derrière les instructions; elles étaient formelles et péremptoires. Le commandant s'inclina; il n'aimait que modérément les conflits, mais quand il prit le chemin de Tin-Zaouten, son escorte dut entendre des éclats de voix et des propos exempts de douceur et d'aménité.

Quatre ans plus tard, les conceptions du colonel Laperrine ayant fait lentement leur chemin, finirent par apparaître excellentes. Le colonel, escorté par un groupe que commandait le lieutenant Sigonney, un des plus dignes et des plus fervents parmi ceux qui se réclament de lui, se rendait à la fin d'avril 1908 en pays Ajjer pour y déterminer l'emplacement du bordj de Fort-Polignac. La reconnaissance se prolongea et, le 30 juin, elle parvenait à Tarahouhaout; le colonel jugea que l'endroit était favorable pour l'établissement du point d'attache de la compagnie du Tidikelt en Ahaggar; on y commença les travaux de construction d'un bordj auquel serait attribué le nom de Fort-Motylinski.

Or, pendant que le colonel séjournait en Ahaggar, un courrier s'avança vers lui, dont l'abord dut faire briller dans ses yeux un éclair de malice et amener sur son visage un sourire de détente. Le chef de bataillon Mouret, commandant la région de Zinder, demandait une entrevue avec le lieutenant Sigonney pour s'entretenir avec lui des relations qu'il importait d'établir entre le nouveau poste de l'Ahaggar et le cercle soudanais d'Agadès. Avec quelle joie le colonel Laperrine autorisa cette rencontre, il n'est pas besoin de le dire; il allait s'y former le premier maillon de la chaîne qui, d'après lui, devait unir un jour dans une féconde solidarité l'Afrique occidentale française, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, pour le plus grand profit de la France saharienne et de la France européenne.

L'autorisation accordée, le colonel reprit le chemin d'In-Salah. Le lieutenant Sigonney et ses trente-sept méharistes joignirent le 4 septembre à Tar-Hert le groupe du commandant Mouret et des officiers qui l'accompagnaient. On s'entendit à demi-mot; on fit mieux. « Le commandant de la région de Zinder invita le détachement Sigonney à pousser jusqu'à Agadès,

faisant ressortir l'effet politique que ce voyage produirait sur les populations de l'Azbin et sur les avantages qu'en retireraient les représentants des deux colonies en réglant sur place, à Agadès, les différentes questions intéressant leurs territoires respectifs. » *Hoc erat in votis.* Oui, tels étaient précisément les vœux du colonel Laperrine et du lieutenant Sigonney, son fidèle truchement. Le lieutenant Sigonney, avec ses Sahariens et les Soudanais de Zinder, de Tahour et d'Agadès, arriva à Agadès le 9 septembre et y séjourna une semaine, une semaine de travail et de fêtes. Il recueillit des renseignements utiles sur le commerce transsaharien et sur les dispositions d'esprit des populations de l'Azbin ; on convint que des caravanes seraient organisées entre l'Algérie et l'Aïr ; on s'entendit sur les moyens.

Puis, ayant ainsi planté des jalons précieux pour l'avenir du Sahara, le lieutenant Sigonney reprit la route de l'Ahaggar dont il allait être le premier occupant permanent, et où il allait, le premier, appliquer les idées du colonel Laperrine. Il écrit : « Ma mission fut de continuer l'apprivoisement des Touareg Hoggar, de leur inculquer l'esprit de discipline vis-à-vis du Gouvernement français, d'établir des liaisons effectives avec le Soudan, avec Agadès d'une part, Kidal de l'autre, enfin de protéger nos tribus contre les pillards. » Les Hoggar étaient à ce moment apprivoisés et se pliaient aux ordres de leur amenokal, Moussa ag Amastane, devenu notre auxiliaire loyal et dévoué. Mais un certain nombre d'entre eux allaient nomadiser dans l'Adrar, parce que leurs troupeaux étaient décimés par la sécheresse persistante du Hoggar ; vainement, Moussa, sentant qu'ils échappaient à son influence, leur enjoignait de revenir. Le lieutenant Sigonney jugea opportun d'aller les rappeler à la discipline. Au cours de son inspection, il fit d'une pierre deux coups ; à Kidal, il entra en relation avec le commandant soudanais du secteur. « Ifor'as, Kel Aknet, Ahaggar se rendaient compte une fois de plus que nous pouvions les atteindre en tous lieux et qu'une entente cordiale existait toujours entre les Sahariens et les Soudanais. » Enfin, sur un ordre venu d'In-salah, le lieutenant Sigonney partit pour la plaine d'Admer, afin de renforcer les troupes qui opéraient contre les Touareg Ajjer. Ainsi, le général Laperrine avait tout prévu, avait avisé à tout.

Lui-même, en cette année 1909, se rendit à Gao et à Nyamey, en Afrique occidentale française ; il y régla avec le

colonel Venal, qui commandait le territoire militaire du Niger, les questions pendantes entre les territoires des deux grandes colonies et détermina la limite des zones d'action des troupes algéro-sahariennes et des troupes soudanaises. Puis, « sûr que sa politique serait suivie et lui survivrait, » il accepta un poste dans les troupes métropolitaines ; avant de le rejoindre, il exécuta sa randonnée d'adieu. Une dernière fois, en 1910, il visita le Hoggar et le pays Ajjer. Il rassembla les Touareg en un grand palabre, sonda leurs cœurs et leurs reins, sentit qu'ils étaient bien en main, régla les derniers litiges au mieux de leurs désirs, leur donna ses derniers conseils. Ce fils de France salua avec émotion ses « chers Hoggars » dont sa politique habile avait fait des fils adoptifs de la mère patrie. Alors, l'esprit tranquille, il partit prendre à Lunéville le commandement du 18e chasseurs à cheval. Les officiers sahariens étaient munis de l'outil qu'il avait forgé, les « compagnies sahariennes ; » ils étaient imprégnés de son esprit, de sa méthode, de sa doctrine.

Pendant que le colonel Laperrine commandait successivement les chasseurs de Lunéville et la brigade des dragons de Lyon, les compagnies sahariennes remplissaient brillamment leur tâche, sur une immense étendue, toujours désertique, souvent inexplorée, procédant tour à tour, suivant les nécessités, à des opérations de police, de répression ou de conquête. Rien ne les arrêtait, ni les difficultés matérielles, ni les distances, bien que parfois elles dussent pousser jusqu'à plus de mille kilomètres de leur base de ravitaillement. Méthodiquement, sûrement, l'immense domaine saharien était soumis et organisé ; les « élèves » du colonel, ainsi qu'aiment à s'appeler les officiers formés à son école, se montraient dignes du maître.

LE FRONT DU SAHARA PENDANT LA GRANDE GUERRE

En août 1914, le coup de tonnerre de la déclaration de la guerre par le Gouvernement allemand eut son retentissement au Sahara. Les officiers, d'un même élan, réclamèrent l'honneur d'aller combattre sur le front de France où combattrait leur ancien chef. Après réflexion, il se rendirent compte qu'une lutte âpre et incessante n'allait pas tarder à s'engager sur le front saharien ; c'est là que le devoir les fixait.

Pourtant, jusqu'en décembre, si la révolte couvait, on ne

sentait pas que l'heure fût venue de son éclosion. Seuls les razzieurs marocains de la région Sud-Ouest témoignaient d'une audacieuse activité inlassée et exigeaient la vigilance de nos postes fixes et du détachement de Fort-Motylinski. Il semblait qu'à l'Est la razzia eût vécu après l'occupation par les Italiens de Ghadamès, de Mourzouk et de Rât. Les occupants s'y jugeaient en sécurité; nos officiers, mieux renseignés, sentaient que le sol était mouvant; ils avaient tous, lieutenant-colonel Meynier, colonel Dinaux, commandant Sigonney, capitaines et lieutenants sahariens, la précieuse qualité que leur avait léguée le colonel Laperrine, « la rare compréhension, » « l'intuition » « des réalités au Sahara. » Des tribus se montraient impatientes du joug italien; les ardents Senoussistes, les plus fanatiques parmi les sectes musulmanes qu'ils essayaient d'agglutiner autour d'eux, prétendaient profiter des embarras de la France; ils annoncèrent l'entrée en scène d'un nouveau Mahdi.

A peine la majeure partie de la compagnie du Tidikelt et les goumiers d'Ouargla et d'El-Oued parvenaient-ils en décembre 1914 sur les confins lybiens, qu'ils étaient chargés de surveiller, qu'ils y apprenaient l'insurrection du Fezzan, le massacre des garnisons italiennes de Mourzouk et d'Oubari et la fuite précipitée de la garnison de Rât et d'une petite colonne de deux cent cinquante hommes vers nos territoires. Ils accueillirent ces soldats cédant devant une attaque si impétueuse qu'ils avaient dû abandonner aux rebelles, canons, mitrailleuses, fusils à tir rapide et munitions, et les dirigèrent vers Fort-Polignac. Pour eux, ils restèrent face à l'ennemi qui, intimidé, abandonna la poursuite.

C'est qu'il préférait consacrer son activité à chasser de Tripolitaine les Italiens qui, en janvier 1915, ayant jugé nécessaire d'évacuer le pays, n'en gardèrent plus que la côte. Les Senoussistes le parcoururent en maitres, y organisèrent la propagande religieuse, apparurent capables d'y constituer un royaume indépendant. Leur audace s'accrut; nos postes du Sud-Tunisien, plusieurs fois, eurent à résister à leurs coups de main. Il fallait en finir avec cette menace. Un détachement de la compagnie du Tidikelt, se joignant au détachement de Fort-Motylinski, qu'on avait dû appeler, infligea aux Senoussistes la rude leçon qu'ils méritaient, à Oum-Souigh, entre le 2 et le 9 octobre 1915. La leçon restait pourtant insuffisante : les agents

turcs et allemands entretenaient un feu qui eût peut-être fini par s'éteindre. Il importait de rester sur ses gardes : c'est à cette nécessité que répondit l'organisation de la compagnie saharienne d'Ouargla, prévue depuis 1914, pour décharger la compagnie du Tidikelt, qui avait dû, en mars 1915, poursuivre les pillards des campements hoggars sur plus de 600 kilomètres et accomplir une randonnée de plus de 1 500 pour venir remplacer dans l'Est le détachement de Fort-Motylinski dont la présence à son poste était réclamée et s'imposait d'urgence.

L'année 1916 réservait à nos Sahariens des assauts incessants, des privations cruelles, des défections qui eussent pu devenir inquiétantes parmi les Touareg enrôlés dans les compagnies, si elles étaient devenues plus nombreuses. La propagande senoussiste, en suscitant au sein des tribus soumises des traîtres qui se berçaient de l'espoir d'échapper à notre châtiment, ébranlait l'élément indigène de nos compagnies sahariennes. En mettant à part le fanatisme musulman, auquel on fait appel avec tant de chances de l'exaspérer, les causes de mécontentement frappaient les plus clairvoyants parmi nos gradés. « Le moral, jusqu'à 1915, était très élevé, avec un esprit de corps qu'on ne rencontre guère que dans les troupes coloniales. A partir de cette date, il était descendu très bas. A mon avis, en voici les raisons... La débâcle italienne en Tripolitaine avait procuré des armes modernes aux bandes ennemies, voire même des canons de 70 millimètres à tir rapide. L'ennemi, se voyant bien armé, et conduit quelquefois par des chefs expérimentés qui avaient coopéré à la guerre italo-turque, attaquait d'une façon continue nos détachements ; cela n'arrivait jamais auparavant. » De plus, « il existait en Tripolitaine des agents allemands qui instruisaient les rebelles avant de les lancer contre nous. » Les causes intérieures de dépression matérielle ne manquaient pas. Le recrutement des volontaires avait fait défaut dans le cadre français ; ces vaillants, ces téméraires, dans leurs nuits d'Afrique, avaient rêvé des nuits européennes où l'on risquait à ce moment et la mort et la gloire. « Le commandement fut obligé de s'adresser à des jeunes gradés sans expérience qui, de plus, la plupart du temps, ne connaissaient pas la langue arabe ; or, la connaissance de l'arabe est indispensable pour un chef de détachement ; il faut qu'il puisse causer avec ses hommes pour obtenir les renseignements nécessaires à la sécurité et à la

marche de sa troupe. Il est arrivé que quelques-uns de ces gradés qui voulaient se fier à leur carte, se sont refusés à écouter ou n'ont pas compris les conseils de leurs guides ou des indigènes composant leur détachement; il en est résulté des conséquences fâcheuses. » Le mal était grand, il s'aggravait encore. « De là, le manque de confiance des subordonnés. Il était nécessaire, dans ces régions plus que partout ailleurs, avec une troupe peu disciplinée comme l'étaient alors les Sahariens, qu'on eût confiance entière les uns aux autres. » Comme le colonel Laperrine connaissait bien ses Sahariens! Comme il avait su se les conquérir et se les attacher! La confiance, tel est le gage de la cohésion et du succès. Enfin, la dernière cause du découragement de nos soldats indigènes était une cause matérielle ; elle apparaîtra bien mesquine; au contraire, quand l'intérêt est en jeu, les petites causes prennent plus d'importance que les grandes. « Auparavant, lorsqu'un détachement opérait une razzia, une partie du produit de la prise était répartie entre les hommes qui avaient participé à l'affaire. Cette manière de procéder avait été supprimée. Cette suppression avait beaucoup contribué au découragement des indigènes. »

Ainsi, du côté de nos troupes sahariennes, pénurie d'armement, de ravitaillement, de montures, d'hommes et démoralisation partielle; du côté des rebelles, audace grandissante, moyens supérieurs à tous ceux dont ils avaient été jusque-là pourvus, espoirs décuplés par la propagande religieuse et par l'aide que fournissent nos ennemis européens.

Les rebelles prennent l'offensive. Une harka, rassemblée à Ràt par l'ancien suzerain de Djanet, notre irréductible adversaire, et composée de Tripolitains et de Touareg dissidents, vient sous le commandement d'un chef senoussiste, assiéger notre poste de Djanet, à Fort-Charlet. Elle est armée de fusils italiens à tir rapide, pourvue de canons et de mitrailleuses, abondamment approvisionnée en munitions. Pendant dix-huit jours la petite garnison, galvanisée par le maréchal des logis Lapierre, rend coup pour coup, avec ses quarante-six hommes, aux quatre cents guerriers qui l'assaillent. Le 24 mars, à bout de munitions, à peine ravitaillée en eau, elle force de nuit le blocus et gagne la montagne. Une colonne du Tidikelt accourt pour reprendre le fort. Elle se bute à la harka ennemie, embusquée dans les montagnes rocheuses entre lesquelles se trouve encaissée la

petite oasis de Djanet et d'où, invisible, elle tire à bout portant sur nos Sahariens. Au bout de trois jours, la colonne de secours est obligée de battre en retraite. Les rebelles s'enorgueillissent d'une double victoire. Au moment où ils la célèbrent, leur chef les alerte. La maréchal des logis Lapierre, ayant appris qu'on est venu à son secours, est accouru à la rescousse ; mais il est arrivé trop tard. L'ennemi, enivré de ses succès, brise son attaque, le rejette, s'acharne à sa poursuite, et le capture le 27 mars, après une chasse de cent cinquante kilomètres. La victoire de la harka est une triple victoire.

Nous ne pouvions accepter une telle humiliation. Une colonne de huit cents méharistes de la compagnie du Tidikélt, des goumiers de Gardhaïa et d'Ouargla, avec deux canons et quatre mitrailleuses sous les ordres du commandant Meynier, arrive le 11 mai aux abords de Djanet, monte à l'assaut des positions retranchées dont son effort ne suffit point à la rendre maîtresse, mais, le 16, après trente heures d'un combat méthodique et acharné, met l'ennemi en déroute, sans toutefois pouvoir lui ravir tout son armement, sans pouvoir le poursuivre plus loin que l'oasis de Rât, où il s'est fortifié. La colonne s'installe dans les oasis voisines ; mais, derrière elle les tribus soumises Ajjer sont en rébellion ouverte et harcèlent les convois de ravitaillement ; comment pourrait-elle négocier avec l'ennemi ou le réduire ? L'ennemi voit ses troupes grossir ; son activité combative renaît ; il attend le chef senoussiste Kaoussen, qui a vaincu les Italiens et qui lui a déjà délégué un de ses lieutenants. Un détachement de la colonne châtie un groupe d'insurgés ; mais, après cet effort, la colonne tout entière se replie sur Fort-Polignac, entourée d'ennemis, privée de ravitaillement, accomplissant à pied les étapes que ne peuvent plus accomplir les meharas exténués, affamés, à bout de résistance. Cent hommes restent à Fort-Polignac, le gros rentre se réorganiser à Fort-Flatters, la liaison entre les deux postes étant assurée par un groupe mobile. Mais les Senoussistes et les Touareg dissidents se montrent hardis et infatigables. Le groupe de liaison, assailli par eux, ne les repousse qu'au prix de dures pertes ; les convois de ravitaillement n'arrivent pas toujours à leur échapper complètement; la garnison de Fort-Polignac voit les rebelles venir tirer des coups de fusil jusque sous les murs du bordj : ne sont-ils pas assurés de l'impunité ? La garnison ne

possède plus aucune monture. En décembre, comme il est impossible de trouver dans le pays des animaux de bât, Fort-Polignac ne pourra plus être ravitaillé; le scorbut y sévit; il faut évacuer le poste, se replier sur Aïn-el-Hadjad, où se fixent une centaine d'hommes, le reste gagnant Fort-Flatters. Le dernier mot reste aux rebelles à fin décembre 1916.

Il n'a pas attendu jusque-là pour intensifier et élargir son action. Le Hoggar, déjà troublé par de nombreux et audacieux rezzous venant du Sud marocain, est agité par la propagande senoussiste, particulièrement efficace en Aïr : les Aoulliminden enlèvent le poste soudanais de Monaka en mai 1916. Ils sont durement châtiés par nos Sahariens assistés de notre fidèle Moussa ag Amastane. Mais, puisque Moussa s'oppose à leurs desseins, les Senoussistes publient à grand bruit qu'ils attaqueront Fort-Motylinski. En septembre, les menaces s'enflent tellement que les Sahariens, abandonnant le terrain de leur victoire, accomplissent un raid de six cents kilomètres pour rallier ce poste; elles s'enflent tellement que Moussa ne retient qu'à grand peine ses Hoggars qui, frémissants, se rapprochent de l'Est où brûlent les foyers de rébellion. Par bonheur, cette fois, ils se consument sans avoir propagé l'incendie. Mais le feu couve; des Tripolitains accourent pour l'attiser. Dans la nuit du 1er au 2 décembre, le Père de Foucauld est assassiné à Tamanrasset. Motylinski va-t-il être attaqué? Le 17 décembre, un petit détachement du poste refoule les agresseurs à l'Est. Son trop faible effectif ne lui permet pas de les poursuivre. Tous nos groupes sont arrivés à l'extrême limite de leurs forces; depuis quatre mois, celui du Hoggar a parcouru plus de deux mille kilomètres à travers le Tanezrouft que Pierre Benoît appelle « la contrée de la soif et de la faim. »

Au seuil de 1917, la situation est critique. « Les Touareg se sont révélés de sérieux adversaires. Bien armés, bien approvisionnés en munitions, d'une incontestable bravoure, opérant dans une région montagneuse difficile dont ils connaissent tous les sentiers, passionnés d'indépendance, avides de butin, grisés de leurs succès, ils sont devenus plus audacieux et plus redoutables que jamais. » Toutes les tribus ajjers sont soulevées; les tribus du Hoggar sont sur le point de faire défection; la mehalla de Kaoussen bloque Agadès. Les équipages de nos colonnes sont ruinés, les postes isolés, dépourvus de tout appro-

visionnement; le ravitaillement est précaire. « Tous les regards, toutes les espérances se tournaient vers le général Laperrine, alors sur le front de France. On sentait que la mort du Père de Foucauld supprimait le dernier lien moral retenant le chef du Hoggar, Moussa ag Amastane, contre les sollicitations et les menaces de nos ennemis; et, le Hoggar faisant défection, c'était la perte des communications avec l'Afrique occidentale, c'était la rupture de notre bloc de l'Afrique septentrionale, c'étaient les Senoussistes de la Tripolitaine donnant la main aux Heibistes du Sud marocain, c'était toute la bande saharienne, depuis le Nil jusqu'à l'Atlantique, en insurrection victorieuse de l'Entente : quelle répercussion sur les esprits de toute cette Afrique! »

LE GÉNÉRAL LAPERRINE COMMANDANT SUPÉRIEUR DES TERRITOIRES SAHARIENS

Le 12 janvier 1917, une décision interministérielle nommait le général Laperrine, alors à la tête d'une division sur la Somme, commandant supérieur des territoires sahariens, avec la mission d'assurer la police saharienne. Le commandement était exercé par délégation du gouverneur général de l'Algérie, du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, du résident général de Tunisie. Il englobait en Algérie les annexes de Beni-Abbès, de Timimoun, d'El-Oued, le territoire des oasis sahariennes, les centres de Ghardaïa et de Touggourt, en Afrique occidentale française les territoires sahariens limités par une ligne partant des confins de la Mauritanie et englobant Araouan, Bamba, Gao, Tahoua, le cercle d'Agadès, Bilma et le Kaouar. Le but du Gouvernement était triple : éviter les conflits entre les diverses colonies, obtenir entre elles une réelle coopération, arriver à quelque unité dans les méthodes de police saharienne. Ainsi le Gouvernement réalisait sans le savoir — ne le savait-il pas? — tous les désirs du général Laperrine. Avec quel entrain et quelle ardeur enthousiaste le général Laperrine allait s'y consacrer, le maréchal Lyautey, aussi documenté sur la valeur des hommes que sur celle des méthodes, le savait pertinemment.

« Quand on apprit le retour du général au Sahara, ce fut une immense clameur: soulagement de notre côté, rage et déception du côté adverse. Les menaces et les rodomontades y tombèrent plus bas qu'à l'annonce de l'arrivée de mille hommes

de nouveaux renforts. Notre situation morale et matérielle redevint instantanément aussi brillante qu'aux plus beaux jours d'avant-guerre. »

« Les indigènes de la compagnie du Tidikelt, en apprenant la nouvelle, nous disaient : « Voilà notre père qui revient. Les fellagas (les coupeurs de route) seront vite anéantis. »

Approchons-nous de ce chef qui vaut un renfort de mille hommes, de cet homme à qui les indigènes témoignent une confiance « illimitée » qui va jusqu'à la vénération, et qu'ils appellent leur père.

M. André Bellot, qui fut sous-lieutenant à l'aviation militaire d'Algérie, et a laissé de remarquables rapports sur les pistes automobiles sahariennes, raconte ce qui suit dans le numéro du lundi 7 novembre 1921 du journal *L'Auto :* « Quelque temps avant la fin des hostilités, en octobre 1918, le général Nivelle avait décidé en principe d'une traversée aérienne du Sahara par les appareils de l'aviation d'Algérie. Faisant partie de cette formation, je fus désigné pour aller rejoindre à Ouargla le général Laperrine et étudier, de concert avec lui, les terrains d'atterrissage possibles et les pistes praticables pour les automobiles de ravitaillement et de dépannage qui suivraient le raid... Nous arrivâmes à Ouargla sans incidents notables, mais le général Laperrine, impatient, était déjà parti pour le Sud ; des ordres m'enjoignaient de le rejoindre à Inifel, à 410 kilomètres plus au Sud, où il attendrait notre arrivée... A Inifel, l'auto est rangée à sa place, les bagages sont descendus, et dans l'ombre, un militaire s'approche et me demande comment s'est passé le voyage. Cet homme sans façons, à barbiche, un vieux képi, pas de galons, un large flottard en toile kaki, semble un vague garde-magasin. Je lui réponds qu'à part quelques petits ennuis et la pluie, tout s'est bien passé ; et, fort occupé à faire quelques recommandations aux mécaniciens, je lui tourne le dos ; puis, je rentre dans le bordj qui est un petit fortin de trente mètres de côté, sans plus. Sur le pas de la porte pas plus éclairé que tout à l'heure, je retrouve mon homme à flottard. « Pardon, monsieur, lui dis-je, pourriez-vous me dire où se trouve le général Laperrine ? — Mais c'est moi, mon ami... Enchanté de faire votre connaissance... » Quatre cents kilomètres et nous débouchons devant le bordj d'In-Salah qui se détache tout blanc sur le fond vert foncé de la palmeraie. En l'honneur du général,

qu'on adore ici, la garnison est rangée en bataille, les petits 65 de montagne tonnent, la nouba joue aux champs, les caïds avec leurs burnous rouges à franges d'or sont massés devant un grouillement de petits enfants nus qui crient sur un rythme bizarre : « Mon ginirar... Mon ginirar... »

Simple de tenue, simple d'allures, actif, remuant, infatigable, sympathique, populaire, tel nous apparaît, d'après ce récit, le général Laperrine.

Le voici dans son costume d'officier supérieur, le pouce passé dans l'entournure du dolman, le képi posé légèrement de travers; le corps flotte, très maigre dans les vêtements amples. Le nez, mince, est très long et très arqué, les oreilles grandes. Une barbe en pointe, onduleuse et frisottante, encadre le visage que barrent de longues et fines moustaches relevées. Les yeux sont vifs, oserons-nous dire qu'on y lit à la fois de la bonté et de la malice? L'ensemble attire et séduit.

Les tenues sahariennes du général n'ont rien de réglementaire. Coiffé du casque colonial, il apparaît vêtu de cette longue chemise qu'est une gandourah et du sarouel que portent comme pantalon les méharistes, les pieds nus enfoncés dans des sandales touareg. Il ne veut pas qu'on le distingue; il se mêle familièrement à tous, ne se préoccupent pas du rang, sans affectation comme sans laisser-aller. « Participe-t-il à un convoi automobile? Il aide les conducteurs à gonfler les pneus; il prend la garde comme sentinelle entre deux heures et quatre heures et dit : « Quand on est vieux, on ne dort plus ». Il n'a pourtant que cinquante-huit ans. » A In-Salah, lorsqu'il sort, une nuée d'enfants l'entoure; il organise entre eux des courses à pied; il s'amuse à les voir s'exercer à des exercices acrobatiques; pour les récompenser, il procède à une large distribution de sous. Ces enfants, il les aime. A In-Salah et en Hoggar, on l'appelle « le général des enfants. » S'attachant la sympathie des enfants, il semait le bon grain pour l'avenir.

A la popote, il exige que la gaîté règne; lui-même en donne l'exemple. C'est un convive très fin, très spirituel. Il « blague » doucement les travers d'un tel ou d'un tel; il raconte des histoires très salées dans un langage très cru; s'il se laisse emporter par sa verve, — il est méridional, de Castelnaudary, — ses souvenirs bouillonnent, si tumultueux qu'ils amènent à la surface même les aventures de jeunesse de son

grand ami le Révérend Père de Foucauld, à travers des tas d'anecdotes militaires, à travers des tas d'histoires intimes sur les membres de la famille royale d'Italie, que lui a contées son frère l'évêque, attaché au Vatican, lorsque le général a séjourné à Rome auprès de lui. Mais, si la conversation vient à tourner vers des sujets sérieux, on admire sa compétence ; il est informé de tout ; il a questionné tous ceux dont il pouvait tirer une instruction, un enseignement, conducteurs d'autos, soldats affectés à la T. S. F., indigènes auxquels le Sahara est familier ; il connaît tout à fond, les distances, la route à suivre. « Il est le chef le plus bienveillant, le compagnon de route le plus gai, le conteur le plus captivant et le savant le plus érudit sur tout ce Sahara que nous avons parcouru ensemble. »

Grand travailleur, le général Laperrine entend qu'on ne se mette pas en travers de ses idées. Sinon, dans son bureau comme en tournée, il s'emporte. Ses colères sont fréquentes; elles sont violentes ; elles deviennent de véritables rages quand il reçoit d'Alger, et principalement du 19e corps, des instructions rédigées par des officiers qui ignorent tout du Sahara. C'est alors un déluge d'imprécations. La table du général résonne des coups de poing qu'il lui administre ; les papiers déchirés s'envolent aux quatre coins du bureau ou de la tente. Pourquoi donc a-t-on sottement ou jalousement mis hors de lui ce convaincu, ce sincère, cet apôtre? Son vrai fond, c'est la douceur, c'est la bonté ; ses indigènes le murmurent, ses « enfants » le proclament, ses subordonnés s'en portent garants.

Au reste, pour mieux fixer les traits de son caractère, pour pénétrer dans les replis les plus secrets de son âme, regardons-le agir, écoutons-le parler.

Le général dépend de bureaux qui, souvent, ne le comprennent pas, ne le soutiennent pas, ne le suivent pas. Il doit insister, persuader, convaincre. Quelquefois même, il faut lutter ; il accepte la bataille. Il écrit : « Je lutte de mon mieux. » La lutte n'est pas toujours couronnée de succès. « Un jour où je me plaignais du manque de bras, on m'offrit deux cents travaux publics avec cinquante tirailleurs pour les garder. J'arrivais avec peine à ravitailler les cinq Européens et les trente méharistes de Fort-Motylinski ; on parlait même de faire évacuer ce poste à cause de ces difficultés ; et l'on m'offrait deux cent cinquante bouches à nourrir, soldats réguliers et

condamnés européens ayant droit à des rations bien plus élevées que nos Sahariens même français. Je refusai ; on dut dire, en haut lieu, que je ne savais pas ce que je voulais. » Voilà le pince-sans-rire.

Le tort de certains chefs, c'est de vouloir « diriger de leur cabinet. » Lui, qui n'hésite jamais à se déplacer et à aller voir de ses propres yeux, il le signale aussi chez ses subordonnés. « Certains chefs ont cru pouvoir diriger les détails d'opérations sahariennes de leur cabinet ; et combiner étroitement la coopération de groupes épars sur des centaines de kilomètres. Ils auraient dû se rendre compte que ce système, pas fameux ailleurs, est impossible au Sahara parce que la majorité des intéressés se trouvent à soixante ou cent, parfois à deux cents kilomètres du plus rapproché des postes de la T. S. F. Ils n'ont réussi qu'à enrayer l'initiative de leurs subordonnés et les résultats ont été déplorables. » Une action directe et personnelle, voilà ce que le général attend de ses officiers quand les circonstances le permettent. « Tantôt, je laissai une très grande initiative au commandant du territoire, tantôt, je me substituai presque à lui et donnai des ordres directs aux groupes de police et aux tribus parce que j'étais sur place. » Être sur place, être renseigné, ne pas agir d'après les autres, ne pas se porter garant de leur parole, ce sont là pour lui des nécessités ; quiconque ne s'y plie pas s'expose à des erreurs et à des inquiétudes. « Les conflits d'autrefois étaient graves, quoique sans grande importance, parce que, sous le couvert des deux gouverneurs généraux, les chefs, à chaque échelon de la voie hiérarchique, se croyaient obligés d'appuyer le point de vue de leur subordonné sans connaître à fond la question. »

L'initiative doit donc appartenir au gradé qui connaît la question à fond et qui se trouve en mesure d'agir par lui-même. « Dès qu'il y a initiative, la situation se rétablit. » Au contraire, s'il y a abus d'ordres de détail, si surtout ces ordres revêtent la forme impérative, l'initiative est gênée, enrayée, annihilée pour le plus grand dommage du service.

Mais, pour laisser une telle initiative, que le général Laperrine admet très large, aux chefs qui dépendent de lui, il faut leur faire confiance. Il leur accorde donc sa confiance sans arrière-pensée, pleinement. Car il les connaît et il n'aurait pas accepté le jugement que porte sur eux Pierre Benoît. « On n'est

pas impunément des mois, des années, l'hôte du désert. Tôt ou tard, il prend barre sur vous, annihile le bon officier, le fonctionnaire timoré, désarçonne son souci des responsabilités. » Il est lui-même « l'hôte du désert : » le désert ne l'a pas désarçonné; pourquoi désarçonnerait-il les officiers subalternes? Les responsabilités, le général ne cherche pas à les esquiver; il aime à les multiplier et à les revendiquer; il juge, il mesure les autres à sa taille; il croit en eux. « Quand on a acquis son estime, il s'attache beaucoup à vous, et vous accorde confiance et amitié. » Il lui suffira donc d'agir sur ses officiers par des conseils, par des « directives », et éventuellement, par des félicitations ou des reproches; il se comporte avec eux comme un père. Il est aussi pour eux une manière de frère aîné. A-t-il vu s'élever entre eux un conflit ? Il leur demande d'exposer leurs doléances; il sait que « le climat aidant, » les querelles s'enveniment; il procède à une mise au point; il prononce sa sentence; on s'incline, car on sait qu'il n'aime pas les « ergoteurs. » S'il s'aperçoit qu'il n'a pas été écouté ou obéi, il donne des ordres fermes; si la résistance est ouverte et obstinée, il sévit. Un de ses officiers, des plus remarquables pourtant, désapprouvait les mesures qu'il préconisait à la suite de sa prise de commandement en février 1917; il n'hésita pas à se séparer de lui. Il veut être, avec tous ceux qui, avec lui, servent la France, « en parfaite communion de pensée. » Mais malheur à qui ne sympathise pas avec lui, de tout son cerveau et de tout son cœur, à celui qui ne se montre pas le collaborateur éclairé, actif, prêt à tous les sacrifices. « Il retirait souvent sa confiance à certains de ses subordonnés et il était à peu près impossible de la reconquérir. »

Mais, pour aller aussi loin, il faut que les motifs soient très graves. La rigueur n'est point son fait habituel. Il est compréhensif, indulgent, tolérant. « J'avais proposé en 1916 de prendre comme observateurs-guides pour les avions des guides sahariens connaissant les moindres collines, dont on avait éduqué l'œil à voir de haut. En cas de panne sans accident, ils auraient pu conduire au puits le plus proche, indiquer les chances que l'on avait. » Aussitôt, les officiers de l'escadrille s'indignent : on court le risque d'être assassiné par les guides; le prestige européen se perdra. Le général ne s'attendait pas à pareil tolle. Il bat en retraite en souriant. « Leurs raisons me parurent enfan-

tines, mais ils étaient tellement butés que je n'insistai pas » Il n'est pas buté, lui, mais patient, persévérant, parce qu'il sait qu'il finira par avoir raison.

Ainsi s'explique son succès auprès des indigènes. « Vis-à-vis d'eux, il recommandait la justice et la patience; il voulait qu'on ne les taquinât point par des coups d'épingle. » Ce sont des procédés auxquels les indigènes étaient trop peu habitués pour ne pas s'y montrer sensibles. Le général ne s'émeut-il pas de ce que « des officiers nerveux et incompétents, par des négligences ou des mesures arbitraires, les ont mis en défiance » pendant son séjour en France? Avec lui, rien de pareil à redouter. « A In-Salah, les chefs indigènes que je connaissais depuis 1901 et qui avaient leur franc-parler avec moi firent appel à ma loyauté. » Quelle belle et noble figure de Français colonisateur que celle de ce général avec qui les indigènes ont leur franc-parler et à la loyauté duquel il savent qu'ils ne sauraient s'adresser en vain ! Et quels concours dévoués ils s'empresseront, ils seront heureux de lui fournir ! « Je dis aux chefs indigènes et à leurs Djemaa que j'avais toujours confiance en eux et que si, par malheur, la situation devenait plus critique, je comptais sur les populations que j'armerais pour nous aider à nous maintenir au Tidikelt. »

La confiance, voilà son grand mot lâché. Il prouve par ses actes quelle valeur le mot prend sur ses lèvres. Est-ce qu'on ne s'est pas imaginé, par défiance pour les populations du Touat, de leur défendre de posséder de la poudre, et ne leur a-t-on pas ordonné, par surcroît de précautions, de maintenir une brèche à leurs casbahs? Le général sent monter en lui l'indignation. « Cela ne les rend-il pas incapables de résister à un rezzou, cela ne leur permet-il pas de dire qu'ils ont dû s'incliner et le ravitailler? C'est inhumain et maladroit. » Entendez-vous ces deux mots? « Inhumain » part du cœur; la raison dicte « maladroit. » Ce général est une pensée et un cœur.

D'ailleurs, incapable de faiblesse, il sait garder en tout la mesure qui convient Les Azgueurs (Ajjers, Azjers et Azgueurs, c'est tout un) se sont-ils révoltés? La révolte sera réprimée. Mais il importe que les rebelles « se rendent compte que nous sommes disposés à pardonner, à des conditions pas trop draconiennes. » La joie du général est immense lorsqu'au retour de la colonne Vitaud, il peut écrire : « Cette expédition a été une véritable campagne d'apprivoisement et de remise en confiance

qui devra porter ses fruits. » L'apprivoisement, voilà l'autre grand mot que nous avons déjà cité et qui complète le mot confiance; celui-là explique celui-ci.

Au cas où ces éternels indépendants resteraient intransigeants et farouches, le général Laperrine a d'autres cordes à son arc. Mais il ne les tend et ne les fait vibrer qu'après avoir essayé de l'apprivoisement. Le chef de nomades Brahim ag Abakada joue au plus fin avec lui; il s'annonce à In-Salah, mais il ne vient pas. Le général va entreprendre contre lui « une campagne pacifique qui deviendra au besoin une offensive vigoureuse. » Quand le fauve est dompté, et qu'il consent à palabrer, on lui tend non plus le poing, mais la main largement ouverte. « Pour qu'un chef se soumette, il faut lui conserver la bande sur laquelle repose sa force, et qu'il vaut mieux avoir avec nous que contre nous. » Aussi, Brahim ag Abakada est-il nommé incontinent Am'rar des Azgueurs du Tassili. Nous aurons désormais à nos côtés un autre Moussa ag Amastane. Quant aux férus d'orgueil et d'indépendance, aux ennemis déloyaux, traîtres et féroces, ceux-là n'ont à escompter nulle faiblesse du général. « Si la nécessité se fait sentir, on frappera dur à titre d'exemple. »

Quand les indigènes seront sûrs qu'ils n'échapperont ni aux représailles ni au châtiment, quand ils auront l'impression que notre force, même invisible, reste pourtant présente, ils solliciteront l'aman, ils deviendront nos auxiliaires, sinon nos propres soldats. Ils considéreront comme un honneur de recevoir la gandoura blanche de grande tenue, la belle ceinture rouge, et la carabine à répétition. Français par l'apparence extérieure, ils s'efforceront de hausser leur âme au niveau de l'âme des Français. Quand le général les lancera à la poursuite de leurs frères d'hier, pillards insatiables et impitoyables, ils fonceront sur eux sans une hésitation, sans un remords, à la suite de ce Français généreux qui, l'ennemi défait, se rendant à merci, déclare aux vieillards, aux femmes et aux enfants affolés à son arrivée dans leur campement : « Les Français ne font la guerre qu'aux combattants. »

Cette générosité, qui les surprend, les rallie; ils s'offrent à devenir de loyaux alliés. Quand le général en a usé à plusieurs reprises, quand on est certain que c'est le fond de son âme, on se familiarise, on se donne à lui, il devient l'ami, on l'aime

comme un des siens. Il n'est pas une tribu qui ne le respecte, pas une famille dont il ne connaisse les chefs, les aventures, les querelles; sa patience, sa finesse les a conquis.

Il a conquis les hommes, il a conquis les enfants : les deux neveux de Moussa ag Amastane, Quétou et Bèta, l'aimaient comme un père. Ce séducteur a conquis même les femmes touareg. L'anecdote est curieuse et amusante. Moussa ag Amastane ne fut pas toujours le chef incontesté et obéi de ses Hoggars; à plusieurs reprises, un certain nombre d'entre eux se séparèrent de lui pour reprendre contre nous la lutte, nous harceler de leurs rezzous, et piller les territoires où les indigènes s'étaient soumis. Leurs bandes installaient hors de notre portée leurs campements, asiles de leurs familles, d'où ils s'élançaient eux-mêmes vers le combat et vers la razzia. Une certaine Dacine, cousine de Moussa, avait suivi la fortune de son mari, mais à contre-cœur; à peine se fut-il éloigné avec son groupe de pillards que, rassemblant toutes les femmes et tous les enfants de la bande, elle reprit le chemin du Hoggar; à peine y parvint-elle qu'elle écrivit à son cousin Moussa pour lui demander l'aman et mettre sous sa garde la cohue de ses protégés; elle lui affirmait que cette cohue ne constituait qu'une avant-garde et que, sans nul doute, Moussa verrait bientôt arriver, après les femmes, les maris. Cette psychologue touareg ne s'était pas trompée; ses prévisions reçurent leur confirmation en juin 1918; les dissidents rentraient au Hoggar et, par l'intermédiaire de Moussa, juraient au général Laperrine une éternelle fidélité: leur fidélité conjugale pouvait constituer un sûr garant.

Ainsi, en février 1917, si la situation au Sahara est inquiétante, angoissante, qui ne se sentirait rasséréné et plein d'espoir quand il sait quel est l'homme qui va se mesurer avec elle?

José Germain.

Stéphane Faye.

(A suivre.)

LETTRES

A

ARMAND ET HENRI DE PONTMARTIN

(1867-1909)

II [1]

A Henri de Pontmartin.

Bobrowo, Ukraine, 14/26 mai 1882.

Mon cher ami,

Pour un facteur étonné, ce sera un facteur étonné que celui qui recevra cette lettre à Villeneuve et la remettra aux Angles. Si cet employé n'a pas laissé s'éteindre son imagination au service du gouvernement (je sais par expérience que cela arrive) et s'il a lu *Émaux et Camées,* ce qui est improbable, il supposera que vous avez une intrigue en Chine et au bord du fleuve jaune où sont les Cormorans; votre lettre est magnifiquement arrivée, il n'y manquait pas un *ier,* mais elle me flatte à tort en me prêtant des sentiments qu'on ne trouve plus que dans la *Gazette;* si je les ai lâchés, c'est parce qu'ils m'embêtaient, ce n'est pas parce qu'ils sont canailles; si cette dernière particularité empêchait de servir, je vous affirme que tous les gouvernements devraient se servir eux-mêmes, foi d'un homme qui en a vu de tous les modèles, sous toutes les latitudes et de fort près; il n'est pas impossible que je resserve avec un bandit, si le Ciel nous en dispense un qui fasse les affaires de la France; je

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars 1922.

m'accommoderais fort bien, par exemple, d'Arabi-Bey qui paraît savoir son métier, avoir lu l'histoire de Méhémet-Ali et qui est plein de sentences.

En attendant, je parle des choses du monde par ouï-dire, car durant les quinze premiers jours que j'ai passés dans cette solitude, je n'ai pas reçu un journal, — par hygiène intellectuelle, — et Robinson Crusoé était un mondain, un boulevardier en comparaison de moi. N'était le large fossé où gisent déjà tant d'années, comme des soldats fauchés par le boulet, je pourrais me croire reporté à Gourdan dans la bibliothèque carrelée où moisissaient les larges tranches des volumes de d'Hozier... Comme alors mes journées sont partagées entre de vastes lectures, de petites écritures et des courses dans les bois, un fusil sur le dos. Hélas! je ne vous espère plus à l'automne; mais que de choses je n'espère plus qui me semblaient alors prochaines, dorées et faciles! La liquidation des rêves est faite par devant Maître Temps en son étude sise en tous lieux, la banqueroute est déclarée et frauduleuse encore! A mes fils de reprendre mon fonds pour arriver à la même déconfiture. Puissent-ils ne pas vivre aussi vite que moi et ne pas savoir aussitôt ce qui se cache sous la « solennité des escaliers » et que c'est partout comme dit élégamment cet autre, « Cochon et Compagnie! » A ce propos, je suis pleinement de l'avis du jeune Brunetière...

Pour bien me rendre compte de ce qu'il y a et de ce qu'il n'y a pas dans *Pot-Bouille*, j'ai repris en l'achevant le plus immora, des livres d'une autre école, à coup sûr, *la Chartreuse de Parme*. Je doute qu'on puisse miner plus savamment le sens moral d'un jeune esprit que ne le fait Stendhal. Mais quel art, quel esprit endiablé, quelle phrase française, leste et légère comme la batterie d'un petit tambour au Pont d'Arcole! Notez bien que cet analyste, qu'ils osent réclamer comme un ancêtre, n'étudie que le cœur et les caractères ; il les développe dans leurs moindres fibres, savamment, curieusement; quand il tient une âme, il ne la lâche plus, il lui fait rendre tout ce qu'elle a de vie, de logique et de contradictions. Il a été observer dans le fin fond et le diable n'y perd rien. Zola, lui, se contente de placer le malin dans les muscles de ses brutes. Je ne vois dans l'immeuble de M. Gourd que des étalons et des pouliches en liberté; je n'y vois ni un homme ni une femme. Je sais qu'en tirant telle ficelle, les mannequins feront tel mouvement; il n'y a pas là

l'imprévu de la vie et de l'âme avec ses mouvements contradictoires, donc il n'y a pas de drame, pas de roman.

J'attends impatiemment pour me refaire les *Mémoires du Vieux Critique*. Ma belle-mère arrivée hier a apporté dans l'île déserte quelques numéros du *Figaro* qui m'ont paru aussi vieillots, aussi démodés que ces numéros de l'*Union* que je lisais à Gourdan en prétendant toujours qu'ils étaient de l'année dernière. Un seul m'a intéressé qui parlait de mon héros. Mais je le soupçonne d'être terriblement de son Midi, « ce Parisien » qui parle avec tant d'aplomb de « rouler des lapereaux dans les rochers de Vaucluse. » Ah! il ne faut pas me la faire, et ce Tartarin mériterait d'être condamné pour délit de fausses nouvelles. J'ai été au moment d'écrire avec indignation à Périvier qu'on ne tirait dans la Vaucluse que des casquettes et une tourde le dimanche.

Je ne relève pas cette gasconnade par mépris et parce que je tire des aigles dans les forêts d'Ukraine. Elles sont superbes, les forêts en pleine chanson de mai, insultantes de vie et de sève pour qui n'a plus vingt ans. Mais qui est-ce qui a vingt ans aujourd'hui? Vous, peut-être, conservé dans vos rochers de Vaucluse. N'ai-je pas lu qu'on vous a montré un nègre sur la place Crillon, un ministre de l'Agriculture qui vient du pays des cannes à sucre? C'est toujours ce coquin de Stendhal qui dit dans son livre ce mot si fin : « Le Directoire de Paris se donnant des airs de souverain bien établi, montra une haine mortelle pour tout ce qui n'était pas médiocre. »

Adieu, mon cher ami, j'entends une espèce de serêno petit-russien qui circule autour de la maison en faisant grincer une crécelle ; ce qui me prouve qu'il est minuit passé; très tard pour la vie de la Trappe et pour un homme qui doit demain à sept heures se remettre à la copie attendue rue Bonaparte. *Vale!* Ne le soyez jamais de personne, ajouterait votre père, et ne m'oubliez pas.

Nijni Novgorod, 19 juillet 1882.

Mon cher ami,

Vous avez déjà compris la suscription de cette lettre. Comme le bon Théo, je n'ai pas voulu mourir sans avoir vu la localité qui réussit à entasser trois points sur deux syllabes. Je suis du reste arrivé quinze jours avant l'ouverture de la foire, ce qui est

une impropriété aussi grande que d'aller à Beaucaire en janvier. Mais les circonstances l'ont voulu ainsi : mon but principal était l'exposition de Moscou, très considérable, très intéressante ! je l'ai visitée durant huit jours, ce qui provoquera un article sur l'art russe dans la *Revue* (1). Je suis arrivé à Moscou pour les funérailles de mon pauvre ami Skobéleff, un Bonaparte que son étoile a lâché devant la mort contre toute attente. C'était le cas ou jamais pour les Archimandrites de paraphraser le fameux « grain de sable. » Mais, hélas ! il y avait cette fois bien pire qu'un grain de sable ! Vous ne pouvez pas vous faire une idée de la douleur enthousiaste, si on peut dire, de tout le peuple russe, des manifestations que j'ai vues, bien spontanées celles-là, et sans apprêt de blouses blanches. Toute cette nation avait dit à cet homme : « Tu Marcellus eris. » Comme on ne peut pas être partout à la fois, j'ai manqué le train qui a été enterré vivant, comme vous l'auront appris les feuilles friandes de faits-divers. J'avais pourtant voyagé toute la semaine sur la ligne qui s'est dérobée en engloutissant un express. J'ai fait quelques visites dans divers recoins de la Russie, assaisonnées par des aventures dignes d'ajouter un chapitre aux *Ames Mortes* de Gogol, mais trop longues à raconter. Demain je m'embarque sur l'admirable fleuve qui produit le sterlet (2) : je veux visiter Kazan, la cité russo-tartare, je descendrai le Nil russe jusqu'à Saratoff, d'où je regagnerai mon ermitage Kharkovien. Si vous avez des cartes aux Angles, comptez les verstes que suppose cette randonnée. J'étais il y a quinze jours en Tchernigoff et cette semaine je pousserai peut-être jusqu'à Orenbourg porte d'Asie.

Maintenant, j'ai la prétention de dormir, malgré une chaleur tropicale et les punaises auxquelles il faudra livrer bataille dans l'auberge indescriptible où je gîte.

Que dites-vous de ce crocodile d'Arabi? Le vieux lion britannique s'est réveillé pour le mettre à la raison... Vous devinez si je me félicite de n'être plus engagé en rien dans l'intolérable bourbier où s'agite ce que des gazettes cruelles appellent : « la diplomatie française. » Ils ne veulent plus que des bonnets de coton; soit, mais encore fallait-il garder le marché où l'on se procure ce textile.

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre 1882.
(2) Le Volga.

Adieu, cher ami, je trouverai, j'espère, de vos nouvelles à Bobrowo; je serre votre main lointaine.

Bobrowo, 9 octobre 1882.

Mon cher ami,

Êtes-vous mort? Je n'en veux rien croire, car vous auriez dans cette hypothèse certainement eu l'attention de me faire prévenir de la chose. Je ne vous crois pas capable non plus d'adresser vos lettres comme un mien parent qui m'en a expédié deux avec cette suscription naïve : *Bobrowo, Ukraine*. Ce qu'il y a de plus fort, c'est que lesdites lettres sont arrivées, après deux mois et demi de pérégrinations il est vrai; ce n'en est pas moins pour la poste russe un tour de force équivalent à celui que ferait M. Cochery s'il vous rendait une lettre portant en termes russes cette mention : Les Angles, Languedoc...

Nous partirons pour Paris vers le 25 novembre, nouveau style. Jusque-là ma solitude automnale, hivernale même bientôt, sera un peu sévère. Je m'en console en chassant comme un enragé. La contrée est actuellement couverte de bécasses; c'en est noir, comme dit Verger de Ventoux. J'en rapporte chaque matin une demi-douzaine.

Et l'autre jour, chez un voisin, nous avons tué huit loups, deux de plus qu'un roi catholique. Je travaille aussi un tantinet. La *Revue* va vous apporter un article sur l'exposition de Moscou et un autre sur le mouvement religieux en Russie qui fera crier dans Landerneau. Avez-vous remarqué *les Trois morts*, de Tolstoï? On me dit que le Français n'a pas mordu à cette manière; il faut peut-être vivre en Russie pour apprécier ce chef-d'œuvre d'analyse et de rendu. Je maintiens que c'est du bon naturalisme, un peu pâle peut-être pour le public de M. Huysmans; j'ai lu de ce seigneur une petite plaquette bruxelloise, intitulée : *A vau l'eau!* où il est surtout question « d'œufs qui fétidaient la vesce; » c'est récréatif! *A vau l'eau!* quel bon titre pour un livre sur le temps présent!...

Quelles calamités nouvelles nous présage cette monstrueuse comète, qui promène sur le plancher de saphir son énorme balai d'or? Les Russes sont impressionnés, car c'est, paraît-il, celle de « l'année douze, » revenue sans se faire annoncer. J'espère qu'elle n'a rien à faire avec votre thème de nativité. Adieu, mon cher ami, à bientôt en France; écrivez, ne m'oubliez pas.

A vous.

Paris, rue Las-Cases, 15.
20 février 1883.

Mon cher ami,

Avez-vous plongé dans les flots du Rhône? Vous ne donnez pas signe de vie et il faut que ce soit moi, occupé comme trente-six, qui donne encore de l'ouvrage à l'entreprise Cochery. Vous ne m'avez pas seulement dit votre mot sur mon sectaire russe (1). Votre orthodoxie en est-elle effarouchée? J'ai eu à supporter plus d'une vive attaque de ce chef, mais c'est vraiment le premier de mes articles qui *ait porté*, — c'est le mot en faveur. Il me revient de tous côtés qu'on en parle en bien des lieux, et je m'en aperçois à l'accueil empressé qu'on me fait dans des mondes fort divers, à la quantité de femmes soi-disant littéraires qui me convient à figurer sur leur menu avec un académicien et une volaille de Bresse...

L'en-tête de cette lettre vous dira que je suis définitivement logé à l'abri des flèches de Sainte-Clotilde, au cœur du faubourg, dans un coin bien tranquille donnant sur les jardins de l'ancien hôtel de Villars, qui pourraient m'appartenir et qui se contentent d'être cultivés par M. Cahen d'Anvers. Je travaille là avec la funeste engeance des ouvriers parisiens, pour faire un nid convenable à ma trop nombreuse famille, et j'aspire à sortir des papiers peints pour retrouver le papier à copie. J'avais lu, avant que vous ne me l'envoyassiez, l'aimable et amusant *Samedi* de la *Gazette* : j'y répondrai en deux mots, hélas! — ni jeune, ni beau!

Peut-être ne sait-on pas encore à Avignon et dois-je vous révéler que l'article de la *Revue* sur *la République en 1883*, qui a fait sensation ici, est du dernier des républicains convaincus, de mon ami Lamy, l'ex-député du Jura. Ce jeune républicain catholique a écrit là quelques pages bien vigoureuses; il a quelque chose dans le ventre et c'est un sage...

Vendredi, 11 mai 1883.

Mon cher ami,

Êtes-vous suicidé comme M. Belon? Vous me direz peut-être que c'est le lapin qui n'a pas commencé, que c'est vous qui aviez marqué le dernier dans notre trop rare correspondance.

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier 1883.

C'est bien possible, ma mémoire n'est pas précisément ordonnée. Je sais seulement qu'il y a fort longtemps que je n'ai eu de vos nouvelles. Quant à moi, j'ai l'excuse d'être plus occupé, plus père de famille et plus Parisien que vous. Vous demanderez à quoi je suis occupé, puisque la *Revue* est muette; mais vous n'aurez rien échappé pour attendre : les épreuves se sont accumulées et je vais faire coup double. Vous lirez le 16 un article sur l'*Exposition des Portraits historiques du siècle aux Beaux-Arts* que je viens de bâcler à la vapeur, les intérêts de la charité exigeant que cette petite réclame à l'œuvre des Asiles de Nuit parût le 15. Ce qu'il y aura de plus saillant là-dedans, c'est une citation du vieux Mélomane : c'est lui qui aurait dû faire cet article sur tous les revenants exposés au quai Malaquais.

Nous sommes très contents ici des articles du Duc d'Aumale; c'est une fière langue, dans sa coquetterie voulue de sévérité militaire, c'est écrit avec une épée du temps de Louis XIII. Nous sommes moins contents de la prose de Goritz : l'idée d'aller planter son drapeau dans les bureaux de *l'Univers* était déjà discutable, mais surtout il y a un malheureux paragraphe qui fait reperdre tout le terrain gagné depuis dix ans et exaspère les orléanistes. Encore un qui fait comme M. Belon! Pourquoi sa noble famille lui a-t-elle appris à écrire? Votre père dirait, malgré sa foi légitimiste, que les lettres de Goritz ne sont pas affranchies de préjugés.

Je n'ai rien de bien intéressant dans mon sac. La réception académique de M. d'Autun (1) a été, quoi qu'en disent les feuilles bien pensantes, assez terne; en ma qualité d'ex-diplomate, j'eusse préféré entendre son prédécesseur Talleyrand. J'avoue d'ailleurs qu'il était assez difficile à un évêque de parler de *la Curée* et surtout difficile de parler de 1830 entre M. de Falloux et M. de Broglie. Rousset a épanché ses griefs trop légitimes; en somme, on a dit beaucoup de bien du bon Dieu et beaucoup de mal du gouvernement.

Ne viendrez-vous donc jamais à Paris revoir la Maréchale de Villars, qui étale ses grâces rajeunies et revernies derrière mon dos? Étrange destinée des choses! ces vieux portraits regardent à nouveau par ma fenêtre, après cent quatre-vingts ans,

(1) Le cardinal Perraud, évêque d'Autun.

le jardin qu'ils voyaient sous Louis XIV, car l'hôtel de Villars où ils ont habité est juste en face de chez moi et le jardin nous sépare.

Adieu, mon cher ami, je ne vous écris que deux mots, car je suis saoul d'encre depuis une semaine; vous qui en usez plus sobrement, ne la plaignez pas pour m'écrire.

Poignée de main.

3 juillet 1883.

Mon cher ami,

Il se meurt (1)! La foi du Midi comme la foi de l'Ouest ne voudra pas croire à ce subit écroulement des prophéties; un rugissement de douleur doit éclater autour de vous; mais la douleur n'a jamais rien changé aux combinaisons de ce terrible joueur d'échecs, qui de là-haut pousse ses fous et fait échec aux rois. Il se meurt! pour le sauver il faudrait un miracle comme il en a fallu un pour le faire naître. Vous n'avez pas idée des agitations auxquelles j'assiste: mon vieux faubourg ressemble depuis quarante-huit heures à un vieux bâtiment secoué par un typhon, et cela, hélas! au milieu d'une mer tranquille. Le premier télégramme de *l'Union* est tombé sur nous comme une bombe: depuis, on s'arrache les rares nouvelles à la porte de M. de Brézé; celles d'aujourd'hui parlent d'amélioration légère et les contradictions des journaux doivent vous laisser fort perplexes là-bas. Mais la vérité est implacable. M. de Chevigné est arrivé ce matin et n'a laissé aucun espoir; l'agonie peut se prolonger deux, trois, huit jours peut-être: le dénouement fatal est certain. Par une cruelle ironie du sort, la maladie est à peu près celle de Gambetta, un abcès interne, purulent, survenu à la suite d'une immobilité forcée. Le Prince a toute sa tête, il ne connaît pas la gravité de son état. On prie pour lui dans les églises de Paris. Combien de ces prières sont sincères, c'est ce qu'il ne faudrait pas se risquer à rechercher. Depuis deux jours, dans ces événements comme dans tant d'autres auxquels il m'a été donné d'assister, je vois les deux faces de l'histoire, la face tragique et la face grimaçante. Celle-ci est bien misérable, un chapitre de Saint-Simon écrit par Tabarin, la comédie d'une succession royale devant un trône vide, la poursuite d'une ombre par des revenants. Tous les parapluies de Juillet fré-

(1) Le Comte de Chambord.

tillent comme s'il allait pleuvoir des ministères et des pairies. Ceci soit dit sans incriminer leur chef de file, il a fait très simplement ce qu'il devait faire ; il est parti hier soir avec Nemours et d'Alençon ; il est parti navré avec la persuasion qu'il ne rentrera pas dans cette France qu'il aime mieux habiter que gouverner. C'est probable. Le ministère et la Chambre sont déjà affolés, prêts à fulminer des décrets d'exil au moindre acte, au moindre mot suspects. Mais y aura-t-il un acte, un mot? Voilà ce que tout le monde se demande avec une curiosité anxieuse, avec le sentiment qu'une dernière chance de relèvement va être offerte au pays, pendant les quinze jours d'émotion qui suivent les grandes morts. Les légitimistes sont absolument corrects ; très tristes, mais résignés, ils traitent d'ores et déjà le Comte de Paris comme le Roi ; les chefs sont venus lui dire hier : « Ordonnez, nous ferons tout ce que vous commanderez. » Mais que commandera-t-il? Rien, j'imagine. Je constate que tout le monde perd déjà la tête, même les plus fortes têtes. Chacun propose un plan, blâme et discute d'avance ce qu'on fera et ce qu'on ne fera pas. Les Nestors répètent en chœur : « Surtout, de la prudence, il n'y a rien à faire pour le moment, il faut laisser la République s'user, » et c'est la France qui s'use.

Inutile d'ajouter que sur dix personnes neuf parlent déjà d'Henri comme s'il était enterré depuis trois mois, et que, sauf quelques fervents, tous les regards sont fixés sur celui qui succède, qui va être le pivot de tant d'intérêts. Notre misérable siècle est incapable de se recueillir pour admirer, indépendamment de toute opinion politique, ce drame merveilleux, pour écouter passer le dernier soupir du vieux monde et de la vieille histoire de France. Dans quelques heures, à Froshdorf, la dernière épopée finira, on clouera dans un cercueil le drapeau blanc, la tradition de mille ans, le trône très chrétien, le trône de saint Louis et de Louis le Grand. Et nous n'avons plus un Bossuet ni un Chateaubriand pour dire ce qu'il faudra dire sur cette tombe ! Nous n'avons même plus un poète pour graver l'épitaphe ! Quand j'étais très jeune et que je me croyais poète, — ce qui est peut-être un pléonasme, — je rêvais souvent, je m'en souviens, à la pièce de vers qu'il faudrait faire le jour où le Comte de Chambord mourrait. Je ne suis plus jeune et je me contenterai d'écouter le *Dies irae*. Au lieu d'un discours de Bossuet, le mort aura un article d'Ignotus, avant le courrier des théâtres...

Biarritz, 20 août 1883, Maison Marie Bonnotte,
3 *bis*, rue d'Espagne.

Eh bien! mon cher ami, j'ai vu hier à Saint-Sébastien ma première corrida de toros et je me sens prêt à devenir un aficionado passionné. Voilà une des rares choses longtemps tambourinées par mon imagination qui m'ait tenu ce que je m'en promettais. C'est, comme dirait Francisque (1), une tragédie merveilleusement ordonnée, avec son exposition, ses péripéties, sa catastrophe, où l'intérêt ne languit pas un instant. Il faut dire que pour moi le public eût été à lui seul un spectacle suffisant. Pour peindre les huit à dix mille coquins qui remplissaient ces gradins de leur bruit, de leurs couleurs, de leurs passions, il faudrait toutes les truculences et les rutilances de langue auxquelles nous avons sagement renoncé, c'est bien entendu. L'entrée de la cuadrilla enfonce tous les cortèges de l'Opéra : c'est plus solennel, plus pittoresque et surtout plus *vrai* parce que les figures sont aussi historiques que les costumes; il y avait là un caballero sur un andalous blanc qui semblait sorti d'un cadre de Vélasquez, avec sa maigre face en pointe, ses cheveux noirs plats sur la nuque, sa moustache et son espagnole : on m'eût dit que c'était le duc d'Olivarès que je l'aurais cru. Et tout à l'avenant. L'alcade lui-même et les alguazils sont parents de ceux de Gil Blas.

Le dit alcade, convenablement sifflé dès son apparition par les éléments carlistes ou républicains de l'auditoire, jette la clé dorée du toril à l'alguazil; les hérauts, dans leur dalmatique aux armes de Castille, s'effacent de devant la porte; on entendrait voler une mouche si la respiration alliacée des dix mille spectateurs ne les avait pas toutes tuées; la porte s'ouvre, le taureau bondit : c'est l'exposition aussi classique et moins sévère que celle d'*Œdipe-Roi* que j'ai eu dernièrement l'avantage d'entendre chez M. Perrin. Puis banderilleros, picadores, capas, tout ce que vous savez des péripéties toujours variées sous leur monotonie apparente ; enfin la catastrophe : Frascuelo ou Lagartijo qui plante son épée dans la nuque du taureau avec une grâce et une adresse incompréhensibles. On nous en a servi huit hier, les uns à la manière classique espagnole, avec

(1) F. Sarcey.

éventrement de malheureuses haridelles, ce qui est la note dégoûtante, barbare, et, à tout prendre, inutile du tableau ; les autres à la portugaise, ce qui est infiniment plus gracieux et intéressant. Dans la cuadrilla portugaise, les lourds picadores qui viennent faire saigner leurs rosses par le taureau sont remplacés par des caballeros élégants, montés sur des chevaux de luxe et qui doivent défendre leur monture, éviter le taureau. L'émotion n'y perd rien, car le danger pour l'homme est tout aussi grand, et l'on a en plus un spectacle noble et gracieux, des prodiges d'équitation au lieu d'une scène d'équarrissage. Mon Vélasquez sur son genêt blanc a été incomparable dans ses voltes de papillon ; un moment, sa capa rabattue par le vent l'a coiffé et il a été à moitié désarçonné; on l'a cru perdu, mais il s'est tiré d'affaire avec un sang-froid merveilleux. Il n'y a eu de démoli qu'un pauvre diable d'homme de pied, avec le bonnet vert de nos forçats, quand nous avions des forçats ; une espèce d'Hercule qui a voulu faire le saut périlleux entre les cornes du taureau et a été foulé aux pieds par l'animal ; on l'a emporté sans connaissance dans la capella où attendent le prêtre et le médecin comme les pompiers de service dans nos coulisses ; il a pourtant fini par reparaître, les côtes tout en sang, tendant bravement son bonnet vert aux pesetas que lui jetait la foule.

Je m'étais placé dans les gradins du populaire, ce que nous appellerions le Paradis ; autour de moi, les femmes piaillaient avec des petits cris d'épouvante délicieuse, les enfants dansaient, les hommes applaudissaient le taureau espagnol, huaient les matadors portugais, — naturellement, — jetaient leurs bérets rouges dans l'arène. Un gros pêcheur de San-Sébastien chantait alternativement la polka de Farbach, regrettable concession au goût moderne, et le *De profundis*, ce qui était d'une gaîté plus espagnole. La fête a duré trois heures sans une minute d'entr'acte et mon attention n'a pas été lassée un instant. De combien de chefs-d'œuvre scéniques pourrait-on en dire autant ?

Maintenant vous allez m'appeler barbare et m'adresser les remontrances d'Augustin à Alypius. Eh bien ! j'ai réfléchi après, et tâché d'analyser mon impression. Je commence par dire qu'il vaut mieux et que j'aime sûrement mieux entendre une bonne pièce d'Augier jouée par Got et Coquelin ; mais j'estime que, tout bien pesé, la corrida est un spectacle moins stupide, moins malfaisant et démoralisant pour le public que nos opérettes

pornographiques, nos féeries abrutissantes, nos exhibitions de cafés-concerts. On joue avec la vie humaine, soit, mais personne ne réclame contre les courses de chevaux et il est bien certain que la proportion des jockeys fracassés dépasse celle des toreros meurtris; en outre ce jeu a sa noblesse et mieux vaut encore montrer au peuple des gens qui risquent leur vie que des gens qui risquent des paradoxes empoisonnés ou des cuisses mal faites. Cela donne le goût du sang, peut-être, mais entre deux maux je préfère un peuple barbare à un peuple dépravé et énervé qui est mûr pour revenir à la barbarie. Bref, je ne pétitionnerai pas pour introduire chez nous les combats de taureaux, en attendant les gladiateurs ; mais si l'on me répondait qu'en les introduisant on supprimera du coup tout le bas théâtre, le méridional se joindrait chez moi à l'aficionado pour applaudir.

Et maintenant, je vais demain à Lourdes voir des scènes bien différentes, le génie et la passion populaires sous un autre aspect. J'apprendrai sans doute dans le seul milieu où elle fera impression la mort de ce pauvre martyr de Froshdorf. Souffrances inutiles et majestueuses comme tout ce qu'il a fait, mort intempestive, manquée comme tous les actes de sa vie. Le dernier des Bourbons mort de faim, ô ironie macabre! et tirant des faisans dans son agonie! Toujours ce terrible livre des chasses de Louis XVI durant les journées révolutionnaires. Jamais héros d'Eschyle ou de Sophocle n'a eu le sceau de la fatalité marqué à ce degré.

Ce pays est fort beau, pas éclatant et divin comme notre Midi, le vrai, le seul, mais un mélange gracieux et grandiose de Suisse et d'Océan. Une mer très noble, un peu bête, pas intelligente comme la Méditerranée, du moins des couleurs plus sobres, une végétation d'un cossu bourgeois qui n'est ni la parure magnifique des contrées tempérées, ni le haillon orgueilleux des pays brûlés. Un très beau temps chaud sans accablement, on marcherait soi-même tout le jour dans ces chemins entre les bruyères. J'ai déjà lu plus d'un bréviaire et compté pas mal de kilomètres sur la route nationale n° 10 de Paris à Irun. Inutile d'ajouter que je vous regrette et que je voudrais cheminer avec vous,

Come van i fratti minori.

Cela me rendrait tout à fait l'illusion de ma jeunesse et je pourrais me croire encore sur la route nationale de Paris à Coni,

au début de cette route de la vie tracée par un ingénieur de la vieille école qui ne ménage pas les pentes raides, mal entretenue par des cantonniers qui négligent de casser les pierres et où il faut faire soi-même ce dur métier à mesure qu'on avance. Je deviens mélancolique, c'est le voisinage de l'église d'Urrugne qui me dit l'heure avec la devise que vous savez.

Adieu, mon cher ami, et poignée de main.

Paris, 26 octobre 1883.

Mon cher ami,

Êtes-vous mort? Le soleil dévoreur a-t-il séché les encriers des Angles ? Moi, du moins, quand je n'écris pas, je donne de mes nouvelles avec les caractères de M. Quantin. A ce propos, que je vous raconte un événement invraisemblable qui rendra M. votre père stupide en sa qualité d'ancien rédacteur de la *Revue*. En rentrant à Paris, il y a quatre jours, je me fais conduire sans méfiance rue Bonaparte. Je mets la main sur ce bouton de porte qu'ont terni tant de sueurs froides; la porte me résiste pour la première fois depuis dix ans : je lève le nez et j'aperçois cet écriteau ironique : *Magasin à louer* (*sic*). Magasin ! Ahuri, je m'adresse au portier qui me renvoie rue de l'Université, n° 15. Là, je trouve un hôtel d'un cossu bourgeois, — au fond de la cour, au rez-de-chaussée, une galerie intimidante, genre Crédit Lyonnais, avec une perspective de cellules grillées et guichetées contenant des employés corrects penchés sur des pupitres neufs; tout au bout, la caisse de Deschamps commandant fièrement cette perspective. Au premier, au lieu de l'antique et unique salle de rédaction où Mazade, Radau, Brunetière, et jadis de Mars, étaient réunis sous l'œil du maître, de petits bureaux isolés dans chacun desquels trônait, avec quelque chose de digne et de rajeuni, un des personnages susnommés, sauf de Mars bien entendu. Du reste les frais d'ameublement s'étaient bornés à partager entre ces trois chambrettes les trois chaises de l'ancienne salle commune. Plus haut, le cabinet de M. Buloz communiquant avec l'hôtel du fond de la cour. Voilà, mon cher ami, comment l'inéluctable loi de la transformation a atteint la *Revue* elle-même ; Paris a laissé passer inaperçu cet événement historique, comme il a distraitement regardé la démolition des Tuileries : pour moi, je suis encore mal remis de la stupeur où m'a plongé cette révolution...

En dehors de ce fait énorme, rien de neuf dans la bonne ville; les bourgeois se pâment devant le sauveur Ferry, les braves gens de l'Union discutent gravement sur le genre de constitution que doit octroyer M. le Comte de Paris. En général, ils sont pour une constitution modèle 52, et c'est un symptôme fort curieux de voir tous les vieux parlementaires, tous les bons philipparts renier le parlementarisme, brandir une canne à la Javert, retrousser leurs moustaches en croc. On s'est scandalisé pour la forme quand un audacieux jacobin a le premier traité la liberté de guitare, mais au fond tout le monde est de son avis dans tous les camps. Un Bourbon dans la peau d'un Bonaparte, voilà ce que rêvent tous nos amis, à quoi les bonapartistes répondent avec assez de logique : « Alors, prenez notre ours. » — Je ne sais si l'on médite un 18 brumaire à Eu... Je crois qu'on est bien calme à Eu, et qu'on borne son ambition à être le seigneur de cette localité. Y a-t-il au moins de vos côtés un bon mouvement à la Joseph du Bourg en faveur de la Maison d'Anjou ? J'en serais si c'était celle du roi René avec Tartarin pour ministre de la guerre et beaucoup de trouvères à la clef...

Paris, 30 décembre 1883.

Mon cher ami,

J'arrive après Noël, mais à temps encore, pour souhaiter de longs chapelets de félicités à tous les habitants des Angles. Je n'ai pas eu le loisir de correspondre tous ces temps-ci; je devais à mon entrepreneur un redoutable arriéré de feuilles avant le 31; j'ai naturellement attendu la dernière minute pour me souvenir de cette obligation, et, afin d'y faire face, je suis resté courbé jusqu'à hier soir sur les rames... de papiers, tout comme les galériens historiques, les Planche et les Montégut. J'ai tâché de faire pour la Russie ce que j'avais fait jadis pour l'Orient dans *Vanghéli*, un extrait psychologico-pittoresque (1). Mes amis dans le mouvement vont trouver cela bien vieux jeu... Si vous saviez comme l'évolution littéraire se précipite ici ! La mode est de s'intituler avec fierté : un décadent. L'autre jour, dans une réunion d'esprits très distingués où figuraient deux académiciens, on soutenait, — et tous les jeunes étaient d'accord sur ce point, — que Leconte de Lisle est un poète et que Musset

(1) Voyez les *Nouvelles Orientales*, 1 vol. ; Nelson.

n'en est pas un; son tort est d'avoir du sentiment et de la passion, ce qui est incompatible avec l'art : voilà le dogme en faveur. L'art, c'est-à-dire une recherche prétentieuse, byzantine et glaciale, tel doit être le dernier mot de l'effort humain. A force de raffiner et de raréfier, nous en arriverons bientôt à un idéal littéraire semblable à celui de ce Quadjah de Damas qui me disait un jour : « Je lis un bien bon livre, Monsieur, un des chefs-d'œuvre de la littérature musulmane : car nous ne sommes que dix dans la grande mosquée qui puissions le comprendre. » Allons, décidément, comme disait le faux poète :

Je suis venu trop tard dans un siècle trop vieux...

On me rapporte que le duc de Broglie a bien voulu dire ces jours-ci dans son cercle que j'étais le seul de la jeune génération que l'on pût décemment faire entrer à l'Académie. A ce propos vous aurez donné comme moi une larme sincère au pauvre Laprade et retrouvé quelques-uns de ses vers *querciques* que nous jetions autrefois aux arbres de Bobigneux en gravissant les sommets du Forez. L'auteur de *Psyché* était bien oublié ici : cela même a donné plus de saveur à cette belle lettre d'outre-tombe que les journaux nous ont apportée la veille de sa mort... La plume de diamant a disparu, perdue dans le bruit des crayons de Mangin. Coppée va succéder à Laprade et en parlera dignement. Montégut sera très probablement choisi pour l'autre fauteuil... Le forçat de la *Revue* remplacera celui que Guizot appela un jour le forçat de l'Histoire (1). Comme le mot est juste et caractérise bien le soi-disant historien national! Vous m'objecterez que je ne l'ai pas lu, que personne ne l'a jamais lu, mais j'ai lu ses discours politiques et cela suffit bien! Dites à monsieur votre père que j'ai beaucoup, beaucoup pensé à lui hier soir. J'avais été engagé à une première aux Italiens dans la loge du baron de Nucingen. Vous savez comment un impresario, habile à exploiter la mode, essaye de ressusciter le théâtre de Ventadour, dans les conditions de luxe, d'élégance et de choix social qui firent la fortune de cette institution au temps de nos pères. Hélas! quelle parodie et que ce point de comparaison imprudemment choisi fait bien ressortir la transformation radicale de la société française! Nous connaissons, comme si nous y

(1) Henri Martin.

avions été, par Balzac et par le Vieux Mélomane, ces chambrées éblouissantes de l'ancien Ventadour où Mmes de Maufrigneuse et de Langeais, Rubempré, Rastignac, Lostalot, etc., écoutaient Mario, Tamburini et la Malibran. Je les évoquais hier et j'aurais voulu que votre père fût près de moi pour les évoquer encore mieux ; mais comme il aurait souffert dans la poésie de ses souvenirs ! Au théâtre lyrique, dans ce quartier bête, excentrique et démocratique, il n'y avait que de vaines ombres d'autrefois et les grossières réalités du présent. Sur la scène quelques polonais et batignolais, italianisés, aphones, gémissaient une œuvre sénile de Verdi ; dans les loges et à l'orchestre toute la Bourse, des figures connues de Galata, de Smyrne, d'Alexandrie ; çà et là quelques douairières en deuil du dernier roi de France....

Paris, 17 février 1884.

Mon cher ami,

Je n'ai pas répondu à votre carte, j'ai laissé à la *Revue* le soin de confondre vos soupçons injurieux... *incessu patuit.*

En ce moment je suis attelé à un travail sur une chronique espagnole, traduite et publiée par mon ami José-Maria de Heredia, gentilhomme cubain, grand poète, grand érudit, un des beaux fleurons de notre École des Chartes. Vous êtes bien capable de ne pas même connaître de nom ce poète exquis. Ainsi, G. Boissier a trouvé cet été à Boulogne-sur-Mer une famille qui n'avait jamais entendu parler de Victor Hugo. Votre cas est plus excusable, car Heredia n'imprime pas : à la publicité de Lemerre il préfère spirituellement l'ancien jeu, le débit de ses sonnets dans les cénacles de lettres, dans les salons délicats, et cela lui a constitué déjà une notoriété poétique dans le Tout-Paris lettré. Il a fait huit ou dix des plus beaux vers de ce siècle : c'est quelque chose. En outre, quatre gros volumes de traductions et notes d'un ciselé à faire pâmer l'École des Chartes. Tout cela n'est pas pour le gros public, mais assez d'autres se chargent de faire manger du foin à ce pachyderme.

Pour le Vieux Mélomane, j'ai à constater le succès très vif d'*Hérodiade* qui m'a fait grand plaisir, et le succès moins vif, mais réel cependant, de *Manon*, une Manon plus parisienne que l'original, qui ne se résout pas à passer l'Atlantique et meurt à Sainte-Adresse...

Adieu, mes amitiés au Rhône et cordiales poignées de main.

A Armand de Pontmartin

6 mai 1884.

Mon cher maître,

Voici encore un volume d'Arlequin en attendant le livre, le livre qu'on doit toujours faire, qui court devant nous tout le long de la vie, après lequel on s'essouffle. Ces études sur le XVIIIe siècle russe ont déjà paru dans la *Revue*, mais elles sont nouvelles, puisqu'elles sont oubliées. Brunetière, qui aurait remporté le prix de mémoire sur Pic de la Mirandole, me disait l'autre jour dans un élan d'indignation : « Quel public ! pour lui tout ce qui est imprimé est inédit ! » Le mot caractérise assez bien l'insondable ignorance et la prodigieuse légèreté de ce grand public démocratique : je parie la tête de M. Grévy que si quelques centaines de vieux humanistes voulaient bien se donner le mot et garder le silence, une réimpression du *Neveu de Rameau* signée Bonnetain, avec préface d'Alexandre Dumas, serait menée tambour battant jusqu'au dixième mille par des lecteurs inconscients, à grand renfort d'articles dans la presse sur cette *nouveauté*...

Je voulais seulement vous demander de tenir sur les fonds de la *Gazette le Fils de Pierre le Grand*. — Me voici devenu un vieux routier parisien ; j'ai un peu dans tous les coins des amis ou des équivalents d'amis, auxquels je passe de temps en temps la casse et qui vont me repasser le séné dans des officines plus bruyantes à coup sûr que la vieille *Gazette*; eh bien ! vous croirez sans peine qu'un seul article m'ira vraiment au cœur, celui qui viendra du vieil ami de la jeunesse et des débuts, du premier qui m'a encouragé et mis en selle. Autrefois je vous demandais mon tour en vers ; mais je suis arrivé à l'âge où il est dûment décédé,

Le poète mort jeune en qui l'homme survit.

Adieu, mon cher et respectable maître ; quand est-ce que je le repasserai ce pont d'Avignon où tout le monde passe ? Du moins la chanson a été prophétique pour la littérature française qui depuis bientôt un demi-siècle passe ce pont pour aller se faire juger. Mes amitiés à Henri et croyez encore aux sentiments d'attachement filial de

Votre toujours dévoué.

Paris, 25 mai 1884.

Mon cher maître,

Que diriez-vous d'un élève de rhétorique, fût-il même, hélas ! un *vétéran* qui, en venant sur l'estrade recevoir le prix de discours latin, aurait l'aplomb de complimenter le recteur sur l'absence de solécismes dans le discours d'ouverture? Eh! bien, avant de vous remercier et au risque de paraître le dernier des jocrisses, je veux vous dire que votre *Samedi* d'hier me semble un des plus remarquables que vous ayez écrits, et qu'en le lisant j'en ai peut-être joui plus encore comme artiste que comme lauréat (1). J'ai quelques raisons de bien connaître mon sujet et on m'accordera tout au moins que ce sujet ne traîne pas dans les Dictionnaires de la conversation ; j'ai été pénétré d'admiration devant la puissance d'assimilation qui vous a permis de saisir, de concentrer et de clarifier en quelques colonnes tout l'essentiel de ce sujet. J'en ressens presque la terreur naturelle aux auteurs gratifiés de trop bons articles ; car enfin un article est fait pour qu'on achète le livre, et le vôtre disant si bien et si bref tout ce qu'il y a dans le livre, personne n'a plus besoin ni envie d'acheter ce dernier. Quel modèle à proposer aux jeunes critiques, s'il y avait encore des apprentis dans cet art qui disparaît ! Il faudrait seulement les mettre en garde contre l'amitié qui grossit les mérites du prévenu et lui dit trop de choses flatteuses : dame ! ce n'est pas moi qui aurais ce courage. Si votre article m'a fait bien plaisir, votre lettre m'a fait de la peine, par le ton de tristesse qui y régnait. Faut-il donc que ce soit moi qui vous fasse un cours de philosophie? Sans avoir travaillé comme vous un demi-siècle, je me dis déjà : « A quoi bon? » et je me réponds avec la devise de La Rochefoucauld : « C'est mon plaisir... » Quand on écrit avec le respect de soi-même et des autres, on n'est plus lu que par un petit groupe de fossiles, ceux qu'on appelait autrefois les honnêtes gens et qui disparaissent comme une goutte d'eau de rose dans l'océan saumâtre de la démocratie... Nous sommes condamnés de naissance à la conspiration du silence. Si cela peut vous consoler, j'ai le plaisir que vous avez eu si longtemps de lire dans les feuilles très publiques des articles doucereux qui commencent invariablement ainsi : « Un homme du monde qui

(1) Voyez *Souvenirs d'un vieux critique, cinquième série*, 1 vol. in-18; C. Lévy.

écrit agréablement à ses heures, » ou « Un dilettante qui a tout ce qu'il faut pour bien écrire... » et Dieu me pardonne si ces « écrivains de métier, » qui l'écartent doucement de leur boutique, se sont jamais avisés comme le dilettante de passer toute une nuit sur une page ! Mais il faut triompher de cet agacement et se rappeler ce que je constate chaque jour, combien le bruit de Paris est trompeur à distance :

De loin, c'est quelque chose et de près ce n'est rien.

J'entends le bruit assourdissant de trois ou quatre journaux du boulevard qui en imposent à Buenos-Ayres ou à Caracas, mais qu'on méprise ici. Ils font la vente, c'est vrai, mais ils ne font pas la réputation. Vous me parlez des *Souvenirs* de G. Claudin. Je peux vous affirmer que personne ne connaît le livre et que bien peu ont entendu ce nom dans les milieux où se font les fortunes littéraires sérieuses, celles qui durent et forcent tôt ou tard à compter : ni chez M. de Broglie, ni chez M. Taine, ni à l'Académie, ni dans l'Université. Chaque jour on distribue sur le boulevard de la gloire en gros sous... ; mais tout ce bruit meurt bien avant de passer l'eau, avant de battre les murs du Palais Mazarin, du Collège de France et de toutes les maisons vraiment françaises...

J'allais oublier de vous donner une triste nouvelle : mon excellent voisin, le chef de la famille où je compte mes meilleurs amis et qui est pour moi un second foyer, le comte d'Haussonville, se meurt depuis deux jours d'une angine de poitrine ; il n'y a plus d'espoir de le sauver ; ce sera une grande perte pour l'Académie, pour la politique sensée, pour tout le petit milieu où je vis. Il n'y a pas huit jours, cet aimable vieillard nous lisait des souvenirs inédits, écrits avec une verve incomparable, et je pensais à vous durant cette lecture : il racontait les Salons de Paris en 1829-1830, Mme de Boigne, Mme de Chatenay, Pozzo di Borgo ; il nous faisait rire avec l'histoire d'une pièce de vers de la belle Delphine, qui avait pris pour sujet : *Le diable se déguise en saint Joseph pour tenter la Madeleine*... Quelques contemporains octogénaires l'écoutaient et contrôlaient ses souvenirs : M. de Vielcastel, M. de Saint-Aignan ; on avait bien voulu m'admettre comme un jeune Éliacin dans ce cénacle de patriarches ; et ce sera la dernière fois que j'aurai vu l'aimable et spirituel écrivain.

Mais je m'étends comme une inondation du Rhône. Adieu, mon cher maître, merci encore, mes amitiés à Henri et croyez-moi toujours

Votre respectueusement dévoué.

A Henri de Pontmartin

31 décembre 1884.

Mon cher ami,

Si j'étais vindicatif moi aussi, j'écrirais sur des petites cartes. Veuillez remarquer que j'y aurais mille fois plus de droits, car que faire aux Angles à moins que l'on n'écrive? Tandis que je suis l'un des hommes les plus occupés de Paris où il y en a beaucoup. Je ne me souviens pas d'un mois dans ma vie aussi écrasé de travail. Je ne suis pas sorti de mon cabinet depuis fin novembre. Je viens de terminer, il y a deux heures, pour cette redoutable échéance du 31 décembre, un article à faire rompre le pont d'Avignon, qui exigeait, — l'article, pas le pont, — la lecture de quatorze volumes. Mais il s'agit de lancer un nouveau romancier russe, le troisième de la grande trilogie : Tourguenef, Tolstoï, Dostoïewsky. C'est un homme énorme; je ne crois pas qu'il ait ici le succès général de Tolstoï, mais il a déjà trouvé des fanatiques. Taine me disait ces jours-ci que MM. Zola, Daudet, de Goncourt et consorts ne sont pas dignes de dénouer les cordons des souliers de cet homme-là. Vous verrez ça le 15 janvier. Avant de l'écrire, j'ai dû le parler dans une conférence à la Société historique du cercle Saint-Simon. C'était la première fois de ma vie que je parlais en public; j'ai eu une peur affreuse; je déclare que je préfère prendre de l'huile de ricin; mais enfin je m'en suis tiré et mon auditoire s'est dit satisfait...

19 mars 1885.

Mon cher ami,

Oui, je suis coupable, je me le dis chaque jour, et selon l'usage, je me prolonge dans mon péché en le maudissant. Mais si vous saviez comme je suis pris, écrasé de besogne et cela avec une difficulté croissante à dévider le fil d'une pensée sur du papier de copie! Jugez-en. J'achève la préparation d'un gros volume sur la littérature russe, ce qui vous explique mon absence momentanée de la *Revue*. D'autre part, les sangsues des *Débats :* la revision pour cette feuille d'une traduction de

la *Maison des morts* de Dostoïewski, qui va commencer de paraître le 30 mars avec un avant-propos de votre serviteur. Puis des promesses arrachées par Yung, le directeur de la *Revue Bleue*, par F. Masson, le directeur de cette revue sardanapalesque qui s'appelle *les Arts et les Lettres :* une publication monstre de la maison Goupil, 300 francs par an si vous voulez vous abonner, qui est à la *Revue* ce que l'Opéra de Garnier est au Conservatoire ; elle a en tout cent quarante-sept abonnés, tous banquiers, je suppose; donc personne ne vous y lit, mais l'administration paie royalement.

Enfin, et ceci est le coup de massue, la *Revue*, la vraie, la seule, m'a confié une grosse affaire : la liquidation de la succession Victor Hugo. Ce sera au moins trois articles, je voudrais arriver durant la campagne de printemps, je ne sais si j'y parviendrai. Je vois devant moi avec terreur les quarante volumes de l'édition Quantin. Il y en a une douzaine qui sont depuis beau temps dans notre mémoire et dans notre cœur, mais les autres? Et la morale à tirer de cette immense fable. La meilleure préparation eût été sans doute d'aller écouter une journée aux Angles l'ancien combattant de la première d'*Hernani*. J'ai lu trois chapitres de ses *Mémoires* dans le *Correspondant;* j'attends son volume...

Tout le monde va bien autour de moi. Je suis si heureux de savoir votre père parfaitement remis ! Dites-le lui, je vous prie, et croyez, mon cher ami, que toutes les causes sont bonnes pour expliquer les interruptions de correspondances, excepté la plus invraisemblable de toutes : un krack de la vieille amitié.

23 mars 1885.

Il est mort (1), mon cher ami; pendant que la canaille qui grouille chez le marchand de vins, en face de sa maison, va s'approprier sa dépouille, pendant que les députés, les communards et les francs-maçons vont battre la caisse sur ce cadavre, nous nous enfermerons pour relire ce qui nous appartient de lui, ce qui est entré dans notre sang, ce que nous nous récitions à vingt ans entre Gourdan et La Mûre, quand je vous reconduisais le soir. En voyant disparaître cet esprit qui nous a possédés à nos meilleures heures, j'ai bien pensé à vous; c'était comme un lien

(1) Victor Hugo.

de plus de notre jeunesse, un des plus forts, qui se rompait. Il faut s'attrister, mais quelque énorme folie que fassent ses exploiteurs, quelque surprise que nous réserve cette mascarade, il ne faut pas injurier, il ne faut pas renier le génie qui nous a communiqué ces enthousiasmes dont notre amitié était réchauffée.

Je souhaite que nous nous retrouvions assez jeunes pour le relire encore ensemble, et je vous serre encore la main sur le vieux volume des *Orientales*.

A vous.

Paris, 26 mai 1886.

Mon cher ami,

Je suis un peu déçu de ne pas voir venir votre opinion sur ma préface. C'est la chose où j'ai mis le plus fort de ma pensée et je voudrais connaître la vôtre à ce sujet. Ici, je recueille l'impression que cet article a eu un grand pouvoir de pénétration, surtout dans la jeunesse. J'en ai le témoignage par des lettres de gens bien divers, des visites de jeunes gens et par des échos qui me reviennent de partout. Mais je voudrais savoir ce qu'on dit aux Angles. Le volume paraît le 4 juin (1), il prendra aussitôt le rapide, et je réclame de mon juge un tour de faveur, que j'ai la fatuité de ne plus appeler de ce nom, tant une vieille amitié m'a habitué à considérer ce privilège comme une servitude due aux anciens souvenirs.

Retenu par mes travaux, je suis seul à Paris ; ma femme et mes enfants m'ont devancé en Ukraine ; j'ai embarqué la semaine dernière tout mon petit monde pour le voyage de 2700 kilomètres, ce qui est un peu loin, à mon gré ; je ne pourrai les rejoindre qu'assez tard, en faisant un crochet par Agram pour rendre visite à Mgr Strossmayer. Le grand évêque a bien voulu m'engager depuis longtemps à aller voir sous ses auspices ce coin du monde slave que je ne connais pas encore.

Nous ne savons pas encore ce soir si nous les expulserons (2). Le Conseil est divisé par cette pomme de discorde et les paris sont ouverts. C'est la politique chez la portière pour faire suite au roman chez la même. Je vous assure d'ailleurs que personne

(1) *Le Roman russe*, 1 vol. in-16 ; Plon.

(2) Il s'agit des Princes d'Orléans. Les Chambres votèrent la loi d'expulsion en juin 1886 : l'article 1er interdisait aux chefs des familles ayant régné sur la France et à leurs héritiers directs dans l'ordre de primogéniture de vivre sur le territoire de la République française.

ne méditait un 18 brumaire rue de Varennes le soir où j'y fus (1). Chacun se contentait de pousser sa vanité et de réclamer ses préséances avec cette âpreté qui est en raison directe de l'éloignement où l'on se trouve du pouvoir effectif. Voir les *Mémoires d'Outre-Tombe*...

Adieu, mon cher ami, il est fort tard ; ceci n'est qu'un bonjour que je remettais à vous dire après avoir donné mes derniers bons à tirer et débarrassé ma table, en attendant qu'une autre besogne vienne en chasser les feuilles de papier à lettres; elles ne trouvent jamais la place ni le temps de s'insinuer sur cette maudite table, et pourtant il en restera toujours une pour vous porter le cordial *vale*.

A Armand de Pontmartin.

Bobrowo (Russie), 30 juillet 1886.

Cher maître,

Je vous dois encore une fois des remerciements et cette fois peut-être plus vivement sentis que jamais (2). Oui, je préfère mille fois une discussion aussi courtoise que vigoureuse aux éloges non mitigés : ces derniers, étant donnés nos rapports, risqueraient de ressembler au prix d'encouragement décerné par le vieux professeur au jeune élève, uniquement parce que c'est l'époque de la distribution annuelle et qu'il faut faire plaisir aux parents. Le fond du débat, entre nous, vous l'avez très bien marqué, c'est que vous avez le double de mon âge. Et de pareils débats sont insolubles. J'imagine M. de Féletz, qui était un excellent esprit, jugeant vos premiers essais sur les romantiques ; la situation et la contradiction eussent été exactement les mêmes. Je subis sans doute la réaction, et je crois la subir bien moins que beaucoup d'autres dont la force vous étonnerait si vous traversiez Paris : Victor Hugo s'écroule en entier. On ramassera sans doute bien des morceaux, qui sont bons, mais en ce moment c'est une conspiration unanime. Quant à l'apothéose de 1880, vous savez comme moi qu'elle était décernée au démagogue, à l'humanitaire, à l'exilé de 52, à l'octogénaire, et, comme l'a si finement remarqué Brunetière, au millionnaire : les admirateurs des *Feuilles d'automne* sont ceux qui y ont le moins

(1) Il s'agit d'une réception chez le Comte de Paris.

(2) Voyez dans les *Souvenirs d'un vieux critique, huitième série*, 1 vol. in-18; C. Lévy, l'article sur *le Roman Russe*.

participé. Un fait singulier et instructif vous sera affirmé par tous les Parisiens qui s'occupent des choses de théâtre : en l'an de grâce 1886, les directeurs osent à peine mettre sur l'affiche *Hernani* et *Ruy Blas;* ils n'osent pas remonter les autres drames, malgré les *sollicitations officielles*, de peur d'y perdre à coup sûr de l'argent; et quand ces mêmes directeurs donnent *Andromaque* ou *Bérénice*, on ne peut pas se procurer un strapontin l'avant-veille. J'en ai fait plusieurs fois l'expérience à l'Odéon et aux Français. J'ai également constaté qu'on prenait plus de plaisir et qu'on ricanait moins à *Antony* qu'aux drames d'Hugo. Pour son théâtre, il y a positivement « décri » et définitif, je le crains, ce qui ne sera pas le cas des premières œuvres lyriques...

Vous abordez des sujets plus graves et que je ne veux pas reprendre ici en quelques lignes. Mais pourquoi pensez-vous qu'en rappelant les origines de l'univers selon la science, j'en ai parlé « heureusement sans y croire. » Je vous assure que j'y crois très fermement, et je croyais m'être suffisamment expliqué sur leur conciliation possible avec la Genèse. Croyez-vous encore aux six jours, entendus littéralement, malgré Cuvier, que vous ne récuserez pas? Faut-il vous rappeler comment les systèmes de Copernic et de Galilée, d'abord anathématisés, ont fini par faire très bon ménage avec l'Écriture? Il en sera de même du système de Darwin et de tant d'autres, au moins dans leurs parties irréfutables. Un savant prêtre, l'abbé Frémont, a consacré ses conférences de cet hiver dans l'église Saint-Philippe à la démonstration de cette thèse, et il admet parfaitement que nous provenions d'un mollusque ou de tout autre ancêtre aussi peu distingué. La Genèse trace de grandes lignes, elle laisse toute liberté à la science pour le détail. Concédez-moi, enfin, que j'ai été presque aussi dur que vous pour le réalisme *français*, pour Stendhal et pour Flaubert. Quant à l'influence de *Bouvard et Pécuchet*, je n'exagère rien; si vous viviez dans les milieux littéraires des « jeunes, » pour qui je suis déjà un barbon, vous verriez qu'on y sait ce bréviaire par cœur. Ma thèse est précisément qu'il faut remplacer ce réalisme-là par un autre. Votre comparaison finale entre l'invasion cosaque et l'invasion écossaise, entre l'influence de Tolstoï et celle de Walter Scott, m'est bien souvent venue à l'esprit, si l'on tient compte de ce fait, que les phénomènes littéraires ont aujourd'hui bien moins de relief qu'en 1820 et

qu'il est très difficile de les apercevoir dans l'immense dispersion d'idées d'une démocratie. Je crois que la comparaison peut être poussée à bout sans désavantage pour Tolstoï et qu'il a pénétré les esprits de notre génération aussi profondément que Walter Scott ceux de la vôtre. Mais il faut attendre quelques années encore pour faire la preuve.

Je suis effrayé de ma loquacité, c'est une post-face après la préface, et cela ne voulait être qu'un remerciement ; il part comme toujours d'un cœur qui vous est bien attaché, celui de

Votre respectueux et fidèle ami.

A Henri de Pontmartin.

Bobrowo, Lébédine, 30 août 1886.

Mon cher ami,

Il faut pourtant que vous voyiez le timbre à l'aigle double. La saison que nous traversons n'encourage guère à écrire des lettres ; elle nous prémunit contre les dangers de cet exercice et nous apprend que nos grands hommes n'ont pas de pire ennemie que leur écritoire. La maladie épistolaire est aussi funeste à M. Caubet qu'au général Boulanger, à M. Ferry qu'à M. le Comte de Paris. *Pereunt propter nimiam litteraturam.* Mais comme on ne me pendra jamais pour les lettres adressées aux Angles, je veux vous dire bonjour du fond de mon ermitage. J'y vis comme un Chartreux, *cum libris et liberis;* ma femme est à Marienbad en train de prendre les eaux bohêmes. Je ne vois personne, je ne sais rien, les journaux de France m'arrivent vieux de huit jours et je n'ai plus la clé pour les lire.

Pour le quart d'heure, je pratique des fouilles dans la vénérable bibliothèque de Bobrowo. En fait de romans nouveaux, je lis *la Nouvelle Héloïse* qui me paraît un chef-d'œuvre fort supérieur à *Sapho* et à bien d'autres; je lis les *Malheurs de l'Amour* par Mme de Tencin, et *Zayde* faussement attribuée à M. de Segrais, cet ouvrage étant de Mme de La Fayette. Comme il ne faut jamais disputer des goûts littéraires! Je suppose que je m'asseois dans un wagon à côté d'un lettré du haut commerce: il tire de son sac *le Maître de Forges* ou *la Grande Marnière*, moi ma *Zayde;* certainement, cet homme prend du plaisir à son livre et mourrait d'ennui sur le mien; moi, je me divertis à la lecture de ce dernier et j'aimerais mieux sauter par la portière que de lire le volume

de mon voisin. Qui nous départagera? Il y a bien le suffrage universel et ce chiffre sans réplique : 215e édition, que j'ai lu sur le chef-d'œuvre de M. Ohnet dans la gare de Carlsbad. C'est aussi péremptoire que le *Sans dot !* Oui, mais M. Ohnet lui-même ne contente qu'un cénacle en comparaison de M. Richebourg, qui fait palpiter les 800 000 lecteurs du *Petit Journal*, et cet « écrivain » doit baisser pavillon à son tour devant Mathieu de la Drôme. Je lisais hier dans Joseph de Maistre : « La fortune des livres serait le sujet d'un bon livre; les uns ont la renommée et les autres la méritent. »

Si vous me demandez pourquoi je relis le terrible comte, je vous répondrai que je me suis laissé entraîner à promettre un petit volume sur lui pour une publication que la maison Hachette va entreprendre. C'est une idée assez heureuse, qui est née un beau dimanche entre quelques amis chez Gaston Paris et qui a fait son chemin. Quelqu'un fit remarquer que nous n'avions rien de semblable à la collection des *sketches*, où les Anglais popularisent les biographies de leurs grands écrivains d'une façon méthodique, dans des volumes à bon marché. On dressa, séance tenante, et non sans grands débats, comme vous pouvez croire, une liste des quarante plus grands écrivains français, — le chiffre 40 est fatidique chez nous en littérature, — on résolut de les partager entre 40 noircisseurs de papier en tenant compte des affinités électives ou des sympathies qui donneraient du piquant pour le public à ces conjugaisons d'un mort et d'un vivant. Et voilà comment G. Paris fera Villon, E. Augier Corneille, Caro Descartes, Zola Rabelais, Brunetière Bossuet, Halévy Marivaux, Pailleron Beaumarchais, Renan Lamennais (c'est la perle, le clou !), A. Dumas George Sand, Taine Sainte-Beuve, Bourget Stendhal, J. Simon Thiers, etc... Pour ma part, je rompis des lances pour faire inscrire sur la liste de Maistre qu'on avait omis, et, comme conséquence, je dus m'en charger (1). Ce seront de petits volumes cartonnés à 2 francs, tirés à 10 000 exemplaires, et le peuple français n'aura plus d'excuses s'il ignore ses gloires. Voilà à quoi j'occupe mon été.

Je vais nonobstant tirer un pied de cochon pour aller voir le littoral de la Mer Noire, que je ne connais pas encore, Odessa, la

(1) L'étude de E.-M. de Vogüé sur Joseph de Maistre resta inachevée. Ce fut M. Georges Cogordan qui publia dans la collection Hachette le volume sur J. de Maistre.

Crimée, Sébastopol aux grands souvenirs. Je viens d'envoyer aux *Débats* les notes de ma course en Bohême, mais les *Débats* ne pénètrent pas aux Angles!

Est-ce que les Venaissins prennent les mœurs de nos Russes, est-ce qu'ils font parler le « Coq rouge? » Je viens de lire dans une Gazette que les forêts (oh! ces méridionaux!) de votre voisin des Issarts flambaient. J'espère que le feu n'aura pas gagné vos garrigues. Quand les reverrai-je? Quand y reporterai-je mes cheveux grisonnants, — car ils grisonnent ferme, — et mon amitié toujours bon teint? Comptez sur cette dernière, mon cher ami, vous savez qu'elle est sourde à cette vilaine musique des heures, qui couvre peu à peu toutes les belles chansons d'autrefois.

A Armand de Pontmartin

Vers 1886.

... Je me figure que, lorsque vous regardez de votre ermitage les transformations rapides et les chutes de ce temps, vous devez parfois vous sentir plus burgrave que Job, vous devez dire à Henri comme Job à Otbert :

... Fils,
Mon pays me fait mal, je regarde ma race,
Ma race me fait peur.

On nous montre en ce moment l'œuvre de Delacroix, un qui voulait avec son pinceau ce que vous avez voulu avec votre plume. Cela a l'air de dater de trois siècles; les peintres très forts et très pratiques d'aujourd'hui y viennent rire en compagnie. Moi, je suis tout bêtement séduit par cette orgie de rêves, de passions et de grands efforts, par ces lions à crinières rouges et ces lions à redingotes pincées, ces Croisés, ces émirs, ces Sardanapales. J'ai pensé à vous, là; vous y eussiez été plus jeune encore que moi, chez vous; vous m'auriez dit comment c'étaient toutes vos idées et tous vos sentiments qui palpitaient dans les tableaux de votre contemporain, et que personne ne comprend plus. Après quoi, je vous aurais fait lire un numéro de la *Revue indépendante*, des vers de Stéphane Mallarmé et de la prose de Paul Verlaine, l'illustre auteur des *Chairs molles...*, et vous auriez couru d'une traite à la gare de Lyon, épouvanté.

Adieu, cher maître, j'ai abusé de l'occasion et je suis inquiet : vous refusez, me dites-vous, les lettres des excen-

triques, des provinciaux et des curés. Je ne suis pas provincial, — ce qui a du bon, puisque c'est synonyme de propriétaire, — ni curé, ce qui est peut-être encore meilleur, mais je ne suis pas sûr d'échapper à la première rubrique.

Chargez-vous cette fois de mes amitiés pour Henri et croyez à ma vieille et respectueuse affection.

Au même

Paris, 31 décembre 1886.

Mon cher et respectable maître,

Je vais donc faire des efforts herculéens pour entrevoir le numéro de janvier des *Lettres et les Arts*, sûr d'être bien récompensé de ma peine. Mais savez-vous que lire cette revue est un des problèmes les plus difficiles à résoudre pour un Parisien? Je ne connais qu'un moyen infaillible : aller la feuilleter à Odessa, où j'ai relevé un abonné, être mythique, *le seul* que je connaisse au monde. A Paris il y avait trois juives riches et affolées de littérature, abonnées l'an dernier; je sais qu'elles n'ont pas renouvelé. Rothschild doit recevoir cette publication, mais il est en grand deuil et ne reçoit personne autre. Pensez donc : 300 francs par an, 30 francs le numéro! Plus une armoire spéciale pour loger la collection de l'année, ce qui porte l'abonnement à un millier de francs! C'est un problème pour tous les gens de presse que la durée de cette entreprise ruineuse. Et cela par un temps bien hostile aux débitants de prose...

J'espère que le Rhône s'est décidé à sortir de chez vous et qu'il aura fécondé vos garrigues en tordant ses cheveux. Il faut vous souhaiter de ne pas revoir cet hôte en 1887 et joindre à ce souhait tous ceux que je fais pour votre santé, votre infatigable labeur et votre repos. Avec ces trois équivalents, on amalgame presque du bonheur. Veuillez transmettre une bonne part de mes vœux amicaux à Henri et croyez-moi toujours, cher maître.

Votre dévoué serviteur.

Au même.

Paris, 25 avril 1887.

Mon cher maître,

Vous seriez justement surpris de ne pas recevoir mes compliments et mes vœux, au moment où vous fêtez cette mil-

lième *Semaine*, qui nous donne à tous un si bel exemple de travail et de perpétuelle jeunesse d'esprit. C'est bien le cas de l'appeler un jubilé : le mot sera juste pour ceux qui ont le bonheur, — ou le malheur, — d'avoir lu ces *Semaines* depuis la première, et que votre plume étincelante a fait si souvent jubiler. Ce que j'admire le plus dans cet effort continu, c'est que vous n'ayez pas depuis longtemps lâché votre sceptre, pris d'un invincible dégoût pour la vanité de la littérature. Quelle pyramide de livres oubliés ces mille articles doivent représenter à votre mémoire ! Que d'ossements en poussière ! Quelle vision d'Ézéchiel ! Comme ce digne prophète, vous les avez appelés, vous les avez fait vivre un instant; mais aujourd'hui ? Si vous vouliez les ressusciter, ils se mêleraient dans une lamentable confusion; vous évoqueriez un fantôme construit avec un torse de Ponsard, une côte de Viennet, un cartilage de Reboul, un tibia de Ducray-Duminil, et un péroné du vicomte d'Arlincourt. Vanité des vanités!

Pourtant vous continuez et vous continuerez. Vous n'arrêterez pas votre liste, comme un de vos grands amis, au chiffre fatidique de mille et trois. Je parie pour un beau tournoi entre le Chevreul de la chimie et celui de la critique. Notre temps est bien encourageant pour les octogénaires. On n'y fait quelque figure qu'en approchant de ce tournant ou en le dépassant. A qui appartient le monde? Guillaume, Moltke, Bismarck, Gladstone, Deprétis, Grévy, Lesseps, Chevreul, Hugo naguère, Mac Mahon, Madier de Montjau, Delaunay, Maubant, Sarah Bernhardt... Tous octogénaires ou presque, ceux qui sont en scène. Tout pour le burgrave Job ; le petit Magnus n'a même pas le droit d'élever la voix. Faites bien longtemps votre partie dans ce chœur vénérable, cher maître; continuez à nous juger avec l'indulgence que donne la longue pratique des péchés littéraires; continuez à mêler un peu de sympathie pour l'avenir à vos regrets si légitimes du passé. C'est la grâce que vous souhaite un de ceux que vous avez formés; s'il n'est pas toujours le plus docile, il est bien certainement le plus attaché à son vieux maître et il vous prie d'en agréer l'assurance.

EUGÈNE-MELCHIOR DE VOGÜÉ.

(*A suivre*).

AVEC LE MARÉCHAL JOFFRE
EN EXTRÊME-ORIENT

(Novembre 1921-Janvier 1922)

I

INDO-CHINE ET SIAM

C'est au printemps dernier que le principe d'une mission française officielle en Extrême-Orient fut admis par le Gouvernement : il convenait en effet de rendre au Japon la visite que le Prince héritier Hirohito venait de faire à la France et de resserrer nos liens d'amitié avec tous les pays d'Asie qui avaient participé à la victoire.

On demanda au vainqueur de la Marne d'accepter cette mission : l'autorité exceptionnelle qui s'attache à son nom, l'éclat des services qu'il a rendus à la cause de la liberté, le souvenir de ses campagnes coloniales en Extrême-Orient, le désignaient plus qu'un autre pour une telle ambassade.

Sans doute avait-il bien mérité le droit, comme le poète, de vivre dans sa maison le reste de son âge; mais, lorsqu'on lui représenta les raisons qu'avait le Gouvernement de lui demander ce sacrifice à son repos, il accepta très vite de reprendre son bâton de pèlerin pour mettre une nouvelle fois le prestige de sa gloire au service de la France.

C'est dans ces conditions que le Maréchal s'embarquait à Marseille le 11 novembre 1921 à bord du *Porthos*, paquebot des Messageries maritimes, pour l'Indo-Chine, le Siam, le Japon et la Chine.

22 novembre.

Dans le golfe d'Aden. A bord du *Porthos.*

Voilà traversée la Mer Rouge. Par un sort favorable, la température a été clémente : brise fraiche et pluie.

A Port-Saïd, Ismaïlia et Djibouti, le Maréchal est descendu à terre : il a reçu l'accueil enthousiaste des colons et des indigènes. Déjà sans doute tout le long du Nil mystérieux, son nom est allé rejoindre, dans la mémoire des peuples africains, ceux de Bonaparte, de Lesseps et de Marchand.

Le prince héritier d'Éthiopie lui a envoyé au passage le salut de tout son empire : à Djibouti, un grand chef religieux lui a souhaité la bienvenue en lui disant : « Nous savons le contraste que faisaient avant la guerre les Colonies françaises et allemandes : à l'ombre du drapeau tricolore, les Musulmans vivaient en paix sous une direction juste et bienveillante, respectueuse de la loi du Prophète ; dans les colonies allemandes, au contraire, ils étaient courbés sous une main de fer sans pouvoir librement pratiquer leur religion ; et c'est pourquoi, Excellence, vous qui avez vaincu nos oppresseurs, nous vous saluons au nom de tous nos frères, comme le grand ami du monde musulman. »

Dans l'après-midi, après une pittoresque fête indigène, le Maréchal fit, en auto, la visite de la ville française, des jardins, de la gare, du chemin de fer franco-éthiopien, du marché et du village indigène ; la foule curieuse et rieuse des somalis bondissait autour des voitures comme une troupe de poulains.

Et durant cette promenade, nous songions que, vingt-cinq ans plus tôt, il n'y avait sur cette côte plate et brûlée que quelques huttes sauvages : maintenant, à la même place, voici une ville française, coquette, heureuse, aux maisons solides et confortables, aux larges boulevards bordés de lauriers roses en fleurs et de palmiers, éclairée à l'électricité, égayée de jardins, une population indigène nombreuse, paisible et gaie ; et tout cela dû à une poignée de Français qui ont su faire surgir l'eau souterraine, dresser aux travaux d'Occident les races indigènes, malgré le climat anémiant et la nature ingrate, avec la volonté de faire dominer dans cette partie du monde, sur les routes de Madagascar et de l'Indo-Chine, en face d'Aden anglais, le renom de la Patrie.

Mercredi 7 décembre.
A bord du *Montcalm*. Dans la mer de Chine.

Colombo, Pénang, Singapore : trois brèves escales qui furent un enchantement : la nature tropicale a une émouvante puissance de séduction : nous étions éblouis du spectacle de ces mille races confondues, de ces harmonies nouvelles de couleurs et de formes, baignées dans une lumière excessive et diffuse : dans ce cadre enchanteur, les villes anglaises apparaissent comme des parcs somptueux où s'abritent les bengalows blancs, sortes de temples épars dans la verdure.

Les trois Gouverneurs anglais ont tenu à recevoir le Maréchal et à lui rendre les plus grands honneurs : ce fut chaque fois un singulier mélange d'élégance, de cordialité et de cérémonie. Par une aimable pensée, ils avaient groupé autour de leur table tous les Français qui résident sur leur territoire, et ceux-ci, anciens combattants pour la plupart, rayonnaient de pouvoir contempler de près l'un des héros de leur patrie.

Hier soir, en rade de Singapore, le Maréchal est monté à bord du *Montcalm*, le croiseur cuirassé de notre division navale d'Extrême-Orient. Le Gouvernement l'a mis à sa disposition pour le transporter avec un caractère plus officiel en Indo-Chine, au Siam et au Japon.

Le pavillon de l'amiral Thomine, commandant la division navale, flotte au grand mât et celui du Maréchal au mât de misaine.

Saïgon, 9 décembre.

Saïgon a fait au Maréchal un émouvant accueil.

A l'arrivée du *Montcalm* à l'appontement Rigault de Genouilly, M. Long, le gouverneur général, monte à bord pour le saluer. Une foule considérable acclame le Maréchal qui se rend au magnifique palais du Gouvernement à travers les rues toutes pavoisées : les *Marseillaise* retentissent à tous les carrefours; le *Montcalm* salue de 17 coups de canon, la terre répond, les cloches sonnent, les rues sont noires de monde.

A dix heures, dans la grande salle des fêtes du Palais, le Maréchal reçoit les corps et services du Gouvernement général : M. Long prononce un éloquent discours auquel le Maréchal répond par les paroles suivantes :

Vous avez, monsieur le Gouverneur général, exprimé dans les

termes les meilleurs le sens de la visite que je viens faire en Indo-Chine : pendant la guerre, la France a admiré la généreuse manière dont ses fils d'Extrême-Orient ont participé à sa défense. Au front, sur mer, dans les services de ravitaillement, au moment des emprunts, celle que la France considère comme la plus belle et la plus évoluée de ses colonies a montré surabondamment son loyalisme et son patriotisme. Et c'est pour exprimer à l'Indo-Chine sa reconnaissance et son amour que le Gouvernement de la République m'a prié de lui apporter le salut et le baiser de la Mère Patrie.

Nulle tâche ne pouvait m'être plus agréable, mais laissez-moi vous dire avec quelle joie profonde je l'ai acceptée : en effet, j'ai laissé en Indo-Chine il y a plus de trente ans une partie de mon cœur : je suis venu l'y retrouver.

A ce moment, le Gouverneur général lui tend les bras et les deux hommes s'embrassent aux applaudissements de la foule.

L'après-midi est consacré à des visites officielles ou à des réceptions : au Gouvernement de la Cochinchine, les notables indigènes étaient venus des vingt provinces et formaient un groupe déférent et pittoresque. Leur délégué, M. Le-van-trung, membre du Conseil de gouvernement de l'Indo-Chine, prit la parole et salua le Maréchal en ces termes :

C'est toute la Cochinchine loyale et dévouée qui vient aujourd'hui, dans la joie, déposer devant vous l'offrande spontanée de son affection et de sa reconnaissance : elle connaît aujourd'hui la récompense de se sentir mieux connue de la France et elle se rend compte que de cette meilleure compréhension sortira pour elle un essor illimité.

Et c'est toujours, dehors, le long des rues, la foule innombrable et impassible des doux visages annamites.

Saïgon, 12 décembre.

Durant trois jours, Saïgon a fêté son illustre visiteur : elle a mis sa coquetterie à le faire sous les formes les plus diverses, comme pour lui donner en peu de temps une image fidèle de sa vie et de son luxe : cortèges au travers de rues pavoisées sous des arcs de triomphe innombrables, illuminations fantastiques, fanfares bruyantes, retraite aux flambeaux, bals, corso fleuri, revue le long d'une voie triomphale qui rappelle les

Champs-Élysées aux fêtes de la Victoire, courses de chevaux : partout le goût et le parfum de la France.

Au milieu de cette allégresse, le Maréchal passe simple et souriant : sitôt qu'il est en contact avec un groupement quelconque qui le salue et l'honore, il a le don singulier de rapprocher les distances : tout ce qui est officiel devient, avec lui, cordial et familier. A peine est-il entré quelque part, qu'il n'y a plus qu'affection et tendresse, et celui-là, hier soir, exprimait le sentiment de tous qui, poussant vers lui son enfant, disait : « Embrassez-le, monsieur le Maréchal, ça lui portera bonheur ! »

Demain matin, il part pour Pnom-Penh où il va saluer le vieux roi Sisowath, le fidèle ami de la France.

Pnom-Penh, 13 décembre.

Ce matin, dès notre entrée au Cambodge, une surprise nous attendait : la longue route que nous devions suivre sur plus de 100 kilomètres était transformée en voie triomphale ; elle était décorée sur toute sa longueur de drapeaux tricolores, et au pied de chacun d'eux, distants de 50 mètres environ, un indigène posté s'inclinait, les mains jointes, au passage du cortège : dans tous les villages, des arcs de triomphe. Autour des notables, toute une population pittoresque : des petites danseuses fardées et coiffées d'une tiare, des jeunes filles, une fleur de lotus à la main, des bonzes tout rasés et magnifiquement drapés dans leurs toges jaunes, des musiciens naïfs et bruyants ; enfin, suprême honneur, les autels des ancêtres sortis sur le pas des portes parés d'offrandes et embaumés d'encens. Puis, lorsqu'à Banam, le Maréchal monte à bord d'un vapeur pour remonter le Mékong jusqu'à Pnom-Penh, 50 chaloupes toutes pavoisées l'escortent sur deux files ; et lorsque, dans le soir qui vient, les toits polychromes de Pnom-Penh apparaissent au-dessus des arbres, il est salué par 100 pirogues montées par plusieurs milliers de rameurs qui entourent son bateau en poussant des hourras sauvages, tandis que sur les quais une foule immense acclame le Maréchal et la France.

Mais tout cela n'était qu'un prélude au spectacle de ce soir.

Il faisait nuit déjà, lorsque, après le débarquement, notre cortège d'autos s'était reformé au travers des rues illuminées et remplies de foule : ces rues, déjà, semblaient une avenue

enchantée, telle était grande la profusion de ces lumières accrochées aux arbres et suspendues dans le ciel. Et soudain nous voici dans une cour close de murs barbares et jaunes, mais parée de jardins, au pied d'un temple fragile et somptueux duquel déborde, par une porte étroite, une chaude lumière blonde. Nous gravissons les marches nombreuses et subitement nous entrons dans un étincellement doux de verreries, de glaces, d'or et de soies répandues aux voûtes, aux colonnes et sur le sol : une sorte de nef d'église, bondée de seigneurs en costumes de féerie, alignés comme des fidèles en prière, tandis qu'une merveilleuse musique la remplit tout entière, une musique faite du bruit immense de la mer et du son des cloches : et partout diffuse, irréelle, l'étrange lumière qui semble jaillie de toutes ces richesses : nous avons tous la vision d'un palais enchanté.

Or, notre cortège étonné traverse la longue nef et atteint la place de l'autel : à droite, à gauche, dans le transept, des bonzes impassibles en robe jaune soufflent dans des conques marines ; de la voûte pendent en stalactites des pyramides de parasols blancs au-dessus d'un trône d'or où siège un vieillard immobile, entouré de personnages plus somptueux encore que ceux qui remplissent la nef.

A vrai dire, nous ne savons plus où nous sommes : est-ce quelque mystère religieux qui s'accomplit, ou un rêve enchanté, ou quelque recul dans un passé révolu ? Lui-même, le Maréchal, le réaliste formel, qui marche en tête de notre silencieux cortège, hésite à s'avancer ; il faut que le Roi se lève et vienne à lui pour rompre un peu ce charme.

Alors, petit à petit, nous reprenons pied dans le monde réel : c'est l'échange habituel de discours, de décorations : on parle de la guerre, du droit des peuples, de justice. Le Roi exprime sa reconnaissance au Gouvernement français.

C'est fini, le rêve est dissipé ; nous regardons maintenant le roi Sisowath avec les yeux de notre corps : c'est un vieillard vigoureux ; la tête nue, les cheveux drus et blancs séparés d'une raie, les yeux abrités derrière d'opaques lunettes noires, les sourcils étonnés et bienveillants, une large bouche qui sourit toujours ; il est vêtu d'une culotte et de bas noirs, d'une tunique de soie jaune ou or, barrée du grand cordon de la Légion d'honneur : il ne nous paraît plus maintenant qu'un

homme courtois, endormi peut-être dans un faste puéril, incliné devant le grand soldat vainqueur, si sévère et si simple, au milieu de ces pierreries et de ces soies, dans son strict costume d'occidental.

Mais il nous reste de cet instant fugitif le souvenir enchanté d'un temple de féerie plein de lumière, de musique et d'or.

Angkor, 15 décembre 1921.

Arrivés au Bengalow en pleine nuit : le temple d'Angkor est en face de nous et nous le verrons demain matin dès que le jour sera levé.

Notre voyage depuis Pnom-Penh a eu le même caractère triomphal que le précédent : mais c'est sa dernière partie qui nous laissera le plus profond souvenir. Nous venions de traverser le Grand Lac, si large qu'il connaît, dit-on, toutes les colères et les aspects de la mer ; et nous étions montés sur un radeau fleuri traîné par un groupe de pirogues parées aussi de palmes et de fleurs. Alors le décor changea brusquement : au lieu de la monotone étendue d'eau du lac, nous pénétrions au milieu d'un immense verger surpris sans doute par un déluge ; à perte de vue, des cimes d'arbres aux grosses branches émergeaient de l'eau sombre et elles prenaient sur le crépuscule des teintes profondes d'eau-forte : un immense silence régnait partout, rythmé seulement par le bruit des rames et une nostalgique musique de hautbois et de cloches venue des pirogues. Ainsi nous avons navigué longtemps par un chemin sinueux au milieu des arbres noyés. Et tout cela, cette vision de cataclysme, le combat dans le ciel entre la lune et le soleil à la nuit tombante, cette musique primitive, ce silence de la nature nous reportaient vers les âges lointains d'une primitive humanité.

L'abordage se fit sans bruit à quelque port mystérieux : puis, nous reprîmes en auto notre course au travers des villages devinés dans une forêt de palmiers et de bananiers, vers la mystérieuse Angkor : elle nous semble, après ce long et merveilleux voyage, être une princesse lointaine, vers laquelle nous allons avec des cœurs d'amants.

17 décembre.

Depuis deux jours, nous sommes à Angkor, deux jours d'étonnement sans lassitude passés à visiter les ruines. C'est une

surprenante combinaison de galeries couvertes, de bassins, de chaussées pavées, d'escaliers vertigineux, de pyramides et de tours : jamais, pour nous reposer, une surface calme comme celles auxquelles nous ont habitués la Grèce et l'Égypte : toujours au contraire des formes tourmentées, des labyrinthes, une profusion de détails, des silhouettes de flammes ou de monstres; partout une écrasante impression de barbarie et de force.

Des proportions dont on demeure confondu : le temple d'Angkor, — Angkor-Vat, — couvre à lui seul 150 hectares; et l'unité de son plan est si manifeste que notre visite se développe au travers des enceintes et des cours successives comme la lecture d'un long poème : malgré l'infinie complexité des détails, l'idée centrale et le but restent constamment visibles : l'esprit s'élève avec piété, dans cette longue ascension, vers la suprême et hautaine galerie où rêve le Bouddha.

Dans l'un de ces temples un charmant spectacle nous attendait. Nous cheminions parmi une végétation fantastique, entre les murs où courent de grimpantes racines escaladant les toits avec des aspects vivants de pieuvres ou de serpents. Une chaleur accablante; une lumière si vive que les choses paraissaient décolorées; l'impression de violer un mystère.

Or, à l'instant où nous allions sortir de ces ruines, une troupe de danseuses royales envahit lentement une courte terrasse bordée de deux serpents de pierre dressant l'orgueilleuse palme de leurs sept têtes sacrées : sous le fard qui simplifie leurs traits, leur chair dense et brune a pris la couleur grise des pierres : elles semblent jaillies des ruines mêmes. Et les voilà qui renouvellent les gestes impossibles, les arabesques anguleuses des danseuses sacrées sculptées dans ces murs : elles sont vêtues comme elles et coiffées des mêmes tiares : elles composent au son d'une musique sourde et triste des figures paisibles de menuet : plutôt qu'une danse, se sont des mouvements de bras et de mains qui font songer à ceux des algues remuées par un courant paisible. Et cette apparition est si soudaine, si en harmonie avec ce cadre magnifique que, comme Wordsworth, il nous semble avoir besoin de toucher un arbre ou un mur pour nous assurer que ce n'est pas tout à fait un rêve.

Voilà comment Sisowath, habile et délicat metteur en scène, a voulu fêter ce matin d'une façon exquise la visite du

Maréchal au Banteaï Kedaï, en y envoyant un groupe de ses danseuses.

Cet après-midi, il a voulu lui donner un autre grandiose spectacle : la reconstitution des cortèges des rois Khmers, tels que les décrit un vieil auteur chinois qui séjourna ici vers 1300 et tels qu'on les retrouve sculptés sur les bas-reliefs du Bayon.

C'est sur la grandiose chaussée d'Angkor-Vat, dans la deuxième enceinte; une immense et lente procession contourne les galeries dominées par les cinq tours du temple, dans une féerie de couleurs vives qui tranchent sur la teinte morne des pierres. D'abord une cohorte de cavaliers montés sur des poneys sans selles, plus de 50 étendards verts et rouges, des fanions brodés de monstres, des lanciers à pied porteurs de boucliers carrés, une musique, des mandarins à cheval, plus de 200 pavillons en forme de flammes décorés de dragons, de scolopendres ou d'aigles, des parasols rouges à cinq étages; des éventails par centaines; encore des orchestres monotones; puis les Gouverneurs des provinces, les cinquante mandarins de la capitale, des porteurs de gongs, les eunuques et leur chef, le chef des brahmes, émacié, presque exsangue, suivi de prêtres à chignon. Puis les aides de camp et les ministres juchés sur des palanquins : le Prince président du Conseil de la famille royale, le premier Ministre, le Ministre du Palais, ceux de la Guerre, de la Marine et de la Justice; alors le groupe royal : des licteurs, des pages, les pavillons royaux de couleur jaune, et dominant d'une hauteur d'homme toute cette foule disciplinée, tout en haut d'un trône porté par dix serviteurs, à l'ombre de quatre parasols à neuf étages, symbole de sa puissance, souriant derrière ses lunettes noires, les jambes croisées comme un Bouddha immobile, le roi Sisowath défile devant le Maréchal et le Gouverneur général et les salue de la main.

Nous songeons en les voyant à la description du vieil auteur chinois : « Quand le roi n'a pas son diadème d'or, il enroule autour de sa tête des guirlandes de fleurs odorantes de l'espèce du jasmin : sur le cou, il a près de trois livres de grosses perles; aux poignets, aux chevilles et aux doigts, il porte des bracelets et des bagues d'or enchâssant des yeux de chat. »

Derrière lui, des pages, encore des parasols, des licteurs, des gardes intérieurs, des bayadères couchées sur des litières, des dames du palais roulées et suspendues dans des hamacs, les

princesses royales, les concubines en palanquins, puis des danseuses et des chanteuses pêle-mêle dans d'innombrables charrettes à bœufs. Enfin, fermant le cortège, cinquante éléphants énormes surmontés de palanquins qui doublent leur taille; par leur forme massive et leur sombre couleur, ils paraissaient le plus en harmonie, dans tout ce cortège bigarré, avec ce cadre de pierres usées et grises.

Le cortège a défilé pendant une heure à l'allure lente des bœufs, nous laissant éblouis de cette prodigalité asiatique de personnages, de couleurs et de formes.

Lorsqu'il fut terminé, le Roi et ses ministres se firent conduire auprès du temple d'où le Maréchal assistait à ce spectacle étonnant : celui-ci vint le saluer et le remercier; alors, comme signe suprême d'hommage et d'amitié, sur un ordre de son royal ami, Marsi, la favorite frêle et parée d'invraisemblables bijoux, descendit de la châsse où on la portait, et vint s'incliner et tendre sa main fragile au Maréchal.

Ce soir, sur la terrasse du Bengalow, en face du temple qui silhouette ses tours, on causait : il y avait là autour du Maréchal, lord Northcliffe, depuis quelques jours en Indo-Chine, le Gouverneur général, M. Long, MM. Finot, directeur de l'École française d'Extrême-Orient, Batteur, conservateur d'Angkor, Baudoin, résident supérieur en Cochinchine, André Tudesq envoyé en mission par *le Journal* en Extrême-Orient.

Quelqu'un rappelle le souvenir d'un autre pèlerin d'Angkor venu ici au temps du roi Norodom. Alors, lord Northcliffe : « Il a eu tort d'écrire que votre Empire d'Indo-Chine manquerait de grandeur et de stabilité : je viens de beaucoup voyager, j'ai visité des colonies anglaises, hollandaises et américaines et nulle part je n'ai rencontré rien de comparable à l'œuvre de la France accomplie ici depuis soixante ans seulement. »

20 décembre.

A bord du *Montcalm*. Dans le Golfe de Siam.

Nous avons quitté Angkor hier matin en auto. Nous sommes venus coucher à Hatien. Ce matin nous avons réembarqué sur le *Montcalm* pour la traversée du Golfe de Siam. Nous serons demain matin vers dix heures aux bouches de la Ménam où un vaisseau siamois viendra prendre le Maréchal pour passer la barre et le conduire à Bangkok.

22 décembre.

A Bangkok depuis hier matin. Le Maréchal était attendu à l'embarcadère royal par S. A. R. le Prince de Nakhon Sawan, chef d'État-major général de l'armée, cousin du Roi, l'une des personnalités les plus sympathiques et les plus en vue du royaume : une compagnie de la garde royale rendait les honneurs. Toute la mission est logée au Palais royal de Saranrom.

Ce soir a eu lieu la présentation de la mission au Roi, avec dîner de gala à la Cour.

Le Palais est une grande construction moderne qui allie curieusement une façade italienne avec une toiture siamoise ; à l'intérieur, les salons sont de style italien et décorés de meubles, de statues et de peintures occidentales ; ils étaient peuplés ce soir d'une foule de courtisans, de grands seigneurs, de chambellans et de dignitaires magnifiquement vêtus d'uniformes empruntés à toutes les cours d'Europe et à toutes les époques : nous sommes bien dans la dernière Cour du monde où se soit réfugié le pouvoir absolu.

Le Maréchal est introduit auprès du Roi : celui-ci est plutôt petit, un peu fort, quarante ans environ ; il est vêtu d'un uniforme moderne blanc barré du grand cordon de la Légion d'honneur : il s'avance la main tendue et souriant : quelques brèves paroles, puis il présente au Maréchal une frêle et jolie jeune femme, sa fiancée, la princesse Laksami Lavan.

Au milieu d'une haie de courtisans inclinés, le Roi et son hôte se rendent dans la grande salle du trône où est dressée une table luxueusement servie, de près de 200 couverts : au-dessus du Roi pend un parasol à neuf étages ; insigne du pouvoir : aux murs les répliques des tableaux de Versailles représentant des ambassadeurs siamois en longue robe et chapeaux coniques agenouillés jusqu'à terre devant Louis XIV, Napoléon III et Victoria.

A la fin du dîner, le Roi prend la parole :

Nous sommes heureux, dit-il, de constater que nos relations internationales et surtout celles avec la France sont devenues de plus en plus amicales et cordiales : il est du reste tout naturel que ces relations d'amitié existent avec la France, puisque le premier ambassadeur que le Siam ait envoyé à l'étranger

fut accrédité auprès du Gouvernement français. Plus tard les arts et les sciences de la France ont contribué à augmenter et à développer la prospérité du Siam ; à une époque plus récente, la France est devenue notre voisine, ce qui a été une occasion de resserrer les relations d'amitié entre les deux pays. Enfin, lors des événements mémorables qui se sont passés il y a quelques années, lorsque la grande guerre a bouleversé le monde, le Siam s'est rendu clairement compte des immenses difficultés que la France avait à combattre et de l'implacable ambition de ses ennemis. Je ne veux pas m'étendre sur ce point, puisque la guerre est terminée, mais je ne puis m'empêcher de dire : Je suis heureux qu'il ait été permis au Siam de contribuer au triomphe définitif du droit et de la justice.

Le Maréchal se lève à son tour et, après avoir remercié le Roi de son accueil, il ajoute :

J'apporte à Votre Majesté et à son peuple le salut de la France, de la France reconnaissante pour la noble décision prise par le Gouvernement siamois au cours de la Grande Guerre et qui le rangeait du côté des défenseurs de la justice et du droit.

Cependant la mission dont le Gouvernement de la République m'a chargé n'a pas pour but d'entretenir le monde dans le souvenir et l'idée de la guerre; tout au contraire, je dois dire et montrer que la France est désormais aussi ardente pour les œuvres de paix qu'elle s'est révélée tenace et résolue dans la tâche de guerre qui lui a été imposée.

Cette mission m'est parfaitement agréable et aisée à remplir au Siam, en raison du traditionnel attachement de votre Royaume à la cause de la paix, en raison aussi des liens d'amitié qui l'unissent étroitement à la France et dont votre magnifique accueil vient de me fournir le plus sûr et le plus précieux témoignage.

23 décembre.

Le Maréchal a visité ce matin la ville royale enfermée comme une citadelle dans un mur bastionné et crénelé : une série de palais, de pagodes, de jardins et de cours, et surtout des sortes de cloches énormes surmontées de flèches qui sont des tombeaux.

Tout est d'une richesse étonnante et pittoresque. Extérieurement les murs, les frêles colonnes des pagodes sont recouverts

d'une mosaïque de verroterie et de porcelaines de couleurs, bien en harmonie avec les tuiles vernies et polychromes des toits. A l'intérieur, même luxe ; les murs sont tapissés de soies ou de fresques à fond d'or ; les portes sont en laque incrustée de nacre ; les pièces se succèdent remplies de divinités et d'arbres fleuris d'or ou d'argent, de trônes d'ivoire ou d'autels en métaux précieux. Au sommet de l'un d'eux trône le célèbre Bouddha d'émeraude, palladium de la couronne.

Le Maréchal a assisté ce soir à la représentation d'un vaudeville français très bien joué par les membres de l'Alliance française. Le Roi a honoré la fête de sa présence : il avait à sa droite sa fiancée, derrière lui deux dames d'honneur et le jeune prince Phya Prasiddhi Sabhakar, aide de camp général. Le Roi, qui s'occupe lui-même de théâtre, semblait s'intéresser à la pièce : en tout cas il a donné par sa présence une marque précieuse de sympathie à l'Alliance : à l'issue de la fête, tous les princes qui ne faisaient pas encore partie de ce groupement s'y sont fait inscrire.

24 décembre.

Le Maréchal a visité ce matin le camp d'aviation de Don Muong : tous les avions sont français ; les pilotes se sont livrés sous les yeux du Maréchal à une série très réussie d'acrobaties aériennes.

Déjeuné au Palais de Bang-Pa-In, le Versailles siamois, qui contient une pure merveille : un pavillon chinois rempli d'admirables meubles, soies et porcelaines ; mais pourquoi, grand Dieu, au milieu de l'étang, ce pavillon siamois supporté par ces arcades de style renaissance italienne !

Long retour en chaloupe à vapeur sur la Ménam bordée de cases indigènes sur pilotis ou de villages flottants.

25 décembre.

Dîner chez le prince de Nakhon Sawan. Après le repas, réception dans ses jardins fériquement illuminés et danses siamoises. Ce sont les mêmes costumes, les mêmes gestes lents, les mêmes poses, la même étonnante souplesse que celles des petites danseuses de Sisowath : mais ici nous comprenons mieux les scénarios des danses et la musique nous semble moins monotone et mieux liée à l'action. Exquise chose que cette fête nocturne dans ce parc enchanté.

26 décembre.

Revue et défilé des troupes de la garnison de Bangkok sur le Paman Ground.

28 décembre.
A bord du *Montcalm*.

Nous avons rejoint cet après-midi notre vaisseau amiral qui fait route maintenant sur Tourane. La fin du séjour au Siam a été aussi heureuse que son commencement : le but recherché en y envoyant le Maréchal en ambassadeur extraordinaire semble avoir été pleinement atteint.

Il convient de reporter une grande partie du mérite de cette réussite à la volonté du Roi de fêter le Maréchal avec des honneurs royaux et de manifester hautement ses sentiments d'amitié à l'égard de notre pays : à son exemple, tous les princes et les hauts dignitaires de l'État ont rivalisé pour recevoir et honorer l'envoyé de la France.

Mais c'est hier soir que le Roi nous a donné la plus grande marque de sympathie : il a consenti en effet à venir à la Légation de France prendre part au dîner qu'offrait notre ministre, M. Pila, au Maréchal et à la Colonie française. C'était la première fois qu'un roi de Siam venait dans une Légation.

Il y a tout lieu d'espérer que le voyage du maréchal Joffre marquera une date mémorable dans les relations franco-siamoises, pour le plus grand profit de l'Indo-Chine française.

1er janvier 1922.

Après trois jours de mer, débarqués cet après-midi à Tourane, un joli port dans un cirque de montagnes boisées; de Tourane à Hué, quelques heures de chemin de fer par une route pittoresque.

3 janvier. Hué.

Demain matin, départ pour le Tonkin après deux courtes journées passées dans la capitale de l'Annam.

La ville a joyeusement fêté le Maréchal et l'Empereur a multiplié à son égard les marques d'honneur et de respect, en le recevant magnifiquement dans son palais rouge et or, et en venant lui rendre visite chez le Résident supérieur, M. Pasquier.

Sa Majesté Kai Dinh est un homme jeune, intelligent et fin : très élégant, il est vêtu de robes magnifiques et coiffé d'un turban jaune qui couronne un visage strictement rasé et impassible ; l'émotion qu'il ressentait sans doute à recevoir cet hôte de marque se trahissait seulement par le mouvement de ses mains, de belles mains d'artiste chargées de bagues. Il a su exprimer son plaisir que le Maréchal ait été choisi comme messager de la France auprès de lui, en rappelant que le capitaine Joffre avait combattu autrefois les ennemis de son père, l'empereur Dong Khanh ; il a parlé en termes heureux de la « Grande France, son pays suzerain, » assurant le Maréchal qu'il travaille de toutes ses forces à éviter tout malentendu entre son Gouvernement et les représentants de la France protectrice : il prétend d'ailleurs se rendre parfaitement compte que cette entente peut seule assurer à son peuple le bien-être et le progrès. Il disait cela simplement, lentement, avec réflexion, pendant que le Maréchal, penché vers lui, l'écoutait avec un bienveillant respect ; et ces deux hommes formaient un groupe plein de contrastes : l'Empereur délicat et paré de soies et de bijoux comme une idole, et le Français rude et massif dans son simple costume blanc colonial semblait être la puissante ébauche d'une statue de marbre ; un enfant d'une douzaine d'années, charmant sous son turban orange, tournait autour d'eux : c'était le jeune prince héritier, Son Altesse Impériale Vinh Thuy.

En gage d'admiration, l'Empereur a remis ce matin au Maréchal un précieux cadeau : un bâton de commandement en argent, en or et en jade, ou sceptre de bonheur, choisi spécialemens dans le trésor impérial : c'est, a-t-il dit, le seul objet qu'il ait jugé digne de l'Illustre Soldat, puisque c'est celui qu'autrefois les empereurs d'Annam donnaient à leurs généraux victorieux.

Ce soir, Sa Majesté a donné en l'honneur du Maréchal un grand dîner officiel, suivi d'une fête de nuit dans son palais, des danses d'enfants aux épaules parées de lanternes. La timide petite Impératrice assistait à ces fêtes, touchante avec son sourire triste : son père Ho Dac Trung, ministre de l'Instruction publique et des Rites, un grand vieillard à la barbe rare, assistait l'Empereur ainsi que les trois autres « Colonnes de l'Empire. » Parmi celles-ci, la figure la plus attachante est peut-être celle

du ministre de l'Intérieur et des Finances, S. E. Nguyen Huu Bai : maigre, petit, le regard extraordinairement vif, une grande bouche aux lèvres minces et moqueuses, il fait songer à quelque Voltaire asiatique ; parlant remarquablement le français, il se vante d'appartenir à une famille catholique depuis plus de trois cents ans : il passe à l'heure qu'il est pour l'un des plus puissants maîtres de l'Annam.

Ces fêtes nous ont permis de goûter le charme exquis de cette Cour : nous l'avons vue sous un ciel nuancé et animé de nuages qui nous a troublé comme un souvenir de France après l'implacable azur de la Cochinchine et du Siam : les couleurs retrouvaient ainsi leurs valeurs.

On traverse la rivière des Parfums et le pont des Eaux d'Or pour arriver au Palais enclos dans son enceinte sacrée : il est composé de salles mystérieuses aux nombreuses colonnes toutes décorées d'une laque rouge et d'or, de cours pavées embellies de brûle-parfums, d'urnes funéraires ou de vases bleus où sommeillent des arbres nains de jardins contournés et précieux. Tous les figurants de ce palais, les mandarins et les princes en belles robes cuivre ou rouges, ont conservé les vieux costumes, en sorte que rien de moderne ou d'étranger ne heurte l'harmonie de ce cadre précieux.

Le Maréchal a visité les tombeaux royaux de Tu-Duc, de Thien-Tri et de Minh-Mang : cette promenade dans un paysage exquis de coteaux et de bois laisse un parfum délicat de mélancolie et de beauté. On sait qu'en Annam, chaque Empereur choisit, de son vivant, le lieu où il sera enterré. Tous ont recherché des sites ravissants ou grandioses où ils ont fait construire de véritables cités composées de jardins, de pagodes, d'étangs, de palais endormis dans le silence, où leurs femmes et leurs serviteurs se cloîtrent après leur mort pour s'y consacrer au culte de leur mémoire.

4 janvier.

360 kilomètres d'auto de Hué à Vinh par l'excellente et magnifique route mandarine toute décorée : dans les villages, on ralentit un peu pour admirer les arcs de triomphe et les beaux meubles de pagodes amenés le long des routes; les enfants des écoles agitent de petits drapeaux tricolores en criant : « Vive le maréchal Joffre ! »

5 janvier.

Par une touchante pensée, une halte a été prévue à Ba-Dinh sur la route de Vinh à Hanoï. C'est un groupe de trois villages célèbres par le siège qui en fut fait en janvier 1887 et auquel a pris part le capitaine du génie Joffre, chargé des travaux de siège.

La cérémonie a été très simple : nous arrivons à Ba-Dinh par une longue chaussée élevée au milieu d'une immense plaine inondée : tel se présentait le champ de bataille, il y a trente-cinq ans, au futur Maréchal. A la porte de la Pagode, toutes les autorités françaises et indigènes sont groupées : il y a là plus de 200 Annamites décorés de la croix de guerre, des missionnaires, des montagnards sauvages, les Muongs, venus de plus de 80 kilomètres, enfin, deux ou trois vieux indigènes décorés de la médaille militaire : ce sont les seuls survivants de cette époque lointaine qu'on ait pu retrouver ; l'un d'eux est un ancien sapeur du Maréchal cité à l'ordre de l'armée sur le même ordre du jour que son illustre capitaine.

Un dialogue s'engage : « Reconnais-tu ton capitaine? — Oui, mais il avait de la barbe et il était rouge. » Puis un joli discours du résident supérieur, Pasquier, qui s'excuse de troubler le silencieux colloque qui s'établit sans doute entre le jeune capitaine de Ba-Dinh et le premier maréchal de France, et c'est tout : le cortège d'autos se reforme qui nous ramènera coucher à Thanh-Hoa.

Hanoï, 7 janvier.

Le Maréchal est arrivé hier après-midi à Hanoï par la gare monumentale somptueusement décorée. Une foule énorme l'attendait pour l'acclamer sur tout son passage jusqu'au Gouvernement général ; il est clair qu'Hanoï n'a pas voulu être distancé dans l'enthousiasme par sa rivale Saïgon.

Les fêtes sont ici les répliques de celles de Saïgon : cortèges, illuminations, réceptions des corps et services, des délégations indigènes, des anciens combattants, revue des troupes, dîners officiels, bal... Mais au milieu de toutes ces manifestations, le Maréchal a trouvé le temps de faire ce soir une visite que son cœur attendait depuis longtemps.

Une chambre sombre encombrée de livres d'études et du triste mobilier des cellules de moines ; dans un coin, une statue

de la Vierge toute fleurie. C'est là qu'achève de mourir, d'une lente maladie, le père Lecornu, curé de la cathédrale d'Hanoï, ancien capitaine du génie sous les ordres de Joffre. Une amitié solide les unit toujours, malgré le temps, l'éloignement, la différence des destinées et des croyances.

Le Maréchal entre dans l'humble pièce et va vers le lit : il contemple sous les linges la tête fine et noble de son ami, le fier profil au front haut, au nez long et mince : « Eh bien ! Lecornu, ça ne va pas ? » Le prêtre saisit la main robuste de ses longues mains décharnées et la porte à ses lèvres : « Monsieur le Maréchal, laissez-moi embrasser cette main qui a sauvé la France. » La voix est si faible qu'il faut se pencher pour l'entendre.

— Je ne puis m'habituer à dire « Père Lecornu. » J'aime mieux Lecornu tout court. Le malade répond :

— Appelez-moi « Fils, » et je serai honoré.

Alors commence la plus naïve et touchante conversation : ils parlent de leurs amis, de l'ancienne popote, des arbres que le Maréchal voulait élaguer, du potager et de la maison qu'on voulait exhausser, de la gaîté surtout qui régnait partout : « Vous étiez si avenant ! dit le Père. Toutes les fois que vous passiez sous ma fenêtre, vous chantiez. » Et le voilà qui essaie de chantonner le refrain d'autrefois...

Maintenant le Père Lecornu a revu son ami, il peut mourir (1).

Hanoï, 9 janvier.

Le Maréchal a voulu faire à Sontay un pèlerinage à la mémoire de l'amiral Courbet, sous les ordres duquel il s'est trouvé à Formose en 1886. Il s'est fait expliquer sur place les grandes lignes du combat livré par le grand Amiral contre les Pavillons noirs ; il a visité son poste de commandement et la citadelle. Enfin, au cours d'une réception des autorités françaises et indigènes, il a su dire avec sa manière simple et profonde, qu'en admirant l'œuvre coloniale française, sa pensée se reportait vers ceux qui furent les ouvriers de la première heure et en particulier vers le grand Chef qui nous a donné définitivement le Tonkin et auquel il a voué un culte affectueux.

(1) Le Maréchal a appris la mort du Père Lecornu par un radio reçu en mer le 12 janvier, c'est-à-dire cinq jours après leur dernière rencontre.

Ce soir, le Maréchal et le Gouverneur général ont assisté à un bien curieux spectacle.

Une association fondée par des Annamites lettrés et qui s'intitule « l'Association pour la formation intellectuelle et morale des Annamites, l'*Affima,* » a résolu de célébrer le tricentenaire de Molière en jouant les principales pièces du grand comique, traduites en annamite. On joue *le Bourgeois gentilhomme.* Or il faut faire une attention particulière pour s'apercevoir que nous n'étions pas à Paris, tant le décor, les costumes et le jeu des acteurs auraient pu donner illusion, et cependant aucune supercherie : M. Jourdain est un Annamite authentique très connu ; M. Phan Van Duyêt, ses partenaires également; les costumes ont été faits à Hanoï et la plupart des acteurs ne sont jamais allés en France.

C'est sans doute un exemple de la merveilleuse faculté d'assimilation de la race annamite; mais en constatant la joie du nombreux public indigène, et avec quelle sûreté il applaudissait et riait aux passages qui auraient suscité la joie d'un public français, nous voyions dans cette soirée la preuve la plus éclatante de l'universalité du génie de Molière, et nous nous réjouissons de le voir, d'une manière aussi imprévue, collaborer à l'œuvre d'union poursuivie par la France en Indo-Chine.

12 janvier.

Le Maréchal s'est embarqué hier sur le *Montcalm,* qui l'a rejoint en baie d'Along : il fait route vers le Japon.

Voilà donc terminée cette longue randonnée à travers les quatre pays de l'Union indo-chinoise, dont nul récit ne peut donner la fidèle et pittoresque image : les rois rivalisant de pompe pour l'honorer, ou faisant, comme Sa Majesté Sisavong, roi de Louang Prabang, un voyage de deux mois pour venir le saluer; les villes en fête pavoisées et illuminées avec une magnificence inouie; les routes, les voies ferrées décorées de drapeaux et d'arcs de triomphe sur plusieurs milliers de kilomètres, parées de meubles et des autels les plus vénérés; les populations groupées autour de leurs mandarins, accourues de plusieurs lieues à la ronde : tels ce chef Moï, hautain et farouche, que nous avons vu à Hué ou ces montagnards Muongs descendus à Ba-Dinh; les associations de toute nature se disputant l'honneur de le recevoir; les enfants des innombrables écoles d'Annam

et du Tonkin l'acclamant ou défilant gaiement devant lui; la multitude des touchantes adresses qu'il a reçues : tout cela, répété à l'infini sous le ciel implacable de Cochinchine ou du Cambodge, aussi bien que sous ceux plus cléments de l'Annam et du Tonkin, donne à ce voyage de trois semaines un aspect triomphal.

Sans doute, ces manifestations avaient pour but de fêter le grand Soldat venu remercier l'Indo-Chine de son loyalisme pendant la guerre : mais, à considérer leur ampleur et leur spontanéité joyeuse, on sentait profondément que les indigènes avaient saisi avec bonheur cette occasion nouvelle de célébrer la Victoire et de prouver combien leur sort personnel leur avait paru dépendre de celui des combats livrés en Europe.

Nous venons ainsi de recueillir une preuve éclatante des progrès de notre œuvre d'association poursuivie en Indo-Chine. Mais, par un contre-coup heureux, ces fêtes ont certainement contribué encore à affermir cette politique généreuse. On peut dire, en effet, qu'il n'est pas aujourd'hui un seul indigène, si reculé soit-il, si défendu contre toute influence par la brousse et la distance, qui n'ait entendu leur écho dans sa solitude : le nom de Joffre vole sur tout cet immense pays. Ceux qui ont pu le voir ont été sans doute saisis de son aspect : il est vieux et ils respectent l'âge, comme un signe de sagesse ; il est grand, robuste et fort, et ils respectent la force et la puissance physiques. Et voilà qu'une légende se crée déjà dans leurs âmes naïves et superstitieuses : « Le Génie de la guerre est venu nous voir, disent-ils, il est venu de cette France lointaine qui nous apporte l'instruction, le progrès et la richesse. »

Qu'on mesure dès lors l'importance de cette visite en songeant que notre action dans cette Indo-Chine lointaine est tout entière fondée sur la seule puissance de notre prestige, puisque, appuyée seulement par un nombre dérisoire de baïonnettes, quelques milliers de Français poursuivent la plus belle et la plus généreuse des tâches dans cette France d'Asie qui donne dès maintenant l'image d'un royaume de paix.

André d'Arçais.

(A suivre.)

LE
PÉRIL ALLEMAND EN RUSSIE

Parmi les nations qui sont conviées à l'examen du programme tracé pour la Conférence de Gênes, il n'est pas sans intérêt de constater que l'invité qui inspire le plus de méfiance est celui auquel on a réservé la première place. La Russie des Soviets doit être, en effet, la grande attraction de ces nouvelles assises internationales où l'Allemagne ne fera que doubler ce premier rôle. Ainsi le veut la logique des faits, en face de ce déséquilibre mondial, créé par la guerre, entre la production et la consommation de l'Europe nouvelle, déséquilibre dont il faut chercher la cause principale dans la transformation profonde des Empires centraux et de l'ancien Empire russe.

De Vladivostok jusqu'au Rhin, pour des raisons multiples et à des degrés divers, 300 millions d'habitants ne sont plus en état de consommer, parce qu'ils ont perdu, en tout ou partie, leur pouvoir d'achat ou leur capacité d'échange.

Dans le même temps, d'autres pays, tels les États-Unis, l'Angleterre ou l'Argentine, étouffent sous le poids des matières premières qui encombrent leurs marchés intérieurs, car ils ne peuvent plus compter sur un nombre suffisant de consommateurs pour acquérir et payer leurs produits. Tout se tient dans le monde économique, et le plus riche a besoin du plus pauvre pour écouler sa production. Si l'Allemand, par exemple, boit moins de café, il en achètera moins au Brésil et les Brésiliens ne pourront pas commander autant de machines à l'étranger.

Cette constatation est surtout vraie pour ce vaste continent qu'est la Russie, dont toutes les richesses naturelles sont aujour-

d'hui insaisissables et sans emploi, parce qu'il n'y a même plus d'organisation industrielle ou de moyen de transport pour les exploiter. Sur le sol russe, ravagé par la famine, vivent 150 millions de paysans qui peuvent à peine assurer leur subsistance, alors qu'avant la guerre, ils exportaient annuellement une valeur d'environ 2 milliards de francs en produits agricoles. C'est là l'une des causes profondes du présent malaise économique, qui s'aggrave encore par le fait que la Russie, livrée à elle-même, n'est plus qu'un grand corps invertébré, impuissant à se relever sans des concours étrangers.

Mais quels seront ces concours, et quel en sera le prix, telle est la grande question qui se posera devant la Conférence de Gênes, sous le titre de « Reconstruction économique de l'Europe. »

I. — LA POLITIQUE ALLEMANDE D'AVANT-GUERRE

La présente étude n'a pas pour objet d'esquisser un plan de reconstruction de l'Europe et de montrer, dans ce plan d'ensemble, la place que doit occuper la Russie de demain. Notre tâche sera seulement de donner quelques précisions sur un fait qui nous paraît dominer tout le problème : l'intervention active de l'Allemagne en Russie, dans un dessein politique autant qu'économique, avec toutes les conséquences qui peuvent en résulter, dans l'avenir, pour la paix du monde.

Nous n'avons pas l'intention de faire aux dirigeants de l'Allemagne nouvelle un procès de tendance; mais il est des actes qui parlent d'eux-mêmes; il y a surtout des chiffres, dont nous pouvons faire état, afin de montrer ce qu'a été, dans le passé, la pénétration allemande en Russie. Si telle était déjà la grande pensée de l'Allemagne avant la guerre, — coloniser à son profit l'Empire Slave, — on est fondé à conclure qu'elle ne saurait abandonner ce projet après la défaite et la perte de ses colonies, alors qu'elle peut trouver, comme premier résultat, dans la réorganisation russe, les éléments d'une victoire sur le terrain économique.

La puissance de l'Allemagne n'était pas, en effet, constituée seulement par l'importance de ses armées de terre ou de mer; elle avait à sa base un développement commercial, un outillage industriel, une exportation mondiale, en un mot une force

d'expansion que la défaite militaire n'a pas entamée sérieusement. A ce point de vue, l'Allemagne n'est pas et ne sera pas désarmée, d'autant plus que notre intérêt même exige que cette organisation conserve sa valeur productive pour le recouvrement intégral de notre créance.

Mais, si cette puissance renaissante ne saurait être paralysée dans son nouvel essor, lorsqu'elle tend à s'affirmer dans le domaine des affaires, d'autre part, elle n'est pas sans nous inquiéter quand nous considérons le véritable esprit suivant lequel le Gouvernement de Berlin envisage le problème russe. Derrière toutes les manifestations de coopération ou d'entr'aide internationale s'affirme une politique allemande d'entente avec les représentants officiels du bolchévisme, qui pourrait bien s'exercer, dans un avenir prochain, sur un plan beaucoup plus vaste que celui des intérêts économiques. Si la Russie de Lénine et Trotzky, après la consécration de la Conférence de Gênes, reprend une figure d'État civilisé, si elle renonce, en apparence et pour éviter la faillite totale du régime, à une propagande révolutionnaire, en sauvegardant les principes essentiels qui président aux relations internationales, c'est alors que s'annoncera le vrai danger, celui qu'il faut apercevoir dès à présent. Entre cette Russie nouvelle, gouvernée par des haines, et l'Allemagne frémissante encore de l'esprit de revanche, toutes deux suspectes à l'Europe et entourées de la défiance générale, des affinités politiques peuvent s'établir, associant deux peuples courbés sous le poids des mêmes réprobations.

Voilà le péril de demain, celui qui naîtra de l'emprise germanique sur l'ancien Empire russe. Il aura chance de se manifester d'abord sous la forme économique, suivant un programme dont le traité de commerce russo-allemand de 1904 nous fournit déjà les grandes lignes, puis par des rapprochements diplomatiques, et peut-être militaires, inspirés par la même pensée de sortir de l'isolement, en opposant à l'entente des vainqueurs celle des vaincus.

Sur cette voie des prévisions pessimistes, nous ne nous aventurerons pas plus longtemps, car il est d'autres prophètes très autorisés qui ont envisagé de tels événements. M. Millerand a eu la claire vision de ce péril lorsque, au moment le plus critique de l'avance des armées bolchévistes, auxquelles l'Allemagne était prête à tendre la main, par dessus le corps de la Pologne,

il a utilisé tous les moyens dont il disposait pour consolider cette barrière polonaise encore fragile et la dresser contre cette nouvelle invasion. M. Poincaré n'a pas soutenu une politique différente, depuis qu'il a repris, en un moment particulièrement difficile, les lourdes responsabilités du pouvoir. Il nous suffira de rappeler les appréhensions qu'il a manifestées, dès la première heure, au sujet de la Conférence de Gênes, à laquelle l'Allemagne et la Russie entreront par la même porte, et avec le même dessein de mettre en discussion le Traité de Versailles.

Restant sur le terrain des faits et nous limitant à l'examen du problème russe, nous croyons qu'il peut être utile de rechercher quel est le plan allemand dans cette lutte qui va s'engager, sous les apparences d'une coopération. Ce plan, nous en trouverons les éléments dans un passé assez proche, qui s'impose d'autant plus à notre attention que nous savons la continuité des vues de la politique allemande dans tous les domaines, même à travers les évolutions des formes gouvernementales. Nous espérons faciliter ainsi la compréhension de certains événements présents et la prévision d'un danger pour l'avenir.

Comme préface nécessaire à toute étude sur les rapports économiques russo-allemands, il convient de rappeler par quelques chiffres ce qu'était l'Empire russe avant la guerre, c'est-à-dire en 1913, au point de vue du commerce extérieur, et quel a été son rôle sur le marché du monde, comme grand pays de consommation et de production. Il s'en dégagera immédiatement cette conclusion, qu'en effet, on ne peut concevoir une reconstruction de l'Europe sans la Russie, dont le volume des échanges avec l'étranger représentait plus de 7 milliards de francs aux prix anciens. Dans ce montant, la part allemande était la plus importante, soit près de 3 milliards de francs, alors que celle de la Grande-Bretagne n'atteignait que 1 100 millions et celle de la France moins de 500 millions de francs.

Aucun rapprochement n'est possible entre ces chiffres et ceux de 1921, puisqu'il n'y a plus de commune mesure, en raison de l'effondrement du rouble. Tout ce que l'on peut dire, très approximativement, c'est que, pour l'année 1921, les exportations de la Russie ont été à peine de 200 000 tonnes, tandis que ses importations ont porté sur environ 900 000 tonnes, en produits de ravitaillement, dont 31 pour 100 concernent ses achats

en Angleterre, 20 pour 100 en Allemagne et 16 pour 100 aux États-Unis, le tout payé avec l'or de l'ancienne Banque de l'État.

Dans le commerce extérieur de la Russie avant la guerre, l'Allemagne occupait incontestablement la première place et si le fait n'avait qu'une importance relative pour la Russie, étant donnée la puissance de consommation de son marché intérieur, il n'en était pas de même pour l'Empire allemand, dont toute la politique tendait à élargir constamment ses débouchés, en vue de répondre aux nécessités de son expansion économique.

Cette politique, véritable chef-d'œuvre de la diplomatie allemande, avait été renforcée, en 1904, par le traité de commerce avec la Russie, qui modifiait celui conclu en 1894 pour réglementer les relations commerciales entre les deux pays. Mais, tandis que ce dernier avait, par voie de concessions réciproques, abaissé en Russie les tarifs douaniers sur un grand nombre d'articles industriels allemands, de même que l'Allemagne réduisait, de son côté, les droits d'entrée sur les céréales russes, le traité de 1904 était venu modifier gravement cet équilibre, au profit de l'Allemagne.

Pour comprendre ce revirement, il faut se souvenir qu'en 1904, la Russie avait à soutenir une guerre avec le Japon, et qu'elle n'était pas armée pour se défendre contre l'emprise allemande, au milieu des difficultés de tous ordres qui accompagnaient ses échecs en Extrême-Orient. Dans la lutte diplomatique entre M. de Witte et le chancelier Bülow, c'est ce dernier qui triompha.

Sous le régime du traité de 1904, l'Allemagne conservait toutes ses positions, alors que la Russie subissait une modification très désavantageuse pour la partie essentielle de ses exportations. Sous la pression des agrariens allemands, les droits d'entrée pour les céréales russes importées en Allemagne étaient relevés de 3 marks 50 à 5 marks pour le seigle, de 3 marks 50 à 5 marks 50 pour le froment, de 2.80 à 5 marks pour l'avoine, de 7.30 à 10.20 pour la farine. De ce fait, les intérêts des agriculteurs russes se trouvaient lésés et cela d'autant plus profondément que certaines dispositions permettaient aux Allemands de tirer des avantages exceptionnels et imprévus des tarifs établis, pour devenir, à leur tour, exportateurs de céréales, en faisant ainsi concurrence à leur fournisseur, sur son propre marché.

Il en est résulté qu'après la mise en application des nou-

veaux tarifs douaniers, la Russie assista impuissante à la diminution continue de l'exportation du froment et du seigle et à l'invasion des produits manufacturés allemands, principalement en Pologne et en Finlande. Seuls le maïs, l'orge, l'avoine et le son accusèrent une progression constante, car il s'agissait de produits indispensables pour le bétail allemand. D'ailleurs, suivant le traité de 1904, le son était admis en franchise et le tarif sur l'orge servant à l'alimentation des animaux diminué sensiblement, pour tenir compte de l'intérêt primordial que l'Allemagne attachait au développement de son élevage.

Ainsi l'Allemagne, par ses tarifs protecteurs, entravait l'exportation du blé et du seigle russes, alors que, d'autre part, elle favorisait l'introduction des produits qui contribuaient à l'accroissement de sa richesse nationale. Elle surimposait les céréales importées d'environ 54 millions de roubles par an et pouvait même, dans le cas d'une guerre douanière, fermer complètement ses frontières aux importations russes.

En outre, dans son esprit de haute prévision, l'Allemagne avait cherché à s'assurer par traité un certain nombre d'avantages concernant sa pénétration en Russie. Le Gouvernement de Berlin avait obtenu pour ses nationaux le droit de posséder des biens immobiliers sur tout le territoire de l'Empire russe, le droit du transit par le Transcaucasien et le Transsibérien, l'abolition des distinctions qui existaient entre les commis-voyageurs allemands chrétiens et israélites, au point de vue de la délivrance des certificats et de l'imposition. Il faut noter en outre que la Russie ne devait plus appliquer de différence entre les produits venant par mer et ceux venant par terre, — différence qui, dans l'intention des auteurs de l'ancien tarif des douanes russes, était dirigée contre les importations allemandes.

De son côté, l'Allemagne s'engageait à modifier, dans le nouveau tarif, la clause de la nation la plus favorisée, de telle sorte qu'elle ne pouvait établir, dans aucun cas, des droits différentiels pour les produits russes, à l'exception toutefois du sucre.

Nul besoin de nous perdre en déductions sur les avantages que l'Allemagne a su tirer du traité de 1904 ; il suffit de considérer les chiffres qui en expriment clairement le résultat.

D'après l'annuaire statistique de l'Empire allemand, voici

les montants du mouvement commercial de l'Allemagne avec la Russie, pour les cinq années qui ont précédé la guerre :

	Importations de Russie en Allemagne.	Exportations d'Allemagne en Russie.
1909. . .	1 364 millions de marks	445 millions de marks
1910. . .	1 387 —	547 —
1911. . .	1 669 —	701 —
1912. . .	1 564 —	764 —
1913. . .	1 470 —	978 —

On lit dans ce tableau toute l'histoire du traité de commerce de 1904. Les exportations de la Russie sont restées à peu près stationnaires dans cette période quinquennale, tandis que les exportations allemandes en Russie ont plus que doublé de 1909 à 1913, notamment dans la branche industrielle (1). Mais ce qui a été le plus sensible pour la Russie, c'est de voir le chiffre de ses ventes de froment en Allemagne passer de 238 millions de marks en 1910 à 82 millions en 1913, pour le plus grand bénéfice de l'agriculture allemande.

Devant ces résultats, on comprend que, dès 1914, le renouvellement de ce traité de commerce, qui devait expirer fin 1917, faisait l'objet des plus vives discussions. Les positions avaient été déjà prises, de part et d'autre, et c'est sur le terrain politique que la question était appelée à recevoir sa véritable signification.

Les agrariens allemands déclaraient que le maintien des tarifs en vigueur était une condition indispensable à la prospérité de leur pays, certains même proposaient d'élever encore les tarifs sur le froment. Or, d'autre part, il est certain que le régime protecteur sur les céréales pesait comme un fardeau formidable sur toute la population allemande, et ne profitait qu'à une minorité; aussi l'abaissement en était-il vivement réclamé par la classe ouvrière. Le Gouvernement impérial paraissait devoir se prononcer pour le maintien du *statu quo*.

En Russie les opinions étaient également partagées; certains préconisaient l'établissement de droits de douane sur les céréales, l'interdiction de l'exportation de certains produits;

(1) Dans le chiffre des importations en Russie pour l'année 1913, voici quel était le pourcentage des produits allemands : Industrie électrique 88 p. 100, produits chimiques 76 p. 100, machines et industries mécaniques 75 p. 100, automobiles 79 p. 100, livres et gravures 86 p. 100, etc.

d'autres, au contraire, restaient fidèles à l'ancien système et ne voulaient pas de protectionnisme agraire en Russie, mais la grande majorité du pays semblait hostile à un renouvellement du traité, tel qu'il avait été signé en 1904. Le Gouvernement russe avait nommé, en janvier 1914, des Commissions spéciales auprès des Ministères du Commerce, des Finances et de l'Agriculture pour préparer, de longue date, le futur régime économique, afin d'éviter les surprises d'une négociation brusquée, dont la Russie ferait encore tous les frais (1).

Le rôle qu'a joué, dans les événements de 1914, le traité russo-allemand n'a pas encore été complètement éclairci ; on a pu prétendre, cependant, non sans quelque raison, que la perspective d'un non-renouvellement compte parmi les causes économiques de la guerre.

L'Allemagne n'avait plus d'illusions sur les intentions de la Russie d'opposer une politique de protection industrielle au protectionnisme agricole allemand. Les produits chimiques et métallurgiques, les matières animales et leur industrie, les céréales et les textiles étaient particulièrement visés, c'est-à-dire un ensemble d'articles sur lesquels avait porté principalement l'expansion allemande en Russie. Des mesures restrictives étaient à craindre et elles s'annonçaient dans une période où l'Allemagne avait poussé sa production au plus haut point de développement et cherchait vainement des débouchés nouveaux pour écouler ses produits. La route de l'Orient à travers la Turquie n'était plus aussi large, la porte du Maroc n'avait pu s'entr'ouvrir, la concurrence américaine commençait à se faire sérieusement sentir sur les marchés d'exportation, et c'était le moment critique où la Russie, à son tour, s'apprêtait à prendre l'offensive contre le commerce allemand. Il est donc permis de croire que, devant l'éventualité d'une crise économique qui pouvait aboutir à une crise sociale, l'Allemagne ait envisagé les moyens d'éviter son encerclement en faisant appel à sa force militaire.

II. — LA PÉNÉTRATION ALLEMANDE EN RUSSIE

Si l'on veut juger, sous tous ses aspects, la politique allemande, il ne faut pas la considérer seulement à travers les

(1) *Journal des Économistes*, avril 1914.

échanges du commerce extérieur, mais la suivre aussi dans ses autres manifestations, au point de vue de l'exportation des hommes et des capitaux. C'est ce que l'on a pu appeler, à juste titre : la colonisation allemande en Russie.

Suivant les statistiques les plus récentes, le montant des intérêts allemands en Russie représente une valeur d'avant guerre d'environ un milliard de roubles-or, soit 2 milliards 600 millions de francs. Dans cet actif, ce sont les titres des Compagnies de chemins de fer privés qui forment la plus grande part, soit 1 milliard 100 millions de francs, puis les industries électriques, les mines, la métallurgie 500 millions de francs, et les banques 250 millions de francs.

Si l'on rapproche le montant des intérêts allemands en Russie, du chiffre beaucoup plus considérable de la participation française, soit environ 12 milliards de francs, rien qu'en fonds d'État, emprunts garantis ou municipaux, on peut s'étonner que la France, principal créancier de la Russie, n'ait eu que des rapports aussi lointains avec son débiteur, au point de vue des échanges commerciaux. Nos exportations vers ce pays représentaient à peine une valeur de 150 millions de francs en 1913, tandis que celles de l'Allemagne dépassaient 1 700 millions de francs. Cette énorme différence ne peut pas s'expliquer uniquement par l'éloignement de la France et la proximité allemande de la Russie. Il faut aussi faire entrer en ligne de compte la puissance de pénétration de l'Allemagne par ses hommes et par ses capitaux, suivant un plan d'ensemble que venait renforcer, au besoin, l'action diplomatique pour la conquête du marché russe (1).

Les Allemands avaient su organiser en Russie tout un système de bureaux, d'agences et de maisons de commerce dirigées par des chefs expérimentés; ils y envoyaient, avant la guerre, des légions de voyageurs de commerce circulant avec leurs échantillons jusque dans les régions les plus reculées de l'Empire et distribuant des millions d'exemplaires de brochures, de catalogues et de prospectus en langue russe, avec des poids, des mesures, des prix calculés suivant les usages du pays.

Ces prix étaient établis franco à domicile et l'acheteur russe n'avait pas besoin de rechercher la valeur des frais de transport

(1) L'Allemagne payait annuellement, avant la guerre, sous des formes diverses, 50 millions de marks de primes à l'exportation.

et des droits de douane, ainsi qu'il était obligé de procéder avec les articles en provenance d'autres nations. Quant aux livraisons, elles étaient surveillées par des spécialistes de manière à donner toujours satisfaction à l'acheteur ; lorsqu'il s'agissait de machines et d'outillage mécanique, le fournisseur envoyait, pour l'installation, des ingénieurs qui mettaient les machines en marche et familiarisaient le personnel russe avec leur fonctionnement.

L'habileté financière des Allemands consistait également à résoudre le problème du crédit qui jouait, en Russie, un rôle capital, car il y a toujours eu, dans ce pays, une relation étroite entre le rendement des récoltes et la situation économique générale. L'époque et la variation de ce rendement influençaient le pouvoir d'achat, depuis le petit détaillant jusqu'au gros importateur ou industriel, en nécessitant d'assez longs délais de paiement : aux foires de Nijni-Novgorod et de Irbit, on avait toujours l'habitude d'effectuer les règlements « à la foire prochaine. »

La question des transports n'était pas non plus négligée. Des tarifs spéciaux étaient accordés sur les voies ferrées aux marchandises à destination de l'étranger, en même temps qu'une politique suivie était appliquée à l'extension de la marine de commerce. A ce point de vue, le voisinage immédiat des deux Empires procurait à l'Allemagne un avantage fort appréciable et lui facilitait, en outre, le rôle d'intermédiaire pour un grand nombre de produits qui, bien qu'originaires de tiers pays, étaient cependant vendus à la Russie par l'Allemagne. Des services réguliers et fréquents entre les ports allemands et ceux de la Russie, tant dans la Mer Noire que dans la Baltique, rendaient les communications plus aisées et plus économiques. Le système de pénétration avait été renforcé et perfectionné par la création d'agences de transport et de dédouanement qui, les unes demeurant allemandes, les autres se mettant sous étiquette russe, monopolisaient, en fait, toutes les transactions, si bien que les concurrents de l'Allemagne devaient eux-mêmes s'en remettre à elles, pour leurs propres opérations.

L'Allemagne savait également tirer parti du grand nombre de nationaux qu'elle comptait en Russie, car à côté d'une foule d'individus dont l'établissement n'était que temporaire et de naturalisés de fraîche date, elle possédait des sympathies actives,

tant parmi les nombreuses colonies agricoles établies dans le centre et le Sud de la Russie que chez les éléments hétérogènes disséminés sur la frontière et dans les provinces Nord-Ouest. Au début de la Grande Guerre, on estimait à plus de deux millions les colons allemands en Russie. Une carte tirée du *Methodischer Atlas zur Länderkunde von Europa* donne une idée de la répartition de ces colons sur le territoire russe. On voit que ce n'était ni le long de la frontière allemande, ni dans les provinces baltiques, que la densité était la plus forte, mais bien au cœur du pays, dans les Gouvernements de Samara et de Saratoff, où leur nombre dépassait 100 par 1 000 habitants. Cette région est, il est vrai, la mieux dotée de la Russie en richesses du sol et du sous-sol. Signalons cependant que des colonies, composées principalement d'Israélites allemands, se rencontraient en Pologne.

L'ensemble des faits que nous venons d'exposer montre clairement la politique allemande en Russie, avant la guerre. Nous sommes ici dans le domaine économique, où chaque peuple a le droit de chercher son développement ou d'organiser ses moyens de défense; c'est là le libre jeu de la concurrence, qui restera toujours l'âme du commerce. Nous ne saurions donc faire un grief à l'Allemagne d'avoir eu, en Russie, un programme d'expansion, poursuivi avec ténacité par son Gouvernement, soutenu par sa diplomatie très agissante et mis à exécution par cette armée puissante et homogène que formaient ses banques, ses industriels, ses commerçants, groupés, les uns et les autres, dans des associations, clubs ou Verein qui, au sein même de l'Empire des Tsars, maintenaient un lien entre tous les éléments de colonisation. Ces deux millions de colons allemands n'étaient pas, en effet, des isolés, mais autant de cellules vivantes dans un vaste organisme de pénétration.

Si l'on rapproche ces faits de tout ce que l'on sait maintenant sur les influences occultes de l'Allemagne en Russie, jusque dans les sphères gouvernementales, aux heures les plus critiques de 1914, si l'on se rappelle le rôle qu'elles ont joué dans la décomposition du régime impérial et l'avènement du bolchévisme, on peut bien conclure que cette politique économique d'avant-guerre avait servi merveilleusement les desseins du Gouvernement allemand.

Aujourd'hui, l'œuvre du passé n'existe plus, et il s'agit de

reconstruire, mais en utilisant, pour ce travail nouveau, les matériaux anciens. Ce serait mal connaître l'Allemagne que de croire qu'elle s'avouera vaincue sur aucun terrain et à aucun moment de son histoire. Plus que jamais, elle a besoin de reprendre sa marche en avant et de poursuivre, vers l'Est, son expansion, que heurte, en d'autres points, la concurrence anglaise, américaine ou française. Sur le vaste territoire russe, sa position géographique lui crée une situation privilégiée, sa connaissance du pays lui donne une avance considérable, son change déprécié intervient comme un élément favorable d'exportation. Aussi, toute sa puissance d'organisation étant prête à entrer en action, l'Allemagne se prépare-t-elle à miser de nouveau sur le tableau russe, et c'èst pourquoi il est intéressant de savoir, avec lès éléments que nous possédons actuellement, comment elle va engager sa partie devant la Conférence de Gênes.

III. — REPRISE DES RELATIONS RUSSO-ALLEMANDES

Sur la situation actuelle de la Russie, que nul mieux qu'elle ne connaît, l'Allemagne n'a pas d'illusions. Elle sait que la capacité d'achat de l'État soviétique est en voie d'épuisement, puisqu'il n'y a plus de ressources disponibles au fond de la caisse de l'ancienne Banque de l'État russe, qui contenait encore plus de trois milliards de roubles en or, à la fin du Gouvernement impérial, soit 8 milliards de francs. Il n'y a donc rien à tirer, pour le présent, au profit de son expansion commerciale. Quant à faire des opérations avec la Russie sur la base des crédits à long terme, l'Allemagne n'y est nullement opposée, puisque tout son fonctionnement bancaire se prête admirablement à cette collaboration avec le commerce d'exportation, mais il faut préalablement créer une nouvelle organisation de crédit sur les ruines de l'ancien ordre de choses et établir un système de garanties et de contrôle, au risque de porter atteinte à l'indépendance des Soviets, et c'est là un rôle difficile à jouer, dont elle préfère laisser la charge aux Puissances de l'Entente. Quand l'organisme sera en voie de fonctionnement, l'Allemagne ne sera pas la dernière à s'en servir, avec les immenses avantages que lui donnera sa longue préparation.

En somme, la question se pose aujourd'hui dans ces termes : l'Allemagne officielle comprend parfaitement qu'elle ne saurait

rien entreprendre, pour le moment, de vaste et de définitif en Russie, sinon sous forme de participation à un groupement international, lequel disposerait de gages suffisants donnés par les Soviets pour la sécurité de ses opérations. Mais, sans attendre que cette forme de coopération prenne consistance par un accord des Puissances, ou comme résultat d'une Conférence, l'Allemagne s'organise méthodiquement, en jetant sur la Russie l'immense filet de sa propagande, celle dont nous avons déjà connu l'action perfide lorsqu'il s'agissait d'amener la paix séparée qu'a consacrée le traité de Brest-Litovsk. Ce ne sont plus là de simples hypothèses, car cette organisation existe depuis que le chancelier Wirth a reconstitué, au cours de l'automne dernier, tous les services diplomatiques d'Orient, dans le sens d'un rapprochement avec les Soviets.

Toutefois, cette partie ne peut se jouer encore au grand jour, sous peine de susciter la défiance des Alliés et surtout de l'Angleterre, qui n'admettrait pas volontiers que l'Allemagne tirât profit du fait que les autres Puissances se sont refusées, jusqu'à présent, à reconnaître les Soviets. Il faut donc masquer cette politique, en la mettant au compte de la Russie, à laquelle on laisse l'initiative du rapprochement; aussi le centre des relations russo-allemandes est-il à Berlin plutôt qu'à Moscou, procédé plus efficace et moins dangereux.

C'est ainsi que la Russie est représentée à Berlin, d'après les informations des journaux allemands, par quatre Missions qui mêlent savamment la diplomatie, la propagande et les affaires.

La plus importante organisation est celle que dirige le Commissaire soviétique Krestinsky, ministre de Russie à Berlin. Cette « légation » comporte un important service d'information et de propagande confié à M. Kristinoff et qui publie à Berlin une feuille bolchéviste, le *Nowy Mir* (*Nouvelle Paix*). Une agence télégraphique officielle dépend également de ce service.

Les opérations du ravitaillement russe sont faites par les soins d'une Mission commerciale soviétique. C'est le bureau d'achat officiel, qui traite avec les fabricants allemands, sous la direction de Litvinov.

Une autre sommité bolchéviste dirige également une « Mission technique et scientifique, » qui semble être un simple

Bureau d'information économique. Cependant, ce Bureau engage de nombreux ingénieurs et contre-maîtres allemands, à destination de la Russie. Cette Mission mène aussi les négociations avec l'industrie allemande, tout en restant en contact étroit avec un bureau analogue installé à Stockholm.

En outre, les Soviets entretiennent, au centre même de la capitale, un « Consulat » chargé du *visa* des passeports. Cette organisation peut surprendre, puisqu'il n'existe pas encore officiellement de représentation consulaire allemande en Russie.

Quant à l'Allemagne, elle est représentée de façon assez mystérieuse : une Mission économique allemande s'est installée à Moscou, sous la direction du Dr Wiedenfeld, en même temps qu'une représentation diplomatique officieuse est confiée à un secrétaire de légation. Entre la capitale russe et la capitale allemande circule, deux fois par semaine, un courrier diplomatique jouissant des prérogatives d'usage.

Nos renseignements sont encore assez incomplets sur l'organisation allemande en Russie, mais celle-ci doit avoir cependant une réelle importance, puisque les relations d'affaires ont été officiellement reprises entre les deux pays et sont maintenant consacrées par les accords commerciaux qui ont été passés, en mai dernier.

L'Allemagne a fait un rêve, celui d'être chargée d'une sorte de mandat international pour remettre l'ordre en Russie, rétablir ses voies de communication, ses grands services publics, son outillage industriel. Il ne s'agit pas, bien entendu, de rechercher un monopole qu'aucun autre État ne saurait accepter, chacun désirant avoir sa part de travail et de bénéfices. Mais il faut une organisation d'ensemble, une direction centralisée : or c'est ce que l'Allemagne peut offrir, en raison de ses multiples contacts avec un pays qu'elle avait déjà placé économiquement sous sa dépendance, bien avant que la guerre ait bouleversé son projet d'envahissement du marché russe.

Cette politique de réalisation compte d'ailleurs, en dehors des frontières allemandes, de sérieux partisans. Aux États-Unis, il est d'opinion courante, dans certains milieux financiers, que seule l'Allemagne est capable d'assumer une pareille tâche. En Angleterre, la même conception a cours, même dans les sphères officielles, et l'on a été jusqu'à parler d'une entente entre le Gouvernement de Londres et celui de Berlin pour une action commune en Russie, dont l'Allemagne, mieux placée,

tirerait certainement les meilleurs fruits. On se souvient que c'est la Pologne qui devait faire les frais de cette politique, et c'est ce qui permet de comprendre l'attitude du Premier Ministre anglais dans la question de la Haute-Silésie, pour laquelle il a pesé de tout son poids en faveur de la revendication allemande.

Cette histoire-là n'est pas encore écrite et ce n'est pas sur des suppositions, quelle que soit leur vraisemblance, que nous pouvons nous appuyer en vue de parler avec certitude d'une entente anglo-allemande pour la Russie. Conjonction d'intérêts, c'est possible, mais de là au pacte, il y a loin. Nous croyons l'Allemagne trop habile pour avoir donné à l'Angleterre des gages qui pourraient aliéner sa liberté d'action dans l'avenir.

Donc, sans nous attarder à d'aussi hautes considérations, le grand fait dont nous devons cependant tenir compte, c'est qu'il y a aujourd'hui, dans les milieux internationaux, un fort courant en faveur d'une intervention efficace de l'Allemagne pour la solution du problème russe. Il y a là un mot d'ordre que reçoivent tous les hommes d'affaires qui se rendent à Berlin, en vue de se renseigner sur les possibilités de relèvement de la Russie : l'Allemagne seule est capable de réaliser l'œuvre de réorganisation, parce qu'elle a un plan méthodique de travail, alors que tous les autres pays, y compris l'Angleterre et les États-Unis, ne peuvent que s'improviser dans ce rôle. Quant à la France, on considère que la réparation de ses régions dévastées doit absorber le meilleur de son activité. C'est là, du moins, l'opinion que l'Allemagne s'efforce d'accréditer. « Comprendre la France dans une organisation d'ensemble en vue d'attirer le capital français est une conception absurde, car les Français avouent eux-mêmes que, sans le paiement des réparations, ils ne sont pas en mesure de rétablir leurs propres finances (1). »

Ce courant d'opinion, soigneusement entretenu par la propagande allemande, prépare les voies pour une action plus efficace, lors de la Conférence de Gênes. Déjà, au cours des réunions tenues à Londres pour la formation d'un consortium international, le communiqué de la presse disait : « Les Allemands ont pris une part très active aux travaux de la Conférence, et ils ont témoigné d'une connaissance parfaitement approfondie des questions traitées. »

(1) Déclaration de M. K. G. Müller, membre de l'Office Central des Chemins de fer allemands.

IV. — LE PLAN ALLEMAND POUR LA RUSSIE

La politique allemande pour le relèvement de la Russie vient d'être exposée dans un livre de véritable doctrine germanique, dont la publication a fait grand bruit, dans les milieux officiels, et que la Commission générale pour la protection des intérêts français en Russie a signalé à notre attention, dans un de ses derniers Bulletins. Sous le titre *Was wird aus Europa?* Où va l'Europe? M. F. von Braun, président du Conseil économique d'Empire, fait écho à l'ouvrage de M. J.-M. Keynes sur la revision du Traité de Paix, en avançant que l'Allemagne ne peut exécuter ses engagements pour les réparations que si elle voit s'ouvrir devant elle de nouveaux débouchés.

M. von Braun fait ressortir, sans aucun optimisme, les traits caractéristiques de la crise économique russe : c'est la faillite du bolchévisme, catastrophe dont le peuple ne saurait, sans l'aide étrangère, se relever avant des dizaines d'années, et seulement après avoir assisté à la destruction de ce qui peut encore subsister, à l'heure actuelle, de civilisation en Russie. Aussi affirme-t-il que si ce pays est abandonné à son sort, il sera livré à un processus de désagrégation qui pourrait être contagieux pour l'Europe entière.

Après avoir exposé le côté international du problème russe, M. von Braun soutient qu'il y a pour toutes les Puissances, et dans leur propre intérêt, un devoir de réparation envers une nation malheureuse que la guerre et la révolution ont réduite à la plus profonde misère. Négligeant d'établir la responsabilité du bolchévisme dans cette catastrophe, il s'étend longuement sur la nécessité de reconstruire la Russie, avec le concours de l'étranger, en agitant ces grands mots d'humanité et de civilisation, qu'il est d'ailleurs assez difficile d'admettre, en face d'une tyrannie rouge, qui ne s'est jamais embarrassée de ces vaines formules.

Sans doute cette méthode d'intervention en Russie ne produira pas des avantages immédiats, et l'Allemagne, à elle seule, est incapable de l'appliquer. Des capitaux considérables seront, tout d'abord, nécessaires pour réorganiser le système économique russe, remettre en état les transports, stimuler l'agriculture, ouvrir les mines et mettre en marche des usines. Cette tâche

exige des sommes énormes, à fournir par les pays qui n'ont pas souffert de la guerre, et des années d'un effort acharné, avant de procurer des bénéfices. Cependant, étant données la fertilité du sol russe, et les richesses naturelles qu'il recèle, le succès est certain et permettra non seulement la reconstitution de l'économie russe et la rémunération des capitaux investis, mais encore l'exécution des réparations allemandes.

M. von Braun se défend de songer à une annexion politique de certains territoires à l'Allemagne, et même à une exploitation économique du peuple russe, ou, du moins, il met en pratique la maxime de sagesse : « Pensons-y toujours, mais n'en parlons jamais. » Il s'agit d'établir, entre les deux peuples, une collaboration étroite, pouvant prendre une forme de régie intéressée. La Russie a surtout besoin des produits de l'industrie allemande ; elle est, d'autre part, en mesure de fournir une partie des matières premières utilisées par l'Allemagne. Il y a donc là des possibilités d'échange, sans dommage pour la monnaie de l'un ou l'autre pays, et, des perspectives très larges pour la technique et l'organisation allemandes, dont la Russie tirera elle-même avantage pour sa reconstruction.

Ainsi, dans la thèse de M. von Braun, l'Allemagne reste, malgré la guerre, au premier rang des Puissances qualifiées pour diriger cette œuvre de reconstitution et il réfute les objections qui, dans les pays alliés, pourraient s'élever contre l'exécution de ce programme. Il cherche à démontrer que l'Allemagne, non seulement ne veut pas, mais ne peut pas prétendre exercer son hégémonie militaire et économique sur une Russie qu'elle aurait contribué à rétablir sur des bases stables. Il ajoute que, d'ailleurs, il suffirait pour détruire ces préventions, dont il ne méconnaît pas l'importance, de ne pas laisser à l'Allemagne seule le soin de mener à bien cette tâche, mais d'associer ses efforts à ceux d'autres Puissances, de placer l'action de réorganisation sous un contrôle international, conçu de telle sorte qu'il soit capable de neutraliser toute tentative d'intervention politique, quelle qu'en soit l'origine.

La conclusion de M. von Braun intéresse plus particulièrement la France, car elle lie le problème de la reconstitution économique de la Russie à celui des réparations.

« Toutes les personnalités compétentes, dit-il, — même chez

nos adversaires, — s'accordent à reconnaître que l'Allemagne ne pourra faire face à ses obligations que par un accroissement considérable de ses exportations, solution qu'admettraient difficilement les autres nations. Étant donnée la crise mondiale des débouchés, chaque État doit s'attacher à protéger ses propres marchés contre l'invasion des concurrents, et nous voyons se dessiner, en Angleterre et en Amérique, un mouvement qui tend à l'exclusion complète des produits étrangers, mouvement spécialement dirigé contre une augmentation des importations allemandes à la faveur de la dépréciation de notre change, c'est-à-dire contre le danger du dumping.

« Or, la reconstitution de l'économie russe ouvrirait à l'Allemagne un marché d'où elle n'expulserait pas de concurrents, puisque ces concurrents n'existent pas à l'heure actuelle. Elle permettrait à l'industrie allemande de développer largement sa puissance de production, sans léser les exportations des autres pays. Il ne serait pas nécessaire pour cela de conférer à l'Allemagne un monopole ou un privilège sur ce marché; bien au contraire, le monde entier devrait travailler avec elle pour couvrir, dans le délai le plus rapide, les besoins qu'implique la reconstitution. Il ne s'agit pas, en effet, de besoins courants, analogues à ceux auxquels la Russie satisfaisait, avant la guerre, par ses importations, mais d'une nouvelle mise en valeur de territoires immenses, d'une tâche telle que l'histoire du monde n'en a pas encore connu de si ample et de si urgente. »

Le plan exposé par M. von Braun ne manque pas de grandeur et de séduction pour ceux qui, faisant abstraction du passé et limitant leurs prévisions pour l'avenir, considéreraient la question russe comme étant simplement d'ordre économique. Que l'Allemagne soit mieux placée que tout autre peuple, en raison de sa proximité de la Russie, de sa connaissance complète des besoins de celle-ci, de son organisation commerciale et industrielle, de son adaptation au milieu russe, pour coopérer, en première place, à l'œuvre de reconstruction, c'est ce que nul ne conteste ; mais ici apparaît le péril germanique en Russie, que nous avons le devoir d'envisager dans toutes ses conséquences. Utiliser, en première ligne, les forces allemandes pour la tâche immédiate qui s'impose, est une question de fait et de nécessité. Seulement, il faut agir suivant un programme qui ne laisse pas

cette force se déployer sans contrôle et sans limite, quand nous savons, par tout ce que nous disent nos hommes d'État, nos généraux et nos diplomates, que nous avons toujours devant nous l'Allemagne de la revanche.

Sans insister sur des considérations, que la *Chronique de la Quinzaine* a maintes fois signalées, revenons à des faits positifs, qui seuls comptent comme éléments de preuve dans le problème russe, envisagé au point de vue économique.

M. von Braun a développé une conception allemande concernant la réorganisation de la Russie. Voici maintenant l'exposé d'un plan, suivant lequel, dans cette immense tâche, la coopération de l'Allemagne pourrait s'imposer. La force active de ce plan est M. Félix Deutsch, directeur général de la puissante Société allemande d'Électricité, l'Allgemeine Elektricität Gesellschaft, et la force occulte est Krassine, qui a été, pendant de longues années, le représentant en Russie d'une autre grande firme, la Société d'Électricité Siemens Schuckert.

Ce qui donne à ce projet sa valeur et son intérêt, c'est qu'il se présente sous les apparences d'une combinaison internationale, dont les fils seraient aussi bien à Londres et à New-York qu'à Berlin. Mais la pensée dirigeante, où sera-t-elle, si ce n'est là où sont les hommes les plus aptes à la réaliser?

M. F. Deutsch est particulièrement qualifié pour mettre en mouvement ce vaste consortium. Comme industriel, il connaît la Russie de très longue date, et a été en contact avec tous les Gouvernements russes, quelles qu'aient été leurs tendances Avant la guerre, le chiffre des affaires traitées en Russie par son groupe était de 100 millions de marks, sans compter les autres entreprises électriques placées sous son contrôle. Comme financier, il a de puissantes attaches en Angleterre et surtout en Amérique, ainsi qu'en témoigne sa parenté avec l'un des plus grands banquiers de New-York.

M. F. Deutsch n'est plus un adversaire du bolchévisme : il l'utilise à la manière allemande. Son opinion sur l'avenir de la Russie, à laquelle on doit, dans ces conditions, attacher une particulière importance, est nettement optimiste. Il considère que le monde ne peut exister sans le grand État Slave et que la question russe appelle une solution immédiate. Il ne veut, en conséquence, rien avoir de commun avec les émigrés qui pen-

sent qu'on ne doit rien faire avec les bolchévistes ; au contraire, il souhaite de collaborer avec eux, car il estime que leur chute plongerait la Russie dans le chaos. M. F. Deutsch a eu des entretiens avec Krassine, Radek et d'autres; il prend au sérieux leurs engagements, et, d'après lui, les dirigeants du mouvement soviétique sont trop avisés pour conserver, après expérience, la foi dans la possibilité du Communisme. Les chefs actuels de la Russie seraient, au contraire, trop heureux de pouvoir dire au peuple russe : « Nous avons pu rétablir à nouveau le contact entre vous et le reste du monde. »

Bien avant les réunions qui ont eu lieu pour la formation d'un grand consortium, M. F. Deutsch suggérait qu'une conférence d'hommes occupant une situation prépondérante dans la finance et le commerce, pourrait se réunir à Londres, en vue de constituer un organisme de reconstruction de la Russie et d'arrêter les grandes lignes d'un programme de coopération internationale. D'après son plan, qui nous est connu par diverses publications de la presse allemande et par les intéressantes communications de la Société d'Études et d'Informations Économiques, il serait nécessaire de confier les détails d'exécution, non pas à un consortium central, mais à une série de groupements internationaux, spécialisés suivant la nature diverse des industries intéressées. Il y aurait ainsi une organisation particulière pour les constructions mécaniques, une autre pour les machines agricoles, une troisième pour les produits métallurgiques, chimiques, les textiles, etc.

Suivant ce programme de collaboration entre grandes Puissances, M. Deutsch considère que l'Amérique ouvrirait des crédits et livrerait des matières premières, que la Grande-Bretagne se chargerait des transports maritimes, consentirait des avances et livrerait également des produits manufacturés, tandis que l'Allemagne interviendrait comme fournisseur de toute la série des articles fabriqués. Les commandes données par la Russie passeraient par l'entremise de cette organisation internationale et seraient exécutées sur la base de prix déterminés, à un cours moyen entre le prix de revient en Angleterre et le prix de revient en Allemagne. En conséquence, les bénéfices réalisés sur les fournitures allemandes pourraient compenser les pertes subies sur les fournitures anglaises.

Dans ce problème de la reconstruction économique de

la Russie, la partie la plus urgente est la remise en état des ports et de tous les moyens de communication. La navigation intérieure doit être réorganisée et M. F. Deutsch considère que les chantiers anglais auront, de ce côté, des fournitures impor tantes à effectuer. Il y aura lieu ensuite de restaurer les chemins de fer qui ne sont pas dans une aussi mauvaise situation qu'on a coutume de le dire. Les Bolchévistes ont déjà réparé de nombreuses locomotives; l'Allemagne seule doit en livrer 700 nouvelles au printemps de cette année. La question du combustible est, pour les chemins de fer, beaucoup plus difficile à résoudre. Mais si l'on arrive à leur fournir du charbon anglais, il n'y aura plus aucun obstacle sérieux à une réorganisation à bref délai des transports. L'approvisionnement éventuel en pétrole pourrait être aisément assuré par l'augmentation des puits dans les districts pétrolifères de la région du Caucase.

En ce qui concerne les possibilités de vente en Russie, il faut se représenter clairement que le paysan russe est devenu conscient et beaucoup plus accessible que jadis à des considérations pratiques de politique réaliste. La plèbe agricole est la classe qui possède encore un certain capital et, quand on considère qu'elle manque de tous les articles d'usage courant, on se représente quelles possibilités commerciales peuvent, avec le temps, offrir ces millions de consommateurs.

Une production agricole intensive devra se développer le long des chemins de fer restaurés. La monnaie, à elle seule, est incapable de stimuler l'ardeur au travail du paysan; ce n'est qu'en lui fournissant des denrées et les outils qui lui font actuellement défaut qu'on pourra obtenir ce résultat. Comme il s'est assuré, au cours des dernières années, une aisance relative, il sera facile de l'intéresser à l'achat de nouveaux produits manufacturés.

Les Soviets ne seront, naturellement, pas en mesure de régler immédiatement toutes ces dépenses de reconstruction. Il sera nécessaire de leur accorder des crédits, garantis par des gages, tels que les ports, les douanes et les concessions. Sur ce point capital, la combinaison allemande manque quelque peu de précision : elle laisse le champ libre à d'autres projets, pour le règlement du problème financier. L'Allemagne fournit la compétence : que d'autres apportent l'argent. Le moment

venu, elle saura faciliter, par ses banques, les opérations purement commerciales.

Pour compléter cet exposé du plan de M. Deutsch, qui répond si pleinement à la conception allemande de pénétration en Russie, sous le couvert international, il est important de signaler que cette combinaison exprime non moins bien les idées des représentants qualifiés du bolchévisme, lesquels voient dans l'Allemagne, sinon une amie, du moins une alliée naturelle. Krassine, qui est le porte-parole des Soviets pour toutes les grandes questions intéressant le commerce extérieur de la Russie, a déclaré, dans une communication faite à Londres, que ce plan était digne d'être pris en sérieuse considération. Il a rappelé que des milliers de Russes ayant été prisonniers en Allemagne sont revenus dans leur pays, parlant couramment l'allemand, et rapportant de très favorables impressions sur les procédés de culture intensive employés en Allemagne. Il a précisé qu'un accord économique était d'une importance aussi capitale pour la Russie que pour l'Allemagne, car des millions de paysans russes ont un besoin urgent des produits dont ils sont pratiquement privés, depuis le début de la guerre.

Krassine a reconnu également que la perspective d'obtenir les articles qui lui sont nécessaires déterminerait le paysan russe à accroître sa production et, à cet égard, que le remboursement des avances octroyées à la Russie pourrait être garanti d'une manière suffisante par l'exportation des excédents de céréales, notamment en Allemagne, étant donné que les roubles-billets ne pourraient être utilisés hors des frontières.

Ainsi, le principe d'une intervention active de l'Allemagne pour le relèvement de la Russie est non moins bien accueilli a Moscou qu'à Berlin, et nous pourrions citer de nombreux faits qui témoignent que les affinités entre les deux pays n'ont été nullement compromises par l'avènement du bolchévisme. Cette association étroite d'intérêts a été proclamée officiellement, le mois dernier, lors de l'inauguration d'une Société russo-allemande pour le rapprochement politique et économique. Le représentant de la Mission officielle allemande à Moscou a déclaré, au cours de cette réunion, que les deux États sont fortement liés par des intérêts vitaux. C'est toujours le même leit-

motiv, avec lequel on espère créer un irrésistible courant d'opinion. Les capitalistes allemands ne demandent pas mieux que d'engager leur argent et de contribuer à l'établissement d'étroites relations commerciales. L'Allemagne a besoin des richesses naturelles de la Russie ; en revanche, elle peut mettre à sa disposition le capital, le matériel et le personnel technique expérimenté, indispensable pour son relèvement. Quant à la barrière polonaise, il n'en est jamais fait mention.

Commentant cette déclaration du représentant allemand à Moscou, les « Izvestia » (organe officiel du Gouvernement de Moscou) exposent, sur la même question, le point de vue russe.

« Les renseignements semblent concorder pour montrer que la bourgeoisie allemande a enfin compris où se trouve son intérêt. Comme nous, elle est d'avis qu'il est grand temps de passer des vœux et des paroles aux actes positifs. Si les Allemands ne se laissent plus saisir par la peur devant les Alliés ou par l'espoir fantastique d'une entente internationale au sujet de la place qui doit leur revenir en Russie, ils pourraient occuper chez nous, grâce à des pourparlers directs, un vaste champ d'activité. La Russie ne peut pas restaurer rapidement sa vie économique sans le concours des capitaux étrangers. Or, pour nous, c'est le capital allemand qui est le plus désirable, car il est à la fois bon marché et commode, proche et inventif, actif et courageux. Les Allemands rêvent de transformer la Russie en pays purement importateur où ils pourraient écouler leur surproduction industrielle. Si nous devons accepter cette situation, ce n'est que provisoirement, car nous ne songeons nullement à renoncer au rétablissement de notre industrie. Nous ferons tout notre possible pour que la Russie ne devienne pas une colonie allemande ou anglaise, au point de vue politique ou économique. Voilà où nos idées divergent, mais cela n'est pas une affaire d'actualité brûlante. Ce qui importe surtout, c'est que l'Allemagne cesse de trembler devant l'Entente et qu'elle se mette sérieusement à causer directement avec nous. »

Ce rapprochement ne répond, jusqu'à présent, à aucun arrangement défini; l'alliance n'est qu'à l'état de menace, et, sous cette forme, elle apparaît comme une éventualité redoutable. Il n'y a pas de doute, dit Radek, un autre leader du bolchévisme, que les Puissances de l'Entente semblent avoir créé une communauté de desseins entre les deux pays. Si l'Alle-

magne est condamnée à mourir et la Russie également, il est clair qu'avant de succomber, les 150 millions de Russes et 60 millions d'Allemands feront ensemble un effort désespéré.

Mais s'il n'existe jusqu'à présent entre Russes et Allemands aucun accord politique, il y a cependant une haine qui les réunit, celle du traité de Versailles. Pour Krassine, qui a fait connaître, en janvier dernier, son opinion, par l'organe du *Manchester Guardian,* le journal de M. Keynes, « le traité est l'expression d'un égoïsme aveugle et doit être revisé, non seulement dans l'intérêt des vaincus, mais aussi des vainqueurs. Il faut mettre fin à la ruine de la vie économique allemande, à la destruction de sa capacité de production, due à l'indemnité sans précédent qu'on lui réclame, et au démembrement insensé de l'Allemagne. » Radek professe la même opinion : « Aucun homme politique sérieux ne croit plus que l'on puisse s'y tenir, et s'il était appliqué intégralement, ce serait un désastre. On le revise déjà en secret. »

C'est ce que Trotsky lui-même a déclaré, dans une des nombreuses interviews qu'il a données à la presse étrangère : « La réunion de Gênes, a-t-il dit, équivaudra à la revision du traité de Versailles. Le monde cherche son équilibre, l'Allemagne et la Russie ont intérêt à l'appuyer. »

V. — LES ORGANISATIONS PRÉPARATOIRES

L'activité allemande en Russie n'est pas limitée à des combinaisons de coopération internationale, telles que le plan de M. Deutsch, ou à tout autre projet que pourrait soumettre à la conférence de Gênes l'esprit inventif de M. Rathenau, doublé de M. Stinnes. Comme dans tout travail pour la reconstruction de la Russie, l'Allemagne tient à s'assurer la première place et à prendre la plus grande part dans la direction d'ensemble; il faut qu'elle ait la supériorité d'une organisation déjà toute formée, sur un terrain bien préparé, afin d'affirmer la supériorité de ses méthodes, et surtout de ses hommes, sans qu'on puisse rien lui opposer d'égale valeur. Aussi est-il intéressant de signaler les groupements qui se sont déjà constitués pour servir les intérêts allemands en Russie, sans attendre le fonctionnement des consortiums internationaux.

Dans cet ordre d'idées, nous devons tout d'abord mentionner la création d'une Commission d'Études économiques pour la

Russie (décembre 1921) qui s'est rendue à Moscou, en vue d'étudier sur place les conditions de la reprise des affaires. Constituée sous le patronage du Ministre de l'Économie d'Empire, cette Commission a commencé ses travaux par une enquête qui a porté particulièrement sur les moyens de transport, la livraison de matériel de chemins de fer, la construction de ponts et de ports, les fournitures mécaniques et électriques. Elle étudie également les possibilités d'achat de minerais, l'exploitation des forêts, les conditions de l'exportation des fourrures, du tabac, du lin, du chanvre, et la mise en valeur des gisements de pétrole. C'est un bien grand programme de travail, s'il ne s'agit que d'un organisme d'études, mais, en raison du rétablissement des relations entre la Russie et l'Allemagne, cette Commission a pris un véritable caractère officiel. Son but est de rechercher tous les moyens pour intensifier les échanges que l'initiative privée a déjà commencé à rétablir.

Sous une forme encore plus pratique, un trust vient de se fonder à Berlin, avec le titre : « Office économique pour le Commerce et l'Industrie dans l'Est », et suivant un programme qui atteste que déjà les cercles économiques allemands se groupent pour prendre leur place dans la restauration du domaine russe. M. K. G. Müller, membre de l'Office central des Chemins de fer allemands, est l'un des directeurs de la nouvelle organisation. Le trust comprend des banques ainsi que des entreprises commerciales et industrielles. Il réunit également des représentants d'institutions techniques et scientifiques, ainsi que les principales associations ouvrières allemandes représentant 14 millions de travailleurs.

Dans l'état actuel de l'Allemagne, au milieu du conflit violent des partis anciens et nouveaux, en face d'un Gouvernement trop souvent impuissant, il reste une force avec laquelle il faut compter : celle de l'opinion publique. Cette force s'est manifestée par les divers organes de la presse, en faveur d'une intervention en Russie. Cette politique sera d'autant plus efficace que le Gouvernement allemand n'a jamais rencontré chez les Soviets la même hostilité que les Puissances occidentales, qui ont soutenu les adversaires du bolchévisme.

Puisque la parole est à la presse, laissons parler un de ses plus notoires représentants, dont les jugements font autorité en Allemagne Théodore Wolff, dans le *Berliner Tageblatt* du

16 janvier 1922, envisage les possibilités qu'on peut attendre de la Conférence de Gênes pour la réalisation des espérances allemandes :

« Nous avons inlassablement préconisé dans ce journal, dit-il, le plan qui consiste à ressusciter économiquement la Russie, à l'aide d'un consortium international et il n'est pas douteux que, pour l'Allemagne, le profit d'une participation à cette œuvre ne soit grand. Il est bien évident que liée au capital étranger, l'activité allemande en Russie pourrait être grandement facilitée si elle se trouvait appuyée par des accords conclus entre toutes les grandes Puissances et le Gouvernement des Soviets et que nous n'ayons plus à craindre de nous voir couper l'herbe sous le pied aussitôt qu'un riche rival viendrait nous supplanter à Moscou.

« Le consortium, ou le système de la répartition internationale du travail seraient non plus des biens, mais des maux, et la sagesse se transformerait une fois de plus en folie, si l'on devait essayer de nous enlever purement et simplement toute liberté d'action et de nous atteler à la voiture étrangère.

« La thèse suivant laquelle l'Allemagne doit, par le relèvement de la Russie, acquérir les forces nécessaires à l'exécution de ses propres engagements, est juste ; mais on détruirait tout esprit d'entreprise et l'on n'aboutirait à rien si, dès l'abord, on surgissait, un ordre de paiement à la main, auprès de tout négociant allemand qui aurait traité une affaire en Russie. »

Sans attendre la réalisation du projet Deutsch, ou les résultats des missions spéciales et des voyages d'enquête, l'industrie et le commerce allemands se sont mis au travail, avec les encouragements et sous la protection du Gouvernement. Dès le mois de mai 1921, des accords commerciaux étaient conclus entre l'Allemagne et la Russie « animées l'une et l'autre, dit le document dans son préambule, du désir de servir la cause de la paix et de faciliter, par une bonne volonté commune, le développement de deux peuples. »

Ces accords stipulent que les délégations qui existaient déjà, dans l'un et l'autre pays, et s'occupaient du sort des prisonniers de guerre voient agrandir leur rayon d'action. Ces Institutions seront chargées de défendre les intérêts de leurs citoyens respectifs, et il leur sera adjoint des délégués spéciaux pour la

représentation des intérêts économiques. Jusqu'à complet rétablissement des relations normales, les délégations porteront les noms de « Représentation allemande en Russie », et « Représentation de la République socialiste fédérative soviétique russe en Allemagne. » Les chefs de ces représentations jouiront des droits et avantages accordés aux chefs de missions accrédités.

Voici deux articles qui intéressent tout spécialement le rétablissement des relations commerciales entre les deux pays, et la libre activité du commerce allemand en Russie :

« Art. 8. — Aux citoyens allemands qui, pour affaires commerciales, sur la base de cet accord et moyennant l'observation des formalités de passeports, se rendront sur le territoire de l'autre pays contractant, la République socialiste fédérative soviétique russe garantit l'intangibilité de tous les biens apportés par eux ou acquis par eux en Russie, pourvu que leur acquisition et leur emploi soient en accord avec les conventions spéciales conclues avec les organes compétents de la République russe.

« Art. 13. — Le Gouvernement russe s'engage à conclure avec les citoyens allemands, les firmes allemandes et les personnes juridiques allemandes, des transactions légales sur le territoire de la Russie ou des pays qui ont avec elle un plan commun pour l'importation et l'exportation, et en ménageant le droit de recours à un arbitrage. Pour ce qui est des transactions légales, effectuées en Allemagne, et de leurs résultats économiques, le Gouvernement russe se soumet aux lois allemandes, le droit à l'arbitrage étant également réservé.

« Art. 14. — Jusqu'à conclusion du futur traité de commerce, le présent accord doit servir de base aux relations économiques entre les deux parties et toutes interprétations en devront être faites dans un esprit de bonne volonté mutuelle et pour le renforcement des relations économiques. »

C'est sous ce régime nouveau, dont il n'est pas besoin de souligner les avantages, que s'organisent l'industrie et le commerce allemands, pour la reprise de leurs exportations. Nous avons déjà dit qu'une commande de 700 locomotives a été passée aux usines Krupp et Borsig, pour ne citer que les plus importantes. En outre, depuis le mois d'octobre, Krupp fabrique également des rails à destination de la Russie, payables, partie en or, et pour le surplus en concessions de terrains dans la région des minerais de fer du Koursk et en terres

agricoles dans la région sud du Volga. Thyssen fait complèter son usine du *Deutscher Kaiser* par un atelier de construction d'appareillage électrique, dont le principal débouché serait la Russie. Il existe aussi un plan pour la réorganisation des voies ferrées et un autre pour la réfection et l'exploitation du port de Pétrograd, en accord avec la *Hamburg America Linie*.

Dans d'autres branches d'activité, l'Allemagne cherche à s'implanter de nouveau sur le marché russe. M. Hugo Stinnes, président de l'Union des Exportateurs, vient de se rendre à Moscou pour examiner les conditions d'une reprise d'affaires. Son enquête a porté sur la remise en état des anciens établissements industriels allemands, et la possibilité de faire revivre l'industrie sucrière. On annonce également que la Société générale de Commerce de Crefeld vient de consentir à l'Union centrale des coopératives russes un crédit en marchandises de 500 millions de marks.

Pour soutenir cette politique d'expansion, il faut de puissants concours financiers, et c'est ce que l'on peut trouver en Allemagne par l'union de la banque avec le commerce et l'industrie. Déjà on fait état de pourparlers conduits par M. Rathenau, ministre des Affaires étrangères, M. Félix Deutsch et les représentants de grandes banques, pour un important crédit qui serait accordé à la Russie. Il est également question de faciliter les opérations de la moyenne industrie, en faisant intervenir l'État pour lui garantir, au moins partiellement, la valeur de ses exportations russes.

Enfin, d'après une information officielle de Moscou, le Commissariat du commerce aurait élaboré un projet de « Banque russe pour le commerce extérieur » au capital initial de 25 millions de roubles-or. Aux termes de ce projet, cette institution serait fondée en liaison avec la Reichsbank allemande, pour traiter les affaires d'exportation et d'importation. Les fondateurs de la banque, c'est-à-dire les commissariats du commerce et des finances, se réserveraient 51 p. 100 des actions émises, les 49 p. 100 restant devant être répartis entre les représentants du capital russe et étranger (1).

(1) *Bulletin de la Société d'Études et d'Informations économiques* du 9 mars 1922.

VI. — LA QUESTION RUSSE DEVANT LA CONFÉRENCE DE GÊNES

Lorsqu'à la lumière des travaux préparatoires à la Conférence de Gênes, on examine les plans qui sont mis en avant pour la reconstruction de la Russie, on observe une différence profonde entre les conceptions allemande et française au sujet des méthodes de coopération.

Pour la France, la reconnaissance des dettes d'État et autres dettes contractées avant ou pendant la guerre, la sauvegarde des capitaux engagés dans l'industrie russe ou déposés dans les banques, sont les premiers articles de son programme ; c'est la pierre de touche qui permet d'apprécier le degré de confiance que mérite la Russie soviétique pour ses engagements nouveaux. Ce principe une fois admis, et sa mise en pratique étant entourée de toutes les garanties nécessaires, la France prendra sa part dans l'œuvre de la réorganisation russe.

L'Allemagne ne se place pas sur le même terrain et, bien qu'elle ait, comme nous, d'importants intérêts en Russie, notamment sous la forme de capitaux industriels ou de participations dans les affaires russes, elle ne fait pas de ses revendications l'article essentiel de son programme. Ce que l'Allemagne recherche par dessus tout, c'est l'entente avec le Gouvernement des Soviets qu'elle a depuis longtemps reconnu, sinon en droit, du moins en fait, et dont elle attend des avantages plus substantiels que le milliard de roubles d'avant-guerre. Le plan de M. Deutsch répond à cette pensée politique, en se présentant sous l'aspect très séduisant pour la Russie d'une vaste entreprise de ravitaillement international.

A cette conception allemande on peut opposer une autre combinaison qui exprime une conception française que nous devons nous efforcer de faire prévaloir. Il s'agirait de former des Compagnies spéciales pour remettre tout d'abord en état de pleine production certains groupes d'industries, tels que les pétroles, les mines ou les chemins de fer, en tenant surtout compte des possibilités d'exécution rapide. Ces Compagnies recevraient des concessions à long terme, sous réserve de redevances payées à l'État, et obtiendraient un statut légal pour être prémunies contre toutes les vicissitudes que peut subir, en Russie, le droit de propriété.

Du point de vue de l'intérêt général, ce dernier projet réalise assurément le meilleur mode d'intervention et de garantie, puisqu'il tend à mettre en valeur les grandes richesses naturelles de la Russie, que celle-ci est incapable d'exploiter par ses propres moyens, et qu'il relève en même temps les affaires dans lesquelles des capitaux européens sont déjà engagés, et cela pour le plus grand bien du pays.

Mais si l'on se place au point de vue russe, on conçoit que ce passage, sans transition, du communisme intégral au régime des concessions en faveur de Compagnies étrangères ne peut s'opérer que par une brusque évolution, qui est le renversement même de tous les principes communistes. Aussi comprend-on la différence d'accueil que fait le Gouvernement soviétique au programme général de ravitaillement de M. Deutsch, qui offre à la Russie les matières premières et l'outillage dont elle a besoin pour rétablir sa vie économique, et prévoit en même temps le paiement avec des facilités de crédit. De même, pour l'Allemagne, dont le relèvement est essentiellement lié à la reprise de ses exportations, ce plan prépare le retour au régime du traité de 1904, sur lequel avait été fondé, en grande partie, son développement économique d'avant-guerre. Non seulement l'industrie, mais aussi le commerce allemands seraient ainsi appelés à poursuivre leur essor vers l'Est, dans la mesure où la Russie referait elle-même ses forces de production et son crédit.

Entre ces diverses combinaisons, qui peuvent avoir chacune, sous des aspects différents, leur efficacité, la Russie ne prendra parti définitivement contre aucune et déclarera s'incliner devant la dure loi de la nécessité. Ses dirigeants sont prêts à les accepter toutes, pourvu que la coopération internationale leur apporte les concours d'organisation et les capitaux qui sont la condition première de tout relèvement. Ainsi que l'a déclaré Radek, non sans ironie, « le principal but de la Conférence sera de déterminer l'importance des crédits, les organisations qui les fourniront et les conditions. Tout le reste n'est que vanité et diplomatie. » Et résolvant, par avance, la question des garanties, il ajoutait que le capitalisme qui a su s'adapter à la féodalité, puis la République démocratique, puis à la République oligarchique, s'adaptera également aux conditions existant actuellement en Russie, pourvu que ces dernières lui assurent des bénéfices suffisants.

Ici s'arrête cette étude qui n'a pas pour objet de commenter le programme de la Conférence de Gênes, de discuter ses méthodes de travail ou d'émettre des prévisions sur ses résultats. La politique française n'a jamais été en de meilleures mains, et nous pouvons faire pleinement confiance aux hommes d'État, aux diplomates et aux experts qui auront la lourde fonction de représenter nos intérêts sur ce terrain encore bien mouvant de l'Europe nouvelle. Toutefois, nous avons tenu à signaler le danger nouveau qui nous menace, pour une échéance plus ou moins lointaine, mais dont nous devons tenir compte dès à présent parmi les préoccupations que nous inspire l'avenir.

Le relèvement économique de la Russie n'est pas un problème insoluble, pourvu que l'on puisse rétablir d'abord la confiance et la fonder sur de sérieuses garanties. Or, nous croyons l'avoir démontré, l'Allemagne et la Russie soviétique parlent à peu près le même langage, et ce n'est pas celui de la France.

Au contraire, les États-Unis viennent, dans une note récente, de définir une politique conforme à la nôtre : « les ressources et les richesses de la Russie doivent être sauvegardées par un traitement juste et égalitaire, qui permettra à ce pays de garder toutes ses chances de relèvement économique, ceci non seulement dans l'intérêt des Russes, mais encore dans celui de *toutes* les Puissances. »

Tels sont les principes de sagesse et de prévoyance qui s'imposent, en Russie, dans l'œuvre de coopération internationale, si l'on veut assurer à l'Europe reconstruite le retour d'une paix durable et d'une réelle prospérité.

MAURICE LEWANDOWSKI.

LE ROMAN
DE
WILLIAM WORDSWORTH
SA LIAISON AVEC ANNETTE VALLON

I

Depuis environ vingt-cinq ans, quelques initiés savaient que l'illustre lakiste, le poète William Wordsworth, avait eu, au cours de son séjour en France en 1792, une liaison avec une Française qui lui avait donné un enfant. Le public n'en fut informé que récemment, lorsque le Professeur George Harper, de l'Université de Princeton, fit paraître en 1916 sa magistrale biographie du poète. Il est vrai qu'à cette date M. Harper n'avait pas encore les moyens de produire plus que le nom de l'héroïne et quelques traits espacés de ses relations avec Wordsworth. Dans la suite, pendant un laborieux stage qu'il fit à Paris comme infirmier volontaire auprès d'un des hôpitaux américains, il recueillit plusieurs documents du plus vif intérêt qui viennent de paraître dans un opuscule anglais intitulé : *La fille française de Wordsworth, histoire de sa naissance avec les certificats de son baptême et de son mariage* (juin 1921). Certes, s'il fùt resté plus longtemps en France ou si ses heures eussent été moins absorbées par sa tâche de dévouement, il n'eùt rien laissé à découvrir à d'autres chercheurs, mais le loisir lui manqua pour fouiller nos Archives Nationales et en faire sortir l'histoire de la famille française à laquelle la vie de Wordsworth se trouva mêlée.

Il nous a paru que cette histoire était en elle-même saisissante, que les aventures en étaient comme le canevas d'un de ces romans de Balzac dont les péripéties sont les fluctuations mêmes de la période la plus dramatique, la plus intense et la plus instable de nos annales; qu'en fait, c'est sur la destinée de semblables familles que s'est édifié plus d'un tome de sa *Comédie Humaine*. On retrouve en abondance dans l'existence des Vallon jusqu'à ces conspirations mystérieuses et ces enquêtes policières où Balzac s'est tant complu. Mais ici la singularité se rehausse du passage à côté de ces événements d'un grand poète étranger, de celui qui est ordinairement défini comme le rêveur solitaire des Lacs. On s'étonne du parallélisme de sa vie d'ermite philosophe avec ces vies tumultueuses.

D'autre part, l'occasion s'offrait d'étudier à nouveau, à l'aide de ces révélations, la physionomie du poète. Il a si longtemps été pris pour le type de toute sagesse et de toute respectabilité que la seule constatation de ses idées révolutionnaires et subversives de jeune homme avait naguère surpris beaucoup de ses lecteurs. Mais que sa conduite même ait jamais été irrégulière, qu'il ait eu sa part, si modeste soit-elle, des entraînements d'un Burns, d'un Byron ou d'un Shelley, voilà qui risque de provoquer un pénible scandale chez ceux qui dans le poète ont surtout vénéré le prédicateur moral et qui ont ignoré sa véritable nature. Toutefois, l'aventure qu'il a courue portera un moindre dommage à son renom de vertu, si elle est contée tout au long. Ce dont il aurait le plus à souffrir maintenant, ce seraient les réticences timides ou les insinuations chuchotées. Plus d'un pensera même peut-être que l'honnêteté profonde de l'homme apparaît plus manifeste dans la longue fidélité qui suivit son erreur et dans la loyauté très simple avec laquelle il en accepta les conséquences. Plus humanisé et plus vrai, il devient en somme plus attachant. Il est bon de savoir qu'il ne trouva pas en lui la sagesse toute formée dès son berceau, et qu'un privilège de nature ne lui rendit pas plus facile qu'aux autres hommes l'impeccable pratique de ces vertus domestiques dont il devint l'admirable poète. Celui que montre le début de cette histoire, fut vraiment un jeune homme et non un patriarche prématuré. Il fut tout semblable à l'amoureux de *Ruth*, auquel « il fut donné tant de la terre, tant du ciel, et un sang si impétueux. »

II

Lorsque William Wordsworth arriva à Orléans, dans les premiers jours de décembre 1791, il avait vingt et un ans et demi. Bachelier ès arts de Cambridge depuis janvier, il ajournait, malgré les objurgations de ses oncles et tuteurs, le choix d'une carrière. Il était cependant sans fortune. En ce même moment, sa sœur Dorothée estimait qu'elle et chacun de ses frères possédaient par tête 470 livres sterling sur lesquelles il y avait à déduire pour William les frais d'éducation. Il n'avait donc que le strict nécessaire pour séjourner quelques mois en France dans des conditions très modestes. Il est vrai que tous ces orphelins ont une espérance : recouvrer la créance considérable que leur père le régisseur a laissée en mourant sur son seigneur le comte de Landsdale. Dangereux espoir qui entretient chez le jeune poète le penchant à l'attente flâneuse, qui l'encourage à se dérober aux tâches précises pour suivre ses goûts vagabonds. Il couvre en ce moment sa temporisation d'un prétexte : il veut savoir le français à fond pour se rendre apte à servir de précepteur à quelque jeune compatriote riche et à le guider dans ses voyages sur le continent. Au fond de sa pensée, il y a le désir de gagner du temps, d'échapper à la chaîne et d'écrire des vers. Qui sait si les poèmes que déjà il prépare ne le rendront pas célèbre sur le champ, lui épargnant la servitude d'une profession? Il est en train de retoucher une description de ce beau pays des lacs où il est né; il en médite une autre de ce merveilleux voyage à travers les Alpes qu'il fit, il y a un an, pendant ses vacances, avec un camarade de Cambridge, à pied, sac sur le dos.

Dans ces vers, c'est la Nature qu'il célèbre. Sa passion maîtresse s'est déjà révélée à lui. Mais elle est loin encore de le prendre tout entier. Il est curieux de tout; il a grand appétit de vie. Son humeur n'est pas encore pour la solitude des montagnes. A peine sorti de son Université, il s'est installé à Londres où il vient de passer de longs mois de flânerie, attiré par toute la variété des plaisirs qu'offre la grande ville. Si même maintenant il s'est tourné vers la France, c'est que la Révolution exerce sur lui un premier attrait. Il se rappelle cette arrivée du 13 juillet 1790 à Calais, la veille de la Fédération et l'enivrement

de joie et d'espoir où il avait trouvé le pays entier. Souvenir enchanté dont son cœur devait longtemps battre et dont il recherchera la trace au cours de son séjour nouveau. Elles sont toujours présentes à son esprit, ces heures ineffables où l'allégresse de toute une nation avait accompagné d'une musique puissante sa propre liesse d'étudiant en congé. Ce n'est pas une foi politique qui l'animait alors, tout au plus le mot de liberté en sa fraîcheur neuve, dans son vague plein d'immenses promesses. C'était surtout le spectacle de la fraternité débordante et qui se détaillait en mille marques de courtoisie envers les jeunes Anglais, fils d'un pays libre. Décidément, l'aperçu qu'il avait eu de la France et des Français l'avait ravi.

Maintenant il revient tout prêt à jouir de cette cordialité dont il a été si frappé. Et comment à ces espérances de vie sociale ne se mêlerait-il pas chez le tout jeune homme quelque rêve d'amour, l'attente de quelque roman dont scènes et suites sont encore indistinctes? Il y est tout prédisposé. Nul sentiment déjà formé ne le garde d'une passion nouvelle, et nulle règle sévère de conduite ne dirige ses pas. Son éducation ignora l'austérité, ce dont il ne cessera de se louer. Il se félicitera de « n'avoir pas été tenu en bride par une innocence trop délicate et des notions morales trop intolérantes, des sympathies trop rétrécies. » Il n'a connu la rigide discipline ni dans son Westmoreland natal, ni surtout à Cambridge aux mœurs relâchées. Et il ne nous cache pas que dans son Université il a fréquenté les bons vivants de préférence aux studieux. C'est beaucoup dire.

Ses vers mêmes où si peu a passé de ses entraînements de jeunesse nous laissent entrevoir l'ardeur de son sang en ces années. Ils révèlent un peu de ce que De Quincey appellera brutalement « l'extraordinaire sensibilité animale » de Wordsworth et en quoi il verra « la base de ses passions intellectuelles comme de celles de tous les poètes originaux. » Il serait bien superflu d'en donner des preuves si un tel travail de purification n'avait pas été fait dans sa biographie, et par lui et surtout après lui. Sans parler de cette Lucy inconnue qu'il devait chanter en ses plus beaux vers et pour laquelle il ressentit, parmi les monts d'Angleterre, « la joie de son désir, » il y avait ces filles des fermes du Westmoreland où il fréquentait pendant ses vacances de Cambridge, avec lesquelles la nuit se passait parfois tout entière en danses d'où il sortait tout enfiévré, après avoir

éprouvé en leur compagnie « les légères secousses du jeune amour, plaisir fugitif qui lui montait à la tête, et faisait courir un tressaillement dans ses veines. » Et justement c'est cette excitation amoureuse qui avait favorisé l'éclosion de sa vocation poétique. C'est dans le matin qui suivit une de ces nuits de plaisir que, rentrant à pied chez lui et assistant au lever d'une glorieuse aurore, il avait eu la première révélation de son génie et s'était dédié au culte de la nature. Le tumulte des sens avait été l'excitant de son ardeur imaginative. Une première fois il avait éprouvé la vérité de cette maxime profonde qu'il émettra plus tard : « Le sentiment vient en aide au sentiment. »

Un an après, lorsqu'il fit son voyage à travers les Alpes, la sublimité des montagnes n'avait pas accaparé son enthousiasme au point de lui faire ignorer les jeunes filles rencontrées sur son chemin. Les brunes Italiennes croisées sur le bord du lac de Côme avaient éveillé en lui de voluptueux désirs, et il les devait évoquer en cette même année 1792 en des vers dont le tour gauche et suranné n'empêche pas de sentir l'exaltation sensuelle :

Adieu, ô formes qui, sous l'ombre de midi,
Reposez auprès de vos petits champs de blé ;
Yeux fixes auxquels un cœur palpitant inspire
De lancer l'orageux rayon du jeune désir;
Lèvres dont les courants parfumés vont et viennent
D'accord avec l'inquiète rougeur des joues ;
Seins brunis que revêt la lumière d'amour
Et soulevés par la Lune de la passion !

Certes, celui qui écrivait ces vers de forme un peu ridicule, mais ardents, n'ignorait pas le trouble des sens. Il aimait la nature, mais adorait les jeunes filles. Il jouissait des beaux sites mais appelait l'amour. L'amour entier, non la satisfaction rapide d'un caprice, car son cœur était aussi impétueux que ses sens. Il apportait dans ses attachements cette « violence d'affection » que note et chérit en lui sa sœur Dorothée. Il avait dans son tempérament tous les éléments qui font une grande passion.

III

Ainsi convient-il de se représenter le jeune homme qui, en arrivant à Orléans, se mettait en quête d'un logement. Il finit par s'arrêter à celui que lui offrait M. Gellet-Duvivier, marchand de bas, rue Royale, au carrefour de la rue du Tabour appelé le Coin-Maugas. Là, pour le modique prix de 80 livres par mois, il avait en même temps la chambre et la table. Son hôte était un homme de trente-sept ans à qui la mort récente de sa femme avait dérangé la raison, et qui montrait une exaltation imprudente dans l'expression de sa haine de la révolution, — pauvre homme dont nous verrons bientôt la fin tragique. Chez lui, Wordsworth avait pour commensaux deux ou trois officiers de cavalerie et « un jeune Monsieur de Paris » qui sans doute partageaient les sentiments politiques de Gellet-Duvivier. Il ne connaissait encore personne d'autre dans la ville, quand il écrivait, le 19 décembre, à son frère aîné.

Si, cependant; il y a aussi, lui dit-il, « une famille que je trouve fort agréable et avec laquelle j'ai fait connaissance en allant y chercher un logement. J'aurais extrêmement aimé m'y installer, mais j'ai trouvé le prix trop élevé pour moi. » Ici, le papier déchiré laisse seulement voir les mots : « J'ai... de mes soirs là... » Veut-il dire qu'à défaut d'y demeurer, il y passe ses soirées? Et cette maison serait-elle celle où résidait Annette? Et, s'il en est ainsi, serait-elle celle de la rue du Poirier n° 9 où vivait M. André-Augustin Dufour, greffier du Tribunal du district d'Orléans, qui avec sa femme devait prêter assistance à Annette dans son épreuve? Simples conjectures où nous pousse le manque de détails authentiques.

La lettre à son frère aîné, où Wordsworth nous donne ces quelques renseignements, est gaie. On y sent la joie de la nouveauté. Tout lui plaît, même la campagne environnante qui sans doute paraît bien plate à ce montagnard, « mais qui abonde en promenades charmantes, surtout du côté de la Loire, qui est une rivière magnifique. »

Il se rend bien compte que son français n'est pas du tout au point. Pourtant, il n'a pas l'intention de prendre un maître de langue; il s'épargnera cette dépense considérable. Aurait-il dès son arrivée trouvé les leçons de conversation bénévoles d'Annette?

Celle qui allait être mêlée à sa vie, Marie-Anne Vallon, ou Annette, était née à Blois le 22 juin 1766. Elle était le sixième et dernier des enfants de Jean Léonard dit Vallon, maître en chirurgie, et de sa femme Françoise Yvon. Le père appartenait à une lignée qu'une tradition de famille fait venir d'Écosse et dans laquelle la chirurgie était en quelque sorte héréditaire. En 1755, quand on célébra les funérailles de Joseph Léonard Vallon, ancien chirurgien, âgé de 95 ans, en tête du convoi marchait le sieur Vallon, son fils, lui-même maître chirurgien. Il semble que Jean, le père d'Annette, ait été le petit-fils du presque centenaire. Et à son tour il devait faire souche chirurgicale. Non seulement son fils aîné Jean-Jacques, né en 1758, mais son second fils, Charles-Henry, né l'année suivante, avaient adopté la profession paternelle. Nous savons que ce dernier était maître chirurgien à Blois depuis 1780.

En 1791, quand Wordsworth connut Annette, le père de la jeune fille était mort depuis plusieurs années, et sa mère remariée avec un sieur Verger, lui aussi maître chirurgien. Orpheline de père, quelque peu séparée moralement de sa mère par ce remariage, Annette n'était guère moins abandonnée à elle-même que William.

Aux deux chirurgiens, les aînés de la famille, s'ajoutait un autre fils, Paul, né en 1763 qui s'était, lui, tourné vers le notariat. En regard des trois garçons, trois filles : Françoise-Anne, née en 1762, Angélique-Adélaïde, née en 1765 et Marie-Anne, d'un an plus jeune, la dernière venue.

Deux oncles à la mode de Bretagne de ces enfants nous sont encore connus : Charles-Olivier et Claude Léonnar-Vallon, nés l'un en 1728 et l'autre en 1729, tous les deux curés du diocèse de Blois, tous les deux ralliés à la Révolution, et patronnés par l'évêque constitutionnel Grégoire, qui fit de Claude un des vicaires épiscopaux du Loir-et-Cher. Ils avaient prêté le serment constitutionnel en 1791, et allaient dans l'automne de 1792 prêter le serment de liberté-égalité ; cinq ans plus tard, le 30 fructidor an V, celui de haine à la royauté. Aussi un rapport préfectoral du 9 thermidor an IX fera-t-il leur éloge. Il louera « les grandes connaissances théologiques » de Claude, et déclarera Charles « de parfaite moralité, instruit et tolérant. »

Il ne semble donc pas qu'il y ait eu d'abord dans la famille Vallon cette hostilité à la Révolution qui se manifesta dans la

suite avec violence chez quelques-uns de ses membres. Le prénom de Jean-Jacques donné en 1758 à l'aîné des frères d'Annette renforce cette impression. Le père avait dû s'éprendre des nouveautés qu'apportait Rousseau, de son culte de la nature et de la sensibilité. Il y avait néanmoins un sens vigoureux de la tradition dans cette famille fortement enracinée et dont le chef se maintenait d'âge en âge enfermé dans sa corporation comme dans une caste. Pour devenir constitutionnels, les deux prêtres eux-mêmes n'en demeuraient pas moins attachés à la religion. Charles.Olivier protestera avec indignation, lorsque la Convention, pour détacher les prêtres du christianisme, garantira un secours à ceux qui abdiqueraient leur sacerdoce. Il écrira au Citoyen Administrateur, le 30 mars 1794, le jour même où Robespierre faisait arrêter les Indulgents : « Je vous prie de ne point penser à moi pour un secours, et de ne point trouver mauvais que je vous dise en toute sincérité que la religion, la conscience et l'honneur me défendent toute activité pour ce qui concerne l'abdication de mon état que je tiens de Dieu seul. » Il devait finalement, après le Concordat, en 1808, rétracter ses serments de l'époque révolutionnaire.

Enfin le témoignage de Wordsworth, l'insistance qu'il met, dans son *Prélude,* à dire qu'avant de connaître le capitaine Michel Beaupuy, il avait vécu parmi des adversaires de la Révolution, portent à croire que dès 1792 ceux des Vallon qu'il put fréquenter voyaient avec plus de regret que de satisfaction la marche vers la République. Quant à Annette elle-même, il est probable qu'elle resta assez indifférente à la politique jusqu'au jour où une tragédie qui l'atteignit au cœur la précipita dans la plus violente opposition. Si elle se sentit le moins du monde en désaccord avec Wordsworth sur les questions de royauté et de irépublique, elle ne s'en émut guère, étant toute à son amour.

IV

A moins d'admettre qu'Annette soit devenue la maîtresse de Wordsworth dès la première rencontre, la naissance de leur enfant le 15 décembre 1792 force à penser qu'ils firent connaissance peu après l'arrivée du poète à Orléans où il passa l'hiver. Rien d'étonnant à ce qu'Annette ait fait un séjour même prolongé dans cette ville. C'est là que vivait son frère Paul, avec

qui, peut-être en raison de leurs âges plus rapprochés, peut-être aussi par une certaine conformité d'humeur, elle paraît avoir eu une intimité toute particulière. Paul exerçait à Orléans depuis quelques années les fonctions de clerc de notaire chez Me Courtois, rue de Bourgogne, à proximité de la rue du Poirier où demeuraient les Dufour. L'hiver offrait plus de ressources dans la ville d'Orléans plus grande et plus animée. Paul s'y était fait des amis et son goût du monde, son humeur sociable, trouvaient un écho chez Annette.

Nous connaissons les traits de Paul, petit et brun, le cou fort, les yeux grands et hardis sous de noirs sourcils épais. Nous connaîtrons ceux de la fille d'Annette, où règne, selon l'âge, un air de franche gaîté ou un sourire doucement malicieux. Mais Annette insistera tant sur la ressemblance de la fille avec son père qu'il serait décevant de rechercher l'expression maternelle dans le visage de son enfant. Il ne paraît pas que la gaîté ait dû être la marque distinctive d'Annette. Des lettres d'elle qui viennent d'être retrouvées ressort une note dominante, celle d'une sensibilité exubérante, intarissable, qui est un trait de sa nature et ne tient pas exclusivement aux tristes circonstances dans lesquelles ces lettres furent écrites. Elle était abondante en paroles, portée aux épanchements et aux larmes. Ces émotions d'une « âme sensible » étaient d'ailleurs bien faites pour lui gagner le cœur du jeune Anglais. Il était lui-même en ces années-là enclin à la mélancolie et se complaisait aux langueurs élégiaques. Son premier sonnet ne lui avait-il pas été inspiré par la vue d'une jeune fille qui pleurait au récit d'un malheur? A cette vue, disait-il, son sang s'était arrêté dans ses veines; « ses yeux noyés s'étaient obscurcis, son pouls avait cessé de battre; son cœur plein s'était gonflé d'une chère souffrance délicieuse. » Les larmes de la jeune fille lui avaient proclamé sa vertu. Le penchant du poète au sentiment trouva auprès d'Annette mainte occasion de se satisfaire, cependant que le verbe copieux de la jeune Française servait à merveille son dessein d'apprendre notre langue. Tous les témoignages subséquents s'accordent à dépeindre Annette obligeante et généreuse. Par économie, il avait décidé de ne pas se payer de professeur. C'est Annette qui lui servit de précepteur. Elle écouta sans sourciller ni railler les phrases hésitantes de cet étranger. Son cœur tendre se prit d'affection pour l'adolescent, plus jeune

qu'elle de quatre ans et demi, qui était éloigné de tous les siens et vivait parmi des hommes dont la langue lui était mal connue. Et quand William laissa éclater les marques de sa passion naissante, elle se sentit sans force contre son ardeur.

Ce qu'il éprouvait pour elle, c'était un amour exalté, éblouissant, devant lequel tout le reste s'évanouissait. La vue d'Annette à sa fenêtre, ou de la seule fenêtre d'Annette, était la minute suprême de chaque journée. C'est lui-même qui nous le dit, mais ailleurs, et sous un déguisement, dans l'histoire des amours de *Vaudracour et Julia.*

Détestable poème, dit Matthew Arnold, le seul de Wordsworth qu'il lui fût impossible de lire. La condamnation n'est pas toute imméritée. Mais elle a le tort de ne pas excepter quelques très beaux vers, et, d'autre part, elle ignore ce que nous savons maintenant, le vif intérêt biographique de ce poème maladroit et gêné, dont l'auteur semble avoir été en peine de décider la place et d'expliquer l'origine.

Il commença par l'insérer à la fin du même livre du *Prélude* où il relate ses souvenirs de France. Le poème y sonne la note d'amour qui est absente ailleurs. C'était d'abord, au dire de Wordsworth, un récit qu'il tenait de son ami le capitaine Beaupuy, le fervent républicain, essayant de lui faire toucher du doigt les maux de l'ancien régime, et en particulier l'abomination des lettres de cachet.

Le jeune Vaudracour, gentilhomme d'Auvergne, aimait une fille du peuple qu'il voulait épouser. Une lettre de cachet obtenue par son père vint mettre obstacle à son dessein. Emprisonné après avoir tué un des hommes armés chargés de l'arrêter, il n'obtient sa liberté qu'en jurant de renoncer à sa maîtresse. Pouvait-il tenir un tel serment? Les amants se retrouvèrent, mais furent de nouveau violemment séparés. Julia devenue mère fut mise au couvent. L'enfant fut laissé à Vaudracour qui se retira seul avec lui dans un ermitage au milieu des bois. Quatre-vingt-neuf arriva, mais la voix de la liberté ne put le tirer de sa léthargie ; il avait perdu la raison.

On voit assez que Vaudracour n'est pas Wordsworth, ni son histoire celle du poète. Il n'y avait entre Wordsworth et Annette nulle différence de caste. La fille du maître chirurgien était de plain-pied avec le fils du régisseur des Landsdale. Point de violence dans leur cas, ni lettre de cachet, ni meurtre, ni prison, ni

couvent, ni fin lugubre. Mais avant de peindre les douleurs des amants, le poète a décrit complaisamment, — et c'est le seul endroit de son œuvre où il l'ait fait, — l'enivrement de leur passion. Comme l'invention ne fut jamais son fort, il s'aida des souvenirs et des circonstances précises de son amour pour donner quelque réalité à leurs premières heures d'ivresse coupées de subites séparations. Peut-être est-ce la crainte que les traces de sa personnalité ne se découvrissent dans ce poème placé à côté de ses propres aventures qui, autant et plus que la surcharge du IX[e] livre du *Prélude* et la gaucherie de sa composition, — défauts auxquels il ne fut jamais bien sensible, — l'engagèrent à publier *Vaudracour et Julia* séparément en 1804. Ensuite, lorsque dans sa vieillesse il se mit à commenter ses poèmes, il plaça en tête de celui-ci une note destinée à détourner les soupçons plus qu'à instruire le public. Ce récit (dit-il cette fois) lui fut fait non par Beaupuy, mais de la bouche « d'une Française qui avait été témoin oculaire et auriculaire de tout ce qui fut fait et dit. » Et il ajoute : « Les faits sont véridiques ; nulle invention n'y a été mise en usage, attendu qu'il n'en était nul besoin. »

Singulière dame française aux yeux de lynx, aux oreilles subtiles comme celles de la taupe, qui aurait surpris en leurs plus intimes détails tous les épanchements des amoureux, été ensemble présente et invisible dans leurs plus secrètes entrevues! Pour qui lit le début du poème, il est difficile de retenir un sourire amusé à la pensée de cette narratrice aux sens si déliés dont le poète se sert pour abriter sa personne.

Mais nul lecteur attentif ne s'y trompera. M. Harper, le plus complet, le mieux informé de ses biographes, a proclamé sur-le-champ le rapport de *Vaudracour et Julia* avec le roman de jeunesse de Wordsworth. La vraie difficulté est de faire le départ du réel et du fictif, de l'histoire de Wordsworth et de celle de Vaudracour.

A Wordsworth amoureux d'Annette reviennent sans doute ces extases de l'amant très jeune qui voit non tant une femme réelle qu'il ne sait quelle splendeur dont il est aveuglé; « c'est une vision qu'il contemplait et il adorait l'être qu'il voyait, » vision si éblouissante que son éclat même la rend indistincte. On remarquera que cet émerveillement correspond mieux à la subite passion de l'adolescent pour l'étrangère, qu'à ce long et

tendre amour de Vaudracour pour sa Julia connue dès le berceau, chérie dès l'enfance, la constante compagne de ses jeux durant toute sa jeunesse. Écoutons le poète :

Les Mille et une Nuits n'ont pas peuplé le monde
De moitié des splendeurs dont il s'émerveillait :
Qu'elle vînt, et c'était le printemps sur la terre ;
Les plus humbles objets autour d'elle et sur elle
Prenaient un plus haut prix que tout l'or d'Orient.
Sa demeure était comme une châsse sacrée ;
Sa fenêtre passait en merveilleuse gloire
Le portail de l'aurore, et tout le paradis
Pouvait par une simple ouverture de porte
Resplendir devant lui...

Il se sentait « surchargé de bonheur au point d'en défaillir. » Il était « trop heureux pour ce monde mortel. »

Ce furent là les premiers jours de fascination, alors que les amoureux étaient encore innocents.

A côté de cette explosion exceptionnelle chez lui, quel embarras pour dire la consommation de leur amour! quelles gauches excuses qui viennent glacer les transports à peine exprimés !

Ainsi passait le temps, mais est-ce par l'effet — d'un moment d'imprudence qui vint dissoudre — la retenue vertueuse... Ah! ne dites pas, ne pensez pas cela ! — Croyez plutôt que le jeune homme fervent, qui voyait — tant d'obstacles entre son état présent — et le cher havre où il souhaitait d'être — en les liens honorables du mariage uni à sa bien-aimée, — était intérieurement préparé à s'écarter — de la loi et de la coutume, et à confier sa cause — à la nature pour une heureuse consommation; — croyez que le jeune homme se laissa bercer de cet espoir — et soyez indulgents à leur faute, quand j'ajoute — que Julia, sans avoir encore le nom d'épouse, — porta en elle pour une secrète douleur — la promesse d'être mère...

Pauvres vers et fâcheuse morale ! Plutôt que d'admettre l'impétuosité irréfléchie d'une minute de passion, l'exaltation soudaine du cœur et des sens, le poète aime mieux prêter à Vaudracour une action calculée au milieu même de ses transports. Malgré cette explication contrainte, que l'auteur lui-même suggère sans y beaucoup croire, tenons pour probable que Wordsworth et Annette succombèrent simplement, sans dessein préconçu, comme des milliers d'autres, parce que la nature l'emporta sur

la prudence et la passion sur la sagesse. Ils s'aimèrent, et sans réserve, dès Orléans; et quand Annette quitta cette ville pour retourner à Blois, au début du printemps de 1792, elle portait déjà comme Julia, peut-être sans le savoir ou sans en être sûre encore, « la promesse de la maternité. »

V

Faut-il chercher dans *Vaudracour et Julia* la raison de ce changement de résidence? Vaudracour a contre lui non seulement son père, mais encore les humbles parents de Julia effrayés par la colère du gentilhomme. Julia, dès que sa grossesse leur est connue, est emmenée par eux un soir, malgré elle, dans une fuite précipitée. Son amant, quand, le matin venu, il s'aperçoit de cet enlèvement, ne sait où la chercher. « Il gronda comme une bête fauve prise dans les filets. » Mais bientôt il découvre sa piste, la suit jusqu'à la ville lointaine où elle a été conduite et enfermée :

Ce sont des allées et venues devant sa demeure, le guet pendant des heures; — et la belle captive (qui, autant qu'elle le pouvait — hantait sa croisée, comme une hirondelle — volète et bat de l'aile, presque à portée de la main — autour de son nid suspendu) aperçut ainsi — son amant ; d'où une entrevue dérobée, — accomplie dans l'ombre tutélaire de la nuit.

Annette aurait-elle été de même ramenée à Blois contre son gré et soustraite à son ami par sa famille alarmée ? C'est plus que nous n'en saurions dire. Son père n'existait plus ; sa mère remariée avait une moindre prise sur elle. Mais Blois était sa ville, c'est là qu'était la maison de famille. Elle n'avait guère de ressources personnelles et n'avait probablement séjourné à Orléans que sur l'invitation d'amis, ou de son frère Paul, pour un temps limité. Malgré ses vingt-cinq ans, elle restait donc en partie dépendante des siens, et il est probable qu'à Blois l'intimité du couple fut plus gênée qu'à Orléans. La ville était plus petite et Annette plus surveillée.

Les deux amoureux se promenèrent bien dans Blois et aux alentours de la ville. Nous savons même que leurs promenades les ramenaient souvent auprès du couvent où Annette avait été élevée, occasion pour eux de s'attendrir « en pensant

aux jours heureux de l'innocence. » Mais il n'est pas sûr que la maison où vivait Annette ait été ouverte au jeune homme. Aussi est-il à croire que Wordsworth a tiré de ses souvenirs les vers, — les derniers beaux vers du poème, — où il décrit une entrevue nocturne des amoureux, évoquant à cette occasion le souvenir de Roméo et Juliette, et de l'alouette qui donna le signal du dernier embrassement. Cette scène de passion au cours d'une nuit d'été, que sûrement la narratrice française ne put voir de ses yeux ni ouïr de ses oreilles, commémore sans doute une des secrètes rencontres des amoureux dans cette seconde partie de leurs amours :

... Dans toutes ses cours vides
La déserte cité dormait; les vents mobiles
Qui n'ont pas, eux, de temps marqué pour le repos,
Se taisaient; cependant là-haut la Voie lactée
Découvrait tous ses feux dont les pulsations
Semblaient le battement d'âmes mystérieuses, —
Félicité puissante où l'angoisse se mêle;
Leur cœur trop plein sentait l'univers suspendu
Au mince filament de leur rencontre brève !

L'autre fait saisissant du séjour de Wordsworth à Blois, la ville des Vallon, c'est sa liaison avec Michel Beaupuy. De celle-ci seule il a parlé, abondamment et admirablement, dans son *Prélude*. Mais en omettant Annette, il a du même coup supprimé ce qui fit la complexité pathétique de ces mois d'été.

Wordsworth qui ne peut plus maintenant voir Annette qu'à la dérobée, se trouve rejeté sur d'autres compagnons. Il semble qu'il ait cette fois pris pension avec les officiers de l'ex-régiment de Bassigny qu'il nous dépeint tous, sauf un, comme des aristocrates exaltés, ne songeant qu'à émigrer. C'est alors qu'il se lie d'amitié avec le seul qui soit épris des idées nouvelles, le capitaine Michel Beaupuy. Très vite leur amitié devient étroite et le jeune étranger écoute avec déférence l'officier noble de trente-sept ans qui a sacrifié tous les intérêts de sa caste et l'estime même de ses collègues, à la cause révolutionnaire. L'ardent prosélytisme de Beaupuy fait du jeune Anglais un vrai patriote, — un jacobin au sens de 1792, — animé d'une ardeur égale à la sienne. Ensemble ils fréquentent le club patriotique de Blois; ensemble ils font dans la ville et aux

environs, parmi les forêts voisines et même jusqu'en des lieux lointains comme Chambord ou Vendôme, de longues promenades dont Beaupuy fait servir les heures à son apostolat. De chacun de ces entretiens Wordsworth revient plus transporté d'enthousiasme républicain, car on commence à parler de République. C'est maintenant une fièvre qui le dévore. Elle trouve dans son cœur échauffé par l'amour, attisé par l'anxiété et le remords, un foyer tout préparé. De nouveau « le sentiment vient en aide au sentiment. » Voici qu'Annette commence à préparer en secret la layette du bébé attendu. Elle fait toucher, baiser à William tous les objets qui serviront à l'enfant, en particulier « une petite toque rose » qui lui est destinée. Ils déplorent ensemble, entre deux baisers, leur innocence perdue. Ils s'épouvantent à la pensée des révélations bientôt inévitables. Ils discutent la possibilité d'un mariage qui réparerait la faute commise. Dans ces émotions passionnées les semaines s'écoulent et l'événement redouté se rapproche.

VI

Beaupuy était parti pour le Rhin le 27 juillet avec son régiment et Wordsworth s'attardait encore à Blois. Ce n'est pas pour Beaupuy qu'il était venu, et c'est un autre départ, une autre invitation qu'il lui fallait pour partir à son tour. Il y resta jusqu'au début de septembre et nous pouvons soupçonner deux raisons de son nouveau déplacement.

L'une des deux fut la mort subite du frère aîné d'Annette. Le chirurgien Jean-Jacques périt brusquement à trente-quatre ans, laissant une veuve et deux petites filles, l'une de deux ans et l'autre de quelques mois. Si l'on en croit une tradition de famille, il aurait été assassiné une nuit dans la forêt de Blois, alors qu'il allait porter des soins urgents à un blessé. La date précise manque, mais se place dans la seconde moitié de 1792. Trois médecins de Blois firent aux autorités la proposition de continuer à remplir au profit de sa veuve ses fonctions de chirurgien de l'Hôtel-Dieu et aux charités des paroisses Saint-Louis, Saint-Nicolas et Saint-Saturnin. Parmi eux était son frère Charles-Henry, qui finalement fut désigné, le 13 novembre. Un tel drame aurait à lui seul suffi pour bouleverser la famille et y nécessiter des changements.

Mais le départ d'Annette s'explique assez par des motifs directs. Son état ne pouvait plus être celé maintenant. Il lui était impossible de demeurer dans sa ville natale sans que sa faute y devînt publique. Elle retournerait à Orléans où dans quelque retraite, auprès d'amis apitoyés et qui peut-être se sentaient un peu responsables, elle donnerait le jour à l'enfant qu'elle portait. Et Wordsworth de nouveau l'y suivit. Il écrivait encore de Blois le 3 septembre à son frère aîné en lui demandant d'urgence un envoi d'argent. Le lendemain il devait être de retour à Orléans, où il nous affirme s'être trouvé lors des massacres de septembre.

C'est en effet le matin du 4 septembre que Fournier l'Américain, à la tête de sa bande, et malgré les instructions de la Convention, emmena dans la direction de Versailles les prévenus qu'attendaient dans la prison d'Orléans l'arrêt de la Haute Cour. A Versailles, les septembriseurs venus à point nommé de Paris, les devaient tous égorger. Ce crime concerté, accompli de sang-froid, fit courir un frisson d'horreur dans la ville qui avait été témoin du départ des malheureux. Il laissa une haine inexpiable chez tous ceux qui n'étaient pas au nombre des énergumènes. Il est surprenant que Wordsworth n'y fasse aucune allusion; il ne parle des massacres de septembre que comme d'une tragédie parisienne. La seule chose qu'il commémore de son second séjour à Orléans, soit dans ses *Esquisses descriptives*, soit dans son *Prélude*, c'est la proclamation de la République, à l'occasion de laquelle il fait éclater un véritable péan d'allégresse. Ses *Esquisses* nous le montrent se promenant à la source du Loiret, le 21 septembre, et voyant la rivière, ses rives, la terre entière, transformées par ce mot magique. C'en est fait de la royauté, de toutes les royautés. Le règne du bonheur et de la liberté commence pour les hommes.

Étranges alternatives d'enthousiasme et de dépression, alors que de ces extases il retombait à la pensée de la jeune fille près d'être mère. La put-il revoir à Orléans pendant les quelques semaines qu'il y passa? Il devait quitter Orléans à la fin d'octobre pour aller à Paris où il restera environ deux mois. Sur les raisons de ces allées et venues rien ne nous renseigne. Il est certain qu'il s'attarde en France au delà du terme qu'il s'était fixé. Le 3 septembre, il annonçait encore à son frère aîné son retour à Londres pour le cours du mois d'octobre. Mais quel motif le

faisait s'éloigner d'Orléans avant la délivrance d'Annette ? Sa présence fut-elle jugée préjudiciable au secret que l'on voulait garder? D'autre part, il ne pouvait se résigner à mettre la mer entre Annette et lui, tant qu'il ne saurait pas l'issue maintenant imminente.

C'est à Paris qu'il apprit la naissance de sa fille. Le 15 décembre 1792, en la paroisse cathédrale de Sainte-Croix était baptisée « Anne-Caroline Wordwodsth (*sic*), fille de Williams Wordwodsth, Anglois, et de Marie-Anne Vallon. » Paul Vallon était le parrain de l'enfant et Mme Augustin Dufour sa marraine. Le père, absent, était représenté par André-Augustin Dufour, muni d'un pouvoir *ad hoc* signé du poète. Le père reconnaissait l'enfant et lui donnait son nom, autant du moins que le vicaire épiscopal Perrin pouvait l'écrire.

Peu de temps après, vers la fin de décembre, Wordsworth regagnait l'Angleterre. Il semble qu'il soit resté en France jusqu'à l'extrême limite de ses ressources. Et c'est à contre-cœur qu'il rentrait dans sa patrie. « C'est, nous dit-il, tiré par la chaîne de la dure nécessité » que « malgré moi je m'éloignai de France. » Mais il laisse croire que c'est la seule ardeur révolutionnaire qui lui faisait souhaiter d'y demeurer. S'il l'avait pu, dit-il, il eût lié sa cause à celle des Girondins. Il nous cache la raison capitale de sa répugnance à quitter le pays où venait de naître son enfant.

VII

Pourquoi Wordsworth quittait-il la France sans épouser Annette ? Il avait reconnu sa fille, pourquoi ne la légitimait-il pas en se mariant avec la mère ? A voir la passion dont il était enflammé en 1792, il semble qu'il l'eût fait alors, s'il l'avait pu. Et cependant il n'y eut point de mariage. Il n'y en eut pas avant la naissance de Caroline, comme en témoigne son certificat de baptême; il n'y en aura pas postérieurement, comme l'atteste l'acte de décès d'Annette qui mourra « célibataire. »

L'explication la plus probable est son dénuement qui était trop réel. Pour entretenir une femme et un enfant, il lui fallait obtenir l'aide de ses tuteurs, une avance sur l'argent qui devait lui revenir un jour. Pour cela, il était indispensable de gagner leur consentement. Peut-être désarmerait-il leur oppo-

sition en se montrant maintenant prêt à entrer dans quelqu'une des carrières qu'ils lui indiquaient, voire la carrière ecclésiastique qui, à cette époque, ne réclamait pas une foi bien stricte. Il retournerait donc en Angleterre pour en revenir bientôt, afin d'assister sur place ou de ramener chez lui celles qu'il laissait en France. Ce plan fut soumis à Annette qui s'y résigna. William reviendrait l'épouser dès qu'il aurait obtenu l'assentiment et l'aide nécessaire de ses tuteurs.

Un autre aurait pu prendre la décision inverse : épouser Annette sur-le-champ pour mettre ses tuteurs devant le fait accompli. Le mariage d'abord; l'argent viendrait ensuite quand il pourrait. Belle témérité, mais qui trouvait un obstacle dans le fond de prudence inné du jeune poète. Sa circonspection native le portait à surseoir. Il se peut d'ailleurs qu'il soit resté un peu effrayé de la fascination qu'il subissait. En somme, il vivait en France depuis des mois dans un air inconnu, étrange, surchauffé, où il se sentait parfois comme dans un rêve. Annette était bien séduisante, mais elle lui restait en partie mystérieuse. Il s'inquiétait d'avoir abdiqué sa volonté, perdu la direction de ses actes. Elle avait l'initiative et l'entraînait à sa suite, non seulement parce qu'elle avait quatre ans de plus que lui, mais aussi parce qu'elle était douée de cette intrépidité naturelle qui est aveugle aux conséquences, de ce tempérament aventureux qui fera bientôt d'elle une conspiratrice accomplie, une « intrigante, » diront ses adversaires politiques. Qui dira si elle ne trouvait pas dans le secret une jouissance et jusque dans ses malheurs une excitation qui avait un charme ? Wordsworth aurait-il eu au fond de lui une vague inquiétude de celle qu'il aimait ?

VIII

Wordsworth, de retour à Londres, est partagé entre deux soins : la publication de ses deux premiers poèmes (qui sait s'ils ne lui apporteraient pas avec la gloire la fortune?) et la démarche nécessaire qu'il doit faire auprès de ses oncles. Il hésite à les affronter, les sachant mécontents et hostiles. Il prie sa sœur Dorothée qui vit avec son oncle, le Dr Cookson, pasteur anglican, de se faire son avocate. Il confie tout à Dorothée qui se sent aussitôt pleine d'affection pour la jeune mère française et pour son enfant. Elle n'imagine pas d'autre issue que

le mariage et déjà elle évoque la maisonnette où vivra le nouveau ménage et dans laquelle elle aura sa place. Elle entre spontanément en relations épistolaires avec Annette qu'elle assure de son affection de sœur. Pour cette correspondance elle se remet « à piocher son français. » Mais elle tremble à la pensée de tout dire aux Cookson, dont elle pressent la colère. Elle avoue sa crainte à Annette, qui écrit à William : « Je te prie de l'engager à ne rien dire à ton oncle. Ce sera un combat pénible qu'elle aura à soutenir. *Mais tu le juges nécessaire.* » Et Annette oublie un moment sa propre détresse pour plaindre Dorothée des chagrins qu'elle lui cause. Elle s'afflige de la savoir privée de toute sympathie :

Vous n'avez personne à qui vous puissiez librement confier l'état pénible de votre âme et vous êtes obligée d'étouffer les larmes que votre sensibilité vous arrache... Je vous recommande de cacher autant que vous le pourrez à votre oncle et à votre tante les raisons qui commandent à vos larmes de couler.

Ainsi s'exprime Annette dans une double lettre écrite le 20 mars 1793 à William et à Dorothée, lettre saisie par la police française en raison de la guerre et qui vient d'être retrouvée dans les Archives de Blois.

Annette est rentrée à Blois avec son enfant. Elle vit dans sa famille, mais par peur du scandale elle a été obligée de se séparer de Caroline qui a été mise en nourrice à peu de distance, si bien que la pauvre mère lui fait d'incessantes visites. Elle entretient avec William une correspondance copieuse. Si la lettre à William du 20 mars est relativement courte, c'est qu'elle lui en a écrit une « bien longue » le dimanche dernier et qu'elle lui en promet une autre pour le dimanche suivant. C'est aussi parce qu'elle se consacre surtout cette fois à Dorothée à qui elle doit une réponse et à qui elle fait large mesure.

Les deux lettres réunies sont un long et pathétique appel à l'ami éloigné. A chaque page se répète la prière : Reviens m'épouser. Elle souffre trop en son absence. Elle l'aime si passionnément ! Quand elle étreint son enfant, elle croit tenir William dans ses bras : « Son petit cœur bat souvent contre le mien ; je crois sentir celui de son père. » Elle écrit à Dorothée :

Je voudrais vous donner quelque consolation, mais, hélas ! je ne le peux. C'est à moi d'en chercher auprès de vous. C'est dans l'assu-

rance de votre amitié que je trouve quelque soulagement et dans l'inviolabilité des sentiments de mon cher Williams (*sic*). Je ne peux être heureuse sans lui, je le désire tous les jours.

Elle essaie bien parfois d'appeler la raison à son secours. Elle veut le retour de son ami et le redoute, car la guerre est menaçante. Elle se contredit quatre fois en dix lignes :

Je serais plus consolée si nous étions mariés, mais aussi je regarde [comme] presque impossible que tu t'exposes si nous avons la guerre. Tu serais peut-être pris prisonnier (*sic*). Mais où m'égarent mes désirs?

Je parle comme si je touchais à l'instant de mon bonheur. Écris-moi ce que tu penses à ce sujet et mets la plus grande activité à hâter le bonheur de ta fille et le mien, mais surtout s'il n'y a pas le moindre risque ; mais je crois que la guerre ne sera pas longue. Je voudrais voir nos deux nations [réconciliées.] C'est un de mes vœux les plus sincères. Mais surtout informe-toi d'un moyen pour nous écrire en cas que la correspondance entre les deux royaumes fût interrompue.

Son plus fort argument, pour réclamer le mariage, c'est moins sa passion de femme que son amour maternel. Elle admettrait que William ne vînt que pour repartir aussitôt, s'il lui fallait repartir. Malgré le besoin de lui qu'elle a pour être heureuse, elle ferait ce sacrifice. Mais alors, sa situation régularisée, sa fille pourrait lui être rendue. Elle écrit à Dorothée :

Je puis vous assurer que si j'étais assez heureuse pour que mon cher Williams pût faire le voyage de France pour venir me donner le titre de sa femme, je serais consolée. D'abord ma fille aurait un père et sa pauvre mère jouirait du bonheur de l'avoir toujours avec elle. Je lui donnerais moi-même des soins que je suis jalouse qu'elle reçoive de mains étrangères. Je ne ferais plus rougir ma famille en l'appelant ma fille, ma Caroline ; je la prendrais avec moi et j'irais à la campagne. Il n'est pas de solitude où je ne trouve de charme avec elle.

Sa pire souffrance a été le jour où l'enfant fit sa première sortie et où la femme qui la portait passa devant la maison de la mère sans s'arrêter. « Cette scène, écrit-elle à Dorothée, m'a valu une journée entière de larmes. Elles coulent encore... »

C'est du reste à parler de la petite Caroline qu'elle emploie presque toutes ses pages. Elle est intarissable sur les merveilleux progrès du bébé de trois mois. Elle la voit si belle, si res-

semblante à son père, bien qu'elle n'ait pas ses cheveux blonds. Elle a avec l'enfant maint et maint dialogue tendre et puéril. Elle la couvre de baisers et la baigne de larmes. Elle dit sa vanité à la parer, à lui mettre la « petite toque rose qui lui va si bien » et qu'elle fit naguère baiser à William.

La première fois qu'elle l'a portée, c'est moi qui la lui mis moi-même après l'avoir baisée mille fois. Je lui dis : Embrasse, ma Caroline, cette coiffure. Ton père n'est pas si heureux que moi ; il ne la verra pas ; mais elle doit t'être chère ; il y a mis sa bouche.

L'impression que laissent ces lettres, c'est d'abord qu'Annette est vraiment, sincèrement, bonne et passionnée. Il n'est pas un mot d'amertume ni de récrimination dans toutes ces pages. Son désintéressement n'est pas moins manifeste. Elle n'élève aucune plainte de misère, aucune demande d'aide matérielle. Elle est toute sensibilité. Elle l'est trop pour notre goût d'aujourd'hui, même en tenant compte des circonstances dans lesquelles elle écrit. Sur sa tendresse naturelle s'est superposée, on le sent, la lecture des romans d'alors, où les larmes coulaient à flots, où abondaient les apostrophes émouvantes. Cela est d'autant plus notoire que sa culture est plus sommaire. Ni ponctuation ni orthographe dans ses épîtres. Çà et là des tours de langage populaire, comme « le chagrin que vous avez *rapport à moi,* » alternent avec des périodes entières où ruisselle abondamment la faconde sensible de cette génération. Elle écrit à Dorothée :

Souvent seule dans ma chambre avec ses lettres (celles de William), je crois qu'il va entrer. Je suis prête à me jeter dans ses bras et lui dire : « Viens, mon ami, viens essuyer des larmes qui coulent depuis longtemps pour toi ; volons voir Caroline, ton enfant, ta ressemblance ; vois ta femme, le chagrin l'a bien changée ; la reconnais-tu ? oui, à cette émotion que ton cœur doit partager avec le sien. Si ses traits sont changés, si cette pâleur la rend méconnaissable, son cœur est toujours le même. Il est toujours à toi. Reconnais ton Annette, la tendre mère de Caroline... » Ah ! ma chère sœur, voilà l'état où je suis continuellement ; revenue de mon erreur comme d'un songe, je ne le vois point, le père de mon enfant ; il est bien loin de moi. Ces scènes se renouvellent bien souvent et me jettent dans une mélancolie extrême.

Intarissable quand elle épanche son cœur, elle ne semble

être sollicitée par aucune curiosité d'esprit. C'est une amante qui se désole, une mère qui raffole. Mais de ce William qu'elle aspire d'une telle ardeur à revoir, elle paraît tout ignorer et pourtant ne rien chercher à savoir. Elle ne s'enquiert pas de ce qu'il fait ; sait-elle même qu'il est poète? De la guerre, de la politique, de la Terreur qui commence, elle n'a pas un mot à dire, sauf pour ce qui touche au voyage de son ami. L'absorption sentimentale est absolue. Le pathétique est sans détente.

On peut imaginer l'ébranlement de Wordsworth en recevant ces lettres émouvantes qui furent d'abord fréquentes. Lui en parvint-il beaucoup d'autres après le 20 mars 1793? Les suivantes furent-elles également interceptées? Nous n'aurons trace d'une nouvelle lettre d'Annette que vers la fin de 1795. Mais une chose est certaine, c'est que Dorothée accomplit sa difficile mission. Elle parla à son oncle Cookson. Le résultat ne fut pas favorable. Elle se plaint le 16 juin, dans une lettre à son amie Jane Pollard, « des préventions de ses deux oncles contre son cher William. » Elle a dû entendre tout un réquisitoire contre lui et en être un peu ébranlée, car elle avoue « qu'il mérite quelque blâme. » Elle a peur qu'il n'approuve les Terroristes : « Est-ce qu'il soutient ces atroces Français? Il n'existe pourtant pas de meilleur Anglais que lui. Peut-il être vrai qu'il soit hérétique? » Mais son affection la rassure vite. Elle voit dans la nature étrange et capricieuse de son frère, dans ses égarements mêmes, la preuve de son génie.

Rebuté par ses tuteurs, appelé par Annette, que fit Wordsworth? La guerre, qui existait officiellement depuis le 1er février, était peu à peu devenue une réalité. Les amoureux qui s'étaient promis une prompte réunion se trouvaient séparés par un obstacle presque insurmontable. William ne pouvait risquer un nouveau séjour en France qu'au prix des plus grandes difficultés et des plus grands dangers? Courut-il ce risque redoutable? C'est une question pendante. Carlyle rapporte que Wordsworth lui aurait dit en 1840 avoir assisté à l'exécution de Gorsas, premier des Girondins menés à l'échafaud, laquelle eut lieu le 7 octobre 1793. On n'a aucune trace de ce séjour. Le poète lui-même n'y fait aucune allusion. M. Harper pense que, comme nous n'avons rien à cette date qui fixe les faits et gestes du poète, on peut à la rigueur admettre qu'il ait pour revoir Annette tenté la périlleuse aventure. On le voudrait du moins :

un acte de généreuse témérité ne déplairait pas. Mais est-ce probable? Il ne pouvait guère retourner auprès d'Annette sans l'épouser, et nous savons qu'il ne l'épousa pas. Non seulement il était toujours sans argent, vivant aux dépens de camarades qui le faisaient voyager en Angleterre avec eux ou l'invitaient à séjourner sous leur toit, mais il y avait en lui cette prudence fondamentale que nous avons dite et qui l'a toujours, avec la complicité des circonstances, retenu des entreprises où il y aurait eu un peu de folie. Quelque chose l'arrêtait au bord du gouffre. Il n'était pas homme à défier le destin. Il est celui qui songe un temps à unir son sort au sort des Girondins, mais ne passe pas à l'acte; celui qui, en pleine réaction anglaise, écrit une fière réplique républicaine à l'évêque de Llandaff, mais la garde manuscrite, et peut-être même sans l'envoyer à son adversaire; celui qui se met en 1795 à composer des vers satiriques contre la Cour et le Régent, mais jamais ne les publiera. Il avait un courage plus passif qu'agissant. Il était capable d'entêtement, d'opiniâtreté, de refus de céder, mais non de cette fougue qui se jette sur un canon chargé. Il est donc plus probable qu'il resta en Angleterre sous la Terreur, comme il le dit lui-même dans son *Prélude*, tout frémissant de colère contre les ministres de son pays qu'il rendait responsables de la guerre, souhaitant la victoire à la République sur ses ennemis, sur les Anglais eux-mêmes, refusant de se joindre aux actions de grâce dont les églises d'Angleterre saluaient les succès maritimes de leur peuple, applaudissant même tout bas aux défaites des armées anglaises.

Ses vers d'alors sont lugubres. Il y met toute sa colère contre la guerre dont il se complaît à dire les atrocités, à peindre le retentissement douloureux sur les individus et les familles; il y déploie son indignation contre la société entière, mal faite, injuste, impitoyable aux humbles, sans cœur et sans charité. (*Crime et Chagrin.*) Mais il est de plus mécontent de lui-même, mordu par sa conscience. Pour faire face à des besoins qui ne sont plus seulement les siens, il devrait travailler avec résolution, et il reste le vagabond qui ajourne le choix d'une carrière profitable. Il vit au jour le jour, aussi réfractaire au joug que lorsqu'il n'avait ni charges ni responsabilités. C'est la grande faute morale de ces années. Son excuse est que, fût-il devenu riche par son labeur, il n'aurait pu pendant la

guerre faire partager sa fortune ni à la mère ni à l'enfant. Il en résultait une sorte d'inertie faite d'éléments divers : dégoût général d'une société devenue odieuse, répugnance invincible à toute profession régulière, impuissance à aider les délaissées, et par-dessus tout cela, la sollicitation de son génie. Un homme ordinaire eût vu plus clairement son devoir urgent que ce poète harcelé par le démon des vers.

D'ailleurs, si nous sommes sûrs qu'il tînt pour son devoir d'aider Annette, il est moins certain qu'il fût toujours prêt à l'épouser. C'est en cette même année 1793 qu'il devenait le disciple convaincu du philosophe Godwin, lequel était l'adversaire du mariage, institution funeste, car la cohabitation n'est-elle pas un des dangers les plus troublants pour l'entendement qui a besoin de calme et d'impassibilité? Le mariage était à reléguer parmi les préjugés par le sage. Le poète fait écho au philosophe. Il répudie en ce moment toute institution, toute loi, toute croyance, tout rite, pour s'en remettre à la seule « liberté personnelle, qui, supérieure aux aveugles restrictions des lois générales, n'adopte qu'un guide : la lumière des circonstances projetée sur une intelligence indépendante. » Il va plus loin encore dans l'affranchissement; il lutte contre la pitié même, source fréquente d'injustice. Il cherche à s'endurcir le cœur, comme l'Oswald de ses *Borderers*. « Ce sont les ruses de la femme et les artifices de la vieillesse qui ont fait de la faiblesse une protection, et obscurci les formes morales des choses. » Le premier devoir est pour lui de garder intactes ses facultés intellectuelles, son don poétique surtout, menacés par les appels angoissés qui lui viennent de Blois. Sa nature était trop tendre et passionnée pour qu'il réussît à la cuirasser contre la compassion. Mais qu'il ait alors essayé de se roidir est probable, et probable aussi qu'il ait tenu ce roidissement pour une vertu plus haute. Son premier biographe, son neveu l'évêque Wordsworth, qui eut en main et détruisit ensuite les pièces du procès, ne dissimule pas que les doctrines de son oncle descendirent alors jusque dans sa conduite. Il en attribue, il est vrai, le mal à la Révolution et à la France : « Les théories les plus licencieuses étaient émises; toutes les institutions étaient brisées; le libertinage était la loi. » Le jeune Wordsworth émancipé par la Révoution aurait donc été un temps assez semblable à ce Solitaire de son *Excursion* qui « ne se faisait pas scrupule de

proclamer et de propager par la liberté de sa conduite ses croyances nouvelles. » Ce n'était certes pas un Don Juan, mais ce pouvait bien être un adepte de l'union libre.

Pendant qu'il essayait d'étouffer la voix de son cœur et celle de sa conscience en se réfugiant dans l'abstraction des théories morales, Annette de son côté, arrachée à sa tristesse plaintive par une tragédie voisine, se prenait peu à peu d'une fièvre politique qui allait balancer en elle par d'autres ardeurs celles de l'amour.

IX

De telles angoisses devaient tourmenter les Vallon sous la Terreur, que la pénible situation de la jeune mère sans mari passa bientôt au second rang de leurs soucis. Annette elle-même cessa de vivre repliée sur son infortune. Au moment où elle écrivait à Wordsworth et à Dorothée sa lettre mouillée de larmes, la Terreur sévissait à Orléans, et Paul, son frère préféré, celui qui l'avait soutenue au temps de son épreuve, allait sentir sur sa tête le vent du sinistre couperet.

Paul Vallon s'était trouvé compromis dans le prétendu attentat contre le représentant du peuple Léonard Bourdon, affaire où le grotesque et l'atroce sont inextricablement mêlés. Le récit en est fait tout au long par Mortimer-Ternaux dans son *Histoire de la Terreur*. Provoqués par Bourdon et sa bande de jacobins, les gardes-nationaux d'Orléans avaient résisté, et dans la bagarre Bourdon, avait reçu quelques blessures légères. Ces égratignures lui avaient suffi pour se donner figure de martyr républicain et pour crier vengeance. Trompée par son rapport, la Convention avait déclaré Orléans en état de rébellion et décidé que les auteurs de « l'attentat » seraient traduits devant le tribunal révolutionnaire.

Une trentaine de suspects sont incriminés, au nombre desquels figurent l'ex-propriétaire de Wordsworth, Gellet-Duvivier, et le frère d'Annette, Paul Vallon.

On a peine à se faire une idée du vide de la plupart des charges recueillies par les Commissaires du pouvoir exécutif qui informent à Orléans. Passe encore pour le pauvre Gellet-Duvivier. N'ayant pas sa tête à lui, il s'est montré dans la rixe l'un des plus exaltés de la garde nationale où il est grenadier.

Il a non seulement proféré des injures contre Bourdon et contre la Convention, mais il a pris le député par le collet et l'a jeté par terre, il l'a frappé de son sabre; il aurait même tiré un coup de feu. Aussi bien a-t-il été le premier arrêté.

Mais on lit avec stupeur les accusations portées contre Paul Vallon qui était de garde extraordinaire à l'Hôtel de Ville : il est coupable d'avoir essayé de *s'arracher des mains des patriotes;* il *n'est pas* venu aider les assaillants de Bourdon, mais il a été *appelé à l'aide* par eux, et cela suffisait amplement pour avoir la tête tranchée. N'était-il pas connu en ville pour un ami de l'ancien régime?

Les accusés, transférés à Paris, à la Conciergerie du Palais, sont traduits par Fouquier-Tinville devant son tribunal. La fille mineure de Gellet-Duvivier présente une supplique où elle expose que, depuis la mort de sa femme, le pauvre homme n'a plus sa raison, que les gens d'Orléans le savent imbécile, que, depuis son arrestation, sa démence est complète, qu'il empêche ses compagnons de chambrée de reposer par ses cris incohérents; que, lorsqu'elle rend visite à son père, il ne la reconnaît pas; il l'appelle sa femme ou lui demande de l'épouser. Elle requiert qu'il soit examiné pour que l'on constate sa folie ou son imbécillité.

Correctement, Fouquier-Tinville accorde l'examen, mais le pauvre Gellet-Duvivier n'en est pas moins un des neuf accusés d'Orléans qui, le 13 juillet, montent sur l'échafaud.

Il faudra que le 9 thermidor arrive et que près de deux ans s'écoulent pour que l'abominable procès soit revisé, lorsque six sections de la commune de Dijon, — la ville où s'était rendu Bourdon aussitôt après la rixe d'Orléans, — dénonceront le député pour s'être vanté d'avoir provoqué lui-même et à dessein la bagarre (9 mai 1795).

Cependant, plus prudent et plus heureux que Gellet-Duvivier, Paul Vallon a pu sauver sa tête. Quand on avait voulu l'arrêter, le 24 avril 1793, il avait disparu. Il est parmi les accusés notés absents que Fouquier-Tinville condamnait le 16 juin à être appréhendés et écroués à la Conciergerie. Il s'est caché à Orléans même chez un M. Petitloi, dit une tradition de famille. Mais on peut imaginer les angoisses des siens, de ses sœurs, pendant tous ces mois où le moindre mot pouvait le perdre. Nul doute qu'il n'ait été assisté par elles autant qu'elles le pou-

vaient, avec la constante inquiétude de le trahir par leurs secours mêmes. Nul doute non plus que l'atroce injustice dont leur frère était victime n'ait insufflé à ces femmes la haine de la Révolution.

Cette sinistre affaire devait tenir grande place dans les lettres qu'Annette continuait d'envoyer à Wordsworth. Mais les recevait-il? Et ses lettres à lui parvenaient-elles à la jeune femme? La première qu'il ait reçue à notre connaissance est celle dont Dorothée parlait à une amie en novembre 1795 : « William a reçu une lettre de France depuis que nous sommes arrivés ici (à Racedown). Annette dit qu'elle en a envoyé une demi-douzaine dont aucune ne nous est parvenue. » La violence de la guerre rendait toute correspondance précaire, presque impossible. Les relations au contraire redevinrent fréquentes lors des préliminaires de la paix d'Amiens. Alors, du 21 décembre 1801 au 24 mars 1802, les journaux de Dorothée enregistrent toute une série de lettres échangées entre le poète et son amie. Il est manifeste que leur correspondance a été aussi active qu'il se pouvait, et que les circontances seules l'ont empêchée d'être continue.

X

Si, dans cette nouvelle série de lettres, Annette n'a plus d'aussi tragiques aventures à relater, les incidents, les malheurs et les dangers n'ont pourtant manqué ni à elle ni aux siens, après une brève accalmie.

La Terreur finie, Paul Vallon sorti de sa cachette et rentré dans l'étude de Me Courtois, il semble qu'il y eut une courte période pendant laquelle la famille Vallon put respirer à l'aise. Les trois sœurs vivaient ensemble à Blois, pauvres sans doute (qui ne l'était alors?) mais en relations avec la meilleure société de la ville. Elles habitaient la maison de famille de la rue du Pont. A l'abri du nom de Madame William qu'elle avait pris, ou de Veuve William, — car on rencontre alternativement l'un et l'autre, — Annette protégée du scandale élevait Caroline. Son frère Charles-Henry, devenu le chef de famille par la mort de Jean-Jacques, était dans une situation prospère. Il avait obtenu en 1794 la place enviée d'officier de santé en chef de l'hôpital de Blois.

La vie, après la chute de Robespierre et pendant tout le Di-

rectoire, malgré les troubles persistants, malgré la guerre et la misère générale du pays, avait la douceur d'une convalescence. Elle semble avoir eu alors à Blois un charme particulier, à en croire Dufort, comte de Cheverny, qui en a tracé dans ses mémoires un idyllique tableau :

Grâces soient rendues aux habitants de la ville de Blois qui ont su rendre la société qui s'y réunit la plus agréable possible. Blois est préférable à tous égards aux trois villes qui l'avoisinent : Orléans, Vendôme et Tours, et de tout temps elle a obtenu cette distinction. Le peu de fortune des habitants a fait disparaître toute rivalité, et les distinctions de rang y sont nulles. Le peu de commerce qui s'y fait n'excite pas la concurrence; le peu de gens qui y vivent y restent par un attrait irrésistible. Malgré (ajoute-t-il) la pénurie qui atteint toutes les classes, on se réunit, vingt, trente personnes, quelquefois plus. L'étranger qui est reçu dans ces réunions peut se croire au milieu d'une famille. Les femmes y sont élégamment mises, et l'on y compte presque autant de filles à marier plus jolies les unes que les autres. La musique y est portée à une grande perfection... On y donne des concerts qui paraîtraient bons même à Paris.

Un bel esprit de charité y régnait envers les victimes de la Révolution, nous affirme un autre témoin, la femme du docteur Chambon de Montaux qui vécut à Blois de 1793 à 1804 : « On ne tarirait pas si l'on voulait rendre compte des traits d'humanité que les habitants de Blois ont exercée envers les malheureux proscrits. Nous y avons été accueillis et prévenus par la noblesse de la ville, amie du Roi et de l'État, comme par des frères, et nos larmes y furent essuyées par l'amitié. »

Les royalistes y sont actifs et nombreux. Blois est « un des plus ardents foyers de la contre-Révolution. » Le 9 thermidor y a fait naître de grands espoirs. L'insurrection de Vendémiaire y a eu des agents zélés en correspondance avec les sections en révolte de Paris et parmi ces agents figurent déjà des hommes, comme Guyon de Montlivault et Pardessus jeune, que nous retrouverons sans cesse au nombre des amis des sœurs Vallon. Ces premières espérances devaient être anéanties le 13 vendémiaire (5 octobre 1795) par le jeune Bonaparte devant l'église Saint-Roch. Il en résulta d'abord un grand découragement pour les royalistes. Très différent devait être le ton de la lettre d'Annette signalée par Dorothée le 30 novembre, selon qu'elle avait été écrite avant ou après le 13 vendémiaire.

Mais le parti reprit vite courage. Sans renoncer à son but, il changea de tactique. A l'insurrection parisienne, succéda la chouannerie provinciale dont Blois devait être un des principaux centres et dans laquelle Annette se lança de grand cœur. Elle s'associa aux Chouans les plus combatifs, ceux que réprouvait le comte de Cheverny, lequel avait pour plan de se conserver, lui et les siens, « par une nullité absolue. »

Cheverny abonde en récriminations contre les imprudents de son ordre ou de son parti, ceux qui compromettaient la sécurité des autres par leurs intrigues. Mais, à l'occasion, lorsqu'un coup adroit a bien réussi, il ne peut se tenir d'y applaudir. C'est ainsi qu'il raconte avec plaisir certain incident blésois où figure l'une des trois sœurs.

C'est à la suite d'un coup de barre à gauche donné par le Directoire. La loi du 22 germinal an IV (11 avril 1796) venait d'édicter des sévérités nouvelles contre les prêtres réfractaires et les émigrés. Or, il y avait deux de ces derniers dans la prison de Blois. Un complot se noua en ville pour les faire évader. Un matin, cinq personnes étaient arrêtées devant la prison par la patrouille, parmi lesquelles Lacaille fils, âgé de seize ans, armurier, et un apprenti chirurgien de chez Vallon. On les accuse d'avoir machiné l'évasion des émigrés. On a trouvé près d'eux, par terre, une échelle de corde très bien faite. Et Cheverny nous dit ici :

Une demoiselle Vallon, fille pleine de mérite et d'obligeance, est interrogée devant le jury, comme ayant commandé vingt-sept brasses de corde pour faire l'échelle qui devait sauver les prisonniers. Elle avoue avoir commandé la corde, mais elle dit qu'elle existe encore dans son grenier, ce qui est vrai. Ainsi, elle est absoute.

Si Cheverny la félicite, c'est sans doute qu'il trouve qu'elle fut dans la circonstance à la fois hardie à favoriser l'évasion et experte à se tirer d'affaire. Bien que nous ne puissions dire avec certitude laquelle des demoiselles Vallon Cheverny avait dans sa pensée, il y a bien des chances pour que ce soit Annette, toujours signalée comme la plus agissante des trois. Elle se détache maintenant de ses oncles, les prêtres constitutionnels, et retourne à l'ancien culte. On trouve sa signature à un mariage secret catholique-romain célébré dans la chapelle domestique tenant lieu de la paroisse Saint-Honoré, le 14 juillet 1795.

Elle signe cette fois (c'est la seule) *William Wordsworth Vallon.* Il semble qu'elle entraîne à sa suite ses proches. Le 29 décembre 1796, son frère Charles-Henry qui, deux ans plus tôt, avait épousé civilement une demoiselle Charruyau, fait consacrer en secret son union par un prêtre réfractaire dans une chambre de la maison de la rue Pierre-de-Blois qui remplace l'église Saint-Solenne.

Annette et ses sœurs, mais elle plus particulièrement, sont affiliées à ces quelques familles « trop accusées » que réprouve Cheverny. Elles sont au cœur de cette chouannerie où se distinguent Pardessus jeune, Charles de Rancogne, Guyon de Montlivault, avec lesquels leurs relations sont étroites.

Guyon de Montlivault est le chef nominal de la chouannerie blésoise. Cheverny qui n'aime pas ce turbulent le traite « d'ambitieux qui n'avait la confiance de personne. » Montlivault, certes, manque de circonspection. Il livre ingénument les secrets de la chouannerie blésoise à un espion qui se fait passer près de lui pour Chouan et qui rédige un mémoire sur les conseils des Chouans, remis le 3 mars 1797 au ministre de la Police générale. « J'ai appris par lui, dit l'espion, que Blois avait une brigade de Chouans soldée, liée par le serment ordinaire, prise dans la classe des artisans et manœuvres, mais d'une moralité sûre et constatée, et uniquement destinée à l'exécution secrète des projets du Conseil. » Leur tactique est de provoquer les ex-terroristes à s'agiter, afin de détourner sur eux les soupçons du Directoire. Les Chouans s'engagent à favoriser par tous les moyens le parti catholique et royal.

Ce n'est pas simple affaire de caste, comme on voit. Le peuple fournit les gros bataillons. Une partie de la population entre allègrement en lutte avec les Jacobins, les hue, les conspue, les rosse à l'occasion. On trouve dans les rangs des conspirateurs des hommes de toute origine. Les demoiselles Vallon ouvrent leur maison à des nobles comme Montlivault et Rancogne, à des bourgeois comme Jean-Marie Pardessus, à des artisans comme l'armurier Lacaille et ses fils, pour citer seulement ceux dont les rapports de police associent les noms aux leurs. Le père de Pardessus a été incarcéré sous la Terreur, son frère cadet a été tué à Savenay en combattant sous Larochejaquelin, Jean-Marie lui-même est l'avocat ordinaire des Chouans traduits en justice dans la région; Charles, fils du marquis de Rancogne, malgré

les objurgations de son père aussi timoré que Cheverny, est un temps capitaine sous Georges Cadoudal; les fils Lacaille ont aussi, assure-t-on, combattu sous le même chef; les apprentis de Lacaille sont connus pour leur exaltation; l'un d'eux ira se faire fusiller à Brest comme suspect d'espionnage au compte des Anglais.

Sans doute le lieu de réunion ordinaire des Chouans est l'auberge de Berruet « Aux Trois Marchands. » Mais il y a des asiles plus secrets, surtout pour ceux qui sont traqués, et la maison des sœurs Vallon est un de ces refuges. Nous ne savons pas les noms de ces Français « en nombre infini » qui ont dû leur salut à Annette, comme nous l'apprend un document de la Restauration; qui ont été « sauvés, cachés et secourus » par elle, de ces « émigrés et prêtres persécutés qu'elle a fait échapper des prisons et arrachés à la mort. » Parmi ceux qui attesteront alors son dévouement, un seul, le chevalier de La Rochemouhet, déclarera « que M[me] Williams lui a sauvé la vie en exposant la sienne. » Les autres seront plutôt des témoins que des obligés personnels, — Théodore de Montlivault, le comte de Salaberry, le vicomte de Malartic, le baron de Tardif, etc. Peut-être le vicomte de Montmorency-Laval lui dut-il assistance directe dans ses épreuves. Grand libéral naguère, — n'est-ce pas lui qui proposa dans la nuit du 4 août la suppression des privilèges nobiliaires? — il s'était repenti de ce qu'il appelait ses erreurs; il était à la fin du siècle dans le Loir-et-Cher, menacé d'arrestation. Quand les Bourbons seront rétablis, il marquera à Annette sa gratitude.

Tous ceux qui ont porté quelque coup aux Jacobins ont gagné l'affection d'Annette, par exemple ce Nicolas Bailly que nous verrons plus tard son grand ami. C'est lui qui, chargé du réquisitoire contre Babeuf et les babouvistes à Vendôme en mai 1797, contribua à la condamnation du socialiste redouté et à la déconfiture des Jacobins qui le soutenaient.

L'activité des sœurs Vallon était extrême, surtout celle d'Annette, et ne pouvait échapper à l'attention du gouvernement Les recherches de la police vont se resserrant et aboutissent au signalement d'une longue liste de suspects dont le ministre de la Justice ordonne l'arrestation. Cela commence à la fin du Directoire, avec l'entrée de Fouché au ministère de la Justice, et se continue pendant les premiers mois du Consulat. Du

10 octobre 1799 au 31 janvier 1800, sont décrétés d'arrestation Montlivault, Montmorency-Laval, Rancogne fils, Jean-Marie Pardessus, Puzela, futur beau-père de Paul Vallon que nous retrouverons, entre beaucoup d'autres. Annette est au nombre des personnes qui ne doivent pas être arrêtées immédiatement, mais pour lesquelles la justice déclare qu' « il serait bon d'avoir l'ordre de faire visite domiciliaire, d'examiner leurs papiers et de les arrêter si on découvre quelques machinations. » (Feuille de police du 31 janvier 1800.) Elle est signalée sur la feuille de police par ces mots :

« Veuve Williams à Blois, donne retraite aux Chouans. »

Nous ignorons si la perquisition eut lieu. Ce qui est certain, c'est qu'une action plus cohérente s'exerce maintenant contre les Chouans. La plupart sont démasqués ; les uns sont incarcérés, les autres surveillés et réduits à l'impuissance. La grande lutte à main armée dans l'Ouest s'achève le 26 janvier 1800 par la défaite de Georges Cadoudal à Pont-de-Loch, suivie de sa soumission. Les Chouans ne seront plus capables que de mouvements spasmodiques dans les années suivantes.

Source de tristesse pour la fervente royaliste qu'était Annette. Des chagrins d'ordre privé s'y ajoutaient. Sa sœur aînée Françoise à trente-cinq ans passés était victime d'un égarement sentimental. Et voici que son frère Paul avait quitté brusquement Orléans en 1800 pour mener à Paris une existence précaire et désordonnée dont nous reparlerons. Il n'est pas probable qu'Annette relatât toutes ces misères dans les lettres que recevait d'elle Wordsworth au début de 1802, mais elle en pouvait dire assez pour justifier l'exclamation de Dorothée : « Pauvre Annette ! »

Émile Legouis.

(*A suivre.*)

AVANT LE VOYAGE DU PRÉSIDENT

LA QUESTION INDIGÈNE EN ALGÉRIE AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

II [1]

LA PRESSE INDIGÈNE D'OPPOSITION, LE COMMUNISME ET LA PROPAGANDE BOLCHÉVISTE

Depuis la guerre, la presse indigène d'Algérie a pris l'importance que devait lui donner la loi de 1919. Quelques-uns de ses journaux ont des titres sonores qui révèlent leurs tendances; ils défendent ce qu'ils appellent les droits des indigènes, mais leur esprit est souvent déplorable; ils puisent leurs inspirations aussi bien dans certains milieux à Tunis que dans les partis révolutionnaires de la métropole, ceux-ci complétant un réseau d'intrigues qui enserre l'Afrique du Nord. On connaît l'action qu'exerce la Ligue dite « des peuples, » dont le siège est à Berlin et qui ne cache pas ses visées sur les Indes, sur la Tunisie et sur notre Algérie. Le club qui s'y est adjoint comptait, dès sa formation, plus de trois cents membres, Syriens, Égyptiens, Turcs, Hindous, Afghans, Persans, Kurdes, Tunisiens, Marocains, Algériens, « tous

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars. — Nous avons eu le regret d'apprendre la mort de l'auteur de ces articles, M. H. de la Martinière, ministre plénipotentiaire, qui fut l'un des principaux collaborateurs de M. Jules Cambon, gouverneur de l'Algérie. Sa haute compétence sur toutes les questions qui intéressent notre Empire africain était universellement reconnue.

brûlant de patriotisme et désirant la libération de leur pays, » ainsi s'exprime leur propre manifeste. Des Allemands convertis à l'Islamisme et membres du club affirmèrent en de violents discours, dès l'inauguration, que l'Allemagne, après la guerre, comme avant, continuerait à prendre la défense de la religion du Prophète.

L'année dernière, un article douloureusement instructif paraissait dans une revue *Der neuer Orient* « le nouvel Orient », celui que l'on prépare à Berlin pour la grandeur du germanisme et contre la France musulmane. L'auteur, musulman algérien égaré, prenait à partie les colons français; entre autres griefs, il leur reprochait leurs protestations contre la loi de 1919, et il n'hésitait pas à collaborer à cette revue allemande qui lui réserva le lamentable honneur de publier sa prose en français, montrant ainsi l'usage auquel était réservé ce factum, en terre africaine. En vérité la propagande allemande est incessante, son ingéniosité méthodique et sournoise tient du prodige ; on le voit dans l'ouvrage si instructif de MM. Drouilly et Guerimon (1).

Cette action se manifeste dans le département de Constantine, voisin de la Tunisie ; on l'a également constatée, à l'autre extrémité de la colonie, jusque chez les Beni-Snous, au Sud de Tlemcen, dans un massif montagneux reculé, où l'on surprit des cartes d'affiliation à des comités ayant pour but d'amener ces Berbères à un socialisme qui n'exclut pas d'ardentes aspirations nationalistes.

Parmi les collaborateurs de la presse indigène se comptent bien des aigris, ambitieux déçus et transfuges du corps enseignant. Leurs articles sont à la portée des esprits indigènes; l'influence en est plus grande que l'optimisme des pouvoirs publics ne veut en convenir. La question mérite notre attention, car le nombre des instituteurs indigènes est destiné à s'accroître par suite de la difficulté d'assurer le recrutement pédagogique français, au lendemain de la guerre. D'autre part, l'Algérie étant soumise à la même loi qui, en France, régit les délits de presse, on se demande si cette législation, résultat de la politique d'assimilation, répond, dans la colonie, aux nécessités de la situation et si le rétablissement partiel des pouvoirs disciplinaires de nos

(1) *Les chefs-d'œuvre de la propagande allemande*, 1 vol., Paris, Berger-Levrault. Consulter aussi *Une campagne de propagande allemande, la Honte noire*, par Norbert Sevestre, dans la *Revue* du 15 septembre 1921.

administrateurs, concédés à nouveau, comme nous le verrons, est une sauvegarde suffisante, et si nous ne devrions pas, surtout dans nos protectorats, astreindre les journaux de langue arabe, soit à l'autorisation préalable, soit au cautionnement, tout au moins à un nouveau régime. On a dû suspendre récemment, à Tunis, une feuille arabe nettement communiste ; à peine disparue, une autre s'apprête à renaître, ainsi que le phénix de ses cendres. Et l'on parle d'un journal communiste de Paris qui s'offrirait le luxe d'une édition en arabe, destinée à la Régence (1). Ne soyons pas dupes ; la liberté de la presse se justifie en France entre Français, mais il ne saurait en être de même dans les pays où nos compatriotes, noyés dans une population indigène, sont en contact avec de forts groupements d'origine ou de nature étrangère. Il est, à tout le moins, imprudent d'assister impassible à ces efforts faits pour détacher les indigènes de notre cause, en affaiblissant leur loyalisme. Cette inaction serait, aux yeux de la population tout entière, un témoignage de faiblesse ; et je m'imagine que l'une des préoccupations les plus immédiates du Gouvernement doit être de restreindre cette presse, d'autant plus dangereuse qu'elle agit sur des centaines de mille de musulmans désormais nantis de droits électoraux.

Aussi bien, on retrouve, trop fréquemment, une opposition calculée, chez quelques dirigeants des partis indigènes, quand il s'agit de mieux orienter notre administration ; à la dernière session des assemblées algériennes, des délégués indigènes s'élevaient contre le projet de réorganisation à Paris des services de l'Algérie du ministère de l'Intérieur. Redoutaient-ils que la Métropole, mieux instruite des affaires de la colonie, fît le départ entre les fallacieuses revendications des meneurs et les besoins réels de la population ? Ne laissons pas s'installer le crédit d'agitateurs qui exploitent notre générosité ou nos faiblesses et s'efforcent de grouper l'Islam algérien en déformant ce qui se produit ailleurs dans le monde musulman. L'Africain mêlé de sang berbère est subtil autant qu'utilitaire ; son esprit, comme celui de ses ancêtres numides, est souple et fertile ; il

(1) Un récent décret beylical vient, très opportunément, d'apporter un nouveau règlement, dans la Régence, à la presse indigène ou hébraïque, tandis que des mesures rigoureuses devaient être prises contre quelques agitateurs. On mettra ainsi, espérons-le, un frein à la propagande anti-française qui s'effectuait dans les milieux indigènes.

s'emparera, soyons-en convaincus, de toutes les armes qu'il trouvera. Le souvenir des luttes religieuses du Donatisme qui ravagèrent l'Afrique du Nord aux premiers siècles du Christianisme porte à la réflexion, car le succès de ce schisme provenait, en grande partie, de l'ardeur des Berbères à embrasser une cause qui, en fait, était bien plus la révolte de leur indépendance contre le pouvoir central de Rome. C'est ainsi que de nos jours la propagande d'un communisme plus ou moins frotté de bolchévisme sera utilisée et qu'elle aura sur les esprits une large influence, dans la mesure où elle respectera l'intérêt islamique. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à connaître les étroites relations que quelques-uns des chefs du parti indigène d'opposition entretiennent avec nos communistes les plus notoires, plusieurs de ces derniers ayant, du reste, collaboré à la *Tunisie martyre*, ce livre empoisonné du parti « Jeune Tunisien. »

L'un des phénomènes les plus caractéristiques de notre époque est assurément la propagande qui exploite les revendications musulmanes. Celles-ci, grossies par des meneurs tour à tour européens ou indigènes, servent l'astucieuse campagne poursuivie dans la Métropole; pour donner le change à l'opinion parlementaire : ces meneurs sont habiles à cultiver les ambitions et les rancunes sous le couvert de la religion. Nous voyons, ainsi que me le disait l'un des fonctionnaires les plus avertis du Protectorat à Tunis, qu'un certain panislamisme, bassement démagogique, ressemble étrangement au bolchévisme.

Quoique la masse indigène ne soit pas encore entamée, il est temps d'envisager les mesures capables de sauvegarder nos populations. N'a-t-on pas surpris dans les écoles indigènes de Kabylie des tracts d'adhésion à la IIIe Internationale de Moscou, imprimés à Marseille et qui faisaient l'éloge de Lénine, de son gouvernement et de ses conceptions, tandis qu'un instituteur en congé, à Bône, signait des affiches d'une rare violence contre le Président du conseil Millerand, après la victoire, et que, précédemment, un employé des postes d'Oran avait eu l'audace d'organiser une conférence contre l'emprunt de la Défense nationale? Enfin, les dockers indigènes du même port entraient en grève pour protester contre la politique du Gouvernement français à l'égard de la République des soviets, et, à Clairefontaine, dans le département de Constantine, des cheminots indigènes préparaient sur la voie ferrée, suivant toutes les règles

de la science, un sabotage qui aurait pu avoir les plus meurtrières conséquences.

Un jour, on arrête un ancien tirailleur fixé à Médine, marié à une femme du Turkestan, parlant le russe, revenant de Syrie en Algérie avec un passeport espagnol ; il parcourait la colonie, allant de marabout en marabout, de centre religieux en centre religieux, récoltant des aumônes et se livrant à la plus mystérieuse des besognes. Enfin, dernièrement, une association commerciale, sous la direction d'un musulman fixé à Fez, masquait une organisation à tendance bolchéviste. On ne saurait s'en étonner, après que l'Algérie et la Tunisie ont subi les voyages de propagande, au cours de l'hiver précédent, d'un universitaire en congé, délégué permanent du parti socialiste communiste, dans l'Afrique du Nord, qui rapporta au Congrès de Tours l'adhésion à la IIIe Internationale de ce que l'on appelle le prolétariat indigène africain, si grande est l'audace de cette entreprise révolutionnaire ! A Tunis, les idées bolchévistes ont eu un certain succès, et, de fait, de hautes personnalités de l'Islam avaient proclamé que les théories de Moscou s'accordent avec la loi du Prophète et que, pour un croyant, il est méritoire de les répandre. « La guerre de feu est terminée : maintenant la guerre politique va commencer, » disait, en novembre 1920, le propre frère d'Enver Pacha, Nouri Bey, lors de son passage à Gabès, assurant qu'il rapporterait bientôt l'indépendance à ses frères d'Afrique. Les événements de Tripolitaine devaient avoir une forte répercussion dans le Sud tunisien et jusqu'en Algérie, car les Italiens ont cru devoir combler de faveurs les mêmes grands chefs indigènes qui, en 1915, les ont obligés à se réfugier à la côte. Disons en passant que cette politique, pour le moins étrange, est bien mal comprise dans la Métropole, car tout récemment, nous l'entendions citer en exemple pour la direction de nos affaires en Tunisie.

Nous ne devons donc pas laisser la masse de nos populations livrée à elle-même ; tout est à faire de ce côté ; nous pouvons y être encouragés, car on se rappellera qu'à l'ouverture des hostilités avec la Turquie, une délégation de hautes personnalités indigènes effectua à Constantine une démarche de loyalisme auprès du Préfet, témoignant ainsi de sa fidélité à l'autorité française.

La souplesse de la propagande soviétiste est connue ; quand elle s'adresse aux musulmans, ce ne sont pas les théories

marxistes que mettent en avant les agents de Lénine; ils se bornent à préconiser la haine religieuse de l'étranger, préparant ainsi, sous la forme d'un nationalisme perfide, les luttes de classes entre les deux populations européenne et musulmane, premier pas vers la grande Révolution, espoir final des gens de Moscou. L'un des délégués orientaux, au dernier Congrès de Bakou, déclarait que l'incendie se propagera lentement, mais sûrement, de proche en proche. Après l'Égypte, ce sera le tour des autres pays du Nord de l'Afrique, celui de la Tunisie, puis de l'Algérie et même du lointain Maroc. Aucun effort n'est négligé quand il s'agit de nous aliéner les populations musulmanes pour ruiner la France, déclarait textuellement Lénine. Quel que soit l'avenir réservé à la République de Moscou, son action aura produit bien des ravages, semant des germes dont souffriront longtemps les peuples musulmans, car de telles aspirations nationalistes sont prématurées chez des populations encore peu capables de régler leurs destinées. Ces procédés ont été mis en lumière dans une étude de M. Jean Maxe (1) qui signale à Moscou une savante organisation, d'une méthode très allemande, et qui suit attentivement les affaires musulmanes. Cette propagande sournoise emprunte quantité de formes : l'autre hiver, à Kairouan, un Hollandais voulait faire une conférence aux habitants de la grande ville religieuse; sous le prétexte de passer en revue les différentes solutions à la question sociale, il avait préparé un exposé à tendance nettement communiste, d'autant plus dangereux que les indigènes

(1) *Mercure de France*, 1er janvier 1921 : *la Propagande bolchévique mondiale*. — Voir également un article de la *Revue hebdomadaire* par M. Ludovic Naudeau, paru les 20 et 27 novembre 1920; consulter aussi, dans la *National Review* d'octobre 1920, le récit d'un voyageur anonyme revenu récemment de Russie et qui déclare que la nature même du bolchévisme lui interdit de renoncer jamais à sa propagande de destruction. Enfin, on a appris, grâce aux études du colonel Reboul, publiées par le journal *le Temps*, que le Gouvernement soviétiste de Moscou mettait au service de sa propagande à l'étranger l'instrument policier de sa « Tchéka » organisée sur les mêmes bases que l'ancienne police impériale russe, mais naturellement composée des pires éléments. Pour ce qui est de notre Afrique du Nord, la propagande est menée par cette tourbe que l'on voit, en ce moment, sur tous les rivages de l'Orient.

A ce même sujet, on me racontait dernièremant que des Russes rentrant d'Extrême-Orient avaient constaté, en Indochine, le prestige considérable de la Russie parmi nos indigènes : ceux-ci les avaient accueillis avec un enthousiasme très vif, les croyant du Gouvernement soviétiste de Moscou. Voilà où l'on en est un peu partout. Ce serait une grave erreur de croire que seules les possessions anglaises sont contaminées par la propagande bolchéviste.

ne réagissent aucunement comme les Européens, mais il en fut judicieusement empêché par l'autorité, car on signalait, dans la ville, à ce même moment, la présence d'autres personnalités suspectes de propagande ennemie (1).

Que dire de ceux de nos compatriotes qui, pour la défense des droits indigènes, en arrivent à être plus ou moins les artisans d'une politique capable de compromettre l'œuvre française? Si la démocratie est l'art de se discipliner, que ceux d'entre nous qui se dévouent à la cause indigène, s'inspirent de ce précepte. La dernière élection européenne d'Alger fera réfléchir : un républicain de gauche passa au deuxième tour par 14 000 voix, mais un candidat se disant communiste avait réuni plus de 8 000 suffrages, fâcheux spectacle pour la population musulmane, bien qu'à tout prendre on ne puisse, évidemment, prétendre qu'il y ait 8000 communistes à Alger même!

Quand on examine la capacité de résistance d'un pays d'Europe aux entreprises communistes ou bolchévistes, on a coutume de faire entrer en ligne de compte sa situation au point de vue du partage de la propriété. Une population dont la majorité possède, ne fût-ce qu'un lopin de terre, sera, assure-t-on, attachée à la défense de son bien et, de ce fait, assez réfractaire au communisme ; mais, dans notre Afrique du Nord, la défense de l'Islam, la lutte contre le roumi, auront toujours leur poids, même sur l'âme du propriétaire indigène, puisqu'il existe, ainsi que nous l'avons vu, un vieux levain de désordre et d'insurrection chez ces habitants de Berbérie où se sont exercées tant de dominations étrangères. Quelques optimistes prétendent que le bolchévisme ne peut prendre racine dans les pays où n'existent pas d'industries capables d'étayer un mouvement ouvrier étendu ; cette réserve ne saurait s'appliquer à l'Algérie, puisque les travailleurs des ports sont déjà rangés au syndicalisme, sans qu'ils soient, naturellement, en état de comprendre où on les entraine. C'est ainsi que, récemment, un cortège d'indigènes, chantant l'*Internationale*, marchait à Oran sous le drapeau rouge, à la grande satisfaction de l'un de nos députés, socialiste unifié, qui préfère, dit-il, le drapeau rouge au drapeau vert du prophète.

Le communisme préconisé dans certaines feuilles a tout ce

(1) Récemment, à Sfax, on saisissait un lot considérable de brochures de propagande bolchéviste que venait de débarquer un navire allemand.

qu'il faut pour séduire nombre de musulmans : la doctrine ne donne-t-elle pas tous les espoirs pour la libération de l'étranger quand elle fait miroiter aux yeux des simples d'esprit le droit de travailler le sol, sans payer de dîme à quiconque, rejetant ainsi toute emprise du capitalisme ; redoutons que l'une des confréries religieuses dont l'action, avant l'incendie, est si difficile à surprendre, n'en serve la cause. Il n'y a, évidemment, qu'une nuance pour que des indigènes donnent libre cours, dans leurs cerveaux façonnés par la foi coranique, à un réveil de fanatisme contre le roumi ; ils auraient vite fait, d'autre part, d'abandonner leur fatalisme qui nous fut si commode. Souvenons-nous que les bolchévistes se déclarent les protecteurs de ce qu'ils appellent les opprimés et que leur propagande de forme islamique issue du proche Orient s'influence des événements d'Angora (1) et de l'Égypte ; aussi est-elle soutenue par les « Jeunes Tunisiens, » et comme, de l'autre côté, l'Algérie se trouve en butte à l'action du communisme européen procédant aussi de quelques milieux de Paris, on en conclura que notre colonie court le danger d'être prise entre deux feux.

Cet ensemble de faits réclame une extrême attention si l'on veut déjouer des manœuvres qui ne sauraient donner le change à un esprit averti ; dans ce dessein, on doit envisager une politique de conservation sociale indigène autant qu'européenne. Le nouveau Parlement y semble plus préparé que l'ancien. L'âme de nos musulmans n'est pas insensible au raisonnement ; c'est affaire au gouvernement général à Alger d'entreprendre cette propagande de concert avec le Ministère des Affaires étrangères, puisque ce qui se passe en Algérie retentit sur l'ensemble de notre situation dans l'Islam. Ce ne sont pas les éléments qui nous font défaut pour cette action ; ne sommes-nous pas en train de réaliser la création, à Paris, d'une maison de l'Islam sous la forme d'une mosquée et d'un institut qui se rattache à l'œuvre des « Habous » ou biens religieux de notre Afrique du Nord? On ne saurait trouver une meilleure réponse aux campagnes anti-françaises de Berlin et de Moscou, à condition de

(1) Dès l'accord entre Mustapha Kemal et la République des Soviets, les journaux tunisiens le commentèrent favorablement. La répercussion parmi nos populations indigènes des événements d'Asie-Mineure et des fautes que nous y avons commises est indéniable ; on lira avec intérêt à ce sujet les articles de Mme Berthe Georges Gaulis, dans *l'Opinion*.

contrôler attentivement le fonctionnement de cet institut (1). Une mosquée à Paris, symbole des liens de la France avec sa population musulmane, avait déjà été prévue en 1895 par le gouverneur de l'Algérie (2). En tout cas, persuadons-nous que, pour lutter contre l'action révolutionnaire bolchéviste, il faut agir sans retard; la temporisation serait une sorte de bolchévisme par consentement tacite, ainsi que je l'ai entendu justement développer dans une conférence organisée à Tunis par la ligue des chefs de section et soldats combattants, sous les auspices de notre nouveau et vigilant résident général.

LA SÉCURITÉ EN ALGÉRIE ET LES POUVOIRS DISCIPLINAIRES DES ADMINISTRATEURS DE COMMUNES MIXTES

Dans ces conditions, il est indispensable de se préoccuper de la sécurité que l'on représente souvent comme précaire dans la colonie, l'institution d'une police préventive y étant pratiquement impossible. Comment établir, au milieu d'aussi vastes espaces, dans chaque centre, dans chaque douar, près de chaque ferme, des brigades de gendarmerie ou des gardes-champêtres? Les assemblées de la colonie ont cependant voté des crédits qui ont permis de créer une 17e brigade mobile, tandis qu'une autre brigade supplémentaire, dite volante, était organisée; enfin, on a eu parfois recours à des patrouilles de cavalerie, de concert avec l'autorité militaire. Une désolante situation révélée par le juge d'instruction et par le tribunal d'Oran montre que les auteurs de crimes demeurent inconnus dans la proportion de neuf sur dix.

Le nombre des brigades algériennes étant insuffisant pour un pays presque plus étendu que la France, il faudrait une forte police à recrutement indigène parce que seuls les indi-

(1) Consulter sur tout ce qui a trait au nationalisme musulman l'ouvrage de M. André Servier, *le Péril de l'avenir, le nationalisme musulman en Egypte, Tunisie et Algérie*, p. 91 (2e édition, 1 vol., Constantine, 1913), et aussi *Comment la France perdra ses colonies*, par Tridon, celui-ci plaidoyer d'allure très vive (Paris, Éditions et librairie, 40, rue de Seine).

(2) Dans le comité formé à cette époque, présidé par M. Jules Cambon, gouverneur de l'Algérie, on relève les noms de M. Guichard, sénateur, du Prince d'Aremberg, de MM. Aynard, Delcassé, Étienne, Kerjégu, députés, Ambroise Baudry, Benjamin Constant, de l'Institut, du Prince Roland Bonaparte, de M. Roustan, Marquis de Noailles, ambassadeurs, de MM. Houdas, de l'École des langues orientales, La Martinière, du Service des Affaires indigènes de l'Algerie, etc., etc...

gènes connaissent leurs semblables, et, grâce à un service d'automobiles, on devrait augmenter les facilités du service de surveillance, pour faire obstacle à la poussée criminelle qui se manifeste depuis 1920.

En réalité, cette recrudescence de délits était due à des causes multiples (1), quelques-unes provenant de la guerre, telles que le retour des indigènes soldats ou travailleurs d'usine de guerre ou des ports, souvent gagnés à l'alcoolisme et fâcheusement contaminés, comme à Marseille où se commettaient tous les délits dans la plus sereine impunité; il convient aussi d'incriminer l'amnistie qui a ouvert les prisons à tant de condamnés de droit commun, ce qui n'a pas été moins délétère pour la colonie que pour la mère-patrie.

L'insécurité provint également de l'erreur commise en 1914, quelques mois avant la guerre, lorsque le Parlement retira à nos administrateurs de communes mixtes une partie de leurs pouvoirs disciplinaires. La question des pouvoirs disciplinaires conférés aux administrateurs de communes mixtes a été le grand argument pour ceux qui, sciemment ou non, discréditaient l'autorité française. Certes, des abus ont pu être commis comme dans toute œuvre humaine, mais, il faut le proclamer, le corps de nos administrateurs est composé d'un personnel de haute moralité et de grand mérite, et nos musulmans ne sont jamais livrés sans défense et sans appel à l'arbitraire ou aux possibles erreurs. La Commission qui siège à Alger, au Gouvernement général, et qui a charge d'examiner ou de réduire ces peines, écarte ou réduit fréquemment les sanctions et on n'a pas souvenance qu'un gouverneur n'ait tenu compte de ses avis.

Pour réaliser l'intention du Parlement d'apporter quelques améliorations à ce que l'on appelle le régime des indigènes, c'est-à-dire l'indigénat, la méthode fut médiocre. On s'était plu à entourer ces derniers de je ne sais quelle auréole de victimes ou même de martyrs; en réalité, on vivait sur des mots et on allait risquer de compromettre l'assise tout entière de la colonie.

(1) L'Administration algérienne signale, il est vrai, une amélioration dans ces derniers temps qui semble due, notamment, au rétablissement des pouvoirs disciplinaires, de nos administrateurs autant qu'à de meilleures conditions économiques. L'application de la mise en surveillance spéciale des indigènes a permis de réduire les bandes de malfaiteurs de l'Aurès, du Maadid, d'Akbou, de Palestro, de Mascara et on constate aussi, paraît-il, une réduction sensible dans le nombre des vols de bestiaux.

C'est ainsi que l'on décidait de remettre aux juges de paix une partie des pouvoirs disciplinaires, à l'exemple de ce qui a lieu dans les communes de plein exercice, après avoir retiré une partie de ces mêmes pouvoirs aux administrateurs de communes mixtes, sans se préoccuper si la mesure n'allait pas grever lourdement le budget algérien qui entretient déjà vingt mille fonctionnaires. Ceux-ci absorbent 53 pour 100 des dépenses totales et 66 pour 100, si on déduit la dette, suivant l'affligeante constatation que M. Morinaud faisait au Parlement.

Le rapporteur de la loi au Sénat convenait qu'en attendant, le nombre des juges de paix algériens serait insuffisant pour assurer ces nouveaux services et que, notamment dans vingt-six communes mixtes, les justices de paix n'étant pas installées par suite de manque de crédits, on allait forcer les indigènes à de longs et coûteux déplacements. Il ajoutait que le manque de préparation administrative de ces juges de paix, l'ignorance où ils étaient pour la plupart, de la langue, et qui les rendait tributaires de médiocres interprètes, étaient autant de conditions mauvaises; néanmoins, il concluait, chose à peine croyable, au vote de la loi.

Ceci se passait en 1914; le moment ne pouvait être plus mal choisi pour diminuer notre autorité. Aussi fallut-il, en pleine guerre, parer au plus pressé et rétablir pour une période de deux ans ces mêmes pouvoirs. Mais, qui le croirait? on oublia dans la suite de les rendre à nos administrateurs et ce ne fut qu'en face de l'émoi provoqué par la loi de 1919 et aussi pour nous défendre de certaines intrigues étrangères qu'on rétablit à nouveau, espérons-le définitivement, ces mêmes pouvoirs.

Au reste, l'esprit indigène est si épris d'autorité que, récemment, en Kabylie, il a fallu faire droit aux notables du pays, et rétablir les Kanouns, c'est-à-dire l'ensemble de lois et d'usages locaux, pour lutter contre l'alcoolisme que nos règlements sont insuffisants, comme on sait, à réprimer.

Tous les administrateurs de communes mixtes avec lesquels on s'entretient estiment ce rétablissement de pouvoirs plutôt comme une simple arme préventive; il suffit, à leurs yeux, que l'indigène sache que les ordres inexécutés pourraient être appuyés d'une sanction pour que l'on n'ait pas besoin de s'en servir. En effet, dès le lendemain du retour à l'ancien état de choses, la perception des impôts s'effectua avec une régu-

larité à laquelle on n'était plus habitué. Dans certaines communes, les résultats ont atteint 98 pour 100, 99 pour 100 et même 100 pour 100, résultat d'autant plus remarquable que la perception portait sur deux exercices. L'impression a donc été excellente dans les milieux indigènes, composés de paisibles cultivateurs attachés à leurs biens.

D'autre part, la surveillance politique dans la colonie ne peut être menée que par les administrateurs : comment la conduire avec le tact nécessaire et surprendre les mille courants d'intrigues qui s'exercent sous la forme de tracts, de chansons, de racontars et déterminent souvent les mouvements les plus graves, les plus étendus? Seuls des hommes expérimentés doivent être chargés de cette tâche délicate.

Quand on parcourt l'intérieur de l'Algérie, que l'on a l'occasion de vivre au siège d'une commune mixte, on est frappé de la bienveillance de nos administrateurs. Aucun des besoins indigènes n'est ignoré par ces excellents fonctionnaires. Ce sont eux qui assurent l'exécution des lois de finances, des règlements en matière de travaux publics, d'instruction publique et de colonisation et ils s'en acquittent avec une douceur remarquable; ils sont, en somme, les tuteurs de nos populations, comme le disait, à la tribune du Parlement, M. Robert David, le précédent sous-secrétaire d'État qui a de l'Algérie une longue expérience.

Ayant pour ma part assisté à des séances de chekaia où les populations viennent traiter et discuter de leurs affaires, j'ai pu étudier ces réunions dites de *djemaas* des douars où se débattent, comme nous l'avons montré, les questions de propriété; j'ai également vu une audience de tribunal répressif et aussi ces longues théories de pauvres hères déguenillés et affamés auxquels on distribuait alors, au plus fort de la disette, des secours en argent, en grains et en vêtements, tout cela dans un ordre parfait, sans récriminations et le plus souvent avec de touchants témoignages de gratitude.

J'étais d'autant plus sensible à ces spectacles que je revenais de Tunis où s'exerçait la plus perfide des campagnes anti-françaises. Il avait fallu l'énergie et le sang-froid du nouveau Résident pour dominer, dès son entrée en fonctions, un état d'esprit presque révolutionnaire. Je voyais dans notre Algérie, parfois injustement décriée par les idéologues de la Métropole qui

s'essaient à améliorer le sort de l'indigène, un témoignage effectif de la sollicitude de l'administration pour ces mêmes populations. A cet égard, il eût été instructif que quelques-uns des cinquante-quatre parlementaires, venus au printemps dernier visiter la foire d'Alger, eussent quelque peu circulé.

La situation de nos administrateurs a besoin d'être améliorée ; il convient, notamment, de leur donner des facilités de déplacement ; ces agents en sont encore aux longues chevauchées pour parcourir leurs territoires. Le Gouvernement doit leur attribuer de petites voitures automobiles comme celles dont disposent les agents des forêts, ou ceux des ponts et chaussées ; enfin, il y aurait aussi avantage à simplifier la paperasserie ; car la correspondance des bureaux du Gouvernement général, à Alger, fournirait d'édifiants exemples, si nous avions la cruauté de les préciser.

LES ACHATS DE PROPRIÉTÉS EUROPÉENNES PAR LES INDIGÈNES

La colonisation en Algérie est la plus importante des questions. Or, un cri d'alarme a été jeté sur son avenir ; on a parlé de régression, en montrant qu'il n'y a pas de progrès dans notre production agricole et notamment dans celle des céréales, dangereux symptôme pour un jeune pays comme l'Algérie (1). Aussi bien, les statistiques établies depuis dix ans sont édifiantes, et voici que nous assistons à un spectacle qui montre clairement la situation. Il s'agit des nombreux achats de propriétés européennes par les indigènes enrichis.

Avant la guerre, le problème foncier assez complexe donnait déjà lieu à de savantes études, mais aucune n'aboutit, tant dans l'intérêt des immigrants que dans celui des indigènes. L'attention du Parlement et les sympathies de la Métropole vont bien plus aux affaires purement politiques ou sentimentales, dirai-je, comme l'accession aux droits électoraux de nos indigènes.

Or, ceux-ci procèdent à des acquisitions de plus en plus nombreuses ; ils reprennent la terre de leurs pères. On ne peut leur en faire reproche, mais la physionomie du pays est, par endroits, changée. Le phénomène est particulièrement sensible dans le département de Constantine et en Kabylie, où des cantons entiers sont revenus aux indigènes. « Vous nous avez pris

(1) Rapports de M. Vallet et de M. Mercier, délégués financiers.

la terre à coups de fusil, nous vous la reprenons à coups de « douros, » disent ces Berbères âpres et tenaces. » Que leur répondre? A la vérité, la chose avait commencé avant 1914, mais le mouvement s'est amplifié, ce qui n'est pas sans inconvénients ; s'il est heureux que l'indigène fixe son avoir et que, désormais, il s'attache à la tranquille possession de son bien, on n'en prévoit pas moins que la production agricole sera affaiblie. La race sera-t-elle capable de nous remplacer? On peut en douter d'ici à longtemps. Assurément, les gains réalisés par les colons au cours de la guerre n'ont pas été inférieurs à ceux des indigènes ; on s'expliquerait donc mal ces nombreuses mutations de propriétés françaises, si on ne discernait, à côté de l'incapacité de résister à des offres séduisantes (souvent 4 et 5 fois la valeur d'avant-guerre), comme un découragement devant la crise aiguë de la main-d'œuvre, et en face de l'abaissement de sa qualité. L'état d'esprit, devenu souvent déplorable chez l'indigène, inquiète le colon ; celui-ci est alors heureux d'en avoir fini avec des difficultés dont il ne voit pas la solution, et qu'il s'exagère pour se justifier à ses propres yeux de vendre sa terre ; quant à l'indigène enrichi, il convertit un papier monnaie, qui lui inspire peu de confiance, en une solide propriété.

Il faut également tenir compte du désordre général auquel l'Algérie n'a pas échappé, alors que partout se manifestait la ruée vers la dépense et vers le luxe. Des colons aspirant à la grande vie sont venus la chercher à la ville, et Alger, brillante capitale aux plaisirs faciles, regorge de population et souffre d'une crise aiguë de logement. L'Européen est remplacé, dans l'intérieur, en vertu d'un mouvement analogue, par l'indigène « nouveau riche » et ce dernier, installé dans son récent domaine, entend également améliorer son existence. Et comme le colon français a souvent moins d'enfants que l'indigène qui possède, au contraire, une nombreuse progéniture, on peut déduire l'avenir réservé, d'une manière générale, à la propriété française. Ajoutons que le colon sera de moins en moins suivi, en ces temps d'après-guerre, par un autre immigrant français venant de France continuer son œuvre.

Le nombre des propriétés françaises diminuant, la puissance française ne s'augmentera donc pas, quoi què puissent prétendre, pour s'en consoler, quelques idéologues, et l'on partage les inquiétudes de l'Administration. C'est, en somme, un recul

de la colonisation française (1). Pour enrayer le mal, on réclame une politique indigène débarrassée de mesures hâtivement réalisées, parfois mal conçues ou peu étudiées, ainsi qu'en était coutumier le dernier Parlement. On désire une administration faite assurément de justice et de bonté comme le comporte l'idéal français, mais aussi de fermeté, pratiquée suivant la connaissance de l'indigène, afin de rendre confiance aux entreprises européennes. La sécurité doit être améliorée ; il faut en finir avec ce scandale de la *bechara*, chantage à peine déguisé qui s'exerce dans les campagnes sur le propriétaire volé pour lui faire recouvrer ce qui lui a été dérobé. Enfin, la nécessité s'impose de réglementer les conditions d'emploi de la main-d'œuvre, afin de la retenir dans la colonie, tandis que les ouvriers agricoles s'expatrient pour aller en France ; dans cette voie, on a même envisagé la réquisition des oisifs.

Pour ce qui a trait au régime même de la propriété, il est évident qu'il faut augmenter le délai au bout duquel le concessionnaire de terres ne pourrait les louer ou les vendre aux indigènes. On voit mal, également, l'utilité de conserver un domaine d'État aussi considérable que dans la province de Constantine où il atteint encore 1/8 de la superficie totale.

Sans retard il convient de mettre de l'ordre dans la propriété indigène et de continuer ce qui avait été commencé en 1911, puis abandonné, c'est-à-dire, organiser le cadastre, afin de préparer le « home stead » et soustraire les biens indigènes aux caprices des djemaas prévaricatrices.

En effet, par un curieux contraste, si la propriété française peut être aisément acquise par l'indigène en raison de la limpidité des titres, il n'en est pas de même des terres indigènes, ces dernières étant, en l'absence de documents, difficiles à acquérir et seulement après d'interminables enquêtes. Il est indispensable que l'on instaure de nouvelles méthodes qui réduiront les délais consacrés aux enquêtes partielles, afin que l'Administration soit en état d'entamer des procédures d'ensemble dans les territoires où la colonisation privée peut s'exercer. Le Français doit pou-

(1) Depuis quelques mois, la situation paraîtrait en voie de légère amélioration, ainsi que le signale M. Augustin Bernard dans un article très documenté sur le recensement en Algérie, paru dans les *Annales de Géographie* du 15 janvier 1922, bien que l'auteur signale que non seulement les villages de colonisation, mais même les petites villes comme Blida, Médéa, etc., ont perdu une partie de leurs éléments européens non-fonctionnaires.

voir acquérir aussi facilement que l'indigène. C'est ainsi qu'en attendant, on avait envisagé, à Alger, dans un dessein de protection, la création d'un impôt spécial grevant les ventes aux indigènes des terres de colonisation.

Pourquoi ne pas modifier le régime foncier? Près de 3 000 000 d'hectares d'excellentes terres de culture, n'étant possédées qu'à titre précaire par leurs détenteurs, restent improductives. Ce sont les terres « arch » du département de Constantine et d'Alger, « sabega » du département d'Oran. Depuis de nombreuses années, et à chacune de leurs sessions, les hautes assemblées de la colonie se sont élevées contre cette situation, pressant les pouvoirs publics d'y mettre fin en décidant que l'établissement de la propriété indigène sera effectué par douar et non au fur et à mesure des demandes d'enquêtes partielles.

L'Administration s'est, jusqu'à ce jour, refusée à cette initiative; elle s'est abritée derrière le texte d'une législation qu'il lui appartient de faire réformer en saisissant les Chambres, et en attendant, ces terrains demeurent livrés au bon plaisir des djemaas, dont nous avons vu la déplorable moralité.

A tout prendre, nous devons nous féliciter de l'enrichissement de l'indigène, certes; une population prospère est la base de notre puissance, mais encore faut-il que cet enrichissement soit réel, qu'il ne repose pas sur une inflation monétaire exagérée où l'on voit l'indigène, peu confiant dans la valeur du billet, se précipiter vers des opérations d'achat qui tendent à l'éviction de l'élément national.

N'a-t-on pas, en ce sens, subi en Algérie des mesures mal étudiées issues de la Métropole; c'est ainsi que l'on a justement critiqué le système des allocations appliqué, pendant la guerre, dans les tribus, assimilant la famille indigène vivant de peu, ayant des besoins restreints, à la famille française. Que dire du gaspillage qui attribuait aux femmes d'indigènes jusqu'à 5 et 6 000 francs par an? Tout le monde, sans contrôle, sous un régime de bon plaisir, était soutien de famille : aussi désirait-on que la Grande Guerre durât éternellement, pour que la paix ne vînt pas tarir cet admirable Pactole. Le prolétariat des campagnes n'existait plus; les prêts des monts de piété, dans les villes, étaient remboursés; mais aussi personne ne travaillait. Tout récemment, au moment de la famine, on distribuait des secours en argent, en grains, alors qu'il eût été plus judicieux d'installer

des chantiers où les populations rémunérées auraient accompli d'utiles travaux publics, un peu à la manière des ateliers natio-tionaux de 1848.

LE PERSONNEL ADMINISTRATIF EN ALGÉRIE

Au cours de cette étude de notre politique indigène, on ne saurait négliger, même sous forme d'aperçu, la question du personnel que la Métropole emploie pour administrer la colonie.

Un ancien gouverneur rendait hommage à la haute valeur de ce personnel, d'un patriotisme, d'un dévouement et d'une compétence éprouvés; mais il montrait aussi les qualités professionnelles indispensables que l'on en devait attendre (1). Il est essentiel de posséder dans l'Afrique du Nord des fonctionnaires qualifiés; pour cela, il faut renoncer aux errements suivis. Ne venons-nous pas de voir désigner comme conseiller du Gouvernement à Alger, un sous-préfet arrivant de Bretagne? Il prendra la place d'un conseiller vieilli dans les affaires indigènes et qui, précisément, avait la plus précieuse des expériences. Un autre, sous-préfet en Savoie, était choisi pour l'une des plus importantes sous-préfectures du département de Constantine; et un autre, venant encore de Bretagne, était investi des délicates fonctions de secrétaire général, chargé des affaires indigènes de l'une de nos trois préfectures algériennes. Enfin, on a été sur le point de changer le préfet d'Alger, fonctionnaire de mérite connaissant de longue date le pays, en le remplaçant par un de ses collègues de France qui, naturellement, n'a jamais entrevu l'Algérie, et cela au moment où de graves questions sont à l'ordre du jour et où venait d'arriver le nouveau gouverneur. Combien il y aurait à dire sur ce même sujet quand on se rappelle que dans le département d'Oran, ce fut la présence, jadis, pendant quinze ans consécutifs, d'un préfet, M. de Malherbe, qui permit les plus utiles réformes!

L'expérience montre les inconvénients de ces fréquentes nominations de fonctionnaires venant en Algérie sans préparation. Aussi le Sénat a-t-il voté, sur l'initiative de M. Cuttoli, une proposition de loi tendant à exiger, pour les postes algériens, dix années de services dans l'administration de la colo-

(1) Jules Cambon, *loc. cit.*

nie, réduites à cinq années en faveur des fonctionnaires pourvus de certains diplômes. La Commission de l'Algérie et des colonies, à la Chambre, a sanctionné ce principe, mais a cru devoir, afin de ne pas tarir complètement le recrutement métropolitain, en atténüer la rigueur; les délais précités seraient réduits à cinq et à trois ans, et un poste sur quatre resterait attribué aux fonctionnaires de France, après entente sur le choix du titulaire entre le Ministre de l'Intérieur et le Gouverneur général; encore faudra-t-il observer la loi et tenir compte de l'avis du Gouverneur général.

On vient très heureusement, dans un ordre plus général, de réaliser la création, au ministère de l'Intérieur, d'une Direction de l'Algérie en place du simple bureau qui centralisait les affaires de notre grande colonie. C'est là une mesure d'autant plus opportune que le service sera aux mains d'un fonctionnaire expérimenté et très distingué qui, dernièrement encore, était à la tête de la préfecture de Constantine.

Pour l'avenir de notre domaine africain, il est temps de modifier quelques-unes de nos méthodes, ainsi que je l'entendais exposer par l'un des agents les plus qualifiés et les plus avertis du protectorat à Tunis. Dans l'Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Maroc), la Métropole devrait prévoir l'organisation d'une carrière administrative sensiblement unique (1); à la vérité, on ne saurait trop répéter que dans les affaires musulmanes de notre empire, s'il y a solidarité d'intérêts, il ne saurait y avoir identité entre la politique de chacun de ces trois pays et que chacun des représentants de la France, que ce soit à Alger, à Tunis, ou à Rabat, doit être maître de son action; et cependant tout le monde sait que le lien de l'Islam n'en est pas moins une forte réalité; devons-nous rappeler la pérennité du pèlerinage à la Mecque, qui assure un contact étroit des consciences musulmanes? Le Coran a façonné assez uniformément la mentalité indigène, de Gabès à Mogador; pour la gestion de nos affaires, il importe donc que nous ayons, un jour, une seule carrière administrative, grâce à la création d'un service civil nord-africain, comparable par son prestige et sa valeur à l'« Indian civil service » britannique. Les agents occuperaient, non seulement les emplois de contrôleurs civils et d'adminis-

(1) A l'heure présente, l'administration au Maroc compte plusieurs agents du corps du contrôle tunisien ou du cadre des administrateurs d'Algérie.

trateurs de communes mixtes, mais encore ceux de préfets, sous-préfets, de directeurs de l'Intérieur, de secrétaires généraux du Gouvernement. Il faudrait même aller plus loin et leur réserver les postes consulaires de l'Orient musulman, ainsi que les emplois qui pourraient être créés parmi les mandats qui nous sont confiés, dans l'Empire ottoman. Le jeune homme débutant comme contrôleur suppléant à Marrakech devrait avoir le droit d'espérer être préfet à Alger, secrétaire général du Gouvernement tunisien, sa carrière le préparant, s'il en a les moyens, indifféremment à l'un ou à l'autre de ces emplois. Et si nous voulons donner à notre empire africain dans notre politique extérieure la place qu'il mérite, nos ambassades de Madrid, de Rome, de Constantinople, notre agence au Caire, devraient renfermer une place d'attaché pour les affaires coloniales et musulmanes réservée à un fonctionnaire du service nord-africain. Le ministère des Affaires étrangères, le Gouverneur général et les Résidents généraux resteraient, chacun en ce qui les concerne, maîtres des nominations ; un office commun jouerait simplement le rôle de « clearing house » pour l'échange des renseignements et les permutations; quant à la préparation des candidats, il n'est besoin de rien instaurer, puisque l'École coloniale a ouvert une section de l'Afrique du Nord. On créerait, tout au plus, à Paris, un office central de l'Afrique du Nord française, comprenant trois services : personnel, affaires musulmanes, transports maritimes. Enfin, pour ne point modifier les lois existantes et prévenir les conflits d'attribution, l'office ne serait rattaché ni au ministère des Affaires étrangères ni au ministère de l'Intérieur, mais à la présidence du Conseil qui, en l'espèce, dominerait les différents services de la Métropole dont le particularisme est souvent exagéré.

Une telle organisation répondrait à un besoin évident; elle permettrait d'attendre le moment où se créera l'organe de la Métropole qui présidera aux destinées de notre Afrique septentrionale. Actuellement, cette dernière question n'est pas mûre, bien que ce ne soient les projets qui aient manqué : ministère de l'Afrique du Nord, sous-secrétariat de l'Algérie et de l'Afrique du Nord, rattachement à nos trois possessions au ministère des Colonies; mais aucun ne donne pleine satisfaction, chacun prête à des critiques dont la plus forte est que l'on risquerait de bouleverser nos protectorats tunisien et marocain, où l'admi-

nistration est faite de mesure et de souplesse. Redoutons que la Métropole, avec ses poussées d'implacable logique, tente d'y introduire ses méthodes d'assimilation prématurées dont quelques-unes ont été funestes à l'Algérie. Notre belle colonie s'en est accommodée et, de nos jours, elle est parvenue à une prospérité qui fait l'admiration justifiée des Américains, Anglais, Hollandais, grands connaisseurs en œuvres coloniales; l'Algérie peut donc revendiquer l'honneur d'avoir été l'embryon de notre empire dans l'Afrique du Nord. Il n'en est pas moins évident qu'il faut beaucoup de prudence, afin de ne pas mêler des politiques de nature dissemblable comme celle qui, à Tunis, eut de si beaux résultats et celle appliquée, en dernier lieu, à Rabat par le maréchal Lyautey.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE DES INDIGÈNES

Assurer l'instruction des indigènes constitue l'un des problèmes des plus délicats que nous ayons à résoudre ; au milieu du trouble, issu de la guerre, on peut affirmer que non seulement la prospérité, mais la sécurité immédiate de notre établissement en dépendent étroitement.

Dans les partis socialistes extrémistes, aucune question n'a été plus exploitée. Que n'a-t-on pas avancé sans peser les conséquences de cette surenchère sur notre population indigène? Au cours d'une récente discussion parlementaire, un orateur prétendait que, sur un budget algérien total d'environ 667 millions, l'instruction des indigènes ne figurait que pour 8 millions, alors que l'on compte une population approchée de 5 millions d'indigènes en face de moins d'un million de Français et d'Européens. Pour les besoins d'une cause qui s'efforce de provoquer des sentiments de désaffection on se gardait de montrer l'effort réalisé, tout au contraire, par les assemblées de la colonie. Évidemment, du fait de la guerre, en Algérie comme en France, les programmes préparés avant 1914 ont subi un inévitable retard, mais les établissements scolaires de la colonie n'en reçoivent pas moins, et sans distinction de race ou de religion, les indigènes et les Européens : cette égalité de traitement est la meilleure réplique aux exploiteurs de la cause indigène, quand ils travaillent à établir les luttes de classes entre deux populations de civilisations déjà différentes. Ajoutons que les assem-

blées algériennes ont élevé, depuis 1900 où la colonie est maîtresse de son budget, le chapitre de l'instruction publique de 300 000 francs à 8 000 000.

On a souvent dit qu'il convient d'instruire les indigènes bien plus en surface qu'en profondeur, pour ménager leur mentalité et préparer leur évolution. Quoi qu'il en soit, dans les campagnes, on recherche peu l'instruction ; nos administrateurs de communes mixtes sont obligés de sévir pour forcer les parents à envoyer leurs enfants à l'école ; déjà, au lendemain de l'enquête poursuivie en 1893, dans toute l'Algérie, le Président de la Commission, Jules Ferry, devait reconnaître que les indigènes n'étaient guère attirés par nos programmes ; pour séduire les familles, on chargea des « tholba » ou lettrés d'enseigner le Coran aux enfants de nos écoles. La mesure fut critiquée, beaucoup redoutant de provoquer un désordre de conscience dans ces jeunes esprits manœuvrés, sans contrôle, à travers le dédale d'un livre saint qui prête à tant de controverses (1) et un spécialiste assurait, à cette époque déjà lointaine, que mieux vaudrait des écoles vides que des écoles fréquentées grâce à l'attrait du Coran. Un autre écrivain (2) précisait, assez rudement, que la plupart de ces indigènes se montreraient incapables dans les fonctions qu'ambitionnait la naïveté de leur orgueil et que, devenus des aigris, ils offriraient le témoignage de notre erreur d'avoir cherché à les élever au delà de leurs moyens. On ne saurait, en effet, prétendre que la seule pratique de notre langue augmente les facultés de discernement chez un indigène, alors qu'elle le rend d'autant plus vulnérable parce qu'accessible à de pernicieuses influences ; cette opinion est partagée par nombre de nos compatriotes de la colonie.

Les garanties dont nous avons à entourer les différentes branches de l'instruction étaient déjà l'objet de l'attention du gouverneur général quand on organisa, en 1894, l'enseignement dans les médersas ou écoles supérieures musulmanes ; il s'agissait, en effet, de ne confier qu'à des professeurs français judicieusement choisis parmi les plus sympathiques aux musulmans, les cours d'histoire musulmane. L'enseignement historique comporte trop de conclusions pour le laisser à des maîtres qui

(1) Émilien Chatrieux, *Études Algériennes*. 1 vol., Challamel, Paris, 1893.
(2) Maurice Wahl, *L'Algérie*, 5e édition mise à jour par Augustin Bernard. Paris, F. Alcan, 1908.

n'auraient pas, en effet, l'empreinte profonde de l'éducation et même plus, les habitudes du cœur françaises.

D'autre part, la Métropole ne doit pas tolérer de nos jours, par un libéralisme exagéré, que des instituteurs indigènes égarés deviennent les artisans d'un communisme révolutionnaire, et que, sous prétexte de groupements professionnels, ils en arrivent à défendre leurs intérêts indigènes contre ce qu'ils appellent des lois et règlements d'exception, répandant des tracts qui placent leurs revendications au-dessus de leurs intérêts corporatifs. Dans une circulaire récente, M. Léon Bérard, ministre de l'Instruction publique, mettait en garde le corps enseignant contre l'insubordination de ceux de ses membres qui, invoquant le principe de la liberté d'opinion, organisent ainsi une véritable propagande révolutionnaire; en Algérie, la chose mérite, assurément, d'être examinée de très près.

De ce qui précède, ressort la nécessité d'assurer l'instruction professionnelle. Un effort a été réalisé par la direction des Affaires indigènes du Gouvernement général à Alger; on a fondé des écoles de maçonnerie, de menuiserie, de vannerie, de céramique, de poterie, des ateliers divers d'apprentissage, en somme quatorze écoles professionnelles avec des fermes également écoles. Attendons de cette œuvre d'utiles résultats, sans nous dissimuler, néanmoins, que la meilleure école d'agriculture pour l'indigène sera toujours la ferme européenne où il parviendra à acquérir la pratique des méthodes modernes. On évitera ainsi la formation des déclassés, plaie de la colonie; enfin puisse-t-on apporter quelque circonspection dans l'attribution des bourses qui donnent accès à nos grands établissements scolaires et d'où sortent, ensuite, ces jeunes gens qui souvent nous paient d'ingratitude!

Surveillons également certaines œuvres d'éducation indigène qui sont venues exercer dans la colonie, notamment en Kabylie où la mission évangélique américaine poursuit, avec de larges moyens financiers, un vaste programme. Assurément le but est moralisateur, nous aurions mauvaise grâce à le désavouer, et cependant l'entreprise aux mains d'une organisation étrangère appelle un sérieux contrôle; rappelons-nous ce qui se passa à Madagascar où des missions analogues créèrent aux débuts de notre établissement nombre de difficultés.

En résumé, il semble que l'on n'a pas toujours su inter-

préter la formule de Waldeck-Rousseau en faisant évoluer l'indigène dans sa civilisation suivant la mesure compatible avec son statut religieux et ses diverses possibilités. N'avons-nous pas précipité cette évolution au risque de la compromettre en la faussant. Des réformateurs préconisent hardiment le développement de l'indigène par l'étude des sciences positives, la plus utile réforme devant être, selon eux, la diffusion de l'esprit scientifique, la science des sciences, disent-ils, qui permettra aux musulmans de rattacher leur passé au présent! La tâche sera délicate et son efficacité paraît contestable; le meilleur procédé ne serait-il pas de mettre la masse en voie progressive d'évolution, en la guidant simplement et prudemment? Quand nos extrémistes se réjouissent que les indigènes marchent derrière le drapeau rouge comme dans les grèves d'Oran, ils font, évidemment, preuve de logique puisque entrepreneurs de démolition sociale, ils cherchent des collaborateurs pour leur œuvre détestable; mais combien grande est leur ignorance! Nous sommes loin du jour ou l'Islam aura perdu son empire; en tout cas, le sentiment de xénophobie qui est encore au fond de l'âme indigène n'en continuerait pas moins de vivre, au lendemain de la désaffection de l'idée religieuse; est-il désirable que ce détachement se produise? On en peut douter, car de deux choses l'une, ou nous aurons des déclassés prêts aux pires besognes, ou nous conserverons des disciples d'une religion que nous devons surveiller, mais qui, à l'exemple de toutes les religions, est une grande école de morale et sur laquelle pourront avoir prise nos traditions françaises d'équité et de tolérance.

*
* *

Dans la situation que nous venons d'exposer, on a pu voir que l'Algérie offre des conditions qui sont à peu près sans exemple dans l'histoire coloniale: aussi bien notre possession n'est, exclusivement, ni une colonie de peuplement comme le Canada, ni une colonie d'exploitation économique et de simple domination comme l'Inde anglaise. La tâche est donc délicate d'y faire vivre en harmonieuse collaboration les deux grands groupements de populations européenne et musulmane, en tenant compte de leurs mentalités et de leurs intérêts. En remontant dans le passé, on croit apercevoir que la Métropole, lorsqu'elle inaugura la politique d'assimilation, pensait assurer

l'avenir et rattacher plus étroitement sa colonie à la France. Ceux qui ont combattu cette politique, en 1891 (1), redoutaient les réactions qu'elle devait engendrer, et ils avaient adopté comme formule : « ni assimilation, ni autonomie, » pour indiquer que c'était par un régime de libertés locales fortement entouré de garanties que la Métropole pourrait, peu à peu, conduire l'Algérie à prendre ses destinées en mains, sous l'égide tutélaire de la France.

Les illusions des uns, les ambitions des autres n'ont pas permis à cette prudente méthode de se développer et aujourd'hui, après le bouleversement de la guerre, on sent que l'importance de l'Algérie pour la France n'a fait que grandir. Aussi nous appartient-il d'éviter dans notre grande colonie les heurts, les imprudences en concédant à nos compatriotes algériens la part d'autonomie conforme à la situation géographique du pays. Accordons-leur les libertés administratives, financières, indispensables, qu'ils réclament : c'est une question de temps, au reste, pour qu'ils les obtiennent ; ils repoussent à cet égard toute centralisation exagérée de la Métropole, c'est ainsi que logiquement ils s'opposent à un ministère de l'Algérie et de l'Afrique du Nord ou bien à un rattachement à celui des Colonies.

On n'a pas toujours en France le sens des réalités ; écoutons nos colons algériens, ils le possèdent au plus haut degré. A cet égard, débarrassons-nous de cette idéologie qui nous fait tant de torts; elle n'a pas été sans influencer la naissance de la loi de 1919, mauvaise fée que nous avons introduite au chevet de la colonie, plus démagogique que libérale, elle risque de livrer la population indigène à l'avide tyrannie de quelques aventuriers politiques qui nous prépareraient, si nous n'avisions, un très sombre avenir

En politique indigène, il y a une belle formule, celle du général Laperrine, vieil Africain ; pourquoi ne pas nous y tenir : « Ni humilier, ni exploiter l'indigène ; se le concilier, en le faisant entrer comme collaborateur sincère dans une France prolongée à la grandeur de laquelle il participera. »

A nous, par une propagande judicieuse, de mettre en lumière l'œuvre de la France, celle-ci ayant donné, à un titre et sous des modalités dissemblables en Algérie et dans les pro-

(1) Jules Cambon, *loc. cit.*

tectorats voisins, ce que ces pays n'avaient jamais connu, un gouvernement qui tient compte de l'intérêt des populations et qui veut les servir. En effet, on ne saurait assez le répéter, les dominations qui se sont établies au cours des siècles dans l'Afrique du Nord, que ce soit Carthage, Rome ou Byzance, n'avaient en vue qu'une assez âpre exploitation. Quant à l'invasion musulmane, avouons, au risque de contrister des sympathies, qu'après s'être bornée à créer l'unité religieuse entre des empires d'ailleurs éphémères, elle offre dans les chroniques des États barbaresques, de Fez à Tunis, une lamentable série de violences monotones dans leurs horreurs mêmes.

C'est ainsi que nous avons trouvé l'Algérie au sortir du régime turc qui la pressurait plus qu'il ne l'administrait.

Assurément, disent nos compatriotes de là-bas, il n'y a que des avantages à ce que nous donnions libre cours à notre libéralisme, mais à la condition, ajoutent-ils, de nous souvenir du « memento regere » indispensable au succès d'une entreprise coloniale (1). Ceux d'entre nous qui, dans la Métropole, connaissent l'âme indigène, savent, en effet, que les réactions les plus dures succèdent parfois à des apparences doucereuses et trompeuses. Et quand nous voyons l'action communiste révolutionnaire chercher à entamer notre Algérie qui, par certains côtés, doit être comme une France prolongée, il serait vraiment douloureux que, sous prétexte de libéralisme, on favorisât une campagne procédant des plus dangereux extrémistes métropolitains.

Nos Algériens désirent, à ce point de vue, que nous ne négligions aucune occasion de démontrer que l'Algérie, tout en faisant partie du monde musulman, est une terre française et que, quels que soient les droits que nous reconnaissons à nos indigènes, nous ne devons pas hésiter à traiter comme coupables de complot contre la sûreté de l'État ceux qui ébranleraient la fidélité de leurs coreligionnaires envers la France. C'est la sagesse même.

Mais voici que d'heureux symptômes se manifestent; on a pu lire les déclarations du ministre des Colonies, au retour d'un voyage en Afrique occidentale, où il avait jugé, par lui-même, les choses indigènes et compris les erreurs d'une assimilation

(1) *Philosophie d'un désastre colonial, à propos de la politique espagnole au Rif*, par un Africain. *La Renaissance*, Paris 1er octobre 1921.

prématurée. Bien que l'Algérie ne relève pas de ses services, il faut être reconnaissant à ce ministre, désormais averti, de s'élever contre le danger d'accorder des droits politiques à des gens dont il importe, avant tout, d'améliorer la situation matérielle. Ces déclarations ont déjà eu une large répercussion en Algérie et dans les protectorats voisins, où nous devons éviter la caricature d'une démocratie qui compromettrait le sort de nos établissements.

L'Algérie va recevoir le Président de la République; nos compatriotes qui, au lendemain de la loi de 1919, avaient conçu quelque découragement, seront animés du plus joyeux courage, car ce voyage est une marque éclatante d'intérêt; ils y trouveront également la preuve de la fidélité de leurs amis de la Métropole.

Enfin, le Parlement a voté une loi autorisant l'Algérie à contracter un emprunt de seize cents millions qui permettra d'importants travaux et favorisera le magnifique essor de la colonie; tout est donc en voie de se remettre sous l'égide d'un nouveau Gouverneur qui, en raison des hautes fonctions qu'il a remplies précédemment, pourra défendre, avec autorité, les intérêts algériens. Il en sera de même pour la politique indigène; les observations que ce Gouverneur sera amené à faire, chaque jour, sur ce terrain très délicat, le mettront en mesure, croyons-nous, de rassurer la population européenne, tout en l'associant aux aspirations musulmanes dans ce que celles-ci ont de conforme avec la prospérité et la sécurité de notre établissement.

H. DE LA MARTINIÈRE.

D'INGRES AUX CUBISTES

Le Musée de Strasbourg est très pauvre en ouvrages français. L'Allemagne, qui les collectionne avec soin pour son compte, semblait les redouter en Alsace. Sans doute la cathédrale et le palais de Rohan, le tombeau de Maurice de Saxe et la statue de Kléber, suffisaient à donner, en dépit des Allemands, une magnifique leçon de français. Mais c'est une leçon d'autrefois, et il s'agit maintenant, après cinquante ans de séparation, de reprendre la vie commune et de mettre l'Alsace « à la page. » Ce n'est pas tout. On souhaite d'attirer à Strasbourg l'ancienne clientèle des universités allemandes. Quel ne serait pas le rôle d'une École des Beaux-Arts ouverte à ces jeunes nations qui viennent de secouer les chaînes du germanisme ! On me contait à Prague, il y a quelques semaines, que l'Académie de cette ville, organisant l'été dernier un voyage d'études, faute de pouvoir faire les frais d'un séjour à Paris, avait dû se contenter d'une tournée à Berlin et Munich. Peut-être qu'on eût volontiers poussé jusqu'à Strasbourg, si Strasbourg avait eu de quoi attirer de jeunes peintres : Strasbourg leur aurait épargné la moitié du chemin.

C'est à quoi ont pensé quelques personnes de bonne volonté, qui méditent de combler les lacunes du musée. Chacun tient à faire, dans sa sphère, quelque chose pour l'Alsace. Une donatrice généreuse a déjà fait présent d'une collection magnifique d'ouvrages de la Chine. Enfin, pour accélérer les choses, en intéressant à cette œuvre les sympathies du public, on a eu l'idée de former une exposition, dont les bénéfices serviront de premier fonds d'achat à la caisse du musée. Deux peintres, d'âge et de talent bien divers, mais d'une égale intelligence, M. Jacques-Émile Blanche et M. André Lhôte, en ont pris l'ini-

tiative. Avec quelques-uns de leurs amis, ils ont présidé à un choix de tableaux du XIXe siècle, choix qui s'étend jusqu'à nos jours, — les limites adoptées vont en somme de 1820 à 1920, — et qui peut passer pour un modèle du musée de peinture française, du nouveau « Luxembourg » qu'il serait souhaitable de voir réaliser à Strasbourg.

Je ne puis songer à décrire une exposition que chacun a déjà vue ou ne manquera pas d'aller voir. C'est une « Centennale » en petit, un siècle de peinture résumé à grands traits, en quelques œuvres significatives. L'ensemble comprend moins de deux cents numéros, environ quatre-vingts artistes, pas davantage, mais ces deux cents toiles, la plupart rares ou peu connues, montrent le talent des différents maîtres sous le jour le plus piquant et le plus imprévu. On ne saurait trouver une plus belle occasion de voir, en quelques moments, autant de chefs-d'œuvre des grands maîtres du dernier siècle, d'Eugène Delacroix à Courbet, de Millet à Gustave Moreau et de Manet à Cézanne, sans compter des tableaux charmants d'auteurs peut-être un peu démodés, mais qui tiennent toujours leur rang, tels que Cabanel ou Baudry, Ricard ou Carolus-Duran, pour ne parler ici que des morts.

Mais il est clair que cette revue n'est pas le vrai intérêt de cette exposition. Si le public trouve son plaisir dans la partie rétrospective, l'objet des organisateurs est certainement de nous amener à la partie contemporaine. Leur programme n'a pas été de nous divertir et de nous faire admirer une fois de plus des talents consacrés ; ce n'était même pas de nous offrir le tableau, déjà souvent offert, de l'évolution de l'art au dernier siècle. Tout le sens de leur entreprise est dans la conclusion. Ils profitent du cortège des maîtres pour accrocher à ce convoi leur bateau, le dernier bateau. *De Delacroix au néo-impressionnisme*, tel est le titre d'un opuscule de M. Paul Signac, paru voilà une vingtaine d'années. En tête du catalogue de la présente exposition, se trouve une préface de M. André Lhôte, intitulée : *D'Ingres au cubisme*.

Voici donc une petite conférence de Gênes, où l'extrême avant-garde des peintres se présente à nous sur le pied d'égalité avec les maîtres, et nous convie à reconnaître ses titres de légitimité, à peu près comme les députés des Soviets à côté des anciens gouvernements bourgeois. On a même prétendu nous

mettre sous les yeux les pièces du procès. On a été jusqu'à suspendre dans la salle des « fauves, » comme des portraits d'ancêtres, un tableau célèbre, et d'ailleurs un peu creux, de Daumier, et deux toiles admirables et mystérieuses d'Odilon Redon. On a été plus loin. Dans un esprit de rapprochement curieusement didactique, on n'a pas hésité à faire voisiner Corot et le douanier Rousseau.

Le douanier Rousseau (Henri) était, comme vous le savez, un de ces inoffensifs maniaques qui sont la proie d'un don redoutable des dieux, et qui font de la peinture, par une nécessité fatale et mécanique, comme d'autres petits bourgeois, concierges ou gardes-barrières, font de la tapisserie ou tournent des ronds de serviette; il faisait dans ma jeunesse la gaîté du Salon des Indépendants, où on le voyait sur une échelle, la veille du vernissage, avec sa barbe et ses pantoufles, ajouter la touche décisive à ses paysages ou à ses portraits absurdes et cocasses. Au vrai, il avait le génie d'un barbouilleur d'enseignes, dont il possédait, en effet, le goût pour les notions simples et pour les formes absolues, et il était né pour suspendre à la potence de fer des auberges de village l'image reluisante, invariable et catégorique de *l'Homme sauvage* ou du *Cheval blanc*. Son portrait, — assuré, dit-on, pour deux cent mille francs, — est un chef-d'œuvre dans le genre de ces frégates de liège que des capitaines au long cours construisent patiemment par le goulot d'une bouteille, pour enfermer dans ce tube de verre les souvenirs de leurs voyages : on y voit un navire avec tous ses agrès un pont avec ses réverbères, et la tour Eiffel, mais plus petite que le personnage principal, qui la domine de toute sa taille, tandis que sa tête suffoquée, encadrée de favoris noirs, se détache en plein ciel, avec un impérieux instinct de la symétrie, entre un soleil couchant et un ballon captif.

Or, il y a chez M. Jacques Blanche un étonnant tableau de la jeunesse de Corot, un de ces *pensums* comme il arrive à tous les débutants d'en faire pour contenter le caprice d'un amateur. En 1833, un M. Henry, fabricant d'étoffes d'ameublement, établi à Soissons dans le faubourg de Reims, invita Corot à venir peindre le portrait de son usine. On n'imagine guère de donnée plus ingrate et de tableau plus extraordinaire. Le peintre s'en est tiré, comme toujours, à force de candeur et de simplicité. On dirait l'œuvre d'un enfant, mais c'était déjà le Corot d'Italie, c'était le poète qui avait reçu en partage le don divin-

et qui a toujours su mêler l'expérience la plus consommée à la plus aimable pureté de cœur. Comment il a trouvé moyen de donner à un sujet si pauvre une apparence monumentale, de composer ses masses d'une manière pittoresque, de faire circuler à travers toute la toile l'atmosphère la plus fine et la gamme de valeurs la plus enchanteresse, comment le magicien transforme toutes choses, et fait de ce motif médiocre un poème à la fois solide et délicat, le poème diaphane de la blonde lumière de France, c'est ce qu'il serait impossible de dire en quelques mots.

Mais ce qu'il resterait à prouver, c'est le rapport qui existe entre cette page inouïe et le *Portrait du douanier Rousseau.* Il ne suffit nullement, pour établir une filiation, d'un rapprochement arbitraire entre deux morceaux exceptionnels; il faudrait démontrer que l'auteur du second a connu le premier et s'en est inspiré, ce qu'on ne fera croire à personne, le pauvre douanier étant le type de l'ignorant et du *primaire*. Quant à une parenté morale, où la reconnaître entre ces deux hommes, dont l'un est Ariel, et l'autre un ouvrier de l'espèce de la fourmi?

La récente promotion des ouvrages du gabelou à la dignité de chefs-d'œuvre (je viens même de voir en Allemagne un gros ivre dont il est le héros) est au moins le signe que c'en est fait de l'impressionnisme; c'est aussi bien l'enseignement qu'on tirerait des exemples de Cézanne et de Gauguin, qui du moins sont des peintres, et parfois de grands peintres. Ces affirmations enfantines, ces découpures sur zinc où toute chose, personnage ou brin d'herbe, semble exister à l'état de vérité première, comme dans un dessin d'écolier de sept ans, où les nuages ont la consistance et la forme d'un caillou, forment un vif contraste avec la langue souple et elliptique dont se servaient les peintres de la fin du dernier siècle. En fait, ce curieux renversement des idées était un nouvel épisode de la vieille querelle de la couleur et du dessin. Depuis cinquante ans, les coloristes, partant des découvertes chromatiques de Delacroix, avaient poussé jusqu'aux dernières conséquences possibles les déductions du principe de la division du ton; après quoi, il ne restait plus qu'à revenir en arrière et qu'à rendre à la forme l'importance que l'impressionnisme lui avait retirée. Et c'est ainsi que les cubistes, puisque tel est le nom qu'on leur a imposé à tort ou à raison, furent conduits à unir le culte d'Henri Rousseau et le culte de M. Ingres.

J'ai peur de ne pas très bien entendre M. André Lhôte, quand il parle du « sur-réalisme » de la jeune école, et quand il le déduit du « réalisme-déformateur » du peintre de *l'Odalisque*. Ce n'est pas parce que cette dernière a « deux vertèbres de trop » (est-ce bien sûr?) que le vieux maître de Montauban nous paraît admirable; c'est parce qu'il a eu plus vivement que personne le sentiment de la beauté; c'est parce qu'aucun peintre n'a connu comme lui le pouvoir d'une ligne, et que nul n'a rendu les choses du monde plastique dans une forme plus rigoureuse et plus particulière. Il suffit de jeter les yeux sur le portrait de *Mme Gonse:* essayez de reproduire le geste, en apparence si naturel, des doigts de la main gauche, qui soutiennent cette tête charmante; essayez, je ne dis pas de copier ce dessin à la fois mystérieux et précis, volontaire et insaisissable, mais d'imiter le mouvement et de vous figurer la position de cette main, et vous comprendrez peut-être ce qu'un maître comme Ingres met de génie dans l'observation, et ce qu'il entre de personnel dans la plus simple de ses expressions. Que nous donnent, auprès de ces merveilleux poèmes sensuels, nos jeunes « sur-réalistes » ou « impressionnistes-plastiques, » comme il leur plaît de s'appeler? Laissons les théories et les systèmes à part, et ne considérons que les œuvres qu'on nous présente : c'est une insignifiance qui ne se sauve du commun que par la bizarrerie, des pochades en style d'affiche, au fond desquelles se hérissent d'inexplicables peignes, ou roulent des « volumes » d'une mollesse dégoûtante, des figures à accroche-cœurs, qu'on nous rend incompréhensibles par des syncopes et des brisures, et qui ne cessent d'être en tôle que pour prendre l'apparence du carton.

Il est vrai que les styles meurent et que les formes changent. L'art est obligé quelquefois de renouveler son instrument. C'est ce qui s'est passé sous nos yeux dans la poésie. Les poètes essayèrent quelque temps du vers libre, et puis ils en revinrent à l'ancienne prosodie, délivrée çà et là de certaines contraintes, et soumise seulement à un rythme secret et délicat. On devine qu'un travail semblable s'accomplit depuis quinze ans dans les ateliers. Il serait inintelligent de le décourager. C'est l'honneur de l'école française, que l'impossibilité où elle est de s'endormir et de se reposer jamais; c'est ce qui en rend l'étude si passionnante, et ce qui, aujourd'hui encore,

excite la sympathie de toute la jeunesse d'Europe. Je reconnais sans peine les « limites » de l'impressionnisme. Avec tout cela, peut-on dire que la nouvelle école ait encore rien fait de comparable à la double rangée de tableaux, romantiques ou impressionnistes, aux Ingres et aux Delacroix, aux Corot et aux Chassériau, aux Manet, aux Monet et aux Fantin-Latour, qui se font vis-à-vis dans la salle principale de l'exposition? Qu'a-t-elle à nous montrer d'égal à ces chefs-d'œuvre? Où sont ces talents nouveaux et ces valeurs nouvelles, qui se lèvent pour remplacer leurs maîtres et leurs aînés?

Je ne doute point des intentions classiques de la jeunesse. Mais les mots sont des mots, et il n'y a que les œuvres qui comptent. Puisque l'exposition dont je parle est donnée au profit du Musée de Strasbourg, je crois que nos jeunes camarades pourraient réfléchir utilement sur ce sujet : lequel de leurs ouvrages serait digne de figurer dans ce musée auprès d'une merveille comme l'*Algérienne* de Corot ou le *Portrait de Mme Gonse*, ou à côté de *l'Éducation de la Vierge*, une perle ignorée d'Eugène Delacroix? Y en a-t-il qui vaille le *Musicien* de Degas, ou le divin paysage de la collection Comiot, ce penchant de colline ruisselant de soleil et de fleur, où Renoir a mis toute la joie d'un Paradis d'Angelico? Des dix ou quinze tableaux qui composent la salle des « fauves, » combien feraient honneur à la France? Il faut bien y songer, dans ce Strasbourg où le jeune Gœthe, amoureux d'une Française, prit la première idée d'une politesse supérieure et d'une culture parfaite. Où il n'y a pas la grâce, on ne reconnaît pas la France.

Louis Gillet.

REVUE LITTÉRAIRE

AUTOUR DE « BOUVARD ET PÉCUCHET » (1)

Voici un gros livre, — trois cents pages in-quarto, — consacré au roman posthume de Flaubert, à son roman certes imparfait, bizarre, un peu absurde, et si beau. Encore l'auteur de ce gros livre ne croit-il pas avoir, comme on dit, épuisé le sujet. Pas du tout! Il a seulement réuni quelques études relatives au « réalisme » de *Bouvard et Pécuchet*, relatives aux « sources » de plusieurs chapitres, mnémotechnie, ou gymnastique, ou géologie, relatives au second tome que Flaubert n'a pas eu le temps d'écrire. Flaubert, avant de composer son roman, n'avait-il pas lu quinze cents volumes de toute sorte? L'analyse des sources ne serait complète que si le commentateur lisait à son tour ces quinze cents volumes. Il faudrait, en somme, refaire tout le travail de Flaubert, afin de voir comment il l'a fait. M. René Descharmes s'est judicieusement borné à l'examen de quelques problèmes.

Un si gros livre, et incomplet! J'avoue que j'aime beaucoup ces gros livres ; mais je crois que j'ai tort, et je l'avoue, de les tant aimer. Au bout du compte, un romancier qui donne son œuvre la considère comme suffisante à elle-même; il croit qu'elle existe, qu'elle est vivante et intelligible. Ne l'est-elle pas? Le commentaire dont vous avez jugé qu'elle a besoin signale son infirmité.

Il convient pourtant de noter la différence qu'il y a entre la littérature ancienne et la nouvelle. La littérature a été plus « objective » qu'elle ne l'est devenue; elle est devenue extrêmement « subjective ». Une tragédie de Corneille ou de Racine, une comédie de Molière,

(1) *Autour de Bouvard et Pécuchet*, « études documentaires et critiques, » par René Descharmes (Librairie de France). Cf. *Gustave Flaubert*, discours, par Paul Bourget (librairie Champion).

se passent de toutes anecdotes explicatives et garderaient leur clarté, leur signification, leur valeur, si même nous n'avions aucun renseignement sur la personne de Corneille, ou de Racine, ou de Molière. De telles œuvres sont bien détachées, bien séparées de l'auteur. Mais Lamartine a lui-même écrit le commentaire de ses *Méditations*, disant comme il était mélancolique ce jour-là, et pourquoi et quelle bien-aimée occupait alors sa rêverie. Or, il est vrai que je compare des pièces de théâtre et des poèmes lyriques : le poète lyrique chante sa peine ou sa gaieté, sa gaieté rare et dont il est moins fier que de sa peine, tandis que le dramaturge crée des personnages et les substitue à lui. Néanmoins, le romantisme a rendu la littérature, et dramatique aussi, beaucoup plus personnelle, — et « lyrique, » disait Brunetière, — beaucoup plus analogue à une confession de l'auteur : si la confession n'y est pas tout au long, du moins y devinez-vous une allusion perpétuelle à maints petits faits et à l'émoi qu'ils ont causé dans la pensée de l'auteur. Enfin notre littérature est de plus en plus sentimentale. Ainsi, elle se prête à une glose qu'elle aurait autrefois refusée.

Mais Flaubert ne le voulait pas. Ce fut sa prétention, sa volonté, de n'être pas sentimental, de ne paraître pas dans son œuvre, de n'y paraître pas et voire de n'y être pas. Sa doctrine de l'impassibilité, bien entendue, le ramène à l'usage ancien.

Les œuvres du XVIIe siècle, qui se passent d'un commentaire, je les comparerais aux temples de l'antiquité grecque : ils tiennent tout seuls. Les œuvres qui dérivent du romantisme ressemblent davantage aux monuments gothiques : les commentaires indispensables sont, en quelque sorte, les arcs-boutants qui leur servent d'appui. Encore faut-il que lesdits arcs-boutants ne soient ni démesurés ni en nombre tel que se perde l'architecture principale dans leur exubérante prodigalité. L'on aimerait leur discrète élégance et leur style un peu analogue à celui de la nef et du chœur, s'il se pouvait.

Le commentaire de M. René Descharmes a d'autres qualités que celles-là. Il est trop abondant, prolixe, encombré ; il n'est pas rédigé avec tout le soin désirable. Je l'ai pourtant lu très volontiers. Les recherches qu'il résume, et qu'il aurait dû résumer plus brièvement, donnent des résultats attrayants. Ces gros livres contiennent, dans leur fatras, de jolies choses. De longues pages sont reposantes : l'on sait où va le commentateur ; il l'a dit et il le répète, il ajoute une preuve à celles qu'il a déjà présentées. Puis une trouvaille imprévue vous amuse. Et puis vous relisez *Bouvard et Pécuchet*.

L'étrange roman!... Vous le comprenez mieux qu'avant d'avoir lu le gros livre de M. René Descharmes.

Par exemple, Bouvard et Pécuchet, se mettant à l'histoire, utilisent la Mnémotechnie de Dumouchel, un in-12 cartonné, qui porte cette épigraphe: *Instruire en amusant*. Ne cherchez pas à la bibliothèque une Mnémotechnie de Dumouchel, qui est un personnage que Flaubert a inventé. Mais, dit Flaubert, la Mnémotechnie de Dumouchel « combinait les trois systèmes d'Allévy, de Pâris et de Fenaigle. » Qu'est-ce que ces gens? Flaubert raconte qu'Allévy transformait les chiffres en figures : 1 signifie une tour; 2, un oiseau; 3, un chameau, etc. Le deuxième, Pâris, organisait de malins rébus : un fauteuil garni de clous à vis évoquait le nom du roi Clovis, etc. Quant à Fenaigle, eh! bien, Fenaigle « divise l'univers en maisons, qui contiennent des chambres, ayant chacune quatre parois à neuf panneaux, chaque panneau portant un emblème. » Ce n'est pas la clarté même. Lisez donc M. Descharmes : il consacre tout un chapitre à ces trois serviteurs de Mnémosyne, pour qui la muse a manqué de gratitude, car ils sont oubliés.

Plus exactement, on connaissait Pâris et Allévy ; les savants les connaissaient un peu. Mais, Fenaigle, non. Et l'on était à se demander si Flaubert n'avait pas inventé l'homme qui « divisait l'univers en maisons. » Pas du tout! Grégoire de Feinaigle, — à qui Flaubert a ôté son premier *i* par mégarde, — eut son temps de célébrité. M. Descharmes expose le système de Feinaigle, un drôle de système! et il montre le gaillard, aussi drôle que le système.

Le gaillard était Bavarois ; et il avait chapardé le système à Johann Christof Friedrich von Arétin, conservateur de la bibliothèque de Munich. Premièrement, il partit pour Strasbourg et la Société des sciences et arts lui décerna de grands éloges. Il obtint des certificats à Nancy et se mit en voyage. On le vit à Besançon, Dôle, Épinal, Dijon. Il avait soin de ne rester longtemps nulle part : dès qu'il avait donné de la mémoire à ses élèves, il se sauvait devant qu'ils ne l'eussent perdue. L'un de ses élèves, nommé Guivard, lui parut si heureusement doué qu'il l'adopta comme disciple et collaborateur. En 1806, tous deux arrivent à Paris. D'abord, on ne leur prête aucune attention. Tous deux mangent de la vache enragée. Mais, par chance, Feinaigle rencontre M. Blanc, professeur émérite et « créateur de l'okygraphie, méthode couronnée par le jury de l'Instruction publique. » M. Blanc s'éprit de « mnémonique. » Cet ancien professeur était alors sous-chef à la préfecture. Il parla de la science qui l'avait

émerveillé, dont le bruit vint aux oreilles du préfet, le conseiller d'État Frochot. Lequel ordonna qu'on fît une expérience. Neuf petits garçons de l'école primaire furent amenés et, de dix heures du matin jusqu'à la fin de l'après-midi, pendant deux jours, serinés par Feinaigle et Guivard. On leur apprit l'arithmétique, les capitales de l'Europe, les départements de l'Empire français, la chronologie des rois de France depuis Pharamond, les empereurs romains, le code civil et la botanique. Les bambins, après cela, semblèrent « consommés dans la pratique de ces connaissances diverses. » Agé de dix ans, le petit Chevrier vous déduisait tout le système de M. de Jussieu, les acotylédones, les monocotylédones, les dicotylédones; et chacun de ces groupes se divise en quinze classes, les classes en plusieurs familles et la huitième classe en dix-huit familles. Le petit Chevrier n'embrouillait pas les orobranchoïdes, les rhinautoïdes, les acantoïdes, les polemonacées, les apocinées, les hylospermes : il « prononçait avec la plus grande facilité ces termes nouveaux pour lui et entièrement étrangers pour la plupart des spectateurs. » C'est dommage de ne pas savoir ce que devint le petit Chevrier, ce qu'il fit de tous ces mots-là quand il eut de la barbe au menton.

Voilà Feinaigle consacré. Avec Guivard, à frais communs, il ouvrit un cours ; les élèves affluèrent. Dieulafoi et Gersin, vaudevillistes à la mode, mirent au théâtre la mnémonique et, sous le nom de Fin-Merle, Feinaigle fut raillé dans les couplets. C'était la gloire. Seulement, Guivard et lui se chamaillèrent. Comme Feinaigle, à Munich, avait chapardé la méthode von Arétin, Guivard eut, à Paris, le désir de confisquer la méthode Feinaigle, ci-devant von Arétin. Feinaigle se disait « seul professeur de mnémonique »; et, là-dessus, Guivard se fâchait. L'on plaida. Feinaigle écrivit aux journaux que Guivard ne savait rien. Guivard répondit. La meilleure idée de Guivard fut de s'établir à son compte et d'ouvrir un cours, rue Jacob, à meilleur marché que Feinaigle : de sorte qu'il eut vite séduit toute la clientèle. Ensuite les gens s'aperçurent que, si peut-être Guivard était aussi fort que Feinaigle, celui-ci n'était pas fort. Feinaigle inondait Paris de prospectus et de boniments, inutilement. Il dut s'en aller. On apprit, en 1820, qu'il venait de mourir à Londres : ses élèves avaient alors oublié depuis longtemps ses charlataneries, ses leçons et lui; car la mnémonique ou mnémotechnie est une grande vanité, qui engage le combat contre la loi ou la coutume invétérée de nos esprits et de nos cœurs, l'oubli.

Voilà Feinaigle et son histoire. M. Descharmes accorde à ce

bonhomme et à ses calembredaines un plaisant chapitre. Et, si vous dites que ce Feinaigle ne vous importe guère, Bouvard et Pécuchet vous l'ont pourtant recommandé, Bouvard et Pécuchet dont il est dignement le maître et le camarade.

En outre, M. Descharmes fait, à propos de Feinaigle, une intéressante remarque. C'est que Flaubert n'a tiré, de ce Feinaigle, qu'un très petit nombre de lignes : tandis que l'aventure de Feinaigle et de Guivard lui pouvait donner bien davantage. M. Descharmes fait la même remarque au sujet d'Amoros, à qui Flaubert emprunte les éléments principaux du chapitre où son Bouvard et son Pécuchet s'éprennent de la gymnastique. Don Francisco Amoros, marquis de Sotelo, régidor de San-Lucar, ensuite l'auteur du *Gymnase normal*, est un personnage extraordinaire ; et de sa vie, de son *Manuel*, de son *Atlas*, Flaubert pouvait tirer des merveilles de drôlerie. Au lieu de quoi, Flaubert se contente de quelques traits, qu'il a discrètement choisis parmi les moins grotesques. Bouvard et Pécuchet, disciples de Feinaigle et d'Amoros, allaient facilement à une absurdité bien réjouissante. M. Descharmes vous avertit de constater ici l'intention de Flaubert, qui n'est donc pas que son roman tourne à la bouffonnerie. Songez-y, afin de ne pas interpréter à contre-sens le roman de *Bouvard et Pécuchet*.

Flaubert a très attentivement préservé la vraisemblance et la vérité de son Bouvard et de son Pécuchet. Il lui appartenait de les rendre beaucoup plus extravagants l'un et l'autre, suivant Amoros et Feinaigle. En somme, il ne s'est pas acharné contre eux ; et plutôt il les a ménagés.

Flaubert, qui préserve la vraisemblance et la vérité de ses bonshommes, compose-t-il un roman réaliste ? C'est une question qu'examine M. Descharmes ; et voici comment il la traite, d'une manière qu'il emprunte à l'auteur d'un essai sur *Madame Bovary*, M. Ernest Bovet, d'une manière assez ingénieuse. M. Bovet néglige « le fait divers Delamarre » et ne s'occupe aucunement de savoir si Flaubert a copié ce fait divers ou l'a modifié ; il se demande si le récit de Flaubert est agencé selon la vraisemblance et la vérité probable, si la chronologie de l'aventure se déroule bien, si l'espace des mois, des jours et des heures est observé avec justesse. Il répond, oui ; car il a trouvé que chaque détail était à sa place. M. Descharmes soumet à la même épreuve le roman de *Bouvard et Pécuchet* ; la conclusion ? différente.

Le 20 janvier 1839, Bouvard reçoit de Me Tardivel, notaire, la lettre

qui annonce le bel héritage. Pécuchet n'aura point sa retraite avant deux ans. Les deux amis partent pour Chavignolles le dimanche 20 mars 1841. Viennent « les mauvais jours, la neige, les grands froids : » automne 1841 et l'hiver 1841-1842. « Au mois de novembre, ils brassèrent du cidre : » novembre 1842. « L'année suivante, ils firent des semailles très dru : » 1843. M. Descharmes note précisément les indications de temps que Flaubert a données; il évalue les délais qu'il faut pour que les diverses opérations horticoles ou agricoles aboutissent à un résultat. Les expériences d'agronomie, d'arboriculture et de distillation, toutes manquées, n'ont guère duré moins de sept ans, qui mènent les deux amis à l'âge de cinquante-sept ans et nous mènent au mois de janvier 1848. Trois mois de chimie ; et Flaubert dit alors que Pécuchet a cinquante-deux ans. Flaubert ne croit donc pas avoir encore dépassé l'année 1843 : il l'a pourtant dépassée.

Après la chimie, Bouvard et Pécuchet travaillent la médecine, la géologie, l'archéologie. Quand ils abandonnent l'archéologie pour l'histoire, M. Descharmes, fort de ses calculs, nous avertit que l'année 1851 vient de finir. Et Flaubert : « Ils recoururent à M. Thiers. C'était pendant l'été de 1845, dans le jardin, sous la tonnelle. » L'écart est de plus de six ans.

Venons à la politique ; elle occupe le sixième chapitre du roman. Et Flaubert : « Dans la matinée du 25 février 1848, on apprit à Chavignolles, par un individu venant de Falaise, que Paris était couvert de barricades... » M. Descharmes nous démontre que nous sommes, au plus tôt, en 1854. M. de Faverges apprend aux amis l'expédition de Rome : c'est en 1849. La même année, M. de Faverges entre à l'Assemblée législative : en effet, les élections se firent au mois de mai 1849 ; seulement, « nous devrions être au moins en 1859-1860, » dit M. Descharmes. Dépêchons-nous : Flaubert conduit ses deux bonshommes jusqu'en 1869 ; M. Descharmes prouve que leur aventure ne peut avoir duré moins de trente-huit ans. Le roman finirait en 1877 à peu près ; et les deux amis auraient, quand ils se remettent à copier, quatre-vingt-cinq ans. Flaubert ne s'en est pas aperçu.

Dira-t-on que *Bouvard et Pécuchet*, roman que Flaubert n'a point achevé, ne doit pas être jugé comme un ouvrage auquel l'auteur a donné la dernière main ? Sans doute ! Et Flaubert, qui avait le goût de la perfection, l'eût corrigé, son roman, plus d'une fois avant de le faire imprimer. Sans doute ! Mais allait-il en déranger l'économie ? Je ne le crois pas. Il ne dépendait pas de lui de changer la saison des

chaulages, binages, échardonnages, de modifier le programme de l'année agricole et de refuser à la terre les répits dont elle a besoin. S'il avait resserré en un temps plus court les études scientifiques de ses deux bonshommes, — chimie, médecine, géologie, archéologie et histoire, littérature, politique et puis, après l'intermède amoureux, gymnastique, philosophie, religion, pédagogie, sociologie, — ses deux bonshommes seraient devenus par là plus étonnants, plus improbables, moins réels. Le seul moyen de sauver la chronologie, sans offenser la vraisemblance, aurait donc été de supprimer quelques-unes de ces études scientifiques : et l'on ne voit pas du tout que Flaubert en eût l'intention. Bref, on n'imagine pas qu'une revision de *Bouvard et Pécuchet* pût rendre le roman plus exactement réaliste que Flaubert ne l'a laissé.

Dira-t-on qu'au surplus ces méticuleux calculs de chronologie ne sont que tâtillonnage ? Mais, ailleurs, Flaubert ne les néglige pas. La chronologie de *Madame Bovary* est extrêmement rigoureuse. A mon avis, M. Descharmes a le droit de considérer cet indice comme valable, et de conclure que *Madame Bovary* est un roman plus réaliste que *Bouvard et Pécuchet*, de conclure enfin que le réalisme n'est pas, dans *Bouvard et Pécuchet*, le souci principal de Flaubert.

A vrai dire, on s'en doutait. Je l'avoue. Il suffisait d'avoir lu le roman : le badinage, en bien des endroits, se voit à merveille; et Flaubert s'amuse.

On distingue ordinairement deux Flaubert : un Flaubert lyrique, l'auteur de *Salammbô* et de *la Tentation de Saint Antoine;* un Flaubert réaliste, l'auteur de *Madame Bovary* et de *l'Éducation sentimentale.* Auquel de ces deux Flaubert attribuer *Bouvard et Pécuchet ?* Le lyrique eût très volontiers mené ses deux bonshommes à la bouffonnerie, comme il a procédé en écrivant le *Saint Antoine :* or, nous avons noté qu'il ne le fit pas. Le réaliste aurait eu grand soin de ménager la vraisemblance et la vérité, de compter au juste les années, les mois, les jours et, comme dans *Madame Bovary*, les heures même : or, nous le voyons beaucoup moins vigilant. Le roman de *Bouvard et Pécuchet* serait donc d'une autre sorte? Mais oui ! Alors, qu'est-ce que ce roman d'une troisième sorte et quelle en est la signification ?

Flaubert se moque... Au fait, de qui ou de quoi se moque-t-il? de la science ou des bonshommes qu'il a entichés de science ?

Flaubert se moque-t-il de la science? Étrange façon de s'en moquer, si deux ignorants la ridiculisent ! La science n'y peut rien;

et ce n'est pas la faute de la science, ni son ridicule, si un Bouvard et un Pécuchet l'entendant mal, l'ont tournée en caricature. Elle ne dépend ni d'un Pécuchet ni d'un Bouvard; elle existe sans eux. Une telle critique ou raillerie de la science, présentée ainsi, serait sans portée aucune.

Flaubert se moque-t-il de ses bonhommes? Il s'en moque. Mais, quoi! l'objet du roman n'est-il que de montrer, aux prises avec la science, deux imbéciles? On en rirait un peu de temps; puis on aurait bientôt fini d'en rire. Au surplus, Bouvard et Pécuchet sont-ils exactement des imbéciles? C'est une question qu'a posée, dans le *Mercure de France*, M. René Dumesnil et que reprend M. Descharmes. Des sots! comme dit Faguet, qui attribue à Flaubert « le mauvais désir de trouver ses personnages toujours stupides, même quand ils ont une idée à moitié juste. » Et Barbey d'Aurevilly les appelle « deux imbéciles de base et de sommet. » M. Dumesnil observe que d'abord Flaubert semble détester ses bonhommes, deux types de « médiocrité bourgeoise, » et qu'ensuite, sans leur accorder son amitié, il les traite avec plus de bienveillance, avec une sorte de pitié indulgente. M. Descharmes note ces mots : « Ils s'informaient des découvertes, lisaient les prospectus; et, par cette curiosité, leur intelligence se développa. » Bouvard dit un jour : « La science est faite suivant les données fournies par un coin de l'étendue; peut-être ne convient-elle pas à tout le reste qu'on ignore, qui est beaucoup plus grand et qu'on ne peut découvrir. » Ce n'est pas bête; Flaubert ne dit pas que ce le soit; Flaubert ne se moque pas de Bouvard qui résume ainsi une idée juste. Bouvard et Pécuchet travaillent, tant bien que mal, et, si dépourvus du génie qu'on les voie, du moins sont-ils très supérieurs à la moyenne des gens qui les entourent. On les calomnie, on les houspille de maintes manières : « Alors, une faculté pitoyable se développa dans leur esprit, celle de voir la bêtise et de ne plus la tolérer. Des choses insignifiantes les attristaient; les réclames des journaux, le profil d'un bourgeois, une sotte réflexion entendue par hasard. En songeant à ce qu'on disait dans leur village, et qu'il y avait jusqu'aux antipodes d'autres Coulon, d'autres Marescot, d'autres Foureau, ils sentaient peser sur eux comme la lourdeur de toute la terre. » Sont-ils encore des imbéciles? Mais non. Et le sentiment que leur prête Flaubert, vous l'avez bien reconnu : c'est le sentiment de Flaubert lui-même et, si je ne me trompe, le sentiment d'où provient le roman de *Bouvard et Pécuchet*.

Ni l'amour de la science, ni la curiosité, ni le désintéressement de

Bouvard et de Pécuchet ne sont ridicules ni méprisables. M. Descharmes borne le tort des deux bonshommes à ceci : défaut de méthode. Bouvard et Pécuchet se mêlent de toutes les sciences à l'étourdie et procèdent mal, sans exactitude et sans rigueur.

Je ne crois pas qu'il faille réduire ainsi la signification du roman; je le vois d'une autre manière et je le vois, selon le sens qu'on donne à ces deux mots, réaliste ensemble et lyrique.

Je sais bien que Flaubert ne veut pas qu'on le devine dans son œuvre et qu'il entend n'y paraître pas, n'y être pas. Il est, à mon avis, dans son roman de *Bouvard et Pécuchet*. Je contredis sur ce point M. Descharmes qui, après avoir résumé les événements de la vie de Flaubert à l'époque de ce roman, déclare : « Ni l'intrigue du roman, ni le caractère des deux expéditionnaires, ni celui des personnages secondaires, ni la conception primitive du livre, ni son plan, ni son écriture, ne paraissent avoir été en rapports plus ou moins directs avec les événements extérieurs... Autant qu'on peut, d'après ce qui est, supposer ce qui aurait pu se produire dans des conditions différentes et parmi des circonstances modifiées, il semble que, même si l'existence de Flaubert de 1870 à 1880 n'avait pas été du tout celle que nous connaissons, nous posséderions tout de même *Bouvard et Pécuchet*, tel qu'en effet nous le possédons. Il aurait trouvé le temps, peut-être, de mettre la dernière main à son œuvre ; mais l'idée directrice du roman et ses divers épisodes seraient demeurés vraisemblablement identiques. » Ce n'est pas du tout mon avis.

Flaubert a commencé en 1874 le premier chapitre de son roman; mais il en avait l'idée, il le préparait depuis deux années au moins. Or, il écrit à Mme des Genettes, le 5 octobre 1872 : « Je médite une chose où j'exhalerai ma colère. Oui, je me débarrasserai enfin de ce qui m'étouffe. Je vomirai sur mes contemporains le dégoût qu'ils m'inspirent, dussé-je m'en casser la poitrine ; ce sera large et violent. » Le 28 octobre, il écrit à Ernest Feydeau : « Avant de crever, ou plutôt en attendant ma crevaison, je désire *vuider* le fiel dont je suis plein. Donc je prépare mon vomissement. Il sera copieux et amer, je t'en réponds. » Un autre jour : « Je crois que l'idée [de mon livre] est originale... Comme j'espère cracher là-dedans le fiel qui m'étouffe, c'est-à-dire émettre quelques vérités, j'espère par ce moyen me purger et être ensuite plus olympien, qualité qui me manque absolument. » Un autre jour : « J'avale des pages imprimées et je prends des notes pour un bouquin où je tâcherai de vomir ma bile sur mes contemporains ; mais ce dégueulage me demandera plusieurs années. » Il

écrit, au mois d'avril 1874, à George Sand : « Et vous voulez que je ne remarque pas la sottise humaine et que je me prive du plaisir de la peindre! Mais le comique est la seule consolation de la vertu. Il y a, d'ailleurs, une manière de la prendre qui est haute; c'est ce que je vais essayer de faire dans mes deux bonshommes. » Et il écrit à Edmond de Goncourt, en 1877 : « La bêtise humaine, actuellement, m'écrase si fort que je me fais l'effet d'une mouche ayant sur le dos l'Himalaya. N'importe! Je tâcherai de vomir mon venin dans mon livre. Cet espoir me soulage. » Un tel projet, que voilà rudement défini, sans dissimulation ni modestie, n'est pas celui d'un réaliste véritable ni d'un Flaubert qui se détache de son œuvre et la considère avec impassibilité. Lui-même avoue qu'il n'a point de sérénité, pour le moment, et qu'il n'est pas olympien le moins du monde, s'il le fut jamais et compte l'être encore, une fois son roman fini.

Au temps de *Bouvard et Pécuchet*, depuis la guerre de 1870 jusqu'à sa mort, Flaubert a beaucoup de chagrin, de colère et d'ennui. Ces dix années, dit M. Descharmes, sont « les plus douloureuses, les plus sombres qu'il ait vécues. » On meurt autour de lui : Bouilhet, au mois de juillet 1869; Duplan et Jules de Goncourt, en 1870; Maurice Schlésinger, en 1871 ; et Mme Flaubert, le 25 mars 1872. Il écrit : « Je me suis aperçu, depuis quinze jours, que ma pauvre bonne femme de maman était l'être que j'ai le plus aimé. C'est comme si on m'avait arraché une partie des entrailles. » Quelques semaines plus tard, la fille de son ami Duplan vient de mourir; et il écrit : « Encore une mort! » Quelques mois plus tard, il perd son vieux Théo, comme il l'appelle. Si l'on veut voir comme ces deuils exaspérent sa mélancolie et le pessimisme d'où est né le roman de *Bouvard et Pécuchet*, la mort de Théophile Gautier le fâche d'une façon qu'il écrit à sa nièce : « Il est mort de la charognerie moderne... Il est mort, j'en suis sûr, d'une suffocation trop longue causée par la bêtise moderne. » Les deuils continuent : Feydeau, Louise Colet, George Sand. Puis, en 1875, son neveu Commanville est à la veille de la banqueroute. La bonté même, Flaubert donne l'argent qu'il faut. Il ne sait point gagner sa vie et sera gêné maintenant : « Quel supplice que cette incertitude! C'est si loin de la manière dont j'ai été élevé. Mon pauvre bonhomme de père ne savait pas faire une addition et, jusqu'à sa mort, je n'ai pas vu un papier timbré. Dans quel mépris nous vivions du commerce et des affaires d'argent! et quelle sécurité! quel bien-être! » S'il n'en dit pas davantage, c'est pudeur gentille : la ruine des Commanville a été pour lui une espèce de catastrophe; il a craint

de perdre sa maison de Croisset, faute de quoi il était éperdu ici-bas. Tout cela, dans les années qui ont suivi la guerre et la Commune.

Il suffit qu'on ait lu la correspondance de Flaubert et l'on sait le mal horrible que ces deux événements lui ont fait. Il écrit, le 11 mars 1871 : « J'avais des illusions, et je ne croyais pas voir arriver la fin du monde. Car c'est cela : nous assistons à la fin du monde latin. Adieu, tout ce que nous aimons! Paganisme, christianisme, muflisme, telles sont les trois grandes évolutions de l'humanité. Il est désagréable de se trouver dans la dernière. Ah! nous allons en voir de propres. Le fiel m'étouffe! » Ces derniers mots sont les mêmes qu'il emploie quand il annonce le projet qu'il a d'un roman qui sera *Bouvard et Pécuchet*. Sur la fin de la précédente année, il écrivait à George Sand : « Quel effondrement! quelle chute! quelle misère! quelles abominations! Peut-on croire au progrès et à la civilisation, devant tout ce qui se passe? A quoi donc sert la science, puisque ce peuple, plein de savants, commet des abominations dignes des Huns, et pires que les leurs, car elles sont systématiques, froides, voulues, et n'ont pour excuse ni la passion ni la faim? ... » Ces lignes sont à retenir, où l'on voit que, dans son désespoir, Flaubert nie l'utilité morale, sociale et bienfaisante de la science : les Prussiens la lui ont avilie.

Or, au lendemain de la défaite, plusieurs contemporains de Flaubert et tels de ses amis, Taine par exemple, ont eu, avec une extrême douleur aussi, une espérance de salut : la science. Le positivisme avait magnifiquement flori sous l'Empire; et l'on essaya de compter sur la science pour compenser la défaite et pour régénérer la France. On disait que la Prusse devait sa victoire aux savants. Lui, Flaubert, ne signale que l'ignominie des savants prussiens. Il est plus pessimiste que personne. Il ne compte pas sur la science, où d'autres ont mis leur confiance dernière. Voilà le pessimisme de *Bouvard et Pécuchet*.

Flaubert n'y fait pas la critique de la science pure ou absolue. Je veux dire que Flaubert ne dégage pas la science des conditions réelles dans lesquelles l'humanité la fabrique ou la reçoit. La science pure, ou absolue, ou parfaite, image de la vérité, la plus ressemblante, est sans reproche. Mais la science parmi nous et dans l'humanité, qu'est-ce donc ? Un mélange d'erreur et de vérité; l'absurdité s'y confond avec le génie : et Flaubert montre, à côté des Cuvier, des Buffon, les Amoros et les Feinaigle. Il faut séparer le travail de l'intelligence et la niaiserie. Hélas ! qui fera le partage?... Qui donc le fait ? l'humanité!

L'humanité, Flaubert la représente par son Bouvard et son Pécuchet. Deux imbéciles ? Mais non : Bouvard et Pécuchet ne sont pas l'humanité la plus sotte. L'humanité la plus sotte, c'est Coulon, Marescot, Foureau ; c'est la tourbe de ces gens qui n'ont même pas la curiosité en éveil. M. Paul Bourget, dans un récent discours, note que les deux bonshommes souffrent d'un mal et ridicule et pathétique, sentant « la disproportion de la pensée et de la vie. » En effet, « la pensée n'est pas nécessairement bienfaisante. » Bouvard et Pécuchet, dit Flaubert, « ayant plus d'idées, eurent aussi plus de souffrances. » Bouvard et Pécuchet sont au juste l'humanité, non pas vile ou stupide, mais intelligente déjà, et qui prend contact avec la science.

Le résultat ? Lisez *Bouvard et Pécuchet.*

Les deux bonshommes viennent de lire les grands maîtres, Cuvier, Buffon : c'est trop fort pour eux ; la science est, pour leur cerveau, une nourriture trop forte. Mais ils ont lu le *Guide du voyageur géologue*, par Ami Boué. Ils savent comment s'habille ou s'accoutre un géologue modèle, comment on se charge du havre-sac, on se munit du bâton de touriste et l'on dissimule sous la redingote une chaîne d'arpenteur, une lime, des pinces, une boussole et trois marteaux. Ils tournent à n'être que les Tartarins de la géologie. Est-ce que Flaubert mène à la bouffonnerie la dégradation de la science par l'humanité dont les Bouvard et les Pécuchet sont les dignes représentants? Relisez le chapitre où les bonshommes, entichés de la doctrine évolutionniste, en font une caricature anticléricale : toute l'extravagante histoire du darwinisme qui se détériore après Darwin est là, sans faute et sans exagération, telle qu'on la trouve dans les livres et dans l'activité des néo-darwiniens. Le roman de *Bouvard et Pécuchet*, comme je le vois, n'est pas une diatribe contre la science et n'est pas la simple anecdote d'un imbécile et d'un autre, mais la triste peinture de l'humanité qui ne sait pas accueillir l'énigmatique bienfait de la science, la science et l'humanité n'ayant nul accord ensemble.

André Beaunier.

REVUE DRAMATIQUE

PORTE-SAINT-MARTIN : *La dernière Nuit de Don Juan,* deux actes et un prologue en vers, par Edmond Rostand. — THÉÂTRE SARAH BERNHARDT : *Les Aigles dans la tempête*, comédie héroïque en quatre actes, en vers, par M. Albert du Bois. — Divers.

Il faut savoir gré à la Porte-Saint-Martin d'avoir représenté *la Dernière Nuit de Don Juan.* La critique a été unanime à écouter avec émotion et respect l'œuvre posthume d'Edmond Rostand. Elle a réparé ainsi une certaine injustice dont elle s'était rendue coupable au lendemain de la mort du grand et charmant poète. Pourquoi seulement n'est-ce pas la Comédie-Française qui a monté la dernière œuvre de l'auteur des *Romanesques,* comme elle avait fait la première? Nous sommes beaucoup à nous souvenir de l'heureuse soirée où, pour la première fois, dans une atmosphère de gaîté légère et de juvénile allégresse, se révéla au public l'âme délicate et tendre d'Edmond Rostand. Nous aurions aimé que la même maison nous offrît, en pendant, ce soir mélancolique où nous venons de recueillir, dans l'œuvre inachevée qui paraissait aux feux de la rampe, le testament du poète.

Car c'est bien cela qu'est *la Dernière Nuit de Don Juan.* Morceau lyrique beaucoup plus que pièce de théâtre, cette ébauche très poussée procède de la même veine d'où était sorti *Chantecler.* Elle continue et accentue le même travail intérieur, celui qui de plus en plus subordonne au poète l'homme de théâtre. Alexandre Dumas fils, dans l'admirable préface de *l'Étrangère,* a dit l'angoisse de l'auteur dramatique qui, dédaignant d'être un amuseur, a voulu, par les moyens de la scène, exprimer des idées qui lui sont chères. Parvenu à un tournant de sa carrière, il s'interroge sur les limites de son art et

il craint de les avoir dépassées. Peu à peu, ces vérités qu'il brûle de répandre, telles que les lui ont enseignées l'expérience et la réflexion, envahissent ses pièces, au risque d'en ralentir le mouvement et d'y faire pâlir les couleurs de la vie. Entre l'action théâtrale et la pensée philosophique l'équilibre est rompu, au profit de celle-ci. Ainsi en était-il déjà dans *Chantecler,* ardente confession de l'artiste de ses rêves, de ses tourments, de ses ambitions et de ses désespoirs. Ainsi en est-il surtout de cette *Dernière Nuit de Don Juan,* qui, cette fois, nous livre l'intime souci du moraliste.

Le premier entre tous les poètes, Rostand dépouille Don Juan de l'auréole que le séducteur de Séville doit à tant de poètes de tous les pays. Car ceux mêmes qui le haïssaient ne lui ont pas dénié tout prestige. Molière, qui déteste en lui « le grand seigneur méchant homme, » lui laisse sa parure d'élégance et de bravoure. Mais quoi! Des *Romanesques* à *Chantecler* et de *la Princesse Lointaine* à *Cyrano* un même esprit anime ce théâtre, vraiment unique sur notre scène, et c'est celui du plus parfait idéalisme. Dans un temps de littérature brutale, dans une société qui ne semblait avide que de jouissances matérielles, Edmond Rostand a consacré les plus beaux dons de l'imagination à exalter l'amour pur, le désintéressement, l'oubli de soi, le romanesque et le chevaleresque : c'est la merveille de ce théâtre. Or Don Juan est la dérision de toute cette noblesse et de toute cette pureté. Il est le défi jeté à tous ces beaux sentiments. Cela explique l'espèce de colère généreuse avec laquelle Rostand aborde le personnage et s'acharne contre lui. Il a juré de dédorer l'idole, de déboulonner la statue, d'arracher au suborneur vulgaire son masque de héros : c'est une exécution.

Donc, à l'instant que le Commandeur a desserré son étreinte, Don Juan a obtenu de l'enfer un répit de dix ans, le temps qu'il faut pour compléter la liste des mille et trois. Mais maintenant son heure est venue. Elle le surprend dans un décor de fête à Venise. Le poète a fait à sa victime cette seule concession de donner à son agonie l'enchantement de ce cadre. C'est qu'il perçoit une secrète harmonie entre l'air de cette ville et la destinée de cet homme. Ville de rêve où la folie court les rues sous le masque et le domino, ville des reflets, reflets du ciel, reflets de la lagune et reflets de l'ancienne splendeur, Venise, cité du fragile et de l'illusoire, était faite pour ce chercheur de brèves aventures où le plaisir qui passe prend le masque de l'amour.

Ce cadre vénitien, c'est tout ce que pourrait revendiquer le ro-

mantisme dans la dernière œuvre de Rostand, si d'ailleurs un certain Voltaire ne s'en était déjà servi pour y mener les rois faire le carnaval. A vrai dire, le nouveau Don Juan est la réplique au Don Juan des romantiques. Du libertin que leur livraient la légende et le théâtre, lord Byron et Musset avaient fait un personnage mystique, un sombre héros, un pâle chercheur d'idéal. Rostand a résolu d'en finir avec ces billevesées : il va dissiper ces brouillards à la lueur de son clair génie.

Vient à passer le montreur de marionnettes. *Burattini!* c'est un des vieux cris de Venise. Edmond Rostand a toujours eu la passion des marionnettes. Elles furent l'un des plus chers divertissements de son enfance. A Marseille, en face de la maison où habitaient ses parents, se trouvait un marchand de jouets qui étalait à sa devanture d'irrésistibles petites poupées de bois. C'est là que passait toute la bourse de l'écolier. Rentré chez lui, il s'enfermait avec sa dernière acquisition, et tour à tour costumier, acteur et montreur, lui taillait un habit et un rôle. *Burattini!* C'est à ses petits compagnons d'autrefois que le poète confie le soin de porter les premiers coups à l'idole. Ce Don Juan, dont les femmes ne prononcent le nom qu'avec émoi et les hommes avec crainte, Pulcinella l'interpelle sur un ton de familiarité ; il le salue du nom de confrère. « En quoi confrère? — En paillardise. » Dépouillé de tout ce que la littérature a mis autour, qu'est-ce que le don-juanisme, si ce n'est la poussée de l'instinct et l'exigence du tempérament? Une proche parenté unit le cynique pantin qui fait rire les enfants et le beau cavalier qui fait pleurer les femmes. L'un et l'autre, ils ne connaissent que leur caprice ; ils ont pour règle de « vivre leur vie ». L'un a son bâton, l'autre a son épée. Celui-là rosse le commissaire et celui-ci tue le commandeur. Polichinelle s'imagine peut-être qu'il gesticule et nasille à sa volonté ; mais c'est un autre qui tient les ficelles et parle par son nez. Don Juan se vante d'être un conquérant : il n'est que la marionnette, que mille et trois désirs se sont repassée. A fantoche, fantoche et demi.

Dans le montreur de marionnettes nous avions deviné, et soudain Don Juan reconnaît le diable lui-même. C'est maintenant le suprême dialogue. On assure que, dans l'éclair qui précède la mort, toute notre vie peut repasser sous nos yeux. Autour de lui Don Juan voit reparaître, ramenées par des gondoles fantastiques et masquées comme pour un dernier bal, toutes celles qui furent les amantes de Don Juan. Qu'il puisse sur un seul de ces visages masqués mettre un

nom, et le masque tombera. Par les deux trous du masque les yeux brillent, les yeux qui sont la porte ouverte sur l'âme. Mais Don Juan a beau chercher, chercher éperdument, à la lueur de sa mémoire oublieuse et de son flambeau inutile : des noms de femmes lui reviennent, mais dont aucun n'arrive à son adresse.

Eh quoi! ces regards où son regard s'est plongé ne lui rappellent rien! C'est qu'il n'a connu au sens complet du mot aucune de celles qu'il a connues au sens biblique. Pour connaître un être humain, il faut sympathiser avec lui, sortir de soi, s'oublier, être curieux d'autrui. Don Juan n'est curieux que de ses propres sensations; cet amoureux universel n'aime que soi; les âmes lui sont restées étrangères : à l'échange de deux fantaisies, au contact de deux épidermes les âmes ne sont pas conviées. Don Juan le comprend, comme nous comprenons nos erreurs, quand il est trop tard :

Je suis seul au milieu de la forêt des âmes.

Et c'est là un des plus beaux vers qu'ait écrits Edmond Rostand, un des beaux vers de notre poésie. « Quelle solitude que tous ces corps humains! » soupirait *Fantasio*. Par cette image qui a l'ampleur d'un symbole, le Don Juan de Rostand traduit une angoisse qui n'est pas seulement la sienne. C'est le désespoir de tout homme qui pense, de songer qu'il ne peut sortir de la prison des sens et de l'entendement. Et c'est l'âpre tourment de tout homme qui aime. Comment savoir ce qui se passe derrière ce front charmant? Comment percer l'énigme humaine? Nous aussi, nous errons solitaires dans la forêt des âmes.

Que ne reproche pas le poète à Don Juan? Il va jusqu'à contester sa bravouve : cette bravoure tant vantée ne le garantit pas de la peur. Mais alors d'où lui viennent tant de succès? C'est qu'il s'occupe sans cesse de la femme : la femme est son métier. Réponse ingénieuse à une question que nous nous sommes tous posée : comment se fait il que les hommes à succès se recrutent si souvent parmi les exemplaires les plus laids et les plus vulgaires du sexe laid? On nous explique que les femmes ont d'autres façons de juger que les nôtres. Explication qui n'explique rien. Mais elles aiment qu'on s'occupe d'elles; elles aiment à être aimées, ou, tout au moins, recherchées. Et puis, l'essentiel est d'être là. Beaucoup des succès de l'homme à bonnes fortunes ne tiennent pas à autre chose.

Du moins Rostand va-t-il prendre en pitié les victimes de Don Juan? Non pas même. Il étend jusqu'à elles toute sa sévérité. Tant

pis pour elles si, ayant cédé à l'attrait brutal, elles ont à s'en repentir : elles n'avaient mis dans la banale aventure rien de ce qui mérite le beau nom d'amour. Est-il même bien vrai qu'elles souffrent? Pleurent-elles ou feignent-elles de pleurer? En tombant dans la coupe où Don Juan les recueille, leurs larmes sonnent faux. Cependant, entre toutes les ombres qui entourent Don Juan de leur troupe ironique, une se sépare des autres : l'Ombre blanche. Ombre de la seule qui peut-être ait été sincère, elle consent à dire son nom. Ce nom est le seul que Don Juan ait omis d'inscrire sur sa liste !

Pour achever d'humilier Don Juan, le poète met sur sa route le Pauvre, ce Pauvre auquel il lui arriva de donner un louis pour l'amour de l'humanité. Au moins voilà une bonne action ! Don Juan s'en targue : c'est par lui que le mot d'Humanité est entré dans l'histoire ! Mais ce Pauvre, qui a oublié d'être un pauvre d'esprit, ne s'en laisse pas imposer. Il sait bien que l'humanité, la liberté, le peuple, Don Juan s'en souciait comme d'une guigne... Pauvre, merci ! D'un mot vous avez dégonflé l'outre aux grands mots. Car, c'est surtout de la « scène du Pauvre » que se sont emparés ceux qui ont voulu promouvoir Molière à la dignité de précurseur de la Révolution. Que d'encre elle a fait couler ! Que de déclamations elle a déchaînées et quel galimatias! Le plus beau mérite du théâtre de Molière, c'est encore d'avoir pu résister à certains de ses panégyristes.

On voit combien il y a de pensée dans *la Dernière Nuit de Don Juan* et combien l'inspiration en est personnelle, forte et noble. Dirai-je que j'y trouve une rigueur un peu trop générale et trop uniforme? La condamnation est sans nuances : est-elle sans appel ? Je serais tenté de réclamer tout au moins pour quelques-unes des femmes que le séducteur a entraînées. Comment croire que beaucoup d'entre elles ne l'aient pas vraiment aimé? C'est là le danger avec Don Juan, et c'est par là qu'il est redoutable : de très honnêtes femmes se laissent abuser par lui. Dona Elvire l'a aimé, elle l'aime encore. Comment refuser de la plaindre et de quel soupçon troubler l'eau pure de ses larmes? Et, bien entendu, je ne prendrai pas la défense de Don Juan contre son fougueux contempteur. Qu'il soit égoïste et menteur, c'est un fait. Qu'il joue la comédie, cela crève les yeux; mais c'est une comédie que la nature même lui a enseignée. On nous apprend, dans *l'Ame en folie*, que la forêt printanière est toute pleine de Don Juans en train de lisser leur plumage et de lancer leur appel d'amour le plus musical. Si Polichinelle n'est que ce dont Rostand l'accuse, Don Juan est autre chose: il est le désir, dont un poète a dit:

Ces deux enfants divins, le Désir et la Mort.

C'est pourquoi je ne doute pas que le Don Juan de Rostand ne prenne rang, et en belle place, dans l'immense littérature du sujet. Mais j'ai peur que les poètes ne persistent à célébrer le Don Juan de toujours et que sa carrière de séducteur ne soit pas interrompue.

La Porte-Saint-Martin a déployé, pour en faire honneur à *la Dernière nuit de Don Juan*, une mise en scène luxueuse, éclatante, et même trop éclatante. Un peu de mystère eût bien servi ce conte fantastique. M. Magnier est un Don Juan qui manque un peu trop de lyrisme; M. Yonnell joue avec intelligence le rôle du diable; et Mlle Moreno dit, comme elle sait dire, les vers de l'Ombre blanche.

M. Albert du Bois est de ce petit groupe de convaincus qui estiment que la tragédie n'est pas tout à fait morte et s'essaient à la faire revivre. On ne saurait lui en vouloir. Naguère il nous donnait, à la Comédie-Française, cette *Hérodienne* qui eut la bonne fortune de fournir à Mme Bartet sa dernière création. Il s'était alors inspiré surtout de Racine. Il semble que cette fois il ait plutôt songé à Corneille. Les précieuses louaient l'auteur de *Cinna* d'avoir mis à la scène, dans le personnage d'Émilie, une « adorable furie. » La Domitia des *Aigles dans la tempête* nous rappelle cette âpre héroïne. Elle aussi ne vit que pour sa vengeance. Elle est la femme d'une seule idée : tuer son mari, qui lui a tué son fiancé.

Le premier acte nous a renseignés sur les conditions vraiment exceptionnelles où s'est fait le mariage de Domitia et de Domitien, ce frère monstrueux du noble Titus. Domitia, jeune patricienne, était à l'instant d'épouser Ælius Lamia. Terrorisé par les menaces de l'empereur, le jeune homme s'ouvre les veines devant nous. Aussitôt Domitia, qui jusque-là s'y était vigoureusement refusée, consent à épouser Domitien. Tout autre que cette brute se serait méfié. Mais ce n'est qu'un taureau en folie. Il veut posséder Domitia et ne voit pas plus loin. Et puis, rude plébéien, il compte bien, comme feu le Maître de forges, briser la résistance de cette fille orgueilleuse.

Le « deux » et le « trois » sont consacrés à deux tentatives d'assassinat qui échouent. Quatrième acte. Une dernière conspiration, qui est la bonne. Domitien meurt sous le poignard des conjurés, à l'instant où peut-être Domitia s'allait relâcher de sa haine. — Peu de variété, comme on voit. Drame d'alcôve sous des costumes historiques, plutôt que tableau d'histoire. Mais drame bien découpé, attestant une réelle entente de la scène; une langue claire et parfois expressive.

Mme Vera Sergine donne grande allure au personnage de Domitia. M. Grétillat est impressionnant en Domitien toujours écumant.

Au cours de ses fines causeries sur la *Couvée nouvelle*, M. Marcel Prévost nous montrait, avec un sourire indulgent, les parents d'aujourd'hui occupés à préparer les divertissements de leur progéniture pour les jours de congé. Ils mèneront sûrement leurs enfants au théâtre Albert Ier, voir *Un million dans une main d'enfant*, joué par une troupe en partie composée d'enfants.

On connaît ces charmants récits où Alfred Machard fait vivre et parler les enfants, comme Poulbot les dessine avec son crayon. De son roman publié sous le même titre il a tiré une comédie joliment sentimentale, égayée de maints épisodes. Une musique légère court à travers les scènes. Quant à l'interprétation, elle est remarquable. Toute en longueur, avec un minimum de gestes et de mines, Marfa Dhervilly joue le rôle de la méchante Mlle Muche, de la façon la plus divertissante. Et on sait quels comédiens accomplis sont les enfants, le plus naturellement du monde et d'instinct. Tous les petits comédiens du théâtre Albert Ier jouent avec la même justesse. Et il y a une petite Lily, dénommée « la plus petite comédienne du monde, » qui possède un don du comique vraiment étonnant : elle est la joie du spectacle.

J'ai toujours pensé que les délicieux proverbes de Gérard d'Houville, écrits pour être lus, feraient merveille à être joués. Seulement il y faut beaucoup d'art et de goût. La *Casa d'Arlecchin*, théâtre d'amateurs, vient de monter *On ne saurait penser à tout*, avec un art et un goût qui ne seront jamais surpassés. Nos lecteurs n'ont pas oublié l'aventure ironique de ce professeur Tartaglia qui, l'envie lui étant venue sur le tard de se consacrer désormais à l'amour, s'en va par les rues de Venise et revient dûment instruit et guéri par tout ce qu'il y a vu. Une scène à la dimension de ces gracieux tableautins, un décor qui aide au rêve et ne l'étouffe pas, des costumes dont chacun est une pièce de collection, des acteurs hommes d'esprit, des comédiennes qui sont de charmantes femmes du monde, tout cet ensemble harmonieux et rare mis autour d'une prose ailée, au service d'une fantaisie spirituelle et profonde, compose un spectacle à ravir l'esprit et les yeux.

RENÉ DOUMIC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le 22 mars, les trois ministres des Affaires étrangères de France, de Grande-Bretagne et d'Italie se sont enfin réunis au quai d'Orsay dans le dessein de chercher une issue à l'inextricable situation orientale, d'assurer la paix et de préparer un avenir meilleur à des peuples qui sont en guerre depuis 1912. En politique, comme en médecine, quand on laisse la plaie s'envenimer, la maladie se généraliser, il n'est plus de remède. Il était facile, durant les mois qui ont suivi l'armistice du 30 octobre 1918, et il eût été juste, de résoudre la question ottomane et de créer dans le Proche-Orient un ordre nouveau fondé, par la victoire des Alliés, sur les principes dont ils s'étaient réclamés durant la guerre et pour l'établissement de la paix. On oublie trop que les conférences d'aujourd'hui ont pour objet de préparer une conclusion pacifique, non seulement à la récente guerre turco-grecque, mais surtout à la participation des Turcs à la guerre déchaînée par l'Allemagne. Le Traité de Sèvres s'étant révélé inapplicable avant même d'être conclu, il faut l'amender, le remanier profondément. Il est bon de rappeler que le Gouvernement jeune-turc a délibérément jeté l'Empire ottoman dans la lutte contre la France et l'Angleterre, qui tant de fois avaient sauvé son existence, et que son intervention leur a coûté très cher. C'est tout ce passé douloureux qu'il s'agit maintenant de liquider et dont il faut autant que possible réparer les conséquences.

Le *Times* du 22 mars reconnaît que le Gouvernement britannique est, pour une large part, responsable de la situation actuelle pour avoir persisté trop longtemps à encourager les ambitions excessives de la Grèce. Ce n'est pas assez dire. Les responsabilités britanniques remontent plus haut et sont plus lourdes. La convention d'armistice, hâtivement rédigée par l'amiral Calthorpe, donnait cependant aux

vainqueurs toutes facilités pour désarmer les Turcs et occuper les points stratégiques et les voies de communication; les Anglais, qui avaient une armée en Syrie et une autre en Mésopotamie, étaient en mesure de le faire. Mais ils estimaient, à cette époque, que l'héritage entier de l'Empire ottoman n'était pas une trop grosse compensation pour les efforts qu'ils avaient dû fournir pour vaincre ses armées. Sous le couvert d'un Empire arabe, ils domineraient la Syrie, la Mésopotamie et l'Arabie; comme protecteurs d'un Empire turc, ils tiendraient les Détroits, Constantinople, et pousseraient, à la faveur du mouvement pan-turc, leur influence jusqu'au Caucase, en Perse et dans le Turkestan. Sur place, on s'efforçait de faire comprendre aux Français qu'ils étaient mal avisés en réclamant leur part.

Cette politique grandiose, qui s'inspirait du programme autrefois tracé par lord Curzon, vice-roi des Indes, et qui répondait aux formidables besoins de pétrole de la marine et de l'industrie actuelles, était disproportionnée aux forces que l'Angleterre pouvait mettre en ligne pour la réaliser. Tandis que l'Entente, — dont la mésentente était, en Orient, visible à tous les yeux, — négligeait de conclure avec la Turquie une paix définitive, le mouvement nationaliste turc commençait à se dessiner, tandis que les troupes des Soviets envahissaient la Transcaucasie et s'approchaient de la Perse. L'Angleterre fut prise au dépourvu. C'est à ce moment que M. Venizélos offrit l'armée grecque toute fraîche; elle deviendrait, moyennant récompense, « le soldat continental » dont avait besoin l'Empire britannique. Le débarquement à Smyrne s'opère le 15 mai 1919. En inaugurant cette nouvelle politique, fondée sur la coopération avec la Grèce, M. Lloyd George sentit sans doute le danger de pousser à bout les Turcs, car il chercha à en faire endosser la responsabilité au Gouvernement français. Peu d'heures avant le moment fixé pour le débarquement des Grecs, le secrétaire de M. Lloyd George vint, tard dans la soirée, apporter au ministre de la Marine, M. G. Leygues, un télégramme urgent émanant, disait-il, du Conseil suprême, qui prescrivait aux marins français de prêter effectivement main forte aux Grecs pour opérer le débarquement, tandis que les navires anglais et italiens en resteraient simples spectateurs. Le ministre se garda de transmettre le télégramme, en référa le lendemain matin à M. Clemenceau, qui approuva sa réserve et sut manifester à qui de droit son étonnement. L'incident n'eut pas de suite; il est caractéristique.

L'essor du nationalisme turc date de l'occupation grecque à Smyrne; il est renforcé, l'année suivante, par l'entrée à grand fracas des

troupes anglaises dans Constantinople (16 mars 1920). De ce jour, il fut visible aux yeux de l'univers musulman que le Sultan calife n'était plus indépendant et le mouvement dirigé par Mustapha Kémal se renforça des sympathies de l'Islam asiatique. Kémal et son armée, qui attaquaient les Français en Cilicie, n'inquiétaient pas beaucoup les Anglais sur le Bosphore; ceux-ci croyaient que, le jour venu, l'armée grecque saurait venir à bout des Turcs « insurgés » et ils préparaient, avec le Gouvernement d'Athènes, une mainmise politique sur Constantinople, tandis que l'Église anglicane, de concert avec l'Église orthodoxe grecque, complotait la conquête religieuse de Constantinople à la faveur d'un concile « œcuménique » qui se réunirait en 1921 sous la présidence de Mgr Meletios Metaxakis, métropolite d'Athènes et destiné au siège patriarcal de Constantinople. Le singe de Tatoï interrompit ces projets. La mort du malheureux roi Alexandre, (novembre 1920), le retour de Constantin, la chute de M. Venizélos, excluaient toute participation de la France à la politique anglo-grecque. La diplomatie française, au contraire, surtout à partir de cette époque, chercha l'occasion d'un rapprochement à la fois avec le Sultan de Constantinople et avec le Gouvernement d'Angora.

Un plan de libération des nationalités, Arméniens, Kurdes, Nestoriens, Grecs, et de réorganisation d'une Turquie anatolienne avec l'assistance des grandes Puissances victorieuses, Angleterre, États-Unis, France, Italie, était possible et souhaitable dans les premiers mois qui ont suivi l'armistice. Mais l'établissement d'un ordre durable en Orient, l'apaisement des passions musulmanes soulevées par l'effondrement de la Russie des Tsars et la propagande de la Russie des Soviets, exigeait l'étroite coopération de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, à défaut des États-Unis. L'Angleterre préféra une autre voie et, pour avoir cherché à s'assurer des avantages particuliers, elle s'est mise elle-même dans la situation délicate d'aujourd'hui, et elle n'a laissé à la France d'autre issue que l'entente directe avec les Turcs d'Angora. Le Traité de Sèvres, quand il fut signé le 10 août 1920, n'aurait été exécutable, que par une contrainte militaire que l'Angleterre n'était pas disposée à exercer par ses propres moyens. Le dernier effort de la politique anglo-hellénique fut la campagne de 1921 où les Grecs, après de brillants succès, furent finalement ramenés sur les positions d'où ils étaient partis et où ils sont encore actuellement. Il était démontré que les Grecs étaient impuissants à imposer aux Turcs nationalistes une paix victorieuse, et que les Turcs, de leur côté, n'étaient pas assez forts pour jeter les Grecs à la mer. La guerre avait

eu seulement pour résultat d'exaspérer le nationalisme turc, d'éveiller, dans tout l'Islam, surtout aux Indes, un sentiment de solidarité avec les Turcs. Une sorte de mot d'ordre se répandit dans les pays musulmans : la Turquie est aujourd'hui le seul grand État musulman entièrement indépendant ; l'Islam est intéressé à ce que cette indépendance soit respectée ou restaurée ; le calife, lieutenant du Prophète, révéré même des musulmans qui ne sont pas de son obédience, doit être libre.

Les Anglais, dans l'été 1921, comprirent que leur politique avait fait faillite ; ils participèrent avec M. Briand et Bekir Sami bey aux négociations de Londres, qui aboutirent à un accord que l'assemblée nationale d'Angora, malgré les loyaux efforts de Mustapha Kémal, refusa de ratifier. M. Franklin-Bouillon, envoyé à Angora par M. Briand, en rapporta une convention qui n'est pas un traité de paix mais qui a le mérite de mettre fin aux hostilités entre la France et la Turquie et de ramener la politique de la France et celle de la Turquie à une entente favorable à leurs intérêts respectifs, et, lorsqu'elle se développera, utile à nos Alliés et aux chrétiens de l'Empire ottoman. La politique inaugurée par l'accord d'Angora, dont nous ne saurions discuter ici les détails et les modalités, ne peut devenir féconde qu'à deux conditions. La première est que les Turcs d'Angora se départent de l'attitude d'intransigeance à laquelle certains d'entre eux se complaisent et reconnaissent que l'utopie d'un État turc où il n'y aurait que des Turcs non seulement n'est pas réalisable, mais amènerait la ruine définitive de l'Empire ottoman ; le triste état où est aujourd'hui la Cilicie, désertée par ses populations chrétiennes, en est la preuve. La seconde est que le Gouvernement et l'opinion, en France, ne se méprennent pas sur le véritable sens de la tradition historique française dans l'Empire ottoman : amitié avec les Turcs, certes, mais, à la faveur de cette amicale coopération, protection des chrétiens.

Ces circonstances, dont il était nécessaire de rappeler la succession, réunissent aujourd'hui à Paris le marquis Curzon, M. Schanzer et M. Poincaré, animés d'un égal désir d'accord et de pacification. Le point de vue anglais et le point de vue français, nettement antagonistes à l'origine, vont de plus en plus se rapprochant ; les événements ont montré au Gouvernement britannique l'impasse où il s'est engagé en solidarisant sa politique en Orient avec les ambitions exagérées de la Grèce, sans cependant lui donner l'aide effective qui aurait pu la faire triompher. Les Musulmans prennent conscience de la faute morale et de l'erreur politique commise par la Turquie en faisant la guerre à la

France et à l'Angleterre, et savent qu'elle doit en subir les conséquences, mais ils n'admettent pas que ce soit au bénéfice des Grecs. Les événements récents d'Égypte, ceux de l'Inde surtout, ont montré le danger auquel l'Angleterre s'est imprudemment exposée. L'irritation de l'opinion indigène aux Indes a même, ces jours derniers, remis en cause la solidité ministérielle de M. Lloyd George en provoquant la démission de M. Montagu, ministre pour l'Inde. Lord Reading, vice-roi des Indes, envoya le 7 mars à l'*India Office* un télégramme où étaient formulées les exigences de l'opinion indoue dans la question du Proche-Orient; elles répondaient aux aspirations les plus intransigeantes du nationalisme turc : Smyrne et la Thrace rendus à l'Empire ottoman, aucun contrôle européen sur les Détroits ni sur le Gouvernement turc, entière indépendance du calife, etc. M. Montagu, sans consulter le Président du Conseil, communiqua à la presse le télégramme qui constituait un désaveu direct de toute la politique suivie par le Gouvernement à l'égard de la Turquie et mettait la diplomatie britannique en délicate posture. Lord Curzon, dans une lettre, marqua à son collègue son mécontentement et M. Lloyd George l'invita à donner sa démission. Il a été remplacé par un unioniste, lord Peel, qui paraît vouloir recourir à la manière forte; l'arrestation de M. Gandhi, sa condamnation à six ans de prison, n'ont pas, tant s'en faut, calmé l'irritation des Indous. La démission de lord Montagu a compromis de nouveau la solidité du cabinet britannique. M. Lloyd George serait, dit-on, résolu à donner sa démission après la Conférence de Gênes, à moins sans doute qu'il n'en revienne avec l'auréole du succès. Telles sont les répercussions inattendues de la question d'Orient!

Le Gouvernement français, d'autre part, est averti par le langage des journaux et de certains membres de l'Assemblée d'Angora des sentiments d'aveugle intransigeance qui animent une partie des partisans de Mustapha Kémal; de ce côté là aussi, il y a un danger que seul un accord complet, évident, entre l'Angleterre, la France et l'Italie sur des bases raisonnables et justes pour tous, peut écarter. L'accord d'Angora a été rendu nécessaire par la politique que l'Angleterre suivait à notre égard en Orient; il n'est cependant, à aucun degré, dirigé contre les intérêts britanniques; il apparaît aujourd'hui, malgré ses lacunes et ses imprécisions, comme l'avenue qui peut conduire les trois Puissances intéressées à une bonne paix avec la Turquie, la Turquie elle-même à l'indépendance et à la prospérité, et la Grèce enfin à la tranquillité dont elle a besoin.

L'entente devrait donc, à la Conférence de Paris, se trouver sans trop de peine réalisée.

Comme entrée de jeu, les trois ministres des Affaires étrangères ont télégraphié aux Gouvernements d'Athènes, de Constantinople et d'Angora pour les inviter à accepter d'abord un armistice. Mais déjà ils préjugent, tout au moins partiellement, le fond du débat, puisqu'ils déclarent être « réunis à Paris en vue de rétablir la paix dans le Proche-Orient et d'être à même de faire des propositions pour l'évacuation de l'Asie-Mineure. » Le projet d'armistice prévoit la constitution de « commissions alliées » chargées de contrôler dans les deux armées l'exécution des clauses de l'armistice et de régler les incidents qui pourraient survenir. C'est entrer dans la bonne voie, celle qui mène à la coopération des trois grandes Puissances avec les Turcs et les Grecs pour le rétablissement de la paix, de la sécurité et de l'ordre dans tous les territoires de l'ancien Empire ottoman.

Au point de vue territorial, deux problèmes sont à résoudre : celui de Smyrne et celui de la Thrace. Sur le premier, il ne semble pas qu'il puisse surgir, entre les Alliés, de graves divergences. L'Anatolie tout entière sera turque; de même que les Français ont fait, à la paix de l'Islam, le sacrifice de la Cilicie, les Grecs sacrifieront à l'intérêt général Smyrne et ses environs et, gardant les îles, ne chercheront pas à entamer le continent; le texte du télégramme, qui invite les antagonistes à un armistice, semble prouver que le marquis Curzon admet cette solution. Il aurait, paraît-il, suggéré que le *Vali* de Smyrne ne fût nommé qu'avec l'assentiment des Puissances alliées, de même qu'avant 1914, le gouverneur du Liban devait être agréé par la France; il aurait demandé en outre un régime municipal spécial pour la grande ville commerçante cosmopolite de Smyrne.

La question de la Thrace est plus délicate, parce qu'elle implique celle des Détroits. A l'heure où nous écrivons, les trois ministres ne l'ont pas encore résolue; nous n'en sommes que plus libres pour esquisser quelques vues d'avenir. La frontière du Traité de Sèvres, qui établissait la domination hellénique à quelques kilomètres, à portée de canon de Constantinople, était un défi au bon sens, une provocation à des guerres futures; les Anglais avaient tenu à installer les Grecs à portée de la proie qu'ils leur réservaient et qu'ils entendaient tenir eux-mêmes par leur intermédiaire. Il fallait ou chasser entièrement les Turcs d'Europe et les reléguer sur les plateaux d'Anatolie d'où ils sont venus au XIVe siècle, ou, s'ils étaient maintenus en Europe, assurer

leur sécurité par une frontière raisonnable. La ligne Enos-Midia aurait répondu et répondrait encore à la situation. La Thrace orientale, qui renferme les populations turques les plus nombreuses, ne doit pas être séparée de Constantinople. Les Anglais préféreraient, assure-t-on, la ligne Midia-Rodosto (1) qui ferait des Grecs les riverains de la mer de Marmara et leur laisserait la rive nord du détroit des Dardanelles. Outre qu'il serait très difficile de faire accepter aux Turcs cette solution, il paraît désirable, dans l'intérêt de toutes les Puissances qui ont des flottes de commerce, que les Dardanelles restent aux mains des Turcs, qui ne sont pas une puissance navale; la liberté des Détroits sera ainsi plus aisément assurée par l'interdiction d'en fortifier les rives, et par la présence, dans la Péninsule de Gallipoli, d'une garnison européenne assez forte pour en assurer, dans tous les cas, la neutralité. Pareille précaution paraît moins nécessaire dans le Bosphore, où elle serait aussi plus gênante pour la souveraineté turque, car à qui possède la clef de la Marmara Constantinople est ouvert. Le régime des Détroits doit être international, comme le prévoit le Traité de Sèvres; mais il sera juste de réserver une place dans la commission, non seulement aux grandes Puissances maritimes, mais à tous les États indépendants riverains de la Mer-Noire, la Roumanie, la Bulgarie, la Géorgie, sans oublier que doivent être considérés comme riverains de la Mer-Noire tous les pays auxquels le Danube sert de débouché maritime: Yougoslavie, Hongrie, Tchéco-Slovaquie, Autriche.

Quant à la Thrace occidentale, elle n'a jamais traversé, dans son existence tourmentée, de période plus heureuse que celle où, après l'armistice, le général Charpy l'administrait au nom du Conseil suprême; justice égale pour tous, paix profonde, sécurité, prospérité, probité : jamais Turcs, Grecs, Bulgares qui habitent la contrée n'avaient connu un tel âge d'or. Ce régime regretté de tous, même des Grecs indigènes, pourquoi ne pas le rendre à la Thrace occidentale, en y instaurant, pour quinze ans, sous l'autorité de la Société des Nations, un Gouvernement de même type que celui de la Sarre? Établir la domination grecque sur tout le littoral de la mer Égée sur une mince bande côtière militairement impossible à défendre, c'est jeter sûrement, pour un proche avenir, des semences de guerre. Bulgares et Serbes tendront toujours à atteindre, par la voie la plus directe, la Méditerranée. Le Traité de Neuilly, que les Bulgares ont

(1) Enos, sur la mer Egée, à l'embouchure de la Maritza; Midia, sur la Mer-Noire, à 35 kilomètres de la frontière bulgare; Rodosto sur la Marmara.

jusqu'ici loyalement exécuté, leur assure un débouché commercial sur la mer Égée, à Dédéagatch; ils ne peuvent guère espérer qu'un Gouvernement grec apportera quelque bonne volonté à leur donner la satisfaction à laquelle ils ont droit; mais l'administration de la Société des Nations réaliserait plus volontiers et plus aisément la promesse souscrite par tous les signataires du Traité.

Le régime des minorités, tant dans les pays turcs que dans ceux qui pourraient rester grecs, a été la première question examinée par la Conférence. Ainsi le voulait la justice. Les Alliés, au cours de la guerre, ont promis à plusieurs reprises aux populations non turques, particulièrement aux Arméniens, Nestoriens, Hellènes, etc., que la victoire des Alliés serait le signal de leur délivrance du joug ottoman. La carence des Américains, la politique particulariste de l'Angleterre, n'ont pas permis de tenir ces engagements; du moins les Alliés doivent-ils à ces populations et se doivent-ils à eux-mêmes de leur assurer des garanties sérieuses de sécurité, de liberté, d'égalité civile. Les Turcs demandent que l'Europe s'en rapporte à leur loyauté et que les races chrétiennes se soumettent à leurs lois; ils se refuseraient, dit-on, à toute mesure d'exception, fût-elle transitoire, et surtout à un contrôle étranger. Cependant, même si l'on est convaincu de leur bonne foi, on est encore obligé de douter de leur pouvoir. L'ineffaçable souvenir des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants chrétiens torturés et assassinés pendant la guerre par les Turcs pèse sur la reconstruction d'un État ottoman indépendant. Les Turcs ont tout à gagner à ce que des mandataires de l'Europe, présents dans leur pays, préviennent des violences que trop d'affreux précédents permettent d'appréhender. Les Grecs, durant la campagne de 1921, ont commis, eux aussi, des dévastations et des massacres; les populations musulmanes ont le droit d'être garanties contre le retour de pareilles atrocités. C'est ce que la Conférence de Paris a compris : elle propose de confier à la Société des Nations la protection des minorités dans l'Empire ottoman aussi bien que dans le royaume de Grèce; un haut-commissaire de la Société des Nations, résidant à Constantinople, enverrait ses délégués partout où il le jugerait nécessaire. Un tel contrôle collectif, réalisé par un haut organisme international dont l'Empire ottoman, aussitôt la paix signée, serait admis à faire partie et qui présente toutes garanties d'impartialité, n'a rien d'humiliant pour l'amour-propre national des Turcs ou des Grecs. Mais sera-t-il suffisant pour engager ce qui reste, en Anatolie, de populations arméniennes,

grecques, ou autres, à rester dans leurs foyers? La migration en masse qui a ruiné en Cilicie l'agriculture, le commerce, paralysé toute vie économique, si elle s'étendait aux autres provinces d'Anatolie, serait un désastre définitif pour l'Empire ottoman. Pour achever de rassurer les populations chrétiennes, il ne serait que juste d'assurer un « foyer national » à celles qui, comme les Arméniens, les Nestoriens, en sont dépourvues; une petite Arménie autonome pourrait être établie soit dans la région du lac de Van, au contact de l'Arménie transcaucasienne, soit dans un canton de la Cilicie, la région de Dört-Yol par exemple. Il paraîtra enfin indispensable, à qui n'a pas oublié les atroces massacres de bataillons d'Arméniens sans armes par leurs « camarades » Turcs, d'exempter, au moins pendant quelques années, les chrétiens de tout service militaire. Enfin, si les Européens acceptent pour eux-mêmes l'égalité devant l'impôt et la suppression des Capitulations, encore faut-il que, dans un pays qui n'a pas de loi civile indépendante de la loi religieuse, des garanties spéciales, telles que la présence, en certains cas déterminés, de magistrats européens dans les tribunaux turcs, leur soient assurées. Pour faire confiance à la justice et à l'administration turques, il faut attendre qu'elles aient fait leurs preuves, la bonne volonté de quelques personnalités distinguées n'est pas suffisante pour assurer un bon gouvernement à dix millions d'hommes.

Sur de telles bases, il semble que l'accord de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie pourrait être facilement réalisé pour la pacification de l'Orient et sa renaissance économique; la Grèce ne peut que gagner à se retirer, dans des conditions honorables, d'entreprises qui dépassent ses forces et ses ressources. Sera-t-il aussi aisé d'amener les Turcs d'Angora à préférer leur intérêt certain et les garanties d'avenir que leur offre l'Europe occidentale aux vaines chimères du pantouranisme et aux dangereuses suggestions d'un nationalisme aveugle? On doit l'espérer, en dépit d'intempérances de langage telles que le discours récemment prononcé par Mustapha-Kémal lui-même à un banquet en l'honneur de l'ambassadeur des Soviets. L'essentiel est que l'attitude des trois Puissances occidentales donne la certitude d'un accord complet et résolu; c'est sans doute cette impression que Youssouf Kemal bey, qui a quitté Paris le 25, est allé porter à Angora. Dans l'intérêt universel, il faut souhaiter plein succès à sa mission. Mais il règne, dans l'assemblée d'Angora, l'état d'esprit le plus intransigeant; Mustapha Kemal, le 24, s'est écrié, au milieu d'applaudissements unanimes : « Nous sommes assez forts

pour dédaigner les conseils de ceux mêmes qui veulent être nos amis, s'ils ne nous conviennent pas ! » Si tel est l'aveuglement des chefs, il n'y a rien a espérer, pour l'établissement de la paix, de la négociation actuellement ouverte.

Trois actes récents du Gouvernement des États-Unis ont eu, dans notre pays, un douloureux retentissement : l'avertissement aux Alliés, dans une forme inattendue et un peu aigre, d'avoir à se mettre en mesure de rembourser aux États-Unis, avec les délais nécessaires, l'argent avancé par eux pour le succès de la guerre, la réclamation inopinée de remboursement des frais d'occupation des troupes américaines sur le Rhin, enfin le retrait prochain de ces mêmes troupes, ne sont certes pas, en eux-mêmes, des actes dont nous soyons fondés à nous plaindre ; nous n'avons jamais renié nos dettes, encore qu'en France « l'homme de la rue » pense que c'est à l'Allemagne qu'il incombe de payer les dépenses que nous avons faites pour repousser son agression et la vaincre avec le concours de nos alliés, dans un commun et glorieux effort auquel les Américains se sont associés. Le remboursement des frais d'occupation n'a jamais été oublié par les Gouvernements alliés, mais, ici encore, le bon sens populaire estime que les Américains ayant, surtout pour des raisons de politique intérieure, refusé de ratifier le Traité de Versailles, négocié et signé par le plus haut personnage de l'Union, s'étant désintéressés de la reconstruction de l'Europe et désolidarisés d'avec leurs alliés de la veille, il leur appartient de régler eux-mêmes leurs affaires avec l'Allemagne. Les diplomates raisonnent autrement et ils ont raison ; mais le Français moyen, celui qui a supporté quatre ans de guerre et dont l'attitude a fait l'admiration du monde, est déçu et peiné de voir ses sentiments méconnus et sa conduite calomniée. Ce malentendu pénible vient en partie, nous ne l'ignorons pas, de certaines imprudences de la délégation française à Washington, exagérées et perfidement exploitées par tout ce que la France victorieuse compte par le monde d'ennemis ou d'envieux. Il s'explique aussi, pour une bonne part, par des incidents de politique intérieure américaine, notamment par la délicate négociation parlementaire pour la ratification du « Traité du Pacifique. » Nous savons par exemple que si le Gouvernement des États-Unis a dû refuser de se faire représenter à Gênes, c'est que le sénateur Mac-Cormick et quelques uns de ses collègues ont déclaré qu'ils ne voteraient pas le Traité, si M. Harding ne refusait pas nettement de participer à la Conférence et de s'intéresser aux affaires d'Europe. Le Sénat des

États-Unis vient de voter, le 24 mars, la ratification du Traité par 67 voix contre 27 ; il eût suffi d'un déplacement de cinq voix pour que la majorité des deux tiers, requise en pareil cas, ne fût pas acquise; et l'on s'explique les inquiétudes et les manœuvres du Gouvernement.

Ce sont aussi des hommes politiques américains, qui ont dit à leurs électeurs, et des journaux à leurs abonnés, qu'ils paieraient moins d'impôts si les Alliés remboursaient les avances faites par les États-Unis et que d'ailleurs, en exigeant cet argent, les Américains feraient œuvre morale et pacificatrice puisque la France belliqueuse, impérialiste, ne l'employait qu'à des armements et préparait l'anéantissement de l'Allemagne ! Ainsi, la double réclamation américaine prend presque, du moins par les commentaires qui l'assaisonnent, le caractère insolite d'une pression exercée sur la politique française, et c'est ce qui en fait la gravité. Les Français ne renient pas leurs dettes, mais ils estiment que les Américains, eux aussi, ont envers eux des dettes. Ils se sont dégagés des engagements solennels pris en leur nom par le Président de l'Union dont nous n'avions pas à nous demander, s'il était ou non d'accord avec l'opinion de son pays. Si, après avoir gagné avec nous la guerre, ils avaient réalisé avec nous la paix, l'Allemagne se montrerait moins récalcitrante, les Soviets russes moins arrogants et les nationalistes turcs plus traitables ; l'Europe serait déjà sortie de l'état de malaise économique dont tout le monde souffre, les Américains les premiers. Ils sont encore nos débiteurs puisqu'en échange de l'abandon des sécurités que nous réclamions sur le Rhin, ils s'étaient engagés à nous prêter assistance en cas de nouvelle agression allemande et que, là encore, la signature de leurs plénipotentiaires a été protestée.

Tous ces malentendus, si pénibles qu'ils soient, ne doivent pas être pris au tragique ; ils n'entament pas l'indéfectible confiance que les Français auront toujours en leurs amis des États-Unis.

INTÉRIM.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.


BAPTÊMES
A LA MARQUISE DE SÉVIGNÉ
11 Bd de la Madeleine — Paris.
47, r. de Sèvres
1, Pl. Victor-Hugo
LYON
MARSEILLE
TOULOUSE
NICE-VICHY
CLERMONT-Fd
ROANNE
et toutes stations Thermales d'Auvergne
Élégante en son ovale de style, artistique en son motif champêtre aux riches coloris, la boite BAPTÊME DU DAUPHIN s'emploie pour tous les baptêmes de haut goût
demander la brochure "BAPTÊME" à l'usine à Royat
Nicole
THÉO ROGER

UN JARDIN SUR L'ORONTE

DERNIÈRE PARTIE (1)

IX

A Damas, Guillaume ne trouva pas la Sarrasine, ni aucun éclaircissement. Était-elle morte, ou, son visage brillant tourné vers lui, subissait-elle là-bas les affronts de la captivité? Rien ne répondit à ses interrogations. Et les premières nouvelles du désastre, c'est lui qui les apportait.

Le peuple de Damas attribua la ruine de Qalaat à l'intervention des anges Mokarabin, Gabriel, Mikael et Israfel, que le ciel en sa justice avait envoyés pour faire expier à l'Émir son mépris de l'Islam. Mais le Sultan voulait des explications plus terre à terre et il convoqua Guillaume à son divan. Guillaume lui raconta avec quelle angoisse la forteresse avait attendu ses secours et comment, réduit à la dernière extrémité par la soif, le conseil de défense avait décidé d'évacuer sur Damas les trésors. Que s'était-il passé ? Pourquoi la plus intelligente des femmes du harem, la fameuse Oriante, à qui il s'était confié, avait-elle manqué le rendez-vous? Il offrait de retourner à Qalaat comme plénipotentiaire et d'en ramener la Sarrasine qu'il rachèterait.

Comme une balle, sitôt qu'elle a touché le mur, rebondit vers son point de départ, Guillaume, à peine a-t-il atteint Damas, ne songe qu'à regagner Qalaat; mais le Sultan, un petit vieillard au nez rouge, est d'avis qu'il faut s'incliner devant la

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril.

volonté du Ciel, qui n'a pas permis que les secours que Damas préparait arrivassent utilement. Quant à racheter aucune femme de Qalaat, pourquoi donc? D'un ton goguenard, il déclare :

— Laisse à ces chrétiens nos belles musulmanes. Le poète a raison quand il dit : « J'aime la manière d'agir des buveurs qui, lorsque l'ennemi arrive, en un moment l'ont enivré avec la coupe d'amour. » Laisse agir la beauté, et plus tard nous verrons.

Il attribua au jeune chrétien une maison sur les bords du Barada, la rivière qui arrose l'oasis de Damas, en lui commandant impérieusement de ne pas s'éloigner de la ville et de venir le voir à des intervalles réguliers.

C'est un des plus agréables séjours du monde que les vergers du Barada. Les voisins de Guillaume y passaient leur journée dans la joie, grâce au vin, aux musiciens et aux belles filles, mais lui n'avait de plaisir qu'à se désoler de l'absence de sa maîtresse. Il n'aurait pu se détourner une minute de sa pensée obsédante. « Pourquoi n'est-elle pas venue au rendez-vous? Est-elle morte? Si elle vit, comment ne trouve-t-elle pas le moyen de me faire tenir un message? »

D'ailleurs, sa plaie d'amour exceptée, il était tout insensibilité. Dans les délices de Damas comme dans les carnages de Qalaat, il se sentait une âme durement rétractée. Les maisons blanches, les mosquées, l'eau brillante, les épaisses verdures et la lumière qui les baigne sont un cadre indifférent, si l'absente ne vient pas s'y plaire, et les orangers, les lauriers, les roses n'exhaleront que du désespoir jusqu'à ce que la Sarrasine les respire. Guillaume reconnaissait dans Damas d'innombrables éléments de bonheur, mais il les contemplait comme un orchestre silencieux à qui personne n'est venu donner le signal.

Dès l'aube, il se réveillait d'un court sommeil, et la bête de tristesse se levait à ses côtés. La sainteté du matin, quand la douceur et la lumière luisent sur l'eau et les feuillages, le déchirait. « Que n'est-elle morte! pensait-il; avec quel élan je me hâterais de ne plus vivre! » Il errait sans but, en se répétant les improvisations les plus pénétrantes de la Sarrasine. A chaque strophe, une douleur térébrait son cœur. Il entendait la voix liquide, le souffle léger, le bruit mouillé de la langue contre le

palais : il voyait les lignes calmes du profil, les paupières baissées dans le jeune et lumineux visage, la joie, la tristesse, toute la mobilité de sa maîtresse et ses deux mains attendrissantes de douceur. C'est avec effroi qu'il touchait à ces flèches de beauté fichées dans sa chair et dans son âme. Au milieu des rues étroites, pleines de poussière et de silence, il pressait le pas pour se fuir soi-même, afin de se dérober à ses mortelles obsessions. Brisé de se souvenir, parfois, au milieu du jour, il tombait de sommeil, comme il n'arrive pas après le plus grand effort physique. Puis le soir, quand un léger souffle renaissait sur le Barada et que la plainte des muezzins commençait de bouger sur la ville, pareille au monotone désir qui de sa poitrine s'exhalait dans le ciel vide, Guillaume, en ressassant ses idées de mort et d'amour, suivait la route d'Alep, entre deux haies de peupliers et de platanes, jusqu'à la limite extrême des jardins, et s'asseyant auprès de la source de Zeïnabiye, où les Damasquins à la fin des chaudes journées viennent goûter la meilleure eau de l'oasis, il attendait, le visage tourné vers le pays de son espérance !

Un jour qu'il était là, des juifs qui arrivaient de Qalaat commencèrent à donner mille détails sur le massacre auquel les chrétiens, vainqueurs, avaient procédé en pénétrant dans la forteresse.

— Mais soudain, dirent-ils, leur chef, après cette première dévastation, s'est adouci d'une manière inexplicable. Il a fait éteindre les flammes et grouper les survivants sur la place du marché aux bêtes...

Guillaume but une gorgée d'eau et demanda, en écoutant son cœur battre, ce qu'étaient devenues les femmes du sérail. Ils racontèrent qu'elles avaient été distribuées entre les principaux chrétiens.

— Et la fameuse Oriante ?

— Distribuée comme les autres.

Elle vivait ! Il se livra aux mille jouissances de cette certitude enfin obtenue, puis les inquiétudes noires commencèrent de ramper au fond de son être, cependant qu'à chaque pas, en revenant à Damas, il s'obligeait à se dire : « Elle est vivante ! » Il mettait ce fait sur le devant de son imagination pour repousser le reste dans l'obscurité.

Rentré chez lui, il se jeta sur une natte et resta plongé

durant vingt-quatre heures dans ses méditations. La nuit, il se disait : « Je ne crois pas qu'elle veuille demeurer un si long temps sans connaitre le plaisir, ni que personne de ceux qui la voient et qui sont des vainqueurs accepte sa retenue. » Au matin, il se rejetait violemment sur cette autre idée qu'un jour il la rejoindrait et qu'ils mourraient de bonheur à pouvoir vivre l'un pour l'autre. Il eût voulu s'approcher de son amie, après qu'elle s'était endormie et juger sur son visage sans feinte ce qu'elle méritait de confiance. Mais il se faisait violence pour s'interdire ces indiscrétions, voulant demeurer digne d'un si grand amour, et il se contraignait à chercher le moyen de la rejoindre et de la racheter.

C'est dans ces tourments que vint le surprendre un messager du palais, qui l'invitait à se rendre immédiatement auprès du Sultan. Il bondit d'espérance à l'idée que celui-ci allait l'envoyer à Qalaat.

Comme il entrait dans la salle d'audience, le petit vieillard lui cria joyeusement :

— Voici une bonne chose qui vous surprendra. Le chef des chrétiens est éperdument amoureux et fort aimé d'Oriante, la favorite de l'ancien Émir, et l'on dit qu'elle dispose de lui.

Ces paroles percèrent le jeune homme d'une prodigieuse douleur :

— Je ne vois rien en cela, dit-il, qui doive surprendre d'une fille de cet âge et de cette beauté.

— Aussi n'est-ce pas là ce qui doit vous étonner, mais de savoir que tous deux travaillent d'un parfait concert au rétablissement du royaume, et déjà ils ont reconstitué les jardins de l'Oronte.

Guillaume eut un accès de désespoir. Quoiqu'il ne crût rien de cette infidélité spirituelle, le seul fait qu'elle fût formulée et que des mots même menteurs lui en fissent l'injure l'affolait. Il dit que cette fille mériterait d'être mise à mort. Le Sultan ne partageait pas cet avis :

— Je veux te confier en secret, à toi qui es du Christ, ce que la prudence me défend de dévoiler clairement aux nôtres. Nous pouvons coopérer avec tes coreligionnaires.

Il esquissa toute une politique de rapprochement économique, comme nous dirions aujourd'hui. Guillaume abonda dans ses vues et lui offrit à nouveau de retourner à Qalaat pour négocier

une entente. Mais cette fois encore, le vieillard jugea préférable d'ajourner.

Son refus enflamma la colère de Guillaume, qui osa insister avec passion, au point que le Sultan irrité le renvoya, en lui ordonnant d'être à l'avenir plus intelligent et plus maître de ses paroles.

Or, peu de jours après, une nuit, dans son sommeil, Guillaume fut brusquement réveillé et se trouva assis sur ses coussins, écartant une image qui le bouleversait. Quelque chose se passait là-bas sur l'Oronte, dont il ne pouvait se définir la forme exacte, quelque chose d'humble et de tragique qui l'atteignait cruellement, quelque chose d'irréparable. Souffrait-elle, mourait-elle ou, pis encore, était-elle heureuse? Il ne savait que préférer. Cette nuit, il n'eut plus de repos. Il alla aux bains, et là encore il ne trouva pas de calme, car il se sentait averti d'une sûre révélation. Enfin perdant la tête, il pensa : le mieux est que j'aille au palais, bien que ce ne soit pas l'heure, et que j'obtienne du Sultan qu'il se décide à m'envoyer à Qalaat. S'il diffère encore, eh bien! je devrai partir avec mes humbles chances, car je sais que cette voix intérieure ne se taira plus.

Il se rendit au palais, et, malgré l'heure matinale, parvint à se faire admettre auprès du sultan.

— Jusques à quand ajournerons-nous, lui dit-il avec égarement, que je coure à Qalaat? Rien ne dérange leur plaisir, et toi, par tes lenteurs, n'encourages-tu pas leurs succès?

Alors le Sultan :

— A-t-on jamais vu qu'un bienfaiteur et un chef cède aux obsessions de son hôte? Accueilli par grâce dans notre maison, tu devrais avoir assez d'intelligence et de cœur pour en prendre les intérêts. Mais chacun agit selon sa race, et un chrétien veut sans doute qu'un Sultan fasse la première démarche auprès des chrétiens. Sache que c'est moi le maître de l'heure et qui fixerai seul le jour de ta mission.

Pour plus de sûreté, il le fit conduire en prison.

Quelle misère pour le pauvre amant! Les semaines et les mois passèrent, et toujours, dans les ténèbres, sa raison lui proposait des images douloureuses, un visage oublieux et plus encore, cependant qu'à l'aube sa foi, son élan vital balayaient ces nocturnes. Elle vivait! Il se jetait dans cette idée comme dans un canot de sauvetage au milieu du désastre. Ils avaient

échappé à la tempête; il la rejoindrait; les narines au-dessus de l'eau, la poitrine plus puissante que tout l'océan, les bras hardis à fendre les flots, il atteindrait le rivage et la saisirait, heureuse et plus fraîche, dans sa joie de le retrouver, que tout l'océan surmonté. Qu'était-il advenu d'elle? Rien qui pût faire qu'elle ne fût fidèle. Qu'importe au véritable amour l'écume injuste de la vie! Il ne se permettait pas d'accueillir rien de ce qui rôdait autour de son esprit. C'est une abeille, se disait-il, qui reste prise à mi-corps dans son gâteau de miel et qui attend de moi sa délivrance.

Enfin un jour, environ six mois après qu'il était arrivé à Damas, le Sultan le fit chercher et lui dit :

— Voici que j'ai reçu des nouvelles de Qalaat. Cette fille conseille très bien son chrétien, et maintenant ils appellent des ouvriers musulmans pour aider à la réparation de leur territoire. Je prévois que d'eux-mêmes ils vont songer à une entente, et c'est alors que j'aurai besoin de toi pour leur porter mes réponses. D'ici-là, tiens-toi tranquille. Je pense que ces mois de fraîcheur ont apaisé ta fougue. Reprends ta bonne vie dans ta maison du Barada, car je veux que les messagers qu'ils m'enverront reconnaissent que je traite bien leur coreligionnaire.

Les malheurs avaient rendu Guillaume diplomate. Écumant à l'intérieur, il cacha sous un profond salut l'impatience qu'avait surexcitée ce discours, et se retira après avoir de nouveau mis tout son dévouement au service de Sa Hautesse.

Tout en se réinstallant dans sa première demeure avec un air d'insouciance affectée, il décidait de ne plus différer davantage. « La vie est trop courte, se disait-il. Je ne puis plus accepter que le feu de mon cœur et ma force demeurent inutiles. Oriante regarde chaque jour la route de Damas et me reproche de n'être pas encore arrivé. »

Cinq jours plus tard, à la nuit, il s'enfuyait de Damas sans être accompagné de personne, et il poussa son cheval avec tant de hâte que, le soir même, à l'étape, au milieu des gorges affreuses qui ferment l'oasis à l'Ouest il rejoignait une caravane qui ne refusa pas de l'accueillir.

Hardiment, d'un cœur confiant, le voici en route pour Qalaat et pour la délivrance d'Oriante! Chaque matin, la caravane se met en marche, à l'heure où les ombres et la lumière se combattent, avant que toutes les étoiles aient cédé au soleil,

et Guillaume en regardant le ciel s'étonne d'être insensible et même hostile à ces splendeurs, tandis que le feu d'un regard et l'éclair d'un sourire, qu'il ne voit qu'en idée, le déchirent.

Assailli tout le jour par des élans alternés de douleur et de gratitude, il surmonte le découragement à force de désir. Toutes ses pensées, autant de barques qui sillonnent la mer profonde et dont les voiles paraissent ou disparaissent sur l'horizon ; un souffle du ciel les balaye, et seule subsiste une mer de douleur éternellement mouvementée par l'espérance. A travers les sables, il navigue, et, maudissant chaque heure de retard, il court à l'assaut du mystère.

X

Quand la caravane approcha de Qalaat, elle apprit que tous y pénétreraient sans difficulté, car (le Sultan était bien renseigné) les chrétiens désireux de rétablir une prospérité qu'ils avaient ruinée, appelaient de toutes parts des travailleurs musulmans. Et pour le risque d'être reconnu, Guillaume était à peu près certain que personne, les anciens habitants n'eussent-ils pas été dispersés dans la tourmente, ne songerait au brillant favori de l'Émir devant le malheureux que faisaient de lui sa prison et ses chagrins. Une seule difficulté subsistait, mais grave, celle-là : comment approcher de la Sarrasine et comment l'enlever ?

Merveille de bon augure, à l'heure où Guillaume entre dans la ville toute transformée, des cloches chrétiennes, qu'il n'y a jamais connues, commencent à sonner comme pour bénir les images touchantes et les espérances qui se pressent en foule à son esprit. Tout un peuple nouveau de Francs et d'Arabes, en habits de fête, circule dans les rues, et Guillaume ayant interrogé un de leurs groupes apprend que dans deux heures va se dérouler une procession d'actions de grâces, pour la victoire, en l'honneur de la Vierge Marie. Les chevaliers la suivront avec les princesses converties. Pour l'instant, dames et chevaliers banquètent dans la forteresse.

Guillaume n'en demande pas plus et continue sa promenade. Il s'engage dans les jardins de l'Émir, maintenant livrés au public par des vainqueurs dédaigneux des anciens raffinements qu'ils ont pourtant à demi rétablis. Il passe devant les

kiosques. Il revoit tous ces lieux qui lui donnèrent une image du ciel. Le mystérieux bonheur enveloppé de voiles n'est plus là pour distribuer ses lumières sur les choses. C'est un précieux baguier d'où le joyau a disparu. Il va tout droit vers la partie du jardin qu'Oriante avait remplie de ses chants, qui fut leur domaine propre et qui lui apparaît comme leur amour étalé. Il crut la revoir étendue sous ces arbres avec une grâce si touchante, quand elle occupait un étroit espace d'ombre au bas d'une pelouse inondée de soleil, et qu'atteint par cette joyeuse lumière, un pan de sa robe de soie incarnadine brillait sur le vert du pré. Affaissée dans une langueur qui ressemblait à l'innocence et au plaisir, ses longs cils et ses douces paupières fermés, un de ses bras passé sous son cou et sa main chargée de bagues retombant sur sa joue et dans ses cheveux, tout ce paradis ne servait qu'à la faire valoir et semblait un rivage autour d'un lac de divine volupté. Et maintenant...

Ce furent des minutes bien tristes que celles où sire Guillaume, circulant ainsi au milieu des jardins dévastés de Qalaat, se débattit avec ses enivrements du passé et ses inquiétudes du jour.

Qalaat est un petit endroit. Le jeune homme eut le temps de parcourir tous les lieux où il s'était trouvé avec l'amie du plus beau moment de son existence ; il reprit un à un tous ses émerveillements, ses désirs, ses plaisirs et son angoisse ; il suivit le sentier par où Oriante venait de son pavillon avec la gentille Isabelle ; il s'en alla sous la forteresse jusqu'aux rochers où se tenait le chef chrétien qu'elle avait regardé si étrangement, et avant que les deux heures fussent passées, Guillaume se retrouva au milieu des badauds devant le palais où sans doute Oriante, le festin terminé, s'occupait à se parer.

Il ressentait jusqu'à l'irritation une sèche et douloureuse impatience, dans l'attente de celle dont le sourire seul rendrait une âme à cette ville morte. Si elle me voit de l'une de ces fenêtres, songeait-il, ses deux bras se tendront vers moi, et dès le soir son ingéniosité romanesque aura trouvé quelque moyen pour favoriser mon escalade dans sa chambre. Mais il souffrait sans se l'avouer du bel ordre qui régnait dans Qalaat et qui impliquait le consentement et la soumission de tous.

Enfin les cloches qui redoublent annoncent que voici le cortège. Les musiciens débouchent de la forteresse, puis les prê-

tres, les chevaliers et les femmes, et tout s'engage sous les vergers au long de la rivière. Au milieu des femmes du harem devenues les épouses des chrétiens, brille d'un éclat royal la belle Oriante, comme un aiglon à l'aile brisée est maintenu dans une troupe plus rustique. Qu'elle émeut son amant, quand il la revoit parée à la manière des femmes de France! Elle porte une robe de soie tissée d'or, dont la traîne balaye le sol. Sur son front brille un diadème. La gêne légère qu'elle semble éprouver la rend encore plus rare et plus précieuse. Chargée de cette profusion de grâces, de qui aurait-elle besoin?

Une affreuse tristesse monte vers Guillaume de cette gloire charmante et de cette cérémonie dont il eût été si heureux de partager avec elle le sentiment! Ce n'est pas par lui que s'est faite cette transfiguration. Et rien qui permette de croire qu'alors qu'il la surprend à son insu, elle ait aucune pensée pour lui. Toujours enchantée de paraître, et comme jadis enivrée de sa jeunesse et de sa beauté, elle regarde de tous côtés. Comment ne le distingue-t-elle pas? Sa barbe longue, ses cheveux emmêlés, son regard fiévreux le masquent, mais un cœur fidèle ne devrait-il pas pressentir et savoir?

Dans un premier moment de désespoir, il s'est laissé dépasser, mais bien vite il court les rejoindre et les accompagne, sans se rassasier de souffrir. Il marche à leur pas au milieu de la foule ravie. Toutes sont les mêmes et transfigurées. Elles ont échangé leurs larges pantalons de houris contre des robes de dames chrétiennes et même pris une expression de décence et de pudeur. Elles portent, comme jadis, enroulés au-dessus de leurs poignets, des chapelets de boules d'ambre, qu'une croix maintenant termine, et tiennent dans leurs mains des missels marquetés d'or et de bijoux. Mieux qu'autrefois elles semblent des anges; elles le doivent à ce cortège, à la présence des prêtres et des chants religieux, mais il est plus aisé de croire que les fleuves remontent vers leur source que de supposer que ces six mois ont diminué leur science de la vie.

Dans les jardins en ruines, au bord de la rivière, la procession circule, pareille à celle qu'enfant Guillaume a vue dans son village. C'est l'animation d'une paroisse française dans les ruines d'un verger syrien. Quel enchantement au bord de l'Oronte, les filles musulmanes chantant les cantiques de la Vierge! Il les suit en se jurant qu'il reconquerra son bonheur.

Et tous arrivent ainsi sous le cèdre où, pour la première fois, il vit Oriante au milieu du harem. C'est là, sur le gazon où s'étendaient ses tapis, qu'est dressé l'autel sacré, et tout à son aise il peut la voir agenouillée dans l'étincellement de ses voiles auprès du chef des vainqueurs, devenu son époux.

A l'heure de la bénédiction, le prêtre se tourna vers la foule, tenant entre ses mains l'hostie consacrée; il l'éleva, et Guillaume pria pour l'ingrate, pour ses propres péchés et pour que ses vœux d'amoureux fussent entendus au ciel.

La clochette de l'assistant a libéré tous les auditeurs. Ils se sont relevés. Lui, pas. C'est devant Oriante qu'il demeure agenouillé, requérant du plus ardent de son âme qu'elle daigne le voir et se chagrinant qu'un invisible message ne la prévienne pas. Enfin, d'un trait de son bel œil, elle l'a rencontré, et subitement, sur sa pupille agrandie, ses paupières se ferment. Elle reste ainsi quelques secondes, immobile, aveugle, sans qu'aucun indice n'affleure à la surface de son clair visage, et se détournant lentement, elle prend la main de son Seigneur, le comte d'Antioche, et la tient dans ses mains si douces, — geste dont le rude Seigneur s'étonne avec bienveillance, — comme si elle s'abritait, derrière un bouclier, contre quelque danger qu'il cherche et ne voit pas. S'est-elle évanouie? Ou bien lui a-t-elle murmuré une prière? Il l'enlève dans ses bras, comme celui qui vient d'acheter une brebis. Il l'emporte, sans qu'elle veuille jeter un seul regard sur son ami.

Pensez à ce que fut la douleur de Guillaume, quand il la vit ainsi installée dans son monde chrétien, qu'il avait perdu à cause d'elle, et qu'elle-même l'en chassa ! Il demeura sur place, accablé par une stupeur farouche et tout occupé à regarder la douleur courir en lui. « Elle le choisit devant moi ! » Il sentait physiquement cette phrase pénétrer en lui par ses yeux, par ses oreilles et descendre avec les ravages d'un éclair mortel à travers tout son être. Il s'aperçut avec dégoût qu'il eût préféré mille fois qu'elle fût morte. « Maintenant, se dit-il, j'ai cent années d'expérience, et je sais que les hommes n'ont d'amour sûr que l'amour de leur mère. Entre toutes les femmes, il n'y a de vrai que notre mère. »

XI

C'est dans l'amour heureux que notre âme respire. Elle s'y vient recharger d'allégresse et de chant. Préférer quelque autre à soi-même, s'élancer avec respect derrière un gibier divin pour lui faire son bonheur, lancer au ciel des louanges et des remerciements, quelle trêve dans nos misères, quelle brèche dans nos brouillards, quelle révélation peut-être sur l'après-vie !

A cette euphorie de l'amour, à cette plénitude que mettait dans son âme et son corps la confiance d'être aimé par celle qu'il aime, succède chez Guillaume un vide affreux. Toute la force physique et spirituelle que lui donnait son amour s'écoule massivement, en une seconde, comme d'une outre crevée par un coup de poignard. Et d'épuisement le malheureux s'endort sur le gazon.

Agité par les rêves et le chagrin, il se retournait fiévreusement sur cette terre ingrate, quand, sous la nuit qui commençait, il crut entendre murmurer son nom, et peu à peu, le sentiment lui revenant, il distingua une figure penchée sur lui et la douce chaleur d'une jeune bouche qui lui parlait d'une voix basse, avec une tendre amitié. Il reconnut Isabelle. Et tout de suite, s'attachant à elle avec un furieux désespoir :

— Pourquoi vient-elle de me renier ? Est-il possible ! Est-ce là son accueil !

ISABELLE.

Elle m'envoie près de vous.

GUILLAUME.

Elle m'a fui.

ISABELLE.

Elle a eu peur.

GUILLAUME.

De moi ! Qu'imagine-t-elle avoir à craindre de son ami ?

ISABELLE.

Elle a été surprise par un retour inattendu.

GUILLAUME.

Inattendu ! Mais n'était-ce donc pas pour la vie, notre amitié ?

ISABELLE.

Ma présence rapide est un gage que vous lui êtes toujours cher. Elle m'envoie à votre recherche en signe d'amitié éternelle.

GUILLAUME.

Elle t'envoie ! Sans doute qu'elle ne veut pas sacrifier une seule minute du temps qu'elle consacre au vainqueur. Depuis six mois, qu'ai-je eu d'elle ? Je l'ai attendue sur l'Oronte, à Damas. Avec quelle ardeur confiante, j'accourais ici ! Et tout à l'heure son visage d'effroi pour moi et d'amour pour cet homme ! Plût au ciel que jamais je ne fusse venu dans Qalaat, que jamais cette voix menteuse n'eût exercé sur moi sa puissance magique ! Elle me trompait donc, quand elle me prenait dans ses bras pour me dire : « Je t'appellerai à mon lit de mort ou bien je courrai au tien, et je t'adresserai de tendres adieux. » Tout cela pour qu'aujourd'hui j'arrive et que j'éprouve l'horreur de la gêner dans ses nouveaux plaisirs.

ISABELLE.

Ne risque pas d'être injuste. Pourquoi suis-je ici ? Il serait plus prudent pour elle et pour moi que je reste dans le palais. Mais me voici, contre toute sagesse, qui cours à tes injures et à bien d'autres dangers. Explique cela autrement que par notre amitié ! Si tu savais de quelle manière touchante...

GUILLAUME.

Je sais que je lui donnais asile avec ivresse dans mon cœur, qu'elle s'y est blottie pour me mordre avec plus de joyeuse sûreté et s'est glissée rapidement loin de moi en m'abandonnant à la pire souffrance. Et toi, femme méchante, tais-toi qui l'approuves dans sa prudence ! Mais non, poursuis ton récit. Ou plutôt, qu'elle vienne me le faire elle-même, si elle n'est pas une esclave.

ISABELLE.

Esclave ! Peux-tu le lui reprocher ? Tu lui en avais préparé la vie. Elle le redeviendrait sans doute, si elle obéissait

sans précaution à tes exigences insensées. Avec ses seuls moyens, elle a su dépasser l'esclavage et reconquérir le diadème que tu avais laissé tomber. Cela ne ne va pas sans ménagements, ni habileté.

GUILLAUME.

Je ne puis pas supporter cette contradiction qu'il y a dans son accueil et dans tes paroles. J'ai trop vu qu'elle s'accommodait d'une nouvelle vie.

ISABELLE.

Elle n'est pas faite pour mener une vie inférieure à celle des rois. Est-il dans vos vœux d'amoindrir celle que vous mettez au-dessus de toutes les femmes?

GUILLAUME.

C'est un coup inattendu qui me frappe.

ISABELLE.

Tu pouvais bien le prévoir.

GUILLAUME.

Je ne le croyais pas. Je croyais que, quoi qu'il fût arrivé, elle avait son visage tourné vers moi seul avec une indomptable liberté.

ISABELLE.

Mais qu'une fille demeurât libre au milieu de tant de vainqueurs, c'eût été un miracle.

GUILLAUME.

Je croyais qu'elle serait ce miracle.

ISABELLE.

C'eût été la seule.

GUILLAUME.

Eh! bien, oui, la seule! N'est-elle pas unique? Sa figure était d'or, d'argent, d'azur, de jeunesse, de pudeur, de plaisir tendre et de fierté, et tout à l'heure un flot de honteuse tristesse m'a flétri le cœur quand je l'aperçus. Elle m'était le paradis vivant, quelque chose au-dessus de la terre, une musique d'en-

chantement, et voici que je reçois de son clair visage et de son regard toutes les misères humaines. Je voudrais qu'elle mourût, et pourtant je ne puis pas renoncer aux lambeaux de notre bonheur. Qu'elle périsse avec moi ou qu'ensemble nous soyons heureux!

En parlant ainsi, il serrait dans ses bras Isabelle et, les yeux fermés, couvrait sa figure de baisers qu'elle repoussait doucement, un peu épouvantée, et disant :

— N'oubliez pas que je suis Isabelle, non Oriante.

— Je l'aime et la hais, je suis trop malheureux. Si elle veut m'assassiner, pourquoi n'est-ce pas de plaisir en m'embrassant?

Il disait d'elle les choses les plus tendres, puis la couvrait de reproches et d'imprécations, comme si elle eût été présente. Cependant, à sentir contre lui des formes charmantes, sa fureur devenait douceur, plainte et plaisir, toute son âme confusion, et ses menaces de plus en plus lointaines finissaient en remerciements pressants :

— Sur cette prairie de mon bonheur, dans cette ville où j'ai été deux fois heureux, une seule m'accueille! Isabelle, je vous remercie et vous aime.

ISABELLE.

Nous vous aimons, toutes, d'amitié, mais c'est avec elle seule que vous êtes lié d'un amour égal des deux parts, d'un amour jusqu'à la mort, qui chez vous n'empêche pas l'injustice. Vous disiez qu'elle était un ange; maintenant, vous la traitez de démon. Vous la mettez tantôt au-dessus d'elle et tantôt au-dessous. C'est une femme. Elle veut comme toutes les femmes que celui qu'elle aime soit le plus fort. Écoutez nos avis. Elle vous remercie d'être venu. Comme vous avez tardé! Je ne l'ai pas blâmée quand elle n'a pu vous rejoindre à Damas. Voulais-tu voir, loin du ciel de sa patrie, ton bel oiseau de paradis piétiner chétivement dans les ruelles de l'exil? Et c'est moi, aujourd'hui, qui viens de la dissuader de vous rejoindre sur cette pelouse. Si quelqu'un se doit perdre, que ce soit la pauvre Isabelle. Mais Oriante viendra. Tu la prendras dans tes bras. Et me voici pour en chercher avec toi le moyen, que nous trouverons sûrement.

GUILLAUME

Dois-je vous croire, toutes les deux, aujourd'hui! Jadis, pas une fois je n'ai mis en doute sa parole. Je n'avais aucune idée qu'elle pùt me mentir, puisque je ne demandais qu'à lui obéir et que, si elle m'avait prié de mourir volontairement au lendemain de quelqu'un de nos plaisirs, je l'aurais fait en me sachant encore son débiteur. Ce qui s'est passé depuis lors est trouble. C'est possible que je comprenne mal, car moi, je suis seul pour raisonner, tandis que vous étiez deux pour délibérer de moi, si toutefois vous en avez pris la peine. Je n'ai pas de confident pour m'aider à voir clair. Et cependant si j'ai souffert, ce n'est pas sans raison.

ISABELLE.

Enfin, tu lui reproches d'être vivante, pleine de jeunesse et d'amour. Préférerais-tu qu'elle fùt morte?

GUILLAUME.

Soit, je ne reproche rien au passé. Il faut demander la mort ou bien accepter la vie. Je veux ramasser les morceaux de mon bonheur. Es-tu venue pour me laisser sans espérance. La meilleure part de mon être refuse de croire que deux beautés que j'aime puissent mentir, et je veux suivre, les yeux fermés, cette confiance, fùt-elle une illusion. Que dois-je attendre exactement?

ISABELLE.

Écoute-moi donc, maintenant que tu parais maître de ta raison. Et d'abord, ne reste plus à ròder, tu nous perdrais tous. Nous avons près d'ici, sur l'Oronte, un musulman qui est notre obligé. Il te prendra à son service et te logera, et nous saurons t'y visiter.

GUILLAUME.

Elle, avec toi! Venez toutes les deux. Tu me permets de te dire que tu ne me suffis pas, mais c'est également vrai qu'elle seule me ferait trop de mal.

ISABELLE.

Nous deux, et c'est elle qui te dira et te prouvera son amour. Elle viendra te voir et glisser à ton doigt l'anneau du plaisir.

GUILLAUME.

Dame sœur, je vous aime, vous m'avez été bonne et secourable, et ce que j'ai de plus beau dans la mémoire, je vous le dois. Jamais rien de ce que vous me demanderez, je ne pourrai vous le refuser. Et aujourd'hui encore, ma Savante, voici que vous venez de me réconforter. Votre amitié m'est plus douce que le ciel pur apparaissant après l'orage, quand nous naviguions de France en Syrie.

ISABELLE.

Il n'était pas possible que le dernier mot d'un si grand amour fût pour souhaiter qu'elle mourût, celle qui vous donna sa foi.

XII

Au lever du jour, sire Guillaume s'en alla chez le pauvre musulman que lui avait indiqué Isabelle et se mit à son service comme un simple manœuvre.

Il défonce le sol, il y plante des légumes qu'il arrose avec l'eau de l'Oronte, et cet humble jardin d'un autre, il l'entoure soigneusement d'un mur de terre battue. C'est à ce prix qu'il achète sa subsistance quotidienne et le droit de se construire la cabane où il recevra ses deux amies. Peu lui coûte cette vie d'efforts grossiers, car il aspire à user ses forces, à dissiper en sueurs d'esclave ses trop douloureuses pensées. Au milieu des pierres et des ronces, sous le soleil implacable et dans ces travaux qui le brisent, il songe aux plaisirs qu'Oriante lui a donnés et qu'elle lui renouvellera. Il guette s'il voit un messager qui court lui annoncer la visite des deux femmes. Alors il se baignera dans l'Oronte, il cueillera ses fleurs, et le soir elles se glisseront toutes deux dans sa cabane avec leur phosphorescence de tristesse et de volupté.

Ce soir arriva. Elles apparurent dans ce demi-désert de la rivière, toutes deux essoufflées, et Isabelle portant un panier à la manière des jeunes dames charitables qui visitent les malheureux. Le premier mot, le cri du jeune homme, en saisissant de ses deux mains les poignets de la Sarrasine, fut :

— Maintenant je te tiens! Quand partons-nous, tous les trois, vers Damas, vers Tripoli, n'importe où, ailleurs, loin d'ici? Ne

perdons pas notre temps à discuter le détail. Dis-moi d'une phrase claire que tu veux venir avec moi.

— Me voici venue près de toi.

— Prête à me suivre ?

— Plût au ciel que ces gens ne fussent pas surgis! Je jure que j'aurais voulu passer toute ma vie sous ta fidèle protection.

— Ah! menteuse, perfide, que j'ai attendue six heures d'une nuit de désespoir sur l'Oronte et six mois pires encore dans Damas, et qui, pour mon retour, s'est jetée sous mes yeux dans les bras de son nouveau maitre.

C'est la fièvre et l'excès du chagrin, comme le montre sa figure ravagée, qui le font parler si durement. Mais Oriante, surmontant l'émoi de cet accueil violent, va droit à son agresseur, les yeux dans les yeux, la parole et l'âme tout en flammes :

— Sans me plaindre, sur ces cailloux, sans avoir peur de la mort qui ne me serait pas épargnée, brûlée du soleil, déchirée par les ronces, j'accours, je viens me jeter par amour sur cette misérable natte, et ce sont des reproches que je trouve dans ta bouche, et, plus encore, dans ton cœur. Cependant, quel crime ai-je commis ? J'ai cédé à la force, je suis entrée malgré moi dans le lit d'un nouveau maitre. Faut-il me tuer pour ce crime involontaire, dont la cause est ta propre défaite ? C'est toi qui m'as laissée à la honte d'un partage, comme un vil butin, et qui m'as livrée aux orgueilleux caprices de tes compatriotes chrétiens. C'est le sort qui a si cruellement disposé d'Isabelle comme de moi, mais tu n'as pas le droit de nous reprocher ce que, toi, qui es un homme, tu n'as pas su nous épargner.

— Tu t'enveloppes habilement d'obscurité et tu fuis loin de mes droites questions. Réponds cependant. Pourquoi ne m'avoir rejoint ni sur l'Oronte, ni à Damas ?

— Eh! le pouvais-je, ingrat ?

Ses yeux prirent un aspect noir et, tout remplis de leurs pupilles dilatées, transformèrent soudain sa figure harmonieuse :

« Quels accents, quelle plainte exhaler qui répondent à ma douleur ! De quoi me plaindrai-je d'abord ? D'avoir perdu mon ami ou d'être insulté dans mon malheur ?... »

Mais il mit précipitamment sa main presque violente sur

cette bouche trop charmante, pour étouffer une voix qui voulait lui faire mal.

— Ne viens pas ici pour me faire souffrir et user de ton sortilège, mais pour me guérir de mon amour en l'usant. Ne parle pas de ton malheur, quand, à mon retour, je vous trouve satisfaites, épanouies dans votre transfiguration.

— Tu nous préférerais malheureuses ?

— Oui, s'il ne faut pas mentir, c'est malheureuse que j'espérais te retrouver. Mais tu m'as renié, par déplaisir de me revoir, et j'ai vu que tu l'aimais.

— Toi seul, homme injuste, j'ai aimé.

— Tu as confiance en lui, tu fais appel à son amitié.

— Il a été bon... Laisse, Isabelle, il lui faut dire la vérité.

— Alors le chef t'a choisie?

— Personne jamais ne me choisira. C'est moi qui sais me faire supplier.

— Le soir même, quand je t'attendais et comptais sur la parole jurée...

— Non.

— Une nuit pourtant, je le sais, une révélation me l'a dit...

— Que pouvais-je? Il était bon pour moi. Que pouvais-je faire? Tu n'avais pas su me sauver. Pourquoi tes regards me fuient-ils? Pourquoi me regardes-tu avec cette douleur? Tu veux me faire mourir de chagrin. Je ne te cache rien. Il faut voir ce qu'étaient ces jardins pleins de cadavres, cette odeur de mort dans la forteresse, toutes les femmes folles du désir de vivre, suspendues à ceux qui voulaient bien d'elles et sollicitant avec terreur des furieux qui pouvaient devenir des sauveurs. Tu ne sais pas jusqu'à quel point personne ne se possédait plus. Mais lui ne m'a pas brusquée; il a fait tout au monde pour me plaire; il a su m'émouvoir. Je te croyais mort, j'étais tentée de mourir.

— Tentée de mourir! Que n'as-tu alors, en fuyant avec moi, accepté de courir cette chance de mort ou de salut?

— Mes pieds ne m'auraient pas portée vers la pauvreté et l'obscurité.

— Ils t'ont portée vers son lit.

— Où donc étais-tu, toi qui parles si durement? Sur l'Oronte! Eh! bien, ce n'est pas là qu'il te fallait veiller, mais en travers de ma chambre dorée. Et lui, t'en souviens-tu? c'est toi qui m'as

fait son éloge. Tu te rappelles nos soirs sur le haut du rempart? Tu me disais que les chrétiens, mieux que les Arabes, honorent les femmes. Nieras-tu que tu m'as déclaré : « Ce n'est pas mon rôle de massacrer les gens de mon pays. » Dans ce moment, j'ai compris que tu ne pensais pas que tes intérêts fussent confondus avec les miens. Quand je t'avais sacrifié mon Seigneur naturel, tu me préférais tes frères de naissance. C'est toi qui m'as infligé leur éloge; c'est toi qui m'as abandonnée, et pourtant c'est toi, sache-le donc, que je cherche à retrouver en eux. Je jure que s'ils me plaisaient si peu que ce fût, ce serait pour quelque ressemblance.

— Isabelle, Isabelle, appelait le jeune homme, avec épouvante et désespoir, vous l'entendez! Comment se fait-il qu'il y ait en elle quelque chose de vrai et qui passe en douceur toutes les images d'église que je garde dans mon esprit, et puis, soudain, par une métamorphose que je ne m'explique pas, alors que dans ses bras j'entends le battement de son cœur et reçois la chaleur de son corps, je la sens qui pense hostilement contre moi. Je joue avec une charmante couleuvre, innocente, subtile, mon amie, et soudain la tête s'aplatit, le dard apparaît, c'est une vipère, dont il faut bien que je souhaite la mort. Ou plutôt qu'elle vive et que moi, je cesse d'exister.

Oriante se taisait et sentait sa puissance.

Mais Isabelle :

— Ne sauriez-vous prendre un peu de bonheur! Rappelez-vous ce que dit le poète : « Entraînée par le blanc coursier du jour et par la cavale noire de la nuit, la vie galope à deux chevaux vers le néant. » Dans cette minute, sire Guillaume, tu tiens ton amie à ta discrétion. Elle est ici, nulle part ailleurs. Elle t'offre ses caresses. Ne vas-tu lui répondre que jalousie et méchanceté, et crois-tu qu'il soit raisonnable que tu repousses ce que tu désires au point d'en mourir?

Sur la pauvre natte de jonc, recouverte de fleurs, elle jetait leurs manteaux, et Oriante, attirant contre elle son ami :

— Que je sois plus glacée que la brebis galeuse, quand, privée de sa toison, elle demeure exposée à la pluie et au froid de l'hiver, si ce n'est pas toi que j'aime! Mais que me reproches-tu? La lionne peut se défendre contre les attaques du chasseur; elle protège les abords de son antre contre toute une armée de cavaliers : que peut-elle, si les fourmis se dirigent

contre sa caverne en longues files, envahissent ses membres et la couvrent comme d'un tapis de haute laine? Que pouvais-je, quand mon ami, mon défenseur et mon frère, m'avait abandonnée? Mes pensées se traînaient ici, l'aile brisée: comment auraient-elles franchi l'espace jusqu'à Damas? Après avoir essayé de tournoyer dans la nue, elles retombaient au fond de Qalaat. Ce qui naît de mon cœur, si je suis seule; ce qui court à mes lèvres quand Isabelle et moi, dans la solitude, nous causons; mes pensées vraies, mes paroles libres, sont uniquement pour toi. Comment pourrais-je te rejeter? N'es-tu pas l'artère qui nourrit mon cœur? Comment pourrais-je, aussi complètement que je le voudrais, en caresses, en paroles, en effusions d'une joie qui ne peut tenir en place, t'exprimer ma tendresse? Quel vide tu m'as laissé! Je n'aurais pu supporter ton absence sans Isabelle. Lumière fidèle de ma vie! Une fatalité nous oppresse, c'est à nous de la surmonter. Prends-moi dans tes bras, appuie ta joue contre la mienne, et laisse glisser sur nos deux visages mes cheveux dénoués.

Et lui :

— Oriante, après tant de jours écoulés, je retrouve enfin ta voix, ton regard, et tout ce qui rayonne de toi m'enchante et me fait mal. Combien j'ai souffert, en revoyant notre palais, nos allées, notre prairie, ces lieux où tu as continué, moi parti, de subir la vie. Quelle douleur de t'y voir joyeuse! Est-ce un crime de maudire tes jours, si j'en suis absent? Le crime n'est-il pas plutôt de me saisir, malgré moi, des offrandes de ta présence?

Le charmant visage aux yeux pleins de feu, penché sur lui, l'empêcha de poursuivre plus avant une plainte devenue mensongère. Et tandis que les deux amants demandaient au plaisir d'apaiser et de confondre leurs âmes, Isabelle s'occupait à préparer les provisions qu'elle avait apportées dans sa corbeille, car elle savait que le chagrin et le bonheur n'empêchent pas deux jeunes amants d'avoir bon appétit, au sortir de leurs tourments et de leurs extases.

Vainement Guillaume, quand ils eurent repris leurs esprits, essaya-t-il de revenir à l'idée de leur départ vers Damas ou Tripoli, où leurs cœurs, disait-il, trouveraient le repos. Oriante sut esquiver toute réponse nette, et le quitta en lui faisant jurer qu'il était satisfait et qu'il ne voulait pas qu'elle fût malheureuse de le croire malheureux.

A travers les roseaux de sa cabane, il les regarda s'éloigner et souffrit de leur prudence, trop justifiée, qui les empêchait de se retourner pour lui faire aucun signe d'adieu. Il pensa même qu'Oriante était joyeuse, soit qu'elle le fût en effet d'avoir éprouvé sa force sur un furieux, soit que l'harmonie et la grâce aient toujours un air d'allégresse.

XIII

Exactement Oriante s'en allait malheureuse que son ami souffrît à cause d'elle, mais tout de même heureuse de cette souffrance qui lui prouvait combien il l'aimait et qui lui donnait une merveilleuse tranquillité de cœur, pour se livrer aux soins de sa gloire. Bien assurée qu'il était des deux, dans cette période, celui qui aimait le plus, elle pouvait penser à autre chose. Mais lui, il éprouvait cette lourde hantise qui vient de la plus vive épaisseur du sang et se dérobe au contrôle de la raison, et il y joignait les tourments d'une incessante dialectique intérieure.

Des mots qu'elle avait prononcés ou bien évités, des regards qu'elle avait lancés ou voilés, certains de ses silences même, autant d'indices qu'il rapprochait et déchiffrait avec une continuité douloureuse. C'était comme des fragments d'une construction dans la plaine, comme les débris d'une grande faïence à inscriptions ou plus vraiment, hélas! un alphabet de blessures. La phrase qu'elle avait jetée à Isabelle : « Il faut tout lui dire, » n'empêchait pas que tous les mystères subsistassent. Sur la tête de l'ardent jeune homme régnait l'éclatante lumière et dans son cœur le noir soupçon. Il lui semblait que l'implacable soleil de Syrie et la volonté d'Oriante collaboraient pour le corroder, le dissoudre, en sorte qu'il ne restait de son être que son amour qui lui faisait mal.

Le soir, il voyait à quelque cent mètres, par-dessus la rivière, la lune bleuir les jardins du harem, et de son cœur une longue prière montait vers le bel oiseau transformé dont ils demeuraient la cage. C'est par une nuit semblable qu'il a, pour la première fois, entendu la Sarrasine épanouir son âme en trilles harmonieux et qu'il fut arrêté net dans sa libre marche à travers la vie. Parle ou tais-toi, magicienne, ton chant continue d'agir au fond d'un cœur empoisonné. Fréquemment, pour quelque fête, sous les espaces pleins d'étoiles, la cime des arbres de Qalaat

balançait dans le ciel profond le reflet des torches qui groupaient les musiciens, et les musiques, après avoir réjoui les vainqueurs, venaient s'achever en vagues de tristesse sur sire Guillaume, étendu dans les ténèbres de sa cabane. Mais ce ciel, ces feux, cette musique le troublaient moins que les souvenirs enfermés dans son cœur. Il avait les nuits d'un homme piqué par un serpent. « Quand elle lève son bras, songeait-il, je vois au-dessus de son coude luire son anneau d'argent, mais je sais, sans l'avoir vu, qu'elle loge un aspic dans sa large manche. » Jusqu'à ce que le noir sommeil daignât l'accueillir, il restait en proie à ces images ennemies et préparait les questions auxquelles il la soumettrait à sa plus proche et toujours incertaine visite.

Parfois, à mesure que le charme de cette visite se dissipait, comme se dissipent un air de musique et sa douce puissance, il voyait se lever en lui un être de haine, et ce personnage nouveau, il l'accueillait avec un âpre plaisir; il le nourrissait avec soin, parce que dans ces éclipses momentanées de sa tendresse, il reprenait de la respiration et des forces. Mais comment se fût-il maintenu dans cet exil, comment son imagination de vaincu de l'amour ne fût-elle pas revenue rôder sur la rive du bonheur?

Il ne retrouvait son calme qu'au moment où il tenait, comme un noyé saisit la bouée de sauvetage, le corps même de son amie et se soumettait à sa voix éloquente. Cette parole, ces serments, ces indignations, cette force vitale le persuadaient, autant que duraient les serments, les pleurs, les rires et la parole. Puis Oriante partait, et de nouveau il l'attendait des semaines entières.

Il eût voulu prendre ces semaines d'entracte, ces semaines mortes et les jetant par-dessus son épaule, déblayer le passage. Mais que sert ce bouillonnement du sang contre le froid écoulement des minutes? Dans cette paralysie, tous ses soupçons et ses désirs le dévastaient, le brisaient par leur élan qu'il empêchait. Il désirait Oriante de toute la multitude de ses idées claires et de ses appétits obscurs. Il lui semblait être un vol d'oiseaux brutalement retenus dans un filet. Et quand soudain, après un temps, elle apparaissait, elle certainement et pas une autre, accompagnée d'Isabelle, sa soif, son plaisir, son ardeur prenaient une intensité de douleur.

— Tout devient clair, aisé, quand je t'ai près de moi ; tout mon chagrin s'embrume des subtiles particules qui se lèvent de nos amours réunies, mais quelle effroyable limpidité sèche peu après ton départ! Donne-moi donc une nouvelle âme, Messagère des étoiles; la mienne est inguérissable de sa méfiance et surtout du souvenir de ton excellence. Fais que j'oublie ce que je ne reçois plus. Je ne mentirai pas : toi présente, je cesse de souffrir; ta chevelure de lumière, tes yeux éblouissants, ta voix charmante me ressaisissent, m'empêchent de me soustraire à ton influence despotique et de creuser librement tes fautes. Ah! que tu me gênes! Sitôt qu'un souffle ride la surface tranquille et passe sur mes traits, dans mes yeux, sitôt que mon âme se détourne fugitivement, tu le sais ; tu lis ce qui se passe au dedans de moi, tu pressens ce que je vais penser et tu m'empêches que je ne veuille le dire. Comme on tirerait sur le licol d'un animal domestique, tu tires sur mon amour et me remets dans le sentier d'où je voulais m'échapper. Pendant deux heures, tu m'obliges à être heureux, frivole, oublieux. Mais à peine es-tu partie, je reprends mon vagabondage de tristesse. Nul de mes griefs n'est mort, ils se redressent sitôt que j'échappe au feu de ton regard et à l'harmonie de ta voix. Sûrement quelque part, dans cette vie d'où je suis banni, de quelle manière, je l'ignore, avec quel sentiment, je m'épuise à le rechercher, tu me renies tout en me gardant. « Non, » dis-tu. Ah! tout mon cœur sait que tu es chargée d'intérêts et de soins que je ne connais pas et qui te protègent, te prémunissent contre l'obsession dont je meurs. Entre nous le jeu n'est pas égal. Que puis-je espérer de sûr et d'éternel? Pourtant je ne veux rien d'autre. Il fallait me rejoindre sur la route de Damas?

— Laisse la question de savoir comment nous devions agir dans la tempête, maintenant que le bleu a réapparu dans le ciel.

— Le bleu est sur Damas, sur Tripoli, sur l'Europe, sur le désert, sur toute l'Asie, mais non ici. Dans tes bras, où que ce soit, je trouverai le bonheur, je trouverai l'univers. Mais toi, tu préfères nos souffrances et ta chaîne à la liberté d'être tout l'un pour l'autre.

Elle se taisait. Et la sage Isabelle :

— Tous vos grands projets ne doivent pas empêcher celui pour lequel vous vouliez d'abord vous rejoindre, et je ne vois

pas qu'il soit raisonnable de vous priver aujourd'hui de ce que vous cherchez le moyen d'avoir toute votre vie.

Mais bientôt sire Guillaume reprenait :

— Je veux cesser d'être un mort. Je rentrerai dans la vie. Je ne peux supporter que vous soyez aux mains de mes amis, de mes frères, sans que je leur dispute mon bien. Pourquoi ne voulez-vous pas que j'aille vous rejoindre ?

— Plus tard, cela sera.

Et toujours ainsi, jusqu'à ce qu'Isabelle se rapprochant d'eux leur dit :

— C'est l'heure ! Il faut partir. Nous reviendrons bientôt, et la prochaine fois vous vous accorderez.

XIV

Monotonie d'angoisse où alternent des surprises de douleur et de plaisir : douleur, quand il voyait des lacunes inexplicables dans les histoires claires d'Oriante, et plaisir plus profond que la mort quand elle se glissait jusqu'à son abri. Jamais un refus, parfaite envers lui. Mais ailleurs ? Il frissonnait de douleur.

L'homme blessé ne dort pas et ne laisse pas dormir. Un jour enfin, à bout de forces, il prit sa résolution et lui dit :

— Tu ne veux pas quitter Qalaat. Eh ! bien, je ne peux pas demeurer dans cet abaissement. De semaine en semaine, tu m'ajournes, quand je te demande de décider notre destin ; je n'accepte plus l'immobilité. Nous avons eu pour breuvage une eau pure. Comment pourrais-je pour toujours m'accommoder d'un amour mélangé et trouble ? Qu'est-ce que ces plaisirs sans fidélité ? Des plaisirs où j'appelle vainement le bonheur, les plaisirs du désespoir. Éclat des perles et de la jeunesse, étincellement de ta venue, j'ai peur de blasphémer de généreuses largesses, et de paraître ingrat envers les plus belles minutes du destin. Qu'elles restent bénies ! Mais pour finir, elles m'ont jeté tout rompu dans la plus noire douleur. J'ai trop entendu ce qui se dit dans le silence du fond de votre âme et qui refuse de renier celui sur qui vous vous bornez à me donner la primauté, en gardant un opiniâtre orgueil de son amour qui m'offense.

— Pourquoi êtes-vous jaloux de ce chrétien ? Vous ne l'étiez pas de mon seigneur musulman.

— Je ne l'étais pas.

— Pourtant j'ai dormi des années sur son cœur.

— Vous ne l'aviez pas choisi, moi existant. Il était antérieur à notre premier regard et pour ainsi dire à notre naissance. Ce n'était pas une injure à notre sentiment. Il ne me volait pas mon espérance. Je suis jaloux des rêves que vous faites avec ce nouveau maître. Pour supporter toutes les douleurs qui foisonnent dans un amour et toutes les révélations que nous donne la vie sur un objet aimé, il faut mettre nos forces et nos ivresses d'amant dans une action commune qui nous semble éternelle, les échauffer et les engager indissolublement, dans quelque construction qui nous importe plus que notre vie bornée ; pour qu'avec ses sombres écumes la passion ne nous corrode pas, il faut qu'elle ne stagne jamais, qu'elle soit un grand fleuve emportant nos espérances vers des rivages toujours neufs, et non un étang que corrompt ses plus belles fleurs de la veille. Mais c'est avec un autre que tu jouis de cet amour constructeur. Et moi, quelle est ma part ?

— Mes caresses, ingrat.

— D'assister à travers tes caresses à votre œuvre commune. Vous construisez quelque chose ensemble, et moi j'aurai le plaisir tout court, la minute qui ne peut être éternisée. Je refuse. Assez de ténèbres ! Vous que j'aime, cessez de m'obliger à vous haïr. Partons, ou je vais aller au milieu des chevaliers, mes pairs, hardiment réclamer votre amour tout entier.

Il attendait un consentement, qu'immobile elle lui refusa.

Alors, après deux minutes de silence, solennellement il jura :

— Quand tu devrais mourir de male mort, toi que je préfère mille fois à moi-même, j'irai dans Qalaat, à visage découvert, et honteux de t'avoir trop longtemps cédée sans combat, je courrai à tout risque, tous deux dussions-nous y périr, les chances de notre destin. Que les saints nous protègent ! C'est fini des ajournements. L'inévitable va se précipiter.

— Dieu ! dit Isabelle.

— Je le savais, dit la musulmane, qu'il voudrait tout détruire de ce que nous avons construit.

— Je ne veux pas de constructions faites avec des mensonges.

— Insensé, tu veux que nous périssions, nous périrons ensemble. Avec toi, je veux mourir ou vivre, sans me dimi-

nuer. Je ne te cacherai rien de ce que je pense et que tu peux reconnaître, si la vérité dans son plein soleil ne t'aveugle pas. Je possède ici la divine puissance qui surpasse toutes les autres, la royauté, et c'est un bien que je ne veux pas céder. Et c'est également vrai que je ne peux pas vivre sans toi. Tu veux partir et que je te suive ! Mes pieds, t'ai-je dit, ne me porteraient pas. Mais reste, et osons donc ! J'aime mieux des risques de reine que d'exilée et de mendiante. J'étais au ciel de Galaat une grande étoile fixe et brûlante ; je ne voulus pas être une flamme errante, une comète vagabonde, une pierre déchue. Tu redoubles, tu exiges que nous soyons semblables aux débris emportés par le torrent ? Soit ! je me tiendrai dans le danger hardiment à ton côté. Viens au milieu de nous, explique comment tu as fui à Damas, et que tu veux reprendre ta place parmi les chrétiens. Les musulmanes se tairont ; je serai ta répondante, et souhaitons qu'une circonstance te hausse et me libère. Quant à moi, sache mon dernier mot, je ne puis ni te sacrifier, ni renoncer aux jardins de l'Oronte où je suis née pour être reine.

— Nous courrons toutes nos chances de vie céleste, et du moins je serai sorti de cette solitude infernale.

— Essayons donc cette folie, dit la sage Isabelle avec un sombre pressentiment, puisqu'aussi bien il est écrit : « Tandis que le sage reste sur la rive cherchant un gué, le fou aux pieds nus a traversé l'eau. »

Sans plus tarder, Oriante commença une savante intrigue. Sur ses indications, Guillaume changea de maître. Il alla chez un musulman auquel il dit qu'il arrivait tout droit de Damas et chez qui la Sarrasine ne le rejoignit jamais. Elle y envoya l'évêque d'Antioche, un saint prélat, qui comptait sur elle en beaucoup de choses pour diriger l'esprit du comte d'Antioche et à qui elle s'était confiée sous le sceau d'une prudente confession. Sire Guillaume dit à ce vénérable messager :

— Je jure que j'ai été troublé par des prestiges. Au reste, j'étais venu dans Qalaat, par ordre de mon seigneur de Tripoli, comme diplomate et garant de la paix, et jamais je n'ai combattu mes coreligionnaires ni desservi mon suzerain. Maintenant, je voudrais revenir au milieu de mes pairs et mettre à leur service ma connaissance de la langue sarrasine.

Le saint homme vit l'utilité d'un jeune chevalier qui

connaissait profondément la langue et les mœurs des païens, et décida de le servir.

Et déjà sire Guillaume est plus heureux. Depuis des jours et des nuits, il se traîne dans des sapes obscures où le sable perpétuellement détaché des parois le submerge : quand il aperçoit un rais de lumière, comment n'y marcherait-il pas instinctivement, animalement, dût-il dans ce plein air trouver un pire péril ! Si c'est le dénouement par la mort, eh bien ! vive la mort et son repos béni.

XV

Que connut exactement l'évêque des aventures de sire Guillaume et de la belle Oriante, on l'ignore, mais c'est un fait qu'il entreprit de mettre sa haute puissance au service de ces deux amants. Avec tout ce qui s'élance vers le ciel et fournit de la jeunesse, du feu, de la force, le vénérable prélat veut construire la chrétienté de Syrie. Quel abîme entre le chaos présent, que règle seule la chance des batailles, et le royaume qu'il rêve de réconcilier à la gloire du Christ ! Il aime ces dames sarrasines qui viennent de se convertir et qui peuvent enfanter une nation nouvelle, il aime ce soldat retrouvé, si plein d'expérience, et il a bon courage, avec ces matériaux précieux, de jeter le pont sur l'obstacle.

Un jour, au sortir de la messe, sur le parvis de l'ancienne mosquée, devenue l'église, il s'approcha du comte d'Antioche, en tenant sire Guillaume par la main, et lui dit :

— Seigneur, j'ai par bonne aventure entendu en confession ce chevalier que voici et qu'à son humble vêtement j'ai d'abord pris pour un musulman. Il m'a dit une merveilleuse histoire que, s'il vous plaît d'ouïr, je vous répéterai. C'est un chevalier charmé. Il a reçu un enchantement, qu'il ne s'explique pas lui-même, dans vos jardins de l'Oronte, un jour de jadis qu'il était venu à Qalaat en mission de son suzerain le comte de Tripoli, et depuis lors il dépérit, s'il s'en éloigne. A son grand dam, quand vous assiégiez la ville, il l'a quittée, pour ne pas verser de sang chrétien ; il a erré, comme un égaré, à l'aventure, et maintenant, il revient dans ces lieux de sa fascination, en demandant au vrai Dieu de venir à son aide. C'est un mal de l'âme, dont il faut que nous l'aidions à se guérir, et l'un et

l'autre nous vous demandons que vous l'acceptiez dans votre familiarité, pour qu'il ait son apaisement, en même temps qu'il sera l'un de vos fidèles.

Et quand le baron eut entendu cette requête, comme un sage prince, il s'éloigna de quelques pas et appela plusieurs seigneurs de bon conseil qui sortaient, eux aussi, de la messe. Leur entretien fut court, et revenant à sire Guillaume, il lui dit publiquement :

— Messire Guillaume, pour l'honneur et l'amour du saint prélat qui vous accompagne, et en considération des services que votre connaissance des langues sarrasines nous réserve, nous vous accordons votre requête, en priant Dieu que votre charme vous soit allégé, et nous vous demandons de venir dès aujourd'hui souper avec nous. Ainsi donnerez-vous plaisir à nos dames qui savent surtout le langage sarrasinois.

De cette gracieuse réponse l'évêque et Guillaume remercièrent le baron, et Guillaume toucha la main de tous ces chevaliers, parmi lesquels plusieurs connaissaient ses amis et sa parenté. Puis l'évêque le conduisit au logement que d'accord avec la musulmane il lui avait préparé, où l'attendaient les vêtements qui convenaient à son rang retrouvé.

XVI

Le soir, à l'heure du souper, sire Guillaume se rendit à la forteresse et fut introduit dans la grande salle du jet d'eau, celle-là même où les femmes du sérail étaient venues l'écouter, jadis, quand il y mangeait en tête à tête avec l'Émir et qu'il lui contait, d'un si naïf enthousiasme, les amours de Tristan et d'Iseult. Journée charmante, sans amertume, souvenir antérieur au temps qui lui a fané le cœur! Quand il eut salué le comte, il alla s'incliner devant Oriante et toutes les dames sarrasines, qui lui firent leurs révérences cérémonieuses, en cachant l'émotion qu'elles avaient de son retour. Elles ne marquèrent pas qu'elles le connussent, car plus que jamais elles obéissaient à Oriante, dont l'intelligence avait assuré leur salut, et se groupaient autour d'elle plus étroitement que ne fait une compagnie de perdrix épouvantées par les chasseurs.

Le repas servi à la mode franque fut présidé par le comte et par Oriante, qui avait à sa droite l'évêque. Toutes les jeunes

femmes étaient mêlées aux convives, non plus couchées sur des coussins, mais assises autour de la table. Sire Guillaume occupait un bas bout. C'est bien douloureux pour lui de rentrer ainsi dans la vie, ayant tout à reconquérir.

Le comte d'Antioche, l'évêque et les chevaliers causèrent paisiblement et fortement du grand projet qu'ils poursuivaient ensemble d'organiser une cité mi-syrienne, mi-franque, dont l'âme serait chrétienne. Oriante comprenait et flattait ces ambitions avec une prodigieuse habileté. Au-dessus de tous brillait son génie de fantaisie et de libre grâce ; cependant, elle se montrait parfaitement simple et bonne envers chacun de ces chevaliers qu'elle traitait en vieux amis. Quand elle parlait, fût-ce au plus humble, c'était toujours en riant, et ses doux propos faisaient du bien ; aussi leurs regards s'attachaient avec admiration sur son visage fier et mobile, et chacun d'eux, en voyant tant de bonté unie à tant de beauté, croyait à un séraphin descendu du ciel.

Cette popularité encore, quel chagrin pour sire Guillaume ! Il n'a pas de reproche à faire à cette rare merveille. A-t-il su lui assurer la sécurité et le pouvoir ? Plus simplement, peut-il empêcher que le jeune cheval ne coure, les naseaux fumants, dans la prairie ouverte ? Est-ce à celui qui est assis au bas de la table de prétendre à l'amour avoué de la reine, et ne lui fait-elle pas un magnifique cadeau, si elle l'accueille secrètement dans son cœur ? Il se raisonne, mais il ne peut accepter sans un amer chagrin la vue de tous ces intérêts qu'elle a en commun avec son nouveau maître et qui produisent une paisible abondance de fleurs et de fruits, pareils à ceux qu'il eût voulu cueillir avec elle.

Après le repas, quand les tables furent ôtées, les ménétriers sonnèrent pour danser. Oriante dansa avec plusieurs chevaliers sans s'occuper de Guillaume, parce qu'elle voulait rendre impossible tout soupçon. Puis les danses furent coupées de chansons, de récitations amoureuses ou joyeuses, et là encore, de bien loin, personne ne l'égala. Elle dit tous les poèmes que sire Guillaume avait le plus aimés. Et ce court moment déroula devant lui d'interminables souvenirs, accumula dans son âme une vie de douleur. Cherche-t-elle à l'émouvoir ou simplement recourt-elle à ce qui peut le mieux porter sur son auditoire ? Aux yeux du jeune homme, c'est une impiété et une trahison.

Des phrases qui jadis voltigeaient si doucement d'arbre en arbre dans le verger, des paroles caressantes et familières comme des colombes sont devenues un tournoiement de corbeaux sur le cadavre de leur bonheur. Et quand elle module les plaintes sans paroles dont elle fait suivre chaque strophe, il y a des notes qui, à chaque fois qu'elle les touche, glacent le cœur d'angoisse. Guillaume admire comme un chef-d'œuvre cette souplesse de sa maîtresse, mais il se sent plus abandonné que dans ses matins de Damas, ou dans ses nuits de la cabane sur l'Oronte.

Après s'être associé aux félicitations de tous les auditeurs, il dit au comte d'Antioche :

— Je me souviens de quelques airs fameux, qui m'ont frappé dans mes voyages, et je voudrais voir si cette perfection les chante aussi bien que d'autres chanteurs que j'ai entendus à Damas. Voulez-vous me permettre de les lui demander?

Le comte y acquiesça, et sire Guillaume dit en arabe à la Sarrasine :

— Connaissez-vous la chanson qui débute ainsi : « La puissance de mon amante à dissimuler me glace. »

Elle se tourna vers son seigneur, et attendit que d'un signe il lui permît d'obéir au vœu de leur hôte.

Elle resta un peu plus longtemps que de coutume les yeux baissés, à se dire à elle-même le poème, pour bien s'assurer des mots et du rythme, puis immédiatement avant de commencer, elle leva ses paupières sur Guillaume, et il en sortit une douce lumière si vive qu'il reconnut sur ce visage, ainsi éclairé d'un reflet de l'âme, l'expression de l'étonnement le plus douloureux et le plus tendre.

Elle chanta :

« L'injuste amant s'est écrié : la puissance qu'a mon amante de dissimuler me glace. Mais l'amante qu'il ose blesser lui répond avec justesse : Si c'est dissimulation, remercie Dieu qui m'en fit capable, car mon prince gît dans la mort, et toi, dans l'abaissement, et je ne puis même pas abriter sous un voile mon visage.

« Les pensées qui remplissent mon cœur, tu me reproches que je les contienne, mais voudrais-tu qu'il les entendît frissonner, ces pensées qui te nomment et qui nous condamneraient, l'étranger qui, sur mon cœur de captive, infortunée que je suis, chaque nuit, pose sa tête? »

Ce dernier trait bouleversa le jeune homme. Il dit en se contraignant qu'aucune chanteuse de par le monde n'approchait d'une telle perfection, et puis en arabe, pour elle seule, il ajouta que maintenant il ne pouvait plus entendre qu'un chant de mort.

Elle lui répondit :

« Les amants veulent mourir ensemble, mais sous les dalles de leurs tombes jumelles, l'amant verra-t-il le sourire, le doux visage de l'amante ?

« Je suis vivante, et dans mon cœur je garde pour me réchauffer vos sentiments qui sont ma gloire et mon plaisir. Que ferais-je dans la tombe de cet orgueil que je vous dois, de ma beauté qui vous est chère et de ce mortel sacrifice où, faible que je suis, je vous vois consentir ?

« Si mon amant exige que je meure, qu'il retire d'abord de mon cœur son cœur, puisqu'avant son amour je n'étais qu'une morte. »

En achevant de chanter, elle eut pour sire Guillaume un regard où elle lui transmit d'âme à âme son secret : la courageuse volonté de vivre en acceptant les conditions de la vie. L'amitié qu'elle lui gardait demeurait ferme sous la vague mobile, mais elle accueillait toute la vaste mer. Et lui, son visage altéré, son cœur défaillant, tout son être détruit par cette beauté éblouissante dont il réprouvait la plasticité diabolique, il songeait : « Ce n'est pas elle que j'aime, mais une autre, sa supérieure, dont sa présence donne une idée et que je veux aller chercher par delà la mort. »

Et tout en mâchant sa douleur, il affectait de garder une attitude insouciante et amusée. Mais Isabelle la Savante vit le mensonge de cette gaieté et que sa lèvre tremblait de rage ; elle distingua aussi que, dans sa brillante auréole de lumière et de musique, la Sarrasine était bien malheureuse ; alors elle s'approcha du comte et lui dit :

— Messire, ne croyez-vous pas que ma dame Oriante a assez dansé et chanté, car je sais qu'elle est lasse ce soir ? Vous feriez bien de l'appeler et de l'engager à s'asseoir avec nous et ce chevalier revenu, qui parle si bien notre langue, afin qu'il nous aide à savoir la belle langue des chrétiens.

Avec empressement, le comte appela la Sarrasine et lui dit :

— Nous voulons que vous vous reposiez.

Puis à trois autres dames, dont la Savante :

— Asseyez-vous toutes.

Et sire Guillaume se trouvant auprès de la Sarrasine prit un visage bien paisible et souriant, malgré qu'il en eût, et se servit d'une ruse (tant la souffrance l'avait rendu différent du jeune chevalier candide qu'il était jadis). Il sut de sa voix la plus naturelle lui dire :

— Tu es un combattant, toi aussi, mais tu as mené la bataille mieux que les défenseurs de Qalaat. Tu commandes à tous ici, et de notre défaite tu es sortie victorieuse.

— C'est, dit-elle, que les femmes et les hommes ont des rôles différents dans la guerre, et agissent, ceux-ci par la force et celles-là par la ruse. Nous autres, nous n'avons qu'une ressource, c'est de plaire, et notre honneur, c'est de ne pas nous dégrader par l'indignité de ceux à qui nous décidons de plaire. Je serais morte sûrement si l'on m'avait attribuée à un soldat, ou bien j'aurais su l'enfiévrer au point qu'il serait devenu digne de régner. Mais je devais choisir le plus haut.

— Choisir! dit-il d'un accent si douloureux qu'elle comprit sa faute et s'en irrita.

— Pourquoi me regardes-tu avec cette fureur? Pourquoi fixes-tu ton esprit sur le secondaire, quand tu possèdes la meilleure part? Pourquoi me reproches-tu celui que je subis, quand seul je t'appelle?... Il ne me croit plus, dit-elle avec désespoir à Isabelle que leur débat épouvantait et qui cherchait à s'interposer. Il va me détester à cause d'une idée qu'il se fait. Écoute, par toi seul j'ai connu le plaisir, mais me blâmes-tu de me servir de ma raison? Me commandes-tu de perdre l'usage de la raison? Que dois-je faire?

— Me montrer franchement bon cœur, dit-il avec désespoir.

A cette minute, le comte s'approcha :

— Messire Guillaume, vous admirez dame Oriante, mais bien peu savent tout ce que nous lui devons : c'est elle qui nous a guidés dans la forteresse et qui nous en a assuré les trésors.

Quel début, quelle annonce, tels qu'il ne servirait de rien d'obtenir que le narrateur s'en tînt là! Ce sont des mots pour ruiner à jamais la confiance. Rien ne peut plus empêcher le malheur. Qui n'a pas éprouvé la stupeur de recueillir, sans oser faire un geste qui trahit son désespoir, une nouvelle formulée dans les termes les plus insipides et qui va pour toujours

se développer en nous et nous transformer? Qui n'a pas entendu, en se demandant s'il rêve, une parole glisser au fond de son être et tout y dénaturer, comme une fiole de poison versée dans la fontaine?

— Un jour, à la fin du siège, dans le temps qu'il y eut la grande soif chez les défenseurs, je reçus un billet en langue arabe me disant : « Ce n'est plus qu'une affaire d'heures, la forteresse est à votre merci. Quand vous y serez entré, courez en hâte à la chambre du trésor, au sérail, dans le donjon. Frappez à sa porte de fer douze coups, divisés en deux groupes de six. Une femme y sera enfermée, celle qui dans l'ombre, l'autre soir, vous a salué et appelé de son écharpe. Elle vous ouvrira et vous remettra, à vous seul, Chevalier du Christ, sa vie et les richesses de Qalaat. » Ainsi ai-je fait, et les douze coups frappés, la porte aussitôt ouverte, cette femme-ci m'est apparue, debout et s'appuyant aux coffres étincelants. Sous le diadème, sa figure pâle respirait l'égarement d'une prophétesse, mais surmontant sa terreur par sa confiance dans sa beauté : « Voici, m'a-t-elle dit, les trésors de Qalaat. Les vaincus voulaient les enlever et m'entraîner avec eux. Je suis restée pour vous les offrir, parce que la fille des reines et des rois n'admet pas de vivre ou de mourir hors de son palais, et croit à votre magnanimité. » Sa voix, son regard, tout son corps étaient plus frémissants que les flammes irrésistibles qui commençaient d'embraser de toutes parts la ville prise, et que je fis éteindre. Saisi d'amour pour cette audacieuse, j'ai pensé qu'il me restait à conquérir en elle le fruit royal de ma victoire.

— Je n'ai plus qu'à mourir, dit sire Guillaume à Oriante, qui, trop fière pour chercher aucune justification, gardait un visage d'un calme effrayant. Qu'ils soient maudits, les souvenirs que nous avons en commun ! Plût au ciel que vous n'eussiez jamais existé ! Mon âme fuit avec horreur ce lieu irrespirable. Je sais à quelle déraison je vais me livrer, mais la déraison en moi est plus forte que la raison. Entrons hardiment dans cette carrière de douleur !

Et s'il ne saisit pas son amie par la main, pour l'entraîner avec lui dans l'abîme, ce fut moins par un reste d'amour que par haine, ne voulant plus qu'ils eussent rien en commun et préférant la solitude à ce mauvais compagnonnage dans la mort.

— Fille au sang de vipère! lui dit-il à mi-voix en arabe.

Et tout haut, en s'adressant aux chevaliers francs qui remplissaient la salle :

— Ainsi, Messires, votre belle conquête fut le fait d'une félonie, et le fruit d'un accord de votre lâcheté avec la trahison d'une femme païenne.

A peine a-t-il dit que déjà un des convives, de toutes ses forces, lui a lancé une lourde coupe qui le frappe au front et le renverse sanglant. Et plusieurs de le frapper!... Mais en même temps, Oriante s'est jetée à la poitrine du blasphémateur. Elle s'y est jetée vraiment comme un jeune tigre, poitrine contre poitrine. Qu'elle veuille le déchirer ou bien le préserver, elle est trempée du sang qui jaillit du front ouvert; elle s'écroule avec lui sur le sol, et gêne par tant de zèle la première fureur de la meute féroce. C'est en vain que le jeune homme, dans les convulsions de la colère et de la souffrance, se débat contre ses ennemis et peut-être contre cette femme dont l'amour funeste l'a perdu; il est serré comme par les anneaux d'un serpent par tout le corps de sa maîtresse: elle le protège avec ardeur et le couvre de paroles brûlantes, indistinctes pour tous, hors pour lui:

— Si vous mourez, dit-elle, que ce soit avec la certitude de mon amour.

Il repousse avec horreur cette caresse de la trahison et du désespoir. Cependant toutes les femmes, comme un essaim d'abeilles affolées, tournoient dans la salle. Elles craignent que le premier massacre ne recommence et que tant de sacrifices n'aient été inutiles. Seuls Isabelle et le vénérable évêque gardent leur raison au milieu de cette émeute brutale, où la seule chance de salut pour Guillaume est dans l'acharnement de ces hommes si empressés à le frapper qu'ils s'en empêchent les uns les autres. Avec quelle peine enfin l'évêque arrive à faire entendre ses paroles de modération! Il obtient que le coupable, déjà demi-mort, sera livré aux hommes d'armes, pour qu'ils en fassent bonne garde jusqu'à l'heure de le juger.

XVII

Les hommes d'armes emportent sire Guillaume et, nulle prison n'étant prête, le jettent dans une écurie. Là, ils le sus-

pendent par les mains au plus haut du ratelier, de telle manière que ses pieds ne touchent pas terre et que tout son corps tire cruellement sur ses bras. Ensuite ils s'en vont, sans même prendre le soin de fermer les portes, car il se mourait.

A peine sont-ils partis qu'Oriante et Isabelle qui les avaient suivis se glissent dans l'écurie. Elles y apportent leur pitié, des larmes et une ardente activité. Elles voudraient dénouer ou couper la corde qui suspend leur ami, mais elles n'y parviennent pas et se font reconnaître de lui sans parvenir à le secourir. Oriante le serrant de ses deux bras à la ceinture essaie de le soulever. Vains efforts! Alors, Isabelle, se courbant contre terre, presse le malheureux de poser ses pieds sur son dos pour se procurer quelque soulagement.

— Ange de la mort! lui dit-il avec amour en se ranimant, et c'est elle seule qu'il veut voir.

Mais Oriante n'accepte pas qu'un brouillard, fût-il d'agonie, s'interpose entre aucune âme et son âme de feu et la rejette au second plan. A la fois tendre et impérieuse, son jeune visage appuyé contre le cœur de son amant, elle le somme de lui répondre :

— Vas-tu mourir en me haïssant?

— En souffrant par toi, oui certes.

— Dis-moi comment j'aurais pu t'éviter cette souffrance?

— Il fallait ne pas me trahir.

Ah! peu importe à Oriante la majesté de la mort! De cette majesté même elle n'accepte pas les leçons.

— Te trahir! dit-elle, et toi, comment nommes-tu ton refus, inavoué, mais certain, de défendre Qalaat contre tes coreligionnaires chrétiens? Tu nous avais engagés dans une résistance purement passive, où tu ne voyais, à part toi, aucun espoir sérieux de succès. Pourquoi? Ah! je te comprends. Tu ne pouvais pas frapper tes frères chrétiens. Mais, à ton tour, comprends ma nature! Comprends qu'Oriante n'est pas née pour admettre qu'il y ait des vainqueurs qu'elle renonce à s'assujettir. Je ne pouvais pas me résigner à être comme une morte. Il faut connaître ce que sont les femmes, ou du moins leurs reines. Tu peux me demander de ne plus vivre; c'est peut-être le devoir d'une femme de mourir avec celui qu'elle aime, mais, tant que je respire, il m'est impossible de ne pas obéir à la force royale qu'il y a en moi.

— C'est cette force royale que j'aimais en toi, et c'est d'elle que j'ai souffert et que je meurs. N'espère pas que je n'aie pas déchiffré à la longue tes paroles rusées, ton visage trompeur et quelque chose d'âpre et de calculé sous tant de rêves exaltés et tendres. Nul ne peut passer à la portée de ton regard ou de ton imagination, plus étincelante encore, que tu ne veuilles te l'assujettir. Que de fois, Lumière de ma vie, tu m'as déplu sans que je cesse de t'admirer et de t'adorer. Personne ne pouvait empêcher que je ne fusse à ta discrétion dès l'instant que je te reconnus. « A la vie, à la mort! » entendis-je alors mon cœur murmurer. Adieu, visage chéri, et qu'elle soit bénie, celle, plus douce que toi, dont tu m'as donné le secours. Puissiez-vous avoir, l'une et l'autre, autant de joies que tu m'as vu de peines!

— Injuste ami, sache donc, si je t'ai fait souffrir, que je t'aimais dans chacune de mes respirations, dans mes repas, dans mon sommeil, à toutes les minutes les plus humbles de ma vie, aux plus méchantes, si tu crois qu'il en fut; et, quand je ne pouvais être ton bonheur, j'ai voulu être ton tourment, plutôt qu'absente de tes heures. Mais je ne pouvais pas consentir à déserter le premier rang.

— Adieu, dit-il, voici le moment que nous avons toujours prévu et tel à peu près que je l'appelais, puisque ton amitié m'assiste. Merci de la coupe de vin que tu m'as donnée, le premier soir de ton chant. Depuis, je n'ai plus cessé d'être ivre de bonheur et de malheur. Au seuil des ténèbres, je songe qu'entre toutes les femmes d'Asie, la plus précieuse fut mon amie. Par toi j'ai connu tout l'éclat de la jeunesse, de la douleur et de la joie. Adieu, Beauté du monde et raison de ma vie!

Elle l'écoutait, le serrait dans ses bras, le baisait au cœur et chantait d'une voix pressée des serments éternels d'amour :

— Prends ton repos en pleine confiance. C'est toi que j'attendais au jardin de l'Oronte, avant ta venue, et que j'ai reconnu; toi que j'ai compris ne pouvoir pas écarter quand pour notre malheur, sois béni, tu réapparus, mon amour; toi qui viens follement de nous perdre et que, jusqu'à ma mort, si je dois te survivre, je conserverai dans mon cœur.

— Mourir et toi survivre! suivez-moi toutes deux. Nous revivrons nos meilleures minutes dans une fixité éternelle. Ma bien-aimée, sortons ensemble de tout cela et viens partager mon repos resserré!

Ainsi échangent-ils en paroles caressantes et tragiques les secrets de l'amour et de la mort... Cependant ils ne sont plus seuls. A la porte quelqu'un les écoute...

L'évêque n'a pu rester dans la salle du festin. Du premier jour qu'il a vu sire Guillaume, il a compati à ce jeune homme dont il comprend qu'on lui doit pour une bonne part les âmes de ces Sarrasines, et qu'il fut auprès d'elles un avant-courrier de la grâce. Tout à l'heure il a laissé les chevaliers à leurs beuveries; par les couloirs obscurs il s'est fait conduire jusqu'au cachot improvisé du malheureux, et maintenant, la main sur la lourde porte à demi-ouverte, il écoute ces chuchotements, ces plaintes, ces délires qui relient le ciel à la terre. Il entend ces suprêmes paroles de sire Guillaume à sa maîtresse :

— Je désire que ce soit Isabelle qui me tienne la main et me ferme les yeux. Votre image demeurera sous mes paupières baissées, mais j'ai confiance qu'Isabelle m'assistera plus sûrement que vous qui n'êtes pas née pour vous détourner, fût-ce une seconde, de votre personne. Cependant je voudrais entendre jusqu'à la fin votre voix; non pas vos pensées, qui sont mélangées, mais votre voix toute pleine du ciel où je désire aller... Ce n'est pas vous que j'aime, et même en vous, je hais bien des choses, mais vous m'avez donné sur terre l'idée du ciel, et j'aime cet ange invisible, pareil à vous, mais parfait, qui se tient au côté de votre humanité imparfaite... Adieu, meilleure que moi qui vous juge si durement et vous aime; adieu, je vais m'agréger, dans l'étoile d'où vous venez, à l'éternelle perfection dont vous êtes une émanation... Et toi, ma chère Isabelle, merci !

Le vénérable évêque ne contient pas son émotion plus longtemps. Il se hâte de retourner à la salle des fêtes. Il y raconte aux chevaliers comment ces deux païennes aident ce rebelle à bien mourir et déjà lui ont entr'ouvert le ciel. Tous suivent le vieillard. Des porteurs de torches les encadrent et les accompagnent. Ils pénètrent en masse dans la pauvre écurie. Quel spectacle! Ce jeune homme qui meurt, ces jeunes femmes qui l'assistent, ces visages délicats tourmentés par la fièvre, ces robes magnifiques déchirées et souillées de sang, Isabelle courbée contre terre qui s'épuise comme une sainte et comme une bête à soulever ce corps expiré, Oriante qui le presse dans ses bras, ce cadavre, ces deux beautés émouvantes comme l'amour et la

compassion, tout révélait une crise, un éclatement, le plus haut point d'une tragédie à triple secret. Et ces hommes qui, la minute d'avant, haïssaient ce jeune guerrier et qui viennent de trouver leur plaisir à le frapper jusqu'à la mort, quand ils lui voient ces deux consolatrices, s'émerveillent : ils entourent d'une sorte de respect religieux cette brillante énigme poétique dont ils ne possèdent pas la clé.

Leurs pensées s'en allaient plus loin qu'ils n'éprouvaient le besoin de le dire, au moins à leur suzerain. Mais Oriante s'adresse à celui-ci, à l'évêque et à tous les chevaliers :

— Que n'aurais-je pas fait pour garder sire Guillaume à notre œuvre ! Vous vous êtes privés, Messires, bien injustement, d'un frère, plus malheureux que coupable.

Et l'évêque :

— Il ne faut pas détester les morts ni les pleurer avec excès, mais il convient de construire sur leurs tombeaux. Que celui de sire Guillaume nous rappelle ses fautes, ses misères et son repentir ! Dame Oriante, vous obéissiez à une juste gratitude et à un instinct divin, en cherchant à ramener à la foi celui par qui vous l'aviez d'abord reçue. Près d'ici, dans un monastère élevé par nos soins à tous, nous ensevelirons sire Guillaume, et c'est vous, nobles dames converties, qui aurez la garde de ses restes. Vous-même, Oriante, après votre mort, vous y trouverez votre repos, et l'on déposera sur votre tombe l'offrande de tout un peuple enfin pleinement converti.

Il fait un geste, et tous s'agenouillent sur la paille de la pauvre écurie. Il bénit le corps en récitant les prières chrétiennes, que répètent tous les assistants. Puis avec les chevaliers il se retire, pour que les femmes puissent entonner les lamentations accoutumées, et c'est Isabelle qui, s'avançant d'un pas dans le cercle funèbre, les ouvre par ce gémissement du poète :

« Quand tu auras reçu les hommages du monde toute ta vie, ou que tu auras reposé avec ta bien-aimée toute ta vie, comme ton heure sonnera enfin, il te faudra partir, et ce sera un rêve que tu auras fait toute ta vie. Alors, que tu aies été un amant sincère ou une autre Sémiramis, deux ou trois jours s'étant écoulés, il ne restera plus de toi qu'un conte. Eh bien ! tâche que ce soit un beau conte à conter dans les jardins de l'Oronte. »

Le conteur se tut. On n'entendait plus que le ruissellement

des grandes roues hydrauliques, qui n'avaient pas cessé en puisant l'eau du fleuve de faire à son récit, dans cette nuit claire d'Asie, une orchestration de plainte, de pleurs et d'extravagance. Nous restâmes quelques minutes encore à écouter cette musique qui flotte depuis des siècles sans arrêt sur Hamah. Son plain-chant, aussi bien que la magie de ce soir syrien, demeure mêlé étroitement au récit que je viens d'essayer de retracer. Comment exprimer les prestiges de ce poème d'opéra sur un fond de gémissement éternel ?

— Allons, me dit l'Irlandais, en regardant sa montre, voici deux heures du matin, il est temps d'aller dormir.

Il logeait à la gare du chemin de fer dans une chambre que la Compagnie tient à la disposition des voyageurs recommandés, et moi j'allais retrouver, sur une voie de garage, le wagon qui m'avait amené. Nous fîmes route ensemble, assaillis de fois à autre par les aboiements de grands chiens que nous dérangions, et continuant à remuer ces images d'amour et de souffrance.

— Ah! j'oubliais, me dit mon compagnon au moment de nous séparer, j'oubliais de vous signaler ce qu'à sa dernière page le rédacteur du manuscrit raconte, qu'enfant il a connu la belle Oriante, devenue l'abbesse suzeraine du monastère de Qalaat-El-Abidin, et qu'il tient son récit de son aïeule, Isabelle la Savante, étant issu lui-même, à la troisième génération, d'un mariage qu'elle fit, peu après la mort tragique de Guillaume, avec un des chevaliers du comte d'Antioche.

MAURICE BARRÈS.

LETTRES

A

ARMAND ET HENRI DE PONTMARTIN

(1867-1909)

III[1]

A Henri de Pontmartin

Bobrowo, par Lébédine. Gouvernement de Kharkoff.
3 juillet 1887.

Mon cher ami,

Je n'ai pas trouvé une minute en quittant Paris pour vous aviser de mon changement de résidence. Je veux pourtant que vous sachiez où me prendre cet été. Fourbissez donc vos plus beaux caractères cyrilliques, en voilà vraisemblablement pour trois mois. A l'ombre de mes peupliers de l'Ukraine, je vais faire un *Joseph de Maistre* promis depuis longtemps pour cette collection Hachette, si spirituellement inaugurée par J. Simon sur le dos de Cousin.

J'espère que je n'ai pas trop scandalisé les bonnes âmes, même dans le Comtat, avec mon étude sur les affaires de Rome(2). A Paris, elle m'a servi de thermomètre pour constater avec quelle rapidité les idées se transforment; j'avais pris mon parti d'indisposer bien des gens, j'ai vu avec étonnement un ancien ambassadeur à Rome comme Gabriac, un député breton comme Lanjuinais, venir à moi pour me complimenter et m'a-

(1) Voyez la *Revue* des 1er mars et 1er avril.

(2) Voyez la *Revue* du 15 juin 1887.

vouer que, sauf quelques réserves, ils étaient au fond de mon avis. Nous avons marché depuis ces beaux jours de notre jeunesse où nos journaux imprimaient « l'Italie » entre guillemets.

Pensez, mon cher ami, que me voici réduit à la condition de Robinson, — non pas le Crusoé, mais le Suisse, car je donne des leçons à trois gamins, — retranché de la société des hommes, et que toutes les nouvelles de France seront les très bien venues, surtout les vôtres. Souvenirs respectueux à votre père et cordiale poignée de main.

Paris, 19 septembre 1887.

Mon cher ami,

Je reviens de Russie avec tout mon petit monde en bonne santé. Voilà bien longtemps que je n'ai pas de vos nouvelles; ne me les faites pas *espérer*, comme on dit chez vous. Avez-vous laissé vos maux dans les piscines de Cauterets? Répondez vite, ou je croirai que vous avez disparu dans les profondeurs bleues du lac de Gaube.

Je trouve ici une épidémie sur les immortels. Je n'ai plus le droit de me dérober aux sollicitations de mes amis. Me voici donc candidat, — avec l'auteur du même (1), — et une bonne douzaine de co-postulants. A la grâce de Dieu!...

Je n'ai pas répondu en son temps, ne sachant pas votre adresse à Cauterets, à une critique qui me tenait à cœur comme toutes celles qui viennent de vous et qui portait à faux, hélas! Vous m'accusiez d'être injuste pour le Saint-Père si bien disposé pour nous. Malheureusement, mon cher ami, je n'ai fait qu'indiquer discrètement et diplomatiquement un écueil que je savais trop réel. Je tenais de notre ambassadeur, et une lettre de l'abbé Winterer m'avait confirmé, que le concours de la Curie était acquis à l'action germanisatrice en Alsace-Lorraine. C'est en outre sous l'inspiration de notre ami le cardinal Czacky que j'ai écrit tout ce qui a trait aux rapports de Rome avec l'Allemagne. Tout ceci bien entre nous, n'est-ce pas, et pour me laver à vos yeux du reproche de légèreté. Si vous connaissiez l'esprit de Mgr Galimberti, son action à Vienne et son crédit au Vatican, vous trouveriez peut-être que je n'ai pas frappé assez fort.

(1) Jules Claretie.

Adieu, mon cher ami, rassurez-moi sur votre santé; toujours à vous bien cordialement.

4 décembre 1887.

Mon cher ami,

C'est du 2 qu'il fallait dater, mais l'histoire ne se répétant pas exactement, j'ai attendu la fin de la crise.

J'ai vu tomber le rideau hier soir au théâtre de Versailles. Et maintenant, mettons de côté nos préjugés de parti et avouons que ce pays est sorti à son honneur, sans rien casser, d'une formidable crise morale, où toute monarchie eût sombré inévitablement (1). Sans doute la province aura cru, sur la foi des journaux, que nous étions livrés à toutes les horreurs des révolutions; en réalité, les désordres de jeudi et de vendredi n'ont été que des polissonneries de gavroches, quelques poignées de cailloux jetées aux bons cipaux, quelques cris de braillards, quelques badauds contusionnés. Le vrai peuple, j'entends les cent mille ouvriers égarés qui font les révolutions et les communes, n'a pas bougé et n'aurait pas bougé, même si Ferry eût été élu. Je m'en suis enquis; j'ai assisté dans Belleville aux réunions des possibilistes; ils ne veulent plus se faire casser les os pour des politiciens ; autant l'un que l'autre a l'estime du parti ouvrier; il ne descendra du Mont Aventin que si l'on touche à la forme républicaine. Si on lui laisse son fétiche, il prendra tout philosophiquement. C'est la conviction que j'ai rapportée de là...

Mon ami, je regarde en spectateur impartial et je vois l'impuissance à droite chez ces monarchistes, qui n'ont même pas su se compter sur un des leurs, ou compromettre, par un vote unanime, l'un des candidats adverses. Passe encore pour les divisions de 1873 et de 1875; ils étaient majorité, alors ; il y avait un gâteau à partager, une entente exigeait des sacrifices. Mais aujourd'hui, pour une manœuvre élémentaire d'opposition, ne pas pouvoir même donner au pays l'illusion de son nombre et de sa force ! La journée d'hier est, de l'aveu de tous, un effondrement pour ce parti. Au contraire, cette fois comme au 16 mai, les républicains ont su faire taire d'inexpiables rancunes, des ambitions féroces, pour donner le spectacle imposant de leur unanimité devant le péril... Quelle souplesse dans le

(1) La démission de Jules Grévy.

fonctionnement de la machine, quelle aisance à dénouer une crise insoluble, à enterrer, avec quelques individus, des scandales ou des fautes qu'une monarchie paierait au prix d'une révolution ! Et comme ce peuple est redevenu par enchantement tranquille, naïvement satisfait aujourd'hui, comme chacun retourne avec soulagement à ses affaires ou à ses plaisirs ! Tout cela fait bien réfléchir, tout cela prouve que rien d'autre n'est possible aujourd'hui, puisqu'il n'y a même pas de maçon pour édifier un palais qu'il faudrait cimenter avec du sang et fonder sur du sable mouvant, sable qui supporte si bien la tente ! Buvons donc avec une résignation patriotique à la santé de l'élu de la vertu (1). « Thane de Nolay, tu seras roi. » Qui le lui eût prédit il y a huit jours?... Hier soir, aux Réservoirs, vainqueurs et vaincus fraternisaient, cherchant de concert le mot drôle qui finit tout en France et tous ragaillardis par un cadre qui les rajeunissait de dix-sept ans. Puis on va se remettre à parler de l'Académie, bien oubliée depuis quinze jours, et dont je vous dirai prochainement des nouvelles.

Samedi 28 janvier 1888.

Mon cher ami,

Je ne vous ai pas télégraphié jeudi, les nouvelles défavorables arrivent toujours assez tôt. Le joyeux Labiche m'a entraîné dans sa tombe. Le soir même de sa mort, un brusque courant a culbuté toutes les pièces de l'échiquier : les cinq ou ou six flottants qui devaient faire l'élection ont déclaré que, devant une place vide, on ne pouvait refuser pour la seconde fois un vieux soldat de soixante-dix-sept ans (2) et qu'il convenait de faire attendre le jeune candidat. En bonne justice, ils ont bien fait. Mes amis me sont restés fidèles avec une ténacité rare en pareil cas. Ma position a été jugée si bonne que depuis deux jours on m'envoie ambassade sur ambassade pour me décider à rester sur les rangs. Je n'ai pas pris de décision. En somme, je ne regrette pas une défaite qui, à mon âge, vaut une victoire.

Je sais toute la part que vous y aurez prise et je vous prie de ne pas vous en affliger pour moi. Je porte très allègrement

(1) Sadi Carnot, élu Président de la République.

(2) L'amiral Jurien de la Gravière fut élu au fauteuil du baron de Viel-Castel auquel s'était présenté E.-M. de Vogüé.

ma blessure, puissé-je n'en jamais recevoir de plus profonde!

Poignée de main cordiale.

6 mars 1889.

Mon cher ami,

... Depuis des semaines, qui arrivent à faire des mois, je suis brouillé avec la correspondance, d'abord pour cause de soucis domestiques, ensuite pour cause de soucis nisardiens (1). Des premiers je suis enfin sorti : mes trois scarlatineux ont repris la clef des rues, faute de celle des champs dont ils auraient grand besoin après une longue réclusion. Un quatrième fils Aymon, qui répond au nom de Pierre, est arrivé sur ces entrefaites : la mère et l'enfant se portent suivant la formule, ils ont heureusement échappé à la contagion.

Libéré de ce côté, j'ai été rendu aux affres d'un discours qui devrait être fait et que mon directeur me demande, car la réception aura lieu très probablement le 16 mai, jour néfaste aux entreprises. Cette fois encore, l'opinion dont vous parlez aura raison, car on ne lutte pas avec M. Rousse, passé maître en ces sortes d'exercices. Du moins, si l'on risque d'être enfoncé, on ne craint pas d'être égratigné par ce très galant homme, ce lettré de pure race (2).

Je suis dans le feu de la composition, et avec Nisard c'est dans le froid qu'il faut dire. Aussi l'almanach et la pendule sont des reproches qui marchent sans cesse devant moi; jusqu'à ce que je les aie apaisés, je ne puis que serrer la main en hâte aux amis, même aux plus vieux.

A Armand de Pontmartin

27 juin 1889.

Mon cher maître,

Je vous dois deux remerciements pour l'accolade amicale donnée dans la *Gazette*, et pour l'envoi de *Péchés de vieillesse*. Dans ce volume, je ne trouve à critiquer que le titre. Quand on travaille ainsi à votre âge, c'est *Vertus de vieillesse* qu'il faudrait mettre au frontispice de ses œuvres et dans le plein sens du mot, *virtus*. (Pas mal pour un malheureux qu'on accuse de conspuer le latin.) Quant à moi qui n'ai point l'excuse que vous

(1) L'auteur du *Roman russe* avait été élu par vingt-huit voix sur trente-deux votants au fauteuil de Désiré Nisard, le 22 novembre 1888.

(2) La réception eut lieu le 6 juin 1889.

pourriez invoquer pour vous reposer, je suis opprimé, accablé, rompu par une grosse besogne, un collier que la *Revue* m'a mis au cou pour tout l'été. Je vous écris entre deux feuilles de mise en pages, ce qui vous fera excuser le retard de mes remercîments et la brièveté d'un entretien que j'aimerais tant à prolonger. Je voulais du moins vous dire combien je suis sensible au satisfecit que le cher maître veut bien accorder encore

A son disciple respectueux et dévoué.

A Henri de Pontmartin

Paris, 28 novembre 1889.

Mon cher ami,

Plon envoie aux Angles, suivant la coutume traditionnelle, un volume qu'il publie aujourd'hui (1).

C'est vous qui plaiderez les circonstances atténuantes pour le chapitre final; je ne me dissimule pas qu'il mérite un bûcher en Avignon. A Paris, il ne fait que dire tout haut ce que presque tous pensent tout bas parmi ceux qui *pensent bien* (???). J'avais pleine liberté de le dire, ayant toujours réservé ma liberté avec un soin farouche. Si le vrai, le nôtre, celui de Goritz, était de ce monde, le cœur eût fait taire la raison, et rien n'aurait eu le pouvoir de me faire parler contre ses intérêts. Mais les autres? Vous savez comment j'ai appris à les juger en apprenant à lire dans la bibliothèque de Gourdan. Le sang reste toujours fait du lait qu'on a sucé... Je vois les chances de salut dans la transformation de ce qui existe au profit de nos idées, je crois que cette transformation est possible en luttant pour ces idées sur le terrain de la république, et je le dis avec tous les ménagements qu'exige la courtoisie. Mais je le dis nettement. Comme d'ailleurs je ne suis pas moins net sur la chimère de 89, je m'attends à être fusillé de tous les côtés avec un ensemble touchant. J'en ai pris mon parti en écrivant; j'ai bon dos et la lutte m'amuse. J'ai sur ma table un monceau de lettres, signées par des gens de toutes conditions et de toutes nuances qui me disent : « Reviewer, vous avez raison. » Je suis convaincu qu'avant peu d'années, ces correspondants-là auront fait beaucoup de petits et qu'ils seront

(1) *Remarques sur l'Exposition du Centenaire*, 1 vol. in-16; Plon.

un joli morceau du manche à balai. *Vedremo*. Ceci entre nous et pour éclairer votre vieille amitié, envers laquelle je me sens toujours comptable de mes sentiments et de mes actes.

2 avril 1890.

Mon cher ami,

Je ne vous ai pas écrit avant ce jour, parce que j'avais la plume à la main pour terminer en hâte l'adieu public que je voulais adresser à votre père (1). Mais ce qu'on dit au public, c'est de la littérature; il ne veut ni ne peut entrer dans les replis des cœurs. En entr'ouvrant la porte aux souvenirs qui se pressaient depuis trois jours dans ma mémoire, je les ai rapportés à la figure de celui qui avait seul qualité pour occuper des lecteurs inconnus. En réalité, c'est à vous que se rapportaient ces souvenirs et c'est à travers vous que ce deuil me paraît si personnel pour moi. Un écrivain ne peut qu'envier celui qui a fait jusqu'au bout, jusqu'aux extrêmes limites de la force intellectuelle, une tâche comme celle de votre père; sa vie et son œuvre, si intimement mêlées l'une à l'autre, étaient pleines et magnifiquement achevées. Nous ne pouvons que souhaiter pour nous-mêmes une pareille carrière, avec le repos venant doucement après la dernière heure de travail.

Mais vous? Comment allez-vous remplir ce grand vide dans votre vie? Je vous ai toujours soupçonné d'avoir une part discrète dans le travail paternel, d'être dans une certaine mesure le tuteur solide de cette éclatante végétation d'esprit et de poésie. N'en fût-il rien, votre solitude était du moins peuplée par tous ces livres qui venaient porter chez le critique célèbre les idées vivantes et le mouvement contemporain. Désormais, la maison des Angles va devenir silencieuse; ce sera comme si la source sous les marronniers tarissait tout d'un coup et cessait de faire de la vie dans le verger. Je ne puis penser sans chagrin à ce que sera cette retraite sévère pour un esprit comme le vôtre. Ne ferez-vous pas quelque effort pour rentrer dans une existence plus appropriée à vos talents en pleine force de l'âge? Des jours approchent, à mon sens, qui vont bouleverser tout le vieux personnel politique, qui seront particulièrement favorables aux noms vierges, aux hommes de bonne volonté et d'intelligence,

(1) Cet article parut dans le *Journal des Débats* du 4 avril 1890. Armand de Pontmartin était mort le 29 mars.

ignorés et libres d'attaches jusqu'ici. N'utiliserez-vous pas ce capital d'estime que vous possédez dans votre pays pour y prendre position et ensuite pour venir défendre ses intérêts sur un plus grand théâtre? J'espère du moins que vous n'avez pas fait le serment d'Annibal contre Paris, que l'on vous y reverra une fois et que je pourrai vous convaincre en causant enfin avec vous. Mais tout cela est prématuré, je le sens bien; vous êtes encore sous le coup de ce déchirement d'autant plus douloureux qu'il se fait plus tard après une longue association d'existence. Il était inutile de vous dire que je le ressens pour vous, avec vous; vous en êtes très persuadé, vous sentez bien qu'après le tribut de regrets et d'hommages payé au partant, c'est à vous que ma pensée court avec sollicitude, et vous savez, cher ami, que vous pouvez à toute épreuve compter sur mon inébranlable affection.

Paris, 2 décembre 1890.

Mon cher ami,

Voici de longs mois que je suis sans nouvelles de vous et cela dans le temps même où je voudrais le plus savoir comment votre vie s'est réorganisée, après le grand vide fait par la mort dans la maison des Angles.

Je me demande bien souvent quelle peut être la cause de votre silence, et je n'en trouve qu'une : il faut que quelque chose vous ait déplu dans l'article que j'ai écrit sur votre père au *Journal des Débats*. Ici, ses amis en avaient été satisfaits, du moins ils m'avaient su gré de ma tentative pour protester contre l'injuste oubli qui enveloppe si vite, dans ce Paris affairé, les plus glorieux absents et les plus regrettables morts. Mais telle nuance d'idées qui échappe à l'attention des amis peut impressionner défavorablement le regard plus sensible d'un fils. Est-ce votre cas? Pourtant, vous avez l'esprit trop large pour ne vous être point mis à ma place, dans ce premier moment où il convenait de laisser parler le cœur et non de faire acte de critique littéraire. Vous aurez compris tout ce qu'il y avait de malaisé à concilier dans le double besoin que j'éprouvais, d'une part, de donner libre cours à mes sentiments chaleureux pour l'homme, pour tout ce que l'homme représentait à mes yeux, pour vous que je voyais à travers lui, pour les chers souvenirs de notre jeunesse que sa figure dominait; et, d'autre part, la

nécessité pour moi de marquer discrètement une inévitable divergence d'idées : je ne pouvais, sans mensonge, m'approprier celles de mon ancien maître, alors que le temps, la marche des choses et la réflexion m'avaient amené à penser d'une façon toute contraire à la sienne sur la plupart des questions littéraires ou politiques. C'étaient là des conditions si difficiles pour écrire au lendemain de sa mort, que j'eusse peut-être fait plus sagement de m'abstenir; mais je sentais avant tout le devoir impérieux de payer ma dette à lui et à vous; je n'admettais pas que je pusse me taire, puisque je tenais une plume. Si elle n'a pas retracé l'image à votre gré, vous auriez dû me le dire franchement; j'eusse préféré vos reproches à votre silence. Mais peut-être me trompé-je et faut-il simplement attribuer ce silence au détachement croissant où vous vous enfermez dans votre retraite. Ce ne serait certes pas un motif pour vous donner l'absolution.

En tout cas, j'ai voulu tirer le premier, à cette date fatidique où nous avions toujours coutume d'échanger un bonjour. Le 2 décembre! Il s'enfuit bien loin comme tout le reste de ce qui a passionné notre jeunesse: on ne pense même plus à le saluer d'une bordée d'injures dans les feuilles publiques. Mais si le temps emporte les haines, ce qui est autant de gagné, lui laisserons-nous emporter aussi facilement les amitiés? Vous ne voudrez pas qu'il ait raison de la nôtre? J'en serais bien triste pour ma part, c'est le point fixe dans tout ce qui a croulé de mon passé. Ce que j'ai construit depuis lors tient assez bien; mes quatre petits garçons sont en bonne santé comme leur mère; les deux aînés viennent de débuter en septième à Stanislas. Pour moi, j'ai tant d'occupations et d'obligations diverses sur les bras que je n'ai guère le temps de me tâter le pouls et que je trouve à grand'peine le loisir d'écrire une lettre. Je tenais à écrire celle-ci pour qu'elle aille vous souhaiter les bonnes fêtes, les bonnes calendes et vous adjurer de me répondre. Vous savez, mon cher ami, si je serai heureux d'apprendre que votre vie a repris sans trop de mélancolie, heureux de vous voir me rendre la poignée de main de jadis cordialement offerte par

Votre

2 décembre 1891.

Mon cher Henri,

Je ne veux pas laisser passer cette date sans vous adresser

un témoignage de souvenir, avec mes remerciements pour le dernier volume de *Samedis* que la maison C. Lévy m'a fait parvenir. Je me suis tu longtemps parce que votre dernière lettre marquait un ressentiment que j'ai eu peine à comprendre. Hier, en rassemblant des articles littéraires qui vont composer un volume, j'ai relu cette étude sur votre père qui vous avait si fort déplu. Je l'ai relue à froid, après un long intervalle, en essayant de juger impartialement ce qu'il pouvait y avoir d'erreur dans ma première impression ; je n'y puis trouver qu'un témoignage d'affection pour l'homme, et, sur l'écrivain, une opinion que je devrais exprimer aujourd'hui encore sous peine de mentir à ma pensée. Néanmoins, j'ai écarté l'article du recueil que je prépare. Cela m'a un peu coûté : on veut bien me dire que j'avais été heureusement inspiré au point de vue littéraire et que je dois tenir particulièrement à cet article; des amis fidèles de votre père, Delpit, Biré, n'y voyaient rien que de favorable pour sa mémoire. Peu importe. Puisque cet écrit vous froisse, il restera enseveli dans l'oubli du journal; je ne le réimprimerai pas, c'est une affaire finie.

Je voudrais savoir que le temps passe sans peser trop lourdement sur les Angles, que vous êtes satisfait de votre santé et de celle de M[me] de Pontmartin. Je ne sais rien de vous. Je n'ai rencontré depuis longtemps aucun de nos rares intermédiaires méridionaux ou Vivarois. Cependant j'ai passé l'été dernier deux semaines dans le Vivarais, mais au delà du Coiron, dans la région où notre monde de jadis finissait. Je suis allé boire les eaux de Vals, j'ai enfin vu tous ces sites gravés dans nos imaginations par les tailles-douces de l'*Album*, et que nous devions toujours parcourir ensemble. Ma pensée vous a bien souvent appelé à Vogüé, à Thueyts, à Antraigues, au Pont d'Arc, au Mézenc où j'ai été déçu, car du sommet l'on ne voit pas Gourdan. Toute cette vallée de l'Ardèche est incomparable de pittoresque, d'enseignements historiques, de curiosités naturelles. Je me propose d'y retourner, d'y mener un peu plus tard mes enfants pour les intéresser à ces souvenirs de notre passé. J'en ai déjà trois demi-pensionnaires à Stanislas; deux en sixième, un en huitième. Ce petit monde pousse en m'infligeant les tracas inévitables, mais jusqu'ici les grosses inquiétudes et les grands chagrins m'ont été épargnés; de ce côté, je n'ai donc pas droit de me plaindre

Que vous dire de plus? Je travaille en détail, je projette toujours de travailler en grand : mais ma vie est morcelée, dévorée par les idées, les tâches, les groupements d'hommes qui s'emparent peu à peu de quiconque manifeste quelques velléités d'action. Nous sommes dans un moment d'universelle transformation; chacun en a le sentiment, ceux-là même qui s'en affligent, et dès qu'on croit voir une bonne volonté en quête du mieux, chacun la requiert de prêter appui à une quantité de choses naissantes. Aussi n'ai-je plus une minute pour cette opération si nécessaire qui est de ne rien faire; et ma correspondance obligée, pratique, ne me laisse plus aucun loisir pour la correspondance de pur plaisir. Cependant le 2 décembre aurait été trop triste, mon cher Henri, si je ne vous avais pas envoyé la poignée de main toujours fidèle, quand même et quoi qu'il arrive de votre dévoué.

15 janvier 1892.

Mon cher ami,

La *Revue* vous apportera quelques pages sur Lamartine; vous y retrouverez un peu de nos communes impressions d'antan. J'ai appris hier, malheureusement trop tard, par mon ami Aynard, député de Lyon et gendre de Marc Seguin, qu'il possédait une correspondance où le père Seguin témoigne que deux hommes seulement comprirent les chemins de fer : Arago et... Lamartine. C'est piquant et le témoignage vient de haut... Seguin fut un des grands esprits scientifiques de notre siècle, avec d'étonnantes intuitions sur tout, en plus de ses découvertes pratiques; autant et plus qu'un Edison français.

Ce travail, un volume à mettre sur pied, vous le recevrez prochainement, et le courant des obligations venant au travers, tout cela a fait de moi un bien mauvais correspondant pendant la quinzaine où les gens de loisir dépensent une rame de papier à lettre. Mieux vaut tard que jamais : supposez que mes calendriers me viennent de Moscou, ce qui est vrai quelquefois, et recevez mes souhaits affectueux, mon cher ami, avec une poignée de main fidèle.

19 mars 1892.

Mon cher ami,

Je sais que vous m'aurez lu avec intérêt dans la dernière *Revue* puisque je *ramentois*, — comme il disait volontiers, — le

culte d'une de nos vieilles idoles avec des idées et des sentiments qui plongent par leurs racines au plus profond de notre passé commun (1). J'espère que ce crayon d'une partie de la figure, à défaut d'un portrait que mon cadre trop exigu ne comportait pas, vous aura paru ressemblant, et point trop indigne du modèle. Je le sens bien ainsi; et si je me trompe, c'est l'effet de cette déformation inconsciente que nous faisons subir aux très vieux, très proches amis, à force de les attirer à nous ou, si vous préférez, à force de nous substituer à eux dans toutes les dispositions d'âme et les accidents de vie que nous nous figurons avoir partagés avec eux. Peu importe, d'ailleurs; il me pesait depuis longtemps; l'occasion s'étant trouvée, je l'ai éructé: Je me sens mieux!

Je vais chercher mon prochain article à Rome. Je suis fatigué par mon métier de galérien; je veux couper cette saison parisienne qui sans cela vous abat son homme entre octobre et août; je rêve quelques matinées de repos aux thermes de Caracalla, l'article qui vient sans peine, par les yeux, tandis qu'on se vautre là au soleil sous les pariétaires fleuries. Et puis, le *Moniteur de Rome* me fait de telles et si gracieuses avances, que le moment est bon pour aller causer avec l'homme le plus intéressant de ce temps.

... Je pars après-demain. Je serai de retour pour la réception de Loti. Quel malheur que les Angles ne soient pas sur la route de Modane! Je vous dirais à bientôt au lieu de vous dire adieu, mon cher ami. Cordiale poignée de mains.

Vals (Ardèche), 10 août 1892.

Mon cher ami,

Le surmenage de ces dernières semaines parisiennes ne m'a pas laissé un instant pour répondre à votre lettre. Vous aurez vu qu'à la *Revue* et en dehors d'elle, je ne chômais pas; aussi n'ai-je jamais attendu avec plus d'impatience le momento où la portière du train des vacances se refermerait sur moi : j'ai vraiment besoin d'un repos réparateur. Ce moment a été retardé par la distribution des prix de Stanislas, où j'avais promis de couronner les jeunes élèves préalablement arrosés d'un laïus, et par le mariage de mon neveu Louis de Vogüé. Enfin, j'ai pu m'échapper

(1) Voyez dans la *Revue* du 15 mars 1892 l'article : *Une âme de désir : Chateaubriand*, recueilli dans *Heures d'histoire*, 1 vol. in-18; A. Colin.

le 5 août, et je suis venu tomber à Vals comme un perdreau très poursuivi, qui se remise au plus lointain, au plus épais du fourré. J'ai amené cette fois toute ma tribu et il est probable que la plus grande partie des vacances se passera ici : je veux que les enfants s'initient aux souvenirs locaux, qu'ils se fassent le jarret et le poumon dans les montagnes, tandis que j'y referai un peu de substance grise, s'il est encore temps.

Vals est, à mon goût, la première de nos stations thermales par la beauté du site, la variété et l'intérêt des excursions dont elle est le centre; la dernière à coup sûr pour le confort de la vie, si bien qu'une installation en famille y devient le plus ardu des problèmes. En ce moment surtout où toutes les hordes du Midi se sont abattues sur les sources, le petit bourg ne parvient pas à loger et à nourrir la foule grouillante, bruyante et alliacée qui l'envahit... Enfin, avec de la persévérance, il ne faut pas désespérer d'être un jour le Brougham de ce Cannes ou le Morny de ce Deauville, devenu un rendez-vous parisien.

En attendant, nous allons courir les volcans et les ruines. N'avez-vous point quelque prodrome de dyspepsie? Je ne le maudirais qu'à moitié, s'il vous amenait ici. Même sans ce stimulant, vous seriez un fort honnête homme si vous faisiez un saut jusqu'au Theil et à Vogüé où je serais si heureux d'aller vous prendre. Nous monterions au Mézenc, d'où on voit le Ventoux; et, tandis que mes gamins s'exclameraient de joie, dans l'ivresse de leur première ascension, nous avalerions ensemble cette pilule toujours amère, le transport par le temps des joies et des impressions qui furent nôtres, sur cet autre sommet, à la nouvelle génération qui les retrouve ailleurs. A revoir, cher ami, si le cœur vous en dit, et cordiales poignées de main.

24 novembre 1892.

Mon cher ami,

Je vous remercie de m'avoir fait participer à ces suprêmes reliques; il m'est doux d'y trouver encore un souvenir à mon adresse. Et vous avez répondu au vœu de beaucoup d'écrivains en faisant dresser la table générale de cette immense encyclopédie. Ce secours m'avait souvent manqué quand je voulais rafraîchir mon souvenir, vérifier une citation, puiser dans ce réservoir où j'ai tant acquis. Hélas! s'il fallait une preuve décisive pour me faire constater la misérable usure de la mé-

moire, ce serait le besoin d'une table pour l'œuvre qui s'imprima le mieux dans la cire molle et vierge que je lui offris d'abord. Je pensais hier à votre père en lisant dans *le Correspondant* le merveilleux morceau d'Alexis de Tocqueville sur le prince-président et les hommes de 48. Comme il aurait joui du volume de *Souvenirs* que cet extrait nous annonce!

Voici pourtant que la vie, — et surtout la mort, — préparent déjà les matériaux de nos *Souvenirs* à nous, hommes d'une autre génération. Je suis rentré à Paris pour enterrer Renan, Marmier, Rousset. J'apprends ce matin la triste fin de Guillaume Guizot, ce causeur alerte, éblouissant, avec qui j'ai passé tant de bonnes heures...

Ne vous excusez pas au sujet du jeune Avignonnais dont je suis menacé. Il m'en arrive tant qu'un de plus ou de moins ne fait pas compte. Le cas ne prendrait de la gravité que s'il arrivait avec un manuscrit sous le bras; car si je reçois tout le monde, je consigne les manuscrits chez le portier, n'ayant plus le temps de les lire. Mais tout visiteur qui se réclamera de votre parrainage sera le très bien reçu.

30 décembre 1892.

Un bonjour, mon cher ami, et des souhaits cordiaux au seuil de cette année 1893; elle m'a tout l'air de vouloir préparer des synchronismes qui feront la joie des historiens futurs, sinon la nôtre, à nous, contemporains.

En attendant, l'on vit ici une vie de roman-feuilleton, il semble qu'un prodigieux artiste ait fondu ensemble Nucingen, *les Mystères de Paris* et l'assassinat de la rue Mourgue. Mais il me revient de divers côtés qu'en province on la trouve moins bonne et que la colère du peuple monte... Je crois que nous n'aurons pas grand'peine à donner le coup de balai définitif; mais pour qui et pour quoi? Les locataires sortis il y a quatorze ans de la maison n'ont pas plus de chance d'y rentrer que ceux qui déménagent à cette heure. *Vedremo*... Les visites, les lettres, les étrennes ne me laissent pas le loisir de philosopher en ce moment. Je ne puis et ne veux que vous serrer la main et vous retourner mes vœux comme toujours *ex imo corde*.

30 avril 1893.

Mon cher ami,

Vous avez eu tort d'écarter la maladie du nombre de vos

hypothèses : c'était la bonne qui fut mauvaise. L'influenza m'a tenu trois semaines entre mon lit et mon fauteuil ; elle m'a réduit à un degré de faiblesse et de néant cérébral que je n'aurais jamais imaginé. Et voilà pourquoi votre *Revue* fut muette le 15 de ce mois. Je suis remis depuis quelques jours, j'ai repris la plume et j'ai dû m'en servir d'abord pour batailler : vous trouverez dans le numéro du 1er ma réponse à M. Aulard, qui m'a traîné sur la claie à la Ligue démocratique des Écoles. Il a été au Quartier Latin le héraut de la déclaration de guerre que la franc-maçonnerie et le radicalisme m'ont fait l'honneur de m'adresser; avec quel atticisme, vous en jugerez, si l'on trouve en Avignon la *Revue bleue* du 22 avril.

Nous avons enterré hier le pauvre Mazade, qui résista moins bien que moi à la maladie régnante. C'est un gros trou à la *Revue* où sa succession est fort disputée. Je ne parle pas de l'Académie battue à toutes ses brèches par des légions de candidats.

Je regrette que vous teniez la petite plaquette bleue des mains du libraire et non des miennes (1). Champion ne m'envoya que cette semaine mes exemplaires personnels et je ne croyais pas, d'après ses dires, que la chose eût été déjà mise en vente...

Je suis persécuté par les bons Vivarois : des volumes de correspondance viennent chaque jour me supplier d'accepter une candidature que l'on dit certaine du succès. Je ne me résous pas à boire le calice; je remets toujours ma décision, espérant qu'ils se lasseront ou qu'il surgira un libérateur. Vous ne sauriez croire avec quelle douleur je vois venir à moi le maudit honneur que tant d'autres briguent.

Et il faut répondre à toutes ces lettres pleines d'un dévouement qui me touche d'autant plus que rien ne l'a justifié de ma part. Je vous quitte pour cette besogne, mon cher ami, et vous serre la main bien cordialement.

Paris, 17 juin 1893.

Mon cher ami,

Vous êtes peut-être avec moi dans Ravenne, à cette heure, et vous félicitez votre ami d'avoir trouvé quelques jours de vrai repos, un peu de *replongement* dans les seules choses qu'il aime vraiment. Hélas! il en faut vite déchanter. Au moment où vous

(1) *Notes sur le Bas-Vivarais*, 1 vol.; Champion.

recevrez cette lettre, vous devrez me chercher..... à Annonay! Je ne puis plus reculer devant les paquets de lettres qui s'abattent chaque matin sur ma table, me faisant honte d'abandonner le pays au radical historien de la bulle *Unigenitus* (1). Et j'en reçois autant du Bas-Vivarais, où l'on me presse d'aller reformer des comités qui muent, qui essayent de faire éclore le papillon constitutionnel dans la chrysalide monarchique. Il faut au moins aller remercier, serrer tant de mains tendues, porter la parole fraîche de Léon XIII et voir de quel bois est faite la croix qu'on veut charger sur mes épaules. Entre nous, je n'ai plus guère l'espoir de m'y dérober, ils sont trop tenaces dans leur volonté de bœuf à Saint-Agrève.

Je pars demain pour La Faurie, où je trouverai la seule hospitalité qui puisse sauver ce qu'il y a de pénible dans ce retour de l'Enfant prodigue. Vous sentez l'angoisse de cœur avec laquelle je vais affronter les émotions rétrospectives et la cruelle besogne du présent. Et dire qu'il y aura des imbéciles pour croire que l'ambition me fait saisir ce calice !

Je devrai refaire avec les autres voies douloureuses « le petit chemin de La Mûre. » Je ne sais même pas par qui La Mûre est habitée à cette heure. Je n'ai pas besoin de vous dire que vous cheminerez sur cette route à mes côtés. Le sentiment d'un devoir à remplir envers nos gens me soutiendra seul au milieu des épreuves que je vais chercher, alors que je pourrais rester si tranquillement dans l'*otium cum dignitate* de la coupole parisienne.

Elle est loin, l'oasis d'au delà des monts, et il faut refermer ce Dante que j'ai assez pioché pour rendre des points à Léopold. Je me le remémorerai assez dans la forêt obscure, sauvage, où la droite voie est toujours perdue, et quand il faudra vérifier à Gourdan

Com'è duro calle
Lo scender e l'salir per l'altrui scale.

A revoir, mon cher ami. Je n'ai pas voulu vous laisser ignorer ce nouveau tournant de la route. Vous pouvez me répondre à La Faurie. Dans une semaine je serai fixé.

Toujours bien à vous.

(1) Albert Leroy qui fut battu aux élections législatives de 1893, dans la 2e circonscription de Tournon, par E.-M. de Vogüé.

Chambre des Députés.

1er décembre 1894.

Mon cher ami,

Un vieux bonjour du 2 décembre en montant dans le train; vous le recevrez, tandis que je parlerai demain à Lyon, où l'Alliance française me demande une conférence, et où je vais reprendre des idées exposées à la tribune; mais à la tribune on ne reçoit pas de prix d'encouragement, surtout quand on manque d'égards à la sacro-sainte routine administrative du peuple franc. J'ai eu mon jour de bataille, et je n'aurai sans doute que des journées dans ce genre, dans une Chambre où je me sens pierre de scandale. Vous retrouverez ma thèse dans la *Revue* de ce mois (1). Tout cela fait beaucoup de choses, beaucoup de travail et de fatigues; je suis sur les dents comme une bête de meute depuis quinze jours, et la correspondance est bannie du programme de mes plaisirs.

J'ai voulu pourtant vous serrer la main à cette date; je pense à vous quand je bois du « Camp de César, » devenu l'ordinaire de la maison; le Rhône que je toucherai demain vous descendra le reste. J'irai passer vingt-quatre heures à Annonay; puis, à la besogne de nouveau, et au budget!

Cordialement à vous.

Paris, 1er décembre 1896.

Mon cher ami,

Je me reproche depuis longtemps de ne pas solliciter les nouvelles de votre santé que vous ne me donnez point. Accusez le poids de travail que chaque matin ramène et qui me force à procrastiner toute correspondance, sauf cette lèpre des correspondances électorales.

Je veux pourtant me souvenir que ces dates nous mettaient la plume à la main autrefois; quand la brume dont novembre inonde le ciel bleu était encore bien loin sur notre horizon, quand paraissait encore près ce 2 décembre aujourd'hui oublié, absous, regretté tout bas par plus d'un.

Et j'ai un autre motif pour ne pas remettre. Je dois vous présenter l'enfant qui naît aujourd'hui et vous arrivera demain. Je ne sais si cette tentative vous surprendra; je m'étais

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er décembre 1894, *Madagascar et la colonisation française.*

toujours promis d'aborder « le genre » auquel je me croyais le plus appelé par mon tour d'esprit et d'imagination. Les circonstances, les besognes autres et forcées m'ont arrêté longtemps, la vie à différer s'est passée; j'y viens peut-être trop tard; j'y viens pourtant avec l'impérieux besoin de créer un organisme vivant, peut-être apte à survivre, et de ne pas disparaître misérablement sous la poussière inutile de cent articles de critique. Puisse le souvenir du Bédouin vous rendre indulgent aux défauts de conformation de *Jean d'Agrève!* (1) Je me serais fait un reproche amer si j'eusse pu oublier de le présenter, tout d'abord, au vieux et cher témoin de ma vie, de mes travaux.

Veuillez me rappeler à Mme de Pontmartin. Dites-moi comment se comporte la machine physique dont vous n'étiez guère content, et croyez toujours à la fidèle affection, à défaut de régularité, que je mets dans ma poignée de main.

Votre ami.

Costebelle, Hyères, 30 décembre 1896.

Recevez souvenirs et vœux, mon cher ami. Je suis terré ici dans la solitude pour achever mon travail. J'ai dû renoncer à passer les fêtes près de mes enfants, au moment où tout conspire à Paris contre la liberté du travail; sous peine de porter à Brunetière le coup qui faillit tuer Buloz quand Sandeau se déclara hors d'état de livrer pour le numéro la partie attendue de *la Maison de Penarvan*, et qu'il fallut mettre une note! J'espère éviter cette extrémité, mais vous comprendrez que je me borne à vous serrer les mains avec ma vieille et fidèle affection.

Je rentrerai à Paris le 3 ou le 4 janvier.

1er juillet 1897.

Mon cher ami,

Je suis tout à votre service et n'y ai pas de mérite cette fois, la chose est trop simple. Les concours de 1897 sont terminés, les gagnants à cette loterie du bien classés depuis un mois. Il ne peut donc être fait de propositions que pour 1898. Le dossier de votre servante doit être envoyé directement à Pingard; il n'est pas d'usage que les membres de l'Académie fassent directement une présentation. Mais je vous prie de m'envoyer une

(1) 1 vol. in-16; Plon.

note de quelques lignes résumant les titres d'Émilie Aubert. Le moment venu, c'est-à-dire en mars prochain, j'interviendrai près des commissaires, si je ne suis pas du nombre. *Nota bene* : il sera bon de me rappeler à ce moment-là Émilie Aubert, car la mémoire est une faculté qui oublie, et les fiches de cette nature, toujours assez nombreuses dans mes tiroirs, sont sujettes à y rester. Donc un mot de rappel en mars 1898, si nous sommes tous deux de ce monde; toute démarche que je ferais avant cette époque serait parfaitement inutile, oubliée elle aussi par celui ou ceux près de qui je la ferais.

Vous allez donc remplacer la Savoie par les Vosges? Plombières, je suppose. C'est vrai que nous sommes du temps lointain où Plombières guérissait *souverainement*. Puissiez-vous y trouver soulagement à vos incommodités ! Pour moi, je m'acheminerai vers les Gauds au 1er août (1). Serai-je aux fêtes d'Orange? Je ne sais encore, le réfrigérant officiel me fait hésiter; et si vous partez prochainement pour les eaux, notre malchance habituelle rendra vaine cette tentative de rapprochement en Avignon.

Fixez-moi d'un mot sur ce point, et croyez, mon cher ami, à la fidélité des vieux sentiments de votre

Chambre des Députés.

15 mars 1898.

Mon cher ami,

Un mot pour vous remercier. Il a tardé et ce n'est qu'un mot parce que je viens seulement aujourd'hui de couper le cordon ombilical de mon Hanotaux (2) : je n'étais pas précisément en avance, comme vous le voyez, puisque l'enfant doit être ondoyé en commission après-demain. Et par là-dessus une liquidation électorale. Oui, j'ai rendu mon tablier. Mon seul regret est de chagriner nos braves paysans. Pour tout le reste, quel soulagement ! L'exercice de ce métier, tel que nos mauvaises mœurs l'ont fait, m'est apparu radicalement incompatible avec celui que je fais depuis vingt-cinq ans, que j'aime, qui m'est nécessaire. Me blâmerez-vous de vouloir encore écrire quelques

(1) Propriété du feu comte de La Sizeranne, située dans la commune de Quintenas (Ardèche), où le député de l'Ardèche passait les étés de 1894 à 1898.

(2) Réponse au discours de M. Gabriel Hanotaux qui fut reçu à l'Académie française le 24 mars 1898. Voyez *Sous les Lauriers*, Éloges académiques, 1 vol. in-16 ; Bloud.

livres au lieu de solliciter quelques bureaux de tabac?...

Je voudrais vous savoir mieux portant et que vous me le disiez à un prochain arrêt en Avignon. Ce serait une vraie joie, mon cher ami, de vous serrer la main.

Combourg (Ille-et-Vilaine), 8 août 1898.

Mon cher ami,

Je me reprocherais de quitter ce lieu sans vous adresser un mot de souvenir. Tout ici me reporte à nos enthousiasmes de la vingtième année, et nul ne comprendrait comme vous ce que je ressens à Combourg. Après avoir présidé hier aux très belles et très touchantes cérémonies de Saint-Malo, — vous trouverez dans *le Temps* de dimanche les paroles dites au Grand-Bé (1), — je suis venu passer vingt-quatre heures chez Mme de Chateaubriand. Les restaurations matérielles n'ont pas fait fuir le *genius loci;* le vent souffle comme de son temps dans la tour de l'Ouest, et surtout le triste horizon des bois n'a pas changé. La lune se lève encore ce soir sur « la cime indéterminée des forêts. » A l'intérieur, on a seulement divisé par une cloison la grande salle où la robe de ratine blanche du géniteur disparaissait dans les ténèbres. Il me semble que je me retrouve chez moi, tant chaque détail m'est familier. Ne savions-nous pas par cœur ces chapitres? Voici le Mail et le grand étang. D'ailleurs, n'eussent-ils pas été touchés par la baguette du magicien, les murs et les tours de Combourg seraient la plus grandiose apparition du monde féodal que je connaisse.

Donnez de vos nouvelles. Je veux espérer que vos maux vous laissent du répit; et trouvez ici la pensée fidèle

de Votre

15, rue Las Cases, 11 novembre 1899.

Mon cher ami,

Je ne veux pas passer à votre porte, allant, comme jadis, prendre la mer, sans vous jeter le cordial bonjour (2). Je ne puis

(1) Discours prononcé au nom de l'Académie française pour le cinquantenaire des funérailles de Chateaubriand le 8 août 1898. Voyez *le Rappel des ombres*. 1 vol. in-18; A. Colin.

(2) L'écrivain se rendait en Égypte. Le 17 novembre 1899 il prononçait à l'inauguration du monument de Ferdinand de Lesseps à Port-Saïd un discours au nom de l'Académie française et de l'Académie des Sciences. Voyez *Sous les Lauriers*; op. cit.

m'arrêter, engrené que je suis dans une caravane qui va s'embarquer tout à l'heure ; mais au retour, vers le 2 décembre, avant de remonter, j'espère vous serrer la main. Je devrai alors m'arrêter à Arles, je vous ferai signe, et je serai heureux, croyez-le, de resceller la vieille amitié.

Metz, 23 mars 1900

Mon cher ami,

Une lettre de ma femme m'apprend la mort de M. de Lestrange, trop tard pour que j'aie pu me rendre aux obsèques où un télégramme m'appelait... Voilà donc le vieux seigneur parti, après Alphonse du Peloux; mon père, je le vois à des signes trop certains, ne tardera pas à suivre ses contemporains. C'est l'arrière-plan de nos vies qui se vide et s'enténèbre. Votre pensée se sera arrêtée avec mélancolie, comme la mienne, sur la tombe du vieux marquis : elles se sont retrouvées là dans un sentiment commun. Il s'inscrit pour moi, à cette heure, dans un deuil plus vaste et plus farouche, celui de la pauvre ville lugubre où chaque pierre sue la tristesse. J'étais allé visiter mon jeune bursch Raymond à Heidelberg, où le futur chartiste suit quelques cours de l'Université et se trempe dans la science allemande. Nous avons fait ensemble une petite tournée aux vieilles villes impériales, Worms et Spire, puis un pèlerinage aux villes captives, Strasbourg et Metz. Strasbourg, riche, vivante, est moins morne que sa sœur lorraine ! Metz est navrante, morte sous les pieds d'innombrables soldats, violée d'hier, semble-t-il. Elle n'a point participé au colossal développement industriel qui éclate aux yeux dans toute la vallée du Rhin ; l'Allemand, si accueillant et si empressé pour le Français partout ailleurs, garde ici sa physionomie de conquérant dur et défiant. Nous allons visiter, chez mes amis Wendel, les grandes usines d'Hayange ; je rentrerai dans quarante-huit heures à Paris.

A revoir, mon cher ami. J'ai voulu vous serrer la main à l'ombre du vieil arbre que nous n'apercevrons plus au fond de la perspective où nous avions coutume de reporter nos regards. Je le fais bien affectueusement.

1er décembre 1901.

Mon cher ami,

Demain le cinquantenaire de cette date où nous avions

coutume de rapprocher nos pensées, alors qu'elle était relativement si proche. Je ne prévoyais pas alors que « l'opération de police (1) » me vaudrait un jour les honneurs du pilori, qu'elle serait mon « Cœur léger » ou mon « Ordre moral. » Demain les Noces d'or, en attendant le centenaire de février prochain, où ce siècle à son tour aura deux ans ! On veut, paraît-il, fêter ce centenaire en ressuscitant *les Burgraves*; est-ce pour nous faire souvenir que nous approchons des années de Magnus ? Il n'y a pas d'injure, si ce rappel avertit l'écrivain qu'il doit faire les journées doubles pour achever sa petite pyramide. Mon année de travail a été dure avec les deux colliers mensuels de la *Revue* et du *Gaulois*, sans compter les extras. L'an prochain, j'interromprai mes exercices à la *Revue* pour perpétrer un roman : Brunetière me le demande et je sens la nécessité de me détendre avec un labeur de plus longue haleine, mais qui n'impose pas cette angoissante recherche du *sujet*, tourment perpétuel de l'esprit...

Les heures fuient et nous entraînent, comme disait le mélancolieux enfant d'Apolline de Bedée. C'est une raison de les défier au moins sur un des rares pans de mur qui demeurent debout emmi les ruines qu'elles font : sur celui où notre amitié s'accroche. C'est pourquoi je vous serre la main au 2 décembre en vous demandant des nouvelles de votre santé; bonnes et rassurantes comme le veut l'affection de votre vieux « frère mineur. »

30 décembre 1901.

Mon cher ami,

Les souhaits qu'on fait à nos âges doivent être modérés. Écoutons le conseil du fabuliste, ne soyons pas de ceux qui souhaitent toujours et perdent en chimères le temps qu'ils feraient mieux de mettre à leurs affaires.

D'autant plus qu'il ne nous reste guère de temps à y mettre ! Je souhaite, du moins, que ce temps vous soit paisible et bon, exempt de fâcheuses incommodités. J'arrive au bout de mon année un peu las, un peu vidé; un article par mois à la

(1) L'écrivain fait allusion à une phrase de sa réponse au discours de M. Gabriel Hanotaux. Parlant de Challemel-Lacour, E.-M. de Vogüé disait : « Nul n'avait gardé un souvenir plus amer de l'opération de police, un peu rude, qui rassura un matin de décembre la société effarée. » Voyez *Sous les Lauriers*, *op. cit.*

Revue, un articulet au *Gaulois*, sur des sujets très différents, c'est une gymnastique fatigante; je ne me sens pas la force de renouveler pendant douze mois cette gageure d'invention et de rédaction, au moins en ce qui concerne la *Revue*, où les traditions exigent et où nous exigeons de nous-mêmes un travail plus fini. Aussi ai-je promis à Brunetière un roman (1). Entre une bonne fluxion de poitrine et douze gros rhumes, je choisis le premier mal.

A la fin de janvier, j'irai voir en Camargue s'il y a espoir de récolter dans ce pays autre chose que des fragments de crucifix brisés. Je compte bien me ménager une relâche de quelques heures aux Angles. Je remets à ce moment des bavardages que m'interdit aujourd'hui l'obligation d'écrire vingt lettres : mais puisque ce plagiaire de jeune siècle, qui ne nous promet pourtant ni Rome, ni Sparte, aura deux ans lui aussi dans deux jours, je veux que vous trouviez ici, pour Mme de Pontmartin et pour vous, le fidèle et affectueux souvenir de votre

Paris, 30 novembre 1902.

Mon cher ami,

Ceci n'est point pour maudire, selon l'ancien rite, l'opération de police du 2 décembre. Nous serions, je le crois bien, les seuls Français qui persistassent dans ce sentiment original. Mais un autre sentiment où je persiste me fait désirer de savoir comment vous traite la vie, et si elle ne vous maltraite pas trop. Il y a vraiment un siècle que j'ignore tout de vous. Je n'ai fait en Camargue qu'une apparition d'un jour entre deux rapides; la combinaison de trains qui me permettait de regagner le Cher où j'allais chasser, en septembre, ne m'a pas concédé l'arrêt que je m'étais promis à Avignon. Présentement, je suis cloîtré, — le dernier moine qu'on aura connu sur le territoire de la République; — je sue sang et eau pour achever un roman promis à Brunetière fin janvier.

Et vous? Il y a tout au moins un autre moine aux Angles, me répondrez-vous. Mais je serai renseigné à mon gré, si vous pouvez me donner un bon certificat touchant votre santé et celle de Mme de Pontmartin. Chez moi, les médecins ne s'enrichissent pas, grâce à Dieu...

(1) *Le Maître de la mer.*

Je compte un peu sur votre mémoire impeccable pour m'aider à deviner les énigmes que la *Revue Bleue* propose aux Vivarois. La dite *Revue* publie depuis un mois d'adorables lettres à Chateaubriand, écrites de 1827 à 1829, par une inconnue passionnée, une Marquise de V. qui rèvait du grand homme dans son ermitage de la vallée de l'Eyrieux, entre Beauchastel et La Voulte. D'après Brunetière, ce serait la Marquise de Vichet (?), mariée à 13 ans à un émigré, inspecteur des douanes à Toulouse sous l'Empire. Ses lettres sont exquises, de tout point supérieures aux réponses de René qui fait montre de sa vieille coquetterie habituelle et cherche une aventure piquante. Si Mme Récamier lit la *Revue Bleue*, elle doit être défrisée; elle ne régnait pas seule en 1828 et la Vivaroise avait de l'esprit et du cœur à lui en revendre. Dans une allusion discrète à ses malheurs domestiques, elle les dit tout pareils à ceux de la Marquise de Ganges, « de qui les infortunes sont connues de tout le monde dans le Languedoc. » Et Chateaubriand répond : « La Marquise de Ganges! Est-il possible? Je n'ose le croire. » — Votre érudition irait-elle jusqu'à savoir qui fut cette Mme de Ganges, et quels furent ses malheurs, légendaires pour nos grands-pères? Si vous me débrouillez un peu les histoires de toutes ces dames, vous ferez, une fois de plus, mon admiration. — Mme de Vichet (?) était très liée avec Hyde de Neuville, bien qu'elle ne fût pas allée à Paris depuis 1816.

Mieux vaut parler de cet aimable passé que de se lamenter sur le temps présent. Dans quelle combe roulerons-nous encore l'an qui vient? Beau thème à vaticiner, si mon travail ne me faisait pas souvenir qu'il faut cultiver son jardin. Adieu, mon cher ami, je souhaite qu'il y ait encore quelques fleurs dans le vôtre, pour vous et pour Mme de Pontmartin.

7 février 1903.

Mon cher ami,

Si j'attendais pour vous remercier d'avoir signé le dernier bon à tirer du *Maître de la mer* (1), mon remerciement serait bien tardif. Suivant ma déplorable habitude, je me suis laissé gagner par le temps : cette fois encore, j'écrirai mes derniers chapitres quand paraîtront les avant-derniers; et pourtant je travaille

(1) 1 vol. in-16; Plon.

comme un forçat nuit et jour. — Non, je ne veux pas attendre pour vous dire, — avec mon admiration accoutumée devant les prodiges de la plus impeccable mémoire de France, — notre gratitude émue pour votre délicate pensée. Merci, et vœux sincères pour que vous et Mme de Pontmartin fêtiez paisiblement le même anniversaire (1).

24 décembre 1903.

Mon cher ami,

Que ceci porte mes souhaits de bonne fête dans la paix des Angles, à vous, à Mme de Pontmartin. Je me voudrais dans ce refuge durant ces jours où l'on devient à Paris un cheval de fiacre ahuri par les plus sottes corvées. J'espère du moins qu'une descente dans le Midi me ramènera, pour quelques heures, sous votre toit, cet hiver; en novembre, j'ai fait une pointe en Camargue; mais si précipitée, si exclusivement consacrée aux affaires, que je n'ai pu m'arrêter à Avignon. J'avais pourtant rencontré à Giraud votre aimable voisine, Mme V., et lui avais promis d'aller revoir, sous ses auspices, la Chartreuse de Villeneuve : je ferai quelque jour honneur à ma promesse et me partagerai entre les Angles et Pierrelante. — Pour le quart d'heure, il faut se remettre au travail. — Le succès du *Maître de la mer* m'y encourage : vingt éditions réelles en moins de trois mois, c'est un signe des temps; le public accepte, il demande aujourd'hui du roman d'idées; on peut l'emmener sur des routes lointaines et peu frayées...

28 février 1904.

Mon cher ami,

Je ne vous ai pas encore remercié de votre envoi : je voulais d'abord en prendre connaissance. C'est fait : j'ai lu le gros volume de la première à la dernière ligne comme un roman, le roman de ma jeunesse et de mes plus vifs souvenirs (2). Le bon Biré ne m'apprenait pas grand'chose; chaque nom, chaque épisode était gravé dans ma mémoire, déposé tout au fond, depuis longtemps, par les conversations de votre père ou par les vôtres, par les lectures faites à l'âge où l'on emmagasine pour toujours. Mais quelle douceur mélancolique de les voir

(1) Henri de Pontmartin avait adressé ses félicitations à son ami, qui fêtait ses noces d'argent.

(2) *Armand de Pontmartin. Sa vie et ses œuvres* (1811-1890), par Edmond Biré. 1 vol. ; Garnier.

revenir ces premières lignes pâlies du palimpseste que la vie surcharge sans cesse! Quel intérêt dans le rappel du moindre fait, quand il a pour cadre les Angles, la Mûre! Biré m'a cependant appris, — je l'ignorais, — que vous aviez des racines adventices en Ukraine, et qu'avec d'autres arrangements du sort, nous aurions pu nous rencontrer là. Et il m'a révélé une lettre de Louis Veuillot à votre père, après la mort de sa fille, qui est une des plus belles choses qu'on ait écrites dans notre langue.

Vous devez être satisfait de cette biographie exacte, sympathique, un peu diffuse, — c'est toujours le défaut de Biré. Mais il a assemblé d'excellents matériaux : le jour viendra où une plume plus alerte en dégagera les traits définitifs de la figure, pour un des petits volumes de la *Collection des écrivains français*. C'est encore trop tôt : un recul d'une trentaine d'années, il ne faut pas moins pour la mise au point de ces médaillons littéraires, exceptions faites pour l'énorme Hugo et pour le toujours frétillant petit Thiers. Je crois bien que Gautier est le dernier des purs écrivains qui ait pris place dans la *Collection*.

Mais ceci est le point de vue « public. » Pour mon goût particulier, Biré est encore trop succinct; il aurait pu nous donner plusieurs volumes et je les aurais lus avec passion durant plusieurs nuits : car ces nuits auraient été pour moi ce que furent les deux dernières, de longs et délicieux retours à l'aurore!

Merci donc et bien à vous.

13 avril 1904.

Mon cher ami,

Je trouve ici votre mot en revenant d'une excursion en Sicile. Je suis allé découvrir Syracuse et Girgenti, chercher un cadre pour mon prochain roman (1). J'ai salué de loin les Angles en descendant le mois dernier, jusqu'à ma première étape, chez le confrère et ami en mal de *Divorce* (2). J'espérais m'arrêter chez vous au retour : mais on m'a retenu à Rome, et l'*orario* m'a démontré que le Mont Cenis était la seule voie de rapatriement pratique. Partie remise à la prochaine tournée en Camargue.

(1) *Claire*, roman inachevé.
(2) M. Paul Bourget, auteur d'*Un divorce*, 1 vol.; Plon.

Faites agréer mes respectueux hommages à Mme de Pontmartin et sachez-moi, cher ami, toujours bien vôtre.

20 novembre 1904.

Cher ami,

Est-il bien possible que je ne vous aie pas écrit depuis le solstice de juin? Cela prouverait que le temps file comme une Mors ou une Renaud avec du 120 à l'heure, et que l'on n'a même plus la mesure de sa fuite éperdue dans celui où nous vivons. Vous ne trouverez pas déplacé ce langage de chauffeur, si je vous dis que le vieux confrère, chef de nom et d'armes, vient de courir les routes du Vivarais en automobile, comme un jeune homme (1). — Son fils Robert, grand mécanicien devant le Seigneur, l'a fait dévaler sur les pentes du Coiron, grimper à Roche-Colombe, à l'auberge de Peyrebelle, à Thueyts, où un riche butin fut recueilli chez M. de Montravel, butin de vieux papiers, l'archéologue s'occupant exclusivement, à cette heure, de travaux semblables à ceux qui absorbaient chaque matin, de cinq heures à midi, le comte René de Chateaubriand. Quant à moi, j'essaye de tirer *Claire* des limbes où elle se dérobe à mes étreintes :

Per frustra comprensa manus effugit imago.

Notre été s'est passé fort tranquillement, en Suisse, sur les bords du Léman; pendant un mois à Champel où je faisais masser et doucher, en souvenir de Taine, une sciatique dont j'ai reçu cette année la seconde visite. Vous savez peut-être que je me suis lâchement dérobé à l'aimable invitation des pétrarquistes vauclusiens; ils m'avaient prié de représenter l'Académie à leurs fêtes; j'ai craint qu'il ne fallût subir trop de banquets, entendre et perpétrer trop de discours, à un moment où le thermomètre déraisonnait. Présentement la vie de l'atelier parisien a repris dans l'ordre accoutumé...

Vous ne me parlez pas de votre santé, donc elle est bonne. Je voudrais savoir qu'il en va de même pour Mme de Pontmartin. Qu'elle veuille bien trouver ici mes hommages et vous, mon cher ami, la répétition du vieux refrain très amical.

(1) Le marquis de Vogüé recueillait alors les matériaux de son livre *Une famille vivaroise*, 2 vol. in-8 ; Champion.

30 décembre 1904.

Qu'elle entre et passe dans votre maison d'un pied léger, cher ami, qu'elle y maintienne paix et santé, la visiteuse masquée dont les mains vont toucher notre épaule pour l'incliner un peu plus ! Puissent mes souhaits conjurer l'hostilité énigmatique qu'on croit toujours apercevoir dans le premier sourire de ces passantes !

30 décembre 1905.

Mon cher ami,

Trouvez ici, pour M[me] de Pontmartin et pour vous, les souhaits de l'an nouveau. Celui que je me fais est de repasser, en 1906, le seuil des Angles. Puisse le *Tempus edax* vous oublier tous les deux dans le paisible abri sous la montagne. Il est au moins une chose sur laquelle ce rongeur ne peut pas mordre : la vieille amitié qui ramène à cette heure, vers votre toit, ma pensée et mes vœux.

6 février 1906.

Eh quoi ! cher ami, vous croyez encore aux choses imprimées dans les journaux !... La vérité est que seul le jeune Pierre (1) s'est battu comme un lion, lui et une poignée de ses camarades du Lycée Louis-le-Grand, paroissiens d'aventure (2). Ces gamins ont tenu tête deux heures à la troupe ; d'abord derrière les grilles, d'où ils enlevaient quatre fusils aux gardes républicains ; puis derrière leur barricade de chaises ; enfin dans le triforium d'où ils bombardaient la police avec les dernières chaises valides. Le lendemain ils recommençaient à Saint-Pierre du Gros-Caillou, avec mille exploits ingénieux, qui ont dû faire pâmer d'aise les mânes de Gavroche. La mentalité de ces lycéens est exactement celle de leur illustre ancêtre de la barricade de la rue de la Chanvrerie : même volupté divine dans l'action de « cogner sur les flics ; » même bravoure, même science innée de la barricade, même indifférence aux coups. — « Pas d'injures ! des coups ! » clamait Pierre dans la nef de Sainte-Clotilde en dirigeant sa garnison. Vous serez peut-être surpris d'apprendre ce que je constate chaque jour : les lycéens d'aujourd'hui (Henri IV,

(1) Pierre de Vogüé, quatrième fils de l'écrivain, né le 21 janvier 1889, mort pour la France, le 28 avril 1918.

(2) Il s'agit des manifestations que provoqua la loi sur les inventaires des églises.

Condorcet, Janson, Louis-le-Grand à la presque unanimité) professent pour le gouvernement de la République les sentiments que le fils de Thénardier professait pour le gouvernement de Charles X. Et ils ne le lui envoient pas dire. Les nouveaux Gavroches conspuent la police, ce qui est la loi essentielle ; mais ils saluent les curés depuis qu'ils sentent la police contre les curés. En ce moment, les lycéens complotent de monter en colonne d'assaut à Montmartre, pour y déboulonner la statue de l'infortuné chevalier de la Barre : histoire d'embêter les apaches, ces frères naturels qui sont des frères ennemis, puisqu'ils sont avec le gouvernement. Voilà toute la philosophie de ces défenseurs de la Foi. « C'est l'âme de la vieille Gaule, » assurait le père Hugo. Réjouissons-nous donc de cette combativité : elle fera de ces enfants, pour la plus grande stupeur de MM. Jaurès et Hervé, de magnifiques soldats. D'après tout ce que je puis observer, nulle génération de petits Gaulois n'a été plus belliqueuse, plus froidement enragée pour les actions guerrières.

Mais il faut penser autrement, quand on n'a plus dix-sept ans, et donner raison au sage lyonnais (1). Ce tapage est idiot, j'en conviens avec lui, avec vous. Et pourtant... toute la longue histoire nous crie qu'une minorité opprimée ne rappelle ses oppresseurs au respect qu'en administrant, — même hors de propos, même sur un mauvais terrain, — quelques-uns de ces coups que les gens raisonnables rougiraient de donner aux braves subordonnés de M. Lépine.

Douloureux problème que je livre à vos méditations, cher ami, en vous serrant la main.

8 juillet 1906.

Mon cher ami,

Oui, c'est une grande perte (2). Gaston Paris, Heredia, Sorel, je les vois tous partir avant l'heure, ces filleuls académiques, mes aînés à peine, que j'avais été si fier d'amener sur nos bancs, et qui étaient là mes plus chers proches intellectuels. Avertissement des ombres du soir qui se font épaisses.

Vous ne me dites heureusement rien de fâcheux sur votre santé ni sur celle de Mme de Pontmartin. Donc aucun exode estival vers des sources moins tranquilles que celle des marron-

(1) Edouard Aynard, député du Rhône, membre de l'Institut.
(2) Albert Sorel, décédé le 29 juin 1906.

niers. De mon côté, je remuerai peu, ma femme est depuis huit jours à Wiesbaden, je suis commis à la garde du jeune Pierre en instance de baccalauréat, et que la Sorbonne lâchera seulement dans les premiers jours d'août. Nous irons alors rejoindre sa mère à Schlangenbad, pour trois ou quatre semaines, et je serai rappelé à Paris, dès le début de septembre, par un travail d'Hercule : un déménagement!

Nous quittons la rue Las-Cases où les murs trop étroits craquaient sous la poussée des enfants devenus hommes et des livres devenus légion. Il s'en faut de bien peu que je n'aie achevé un quart de siècle dans ce pauvre logis. J'en ai trouvé un plus vaste à proximité, rue de Varenne, au 55, le petit hôtel du duc de Lévis Mirepoix, jouxtant le grand hôtel Galliera-Autriche. Un vieux jardin très tentant, mitoyen de celui d'Autriche, a fixé mon choix. Je pourrai enfin loger livres et garçons à partir du 15 septembre. Mais cette opération cyclopéenne, le changement de coquille, ne va pas sans beaucoup d'affairement et de tracas. Et ce court voyage en interdit d'autres. Je compte pourtant sur quelque descente obligatoire en Camargue pour vous serrer la main et resserrer aux Angles le lien semi-séculaire, solide et affectueux.

55, rue de Varenne, mercredi 12 décembre 1906.

Mon cher ami,

Je savais que vous compatiriez à mon grand chagrin, je vous remercie pour la marque sensible de cette compassion que vous me donnez. Oui, c'est le plus proche, le plus sûr des compagnons rencontrés sur la route littéraire qui s'en va (1), après Sorel conduit naguère dans cette même église Notre-Dame des Champs, dans ce même cimetière Montparnasse d'où je sors. Je n'avais plus d'espoir depuis quelques mois ; il ne restait, pour ainsi dire, rien de ce corps dévoré par la phtisie, spiritualisé au point que ses vêtements flottaient littéralement autour d'une ombre sur le lit de mort où il reposait avant-hier, — rien qu'un cerveau toujours en ébullition, un labeur magnifique jusqu'au dernier jour. — Au vide qu'il laisse on voit la place que tenait ce chétif athlète. Brèche irréparable dans l'intelligence française et dans l'intelligence catholique, dans le cœur de ses amis, dans la

(1) F. Brunetière, décédé le 9 décembre 1906.

vieille maison de la *Revue*... On m'offre la direction de cette maison : je refuse; trop lourde responsabilité et trop lourde chaîne qui m'interdirait, avant l'heure, les joies de la création littéraire. Ce sera très probablement F. Charmes qui continuera la tâche, sans sortir du sillon tracé...

Merci encore et amitiés de par delà celles qui se nouèrent plus tard et se dénouèrent.

1er janvier 1907.

Souvenirs et souhaits au passage du pont, mon cher ami. Je vous les adresse en hâte, empêtré que je suis dans la confection d'un discours dont j'ose à peine croire qu'il sera prêt à l'heure voulue (1). La mort de Brunetière a détourné, paralysé ma plume. Mais si je ne suis pas exact au rendez-vous académique, je veux l'être à ceux où nous nous retournons pour compter les bornes kilométriques, — votre manie de jadis, — sur la route parcourue côte à côte. Il y en a beaucoup! Dieu vous donne d'atteindre, sans trop de fatigue, la prochaine.

18 octobre 1907.

Mon cher ami,

Furit pater Rhodanus... Je ne puis penser, sans inquiétude, à votre maison des Angles, je crois voir toutes les eaux vomies par nos montagnes, de la Cance à l'Ardèche, se précipiter jusque chez vous. Puissiez-vous n'avoir pas retrouvé vos pires impressions de jeunesse en vous réveillant une nuit au milieu d'un lac! Les journaux s'apitoient sur la Barthelasse, ils ne disent rien de la plaine, où je voudrais savoir que le fléau n'a pas sévi.

Rassurez-moi d'un mot et dites, par la même occasion, ce que j'ignore depuis trop longtemps, comment vous supportez le poids des ans, vous et Mme de Pontmartin. Il se fait sentir pour nous tous : vous savez pourtant qu'il ne peut altérer les sentiments de votre vieil ami.

29 décembre 1907.

Souhaits modestes, mon cher ami, souhaits bornés, ceux qu'il faut faire à nos âges! Et d'abord je suppose qu'il faut vous souhaiter, avant tout, une année moins aqueuse, un Rhône corrigé de ses débordements chroniques.

(1) Réponse au discours de réception de M. Maurice Barrès. Voyez *Sous les Lauriers, op. cit.*

Je m'embarquerai le 10 à Marseille, pour l'Égypte. Je vais passer cinq ou six semaines au poste de travail que les hasards de la vie m'ont assigné à Ismaïlia (1). Les inspections de chantiers et de bassins ne me laisseront que peu de loisirs pour inspecter mes vieux Pharaons.

Je serai de retour vers la fin de février.

Les corvées et les obligations en retard me pressent à ce point que je ne pourrai, comme je l'eusse voulu, quitter Paris avec un ou deux jours de liberté devant moi, pour m'arrêter à Avignon et à Arles. Le rapide du 9 me conduira droit au bateau du 10. Mais j'espère être plus heureux au retour et vous redire de vive voix, à vous et à Mme de Pontmartin, tout ce que je mets ici de vœux affectueux.

Norddeutscher Lloyd.
Bremen.

Dampfer *Zieten*. Rade de Naples.
23 février 1908.

Mon cher ami,

Ce ne sera pas encore pour cette fois, hélas! Une combinaison opportune de bateaux me donnait la facilité de passer trois jours à Rome avant de rentrer à Paris, où je dois être le 1er mars; je reviens donc par les routes cisalpines, Modane au lieu de Marseille. Mais le *Zieten* ne devant débarquer ses passagers que demain matin, ma combinaison aboutit à ce paradoxe ridicule : aller chercher à Naples ses soixante ans! O Graziella! qu'en diriez-vous? Après-demain j'irai offrir cette croix au Seigneur sur les dalles de Saint-Louis-des-Français, à la place où Chateaubriand geignait sur la même fâcheuse aventure. Certes, il eût été plus *conséquent*, plus géométrique, de fermer le circuit à l'un des points de départ de ma vie, aux Angles; et cette tuile fût tombée plus doucement de votre toit. Mais Ulysse vagabonde à la merci des vents. Je pourrais rendre des points à ce touriste classique; dans ces derniers quinze jours on m'a vu à l'Opéra du Caire, dans les tombeaux des rois à Louxor et dans la salle hypostyle à Karnak, sur le canal à Ismaïlia, à Port-Saïd où je me suis embarqué jeudi pour Naples et Rome. Je vais retrouver mes pantoufles rue de Varenne.

Si j'en sors, comme il est probable, pour une course en

(1) E.-M. de Vogüé était administrateur de la Compagnie du Canal de Suez.

Camargue, j'espère bien, mon cher ami, vous payer et payer à Mme de Pontmartin la dette de ma vieille, inaltérable amitié.

12 mai 1908.

Un journal m'apprend la mort de Mme de Montalet : et cette évocation d'un lointain souvenir me ramène au Plantier de nos jeunes années, tandis que je suis ici les convois des compagnons de l'âge mûr, Gebhart, Halévy, bientôt sans doute Coppée et Boissier, tous deux gravement atteints...

Vous et moi, cher ami, allons être bientôt sur le faîte de la montagne d'où l'on ne voit plus, en se retournant, que des tombeaux: J'ai voulu vous serrer la main au bord de celui qui se rouvre à Notre-Dame d'Ay pour une de vos proches.

29 décembre 1908.

Cher ami,

Qu'elle vous soit légère, — autant que peuvent l'être des pendeloques de surcharge qui s'accrochent à treize lustres bientôt, — légère à Mme de Pontmartin et à vous, cette année qui va commencer sur un globe apocalyptiquement secoué! Ma pauvre Messine, vieille hôtellerie de tant de passages! Je passerai devant ses ruines dans une quinzaine, le cap sur Ismaïlia.

Pourrai-je m'arrêter avant Marseille? J'en doute... Au retour plutôt.

Souhaits de cœur, hommages et poignée de main.

9 avril 1909.

Souhaits de bonne fête à la maison des Angles entrevue au passage l'autre jour. Hélas! le paquebot qui me ramenait de Port-Saïd m'a débarqué la veille du jour où une obligation me rappelait à Paris. Cette fois encore je n'ai pu que passer, j'ai dû brûler Arles et Avignon. Et je vais repartir prochainement, comme ces grenadiers qui allaient des Pyramides à Borodino, pour représenter l'Académie aux solennités moscovites du centenaire de Gogol. Je dérouille mon russe pour pérorer et toaster parmi des gens que je n'ai pas revus depuis vingt ans. Rares seront sans doute les survivants que je retrouverai. Hier, en traversant le Jardin d'Acclimatation, j'ai aperçu une baraque où l'on exhumait le panorama du « Tout-Paris » de 1889: je suis entré; j'ai compté dix vivants parmi toutes ces ombres des

écrivains notoires que je coudoyais en mon printemps académique de juin 1889! *Sic transit!*

Tâchons de demeurer quelques jours encore, c'est la grâce que je vous souhaite, à vous, à Mme de Pontmartin, *ex imo.*

4 juin 1909.

Cher ami,

Je rentre à Paris navré d'avoir manqué la rencontre espérée en Avignon, et je veux m'en excuser. Mais si vous saviez ce qu'ont été pour moi ces journées éreintantes où des mouvements que je ne commandais pas m'emportaient!

A peine libéré des fêtes d'Arles (1), il a fallu courir à la Grand-Ponche (2), puis à Montpellier, où je ne pouvais me dispenser d'aller conforter mon pauvre évêque (3). Revenu de Montpellier à Giraud mardi soir, je repartais mercredi matin en automobile pour Maillane, de là pour Tarascon, où je n'avais que le temps de sauter dans l'express qui devait me déposer à Perrache, dans les bras de mon chasseur d'Afrique, présentement au camp de Valbonne.

Je me suis fait scrupule de vous convoquer pour quelques minutes à la gare d'Avignon, et pas moyen de placer l'arrêt d'une demi-journée aux Angles ! — Pourquoi n'êtes-vous pas venu à Arles? C'était bien : le héros a été parfait de simplicité, de dignité rurale dans cette épreuve périlleuse du statufié vivant, pas un mot hors de la mesure. J'ai improvisé mon compliment, je n'en avais pas écrit une ligne; si les sténographes en ont attrapé quelques phrases dans le brouhaha du mistral et du peuple, j'espère qu'ils auront recueilli celle où je disais comment votre père m'apprit à aimer Mireille. A une autre fois, à une chance meilleure, cher ami.

EUGÈNE-MELCHIOR DE VOGÜÉ.

(1) Le jubilé de Frédéric Mistral. Cinquantenaire de Mireille, 29-30, 31 mai 1909.

(2) En Camargue. — Propriété de l'écrivain située dans les Bouches-du-Rhône.

(3) Mgr de Cabrières s'était présenté sans succès le 27 mai 1909 à l'Académie française au fauteuil du Cardinal Perraud ; il avait eu pour concurrent Mgr Duchesne. L'Académie n'élut, ce jour-là, aucun des deux candidats. L'évêque de Montpellier ne se représenta pas et Mgr Duchesne fut élu le 26 mai 1910. — Le cardinal de Cabrières est décédé le 21 décembre 1921.

UN GRAND AFRICAIN

LA VIE ET LA MORT DU GÉNÉRAL LAPERRINE

II[1]

LES EXPÉDITIONS DANS LE SAHARA

LES DIFFICULTÉS DE L'HEURE. — LA DÉFENSIVE

Le général Laperrine, en prenant possession de son commandement le 2 février 1917, ne se berce ni d'illusions, ni d'espoirs. L'heure est grave ; quels moyens lui offre-t-on pour qu'il puisse devenir le maître de l'heure ? Il les juge assez précaires, alors qu'il entend exercer un commandement réel, efficace, et s'appuyer sur des fondations solides. Or ce commandement lui apparaît tout en façade. Pourtant, le général Laperrine, s'il n'affecte pas un optimisme qui serait à coup sûr déplacé, ne s'effraie ni ne se décourage. Pourvu que les officiers supérieurs auxquels il commande « n'ergotent pas sur les textes » et le secondent au moment précis où il le demandera, il n'appréhende rien. A l'œuvre donc. De jour en jour, le Sahara, son Sahara, sent croître la menace et se préciser le danger. Le sous-lieutenant Constant, qui réconfortait de sa présence, dans l'Adrar des Ifoghas, notre allié Moussa ag Amastane dont le pouvoir chancelait et autour duquel se multipliaient les défections, implore

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril.

lui-même du secours. Le capitaine Depommier est parti d'In-Salah pour le ravitailler et le renforcer. Un détachement du Touat-Gourara le suit, formant réserve éventuelle, bien qu'il soit imprudent de diminuer les effectifs de cette région où l'effervescence commence. Mais il importe de parer au plus pressé : faudrait-il donc évacuer Fort-Motylinski au moment même où l'on se demande, la mort dans l'âme, s'il ne faudra pas évacuer Fort-Flatters ? La chute d'Agadès semble imminente ; depuis les premiers jours de décembre 1916, le Senoussiste Khaoussen, après avoir soulevé tout l'Aïr, escompte ce succès dont le retentissement serait formidable ; et l'on va répétant de tribu en tribu que déjà les premiers coups qu'il a portés ont ébranlé l'âme fidèle de Moussa ag Amastane. Il est grand temps d'aviser, de ne pas faire un geste inutile, et de frapper fort.

Le général Laperrine tranche dans le vif. Non, Fort-Flatters ne sera pas évacué ; « ce serait d'un effet moral déplorable ; » à tout prix, le recul sera arrêté, et même, s'il est possible, on tentera l'offensive et l'on courra sus aux rezzous assaillants. Non, Fort-Motylinski ne sera pas évacué. Non, l'on ne délaissera plus de territoires. « On criera bien haut, on fera savoir à tous, ennemis et amis, que nous sommes décidés à ne plus rien abandonner. » Quant à Khaoussen, tous les groupes du Sud, le lieutenant-colonel Mourin venant de Zinder où nos amis et alliés Anglais surveilleront le Sud du territoire, et le chef de bataillon Berger, venant de Menaka à la tête des éléments mobiles de la région de Tombouctou, unis aux renforts arrivés en Hoggar et aux contingents de Moussa ag Amastane, briseront sa résistance, le couperont de Ghat et l'attaqueront à revers.

Voilà un plan de campagne nettement et fortement conçu. A-t-il chance d'aboutir à un succès absolu ? Le général se sent pris d'un doute : il lui semble que ses Sahariens ne valent plus les Sahariens que jadis il galvanisait ; il a l'intuition que, dans les unités de marche, les éléments divers ne sympathisent pas, car, après un échec, ils s'en rejettent mutuellement la responsabilité ; enfin, il s'aperçoit rapidement de l'état lamentable des mehara, de la pénurie des vivres, de la rareté des renseignements, des contradictions dans les nouvelles. Aussi, instinctivement, prévoit-il qu'il ne sera pas « toujours heureux, » et il avouera, dans son rapport, que les causes de désarroi étaient si nombreuses « qu'il n'a pas toujours compris. »

Mais il sait comment il arrivera à mieux comprendre; il suffit pour cela d'être sur place; il part donc en tournée.

En route pour Fort-Flatters. Dès qu'il est entré en contact avec les troupes, il s'aperçoit que ses premières impressions ne l'ont pas trompé : la cohésion n'existe plus entre goumiers et sahariens qu'on a déplorablement mélangés; bien pis, l'inimitié sévit. Qu'est-ce d'ailleurs que ces goums? Le rebut des tribus. Que sont devenus les vrais méharistes, « les gens de poudre? » Ils se sont fait remplacer par leur berger ou par de tout jeunes gens montés sur leur plus mauvais animal. Quant aux cadres français, il les trouve, comme on le lui avait annoncé, démoralisés, doutant d'eux-mêmes; ils constatent que leurs mehara sont exténués, qu'ils meurent de faim; mais ils n'osent pas hasarder le combat qui leur procurerait un pâturage réconfortant; un officier se risque à lui déclarer qu'il a préféré voir crever ses animaux plutôt que de se laisser déshonorer en les exposant à être enlevés par l'ennemi.

Le général s'empresse d'aviser à tout. Il a crié qu'il n'abandonnerait pas Fort-Flatters; il le met en défense; il y concentre une forte garnison, où l'on se sentira les coudes, où l'on vivra comme si l'essaim des mouches ennemies ne bourdonnait pas incessamment en tournoyant autout du bordj, où l'on vivra comme en temps de paix, « une partie des hommes cultivant les jardins, lavant les effets, se nettoyant et prenant l'air. » Ne sommes-nous donc enveloppés que d'ennemis? Il reste des tribus fidèles : les mehara se rendront dans les zones de bons pâturages dont nos amis garantissent la sécurité. Enfin, il faut en revenir à l'organisation primitive des compagnies sahariennes et licencier les goums permanents. Le général a peur de déplaire à ses supérieurs en prenant une mesure trop radicale. Mais il sait que le ministre de la Guerre s'en remettra à lui du soin de réadapter les unités qu'il a créées; autorisé, en effet, par le ministre, il remet sur pied ses compagnies de Touggourt, d'Ouargla et du Tidikelt, il les encadre de gradés des régiments d'Algérie; il a de nouveau son instrument en main.

Il n'hésite plus. Puisque le ministre le soutient, il peut se risquer. Un peloton de spahis doit rentrer à Biskra pour assurer la police du Touat, maintenant en ébullition. Le général « prend sur lui » d'emmener le peloton vers In-Salah. Il connaît d'avance les effets de cette randonnée. « Les conversations

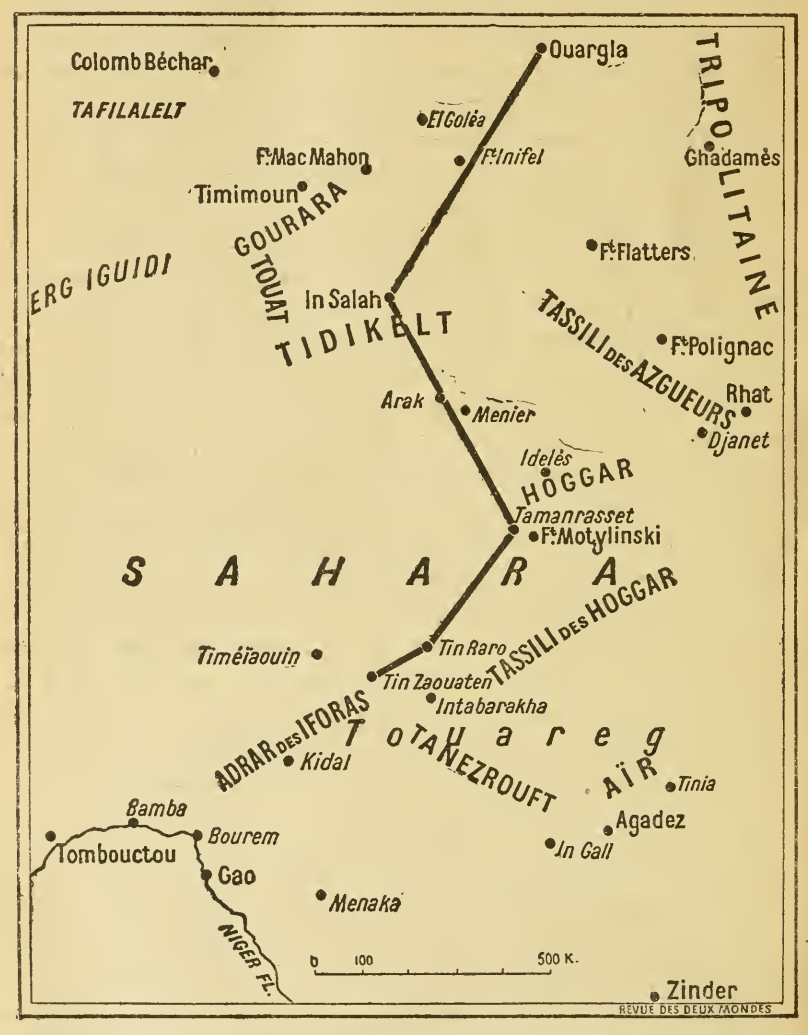
seront alimentées » au Tidikelt par la présence de cette troupe de cavalerie ; les bruits d'évacuation seront démentis. A peine est-il arrivé à In-Salah que l'événement confirme ses prévisions ; les chefs accourent à lui, implorent sa protection, sollicitent d'être épargnés par des réquisitions excessives et incohérentes... Il leur répond que le ministre de la Guerre est en complet accord à ce sujet avec lui ; les réquisitions cesseront ; et qu'a-t-il besoin de les protéger ? Ils se défendront eux-mêmes, s'il le faut ; voici des armes.

Puis il court à la région du Touat. Ces populations qu'on lui représente à la veille d'une révolte, il juge qu'on les a trop laissées à la merci des Berabers et des autres nomades pillards ; elles sont infestées d'espions ; et pourtant, elles aussi, elles sont désarmées. Le général laisse à Adrar son peloton de spahis ; il appelle des détachements de tirailleurs et de mitrailleurs ; il reconstitue un groupe mobile de la Saoura pour « démontrer dans l'Iguidi que nous ne sommes pas aussi bas qu'on voulait bien le dire, et que tout agresseur peut s'attirer de sérieuses représailles. » Mais il décide que les Djemaa coopéreront avec nous ; pour eux aussi, voici des fusils à pierre et à piston.

Le 15 juin, le général est rentré à Ouargla. « J'ai constaté les vices capitaux de l'organisation saharienne et je pourrai provoquer d'urgence un certain nombre de mesures importantes. » A le lire, on croirait qu'il n'a rien tenté encore, rien exécuté. Ce général est de ceux que l'action sollicite, et qui estiment que rien n'a été fait tant qu'il reste à faire quelque chose.

Or, il reste beaucoup à faire. Dans les territoires du Tidikelt et du Hoggar, Ebbheu ag Rhebelli, venu en 1916 des confins tripolitains et de la région de Djanet avec une bande fortement armée, reste encore invaincu. C'est lui qui a dirigé l'assassinat du Père de Foucauld, c'est lui qui a détourné de leurs devoirs les tribus du Hoggar sur lesquelles nous avions fondé le plus d'espoirs ; c'est lui qui a fait autour de Moussa ag Amastane un vide inquiétant. Le 5 avril, il a attiré dans une embuscade un groupe franc, commandé par un capitaine, et lui a tué onze hommes, et pris trente-cinq chameaux. Il apparaît si dangereux que des renforts qui se sont portés à sa rencontre n'ont pas estimé prudent de se mesurer à lui et se sont repliés sur Fort-Motylinski ; on a préféré entreprendre des négociations par le canal de Moussa ag Amastane ; inutilement d'ailleurs : Moussa a

perdu toute influence sérieuse ; et, pendant qu'il palabre, on se demande anxieusement si ses gens ne vont pas l'entraîner



CARTE POUR SUIVRE LES EXPÉDITIONS DU GÉNÉRAL LAPERRINE DANS LE SAHARA

dans le camp de l'ennemi, de jour en jour plus audacieux. Les coups de main d'Ebbheu ag Rhebelli redoublent, nos convois sont harcelés, bousculés; les cultures des derniers tenants de Moussa sont livrées au pillage.

Sur le territoire de Zinder, la situation est meilleure. Dès que le général Laperrine a mis en œuvre les moyens nécessaires pour dégager Agadès, la décision a été obtenue. Les colonnes Mourin et Berger, dès le 3 mars, ont débloqué le poste. Mais les contingents lancés à la poursuite de Khaoussen, après l'avoir encerclé à Tinia, n'ont point réussi à l'empêcher de s'échapper; les colonnes se sont disloquées le 25 juin pour rejoindre leurs territoires respectifs; mais on reste ici exposé à une nouvelle agression; et, bien que les troupes anglaises nous aient aidé à châtier les Touareg, la sécurité demeure encore incomplète. Les alertes se succèdent dans la région de la Saoura, du Touat, de l'Erg Iguidi; les aventuriers de tout le Sahara occidental ont razzié le territoire de Tombouctou, pendant que les forces mobiles coopéraient au dégagement d'Agadès. Par bonheur, les tribus amies ne sont pas entamées, et quand la colonne Berger rentre fin juin, les bandes pillardes refluent vers le Nord-Ouest de Bamba. Si donc, fin 1917, une quinzaine après son retour à Ouargla, le général Laperrine peut constater que ses mesures défensives ont été efficaces, s'il peut se flatter d'avoir purgé d'ennemis les territoires qui en étaient infestés lors de sa prise de commandement, le Sahara, aussi loin que ses efforts jusqu'à 1910 en ont porté les limites, n'est pourtant pas intégralement récupéré, et reste sous la menace de chefs intraitables, d'un Ebbheu, d'un Khaoussen, prêts à se jeter tête baissée partout où une brèche est ouverte; et, des brèches ouvertes, il y en a partout, même dans les âmes de nos partisans d'avant-guerre.

L'ACTION OFFENSIVE

Le deuxième semestre de l'année 1917 va-t-il permettre au général de prendre l'offensive ? En a-t-il les moyens ? Les détachements restent privés de bonnes montures; comment arriveraient-ils à se porter les uns au secours des autres et à coopérer? Comment arriveraient-ils à aller audacieusement inquiéter l'ennemi dans les repaires où il se croit en sécurité pour préparer ses coups de main et les exécuter à son heure? Écoutons les doléances du général. « Les détachements sont mal montés... Trop souvent, les tribus soumises doivent se défendre seules, nos groupes mobiles étant démontés, et force étant d'en

ramener des éléments vers In-Salah dans des camionnettes automobiles. » Tel est un des vices capitaux auxquels le général n'a pas pu encore remédier complètement. Et pourtant il sent que dans ce remède réside partiellement le salut, car, en avril, il a lancé au delà de Fort-Flatters un groupe important de réguliers dont la présence « a suffi à faire une forte impression sur les nomades dissidents. » Cette impression a été si réelle que les contrebandiers qui colportaient dans les pays azgueurs des brochures anti-françaises rédigées en arabe n'ont pas pu semer la mauvaise parole dans un terrain désormais réfractaire. Que n'est-on capable d'en user partout ainsi !

On s'était rendu compte en haut lieu que les effectifs du général Laperrine ne pouvaient suffire à remplir la tâche qui lui avait été assignée. Le 12 novembre 1917, une note ministérielle détachait de son commandement le Sahara tunisien en même temps que la compagnie saharienne de Tunisie ; ainsi débarrassé de la surveillance et de la pacification d'un territoire très vaste, il allait pouvoir, raccourcissant le bras, porter, en une brusque détente, des coups plus rudes, et peut-être décisifs. D'ailleurs, il s'était déjà fait la main sur l'audacieux Khaoussen. Si Ebbheu a su se dérober, Khaoussen a failli payer pour lui. Khaoussen a cru qu'une fois les colonnes Mourin et Berger disloquées, le champ redevenait libre. Il s'est avancé, arrogant d'un succès qu'il escompte, plein de confiance dans son armement qu'il estime irrésistible. A cent kilomètres d'Agadès, brusquement, deux colonnes de nos méharistes et de nos auxiliaires l'ont attaqué sur les deux flancs, l'ont enveloppé, ont disloqué sa bande, l'ont écrasée, l'ont mise en fuite ; elle a laissé sur le terrain un canon, un trépied de mitrailleuse, environ seize mille cartouches Martini, quatre mille cartouches pour mitrailleuses, plus de deux cents obus, et soixante-quatorze morts. Il a semblé qu'on en avait fini avec Khaoussen. Mais, l'insuffisance de nos moyens n'échappait pas à nos ennemis. Malgré la violence du coup qui lui avait été porté en juillet 1917, il est revenu à la charge fin août et a assailli une de nos reconnaissances, sans grand dommage pour nous, d'ailleurs. Enhardi, il a recommencé en octobre ; il n'a pas hésité à rentrer dans l'Aïr ; mais on lui a rendu d'abord coup pour coup ; puis, par trois fois, il a subi notre offensive ; mais, à la fin, lui aussi, il a réussi à gagner la montagne. Nos méharistes, qui avaient

parcouru plus de six cents kilomètres, étaient à bout de souffle. Quand ils auront soufflé, ils auront à cœur de venir à bout de lui.

Au reste, rien de définitif ne se produira, selon le général Laperrine, s'il n'a pas recours, et à la coopération entre ses effectifs et à la coopération avec ses amis les chefs Sahariens; sinon, il en sera réduit à des succès partiels et sans lendemain. Il quitte Ouargla le 26 octobre 1917; il veut en personne relever les amitiés ébranlées ou défaillantes. Il n'atteint In-Salah que le 6 novembre : les automobiles ont trahi sa confiance. Mais il y ravive la confiance de Moussa ag Amastane, qui lui a amené les dissidents du Hoggar; ceux-ci, avec humilité, sollicitent l'aman. Le général part avec Moussa pour Fort-Motylinski. Le long de la route, ils échangent leurs pensées intimes. Moussa a l'intuition qu'un moment ses intentions ont paru suspectes; il veut se blanchir. Il se plaint au général que ses tribus lui ont désobéi au début de 1917 et que son prestige a subi un sérieux à-coup. Le général le console et le laisse s'épancher. Mais tout à coup il dresse l'oreille; Moussa ne vient-il pas d'avouer que ses gens ont des attaches avec les Senoussistes, et d'affirmer que, pour rompre ces liens, il est indispensable de « mettre du sang » entre eux? Qu'on l'aide un peu, car en ce moment, il ne se sent pas assez fort pour réaliser de grandes choses; mais il écrasera dans l'Aïr et les dissidents et Khaoussen, l'impudent Khaoussen. Le général saisit la balle au bond. Oui, Moussa peut compter sur un contingent de Sahariens d'élite, et, subsidiairement, sur la compagnie du Tidikelt quand il se jugera suffisamment en force pour se mesurer aux Azgueurs. En attendant, ces Azgueurs, on les amadouera; on leur offrira du miel pendant qu'on préparera le vinaigre. Moussa rédige des lettres pour les chefs azgueurs; il les engage à se rapprocher de nous. Le général sourit et approuve. « Moussa ne cachait pas qu'il ne comptait absolument pas sur le succès de ces lettres; mais, pendant qu'on les discuterait et qu'on se réunirait pour étudier les réponses à faire, les rezzous resteraient tranquilles et ses gens ne seraient pas inquiétés durant son absence. » Le général félicite Moussa de son habileté diplomatique. Lorsque, le 14 janvier, il quitte Fort-Motylinski : il a paré à l'avenir proche.

Il continue sa tournée vers Kidal et vers Bamba. Il atteint

enfin Tombouctou. Tout le long de sa route, il a assuré, par T. S. F. ou par courrier, les fonctions de détachements dans l'Erg d'Iguidi, la coopération des méharistes du Touat avec les détachements de la région de Tombouctou; il a veillé à ce qu'aucun répit ne fût laissé aux Azgueurs, pillards impénitents. A Tombouctou, il sent qu'à présent, grâce à lui, les indigènes comprennent que l'unité de commandement et l'unité de vues existent au Sahara et que, lorsque la France veut, elle peut tout. Il ne rentrera à Ouargla que le 22 octobre 1918. Mais il pourra enregistrer là des résultats encourageants, bien qu'incomplets encore.

Khaoussen, en février 1918, s'est remis à razzier. Mal lui en a pris; au premier choc, il a été bousculé par nos méharistes; et, au moment où il croyait les avoir dépistés, il s'est heurté à Moussa ag Amastane, qui l'a accroché et lui a infligé une rude leçon. Depuis lors, il a été manœuvré, par nos méharistes et par les Hoggars de Moussa qui, à chaque rencontre, le culbutent; il ne trouve plus de ressource que dans la fuite. S'il reste encore capable de s'aventurer dans quelques rezzous, c'est parce que nos postes de T. S. F., qui fonctionnent mal, n'avertissent pas à temps nos groupes mobiles et ne leur permettent pas de coordonner leurs opérations. Mais, à la fin de juin 1918, l'Aïr semble soumis; Khaoussen est en fuite; Moussa est rentré dans son Hoggar, si satisfait de sa campagne qu'il avertit son cher général qu'il est prêt à coopérer contre les Azgueurs.

En mars 1918, dans la région de Tombouctou, un de nos détachements a dû se replier après avoir été quelque peu éprouvé dans une embuscade où il est tombé. Mais la contre-offensive a été rapide; et, de ce côté encore, le général Laperrine a suscité un dévouement. Maïmoun, un chef de dix-sept ans, coopère avec nos Sahariens à la tête de ses Kountas; son aide, dès le début, paraît des plus appréciables. Comme « le général des enfants » a eu d'heureuses inspirations les jours où il leur a fait disputer des matchs et où il a distribué des sous aux vainqueurs! Avec leur aide, ou sans leur aide, son effort commence peu à peu à porter ses fruits. Au cours du même mois de mars 1918, la bande de Brahim ag Abakada a reparu; elle a réussi quelques passes d'armes heureuses; elle a tenté une équipée dans la direction d'El-Golea; au bout de quinze jours, la compagnie saharienne du Tidikelt l'a mise à la raison et

forcée à rétrograder sans qu'elle ait pu réaliser ses espérances.

Voilà les résultats favorables. Mais voici, en octobre, de nouvelles difficultés, et une menace grosse de périls.

L'EXPÉDITION DEPOMMIER CONTRE LES AZGUEURS

On a appris, le 15 octobre 1918, qu'un peloton de cette compagnie saharienne de Tunisie qui a été détachée des compagnies moins d'un an auparavant, avait été attaqué alors qu'il se trouvait au pâturage à huit kilomètres de Bir Kecira ; un secours expédié rapidement a pu le dégager ; mais on n'a pas poursuivi l'assaillant : les mêmes causes engendrent toujours les mêmes faiblesses. « Le combat avait été d'une violence inouïe, et, à la façon dont l'ennemi avait manœuvré, et organisé un poste de secours et un poste de commandement dont on retrouva l'installation après sa retraite, on peut supposer qu'il était commandé par des officiers turcs ou allemands. » Le général ne se désintéresse pas de cet événement, qui pourtant ne le concerne plus directement : il est l'apôtre des coopérations et des solidarités sahariennes. Il sait qu'il ne s'adressera pas en vain à ses amis les Chaambas d'Ouargla ; un goum est promptement formé ; l'expédition est prête au bout de quinze jours. Elle pousse une pointe hardie au delà même de Ghadamès ; les rebelles désemparés ne résistent pas à son choc ; elle peut rentrer à Ouargla le 3 décembre après avoir accompli heureusement sa mission. Le général Laperrine se réjouit et le proclame : « La riposte des Chaambas d'Ouargla à l'attaque sur la compagnie saharienne de Tunisie est venue prouver aux Tripolitains la solidarité des Français de Tunisie et d'Algérie. »

Visiblement, les insoumis, pourtant soutenus par la propagande et par le concours matériel de nos ennemis d'Europe, au moment même où ces ennemis reçoivent en Europe le coup de grâce, sentent que l'heure est venue de se soumettre, ne fût-ce qu'en apparence. Après la rentrée triomphale de Moussa ag Amastane dans son Hoggar où le terrain ne se dérobe plus sous ses pas et où sont rentrés même un certain nombre de Taïtogs, si difficiles à apprivoiser, les chefs azgueurs semblent se courber devant la fatalité. « Aux lettres presque insolentes qui avaient répondu, en décembre 1917, à celles de Moussa, succé-

daient des lettres presque aimables dans lesquelles on faisait même allusion à un rapprochement avec les Français. » La correction que Brahim ag Abakada a reçue en mars 1918 lui a suggéré des intentions conciliantes : il a demandé l'aman par lettre au chef d'annexe d'In-Salah.

Mais le général Laperrine ne se laisse point séduire par des avances dont il soupçonne le manque de sincérité. Il sait que ces insoumis doucereux et patelins réclament des armes, des munitions et des renforts à Ghadamès et à Mourzouk; il perce à jour leur tactique hypocrite : ils ne veulent que gagner du temps. Mais il a deviné le motif profond de leur attitude : ils ont peur.

Eh bien! Moussa ag Amastane n'a-t-il pas offert, avant même d'avoir pacifié l'Aïr, de se joindre à nous pour amener les Azgueurs à composition? On y parviendra en les intimidant; pour les intimider, il faudra frapper. Une colonne est donc constituée, sous les ordres du capitaine Depommier, pour assister Moussa; une colonne d'appui, commandée par le lieutenant Vitaud, opérera à distance, et accourra, en cas de besoin. Le but est Djanet. Ce poste atteint, le Sahara de Laperrine sera recouvré aussi loin qu'il s'étendait en 1914. Les contingents sahariens et hoggars s'avancent vers Djanet, tantôt combattant, tantôt négociant. Les négociations aboutissent parfois; un des vieux amis du général Laperrine, le caïd Bilou des Ahl Azzi d'In-Salah, s'entremet en notre faveur; or, il est aussi populaire chez les Azgueurs que chez les Hoggars. Moussa lui-même s'abouche avec Boubekheur ag Allegoui, qui lui promet de vivre en paix avec les Hoggars et de s'opposer à toute formation de rezzous. Mais il ne s'engage pas plus avant; la paix entre indigènes, d'accord; mais avec les Français, point d'affaire. « Dès qu'on lui parle de négocier avec les Français, il se retranche derrière sa qualité de fonctionnaire turc : il est Kaimakan de Ghât. » Il est oiseau, voyez ses ailes; il est souris, vivent les rats. Comme on sympathise avec le général Laperrine, lorsqu'on songe à sa politique d'apprivoisement vis-à-vis de ces chauves-souris! Comme on le comprend, alors que, de ces indigènes farouchement sahariens, il essaie de faire des Français d'adoption! La colonne Depommier et la harka de Moussa palabrent ainsi, mais se battent en même temps. Leurs combats d'avant-garde ou de flanc-garde leur procurent des prises; de plus, l'ennemi

juge que toute résistance serait brisée. Les troupes atteignent Djanet. Toute la région est pacifiée; les Kel-Djanet et les Iadhanaren se sont soumis, et les conditions qu'on leur a imposées sont si douces, une amende en nature et le paiement de trois années d'impôts en retard, qu'on peut espérer qu'ils se rallieront sincèrement : on les traite en enfants prodigues qui reviennent à la maison paternelle. Mais hélas! il est impossible de rester à Djanet : la colonne est à bout de vivres; les transports manquent presque totalement pour la ravitailler.

Le capitaine Depommier revient donc sur ses pas, confiant à Moussa le soin de surveiller la région aussi longtemps qu'il le pourra. Il a laissé à Djanet un méhariste de la tribu des Iadhanaren qui est censé en permission dans son pays d'origine. Le méhariste observe. Moins de trois mois après, le 23 janvier 1919, il arrive à Fort-Motylinski où il informe son chef que les Kel Djanet ont été mis à l'amende par les grands chefs azgueurs parce qu'ils se sont soumis: il croit que les Azgueurs préparent une attaque. Moussa devra redoubler de vigilance et de vigueur.

Ces nouvelles n'alarment point le général Laperrine ni ne le troublent. Quand il sera sur place, il interviendra personnellement; ailleurs, ses officiers, son bras droit, ne trahiront point la tête; le cas échéant, il leur renouvellera ses instructions. Ainsi, apprend-il que Boubekheur ag Allegoui a osé adresser à un de nos chefs de colonne une lettre insolente dans laquelle il le somme d'évacuer l'Oued Tarat? Il conseille la patience, il cherche les excuses possibles. Ce caïd chauve-souris « ne sait pas lire l'arabe, et il est à la merci de son Khodja arabe. » Il faudra scruter ses véritables intentions avant de sévir. Lui affirme-t-on que Brahim ag Abakada n'est qu'un tartufe et que ses réticences et ses tergiversations doivent être châtiées? Il invite le chef d'annexe d'In-Salah à user de modération; quand on aura acquis la certitude que Brahim se joue de nous, on recourra à une offensive irrésistible. Le général a raison : après d'âpres discussions, Brahim acceptera les conditions de l'aman dans la première semaine d'avril 1919. Mais c'est le général lui-même qui mettra la dernière main à l'œuvre de ralliement de Brahim; les 24 et 25 mai 1919, à Fort-Polignac, il tient des palabres avec Brahim et avec des chefs de fractions Imrads du Tassili, de ce Tassili qu'il a traversé sans être inquiété; à tous, il laisse leur bande et leurs armes, parce qu'il a l'intuition que, eux aussi, sa

bienveillance, issue de sa force, les a conquis et, ainsi, nous l'avons vu précédemment, Brahim ag Abakada est promu par lui Am'rar des Azgueurs du Tassili. « Soyons amis, Cinna... » c'est par ces mots que se traduit la clémence d'Auguste.

Mais quand le général doit frapper, ses coups sont vigoureux. Ses compagnies sont dirigées vers les points où leur présence s'impose, quel que soit le territoire où leur coopération est requise. En août 1918, une de nos colonnes avait subi un grave échec dans le Tafilalelt dévasté par une harka bérabère; le général appela à la rescousse, dans le territoire envahi, les compagnies sahariennes du Touat-Gourara; le Tafilalelt fut libéré. Mais, dans le même moment, le gouverneur de l'Afrique occidentale française réclamait des razzias contre les dissidents ravitailleurs et recéleurs des rezzous qui opéraient en Afrique occidentale. Dès que le Tafilalelt fut redevenu tranquille, des détachements des compagnies sahariennes du Touat-Gourara et de la Saoura opérèrent contre ces nouveaux ennemis.

Un adjudant chef a procédé à l'opération; sur un autre point, un sergent emmène ses méharistes jusqu'à trois cent cinquante kilomètres à l'assaut d'un campement de pillards à l'abandon. Ici et là, il faut toujours être prêt à répondre à une alerte; ici et là, le général ordonne des attaques ou des répliques vigoureuses, quand elles sont possibles, car elles ne le sont pas toujours. Mais le châtiment n'est que différé. Ce temporisateur veut que les indigènes sentent peser sur eux une force toujours présente, même quand elle est invisible. S'ils tentent de s'y soustraire, la répression viendra peut-être de loin, mais elle viendra. Châtié sur le territoire de Zinder, mais encore insoumis, le chef Rhabidine a demandé à se retirer au Hoggar. Le général le ramène lui-même à Agadès en lui disant que, s'il veut obtenir l'aman, c'est le commandant du territoire de Zinder qui en réglera les conditions et que, sinon, il sera traduit devant un tribunal de cette région. « Je ne voulais pas que sa retraite au Hoggar pût créer la légende que les criminels de l'Afrique occidentale française pouvaient trouver un asile en Algérie. »

Des criminels, ainsi que les appelle le général Laperrine, il en reste encore au Sahara lorsque, avant la fin de 1919, le général est appelé au commandement de la région d'Alger. Mais le Sahara est pacifié. Souvent les criminels sont de simples pillards auxquels on a le tort d'appliquer le nom d'une tribu,

car les tribus elles-mêmes nous sont ralliées grâce à la politique vigoureuse et habile du grand Saharien. Si des foyers de sédition se rallument, les officiers qui continuent l'œuvre du général Laperrine sauront les éteindre; l'un d'eux, en juillet 1920, installera définitivement la France africaine à Djanet; et, depuis, la tranquillité règne au Sahara, devenu français par la conquête et par la force de séduction d'un digne fils de France. Le Sahara, du reste, ne jouit d'une parfaite sécurité que parce que la conquête, méthodique au point de vue militaire, a été aussi une conquête organisée dans tous ses détails, même les plus terre à terre, par le général Laperrine.

L'ORGANISATION DES MOYENS DE TRANSPORT : CHAMEAUX. — AUTOMOBILES

Pour l'apprécier, il suffit d'examiner quelles étaient les erreurs de l'organisation ou quels étaient les défauts des différents organes de la pénétration du Sahara avant l'arrivée du général Laperrine, les redressements ou les corrections qu'il leur a appliqués, les avertissements et les conseils qu'il a formulés à leur endroit pour ses successeurs sahariens.

Si la plus noble conquête de l'homme, selon Buffon, est le cheval, le chameau est en 1916 la plus noble conquête du Saharien. Or, le Saharien a abusé de cette conquête; le méhari est devenu corvéable à merci. Quand un convoi libre arrivait à destination, les animaux qui, sous une charge souvent trop lourde, avaient accompli des étapes de six à huit cents kilomètres, étaient réquisitionnés de force et envoyés dans des régions dont leurs conducteurs ne connaissaient pas les pâturages. « C'était la mort à peu près certaine, » déclare le général Laperrine; et, en fait, à Laghouat et à Touggourt, l'état du cheptel camelin, au début de 1917, était lamentable. Le général décida en conséquence de ne recourir à la réquisition que dans certains secteurs et en cas de nécessité absolue, mais en s'efforçant d'en diminuer les inconvénients. Les convois durent ne fonctionner que par échelons, les chefs de convois furent responsables de la marche de leur caravane, du choix des pâturages, des points de séjour. Quant aux indigènes qui, si l'on abusait de leurs montures, abusaient eux-mêmes de la situation, en fournissant des animaux harassés ou en ne changeant pas les bêtes en bon état dès le premier pâturage pour que les « carnes » qui crè-

veraient en route fussent remboursées au prix d'un chameau irréprochable, le général mit brutalement un terme à leur exploitation : aucune bête ne serait remboursée quand elle mourrait pendant les deux cents premiers kilomètres; et, au cas où elle mourrait au cours des deux cents kilomètres suivants, le remboursement ne pourrait dépasser la moitié du prix. Mais toutes les préférences du général allaient aux convois libres; et il dut, en se heurtant à de fortes oppositions, entamer une lutte où il l'emporta souvent. Alors, « il défendit d'une façon formelle » la réquisition des chameaux à leur arrivée à destination. Mais il se refusa à payer à journée de chameau et imposa la rétribution au quintal kilométrique, dont il augmenta d'ailleurs le prix en le maintenant toutefois au-dessous du prix de revient de la réquisition. Il y eut là, dit-il, « un sérieux avantage pour l'État; » de plus, les caravanes s'arrêtèrent où elles voulurent et ne chargèrent leurs animaux que suivant leurs forces.

Aussi, les caravanes de commerce se reprirent-elles à sillonner le Sahara, les ravitaillements commencèrent-ils à être de nouveau assurés; et, à la fin de son commandement, le général, qui pèche toujours par excès de modestie, constate que « la situation, sans être parfaite, est bien meilleure. » Le général Lucotte, commandant l'artillerie en Algérie, rend hommage dans son rapport du 26 novembre 1920 au général Laperrine, qui a aidé à reconstituer le cheptel camelin et a sauvé ainsi le chameau, « moyen de transport le moins aléatoire et le plus économique au Sahara. »

Mais le général Laperrine n'est pas un routinier; les autres moyens de transport sollicitent son attention et son effort. D'abord, l'automobile. Les Italiens ne nous avaient-ils pas donné l'exemple et ne s'étaient-ils pas avancés jusqu'à 650 kilomètres de la côte? Le général Laperrine se rendit compte tout d'abord qu'il importait de choisir la saison et de ne pas se lancer sur des pistes défectueuses. C'est pour n'avoir pas observé ces données que suggère le bon sens que des sorties tentées en 1916 n'avaient pas réussi. Au contraire, les tentatives du début de 1917 ne restèrent pas infructueuses, et, en mai, cinq voitures, parties d'Ouargla, atteignirent In-Salah après un parcours de 750 kilomètres. A la fin de septembre, le capitaine Sigonney, avec un convoi de dix automobiles, se ren-

dait en cinq jours d'In-Salah à Ouargla, après s'être porté à la rencontre, jusqu'à 270 kilomètres, d'une colonne revenant du Hoggar avec des montures exténuées.

Le général qui trouvait, dans cette expérience heureuse, un motif de foi dans l'emploi de l'automobile au Sahara, recourut immédiatement à un de ses procédés favoris : être à lui-même son agent d'exécution. Le 26 octobre 1917, il quittait Ouargla avec trois autos. Hélas! il ne devait atteindre In-Salah qu'au bout de douze jours. Quel haro dans les rapports officiels qui proclamaient la faillite de l'automobile! Quant au général, il ne prit pas les événements au tragique. « L'histoire est très simple : les chauffeurs ont voulu battre les records du capitaine Sigonney. » Cela n'empêcha pas à deux voitures de rentrer en cinq jours! « Il y eut donc accident et non pas faillite. C'est comme si, après un déraillement, on parlait de la faillite des chemins de fer. »

Il ironise donc, mais il tire de son expérience des enseignements : le grand ennemi, c'est la distance, car il faut que les autos emportent avec elles « toutes les matières à leur usage; » elles ne peuvent dépasser mille kilomètres; et, au delà, il est impossible de constituer des dépôts. Mais un autre ennemi, c'est la grosse chaleur qui fond les têtes de bielle, provoque de nombreux éclatements de pneus, et échauffe le moteur. On peut, du reste, y remédier. Étudions les remèdes, car « il faut cependant aboutir. » Aboutir, pour faire la nique aux grands maîtres de l'automobile qui envoient au Sahara des voitures lourdes avec chaînes à palettes, et des tracteurs à chenilles, objets d'admiration à Fontainebleau et à Alger, objets de destruction des petits ouvrages d'art et de détérioration complète des pistes sahariennes; aboutir, contre Alger, qui, entêté, n'envoie plus rien; aboutir, pour ménager le cheptel camelin et « faire croire aux indigènes que nous pouvons nous passer d'eux. »

Le général Laperrine agit donc par ses propres moyens. Il constitue deux demi-sections de treize voitures. Mais les pièces de rechange manquent, et l'entreprise avorte partiellement, le général l'avoue. « Mais les indigènes s'émurent, se rendirent compte des dangers de cette concurrence, et demandèrent à faire des convois libres jusqu'à In-Salah. » Ils avaient compris que le ravitaillement du secteur Inifel-In-Salah, prévu par le général pour 1918-1919 par traction mécanique, allait leur échapper.

Rien ne réussira pourtant aussi longtemps qu'il n'y aura pas entente absolue entre les autorités supérieures et le général Laperrine. Aussi multiplie-t-il l'expédition, au gouverneur général de l'Afrique du Nord, de ses lettres et de ses communications de rapports. Le professeur Gautier, dans son rapport de 1917, envisage la construction d'un chemin de fer qui traverserait le Sahara; mais « en attendant le rail, il faut pourtant vivre ; et on peut admettre qu'il est déjà devenu impossible, étant donné l'effet moral produit sur les indigènes, de revenir en arrière sur cette question des autos au Sahara. » Le général corrobore les idées du professeur Gautier. Son activité, comme celle de ses subordonnés, est incessante. Mais il n'est pas secondé en haut lieu. « Il n'y a aucune entente entre les différents services de la guerre... Vous savez quelle mauvaise volonté je rencontre au service automobile d'Alger. Il ne faut plus compter sur lui. »

Le général s'est heurté contre ces rocs... Mais il ne s'y est pas brisé; il a poursuivi avec ténacité et joyeusement sa tâche. En attendant qu'on l'eût mis en possession du type d'automobiles qui peut convenir au Sahara, il a aménagé les routes; ce pionnier s'est mué en cantonnier. « Quand je pris mon commandement, les pistes automobiles étaient faites théoriquement de Ouargla à Ghardaïa, à Fort-Flatters, et au Hoggar par Inifel, In-Salah, Tamanrasset; elles s'arrêtaient à vingt kilomètres avant Fort-Motylinski. » Ces pistes théoriques, il fallait s'efforcer de les rendre pratiques. Là encore, le général appliqua une méthode, et organisa. Mais que de difficultés ! « L'état du sol varie d'un jour à l'autre... Dans cette partie, les équipes de travailleurs ont dû construire un tapis de joncs ; il ne faut pas s'en écarter, car sans lui, il serait impossible de circuler en cet endroit... La piste traverse ce qu'on appelle le terrain pourri... Quand s'élève le vent de sable, le nuage de sable peut atteindre une hauteur de mille mètres et plus ; on peut à peine percevoir un véhicule à dix mètres devant soi, et, en quelques instants, le sable recouvre trace, piste et poteaux repères. Il est, dans ces conditions, très facile de se perdre. » (Rapport du sous-lieutenant André Bellot.) Aussi, le général Laperrine laisse-t-il échapper cet aveu qu'il a été « à une rude école. »

Il a dû aviser à tout. Ces pistes qu'il a fait établir, il a fallu en déterminer l'emplacement. Les reconnaissances ont été effec-

tuées en automobile; mais ces autos n'ont pas toujours pu vaincre le terrain. Le reg dur, en particulier, déconcerte, parfois roc, parfois simple croûte qu'effondrent les voitures. Mais le général ne manque pas de décision. « Si l'on va vite et si l'on a soin de ne pas passer dans des ornières déjà faites, on passe. » Quand l'impossibilité de passer est absolue, quand on n'a pas pu jalonner la piste, on s'installe et on travaille. On crée ou l'on améliore. Ainsi, le système, c'est de construire des pistes avec le concours d'autos, à l'aide de chantiers mobiles; et, lorsqu'elles sont construites, d'y veiller et d'en prendre soin. Les conducteurs ne prennent pas tant de précautions.

L'œuvre terminée, il l'apprécie, avec modestie, comme toujours. « Le travail est loin d'être parfait. » C'est son expression favorite; il dit pour la T. S. F. : « Les résultats ne sont pas encore satisfaisants. » Mais il n'en constate pas moins les résultats qui nous paraissent, à nous, impressionnants. « Actuellement, il y a au Sahara 2400 kilomètres de pistes praticables et parcourues, 420 kilomètres de non encore parcourues, 150 ensablées sur dix kilomètres, 820 en construction et reconnues par des autos que des corvées ont fait passer, 550 en projets. » Que n'ajoute-t-il que toutes les études qui concernent les pistes inexploitées sont au point? Car, moins d'un an après le départ du général, le commandant Sigonney signale qu'une piste de 3000 kilomètres va de Touggourt, terminus de la voie ferrée, à Tin Zaouaten, poste formant limite entre l'Algérie et l'Afrique occidentale française. Le général a souvent passé et beaucoup jalonné.

Il ne s'est pas borné là. Il a renouvelé ses expériences automobiles. Elles n'ont pas toujours été concluantes ni convaincantes; ne le reconnaîtra-t-il pas lui-même? Certes, le colonel Dinaux a raison de déclarer que « les insoumis ne sont pas profondément impressionnés et constatent, comme nous, les échecs, les imperfections et le faible rendement d'une œuvre qui est à peine ébauchée. » Mais il se plaît à conclure qu'une grande œuvre a été accomplie au Sahara depuis 1916; et le général Lucotte appuie cette conclusion de sa haute compétence, en ajoutant : « Il faut poursuivre cette œuvre avec des procédés méthodiques, c'est-à-dire avec un plan de travail et d'emploi s'étendant à plusieurs exercices. »

Tel était bien l'esprit avec lequel procédait le général Laper-

rine, et ses instructions reflètent sa pensée. Il avait ferme espoir dans l'emploi de l'automobile, pourvu que cet emploi fût rationnel; il ne pouvait pas ne point l'avoir. « La traversée du Sahara en automobile, l'arrivée de neuf véhicules à mille kilomètres seulement du Niger, est un exploit militaire sportif qui a surpris et étonné le monde. » Pour que de pareils exploits restent possibles, mais à condition qu'ils ne soient plus des exceptions, mais la règle même, le général Laperrine rédige ses instructions. Les autos ne s'aventureront jamais seules; elles réaliseront l'unité de châssis et l'unité de vitesse, pour les voitures légères, de 100 à 200 kilomètres par jour, pour les gros convois, 100. Des dépôts de matières consommables devront être créés tous les trois cents ou quatre cents kilomètres; on n'excédera jamais 700; des convois spéciaux automobiles ou des chameaux les ravitailleront; car il faudra toujours, même en cas de marche, avoir de quoi ravitailler, réparer et entretenir. Le général s'afflige du « triste exemple donné par une section de traction mécanique en juillet 1919; il se lamente, constatant une fois de plus que depuis six mois il n'a pas reçu de pièces de rechange; et a-t-on compté avec l'évaporation intense de l'essence? « Pour une consommation de cent litres, il est nécessaire d'en emporter, suivant les régions, cent vingt ou même cent soixante-deux. » Enfin, le général Laperrine préconise la formation des conducteurs; il ajoute vivement : « Rien de commun avec la France. » Car il importe de savoir deviner le mauvais terrain, de changer de vitesse à temps sans perdre son élan, et, en un mot pittoresque, de connaître « des petits trucs. » Il se hausse à une formule mathématique : « Le nombre de pannes avec un conducteur est en raison inverse de la durée de son séjour au Sahara. » Aussi souhaite-t-il « des conducteurs, des gradés et des mécaniciens compétents, mais capables, en même temps, de zèle et de conscience. » Pour le recrutement, il tient à s'adresser à des militaires de carrière, auxquels on consentira de sérieux avantages.

Tout étant ainsi minutieusement prévu, le général Laperrine escompte, de l'utilisation des automobiles, les plus grands services. Mais il ne se leurre pas; il entend que leur rôle soit défini et limité. Avec les autos, on pourra transporter le courrier et les militaires isolés; de cette façon, on gagnera, entre Ouargla et In-Salah, par exemple, six jours au moins, dix-huit jours au

plus ; les inspections seront facilitées ; on évacuera les malades ou l'on transportera le docteur ; on pourra renforcer les postes, occuper les points d'eau ; transporter le matériel qui ne peut être transporté à dos de chameaux ; enfin, dans des cas exceptionnels, mais seulement dans ces cas, l'auto servira au ravitaillement. Le général, homme pratique, ne consent aucun sacrifice à son imagination ; c'est un sage.

L'AVIATION

Il a prévu un autre emploi de l'automobile ; elle aidera l'aviation. Comment le général Laperrine aurait-il pu se désintéresser de l'aviation ? Dès janvier 1917, une escadrille était venue à Biskra, et, sa mission dans l'Aurès terminée, avait exécuté des randonnées dans le sud, se livrant à des exercices de lancement d'obus, ou jetant des tracts en arabe au-dessus des campements ou des oasis. « Cette reconnaissance fit la plus grande impression sur les indigènes et permit de maintenir dans le calme à peu de frais une région qui commençait à s'agiter. » En août, le général obtenait la création d'une escadrille saharienne qui serait répartie entre Ouargla et In-Salah ; avant qu'elle fût installée à In-Salah, elle recevait le baptême du sang ; le lieutenant aviateur Fondet, chargé de procéder à cette installation, était massacré. Mais, le 24 avril 1918, trois avions se portaient à la rencontre du général Nivelle, commandant en chef des troupes françaises de l'Afrique du Nord, qui rentrait en auto d'In-Salah, et un avion le ramenait à Biskra. Ce fut tout ; dès le 27 mai, l'escadrille, éprouvée par les vents de printemps et par la pénurie d'essence, alla estiver au bord de la mer.

Elle estivait encore à la fin de décembre. Soudain, au début de février 1919, elle réapparut. L'état-major des troupes de l'Afrique du Nord avait organisé une reconnaissance mixte d'autos et d'avions suivant un itinéraire Colomb-Béchar, Benni-Abbès, Ksabi, Adrar, Aoulef, In-Salah, Inifel, Ouargla. Les autos atteignirent Ouargla en vingt-sept jours après avoir parcouru à peu près deux mille kilomètres ; quant aux avions 80 HP Farman, deux seulement, sur cinq qui étaient partis, purent atterrir à Ouargla un jour avant les automobiles. Mais impressionné avant la lettre par cette tentative, le ministre de la

Guerre, dans une décision du 1er février 1919, prévoyait la création de deux escadrilles sahariennes et de deux escadrilles de lisière saharienne. Déjà le général Laperrine se félicitait de cette initiative qui lui semblait devoir être féconde; et en mars 1918, il avait assisté, la joie au cœur, à l'exécution d'un raid entre Ouargla et In-Salah sans le moindre accident et dont l'un de ses officiers les plus affectionnés, le commandant Sigonney, avait été le guide.

De plus, il savait que les antiques Farman étaient condamnés, et tout son espoir reposait sur des Bréguet 14 A2 300 HP dont on lui avait dit merveilles. Le 22 avril, trois d'entre eux avaient quitté Alger, placés sous les ordres du capitaine Daudy, et pilotés par le lieutenant Béchon, le lieutenant Picard et l'adjudant Bernard ; à bord de l'avion de ce dernier, le général Nivelle avait pris passage. Le petit groupe d'avions reconnut Laghouat, Ouargla et Gabès, et rentra à Alger au bout de six jours; il avait parcouru 2500 kilomètres. Le général Nivelle décidait, dès ce moment, que, en décembre, quatre avions Bréguet procéderaient à la reconnaissance du Hoggar, par Biskra, Ouargla, In-Salah, Tamanrasset.

Qu'on juge de l'enthousiasme du général Laperrine! On allait survoler son Sahara! Mais, nous l'avons constaté, cet apôtre est un sage. Il affirme immédiatement « qu'il faut étudier la question. » Certes, à son sens, l'avion est appelé à rendre au Sahara les services les plus éminents. N'est-il pas « l'instrument rêvé » pour les tournées d'inspections rapides? N'est-il pas, dans une certaine mesure, le frère ailé de l'automobile et qui accomplira plus rapidement qu'elle les missions que lui a assignées le général? Mais qu'on ne fonde pas de trop grands espoirs sur son rôle de combattant : il aura peine à rejoindre un rezzou pour le bombarder ; et, s'il s'acharne à le poursuivre, il risque de ne pouvoir regagner sa base; l'avion devra donc se borner à exécuter des reconnaissances, et encore, à la condition que les pilotes connaissent le pays, car « dans le désert, personnes et choses se confondent si bien avec le terrain, surtout en montagne, qu'il serait impossible de faire une observation sûre. » Tel est aussi l'avis du général Laperrine, et il en arrive à conclure à la nécessité de pistes parfaitement jalonnées. « La question de pouvoir voler au Sahara en dehors des voies aériennes repérées et matérialisées sur le sol sans risquer une

mort à peu près certaine me semble primordiale. » Donc, un rayon d'action limité, la surveillance des puits abondants, comparables aux « nœuds de chemins de fer de la guerre européenne, » la protection des oasis attaquées, la protection des convois, telles sont les possibilités, tels sont les avantages de l'aviation. Et encore semble-t-il nécessaire qu'on réalise un modèle d'avion capable de faire 700 kilomètres d'un seul vol.

Mais que d'impedimenta ! Que de complications inextricables! L'avion reste impuissant, il reste incapable d'arriver sans risques au terme d'une étape s'il n'est pas convoyé par une automobile et s'il ne trouve pas à l'atterrissage des mécaniciens et des outils. Il ne jouit d'aucune sécurité, s'il n'est pas muni de la T. S. F. Il est voué aux pires dangers si de deux postes encadrant l'étape, des autos n'ont pas la mission, lorsqu'il n'arrive point dans les délais prévus, de se porter à son secours dans un délai de trente-six heures au maximum. De plus, il convient d'étudier les effets de la chaleur sur le matériel, à cause des écarts journaliers qui atteignent de 20° à 25°, de connaître les accidents atmosphériques les plus fréquents, les indices qui permettent de les prévoir, les façons d'en triompher si l'on est surpris. D'ailleurs, toutes ces considérations ne coupent pas les ailes aux espérances que le général Laperrine laisse s'envoler sur les ailes de l'avion. Pourvu qu'on suive les pistes, pourvu que l'auto accompagne l'avion, tout est possible. Et puis, après tout, l'impossible même peut être tenté ! « C'est casse-cou ; on a de fortes chances d'y laisser sa vie en cas de panne. Mais, c'est, je crois, possible. »

Voilà le général emballé. Une fois de plus, il voit grand. Quel bonheur ce serait pour lui que de revoir en avion In-Salah, Tamanrasset, Kidal, Bourem sur le Niger ! Qu'est-ce que cela, dix-sept cents kilomètres? Et pourquoi ne pousserait-on pas jusqu'à Tombouctou ? « Le Niger est une barrière précieuse. Les terrains d'atterrissage seraient pourvus d'un ballon captif le jour, d'un projecteur la nuit. « L'effet moral serait très sérieux sur les populations amies et ennemies ; il atteindrait à des proportions extraordinaires, il deviendrait un événement africain, si les randonnées des avions prenaient les allures d'un raid transsaharien. » Le général Nivelle se contentera, en décembre, d'atterrir à Tamanrasset avec son escadrille de quatre avions Bréguet. Eh bien ! le général Laperrine le regar-

dera passer. Mais s'il était le passager, lui! S'il pouvait survoler son Sahara, lui!

Le général Laperrine n'était pas destiné à contempler les évolutions d'une escadrille d'avions au-dessus d'un des bordjs des oasis sahariennes; avant que s'achevât l'année 1919, il avait été appelé au commandement de la division d'Alger. Le groupe d'avions devait partir d'Alger, il le verrait seulement partir.

Quels regrets! Ce raid, c'est une véritable expédition aérienne; mieux encore, c'est la conquête définitive du Sahara. « Il ne faudrait pas, déclare le général Nivelle, considérer cette première tentative de la traversée du Sahara en avion comme une simple manifestation sportive. C'est un voyage d'intérêt national que nous entreprenons. C'est grâce aux renseignements et aux photographies que rapporteront les observateurs qu'un service régulier pourra être organisé entre l'Algérie et le Soudan. Ce service nous permettra d'étudier la création du chemin de fer transsaharien. Vous n'ignorez pas que les problèmes soulevés par la guerre ont attiré l'attention sur les ressources considérables et de toute nature que possède notre empire colonial africain et sur la nécessité d'établir des relations sûres entre la métropole et les diverses parties de cet empire. Pendant la guerre, le Soudan n'a rien pu nous fournir. Tous les produits du pays restaient accumulés à Dakar, faute de navires pour les emporter. Et, finalement, ce sont les pays étrangers qui en ont profité. Ceci ne se serait pas produit si nous avions eu le Transsaharien. L'avion est l'instrument tout désigné pour effectuer la reconnaissance du Sahara et pour en étudier la topographie, soit à vue, soit par photographie. »

Le 21 janvier 1920, la reconnaissance du Hoggar, formée par le régiment d'aviation Algérie-Tunisie, étant portée à cinq avions, des Bréguet 300 HP, tous les organes à terre étant en place, le général commandant en chef les troupes françaises de l'Afrique du Nord prescrivait le départ.

José Germain,
Stéphane Faye.

(A suivre.)

AU PAYS BRETON

VI[1]

DE LA POINTE DU RAZ A L'ILE DE SEIN

I. — AUTOUR DE LA BAIE

Toute cette région autour de la baie de Douarnenez était, il y a trente ans, l'une des plus inconnues de la péninsule. Je l'ai parcourue jadis, quand, pour en voir l'autre côté, — devant l'Iroise et la rade de Brest, — il fallait prendre à Châteaulin une antique patache à caisse jaune, qui ne roulait que trois fois par semaine, et, par Plomodiern et Crozon, vous menait jusqu'aux pâles échancrures de Quélern et de Camaret.

Je reviens encore en goûter les grandes solitudes. Des Plomarc'hs, par delà le vieux nid humain qu'est le port de pêche, et les vides bleuissants du golfe, nulle bâtisse visible ; aucune trace des hommes, au long de l'immense courbe. De basses falaises, dont les saillies, entre des replis d'ombre, se teignent de rose fluide, au déclin du soleil ; des plages pareilles, de loin, à des traits de lumière vive ; çà et là, quelque bois bleuâtre, — tout cela si spacieux, peu à peu estompé, voilé, à mesure que la côte développe son tour. En ce paysage, rien de changé depuis les temps où les saints, miraculeusement venus d'Irlande et de Cambrie, y posaient leurs ermitages.

On sent bien que c'est ici la fin de la terre bretonne. Làbas, dans le Nord, cette longue levée des deux sommets chauves,

(1) Voyez la *Revue* des 1er juillet, 1er et 15 août, 15 novembre et 1er décembre 1920.

cette ample et souple ligne qui monte par ondes grandissantes, c'est comme son dernier élan vers le ciel, une suprême aspiration avant de tomber dans l'Océan.

Une région qui, déjà, n'est plus tout à fait terrestre. On le voit dès qu'on s'élève sur la montagne de Loc-Ronan, — mieux encore, si l'on gagne, par Saint-Nic et Sainte-Marie, le pied du Menez Hom. De ces hauteurs, le pays apparaît tout évidé par en bas, un simple anneau, plus ou moins ouvert suivant le point de vue, une grande zone enveloppant les néants gris ou bleus, et qui ne s'achève pas, s'étire, à d'inappréciables distances, en deux lignes brumeuses, — celle du Sud finissant, devant le Raz de Sein, en imperceptible fumée. Comme on respire devant cet aérien paysage ! Comme ces grands vides clairs le spiritualisent ! On pense aux trouées de jour dont s'allège la pierre d'un clocher breton. Et plus on avance vers le grand Menez, plus la terre se dépouille et s'éclaircit. Au-dessus de Sainte-Marie, rien ne reste sur les longues pentes qu'une herbe très fine, mêlée des roses liserons, de senteur si pénétrante, que l'on trouve au bord de la mer, et, surtout, par immenses nappes, cet ajonc bas dont l'or refleurit en septembre, et qui, pâli par la distance, éclaire la montagne d'une teinte légère d'abricot.

Sauvage pureté de ces dernières pentes... On monte, de plus en plus enveloppé de ciel, affranchi de tout, et peu à peu, par en bas, se révèle, s'allonge l'isthme étroit entre les deux golfes, qui s'en va pousser trois branches de pierre, — le Trident des Toulinguets, — dans l'Atlantique. De là-haut, dans le Nord, on devine un semis pâle : Brest, blême, confuse, émouvante, par delà des traînées de luisants presque éteints, mystérieux, qui sont les reflets lointains de la rade. En ces lieux, l'ajonc même cesse ; il n'y a plus que l'herbe brûlée, le jaune paillasson que l'on trouve sur les derniers promontoires et dans les îles. C'est que les courants aériens de l'Atlantique viennent frapper tout droit sur ces rampes : souvent, des courants furieux dont rien encore n'a brisé l'élan. En hiver, sur ces hautes landes, quels sabbats de tempête ! Macbeth chercherait là ses sorcières.

Mais par les calmes jours où je reviens, sous un ciel de perle ou de mol azur, ce n'est pas de l'infernal, c'est du divin plutôt, que participe cette région. Oui, on se sent plus près de l'infini, en cette extrémité de la presqu'île toute pénétrée de ciel et de mer, — plus près de Dieu, sur ces clairs sommets

du Menez et de Loc-Ronan, de courbe si ample, où la terre semble, en montant, perdre sa densité. Voilà les hauts lieux de la Cornouaille, ses autels naturels, consacrés, où l'on va prier Des souffles célestes y flottent, qui s'épandent, règnent sur tout le demi-cercle de campagnes, sur tout le pays concave par où se prolonge le creux du grand golfe. Un air libre et vierge, qui semble ne faire qu'un avec le bleu vaporeux de cette mer intérieure, avec l'infini léger des lointains, — avec l'imperceptible, innombrable rumeur venue d'en bas, de cette succession de grèves ignorées, qui s'allongent et dorment si paisiblement dans la lumière. On dirait qu'elles attendent encore les premiers pas des hommes, ces blanches plages entrevues à travers de belles théories de pins, — des pins qui s'espacent, se dessinent comme ceux des vieux tableaux de sainteté. Sur ces tables immaculées (l'une d'elles mesure une lieue, et son sable toujours lavé est si ferme qu'une voiture, dit-on, y laisse à peine sa trace), les vagues propagées de l'Océan à travers le golfe viennent finir en longues lignes parallèles, spacieuses, de neige mouvante et bruissante. C'est un rythme visible : quelque chose comme la vibration très lente, toujours répétée, de grandes cordes; une solennelle basse, accompagnant les muettes musiques de ce paysage. Il n'en est pas dont toutes les parties semblent mieux se répondre et chanter. Un chant universel de paix et de louange. Je n'ai connu des harmonies de même sens que sous un ciel bien différent, en Phénicie, du côté de Ghazir, dans le blême Liban qui, par là, ondule, se module, comme le son de ses cloches, par-dessus le mol argent des oliviers, et la courbe d'un beau golfe. Ici, c'est le Nord, — et l'Occident ; c'est l'Océan prochain. Tout reste grave et menacé, tout peut soudain s'assombrir. Mais la religion habite aussi ces lieux. Elle y a seulement ses nuances d'Europe et d'ancienne Bretagne. Sa douceur s'y fait tendresse et s'y teinte d'austérité.

On en découvre partout les signes. Croix et calvaires à tous les carrefours, où la naïve, douloureuse figure du Crucifié est seule, à côté des ajoncs, sous le doux soleil ou la pluie qui la ronge... Obscurs oratoires, au plus caché du pays ; chapelles paysannes, chapelles closes, qui ne sortent de leur sommeil qu'au jour du Pardon... Et quand s'ouvre l'espace, çà et là, derrière une montée de landes, un lointain clocher (rien qu'une flèche, et si mince !) veillant quelque invisible village... Et, dans

le Nord, dans l'Est, les deux montagnes, les deux pâles sommets ont aussi leurs sanctuaires.

Une terre comme bénite : les saints, d'ailleurs, y ont laissé partout leur nom et leur parfum : Saint Ronan à Loc Ronan, dont son corps sanctifia la montagne (à la place où s'arrêtèrent obstinément les bœufs qui portaient son cercueil) ; saint Corentin au bois de Nevet, en Plomodiern, où il se nourrissait et fêtait le roi Grallon d'une simple et monotone chère : la moitié d'un petit poisson dont la queue repoussait tous les jours ; sainte Anne en son oratoire de la Palud, au revers de la dune herbeuse où elle aborda, venant de Palestine ; sainte Marie à Sainte-Marie du Menez Hom, au flanc de la montagne dont le grand saint Guénolé, en son abbaye de Landevennec, au premier repli de l'Aulne marine, habitait l'autre pied. C'est lui qui sauva le roi Grallon, dans la nuit où s'engloutit la ville d'Is : on vend encore dans les Pardons l'image de leur chevauchée d'épouvante devant le galop des vagues. La ville d'Is, elle est là quelque part, dans ce fond du golfe où de vieux chemins s'en vont mystérieusement tomber dans la mer : on dit même que les pêcheurs l'aperçoivent parfois dans la transparence marine. Et le roi Grallon, peut-être repose-t-il encore dans la terre du moustier ruiné, à Landevennec, parmi les bienheureux qui l'y ont suivi, — saint Guennaël, saint Conogan, saint Morbret, saint Idunet, saint Rick, saint Déi, tant d'autres qui ne sont que du calendrier breton...

Au loin, dans le Nord-Ouest, où le cap de la Chèvre, fermant à demi la baie de son grand crochet, s'embrume et tourne au fantôme, un tumulus de pierre signale encore la tombe d'un fils de Grallon, le roi Rivoualen, qui donna des lois aux hommes de Crozon. Là-bas commence la mer de l'Iroise, dont je n'ai compris le nom qu'en traversant, près du Goulet de Brest, qui l'avoisine, le bourg de Plouzané (*Plou Sané*), un jour que j'avais lu dans la *Vie des Saints* que saint Sané est venu d'Irlande, amenant des Irois.

Et c'est dans un couvent de ce même pays de Crozon qu'une abbesse écrivait cette pieuse *Istor Breiz* (*Histoire de Bretagne*) dont une vieille bonne, à Brest, nous tirait, il y a si longtemps, des récits de ces choses, à l'aube miraculeuse de la Bretagne, quand les saints voguaient sur des rochers. De ce souvenir lointain, peut-être, naît le rayon singulier, — un rayon de légende

dorée, — qui me paraît toujours flotter sur cet hémicycle de côtes et de campagnes.

Et puis je n'y suis guère revenu qu'en des jours religieux, ceux du pardon de Ploaré, de la Troménie, de sainte Anne de la Palud...

* * *

Sainte-Anne de la Palud, la solitaire chapelle, là-bas, tout près d'une plage de la grande baie, sous le noir quinconce rebroussé qui lui tient compagnie dans ses longues attentes...

Aujourd'hui, son Pardon ne m'attire plus guère. C'est plutôt le pardon des automobiles. On ne les connaissait pas, quand elle m'apparut pour la première fois, il y a si longtemps, dans l'animation du grand jour, à l'orée du chemin creux qui conduit à sa lande. Dès le tournant de la grand'route, à une demi-lieue de distance, des rangs d'aveugles, stropiats, avec leurs chiens, au long des deux talus, s'étaient montrés, annonçant l'assemblée; — et puis, dans le ciel, par-dessus une grande feuillée oblique, le drapeau tricolore claquant à la pointe d'une aiguille rouillée.

Bien surprenant, tout de même, ce qui se découvrait là tout d'un coup : ce fourmillement d'humanité bretonne en un petit point du grand pays désert, traversé, cahin-caha, depuis Châteaulin. Cela fluait, s'épaississait autour de l'oratoire, cela semblait sourdre de son pied, et, par cercles mouvants, s'en épancher jusque sur le sable de la dune. Joyeuses volées de cloches, là-haut : on croyait sentir passer leur aérien battement, et c'était par dessus le cercle des humains, comme d'autres cercles, palpitants, sonores, invisibles, élargis dans les vastes silences de la mer et de la campagne.

A divers moments de ma vie, — parfois à de longs intervalles, — j'ai revu tout cela. C'était toujours la même journée qui revenait, ramenant au pied de l'immobile Sainte les mêmes scènes, la même foule, dont les individus imperceptiblement changent : sans doute, ils ont presque tous changé depuis un tiers de siècle... De mes visites anciennes à Sainte-Anne, le jour de sa fête, les souvenirs se mêlent, se fondent en quelques images qui sont de toutes les années.

Il en est une qui renaît d'abord, où se concentre l'essentiel d'un tel jour. Poussée multicolore de pèlerins (tous les costumes de Bretagne sont là), dans l'ombre et les lumières de

l'humble nef... Montée lente, sans arrêt, d'une colonne humaine toujours renouvelée, vers des buissons de flammes, au rythme d'un cantique, innombrable, vibrant, dans cette atmosphère close... Ferveur des yeux fixés sur l'archaïque, la dure, un peu terrible figure de la Sainte, dont les premiers rangs s'en vont faire le tour, derrière l'autel, en toucher, en baiser le granit (on voit des mamans, des grand'mères, élever jusqu'à l'immuable tête du XVIe siècle de fraîches, enfantines têtes en radieux bonnets d'argent).

Et puis la grand'messe, en plein air (la chapelle ne pouvant contenir tant de chrétiens), les nappes de fidèles répandus sur le pré sauvage, agenouillés là par familles, tribus de coeffes et *chupens* pareils, le sourd, nombreux murmure des prières et répons, — et, dans un vaste et soudain silence, à l'instant culminant du rite, les soupirs espacés de l'Océan voisin, ses longs croulements, par derrière, sur les invisibles sables. Et alors, la solennelle bénédiction d'un peuple, le geste auguste d'une lointaine figure dorée, et l'onde mystique propagée sur la nappe de têtes, comme un souffle sur une mer d'épis...

Enfin, l'après-midi, les aspects détendus, heureux de la religion : joie et couleurs déployées librement dans ce paysage de légende où Sainte Anne couronnée apparaît au grand jour. La voici royalement portée, au chant des litanies, tout autour de son pré, par des veuves en noir ramagé d'or, — et debout sur sa claie, Madame sa Fille que soutiennent huit vierges gantées de blanc, en longs cornets de dentelle, robes de neige et d'argent. Et derrière la file des autres images, derrière les hautes croix, châsses, reliques, derrière les lignes de chantres et prêtres blanc-vêtus, derrière les pesants labarums de velours où flottent les Bienheureux de Cornouaille, tout le défilé des petits peuples distincts du Finistère, depuis les dignes fermiers en bleu de Plogonnec et de Loc-Ronan, jusqu'aux noirs Léonards de mine espagnole, depuis les plébéiennes hâlées, en simples serre-tête, du pays de Brest, jusqu'aux délicates filles de Châteaulin et de Quimper, jusqu'aux Esquimaudes magnifiques de Pont-l'Abbé, jusqu'aux princesses paysannes de Pont-Aven et de Scaer. Un interminable, rapide cheminement, ponctué de flammes votives.

Tout cela est célèbre. Aujourd'hui, les étrangers affluent à la grande panégyrie, les curieux venus des villes, nous rappelant

notre temps, notre monde, mélangeant de leur présence l'essence bretonne, antique, de cette assemblée. De Sainte-Anne de la Palud, je garde un souvenir plus bref, plus pur, et tout à part : celui d'un soir d'été, veille du Pardon, où j'étais venu de Loc-Ronan, ne cherchant près de Sainte-Anne que sa grève.

Après une chaude après-midi d'août, je trouvai le grand apaisement vespéral, mais non la solitude. Il y avait déjà de petites bâches vertes sur le pré d'herbe fine, et, dans les derniers rayons du jour, des groupes de couleur insolite. Des femmes, surtout, vêtues de bleu, de vert et de violet. — le vert intense, le bleu sombre, le violet profond de la mer : la plus rare et froide harmonie, sous des guimpes de toile glacée et d'étonnantes mitres qu'on eût prises pour des sacs de papier blanc. Froideur aussi des figures : larges faces, un peu mongoles comme celles des bigouden, par un certain retroussis des yeux, par le rebond des joues sous la bride qui les serre, — mais bien plus claires, septentrionales. Des yeux, une chair où la vie semblait dormir. Au milieu d'elles, quelques fillettes déjà grandes n'étaient pas plus placidement enfantines, ni leur costume plus étranger à notre temps. Bas corselet de toile blanche, lacé par devant, jupe coquelicot, grave, tombant jusqu'aux pieds, bonnet de bébé, enluminé de vert et de vermillon, d'où coule un flot de libres cheveux : elles avaient l'air de poupées russes. Les hommes portaient des vestes et soubrevestes du même bleu riche que les femmes, mais bordées de blanc : galons blancs, blancs boutons, en sequins.

C'étaient des familles de Plougastel. Pères, mères, enfants, ils se tenaient et se mouvaient ensemble, avec une gaucherie lente. Il y avait d'autres groupes, de parures diverses, où le noir dominait, des gens qui devaient être de Landerneau, ou bien de Logonna, du Faou, de Daoulas, des petits pays les plus cachés de la Bretagne, gîtes de pêcheurs, aux replis secrets de la rade de Brest. Ils étaient venus par le Menez Hom, et puis la Lieue de Grève, après avoir, comme ceux de Plougastel, traversé l'arrière-rade dans leurs chaloupes. D'autres, moins nombreux, avaient dû mener leur navigation à travers la baie, débarquer tout au fond de sa grande courbe, aux abords du lieu bénit. Un groupe de femmes, en capes noires de l'île de Sein, parut en haut de la dune, et s'agenouilla à la vue de la chapelle.

Ils étaient là entre eux, par clans distincts, du même peuple ancien, comme les aïeux qui ne communiquaient pas avec la France. Pas un visage du mobile type moderne, pas un costume de notre temps. Il n'y avait pas même de clergé. Et nulle discordance du paysage. Autour de cette assemblée bretonne apparue dans le soir, aux longs rayons d'Occident, près d'une grève d'Occident, rien que des choses bretonnes : la chapelle basse, sa pauvre aiguille rouillée, le petit peuple d'arbres frères, dont les têtes liées semblent fuir toujours le tourment du vent, — le *doué* sacré dans l'ombre, au plus creux du ravin. Par derrière, la dune montait, obscure sur la clarté de l'Ouest; la mystérieuse, limpide clarté qui, le soir, derrière un dos prochain de lande, annonce les grands miroirs voisins, et semble la lumière même de l'au-delà.

Quelques pas sur le talus d'herbe et de sable, et la mer apparaissait, froide, glacée de bleu et de lilas sous un ciel que le soleil avait quitté. Au loin, la procession des côtes, toute l'ample et profonde concavité du grand golfe...

Et cette plage non plus n'était pas vide. Des troupes de pèlerins arrivaient encore, cheminant sur le miroir des sables, au long des mouvants degrés d'écume, des nappes mauves et roses, des grandes nappes soudain déployées de reflets crépusculaires. Même, au petit promontoire qui ferme au Sud cette grève, une chaloupe s'apprêtait à débarquer du monde. Elle était chargée de femmes, toutes debout, serrées à l'avant sous leurs sombres coeffes ailées. On avait le sentiment d'un rite : une théorie religieuse portée par une barque sacrée, comme dans les pompes hiératiques de certains peuples anciens. On pouvait rêver des temps légendaires de la Gaule, des prêtresses de Sein débarquant en silence sur la grande terre pour un culte mystérieux.

...Dernières images du même soir lointain. C'était un peu plus tard; je revenais par le ravin, quand je perçus un remuement singulier, au fond du creux déjà nocturne. Là s'ouvrait le pâle rectangle du doué. Des femmes en couvraient la margelle, et l'emplissaient à demi, masses confuses de couleur, comme de grands bouquets vivants tombés dans ce trou d'ombre. On trempait des bols dans l'eau divine; on la buvait avidement, on la faisait boire aux enfants. De vieilles fées, robe troussée, bar-

botaient dans la source, en cueillant l'onde dans leurs paumes, et la versant pieusement dans leur cou, dans leurs manches.

Un homme survint, qui cria quelque chose en breton : il invitait les pèlerins à venir passer la nuit chez lui, en une grange voisine (il les appelait *Kristenien,* — Chrétiens, — comme un musulman parlant à une foule musulmane dit *Moslemin*). Alors quelques-uns se mirent à traverser le ravin pour le suivre. D'autres remontaient vers la chapelle, dont les vitraux, vaguement, s'éclairaient de lumières intérieures.

La nuit était venue, et nous montions dans notre carriole, quand un chant multiple, lointain, assourdi, nous arrêta, dont je reconnus le rythme : *Santez Anna,* — le cantique de Sainte Anne, que tout le monde sait en Cornouaille. Il venait du sanctuaire, où la plupart des pèlerins allaient dormir; ces Bretons l'entonnaient avant de s'étendre sur les bottes de paille, au pied de leur vieille Sainte.

Alors, il n'y eut plus que les vides de la campagne et de la mer, autour de la chapelle. Mais ce soir-là, elle n'était pas morte dans sa solitude. De plus en plus, ses verrières luisaient, en même temps que s'épanchait d'elle cette vague musique nombreuse. C'était comme dans les histoires que l'on dit encore tout bas dans les fermes : on pouvait imaginer quelque légion d'âmes revenue là pour quelque office mystérieux. Magiquement, dans la nuit croissante, le vieux sanctuaire se remettait à vivre...

II. — VERS LE RAZ

Au bas de la rivière d'Audierne, où il avait « descendu » son bateau pour profiter du premier flot, le père Salaün disait à ce mince *kloarek* qui, vers sept heures du matin, montait à bord du *Famil Santel :* « Alors, en permission? Vous avez pas peur du temps!... Ils vont être contents, à l'Ile, de vous revoir. » Une vieille femme suivait le jeune prêtre, de mine ascétique et froide, en son noir habit d'Ilienne, non moins vouée que lui, semblait-il, à la religion. Le patron lui serra la main. « Bonjour, Marie-Jeanne! Cette fois-ci, faut espérer qu'on va partir! On vous a fait attendre... » Et se tournant vers moi : « Celle-là connaît le Raz. Plus de vingt fois que je l'ai passée! »

Le père Salaün faisait depuis quarante ans les voyages de Sein. Il me l'a dit un jour : « On m'a offert d'autres postes, et

des bons. Pourquoi faire? j'aime pas les changements. » Il commandait le bateau de la « concurrence » (concurrence à celui de la poste) — un sloop-vivier, transportant des humains et des langoustes.

Un grand vieillard à brève barbe, encore grise, aux yeux de simplicité bleue, de mine grave, calme, un peu autoritaire : une mine presque anglaise, comme on en rencontre assez souvent, avec cet accent chanté qui rappelle aussi les gens d'outre-Manche, en certaines parties de notre petite Bretagne, — peut-être parce que le fond ethnique a moins changé qu'on ne le croit dans la grande île, depuis que nos Bretons en sont sortis.

Ce matin d'octobre, baromètre encore en baisse; petite brise du Sud. Mais il y a de grands rouleaux dehors, après le mauvais temps qu'il a fait. Ciel gris, en mouvement, la mer couleur de plomb; les lointains de Penmarc'h trop visibles de la digue.

A sept heures et demie, le vieux refusait de dire à quelle heure, au juste, il partirait, et même s'il partirait. Tout de même, ça ferait douze jours de suite que le courrier manque pour Sein. A huit heures, les vents ont halé l'Ouest : contraires maintenant jusqu'à la grande Pointe. On est en morte eau; pourtant, s'ils remontaient encore, avec le courant de flot qui porte au Nord, la mer, dans le Raz, lèverait comme elle peut lever par là, en « pains de sucre » qui font peur même aux grands bateaux.

Mais les vents ont l'air de rester là. A huit heures et demie, on hisse à moitié la toile, mais le patron n'a fait larguer l'amarre qu'à neuf heures.

Sept passagers, dont deux pêcheurs de l'Ile, et deux vieux marchands de pommes, en cache-nez, qui ont dû s'arrêter à tous les débits du quai, avant d'arriver au Vieux Môle, à en juger à l'ardeur de leur faconde et de leurs rires. A l'arrière, le séminariste et l'Ilienne s'isolaient, celle-ci debout, regardant du côté de la mer avec un air de tristesse chronique. On installait le foc, et le sloop commençait d'abattre, quand elle s'est signée en levant les yeux sur Poulgoazec, l'oratoire qui surveille l'entrée du port du côté de Plouhinec, au-dessus des ajoncs et des roches. Et puis, descendant par la brève échelle dans la pauvre cabine à l'arrière, elle est allée s'agenouiller devant la petite Vierge de faïence. La porte ouverte, au crochet, je voyais sa tête baissée sous les lourdes ailes de sa capuche.

Sortie rapide dans le chenal. En deux bords, le bout de la digue, qu'il faut aller ranger sous le phare, dans l'étroit espace que laisse la barre, — la barre de sable, si longue, changeante, si dangereuse quand la mer est « poussée, » comme ils disent ici, c'est-à-dire quand la lame y arrive en moins de quatre minutes après avoir brisé sur la basse Barzic. Mais la houle est lente, bien rythmée; c'est à peine si elle frise et blanchit un peu en passant sur le danger.

C'est là qu'elle nous a pris, la longue pulsation de l'Atlantique. La mine du patron s'est éclaircie quand il a vu la basse.

— Nous aurons belle mer si les vents n'arrivent pas, dans le Raz, à la partie Nord. Mais comme elle *leuve* dehors! comme elle a senti le Suroit!

Il avait pris la barre, jetant ses commandements bretons aux deux gars chargés des écoutes, et cap au Sud-Est, entre Barzic et Pouldu, il sortait tout droit par la passe de mauvais temps.

Presque tout de suite, la côte, à l'Est, s'est démasquée: trois maigres dos de pays, tombant l'un derrière l'autre; trois promontoires dont la jaune pelure accuse le dur modelé du granit intérieur. Tout en haut, sur le ciel, une ribambelle de petits pignons à la débandade, — tous les toits blanchis de ciment pour tenir contre les vents du large. Et plus loin, deux moulins qui s'isolent, dont les ailes virent, virent... Tout cela demi-brouillé dans une longue fumée de goémon qui monte de la grève, tout cela un peu étrange, animé, dirait-on, d'une vie secrète, comme si les moulins tournaient d'eux-mêmes, perpétuellement, et ne tournaient pour personne, comme si les yeux de ces logis n'étaient là que pour surveiller les lointains de la mer, en recevoir et leur donner des signes...

Plouhinec, Plozevet : des pays que je ne connaissais pas encore, où les petits toits se sont mis étrangement à proliférer depuis, comme dans la désolation de Penmarc'h, — je crois même qu'un petit chemin de fer y passe aujourd'hui. Mais alors, on se demandait ce que cela faisait là, au-dessus de l'Atlantique, sur cette dernière côte inanimée, qui maintenant finissait de s'effacer dans une frange de pluie venue du large.

Vie mystérieuse, si changeante, de ces paysages de la mer... Cinq minutes plus tard, le grain passant, tout se découvrait dans une limpidité sombre ; le grand cercle étendu loin, précis, couleur d'étain, sous une tenture d'orage, — et, fuyant dans

le Sud-Est, une grève sans fin, l'immense courbe que développe au pied d'un pays montant la baie d'Audierne. Une déchirure dut se faire par là, au bas des rideaux de vapeurs, car une traînée blanche, une lueur frisante, s'allongea tout d'un coup, de biais, à l'horizon, révélant un semis noir sous un petit jalon noir : toutes les roches de Penmarc'h, gardées là-bas, à ce tournant de la Bretagne, par le grand phare d'Eckmühl.

Une bien triste côte, monotone, sans abri, et que l'on connaît pour toujours quand, venant du Sud, vent debout, on a mis près d'une journée, de bord en bord, à la dévider, depuis le Menhir jusqu'à l'entrée d'Audierne, à en amener successivement, de Kerity à la chapelle de Tronoën (lointaine, perdue dans les sables), de Plovan à Penhors, à Plouzevet, à Plouhinec, chaque « marque, » chaque clocher, moulin, au long de l'interminable pays jaunâtre.

Dom an dro !... Vira ! Un coup de barre du patron, et tout cela passe par l'arrière. L'estuaire reparaît, mais lointain, déjà, et l'on s'en va chercher l'Ervilly, qui ferme la baie au Nord-Ouest : une basse, triste pointe, où rien ne se lève qu'un grêle sémaphore, parmi des lignes ou des champs de pierres. Alors nous sommes vraiment dehors, et tout de suite la côte de Prémelin s'ouvre : le commencement du pays capiste, la première articulation du long bras qui s'en va finir devant le Raz de Sein ; quelque chose comme son épaule, large, oblique et fauve, sur une mer obscure que la brise commence à pousser.

Je regardais cette terre, y cherchant ce que souvent j'étais revenu voir de la route : les innombrables murets de pierres brutes, enfermant de petits chaumes, des carrés de lande sauvage, parfois un calvaire, un menhir à côté d'une masure ; les chapelles, les hameaux où de vieilles femmes qui rappellent les paysannes de Louis XIV (guimpes et cornettes de toile bise, cottes et corselets de bure), étirent au pas de leurs portes la laine d'un fuseau. Je n'avais pas besoin qu'on me dît les noms, mais les deux marchands de pommes, toujours très excités, s'entêtaient, en m'offrant des prises de tabac, à me les répéter. Une chose surtout les stimulait, extraordinaire, difficile à comprendre, à tout un verbiage d'explications : dans l'anse du Loc'h, des maisons qui sont à Prémelin viennent toucher celles de Plogoff. Une telle confusion choquait leur sentiment breton des clans, des paroisses et « pays » distincts.

Nous ne montions pas vite au long de cette côte du Cap, nous en éloignant aussitôt que nous l'avions approchée. Chaque second bord nous en écartait de près de deux milles, et les houles, par là, commençaient de croître et de s'espacer, peu à peu, de vastes levées, remuées par en haut d'une turbulence d'écume naissante. Souvent, au fond d'un creux où l'on tombait d'une secousse (le choc fatigant de l'allure au plus près), le beaupré piquait, et puis, à travers une masse ruisselante, remontait avec un large et lent écart, — tout le bateau bousculé, détourné de sa route. Il y eut un coup vraiment dur. Le vieux eut un haussement d'épaules. Il cracha de côté l'eau salée qui lui arrivait dans la figure :

— V'là que ça commence ! Ces saloperies-là, ça chavire le lest !

A la hauteur du Loc'h, la brise fraîchissant tout d'un coup, il a fait amener la grand'voile pour prendre deux ris. Longue, pénible besogne. Point de rouleau. Quinze garcettes à nouer, les empointures à changer, les balancines à raidir, tout cela, dans le sifflement croissant des rafales qui arrivaient droit de l'Ouest, d'un fond de noirceur menaçante. Le bateau, nez au vent, en ralingue, tenu par le foc et le clin-foc, chancelait sur place, comme apeuré, affolé de ne plus courir, de se sentir passif, si seul, si perdu, sur une mer soudain plus hostile et plus vaste.

Alors on se situait, avec cette petite compagnie d'humains, au milieu des choses véritables...

Une singulière compagnie. Les deux compères marchands de pommes, affalés sur un panneau, avaient fini de rire. Un pêcheur de Sein dormait comme dans son lit au creux d'un paquet trempé de cordages. Le séminariste, à la barre, pendant que Salaün aidait à la manœuvre, ramenait à chaque coup de houle le bateau dans le lit du vent. « Donnez voir un peu la main ! » lui avait dit le patron. « On vous en a vu barrer, des bateaux, autrefois, dans le Raz ! » L'Ilienne est sortie de la cabine, dont on a fermé la porte. Ses pâles yeux se sont levés vers le ciel, où le mât décrivait de grands arcs de cercle, et puis ont fait le tour de l'étendue soulevée, le domaine de sa race, et qu'elle voit chaque jour, plus funeste par les mauvais temps d'hiver, de son bas logis de l'Ile. Elle tournait lentement la tête, à droite, à gauche, pour bien regarder, exactement à la façon des goélands, qui sont aussi chez eux, entre les grands rouleaux d'où ils sur-

gissent, ailes ouvertes, si pâles, étranges, dans la poussière d'embruns, obliquement emportés avec les flocons.

Le sloop est reparti, moins « souqué, » plus prompt à se relever, soulagé des paquets d'eau qui, tout à l'heure, commençaient d'assommer l'avant.

Toujours la même allure fatigante, les bords seulement plus courts, chacun achevé sur le *Pare à virer!* breton du père Salaün, un cri prolongé, un peu lugubre, comme ces commandements de marine qui semblent faits pour passer dans les porte-voix. Alors il mettait la barre dessous; on venait au vent, la misaine relinguait, changeait, le bateau prenait son autre gîte, et l'on courait diagonalement aux houles.

Chacune arrivait en montant sur le ciel, massive, hérissée, grosse d'un peuple de vagues secondaires, animée de la puissance qui vient de toute l'étendue en mouvement. Elle vous prenait avec le grand coup d'épaule qui enlève un bateau comme un fétu, et semble le tordre en l'attaquant de biais. On voyait approcher le sombre et blanchoyant tumulte de la crête. Cela menaçait, culminait. Et puis, rien, — rien qu'un flagellement violent à la figure, avec un peu plus de sel dans la bouche. La monstrueuse, inévitable force se dérobait, passait par en dessous comme une chose de rêve. Mais, à mesure que l'on glissait dans le creux fuyant, parmi des stries et tournoiements d'écume, de l'autre côté cela renaissait, grandissait, un peu comme un reptile en train de se développer : un vaste dos glauque, et qui s'enfuit après tous les autres, obliquement tendu comme par une volonté avide.

Là-haut, le ciel se déroulait vite : rideaux obscurs, sombre charpie pendante, çà et là moins épaisse et demi-trouée de clartés blanchâtres, en mouvement comme toute cette vapeur, — ou bien soudain percée d'un blême rayon dont le pied posait sur le chaos en lueur d'acier, éclairant sinistrement de lointaines levées de dos gris et de baves. Tout au Sud, plusieurs rayons filtrèrent en divergeant, et alors, par longues lignes, des clartés d'épée s'étendirent...

Pendant quelque temps, à chaque montée de houle, je les retrouvai sur les champs noirs, et puis, derrière le faux horizon que tend un voile de pluie, tout s'est fondu par là en un plan spectral, mystérieusement reculé dans un autre monde...

Dans l'Ouest, des bouchons de brume et de crachin met-

taient des sortes de lacunes, interrompant le cercle de la mer, son plan même, comme si le monde, par endroits, retournait au néant. Ailleurs, cela traînait, flottait en colonnes obliques de fumée, qui semblaient aussi bien monter de l'Océan que descendre du ciel. C'était, de ce côté, comme au second jour de la Genèse, quand la séparation du firmament et des eaux « qui sont par dessous » n'était pas encore achevée.

— Toujours la sale boucaille, — dit plus sommairement le séminariste qui, décidément, était du pays.

Peu à peu, toute la côte du Cap achevait de se développer, son interminable faîte allongé par-dessus une succession de crochets, de grandes saillies transversales, qui finissaient là-bas en silhouettes de brume. De creux en creux, de ressaut en ressaut, l'immense échine allait se rétrécissant; c'était bien comme une suite de jointures, chaque vertèbre plus mince, décharnée que la précédente. Au commencement, on voyait encore s'espacer dans l'Est de sombres buissons d'arbres, des clochers, — Esquibien, Prémelin, Saint-Thugen, — oh! bien perdus, solitaires, sans relief, si vagues, sur les plans monochromes, mais rattachant encore cette terre à l'ordinaire campagne bretonne. Après l'anse du Loc'h, la côte se levait tout droit, d'un mouvement âpre, tranchant le ciel, là-haut, d'une longue ligne que, seule, une petite chapelle interrompt : Notre-Dame du Bon-Voyage, qui dit aux marins l'adieu de la terre habitée. A la jumelle, on voyait un semis pâle : des moutons qui semblaient brouter des cailloux. Partout le roc perçait, — arêtes, saillies, falaises, — de plus en plus rongé, creusé de noires cavernes, béant par en bas, où les explosions du ressac, bondissantes blancheurs sur des serpents d'écume, achevaient de le miner. Cette maigre presqu'île du Cap, si battue de ce côté par les tempêtes de Suroît, prenait de plus en plus son aspect de lame, de lame édentée, sous le choc millénaire des éléments. C'était comme la cime d'une grande alpe couchée dans l'Océan, dont le regard suit les étages successifs, depuis la base habitée par les hommes, jusqu'aux flancs d'herbe rase, jusqu'aux éboulis et lapias, jusqu'à la région où le roc antique est seul dans l'abîme avec les vents qui le rongent.

Un promontoire s'est démasqué derrière celui qui semblait le dernier, et la grande silhouette familière, enfin, est apparue : la Pointe, l'abrupt éperon aux formidables ébréchures, fumeux

dans un fumant brouillard d'embruns. Que cela est solitaire, hors de notre monde humain, étranger à nos durées! Un morceau de la planète avant ou après la vie... Et puis d'autres couteaux de pierre surgissent, de plus en plus minces et bas, dessinant la ligne de l'Ouest, prolongeant l'effort de cette terre, si âprement tendue dans l'Atlantique, et qui, à quatre et huit milles d'ici, toujours dans le même axe, remonte encore une fois avec Sein et tout le long troupeau d'Armen.

Les granits nus, sans âge, dans la grande libration des eaux du globe...

A présent, les écrans de la Pointe finissent de reculer, et tous les au-delà du Nord-Ouest et du Nord se révèlent. De nouveau, je revois le farouche paysage du Raz, la proue superbe et déchirée de la grande terre, les hauts récifs qu'elle pousse devant elle : Christian-Karek, les quatre dents de Gorlegreiz; — plus à l'Ouest, isolé, déjà bien dans la mer, mais toujours exactement sur la même ligne, le phare de la Vieille, taillé au ciseau, mortaisé à sa roche à pic; et avec lui sa compagne, la petite Vieille, tourelle géante, sans base visible, dont le rouge surgit inoubliablement des houles, splendeur sinistre au centre de l'inhumain paysage. Au loin, dans le Nord, le fantôme de Tévenec se lève...

Comme on comprend que les Bretons aient vu dans ces lieux du démoniaque, que leur rêve ait mis là l'un de leurs *Iferns*, un de ces enfers marins où les âmes, sur les eaux de tourment, entre les pierres déchiquetées, errent en gémissant comme des mouettes! Seule, Christian-karek est chrétienne, peut-être parce que touchant la terre où sont les hommes. (Une chapelle, invisible aujourd'hui, se tapit au-dessus du gouffre, derrière la Baie des Trépassés.)

Et voici qu'au Nord-Est (la tremblante rose du compas est sous mes yeux), à l'autre bout de la baie au nom sinistre, dont le fond se dérobe dans du gris, un autre fantôme apparaît : la Pointe du Van, sœur de celle du Raz, demi-fondue dans la vapeur qui l'agrandit, détachée de tout, dirait-on, si seule elle aussi, — chaque forme, en ces espaces, en accroissant la solitude.

Ces vagues, solennelles apparitions que des néants enveloppent, comment croire que c'est le commencement de notre

monde, de cette terre de France où sont nos campagnes, nos cités, nos foules, nos agitations et nos rêves ?

Et soudain, à l'horizon de l'Ouest, derrière des pâleurs de brisants, je reconnais l'Ile — visible seulement parce que je la cherche. Là-bas sont les barrières d'écueils que l'on voit, de cette pauvre terre, à marée basse, se lever de partout en hérissement clair ou noir : toutes les maudites têtes, tous les « Chats », tous les « Cornocs », tous les cornus démons qui interdisent l'Ile à qui ne sait pas le secret des passes.

Tout cela entrevu par intermittences, du haut de chaque mouvante cime, dans la confusion blême de l'espace et de toutes choses...

Mais aujourd'hui, la mer ici n'est que grosse, comme partout par cette brise. Pour connaître l'espèce de mer qu'il peut faire dans le Raz, il faut approcher de la Pointe un jour de vives eaux, quand la marée court encore, et que le vent la contrarie. C'est là, des environs de la Vieille, jusqu'au pied de la grande terre, que vient torrentiellement tomber toute la « décharge du courant. » Torrents de la mer, animés de toutes ses puissances, entre les terribles couteaux des roches, par-dessus les barres de récifs dont on voit transparaître, à certaines heures, la brune pierre, polie par la vitesse des eaux.

Et c'est là, pourtant, dans cette violence du courant, que les petits voiliers d'Audierne viennent souvent passer. Il y faut le coup d'œil du « pratique, » l'homme du pays, qui est chez lui dans ces dangers, et sait exactement ce qui est « maniable. » J'ai vu, à l'heure poignante où le jour abandonne la mer, — et comme la solitude alors s'agrandit ! — un humble patron de l'Ile s'engager sur ces eaux vertigineuses.

C'était, à quatre heures de jusant, un vent du Sud irritant le courant. Depuis quelques minutes déjà, le bateau sentait l'approche des puissances démoniaques. Bousculé sur les nappes violentes et lisses des remous, perdant ses points d'appui, glissant de biais, comme en de soudains dérapages, il arrivait à la hauteur des chaudrons de sorcières, quand je vis l'homme se lever à demi, et, penché en avant comme pour mieux voir, exactement dans la posture d'un cavalier qui « met » son cheval à l'obstacle, l'y lancer d'un coup de barre. Avez-vous vu un morceau de bois happé par un grand sillage ? Tumulte de neige,

fuites de lignes et plans dénivelés, déferlantes vagues, levées plus haut que le bastingage, mais étrangement fixées aux mêmes places, comme courant avec nous, verticales explosions d'écume, retombant sur le pont d'un coup mat; je n'avais jamais vu cela, et je regardais sans comprendre. Le vent arrivait droit de l'arrière, la grand'voile ouverte à toucher les haubans. Le cotre semblait galoper par bonds désordonnés sur les blancheurs, quand je crus voir la rouge tourelle, tout à l'heure alignée dans l'Est avec la Pointe, revenir insensiblement dans le Nord, — c'est-à-dire que nous « n'étalions » même pas le courant. Personne ne parlait. Je mis quelque temps à découvrir que si la balise, en effet, reculait par rapport à la terre, elle semblait s'éloigner dans l'Est, que peu à peu nous sortions latéralement des rapides. Le patron, prenant le jusant un peu de côté, l'épaulait.

— C'est un pas à passer, me dit-il, quand ce fut fini. Plus à l'Ouest, — où l'aspect de la mer était quelconque, — la marée détourne et retarde; nous aurions perdu plus de quatre heures à faire cette route-là. Oh! c'était pas grand'chose, aujourd'hui. Pour celui qui connaît... Des fois, vaut mieux attendre. J'ai un oncle qui s'est perdu là-dedans, l'automne dernier, — et un bateau tout neuf!... Peut-être bien qu'il avait bu un coup! »

J'assemble ce que je me rappelle de ses réponses. Il disait peu de mots de suite. Un Breton de mine sensible et creuse, encore jeune, petit, plutôt pâle, si lent de geste et de regard, plus lent, à l'instant critique, mais en qui j'apercevais maintenant de la grandeur. Je le retrouvai le lendemain à la grand'-messe, au milieu de tous les hommes de l'Ile, presque bourgeois, chantant l'office latin, comme le chante admirablement tout le peuple de Sein. Mais je le reverrai toujours tel qu'il m'apparut tandis qu'il « passait le pas; » maître et responsable de sa manœuvre, ployé, la tête en avant, fixé par l'attention, sa main derrière lui sur la longue barre, jetant et tenant pendant vingt minutes son bateau dans cette émouvante « décharge du courant. »

Aujourd'hui, arriverons-nous à Sein? Nous sommes en retard, et, passée la Pointe, le vent a fraîchi tout d'un coup et remonté encore : du vrai Noroit à présent. Le vieux Salaün n'a pas l'air content. « En v'là une journée de misère! » grommèle-t-il, en reprenant la barre qu'il a passée encore une fois au *kloarek*

pour se tailler un morceau de pain. Il vaut mieux ne pas l'interroger, mais le séminariste m'a confié : « Faudrait pas manquer l'étale. Le jusant établi, avec ce vent-là, la porte serait fermée. »

Fuligineuse obscurité dans le Nord-Ouest; le ciel semble baisser, s'enténébrer davantage. Les houles s'enflent, recourbées par en haut, chaque tête échevelée suspendue sur du noir, de plus en plus tremblante, instable, translucide à mesure qu'elle monte, et puis commençant à glisser au flanc sombre qui approche et va nous prendre, croulant enfin en masses d'écume glauque, avec un grondement que l'on entend s'élargir dans l'universelle clameur. Le sloop s'enlève, et plan par plan, très vite, parmi les embruns qui volent, l'espace et les images de désolation reparaissent. D'abord, en haut d'une grande levée, un bateau prochain qui vient du Nord, sa misaine grande ouverte et secouée, puis des rangs de vagues moutonnantes, puis Tévenec, sur un luisant pâle. Alors, par traînées, le bouillonnement plâtreux des lointains, et aussitôt, sur le plomb de l'horizon, le trait d'estompe de l'Ile. Un instant, le cercle de l'étendue se découvre et reste là. On dirait qu'il oscille... Mouvement aveugle, blafarde, stupide furie partout déployée, et qui semble ne plus devoir jamais finir...

Mais déjà les lointains se dérobent, Tévenec plonge, les crêtes prochaines remontent, du bateau voisin la misaine surgit seule, — on dirait une aile arrachée qui va partir au vent. La voici qui s'éclipse : il n'y a plus qu'un mur tremblant qui grandit, surplombe, et nous masque le jour.

Apre, étrange plaisir de s'enfoncer dans ces espaces où l'homme ne peut que passer, — de n'être plus que la chose des sauvages puissances!

Un peu de soleil a filtré. La mer un instant s'est éclairée d'une lueur d'ardoise. Ah! le froid, funèbre reflet, montant, tournant avec les volutes et les grands dos!

Un moment, j'ai cru que l'Ilienne avait peur. Assise à côté de moi sur un coffre, un ciré sur les jambes, elle était restée là, accrochée d'un bras à un étai, la tête baissée dans sa cape de deuil, passive comme ces pauvres animaux d'étable qu'on a vus, corde au front, tanguer à l'avant ruisselant d'un bateau, à travers embruns et coups de mer. Nous arrivions au fond d'un creux plus vaste et noir que les autres, quand je l'entendis

contre moi s'écrier : *Ma Doué! Ma Doué !* Je la regardais en riant pour la réconforter, mais le jeune prêtre secoua la tête.

— C'est pas qu'elle a peur, me cria-t-il dans l'oreille. Elle prie pour un fils resté dans le Raz, l'an dernier. C'est comme ça pour toutes les femmes de l'Ile...

Je vis alors qu'elle tenait toujours son chapelet. Elle avait prié dès le départ, songeant qu'elle allait passer peut-être sur les ossements de ce fils.

Alors le sens de ce paysage m'apparut, de façon bien plus immédiate et tout humaine. Je songeais à ce qu'il dit à une vieille femme de Sein, à ce qui s'y peut mêler, pour elle, de souvenirs et de deuils, à tous les matins et soirs de mauvais temps vécus dans l'attente d'un fils ou d'un mari, au milieu du cercle d'épouvante, quand la tempête lance les galets, avec les jaunes flocons d'écume battue, par-dessus le radeau demi-noyé de l'Ile. « Le cimetière des hommes, » c'est le nom qu'elles donnent au Raz, les Iliennes.

Vers deux heures, on n'avait plus l'air d'avancer. Chaque bord nous ramenait la Vieille à peu près sous le même angle. Le bateau piquait au bout de chaque descente, et quand il se relevait, l'avant coiffé d'un paquet glauque, ce n'était plus d'un bond. Il y eut un grand coup profond dont il trembla tout entier. On eût dit qu'il culait, et il tarda à remonter. La masse d'eau balaya le pont de l'avant à l'arrière...

Alors le père Salaün lança de nouveau son : *Vira!* qu'on avait entendu si souvent depuis le départ. Mais cette fois, après avoir remis du vent dans la toile, il filait toute son écoute et « arrivait » en grand sur l'autre bord. Il renonçait, — pour la seconde fois depuis trente-cinq ans, me dit-il, deux heures plus tard, sur le quai d'Audierne.

André Chevrillon.

(*A suivre.*)

UNE HISTOIRE RELIGIEUSE

DE LA FRANCE[1]

Nos meilleures œuvres ne sont pas toujours et nécessairement celles que nous avons délibérément voulues et choisies. M. Georges Goyau avait-il jamais songé à écrire une *France religieuse?* Je n'en jurerais pas; mais j'imagine qu'entraîné par d'autres soins, il avait dû toujours se laisser rebuter par la redoutable complexité et par les difficultés de la tâche. Grand connaisseur d'hommes et de talents, M. Hanotaux souhaitait vivement sa collaboration pour cette *Histoire de la nation française* qu'il dirige et qu'il poursuit avec une magnifique ardeur : il sut, à son ordinaire, être éloquent, pressant, persuasif; il triompha des objections et des scrupules. Et nous lui devons un livre que seul aujourd'hui M. Goyau était capable d'écrire, dont nous n'avions pas encore l'équivalent, même très lointain, et, pour tout dire, un chef-d'œuvre qui fait un singulier honneur à son auteur et à l'école historique française.

I

Une *Histoire religieuse de la France* devrait, semble-t-il, pour remplir tout son objet, embrasser et fondre ensemble trois sujets d'étude assez différents, et qui, pour être très souvent liés dans la réalité, n'en veulent pas moins être distingués avec soin : *la vie religieuse, la pensée religieuse, la politique religieuse.* Étroitement mêlée à l'action humaine, la religion, pour étendre à un plus grand nombre d'âmes son influence bienfaisante, a

(1) *Histoire de la nation française*, publiée sous la direction de M. Gabriel Hanotaux. — *Histoire religieuse*, par M. Georges Goyau, Illustrations de M. Maurice Denis. 1 vol. gr. in-4°; Plon, 1922.

recours à divers moyens d'ordre pratique dont l'étude relève de l'histoire politique et diplomatique au moins autant, et peut-être plus, que de l'histoire proprement religieuse. D'autre part, la religion étant non seulement une règle de l'activité sociale, mais encore une conception particulière de l'univers et de l'existence, elle offre tout naturellement à l'esprit une matière inépuisable de spéculation : de là, toute une succession ininterrompue de théories ou de systèmes dont les curieuses destinées sont aussi du ressort de l'histoire philosophique, et même de l'histoire littéraire. Enfin, tout en étant action et pensée, la religion est encore, et elle est même surtout une vie, une attitude intérieure qui détermine toute la manière d'être d'une âme, d'un groupe ou d'une époque. Définir cette attitude, en noter les causes et les effets, observer les soubresauts, les brusques élans contagieux, les assoupissements, les réveils, et comme le rythme de cette vie, telle est la tâche essentielle de l'historien religieux. C'est à cela qu'il doit subordonner tout le reste. Le reste, c'est-à-dire la politique et la pensée religieuses, ne sont qu'un reflet, une conséquence, souvent directe, parfois assez lointaine, de l'état moral qui est à la base de la vie religieuse.

C'est de quoi s'est fort judicieusement avisé M. Georges Goyau. Abandonnant aux collaborateurs de l'*Histoire politique, diplomatique* et *philosophique* les développements qui ne formaient pas son apanage exclusif, et se contentant d'en indiquer l'amorce, il s'est cantonné fortement, rigoureusement sur le terrain de l'histoire purement religieuse; il en a exploré avec une admirable activité toutes les dépendances; il en a dressé avec une pieuse minutie la carte exacte et complète. Ce qu'a été, à travers les âges, la vie religieuse de la France, — la vie extérieure, mais aussi, mais surtout la vie cachée, — les progrès, les conquêtes, les reculs, les tiédeurs d'une ardeur spirituelle qui ne s'est jamais éteinte et qui, bien souvent, a débordé nos frontières, les nuances successives et la qualité intime d'une foi qui, étant vivante, a, durant vingt siècles, fréquemment changé de caractère : voilà ce qu'il s'est attaché à nous bien faire connaître. Pour cela il a eu recours à un procédé infiniment ingénieux et dont on goûtera vivement, je crois, l'originale profondeur. Non content de poursuivre, à travers les textes et les faits, la plus savante enquête psychologique qui ait encore été conduite sur l'histoire morale de la France, et d'en ramasser

les résultats dans une puissante et large synthèse, mieux encore, dans une sorte de vaste biographie collective, il s'est dit, — avec combien de raison! — que la sainteté était, pour l'amateur d'âme, un critérium incomparable d'insigne valeur spirituelle, que les grands saints reconnus et consacrés par l'Église ont chance d'être, par excellence, l'expression et le symbole de la vie religieuse de leur temps, et que, pour représenter « au vif » cette vie religieuse, il fallait avant tout s'adresser à eux. Et il a été ainsi conduit à évoquer, aux diverses étapes de l'évolution religieuse de la France, la physionomie des grands saints français, dont l'œuvre et la vie nous apparaissent à la fois comme la vivante illustration des aspirations morales de leur époque et comme le facteur essentiel de l'évolution ultérieure. Devant ces grandes vies religieuses que sont celles d'un saint Martin ou d'un saint Bernard, d'une sainte Jeanne d'Arc ou d'un saint Vincent de Paul il s'arrête avec une visible complaisance, et les images qu'il en dresse lui servent à jalonner les phases successives de la longue vie religieuse de cette haute personne morale qui s'appelle la France. On ne dira jamais assez tout ce que cette conception de son sujet a permis à l'historien d'introduire dans son exposition de clarté, de netteté, de force suggestive et de réalité concrète.

De cette idée M. Georges Goyau a su tirer encore le principe même de composition dont il s'est inspiré pour construire son œuvre. Quand on songe à la masse énorme de faits qu'il avait à maîtriser, on se dit que, pour ne pas plier sous le poids d'une telle accumulation de matériaux, il ne fallait rien de moins que cet art supérieur de la composition qui caractérise les grands maîtres classiques. Disciple fidèle d'un Brunetière, d'un Taine, — et, je crois aussi, d'un Bossuet, — l'auteur du *Vatican* ne s'est pas montré indigne des plus illustres modèles. Je sais, de notre temps, peu de livres aussi puissamment construits que son *Histoire religieuse de la France*, et dont l'unité intérieure soit mise aussi fortement en relief par une composition plus savante et plus harmonieusement ordonnée. Or cette magistrale ordonnance n'aurait pas sans doute été réalisée, si l'historien ne s'était, croyons-nous, tenu le raisonnement suivant. Puisqu'il est établi que les grandes personnalités religieuses sont le vrai ferment de la vie spirituelle, qu'elles orientent dans un sens déterminé toute l'histoire morale, subordonnons à l'étude de leur action

les hommes et les faits qui ont préparé leur venue ou qui ont prolongé leur influence; que leur succession détermine la succession même de nos chapitres; que la signification de leur œuvre nous éclaire sur celle des événements dont ils sont en quelque sorte la cause finale ; qu'elle nous aide à choisir, à grouper, à relier, à éliminer surtout, parmi les innombrables détails qui se présentent à nous. Et ainsi nous obtiendrons une « suite » d'histoire, dont les grandes masses se dessineront d'elles-mêmes, dont les « époques » seront clairement distribuées, et dont la vigoureuse cohésion enfin reproduira la logique secrète, le mouvement même et l'allure de la vie.

Il y a une certaine école d'historiens qui, sous prétexte de probité, soi-disant « scientifique, » — comme si l'histoire était une science ! — impose à ses adeptes le mépris du style, l'horreur du talent littéraire et l'obligation d'être parfaitement illisibles. M. Goyau n'est pas de cette école. Il sait écrire, et il a un style, — un style parfois trop condensé et trop ingénieux, un peu précieux même, tantôt par goût de la précision, et tantôt en souvenir de son cher Sénèque, — mais un style. Et les belles pages, fines, robustes, éloquentes, brillantes même abondent dans son nouveau livre, plus peut-être que dans aucun de ses quarante volumes antérieurs.

Et ce livre d'un véritable écrivain est aussi l'œuvre d'un étonnant érudit. On pourrait être un peu effrayé de la somme de lectures qu'il suppose et qu'il utilise. C'est littéralement toute une vie intellectuelle, extrêmement active, qui est venue se fondre dans ces six cents pages, et si M. Goyau, pour se conformer à l'esprit de la collection à laquelle il collaborait, — ce qui, en un certain sens, est peut-être regrettable, — ne s'était pas interdit toute espèce de note et d'appareil bibliographique, s'il avait produit toutes ses sources, j'imagine qu'il eût aisément doublé les dimensions de son travail. Manifestement, il s'est proposé d'opérer dans son livre la synthèse des innombrables études de détail et d'ensemble qui, depuis qu'il y a des érudits, et qui écrivent, se sont accumulées sur telle ou telle période, tel ou tel point particulier de l'histoire religieuse de la France, et il y a excellemment réussi. Non seulement son *Histoire* est au courant des derniers travaux publiés sur toutes les questions qu'elle traite ou qu'elle soulève; mais encore on peut dire qu'en écrivant son livre, il a fait œuvre tout à fait nouvelle.

Avant lui, nous n'avions pas d'*Histoire religieuse de la France*, — j'entends d'*Histoire* qui fût véritablement digne de ce nom : — les vingt volumes que l'abbé Jæger a intitulés *Histoire de l'Église de France* ne sont guère qu'une compilation assez indigeste et sans grande critique. Par la qualité et l'abondance de son information, le livre de M. Georges Goyau répond bien à toutes les exigences de la critique d'aujourd'hui. Quand on a soi-même étudié telle ou telle des époques qu'il a successivement abordées, on se rend compte de tout ce que telle phrase, telle épithète même suppose de lectures diverses, de documents maniés, de réflexions longuement poursuivies. Là où le grand public ne verra qu'un lieu commun peut-être, le spécialiste reconnaîtra l'allusion au texte original, au fait précis et peu connu, la lecture rare, l'indication d'une obscure controverse récente ; et il admirera l'exactitude et l'ubiquité d'une érudition qu'il sera difficile, je crois, de trouver souvent en défaut. Peut-être ne sera-t-il pas mauvais d'insister un peu sur ce point.

Il est par exemple, évident pour moi que M. Goyau est très minutieusement informé du dernier état de toutes les questions relatives à Bossuet, à Pascal, à Rousseau, à Chateaubriand, à Lamennais. Il y a certaine ligne de lui sur les rapports de sainte Chantal avec Saint-Cyran qui n'aurait sans doute pas été écrite avant la publication de M. Gazier, en 1914, sur *la Mère Angélique et Sainte Chantal*. A propos de saint François de Sales, il a visiblement utilisé les remarquables travaux de M. Strowski, de M. Henri Bremond, l'introduction de Dom Mackey, le livre de M[lle] Zanta sur *la Renaissance du stoïcisme au XVI[e] siècle*, et il me semble bien retrouver dans ses pages l'écho d'un passage du *Christus* du P. de Grandmaison. Pour son chapitre sur le Protestantisme et la Réunion des Églises au XVII[e] siècle, il a largement profité des belles études de M. Rébelliau, du travail de M. Picavet sur Turenne, de la *Préface* de M. l'abbé Vogt à son édition de l'*Exposition de la doctrine catholique*, du si curieux ouvrage d'H. de Lacombe, dont le titre révèle insuffisamment le contenu, *Sur la Divinité de Jésus-Christ, controverses du temps de Bossuet et de notre temps*. Le *Bulletin de la société d'histoire du protestantisme français* a manifestement été dépouillé avec le plus grand soin, et M. Goyau a sagement exploité les derniers travaux du pasteur Bost, aussi bien d'ailleurs que ceux de l'abbé Dedieu. Sur

la prédication au XVIIIe siècle, il n'a que huit lignes, mais pour écrire ces huit lignes, il a certainement au moins feuilleté les principaux sermonnaires du temps, le P. de Neuville, l'abbé Poulle, Mgr de Boulogne, Bridaine, dont il a entrevu la grande figure ; il a lu peut-être le livre de l'abbé Maury sur *l'Éloquence de la chaire*, en tout cas ceux de l'abbé Bernard sur *le Sermon au XVIIIe siècle*, de l'abbé de Coulanges sur *la Chaire française au XVIIIe siècle*, de Maurice Masson sur *la Religion de J.-J. Rousseau*, de M. Albert Monod sur *les Défenseurs français du christianisme de 1660 à 1802*... Et voilà que je suis plus long pour énumérer ses sources que lui pour les exploiter.

Cette érudition dont la sobriété et la discrétion ne doivent nous dissimuler ni l'étendue, ni la fine précision, s'accompagne toujours chez M. Georges Goyau d'un fort remarquable esprit d'impartialité. Il y a eu quelque mérite, le domaine des idées et des croyances religieuses étant, comme chacun sait, celui où il est le plus difficile de conserver son sang-froid et sa liberté de jugement, de supporter la contradiction et d'être entièrement juste à l'égard de ses adversaires. D'autre part, l'auteur du *Vatican* a sur ces questions des idées très fermes et très arrêtées, dont il n'a jamais fait mystère, et qu'il sait, à l'occasion, défendre avec ardeur. Il n'a jamais été de ceux qui, même en histoire, selon la forte expression de Bossuet, « font le neutre ou l'indifférent. » Comme ils se trompent pourtant ceux qui s'imaginent que, pour juger avec sérénité, avec « objectivité » les idées et les hommes, un aimable scepticisme est nécessaire ! Le scepticisme de M. Anatole France ne l'a pas, que je sache, empêché de porter, sur toute sorte de questions, les jugements les plus violemment sectaires. Et les convictions fortes de M. Georges Goyau ne l'empêchent nullement de porter, même sur ceux dont les idées le révoltent le plus, les jugements les plus modérés, les plus courtois, les plus délicatement nuancés. C'est qu'à une grande justesse d'esprit, à une extrême finesse de pensée, à une admirable probité intellectuelle, il joint une très rare charité morale : certains sont nés sévères ; lui est né indulgent. Ajoutez à cela qu'il puise dans la force et la profondeur mêmes de ses convictions personnelles la sérénité nécessaire pour juger les choses et les hommes sans parti pris. « Quand on est sûr d'avoir raison, a écrit Renan, on est fort contre l'injustice. » Ce sont les convictions molles et mal

assurées qui éprouvent le besoin de travestir la vérité des faits pour se donner trop facilement raison ; les croyances vigoureuses au contraire regardent les réalités face à face, et elles sont patientes parce qu'elles ont l'éternité devant elles ; elles savent distinguer, même dans les pires erreurs, « l'âme de vérité » que presque toujours celles-ci renferment, le principe d'idéalisme et de spiritualité dont, bien souvent, ces erreurs ne sont qu'une déviation ; au besoin, car il y a une leçon à tirer de toute expérience historique, elles font leur profit personnel de ces fâcheux écarts de la conscience errante. Et c'est ainsi que l'historien de *la France religieuse* ne nous a rien dissimulé des fautes ou des crimes que ses coreligionnaires ont pu commettre à travers les âges. Le tableau qu'il nous dresse des excès, des désordres, des lamentables défaillances doctrinales et morales qui expliquent et qui, dans une large mesure, légitiment la Réforme, ne le cède en vérité et en âpre sévérité à aucun de ceux qui nous ont été tracés par les écrivains protestants ou libres penseurs. Et pareillement, nul n'a condamné avec plus de vigueur la révocation de l'édit de Nantes, « cette maladresse, cette illusion, cette cruauté suprême, » et l' « atroce » répression exercée contre les malheureux huguenots qui avaient voulu rester fidèles à leurs croyances. « J'adore avec vous les desseins de Dieu, qui a voulu purger la France de ces monstres, » écrivait Bossuet à Nicole en 1691. « Ferry, Claude, étaient-ce des monstres, naguère, pour Bossuet ? » observe à ce propos avec une douce fermeté M. Georges Goyau. Dans son fervent désir d'être impartial à l'égard de toutes les formes de la vie spirituelle, il rend généreusement hommage aux intentions des apôtres de la Réforme, aux besoins mystiques et moraux auxquels ils donnaient satisfaction. Chose curieuse, cet historien d'une impeccable orthodoxie est peut-être plus parfaitement équitable aux protestants qu'il n'est sympathique aux jansénistes, — même aux jansénistes du XVIIe siècle, — et aux gallicans. Peut-être aurais-je parlé des gallicans, et surtout des premiers jansénistes, avec une plus complète indulgence et leur aurais-je appliqué plus largement la célèbre et profonde devise *Oportet hæreses esse.* Mais ce n'est là qu'une nuance ; et même si cette réserve paraît justifiée, elle n'entame en rien le rare esprit de haute impartialité dont témoigne, à l'égard des hommes et des doctrines, l'*Histoire religieuse de la France.*

II

Pour apprécier à son juste prix la valeur proprement historique de cette *Histoire*, il faudrait pouvoir en résumer les données essentielles. Mais comment résumer en quelques pages un gros livre, plein, jusqu'à en craquer, de faits, d'idées, de suggestions de toute sorte, et qui n'est lui-même qu'un résumé d'immenses lectures, de longues recherches poursuivies en tous sens? Essayons pourtant, à la suite de ce guide si courtois et si minutieusement averti, de prendre une vue perspective de l'histoire religieuse de la France.

Passons sur les origines, fort obscures, de la religion gauloise. Cette religion est caractérisée par un fait capital, et plein de conséquences pour l'avenir: l'existence du druidisme, c'est-à-dire d'un clergé organisé et enseignant. « Parce que la Gaule, a écrit saint Thomas, était destinée à être le pays où la religion du sacerdoce chrétien serait la plus florissante, il fut divinement permis que, chez les Gaulois, des prêtres indigènes, les druides, fussent les définisseurs du droit. » La religion gauloise suivit les destinées de la religion romaine. Comment le christianisme pénétra-t-il en Gaule? On ne peut guère que le conjecturer, les documents directs et positifs faisant défaut. Il semble que Rome et l'Orient aient eu, à cet égard, une influence décisive. Des « chrétientés » semblent, d'assez bonne heure, s'être formées en divers centres urbains. La première qui se révèle à nous, en 177, est celle de Lyon, et c'est pour nous livrer le nom de ses martyrs : l'évêque saint Pothin, sainte Blandine. L'Église lyonnaise combat avec ardeur le gnosticisme, et son grand évêque saint Irénée, « explorateur curieux de toutes les doctrines, » a maintenu rigoureusement contre les hérésiarques la vivante tradition qu'il tenait de saint Polycarpe, et, par lui, de saint Jean, « qui avait vu le Seigneur. » Dès ses débuts, par la voix de saint Irénée, l'Église de France préconise « l'accord de toute Église » avec l'Église de Rome « en raison de sa prééminence supérieure, » et c'est chez nous que la grande thèse catholique a trouvé son plus chaleureux avocat. Moins éprouvée par les persécutions que l'Afrique et l'Italie, la Gaule, peu à peu, s'ouvrait à la religion nouvelle : à la fin du IVe siècle, plus de cinquante évêchés ont installé leur siège en d'anciennes « cités, » et, en face du paga-

nisme expirant, organisent une active propagande. L'un de ces évêques, saint Hilaire de Poitiers, dont Sulpice Sévère a pu dire que « tout seul, il avait délivré la Gaule de la souillure de l'hérésie, » a lutté toute sa vie avec une énergie admirable contre les progrès de l'arianisme, que favorisait l'empereur Constance. Il a fini par triompher, et c'est grâce à cet évêque gaulois que non seulement la Gaule, mais tout l'Occident chrétien a été définitivement rallié à la foi nicéenne.

Mais en Gaule, cette foi n'avait guère jusqu'alors entamé que les villes. L'évangélisation des campagnes fut l'œuvre de saint Martin, qui, à Ligugé, fonda le premier monastère, fut nommé, contre son gré, évêque de Tours, multiplia les miracles, les conversions, les fondations d'églises et de couvents, fit la « guerre contre les pierres, » c'est-à-dire contre les idoles, et eut, de son vivant même, une réputation extraordinaire. On compte aujourd'hui en France 3672 paroisses dont le grand missionnaire des Gaules est le patron : ce simple chiffre en dit plus que toutes les hagiographies sur la souveraine efficacité de son action.

Au ve siècle, la chrétienté gallo-romaine, à peine constituée, allait subir le formidable assaut des grandes invasions des Barbares païens ou ariens. Un moment, on aurait pu croire qu'elle allait succomber, et, de fait, sur plus d'un point du territoire, le christianisme rétrograda au cours de ce siècle étrangement troublé. Mais les moines, les évêques sauvèrent tout ce qu'il importait de sauver. « Que le flot des Barbares vienne se briser contre le Christ, et qu'il se laisse dompter : » ce vers de saint Paulin de Nole symbolise à merveille le rôle de l'épiscopat gallo-romain en face des Germains envahisseurs. Converti par saint Rémi, qui sut voir et prévoir tout ce que l'Église pouvait attendre des Francs, Clovis fonda en Gaule une royauté catholique et assura pour de longues années les destinées du christianisme orthodoxe, réalisant le rêve de sainte Geneviève, patronne de Paris, dont il sera un dévot admirateur. « Le très excellent roi qui fut non seulement le prédicateur, mais encore le défenseur de la foi : » c'est en ces termes que saint Rémi définit justement l'œuvre religieuse de Clovis et la mission de la royauté franque.

Cette royauté était encore bien barbare et, par ses ingérences et sa brutalité, elle a fait parfois payer un peu cher à l'Église l'appui qu'elle lui prêtait. Celle-ci pourtant, à travers bien des misères et des corruptions, se développait, élargissait son cercle

d'action. Saint Césaire d'Arles exerçait sur toutes les provinces de la vie religieuse et ecclésiastique son puissant magistère; il donnait aux moines des règles écrites : près de deux cents monastères nouveaux se fondaient en Gaule au VIe siècle. Un âpre moine irlandais, saint Colomban, venait prêcher une réforme dont la règle bénédictine recueillait les heureux résultats. Menacée au dehors par l'Islam, l'Église franque était sauvée par Charles Martel; menacée au dedans par la dissolution des mœurs et par les convoitises laïques, elle était sauvée par un moine anglo-saxon, l'apôtre de la Germanie, saint Boniface, qui, rendant à la France ce que la France, jadis, avait généreusement donné à son pays, préparait les glorieuses destinées et la politique religieuse d'une dynastie nouvelle.

Cette dynastie nouvelle, celle des Carolingiens, par la puissante personnalité de Charlemagne, a mis sur l'institution catholique une empreinte ineffaçable. Reconnu et consacré par elle, le grand empereur s'est considéré comme le collaborateur le plus actif et le plus dévoué de la papauté, et il a mis au service de Rome, avec sa force matérielle, son génie d'organisation, son universalité d'aptitudes, même théologiques, sa ferveur d'apostolat. Mais après lui, la décadence vint vite, et, en dépit des efforts et des heureuses initiatives d'Hincmar, archevêque de Reims, l'Église du Xe siècle, de plus en plus soumise aux influences et tyrannies féodales, semble sur le point de sombrer dans la servitude. Une institution française la sauva. Ce fut Cluny.

Capitale monastique de la France et, bientôt, de tout l'Occident, Cluny répandit peu à peu son esprit dans la chrétienté tout entière. Il s'agissait de rendre à une Église divisée, simoniaque, asservie aux puissances laïques, son unité, sa pureté, son indépendance. Gerbert, pape sous le nom de Sylvestre II, Hildebrand, pape sous le nom de Grégoire VII, se vouèrent à cette œuvre réparatrice. Dans ce monde à demi barbare, et qui ne connaissait que la force, l'Église, à mesure qu'elle reprenait conscience de sa souveraineté, jouait de plus en plus un rôle de pacification moralisatrice : elle imposait un frein à la force brutale ou la dérivait vers les œuvres de civilisation générale; elle instituait la trêve de Dieu, la chevalerie, dirigeait l'élan des croisades. C'est en France que sa voix trouvait le plus d'échos, et le livre que Guibert, abbé de Nogent-sous-Coucy, au début du XIIe siècle, intitulait *Gesta Dei per Francos*, en face de l'Allemagne, qui

« ne faisait rien que ce qui pouvait peiner le Saint-Père, » mettait en un vigoureux relief la vocation catholique de la France.

Le XIIe siècle est le siècle de ce prodigieux saint Bernard, un de nos plus grands saints français, qui, trente années durant, fut le véritable fondé de pouvoirs de la Papauté, et qui, voyageur infatigable, convertissant, parlant, écrivant, luttant contre les hérétiques, dirigeant des consciences, multipliant les œuvres et les initiatives, prêchant la croisade, a mis sa marque personnelle sur tous les ressorts de l'action et de la pensée religieuses. Après lui, une double hérésie, celle des Vaudois et celle des Albigeois, allait faire courir un grave péril au catholicisme français : pour extirper du sol national ces dangereuses ivraies, il fallut, plus que les procédés violents, et parfois sommaires, de l'Inquisition, l'action apostolique d'un grand pape, Innocent III, et celle des fils de saint Dominique et de saint François d'Assise. Pour les deux fondateurs de l'ordre des frères prêcheurs et des frères mendiants, la France était une terre d'élection qu'il fallait à tout prix conserver intacte pour les futures conquêtes de la vérité chrétienne.

L'avenir n'allait pas tarder à leur donner raison. « La France du XIIIe siècle, a dit M. Émile Mâle, fut la conscience de la chrétienté. » Elle le fut, d'abord, par l'Université de Paris, qui a fait rayonner sur toute l'Europe la supériorité de sa science théologique et qui, en entrant résolument dans la voie ouverte par Albert le Grand et saint Thomas d'Aquin, a opéré la définitive et féconde réconciliation de la pensée catholique et de la doctrine aristotélicienne ; elle le fut ensuite par la suprématie, universellement reconnue et admirée, de son art architectural ; et elle le fut enfin par l'éclat, le nombre et l'excellence de ses institutions charitables. La personne et la vie de saint Louis, « chrétien d'esprit franciscain faisant besogne de roi, » symbolisent à merveille le magnifique épanouissement de l'idéal religieux français en cette époque fortunée de son histoire.

Les deux siècles qui suivirent, le XIVe et le XVe, sont, au contraire, l'une des périodes les plus troublées de l'histoire française et de l'histoire européenne. La Papauté humiliée et bafouée par Philippe le Bel, exilée à Avignon et sous la dépendance des rois de France, désordres et scandales dans l'Église et hors de l'Église, procès des Templiers, Wiclef et Jean Huss, la guerre de Cent ans et ses misères, la chrétienté divisée contre

elle-même par le grand schisme d'Occident, dans cette anarchie générale des institutions et des mœurs, il semble que tout va sombrer à la fois : les jeunes nationalités qui se forment, et le christianisme lui-même. « La sainteté se faisait rare et l'Église, dans ses listes officielles de saints et de bienheureux, a dû se montrer avare pour cette période-là. » Çà et là pourtant, de hautes personnalités religieuses apparaissent, qui maintiennent la survivance de l'ancien idéal : Pierre d'Ailly, Gerson, saint Vincent Ferrier, sainte Colette de Corbie, sainte Jeanne d'Arc surtout, dont la mission providentielle fut de restaurer toute la tradition française. Sauvée par la pieuse « bergerette, » la France sera le premier constitué des grands États modernes et, par le concordat de François Ier, elle signera avec la papauté, reconstituée elle aussi, un nouveau pacte d'alliance.

Ce pacte d'alliance allait devenir d'autant plus nécessaire qu'une révolution était sur le point d'éclater, qui devait ébranler jusque dans ses fondements la vieille cathédrale catholique. De toutes parts les âmes aspiraient à une réforme. Mais les uns, les humanistes de l'école d'Érasme, la concevaient dans l'Église et par l'Église; les autres la rêvaient hors l'Église et contre l'Église. Ceux-ci, les violents, l'emportèrent d'abord sur les timides et les modérés. Par leurs audaces, par l'âpreté de leurs intransigeances, par la ferveur et le succès de leur prosélytisme qu'entretenaient des influences étrangères et des ambitions politiques, les réformés français rejetèrent le pouvoir royal, d'abord hésitant, du côté de l'orthodoxie romaine. Engagés dans une lutte sans merci, — on calcule qu'un tiers de la population française avait été entamé par les doctrines nouvelles, — les deux partis firent assaut de persécutions, de violences et de crimes. Enfin, après un demi-siècle de guerres civiles, quand il fut bien établi que la France ne passerait pas à la Réforme et qu'elle n'accepterait pas un roi huguenot, l'apaisement se fit : consacrant un état de fait, l'édit de Nantes imposa aux deux confessions l'obligation de se tolérer mutuellement et de vivre pacifiquement côte à côte.

Pour résister aux inquiétants progrès du protestantisme, l'Église avait dû opérer sur elle-même une contre-réforme dont, chaque jour, le besoin se faisait plus profondément sentir. A cet effet, elle disposa bientôt d'un double instrument, qui se révéla particulièrement efficace : les décrets du Concile de Trente et la

milice des Jésuites. Jésuites et décrets eurent de la peine à s'implanter en France, où le gallicanisme ecclésiastique, universitaire et parlementaire leur fit une guerre acharnée. Mais la patience romaine vint à bout de cette hostilité, et les heureux résultats de la réaction catholique ne tardèrent pas à se faire sentir. De tous côtés surgissent des fondations, des restaurations, des importations pieuses : Port-Royal, la Visitation, le Carmel. Prédicateurs, évêques, docteurs, travaillent à rendre à l'antique tradition tout son lustre. Sur le vieil arbre séculaire, la sainteté refleurit avec une magnifique luxuriance : saint Pierre Fourier, sainte Chantal, Mme Acarie, saint François de Sales. C'est manifestement une grande époque religieuse qui va s'ouvrir. Cette grande époque, c'est celle qui s'étend de la mort d'Henri IV au gouvernement personnel de Louis XIV, de la fondation de l'Oratoire à la mort de saint Vincent de Paul. Un nom la domine, celui de cet autre très grand saint français, dont l'action extraordinaire s'aperçoit dans toutes les démarches de la pensée religieuse française, « l'unique et multiple M. Vincent. » Former des prêtres, de vrais prêtres, de toutes les œuvres, — et elles sont innombrables, — auxquelles M. Vincent a mis la main, il n'en est aucune à laquelle il se soit plus fortement et plus constamment attaché. Et telle fut aussi l'inspiration maîtresse de Bourdoise, de Bérulle, le fondateur de l'Oratoire, d'Olier, le fondateur de Saint-Sulpice. Grâce à eux tous, grâce aux séminaires qu'ils organisent sur toute la surface du territoire, le clergé français, par sa science, sa vertu, son ardeur chrétienne de charité et d'apostolat, devient le premier du monde, et, à Rome même, on lui demande des leçons et des exemples. A cette œuvre de rénovation religieuse qui consiste à incorporer au catholicisme toutes les parties saines, légitimes et fécondes de la Réforme, la mystérieuse Compagnie du Saint-Sacrement associe secrètement les laïcs. Et le succès de ces efforts convergents est tel que la France, redevenant la nation missionnaire par excellence, va porter partout, dans le Levant, en Afrique, en Amérique, la flamme libératrice et sacrée de la civilisation chrétienne. Un peu à l'écart du grand courant catholique, s'y mêlant par ses intentions, par quelques-uns de ses héros, par ses plus grandes œuvres, s'en séparant par les tendances de sa théologie et par l'ardeur obstinée de ses controverses, Port-Royal reprend en

sous-œuvre, avec plus de modération, le dessein de la Réforme, son rêve illusoire d'un retour à un christianisme primitif, austèrement immuable. De grandes âmes religieuses y vécurent, qui s'associèrent à l'effort commun contre les protestants et contre les libertins : le traité *De la perpétuité de la foi*, d'Arnauld et Nicole, et les *Pensées* de Pascal sont une date dans l'histoire de l'apologétique chrétienne.

Au point de vue religieux, Louis XIV a continué assez imparfaitement l'œuvre de Louis XIII. Se considérant comme le « capitaine » d'un vaisseau dont le Pape était le « pilote, » il aurait volontiers dicté des ordres au pilote et volontiers aussi il lui aurait imposé sa théologie. Son orgueil, son esprit d'autorité le mirent à deux doigts d'un véritable schisme, que la souple habileté de Bossuet sut épargner à la France. Louis XIV se fit d'ailleurs, contre toutes les hérésies, le défenseur intransigeant de l'orthodoxie doctrinale : il persécuta âprement les Jansénistes ; il s'employa, avec un zèle excessif, à faire condamner le quiétisme; enfin et surtout, il commit la faute inexpiable de révoquer l'édit de Nantes, de traquer et de proscrire les protestants, de les acculer à l'exil, au sacrilège ou au martyre : il n'aboutit qu'à réorganiser contre lui une Église protestante, qu'à rendre vains les efforts si heureusement tentés par Bossuet pour réunir et réconcilier les deux Églises. Si ces fautes n'avaient pas été commises, il est difficile de préjuger ce qui aurait pu advenir. Jamais l'Église de France n'avait été si puissamment attirante : elle avait réalisé l'union des deux antiquités; elle avait pour elle la science et la doctrine, l'éloquence, le talent, le génie même; ses œuvres religieuses, intellectuelles et sociales attestent, en France et hors de France, sa féconde vitalité : Bossuet et Fénelon, Bourdaloue et Massillon, Rancé et Mabillon, saint Jean-Baptiste de la Salle, sainte Marguerite-Marie Alacoque sont les témoins divers d'une vie extérieure et d'une vie cachée qui n'ont jamais été plus riches.

C'est un tout autre spectale que nous offre le XVIIIe siècle. Non pas que la France des dernières années de l'ancien régime ait manqué d'excellents prêtres, et même de saints. Mais les interminables querelles jansénistes, les fâcheuses docilités gallicanes à l'égard d'un pouvoir royal de moins en moins respectable, les multiples abus qu'a perpétués et aggravés une longue prise de possession indiscutée ont fait à la religion officielle

un tort irréparable. D'autre part, le talent et le génie littéraire sont passés du côté de l'incrédulité : Bayle, Voltaire, Diderot, les Encyclopédistes mènent une lutte sans merci contre « l'infâme. » Le protestantisme français renaît de ses cendres mal éteintes et finit par obtenir un demi-droit de cité. Rome se laisse arracher la suppression de l'ordre des Jésuites. Enveloppés dans une réprobation et une hostilité croissantes, le catholicisme et l'absolutisme monarchique sont à la veille d'une crise que d'Argenson prévoyait dès 1753, et qui sera formidable.

Elle s'annonça tout d'abord assez pacifique. Les *Cahiers* de 1789 ne sont point, dans leur ensemble, défavorables à la religion ; ils souhaitent simplement la réforme des abus. Mais le clergé est divisé contre lui-même, et ses richesses sont un appât offert à de trop impatientes convoitises. La Constituante délie d'abord les moines de leurs vœux, puis décrète la nationalisation des biens ecclésiastiques. Rencontrant peu de résistance, — la moitié des religieux français quittèrent leurs couvents, — elle s'enhardit à imposer à ce nouveau clergé de fonctionnaires une « constitution civile » qui rompait tous liens avec Rome, ruinait toute hiérarchie ecclésiastique et subordonnait l'Église de France aux fantaisies du pouvoir civil. Cette fois, la guerre religieuse était déchaînée. La Législative, la Convention sévissent avec violence contre les prêtres insermentés, contre les catholiques restés fidèles, excitent contre eux les passions populaires ; le sang coule à flots ; la persécution s'en prend non seulement aux personnes, mais aux monuments et à tous les objets du culte; contre la religion traditionnelle elle dresse des cultes nouveaux, celui de la Raison et de l'Être suprême; elle provoque le soulèvement de la religieuse Vendée. Enfin arrive le 9 thermidor : la liberté des cultes est proclamée et, grâce à la sagesse apostolique de l'abbé Émery, la France pacifiée, épurée par la souffrance, offre au monde étonné le spectacle d'une véritable renaissance religieuse. Cette renaissance, la persécution directoriale fit tout pour l'étouffer, mais elle n'aboutit qu'à en retarder, à en rendre plus irrésistible le triomphal épanouissement. Ce fut l'œuvre, éminemment bienfaisante, de Napoléon, de marcher dans le sens des événements et des secrets désirs de la grande majorité des Français, et, en signant le Concordat, de ruiner les derniers espoirs de l'opposition gallicane, jansé-

niste et philosophique, et d'opérer avec Rome la réconciliation définitive de l'Église française.

Mais entre Rome et Napoléon, il y avait un malentendu que le temps allait faire éclater. Napoléon ne concevait pas d'autre autorité que la sienne, et la religion n'était pour lui qu'une « gendarmerie sacrée. » Pour n'avoir point voulu souscrire aux fantaisies théologiques du maître, Pie VII se vit dépouiller de ses États et traîner captif à Savone. Contre le Pape qui refusait l'investiture aux évêques nommés par l'État français, l'Empereur essaya de s'appuyer sur les restes du gallicanisme qu'il avait lui-même détruit; il fut très mollement soutenu, et l'édifice qu'il avait restauré, chancelant par la base, menaçait ruine de toutes parts. Pour se venger de sa déconvenue, il dénonça le Concordat, multiplia les mesures persécutrices, convoqua un concile national : Rome ne céda pas, et, l'Empire une fois disparu, en dépit d'un retour offensif de l'opposition gallicane, la Restauration dut revenir au régime réparateur du Concordat de 1801.

A la faveur de ce régime, la religion avait connu une nouvelle période de prospérité; mais en 1830 la Révolution devait lui faire payer un peu cher la protection que la légitimité restaurée lui avait trop généreusement octroyée. Dissocier ces deux causes, telle fut l'œuvre de Lamennais et du groupe de *l'Avenir;* mais Lamennais était un esprit excessif, et il fut condamné. Conservant toutes les parties saines de Lamennais, son anti-gallicanisme, son goût de la liberté, ses tendances sociales, Lacordaire, Montalembert, Ozanam surent ramener au catholicisme les sympathies de l'opinion et, grâce à eux, la Révolution de 1848 ne fut pas antireligieuse. Mais quand la loi Falloux eut assuré aux catholiques français la liberté d'enseignement, ils se divisèrent sur la plupart des questions d'ordre politique et théologique qui se posaient à eux. Le Concile du Vatican vint mettre fin à toutes ces discussions, donner le coup de grâce au gallicanisme, tandis que, par la proclamation du dogme de l'Immaculée Conception, la France mystique recevait une satisfaction qu'elle réclamait depuis plusieurs siècles.

Depuis 1870, les rapports de l'Église et de l'État français ont été presque constamment très tendus : mais l'indifférence ou l'hostilité des pouvoirs civils, bien loin de nuire au développement de l'idée religieuse, semblent au contraire lui avoir plutôt servi de stimulant, s'il est vrai que jamais, depuis deux

siècles, au double point de vue intellectuel et social, comme au point de vue de son expansion extérieure, le catholicisme français n'a été plus florissant, plus vivant, plus fécond en œuvres et en hommes. La loi de séparation, la rupture avec Rome n'ont pas ralenti ce curieux mouvement. D'autre part, le rôle du clergé et des catholiques pendant la Grande Guerre a fait tomber bien des préjugés, et la France victorieuse, affamée de paix religieuse, n'a pu conserver à l'égard du Vatican l'attitude boudeuse qu'elle avait affectée au temps de ses défaites et de son isolement. Elle a renoué avec Rome, et il semble qu'une ère nouvelle va s'ouvrir où la religion ne rencontrera plus d'obstacle légal à son rôle moralisateur et à son action civilisatrice.

III

Présenter un grand nombre de faits, judicieusement choisis et minutieusement contrôlés, sous une forme claire, exacte, animée ; en démêler avec sagacité le caractère, l'enchaînement et la suite : c'est là sans doute la première obligation et la tâche essentielle de l'historien. Ce n'en est pourtant pas la seule. L'histoire n'est pas une simple collection de faits bruts et morts. Ces faits ont un sens ; ils sont chose vivante, étant chose humaine, et le véritable historien est celui qui sait en dégager la signification générale, et qui, sans cesser d'être historien, ne dédaigne pas d'être philosophe.

A cette condition suprême de la grande histoire, M. Georges Goyau a largement satisfait. Ce qui forme, selon moi, le mérite éminent de son *Histoire religieuse de la France*, c'est qu'elle est tout entière dominée par une idée générale qui, issue naturellement des faits, reparaît à tous les tournants de son livre, chaque fois formulée en des termes d'une ingénieuse et expressive justesse. Cette idée, qui s'épanouit magnifiquement dans son dernier chapitre, c'est qu'il y a, si l'on peut dire, entre le catholicisme et la France, une sorte d'harmonie préétablie, dont nos vingt siècles d'histoire sont, à proprement parler, la constante, la vivante illustration. M. Goyau rappelle, — ce sont les dernières lignes, évidemment symboliques, de son *Histoire*, — le curieux hommage que, dès le IXe siècle, un arrière-petit-fils de Charlemagne, l'empereur Louis II, rendait à « la vocation missionnaire » de la France : « La nation des Francs,

disait-il, a fructifié pour Dieu, ce sont des fruits nombreux et très féconds, *parce que non seulement elle croit, mais parce qu'elle en convertit d'autres, en leur apportant le salut.* » — « Cette définition carolingienne de la France, ajoute fortement l'historien, résume encore, onze cents ans plus tard, notre histoire religieuse, parce que notre âme elle-même s'y trouve résumée. » On ne saurait mieux, ni plus justement dire ; et dans cette simple phrase, M. Georges Goyau nous a livré lui-même l'âme, souvent visible, et partout présente, de tout son livre.

L'empereur Louis II n'est certes pas le seul qui, au cours de ces vingt siècles d'histoire, ait reconnu et affirmé cette singulière « vocation » du génie français, et avec une visible complaisance, M. Goyau a recueilli et rapporté, à cet égard, de fort suggestifs et éloquents témoignages. C'est au ve siècle saint Avit écrivant à Clovis : « Puisque Dieu veut bien se servir de vous pour gagner toute votre nation, offrez une part du trésor de foi qui remplit votre cœur à ces peuples assis au delà de vous; ne craignez pas de leur envoyer des ambassades et de plaider auprès d'eux la cause de Dieu, qui a tant fait pour les Francs. » C'est au vi^e^ siècle, le rédacteur inconnu du prologue de la loi salique : « Vive le Christ qui aime les Francs ! disait-il... Car cette nation est celle qui, petite en nombre, mais brave et forte, secoua de sa tête le dur joug des Romains, et qui, après avoir reconnu la sainteté du baptême, orna somptueusement d'or et de pierres précieuses les corps des saints martyrs, que les Romains avaient brûlés, massacrés, mutilés, ou fait déchirer par les bêtes. » C'est saint François d'Assise qui, voulant « se réserver la province qui serait le plus à la gloire de Dieu, au profit des âmes et au bon exemple de la religion, » s'écrie : « Je choisis la province de France, parce que les Français témoignent un grand respect au corps du Christ, » et qui, jusqu'au bout, nous dit son biographe, Celano, « continua d'aimer la France, l'amie du corps du Seigneur, et de désirer y mourir, à cause de sa révérence pour les saints Mystères. » C'est Jeanne d'Arc écrivant au Duc de Bourgogne : « Ceux qui font la guerre au dit saint royaume de France, font la guerre au roi Jésus, » et rêvant d'entraîner les Anglais « là où les Français feront le plus beau fait qui oncques fut fait pour la chrétienté. » C'est enfin le patriarche de Constantinople écrivant à Charles V : « Vous êtes le pôle vers lequel se dirige le vaisseau de l'Église. »

Il y a une nation dans l'histoire qui, certes, a eu ses faiblesses et ses heures de défaillance, mais qui, invinciblement idéaliste, a toujours fait passer ses intérêts matériels après certains intérêts d'âme qu'elle estimait supérieurs, et qui, d'autre part, toujours éprise d'apostolat, n'a jamais pu garder pour elle toute seule les vérités qu'elle croyait avoir conquises. Il y a une nation qui, concevant toutes choses sous les espèces de l'unité et de l'universalité, n'a jamais pu admettre que les peuples fussent au fond différents les uns des autres et qu'une même doctrine spirituelle ne dût pas rassembler un jour tous les membres de la grande famille humaine. Sur tous ces points, il y avait accord préalable, rencontre spontanée, harmonie préétablie entre le génie français et l'idéal catholique. Comment s'étonner que, de toutes les nations du monde, — n'en exceptons ni l'Italie, ni l'Espagne, ni même la Pologne, — la France soit celle qui ait le mieux accueilli, le plus profondément compris et le plus généreusement pratiqué le catholicisme, et qui ait seule obtenu et justifié le titre de « fille aînée de l'Église ? » Le catholicisme s'est si bien incorporé à la substance même de l'âme française qu'il en est devenu littéralement inséparable. Les plus farouches adversaires du catholicisme sont, chez nous, à leur insu, imprégnés de l'esprit catholique, et la Révolution française n'aurait pas eu ce caractère d'active propagande internationale qui la différencie si curieusement de la Révolution anglaise, par exemple, si la « mentalité » catholique n'en avait pas inspiré les démarches, dicté les attitudes, déterminé les objectifs. Français que nous sommes, héritiers d'une tradition vieille de vingt siècles, que rien n'a pu briser, et dont le temps n'a fait que multiplier les mailles, que nous le voulions ou non, nous avons le catholicisme dans le sang. Il y a des tuniques de Nessus qu'aucun effort ne saurait arracher des épaules qui les ont une fois revêtues.

A deux reprises, au cours des temps modernes, la France s'y est énergiquement appliquée, et, un moment, on aurait pu croire qu'elle allait y réussir. Le cardinal de Lorraine, vers le milieu du XVIe siècle, estimait, — avec quelque exagération d'ailleurs, — qu'elle était, aux deux tiers, « infectée » par l'hérésie protestante, et, de nos jours encore, il se trouve, après Quinet, des historiens pour croire qu'elle a été sur le point de passer tout entière à la Réforme, et pour regretter qu'elle ne

l'ait pas fait. C'est là, selon moi, une vue bien peu historique et bien peu philosophique tout ensemble. La contingence des grands faits de l'histoire est fort limitée. Si la Réforme n'a pas triomphé chez nous, c'est qu'il y avait entre la Réforme et le tempérament français incompatibilité foncière. A-t-on suffisamment observé que Calvin était un génie infiniment plus *catholique* que Luther, et que son œuvre a surtout consisté à réédifier, à son propre profit, un catholicisme plus rigide, moins hospitalier, moins susceptible d'évolution et d'adaptation que l'ancien? C'est par là d'ailleurs qu'il a séduit nombre de ses coreligionnaires. Mais si l'ensemble du pays a combattu, et finalement repoussé, ce sombre individualisme religieux, c'est qu'épris d'action, et d'action collective, le Français n'a pas pu admettre une doctrine qui lui refusait l'espoir de faire son salut en agissant pour autrui. Le Français se demandera toujours si « la foi qui n'agit pas » est « une foi sincère. » Ses goûts esthétiques, sa sociabilité, son instinctive modération s'opposaient également aux tendances contraires de la Réforme, et il consentit à la tolérer, mais non à s'y asservir. Le cas d'Henri IV, l'un des plus Français de nos rois, est, à cet égard, infiniment curieux. Sur sa conversion, — qui fut plus sincère, réfléchie et sérieuse qu'on ne l'a parfois prétendu, — nous n'avons pas tous les détails intimes et précis que nous voudrions posséder. Mais nous en savons assez pour entrevoir non seulement « les puissantes et subtiles raisons théologiques dont il était rebattu par M. du Perron, » mais encore et surtout les profondes raisons psychologiques et morales qui, peu à peu, l'ont détaché du protestantisme et conduit au catholicisme. Le tempérament national a réagi en lui au contact d'un catholicisme plus exactement connu, et il s'est découvert avec la vieille religion traditionnelle des « affinités électives » qu'il ne soupçonnait pas. Voilà tout le mystère de sa conversion, et elle a une valeur représentative qu'on ne saurait s'exagérer.

Deux siècles se passent, et voilà que le catholicisme, rendu solidaire des fautes et des abus de l'ancien régime, semble de nouveau devoir être emporté dans l'effroyable tourmente d'où va sortir une France nouvelle. Cette fois, il a contre lui non seulement les appétits, et les idées ou les préjugés à la mode, mais la force, en apparence toute-puissante, du pouvoir civil. Toutes ces passions coalisées ne peuvent prévaloir contre la

fierté et l'intégrité de certaines consciences et contre l'instinct national ; et quand la poussière du combat est tombée, on s'aperçoit que cette « superstition » « gothique » dont on a tant médit, et qu'on a cru ensevelir sous les sarcasmes et sous les ruines, maintenant qu'elle est dégagée de compromissions fâcheuses, est redevenue plus vivace et plus profondément respectée qu'elle ne l'était à la veille de la Révolution. Cette fois encore, l'épreuve, qui devait lui être fatale, n'a fait que consolider l'antique croyance héréditaire.

Que la France soit une terre essentiellement catholique, et que, comme telle, elle soit proprement nécessaire à l'Église, on le sait bien, on l'a toujours su à Rome, et c'est pourquoi Rome a toujours été indulgente aux écarts et aux défaillances de la pensée ou de l'action de la France. Pie VII n'a pas tenu rigueur à notre pays des excès de la Révolution, et il n'a reculé devant aucune concession pour lui rendre la paix religieuse ; la brutalité même de Napoléon n'a pas découragé sa bienveillance. La prédilection de Léon XIII, — et de Rampolla, — à notre égard était légendaire. Pie X, qui n'avait point à se louer de nos gouvernants, vantait, en toute occasion, la piété française, et il déclarait que « si le surnaturel vit partout dans le monde, il vit surtout en France. » Et ce fut une des grandes joies de Benoît XV de pouvoir, avant de mourir, renouer avec la victorieuse patrie de Jeanne d'Arc. C'est qu'en bon élève de Rampolla et de Léon XIII, il savait bien, par l'exemple du passé, tout ce que l'Église de demain est en droit d'attendre de la grande « nation apôtre. » Dans le dernier chapitre de son *Histoire*, M. Goyau nous trace un tableau saisissant et précis de ce que fut au XIXe siècle et au début du XXe l'œuvre catholique de la France. On songe, en le lisant, à telle parole célèbre de Michelet que les étrangers seuls auraient le droit de citer et d'approuver, ou encore à ces vers de Shakspeare : « France, dont l'armure est conscience, descend avec le bouclier sur les champs de bataille où l'appellent le zèle et la charité, comme le propre soldat de Dieu. » A l'heure où de tous côtés, une trop habile ou criminelle propagande reproche injustement à la France son prétendu « impérialisme, » l'intolérable étroitesse de son « égoïsme sacré, » il est bon de rappeler quelques-uns de ses titres à la reconnaissance de ceux que les grandeurs spirituelles ne laissent pas indifférents.

C'est à notre XVIIe siècle que remontent les deux principaux groupements de nos missionnaires français : les Lazaristes, qui ont eu saint Vincent de Paul pour fondateur, et les Missions étrangères. Ces dernières évangélisaient en 1916 315 861 Chinois, nos Lazaristes 509 208 ; nos Franciscains 10 700, nos Jésuites, près de 300 000. Des 1 400 000 catholiques que compte la Chine, les quatre cinquièmes sont des convertis de la France. Dans l'Indo-Chine, 807 700 sur 1 100 000 catholiques, en Corée, 86 405 relèvent des prêtres des Missions étrangères, qui ont réussi à s'ouvrir le Japon et à y baptiser 70 213 âmes. Dans l'Inde et à Ceylan, un million de catholiques sont tributaires de l'apostolat français ; ils sont 261 000 à Madagascar. Dans le reste de l'Afrique, les religieux de Libermann, les Pères du Saint-Esprit, les Pères blancs de l'admirable Lavigerie ont révélé le Christ et la France à 438 581 chrétiens et à 168 621 catéchumènes. Nos missions d'Océanie comptent 160 000 fidèles. Il faut renoncer à chiffrer toutes les conquêtes catholiques françaises du Levant, et quand, en 1893, Léon XIII voulut se faire représenter au Congrès eucharistique de Jérusalem, c'est un Français, le cardinal Langénieux, qu'il choisit comme légat pontifical. Ce choix était un hommage et un symbole.

L'apostolat français, comme la colonisation française, a ceci de caractéristique que, bien loin de s'imposer du dehors et de se retrancher dans un isolement dédaigneux, il associe bien vite à son effort les âmes mêmes qu'il se propose d'éclairer et de sauver. Les Missions étrangères ont recruté 1 625 625 fidèles : leurs 46 évêques sont assistés de 1 258 missionnaires et de 1 008 prêtres indigènes, de 3 278 catéchistes et de 6 537 religieuses ; 47 séminaires dispensent l'enseignement religieux à 2 311 séminaristes qui, à leur tour, iront, au péril de leur vie, porter l'Évangile à de nouvelles populations païennes ou barbares.

Car on pense bien que pour arracher à leurs erreurs, à leur immoralité tant d'êtres humains, il ne suffit pas de verser son or, — en 1911, sur les sept millions que récoltait l'œuvre de la Propagation de la Foi, plus de trois millions venaient de chez nous, — il faut aussi verser son sang. « On calculait en 1900, écrit M. Goyau, que les trois quarts des prêtres, frères et religieuses, affectés aux missions par les diverses nationalités, étaient originaires de chez nous, et que la France pouvait revendiquer les cinq sixièmes des martyrs. » Et cela revient à

dire que si la France n'a, certes, pas le monopole de la sainteté, elle est, à cet égard, la plus largement privilégiée des nations chrétiennes. Sur 18 prêtres séculiers du XIXe siècle qui sont déjà saints, bienheureux ou vénérables, 9 sont des Français. Au jubilé, par lequel, en 1900, Léon XIII a clôturé le XIXe siècle, il exalta 77 nouveaux bienheureux, morts martyrs en Chine, et surtout en Annam : 67 sont des indigènes; les 10 autres sont Européens, et tous Français, un lazariste, et 9 prêtres des Missions étrangères. Un peu plus tard, Pie X met au nombre des bienheureux 33 nouveaux martyrs : 29 sont Chinois ou Annamites; les 4 quatre autres sont Français. Qu'ajouter à la parlante et probante éloquence de pareils chiffres?

Et la solidarité que la nature et l'histoire ont établie entre le catholicisme et la France est telle que, en vertu d'une sorte de loi à laquelle on n'aperçoit pas d'exceptions, les destinées de la collectivité française ont toujours suivi, ou inversement, celles de l'Église catholique. Le XVIIe siècle est une grande époque dans l'histoire de notre pays; il en est une aussi dans l'histoire générale du catholicisme; et quelques-uns des plus beaux génies dont puisse s'honorer la pensée catholique, — un Pascal, un Malebranche, un Bossuet, — sont aussi parmi les plus pures gloires de la pensée française. Le XVIIIe siècle, au contraire, qui n'est, suivant le mot de Faguet, « ni chrétien, ni Français, » n'a pas été plus favorable au développement de la puissance française qu'à l'extension de l'idée catholique : Frédéric II aurait moins goûté le génie de Voltaire, si Voltaire n'avait pas pris pour mot d'ordre d' « écraser l'infâme, » et Voltaire n'a pas su voir dans le « roi philosophe » l'ennemi mortel de sa patrie. Le traité de Francfort a consacré, tout à la fois, l'abaissement politique de la France et l'exaltation de l'empire luthérien des Hohenzollern. Si Guillaume II avait été le vainqueur de la grande guerre, il n'eût pas été, nous le savons, tendre au catholicisme. Mais il a été le vaincu de cette terrible guerre qu'il avait si imprudemment déchaînée; et la situation de 1871 se trouve totalement renversée.

Il est aujourd'hui moins douteux que jamais que la victoire de 1918 a été une victoire catholique, et, de l'aveu des observateurs les plus divers et les moins suspects, c'est sans contredit l'Église catholique qui a le plus visiblement bénéficié de l'effondrement de l'Empire « évangélique » et de la disparition de

l' « orthodoxe » Empire des Tsars. La renaissance de deux grandes nations catholiques, la Pologne et l'Irlande, l'exaltation des trois nations latines et catholiques, Italie, France et Belgique, ces prodigieux événements de l'histoire contemporaine ont rendu à Rome tout son ancien prestige. Dans un monde enfin pacifié, et qui, plus que jamais, a besoin pour revivre d'autorité morale, la parole est au grand pape qui vient de monter sur le trône de saint Pierre. Il sait trop bien l'histoire pour ne pas compter sur la France. Car cette victoire catholique est, en même temps, une victoire, non pas exclusivement, mais surtout française. On pouvait en douter au lendemain de l'armistice, et, un moment, on pouvait se demander si l'Angleterre n'allait pas être la grande victorieuse de la grande guerre. L'émancipation des Dominions, le détachement de l'Irlande, et, demain peut-être, celui de l'Écosse, où se dessine un mouvement séparatiste, les revendications de l'Égypte, des Indes, du Transvaal, la formidable crise économique et sociale où se débat un pays qui n'a pas su rester suffisamment agricole, tous ces faits, qui sont d'hier, nous prouvent que la Grande-Bretagne est infiniment moins forte qu'elle ne l'était en 1914. Redevenue la grande force d'équilibre de l'Europe continentale, ayant à ses portes un immense Empire africain à faire fructifier, souveraine incontestée d'un riche et paisible domaine colonial, appuyée sur des alliances et des amitiés nouvelles, plus robuste, plus saine et plus glorieuse qu'elle ne l'a jamais été, la France saura bien triompher des difficultés passagères avec lesquelles elle se trouve maintenant aux prises. Si elle parvient à conjurer la crise de sa natalité, si, avertie par l'expérience, elle renonce définitivement à user sa vitalité en de pauvres querelles intérieures, si, en un mot, elle n'admet pas que rien désormais n'altère son vrai visage, qui est celui d'une grande puissance spirituelle, dans le monde renouvelé de demain, elle n'aura pas à se plaindre de sa destinée.

Un livre qui pose et soulève de pareilles questions n'est pas seulement une œuvre historique de premier ordre ; c'est un livre bienfaisant. En écrivant son *Histoire religieuse de la France*, M. Georges Goyau a fait œuvre d'excellent Français.

VICTOR GIRAUD.

LES AGENTS ROYALISTES EN FRANCE

AU TEMPS DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE

L'AFFAIRE PERLET

V (1)

FAUCHE DÉGONFLÉ

Napoléon avait réussi à consommer « l'entreprise la plus difficile de sa vie, celle de se détrôner. » Dans la nuit de Pâques, avant que se levât l'aurore du jour où les chrétiens célèbrent la résurrection du Sauveur, un courrier du Prince Régent d'Angleterre arrive au château d'Hartwel, occupé, depuis trois ans, par Louis XVIII et sa petite Cour : cet exprès apporte une dépêche pour « le comte de Lille. » On avertit le comte de Blacas qui s'est couché tard et dort profondément : la missive annonce que le Sénat français s'est prononcé pour la déchéance de Napoléon et le retour du Roi légitime. Blacas, une lanterne à la main, par de petits couloirs tortueux, se dirige vers la chambre du Roi, qu'il éveille...

La joie fut « suffocante, » et l'événement pouvait, sans hyperbole, être rangé parmi ceux que l'on qualifie de miraculeux. Après vingt-trois ans d'exil et de misères, ce prince que le peuple de France avait si complètement oublié qu'il ne

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 janvier, 15 février et 15 mars.

connaissait même plus son nom, était appelé, du consentement de tous les souverains de l'Europe, à reprendre possession de son trône. Lui-même ne savait rien de ce pays sur lequel il allait régner : depuis longtemps ses familiers, par courtisanerie, par pitié pour ses malheurs, le leurraient et le berçaient de si soporifiques illusions, qu'il s'attendait à retrouver les Français « tels qu'ils étaient au temps de sa jeunesse, mais assagis par les rudes leçons du malheur. » Il ne comprenait pas que ces vingt-trois ans valaient des siècles.

Durant sa proscription, il s'était si obstinément pénétré de ses droits qu'il fut Roi tout de suite : le jour où, quittant pour toujours Hartwel, il fit son entrée à Londres dans la voiture du Prince Régent, conduite par des postillons vêtus de blanc, à travers une foule exultante, il trouva dans l'Hôtel Crillon, destiné à son séjour, tout une cour de nobles lords, de jolies femmes, d'émigrés français, contenue par cent gardes d'honneur, formant la haie et inclinant à son passage des étendards blancs. Cette pompe émouvante, cette apothéose succédant sans transition aux mesquineries de la vie d'exil, auraient troublé tout autre que lui ; il les acceptait comme choses dues et c'est en termes pesés qu'il répondit au compliment du prince son hôte. Ils échangèrent leurs ordres : Louis XVIII passa son cordon bleu au cou du Régent qui, se baissant, noua la jarretière à la jambe goutteuse du nouveau Roi. Le lendemain on était à Douvres; la mer était en fête, le Détroit, lui aussi, célébrait sa délivrance ; un grand nombre de légères embarcations aux mâts desquelles claquaient des banderoles blanches, entouraient le vaisseau *Le Lys*, venu de France pour chercher le Roi. Le temps était radieux, la traversée fut courte : à mi-chemin, l'escadre française vint se ranger autour du navire royal qui portait, outre Louis XVIII, sa nièce et les plus notables de ses vieux compagnons d'exil : sur un yacht anglais, *le Jason*, cinglant dans le sillage du *Lys*, avaient pris passage bon nombre d'émigrés, pressés de revoir la France, et parmi eux, Fauche-Borel qui, sentant venue enfin l'heure des récompenses, se faufilait de son mieux, depuis le départ d'Hartwel, pour attirer à soi l'attention. Ce n'était pas le moment de se laisser sottement oublier. Déjà, à Londres, il avait manœuvré de façon à se trouver sur le passage du souverain dans la cohue de l'Hôtel Crillon, et à lui baiser la main ; il avait même tressailli de

joie en entendant le Roi lui dire : — « Je suis bien aise de vous voir... » Mots auxquels Fauche prêtait une portée considérable. Il se mit aussitôt à guetter Mme la duchesse d'Angoulême afin de lui offrir sans tarder ses hommages : il la rejoignit au moment où, suivie d'un grand cortège de dames, la fille de Louis XVI entrait dans ses appartements : il se précipita vers elle, se figura qu'elle l'apercevait et le reconnaissait : — « Je suis bien aise de vous voir, » fit-elle. Le duc d'Havré, qui se trouvait là, complimenta chaudement le libraire « de l'attention bienveillante dont il venait d'être l'objet de la part de Son Altesse Royale. » Si Fauche avait été doué d'autant de pénétration qu'il se figurait en posséder, ces deux incidents l'eussent éclairé sur la fragilité de la gratitude des princes : malheureux, ceux-ci ménagent les rares courtisans de leur isolement ; vienne un retour de fortune, ils repoussent le furieux assaut des solliciteurs par l'oubli, les phrases banales et l'indifférence.

Mais ces navrantes prévisions n'effleuraient même pas l'esprit de Fauche : tandis qu'il voguait, au bruit des salves, vers la terre de France, il vivait « le plus beau jour de son existence, » éprouvant « une jouissance qui enivrait son cœur ; » il se croyait au bout de ses peines dont bientôt il toucherait le prix. La direction de l'Imprimerie Royale lui était, en quelque sorte, depuis longtemps promise et assurée ; mais Louis XVIII ne bornerait pas à ce dédommagement sa munificence ; quelle récompense y voudrait-il ajouter ? Un grand cordon, cela va sans dire ; un titre ? une ambassade ? Et, à cette même heure, dans la France entière, par centaines de milliers, de bonnes gens supputaient ce qu'ils avaient souffert de la Révolution et s'ingéniaient à chercher de quelle opulente compensation ils se contenteraient : tous les rentiers atteints naguère par la débâcle des assignats, tous les vieux serviteurs de l'ancienne Cour privés de leur emploi, tous les chouans, tous les soldats de Charette, de La Rochejaquelein ou de Cadoudal, tous ceux aussi que la police de Fouché et de Rovigo avait tracassés, ceux encore qui s'étaient compromis en s'employant à la correspondance secrète des princes ou au fonctionnement des agences royales, tous les émigrés, tous ceux qui avait perdu un parent sur l'échafaud de la Terreur, dans les proscriptions du Directoire ou par les fusillades de l'Empire, ceux dont vingt années de troubles et de guerre avaient boule-

versé la vie ou diminué les ressources, mettaient leur espoir de réparation ou d'indemnité en ce pauvre Roi qui revenait écrasé de dettes contractées dans tous les pays d'Europe depuis près d'un quart de siècle.

Bientôt il distingua les jetées du port, les dunes de sable de la côte et les remparts de Calais fourmillant d'une foule innombrable. Bien avant que *le Lys* eût accosté le quai, les acclamations montaient vers le ciel ; les canons tonnaient, les fanfares sonnaient, les cloches étaient en branle. Louis XVIII, debout sur le pont du navire, se découvrit, mit la main sur son cœur, leva ses regards vers le ciel : on le reconnut à ce geste pieux et ce fut du délire : les plus enthousiastes étaient les hauts fonctionnaires qui s'étaient portés sur la jetée ; officiers généraux, magistrats, corps municipal, tenaient à protester les premiers de leur inébranlable attachement à la famille des Bourbons ; même le général Maison avait amené, à marches forcées, toute la garnison de Lille, pour témoigner, sans retard, de l'ardeur de son royalisme. Un carrosse attendait auquel étaient attelés seize habitants de Calais, « richement habillés. » Le Roi fut par eux traîné jusqu'à l'église pour un *Te Deum* d'actions de grâce. Et c'est ainsi que fut accueilli l'exilé qui, s'il avait effectué ce débarquement quelques semaines auparavant, aurait été traqué, vendu, saisi, emprisonné et probablement fusillé sans qu'une voix se fût élevée pour sa défense.

Fauche-Borel prenait sa part de cette ivresse et saisissait toutes les occasions de se manifester. Comme, au retour de l'église, Louis XVIII descendait de son carrosse, son épée s'engagea dans l'insigne de la Jarretière qui encerclait son genou enflé par la goutte, et Sa Majesté, peu alerte, éprouvait de la peine à se dépêtrer : Fauche, aux aguets, se précipita « pour délivrer le Roi de cette importunité ; » mais, depuis une heure, l'étiquette ancienne avait reconquis tous ses droits et, de voir ce manant près de porter la main sur l'épée, et, peut-être de toucher la jambe royale, le comte de Blacas s'indigna : — « Que faites-vous, Fauche ! » cria-t-il d'un ton de réprimande ombrageuse... Le libraire, décontenancé, assure que Louis XVIII calma d'un mot aimable la susceptibilité du courtisan. Mais c'était là encore un indice que, depuis Hartwel, pourtant si proche, les choses avaient bien changé et qu'on monterait bonne garde autour du monarque.

Sur quoi, satisfait de son début sur cette terre de France où sa tête avait été si longtemps mise à prix, Fauche partit pour Paris. Voyage triomphal! Sur ces routes qu'il avait suivies, neuf ans auparavant, alors qu'il sortait des geôles de Bonaparte, traîné, lié de cordes, de brigade en brigade, par les sbires de l'usurpateur, il était maintenant, de la part des postillons et des maîtres de poste, cocardés de blanc, l'objet de prévenances obséquieuses. A l'air de ravissement et de béatitude répandu sur son visage, les gens devinaient son importance qu'il ne songeait pas à dissimuler : n'était-ce pas en grande partie grâce à ses efforts et à son habile diplomatie que ce beau pays, tout à la joie de la paix et du bon temps revenu, se trouvait délivré de l'odieuse tyrannie du Corse? Bercé par le moelleux balancement de sa voiture, il ruminait les avantages enviables de sa situation. Ah! comme il avait bien conduit sa barque et comme il se félicitait d'avoir délaissé sa petite librairie de la rue de l'Hôpital pour se lancer dans les grandes aventures! Le roi de France, le prince régent d'Angleterre, le roi de Prusse comptaient au nombre de ses obligés, et leur confiance lui était pour toujours assurée; dans sa valise il portait des dépêches adressées par le baron de Jacobi, ambassadeur de Prusse en Angleterre, au roi Frédéric-Guillaume, de séjour à Paris; il détenait les secrets des cabinets de toute l'Europe et ses portefeuilles étaient bourrés de témoignages d'estime émanant de tout ce qui avait un nom dans la diplomatie : autant de traites à tirer sur la reconnaissance des vainqueurs d'aujourd'hui! Son avenir se dessinait donc magnifique... Combien, à cette même heure, d'autres Perrettes évaluaient, comme lui, les profits immanquables du symbolique pot au lait, fondement fragile de leurs ambitions!

En arrivant à Paris, sitôt ses dépêches remises au roi de Prusse, Fauche-Borel courut chez Perlet qui tomba dans ses bras avec un grand cri de *Vive le Roi!* Perlet était fou de bonheur; il vivait, lui aussi, disait-il, depuis la chute du « tyran, » « les heures les plus douces de sa vie. » Quelle effusion! Il ne supporta pas que son excellent ami Fauche logeât autre part que chez lui, et Fauche, touché de cet affectueux accueil, accepta avec joie cette hospitalité. Il s'installa donc, rue du Pont-de-Lodi, dans l'appartement que Perlet habitait avec sa fille Caroline, qui approchait de ses vingt ans. Cette douce inti-

mité facilita les épanchements des deux amis; ils avaient tant de choses à se dire! Perlet put enfin soulager son cœur et dévoiler les raisons qui l'avaient forcé à interrompre, depuis huit mois, sa correspondance. Il conta donc comment la police impériale, instruite par quelque traître, de ses hautes compromissions royalistes, lui tendit un piège auquel il fut pris : arrêté, emprisonné, interrogé par les plus rusés tortionnaires du ministre, il eut la force de ne rien divulguer des secrets du parti et de rester sourd aux menaces comme aux tentatives de corruption. Il savait que l'usurpateur voulait sa tête : il se préparait à mourir pour la plus belle des causes, quand, du fond de son cachot, il apprit la victoire des Alliés et la chute de Bonaparte. Les prisonniers politiques, écroués comme lui à Sainte-Pélagie, s'ameutèrent à son instigation, réclamant leur liberté. Le premier, bien entendu, il arbora la cocarde blanche. Toute la prison retentit de ses cris : *Vive le Roi! A bas le Tyran!* Il dut sa libération au czar Alexandre, auquel les détenus adressèrent une supplique et qui, maître de Paris, ordonna aussitôt l'élargissement de ces bons royalistes persécutés. Et depuis lors, Perlet, dans la joie de son rêve réalisé, ne cessait de parcourir les rues, prêchant la haine du Corse, acclamant les soldats étrangers, répandant la proclamation de Louis XVIII, propageant l'amour des Bourbons et s'efforçant, par tous les moyens, de se rendre utile à son Roi.

Fauche, pénétré d'attendrissement, écouta cette belle histoire. Il vénérait cet homme antique qui, à la barbe de la police impériale, était parvenu à grouper les partisans de la Royauté, à les former en *Comité* secret et qui, victime de son zèle, avait héroïquement bravé le despote jusque dans les fers. Pas un instant, le naïf Fauche ne soupçonna que son compère maquillait outrageusement son anecdote : il ignorait encore que, dans les grands revirements politiques, plus un homme a montré de servilité au régime déchu, plus il met d'éclat dans son reniement. Il y eut, de telles bassesses, nombre d'exemples marquants, hélas! Mais la plus caractéristique, la plus audacieuse de ces volte-face fut celle d'un personnage dont la diabolique figure est apparue au début de ces pages, — le comte de Montgaillard. Depuis vingt ans cet homme a vendu tous ceux qui l'ont payé : il a trahi le prince de Condé, perdu Pichegru, trompé d'Antraigues, dénoncé Fauche, espionné pour les royalistes, mouchardé pour le Direc-

toire; afin de s'attirer les faveurs du premier Consul, il s'est plié aux plus viles besognes policières, il a reçu l'argent de toutes mains, toujours abîmé de dettes, toujours cherchant à « se refaire » en livrant quelqu'un ou en trafiquant de quelque chose. Près de se noyer dans sa fange, il est repêché par Napoléon qui l'attache à son cabinet secret où, suspect à tous, il est étroitement surveillé et ne peut s'absenter sans être pisté, tant on redoute une nouvelle trahison, et ses protestations réitérées de dévouement au maître qui le méprise et qui l'emploie sont écœurantes de flagornerie. C'est ce même Montgaillard qui se présentera, le premier, à Louis XVIII arrivant à Compiègne et, avec un aplomb satanique, à ce Roi que, en maint écrit, il a ridiculisé et diffamé, dira, d'un ton dégagé : — « Votre Majesté a trop d'esprit pour ne pas m'avoir compris...! » Sur le champ il entonne la louange des Bourbons avec le même enthousiasme qu'il a chanté Bonaparte; tout de suite il est employé : en collaboration intime avec Louis XVIII il compose une brochure — manifeste, inimitable modèle d'impudente palinodie, et tant que régnera ce Roi désiré, il sera indemne de toutes représailles; on le ménagera, on l'utilisera, on le paiera bien et on le laissera « vanter son honneur » et la « pureté de son âme, » sans que personne songe à rire ou à s'indigner.

Perlet n'était pas d'adresse à réussir pareille pirouette; c'eût été, d'ailleurs, risquer, bien inutilement, de se casser le cou, car la vaniteuse naïveté de Fauche-Borel se leurrait à moins de frais encore que la crédule finesse de Louis XVIII. Quoiqu'il tînt le libraire logé sous son toit, Perlet, pris d'une fantaisie épistolaire, aimait mieux écrire que causer et, le 2 mai, veille de l'entrée du Roi, il infligeait à son « loyal ami » la lecture d'une longue lettre où il traçait un tableau d'ensemble des signalés services rendus par lui au souverain que Paris allait fêter. Cette lettre se terminait par cette pathétique et déclamatoire obsécration : — « Seigneur Dieu qui lisez au fond des cœurs, vous qui connaissez le mien, j'atteste devant vous que j'ai toujours été fidèle à mon Roi légitime... Punissez-moi, Seigneur, si je ne dis pas la vérité! » Tout autre que Fauche eût jugé que c'étaient là de bien grands mots, fort inutiles; mais il était si sûr de son homme qu'il ne s'étonnait de rien; même, quand le Roi fut aux Tuileries, il n'hésita pas à présenter Perlet au duc d'Havré, capitaine des gardes, et au comte de Blacas, grand maître de la

garde-robe et ministre de la maison du Roi, et il sollicita, pour ce précieux acolyte des mauvais jours, la bienveillance de Sa Majesté. Son crédit lui paraissait être sans limites et il pouvait le gaspiller sans y regarder. Ce rôle de protecteur lui plaisait, d'ailleurs, et, pousser Perlet, c'était encore se prévaloir d'avoir découvert un prosélyte si entreprenant; pourtant, quand le nouveau gouvernement eut commencé à fonctionner, Fauche pensa qu'il était temps de faire la connaissance des membres du *Comité* dont il ignorait encore les noms et de les signaler, eux aussi, à la reconnaissance royale. Ces noms, Perlet refusa net de les révéler : en vain son compère lui démontra-t-il, le plus clairement possible, que ces hommes n'avaient plus rien à redouter de l'Usurpateur; leur cause triomphait et il était juste qu'ils reçussent la récompense de leur fidélité. Mais l'autre resta muet : un serment solennel le forçait au silence et tant que *ces Messieurs* eux-mêmes ne l'en auraient pas relevé, sa conscience répugnait à cette indiscrétion. Fauche s'émerveilla de scrupules si exigeants; ne voulant pas être en reste de délicatesse, il n'insista point : du reste, il importait assez peu de connaître maintenant ceux des maréchaux, des sénateurs ou des hauts fonctionnaires de la Cour impériale qui, sous la férule du tyran, avaient souhaité le retour du Roi légitime; on n'avait que le choix : tous les fonctionnaires, tous les sénateurs, tous les maréchaux, sauf de très rares exceptions, se bousculaient maintenant dans les antichambres de Louis XVIII et chargeaient d'anathèmes le Buonaparte qui les avait forcés à se gorger de ses faveurs. Perlet, naguère, n'exagérait donc pas, il atténuait, au contraire, la vérité en assurant qu'un groupe de personnalités éminentes travaillait à la restauration du Roi. Un groupe? C'était la France entière qui, maintenant, se flattait de l'avoir appelé de ses vœux et on ne pouvait comprendre comment le Corse, sans un partisan, s'était si longtemps maintenu au pouvoir.

Convaincu sur le point de la véracité de Perlet, Fauche aborda l'autre question, d'un intérêt tout personnel, celle-là : — Qui avait trahi Charles Vitel et qu'étaient devenus les six cents louis envoyés de Londres par Fauche, à la demande de Perlet, pour tirer des griffes de la police le malheureux enseigne? Ainsi interrogé, Perlet ne pouvait point ne pas répondre : aussi le fit-il avec netteté : — l'assassin de Vitel était l'inspecteur

général Veyrat; ayant attiré le jeune homme dans un piège, il l'avait livré à la Commission militaire pour s'approprier la misérable somme que possédait l'émissaire de Fauche et empocher également les six cents louis destinées à racheter la vie de Vitel. Et tout de suite, Perlet s'étendit sur les crimes de « ce monstre de Veyrat. » Contraint, pour assurer le libre fonctionnement du *Comité*, de s'associer à ce misérable, c'est en le « couvrant d'or » qu'il s'était ménagé son concours; durant quatre ans, Perlet n'avait cessé de signaler au préfet Pasquier cet « être excécrable » comme le plus dangereux des traîtres; mais Pasquier craignait Veyrat et n'osait le révoquer. Avec des frémissements d'horreur rétrospective, Perlet détailla les atroces persécutions qu'il avait souffertes de cet homme infâme : tout autre que lui aurait renoncé à poursuivre la grande entreprise à laquelle il avait sacrifié sa vie, tant lui était odieuse la complicité obligatoire de ce profond scélérat. Seule l'ardeur de son royalisme le soutenait dans cette cruelle épreuve. Très ému, Fauche réconforta Perlet de son mieux. L'heure des revanches ne sonnait-elle pas enfin pour les honnêtes gens? Ils convinrent ensemble de ne point prendre de repos avant que Veyrat eût expié son crime, dussent-ils le chercher « jusqu'au centre de la terre. »

Sans pousser « jusqu'au centre de la terre, » Veyrat avait disparu et Perlet le savait bien. C'est pourquoi il lançait Fauche sur cette piste où celui-ci ne pourrait que « clabauder, » ce qui, en terme de vénerie, signifie « aboyer sans trouver la voie. » La vengeance est un mets qui peut attendre; Fauche ne voulait pas se dispenser, du reste, de suivre son souverain, le roi de Prusse, se rendant en Angleterre, le traité signé. Il partit donc dans les premiers jours de juin. De Londres, Frédéric-Guillaume alla jusqu'à Neuchâtel, pour reprendre possession de sa principauté et Fauche-Borel l'y accompagna encore, flatté de se montrer à ses concitoyens dans l'avantageux appareil de la familiarité royale. Il n'avait pas revu sa ville depuis près de treize ans et il ne dit rien de la joie qu'il dut éprouver à retrouver son vieil immeuble de la rue de l'Hôpital et à voir achevée la maison neuve du Faubourg, dont il avait posé les fondations à l'automne de 1801; pas une allusion à sa femme qui vivait isolée depuis tant d'années, la seule fille qui lui restât s'étant mariée en Angleterre. Fauche ne dut pas s'attarder aux épanchements

conjugaux; il était devenu, à son idée, un trop grand personnage pour perdre son temps à ces fadeurs. Il parle de « sa chaise de poste, » des illuminations de la ville, des dépêches par lui remises à Sa Majesté Prussienne; — de son chez soi, si longtemps déserté, pas un mot. Et, tandis qu'il s'amusait à ces flatteuses bagatelles, Perlet, lui, tendait sa toile.

A l'époque où il était employé au secrétariat de la Préfecture, on peut penser qu'il n'avait pas négligé la précaution de compulser le dossier de Fauche-Borel et de s'informer, par Veyrat ou un autre, des notes que contenaient, sur le même personnage, les cartons du ministère de la Police. Il avait eu ainsi connaissance de la supplique par laquelle, en 1804, le libraire, emprisonné à la Force et menacé de l'échafaud, avait offert ses services à la police impériale et proposé de vendre au grand Juge les secrets des Princes exilés. Perlet n'oubliait pas davantage les causes assez troubles de son arrestation, en 1813, à la suite d'une visite de M. Gilles qui, de son propre aveu, servait d'intermédiaire entre Fauche et Desmarest. De cet ensemble de faits, Perlet conclut qu'il lui serait facile de parer le coup dont il était menacé, le jour inévitablement prochain où seraient divulguées sa mystification du faux *Comité* et sa participation criminelle à l'assassinat de Vitel. Il lui suffisait de répandre discrètement le bruit que ce Fauche-Borel, si prodigue de ses protestations de dévouement à son Roi bien-aimé, était depuis dix ans aux gages de la police de Bonaparte; s'il avait marqué tant de zèle, c'était afin de mieux pénétrer les projets des Princes, d'en trafiquer plus lucrativement, et les cartons de la Préfecture contenaient la preuve de cette infamie. En cas d'explication orageuse, si Fauche se risquait à déceler la fourberie de Perlet, Perlet riposterait en dénonçant la trahison de Fauche, et pour assurer, au jour de l'explosion, l'effet de sa contre-mine, il s'occupait à en semer sournoisement la rumeur.

La perfide stratégie de Perlet était habile; on a quelque indice qu'il y fut conseillé par le satanique machiavélisme de Montgaillard, lequel ne pardonnait pas à Fauche-Borel de lui avoir soufflé naguère le profit pécunaire de la négociation Pichegru et gardait au cœur le cuisant souvenir de la raclée qui avait terminé leurs relations. Depuis son entrée dans la « diplomatie, » Fauche, — autant qu'il est possible de pénétrer les arcanes d'une comptabilité volontairement occulte, — avait reçu de l'Angle-

terre des sommes dont le total dépassait certainement le demi-million de francs, auquel on peut, sans jugement téméraire, ajouter plusieurs milliers de livres sterling, passés par ses mains à l'occasion de divers règlements de comptes dont il est permis de croire qu'il tira quelque profit personnel. S'il encaissait sans compter, il dépensait de même : on ne traverse pas l'Europe quinze ou vingt fois sans laisser beaucoup d'argent sur les routes; où qu'il fût, Fauche aimait la vie plantureuse : il possédait à Londres une installation des plus confortables; s'il s'était montré très chiche de subsides à l'égard de sa femme, vivant parcimonieusement à Neuchâtel, il témoignait à maintes reprises d'une magnificence de multi-millionnaire envers des personnalités plus marquantes. Ainsi apprenant que Louis XVIII avait souscrit, aux premiers temps de son émigration, un billet de 174 600 francs au sujet duquel il craignait d'être inquiété, Fauche racheta, en 1801, cette créance en s'engageant à n'en réclamer le capital et les intérêts qu'au jour où le Roi serait remonté sur le trône. Or, en cet automne de 1814, la Restauration était accomplie depuis six mois et Fauche songeait d'autant plus volontiers à cette vieille créance qu'il se trouvait à court d'argent et que, principal et arrérages accumulés, elle représentait actuellement une valeur de 365 700 francs. A défaut de la direction de l'Imprimerie nationale et du cordon de Saint-Michel, promis depuis longtemps et toujours attendus, cette somme eût été provisoirement la bien venue et Fauche se permit d'en réclamer le paiement par l'intermédiaire de M. de Blacas, ministre de la maison du Roi. Sa requête est reçue avec une singulière et inquiétante froideur : les insinuations de Perlet ont déjà fait du chemin. Fauche, sans rien comprendre encore au peu d'empressement apporté à récompenser ou, tout au moins, à désintéresser le vieux champion de la Monarchie qu'il se targue d'être, ose insister, sollicite une audience du Roi, ne l'obtient pas, essaye de voir les ministres, est évincé, écrit rapport sur rapport sans obtenir de réponse... C'est la disgrâce. De ces Tuileries où il s'était imaginé pénétrer en familier et disposer de toutes les influences en sa qualité de sûr ami des mauvais jours, les portes se ferment devant lui et il ne peut démêler, — du moins l'assure-t-il, — la cause de cette subite défaveur. Et Perlet se montre exigeant. Il se plaint d'être la dupe de Fauche, d'avoir sacrifié sa fortune et risqué sa vie pour

l'entretien d'une correspondance dont il n'est point rémunéré et dont le rapace Fauche recueille tous les fruits! Une explication devient nécessaire : celle-ci ne sera plus amicale; elle aura lieu, en présence de témoins, devant le juge de paix. Fauche apostrophe vertement l'ex- « loyal ami » d'antan : — « Parlez, Perlet, parlez; dites-nous quelles dépenses exorbitantes vous a occasionnées ma correspondance et quels personnages composaient votre *Comité* royal?... » Mais Perlet, d'abord balbutiant, se ressaisit bientôt : — « Je ne veux pas vous dire ces noms-là *à vous; la prudence me le défend!* » Et il s'évade de l'audience en homme qu'un affreux cauchemar importune, laissant dans l'esprit des témoins et des juges cette équivoque allusion à de honteux mystères. Tout le monde la comprit, — sauf Fauche : le hasard se chargea de le désaveugler.

Comme il était pressé par le besoin d'argent, il songea à récupérer les 180 livres sterling déposées par Vitel, en 1807, chez le banquier Hottinger : ayant consulté ses livres, celui-ci apprit à Fauche que, dix jours après la mort de l'enseigne, la somme avait été réquisitionnée par la Préfecture de police. Fauche alla donc rue de Jérusalem et sollicita une audience du comte Beugnot, successeur du baron Pasquier. Il fut accueilli avec égards et, dès les premiers mots, Beugnot l'interrompit d'un ton de condoléance : — « Je suis fâché, Monsieur Fauche, de vous apprendre que vous avez eu affaire au plus scélérat des hommes : Perlet a vendu votre malheureux neveu et vous a fait payer son crime. » En même temps, il sortait d'un carton trois lettres du mouchard au préfet Dubois et il mit ces papiers sous les yeux de son visiteur. Toute l'horrible trame était là dévoilée. Fauche sentit « son âme se briser; » à l'aspect de cette écriture qu'il connaissait si bien, il demeurait sans voix, atterré, stupide, ne pouvant croire « que la perversité humaine pût aller aussi loin. » Sans doute, en même temps que l'indignation, surgissait tout à coup dans son esprit l'humiliante certitude de sa déchéance; toute sa vie s'écroulait de ce coup imprévu, sa réputation d'habile politique, son renom de perspicacité et de clairvoyance; l'Angleterre, la Suisse, la Prusse, la France allaient rire de ce diplomate avisé qui, ayant la prétention de pénétrer les plus ténébreux secrets d'État, se laisse jouer pendant huit ans par un drôle sans finesse et sans autorité.

C'est pourquoi, malgré l'évidence, Fauche ne pouvait se

résigner à la conviction de son ridicule; il espérait encore en quelque malentendu, à un inextricable imbroglio dont Perlet aurait été l'innocente victime. Aussi quand il apprend l'arrivée à Paris de Veyrat, rappelé par Dandré qui succède à Beugnot dans la direction de la Préfecture, il court à l'*Hôtel de Hollande*, rue des Bons-Enfants, où l'ex-inspecteur vient de descendre. Fauche le surprend au débotter, décline son nom et, voyant que le policier, étonné, se tient sur ses gardes, il expose que le but de sa démarche n'est pas de récriminer, mais seulement d'obtenir des informations positives sur l'arrestation et la condamnation de Charles Vitel dont Perlet rejette toute la responsabilité sur Veyrat lui-même. Très froidement, celui-ci répond que, débarqué à l'instant, il n'a pas encore eu le temps de déboucler ses malles; si Fauche veut bien patienter et revenir dans une demi-heure, il pourra prendre connaissance du dossier complet de l'affaire et former son jugement d'après les pièces originales. Une demi-heure plus tard, Fauche reparaît et Veyrat tire de sa valise une forte liasse dont il justifie d'abord la provenance : il a soustrait ces papiers du carton de l'affaire Perlet quand le baron Pasquier ordonna qu'on lui remît toutes les pièces concernant la correspondance de l'espion avec Fauche et sa mission en Angleterre. Connaissant la duplicité de Perlet et prévoyant quelque perfidie, Veyrat s'est approprié ces documents utiles à sa justification personnelle; les voici : et devant le malheureux Fauche effondré dont la stupeur douloureuse s'accroît à chaque nouveau feuillet, repasse l'effroyable intrigue. Les premières lettres de Perlet suppliant son cher ami Veyrat de lui procurer un gagne-pain, ses rapports d'essai, le début de la correspondance avec Fauche, les reçus du misérable sans cesse quémandant des gratifications, ses remerciements obséquieux, ses protestations d'absolue soumission aux ordres du ministre. Fauche voit, corrigés de la main du Préfet, de Desmarest, de Fouché, les brouillons de ces lettres que, tout joyeux, il recevait à Londres et qui berçaient d'espérances trompeuses le roi exilé! Voici, toujours de la main de Perlet, Vitel dénoncé, les recommandations pour que l'infortuné ne puisse échapper, la façon de le prendre, de le questionner; voici encore les lettres adressées par l'espion à ses chefs durant sa mission à Londres; et toujours des demandes d'argent, des platitudes... Veyrat, impitoyable, n'épargna rien

au pauvre Fauche, qui sortit de là enfin convaincu d'avoir passé huit ans de sa vie à imiter l'astrologue de la fable qui, en observant le ciel, se laisse choir et se retrouve au fond d'un puits.

Il emportait du moins une consolation bien faible : s'il avait été dupé, c'était par les plus habiles et les plus réputés des policiers et non point par un simple agent provocateur : Dubois, Desmarest, Fouché lui-même avaient machiné le traquenard destiné à le prendre. Un peu remonté par cette constatation flatteuse, il résolut de se présenter chez chacun de ces maîtres, afin de recueillir d'eux quelques précisions réconfortantes, et cela ne manqua point. Dubois avoua sa collaboration à la correspondance : — « Il n'est pas étonnant, dit-il, que vous ayez été frappé de certains détails justifiant que Perlet était véritablement secondé par des personnes au fait de tout ce qui se passait. » Desmarest, fixé depuis la chute de l'Empereur dans une propriété aux environs de Compiègne, où il occupait ses loisirs à herboriser, et que Fauche alla relancer dans sa retraite, Desmarest se flatta que le piège était habilement tendu et que les plus rusés y devaient trébucher : — « Ma place m'a mis à même de voir bien des scélérats; mais jamais je n'ai connu un monstre de la trempe de Perlet. » Et il ajouta : — « Lorsqu'il fut décidé que votre neveu Vitel serait mis à mort, on agita si, avant de le fusiller, on ne se servirait pas de sa main pour vous aviser que votre présence à Paris était indispensable... Votre mort, en ce cas, eût été certaine; mais Fouché ayant fait observer que c'était bien assez d'une victime dans une famille, le projet resta sans exécution; » confidence qui eut pour résultat inattendu d'obliger Fauche à terminer par des actions de grâce sa visite à cet adversaire de toujours. Plus tard, il vit Fouché, et le tableau est saisissant qu'il a tracé de cet homme blême, de cette face blafarde, où il n'y avait de rouge que les yeux, de ce spectre drapé dans une robe de chambre blanche, auquel donna passage une porte masquée dans la muraille. Le grand policier traita Fauche presque en égal, et, comme les deux autres, le félicita d'être encore en vie : — « Je vous ai fait bien du mal; mais si je vous avais fait tout celui qui m'était ordonné, vous n'existeriez plus. » Ces propos laissaient entrevoir que le libraire serait soutenu dans sa lutte contre Perlet; elle s'annonçait chaude quand on apprit tout à coup que Bonaparte, échappé de l'Ile d'Elbe, avait tra-

versé Grenoble et marchait sur Paris. Le gouvernement des Bourbons s'éboula plus rapidement encore qu'il ne s'était édifié; Paris, qui regorgeait de hobereaux, de vieux chouans, d'émigrés ruinés, venus pour mettre le siège devant les bureaux et obtenir la récompense de leur opposition à l'usurpateur, Paris se vida en douze heures comme sous le coup de piston d'une pompe refoulante. Fauche-Borel file en poste pour ne s'arrêter qu'à Vienne, en Autriche; de là il court à Gand, où s'est réfugié Louis XVIII; il espère, grâce aux circonstances et aux bonnes nouvelles dont il se dit porteur, reconquérir la faveur du prince exilé. Il se présente, tout fringant, chez le Roi; il est jeté à la porte, « invité, » — par un commissaire de police assisté de quinze carabiniers, — à quitter la ville. A Bruxelles, où on l'expédie, il est mis en prison, puis expulsé des Pays-Bas. Très penaud, fulminant tout de même, il revient à Vienne où il sait retrouver son souverain, le roi de Prusse, auquel il confie ses malheurs et qui lui donne un excellent conseil : celui de renoncer momentanément à la diplomatie et de rentrer à Neuchâtel « pour y attendre sa détermination. » Fauche s'éloigna donc, jurant que sa disgrâce atteignait tous les souverains de l'Europe : et certes, ceux-ci n'avaient pas besoin de ce surcroît de préoccupations; on était au début de juin 1815 : le nom, obscur pour quelques jours encore, d'une pauvre bourgade belge, connue seulement des gens du pays et des rouliers qui suivaient le pavé de Charleroi à Bruxelles, — Waterloo, — allait retentir par le monde entier et demeurer pour toujours fameux, parce que là allait se jouer le dernier acte du grand drame où se figurait avoir tenu un rôle le pauvre homme qui retournait, fatigué, ruiné, vaincu, bourrelé de rancunes et de regrets, vers sa petite libraire neuchâteloise qu'il n'aurait jamais dû quitter.

Vaincu, il l'était bien; par sa présomption, sa maladresse, sa crédulité, son indiscrétion, son insatiable appétence des embarras et des profits. Tout autre aurait abdiqué : lui, non. Il n'a pas séjourné chez lui durant quinze jours que, rompant son ban, il repart, incorrigible, pour les aventures. Cette fois il se révèle stratège, conquiert à lui seul le fort de Joux, dont il prend possession au nom du Roi. On ne le suivra pas dans le détail de cette escapade triomphale, son récit échappant à tout contrôle par le ton d'exaltation, voire de divagation dont il est

empreint. A Paris, où il retourne bientôt, Fauche n'est pas moins échauffé : il s'est mis en tête de « terrasser ses ennemis, » terme générique où il englobera, non seulement l'infâme Perlet, mais encore Blacas qui l'a chassé de Gand, le duc Decazes qui lui ferma la porte des Tuileries, le marquis de la Maisonfort, celui-là même qui, à Hambourg, en 1798, lui a « soufflé » l'affaire Barras et qui est devenu maréchal de camp, conseiller d'État et directeur du contentieux de la maison du Roi. Il s'agite, remue ciel et terre, assiège tour à tour Talleyrand, le duc de Richelieu, le duc d'Otrante, lord Granville, Barras, Hardenberg, tous les ministres, tous les gens en place ; obtient des attestations courtoises, mais insignifiantes, telles qu'en accordent les gens soucieux de ne point se compromettre, sans s'aliéner toutefois un homme réputé dangereux. Fauche n'aperçoit pas que, en étalant ainsi les calomnies sous lesquelles il succombe, il les propage. Il y a des accusations d'une nature telle qu'il est impossible de s'en disculper, la répugnance et la crainte qu'elles suscitent empêchant qu'on les approfondisse ; celle de traîtrise et d'espionnage sont de ce nombre : à moins d'être héroïque, on préfère admettre aveuglément l'ignominie d'un homme peut-être innocent, que risquer, en prenant sa défense, de se perdre avec lui, s'il est coupable. Ainsi le malheureux Fauche, poliment reçu et copieusement plaint de ceux qu'il importunait de sempiternelles doléances, acceptait comme des témoignages d'estime et de solidarité ce qui était seulement une façon prudente de se débarrasser de lui. Il n'avançait pas, bien entendu, et, par maladresse insigne, il crut, dans ce désarroi, obtenir meilleur résultat en s'adressant à l'opinion publique. Il imprima un *Précis* de ses malheurs où il racontait toute son histoire depuis ses débuts dans la « politique » jusqu'à l'incrimination de Perlet, publiant ainsi à 3 000 exemplaires sa propre bévue et nommant des personnages qui eussent de beaucoup préféré ne point figurer dans cette anecdote. Le Roi, auquel l'auteur ne manqua pas d'envoyer son livre en hommage, fort mécontent qu'on divulguât les piteux dessous de sa diplomatie d'exil, ordonna la saisie de l'ouvrage ; mais trois cents exemplaires échappés à la confiscation suffirent à multiplier le nombre des « ennemis » de Fauche par un coefficient très respectable. Pour outrer le scandale, Perlet qui, lui, n'avait rien à perdre et nul ami à contrarier, répliqua au *Précis* par

un *Exposé* réfutateur dont les badauds se gaudirent, cette dispute entre espions se présentant grosse de révélations distrayantes. Fauche, piqué au vif, confia sa riposte, qu'il voulut écrasante, à un spirituel avocat, Lombard de Langres, jadis protégé de Barras et ancien membre du Tribunal de cassation, connu par plusieurs publications et comédies du genre badin ou solennel. Lombard produisit un *Mémoire* acerbe, vibrant, écrit avec verve, puissamment argumenté. Fauche sortait victorieux de cet engagement ; mais le public, captivé par ce passionnant tournoi, jugeait bien que la lutte entre les adversaires n'était pas finie : il fallait que l'un d'eux restât sur le carreau. L'affaire, touchant à la politique, intéressait nombre de gens : les partisans de Bonaparte s'inquiétaient que le nom de leur héros fût mêlé à cette basse intrigue ; mais ils se réjouissaient, en revanche, du bon tour que sa police avait joué à Louis XVIII ; les royalistes s'indignaient des moyens inavouables employés par l'Usurpateur pour duper le Roi ; mais ils n'étaient pas fâchés que la lumière fût faite sur les trames des Fouché et des Dubois ; les âmes sensibles s'attachaient à la touchante figure du jeune Vitel, victime innocente d'une épouvantable machination et les indifférents mêmes suivaient avec amusement ce roman feuilleton qui les initiait aux mystères de la Police secrète, objet d'une perpétuelle attraction pour l'insatiable curiosité parisienne. Aussi l'émotion fut-elle vive quand Fauche-Borel annonça sa décision de traduire son calomniateur en justice. Le procès devait se plaider devant le Tribunal correctionnel de la Seine et, par un jugement préparatoire, les magistrats avaient ordonné l'audition du témoin Veyrat, dont la comparution à la barre promettait aux amateurs de causes émouvantes une audience à sensation.



Les débats s'ouvrirent le 17 mai 1816, à une heure de l'après-midi, devant la Chambre de police correctionnelle. Les curieux se pressaient aux portes en nombre si considérable que le Tribunal se détermina à quitter pour la circonstance son local ordinaire et à tenir son audience dans la salle plus vaste et plus commode de la Cour prévôtale. Tous les regards se fixaient sur le « célèbre » Fauche-Borel dont le calme presque jovial, l'air de parfaite sérénité, la bonne figure pleine et rasée

avec ses yeux à fleur de tête, inspiraient la sympathie. Il était assis à côté de Maître Berryer père, son avocat, l'un des orateurs les plus estimés du barreau de Paris. Perlet faisait contraste : placé sur un tabouret, dans le prétoire, il discutait avec son défenseur, Maître Maugeret, et paraissait très animé. Un huissier annonça le Tribunal : le président, Chrétien de Poli, et ses assesseurs, les juges Dufour et Geoffroy, prirent place ; le substitut Riffé occupa le siège du Procureur du Roi. La lecture de la plainte en calomnie et en escroquerie de Fauche-Borel contre Perlet et de la plainte récriminatoire en calomnie intentée par Perlet contre Fauche ayant eu lieu à l'audience préparatoire du 10 mai, les avocats se bornèrent à poser leurs conclusions : Fauche-Borel demandait la suppression de l'*Exposé* de Perlet, 300 francs de dommages-intérêts applicables aux pauvres, la restitution des 600 livres sterling réclamées par Perlet pour sauver de la mort Charles Vitel, ainsi que de l'argent déposé par celui-ci à la banque Hottinger et qu'avait empoché le mouchard; — Perlet réclamait la suppression des deux *Mémoires* publiés par Fauche-Borel et 10 000 francs de dommages-intérêts qu'il destinait « au soulagement des malheureux. »

Le président questionna Perlet sur ses entrevues avec Vitel, en mars 1807 et sur les causes de sa détention à Sainte-Pélagie, coïncidant exactement avec l'arrivée du jeune enseigne à Paris. Perlet répondit avec assez d'aplomb. Il essaya d'établir que, s'il avait été écroué, ce n'était nullement par feinte, mais à la requête d'un créancier : il était dans la misère, n'ayant pas de quoi nourrir sa femme et ses enfants. On lui objecta les avances considérables qu'il recevait de ses chefs et particulièrement de l'inspecteur général Veyrat; on lui en présenta les quittances signées de sa main. Il répliqua que Veyrat disposait, en effet, sur les fonds de la Police, de grosses sommes d'argent, mais qu'il les gardait pour lui et, afin de justifier l'emploi de ces fonds, obligeait ses subordonnés à signer des reçus de complaisance; ils ne touchaient que de rares gratifications de famine et auraient été perdus, s'ils s'étaient permis de protester contre la rapacité de leur chef.

— Mais, dit le président, si les reçus que vous avez signés étaient seulement « de complaisance, » les auriez-vous rédigés de la sorte : — « *Je n'ai pas de termes pour exprimer ma reconnaissance...?* »

— Oui, fit Perlet, il fallait à Veyrat des pièces ainsi conçues.

Il luttait pied à pied, mais, à chaque réplique, il perdait du terrain ; certaines de ses réponses avaient été accueillies déjà par des rumeurs de l'assistance que disposaient mal la mine sournoise et pateline du mouchard et son obstination dans l'invraisemblance. Du reste, ce déballage des malpropretés administratives, cette pénétration dans les coulisses de la rue de Jérusalem, tenaient l'auditoire attentif comme à la représentation d'un de ces drames dont les péripéties renouvellent par mille incidents l'intérêt : on sentait que l'un des deux hommes qui se trouvaient là en présence sortirait du prétoire sous les malédictions et les huées, à jamais déshonoré, et l'on frémissait de la profondeur, plutôt devinée qu'aperçue, des abîmes de fourberie et de mensonge que découvraient par instants les interpellations du Président et les réponses des deux plaignants.

Le substitut du Procureur du Roi prend la parole : il insiste sur ce fait que Perlet est entré à Sainte-Pélagie le 21 mars 1807, la veille même du jour où Vitel débarquait à Paris; s'adressant à Perlet : « Si, dit-il, vous étiez réellement prisonnier pour dettes ; si vous étiez, comme vous le prétendiez et le prétendez encore, fidèle agent du Roi; s'il existait, ainsi que vous l'assurez, un puissant *Comité* royal, vous auriez sans doute trouvé, par l'influence de ceux qui le composaient avec vous, le moyen de sortir de prison, ou même de n'y pas entrer. » Perlet soutient son imposture : — « Il est très vrai que j'avais des relations avec des personnages du plus haut parage ; mais je ne leur ai jamais rien demandé, par crainte de les compromettre. » Le président se tourne vers Fauche-Borel : — « Avez-vous la preuve que le *Comité* royal n'existait pas ? — J'ai la preuve, répond celui-ci, avec un ricanement d'indignation, j'ai la preuve qu'il était composé de Buonaparte, de Fouché, de Veyrat, de Dubois et consorts !... » Mais Perlet s'obstine : ainsi qu'il l'a fait déjà dans son *Exposé*, il proteste que, depuis l'origine de la Révolution, il s'est montré inébranlable dans son dévouement pour le Roi : — « C'est pour le Roi que je me suis ruiné en faisant d'énormes dépenses nécessitées par le *Comité* et en gorgeant d'or sans cesse le cupide et insatiable Veyrat. » Me Berryer intervient : — « Je demanderai à M. Perlet, maintenant que c'est un titre d'honneur d'avoir servi la cause royale, de nous

dire quels étaient les membres de son *Comité.* » Et Perlet, du ton résolu de l'homme intègre auquel la menace de la mort même n'arracherait pas un secret d'honneur : — « Je l'ai dit au Roi à Londres; je ne le dirai qu'à lui seul; cela est de la plus haute importance. » Le Président essaie de lui faire comprendre combien sa cause gagnerait à une sincérité complète; mais le mouchard, sur ce point, est intransigeant : — « Non ! non ! je ne veux rien ajouter. » — « Faites entrer le témoin Veyrat, » dit le Président.

Veyrat paraît : c'est un homme de taille moyenne, aux yeux bleus, au front chauve avec une couronne de cheveux blonds grisonnants; son visage est marqué de petite vérole. Une houle de curiosité passe sur l'assistance à l'aspect de ce personnage qui, depuis près de quinze ans, a personnifié pour les Parisiens la police exécutive et dont la terrifiante figure reste associée à tant de tragiques souvenirs. Il s'approche de la barre; sa tenue, son maintien sont empreints d'une sorte d'autorité : il décline ses noms et qualités : Pierre-Hugues Veyrat, 58 ans, ancien inspecteur général de la Police, né à Genève. Il paraît d'abord très ému : — « Perlet et moi avons été élevés ensemble, dit-il, nous sommes du même pays... Je suis très fâché d'avoir à dire la vérité dans une cause comme celle-ci... » Mais il reprend bientôt la froideur qui, manifestement, lui est coutumière; on sent l'homme habitué à comparaître devant la Justice; il dit bien ce qu'il faut et parle d'un ton qui impose la conviction. Au début, c'est un court exposé de ses relations avec Perlet : interrompues durant plusieurs années, ces relations se sont renouées vers 1804 : Perlet vint solliciter de lui un emploi, et obtint une place d'agent secret : il pouvait rendre de grands services au Gouvernement, en raison de ses relations à Londres et, particulièrement avec Fauche-Borel.

Le Président pose à Veyrat la question qu'on attend : — « Avez-vous des notions sur le *Comité* royal? — Il n'existait pas; c'était une chimère pour gagner de l'argent. » Une rumeur d'indignation s'élève de la foule; Perlet tente encore de tenir tête à l'orage : on le voit qui, dans le bruit, s'agite et lève le bras comme pour un serment; mais Veyrat, implacable : — « Personne ne sait les noms de ce *Comité.* — Le Roi les sait, » crie Perlet. Son ex-complice, celui qu'il a si bassement adulé, auquel il a juré obéissance passive, dévouement aveugle, le

démasque et la scène est dramatique; si émouvante aussi que le coriace Veyrat en paraît lui-même remué : il en a vu, pourtant, et sans faiblir, des accusés trébucher au piège de ses questionnaires; à combien de cris d'angoisse, de pleurs de femmes, de supplications, de désespoirs, est-il, au cours de ses rudes exploits, demeuré insensible? Mais ici, il semble que sa dureté l'abandonne; c'est avec un gémissement de regret, presque de contrition, qu'il exécute sa dernière victime : — « Je suis fâché, dit-il, d'être obligé d'accuser Perlet ainsi : en me forçant à dire la vérité, on m'arrache le cœur de chagrin. » Mais, impitoyable, il poursuit et révèle maintenant les secrets de la Correspondance échangée entre Perlet et Fauche-Borel : — « Les trois quarts des lettres reçues par Perlet étaient remises par lui, fermées, » à ses chefs. « Quant aux réponses, elles étaient combinées avec le Gouvernement. » Berryer questionne le témoin qui semble en disposition de ne rien cacher : — « Avez-vous connaissance d'ordres donnés par Bonaparte à Perlet pour le voyage de Londres? — J'en ai une parfaite connaissance : il fut envoyé par le ministre qui lui donna pour cela 5 à 6 000 francs. Il n'en était pas content, à raison des risques qu'il courait. A son retour à Paris, il se séquestra : il ne voulut voir personne, pas même sa femme... »

Et Vitel? Veyrat aborde sans hésitation ce drame où, pourtant, il a tenu un rôle : ne s'en souvient-il donc pas? — « Perlet prétend qu'il a voulu sauver le jeune enseigne. J'ai la preuve irrécusable du contraire : cette preuve est que son commis, Gallais, par qui il l'a envoyé chercher, était un agent de la Préfecture. » La constatation est probante, en effet : si Perlet n'avait pas prémédité de sacrifier le neveu de Fauche-Borel, ce n'est point un policier qu'il lui eût donné pour guide dès les premiers pas dans Paris. Comme Perlet ne proteste plus, le Président lui demande : — « Est-il vrai que Gallais était un agent de police? — C'était un inspecteur, en effet, » répond piteusement le mouchard, et des murmures courent dans la foule, épouvantée de cet étalage d'horreurs, tandis que Veyrat continue l'écrasante déposition : — « Les 600 livres sterling, réclamées par Perlet à Fauche « pour sauver Vitel, » ne pouvaient en rien assurer le salut du malheureux, et Perlet le savait bien : il eût été impossible à quiconque de sauver Vitel une fois dénoncé; je n'étais pas assez sot pour me compro-

mettre à ce point... » Perlet est donc un assassin et un voleur. Rien n'arrête Veyrat, pas même l'évidence que son ex-associé est perdu : il poursuit, sans qu'on l'interroge : — « Voulez-vous que je vous donne des explications sur la canne ? Quand Vitel fut arrêté, on n'avait pas saisi sa canne : Perlet donna avis qu'elle renfermait des papiers importants. Alors je donnai l'ordre d'aller la prendre au domicile de Vitel et on la rapporta. Le soir, on fit appeler Vitel ; quand on lui présenta la canne, il dit : — *Je suis perdu! Je ne l'avais confié qu'à Perlet!* Alors l'interrogateur scia la canne : c'était un petit bambou pas plus gros que le doigt. Chacun s'attendait à voir quelque chose d'extraordinaire ; on fut fort étonné de ne trouver, dans la lettre, qu'une demande de deux passeports. Vitel dit : « Je devais la remettre au ministre dans le cas où il se serait mis avec nous. »

C'est à Fauche qu'auraient dû, sur ces mots, s'adresser les huées du public, à Fauche coupable d'avoir, avec une inexcusable légèreté et sur une simple supposition éclose de son esprit fécond en fantasmagories, confié à son neveu une communication à ce point dangereuse que sa découverte équivalait à un arrêt de mort. Mais, pour ceux qui sont là, c'est l'abject Perlet qui accumule sur lui toutes les réprobations. Berryer, l'avocat de Fauche, profita habilement de cette impression de l'assistance pour poser à Veyrat la question décisive : — « Vous avez eu sous les yeux toute la correspondance de Fauche-Borel. Je vous demande de déclarer si, dans cette correspondance, vous n'avez rien observé qui pût permettre de croire à une déviation de ses devoirs sacrés. » Veyrat prononce avec une sorte de solennité : — « J'atteste que je ne puis donner que des éloges à son zèle et à son dévouement constants pour la cause royale. » Et tandis que Berryer se rassied, — avec cet air définitivement convaincu et modestement triomphant de l'avocat désormais certain du succès de sa cause, — les applaudissements éclatent dans l'auditoire, comme au théâtre, à une fin d'acte qui laisse entrevoir le dénouement espéré.

Perlet s'efforçait encore d'émerger du flot de boue où il s'enlizait : mais la répugnance unanime pesait sur lui d'un tel poids qu'il eût cherché en vain à reprendre pied. Ordinairement la foule, — et la foule parisienne surtout, — n'assiste pas sans pitié à cette lutte désespérée d'un homme, fût-il le plus avéré

des criminels, se débattant contre le flot qui monte et cherchant à retarder le moment où il sombrera; mais ici, on contemplait avec une satisfaction féroce la noyade de ce misérable, soufflant, balbutiant, éperdu et qui, déjà, se sentait tiré vers l'abîme. La suite du procès fut remise à huitaine pour l'audition des plaidoiries. Devant l'opinion, la cause de Fauche-Borel était déjà gagnée : les journaux, en rendant compte de la première journée des débats, s'accordaient à présenter Perlet sous l'aspect d'un phénomène de fausseté et de perfidie. Les chroniqueurs manquaient d'épithètes pour qualifier cette effrayante figure de traître en comparaison de laquelle pâlissaient les plus légendaires scélérats. Quand, le vendredi, 18 mai, les curieux, plus nombreux encore qu'à la première audience, se tassèrent dans le prétoire, tous cherchaient des yeux ce monstre de fourberie; mais Perlet n'était pas là; son avocat non plus; l'audience s'ouvrit sans qu'ils eussent paru et Berryer prit la parole.

De son plaidoyer, qui se prolongea durant trois heures, on retiendra seulement ici quelques traits qui complètent ce que l'on sait déjà de cette longue intrigue policière. L'avocat établit que Perlet, au cours de sa correspondance, avait reçu de Fauche environ 50 000 francs. Si l'on ajoute à cette somme celles que le mouchard toucha, tant en gratifications qu'en appointements, à la caisse de la Police, les 6 000 francs que lui valut, au dire de Veyrat, son voyage à Londres et l'argent conquis sur le malheureux Vitel, on voit que son infamie lui rapporta une centaine de mille francs. Berryer aborda ensuite la calomnie de Perlet, accusant Fauche-Borel d'avoir servi la police de Bonaparte et offert à Desmarest sa collaboration, en 1813. — Quel intérêt aurait poussé Fauche à trahir la cause au succès de laquelle, depuis si longtemps, il consacrait toutes ses forces, et cela juste à l'heure où il était facile de prévoir qu'elle allait triompher? Si Fauche s'est enrôlé dans la Police impériale, pourquoi ne livrait-il pas à Desmarest les lettres qu'il recevait de Perlet, alors qu'il croyait celui-ci l'un des plus fermes champions de la cause royale? Et, d'ailleurs, quelle confiance Desmarest aurait-il pu prêter aux offres de Fauche qui l'avait trompé déjà et dont il tenait en mains toute la correspondance, révélatrice d'un zèle ardent pour les Bourbons? Arguments sans réplique, en effet, que Berryer résuma en une péroraison éloquente : — « Que l'on consulte ces registres qui comprennent

les noms de toutes les personnes à la solde de la Police : Fauche dégage les ministres, en ce qui le concerne, des obligations qui couvrent le secret de leurs opérations... Oui, Fauche-Borel déclare solennellement relever les dépositaires de ces dossiers de tous empêchements qu'ils pourraient admettre par scrupule, les déliant d'avance de la discrétion qu'ils croiraient lui devoir comme à un agent confidentiel... » Décidément, Fauche manquait de mémoire et si la déclaration de son avocat avait été prise au mot, il se fût trouvé bien penaud : il existait, en effet, dans les archives du ministère de la Police, certain dossier à son nom qu'il suffisait, — comme aujourd'hui, — de feuilleter, pour y découvrir une lettre datée du 15 juin 1804, par laquelle, prisonnier à la Force, « il protestait de son attachement au Gouvernement de l'Empereur » et « se livrait entièrement » à Desmarest : celui-ci avait même écrit en marge de cette supplique : *demande d'être traité comme espion.* Il n'est pas possible que, en ce mois de mai 1816, alors que les journaux publiaient en longues colonnes le compte rendu du procès de Fauche-Borel, quelque employé curieux n'ait pas ouvert ce dossier pour s'y renseigner sur le personnage dont les revendications encombraient les gazettes. Si, en réponse à l'apostrophe de Berryer, quelqu'un avait déposé sur le bureau du Président ce papier révélateur, l'effet d'audience eût été vif et, peut-être, le plus étonné de tous eût-il été l'oublieux libraire. Mais non, aucune indiscrétion ne fut commise : et voilà qui est rassurant pour ceux dont le nom traîne dans les cartons de la Sûreté générale. Le silence des policiers a, de tout temps, été méritoire: combien de petits retraités des services secrets de la Préfecture auraient pu amasser des notes à sensation sur la société parisienne et publier des ouvrages assurés d'une vente considérable rien qu'en recueillant leurs souvenirs! Aucun ne l'a jamais fait : les *Mémoires* de policiers sont nombreux, mais beaucoup sont apocryphes et il est bien rare de rencontrer chez les autres des révélations à scandale. Il y a, chez tous ceux que le devoir oblige à se pencher sur les vilenies humaines, une réserve pitoyable et pudique qui ressemble au mutisme des confesseurs.

Quand Berryer se tut, le Président demanda : — « Perlet est-il là? » Personne ne répondant, l'Huissier appela à voix haute « le plaignant Perlet. » Une attente, suivie d'une rumeur d'étonnement; Perlet n'avait pas osé affronter cette seconde

audience; son avocat lui-même s'était abstenu d'y paraître : l'un et l'autre désertaient la lutte et s'avouaient eux-mêmes vaincus. On remit à huitaine pour entendre le substitut du Procureur du Roi.

Fauche-Borel était vengé : les débats avaient pleinement établi la parfaite continuité de son zèle royaliste; — pour affirmer sa bonne foi, l'un de ses plus actifs adversaires n'avait pas reculé devant la gêne de charger d'un crime répugnant un ancien ami d'enfance; — son avocat avait dissipé les derniers nuages qui auraient pù tacher le ciel pur de ses bonnes intentions; — le public, à plusieurs reprises, s'était permis de manifester ses impressions favorables, presque enthousiastes; — et son adversaire même proclamait sa propre défaite en quittant la place avant la fin du procès. Nul doute que la dernière audience ne consacrât ce triomphe et que les conclusions du ministère public ne parachevassent cette apothéose. Au jour dit, le substitut Riffé se leva de son siège et commença en ces termes : — « Une union exorbitante de noms qui ne devaient jamais être rapprochés a dû, dans ce procès, exciter votre indignation : ce qu'il y a de plus noble et de plus auguste s'est trouvé en contact avec ce qu'il y a de plus vil et de plus misérable : le nom du Roi a été proféré à côté de celui de Perlet. Qui l'a osé? Le sieur Fauche-Borel, et, dans le devoir de notre ministère, nous sommes obligés de lui en adresser publiquement le reproche... » Jusque-là, rien d'anormal; on pouvait croire à une assez maladroite entrée en matière : mais le substitut poursuit : — « Le sieur Fauche-Borel pouvait-il penser que le jugement du tribunal, en supposant qu'il lui fût favorable, le réhabiliterait dans les bontés qu'il avait perdues? La décision des tribunaux peut-elle lier en rien celui de qui ils tiennent le droit de la rendre? Les Rois attendent-ils un jugement pour oublier les torts qu'on a envers eux? Et quand vous aurez prononcé, le monarque sera-t-il obligé de croire Fauche-Borel justifié? Non, non, messieurs, il n'en est point ainsi; les puissances de la terre ne doivent qu'à Dieu seul compte de leurs secrètes pensées; elles sont placées trop haut pour qu'il nous soit permis de lire dans leur cœur, alors qu'elles ne l'ouvrent pas; et le jugement que sollicite le sieur Fauche-Borel n'influera en rien sur ce qu'il a droit d'attendre désormais de bonté et d'estime de la part de notre auguste monarque!... »

Le pauvre libraire, qui s'était attendu à des félicitations, écoutait, consterné, n'en croyant pas ses oreilles. On ne le lui envoyait pas dire : même absolument lavé de l'immonde calomnie de Perlet, il n'avait pas à espérer la fin de sa disgrâce; car c'était bien manifestement le Roi qui se faisait entendre par la voix de son Procureur : nul magistrat, en effet, ne se fût permis de si catégoriques déclarations, s'il n'y eût été expressément invité par « quelque inspiration d'en haut, » émanant, très probablement, de la Chancellerie. Et le discours prend l'allure d'un âpre réquisitoire : — Contre Perlet? — Non, contre Fauche-Borel, pris maintenant directement à partie : — « Vous avez voulu vous justifier; mais, pour le faire, vous avez commis l'indiscrétion la plus condamnable; vous avez fait connaître des pièces qui auraient dû rester secrètes... » Fauche-Borel n'a-t-il pas, du reste, été récompensé bien au delà de ses mérites, et quel mortel n'envierait son sort? Songez donc! — « Il a fidèlement servi le Roi; il a joui de sa présence auguste; de sa bouche sacrée il a reçu des témoignages de sa bonté, caractère prédominant de notre souverain; il a vu à découvert ce cœur royal et pur dans ses projets d'amour pour son peuple... Pourquoi n'a-t-il pas conservé dans le secret de son âme ce bonheur dont tous les Français seraient jaloux? En le divulguant il en devenait moins digne! »

Vittel n'a-t-il pas joui, lui aussi, « du bonheur le plus ineffable? — N'est-il pas mort pour la cause du Roi? Mort digne d'envie, mort glorieuse, mort qui illustrerait la vie la plus obscure et la plus ignorée. » On s'attarde ici, peut-être trop complaisamment, à cet échantillon d'éloquence judiciaire ; mais, outre que cet étonnant pathos contient en germe le triste dénouement des aventures de Fauche-Borel, il est un spécimen curieux de ce qu'inspirait à un magistrat qui, trois ans auparavant, avait « requis » tout aussi chaudement, il n'en faut pas douter, au nom de Sa Majesté l'Empereur, l'idolâtrie de commande pour ce Roi si longtemps dédaigné.

Le jugement fut rendu le jour même; il donnait satisfaction sur tous les points à Fauche-Borel qui s'entendait « renvoyé » de la plainte incidente en calomnie portée contre lui par Perlet; Perlet était condamné à cinq années d'emprisonnement, à 2 000 francs d'amende, à l'interdiction de ses droits civils pendant dix ans, à la restitution de la somme escroquée par lui à Fauche-

Borel, soit 14 108 francs, augmentés des intérêts à compter du jour de la demande, à 300 francs de dommages-intérêts et aux dépens du procès; il lui était en outre fait défense de vendre et distribuer son *Exposé*, déclaré faux, calomnieux et attentatoire à l'honneur de son adversaire; le Tribunal ordonnait enfin que « le présent jugement serait imprimé au nombre de cinq cents exemplaires et affiché, le tout aux frais dudit Perlet. »

Fauche-Borel triomphait donc du calomniateur, mais non de la calomnie. Louis XVIII, qui avait supporté noblement la pauvreté, l'abandon, l'oubli humiliant même, ne voulait pas être ridicule, et la publication de son audience accordée à un mouchard l'assimilait à un roi de vaudeville : il ne devait jamais pardonner cela. Quand, en politique, un homme est parvenu à un but longtemps poursuivi, il n'aime pas à se remémorer les ornières et la boue des chemins qu'il a dù suivre pour l'atteindre : les lui rappeler, et bruyamment, est le plus sûr moyen de lui déplaire.

Mais Fauche ne l'entendait pas ainsi : en le lançant, à son corps défendant, dans ce qu'il s'obstinait à appeler « la diplomatie, » une « bouche auguste, » — celle du Prince de Condé, — lui avait promis, en cas de Restauration, un million comptant, une place éminente et le cordon de Saint-Michel; or, la Restauration était un fait accompli; il voulait son cordon, sa place et son million. Il consent à transiger cependant et à compter pour rien les « trente années » de sa vie consacrée à la cause des Bourbons, les « mille dangers » auxquels il s'est exposé, « ses sacrifices de tous les genres, » son « dévouement de tous les instants; » mais, au moins, qu'on le rétablisse dans la situation où on l'a pris; et il dresse le bilan de cette situation; elle était superbe : — « Je jouissais d'une grande aisance; j'étais à la tête de deux établissements considérables; je commandais à un capital de près de 500 000 francs, et je ne devais rien... » Il le clame, il le croit, car sa mégalomanie s'accentue en proportion de sa disgrâce; et le malheureux se condamne à cette vie surmenante du quémandeur qui assiège les bureaux, sollicite des protecteurs, se procure des attestations, fait antichambre, est évincé, gémit, importune, pétitionne sans rémission ni vergogne. Partout il trouve sourdes oreilles. Rien ne vient; des mois, des années passent : et il n'est pas le seul qui attende : il y a, là-bas, dans l'Ouest, de vieux chouans mutilés dans la

grande guerre; leurs fils sont morts le fusil en main, leur champ est ravagé, leur maison est en ruine : quand ils ont appris le retour du Roi, ils ont pensé : c'est la revanche ! Personne ne songe à eux : les veuves des paysans tués pour le drapeau blanc obtiennent 30 francs d'allocations *annuelles*; les cinq enfants du grand Cathelineau n'ont pas assez de pain pour vivre dans la chaumière d'où leur père sortit, appelant la Vendée aux armes; la veuve de Lescure, la veuve de La Rochejaquelein sont, — en 1816 ! — sous la surveillance de la police... Par compensation, la sœur de Robespierre reçoit 2000 francs de pension !... Ceux qu'on pouvait récompenser par un portefeuille, une grande distinction, un titre de duc, étaient facilement satisfaits : c'est ce qui advint à Blacas, à la Maisonfort, à la Châtre, à Dandré, à l'abbé de Montesquiou, pour se borner aux noms épisodiquement cités au cours de cette histoire; Carlos Sourdat était colonel, attaché à l'état-major du gouverneur de Paris; mais les petits, que faire pour eux? Le budget de la France n'aurait pas suffi à attribuer une pension, même modique, à tous ceux qui estimaient posséder un droit à la reconnaissance du Roi restauré. L'abbé Ratel, mal reçu à Paris, s'en retourne vivre en Angleterre où il a ses habitudes; Leclerc, l'œil vairon, l'homme de la Correspondance anglaise, revient en France, obtient un petit secours annuel, dont il vivra jusqu'en 1839; celui-là se contentait de peu ; le brave Ange Pitou, qui, au temps de l'agence Brotier, a donné tout son argent, s'est endetté pour le service du Roi, et a été déporté à Cayenne, présente maintenant ses comptes : le Trésor royal reconnaît qu'il est dû au chansonnier 545750 francs; mais on le lanternera d'année en année et il trépassera, en 1846, sans avoir touché un écu. Ce créancier des Bourbons, à soixante-douze ans, fut rencontré mendiant par les rues et l'État hérita définitivement du demi-million que ce pauvre hère avait avancé en Fructidor.

Fauche-Borel, peu disposé à tant de résignation, était, d'ailleurs, perdu de dettes, ayant laissé à Berlin, à Hambourg, en Suisse, en Angleterre des créanciers qui montraient les crocs. Pourtant, il paradait encore, ne voulant pas abdiquer : on le voyait aux dîners de Barras, — autre épave dédaignée des temps de trouble, — qui, lui aussi, fanfaronnait sous le mépris unanime, et posait au « dernier des républicains, » en tenant table ouverte dans son fastueux intérieur de Chaillot. Fauche

devait s'asseoir là, un soir, aux côtés d'un jeune écrivain dramatique, à l'aurore de sa renommée, Alexandre Dumas : rencontre que le grand conteur consigna plus tard en ses entraînants *Mémoires*. Louis XVIII étant mort, usé par la goutte, Fauche entreprit en 1825 le voyage de Reims pour assister au sacre de Charles X ; il assure y avoir été convié par le Roi lui-même : il est plus probable que, dans sa vanité, grandissante à mesure que ses horizons se rétrécissaient, il voulut se faire voir en cette réunion « de toutes les grandes notabilités, des *insignes* de l'Europe entière. » Sa folie progressait : il se donnait alors le titre de *chevalier*, et signait Louis *de* Fauche-Borel. Le changement de règne lui parut favorable à de nouvelles récriminations : il reçut encore des promesses, de bonnes paroles, reprit espoir : il n'abandonnait pas son rêve du million, du superbe emploi et de la décoration que lui avait, trente ans auparavant, promis le Prince de Condé, s'il réussissait à gagner Pichegru aux Bourbons. Or, le malheureux estimait « avoir réussi ! » Et c'est pour l'établir et le prouver que, rentré à Neuchâtel, il entreprit l'œuvre immense de relater l'histoire de sa vie et de ses missions diplomatiques.

Non loin de lui végétait l'homme dont le nom restera toujours associé à celui de Fauche-Borel, — Perlet. — Après sa condamnation, pour éviter la prison, Perlet avait passé la frontière et s'était fixé à Genève, sa ville natale. Sans argent, il trouva asile chez sa sœur, brocheuse, place de la Magdeleine : lui-même dut prendre le cousoir et apprit à brocher ; — « sans quoi, l'hôpital, » écrivait-il. L'amertume minait ce déchu qui avait connu, avant Fructidor, des jours de succès et d'aisance ; d'abord il garda un silence prudent ; peu à peu, l'humiliation de son métier manuel, la médiocrité de son salaire, son isolement, sa vie misérable, lui mirent au cœur une sorte de rage. Comme Fauche-Borel, son adversaire dans un duel de dix années, il rêvait aux millions qui lui avaient échappé ; tout en maniant le plioir ou en battant les feuilles, il déplorait que son ténébreux génie fût à court d'un moyen de refaire sa fortune. N'avait-il pas été, déjà, au retour de sa déportation, aux prises avec le dénuement ? Il s'était bien tiré d'affaire et procuré des sommes appréciables en mystifiant un sot ; n'aurait-il donc plus la chance de rencontrer un nouveau pigeon à

plumer? A qui tendre un piège? Quelle ruse employer, inédite et sûre, pour retrouver les profits d'autrefois? Telle était sa vésanie, son obsession constante. Comme les ressources de son esprit ne lui fournissaient rien de nouveau, il revint au procédé qui lui avait naguère réussi et, après trois ans de méditation, saisissant l'occasion du désarroi où l'assassinat du Duc de Berry mettait le Gouvernement français, il écrivit à M. Siméon, ministre de l'Intérieur du cabinet Richelieu, qu'un homme « comblé des bienfaits du Roi, » venait de se présenter chez lui, Perlet, et « le croyant exaspéré par les injustices dont il était victime, » lui avait confié d'importants papiers dont la publication prochaine causerait « un très grand déplaisir à Sa Majesté. » Le ministre dépêcha aussitôt à Genève l'un de ses attachés, — le chevalier Catelin, — qui vit Perlet, et obtint de lui, moyennant une somme de 3000 francs, la remise des documents compromettants pour la Monarchie. Quels étaient ces documents? Quelque libelle de la fabrication de Perlet lui-même, sans doute, ou le résidu de pièces soustraites par lui des cartons lors de son passage à la Police. Perlet ne s'en explique pas : il dit seulement que ces papiers furent détruits. Il put s'assurer ainsi que son procédé n'avait rien perdu de sa valeur et qu'il parviendrait encore à en tirer parti. Aussi, trois ans plus tard, le 1er juillet 1823, il s'adressa au duc d'Havré, auquel Fauche-Borel l'avait présenté dans les premiers jours de la Restauration : rappelant sa précédente démarche qui avait épargné au Roi les plus graves embarras, il exposait que, cette fois, « l'affaire était bien autrement majeure; » le hasard l'avait mis en possession d'un secret qu'il hésitait à révéler, tant pourrait être dangereuse la moindre indiscrétion. Le duc d'Havré communiqua la missive à M. de Corbière, ministre de l'Intérieur, lequel chargea le sous-préfet de Gex d'entreprendre une enquête sur Perlet et sur l'importance des révélations dont il menaçait le Gouvernement.

Le sous-préfet de Gex, M. Pourcelot, soucieux de montrer du zèle, ou désireux, tout simplement, de se dérouiller par une excursion à Genève, tomba, un beau matin, chez Perlet qu'il trouva à son établi. Il le questionna adroitement, donnant comme motif de sa visite le regret qu'il éprouvait de savoir « dans une position gênée un homme connu par son dévouement à la personne du Roi. » Il cherchait ainsi à inspirer con-

fiance et à provoquer des confidences. Perlet s'observait, se bornant à déplorer « sa situation fâcheuse » et à exprimer sa reconnaissance à M. le sous-préfet pour sa réconfortante visite; sur quoi celui-ci aborda nettement la question : le brocheur ne parut « ni surpris ni fâché; » il détenait, en effet, dit-il, un secret d'importance : mais il avait besoin de quelques heures « pour en rédiger la révélation » et il promit qu'elle parviendrait à Gex par le courrier du lendemain.

Le jour suivant, le sous-préfet reçut une lettre : Perlet s'était ravisé : — « Je vous renouvelle, écrivait-il, la déclaration que j'ai eu l'honneur de vous faire hier dans ma chambre... Depuis plus de sept ans, je souffre par l'injustice des hommes les plus rudes privations de la vie.. Le temps est bien long, et j'ai soixante-cinq ans! » Il continuait ainsi ses jérémiades, se flattait d'avoir déjà, depuis son exil à Genève, rendu un grand service au roi Louis XVIII en arrêtant une publication faite pour troubler le repos de Sa Majesté, et il terminait ainsi : — « Il y a quelques semaines, le hasard ou l'erreur où on est de mes véritables sentiments, m'a fait découvrir un projet d'une bien autre importance et que ma singulière position ne me permet pas encore de dévoiler... S'il y avait un danger pressant, je dirais tout ce que je sais... la prudence ne me le permet pas. » Quoique libellée en termes ambigus, la lettre n'était qu'une demande, mal déguisée, de pension ou de secours. C'est en ce sens que le sous-préfet en rendit compte au ministre, en même temps qu'il manifestait à Perlet son regret de ne pouvoir solliciter Son Excellence en sa faveur : — « Si, ajoutait-il, dans votre intérêt, il m'était permis de vous donner un conseil, ce serait celui de vous dévouer entièrement au service du Roi... en confiant à ses ministres tous les renseignements dont vous pensez qu'il serait utile qu'ils fussent instruits. » Mais Perlet prit mal la chose ; il riposta en homme désintéressé dont on a froissé la délicatesse : — « Je vois avec peine que vous êtes bien éloigné de me connaître; vous ne suspecteriez pas ma sincérité. Mon dévouement à la personne de Louis XVIII n'a pas besoin d'être encouragé : le Roi lui-même en est convenu, le 22 juin 1808, dans sa résidence à Gosfield-Sussex, en me faisant écrire par M. le comte d'Avaray qu'il *conserverait dans son cœur, en caractères ineffaçables, et jusqu'au jour des récompenses, le souvenir des services que je lui ai rendus. Telles sont,*

ajoutait M. d'Avaray, les propres expressions du Roi : sa mémoire est toujours fidèle quand elle est l'organe de ses sentiments... »

Invoquer comme un titre d'honneur les paroles que le Roi lui avait adressées, le prenant pour un serviteur héroïque, tandis que le mouchard ne s'introduisait à Gosfield que pour espionner, voilà un trait qui complète le personnage. Louis XVIII régnait encore et Perlet pouvait supposer que cette lettre serait mise sous les yeux de Sa Majesté. Croyait-il donc qu'on eût oublié à la Cour les scandales du procès de 1816? Oubliait-il lui-même ou sa tête était-elle tout à fait dérangée? On le croirait à lire ses dernières lignes : — « Personne ne peut révoquer en doute que j'ai sauvé, *seul*, par un courage extraordinaire, Mme la Duchesse d'Angoulême d'une mort certaine lorsque cette princesse était enfermée au Temple. J'ai commandé en chef toutes les forces réunies des sections de Paris contre la Convention nationale; j'ai été condamné à mort le 13 Vendémiaire... Pour toute récompense, je suis condamné par un tribunal inique et forcé de fuir une patrie que j'avais choisie... Votre lettre, monsieur, a comblé la mesure. Je ne demande rien. Il est parfaitement inutile que vous vous donniez la peine de m'écrire; et encore moins de venir chez moi... mon parti est irrévocablement pris. » Si Perlet, on le voit, avait perdu la raison, il conservait son aplomb des bons jours et il mentait avec plus d'audace qu'il ne l'avait jamais fait. Fidèle au stratagème du faux *Comité* royal, il espérait aguicher, par cette fière attitude, le sous-préfet de Gex et l'obliger de le supplier humblement, — même à prix d'or, — de divulguer enfin le secret angoissant dont il se disait détenteur. Seulement il avait la main lourde : Dubois ni Desmarest n'étaient plus là pour guider sa plume, et il dut continuer le brochage, sa tentative de chantage ayant échoué. Pourtant il essaya, plus tard encore, de duper quelqu'un, car, quatre ans après, on voit le ministre d'alors, — c'était encore M. de Corbière, — réclamer au Préfet de police des renseignements sur le sieur Perlet : — « Je voudrais surtout, précise l'Excellence, fixer mon opinion à l'égard des imputations faites au sieur Perlet par rapport à l'affaire du neveu du sieur Fauche-Borel. » C'est le dernier écho du drame. Perlet mourait l'année suivante, à Genève, le 29 novembre 1828, dans son taudis de la place de la Magdeleine.

Fauche-Borel apprit ce décès sans désespoir, quoiqu'il ne soit pas bien prouvé que, dans l'effondrement de toutes ses ambitions, il n'eût point parfois regretté le temps où Perlet entretenait ses illusions. A l'époque où celui-ci mourut, Fauche terminait le grand travail de ses *Mémoires*, œuvre immense qu'il voulait définitive. Dès 1824, il s'y était attelé et comme il souhaitait qu'elle fût aussi parfaite dans la forme que révélatrice par le fond, il s'était adjoint un collaborateur chargé de la rédaction des quatre volumes in-8° que comporterait l'ouvrage. Afin d'éviter les contrefaçons et pour satisfaire l'avidité des lecteurs de toute nationalité, il devait paraître le même jour en texte français, à Paris et, traduit en anglais, à Londres. C'est du moins ce qui fut arrêté dans le traité signé entre Fauche et le sieur Tercy, chargé de mettre en bonne et correcte prose les notes et renseignements fournis par Fauche-Borel.

François Tercy était le beau-frère de Charles Nodier : tous deux francs-comtois se pouvaient dire presque compatriotes de Fauche, par conséquent; la principauté de Neuchâtel ayant toujours été unie par des liens très étroits à la province française limitrophe. En outre, Nodier restait l'un des fidèles de Pichegru qu'il avait connu, alors qu'il était presque enfant, et pour lequel il gardait un culte d'admirative reconnaissance. On allait donc travailler « entre amis, » et pour mener à bien son grand labeur, Fauche résolut de se fixer à Besançon et d'y apporter la masse de documents, lettres, rapports, considérations sur la politique internationale, comptes, certificats de complaisance et autres dont se composaient ses archives. On a quelque trace de son séjour dans l'ancienne capitale de la Franche-Comté : l'incorrigible bavard, toujours en quête d'un auditeur, prit pour victime Charles Weiss, bibliothécaire de la ville, et celui-ci écrivait à son ami Nodier : — « Tu m'as adressé M. Fauche... Dès le jour de son arrivée, il a fallu que je l'entendisse raconter dans le plus grand détail toutes ses missions. Depuis, il m'a rendu régulièrement cinq à six visites par jour, dans ma chambre, dans ma bibliothèque, partout où il espère me découvrir. Indique-moi un moyen de lui échapper... » Nodier répondait : — « Tu me demandes le moyen de te défaire de M. Fauche. Le plus sûr serait de mourir et j'y ai souvent pensé. Trouves-en un autre et fais m'en part... » C'est

dire que le libraire neuchâtelois avait quelque peu perdu déjà de son prestige dans l'estime du clan Nodier-Tercy : cependant le contrat d'association tenait toujours et Nodier eut à cette époque mainte occasion de rencontrer la dupe de Perlet: c'est ainsi qu'il put tracer du personnage, dans ses *Souvenirs de la Révolution*, une silhouette si piquante et, probablement, si ressemblante.

Mais cette camaraderie ne pouvait pas durer; le fameux Fauche devait être un collaborateur insupportable : tant d'illusions s'étaient chez lui transformées en rancunes, tant de déceptions avaient, dans son esprit aigri, tourné en griefs, qu'il eût voulu ne rien garder sur le cœur et prendre à partie toute la terre. Il entendait ne laisser personne impuni et dire leur fait aux grands comme aux humbles; or Tercy était un parfait homme du monde, fort apprécié dans la société parisienne; il lui répugnait d'épouser les querelles de Fauche et peut-être s'aperçut-il que celui-ci projetait de publier, non des *Mémoires*, mais un pamphlet, qui fût en même temps une apologie personnelle; sans doute aussi s'avisa-t-il que les documents qu'il devait mettre en œuvre étaient quelque peu frelatés, car Fauche désirait produire seulement des pièces tout à son honneur et ne se gênait point probablement pour « arranger » à son goût celles dont les termes ne lui paraissaient pas suffisamment avantageux. Bref, Tercy se dégoûta de cette besogne ingrate et le traité de collaboration fut rompu.

Fauche s'adressa à Beauchamp, écrivain en vogue et bien préparé à ce travail par ses publications antérieures. Alphonse de Beauchamp, naguère employé au ministère de la Police, en avait été congédié pour indiscrétion : on l'accusait d'avoir puisé dans les dossiers laissés à sa disposition, une partie de la documentation de son ouvrage sur la Vendée : il connaissait bien le personnel de ces époques troublées et son tact dut épargner à Fauche nombre d'avanies. Néanmoins, les deux premiers volumes de l'ouvrage furent mis en vente, dans la seconde quinzaine de décembre 1828 : le troisième volume et le quatrième parurent à quelques semaines d'intervalle et, comme on le pense bien, le livre souleva des tempêtes. Celui qui réclama d'abord fut Montgaillard, lequel, pour mieux servir la Restauration, peut-être, affichait des opinions libérales; il vivait misérablement rue Montmartre, vaguement surveillé, —

et peut-être secouru, — par la police. Bien d'autres protestations suivirent; il y en eut d'acerbes, il y en eut de piteuses; Fauche-Borel, ou plutôt Beauchamp, répondit à tous. Barras, qui touchait à sa fin, reçut, « de la part de l'impudent Fauche lui-même, » les deux premiers volumes des *Mémoires* et rassembla ses dernières forces pour s'élever encore une fois contre les calomnies de « l'éternel fourbe » qui le poursuivait depuis tant d'années. Les grands seigneurs mis en cause, tels que Blacas ou la Maisonfort, dédaignèrent, eux, d'entrer en discussion avec Fauche; Veyrat, fixé à Paris où il devait mourir, rue de Saintonge, dix ans plus tard, Veyrat garda également le silence; les *Mémoires* de Fauche-Borel, en somme, le premier effet de scandale passé, eurent peu de succès; il y a quelques années, on en rencontrait fréquemment, dans les boîtes des bouquinistes, des exemplaires non coupés et portant, au feuillet de garde du premier volume, cette mention tracée de la grosse écriture molle de Fauche : *de la part de l'auteur;* il dut en offrir plus qu'il n'en vendit : l'ouvrage est prodigieusement lourd et abonde en dissertations fastidieuses. Présente-t-il quelque garantie de véridicité? Oui, plus qu'on ne le croit et il ne mérite pas le mépris où il est tenu. C'est évidemment l'œuvre d'un fanfaron, infatué de son rôle et l'on y retrouve, presque à chaque page, des traits de cette jactance dont l'auteur était gonflé; mais, si les faits y sont déformés à l'avantage du narrateur, — péché mignon des mémorialistes les plus considérés, — ils n'y sont pas, sauf exception, controuvés.

Le prix des quatre volumes était de 28 francs : sans doute Fauche s'attendait-il à ce que l'édition entière s'enlevât en quelques jours et fondait-il sur son œuvre de nouvelles espérances de fortune. Sa désillusion fut cruelle; mais ce fut la dernière. De tout l'argent qui lui était passé par les mains il ne lui restait rien, que des dettes. Ses créanciers, le voyant sans protecteurs et abandonné de tous, se montraient exigeants; sa femme était morte en 1824; tous ses enfants, sauf sa fille qu'il avait mariée en Angleterre, étaient également disparus. Afin de tirer parti de sa maison neuve du faubourg de Vieil-Châtel, il la transforma en auberge, — l'*Hôtel Fauche;* — peut-être espérait-il que son renom assurerait la vogue de l'établissement : pas un voyageur de marque, pas un personnage de distinction, visitant la Suisse, ne manquerait de descendre chez

« le célèbre Fauche-Borel. » Mais sa présence eût été nécessaire et il vivait peu à Neuchâtel, toujours sur les routes, agité, en proie à une excitation que sa fatigante activité ne parvenait pas à calmer. Il partait sans raison, revenait à l'improviste, semblable maintenant à un acrobate qui a laissé choir son balancier et tente cependant de se maintenir sur la corde raide. Dans la seconde quinzaine d'août 1829, il reparut à Neuchâtel, rentrant de Paris en proie à un égarement inquiet : il ne cachait pas que ses affaires allaient mal; ses créanciers étaient intraitables; on le menaçait de la faillite, peut-être de la prison. Il parlait de mourir et, par moments, son agitation faisait place à une profonde mélancolie; on le surprit, un jour, maniant un rasoir... Les vieux Neuchâtelois se rappelaient que le père de Fauche donnait, sur la fin de sa vie, des signes de dérangement d'esprit et avait, durant sept années, soutenu contre la ville un procès auquel il s'était obstiné avec une exaltation maladive.

Le 4 septembre, vers quatre heures de l'après-midi, Fauche-Borel monta au dernier étage de son hôtel ; de là on découvrait un vaste et splendide horizon : le lac, les montagnes, la campagne verte et, massée sur la colline, la vieille ville, avec son tohu-bohu de toits, la gerbe de tours de son ancien château, la flèche de la Collégiale, le lacis des rues étroites que dominait le fronton de l'Hôtel de Ville ; derrière montait la rue de l'Hôpital, avec la modeste maison que Fauche avait quittée, un jour de juillet 1795, pour courir après la fortune. Trente-quatre ans de cela ! Et il se retrouvait, à soixante-sept ans, plus pauvre qu'en ce temps lointain, quand il vivait là avec sa femme et ses enfants. Alors il se pencha, s'élançant; son corps tourna dans l'espace et vint s'abattre, brisé, sur le sol.

G. Lenotre.

LA QUESTION TURQUE

IV (1)

LES MINORITÉS NON-MUSULMANES EN TURQUIE

Le grand malheur de la Turquie est d'être un pays peuplé de races très nombreuses et très différentes : la population turque s'y trouve mélangée à peu près partout, dans des proportions variables, à des éléments hétérogènes, qu'elle n'assimilera jamais, pas plus qu'elle ne se laissera assimiler par eux. Si l'on observe la façon dont vivent côte à côte dans l'Empire ottoman, les Turcs, les Juifs, les Grecs et les Arméniens, on constate que tout les divise et que rien ne les unit; depuis la religion et la langue, jusqu'aux mœurs et au costume. Chaque *nation*, comme on dit en Orient, garde jalousement son caractère singulier et ses traditions ethniques; et, ce qui est plus grave, chaque nation est parvenue, fort aisément, grâce à la tolérance ou à l'indifférence des Turcs, à se constituer pratiquement en État, avec son organisation particulière, sa juridiction spéciale, son clergé, ses écoles, on pourrait même dire ses finances.

Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer en détail comment cet état de choses a pu naître et subsister. On rappellera simplement, pour mieux faire comprendre les termes dans lesquels se pose aujourd'hui en Turquie la question des minorités, le

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier, 1er février et 1er mars 1922.

grand principe à l'abri duquel les éléments non-turcs se sont ménagé une autonomie de fait. La forme du gouvernement turc est essentiellement une théocratie, ayant à sa tête un souverain, qui en est à la fois le chef temporel et le chef religieux. Dans une telle organisation, non seulement l'Église et l'État ne sont point séparés, mais ils sont unis au point de se confondre. Les Turcs reconnurent volontiers chez les peuples qu'ils avaient vaincus une constitution analogue à celle qu'ils s'étaient eux-mêmes donnée. Ils n'auraient point toléré que les Grecs, devenus sujets de l'Empire, eussent un chef laïque, mais ils trouvèrent tout naturel qu'ils obéissent, en tant que chrétiens, à un chef religieux. Il n'est pas inutile d'observer, en passant, que le principe de la liberté des cultes était déjà reconnu et généralement appliqué par les Turcs au xv[e] siècle, c'est-à-dire à une époque où l'Europe occidentale, en proie aux guerres et aux persécutions religieuses, ne le soupçonnait pas encore ; il est vrai qu'aux siècles suivants, et jusqu'à ces derniers jours, l'Europe, devenue tolérante, a souvent frémi d'indignation et d'horreur devant les terribles excès du fanatisme musulman en Turquie. Les Grecs comprirent immédiatement le parti qu'ils pouvaient tirer des dispositions où ils trouvaient leurs vainqueurs. Ils se rallièrent autour de leur Patriarcat. Cette institution qui, déjà sous l'Empire byzantin, exerçait un certain pouvoir temporel, ne manqua point de le retenir. Le Gouvernement turc laissa au Patriarcat le soin de dresser l'état civil de ses sujets grecs, de régler les actes de leur vie qui présentaient un caractère à la fois civil et religieux : mariage, divorce, succession, tutelle, et de trancher, selon sa loi particulière, ainsi que le faisaient pour les Turcs les tribunaux du *Cheik-ul-Islamat*, tous les différends auxquels ces actes pouvaient donner lieu.

Ainsi naquirent les privilèges du Patriarcat grec, ou, en d'autres mots, les garanties de la nation grecque en territoire ottoman. Assisté de deux conseils élus par le peuple, l'un ecclésiastique, l'autre laïque, le Patriarche avait sous son autorité exclusive, outre les organisations religieuses, les tribunaux, les écoles, les hôpitaux. De plus, étant reconnu et officiellement nommé par un firman impérial, il avait le droit d'intervenir auprès des pouvoirs politiques turcs, chaque fois que l'exigeaient les intérêts de la nation dont il était le chef. De même

furent constitués, par la suite, un patriarcat pour les Arméniens et un Grand-Rabbinat pour les Juifs. A l'heure qu'il est, le Patriarche-œcuménique, le Patriarche des Arméniens et le Grand-Rabbin sont encore considérés par le Gouvernement de Constantinople tout à la fois comme les suprêmes magistrats des nations qu'ils représentent et comme des fonctionnaires de l'Empire : en effet, l'autorité qu'ils exercent leur est conférée par l'élection et reconnue par la volonté du Sultan.

Mais cette autonomie relative ne répond plus aux exigences des minorités non musulmanes; elles aspirent tantôt à une complète indépendance et à une pleine souveraineté, tantôt à une autonomie de droit, reconnue et garantie par les grandes Puissances du monde. Quant au Gouvernement turc, il maintient son point de vue, se déclare prêt à conserver aux diverses nations qui vivent dans l'Empire leurs privilèges séculaires, mais se refuse à admettre que la protection des minorités soit assurée en Turquie par des mesures plus rigoureuses et plus restrictives de la souveraineté de l'État, que celles qui ont été imposées par les récents traités à d'autres nations vaincues, comme la Bulgarie et la Hongrie.

LES JUIFS

En Turquie comme partout ailleurs, les événements de ces dernières années ont réveillé chez les Juifs l'esprit national. Le mouvement sioniste, favorisé depuis l'origine par l'Allemagne et plus récemment par l'Angleterre, s'est manifesté à Constantinople sous une forme particulière. Une propagande habile s'est exercée par les journaux, par les conférences, par le cinéma. On a fait valoir aux yeux des Juifs ottomans l'exemple des Arméniens et des Grecs, qui, pour garantir le maintien de leurs privilèges, n'hésitaient pas à invoquer l'intervention des Puissances étrangères. On leur a rappelé que pour la première fois, dans le traité de Sèvres, leur existence en tant que nation avait été officiellement reconnue. Ce n'était là qu'un commencement : il appartenait aux Juifs de Turquie de saisir l'occasion favorable, et d'en profiter pour se faire reconnaître un statut organique et nettement défini.

Quelques hommes de valeur et d'autorité prirent la tête du mouvement. Le 1er mai 1921, les délégués juifs de Constanti-

nople se réunirent au Grand-Rabbinat en Assemblée Constituante. Les partisans de la réforme proposèrent aussitôt l'élaboration d'une Charte, qui consacrerait solennellement tous les privilèges accordés par les Sultans aux communautés israélites de leur Empire, transformerait ces privilèges en droits permanents et irrévocables, et leur assurerait enfin une garantie internationale. La discussion fut très vive entre les promoteurs du nouveau statut organique et les défenseurs de l'ancien ordre de choses. Elle n'aboutit à aucune conclusion formelle, et, au mois d'octobre, lorsque j'ai quitté Constantinople, la question, toujours à l'étude, n'était point résolue.

De fait, la communauté juive de Turquie a représenté jusqu'à ces derniers temps un élément docile et loyal à l'égard de l'Empire. Les mauvais traitements infligés aux Israélites par les Grecs dans les territoires nouvellement occupés semblaient avoir encore renforcé ces sentiments. De la Thrace, de Smyrne et d'autres villes de l'Asie-Mineure, on avait vu refluer sur Constantinople un grand nombre de Juifs de toute classe, mais surtout de petite condition : ils fuyaient devant les tracasseries et les exactions que les Hellènes, à peine installés dans ces contrées, s'étaient empressés de leur faire subir. Entre l'arrogance et l'avidité des Grecs et l'indifférence tolérante des Turcs, la comparaison ne pouvait s'établir, dans l'esprit des Juifs, qu'à l'avantage des seconds. Aussi vit-on, à Constantinople, des Israélites de toute condition prendre fait et cause pour l'Empire et témoigner, à l'occasion, de leur attachement aux institutions ottomanes, et même de leur amitié pour la nation turque.

Néanmoins, même en Turquie d'Europe, les nationalistes, les sionistes, les palestiniens continuent de s'agiter en faveur de l'indépendance. Ils reçoivent de l'étranger des encouragements et des subsides. Le Congrès sioniste mondial, tenu à Carslbad dans les premiers jours de septembre, ne pouvait manquer d'intensifier en Turquie le mouvement séparatiste. J'ai voulu connaître, touchant ce mouvement, ses origines et son avenir, l'opinion d'un juif de Constantinople que sa haute situation à l'intérieur et en dehors de la communauté, ses relations étendues et sa longue expérience des choses de l'Orient mettaient particulièrement en mesure de m'éclairer.

« La condition et l'organisation des Juifs, — me dit-il, — diffèrent profondément selon qu'ils se sont établis dans des pays

d'une civilisation supérieure, égale ou inférieure à la leur. En Hollande, en Angleterre, en France, les Juifs devaient tendre à s'assimiler au milieu dans lequel ils vivaient ; en Pologne, en Russie, dans les Balkans, ils furent au contraire, tantôt amenés, tantôt contraints à s'isoler de ce milieu, et par conséquent à s'organiser, soit pour s'assurer une existence meilleure, soit en vue de résister aux mesures d'ostracisme ou aux actes de persécution. Lorsque nous sommes venus en Turquie, nous y avons trouvé, comme élément dominant, un peuple moins civilisé que nous, fier de ses succès militaires, jaloux de son hégémonie politique, mais par ailleurs affable, juste et tolérant. La vie nous fut, dans ce pays, relativement facile : nous eûmes des privilèges, des garanties suffisamment larges pour assurer le maintien de nos traditions religieuses et ethniques ; garanties et privilèges furent généralement respectés. Jamais nous n'avons eu à nous plaindre des Turcs, comme ont eu à s'en plaindre les Arméniens. Quand nous avons souffert, nous avons souffert avec les Turcs, ni plus ni moins qu'eux-mêmes. Cela vous explique pourquoi, aujourd'hui, beaucoup d'entre nous refusent d'adhérer au mouvement qui se dessine en faveur de la séparation.

« Mais les Juifs de Turquie proviennent de deux origines et appartiennent, pourrait-on dire, à deux civilisations différentes. Les *Séphardim*, qui sont venus du Portugal, de l'Espagne et du midi de la France, se rattachent à l'Occident, à la civilisation latine ; ils parlent pour la plupart le jargon espagnol. Les *Askénazim* sont originaires de l'Europe centrale ou orientale ; ils parlent le jargon allemand et c'est vers la culture germanique qu'ils se sentent attirés.

« Pour ne parler que de Constantinople, la communauté juive de la capitale comptait, avant la guerre, 80 000 individus, dont 8 000 *Askénazim*. L'émigration survenue depuis l'armistice a porté la population juive de la capitale à 100 000, mais n'a pas modifié sensiblement la proportion entre les deux éléments qui la composent : les *Askénazim* ne représentent pas plus de 10 pour 100 du total. Cette minorité fut naturellement très favorisée par les autorités allemandes, tant que dura l'occupation. Maintenant encore, elle reçoit de Berlin des appuis officiels et des subsides importants. D'autre part, elle est active, remuante, réclamière et pourrait donner au dehors l'impression d'être plus importante et plus puissante qu'elle ne l'est en réalité. Enfin,

en raison même de leur origine et des luttes qu'ils ont eu à soutenir dans le passé, les *Askénazim* sont combatifs, tandis que les *Séphardim* cherchent sur tous les terrains la conciliation et la paix.

« Malgré tout, ce sont les *Séphardim*, les Juifs latins, comme ils se désignent eux-mêmes, qui forment dans la communauté israélite de Constantinople l'élément le plus important, par la qualité comme par la quantité. Ils ont la majorité dans le *Conseil mixte* qui assiste le Grand-Rabbin ; à plus forte raison l'ont-ils dans le *Comité régional* de l'Alliance israélite universelle, qui, sur vingt membres, ne compte que trois *Askénazim*. Les Juifs latins appartiennent aux classes sociales les plus élevées : beaucoup occupent des situations considérables dans la banque, le commerce et l'administration. Les *Askénazim* sont pour la plupart des petits commerçants, des courtiers et des employés.

« Les Juifs latins sont tous partisans de l'*assimilation* et ont adopté pour programme la formule connue : « émancipation des Juifs dans les pays où ils sont fixés. » Je ne veux point dire par là qu'ils ne soient pas sionistes. Tous les Juifs sont sionistes, du moins en ce sens que tous désirent qu'un *foyer juif* soit créé dans le monde, et de préférence dans la contrée qui fut le berceau de leur race. Vous avez vu qu'à Carlsbad, les organisateurs du Congrès ont déclaré qu'ils ne faisaient aucune différence entre *Séphardim* et *Askénazim*. Cependant la différence existe et elle consiste en ceci, que les *Séphardim*, tout en faisant des vœux pour la création du *home juif* en Palestine, ne reconnaissent ni l'opportunité d'un *État juif*, ni l'avantage que trouveraient les Israélites du monde entier à renoncer aux diverses nationalité qu'ils ont adoptées, pour devenir citoyens de ce nouvel État.

« S'ils rejetaient en bloc le sionisme, les Juifs latins donneraient évidemment beau jeu aux *Askénazim*, qui sont nettement séparatistes et voudraient que la question « sionisme ou antisionisme » servît de plate-forme pour les prochaines élections au Conseil. Déjà, grâce à une tactique analogue, la bataille engagée autour de l'éligibilité au Conseil des Juifs non ottomans avait abouti, il y a quelques années, à la démission du grand-rabbin Nahoum Effendi, défenseur énergique de la tendance latine, et, plus particulièrement de l'influence française parmi les communautés juives de Turquie. Cette expérience a

rendu les Juifs latins plus réservés et, si l'on peut dire, plus opportunistes. Se sentant assurés de la majorité, ils s'abstiennent de toute provocation, sont toujours prêts à faire les quelques concessions nécessaires au maintien de la bonne entente et, en un mot, se contentent de défendre une position qui, malgré l'insistance de quelques interventions étrangères, ne semble pas jusqu'à présent sérieusement menacée.

« C'est assez vous dire que ni le sionisme intégral, ni même le nationalisme intransigeant n'ont grande chance de prévaloir au sein de notre communauté. Nous n'avons pas les mêmes raisons que les Grecs et les Arméniens pour désirer l'indépendance totale et la séparation absolue d'avec les Turcs; nos aspirations nationales ne sont point dirigées dans le même sens que celle des chrétiens et ne tendent point au même but. Tout au plus demanderons-nous, à l'occasion, que notre situation particulière et nos privilèges traditionnels soient garantis formellement par celles des grandes Puissances qui décideront du sort de l'Orient. »

J'ai recueilli d'autres témoignages, qui ne font guère que confirmer celui-là. Il m'a paru que les Juifs de Constantinople, et en général ceux du Levant, attendaient, en observateurs patients et nullement passionnés, les résultats de l'entreprise poursuivie d'un commun effort en Palestine par les chefs du mouvement sioniste et par les agents officiels du Gouvernement anglais. L'accord entre les uns et les autres n'est pas un mystère : à Carlsbad, Mr Clerk, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté britannique près la République tchéco-slovaque, inaugurait lui-même les travaux du congrès sioniste, en prononçant un discours chaleureux et en donnant lecture de la déclaration du 2 novembre 1917 (déclaration Balfour), que les sionistes considèrent comme leur charte ; au même congrès, le docteur Weizmann faisait un éloge enthousiaste de l'œuvre accomplie par le gouverneur anglais, sir Herbert Samuel, qui, ajoutait-il, « est notre ami. »

En dépit d'une si puissante protection, les sionistes n'obtenaient en Palestine qu'un succès médiocre. Les chrétiens et les musulmans, qui forment ensemble la très grande majorité de la population, s'insurgeaient contre l'hégémonie juive, que les autorités britanniques essayaient d'imposer. Les financiers anglais qui, au début, avaient paru s'intéresser à la mise en

valeur de la Palestine, reculaient devant l'énormité des dépenses nécessaires et l'incertitude des résultats. Un désaccord éclatait entre les Anglais de la *Jewish Colonisation Association*, du *National Found* et de l'*Anglo-Palestinian Bank*, et les sionistes américains que dirige M. Brandeis : ces derniers prétendant disposer librement des sommes recueillies en Amérique pour le *Kerem Ayessod* (*Restauration Found*), tandis que les Anglais en exigeaient le contrôle par l'*executive* de sept membres, qui siège à Londres en permanence. Enfin l'émigration juive elle-même ne trouvait guère son compte à l'organisation nouvelle. A la fin de mai 1921, le docteur Caleb, représentant officiel du sionisme en Turquie, déclarait que, depuis le début de l'année, on n'avait pu envoyer en Palestine que 8 ou 9 000 émigrés. « Des centaines de milliers d'autres Juifs, — ajoutait-il, — attendent avec impatience que leur tour vienne de consacrer à la mère-patrie toute l'énergie farouche dont ils sont animés. » Mais précisément ceux qui attendaient leur tour, sans le voir jamais arriver, créaient autour d'eux le mécontentement et le doute. Avant de triompher à Constantinople, le sionisme devra obtenir à Jérusalem un succès qui réponde aux espoirs qu'il a fait naître.

Les écoles constituent une des grandes forces de la nation juive en Orient. Celles de l'*Alliance israélite universelle*, où le français est enseigné avec le plus grand soin et la dernière perfection, s'étaient multipliées dans tout l'ancien Empire et y avaient merveilleusement servi notre cause et répandu notre influence. En 1912, j'ai trouvé dans les écoles de l'Alliance à Mossoul 350 enfants, à Bagdad 2 400, parlant et écrivant le français ; en Palestine, l'Alliance était établie, non seulement à Jérusalem, à Jaffa et Caïffa, mais dans des villages comme Tibériade. Elle y est restée, mais nous n'y sommes pas restés avec elle ; en Palestine et en Mésopotamie, dans les écoles israélites, l'anglais a pris à peu près la place du français.

Lorsque j'ai visité, au mois de juin dernier, la belle école de Galata, j'ai eu le plaisir de constater que notre langue, notre littérature et même notre histoire y étaient enseignées avec le même zèle, apprises avec la même ardeur qu'il y a dix ans.

De leur côté, les *Askénazim* et leurs protecteurs allemands ont fait quelques efforts. La Fondation Goldschmidt et le *Hilfsverein* entretiennent à Constantinople un certain nombre d'écoles ; le groupe connu sous le nom de *Beneberit* y a créé en 1915 un

Lycée Juif, dont le caractère est à la fois confessionnel et maçonnique. Il convient d'observer que même dans les établissements où domine l'influence *askénazim*, la langue française est souvent enseignée.

Les anciens élèves des écoles de l'Alliance ont fondé une *Association amicale*, qui est un ardent foyer de vie spirituelle et d'influence française. L' « Amicale » organise des conférences faites en français, patronne un cours de sténo-dactylographie pour les jeunes filles israélites, à qui elle procure ensuite des emplois, exerce enfin à l'intérieur de la communauté une action morale efficace et étendue par le moyen d'une « Commission d'intérêts intellectuels. » Tandis que l'*Amicale* s'occupe des œuvres d'instruction, d'autres associations administrent les orphelinats, les asiles et les hôpitaux institués pour les besoins de la communauté. Ainsi les Juifs ont su réaliser à leur profit, dans les cadres de l'Empire ottoman, une organisation nationale qui répond assez complètement à leurs besoins religieux et intellectuels, sociaux et économiques. Des nombreuses clientèles que la France possède dans le Levant, et qu'elle a le devoir de conserver, la clientèle juive est l'une de celles qui nous rendent le plus de services, et certainement celle qui en exige le moins de nous.

LES GRECS OTTOMANS

Avec les minorités chrétiennes, nous abordons le côté le plus scabreux de la question turque. Le problème grec et le problème arménien ont été exposés à plusieurs reprises en Angleterre, en France, en Amérique, avec le plus grand détail, par des spécialistes très autorisés. Je ne puis qu'en rappeler les termes essentiels et en marquer, pour ainsi dire, le dernier état. A l'époque où je me trouvais en Turquie, tout contribuait à entretenir chez les Grecs de Turquie une confiance que les événements n'ont pas justifiée et des ambitions qu'ils ne pourront jamais, à ce qu'il semble, réaliser complètement. Les armées helléniques triomphaient en Asie; l'Angleterre ne mesurait ni son aide technique, ni son concours financier, ni son appui moral à ceux qu'elle avait élus pour ses soldats, pour les instruments de sa politique dans le Levant; on annonçait la formation, tantôt à Midia, tantôt à Rodosto, d'une légion portant le nom

glorieux de Constantin le Grand et destinée à marcher sur la capitale de l'Empire; dans l'esprit de beaucoup de Grecs, l'entrée triomphale du roi des Hellènes à Constantinople n'était plus qu'une question de jours. On trouvera sans doute un reflet de cet état d'esprit dans quelques-unes des conversations que je vais rapporter; cependant le soin que j'ai pris de ne consulter que des hommes d'esprit assez large et de vues assez nettes pour dominer les circonstances, assure un certain caractère de généralité aux témoignages dont je fais état : ils traduisent moins encore l'impression d'un moment, que le sentiment profond et réfléchi d'une situation définie depuis longtemps.

Un Grec très parisien, fils d'un ancien ambassadeur de Turquie, et qui fut lui-même ministre du sultan, avait bien voulu me faire rencontrer chez lui avec quelques-uns de ses compatriotes, choisis parmi les plus notables et les plus représentatifs de la nation. Notre hôte avait eu soin, sur ma prière, de définir lui-même l'objet de l'entretien : la question était de savoir si les Grecs pouvaient, oui ou non, continuer à vivre avec les Turcs, et à faire partie de l'Empire ottoman.

« Nous avons fait ce que nous avons pu, commença M. K..., pour vivre en bon accord avec les Turcs. La génération qui a précédé la nôtre préconisait la collaboration et la pratiquait très loyalement, non seulement dans les grandes affaires de l'État, mais dans la vie de chaque jour. Je dois reconnaître que les Turcs s'y prêtaient volontiers; car, quelque étrange que la chose puisse vous paraître, la seule nation qui leur inspire confiance, c'est la nation grecque. Ils confient au Juif, à l'Arménien certaines besognes inférieures; mais c'est chez les Grecs qu'ils choisissent leur avocat, leur médecin, leur homme d'affaires : ils savent que nous ne les avons jamais trompés.

« Cependant nos bons offices, privés ou publics, n'ont jamais été reconnus par la garantie formelle d'une condition telle que des hommes libres et des chrétiens puissent l'accepter. Dans cet État, dans cette ville où nous sommes tout, les Turcs nous traitent en sujets et en intrus. Car les Grecs sont ici chez eux; Constantinople est leur héritage et doit leur appartenir.

« Il n'y a qu'une question en Orient, c'est la question de Constantinople. Laisser cette ville aux Turcs? c'est impossible; aux Russes? ce serait dangereux. Nous-mêmes avons dit souvent aux Turcs : « Nous aimons encore mieux vous voir ici que

d'y voir les Russes. » Rendre Byzance aux Grecs, c'est résoudre la question d'Orient. Le califat musulman doit le peu de force et d'éclat qui lui reste au seul fait d'être établi dans la ville où siégeait autrefois l'Empereur romain. Chassés de Constantinople, les Turcs et leur Sultan ne compteront plus pour rien, ni dans le monde, ni même dans l'Islam. »

J'observai que, lorsqu'on aurait chassé les Turcs de l'Europe, encore faudrait-il les mettre quelque part.

— Ils retourneront en Asie, d'où ils sont venus, répondit M... Bey. J'étais ministre dans le cabinet ottoman à l'époque de la guerre balkanique. Après Tchataldja, le Grand-Vizir réunit le conseil et l'on délibéra sur l'opportunité de transporter le siège du gouvernement en Asie, à Koniah, par exemple. Tous approuvèrent cette résolution : je fus seul à la combattre et à déclarer qu'étant ministre européen, j'entendais rester en Europe. Vous voyez bien que si l'on montre aux Turcs le chemin de l'Asie, ils le prendront sans difficulté. Quant à la question du califat, je ne comprends pas pourquoi les chrétiens d'Occident s'en montrent si préoccupés. Ils comparent toujours le calife au Pape : ils ont tort. Le Sultan des Osmanlis n'est calife que par hasard et depuis quelques siècles; encore sa suprématie religieuse n'est-elle reconnue ni par les musulmans du Maroc et des Indes, ni par ceux de la Perse et de l'Afghanistan, ni même, à le bien considérer, par les Arabes.

« Reste la question des Détroits : elle est indépendante de celle de Constantinople. La Grèce, une fois installée ici, admettra fort bien que les Détroits soient soumis à un contrôle international, par exemple à celui de la Société des Nations. Vous êtes bien obligés de reconnaître que la solution de 1878 était mauvaise : personne n'a pu empêcher les Turcs d'ouvrir aux Allemands les Dardanelles et le Bosphore. En cas de guerre, il n'y a plus de neutralité qui tienne. Voyez ce qu'il est advenu du canal de Suez, théoriquement neutre : les Alliés en ont disposé en maîtres. Le but que vous devez atteindre, c'est d'éloigner des Détroits l'Allemagne et la Russie : avisez aux moyens les plus efficaces, la Grèce n'y fera pas d'objection. Mais si la France et l'Angleterre n'accordent pas leurs politiques sur ce point, nous verrons l'Angleterre toute seule, étant la Puissance la plus forte sur mer, ouvrir et fermer les Détroits à sa convenance et au gré de ses desseins. Nous souhaitons d'autant plus

vivement cet accord entre nos deux grandes protectrices, que la Grèce se sent attachée à la France par un sentiment profond et une longue tradition. Cette tradition nous semble aujourd'hui compromise, et non par notre faute. L'attitude que la France a prise à notre égard nous étonne : comment l'expliquez-vous ?

— Mon Dieu ! — répondis-je un peu gêné, — l'attitude du roi Constantin avait eu de quoi étonner la France.

— L'épisode auquel vous faites allusion fut très douloureux pour nous, — reprit vivement mon interlocuteur. — Mais enfin ce n'est qu'un épisode, et vous ne pouvez, en bonne justice, faire porter la faute d'un homme à tout un peuple. Nous-mêmes, ici, avons pendant longtemps tenu rigueur à Constantin de sa conduite envers les Alliés. Lorsqu'il fut question d'adresser au Roi des félicitations pour sa victoire, il y eut au Phanar de longues hésitations, et même des résistances assez vives. Voilà des faits qu'on devrait connaître en France.

— On ne les ignore point, — dis-je. Mais on sait aussi que l'Angleterre a déployé de grands efforts pour pousser les Grecs en Asie, puis pour y assurer le triomphe de leurs armes. Et l'on se demande avec quelque inquiétude si, en installant la Grèce à Smyrne et à Constantinople, l'Angleterre n'aurait pas la pensée de s'y installer elle-même.

— Il y aurait beaucoup à dire là-dessus, observa M. P... qui jusqu'alors n'était pas intervenu dans la discussion. L'Angleterre possède en Orient des intérêts considérables, prépondérants. Mais la France n'a-t-elle pas tout intérêt à s'entendre avec elle, plutôt que de donner l'impression que sa résistance est impuissante et que c'est la volonté de l'Angleterre qui triomphe ? »

Il y eut un silence et je poursuivis : « Enfin notre attitude s'explique peut-être par une troisième considération. Le Saint-Siège, qui, tout en déplorant la révolution russe, s'était félicité de la ruine du césaro-papisme en Russie, parce qu'elle entraînait l'échec des entreprises orthodoxes en Orient, voit aujourd'hui la Grèce reprendre à son compte les anciens projets de l'orthodoxie russe et menacer par sa propagande les positions que l'Église catholique maintient si laborieusement en Asie occidentale. Or, dans le Levant, les destinées de la France et celles du catholicisme, sans nullement se confondre, sont pour-

tant liées par une tradition séculaire. Toute entreprise dirigée contre la religion catholique en Orient a l'apparence d'être dirigée du même coup contre la France. A Constantinople et à Ismid, comme à Smyrne, à Eski-Chéhir et à Angora, les écoles catholiques sont, en grande majorité, des écoles françaises. Et, si mes informations sont exactes, nos missionnaires n'ont pas à se louer de la façon dont les Hellènes se sont comportés vis-à-vis d'eux en Asie-Mineure, en Macédoine et en Thrace.

« A Andrinople, nous avions cinq écoles avec 1200 élèves; aujourd'hui les trois que nous avons pu rouvrir comptent ensemble 180 enfants, dont les parents sont soumis par les autorités helléniques à toute sorte de vexations. A Enidgé-Vardar, les Filles de la Charité, religieuses françaises, avaient ouvert une petite école, où les enfants accoururent en grand nombre : le maire grec de la localité, s'armant d'une loi inconnue, obligea les familles de ces enfants à les envoyer à l'école orthodoxe ou à payer une amende. A Salonique, les journaux grecs officieux dénoncent à grand fracas une mensongère « conspiration de prêtres catholiques » : les prêtres incriminés sont tous des Français. A Eski-Chéhir, les troupes de Papoulas occupent sans réquisition régulière l'église et l'école françaises. A Brousse, il y a quelques jours (le 6 août), le père Claudien, supérieur des Assomptionnistes et directeur du Collège français, est arrêté sans motif par des gendarmes grecs et conduit comme un criminel, entre quatre baïonnettes, jusqu'au poste de police, pour être relâché quelques heures après. Un nationalisme exaspéré, les passions ordinairement déchaînées par la guerre expliquent peut-être ces incidents; mais vous ne serez pas étonnés qu'ils aient produit en France, et non seulement dans les milieux catholiques, une fâcheuse impression. Comment ne pas nous émouvoir, en voyant que partout où les Grecs avancent en Orient, notre influence est mise en échec et nos œuvres sont compromises?

— Voilà bien l'erreur de la France, de croire qu'elle doit son immense influence dans le Levant à ses œuvres religieuses! Mais il n'en est rien; c'est un tout petit côté de la question, — et M. K... mettait dans ses paroles une animation extraordinaire. Tous, tant que nous sommes ici, nous pensons en français, nous parlons le français comme notre langue naturelle. Croyez-vous que nous l'ayons appris dans vos écoles religieuses? nulle-

ment, mais dans nos écoles grecques, puis, quelquefois, à Paris. Que sort-il des établissements de vos congréganistes? de petits employés de banque ou de commerce, des commis pour les administrations étrangères, comme la Régie, la Dette ou la Banque ottomane. Mais les grandes affaires du pays, c'est nous qui les tenons ; nous, les avocats et les hommes d'affaires, les banquiers, les grands commerçants et les industriels. C'est nous qui répandons la langue et l'influence françaises en Orient, et c'est nous qui serons demain les meilleurs agents de l'industrie et du commerce français dans ce pays, pourvu que la France produise, exporte et... adopte ici la seule politique conforme à ses intérêts. »

Dans les milieux ecclésiastiques, j'ai trouvé un état d'esprit assez analogue à celui que révélaient les propos de M... Bey et de ses amis. Mgr Joachim, archevêque d'Enos, réside à Constinople depuis 1913, date à laquelle les Bulgares ont occupé son diocèse. Il a grand air dans sa simple robe noire, dont les manches très amples transforment en mouvement presque harmonieux le rythme un peu saccadé du geste. Une barbe fine et longue encadre des traits réguliers; les cheveux tressés sont ramenés en chignon sous le haut bonnet. Le ton de sa voix est calme, mais énergique; sa parole est mesurée et précise. Tout marque en lui le politique et l'homme d'action. Mgr Joachim appartient au Conseil ecclésiastique du Patriarcat. Comme je le remercie d'avoir bien voulu soustraire à ses occupations quelques instants pour me les consacrer : « Ah! — répond-il,— notre tâche est lourde : 300 000 réfugiés, la plupart dénués de tout, attendent du Patriarcat les moyens de surmonter la dure épreuve. Les Turcs commettent partout des excès abominables. Aujourd'hui même, nous avons reçu la nouvelle qu'après avoir déporté dans l'intérieur du pays tous les hommes de seize à cinquante ans, ils viennent d'appliquer la même mesure aux femmes, aux vieillards et aux enfants. Nous savons, hélas! ce que signifie déportation en Turquie: le plus grand nombre de ceux qui partent n'arrivent pas, ils sont massacrés en route.

« Il est temps que l'on comprenne en Europe que l'Empire ottoman est la *plus absolue et la plus arbitraire des théocraties*, qu'on ne le changera point et qu'il faut le prendre pour ce qu'il est. Tant que Constantinople ne sera pas redevenu une ville grecque, il n'y a pas ici de vie possible pour les chrétiens. »

La déclaration était si nette, qu'elle ne donnait vraiment pas lieu à discussion. Je pris sur moi de changer d'argument, et demandai à Mgr Joachim s'il pouvait m'indiquer les raisons du rapprochement qui s'était opéré entre l'Église grecque et l'Église anglicane.

« L'épiscopat anglican, — me répondit-il, — s'est depuis longtemps intéressé à nous. Vous savez qu'il existe des analogies, des affinités entre nos deux Églises, et qu'elles sont probablement celles qui tendent le plus à se rapprocher de l'Église romaine. A notre sentiment, il n'y a pas autre chose, dans la sympathie que nous témoignent les évêques anglais, que le désir de créer une atmosphère propre à rendre possible et à accélérer la réunion de toutes les Églises chrétiennes.

— Cependant, — repris-je, — quelques démarches récentes semblaient indiquer un but plus précis et plus immédiat. » Et je rappelai à l'archevêque d'Enos un certain nombre de faits qu'il connaissait bien mieux que moi. Dès le début de la crise orientale, on avait vu le haut clergé d'Angleterre prendre fait et cause pour la Grèce et soutenir ses revendications. Au début de 1921, Mgr Dorotheos, *locum tenens* du Patriarcat œcuménique, faisait le voyage de Londres et nouait des relations avec les grands dignitaires de l'Église anglicane, qui l'accueillaient avec une prévenance marquée. Le chef provisoire de l'Église grecque étant mort dans la capitale britannique, son corps était ramené solennellement au Phanar sur un bâtiment de guerre anglais.

A plusieurs reprises, durant ces derniers mois, le haut clergé anglican avait fait tenir au Patriarcat des adresses de sympathie et des témoignages de solidarité : le Patriarcat y répondait par des remerciements chaleureux. A la fin de juillet, l'épiscopat d'Angleterre remettait au ministre de Grèce à Londres un mémorandum qui se terminait ainsi : « Seules les troupes grecques, en battant les Turcs, pourront délivrer les peuples chrétiens. Nous ne pouvons pas ne point nous étonner que les grandes Puissances aient tenté de mettre obstacle à l'offensive grecque en Anatolie. Nous assurons Votre Excellence que la Grèce, au cours de la lutte libératrice qu'elle a entreprise, trouvera toujours un soutien moral auprès de l'Église anglicane. »

Tandis que je lui résumais brièvement des circonstances qui

n'avaient passé inaperçues ni en France ni au Vatican, Mgr Joachim, très calme, semblait réfléchir. J'arrivai au dernier incident. Le bruit avait couru à Constantinople, bien que les censeurs anglais eussent interdit aux journaux de s'en faire l'écho, que sir David Davis, membre de la Chambre des Communes et ami personnel de M. Lloyd George, avait adressé au Patriarcat œcuménique une lettre et un mémoire. Dans ces documents, il annonçait son intention d'engager une campagne pour que le siège de la Société des Nations fût transféré de Genève à Constantinople.

— Tout cela est parfaitement exact, — déclara l'archevêque ; — nous avons reçu la lettre et la très élégante brochure qui l'accompagnait.

— Puis-je demander à Votre Grandeur quelle réponse a faite le Patriarcat?

— Ce message ne comportait point de réponse. Le Patriarcat s'est borné à accuser réception. »

L'archevêque poursuivit : « Dans ces derniers temps, les rapports sont devenus bien meilleurs entre catholiques et orthodoxes en Orient. Le Patriarcat avait même autorisé les mariages mixtes, à la condition que les enfants suivissent la religion du père, sauf disposition contraire des époux ; le mariage pouvait être célébré indifféremment dans les églises des deux rites. Mais le délégué apostolique s'opposa à cette mesure, et le Patriarcat dut lui-même la rapporter.

« A vous dire vrai, nous ne comprenons ni l'intolérance de l'Église romaine, ni l'insistance de sa propagande. Pour notre part, nous ne cherchons point à convertir les catholiques, et nous souhaiterions que les catholiques en agissent de même avec nous. N'y a-t-il point place pour tout le monde au Paradis?

« Nous reconnaissons la suprématie du Pape de Rome, mais dans ce sens seulement : que, s'il y avait un Synode universel des Églises chrétiennes, le pape romain en aurait la présidence, que personne ne chercherait à lui contester; mais les seules décisions valables seraient celles qu'aurait approuvées la majorité de l'Assemblée. De même, au Conseil œcuménique, le Patriarche, qui préside, a une voix égale à celle de tous les autres membres ; en aucun cas l'avis du Patriarche ne peut, comme tel, entraîner la décision.

« Mais, en dépit de nos vœux, l'union des Églises est encore

lointaine. Les préoccupations d'ordre purement religieux passent au second plan, en un moment où les intérêts politiques vitaux et les nécessités matérielles absorbent notre attention et notre activité. Si du moins, en attendant l'union des Églises, nous voyions se réaliser l'union des peuples chrétiens, et se reconstituer cette « Chrétienté » qui fut durant tant de siècles le facteur essentiel et bienfaisant de la politique européenne! Alors la question d'Orient serait résolue aisément, et selon nos désirs. »

Les archevêques grecs de Trébizonde et de Séleucie se sont établis dans l'île de Halki : le premier habite le vieux monastère de Saint-Georges, le second réside au couvent de la Sainte-Trinité, où il dirige une sorte d'Académie ecclésiastique. Tous deux m'ont fait un jour l'honneur de me recevoir et de s'entretenir avec moi de la situation politique et religieuse. Mgr Germanos, archevêque de Séleucie, est surtout un savant : il me fait volontiers les honneurs d'une importante bibliothèque, où figure, à côté de plusieurs autres périodiques français, la collection complète de la *Revue des Deux Mondes;* puis il me conduit à une admirable chapelle, dont le gros œuvre a été plusieurs fois construit, mais où toute une décoration en bois peint et doré du XVe siècle demeure intacte : l'iconostase, la chaire, le trône patriarcal et le baldaquin qui abrite les saintes images sont autant de merveilles. Le couvent de la Sainte-Trinité passe pour avoir été fondé par Photius : plusieurs fois détruit, il fut toujours restauré par quelque patriote généreux; sa dernière réfection remonte à 1840, et c'est à cette date que l'Académie ecclésiastique, d'où sortent les hauts dignitaires de l'Église grecque de Constantinople, y fut installée. En ce moment, les élèves sont en vacance et le couvent est occupé presque entièrement par des réfugiés russes, dont l'archevêque de Séleucie s'est constitué généreusement le père spirituel et, je crois bien aussi, le provéditeur général.

Mgr Germanos me dit les grandes difficultés qu'éprouve le clergé orthodoxe à se recruter et le chagrin qu'il ressent à constater la diminution de la foi et de l'esprit religieux dans les hautes classes de la société.

Avec l'archevêque de Trébizonde, la conversation s'engage tout de suite sur le terrain politique. Mgr Chrysanthos faisait partie de la délégation envoyée par le Phanar à Londres et à Paris au lendemain de l'armistice. Il connaît admirablement

l'histoire ancienne et les conditions présentes de la nation grecque en Asie, et sa compétence s'étend, au delà des limites de son diocèse, jusqu'aux régions du Caucase. « Je pense, — me dit-il, — qu'on est bien persuadé en Europe que les Turcs sont en pleine décomposition et qu'il n'y a plus rien à en attendre. Certes nous ne demandons pas qu'on les supprime, mais seulement qu'on les mette hors d'état de nuire.

« Pour ce qui est de l'organisation future, je m'en tiens toujours au projet que j'ai présenté à Paris et à Londres : une fédération d'États, dont feraient partie l'Arménie, le Pont, et, si l'on veut, la Turquie. Mais, au centre, un gouvernement *chrétien*. J'estime même qu'en Turquie propre, il faudra établir un contrôle européen, car les Turcs sont incapables de se gouverner et de s'administrer. Le long des côtes de la Mer Noire, l'élément grec domine évidemment, et, si l'on ne veut pas créer un État du Pont, on peut annexer simplement ces territoires au royaume de Grèce. Mais j'insiste sur le point essentiel : il ne faut pas laisser subsister un Empire ottoman et il faut rendre Constantinople aux Grecs. Voilà l'œuvre indispensable.

« Nous n'ignorons pas qu'en France on oppose volontiers la tolérance des Turcs au prosélytisme violent de notre nation. On se trompe. Et l'on se trompe encore davantage si l'on croit que l'expansion de l'influence française en Orient est liée à celle de la religion catholique. Je dirais presque que dans le Levant, la France est influente *malgré* le caractère catholique qu'elle conserve obstinément à son action. La France n'a rien à craindre de notre prétendue xénophobie : les Grecs savent qu'ils ont besoin de vous, de vos capitaux, de vos techniciens, et ils seront les premiers à vous appeler à leur aide. »

Je ne jugeai point à propos d'engager une discussion avec l'archevêque sur des jugements qu'il exprimait en termes si catégoriques, et que je savais très contestables. Mais je lui demandai de m'éclairer sur une question qui passionnait alors les milieux grecs de Constantinople : celle des relations entre le Patriarcat œcuménique et le Gouvernement d'Athènes. Le siège de Constantinople était vacant depuis 1917 ; au Phanar, on avait hâte d'y pourvoir, et le 22 avril 1921, les deux corps du Patriarcat, réunis en séance extraordinaire, avaient fixé l'élection au 13 juin suivant. D'autre part, on prétendait à Athènes que le siège patriarcal, étant demeuré quatre ans inoccupé,

pouvait bien le rester encore quelques mois, et qu'il était impolitique de procéder aux élections avant que les problèmes territoriaux laissés en suspens n'eussent été définitivement résolus. Pour gagner du temps, le Gouvernement hellénique avait mis en avant une réforme du système électoral; le Saint-Synode insista pour que le patriarche fût élu selon la procédure traditionnelle. Alors le Cabinet d'Athènes convoqua lui-même à Andrinople un synode national, en vue d'étudier les modalités de la future élection. Le Patriarcat protesta contre cette réunion illicite et maintint sa décision. On envisageait dans certains milieux l'éventualité d'un schisme.

« Rien n'est moins probable, — me déclara Mgr Chrysanthos. — Il n'est même pas sérieusement question de modifier le système électoral. Toute la controverse porte sur le point de savoir si les titulaires des sièges dont dépendent les territoires que le royaume de Grèce a l'espoir d'annexer, doivent prendre part au vote et en quelle qualité. Peut-être se mêle-t-il à cela quelque rivalité personnelle entre les candidats présumés. Vous aurez entendu dire à Constantinople que le Phanar tient pour Venizélos et combat sourdement la politique du roi Constantin. Le Patriarcat, en effet, a d'abord marqué une certaine défiance à l'égard du Gouvernement qui a succédé à celui de M. Venizélos, il craignait que le programme conçu par le grand Crétois en faveur des Grecs irrédimés et défendu par lui en Europe avec tant de talent et de succès, ne fût abandonné par ses successeurs. Le jour où l'on a vu Constantin et Gounaris reprendre à leur compte la grande idée venizéliste et en poursuivre résolument l'exécution, l'hostilité et la défiance du Phanar envers Athènes n'avaient plus raison d'être, et elles ont complètement disparu. »

Cette explication ne concordait pas absolument avec les renseignements que j'avais recueillis d'autre part. En réalité, la lutte était ouverte entre le Patriarcat œcuménique, qui entendait faire prévaloir ses vues, et le Gouvernement d'Athènes, qui voulait imposer son candidat et s'efforçait de renvoyer l'élection jusqu'au jour où des remaniements territoriaux, qu'il espérait conformes à ses désirs, lui auraient assuré la majorité. Constantinople tenait toujours pour Venizélos et c'était la candidature d'un archevêque venizéliste que soutenait le Phanar; Athènes lui opposait un homme dévoué à Constantin et à ses ministres. Les transactions intervenues au mois de juin abou-

tirent à une simple remise de la date antérieurement fixée pour l'élection. On sait que celle-ci finit par avoir lieu en décembre, sans que rien eût été changé à l'ancienne procédure. Le candidat du Phanar, proclamé sous le nom de Meletios IV, se trouvait aux États-Unis lors de l'élection; il n'était pas encore débarqué à Constantinople, que les évêques grecs du royaume et des territoires occupés décidaient de se réunir en synode extraordinaire à Salonique pour le déposer.

Quelques jours avant de quitter la Turquie, je recevais la visite d'un Grec ottoman, qui fut le collaborateur et qui est resté l'ami de M. Venizélos. « En réalité, — me dit-il, — Venizélos, bien que le Patriarcat ait toujours soutenu ses idées, n'aime pas le Patriarcat. Il reconnaît les services que le Phanar a rendus à la cause grecque; mais, s'il était un jour en mesure de réaliser le plan qu'il a conçu, je crois qu'il prierait respectueusement le Patriarcat de Constantinople de ne plus se mêler de politique. Le royaume de Grèce est un état laïque; ses évêques sont de petits fonctionnaires sans influence, des gens de rien, à côté des archevêques grecs de l'Empire ottoman, qui font figure de chefs nationaux et tiennent état de grands seigneurs. C'est même pour cette raison que je doute quelquefois de la sincérité avec laquelle quelques-uns de ces derniers souhaitent l'annexion à la Grèce des territoires grecs de l'Asie-Mineure. Il me semble qu'au fond de leur cœur, ils désirent bien plutôt la constitution d'États autonomes, au sein desquels leur rôle et leur influence, loin de se trouver réduits, grandiraient. »

Le même personnage, au cours de notre entretien, insista comme avaient fait les ecclésiastiques, ses compatriotes, sur le grand tort que se faisait la France en poursuivant une politique catholique dans le Levant. « J'admets encore, — observait-il, — que vous vous appuyiez sur le catholicisme dans un pays comme le Liban, où l'élément catholique est prépondérant. Mais partout ailleurs, en Europe et en Asie, vous auriez tout avantage à faire une politique purement laïque et simplement française. » Comme je lui objectais qu'en Orient les catholiques étaient placés sous notre protection, et que nous avions le devoir de les défendre contre le fanatisme des Grecs orthodoxes, il répartit : « Le fanatisme des Grecs *rayas* (ottomans) est un résultat de la politique pratiquée par le Gouvernement de Constantinople, qui divisait pour régner. Mais les Grecs du royaume se mon-

trent en général tolérants, ou même indifférents. Voyez ce qui s'est passé à Salonique : la lutte était permanente et parfois très violente entre Grecs et Juifs; elle a cessé du jour où la majorité grecque s'est trouvée composée d'Hellènes immigrés. Le même apaisement ne manquera pas de se produire ailleurs. De la part de l'élément grec, vous n'avez à craindre, ni fanatisme religieux, ni nationalisme xénophobe.

— Alors, — demandai-je — comment se fait-il qu'à Smyrne, les autorités helléniques se sont acharnées contre toutes les entreprises françaises? On nous a laissé réparer à nos frais le chemin de fer de Smyrne-Cassaba et prolongements : après quoi, on nous a fait savoir qu'il allait être réquisitionné, sans indemnité, pour les besoins de l'armée hellénique; on a prétendu s'emparer pareillement de nos mines de lignite à Soma... et je pourrais multiplier les exemples.

— Oh! répondit mon interlocuteur, cela, c'est autre chose. Il n'y a pas de régime plus étatiste que le régime grec. Il fait une guerre si impitoyable aux initiatives et aux entreprises privées, que tous les Grecs actifs, entreprenants, quittent un pays où ils savent qu'il n'y a rien à faire, et s'en vont exercer leurs talents à l'étranger, où ils s'enrichissent. Les faits que vous invoquez ne trahissent aucune hostilité à l'égard de la France : ils prouvent seulement que les fonctionnaires venus d'Athènes appliquent, partout où on les envoie, les méthodes traditionnelles de leur Gouvernement. »

De mes conversations avec les Grecs ottomans, ecclésiastiques ou laïques, ce qui me semblait ressortir avec le plus d'évidence, c'était l'hostilité contre les missions françaises, les œuvres religieuses françaises, c'est-à-dire en somme contre les meilleurs et les plus efficaces des instruments dont la France s'est servie jusqu'ici pour établir et développer son influence dans le Levant. Longtemps encore, influence française et influence catholique iront de pair dans les pays du Levant, et l'on ne pourra ni les favoriser, ni les combattre l'une sans l'autre. Aussi souscrirais-je volontiers à ce jugement d'un religieux français : « Chaque fois que les Grecs font un pas en avant dans une région de l'ancien Empire turc, la France y fait un pas en arrière. »

LES ARMÉNIENS

Comme les Grecs, les Arméniens constituent dans l'Empire ottoman une *nation*, organisée autour de chefs religieux qui se sont fait reconnaître certaines attributions politiques et administratives. Ainsi la nation arménienne a trois têtes d'importance inégale : le patriarche grégorien, le patriarche catholique, et le chef des Arméniens protestants. Les malheurs épouvantables qui se sont abattus sur ce peuple au cours des années de guerre ont eu pour effet de resserrer les liens de solidarité entre les trois confessions : lors de mon dernier séjour à Constantinople, le patriarche grégorien, le vicaire-général du patriarche catholique et le chef protestant se réunissaient une fois par semaine et prenaient ensemble toutes les décisions relatives aux intérêts de la nation. Avant 1914, sur deux millions et demi d'Arméniens vivant dans l'Empire ottoman, il y avait un peu plus de cent mille catholiques. L'occupation de quelques-uns des vilayets orientaux par les forces anglaises a sensiblement augmenté le nombre des protestants. Néanmoins, le gros de la nation arménienne continue d'être formé par les grégoriens.

Le patriarche arménien grégorien de Constantinople a sous sa juridiction religieuse, administrative et politique tous les grégoriens de l'Empire ; de plus, sa juridiction purement religieuse s'étend aux Arméniens de Bulgarie, de Roumanie et d'Égypte. Quarante-cinq diocèses ressortissent au siège patriarcal. Une Assemblée nationale de 140 députés élus choisit le patriarche et les membres des deux conseils chargés de l'assister. Le Conseil ecclésiastique et le Conseil laïque comprennent chacun 14 membres ; ils ont été renouvelés, le premier au mois de mai, le second au mois d'avril 1921. Quant au patriarche, Mgr Zaven, il occupe le siège de Constantinople depuis la fin de 1913.

Tandis que le Conseil ecclésiastique reste confiné dans l'administration religieuse, le Conseil laïque dirige et contrôle la vie politique et sociale de la nation, par l'intermédiaire d'un certain nombre de commissions, dont il nomme lui-même les membres : commissions économique, financière, judiciaire, de l'Instruction publique, des Legs et Testaments, des couvents, des hôpitaux. La forme actuelle de cette organisation très complète date de l'époque la plus tranquille et la plus prospère

qu'aient connue les Arméniens depuis la conquête turque : la période comprise entre 1830 et 1870, qui eut son apogée en 1860, vit les Arméniens de la capitale occuper les plus hautes fonctions publiques et ceux des provinces jouir d'une justice et d'une sécurité relatives. Une bourgeoisie arménienne riche, instruite, active, acquit une importance de plus en plus grande dans les affaires municipales des villes, comme dans la vie politique et économique de l'Empire. C'est alors que se produit le grand mouvement de réveil national, dont la Constitution de 1860 définit assez bien les tendances. Partout les notables ouvrent des écoles, et le peuple y accourt. On revient à la langue nationale, que beaucoup d'Arméniens avaient abandonnée pour adopter la langue turque. On crée des journaux, des revues. La renaissance littéraire se traduit par des romans, par des drames, et surtout par des chansons (1).

Les Turcs parurent d'abord indifférents à ce réveil national. « Un peuple qui chante, — disaient-ils, — ne songe pas à se révolter », et Ali Pacha définissait la constitution de 1860 « une roue quadrangulaire impossible à mouvoir. » Ils commencèrent à s'inquiéter lorsqu'ils virent les Arméniens faire appel à l'Europe et invoquer son intervention dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman. Une première démarche fut faite en 1878 auprès du grand-duc Nicolas, presque sous les murs de Constantinople, et aboutit à l'insertion de l'article 16 dans le traité de San Stefano. Quelques mois plus tard, une délégation arménienne se rendait à Berlin : ses efforts eurent pour seul résultat le fameux article 61 du traité de Berlin, aux termes duquel les Puissances promettaient à l'Arménie un certain nombre de réformes, dont elles confiaient l'exécution au Gouvernement de Constantinople.

La promesse était illusoire et la confiance bien mal placée. Il est vrai que les Anglais, dans les années qui suivirent l'occupation de l'Égypte, intervinrent fréquemment et dans une forme très énergique, pour recommander la prompte réalisation des réformes annoncées : l'article 61 était devenu le pivot de la politique anglaise dans le Levant. Abdul-Hamid donnait de bonnes paroles à l'ambassadeur britannique à Constantinople et, dans le même temps, provoquait lui-même en Asie l'exter-

(1) Voir dans la *Revue des Deux Mondes*, du 15 avril 1854, l'article de Dulaurier.

mination des Arméniens par les Kurdes. Le Gouvernement allemand appuyait de toute sa force la cruelle politique du Sultan, si même il n'en fut pas l'instigateur. Faut-il rappeler l'horreur des massacres exécutés en 1894 à Sassoun, en 1895-96 à Van, à Erzeroum, à Kharpout et à Diarbékir? L'Europe et l'Amérique en frémirent d'indignation. Le livre bleu anglais de 1896 et le livre jaune français de la même année ont porté à la connaissance du monde civilisé le bilan officiel de ces opérations abominables. Il resterait à montrer quelle part de responsabilité indirecte, mais réelle, eurent dans ces massacres et dans ceux qui suivirent quelques grandes Puissances européennes, et comment leurs rivalités et leurs intrigues ont seules rendu possibles la conception et l'application prolongée d'un système que l'Europe unanime pouvait condamner et abolir en trois jours. Mais l'Angleterre voulait faire échec à la Russie, et la Russie à l'Angleterre; puis l'Allemagne entra dans le jeu et, au moment où le sang chrétien coulait à flots en Asie-Mineure, on entendit un prince chrétien, l'Empereur allemand, assurer publiquement de son amitié le Sultan rouge, ordonnateur des massacres. Le peuple arménien était systématiquement décimé et son mouvement national prenait, par la force des choses, une nouvelle forme : celle des comités et des complots révolutionnaires, dont il n'est pas encore sorti.

Les deux patriarcats arméniens de Constantinople ont bien voulu mettre à ma disposition des documents et des statistiques d'où il ressort qu'une nation chrétienne qui comptait en 1914 plus de deux millions d'individus n'en compte plus aujourd'hui que 592 000 : tout le reste a été détruit, ou déporté, ou contraint à s'expatrier. J'ai demandé à Mgr Nazlian, vicaire général et gérant du patriarcat arménien catholique, comment il envisageait l'avenir de son peuple. A ce moment, la Cilicie n'avait pas encore été évacuée par les troupes françaises, et Mgr Nazlian se flattait de l'espoir qu'un *home arménien* pourrait être constitué dans cette région, sous la protection de la France. Il ne doutait point que les Arméniens de l'Est ne vinssent rejoindre en masse leurs frères de Cilicie : ainsi la population se fût trouvée assez nombreuse pour assurer la mise en valeur d'un pays exceptionnellement fertile. Le territoires de la Mésopotamie septentrionale, que nous n'avions pas encore cédés aux Turcs, semblaient devoir se prêter à cette migration, puisque, par Diarbékir, Orfa et Mara-

che, ils formaient comme un large couloir de communication entre les vilayets orientaux et la Cilicie.

Cette conception du *home arménien* avait, parmi les catholiques, des partisans d'autant plus nombreux, que la population arménienne de Cilicie était en grande majorité catholique. Je la retrouvai chez un laïque fort intelligent, qui me fit un jour le tableau des avantages économiques, politiques et militaires que la France retirerait d'une telle création. Le tableau était séduisant. J'objectai pourtant à l'Arménien que notre pays avait reçu le mandat pour la Syrie et ne pouvait guère en postuler un autre. Il s'écria : « Pourquoi la France accepte-t-elle le mandat sur les Syriens, qui ne veulent pas d'elle, et refuse-t-elle le mandat sur les Arméniens, qui l'appellent à grands cris et n'attendent que d'elle leur salut? » Je ne rapporte cette boutade que pour caractériser un état d'esprit, où il entrait plus d'exaspération que de conviction réfléchie. Les événements survenus depuis lors ont d'ailleurs rendu superflue toute discussion au sujet du « home arménien » de Cilicie.

Dans les milieux grégoriens, on ne se désintéressait point de la région qui comprend Césarée, Tarsous, Mersine et Adana, mais on se préoccupait encore davantage du sort réservé aux vilayets orientaux. Voici en quels termes un Arménien grégorien, très clairvoyant et très informé, m'exposa l'opinion de ses compatriotes touchant ces deux problèmes :

« Vous avez vu, — me dit-il, — comment les Arméniens du Sud, — ceux de la Cilicie et de la Petite Arménie, — ont accueilli les Français, et avec quel enthousiasme ils se sont rangés sous leur autorité. La constitution d'une légion arménienne, commandée par des officiers français, leur parut répondre à leurs propres aspirations nationales et à celles d'une grande politique française en Orient. Mais les Anglais prirent peur et commencèrent à intriguer : bientôt se produisirent des soulèvements, des conflits avec la population. La France consentit à retirer les officiers de la légion étrangère, que les Arméniens adoraient, et à les remplacer par d'autres. Les nouveaux venus firent en Cilicie une politique musulmane. Nos compatriotes se crurent trahis et se retournèrent du côté des Anglais. Cette volte-face leur a réussi médiocrement : aujourd'hui ils sont indécis, inquiets, et comprennent seulement ceci : que leur nation est victime de la rivalité franco-anglaise en Orient.

« Dans l'Arménie du Nord, ou, si vous voulez, dans les vilayets orientaux, le principal souci de l'Angleterre a toujours été d'arrêter les progrès de la Russie. La possession du plateau arménien, c'est la porte grande ouverte, d'un côté sur la Mésopotamie et l'Anatolie, de l'autre sur le Caucase et la Perse. Il était donc inévitable qu'entre Russes et Anglais la lutte s'engageât autour de cette région.

« A Londres, on pouvait distinguer à ce sujet deux courants d'opinion. Les anciens fonctionnaires des Indes et de l'Orient, les hommes de l'*India Office*, recommandaient la bonne entente avec les Turcs, soit afin de maintenir plus aisément dans l'obéissance, grâce à l'appui du sultan-calife, les populations musulmanes de l'Empire britannique, soit pour pouvoir, le cas échéant, opposer les armées turques à quelque entreprise des Russes en Asie. Au contraire, Gladstone et les libéraux exigeaient qu'on affranchît les chrétiens d'Orient de la servitude que faisaient peser sur eux les musulmans.

« La première tendance fut longtemps la plus forte. C'est pourquoi, au congrès de 1878, l'Angleterre, docilement suivie par la France, fit remplacer l'article 16 du Traité de San-Stefano par l'article 61 du Traité de Berlin. Aux réformes obligatoires, exigées pour les huit vilayets orientaux, on substituait ainsi des réformes facultatives, que l'Empire ottoman réaliserait selon ses possibilités, ou selon son bon plaisir. L'Angleterre avait craint que la Russie, en se chargeant d'exécuter elle-même les réformes en Arménie, ou d'en surveiller l'application, ne finît par rester maîtresse du pays. Elle préféra confier cette mission aux Turcs, quitte à prendre en gage l'île de Chypre et à la conserver jusqu'à ce que les réformes fussent accomplies. L'intérêt de l'Angleterre était donc qu'elles ne le fussent jamais.

« Cependant le Gouvernement britannique envoya en Arménie des *Consuls militaires*, dont les rapports dénonçaient régulièrement le retard apporté à l'exécution des réformes et les excès commis par les Turcs. On ne voulut point entendre ces consuls, et on finit par les rappeler. Mais, entre temps, le courant libéral faisait du chemin en Angleterre; les efforts de la Russie pour pénétrer plus profondément en Asie échouaient l'un après l'autre. L'Angleterre cessa de s'appuyer sur les Turcs et, d'accord avec les États-Unis, prit en main la cause des

chrétiens d'Orient. C'est alors que, pour notre malheur, intervient l'Allemagne.

« Sans hésiter, l'Allemagne se range du côté de nos persécuteurs et recommande, comme la meilleure solution du problème arménien, l'extermination systématique des populations chrétiennes d'Asie-Mineure par la déportation et par le massacre. Le massacre, vous savez ce que c'est... Pour comprendre ce que signifie la déportation dans une contrée où il n'y a pas de route, où il n'existe ni stocks de denrées ni ravitaillement régulier, chaque habitant faisant au cours de l'été ses provisions pour le prochain hiver, il faut, je crois, se reporter aux *Récits mérovingiens* de votre Augustin Thierry : *en Turquie d'Asie, la déportation, c'est la mort.*

« Les succès de la politique allemande en Orient auraient peut-être fini par rapprocher, sur ce terrain, l'Angleterre et la Russie. La puissance de l'Allemagne atteint son apogée, le jour où elle réussit à lancer la Turquie dans la guerre mondiale, avec la double mission de battre la Russie dans la Mer Noire et au Caucase, et de faire échec à l'hégémonie orientale de l'Angleterre en menaçant l'Égypte et peut-être les Indes. Mais l'Empire russe s'écroule, et tout change de face encore une fois. En toute hâte, l'Angleterre s'installe au Caucase et en Arménie. Malheureusement, les Anglais, qui savent admirablement profiter d'une occasion, ne se soucient point de la prévoir : leurs entreprises sont toujours de longues et coûteuses improvisations. Lorsqu'ils s'établissent dans un pays, ils commencent par y commettre faute sur faute. Peu à peu, l'expérience les fait réfléchir, et ils s'amendent; mais le résultat des erreurs premières n'est pas aboli. Entre les Anglais et les Arméniens, des malentendus surgirent, que rien ne put dissiper.

« Survint l'armistice et, bientôt après, le mouvement anatolien. Au même moment, les Bolchévistes russes envahissent le Caucase et l'Arménie. Nous avons eu alors l'impression très nette que les Anglais allaient s'entendre avec Moustapha Kemal sur notre dos. Ce qui nous a sauvés de cette catastrophe, c'est uniquement la maladresse du dictateur turc, et l'intransigeance d'une partie de son entourage. Lorsqu'ils virent que l'entente avec les nationalistes était impossible, les Anglais se reprirent à nous protéger; et ils suscitèrent les Grecs. En Occident, on estime que les Grecs ont échoué lamentablement;

mais nous, qui les connaissons, nous pensons qu'ils ont réussi bien au delà de nos espérances. Cela ne nous empêche pas de trouver la manœuvre anglaise fort imprudente. Comment! voilà la politique, le prestige, tous les intérêts de l'Occident remis à 150 000 Hellènes! S'ils sont battus, il n'y a plus de barrière, plus d'obstacle aux violences des Turcs et peut-être à l'invasion des Russes. Pouvait-on pousser plus loin l'imprévoyance et la légèreté?

« Malgré tout, nous mettons encore notre confiance dans l'Angleterre. Les dix années de tranquillité dont nous avons absolument besoin pour nous organiser, seule l'Angleterre, si elle le veut, peut nous les ménager et nous les garantir. Tant que l'Angleterre et les États-Unis marcheront d'accord, sur le terrain de la politique orientale, la France ne pourra pas opposer une volonté contraire à leur commune volonté. Comment vous traduire notre sentiment exact? Je dirai que, par tradition, nous *souhaiterions* le mandat français sur l'Arménie, mais que, par intérêt bien entendu, par nécessité, puisque le mandat américain est impossible, nous *aspirons* au mandat britannique.

« La politique actuelle de la France nous a déçus et nous afflige ; mais nous la jugeons moins sévèrement, parce que nous en considérons la réalité, et non pas l'apparence. La politique que vous faites aujourd'hui en Cilicie, et généralement en Turquie, n'est en substance ni favorable aux Turcs, ni hostile aux Arméniens : c'est une politique de défense contre l'Angleterre. Celle que font les Anglais en Grèce, en Palestine et en Mésopotamie n'est pas inspirée par un amour déraisonnable pour les Grecs, les Juifs ou les Arabes, mais par le désir, par le besoin de tenir la France en échec.

« La France et l'Angleterre crurent-elles, tout de bon, avoir accordé leurs politiques orientales en concluant le pacte de 1916? Je ne le pense pas. Les deux Gouvernements étaient alors obsédés par une seule préoccupation : maintenir à tout prix l'alliance nécessaire. Quant aux deux négociateurs, ils poursuivaient, chacun de son côté, des objectifs inconciliables. Sir Mark Sykes et M. Picot signèrent sans conviction un arrangement qui ne les satisfaisait ni l'un ni l'autre et qu'ils prévoyaient à peu près irréalisable. En fait, les hommes qui dirigent à Londres la politique orientale ne veulent à aucun prix, ni que la France occupe à Constantinople une situation

prépondérante, ni qu'un établissement trop voisin de l'Égypte lui permette d'exercer un protectorat plus ou moins déguisé sur certaines populations orientales, et d'organiser dans les régions ainsi administrées des forces militaires qui seraient une menace pour la puissance anglaise. N'oubliez pas que la dernière guerre a mis en évidence, aux yeux de vos alliés comme à ceux de vos ennemis, la supériorité des armes françaises sur terre.

« Ainsi la solution du problème oriental nous paraît complètement et exclusivement subordonnée à la composition du conflit qui met aux prises la France et l'Angleterre en Orient. Tant que la France et l'Angleterre ne se seront pas mises d'accord, aucune réforme, aucune organisation n'est possible, ni pour l'Arménie, ni pour toute autre région de l'Asie occidentale. Faute de cet accord, les peuples chrétiens d'Orient qui aspirent à l'indépendance, ou pour le moins à la tranquillité, les attendront vainement pendant cinquante ou pendant cent ans. Les Turcs sont désormais trop faibles, en nombre et en valeur, pour nous maintenir sous leur joug : tout seuls, ils sont impuissants; mais ils savent, et nous savons comme eux, que, tant que durera cette rivalité entre deux quelconques des grandes Puissances, il s'en trouvera toujours une pour les soutenir à nos dépens. Tel est le sort tragique des nations orientales, qui, livrées à elles-mêmes, se seraient querellées, battues, mais auraient sans doute fini par s'entendre. Tout espoir de vivre en paix les unes avec les autres a disparu de leur horizon, le jour où elles ont vu venir à leur secours, auxiliaires impérieux et formidables, les Grands Protecteurs d'Occident. »

MAURICE PERNOT.

(A suivre.)

REVUE SCIENTIFIQUE

EINSTEIN A PARIS

Après les États-Unis, après l'Italie, après Londres, où sa venue fut accueillie avec un enthousiasme et une admiration aussi vibrantes que respectueuses, Paris, couronnement nécessaire de toutes les gloires, a voulu à son tour recevoir Einstein.

Depuis lors, les gazettes et les conversations sont pleines à déborder de tout ce qui concerne ce géant de la pensée. Beaucoup de choses inexactes, quelques sottises et plusieurs erreurs ont échappé, dans ces conditions, — il ne faut point s'en étonner, — à certains de ceux qui en parlent et en écrivent, et dont le souci de sembler avertis a été parfois plus vif que celui de leur documentation.

Ayant eu l'honneur, pendant de longues heures, d'approcher cet homme extraordinaire, je voudrais aujourd'hui tâcher de mettre au point quelques-unes des légendes qui se sont déjà emparées de lui, et montrer, telle qu'elle m'est apparue, cette captivante physionomie.

Il existe au Collège de France une fondation d'ailleurs modeste, créée par un intelligent Mécène, M. Michonis, et dont les arrérages, conformément à la volonté du donateur, servent depuis peu d'années à convier périoquement quelque illustre savant étranger à exposer ses découvertes dans ces amphithéâtres vénérables de la rue des Écoles où semble vibrer encore la parole des Renan et des Claude Bernard.

C'est ainsi qu'en 1913, l'illustre physicien Lorentz, — le Poincaré néerlandais, — plus récemment le grand historien italien Guglielmo Ferrero, et aussi naguère, si je ne me trompe, le savant roumain Jorga purent se faire entendre au Collège.

L'initiative, qui n'était pas sans courage, en revient surtout à M. Langevin, professeur de physique au Collège de France. Depuis plusieurs années, M. Langevin a consacré son enseignement à la théorie de la relativité, et on peut dire que si une élite connaît bien aujourd'hui chez nous les merveilles étonnantes de cette théorie, c'est à lui qu'on le doit. Par ailleurs, il a contribué par ses propres travaux à l'édification de cette nouvelle figure du monde et en particulier ses recherches sur l'inertie de l'énergie, — sujet que j'ai effleuré ici naguère à propos de la mécanique einsteinienne, — sont de toute beauté.

Lorsque l'assemblée des professeurs du Collège de France se réunit, il y a quelques semaines, pour désigner le savant étranger qui serait cette année le titulaire de la fondation Michonis, M. Langevin proposa donc le nom d'Einstein à ses collègues. Aussitôt un grand nombre de ceux-ci se rallièrent à cette candidature, et notamment tous les physiciens et mathématiciens, c'est-à-dire précisément ceux qui étaient aptes à apprécier toute la valeur des théories d'Einstein. Il y eut bien, dit-on, un professeur qui déclara faux les calculs d'Einstein, mais on ne s'émut point trop de son opinion, car il enseigne, non les mathématiques ni la physique, mais une langue morte... ou mourante. Finalement, et dès le premier tour de scrutin, Einstein fut, contre plusieurs autres candidats, et par une majorité absolue de deux voix, désigné pour venir faire en 1922 au Collège de France les conférences Michonis.

Avant de lui transmettre l'invitation, le Collège de France s'assura de l'assentiment gouvernemental. Einstein songea d'abord à refuser. Les persécutions qu'il a eu à subir de la part de certains de ses collègues pangermanistes ne sont pas encore oubliées, et il craignait probablement de leur fournir de nouveaux prétextes. Finalement, après avoir un peu hésité, il se décida pourtant à accepter l'invitation du Collège de France, passant outre, suivant sa propre expression, à « des considérations secondaires » et estimant qu'après tout les professeurs du Collège de France ne se sont pas, eux non plus, laissé arrêter par des considérations de ce genre.

L'expérience, — source unique de toute vérité, — a prouvé d'une manière éclatante que, cette fois encore, Einstein ne s'est pas trompé.

Il y avait pourtant, je dois le reconnaître, un réel courage de sa part, comme de celle du Collège de France, à organiser cette visite. La guerre n'est pas si loin encore. Einstein travaille habituellement à Berlin.

Mais son attitude pendant et depuis la guerre a été telle qu'il n'est pas un Français, qu'il n'est pas dans le monde un homme véritablement libre qui ne lui doive le respect et l'admiration. Quand les plus notoires intellectuels allemands, au début de la guerre, signèrent le trop fameux « manifeste des 93, » Einstein refusa de s'associer à cette manifestation qu'il réprouva énergiquement. Bien plus, lorsqu'en 1914, le physiologiste Nicolai résolut de lancer un « Appel aux Européens, » qui élevait sa protestation courageuse contre le manifeste des 93, deux hommes seulement osèrent avec Nicolai signer cette condamnation du militarisme prussien : l'un était Einstein, l'autre Fœrster. C'était plus que de l'audace, c'était de l'héroïsme, car c'était risquer sa vie et déclencher toutes les avanies sans nombre, les brutalités, les menaces odieuses, les persécutions de toute sorte venues du camp pangermaniste et, qui, depuis lors et presque sans arrêt, s'efforcèrent, mais en vain, de vaincre la noble sérénité de l'illustre physicien.

A ce point de vue, Einstein mérite et n'a pas cessé de mériter la sympathie et la déférence de tous les Français. Mais il y a plus et je puis, — maintenant qu'Einstein est parti, et que je ne risque plus, par ces détails, de froisser des scrupules infiniment délicats, — lever ici le voile sur un point qui a été vivement controversé et qui concerne sa nationalité.

Einstein est né en 1879 à Ulm (Wurtemberg), d'une famille de juifs allemands. Il fit jusqu'à seize ans ses études au gymnase de Munich, puis alla s'établir avec ses parents à Milan, puis en Suisse où il continua ses études. De 1896 à 1900, il étudia au Polytechnicum de Zurich où il fut d'ailleurs un élève assez médiocre. Peu après, il obtenait la naturalisation suisse et trouvait en 1902, au bureau des brevets à Berne, un emploi qu'il occupa jusqu'en 1909. C'est en 1905 (il avait alors vingt-six ans !) qu'il jeta, dans un mémoire de quelques pages, les fondements de la théorie de la relativité restreinte, pierre de base de la théorie de la relativité générale qu'il devait achever en 1915, en pleine guerre. De 1909 à 1911, Einstein enseigna aux Universités de Zurich puis de Prague, d'où il revint pour professer, en 1912, dans ce Polytechnicum de Zurich qui l'avait vu, peu d'années auparavant, élève peu doué pour les sciences. C'est là qu'au début de 1914, l'Académie des Sciences de Berlin, éblouie par l'éclat de ses travaux, vint le chercher pour succéder au Hollandais Van't Hoff, et le mettre à la tête des laboratoires de recherche physique, où il put continuer librement ses travaux. C'est là que la guerre le trouva ; c'est là qu'après avoir, à l'égard de ceux qui l'avaient déclenchée, pris

l'attitude que nous avons dite, il acheva, en 1915, les lignes principales de l'œuvre qui en fait le premier cerveau scientifique de ce temps. D'ailleurs Einstein ne professe pas à Berlin. Il fait un cours deux fois par ans à l'Université de Leyde (Hollande).

Einstein a été souvent interrogé par des journalistes indiscrets sur sa nationalité. Il y a deux ans, au *Times* qui lui avait posé la question, il répondait à peu près en ces termes au cours d'une lettre publiée par le grand journal de la Cité : « Si l'expérience confirme l'exactitude de mes théories, je serai pour les Allemands un Allemand et pour les Anglais un Juif Suisse. Si l'expérience dément ma théorie, ce sera le contraire... »

Ces termes sibyllins et ironiques, le mystère qu'Einstein a toujours laissé volontairement planer au sujet de sa nationalité proviennent d'un sentiment infiniment délicat : citoyen suisse depuis plus de vingt ans, Einstein ne peut pas laisser dire qu'il est de nationalité allemande. Il ne veut pas non plus qu'on proclame trop bruyamment qu'il n'est pas Allemand, car il n'oublie pas qu'il est né en Allemagne et que c'est là qu'il a mené à bien l'achèvement de sa théorie, comme pensionné de l'Académie de Berlin, comme « *employé* de cette Académie, » ainsi qu'il me disait lui-même, avec une de ces impropriétés d'expression qui lui sont coutumières et dont on ne sait jamais si elles ne cachent pas quelque ironie profonde.

Or l'âme d'Einstein est aussi nuancée que ferme. Il a courageusement dit leur fait aux mauvais bergers de l'Allemagne et à tous leurs complices, académiques ou non, et alors qu'il y avait pour lui danger de mort à l'oser. Ceci fait, il eût considéré comme une lâcheté de paraître renier le pays qui lui a fourni les moyens matériels de poursuivre ses découvertes.

De là, — il était facile de le deviner, — l'imprécision voulue qu'il a laissé régner dans les esprits au sujet de sa nationalité. Elle provient d'un sentiment d'une noblesse infinie et devant lequel tous les gens de cœur doivent s'incliner. Einstein ne m'eût certainement point pardonné, si, voulant fermer la bouche à quelques pauvres calomniateurs de son génie, j'avais apporté ces précisions durant qu'il était notre hôte. Il eût, dans l'extrême délicatesse de sa sensibilité, considéré cela comme un manque de courage. Aujourd'hui il est parti et je me suis permis de passer outre à ses scrupules, afin que fût définitivement fixé un point d'histoire qui a fait couler beaucoup d'encre.

Tout ceci dit, il convient de reprendre la question de plus haut.

En invitant Einstein à venir parler à Paris, le Collège de France

s'est montré digne de son passé illustre. Toujours, depuis que François I[er] créa cette auguste maison, la pure flamme de la liberté et du savoir désintéressé s'est abritée à l'ombre de ses murs vénérables; toujours elle a été le refuge de l'idéal, traqué par les Béotiens, de la justice et de la beauté éclaboussées par la sottise, toujours elle a été le tabernacle inviolé de ce qu'il y a de plus haut dans l'esprit français.

L'invitation d'Einstein a été faite, nous l'avons dit, avec l'agrément du Gouvernement, sinon avec sa participation officielle. Sous l'ancien régime, celui-ci, plus facilement dégagé de quelques piètres contingences, — je veux dire de la crainte de quelques perpétuels critiqueurs sans importance, — eût sans doute substitué à la passivité d'un acquiescement non sans mérite aujourd'hui, l'initiative d'un accueil triomphal. Un François I[er], un Louis XIV dont les plus glorieuses annexions, les plus belles conquêtes étaient celles des talents, un Louis XIV qui appela aux premiers emplois de la science française, parce qu'ils avaient du génie, le Danois Roemer qui découvrit et mesura à l'Observatoire de Paris la vitesse de la lumière, l'Italien Cassini, le grand et profond Hollandais Huyghens (ce qui n'empêchait pas le Roi de faire vigoureusement la guerre à la Hollande), un Louis XIV aurait appelé certes auprès de lui Einstein, victime abhorrée des pangermanistes, savant génial et courageux, contre qui s'est fondée outre-Rhin une *Association pour la défense de la « Physique allemande »* (*sic*)*!!!*

Aujourd'hui, Einstein est venu sans apparat. Sachons nous en contenter.

Sur le quai humide et boueux de la gare de Jeumont où nous attendions, M. Langevin et moi, l'arrivée du train portant le puissant reconstructeur de la science moderne, nous causions de ces choses avec émotion. Un professeur du Collège de France, si éminent que soit son mérite, et un astronome de l'Observatoire, c'était un bien modeste cortège pour recevoir à l'entrée de la France celui dont les découvertes lumineuses passionnent tous les hommes de pensée sur la terre : c'était peu lorsqu'on songe aux fanfares et aux honneurs dont on est accoutumé d'accueillir tant de médiocrités, tant de fausses gloires gonflées de vent. Mais ainsi l'avait voulu Einstein lui-même dans sa grande simplicité.

Il est vrai que si l'accueil fut modeste à la frontière de France, immense était l'enthousiaste curiosité avec laquelle tout ce qui pense dans ce pays tourne les regards vers Einstein. Et il y a un contraste

singulier entre le détachement complet des contingences populaires et mondaines dont témoignent ses découvertes et l'intérêt qu'elles suscitent. C'est que les œuvres véritablement grandes dégagent je ne sais quoi de pénétrant qui remue autant l'âme des simples que celle des initiés.

Mais voici le rapide. Nous y découvrons sans peine Einstein. Il est assis très tranquillement (dans un compartiment de seconde classe, naturellement), son grand feutre mou d'artiste posé à côté de lui. Effusion, accolades. Je sens mon cœur battre très fort quand je serre cette main d'où sont tombées, au sujet du mystérieux univers, les choses les plus aiguës qui aient été écrites depuis Newton. Mon émotion est intense lorsque mon regard croise ce regard qui a su pénétrer ce qui est opaque aux autres hommes.

La première impression qui se dégage d'Einstein est celle d'une étonnante jeunesse. Einstein est grand (il a environ 1 m. 76) et large d'épaules, le dos très légèrement voûté. La tête, cette tête d'où le monde de la science est sorti recréé, attire aussitôt et fixe l'attention. Le crâne est nettement, extraordinairement brachycéphale, tout en largeur, et fuyant vers la nuque sans dépasser la verticale de celle-ci. Voici une constatation qui met définitivement à néant les vieilles assurances des phrénologues et de certains biologistes selon lesquels le génie est l'apanage des individus dolichocéphales. Le crâne d'Einstein rappelle d'ailleurs tout à fait celui de Renan, qui lui aussi était brachycéphale. Comme chez Renan, le front est vaste; sa largeur exceptionnelle, sa forme sphérique frappent plus encore que sa hauteur. Quelques plis horizontaux barrent ce front émouvant, que viennent parfois recouper, aux instants de concentration de pensée, deux sillons verticaux profonds et rapprochés qui s'élèvent des sourcils.

Le teint est uni, mat, brun très clair, lumineux. Une petite moustache noire très courte ombrage une bouche sensuelle, fort rouge, assez grande, dont les coins légèrement relevés font un sourire très doux et permanent. Le nez d'un dessin pur est légèrement aquilin.

Sous des sourcils légers dont les lignes inclinées semblent converger vers le milieu du front, apparaissent deux yeux très foncés dont l'expression mélancolique et grave contraste avec le sourire de cette bouche païenne. Le regard est généralement lointain et comme accommodé sur l'infini, légèrement embué parfois. Il donne à l'expression générale du visage quelque chose d'inspiré et de triste qu'accen-

tuent encore ces plis creusés par la réflexion et qui, des commissures des paupières, prolongent l'œil doucement, comme un trait de kohl. Les cheveux très noirs, semés d'argent, indisciplinés, retombent en boucles vers la nuque et les oreilles, après s'être élevés tout droit, comme une flamme immobile, de ce large front.

Au total, l'impression, d'une déconcertante jeunesse, est fort romantique, et à certains moments évoque invinciblement en moi l'idée d'un Beethoven adolescent, sur qui la méditation aurait précocement marqué sa griffe, et qui eût été beau. Et puis soudain, quand le rire arrondit ses joues, on dirait un étudiant. Tel nous est apparu l'homme qui a jeté plus profondément qu'aucun autre avant lui, les sondes de la pensée dans les gouffres étonnants du mystérieux univers.

Bien vite la conversation s'engage et aussitôt elle dévale vers les choses de la science. Comment en eût-il pu être autrement?

Einstein parle fort bien le français, comme en ont pu juger ses auditeurs parisiens, avec une certaine lenteur qui n'est pas sans charme, et beaucoup de calme douceur. On sent qu'il cherche parfois ses mots, jamais ses idées. En Amérique et en Angleterre, il avait dû faire ses conférences en allemand, connaissant insuffisamment l'anglais. En Italie, il les fit en italien. A Paris, il aura manié notre langue avec beaucoup de clarté.

Nous parlons de beaucoup de questions scientifiques à l'ordre du jour, des *électrons* (au sujet desquels Einstein rappelle une belle contribution d'Henri Poincaré), des *isotopes*, de la *théorie des quanta*. A propos de celle-ci, et des difficultés auxquelles elle se heurte, et qui paraissent à certains insurmontables, Einstein dit : « C'est un mur où l'on est arrêté. C'est une chose terrible que ces difficultés ; pour moi la théorie de la relativité n'a été qu'une sorte de répit que je me suis donné dans leur examen. » Peut-on parler avec plus de modestie enjouée de ce qui a rénové toute la science?

L'entretien dévie vers l'éclipse totale de soleil qui doit avoir lieu dans quelques mois et qui sera visible en Australie et une partie du Pacifique. On sait, — j'ai eu l'occasion de l'expliquer ailleurs, — qu'une des plus étonnantes confirmations des prévisions théoriques d'Einstein fut la constatation faite par les astronomes anglais durant l'éclipse totale du 29 mai 1919 que les étoiles observées près du disque éclipsé du soleil ont leur lumière déviée et comme attirée par celui-ci, contrairement à toutes les idées classiques.

Pour la science classique, en effet, la propagation de la lumière

était toujours rectiligne, et l'une des plus belles découvertes d'Einstein est d'avoir annoncé cette déviation inattendue et qui fut confirmée par l'observation. Nous lui demandons s'il compte prendre part à une des missions astronomiques qui doivent aller observer l'éclipse totale du 10 septembre prochain, afin de confirmer avec une précision accrue, si possible, cette vérification des précisions einsteiniennes.

« Non, nous répond-t-il, je n'irai pas, d'autant que je suis beaucoup moins expérimenté dans le maniement des appareils que d'autres observateurs. » Admirable modestie et qui contraste avec l'assurance avec laquelle, — précisément à propos de cette même éclipse, — certains fonctionnaires ont cru qu'ils pourraient du jour au lendemain s'improviser une aptitude à ces délicates observations.

— Pensez-vous, demandai-je à Einstein, que la confirmation de vos vues soit certaine, cette fois aussi?

— Je vous répondrai ce que j'ai déjà dit à cet égard : le contraire m'étonnerait un peu.

Puis il nous parle des travaux récents d'un jeune mathématicien pour qui l'univers serait pentadimensionnel, mais avec une dimension privilégiée, ce qui en ferait un continu cylindrique ; nous parlons aussi des travaux de Weyl, qui a tenté l'application de la relativité aux phénomènes électriques et dont il admire le génie sans adopter toutes ses conclusions.

De temps en temps, et après avoir avec animation décrit quelque expérience, Einstein se penche vers moi qui suis assis en face de lui (Langevin est à côté) et pensant que ses paroles ont pu m'échapper à cause du fracas du train, me demande avec une courtoisie charmante : « Vous avez entendu? »

A propos encore de la théorie des *quanta*, Einstein nous dit : « Il y a de quoi devenir fou; » et il ajoute en riant : « D'ailleurs, les physiciens ne sont-ils pas tous un peu fous? Mais c'est comme pour les chevaux de course; qu'importe, pourvu qu'ils marchent! » On est conquis par cette gaîté enjouée.

Durant ce voyage de quatre heures (trop tôt écoulées à mon gré), Einstein n'a exprimé qu'un désir : visiter nos régions dévastées. Nous nous arrangerons, Langevin et moi, pour le satisfaire.

Puis la conversation vient sur la difficulté d'exposer sans déformation, de faire comprendre, même à l'élite non mathématicienne, « rien qu'avec des mots, » comme dit Einstein, sa théorie, difficulté

qu'il pense, — peut-être sa bienveillance exagère-t-elle, — avoir été surmontée avec succès par certains. Il parle en riant d'un concours organisé par un journal américain dans le dessein d'expliquer en moins de 3 000 mots et sans formules la doctrine de la relativité. « Je n'ai connu personne autour de moi qui n'ait pas pris part à ce concours; moi seul, je n'ai pas osé. » Et il rit.

Vers la fin de cet entretien inoubliable, nous parlons malgré tout un peu des circonstances de ce voyage et des cabales qu'Einstein a dû subir déjà. « Tant que les gens ne passent pas aux actes, nous dit-il en mettant ses mains sur sa poitrine, je dois les laisser dire tout ce qu'ils veulent, puisque moi aussi j'ai toujours dit ce qu'il me plaît. »

Comme l'un de nous, à propos des opinions des intellectuels allemands, parle des partis de gauche : « Je ne sais pas au juste ce que cela veut dire, répond Einstein avec son bon rire, car je crois que la gauche est une chose polydimensionnelle ! »

Quand je lui parle de la curiosité intense, du respect avec lesquels on l'attend, de l'énorme intérêt qui s'attache en tous lieux à ses idées et à sa personne, il répond avec une stupeur qui n'est pas feinte : « C'est incroyable ! »

Mais voici la gare du Nord (déjà, hélas!); il faut mettre un terme à cet entretien captivant. Einstein qui se sent un peu fatigué, et qui veut échapper autant qu'il le peut (et il ne le peut pas autant qu'il voudrait, c'est une des rançons de la gloire) aux indiscrétions de la publicité, a manifesté le désir formel de ne pas descendre sur le quai d'arrivée, où photographes, reporters, cinématographistes et personnalités officielles et diplomatiques l'attendent en masses imposantes. Subrepticement, comme trois larrons, nous descendons donc à contre-voie; à travers les voies et les fils de fer des signaux, nous gagnons une petite porte dérobée donnant sur le boulevard de la Chapelle, désert comme le Sahara (il est minuit passé). Einstein, qui a toujours à la main sa petite valise, et qui s'amuse de l'escapade comme un enfant, s'engouffre démocratiquement dans le métro, et ne peut se défendre d'un rire homérique, lorsque nous repassons, comme l'éclair cette fois, au-dessus de ces voies et de ces quais où on l'attend toujours.

Tel est l'homme délicieux à qui Paris, il faut le reconnaître, a ouvert ses bras avec tout ce qu'il sait mettre parfois de charme, de tact, de respect dans son accueil.

A l'heure où j'écris ces lignes, les passionnantes controverses, les discussions auxquelles la théorie d'Einstein a donné lieu au Collège

de France et à la Société de Philosophie ne sont pas encore achevées. Le grand homme (qu'on me permette dès maintenant de l'appeler de ce nom que mérite cent fois son génie) s'est prêté, dès le début, à ces controverses avec une bonne grâce qui a conquis tout le monde. Dès maintenant, les discussions ont pris une allure telle que je suis certain (mais j'en étais certain d'avance) qu'Einstein en sortira triomphant et avec un prestige désormais incontesté même des plus farouches misonéistes.

Je reviendrai, sitôt qu'elles seront achevées, sur ces passionnantes controverses auxquelles M. Painlevé a pris une part ardente, et d'où plus de clarté jaillit dès maintenant sur la théorie d'Einstein.

Pour aujourd'hui, — et c'est par là que je désire conclure, — je veux marquer que le bon sens et l'esprit de ce qui fait Paris : le monde de la pensée et le peuple, ont su faire au génial réformateur de la science, au Newton moderne, à cet homme aussi admirable par son attitude que par ses découvertes, l'accueil qu'il méritait, et qu'il avait souhaité lui-même de voir dénué de tout apparat, de tout ce qui eût le caractère d'une parade ou d'une représentation.

Toutes... ou du moins presque toutes les compagnies scientifiques dont les travaux d'Einstein touchent à quelque égard les préoccupations habituelles ont tenu à l'accueillir. Sans parler du Collège de France qui fut, si j'ose dire, le quartier général d'Einstein et le centre des discussions dont je reparlerai, il y a la Société de Philosophie qui l'a convié à une émouvante séance de discussions. Il y a aussi la Société astronomique de France, dont le président, l'éminent prince Bonaparte, a fait preuve, en la circonstance, d'une hauteur de vues digne de son grand nom, et qui a reçu également Einstein. Il y a la Société de Chimie Physique, qui a fait en son honneur une belle réception.

Quel regret pour moi de ne pouvoir ajouter à cette liste le nom de la *Société française de Physique*. De toutes nos sociétés scientifiques, celle qui aurait dû, semble-t-il, avant toute autre et plus que toute autre, accueillir Einstein avec gratitude et pour son plus grand profit, est celle-là. Car enfin c'est avant tout la Physique qu'a rénovée Einstein, il est d'abord et par-dessus tout le plus grand physicien de notre époque. La *Société de Physique* a voulu ignorer la présence d'Einstein à Paris, elle a en un mot pris à son égard une attitude peu différente de celle de « l'Association pour la défense de la Physique allemande » dont je parlais ci-dessus. — Cela est d'autant plus incompréhensible que le Président de la Société de physique, qui est

d'ailleurs un savant éminent, n'a pas manqué d'honorer de sa présence toutes les séances du collège de France où parla Einstein. La logique aurait-elle déserté les rives de la Seine?

Quant à l'Académie des Sciences, qu'on s'est étonné de ne pas voir inviter Einstein, la question se pose différemment. Cette haute assemblée n'a point dans ses usages d'entendre et de convier à s'asseoir à ses bancs des hommes de science, qui, comme Einstein, ne font pas partie de ses membres à titre de titulaire ou de correspondant. Einstein protocolairement n'avait point le droit de s'asseoir sur les bancs de l'Académie, et il eût été d'autre part ridicule de le faire asseoir sur les bancs du public. Je suppose que c'est la difficulté de résoudre cette question de protocole qui a décidé de ce qui s'est passé, ou plutôt de ce qui ne s'est pas passé, puisqu'on s'est rangé finalement au principe de Voltaire : Dans le doute si une action est bonne ou mauvaise, abstiens-toi.

Il faut d'ailleurs convenir qu'en lançant naguère leur déplorable et fameux manifeste, les 93 « intellectuels » allemands ont pris les premiers la responsabilité et l'initiative de mêler la science à la politique et de jeter dans le tourbillon des passions ce qui devait rester en dehors d'elles. Le manifeste des 93 n'a jamais été renié en corps par ses signataires; quelques-uns seulement l'ont, depuis peu de temps, désavoué individuellement.

Cela met assurément dans une position délicate, et qui leur impose la prudence, les membres des bureaux de ces organismes en quelque sorte officiels que sont les Académiciens.

Si Einstein ne s'est pas rendu officiellement auprès de l'Académie des Sciences, en revanche on peut dire que celle-ci s'est rendue auprès de lui. J'ai en effet pu constater aux séances de discussions du Collège de France, — et cette constatation fut pour moi une joie, — la présence de la plupart des membres éminents de l'Académie, et j'ai connu des séances de celle-ci où il y avait moins d'académiciens présents qu'on n'en vit dans l'amphithéâtre du Collège de France, les jours où Einstein parla. Au premier rang de cette élite dont la déférence et l'admiration pour Einstein étaient infiniment touchants, on a vu le docteur Roux, les professeurs d'Arsonval, Daniel Berthelot, Borel, Brillouin, MM. Bigourdan, Deslandres, Mme Curie, le prince Bonaparte et M. J.-L. Breton, les professeurs Hadamard et Moureu, MM. Vieille, Termier, de Grammont, d'Ocagne, Lecornu, Maurice Leblanc, Janet, et vingt autres de leurs confrères dont le nom ne vient pas sous ma plume, et qui modestement s'étaient perdus dans

cette assemblée de l'intelligence française où le profil si fin de M. Bergson mettait une note vive.

Il y avait là aussi un ancien commandant en chef des armées françaises et alliées ; il y avait là beaucoup d'uniformes français, et je sais un autre grand chef, un très grand chef de notre armée, qui avait écrit que c'était un bienfait et une nécessité non seulement pour la science, mais aussi pour la Patrie, qu'Einstein fût accueilli avec enthousiasme et respect, et qu'il irait, si besoin était, se montrer là en grand uniforme.

Quand après cela on vient me dire que certaines personnes ont murmuré entre deux portes qu'il ne fallait pas recevoir le « Boche » Einstein, je me refuse à croire qu'on m'ait bien renseigné, et si cela est, que ces personnes aient une autorité quelconque qui puisse donner le moindre poids à leurs opinions. Car enfin il faut choisir : on ne peut haïr à la fois et pour les mêmes motifs le militarisme prussien et ceux qui ont, au péril de leur vie, combattu ce militarisme.

D'ailleurs, l'événement a prouvé que toutes les craintes étaient vaines. Paris, cerveau du monde, a accueilli comme il convenait le plus puissant, le plus utile cerveau de ce temps. Il était d'avance bien certain que la Ville-Lumière n'aurait pas peur de la lumière.

CHARLES NORDMANN.

REVUE MUSICALE

Théâtre de l'Opéra : *Boris Godounov*, de Moussorgsky; paroles françaises de Michel Delines, revues par M. Louis Laloy. — Quelques concerts. — *Le Carnaval des animaux*, de Camille Saint-Saëns.

Le Chœur des vieillards a raison de dire à Perdican : « Il est plus doux de retrouver ce qu'on aime, que d'embrasser un nouveau-né. » Cela est vrai, même en musique, et c'est pourquoi la reprise d'un *Boris Godounov* ou d'un *Falstaff* nous fait beaucoup plus, infiniment plus de plaisir que la première représentation de maint ouvrage nouveau.

Mais quoi! Peut-on trouver quelque douceur à la farouche, sauvage et par moments terrible musique de Russie? Ne vous récriez pas. Ayez patience. Dans l'œuvre extraordinaire de Moussorgsky, après la violence et la frénésie, la tendresse, la suavité même a sa part.

La force pourtant y domine, et le plus souvent la force de l'épouvante et de la douleur. « Je ne me souviens pas d'une Muse aimable et caressante, chantant de douces chansons au-dessus de moi... Celle qui m'a opprimé de bonne heure, c'est la Muse des sanglots, du deuil et de la souffrance, la Muse des affamés et des mendiants. Ses chants simples ne respirent que le chagrin et une plainte éternelle. » Ces paroles de Nekrassof, le grand poète réaliste, on pourrait les graver sur la tombe du grand musicien réaliste Moussorgsky. Muse des sanglots, et des sanglots de tout un peuple, dès le premier tableau de l'opéra, c'est elle qu'on entend. Après la mort du tzar Feodor, Boris, le régent, l'assassin du tzarevitch Dimitri, s'est retiré dans un couvent, aux portes de Moscou. Le peuple, ignorant son crime, l'adjure, vainement encore, de prendre la couronne. En dépit de ceux qui recommandent le drame lyrique obstinément intime, tout

en dialogue et sans chœurs, le peuple, la foule, est au théâtre un élément, un personnage, qu'il ne faut pas dédaigner. Les Anciens étaient de cet avis. Or ce personnage ne peut vivre réellement et tout entier qu'en musique, par la musique. La pensée, la passion collective, pour nous devenir pleinement sensible, a besoin non seulement des paroles, mais des sons. Quand plusieurs personnes ont à dire ensemble soit la même chose, soit des choses diverses, ou contraires, il ne suffit pas qu'elles parlent, il faut qu'elles chantent. La musique est le signe indispensable, unique, de leur unanimité ou de leur division. Et quel signe éclatant n'en est-elle pas ici! Les mots, encore une fois, ceux du livret, imité de Pouchkine, ou ceux de Pouchkine lui-même, ne donnent que l'impression de choses imaginaires. Dans les notes seulement gronde et bouillonne la vie. Jamais tableau populaire, évocation de la multitude, n'avait eu tant d'ampleur et de force. Plutôt que de créer avec les éléments d'usage : fugue, contrepoint, symphonie, un ordre plus ou moins classique, le musicien, brisant avec toute discipline, recourt aux effets isolés et sans suite, aux brusques et terribles saillies, à la pesée, à la poussée furieuse des masses sonores, orchestre et voix. Tout en demeurant musicaux, mélodiques même, les chants qu'il inspire, qu'il arrache à la foule, égalent en naturel, en horreur parfois, de véritables cris, sanglots et hurlements.

Le tableau qui suit (le couronnement) ne dégénère en rien du premier. L'extraordinaire symphonie de l'orchestre et des cloches, les cantiques, les prières, les acclamations et proclamations portent au comble ici le tumulte et le grouillement sonore. On eut raison naguère de jeter sur la scène du Théâtre Marie, quand *Boris* enfin y triompha, une couronne avec cette inscription : « La force s'est révélée. » A tout le moins elle venait, — et dans quelle mesure! — de s'accroître. Elle se déchaîne dans l'avant-dernière scène, — qui devrait être la dernière, — plus populaire encore que les deux autres, ou populaire avec plus de violence et de fureur. Victime de ses remords, Boris, l'usurpateur, n'est plus. Un autre usurpateur, le faux Dimitri, monte sur le trône à sa place. Au bord de la route où il va passer, la foule, encore, toujours la foule l'attend. Elle a fait prisonnier un boyar, un compagnon, peut-être un complice du feu tzar. On l'attache au pied d'un arbre. Les danses et les chants forment autour de lui un cercle de haine et de menaces. Survient une horde nouvelle : des gamins, traînant aussi leur victime, un « innocent, » un idiot, qu'ils ont battu, dépouillé, et qui

chante et qui pleure. Des moines maintenant. Ils chantent également : un chant sur Boris et ses crimes, sur la misère du peuple, sur le triomphe et la gloire du sauveur Dimitri. De nouvelles psalmodies approchent : « *Domine, salvum fac regem nostrum Demetrium!* » Ce sont d'autres religieux, des jésuites, et le peuple, excité contre eux par les moines russes, se jette sur cette nouvelle proie. Alors des fanfares éclatent. A cheval, suivi de son cortège, paraît l'aventurier, le faux Dimitri. Il parle, on l'acclame, il sort, et tandis que derrière lui tout un peuple se rue à la servitude, l'idiot, resté seul, continue de chanter : « Larmes, coulez, larmes amères ! Pleure, pleure, mon âme endolorie ! L'ennemi viendra et partout le sang coulera, partout le feu régnera. Oh! Malheur, malheur! Laisse couler tes pleurs, peuple affamé ! » Tableau colossal, vision d'histoire peut-être sans pareille sur la scène lyrique. La musique y porte d'abord au paroxysme la sensation du nombre, ou plutôt de l'innombrable. Auprès de cette foule, de cette cohue, la conjuration du Rütli, la Bénédiction des poignards, la bagarre des *Maîtres chanteurs*, ont l'air, le pauvre air, de réunions restreintes, j'allais dire intimes et médiocrement animées. Et puis, lorsque le poids qui nous étouffait ne pèse plus sur nous, quel vide succède à cette plénitude! A cette surabondance quelle pauvreté! Sans règle, sans but, la chétive et solitaire complainte de l'« innocent » vague et divague. Assis au bord de la route boueuse, cet insensé, — mais ce prophète aussi, n'est-ce pas? — chante le néant des empires, l'éternelle illusion et l'universelle vanité. Lors de notre première rencontre avec *Boris*, il y a quelque vingt ans, nous le disions et l'on nous excusera peut-être de le redire : Quelle moralité! Quelle leçon! La légende ou le symbole wagnérien n'en donna jamais de plus grande et de plus terrible, que ne font ici l'histoire et la réalité. Le musicien d'une telle scène a été l'un des maîtres de la multitude. Il a mérité qu'on le comptât parmi ces ouvriers dont parle l'Écriture, « qui travaillent sur les nations. »

Je ne sais quelle rudesse, quelle verve brutale se mêle aux rares, très rares éclairs de gaîté qui traversent le drame sombre (témoin les couplets bachiques de Varlaam, le moine errant et buveur attablé dans l'auberge). Mais en de nombreux épisodes, à des transports de fureur, presque de folie, un calme étrange succède. L'âme de Boris est le théâtre de renversements prodigieux. Tantôt la colère, ou le remords, l'hallucine et l'égare (voir la scène avec ce vieux renard de prince Chouisky son complice, ou la scène du carillon et de l'hallucination, plus tragique encore) ; tantôt son cœur orageux s'apaise et

s'attendrit. Écoutez-le, ce criminel, mais, au fond de lui-même, ce pénitent, parler de ses enfants, ou leur parler, avec un amour que semble aviver le sentiment de sa faute secrète. Quelle gravité! Quelle mélancolie! Sur chaque mot, sur chaque note, quel accablement! Quel poids, et de quels souvenirs! Et puis, et surtout, à la fin du drame, dans les adieux du tzar qui va mourir à son fils qui va régner, tous les sentiments qui depuis des années l'ont torturé, viennent se fondre ensemble et ne forment plus qu'un flot d'immense tristesse, mais d'une tristesse calmée, purifiée même par la vertu, la grâce du suprême repentir. Si coupable qu'il ait été, Boris l'ambitieux, l'usurpateur, l'assassin, demeure intéressant, j'allais écrire sympathique. Il est cela dès le début, quand il paraît pour la première fois, déjà las de corps et d'âme, l'air soucieux et l'œil sombre, sous le diadème aussi pesant à son front que la dalmatique chargée de pierreries à ses épaules. C'est encore ici l'un des passages où l'on ne peut s'empêcher de sentir une profonde et navrante douceur. La foule a cessé ses clameurs et les cloches leurs volées. Seule, dans le grand silence, la voix du tzar s'élève pour haranguer le peuple. Mais d'abord elle s'élève à peine. Avant de retentir, impérieuse, impériale, sur les dernières notes, elle ne respire que la crainte et la détresse. Il semble que l'âme troublée, dolente, ait pitié d'elle-même, qu'elle se plaigne et se pleure. Et sa plainte, sa pitié nous gagne. Si coupable qu'elle soit, bien qu'elle nous fasse horreur, nous lui faisons miséricorde. Devant ce drame et ce personnage historique, nous méditons les leçons de l'histoire. Il en est de récentes, voire de présentes, capables de nous rendre moins odieuses même les pires horreurs du passé. Que pèse aujourd'hui le crime, le seul crime d'un tzar et sa victime unique, au prix de tout un monde égorgé par ses successeurs!

Grand réaliste, nous l'avons dit, c'est également un grand idéaliste que Moussorgsky. Le musicien est de ceux qui frappent également les touches extrêmes du clavier sentimental, les plus discrètes comme les plus éclatantes. En face du personnage douloureux, torturé, de Boris, voici la figure, admirable de calme et de sérénité, du vieux moine Pimène, « disciple de la paix. » Mieux que le disciple, il en est le maître. Il la répand autour de lui. Elle règne en ses moindres discours. Sa cellule (au second acte) en est l'asile. « *Favellar in musica*, » disaient les Florentins au XVIIe siècle. Je ne sais pas de plus bel exemple que le rôle entier de Pimène, de ce « parler en musique. » Parler tout uni, tout simple, infiniment pur et pieux infiniment. Il ressemble à l'un ou l'autre « philosophe » de Rembrandt, ce vieillard

écrivant dans la nuit, à la lueur d'une lampe, l'histoire du crime ignoré de Boris. Il l'écrit, il la médite comme un témoin, comme un juge, sans que tremble ni sa main ni sa voix. Et de quoi cet admirable clair-obscur musical est-il fait? Est-ce là du récitatif ou de la déclamation ? Oui. C'est du chant et de la mélodie. Et c'est aussi de l'orchestre : un courant égal et lent qui suit le courant de la plume elle-même. C'est moins encore : une intonation, une inflexion de la voix, un accord, une note qui se penche ou se pose sur une autre; peu, très peu de matière sonore, mais dont chaque élément est le signe d'un esprit, d'une spiritualité profonde.

A la fin du drame, la longue narration de Pimène est du même style, mais d'une beauté supérieure encore. La douceur même et presque l'impassibilité du témoignage en fait le coup terrible et suprême dont le coupable est abattu. Les boyards assemblés ont décrété la déchéance de Boris et sa mort. Il entre à l'improviste, égaré, chancelant; mais, bien qu'il tremble lui-même, il les fait encore trembler. Un saint vieillard se présente à la porte et demande audience. Espérant de lui peut-être des paroles de paix, le misérable ordonne qu'on l'introduise. Pimène paraît et, d'une voix lente, grave, où l'émotion partout présente ne se trahit nulle part, il raconte au tzar assassin comment un jeune berger aveugle a recouvré la vue sur la tombe et par la miraculeuse intercession du tzarevitch assassiné. Tout ce qui suit, la scène de l'agonie et de la mort, est admirable. Tragique est l'effet de ce récit; mais « la cause, la cause » — j'entends le récit même — nous frappe et nous étonne peut-être davantage. Uniforme, monotone à dessein, il n'y a, dans tout le discours de Pimène, que le ton qui ne change pas. Mais que de sentiments s'y rencontrent et s'y concilient ! Sous cette voix blanche en quelque sorte, que de couleurs, que de nuances se fondent ! et pour former quelle harmonie ! C'est à la fois la rigueur sans colère et la mansuétude sans faiblesse, avec on ne sait quoi de surnaturel, de religieux, de divin. Esthétiques, morales, toutes les convenances sont respectées et l'on assiste ici à l'une de ces rencontres où, dans l'ordre supérieur, idéal, et suivant la formule des Saints Livres, « la paix et la justice se sont embrassées. »

Voilà bien des raisons, hautes et profondes, d'admirer l'œuvre de Moussorgsky. On en trouverait encore d'autres. Par son originalité, sa hardiesse, *Boris* dérange et bouscule un certain nombre de préjugés qu'on nous donne depuis trop longtemps comme les commandements de la nouvelle loi. « Plus d'ensembles, de chœurs. »

Et voici que dans *Boris* le peuple, c'est-à-dire le chœur, forme, — quelqu'un l'a dit, — « le socle de l'ouvrage. » Foin des sujets historiques. Le drame musical ne saurait plus vivre que de la légende. En dehors d'elle, tout est contingent et passager. Seule elle offre à la musique l'élément nécessaire, éternel, « le purement humain. » Allez donc ouïr *Boris*, et vous acclamerez, comme fit naguère un des premiers auditeurs de l'opéra, « l'histoire, l'histoire vraie, la résurrection et la vie. » On reconnaîtra de même que la musique est capable de se passer du *leitmotif* systématique et continu, sans perdre pour cela rien de sa force ou de sa finesse expressive. Le rappel et non le travail des thèmes peut lui suffire. Le thème de Dimitri, par exemple, revient au cours de la partition, mais, à peu de chose près, inaltéré. Dans la cellule de Pimène, il hante les rêves du jeune Grégori, le novice d'aujourd'hui, l'aventurier de demain. D'avance il lui montre la route. Sur cette route, aux portes de Moscou, déjà triomphal, il retentit avec plus d'éclat. Ainsi deux fois il a servi l'usurpateur, il s'est fait le signe du mensonge. Mais dans la scène finale, quand va s'achever le récit du miracle accompli sur le tombeau de l'héritier légitime, le thème reparaît une dernière fois, non plus mensonger mais sincère, et la lumière accrue dont il brille est la splendeur de la vérité.

Entre deux éléments de la musique de théâtre, la mélodie et le récitatif, Moussorgsky, mieux que beaucoup d'autres, a su conclure une heureuse alliance. En des passages comme la scène de la cellule, comme le récit de Pimène, ces deux formes, ces deux forces de la musique s'unissent étroitement. Tout en demeurant deux personnes distinctes, elles n'ont plus qu'une seule nature, une seule substance, un seul être, dont chacune a sa part et qu'elles possèdent, toutes les deux, tout entier.

Les corrections de M. Louis Laloy n'ont pas médiocrement amélioré la traduction première de *Boris* (par M. Michel Delines). Mais faut-il l'avouer? En sa langue jadis, à nous pourtant inintelligible, l'opéra de Moussorgsky nous parut peut-être encore plus beau. Les Russes affirment, et nous devons les en croire, qu'il n'est pas de musique plus adéquate, plus consubstantielle à la parole, à leur parole, que celle-là. Mais telle en est la puissance d'expression, de signification, qu'elle se suffit, et que, le sujet ou le sentiment une fois connu de l'auditeur, il arrive que les mots, plutôt que de servir les sons, les desservent. Ils en réduisent le sens et, pour ainsi dire, ils en brisent l'essor. La musique seule nous menait plus avant,

nous emportait plus haut. Enfin, et ce n'en est pas la moindre originalité, cette musique parfois, à force d'être simple, se fait en quelque sorte oublier elle-même. Il semble qu'elle se retire et se renonce. Alors, entre les choses et nous, toute interprétation, tout intermédiaire disparaît et nous croyons nous trouver face à face avec la réalité.

Reste une dernière question, que nous n'avons point abordée : celle de la revision, — principalement orchestrale, — de l'œuvre de Moussorgsky, par son compagnon et fidèle ami Rimsky-Korsakov. Les mémoires de Rimsky (1) nous renseignent sur l'étendue et la nature de cette collaboration, non pas avant, mais après la lettre. Certains admirateurs de *Boris* la regrettent; d'autres s'en félicitent. Pour se prononcer avec assurance, on voudrait connaître la partition originale, et la connaissance en est presque impossible. Le livre de Rimsky raconte aussi la vie et la mort de Moussorgsky. Le récit de l'une, et surtout de l'autre, est douloureux.

Boris Godounov a fait très bonne figure à l'Opéra. La représentation musicale et scénique est l'une des meilleures, la meilleure peut-être que depuis longtemps M. Rouché nous ait offerte. Les chœurs, « socle de l'ouvrage, » l'ont porté sans faiblesse. Ils ont chanté rudement, crûment, ainsi qu'il convient. Ils ont agi, ils ont vécu. L'orchestre a reçu comme eux, d'un chef excellent, M. Koussevitzky, l'impulsion et la vie. Un ou deux chanteurs, par moments, ont un peu trop chanté, je veux dire trop en dehors. Ont eût voulu plus intérieure, plus frêle aussi, la navrante complainte de l'Innocent; plus retenue et recueillie, à l'acte de la cellule, la voix de Pimène (M. Huberty). Mais l'artiste a fort bien dit, d'un ton mystique et comme détaché de la terre, l'admirable récit du miracle. Cauteleux à souhait, le prince Chouisky (M. Fabert). Mme Germaine Lubin ne fait guère que passer dans l'unique scène dont l'opéra se passerait avec avantage. Enfin, s'il est impossible d'égaler Chaliapine dans le rôle de Boris, personne assurément n'en saurait approcher d'aussi près que M. Vanni Marcoux. Et c'est la plus haute louange que le chanteur et le tragédien puisse recevoir.

La saison des concerts touche à sa fin. Les derniers vont avoir lieu dans nos églises le dimanche de Pâques. Les premiers s'y étaient donnés le jour de Noël. Ainsi la musique religieuse ne peut se décider à rompre avec l'autre sa fâcheuse alliance. C'est pourquoi les chan-

(1) *Ma vie musicale.* Introduction et adaptation par E. Halpérine-Kaminsky; 1 vol. Pierre Laffitte et Cie, éditeurs.

teurs de la Chapelle Sixtine se sont fait entendre à la Madeleine et à l'Opéra tour à tour. Nous ne fûmes invité ni dans l'une ni dans l'autre enceinte. Il est permis de penser que toutes les deux, pour des raisons différentes et trop longues à déduire ici, ne convenaient peut-être pas très bien à leurs hôtes romains. Nous préférons conserver de ceux-ci des impressions anciennes déjà, mais encore vives, et romaines comme eux.

On a dû quelques beaux soirs à la *Société philharmonique de Paris*. Mme Croiza, qui fut Pénélope à Bruxelles, — pourquoi seulement à Bruxelles ! — a chanté Fauré d'une voix qui n'eut jamais plus de mélancolique et pénétrante douceur. Depuis les vieux maîtres d'Italie jusqu'aux plus jeunes des nôtres, lesquels n'a pas chantés, d'une voix et d'un style également infaillibles, l'admirable artiste qui s'appelle Mme Ritter-Ciampi ! Enfin, comme elle chanta, sous l'archet de Jacques Thibaud, l'adagio de certain concerto pour violon, peu connu, de Sébastien Bach ! « Est-il croyable, se demande Shakspeare, que des boyaux de mouton puissent émouvoir autant notre âme ! » On se le demandait pendant que chaque note de la sublime mélodie, à peine soutenue par le *continuo* de l'orgue et les *pizzicati* du *quatuor*, éveillait, en chacun aussi, tant elle était pure, un vague désir de larmes.

Au Conservatoire. — C'est encore là, toujours là, dans cette étroite enceinte, que les plus grandes joies musicales nous sont données. La maîtrise du chef intelligent, sensible et même passionné qu'est M. Philippe Gaubert, la rare, l'unique valeur de son orchestre, n'est assurément pas étrangère à la perfection de notre plaisir. Mais les choses, comme les êtres, ont leur âme, et l'âme de ces lieux est belle entre toutes. Seul reste de notre vieux Conservatoire, la salle des concerts en est la relique vivante. On l'honore, on l'aime comme l'harmonieux tabernacle de presque un siècle de beauté. Plus hospitalière que d'aucuns ne le prétendent, quels chefs-d'œuvre, quels maîtres n'a-t-elle pas accueillis ? Aujourd'hui même, il n'est pas un bon musicien qui frappe en vain à sa porte. M. Gustave Doret, l'auteur des *Armaillis*, que l'Opéra-Comique ferait bien de reprendre, est de ces musiciens-là. Son poème symphonique *Au cimetière* est une page brève et forte. La musique, plutôt que de s'y déployer, s'y concentre. Elle s'y développe cependant et s'y accroît, mais dans l'ordre et pour ainsi dire sur le plan intérieur. Aucune description et pas le moindre recours aux dehors pittoresques. Beaucoup de gravité, de simplicité, avec un renoncement heureux à cette préciosité d'harmonies et de timbres, qui peut bien donner à la musique et lui donne souvent

aujourd'hui l'extérieur et le paraître, même le plus brillant, mais non pas le fond et l'être véritable.

Au Conservatoire encore nous avons ouï le pianiste illustre, l'étonnant virtuose, le mécanicien prodigieux qu'est M. Ferruccio Busoni. Mais un grand artiste ne jouerait pas un concerto de Mozart de cette manière inconvenante; littéralement : « qui ne convient pas. » Il n'est pas convenable de rien ajouter au texte d'un Mozart. Et le « rien » de M. Busoni consiste en mille ornements, « agréments » et fioritures de sa façon, sans parler du flottement rythmique et du *rubato* perpétuel dont l'*andante* en particulier a souffert.

. . . .

Mais Mozart, c'est de la musique :
Charmant objet, n'y touchez pas.

Ainsi Veuillot, à la fin d'un sonnet, réprimandait jadis une interprète peu respectueuse de Mozart. Les deux premiers mots du dernier vers exceptés, on pourrait donner le même conseil à M. Busoni. A peine a-t-il mérité son pardon par une splendide exécution du cinquième et dernier concerto, l'égyptien, de Camille Saint-Saëns. Cela aussi pourtant, c'est de la musique, mais tout autre que celle de Mozart. Musique étrangère, exotique, d'un exotisme que le grand musicien a soumis, sans l'y sacrifier, aux grandes lois, à la souveraine raison de l'esprit ou du génie classique. A cet égard, la seconde partie de l'ouvrage nous en a toujours paru la plus remarquable. Une mélopée d'Orient avec un accompagnement de cordes, au rythme inégal, aux âpres sonorités; puis une mélodie aussi douce que l'autre était rude, un chant de bateliers du Nil, voilà pour l'élément indigène et populaire. Mais bientôt, — on pourrait marquer exactement à quelle mesure, — l'artiste supérieur intervient. Il ouvre au thème une voie nouvelle, un plus large horizon. Il l'élève et l'élargit, il l'épanouit en musique pure, et l'humble cantilène d'Égypte entre dans l'ordre et comme dans le cercle divin de l'universelle beauté. La fin du morceau n'est pas moins remarquable : pleine de trouble et d'angoisse, non plus paysage, mais état d'âme, d'une âme douloureuse et tragique, proche de celle de Beethoven lui-même en de certains moments tels que l'*adagio* du *trio* en *ré*. « Beethoven et la rue du Caire panachés, » a-t-on dit jadis en riant. Soit, mais sans rire. Un chant de bateliers rapporté d'Égypte, cela peut être de la musique pittoresque; mais il n'y a qu'un grand musicien pour faire presque du Beethoven avec un chant de bateliers.

Grand musicien, le maître qui vient de disparaître l'était jusque dans les moindres choses, et les plus légères, témoin la spirituelle et presque inédite fantaisie qui s'appelle *le Carnaval des animaux.* Saint-Saëns n'en avait autorisé l'exécution de son vivant que dans l'intimité. Sa mort a levé des scrupules qui faisaient voir trop de délicatesse et le public des concerts doit à M. Pierné le plaisir, trop rare, de constater que la musique, fût-ce la meilleure, n'est pas nécessairement une des formes de l'ennui.

On pourrait écrire un volume sur ce sujet : les bêtes en musique. Il y serait traité non pas de certains auditeurs, amateurs, artistes, voire critiques, mais des animaux véritables. Et cela formerait pour les enfants, même pour les grandes personnes, une sorte de La Fontaine ou de Buffon musical. Nous avons appris d'un vieil helléniste, qui fut le maître de notre enfance, qu'un nommé Timosthène, amiral de quelque Ptolémée, célébra, dans ce qui s'appelait un « nome pythique, » la victoire d'Apollon sur le serpent Python. Tout y était décrit, imité par les sons : les préparatifs, les péripéties du combat et jusqu'aux suprêmes convulsions et hurlements du Fafner pré-wagnérien. Pour l'antiquité, c'est déjà quelque chose. Au moyen-âge, il faudrait chercher, et l'on trouverait, ne fût-ce que la fameuse « Prose de l'âne. » L'un des maîtres de la Renaissance, Clément Jannequin, a composé non seulement le *Chant des Oiseaux*, mais un *Rossignol*, une *Alouette* et deux *Chasses*, l'une au cerf et l'autre au lièvre. En aucun temps les musiciens, et les plus grands, n'ont dédaigné la zoologie : ni le Haendel de l'*Allegro e Pensieroso* (air du Rossignol) et d'*Israël en Égypte*, ni le Rameau du *Réveil des oiseaux* et de *la Poule*, ni le Haydn des *Saisons* et de la *Création*. Sans parler de la symphonie *Pastorale*, Beethoven a fait chanter la caille en un de ses cantiques religieux. Plus on y songe et mieux on mesure la place occupée dans la musique du siècle dernier par le genre animal et ses représentants, de toute taille et de toute espèce, domestiques ou sauvages, hôtes de la basse-cour, de l'étable, ou de la ménagerie. Le ranz des vaches, cette « Marseillaise des bestiaux, » ou leur Chant du départ, circule, — quelqu'un l'a fait voir, — à travers toute la partition de *Guillaume Tell*. Schubert est un « animalier » d'esprit et de génie tour à tour. Le *Roi des Aulnes*, sans être cela seulement, est une sublime chevauchée, avant celle des Walkyries. *La Course à l'abîme*, de Berlioz, en est une autre et, dans *la Damnation de Faust* encore, le rat et la puce ont chacun leur chanson. Plus près de nous, Chabrier consacre le meilleur de sa verve aux dindons, aux canards,

aux petits cochons roses. Avec une poésie de Théophile Gautier, *l'Hippopotame*, Bourgault-Ducoudray crée un double chef-d'œuvre d'animalité puissante et de profonde humanité.

Saint-Saëns enfin, le Saint-Saëns du *Déluge* et de *la Lyre et la Harpe*, que traversait déjà le vol de l'aigle et de la colombe, Saint-Saëns a fait du *Carnaval des Animaux* le plus amusant album d'images musicales. Toutes sont d'après nature, d'après la nature de chacun des modèles, mais une ou deux fois d'après autre chose encore, qu'on nomme la poésie et qu'en dépit du sujet on serait tenté d'appeler ici l'idéal. « Tout *chante* en *son* ouvrage, et même les poissons, » ou du moins l'eau mélodieuse et claire de l'*Aquarium*, au sein de laquelle ils s'ébattent. « C'est déjà, disait le programme, c'est déjà presque du Ravel. » C'est peut-être plus et mieux. En fait d'harmonies et de sonorités, c'est plus ingénieux encore, plus nouveau même, et d'un style autrement pur. Les *Tortues*, l'*Éléphant*, sont comiques par le contraste : ici, la danse des sylphes, de Berlioz, transposée dans le registre le plus grave des contre-basses ; là, certain motif d'Offenbach (*Orphée aux enfers*) ralenti jusqu'à l'allure d'une marche solennelle et quasi religieuse. « On croirait du Gluck, » nous confia notre voisin. Et nous songions nous-même : « Le nez de Cléopâtre, s'il eût été plus long... » En musique aussi, un peu plus de lenteur, et la face du monde sonore est changée. Elle change ici lorsqu'au murmure d'une mélodie ravissante, bien connue celle-là, célèbre même, et qui porte son nom, le Cygne paraît et vogue sur les eaux. Alors, surpris et d'autant plus charmés, nous passons de l'ordre plaisant, de l'ordre aussi de la réalité, à l'ordre de l'imagination et du rêve. Est-ce-là le cygne de nos étangs, ou celui des contes bleus et des antiques légendes? Peut-être l'un et l'autre ensemble. Ainsi la vérité et la poésie, la nature et la fable se mêlent, pour nous enchanter deux fois, en cette page d'une mystérieuse beauté. Au Châtelet encore, le très grand artiste qu'est M. Édouard Risler a joué Bach et Liszt non pas d'une manière, mais de deux, également admirables, et qui conviennent toutes deux : Bach, avec une raison souveraine ; Liszt, avec la plus riche et la plus fougueuse fantaisie.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'écrivain de grand talent à qui sont dues les dernières chroniques politiques de la Revue, *veut bien assurer l'intérim de la Chronique de la Quinzaine pendant la Présidence du Conseil de M. Poincaré. Nous l'en remercions. M. René Pinon est depuis longtemps de la maison. Sa connaissance approfondie de la politique contemporaine et sa belle carrière de diplomate hors cadre le désignaient pour conserver à la chronique de la* Revue *l'indépendance et la largeur des vues qui sont sa marque et font son autorité.*

Tandis que M. le Président de la République, parmi les fantasias indigènes et les fleurs du printemps marocain, constate la puissance d'expansion de la France et affirme les bienfaits d'une méthode dont le principe fondamental est le respect du caractère et des mœurs de chaque peuple et le développement de leur prospérité, voici que, de toutes les capitales de l'Europe, les plénipotentiaires, assistés de leurs techniciens, se hâtent vers Gênes où s'ouvre, le 10 avril, la Conférence qui, depuis trois mois, suscite tant de curiosités, d'appréhensions, d'espérances. Qu'en sortira-t-il? Il est important, pour la paix des esprits, que ce ne soit pas une déception. S'il existe quelque part un homme de bonne foi qui s'attende à voir l'Assemblée de Gênes résoudre toutes les difficultés et apaiser toutes les souffrances engendrées par cinq ans de guerre, celui-là sera déçu. Ceux qui savent que les désillusions ont pour effet d'élever ce que Jaurès appelait « la température révolutionnaire du prolétariat, » s'appliquent à cultiver de chimériques espoirs de rénovation politique et sociale. Certains organes de la presse libérale anglaise, l'*Observer* en tête, annoncent les temps nouveaux : M. Lloyd George refera une nouvelle Europe, ou il n'y aura plus d'Europe. Toutes les époques troublées ont connu

ces rêves de palingénésie; les gens d'expérience savent que l'homme reconstruit lentement et réenfante dans la douleur ce qu'une heure de démence lui a suffi a détruire : regardez la Russie.

Le Gouvernement français, que l'on accuse volontiers de faire de l'obstruction et de préparer l'échec de la Conférence, a fait au contraire tout ce qui dépend de lui pour en assurer le succès, pourvu que ce succès soit celui du bien commun et non pas l'avantage d'une seule Puissance. Il fallait d'abord délimiter un programme et définir le caractère de la Conférence : elle est économique et financière, non pas politique; s'il est difficile en pratique de distinguer les deux domaines, il est encore plus dangereux de les confondre. Le memorandum de M. Poincaré du 31 janvier, dont les conclusions ont été adoptées à l'entrevue de Boulogne par M. Lloyd George et, postérieurement, par le Gouvernement italien, fait avec précision la discrimination nécessaire. Ces précautions canalisent la Conférence vers son objet propre qui est la restauration de la production et des échanges en Europe; d'avance se trouvent écartées les propositions qui n'auraient d'autre objet que de remettre en question les résultats de la guerre, les traités qui la terminent, le statut territorial qui en est issu.

Dans son discours du 3 avril, M. Lloyd George confirme, sur tous les points essentiels, les résolutions de Cannes et de Boulogne. On ne pouvait attendre moins de sa loyauté. Il a le mérite, sur les points essentiels, de couper court aux interprétations malveillantes pour la France. En Europe et en Amérique, la France est souvent représentée comme une gêneuse, dont les exigences paralysent les affaires et empêchent la reprise du commerce. Avec beaucoup de force, le Premier britannique remet les choses au point. « Modifier le Traité de Versailles, ce ne serait pas faire disparaître les réparations... Ce serait enlever le fardeau à une population de 60 millions d'âmes, sur qui pèse la responsabilité des dévastations, pour le transférer à 40 millions de victimes de ces dévastations... Les dégâts existent-ils? Doivent-ils être réparés? Et qui doit les payer? Si l'Allemagne ne paie pas, ce seront la France et la Belgique qui devront payer... » La ruine de la France, qui serait la conséquence du non-paiement des réparations par l'Allemagne, serait plus funeste et produirait plus de chômage en Angleterre que la détresse de la Russie. La dépréciation du mark, qui paralyse tout commerce avec l'Allemagne et qui est une des causes directes du chômage dont souffre l'Angleterre, a été précipitée par les industriels allemands pressés de

démontrer l'incapacité de paiement de l'Allemagne et de frustrer la France et la Belgique des réparations auxquelles elles ont droit. Au cri de « A bas la France! » c'est à l'Angleterre et au travail anglais que l'Allemagne fait la guerre.

A la Chambre française, M. Poincaré, dans ses discours du 1er et du 3 avril, a tenu le langage d'un homme d'État ; il s'est plu à souligner ce qui fait, malgré les crises intérieures qui peuvent la troubler, la continuité de la politique française en face de l'étranger, et à définir les grandes lignes permanentes de nos intérêts nationaux ; avec des mots particulièrement heureux et précis il a caractérisé la position de la France à la Conférence de Gênes. Lorsque les Allemands espéraient évoquer devant l'Assemblée de Gênes la question entière des réparations, et, par engrenage, la revision des Traités, ils saluaient avec enthousiasme l'aurore de la Conférence ; mais, a dit le chancelier Wirth, « depuis l'intervention de la France, l'étoile de Gênes est devenue un feu follet. » Les Allemands et les Bolchévistes n'ont pas renoncé à faire jouer à la France, à Gênes, le rôle d'accusée ; les premiers lui reprocheraient d'être, par les exigences de ses réparations, l'auteur responsable du malaise économique dont souffre l'Europe et ce que nous demandons au nom de la justice, ils l'imputeraient à la haine et à la vengeance ; les seconds prétendraient rendre la France comptable des luttes que les Soviets ont dû soutenir contre les armées russes qui ont tenté, avec l'aide des Alliés, de délivrer leur pays de la tyrannie sanglante des Commissaires du peuple. Après la Conférence de Boulogne, après le discours de M. Lloyd George, après l'entretien qu'il a eu, en passant par Paris le 7, avec M. Poincaré, nous avons le droit de compter qu'à ces tentatives désespérées, les Alliés de la Grande Guerre opposeront une volonté unique et une fidélité inébranlable à la parole donnée.

En dépit des précautions prises et des assurances reçues, M. Poincaré, — il l'a dit à la Chambre, — sait mieux que personne que si l'œuvre entreprise par les Alliés n'est pas sans grandeur, elle n'est pas non plus sans péril. Nous excluons formellement des délibérations de Gênes tout débat sur le principe des réparations, sur le chiffre et les modalités de paiement ; mais il est évident que, à l'arrière-plan de tout débat économique ou financier, apparaît le problème des réparations et que l'un des effets les plus heureux d'une restauration économique et financière de l'Europe serait d'accroître les facultés de paiement de l'Allemagne et les possibilités pour elle de se libérer de sa charge. C'est d'ailleurs pourquoi il est absurde de

prétendre que la France cherche à faire échouer une conférence dont le plein succès serait d'abord avantageux à ses intérêts, pourvu qu'elle ne sorte pas du programme qui lui est tracé. La difficulté est de faire respecter cette délimitation, alors que plusieurs délégations n'auront d'autre souci que d'entraîner la Conférence sur le terrain réservé. Il y faudra toute la vigilance de nos éminents plénipotentiaires, particulièrement de MM. Barthou et Colrat que la confiance du Président du Conseil a placés à la tête de la délégation à côté de MM. Barrère, Picard et Seydoux.

La question du désarmement n'est pas moins délicate; il y a, pour la poser devant la Conférence, une conjuration presque universelle. La presse et l'opinion dans les pays qui sont isolés du continent par la mer et qui ne peuvent craindre aucune invasion, Angleterre, États-Unis, Suède même, préconisent la réduction des armements sur terre. Les Anglo-Saxons ont toujours eu du goût pour ces croisades humanitaires et pacifistes, pourvu qu'elles servent en même temps leurs intérêts. Le récent rappel, par les États-Unis, de nos dettes de guerre et la coïncidence malheureuse qui, à l'échéance de la convention de 1916, renouvelée pour trois ans en 1919, a permis à lord Curzon de nous inviter, à la veille de la Conférence de Gênes, à payer à l'Angleterre les intérêts de nos dettes de guerre dont cette convention nous dispensait provisoirement, ont été interprétés, par une grande partie de la presse européenne, comme le « coup de semonce, » — le mot est de *l'Humanité*, — qui précède ou accompagne une sommation d'avoir à consentir à une réduction de notre armée active. Naturellement, la propagande allemande encourage et inspire cette campagne : pourquoi l'Allemagne se mettrait-elle en peine de payer, à titre de réparations, de grosses sommes qui, prétend-elle, sont employées à des dépenses militaires. La France est militariste, elle veut recommencer la guerre; c'est elle qui menace la paix européenne, de complicité avec la Pologne, par ses prétentions à l'hégémonie continentale. M. Lloyd George s'est engagé à Boulogne à ne pas laisser poser la question générale du désarmement; mais elle se posera nécessairement pour l'armée rouge; les États baltiques, la Pologne, la Roumanie sont directement menacés, sur leur frontière, par de fortes concentrations de troupes soviétiques. « Si l'on nous pousse à bout, disait, à la fin de décembre au Congrès des Soviets, Trotzki, nous montrerons qu'en 1922, il est plus facile d'élargir les frontières de la République que de les rétrécir. » Les Bolchévistes affectent de craindre par-dessus

tout une intervention armée en Russie avec l'appui de la France et de la Pologne ; personne en réalité n'y songe ; mais c'est un prétexte pour maintenir et renforcer l'armée rouge, soutien indispensable du régime soviétique. S'il y a, en Europe, une Puissance militariste, et qui menace ses voisins, depuis l'Inde jusqu'à la Pologne et la Roumanie, c'est certainement la Russie bolchéviste ; c'est elle qui est l'inquiétude de l'Europe. Raison de plus, pour les Russes et les Allemands, pour faire croire que c'est la France et pour lier le désarmement de la Russie à celui de la France et de la Belgique. Il appartiendra à nos représentants de faire ressortir la différence profonde qui sépare les deux problèmes.

L'armée française, comme M. Maginot, ministre de la guerre, et le Président du Conseil lui-même, l'ont fortement montré après le colonel Fabry rapporteur, et le général de Castelnau, président de la Commission de l'armée, doit rester prête à toute éventualité en face d'une Allemagne qui garde une armée active de 250 000 hommes et qui peut mobiliser en peu de jours des millions de réservistes ou de jeunes recrues exercées dans les organisations de police et les sociétés sportives ; elle doit veiller à la tranquillité de nos colonies travaillées par les agents bolchévistes et turcs ; elle est enfin le seul moyen dont nous puissions disposer, s'il devenait nécessaire d'exercer sur l'Allemagne une pression pour obtenir les réparations auxquelles le Traité nous donne droit. L'armée de la France ne menace personne, mais sa force est le fondement solide, et qui doit rester inébranlable, de la sécurité et de la paix. C'est pour cela qu'en Europe et en France même, tous les pêcheurs en eau trouble, tous ceux qui ont intérêt à saper l'ordre politique et l'ordre social en réclament la réduction et en souhaitent la disparition.

Dans ces conditions, on s'explique mal pourquoi, à la Chambre, la presque unanimité qui a approuvé, le 3, les déclarations du Gouvernement, ne s'est pas, le 7, retrouvée derrière lui pour voter le service de dix-huit mois, que, d'accord avec les chefs de l'armée, il demandait au Parlement. La majorité n'a été que de 83 voix. Le Gouvernement n'avait pas soutenu, cependant, qu'il ne fût pas possible d'arriver au service d'un an, lorsque la situation générale de l'Europe, le désarmement matériel et moral de l'Allemagne et l'exécution des traités le permettraient ; de leur côté, MM. Ossola et Molinié, auteurs du contre-projet sur lequel a eu lieu le vote décisif, demandaient le service d'un an, mais admettaient, pendant trois ou quatre ans, une période transitoire durant laquelle les classes appelées feraient dix

huit mois de service. Le Gouvernement n'a pas voulu prendre d'engagement à date fixe, estimant qu'une telle échéance pèserait sur la politique extérieure de la France et encouragerait les résistances et les atermoiements de l'Allemagne ; il a été suivi, et c'est l'essentiel ; il a les effectifs qu'il juge indispensables ; il aura maintenant pour tâche de réorganiser les cadres et surtout de créer les spécialistes militaires indispensables à une époque où la guerre est de plus en plus industrielle, mécanique, chimique. « En ce moment, nous devons avant tout porter notre attention sur le développement de l'aviation militaire et sur l'augmentation de nos forces en autos blindées. » C'est Trotzki qui parlait ainsi au Congrès des Soviets.

Si, malgré les précautions prises et les engagements souscrits, la discussion s'égarait dans le domaine réservé de la politique, ou si les décisions prises sous sa responsabilité par la Commission des réparations étaient remises en question, « nous reprendrions notre liberté d'action ; » nos représentants quitteraient une Conférence qui aurait perdu de vue son objet et se méprendrait sur sa compétence. M. Poincaré a d'ailleurs donné à la Chambre l'assurance qu'aucune signature n'engagerait la France sans une décision du Gouvernement et la ratification du Parlement. Il y a tout lieu de croire que le cas extrême où nous devrions renoncer à collaborer aux travaux de Gênes ne se produira pas, car tous les États, et particulièrement les promoteurs de la Conférence, ont intérêt à ce qu'elle n'aboutisse pas à un fiasco ; or, ils savent qu'il n'y aura pas de restauration économique et financière de l'Europe sans la France. De tous côtés, Allemands, Russes bolchévistes, libéraux et travaillistes anglais, pacifistes de tous pays, révolutionnaires de toute école, affirment par avance, — peut-être en prévision de son échec, — que le succès de la Conférence dépend de l'attitude de la France. M. Tchitcherine a exprimé à plusieurs reprises cette opinion. D'un échec de la Conférence par le départ de la délégation française, les Allemands espèrent, — lisez les récents discours de M. Wirth et de M. Rathenau, — faire sortir la dislocation de l'alliance anglo-française.

La Grande-Bretagne est convaincue que son salut est attaché à la réouverture de ses anciens marchés. Reprise du commerce, remise en marche de la machine économique européenne, c'est justement l'objet des travaux que les experts ont, grâce aux délais obtenus par M. Poincaré, eu le temps de préparer et dont, réunis à Londres, ils ont fait le programme de la Conférence. L'action de la France n'est donc pas, comme on l'a dit, négative ; elle ne

se borne pas à des précautions ; ses techniciens apportent, sur toutes les questions essentielles, des solutions étudiées. Le programme comprend deux parties : pour l'Europe en général, amélioration des changes, des transports, emprunts, crédits, etc. ; pour la Russie des Soviets, il s'y ajoute : garanties de sécurité, moyens de paiement, reconnaissance des dettes anciennes, etc. La première condition pour que la Russie puisse se relever, nourrir sa population et, à la longue, rétablir ses finances par l'exportation de ses immenses richesses naturelles, c'est que les étrangers y puissent pénétrer, vivre, travailler, diriger des usines, transporter des marchandises, en toute sécurité pour leurs personnes et leurs biens. Le jour où Français, Anglais, Allemands, Polonais, Tchèques, etc., qui possédaient des immeubles ou des entreprises en Russie seront admis à y rentrer et protégés par le Gouvernement et sa police, un premier pas décisif sera fait dans la restauration de la prospérité russe, car là où bon nombre d'Allemands, d'Anglais, d'Américains se risquent déjà aujourd'hui, les hommes d'énergie qui avaient mis en valeur l'ancienne Russie, s'empresseront de retourner. Ce serait, pour la Russie, la voie du salut; c'est sur ce point que l'Europe attend du Gouvernement des Soviets non pas des mots, mais des actes et des garanties. Il ne peut être question de reconnaître *de jure* le Gouvernement des Soviets, tant qu'il n'aura pas, durant un noviciat, — le mot est de M. Lloyd George, — qu'il lui appartiendra d'abréger, prouvé qu'il a la volonté et le pouvoir de faire respecter les lois et les droits que tous les États civilisés s'accordent à reconnaître comme la base des rapports entre nations et entre individus.

La rencontre, à Gênes, des délégués de la Russie des Soviets avec ceux de l'Europe « bourgeoise » est la grande nouveauté de la Conférence. Lénine, « surmené, » ou, dit-on, craignant pour sa vie quelque attentat, est resté à Moscou. Mais M. Tchitcherine, ancien diplomate russe, commissaire du Peuple aux Affaires étrangères, MM. Ioffe et Litvinof, sont d'habiles manœuvriers; leurs négociations préparent depuis longtemps la rencontre décisive de Gênes; ils ont même tenté, par diverses voies, ainsi que M. Poincaré l'a révélé à la tribune, de s'aboucher directement avec le Gouvernement français. A Berlin, la délégation a été fêtée; le docteur Rathenau, ministre des Affaires étrangères du Reich, lui a offert un déjeuner; M. Tchitcherine n'a pas caché à un rédacteur du *Tageblatt* que la reconstruction économique de la Russie « ne peut être réalisée que par une collaboration active de l'Europe centrale » et en toute première

ligne, de l'Allemagne. A Berlin, les délégués des Soviets avaient cause gagnée d'avance; la manœuvre, à Gênes, est plus délicate. A peine arrivé, M. Tchitcherine prend l'offensive et, dans une conversation avec le représentant du *Daily Herald*, journal communiste anglais, il pose ses conditions : respect de la souveraineté russe; maintien du système économique de la Russie sous l'autorité des Soviets; maintien de toutes les réformes sociales dues à la révolution russe. On ne voit pas très bien comment ces conditions, si elles devaient être prises à la lettre, seraient conciliables avec la renaissance d'une activité économique du type capitaliste. Il faut, continue M. Tchitcherine, abolir le militarisme, et pour cela d'abord « faire disparaître le danger d'une intervention en Russie. » Le Gouvernement des Soviets veut « mettre un terme au fléau des armements. » Il réclamera aux Alliés des indemnités pour les dommages causés par l'expédition d'Arkhangel, celles de Koltchak, Youdenitch, Denikine, Wrangel; plutôt que d'y renoncer, « les paysans et les ouvriers de la Russie endureraient un nouveau blocus et de nouveaux sacrifices. » Attendons-nous sur ce point à quelques révélations à grand tapage au moyen de documents saisis dans la déroute des armées blanches. Les Alliés ne se laisseront pas intimider par de telles rodomontades qui cachent la terrible nécessité où se trouve la Russie ruinée et affamée d'ouvrir son marché et d'obtenir des crédits. Ce n'est pas l'Europe occidentale qui a besoin de la Russie, c'est la Russie qui a besoin d'elle parce qu'elle se meurt. Sur la restauration économique et financière prochaine de leur malheureux pays, les chefs bolchévistes paraissent se faire peu d'illusions; il n'est pas aisé de faire du commerce avec un État où la circulation fiduciaire atteint 40 trillions de roubles-papier et où la monnaie n'a plus de valeur! Leur objectif réel n'est pas là. Il reste celui que Trotzki a défini dans son dilemme historique : il faut que l'Europe bourgeoise périsse ou que nous périssions.

La Petite Entente, où dominent les Slaves, s'est préparée, par plusieurs conférences, à jouer à Gênes un rôle de premier plan; elle souhaite une Russie prospère, mais pacifique. Les États baltiques et la Pologne sont prêts, eux aussi, selon les circonstances, soit à aider la restauration d'un ordre économique en Russie, soit à résister à son impérialisme. Toute une politique nouvelle se développe sur les rives de la Baltique, qui rappelle, par certains traits, ce qui s'y passait avant Pierre le Grand, et dont il est important pour la France de suivre le développement. Plusieurs conférences, en janvier 1920 à Helsing-

fors, en juillet 1920 à Riga, de nouveau à Helsingfors en juillet 1921, ont préparé celle qui vient de se réunir à Varsovie et constaté une communauté d'intérêts entre les États baltiques. Le 17 mars, à Varsovie, une convention a été signée par les ministres des Affaires étrangères de Pologne, de Finlande, d'Esthonie et de Lettonie. Les quatre États confirment la reconnaissance réciproque des traités de paix qui, pour chacun d'eux, ont marqué la fin de l'état de guerre avec la Russie; ils s'engagent à conclure entre eux, le plus tôt possible, des conventions commerciales, consulaires, d'option, d'extradition, etc. ; ils se garantissent mutuellement les droits de leurs minorités nationales sur leurs territoires respectifs. Cette convention sanctionne un désir commun de solidarité et de collaboration auquel la crainte d'un péril d'invasion de la part des Bolchévistes n'a pas été étrangère. Les signataires n'ont pas voulu aller jusqu'à l'alliance militaire, afin de ne pas donner même l'ombre d'un motif au Gouvernement de Moscou de se dire menacé et d'y trouver un prétexte pour une invasion. Ils ont le plus sincère désir de vivre en bonne intelligence et en relations commerciales avec la Russie ; mais si l'un d'eux était attaqué, les autres « se concerteraient immédiatement sur les mesures à prendre. » La convention de Varsovie est un succès pour la politique de la Pologne qui, par son attitude conciliante, a su inspirer confiance à ses voisins. Sans être membre de la Petite Entente, elle concerte avec elle sa ligne de conduite ; elle a des conventions avec la Tchécoslovaquie et la Roumanie. Ainsi la Pologne tend une main vers les États baltiques, l'autre vers Prague : à Varsovie se fait la conjonction du système baltique et du système danubien. Ce sont ces heureux résultats que M. Skirmunt, ministre des Affaires étrangères, est venu communiquer à M. Poincaré et à M. Lloyd George, avant d'aller à Gênes où la Petite Entente, la Pologne et l'Entente baltique soutiendront de leur influence et de leurs votes la politique de la France, alliée de la Belgique, amie de l'Angleterre et de l'Italie.

L'un des États baltiques, la Lituanie, est absent de la nouvelle combinaison, et on ne peut que le regretter, pour lui-même d'abord. Vilno a été jusqu'ici la pomme de discorde qui a empêché un rapprochement entre la Pologne et la Lituanie. Les Polonais considèrent que les récentes élections à la diète de Vilno règlent définitivement la question, ce que n'admettent pas les Lituaniens. Les Polonais qui viennent de dissoudre, un peu imprudemment, la diète, seraient bien avisés en accordant, à la région mixte de Vilno, un régime d'autonomie administrative ; la Lituanie, de son côté, ne peut pas mé-

connaître les inconvénients de son isolement politique et économique, et la nécessité pour elle d'inaugurer avec la Pologne des relations diplomatiques et consulaires ; plus tard viendrait peut-être un rapprochement politique plus étroit. La France, alliée de la Pologne, mais qui a toujours suivi avec intérêt le développement du nouvel État lituanien, est particulièrement qualifiée pour un rôle de conciliation et d'arbitrage entre les deux États. Le président du Conseil lituanien, M. Galvanowski, qui a été reçu le 7 par M. Poincaré, paraît se rendre compte qu'entre la Pologne et la Lituanie, un rapprochement est souhaitable et que la France pourrait en être l'instrument. Un protocole annexé à la Convention de Varsovie réserve à la Lituanie sa place dans le concert baltique le jour où, reconnue *de jure*, elle se déciderait à la réclamer.

La Conférence de Varsovie a ému le Gouvernement des Soviets; il y a vu un succès de la politique française et il s'est empressé d'inviter les États baltiques à une conférence à Riga; en même temps, M. Tchitchérine, usant d'intimidation, concentrait des troupes sur les frontières. Il y eut quelque alarme parmi les États baltiques coincés entre la Russie et la mer; mais il est avantageux à la Russie que les ports de Riga, de Libau, de Revel soient administrés par la Lettonie ou l'Esthonie plutôt que par des communistes qui ne tarderaient guère à les rendre impraticables. A la réunion de Riga (30 mars), des vues ont été échangées sur la Conférence de Gênes; M. Tchitchérine, sur un ton impérieux, faisant appel à la solidarité des États baltiques, les a mis en demeure de choisir. « C'est aujourd'hui ici, et demain à Gênes, que la Russie comptera ses amis et ses ennemis. » Les délégués des États baltiques se sont laissés entraîner à émettre un vœu en faveur de la reconnaissance *de jure* du Gouvernement des Soviets qui, en échange, leur a promis de respecter et d'exécuter les traités de paix.

Voilà dans quelles conditions et sous quels auspices les États européens entrent, sans les États-Unis, à la Conférence de Gênes.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCII^e ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

HUITIÈME VOLUME

MARS — AVRIL

Livraison du 1er Mars

Livraison du 15 Mars

Livraison du 1er Avril

Livraison du 15 Avril

Paris. — Typographie Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 56323.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Pour se rendre en Angleterre
avec le maximum de confort et avec le minimum de dépense
Prendre la ligne

PARIS-SAINT-LAZARE A LONDRES, PAR DIEPPE-NEWHAVEN

Services rapides de jour et de nuit

Trains luxueux — wagons-restaurants — voitures Pullman. Puissants paquebots à turbines munis de postes de T. S. F.

CHEMINS DE FER PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Services d'Excursions dans la Forêt de Fontainebleau

La Compagnie P.-L.-M. vient de mettre en marche ses services automobiles d'excursions dans la Forêt de Fontainebleau, en correspondance avec les trains de et pour Paris. Ces services fonctionneront jusqu'au 2 novembre inclus et comporteront :

1° *Chaque jour :*

Un circuit dans la matinée pour la visite de la partie Nord de la Forêt ;
Un circuit dans la soirée pour la visite de la partie Sud de la Forêt;

2° *Les jeudis. dimanches et jours fériés pendant toute la saison, plus les lundis et samedis pendant les mois de juillet, août et septembre :*

Un 3e circuit comprenant la visite complète de la Forêt avec arrêt à Barbizon pour le déjeuner.

CHEMIN DE FER DE PARIS A ORLÉANS

Les Châteaux de Touraine et du Blésois en Automobile

Quatre circuits au départ de **TOURS** (Place de la Gare).
Deux circuits au départ de **BLOIS** (Place de la Gare).
Du 15 Avril au 8 Octobre 1922

En vue de permettre la visite rapide et pratique des plus intéressants châteaux des bords de la Loire, la Compagnie d'Orléans organise les circuits ci-après :

AU DÉPART DE TOURS

A. — **Tours, Loches, Chenonceaux, Amboise, Tours.** Prix par place : **33 francs.** Départ à 9 heures. Retour à 18 h. 45.
B. — **Tours, Villandry, Azay-le-Rideau, Chinon, Ussé, Langeais, Cinq-Mars, Luynes, Tours.** Prix par place : **30 francs.** Départ à 9 heures. Retour vers 18 h. 30.
C. — **Tours, Chenonceaux, Amboise, Tours.** Prix par place : **22 francs.** Départ à 13 heures. Retour vers 18 h. 30.
D. — **Tours, Villandry, Azay-le-Rideau, Langeais, Cinq-Mars, Luynes, Tours.** Prix par place : **18 francs.** Départ à 13 h. Retour vers 18 h. 30.

AU DÉPART DE BLOIS

I — **Blois, Cheverny, Chambord, Blois.** Prix par place : **12 francs.** Départ à 13 h. 15. Retour vers 17 heures.
II. — **Blois, Chambord, Cheverny, Chaumont, Blois.** Prix par place : **22 francs.** Départ à 13 h. Retour vers 18 h. 45.

Pour la location des places et l'indication des jours de mise en marche, s'adresser : Aux gares de Tours et de Blois; aux Bureaux spéciaux du service automobile, 8, boulevard Béranger, Tours, et 2, place Victor-Hugo, Blois; à la gare de Paris-Quai d'Orsay ; à l'Agence de la Compagnie d'Orléans, 16, boulevard des Capucines, au Bureau de Ville, 8, rue de Londres, Paris, moyennant paiement de 1 franc par place.

FÊTES DE PAQUES 1922

Amélioration des relations entre Paris-Quai d'Orsay et les stations balnéaires de St-Nazaire au Croisic

Pendant les Fêtes de Pâques les trains express de nuit Paris-Quai d'Orsay St-Nazaire et retour seront prolongés jusqu'au Croisic avec correspondance immédiate à la Baule pour Guérande.
Voitudes directes des trois classes, lits-toilette et couchettes.
Premier départ de Paris le 7 avril.
Dernier départ du Croisic le 23 avril.
Pour plus amples renseignements, consulter les affiches placardées dans les gares.

